Bertrand Van Ruymbeke

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS

De 1492 à nos jours

TALLANDIER



Cartographie : © Éditions Tallandier/Légendes cartographie – Santiago Mora Van Cauwelaert, 2018

© Éditions Tallandier, 2018
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

EAN : 979-10-210-2590-5

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo .

A Cristina
che ha sempre creduto in me.

Sommaire

Titre

Copyright

Dédicace

Introduction
- Une naissance
- Un pays, un destin
- Une histoire exceptionnelle ?
- L'histoire des États-Unis vue de France
- Les vecteurs clés d'une histoire complexe

CHAPITRE PREMIER - De Cabot à Roanoke : les prémices de l'expansion anglaise en Amérique (1497-1590)
- « L'échange colombien »
- Le dépeuplement amérindien
- Les expéditions de John Cabot
- L'Angleterre du XVI e siècle : la Réforme protestante et la conquête de l'Irlande
- Pêche hauturière et guerre de course
- La Floride huguenote
- La propagande anglo-protestante des années 1580

Roanoke ou le mystère de « la colonie perdue »

CHAPITRE 2 - La Chesapeake et la Nouvelle-Angleterre : les fondations de l'Amérique anglaise (1607-1635)
Les Compagnies de Virginie

Jamestown : le berceau de l'Amérique

Le succès de la Virginie : du tabac et des engagés

Les Anglais face aux Virginiens : Pocahontas et les guerres anglo-powhatans

Le Maryland : le projet d'une colonie catholique

Le Mayflower et l'épopée des Pères pèlerins

Le Massachusetts : cœur de l'Amérique puritaine

La fondation du Connecticut et du Rhode Island

CHAPITRE 3 - De la Restauration à la fondation de la Géorgie L'empire prend forme (1660-1732)
Les Carolines : l'expansion vers le sud

La fondation du New York et du New Jersey

La Pennsylvanie et l'utopie quaker

La reprise en main des colonies par la métropole

L'Amérique et les premiers conflits franco-anglais

La Géorgie : projet philanthropique et colonie-tampon

CHAPITRE 4 - Les Britanniques s'imposent en Amérique du Nord (v. 1730-1763)
L'Amérique en noir et blanc : migrants et esclaves

L'accroissement naturel

Commerce et prospérité

Les villes-ports de l'Amérique britannique

Presse, culture et universités

Le kaléidoscope colonial : institutions et sociétés

Le Grand Réveil ou la fracture religieuse des années 1740

La guerre de Sept Ans

CHAPITRE 5 - La naissance des États-Unis (1763-1789)
1763 : le défi de la paix

La crise du Timbre

Les clés du débat entre Britanniques et Américains

De la crise du thé à la guerre

Thomas Paine et Le Sens commun

La déclaration d'Indépendance

La guerre d'Indépendance

L'alliance avec la France

Les Articles de la Confédération

La convention de Philadelphie

La ratification de la Constitution

CHAPITRE 6 - La jeune république L'expérience américaine (1789-1816)
La mise en place des institutions

La Déclaration des droits

La politique économique des Fédéralistes

Les États-Unis à l'ère des Révolutions

Le traité de Jay

Le discours d'adieu de Washington

Les lois sur la naturalisation et la sédition

L'élection de Jefferson

L'Amérique au tournant du siècle

L'émergence de la Cour suprême

L'achat de la Louisiane

L'opération en Méditerranée

La politique de l'embargo

La guerre de 1812

CHAPITRE 7 - La marche en avant de l'Amérique jacksonienne (1816-1835)

La révolution des transports

Une première révolution industrielle

Le compromis du Missouri

La doctrine de Monroe

Andrew Jackson et le passage d'une génération

Une vie politique renouvelée

La politique économique de Jackson

Webster contre Hayne : le grand débat sur l'Union

La déportation des Amérindiens : la « piste des larmes »

CHAPITRE 8 - L'espoir et le fléau Manifeste destinée, utopies et esclavage (1835-1860)

La question du Texas

La guerre contre le Mexique

L'Ouest et deux visions américaines

La fracture politique autour de l'expansion de l'esclavage

Le « pays de l'Oregon »

Le Second Grand Réveil

L'Église des mormons

Utopies et réformes

Les droits des femmes

Réformer l'école et le travail

Le combat contre l'esclavage

Le mouvement abolitionniste

L'esclavage et le débat politique

La Californie et le Compromis de 1850

L'erreur fatale : le Kansas-Nebraska Act

Le Parti républicain et le Parti américain

L'affaire Dred Scott

Le raid abolitionniste de John Brown

CHAPITRE 9 - Le défi de l'Union La guerre de Sécession (1860-1865)

L'élection de Lincoln

L'hiver de la Sécession

La Confédération : l'indépendance du Sud

Fort Sumter (Caroline du Sud)

Les paramètres du conflit

Une effroyable guerre moderne

Batailles et stratégies

La question de l'esclavage

La Proclamation d'émancipation

Le XIIIe amendement et l'abolition de l'esclavage

Les enseignements de la guerre de Sécession

CHAPITRE 10 - La Reconstruction ou le défi de l'après-guerre (1865-1876)

Reconstruire et réintégrer le Sud

Le plan de Johnson

La Reconstruction républicaine

Le Ku Klux Klan

Imposer les droits des Noirs par la loi

Johnson face à la destitution

L'élection du général Grant

Le bilan de la Reconstruction

CHAPITRE 11 - La Conquête de l'Ouest (1867-1890)

La théorie de la Frontière

L'appel du Pacifique

La frontière des fermiers : le Homestead Act

Le chemin de fer transcontinental

Gigantisme et corruption

Promontory Point : la réalisation de l'Amérique coast to coast

Le triomphe du rail

La frontière des mineurs

Le massacre des bisons

L'élevage bovin et le personnage du cow-boy

L'Ouest des Amérindiens

Les guerres indiennes : de Sand Creek à Wounded Knee

CHAPITRE 12 - Le Gilded Age flamboyant Croissance économique et esprit de réussite (1876-1896)

1876 : une année historique

Les facteurs du décollage économique

Immigration et urbanisation

Technologie et inventivité

La naissance de l'agrobusiness

L'ère des millionnaires et du big business

Le miroir aux alouettes

La richesse ostentatoire

CHAPITRE 13 - La face cachée du Gilded Age Luttes syndicales et colère politique (1876-1896)

Une statue pour quelle Amérique ?

Une vie politique terne et corrompue

Le parti : machine politique

L'essor des trusts

Dénoncer la pauvreté de masse à l'âge industriel

Un monde impitoyable

Les Chevaliers du travail

La tragédie du Haymarket à Chicago

L'American Federation of Labor

Les grèves des années 1890 : violence et répression

Le radicalisme agraire

Le Parti du peuple

La fable politique du Magicien d'Oz

Le débat sur le bimétallisme

1896 : deux Amériques face à face

CHAPITRE 14 - L'impérialisme américain Rhétorique et stratégie (1885-1898)

« Anglo-saxoniser l'humanité » : la mission civilisatrice des États-Unis

De la destinée manifeste à la vision impériale

Construire un empire : une aventure américaine

Mahan et la maîtrise des mers

Theodore Roosevelt : l'action au pouvoir

Les États-Unis, puissance Pacifique en devenir

Hawaii : mainmise progressive américaine

Cuba : île rebelle et convoitée

La presse et la guerre, la guerre de la presse

Féminité et honneur masculin

CHAPITRE 15 - Une puissance coloniale (1898-1907)
Les États-Unis se testent face aux Européens
Un premier « Cuba libre »
Le grand saut : la guerre hispano-américaine
L'épineuse question philippine
La ratification du traité de Paris
La Ligue anti-impérialiste
Les Philippines : une guerre coloniale américaine
« L'assimilation bienveillante »
Le canal de Panama
Une « porte ouverte » sur un rêve chinois
Les États-Unis : nouvel acteur mondial
CHAPITRE 16 - Progressisme, immigration, ségrégation Le meilleur et le pire de l'Amérique (1901-1916)
Le progressisme : un nouvel âge de réformes
Dénoncer pour mieux réformer
Briser les trusts
Changer la politique
Le vote des femmes
Limiter l'immigration
Résorber la pauvreté dans les villes
L'œuvre de Jane Addams : la Settlement House
Le melting-pot, un idéal trompeur

L'offensive morale

La ségrégation : le faux remède à la violence

L'appui du pouvoir

Le silence des progressistes

Accepter ou se battre ?

Les élections décisives de 1912

CHAPITRE 17 - Les États-Unis et la Grande Guerre L'impossible neutralité (1914-1919)

Une Amérique prospère et en paix

Les premières réformes wilsoniennes

L'Europe s'embrase : le défi de la neutralité américaine

Droit des neutres : entre blocus et guerre sous-marine

La crise mexicaine

La réélection de Wilson

Une paix sans victoire ?

Le chemin vers la guerre

L'Amérique mobilise ses hommes

… et ses ressources

Convaincre et museler

Les troupes américaines au combat

L'échec d'une paix wilsonienne

L'ultime échec de Wilson

CHAPITRE 18 - Le « retour à la normale » ? Les années 1920

(1919-1929)
La « peur des Rouges »
Le retour des républicains
Un président républicain, l'un après l'autre
Automobile, radio, cinéma : consommation et divertissement
Le roi business
Fondamentalisme et Prohibition au pays de Babbitt
Le renouveau du Ku Klux Klan
Le repli migratoire : les lois sur les quotas
CHAPITRE 19 - L'Amérique à genoux La Grande Dépression et le New Deal (1929-1938)
Krach…
… et crise
FDR entre en scène
Action, communication
La fin de la Prohibition
Les premières mesures du New Deal
Le New Deal face à ses détracteurs
La seconde vague
Une Amérique plus humaine
Roosevelt réélu : la victoire du New Deal
Le bras de fer avec la Cour suprême
CHAPITRE 20 - Les États-Unis et la Seconde Guerre mondiale L'avènement d'une grande puissance (1929-1945)

Les affaires étrangères avant la Crise : business et désarmement

Le nouveau défi de la neutralité

La guerre à l'horizon

S'impliquer sans combattre

Pearl Harbor

Une nouvelle mobilisation générale

Un gigantesque effort de guerre

Une société en mutation

Une guerre mondiale sur deux fronts

Finir la guerre

Le Projet Manhattan

Horreur à Hiroshima

CHAPITRE 21 - Les États-Unis au temps de la guerre froide Prospérité, conformisme et maccarthysme (1945-1960)

Un statut et une puissance inégalés

De la Grande Alliance à la guerre froide

Les élections et les grèves de 1946

La doctrine Truman et le plan Marshall

Les élections présidentielles surprises de 1948

« La Révolution américaine de 1949 »

Une guerre oubliée : la Corée

« I like Ike » : un général à la Maison-Blanche

Le maccarthysme : la « chasse aux sorcières »

Naissance de l'American way of life

Démobilisation, croissance et mouvement

Le pays du confort matériel et de l'automobile

Les mutations de l'économie américaine

Les exclus du rêve américain

Les premières attaques contre la ségrégation

CHAPITRE 22 - The troubled sixties Le tumulte des années 1960 (1960-1968)

L'élection de John Fitzgerald Kennedy

Les crises de Cuba et de Berlin

Dallas, le 22 novembre 1963

Lyndon B. Johnson et la « Grande Société »

La lutte pour les droits civiques : renverser la ségrégation

La bataille du droit de vote

La guerre du Viêtnam : la tragédie d'une erreur

La terrible escalade

Une victoire ni possible ni voulue

Une guerre contestée

Se libérer du conformisme

La révolte des campus

La contre-culture

Le mouvement féministe

Le renouveau indien

La naissance de la conscience hispanique

1968 : le retour de Nixon

CHAPITRE 23 - La crise de confiance Les années 1970 (1969-1980)
Marcher sur la Lune

Sortir du Viêtnam

L'effroyable bilan

Un voyage en Chine

La politique de la Détente

La réélection triomphale de Nixon

La présidence impériale

Le Watergate : « Un cambriolage de troisième ordre »

Le Washington Post mène l'enquête

Le système Nixon

La Maison-Blanche face au Congrès et à la justice

Les enregistrements de la Maison-Blanche

La chute de Nixon

Une démission en guise de destitution

L'intérim Ford

1976 : Le Bicentenaire

La victoire de Jimmy Carter

Une nouvelle priorité : l'énergie

Succès et déboires à l'international

La crise des otages en Iran

L'Amérique morose

Un nouvel âge

CHAPITRE 24 - L'Amérique triomphante est de retour (1980-1992)
Ronald Reagan : de Hollywood à la Maison-Blanche

Le président Reagan

La Nouvelle Droite

La droite évangélique

La reaganomie

Les derniers soubresauts de la guerre froide

L'affaire Iran-Contra

George H. Bush, le successeur

Le nouveau monde de 1989

La guerre du Golfe

L'échec intérieur

Regard sur l'Amérique des années 1980

CHAPITRE 25 - Les États-Unis à l'ère de la mondialisation
et des « culture wars » (1992-2000)
La victoire de Bill Clinton

Les deux Amériques : les « culture wars »

Un lien social délité

La violence et le sexe font le spectacle

La bataille de l'avortement

L'assaut contre le politiquement correct

Comment va l'Amérique ? Au-delà des « culture wars »

La criminalité : le temps de la répression

Une économie mondialisée et florissante

Le retour du culte de l'argent

Le problème persistant de la pauvreté

Une nouvelle immigration de masse

La fin du melting-pot, place au multiculturalisme

Les réactions de crainte et de repli

Clinton : les premières difficultés

Victoires et déboires en politique étrangère

La victoire républicaine au Congrès

Clinton : le come-back kid

« Monicagate » : Clinton, l'assiégé

Le piège…

Starr vs. Clinton : attaque/défense

Le réquisitoire de Starr

Le procès en destitution

De l'affaire aux affaires

CHAPITRE 26 - De la guerre à la crise (2000-2008)

Les élections de 2000 : la revanche en héritage

Les programmes : la bataille du centre

La Floride en ballottage

Le bras de fer politico-judiciaire

Le 11 septembre 2001 : l'Amérique est attaquée

« Héroïsme et horreur »

Le jour d'après

Face au terrorisme

Le commando du 11-Septembre

L'échec du renseignement

Une présidence métamorphosée

La construction de l'État sécuritaire

La riposte : l'Afghanistan

L'Irak : la campagne d'opinion

Des médias tétanisés, une population déconnectée

Exporter la démocratie par les armes

Le coup de force diplomatique

Le chaos de l'occupation ou le temps de l'impréparation

Une Amérique qui se dévoie : Guantánamo et Abou Ghraib

Les élections présidentielles de 2004 : la peur, la valeur, la rumeur

Katrina : l'ouragan de l'incompétence et de l'indifférence

Le bourbier irakien

La crise financière et immobilière

CHAPITRE 27 - Réalisations historiques et espoir déçu Les années

Obama (2008-2016)
- Barack Obama : le candidat surprise
- Qui est Obama ?
- Le discours de Philadelphie
- Une victoire pour l'Amérique
- Restaurer l'économie en changeant la société
- Une réforme historique : le système de santé
- Les affaires étrangères : de nouvelles priorités
- Le discours du Caire
- Irak et Afghanistan : retrait et basculement
- L'intervention discrète en Libye
- Impasse au Proche-Orient
- La lutte contre le terrorisme et Guantánamo
- Une Amérique en colère : le mouvement Tea Party
- Les raisons de la colère
- 2010 : l'année difficile
- L'art de la politique
- Le défi de la réélection : les présidentielles de 2012
- Les armes à feu : l'impossible remise en question
- Réformer la politique migratoire : projets et réalité
- Violences raciales et mémoire du Sud confédéré
- Cuba, Iran, Syrie : deux victoires et une retraite

Épilogue - Un nouveau président…
Les présidentielles de 2016 : l'élection surprise

L'Amérique avant tout

Le président Trump : une imprévisibilité calculée

Notes

ANNEXES
ANNEXE I - Déclaration unanime des treize États unis d'Amérique réunis en Congrès le 4 juillet 1776

ANNEXE II - Les Articles de la Confédération

ANNEXE III - La Constitution américaine

ANNEXE IV - Les dix premiers amendements ou Déclaration des droits (Bill of Rights)

ANNEXE V - Les Amendements à la Constitution

ANNEXE VI - Liste des 45 présidents américains

ANNEXE VII - La liste d'admission des États et dates

ANNEXE VIII - Liste des États confédérés et dates de sécession

ANNEXE IX - Croissance démographique
Population américaine (en millions)

Population des villes les plus importantes de 1790 à 2018

Sources et bibliographie
SOURCES

BIBLIOGRAPHIE

Dictionnaires, atlas et outils

Remerciements

Table des cartes

Du même auteur

Index des noms de personnes

Index des noms de lieux

Introduction

Dans ses réussites comme par ses échecs,
l'expérience américaine concerne toute l'humanité.
René Rémond (1959)

Une naissance

Le 3 juillet 1776, dans une lettre adressée à sa femme Abigail, le Bostonien John Adams écrit : « Hier, fut décidée la plus grande question jamais débattue en Amérique, et plus grande encore peut-être qui ne le fut ni ne le sera jamais parmi les hommes. Une résolution fut adoptée à l'unanimité sans aucune colonie dissidente "que ces Colonies unies sont et de droit doivent être des États libres et indépendants". » Il ajoute : « Lorsque je regarde en arrière vers l'année 1761 […] je suis surpris par la soudaineté, tout comme par la grandeur, de cette révolution. » Dans une autre lettre, datée du même jour, toujours à Abigail, il prévoit que le « second jour de juillet 1776 sera le moment le plus mémorable, dans l'histoire de l'Amérique[1] ».

L'histoire conservera le 4 juillet comme date de naissance des États-Unis et comme jour de fête nationale. Au demeurant, l'enthousiasme de John Adams paraît bien légitime. Lui et ses corévolutionnaires ont pris l'incroyable risque de défier la toute-puissante Grande-Bretagne et de s'en séparer en déclarant l'indépendance de treize colonies réparties le long du littoral

atlantique nord-américain, de la Géorgie au New Hampshire . Il faudra attendre treize ans avant que ce nouveau pays, reconnu par la France en 1778, gagne, avec l'aide précieuse et indispensable de cette dernière, sa guerre contre les Britanniques en 1783, puis construise une république avec à sa tête un président élu, George Washington , en 1789. À partir des années 1830 s'élaborera la mémoire de cette révolution et, avec le temps, les Américains voueront une vénération sans égale à ceux qui seront collectivement appelés, un siècle plus tard, les Pères fondateurs.

Un pays, un destin

Au XIX e siècle, historiens, chroniqueurs et éditorialistes dessinent un destin hors du commun à ce pays qui traverse de profondes mutations sociales, économiques, politiques, démographiques et culturelles. L'historien George Bancroft écrit, à partir de 1834, son *Histoire des États-Unis depuis la découverte du continent américain* , une grande fresque en dix tomes, dont le dernier sera publié en 1874. Bancroft célèbre l'expansion territoriale des États-Unis, à ses yeux devenus un continent, la prospérité économique, l'explosion démographique vertigineuse et l'attrait de la technologie. Ainsi, note-t-il, « de nouveaux États se forment dans les déserts. Des canaux traversent les plaines et, sur les montagnes, s'ouvrent des voies nombreuses au commerce. Les manufactures prospèrent le long de nos cours d'eau. L'emploi de la vapeur sur nos rivières et l'établissement de voies ferrées rapprochent les distances. Notre richesse et notre population […] nous placent déjà au premier rang des nations ». Les États-Unis attirent de nombreux migrants et savent les intégrer par des lois qui promeuvent l'équité et la liberté. « Un immense concours d'émigrants des origines les plus variées couvre continuellement nos côtes ; et les principes de liberté unissant tous les intérêts par des lois égales, changent les discordants en une union harmonieuse », s'extasie-t-il. Bancroft vante aussi la stabilité des

institutions américaines. « D'autres gouvernements sont bouleversés par les innovations et les réformes des États voisins ; notre Constitution, fixée dans les affections du peuple qui l'a choisie, neutralise l'influence des principes étrangers et ouvre sans crainte un asile aux hommes vertueux, malheureux ou opprimés des autres nations », souligne-t-il. « Et cependant, ajoute Bancroft , il y a à peine deux siècles que le plus ancien de nos États fut colonisé. » Destin foudroyant, s'il en est… Bancroft conclut son introduction en expliquant que « le but de cet ouvrage est […] de démontrer que le sort d'une nation ne dépend pas de l'aveugle destin. Notre patrie ne doit sa gloire et sa prospérité actuelles qu'aux institutions dont l'a doté son heureux génie »[2] .

Il serait facile et vain de balayer Bancroft et son œuvre sous prétexte que cette histoire est partielle et partiale. Car, tout en capturant l'esprit de son temps, il réussit à intégrer dans un même récit les principes cardinaux de l'Amérique, tels qu'ils apparaissent aux élites – blanches – du moment, à savoir la liberté, l'espace, la diversité, la croissance, l'innovation et la stabilité. Des caractéristiques qui se renforcent les unes les autres dans un élan, un destin hors du commun, « la destinée manifeste » (*manifest destiny*) selon les termes de l'époque.

Une histoire exceptionnelle ?

George Bancroft influence l'écriture du récit national des États-Unis pendant près d'un siècle. Dans les années 1960, cependant, face aux mutations et aux remous que traverse la société américaine, une nouvelle génération d'historiens, plus jeune, plus diversifiée, plus ouverte et moins élitiste, et née de la professionnalisation du métier, tout comme du formidable développement des universités, transforme profondément et durablement la façon d'écrire l'histoire des États-Unis. D'une part, leurs ouvrages s'intéressent désormais aux oubliés d'un récit national à dominance masculine, blanche et

protestante. Dès 1852, au moment où Bancroft écrivait son histoire, l'ancien esclave et désormais abolitionniste Frederick Douglass posait d'ailleurs puissamment le problème en demandant : « Qu'est-ce que le 4 juillet pour un esclave ? » De nombreuses études ont ainsi paru, entre autres, sur les Amérindiens, les Noirs américains, les femmes, les Hispaniques et les très nombreux pauvres, quels que soient leurs origines et lieux de vie. D'autre part, l'histoire des États-Unis n'est plus vue comme un cheminement linéaire vers un destin grand et unique. L'accent est désormais mis sur les crises et les périodes troubles de l'histoire américaine ainsi que sur les erreurs commises. De nombreux livres paraissent sur l'esclavage, la ségrégation, la déportation et la destruction des nations Amérindiennes, l'impérialisme, la répression coloniale aux Philippines, l'hostilité aux Chinois ou aux Irlandais au cours du XIX e siècle, l'internement des citoyens américains d'origine japonaise dans les années 1940, la guerre du Viêtnam, etc. Des études qui, prises dans leur ensemble, donnent l'impression d'une profonde, et, à bien des égards, salutaire même si parfois excessive, introspection collective.

À partir des années 1990, la mondialisation encourage le développement de l'internationalisation de l'écriture de l'histoire des États-Unis. Ce phénomène a eu deux conséquences majeures. D'abord, les historiens américains ont plus facilement comparé leur histoire à celles d'autres pays et ont étudié les multiples interactions des États-Unis avec le monde extérieur, et ceci même avant la fin du XIX e siècle et dans des schémas de réciprocité, quoique déséquilibrés à l'avantage de l'Amérique, surtout à partir de la Seconde Guerre mondiale. Ensuite, des universitaires non américains ont de plus en plus écrit sur l'histoire des États-Unis, et ce sans que leurs travaux soient totalement ignorés par les historiens américains. Certes, le double problème de la langue et de la réticence des éditeurs américains à traduire ces études publiées à l'étranger reste un obstacle majeur à une plus grande diffusion de ces dernières aux États-Unis. Néanmoins, de grands pas ont été faits. L'étude et l'écriture de l'histoire américaine sont sorties de leur insularité et ne

sont plus exclusivement américaines. Le récit américain et son interprétation s'en sont trouvés modifiés significativement. Ainsi, le regard extérieur et comparatif des historiens américains et l'apport des historiens non américains ont remarquablement mis en lumière le fait que d'autres pays sont nés d'une révolution, ont vécu une guerre civile (la guerre de Sécession pouvant d'ailleurs être lue comme un processus d'unification à l'image de celui de l'Italie ou de l'Allemagne au même moment), ont connu une expansion territoriale phénoménale, ou encore ont attiré des millions de migrants au XIX e siècle. L'universalité de l'expérience américaine revêt désormais un nouveau visage. Elle n'est plus attribuée, comme au temps de Bancroft , exclusivement à une glorieuse destinée qui s'offrirait au monde comme un modèle mais aussi à la diversité de ses origines et à une histoire qui trouve des échos dans celles d'autres pays et régions du monde[3] .

Les États-Unis n'auraient pas ainsi suivi un destin unique, ce que les historiens appellent « l'exceptionnalisme américain ». Il n'en demeure pas moins que cette histoire, celle de treize colonies devenant une puissance planétaire en à peine deux siècles, celle d'un pays exerçant une influence économique, technologique, militaire et surtout linguistique et culturelle phénoménale, reste étonnante, fascinante même, à défaut d'être exceptionnelle. Certes, cette influence, excepté dans le domaine militaire et culturel, est moindre que dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale du fait de l'enrichissement de nombreux pays, en Europe de l'Ouest et en Asie notamment, mais elle reste réelle et profonde. Il importe ainsi de mieux connaître l'histoire de ce pays.

L'histoire des États-Unis vue de France

La France, elle, peut s'enorgueillir d'une riche historiographie sur les États-Unis, certainement une des plus riches d'Europe continentale. Diverse, ancienne, florissante et dynamique. Dès les

années 1770, alors que la France participe activement à la naissance du pays, des militaires, de retour de campagne, publient des journaux de voyage sur ces nouveaux États-Unis d'Amérique, lointains et exotiques. Ils furent suivis par des voyageurs, des diplomates, des écrivains, des réfugiés et des migrants. Vint ensuite la magistrale analyse d'Alexis de Tocqueville , dans les années 1830, puis les travaux d'Édouard Laboulaye ou d'Henri Doniol à la fin du XIX e siècle[4] . Les deux premiers tiers du XX e siècle furent le moment de la parution de fines analyses de la société et de l'histoire américaines comme celles, entre autres, d'André Tardieu , de Jules Jusserand , de Paul Claudel , de Gilbert Chinard , d'André Maurois , de René Rémond ou d'André Siegfried [5] . À partir des années 1970 et 1980, les études américaines, surtout dans les départements d'anglais des universités, où s'enseigne la civilisation américaine, mais aussi en histoire et en sciences politiques, se sont développées à une vitesse vertigineuse et celles-ci ont largement dépassé le cadre thématique, fertile mais néanmoins étroit, des « républiques sœurs » du XVIII e siècle et des relations franco-américaines. Des études sur des thèmes variés et des ouvrages de synthèse remarquables (dont beaucoup apparaissent en bibliographie) ont été publiés par Claude Fohlen , Jean Heffer , Marianne Debouzy , Marie-France Toinet , Élise Marienstras , André Kaspi , Bernard Vincent , Pierre Melandri et Jean-Michel Lacroix pour ne pas tous les nommer, auxquels a succédé une nouvelle génération d'américanistes. Ce livre s'inscrit dans cette historiographie française des États-Unis tout en offrant sa propre lecture de l'histoire et de la culture de ce pays.

Les vecteurs clés d'une histoire complexe

Le socle de traits fondamentaux de l'histoire, de la géographie et de la culture des États-Unis est à chercher dans les profondeurs de leur passé. Ces caractéristiques, qui apparaissent dès la période coloniale, sont les vecteurs de cet ouvrage, à savoir l'espace, la

croissance, la diversité, l'inventivité et la violence.

Notons tout d'abord l'espace. Dès le moment de la Révolution, les Treize colonies nouvellement indépendantes couvrent un grand espace littoral. D'aucuns doutent d'ailleurs alors en Europe du succès sur le long terme d'une république sur un si grand territoire… De plus, les États-Unis d'alors font face à un continent encore mal connu mais dont ils soupçonnent l'immensité. Tout au long du XIX e siècle, les Américains explorent, conquièrent, peuplent et maîtrisent, par la technologie du rail, du télégraphe et des armes à feu, cette immensité continentale. C'est leur première conquête spatiale. Cette expansion territoriale se nourrit et entretient une croissance – notamment et surtout démographique mais aussi économique – phénoménale qui perdurera, avec des hauts et des bas, tout au long de l'histoire du pays. L'Amérique attire des millions d'immigrants. Cette forte, quoique fluctuante à travers les époques, immigration perpétue et accentue une extraordinaire diversité qui, gardons-le à l'esprit, fut de tout temps une caractéristique de l'Amérique britannique et des premiers États-Unis. En incorporant des territoires d'abord continentaux, puis îliens par l'expansion impériale et ultramarine à la fin du XIX e siècle, les États-Unis absorbent aussi des populations différentes du socle de départ et intègrent leurs histoires et leurs héritages dans le récit national. Ainsi, les États-Unis naissent de l'Amérique britannique mais leur expansion territoriale fait que leur histoire s'enracine désormais dans d'autres passés régionaux et culturels. D'où l'extrême importance, depuis le tout début, des spécificités des colonies puis des États. Les États-Unis, malgré un fort verni unificateur et uniformisant, sont aussi une somme d'histoires, un kaléidoscope de traditions et de particularismes identitaires liés au peuplement et à la géographie. Si la diversité la plus frappante est ethnique, celle des territoires reste fondamentale. L'inventivité, fruit d'une passion pour la technologie et la nouveauté, demeure une autre caractéristique constitutive des États-Unis et du peuple américain. Dès la fin du XVIII e siècle, l'Amérique est une expérience, au sens anglais du mot *experiment* , incarnée par la Constitution novatrice de

1787 et des personnages comme Benjamin Franklin ou Thomas Jefferson . Tout au long de leur histoire, les États-Unis ne cesseront d'inventer et d'expérimenter.

Enfin, mais d'une manière essentielle, ce schéma d'expansion – territoriale, économique, technologique – a toujours été concomitant d'une grande violence. Violence des guerres – notamment contre les Amérindiens –, des conquêtes, de la spoliation, de la déportation, des maladies, des éléments naturels, de l'esclavage, de la ségrégation, de l'exploitation, de la criminalité, de la peine de mort, de l'incarcération de masse et de la pauvreté. L'Amérique a ainsi toujours présenté un double visage. Celui du rêve de richesse, l'eldorado des premiers temps, le nouveau monde de l'espoir, de l'opportunité, du recommencement et d'une certaine liberté mais aussi celui de la brutalité de la conquête, de la dureté de l'exploitation d'une main-d'œuvre massive et sans cesse renouvelée, d'une concurrence impitoyable et effrénée, et d'inégalités toujours plus grandes.

La prémisse de cet ouvrage est que l'histoire des États-Unis et de la société américaine n'est qu'imparfaitement connue du public français, et au-delà francophone, notamment dans sa complexité. Dans un cadre chronologique articulé autour d'événements majeurs, l'approche qui a été privilégiée dans cet ouvrage est socioculturelle, même si tous les aspects de cette histoire sont étudiés. Ce livre offre un panorama des États-Unis à travers le temps, émaillé de gros plans sur la société américaine à telle ou telle période et de vignettes biographiques de personnages connus de tous ou non. L'histoire des États-Unis est aussi analysée dans son contexte global, et non comme isolée du monde, suivant un destin particulier.

CHAPITRE PREMIER

De Cabot à Roanoke : les prémices de l'expansion anglaise en Amérique (1497-1590)

Cette expédition [Roanoke] a pour objectif de :
1. Répandre la religion chrétienne
2. Commercer
3. Conquérir.
Richard Hakluyt l'Ancien (1585)

« L'échange colombien »

Christophe Colomb ne découvre pas l'Amérique en 1492. Lui-même pense avoir atteint l'Asie et le concept de découverte, qui traduit une vision euro-centrique de l'histoire, est aussi inexact que biaisé. Si découverte il y a, elle ne peut être que mutuelle. Les Amérindiens se savent-ils soudainement découverts ? Il est permis d'en douter. Découvrent-ils les Européens et leurs imposants navires ? Assurément. La portée du voyage de Colomb est phénoménale mais elle se projette bien au-delà de la relation, somme toute étroite, Europe-Amériques. Il est réducteur de dire que Colomb « découvre »

le Nouveau Monde : le navigateur génois *fonde* un nouveau monde. Un monde nouveau pour tous. En traversant l'Atlantique, et surtout en en revenant, Colomb met en contact à jamais trois (et indirectement un quatrième avec l'Asie) continents : l'Europe, l'Amérique et l'Afrique[1] .

Ce rapprochement intercontinental porte un nom : c'est « l'échange colombien » (*columbian exchange*)[2] . Ce terme désigne le vaste et irré versible échange de plantes, d'animaux, de maladies et surtout de populations entre ces trois, puis quatre, continents. Peut-on imaginer l'Italie sans tomates, l'Irlande sans pommes de terre, la cuisine thaïlandaise sans ananas ou un foufou ouest-africain sans manioc ou maïs ? Peut-on imaginer les Indiens de l'Ouest américain sans chevaux ? Et pourtant… La tomate, la pomme de terre, l'ananas, le manioc et le maïs proviennent tous du continent américain ; le cheval, quant à lui, y a été importé d'Europe.

L'arrivée de maladies dans une Amérique isolée d'un point de vue épidémiologique est une des caractéristiques les plus tragiques de l'échange – en l'occurrence à sens unique – postcolombien[3] . Variole, varicelle, fièvre jaune, peste, coqueluche, rougeole et paludisme (pour ne citer que quelques maladies) déciment les populations autochtones. C'est le choc microbien. Lorsque les puritains du *Mayflower* débarquent en Nouvelle-Angleterre en 1620, ils trouvent une terre désolée à la suite d'une série d'épidémies, probablement d'hépatite A, qui a éradiqué près de 80 % de la population amérindienne le long du littoral. Un chroniqueur anglais note que « les ossements et les crânes [sur le sol] créent un spectacle qui [lui] paraît tel un nouveau Golgotha[4] ». Le fait que les maladies précèdent les Européens, conquérants, marchands, missionnaires, pêcheurs ou colons, et occasionnent bien plus de ravages que la plus meurtrière des batailles, est une caractéristique fondamentale de la conquête du Nouveau Monde[5] .

Le déplacement massif de populations d'Europe et d'Afrique vers les Amériques constitue une autre conséquence spectaculaire du

voyage fondateur de Colomb . Des millions d'hommes et de femmes ont émigré, ou ont été déportés, au-delà de l'Atlantique, modifiant à jamais la répartition ethnique et culturelle des populations autour du globe. Ce faisant, ces hommes et ces femmes ont façonné des nations qui, depuis leur naissance, ont modifié définitivement la géopolitique planétaire.

L'histoire des États-Unis s'enracine dans ces bouleversements radicaux impulsés à la toute fin du XV e siècle.

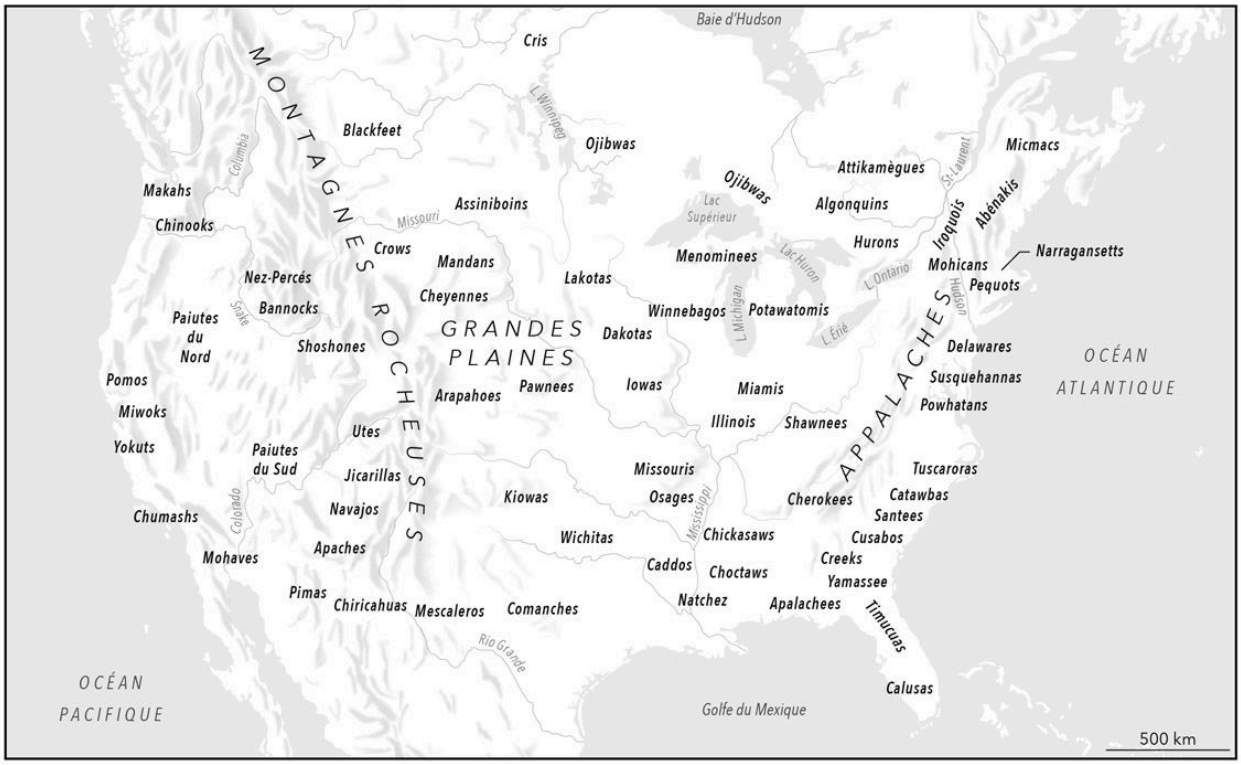
Le dépeuplement amérindien

Les ancêtres des Amérindiens arrivent en Amérique, venant de Sibérie par le détroit de Béring alors gelé, entre 18 000 et 15 000 ans avant notre ère. En mille ans, ces chasseurs nomades se répartissent sur toutes les Amériques de l'Alaska à la Patagonie. Entre 8 000 et 3 000 avant J.-C., on observe une lente sédentarisation du peuplement amérindien et l'émergence de cultures et de modes de vie spécifiques selon les groupes et adaptés à l'environnement. Le territoire actuel des États-Unis recouvre quatre zones géo-culturelles : les forêts de l'Est (*eastern woodlands*) ; les grandes plaines de l'intérieur ; le Sud-Ouest et la Californie ; les plateaux du Nord-Ouest. Les *eastern woodlands* couvrent un immense territoire à l'est du Mississippi qui va du Labrador à la Floride et du Wisconsin à la Louisiane , soit toute la zone de contact anglo-indien du XVI e au XVIII e siècle. Les Amérindiens de ces forêts sont des chasseurs-cueilleurs semi-nomades, effectuant des déplacements annuels saisonniers à partir de camps de base régulièrement fréquentés.

En 1492, la population amérindienne totalise 75 millions d'habitants pour les Amériques et se situe entre 5 et 7 millions sur le territoire couvrant les États-Unis (avec l'Alaska) et le Canada – 5 millions pour les États-Unis (sans l'Alaska). Au-delà de son éparpillement (0,5 à 0,7 habitants au km^2), l'observateur est frappé

par l'émiettement de cette population, de surcroît sur un immense espace et avec un net contraste Est/Ouest du fleuve Mississippi. Au tournant du XVI e siècle, l'Amérique du Nord offre un véritable kaléidoscope de peuples, de sociétés, de cultures et de langues autochtones. On compte par exemple plus de 400 langues différentes. Face à cette complexe mosaïque, constituée d'une centaine de nations, il est néanmoins possible de regrouper les sociétés amérindiennes à l'est du Mississippi en quatre grandes familles culturelles et linguistiques, soit du nord au sud : les Iroquoiens, les Algonquiens, les Siouiens et les Muskogéens[6] .

Principales Nations amérindiennes en 1600



Les Algonquiens occupent la majeure partie du littoral atlantique. Les nations les plus nombreuses et le plus souvent mentionnées par les explorateurs sont : les Micmacs et les Abénaquis en Nouvelle-Écosse et dans le Maine ; les Wampanoags , les Péquots et les Narragansetts dans le sud de la Nouvelle-Angleterre ; les Delawares au New Jersey et en Pennsylvanie ; et les Susquehannas et les Powhatans en Virginie et au Maryland . C'est avec cette dernière

famille algonquienne que les Anglais ont, au début de la colonisation, les contacts les plus réguliers. Les nations sioux de la côte Est, les Catawbas et les Santees, par exemple, sont installées en Caroline du Nord et au nord de la Caroline du Sud . Puis au sud de Charleston , le long de la côte de la Géorgie à la Floride , résident des nations muskogéennes telles les Cusabos et les Yamassee en Caroline du Sud et en Géorgie ; puis, toujours en Géorgie, nous trouvons les Guales et, enfin, les Timucuas au nord-est de la Floride. Vers l'intérieur des terres, dans l'hinterland new-yorkais, le long du fleuve Saint-Laurent et dans la région des Grands Lacs habitent les puissantes sociétés iroquoises, regroupées en une confédération probablement formée à l'orée du XVI e siècle. Dit ligue des Cinq Nations, cet ensemble regroupe les Mohawks , les Oneidas, les Onondagas, les Cayugas et les Senecas . Elles seront rejointes en 1722 par les Tuscaroras (des Iroquoiens de Caroline du Nord) et formeront la ligue iroquoise des Six Nations.

L'arrivée des Européens provoque une chute soudaine et vertigineuse de la population amérindienne qui se situe probablement entre un et deux millions à l'est du Mississippi au début du XVI e siècle. En un siècle et demi de contacts, entre 1550 et 1700, cette présence autochtone va considérablement décroître, disparaissant presque complètement du littoral même et ne subsistant à l'intérieur des terres qu'autour de puissants blocs tels celui des Iroquois au nord-est ou des Cherokees au sud-est. Les Narragansetts de Nouvelle-Angleterre perdent 92 % de leur population au cours du XVII e siècle. Les Powhatans de Virginie , au nombre de 12 000 lors de la fondation de Jamestown en 1607, ne sont plus que 1 000 en 1700 alors que la population blanche de la colonie atteint désormais 60 000 habitants[7] .

Les maladies, affectant les nations amérindiennes par le biais des échanges et des déplacements même si ces dernières n'ont pas de contacts directs avec les Européens, constituent la cause principale de ce cataclysme démographique. Au-delà de ce fléau, l'incompréhension – pour ne pas dire l'incompatibilité – culturelle

entre les envahisseurs et les autochtones, puis, dans le cas des Britanniques, l'arrivée massive de colons vont détruire tout espoir d'accommodement sur le long terme et condamner les nations amérindiennes[8] .

Les expéditions de John Cabot

Dans les années 1490, au moment du voyage fondateur de Colomb , Bristol est un bourg dynamique situé au cœur d'une région du sud-ouest de l'Angleterre tournée vers l'Atlantique : le West Country[9] . Depuis des décennies, Bristol envoie ses morutiers pêcher au large des côtes islandaises mais, dans la seconde moitié du XV e siècle, cette activité est menacée par l'épuisement des réserves en poissons et la concurrence de plus en plus vive des ports allemands de la Hanse, situés sur les rives baltiques. Les Anglais cherchent alors une nouvelle source d'approvisionnement et tentent l'aventure atlantique. En 1496, les marchands de Bristol nouent une collaboration avec Giovanni Caboto ou John Cabot , un navigateur génois – comme Colomb – afin de découvrir des terres et des bancs de poissons au-delà de l'Atlantique. Muni du soutien du roi Henry VII (1485-1509), Cabot atteint Terre-Neuve en 1497 et localise les Grands Bancs , soit une série de bancs très poissonneux et particulièrement riches en morue du fait de l'abondance de plancton. Les Grands Bancs, un ensemble de plateaux sous-marins de moins de cent mètres de profondeur, s'étendent le long des côtes du Labrador , de Terre-Neuve, de Nouvelle-Écosse et de Nouvelle-Angleterre , où le nom Cap Cod (« morue » en anglais) rappelle encore de nos jours l'âge d'or des morutiers.

Mais l'Angleterre n'est pas prête à soutenir l'effort nécessaire pour capitaliser sur ces voyages d'exploration somme toute assez précoces puisqu'ils suivent de cinq ans seulement la première expédition de Colomb . L'Angleterre sort à peine de la guerre des Deux-Roses. Affaibli par ce conflit fratricide, le pays a besoin de stabilité

politique. Les Tudor s'y appliquent en asseyant leur dynastie. De plus, l'Angleterre, située à la périphérie de l'Europe, n'a pas les ressources de la riche Espagne . Sans aucun doute, la puissance et l'aura de celle-ci font rêver outre-Manche. Mais justement ce n'est qu'un rêve…

L'Angleterre du XVI e siècle : la Réforme protestante et la conquête de l'Irlande

Au cours du XVI e siècle, les problèmes matrimoniaux d'Henry VIII (1509-1547), la Réforme protestante et l'instabilité politico-religieuse due aux règnes successifs de la catholique Mary (1553-1558) puis de la protestante Elizabeth Ire (1558-1603) affaiblissent l'Angleterre et la détournent de l'aventure atlantique. Sous le règne d'Elizabeth Ire , la priorité, sur un plan intérieur comme à l'international, est alors d'engager plus avant le pays sur le chemin de la Réforme et de soutenir la cause protestante sur le continent, au risque de courroucer l'Espagne . L'Angleterre intervient militairement auprès des huguenots en France pendant les guerres de Religion (1562-1598) et des rebelles calvinistes hollandais en guerre contre l'Espagne pour leur indépendance depuis 1568. Le désir de puissance s'affermit progressivement. En 1585, l'Angleterre est assez sûre d'elle-même pour déclarer la guerre à l'Espagne.

Dans les mêmes années, l'Angleterre se lance dans la conquête de l'Irlande . Depuis le Moyen Âge, les Anglais convoitent l'Irlande mais au début du XVI e siècle, ils ne contrôlent toujours que Dublin et une petite zone autour de celle-ci appelée The Pale. Déterminés, les Anglais organisent des opérations militaires d'une rare violence pour asseoir définitivement leur autorité sur les populations gaéliques. Ils mènent également une politique d'anglicisation et de protestantisation des élites. Enfin, ils fondent des colonies dans le Munster, au sud, et en Ulster, au nord. Cent mille colons protestants (Anglais, Gallois et Écossais) s'installent en Ulster avant 1641.

Pour l'Angleterre, du milieu du XVI e jusqu'aux premières années du XVII e siècle, la colonisation de l'Irlande est indissociable de l'aventure américaine. C'est en Irlande que les Anglais développent des stratégies militaires de conquête et élaborent des schémas d'occupation territoriale et d'administration coloniale. Ils acquièrent aussi une première expérience de l'Autre : ici le Gaélique, là l'Amérindien. Enfin, on retrouve souvent les mêmes hommes impliqués dans les deux conquêtes. C'est en Irlande que les capitaines et les chefs militaires anglais font leurs premières armes.

Pêche hauturière et guerre de course

Au début du XVI e siècle, cependant, les Anglais n'entretiennent pas encore l'espoir d'une conquête territoriale outre-Atlantique. C'est par la pêche et la guerre de course que commence l'aventure américaine de l'Angleterre. Suivant les traces de Cabot , les Anglais s'impliquent dans la pêche hauturière au large de Terre-Neuve . Ils ne sont ni les premiers ni les seuls. Les Grands Bancs sont fréquentés par les terre-neuviers et les baleiniers basques, bretons, normands, français, espagnols et portugais dès cette époque. Au fil du siècle, cependant, les Anglais accroissent leur présence. En 1594, cent morutiers anglais traversent annuellement l'Atlantique ; ils sont 150 au début du XVII e siècle. Les morutiers et leurs équipages viennent presque exclusivement du West Country . Les ports les plus actifs sont Bristol, Plymouth , Exeter et Southampton. Londres n'est que marginalement impliqué. La morue est l'or de l'Amérique du Nord. Au XVI e siècle, davantage de navires et de marins sont engagés dans la pêche hauturière à Terre-Neuve et en Nouvelle-Écosse que dans le commerce entre l'Espagne et ses colonies antillaises et latino-américaines. Avec la pêche en Atlantique nord, les Anglais se créent une pépinière de marins formés à la navigation en haute mer. Mais il y a davantage.

À l'inverse des Français et des Espagnols, les Anglais n'ont pas

accès au sel pour conserver les morues fraîchement pêchées de retour vers l'Europe. Par conséquent, ils pratiquent une pêche semi-sédentaire, dite à la morue sèche ou merluche. En début de saison, soit entre janvier et avril, ils installent des campements sur les plages de Terre-Neuve ou de Nouvelle-Écosse où ils vident, salent et sèchent la morue avant de la transporter. Cette pêche nécessite un équipage plus nombreux et une main-d'œuvre qualifiée qui doit rester sur place du printemps à l'automne. C'est donc précisément ce manque de sel qui force les Anglais à occuper Terre-Neuve plus régulièrement que leurs concurrents et, par voie de conséquence, à choisir les meilleurs havres, à être davantage en contact avec les autochtones et, point crucial pour notre propos, à tenter de s'y implanter durablement avant les autres Européens.

La rivalité avec l'Espagne et le soutien militaire accordé aux huguenots et aux calvinistes hollandais engagent l'Angleterre dans la guerre de course. Au XVI e siècle, les capitaines huguenots et hollandais sillonnent les mers à la recherche de tout navire marchand espagnol ou portugais. Leur proie favorite : un galion chargé d'or et d'argent de retour de Vera Cruz (Mexique) ou de Porto Bello (Panama). Guerre de course et non piraterie. La distinction est essentielle. Les corsaires sont mandatés par leur souverain et possèdent à bord de leur navire une lettre de marque, le document qui légitime le pillage. À une époque où les nations européennes n'ont pas véritablement de marines et où tout navire marchand peut être équipé pour la guerre, la course est une opération paramilitaire efficace. Les huguenots ne jouissent pas toujours de l'appui des Valois et les capitaines hollandais sont investis par un régime qui n'est pas reconnu par l'Espagne. À l'inverse, les corsaires anglais bénéficient pleinement du soutien de la reine Elizabeth Ire . Il faut dire que la guerre de course rapporte gros à la couronne : au moins cent mille livres sterling annuellement dans les années 1580.

Les plus grands marins anglais du XVI e siècle se distinguent dans la guerre de course. Souvent parents et tous originaires du West Country , les Drake , Gilbert, Hawkins et Raleigh sont les héros du

moment. Sir Francis Drake est le premier Anglais à faire le tour du monde (1577-1580) et revendique la Californie pour les Anglais sous le nom de Nova Albion ; Sir Humphrey Gilbert commence la colonisation de Terre-Neuve ; Sir John Hawkins est parmi les premiers à pratiquer le commerce (notamment des esclaves) avec les côtes ouest-africaines et les colonies espagnoles aux Antilles et en Amérique centrale ; et Sir Walter Raleigh inspire la fondation de la colonie de Roanoke en Caroline du Nord , tête de pont anglaise en Amérique du Nord dans les années 1580. Fins marins, protestants convaincus et impatients de servir leur reine, ces gentlemen-corsaires sont tout aussi à l'aise à la guerre qu'à la Cour. Raleigh, chef de guerre brutal en Irlande , écrit pourtant des poèmes.

Non seulement ces hommes jouent un rôle fondamental dans la quête anglaise de gloire et de richesses face au géant espagnol, mais surtout ils posent les jalons d'une stratégie maritime et coloniale qui se concrétise dans la première moitié du XVII e siècle. La reine Elizabeth ne s'y trompe pas et anoblit tous ces capitaines, passés à la postérité sous le nom de « chiens de mer » (*Elizabethan sea dogs*). Grâce à la guerre de course, les Anglais se familiarisent avec les côtes antillaises et américaines. Petit à petit, ils comblent leur retard en matière de navigation et d'exploration, notamment vis-à-vis des Français. Mais surtout, l'Angleterre se projette au-delà de l'Atlantique. La guerre de course va enclencher un mécanisme de colonisation en Amérique du Nord et les tout premiers établissements seront aussi des bases corsaires. Par-delà la Manche, cependant, les Français poursuivent les mêmes objectifs et ont une petite avance sur les Anglais lorsqu'ils tentent de s'implanter en Floride .

La Floride huguenote

Tombé dans les oubliettes de l'histoire, l'épisode de la Floride huguenote constitue pourtant un moment décisif dans la colonisation européenne du continent nord-américain. Inspiré et orchestré par le

visionnaire amiral Gaspard de Coligny , le projet est de frapper les Espagnols là où ils paraissent les plus vulnérables. Dix ans après la disparition de « la France Antarctique » au Brésil , épisode malheureux au cours duquel les Français ont vainement tenté de s'implanter dans la baie de Rio de Janeiro aux dépens des Portugais au milieu des années 1550, la Floride apparaît comme le lieu idéal pour fonder une base corsaire et poser les jalons d'une colonisation durable. La Floride, négligée par les Espagnols qui n'y ont découvert ni or ni civilisation amérindienne à l'image de celles des Incas ou des Aztèques, est située sur la route du retour des galions de Nouvelle-Espagne . En outre, sa végétation luxuriante, son climat continuellement printanier, ses fleuves et ses baies offrent les plus belles promesses de succès. Enfin, suite au voyage de l'Italien Giovanni da Verrazzano qui a exploré en 1524 la côte Est du continent nord-américain de la Caroline du Nord au Maine pour le compte de François Ier (1515-1547), les Français revendiquent un droit légitime sur ces territoires. Et ceci d'autant plus que le Malouin Jacques Cartier a remonté le Saint-Laurent dans les années 1530. En France, le continent nord-américain n'est pas la Terra Florida mais la Nova Francesca et la baie de New York s'appelle la Nouvelle-Angoulême.

En 1562, le capitaine huguenot Jean Ribault est choisi par Coligny pour conduire une expédition en Floride . Ribault explore le littoral de la Floride, de la Géorgie et de la Caroline du Sud , nommant baies et fleuves d'après une nomenclature française. Les futurs États-Unis ont ainsi eu un temps leur Loire, leur Somme, leur Charente, leur Seine, etc. Ribault fait construire un fortin, Charlesfort , dans une baie de Caroline du Sud qu'il nomme Port Royal[10] . Laissant une trentaine d'hommes occuper le fort, le capitaine huguenot retourne en France . Pris dans les guerres de Religion, il ne peut revenir à Charlesfort. Abandonnés à leur sort, une poignée de survivants parviennent au prix de terribles efforts à traverser l'Atlantique dans une embarcation de fortune et à rejoindre les côtes anglaises.

Le contexte ne peut être pire. Quelques mois après le départ de Ribault , commencent les guerres de Religion entre huguenots et catholiques. Une série de guerres civiles qui dévastent la France et affaiblissent considérablement la monarchie. La paix d'Amboise du printemps 1563 offre pourtant une trêve à la France. Coligny en profite pour reprendre le projet floridien et envoie cette fois-ci le capitaine huguenot René de Laudonnière poursuivre l'entreprise de colonisation. Plutôt que de s'installer à nouveau à Charlesfort , Laudonnière s'établit plus au sud, près de l'actuelle Jacksonville , dans le nord-est de l'actuelle Floride . Il fait bâtir Fort Caroline et pendant quelque temps les Français semblent en voie de s'implanter durablement. Des alliances sont passées avec les Amérindiens timucuas, les Anglais – en la personne du corsaire John Hawkins – viennent leur rendre visite (en fait les espionner) et d'importants renforts militaires et des colons arrivent à l'automne 1565 sous la conduite de Jean Ribault. Mais les Espagnols ne tolèrent pas cette intrusion française et surtout protestante. Ils dépêchent un de leurs meilleurs capitaines, Pedro Menéndez de Avilés, à la tête d'une imposante force afin de déloger les Français et de reprendre le contrôle de la Floride. L'inévitable confrontation tourne au désastre pour les Français. Le Fort Caroline est pris d'assaut ; des centaines de soldats et de colons sont massacrés par les Espagnols. Seule une petite poignée de survivants parviennent à fuir sur un des navires et à rejoindre la France.

L'épisode floridien constitue un tournant dans l'histoire de l'implantation des Européens en Amérique du Nord. Pour la France , bien sûr, mais aussi pour l'Espagne et l'Angleterre. La France reste pendant un demi-siècle à l'écart de l'espace nord-américain, révisant ses ambitions en termes de colonisation largement à la baisse. Les huguenots, en grande difficulté malgré l'accession au trône d'Henri IV (1589-1610) et la signature de l'édit de Nantes (1598) qui leur octroie un certain nombre de privilèges, ne sont désormais plus à l'avant-garde de la politique expansionniste française. Enfin, lorsque la France reprend le chemin de l'Amérique du Nord, elle choisit de

suivre les traces de Jacques Cartier et de s'installer au Canada , bien loin d'une Floride fatale. Les Espagnols, qui ont fondé Saint Augustine – la plus vieille ville de la côte Est des États-Unis – avant de capturer Fort Caroline , occupent désormais durablement la Floride. Ils la garderont jusqu'en 1819[11] .

Les Anglais, eux, récupèrent l'héritage floridien par l'entremise des réfugiés huguenots. Les Anglais sont les observateurs les plus attentifs d'une aventure coloniale principalement menée par leurs frères protestants auprès desquels ils combattent les Ibériques avec acharnement. Les récits de Jean Ribault et de René de Laudonnière sont traduits en anglais et publiés à Londres , tout comme les aquarelles de la vie amérindienne et les cartes de Floride de Jacques Le Moyne de Morgues (l'artiste cartographe du roi Charles IX qui accompagne l'expédition de 1564). Les récits des protagonistes sont étudiés et des enseignements en sont tirés. Les Anglais vont reprendre le flambeau et garder le double objectif d'établir une base corsaire et de fonder une colonie en Amérique du Nord. Mais cette fois-ci, ils s'installeront plus au nord et se protégeront mieux des Espagnols que ne l'ont fait les Français.

Les massacres des colons français de Floride par les Espagnols ont cependant eu un tel impact dans le monde protestant – notamment en Angleterre – qu'une telle entreprise ne peut être engagée avant quelque temps. L'émotion et l'effroi sont trop forts. Il faut aussi convaincre les milieux marchands – indispensables financiers – et la monarchie – indispensable soutien pour une entreprise de grande envergure. Une campagne de propagande va se déployer en Angleterre dans les années 1580 pour relancer l'aventure américaine devenue moribonde depuis les exploits des « chiens de mer » dans les années 1560.

La propagande anglo-protestante des années 1580

Les richesses américaines font rêver. Pour y avoir accès, il faut certes des moyens mais aussi une revendication légitime. Si l'Angleterre veut s'imposer en Amérique du Nord et aux Antilles, elle doit mobiliser les ressources nécessaires mais également affirmer ses droits sur ces territoires. Les Européens se font la guerre aux Amériques, en dehors de toutes règles semble-t-il. Les Espagnols ne massacrent-ils pas des centaines de Français en Floride alors que la France et l'Espagne sont en paix ? Pourtant, la question de la légitimité reste fondamentale. Le partage des mondes nouveaux entre l'Espagne et le Portugal, les deux États alors les plus avancés en matière de navigation et d'exploration, entériné par la papauté, est acté par le traité de Tordesillas en 1494 à la suite du premier voyage de Colomb . Les nations ibériques ont un droit sur ces terres du simple fait de la primauté de leurs découvertes. Reste à la France et à l'Angleterre à défier cette répartition arbitraire par les armes, bien sûr, mais aussi par la propagande.

Il s'agit d'ailleurs davantage de géopolitique que de religion car si l'Angleterre devient une nation protestante au fil du XVI e siècle, en France le trône demeure aux mains de souverains catholiques avec la conversion du huguenot Henri IV en 1593. Si, côté français, François Ier , un brin provocateur, déclare souhaiter « voir la clause du testament d'Adam qui [l']exclut du partage du monde », les propagandistes anglais brandissent l'épopée d'Owen Madoc[12] . Madoc, prince gallois, aurait traversé l'Atlantique à la fin du XII e siècle, soit trois cents ans avant Colomb , et aurait fondé une colonie dans l'actuelle Géorgie . Échec et mat. Que peut rétorquer l'Espagne ?

Nonobstant la rivalité avec l'Espagne , cette propagande anglaise est principalement destinée à la consommation intérieure. Elle vise à mobiliser et à fédérer les énergies ainsi qu'à persuader la nation et la monarchie de l'accessibilité de l'Amérique. Il faut attirer l'attention sur le Nouveau Monde, en particulier le continent nord-américain, prouver que l'Angleterre a les ressources nécessaires pour s'y imposer mais aussi démontrer que l'Amérique sera profitable à l'Angleterre.

Au centre de cette campagne figure Richard Hakluyt le Jeune .

Infatigable chantre de l'expansion atlantique, Hakluyt joue un rôle clé dans la prise de conscience d'un avenir américain pour l'Angleterre. Hakluyt rassemble et traduit des dizaines de récits de voyage et surtout adresse en 1584 à la reine Elizabeth Ire un rapport phare intitulé *Discourse on Western Planting* [13] . L'Amérique est une chance pour l'Angleterre, estime l'auteur. Établir des colonies outre-Atlantique entraînera le développement du commerce et, par voie d'effets, la création d'une véritable flotte marchande, utilisable en temps de guerre. Un commerce colonial florissant accroîtra les revenus du pays mais surtout de la couronne par le biais des taxes douanières. L'importation de matières premières d'Amérique conduira au développement des manufactures, ce qui permettra de résorber la pauvreté et le vagabondage. De ce point de vue, l'émigration des plus démunis dans les colonies américaines servira également de soupape de sécurité. Enfin, les Anglais auront l'opportunité et le devoir de protestantiser des populations amérindiennes menacées par la violence espagnole.

L'impact immédiat de ce plaidoyer pour un engagement réel de l'Angleterre dans l'aventure américaine est somme toute limité. Sir Walter Raleigh obtient l'appui officiel d'Elizabeth Ire pour son projet d'établissement en Caroline du Nord mais ce soutien est minimal. Le texte d'Hakluyt a une portée, en fait, bien plus fondamentale en échafaudant une argumentation pour la colonisation de l'Amérique qui, *mutatis mutandis* , sera reprise au siècle suivant pour justifier un engagement atlantique durable. Admirablement résumée dans la formule *God, Gold and Glory* (« Religion, richesse et gloire »), l'argumentation d'Hakluyt s'imposera comme la clé de voûte de l'expansion anglaise en Amérique. Hakluyt a un siècle d'avance…

Roanoke ou le mystère de « la colonie perdue »

Dans l'histoire de la colonisation du continent américain, on ne

s'attarde souvent que sur les succès, la partie émergée de l'iceberg, mais ceux-ci ne peuvent être compris sans intégrer les échecs et les projets avortés. La colonisation de l'Amérique du Nord est aussi l'histoire de ces vaines tentatives[14] . Dans les années 1580, le littoral atlantique nord-américain est relativement bien connu des Européens mais le continent reste largement inoccupé. Seuls les Espagnols entretiennent un petit bourg, Saint Augustine , et quelques forts éparpillés le long de la côte du nord-est de la Floride et en Caroline du Sud . Les Anglais y voient une opportunité. Trois objectifs se dessinent : s'installer à Terre-Neuve et contrôler les pêcheries ; trouver une route arctique vers l'Asie en contournant l'actuel Canada ; et fonder en Caroline du Nord une base corsaire et un point d'appui pour l'exploration de l'intérieur.

En 1578, Sir Humphrey Gilbert obtient de la reine Elizabeth Ire une charte pour s'implanter en Amérique du Nord. Gilbert a six ans pour accomplir cette mission. Il porte son attention sur Terre-Neuve . En 1583, il prend possession de St. John's, au sud de l'île. Gilbert entend prélever un droit de pêche sur tous les terre-neuviers européens en activité dans une zone de deux cents kilomètres de part et d'autre de St. John's. Rapidement décimée par les maladies et par la désertion, la colonie est abandonnée au bout de quelques semaines. Gilbert envoie un navire en Angleterre avec les malades et part explorer la terre ferme. C'est un désastre. Le navire de Gilbert sombre et celui-ci meurt noyé en tenant, paraît-il, un exemplaire de *L'Utopie* de Thomas More dans sa main.

Dans ces mêmes années, les Anglais cherchent aussi une route vers les richesses de l'Asie. Le projet de Colomb – rejoindre l'Extrême-Orient par l'ouest – n'a pas été abandonné. Le continent américain, dont l'immensité à ces latitudes est encore insoupçonnée, peut être contourné par le nord, croit-on. En 1576, Gilbert publie son *Discours pour démontrer l'existence d'un passage par le nord-ouest jusqu'à Cathay* (la Chine). Martin Frobisher et John Davis entreprennent plusieurs expéditions dans les glaces arctiques au nord du Canada entre 1576 et 1587 afin de trouver cette route dite

« passage du Nord-Ouest »[15] . Les navigateurs anglais parviennent à remonter jusqu'au 73e degré de latitude nord et explorent la Terre de Baffin mais aucun passage n'est trouvé.

À la mort de Gilbert en 1584, Sir Walter Raleigh , son demi-frère, obtient une nouvelle charte et devient le dépositaire des aspirations atlantiques de l'Angleterre. Inspiré par le projet huguenot en Floride , Raleigh décide de fonder un établissement, doublé d'une base corsaire, sur le continent même (et non plus sur l'île de Terre-Neuve), au niveau de la Caroline du Nord que les Anglais baptisent la Virginie en l'honneur de la virginité – réelle ou supposée – d'Elizabeth Ire . Raleigh envoie trois expéditions entre 1585 et 1587 dans les *Outer Banks* , une région de Caroline du Nord constituée d'îlots sablonneux séparés par d'étroits passages ouvrant des accès difficiles sur de larges baies. Après l'échec des deux premières tentatives, les colons s'installent en 1587 sur l'île de Roanoke (de nos jours Manteo Island). Le choix d'un tel site, qui apparaît comme bien malencontreux, correspond à des considérations stratégiques spécifiques. Ne voulant pas répéter les erreurs des Français à Fort Caroline , les Anglais considèrent ce lieu, dissimulé par le cordon littoral, comme idéalement protégé contre un assaut maritime espagnol et de surcroît assez éloigné de la Floride pour également empêcher une attaque terrestre. Les Anglais ne regardent pas seulement en direction du continent mais également du côté de la mer.

Les Anglais explorent la région vers le nord et l'ouest en espérant localiser des mines ou un accès vers le Pacifique. Leur découverte la plus significative, cependant, reste la baie de Chesapeake , berceau de l'actuelle Virginie , qui offre une magnifique rade capable d'accueillir de nombreux navires et un territoire bien irrigué et regorgeant de ressources. En août 1587, le gouverneur John White rentre en Angleterre, laissant derrière lui une centaine de colons dont sa fille Eleanor et sa petite-fille, née à Roanoke peu après leur arrivée et symboliquement prénommée Virginia[16] .

L'année suivante, Philippe II (1556-1598), roi d'Espagne (et du

Portugal depuis 1580), décide d'envahir l'Angleterre. Les deux pays sont, rappelons-le, en guerre depuis 1585. Philippe II, un temps souverain d'Angleterre du fait de son mariage avec Mary Tudor (1553-1558), reproche à Elizabeth Ire son appui aux rebelles hollandais, l'exécution de Mary Stuart – qui intervient en 1587 – et son soutien aux corsaires qui pillent ses ports et ses galions. En juillet 1588, l'Invincible Armada, une gigantesque flotte lusitano-espagnole de 130 vaisseaux avec 7 000 marins et 17 000 soldats, pénètre dans la Manche. L'Angle terre peut faire face, mais pour cela elle doit réquisitionner tous ses navires et ses plus grands capitaines, tels Raleigh et Drake . L'Armada est défaite. Les propagandistes anglais remercient la Providence pour « le vent protestant » qui s'est levé contre la flotte de Philippe II au moment opportun en les empêchant de manœuvrer. De manière plus prosaïque, outre les vents violents et contraires, la victoire de l'Angleterre est principalement due à un manque de coordination au sein de la flotte ibérique et à une meilleure maniabilité des navires anglais.

Occupé à défendre son pays, Raleigh n'a rien fait pour secourir Roanoke . Ce n'est qu'en 1590, soit une éternité pour une poignée de colons dépendants de renforts pour leur survie, qu'une expédition est envoyée en Caroline du Nord . Les Anglais trouvent le fortin vide. Sur deux arbres ont été gravés le mot Croatoan et les trois lettres C-R-O. Que signifient ces inscriptions ? Avant son départ de la colonie, le gouverneur John White était convenu avec les colons que ces derniers, s'ils quittaient l'île, devaient inscrire sur un arbre leur destination et graver une croix de Malte s'ils étaient en danger. Pas de croix, ils sont donc saufs et se sont probablement retirés sur l'île voisine de Croatoan (de nos jours Hatteras Island). Une tempête empêchant les navires d'accéder à Croatoan, les Anglais décident d'hiverner aux Antilles et de revenir au printemps. Personne ne reverra jamais les colons de Roanoke.

Que sont-ils devenus ? En l'absence de témoignages, chacun en est réduit aux hypothèses – en gardant à l'esprit qu'elles ne sont pas mutuellement exclusives puisque les colons ont pu se séparer et subir

des sorts différents, celles-ci se limitent à trois. Le fortin a pu être pris d'assaut par les autochtones, ces derniers tuant les hommes mais adoptant les femmes et les enfants. Peut-être la plupart des colons sont-ils morts de faim et de maladie et les survivants se sont-ils indianisés. Enfin, il est possible que certains aient choisi de partir et d'autres de rester au fort. Le terme Croatoan, clé apparente de l'énigme, est ambigu. Il peut désigner à la fois une île et une nation amérindienne : se sont-ils rendus à Croatoan ou ont-ils été attaqués par les Croatoans ?

Dix-sept ans plus tard, les Anglais installés à la Chesapeake se feront expliquer que des Blancs, adoptés par la nation amérindienne du même nom établie aux confins de la Caroline du Nord et de la Virginie , ont été massacrés avec cette tribu par Wahunsenacawh, chef de la confédération powhatan regroupant toutes les nations de la région, par crainte qu'ils ne constituent une sorte de cinquième colonne. Ces « Blancs » sont-ils des colons de Roanoke qui seraient remontés vers le nord pour chercher la baie de Chesapeake et se seraient intégrés aux Indiens du même nom ? C'est possible, bien que détruire une nation entière ne soit pas un usage amérindien. Autre hypothèse : les survivants de la colonie de Roanoke sont partis vers l'ouest près de la Chowan River et ont été tués par les Mangoags, un groupe iroquoien. Il est clair que les survivants n'ont pu être nombreux quoi qu'il ait pu arriver à la colonie de Roanoke[17] . Raleigh , quant à lui, n'ayant pas appuyé l'arrivée des Stuart au pouvoir après la mort d'Elizabeth Ire en 1603, tombe en disgrâce et est même accusé de complicité avec l'ennemi espagnol. Il meurt sur l'échafaud en 1618.

Si le sort des colons de Roanoke demeure une énigme, l'échec de cette première Virginie est tout à fait explicable. Tout d'abord, le choix du site. La côte de Caroline du Nord , surnommée le cimetière de l'Atlantique, est trop exposée aux tempêtes, plus fréquentes, moins prévisibles et plus dangereuses que les assauts espagnols. Ajoutons également le manque de coordination entre Raleigh et les capitaines des expéditions, les mauvaises décisions successives et l'incapacité

des colons à vivre de manière autonome, puisqu'ils comptent uniquement sur les autochtones ou la métropole pour leur survie. Cette dépendance, alors que les colons sont établis dans une région fertile et abondante en gibier, demeure une constante dans toutes les premières tentatives de colonisation des Européens au Nouveau Monde. Davantage qu'une quelconque inexpérience, cette inadéquation incarne une certaine perception de l'Amérique reflétée dans la composition sociologique des expéditions. Le continent américain est une zone de guerre où chacun peut faire fortune en découvrant de l'or, voire en pillant les populations indigènes. Nobles, soldats et aventuriers de tout poil, et non des familles ni des fermiers, sont ainsi recrutés pour ces entreprises outre-Atlantique à vocation militaire. Raleigh manque aussi de détermination et de constance. L'engagement minimal de la couronne, qui reflète un manque d'ambition et une certaine impuissance face au défi américain, mine le projet. Enfin, et peut-être surtout, la colonie de Roanoke a été, de manière paradoxale, condamnée par les impératifs d'un conflit qui pourtant l'a inspirée. Les années 1580 confirment que la guerre de course n'est pas porteuse de projets coloniaux. Elle se révèle, en fait, une distraction, voire un obstacle à la colonisation.

Malgré l'échec, l'épisode de Roanoke demeure néanmoins une étape importante dans la colonisation anglaise de l'espace nord-américain. Les Anglais ont occupé la région au nord de la Floride sans que les Espagnols ne réussissent à les en déloger. La colonisation de Roanoke et l'exploration de la région offrent aux Anglais un premier repérage de la baie de Chesapeake qui demeurera un pôle incontournable de l'expansion anglaise en Amérique du Nord tout au long du XVII e siècle. Il faut cependant attendre une nouvelle génération et un nouveau souverain pour que les Anglais s'implantent définitivement en Amérique du Nord en fondant la Virginie sur les bords de la Chesapeake et le Massachusetts en Nouvelle-Angleterre . À l'orée du XVII e siècle, l'Amérique est définitivement entrée dans l'esprit des élites du pays et l'Angleterre possède dorénavant les ressources, la confiance et l'expérience

nécessaires à la fondation de colonies outre-Atlantique. L'Angleterre est prête pour l'Amérique.

CHAPITRE 2

La Chesapeake et la Nouvelle-Angleterre : les fondations de l'Amérique anglaise (1607-1635)

Aussitôt qu'ils furent à bon port et qu'ils eurent débarqué, sains et saufs, ils tombèrent à genoux et bénirent le Dieu des Cieux, car c'est Lui qui les avait emmenés par-delà l'immensité du furieux océan.

William Bradford
(Arrivée du *Mayflower* au Cap Cod, 1620)

Les Compagnies de Virginie

Roanoke est un échec cuisant à la fois pour Sir Walter Raleigh et pour l'Angleterre. L'Amérique s'estompe quelque peu dans l'horizon politique et économique de la monarchie et des milieux mercantiles de la fin du règne d'Elizabeth Ire . Il faut attendre l'avènement de l'Écossais Jacques Ier (1603-1625) à la mort de la dernière reine Tudor en 1603 pour que l'Angleterre tourne à nouveau son regard vers l'ouest par-delà l'Irlande . En ce début de XVII e siècle, le contexte international a également évolué. L'Espagne ne fait plus

peur. Assise sur son tas d'or américain, elle amorce un graduel mais inexorable déclin depuis la mort de Philippe II en 1598. En 1604, l'Espagne signe un traité de paix avec l'Angleterre et en 1609 une trêve de douze ans avec les rebelles hollandais. De l'autre côté de la Manche, affaiblie par les guerres de Religion mais désormais en paix, la France d'Henri IV s'affirme sur la scène européenne. Elle est destinée à succéder à l'Espagne comme puissance catholique.

Au tournant du XVII e siècle, l'Europe du Nord-Ouest subit également des mutations économiques et commerciales qui s'avéreront décisives dans la colonisation du Nouveau Monde. C'est l'âge des compagnies commerciales à monopole. Les Hollandais, les Anglais et les Français en fondent tous. Elles se révèlent déterminantes dans des commerces nécessitant un fort investissement où des marchands isolés ne peuvent réussir, comme celui avec les Indes orientales, situées à des mois de navigation de l'Europe, ou la traite négrière[1] . Ces compagnies permettent de lever une quantité substantielle de capitaux en vendant des actions (d'où le nom en anglais de *joint stock companies*) et de rassembler un grand nombre de négociants. En Angleterre, les monarques (et leurs courtisans) s'engagent également financièrement dans ces compagnies. Celles-ci sont fondées par l'octroi d'une charte royale dans laquelle figure une série de privilèges. La East India Company, fondée en 1600, et son homologue néerlandaise la Vereenigde Oost-Indische Compagnie (VOC), créée en 1602, sont des immenses structures aux pouvoirs régaliens qui permettent le développement d'un réseau commercial véritablement global. Au-delà du monopole sur le commerce, elles possèdent leur flotte et leur armée et peuvent négocier des traités avec les nations autochtones. Les compagnies fondées pour la colonisation des Amériques fonctionnent pareillement, même si elles sont de taille plus modeste et jouissent de moins de pouvoirs.

En 1606, Jacques Ier fonde deux compagnies de Virginie : celle de Londres et celle de Plymouth . La première regroupe des investisseurs (appelés dans l'anglais de l'époque *adventurers*) de la capitale et la seconde du West Country[2] . La création de ces deux compagnies

reflète la volonté de la monarchie de concilier les intérêts mercantiles des deux pôles régionaux alors les plus actifs dans l'expansion outre-Atlantique. Le groupe de Londres s'intéresse à la Chesapeake ; leurs rivaux du West Country portent leur dévolu sur le nord-est du continent en raison des liens maritimes entretenus entre les ports de l'ouest de l'Angleterre et Terre-Neuve depuis les voyages de Cabot et du poids économique de la pêche morutière dans la région.

À la différence des monopoles concédés aux compagnies mercantiles opérant aux Indes et en Asie, la concession territoriale, et non le commerce, reste l'élément central de la charte des compagnies de Virginie . Leur mission première est de fonder en Amérique du Nord des colonies de peuplement, davantage que des comptoirs. À la Compagnie de Londres reviennent les territoires situés entre les 34e et 41e degrés de latitude nord (soit, de nos jours, de la Caroline du Nord à la ville de New York) et à celle de Plymouth , les terres s'étendant du 38e au 45e parallèle (de la ville de Washington au Maine). Les zones se recoupent au niveau de l'actuelle Virginie mais la charte stipule que les établissements fondés par les deux compagnies doivent être distants d'au moins 150 kilomètres l'un de l'autre.

Dans l'histoire de l'Amérique anglaise, la charte de 1606 (renouvelée en 1609 et en 1612 pour la Virginie) est véritablement fondatrice. Plusieurs de ses clauses apparaîtront dans celles qui seront octroyées pour d'autres colonies tout au long du XVIIe siècle. La couronne cède la propriété du territoire et du sous-sol aux bénéficiaires de la charte, moyennant un cinquième de l'or et de l'argent trouvé. Les compagnies ont le droit de battre monnaie mais ne peuvent pas commercer avec d'autres nations européennes. Les colons, qui sont tous des employés d'une des deux compagnies, demeurent néanmoins sujets de Sa Majesté et bénéficient des mêmes droits que ceux restés en Angleterre, notamment en matière de propriété et d'héritage. Selon la formule médiévale *free and common socage* , la terre est détenue librement – c'est-à-dire sans obligations de type féodal envers un suzerain – par les compagnies en échange

du paiement d'un cens, appelé *quitrent* . Enfin, les compagnies ont la responsabilité d'évangéliser les populations autochtones afin de leur ouvrir les portes de la « civilisation ». La charte prévoit également que les futures colonies seront gouvernées de Londres par un conseil dont les membres seront choisis par la couronne. Le projet est plus ambitieux qu'une simple opération commerciale, même de grande envergure, puisqu'il s'agit d'imposer durablement l'influence de l'Angleterre sur un vaste territoire en fondant des colonies. Il est par conséquent jugé nécessaire que la monarchie, et non un simple comité de marchands, ait le contrôle sur ces établissements. Sur place, pour chaque colonie, un conseil, assisté d'un gouverneur, gère les affaires locales.

Jamestown : le berceau de l'Amérique

En cette année 1606, le temps presse. Dans la course à l'Amérique du Nord, les Français ont une petite longueur d'avance sur les Anglais. En 1603, Samuel de Champlain remonte le Saint-Laurent et l'année suivante, il fonde Port-Royal en Acadie .

Au mois de juin 1607, la Compagnie de Plymouth envoie deux navires vers le nord-est du continent, dans la région qui sera bap tisée Nouvelle-Angleterre quelques années plus tard. Ce littoral est bien connu des Européens. Pêcheurs et marchands, français et anglais notamment, s'y rendent fréquemment. Les colons anglais s'installent en août à l'embouchure de la rivière Sagadahoc , dans le Maine actuel. Pleins d'espoir, ils construisent un fort qu'ils baptisent St. George mais l'hiver, si rude dans ces contrées septentrionales, a raison de leur persévérance. Décimés par la faim et le froid, les survivants abandonnent le fort et rentrent définitivement en Angleterre au printemps 1608. La Compagnie de Plymouth ne survit pas à cet échec.

Quelques mois avant sa rivale malheureuse, en décembre 1606, la Compagnie de Londres affrète trois navires pour la Virginie : le

Susan Constant , le *Godspeed* et le *Discovery* . Les 144 colons à bord arrivent en mai 1607 au large de ce qu'ils nomment la James River où ils bâtissent un petit fort qu'ils baptisent Jamesfort. Dans un pays comme les États-Unis, si attaché aux fondations, cette flotte fondatrice a gagné la postérité. Les Américains fêteront la fondation de la Virginie, et par extension, celle des États-Unis en 2007, quatre cents ans plus tard avec comme slogan : « Le voyage qui changea le monde[3] . »

Au bout de quelques années, Jamesfort devient Jamestown ; la Virginie est un succès pour les Anglais. Quelles sont les clés de cette réussite ? En premier lieu, il nous faut retenir la détermination de la compagnie qui maintient le cap et envoie des milliers de colons à Jamestown au fil des ans. Des pamphlets, des récits de voyage et des sermons sont publiés à l'initiative de la compagnie pour promouvoir l'émigration. L'effet psychologique est au rendez-vous. La jeune colonie fait parler d'elle en Angleterre. Quatorze mille Anglais (majoritairement des hommes) débarquent en Virginie entre 1607 et 1622, un chiffre remarquable. À l'époque moderne, la colonisation – surtout au-delà des océans – est une entreprise incertaine et grande consommatrice d'hommes. Pour réussir, elle exige au minimum un effort soutenu sur une longue durée. Le paradoxe est que la compagnie, endettée et minée par des dissensions internes, est dissoute en 1624. La Virginie devient alors colonie royale. La compagnie s'écroule mais sa politique coloniale s'avère rétrospectivement efficace et résolue.

La Compagnie de Virginie a également l'intelligence de se défaire de son monopole sur la possession des terres et de permettre aux colons d'accéder à la propriété privée en distribuant des terrains à partir de 1618. Ce système de concessions individuelles porte le nom de *headright system* (littéralement « système de droit par tête »). Chaque colon, en vertu même de sa venue en Virginie, a droit à cent hectares (cinquante acres) de terres gratuitement en échange du paiement annuel d'un cens modique. De plus, chaque colon peut aussi revendiquer cent hectares supplémentaires pour tout

domestique ou serviteur sous contrat qu'il importe dans la colonie. Avec cette formule, tout le monde est gagnant. La compagnie recrute des colons pour peupler son domaine plus facilement et ces derniers concrétisent le rêve de l'immense majorité des Européens à l'époque : acquérir des terres et fonder une ferme. Le système du *headright* , repris avec des variantes dans presque toutes les colonies, est la clé de voûte de la colonisation anglaise du continent nord-américain et, au-delà, connaîtra une immense postérité aux États-Unis puisqu'une formule équivalente aidera à peupler l'Ouest au XIX e siècle.

Autre raison du succès : la dévolution du pouvoir politique de la métropole à la colonie. À l'origine, la Compagnie est gouvernée par un conseil royal. La charte de 1609 le supprime et le remplace par un conseil élu annuellement par les actionnaires. Cette réforme permet la nomination en Virginie d'un gouverneur avec des pouvoirs étendus, dont celui, crucial, d'imposer la loi martiale. Dans les années 1610, la colonie, alors sur le point de sombrer, est sauvée par des gouverneurs à la poigne de fer. La Virginie vit plusieurs années sous un régime quasi militaire. L'inadéquation entre le recrutement des colons et le projet se révèle en revanche un sérieux handicap. Dans les premières années, les habitants de Jamestown sont des gentilshommes, des soldats et des aventuriers exclusivement intéressés par la guerre, le pillage et les métaux précieux[4] . Ils ont davantage à l'esprit les succès des conquistadors espagnols qui ont conquis d'immenses territoires et, ce faisant, sont devenus richissimes que l'idée d'une vie stable basée sur l'agriculture. Fermiers, artisans, et surtout femmes manquent cruellement à la colonie. Les lois martiales sont destinées à imposer à chacun de travailler pour se nourrir et de contribuer à la survie de la communauté.

En 1619, la colonie obtient sa première assemblée, appelée Chambre des bourgeois (*House of Burgesses*) et composée de 22 députés. En juillet, la première session se tient « dans le chœur de l'église [de Jamestown], le meilleur endroit qu'ils ont pu trouver[5] ». La création de cette assemblée constitue un moment décisif non seulement dans l'histoire de la Virginie , mais dans celle des États-

Unis. Les colons possèdent désormais un corps représentatif avec des pouvoirs législatifs. C'est le début d'une certaine autonomie et l'embryon d'une vie politique parti cipative. Un siècle et demi plus tard, au moment de la Révolution, le Virginien Thomas Jefferson ne manquera pas de rappeler la longévité de cette assemblée à ses interlocuteurs britanniques…

Le succès de la Virginie : du tabac et des engagés

Il n'existe pas de prospérité sans commerce. Pour survivre et croître, la Virginie doit s'approprier un produit d'exportation. En 1612, John Rolfe introduit dans la colonie une variété de tabac qui fera merveille. Deux ans plus tard, la colonie en exporte 2 600 livres, puis 500 000 livres en 1627. Comme le décrit un colon : « Le tabac, c'est notre viande, notre boisson, nos vêtements, notre argent[6] . » Très vite en Virginie, et plus tard également dans la colonie voisine du Maryland , toute l'activité économique repose sur le tabac. Tout le monde veut (et, en fait, peut) en cultiver. Le tabac devient également l'unité d'échange de la colonie. Tout s'achète et se vend en livres de tabac.

Pour produire des milliers de tonnes de tabac, il faut une main-d'œuvre nombreuse. La Compagnie de Virginie encourage astucieusement le développement d'un système, l'engagement, qui permet aux planteurs de se procurer des bras en grande quantité. Au cours du XVII e siècle, les trois quarts des Anglais et des Irlandais en partance pour la Virginie et le Maryland , soit au moins 80 000 individus, sont des engagés. Ces serviteurs sous contrat (*indentured servants*) sont des colons qui travaillent cinq à sept ans pour un maître en échange du paiement de leur traversée. Ils sont jeunes (entre 15 et 25 ans) et en majorité des hommes. On les vend, on les achète, on les lègue et on en hérite comme des biens. Ils sont soumis à un régime de vie et de travail très strict. Nourris et logés,

mais ne touchant pas de gages, ils n'ont pas le droit de se marier et les femmes ne peuvent avoir d'enfants pendant leur temps de service. En cas de fuite, ils sont sévèrement punis.

Richard Frethorn , employé dans une plantation de tabac de 8 000 hectares, décrit une vie misérable dans une lettre à ses parents. Son Amérique n'est que dur labeur, intempéries, sacrifice, vol, « maladies et mort ». Les engagés autour de lui ne rêvent que de rentrer en Angleterre « même s'ils devaient perdre un membre ». Ils vivent « dans la peur de l'ennemi [les Amérindiens] à chaque heure ». Frethorn explique qu'il doit travailler dur tôt le matin et tard le soir pour un bol de bouillie, une bouchée de pain et un peu de viande. Il voit bien des poules d'eau qui pourraient largement le sustenter mais il n'a pas le droit de les chasser. Il demande à son père de lui envoyer du fromage et se plaint qu'un autre engagé lui ait volé son manteau pour l'échanger contre de la viande et du beurre. Pire, la moitié des vingt serviteurs qui sont arrivés avec lui en Virginie sont morts au bout de quatre mois. Frethorn supplie son père de « racheter son temps [de servitude] » et de le libérer sans tarder[7] . Une fois libres, s'ils survivent aux dures conditions de travail et à leur environnement, les engagés ont en théorie droit à une récompense : les *freedom dues* (ou ce qui leur est dû à leur libération). Celle-ci consiste en un peu de terres, des outils, des habits et un boisseau de maïs. Peu d'entre eux, cependant, en bénéficieront.

Les Anglais s'implantent durablement en Virginie . Pourtant, les obstacles n'ont pas manqué. Tout d'abord, l'environnement épidémiologique est excessivement malsain, notamment en raison de la malaria. On estime que la Virginie a besoin de 15 000 nouveaux colons pour une population moitié moindre. Autrement dit, un colon sur deux en moyenne meurt. Pour les autres, l'adaptation porte un nom : c'est le *seasoning* (ou acclimatation). Tous les colons passent par cette période lors de laquelle le corps renforce son système immunitaire pour résister aux maladies. D'autre part, le net déséquilibre entre les hommes et les femmes au sein de la population rend la société virginienne instable et empêche la colonie de croître

sans une immigration forte et régulière.

Les Anglais face aux Virginiens : Pocahontas et les guerres anglo-powhatans

Autre obstacle : les Amérindiens. Les Anglais ne sont pas en Virginie mais en Tsenacommacah, du moins aux yeux des Powhatans qui contrôlent la région. Les Powhatans sont une confédération d'une trentaine de nations dirigée par un chef : Wahunsenacawh. Or, par mansuétude, incertitude et intérêt géostratégique (les Anglais pourraient s'avérer des alliés utiles contre ses ennemis), le chef powhatan décide de ne pas détruire Jamestown alors qu'il possède l'avantage militaire. C'est à ce moment-là qu'entre en scène une figure qui devien dra quasi légendaire dans l'histoire de la Virginie (et par extension des États-Unis) : Pocahontas . Pocahontas est une des nombreuses filles de Wahunsenacawh. Elle est très jeune : douze ans en 1607. Fascinée par les Anglais, la jeune Indienne joue le rôle d'intermédiaire culturel entre les deux groupes. Convertie à l'anglicanisme sous le nom de Lady Rebecca, elle épouse John Rolfe, celui-là même qui a introduit la variété de tabac qui connaîtra un fort succès en Virginie. Elle finit par se rendre à la cour du roi Jacques Ier mais meurt en Angleterre en 1617. Au-delà du mythe, Pocahontas est une figure essentielle de cette toute première Virginie et sa conversion, tout comme son mariage et son voyage à Londres , ont suscité les espoirs les plus fous de dialogues interculturels et de métissage (Pocahontas et Rolfe ont un fils prénommé Thomas) qui seront rapidement – et très malheureusement – détruits à jamais.

Ainsi, cette bonne entente entre les Anglais et les Powhatans ne dure pas. Le successeur de Wahunsenacawh, Opechancanough, décide d'attaquer les Anglais en 1622. Près de 350 colons sont tués, soit un tiers de la population. La colonie faillit disparaître. À la suite de cet assaut amérindien, les Anglais sont déterminés à éliminer les

Powhatans. À peine une décennie après la conversion de Pocahontas , le gouverneur de Virginie Francis Wyatt déclare : « Notre premier objectif est l'expulsion des sauvages afin d'obtenir un accès libre au pays pour accroître notre bétail, nos cochons, etc. [et] il est infiniment préférable de n'avoir aucun païen parmi nous, qui sont au mieux une source de problèmes, que d'être en paix et alliés avec eux[8] . » Un dernier conflit anglo-powhatan, de 1644 à 1646, conduit à la quasi-destruction des villages amérindiens.

Le Maryland : le projet d'une colonie catholique

Dans cette première moitié du XVII e siècle, le projet d'une colonie catholique, ébauché cinquante ans auparavant par Sir Humphrey Gilbert , refait surface en Angleterre. Les catholiques sont peu nombreux en métropole, tout juste 60 000, et objet des plus grandes suspicions depuis la conspiration des Poudres (1605). Cependant, certaines familles de la haute noblesse ont de l'influence à la cour[9] . C'est le cas de George Calvert , Lord Baltimore , qui obtient une première charte pour fonder une colonie à Terre-Neuve en 1623. Le froid, l'aridité du sol, l'hostilité des Français et les dissensions entre colons protestants et catholiques découragent George Calvert, qui cible alors la Virginie , au climat plus accueillant pense-t-il, pour son projet. Mais les catholiques n'étant pas les bienvenus en Virginie, il sollicite une nouvelle charte auprès de Charles Ier (1625-1649). À sa mort, c'est son fils, Cecilius Calvert , qui fonde le Maryland – ainsi nommé en l'honneur de la reine (catholique) Henriette-Marie et de la Sainte Vierge – sur les bords du fleuve Potomac en 1634.

Le Maryland est ce qu'on appelle une colonie à propriétaire (*proprietary colony*), une architecture coloniale destinée à jouer un rôle fondamental dans la construction de l'empire britannique d'Amérique du Nord. La charte est octroyée à un (ou plusieurs) courtisan et se transmet d'une génération à l'autre. Le (ou les)

Seigneur Propriétaire (*Lord Proprietor*) jouit de pouvoirs régaliens. Il détermine la forme du gouvernement et des institutions ; propriétaire de la colonie, il décide des règles d'accession à la propriété foncière ; il peut aussi fonder des villes, des comtés et des seigneuries ; enfin, il choisit quelle religion privilégier. Au début des années 1680, huit colonies sur douze de l'Amérique continentale anglaise seront des colonies à propriétaire selon le modèle du Maryland[10] .

Le Maryland offre le même type d'occupation du territoire, de schéma socio-démographique, et d'économie que la Virginie . Il s'agit d'une colonie de plantations espacées et exportatrice de tabac. Au XVII e siècle, la main-d'œuvre est principalement constituée d'engagés avant que ne se développe l'esclavage à partir des années 1680. Outre le fait que le Maryland appartienne à une famille alors que la Virginie est une colonie royale, la principale différence entre les deux colonies est de nature religieuse. Le pari de fonder un refuge pour les catholiques anglais s'avère impossible à tenir. Peu de catholiques partent pour le Maryland et, surtout, la famille Baltimore se heurte d'emblée aux colons de Virginie, peu disposés à avoir des « papistes » comme voisins.

Au milieu des années 1640, alors que la guerre civile fait rage en métropole, une violente confrontation oppose protestants et catholiques au Maryland . Des plantations sont pillées, d'autres brûlées, des prêtres catholiques mis au fer et déportés en Angleterre. Le gouverneur lui-même, Leonard Calvert , doit se réfugier en Virginie quelque temps avant de revenir avec des troupes pour rétablir l'ordre. Calvert décide alors de nommer un gouverneur protestant et, en 1649, fait voter par l'assemblée de la colonie une loi sur la tolérance religieuse, la première en Amérique. D'après celle-ci, toutes les religions doivent être respectées et aucune n'est privilégiée. Davantage que d'instaurer un régime de tolérance, cette loi est en fait destinée à protéger les catholiques de toute attaque par la majorité protestante. C'est une stratégie que l'on retrouvera en Angleterre sous le règne du catholique Jacques II (1685-1688). Pour les Calvert, son adoption est la reconnaissance de l'échec du projet : le Maryland ne

sera pas une colonie catholique. Les catholiques, protégés par la loi, y seront tout juste tolérés. Les troubles religieux des années 1640 ont fait chuter la population de la colonie à moins de deux cents en 1646 mais elle atteint 18 000 en 1680.

La Virginie et le Maryland forment ensemble une région appelée la Chesapeake , du nom de la baie autour de laquelle elles sont situées. En 1700, ces deux colonies comptent une population blanche proche de 70 000 habitants. Prospère grâce à l'exportation de tabac, la Chesapeake s'affirme comme un des deux pôles majeurs de la colonisation anglaise en Amérique du Nord au XVII e siècle. L'autre pôle est la Nouvelle-Angleterre , au nord-est du continent.

Le Mayflower et l'épopée des Pères pèlerins

L'arrivée des Pères pèlerins (*Pilgrim Fathers*), un terme qui apparaît à la fin du XVIII e siècle, sur les rives de Nouvelle-Angleterre à bord du *Mayflower* , est un des épisodes de l'histoire américaine les plus connus et sans cesse évoqué. En fait, il n'est pas si décisif. Mais il est bien documenté, notamment par le superbe récit de l'un des leaders de l'expédition, William Bradford , et revêt les caractéristiques d'une épopée biblique : une poignée de croyants traverse l'Atlantique – nouvelle mer Rouge – pour fonder la Nouvelle Jérusalem dans le Désert (*wilderness*). Enfin, et surtout, c'est le récit fondateur de l'Amérique travailleuse, ascète, moderne et entreprenante, celle des États du Nord qui remportent la guerre de Sécession en 1865 face à une Amérique archaïque de planteurs oisifs et esclavagistes, celle des États du Sud. Dans la seconde moitié du XIX e siècle, le Nord vainqueur a imposé le récit de ses origines puritaines à toute la nation, à l'instar du président Abraham Lincoln qui fait de Thanksgiving – l'action de grâce des pionniers puritains de Plymouth occasionnée par la récolte libératrice de 1621, une année après leur arrivée sur le sol américain – une fête nationale en 1863,

soit deux ans avant la fin de la guerre de Sécession[11] .

Suite à l'échec de Sagadahoc en 1607, la Compagnie de Virginie basée à Plymouth , en Angleterre, est réorganisée en un Conseil de Nouvelle-Angleterre en 1619. Il ne s'agit plus d'une compagnie mercantile mais d'un groupe d'investisseurs avec le pouvoir d'octroyer de grandes concessions de terres. La mise en place et le coût de la colonisation appartiennent désormais à ceux qui obtiendront ces territoires, les éventuels profits étant partagés avec le Conseil. La première concession est cédée à un groupe de puritains, dits Séparatistes. Ces derniers sont appelés ainsi car, déçus par une réforme élisabéthaine qu'ils trouvent timorée, ils ont choisi de se séparer de l'Église d'Angleterre. Ils sont infiniment peu nombreux, à peine quelques centaines, rassemblés autour de quelques pasteurs intrépides. Une poignée d'entre eux, originaires du village de Scrooby dans le Nottinghamshire, se sont établis à Leyde, aux Provinces-Unies, au tout début du XVII e siècle afin de fuir le harcèlement des autorités épiscopales. Insatisfaits de leur sort et redoutant l'assimilation de leurs enfants dans la culture hollandaise, certains d'entre eux décident de tenter l'aventure américaine. À l'origine, ils doivent rejoindre d'autres puritains en Angleterre et traverser l'Atlantique sur deux navires, le *Mayflower* et le *Speedwell* . Ce dernier prenant l'eau, les 102 passagers (dont un tiers issu du groupe de Leyde) embarquent sur le *Mayflower* à l'automne 1620.

Au large des côtes de Nouvelle-Angleterre , une quarantaine de passagers rédigent et signent le *Mayflower Compact* . Avec ce court document, les chefs de famille de la future colonie fondent une société civile, « un corps de société politique ». Tous les signataires s'engagent à mettre rapidement en place une administration et à obéir à son gouvernement et à ses lois. « En vertu dudit contrat [nous] convenons de passer, promulguer et instituer tels lois, ordonnances, actes, constitutions et offices, tous justes et équitables, qu'il semblera à l'occasion adéquats et nécessaires pour le bien général de la colonie, et nous engageons à leur témoigner toute soumission et obéissance[12] », déclarent-ils. Au XIX e siècle, ce texte

sera érigé comme une des sources incontournables de la démocratie américaine. Ce fut plutôt un moyen pour les leaders séparatistes de s'assurer le pouvoir avant de débarquer dans une contrée inconnue. Les origines de la vie politique représentative étatsunienne sont davantage à chercher sur les rives de la Chesapeake , là où apparaît la première assemblée législative en 1619. Au demeurant, ce texte est remarquable et sa rédaction mérite d'être mise en exergue. Il souligne la maturité politique de cette communauté et son désir – tout comme sa capacité – d'autonomie. Les passagers du *Mayflower* ne souhaitent pas rester passifs et être gouvernés depuis Londres .

Le *Mayflower* passe le Cap Cod et les passagers débarquent de l'autre côté de la baie où ils fondent la colonie de Plymouth . La population de Plymouth augmente régulièrement : 124 habitants en 1624 ; 300 en 1630 ; et 550 en 1637. Plymouth essaime même avec la création de plusieurs villages tels Duxbury, Yarmouth, Taunton et Sandwich. Plymouth est une petite communauté stable, prospère et très homogène d'un point de vue social et religieux qui se développe à son rythme. Mais Plymouth reste modeste et marginale car les séparatistes ne sont pas nombreux en Angleterre. Aucune migration massive de séparatistes n'est donc possible. C'est la fondation du Massachusetts – qui absorbera Plymouth lors d'une restructuration impériale en 1691 – et l'arrivée de milliers de puritains qui feront de la Nouvelle-Angleterre une région phare de l'Amérique continentale anglaise.

Le Massachusetts : cœur de l'Amérique puritaine

À peine une décennie après la fondation de Plymouth , un groupe de puritains (cette fois-ci non-séparatistes, c'est-à-dire faisant pleinement partie de l'Église d'Angleterre) acquiert des actions du désormais moribond Conseil de Nouvelle-Angleterre . En 1629, ils sollicitent une charte auprès de Charles Ier et fondent la Compagnie

de la baie du Massachusetts . Cette manœuvre est lourde de conséquences : les puritains ont un territoire et une charte royale. Ils peuvent bâtir la société de leur choix en toute légalité et autonomie. La charte stipule que la colonie doit être administrée par un gouverneur, assisté d'un conseil de six notables et d'une assemblée législative, appelée la *General Court* et constituée de dix-huit membres élus annuellement. Dès 1630, un millier de puritains traversent l'Atlantique à bord de onze navires en direction de la Nouvelle-Angleterre. À leur tête figure John Winthrop , un membre appauvri de la gentry du comté de Suffolk (sud-est de l'Angleterre) qui choisit une péninsule au large de la Charles River pour fonder la ville de Boston . Winthrop, plusieurs fois gouverneur de 1630 à 1648, a exercé une influence considérable sur la destinée de la colonie, lui assurant le leadership et la stabilité nécessaires à son développement. En une décennie, 13 000 puritains s'installeront au Massachusetts.

Comme la Virginie , le Massachusetts (nom donné à la colonie d'après celui d'une nation amérindienne) est un succès mais pour différentes raisons. L'émigration souche des années 1630 est remarquablement homogène. Les colons sont presque exclusivement tous des puritains originaires de l'East Anglia, une région située à l'est de l'Angleterre. Ils ont émigré en famille, ce qui garantit l'émergence d'une société stable dès les premières années de la colonisation. De plus, l'environnement est propice à la croissance démographique. Les hivers sont froids, certes, mais les colons ne sont pas décimés par les maladies comme en Virginie.

La détermination des leaders religieux et politiques constitue une grande force pour la colonie. Les puritains se sont établis en Amérique pour fonder une société modèle qui doit servir d'exemple à une métropole qu'ils perçoivent comme nettement engagée sur le chemin de la décadence. Nostalgiques d'une Angleterre de villages et d'*open fields* , les puritains mettent l'accent sur la vie communautaire. Dans son sermon de départ, John Winthrop parle d'ériger en Amérique « la cité sur la colline » de la Bible, autrement dit une Nouvelle-Jérusalem. La Nouvelle-Angleterre se veut un modèle

religieux et sociétal. Une image qui va considérablement marquer le discours politique aux États-Unis et léguer aux Américains la certitude d'accomplir un destin messianique. À l'inverse de la Virginie , colonie de plantations, la Nouvelle-Angleterre est une colonie de villages et de bourgs. Onze sont fondés avant la fin des années 1630. La vie communautaire et la religion étant les ciments de la société puritaine, les autorités créent un système de concessions de terres qui freine l'individualisme et la dispersion. De vastes terrains sont cédés à des groupes qui fondent des villages et distribuent la terre aux membres de la communauté de manière plus ou moins égale.

Au centre du village puritain de Nouvelle-Angleterre figure l'église, cœur de la vie religieuse et politique. L'appartenance religieuse conditionne la participation politique à tous les niveaux. Sans être à proprement parler une théocratie – les pasteurs n'ont pas de pouvoir politique –, il existe au Massachusetts une réelle fusion d'intérêts entre les membres du clergé et les magistrats. Les deux corps contribuent à préserver l'orthodoxie et la stabilité de la communauté puritaine. Le cas le plus marquant est l'affaire des sorcières de Salem en 1692. Dans un monde saturé de religion, une série d'accusations de sorcellerie prononcées par des adolescentes instables envers des membres de la communauté tourne à l'hystérie collective. Les plus hautes autorités spirituelles et temporelles de la colonie sont impliquées dans des procès qui condamnent dix-neuf hommes et femmes à la pendaison et en emprisonnent une centaine.

La fondation du Connecticut et du Rhode Island

Soucieux de se protéger coûte que coûte, les puritains refusent toute dissidence religieuse ou politique. Au milieu des années 1630, Roger Williams , pasteur modèle du village de Salem , s'oppose à John Cotton , théologien renommé qui occupe une chaire à Boston .

Williams conteste l'emprise du spirituel sur le temporel et revendique une séparation de l'Église et de l'État. Il perd sa controverse et est banni du Massachusetts par les autorités judiciaires en 1636.

Au-delà de la détermination des élites, c'est ainsi l'espace qui permet à un tel système de perdurer. Les dissidents, tout comme les mécontents et les déçus du modèle proposé par le Massachusetts , peuvent partir fonder de nouveaux villages ou colonies, selon l'usage de Nouvelle-Angleterre , plus au sud ou à l'ouest. Un groupe d'habitants, accompagnés d'un pasteur, s'installent dans un lieu jugé propice au commerce des pelleteries avec les Amérindiens, ou aux activités de la pêche si l'emplacement est situé sur le littoral, et à l'agriculture, notamment l'élevage. Roger Williams , Anne Hutchinson (elle aussi bannie du Massachusetts en 1638) et d'autres fondent ainsi les villages de Providence (1636), Portsmouth (1638), Newport (1639) et Warwick (1643) qui s'unissent pour créer la colonie du Rhode Island en 1644.

Plus à l'ouest, le pasteur Thomas Hooker conduit en 1636 trois communautés du Massachusetts à s'installer le long du fleuve Connecticut . Il ne s'agit pas ici de dissidence mais de l'attrait de nouvelles terres, plus fertiles, et d'un meilleur accès au commerce des fourrures. Ces villages, regroupés autour de Hartford , sont gouvernés par des commissaires nommés par l'assemblée du Massachusetts. Très vite, la distance aidant, ils acquièrent une certaine autonomie, créant leurs propres institutions avec l'adoption en 1639 des *Fundamental Orders of Connecticut* , la première Constitution de l'Amérique anglaise. À la différence du Massachusetts, le Connecticut a la particularité d'avoir un gouverneur élu et de ne pas restreindre la franchise électorale aux seuls membres des églises. Profitant de l'enthousiasme généré en Angleterre par la Restauration des Stuart après vingt ans de guerres civiles, les quatre villages de Hartford, Wethersfield, Windsor et Saybrook obtiennent en 1662 une charte de Charles II (1660-1685). La charte du Connecticut englobe même la petite colonie de puritains rigoristes de New Haven , fondée en 1636 par le pasteur John Davenport à l'embouchure du fleuve Connecticut.

Au nord du Massachusetts, dans le New Hampshire et le Maine , apparaissent des villages de pêcheurs dans les années 1630. Le Massachusetts convoite ces territoires et parvient à y imposer son autorité. En 1680, cependant, Charles II fait du New Hampshire une colonie royale alors que le Maine reste sous le contrôle de Boston . Ce n'est qu'en 1820 que le Maine deviendra un État pour contrebalancer la fondation du Missouri comme État esclavagiste.

CHAPITRE 3

De la Restauration à la fondation de la Géorgie L'empire prend forme (1660-1732)

Tout ce vaste continent de l'Amérique […] fournit [à ses habitants] des délices, avec autant de profusion et de facilité, qu'aucune province de l'Europe le pourrait faire aux siens.
Charles de Rochefort (1681)

Les Carolines : l'expansion vers le sud

La restauration des Stuart en 1660, un tournant dans l'histoire de l'Angleterre après deux décennies de guerres civiles, constitue aussi une période charnière dans la construction de l'Amérique anglaise. Sous le règne de Charles II , les Anglais s'étendent au sud de la Virginie avec la colonisation des Carolines et font la jonction entre la Chesapeake et la Nouvelle-Angleterre avec la conquête de la Nouvelle-Néerlande[1] . En à peine vingt ans, de 1663 à 1682, l'Angleterre fonde ou acquiert six nouvelles colonies (le New York , le New Jersey , la Pennsylvanie , le Delaware , la Caroline du Sud et la Caroline du Nord)[2] . Au milieu des années 1680, soit un siècle après

le fiasco de Roanoke , les Anglais contrôlent désormais toute la côte orientale du continent américain entre la Floride espagnole et l'Acadie française. À ce moment-là, l'Amérique anglaise revêt quasiment sa forme définitive.

L'octroi de chartes coloniales et de territoires outre-Atlantique est pour la monarchie un moyen peu coûteux et efficace de consolider ses réseaux, de récompenser ceux qui ont participé à son retour au pouvoir mais aussi de coloniser l'Amérique. Car ce sont les bénéficiaires des chartes qui absorbent le coût de la colonisation. En 1663, Charles II octroie une charte à huit nobles anglais pour la colonisation d'un territoire allant de la Virginie à l'actuelle Géorgie , soit les deux futures Carolines. Ces gentilshommes sont des hauts personnages du royaume. À titre d'exemple, Clarendon est l'équivalent d'un « premier » ministre ; Monck est le général qui a mené les troupes royales à la victoire ; et Ashley Cooper (duc de Shaftesbury après 1676) est l'une des figures politiques les plus en vue dans le royaume. La charte prend modèle sur celle du Maryland mais cette fois-ci, les propriétaires ne sont pas une seule famille. À l'origine, les seigneurs de Caroline, persuadés que leur domaine offre un climat comparable à celui du Languedoc, souhaitent développer les productions de soie, de vin et d'huile d'olive ! En fait, la colonie va connaître une première prospérité avec l'élevage, qui permet de ravitailler les Petites Antilles en viande, et le commerce des pelleteries (peaux de daim principalement) vers la métropole. Puis, au tournant du XVIII e siècle, le riz fait la fortune de la Caroline du Sud . La riziculture façonne la Caroline du Sud d'un point de vue démographique, culturel et économique, en en faisant la colonie la plus antillaise du continent nord-américain. Au milieu du XVIII e siècle, Charleston , la plus grande ville du sud, est aussi le plus important port négrier de l'Amérique britannique. La population servile d'origine africaine est particulièrement nombreuse et les plantations rizicoles apparaissent le long des fleuves et des marais. À ce moment-là, la Caroline du Sud est la colonie la plus riche de l'ensemble nord-américain.

La Caroline du Nord suit un parcours économique et démographique radicalement différent. Hormis une mince frange littorale au sud-est de la colonie qui produit du riz, c'est un pays de modestes fermiers évoluant davantage dans l'orbite culturelle de la Virginie . Pour ces raisons et parce que la Caroline du Nord est trop éloignée de Charleston pour être administrée efficacement et pour que les planteurs puissent siéger à l'assemblée, la Caroline du Nord est officiellement détachée de sa voisine du sud en 1712. Elle possède désormais son propre gouverneur et sa propre assemblée.

La fondation du New York et du New Jersey

Au milieu du XVII e siècle, l'Angleterre a une rivale : les Provinces-Unies. Indépendantes depuis le traité de Westphalie de 1648, les Provinces-Unies, dominées par la Hollande et la Zélande, sont une petite république calviniste. Petite mais incroyablement prospère. Les Hollandais, qui ont développé un capitalisme qui suscite l'envie de leurs voisins nord-européens, possèdent une flotte marchande bien supérieure à celles de l'Angleterre et de la France . Capables d'approvisionner en esclaves, du fait de leur contrôle de la traite atlantique, et en produits manufacturés les colonies américaines, antillaises ou continentales, de leurs rivaux espagnols, français, portugais et anglais, ils dominent le commerce transatlantique. Dans les années 1650, l'Angleterre décide de réagir en adoptant des Lois de navigation qui ont pour objectif premier d'exclure les marchands hollandais du commerce colonial. Mais ce n'est pas tout : trois guerres opposent les deux nations entre 1652 et 1674. Ce ne sera qu'avec la Glorieuse Révolution de 1688-1689, qui verra le renversement du catholique et francophile Jacques II , que la situation changera radicalement avec l'arrivée du Hollandais (et francophobe) Guillaume d'Orange-Nassau comme roi d'Angleterre en 1689. Ce sera la France de Louis XIV (1661-1715), comme l'Espagne

de Philippe II un siècle auparavant, qui deviendra l'ennemi et concurrent principal de l'Angleterre.

C'est dans le contexte des guerres anglo-hollandaises du milieu du XVII e siècle que naissent les colonies de New York et du New Jersey . Commandité pour trouver un passage vers l'Asie par l'ouest, le navigateur anglais Henry Hudson a exploré la baie de New York pour le compte de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales dès 1609. Quinze ans plus tard, la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales (créée en 1621) fonde la Nouvelle-Néerlande entre les fleuves Hudson et Connecticut , avec deux comptoirs : Fort Orange (l'actuelle ville d'Albany) dans l'arrière-pays et la Nouvelle-Amsterdam sur la pointe sud de l'île de Manhattan[3] . La Nouvelle-Néerlande est une colonie qui vit principalement du commerce des fourrures (ici le castor). En manque chronique de colons, elle importe beaucoup d'esclaves, du moins pour une colonie septentrionale. Somme toute, sa population croît à un rythme modéré : 9 000 colons en 1660 contre 27 000 en Virginie . De même en 1638, la Nouvelle-Amsterdam a une population de 400 habitants alors que celle de Boston a déjà atteint le millier.

Aux yeux des Anglais, cependant, la Nouvelle-Néerlande occupe une place stratégique entre le Connecticut et le Maryland , d'autant plus que les Hollandais ont conquis en 1655 la Nouvelle-Suède (l'actuel Delaware). Ravir cette colonie aux Hollandais permettrait aux Anglais de joindre leurs deux têtes de ponts en Amérique du Nord : la Nouvelle-Angleterre et la Chesapeake . En 1664, une flotte anglaise surgit au large de la Nouvelle-Amsterdam . La colonie, mal défendue, se rend sans coup férir. La Nouvelle-Néerlande, remise en cadeau par Charles Ier à son frère Jacques, duc d'York, est de ce fait rebaptisée New York . Propriété personnelle du duc, New York devient colonie royale en 1685 avec l'accession de Jacques au trône d'Angleterre.

Au moment de la conquête, New York est une immense colonie. Jacques décide de céder une partie des territoires situés au sud de l'Hudson à des investisseurs. Des négociations et des cessions

compliquées donnent naissance en 1676 à deux nouvelles colonies : le East Jersey et le West Jersey[4] . Une partie du East Jersey étant acquise par des marchands écossais, cette colonie est rapidement peuplée d'Écossais qui fondent la ville de Perth Amboy. Le West Jersey, contrôlé par des investisseurs quakers, favorise l'émigration de quakers : 1 400 s'établissent dans la colonie avant 1680 où ils fondent les villes de Salem et de Burlington. En 1702, cependant, la couronne décide de réunir les deux colonies (comme elles l'étaient à l'origine) en une seule colonie royale avec le nom de New Jersey .

La Pennsylvanie et l'utopie quaker

Le XVII e siècle américain est marqué par deux grandes utopies religieuses : celle des puritains et celle des quakers. Les deux groupes ont vu en Amérique l'opportunité de construire une société selon leurs croyances et leurs idéaux. Mais si la démarche est identique, les utopies sont radicalement dissemblables. Les puritains ont édifié une Nouvelle-Jérusalem orthodoxe et intolérante alors que les quakers ont accueilli parmi eux de multiples églises et sectes, notamment allemandes.

À l'origine de l'expérience quaker en Amérique, et de l'histoire de la Pennsylvanie , apparaît un homme singulier : William Penn . Fils d'un amiral auréolé de gloire militaire et auprès de qui la couronne s'est endettée, William Penn est destiné à une vie de courtisan à la cour des Stuart. Or, il choisit de se convertir à une religion qui prône l'humilité et la simplicité. La Société des amis (les quakers refusant de porter le titre d'église) naît dans l'effervescence religieuse et politique des guerres civiles britanniques du XVII e siècle. Dans un monde si stra tifié et si déférent, les quakers, par ailleurs peu nombreux (50 000 tout au plus au milieu du XVII e siècle), se distinguent par leur sobriété, leur pacifisme, leur égalitarisme (notamment entre hommes et femmes) et leur penchant pour le martyre. Ils tutoient leur prochain, n'ôtent jamais leur chapeau, ni

pour saluer ni par déférence, et refusent de porter les armes comme de prêter serment.

En 1682, William Penn obtient une charte de Charles II pour la colonisation du territoire situé entre le Maryland et les Jerseys. Une nouvelle colonie est née : la Pennsylvanie . Penn a à la fois de l'influence et de la chance. Influence : grand ami du duc d'York, frère du roi, il jouit de précieux soutiens à la cour. Chance : dans les années 1680, la couronne ne souhaite plus octroyer de chartes mais cherche, au contraire, à reprendre en main l'empire. Mais le catholique Jacques, qu'une partie de l'opposition parlementaire essaie d'exclure de la succession au trône, a besoin d'appui chez les protestants. En tant que quaker, Penn évolue aussi à la marge du monde politique anglais mais au moins il est protestant. Son soutien politique peut aider le duc d'York. La Pennsylvanie naît de cette opportune et provisoire convergence d'intérêts politiques et religieux. William Penn, comme il l'écrit lui-même, souhaite faire de sa colonie une Sainte Expérience. Ainsi écrit-il au lendemain de l'obtention de sa charte, avec un mysticisme qui lui est si caractéristique : « Pour obtenir mon pays, je fis appel au Seigneur […] afin qu'un exemple soit donné à toutes les nations. » Penn poursuit : « il se peut qu'on trouve là-bas ce qui n'a pas été possible ici : l'espace nécessaire à la création d'une Expérience sacrée », soit ce qui prendra le nom dans l'histoire des États-Unis de *Holy Experiment* (la Sainte Expérience)[5] . En substance, et de manière plus prosaïque, Penn souhaite fonder en Amérique une société prospère et tolérante avec un gouvernement modèle piloté par ses coreligionnaires quakers.

La Pennsylvanie est une *success story* dès sa naissance. Entre 1681 et 1685, 9 000 quakers quittent l'Angleterre pour la colonie sur plus de 90 navires. Voilà une migration digne de celle des puritains vers le Massachusetts dans les années 1630. Pendant tout le XVIII e siècle, la Pennsylvanie et sa ville port, Philadelphie , se distinguent par un essor démographique et une prospérité étonnants. Un an après sa fondation, Philadelphie compte 4 000 habitants. Au bout d'une année d'existence, la Pennsylvanie exporte déjà de la farine et de la viande

aux Antilles. En 1710, la population totale de la colonie atteint 23 000 habitants, alors que celle de Caroline du Sud , pourtant fondée presque vingt ans plus tôt, n'excède pas 7 000. À la veille de la Révolution en 1760, Philadelphie sera la seconde plus importante ville du monde britannique après Londres .

La reprise en main des colonies par la métropole

À la toute fin du XVII e siècle, plus de quatre-vingts ans après la fondation de la Virginie , l'empire anglais en Amérique du Nord et aux Antilles se structure. Depuis la Restauration de 1660, un équilibre *de facto* est apparu dans l'administration de l'empire : la couronne octroie des chartes et le Parlement réglemente le commerce colonial. Mais cet équilibre demeure fragile : qui gouverne véritablement les colonies ? Dans les dernières décennies du XVII e siècle, prenant conscience de l'énorme potentiel économique et géostratégique de ses possessions continentales outre-Atlantique, la couronne décide de prendre le contrôle de la gouvernance de son empire américain.

Premier volet de cette politique : la « royalisation » des colonies. En Amérique du Nord, il existe trois types de colonies : les colonies royales (*crown colonies*), les colonies autonomes (*charter colonies*) et les colonies à propriétaires (*proprietary colonies*). Les colonies royales dépendent directement du souverain qui y nomme un gouverneur. En 1660, seule la Virginie possède ce statut. Les colonies autonomes sont au nombre de deux : le Rhode Island et le Connecticut . Elles bénéficient de réels privilèges, dont l'élection du gouverneur par les colons, octroyés en son temps par la couronne et difficiles à abroger. Mais elles sont petites et toutes deux situées en Nouvelle-Angleterre , en fait à la marge de l'empire si l'on considère les Antilles comme le cœur de celui-ci. Enfin, les colonies à propriétaire, les plus nombreuses au XVII e siècle, appartiennent à des aristocrates qui les

gouvernent à leur guise.

À partir des années 1680, la couronne cherche à augmenter le nombre de colonies sous contrôle royal afin de gérer directement une plus grande partie de l'empire. En 1686, Jacques II crée le Dominion of New England en plaçant sept colonies (le New Hampshire , le Massachusetts [avec Plymouth], le Connecticut , le Rhode Island , le New York , le West Jersey et le East Jersey) sous l'autorité d'un même gouverneur, Sir Edmund Andros. Le Dominion of New England est le versant américain d'une politique de rationalisation et de centralisation administrative suivie en Angleterre même par une monarchie encore traumatisée par vingt ans de guerres civiles. Comme en métropole, cette politique inopportune et arbitraire, qui limite l'autonomie administrative et législative des colonies, à laquelle elles sont habituées depuis leur fondation même, et qui impose l'anglicanisme en terre puritaine, est sans surprise rejetée par les colons. Le renversement de Jacques II à Londres pendant l'hiver 1688-1689 provoque des rébellions locales dans les colonies. À Boston , le gouverneur Andros est destitué. À New York, Jacob Leisler , un colon d'origine germano-hollandaise, prend le pouvoir. Au Maryland , la famille Baltimore , propriétaire catholique de la colonie, est renversée par des colons protestants. Il ne s'agit pas ici d'une réaction contre la politique impériale de Jacques II puisque le Maryland n'est pas inclus dans le *Dominion of New England* mais de colons qui profitent opportunément du profond rejet du catholicisme par le peuple anglais exprimé dans la Glorieuse Révolution pour se libérer de leur seigneur propriétaire.

La politique américaine du nouveau roi d'Angleterre, le calviniste Guillaume III (1689-1702)[6] , est différente dans sa forme de celle du catholique Jacques II . Elle vise néanmoins les mêmes objectifs : la rationalisation administrative et commerciale de l'empire par un contrôle plus rigoureux du commerce et par la « royalisation » des colonies. Les conséquences des soulèvements coloniaux ne sont donc pas celles qu'espéraient les colons. En 1691, le Massachusetts devient une colonie royale et Jacob Leisler est exécuté à New York . Au

Maryland , ils obtiennent satisfaction mais uniquement parce que le renversement des Baltimore sert les intérêts de la couronne : en 1691, le Maryland devient aussi une colonie royale[7] .

En 1696, alors que le Parlement adopte une nouvelle loi de navigation qui réglemente le commerce colonial de manière plus stricte, en renforçant notamment le contrôle douanier, Guillaume III fonde le Board of Trade and Plantations (soit le Bureau du Commerce et des Colonies). Ce prestigieux conseil, rattaché au Privy Council par lequel gouvernent les souverains d'Angleterre, devient pendant la première moitié du XVIII e siècle, le rouage essentiel de la machine administrative impériale. Le Board of Trade liste ses recommandations pour la nomination des gouverneurs, examine les textes de lois adoptés par les assemblées coloniales, contrôle l'application des lois de navigation et verse des subventions aux colons pour le développement de certaines productions. Somme toute, le Board of Trade conseille le roi en matière de politique impériale et ce faisant recentre, désormais sans ambiguïté, le cœur décisionnel de l'empire au sein de la monarchie et au détriment du Parlement. Les réformes commerciales et administratives appellent également un plus grand investissement militaire. Sous Guillaume III débute une série de conflits qui seront décisifs pour l'avenir de l'Amérique du Nord.

L'Amérique et les premiers conflits franco-anglais

En Amérique, traditionnellement, les conflits européens portent les noms des souverains anglais. La guerre de la Ligue d'Augsbourg (1689-1697) s'appelle ainsi outre-Atlantique la guerre du roi Guillaume (*King William's War*). Déclenché par l'accession de Guillaume au trône d'Angleterre, ce conflit oppose la France de Louis XIV , qui soutient personnellement Jacques II et refuse de reconnaître Guillaume III comme roi, à une coalition de pays

principalement protestants, dont l'Angleterre. En Amérique du Nord, les opérations – de petite envergure – se déroulent en Nouvelle-Angleterre , en Acadie , en Nouvelle-France et aux bords de la baie d'Hudson. Alors que des partis franco-amérindiens attaquent des villages de Nouvelle-Angleterre, les colons anglais, sous la conduite de Sir William Phips, capturent Port-Royal en Acadie mais échouent devant Québec . Au même moment, les Français s'emparent des précieux comptoirs de traite fondés par la Hudson Bay Company dans le grand nord canadien. En 1697, le traité de Ryswick scelle une paix fragile avec le retour des conquêtes mutuelles, sauf les comptoirs de la baie d'Hudson qui restent aux mains des Français.

Le XVIII e siècle s'ouvre comme le XVII e s'est clos : par la guerre. Cette fois-ci, les coalisés, menés par l'Angleterre, veulent obliger le nouveau roi d'Espagne , Philippe V, petit-fils de Louis XIV , à renoncer au trône de France à la mort de son grand-père. C'est la guerre de Succession d'Espagne (1702-1713), la guerre de la reine Anne (*Queen Anne's War*) en Amérique. Outre-Atlantique, le théâtre des opérations ne se limite plus au nord-est du continent (Nouvelle-France , Nouvelle-Angleterre et Acadie) et à l'Arctique canadien (baie d'Hudson) mais s'étend vers le sud (Caroline du Sud , Floride , Louisiane) du fait de la fondation de la Louisiane en 1699 et de l'engagement de l'Espagne aux côtés de la France. Au sud, les Anglais brûlent Saint Augustine en Floride et repoussent un assaut franco-espagnol à Charleston en Caroline du Sud. Au nord, subissant les raids franco-amérindiens en Nouvelle-Angleterre, les colons anglais capturent à nouveau Port-Royal en Acadie mais se perdent dans le brouillard du Saint-Laurent en tentant une opération navale contre la Nouvelle-France. Le traité d'Utrecht, qui met fin au conflit en 1713, est très favorable à l'Angleterre, réunie depuis 1707 à l'Écosse pour former la Grande-Bretagne. Les Britanniques récupèrent l'Acadie (rebaptisée Nouvelle-Écosse), la baie d'Hudson et Terre-Neuve . En Europe, Philippe V renonce à siéger un jour sur le trône de France. D'autre part, la Grande-Bretagne se voit attribuer le monopole de la traite négrière vers les colonies espagnoles, connu sous le nom

d'*asiento* et qui constitue un commerce particulièrement lucratif. Le traité d'Utrecht consacre le développement économique, territorial, démographique et militaire de l'Amérique anglaise en marche depuis la restauration des Stuart de 1660. Forte de ses succès militaires et diplomatiques, la Grande-Bretagne fonde une autre colonie, la Géorgie , pour consolider la frontière méridionale de son empire nord-américain.

La Géorgie : projet philanthropique et colonie-tampon

En 1715, deux ans après la fin de la guerre de Succession d'Espagne , un soulèvement amérindien d'une grande ampleur, connu sous le nom de guerre des Yamassee , faillit détruire Charleston et la Caroline du Sud . Cette révolte a démontré la vulnérabilité de cette colonie frontalière et l'incapacité des Seigneurs Propriétaires d'en assurer la défense. De ce fait, en 1719, avec l'assentiment du Board of Trade, les colons renversent le gouvernement des Propriétaires des Carolines. Profitant de cette révolution de palais, la monarchie propose à ces derniers de racheter leurs parts. Ce processus prend une décennie et en 1729 les deux Carolines deviennent des colonies royales.

La guerre de Succession d'Espagne et la révolte des Yamassee ont démontré l'urgente nécessité de consolider la frontière méridionale de l'empire britannique en Amérique du Nord. La Géorgie répond à cet objectif : créer un espace tampon entre la Caroline du Sud et la double menace franco-espagnole en Floride et en Louisiane . Mais ce n'est pas tout. Dans les premières années du XVIII e siècle, la Grande-Bretagne est traversée par un élan philanthropique dont l'objectif est d'aider mais surtout de réformer les pauvres. Inspirés de ce courant, les aristocrates à l'origine du projet, dont James Oglethorpe , un militaire membre du Parlement et philanthrope, souhaitent aussi faire de la Géorgie une société modèle, un refuge pour les pauvres,

notamment ceux emprisonnés pour dettes. Nous ne sommes pas si éloignés de l'utopie puritaine ou quaker du siècle précédent. La Géorgie est une sorte d'utopie philanthropique d'inspiration plus laïque que religieuse, même si l'Église d'Angleterre soutient activement le projet.

Les colonies à propriétaire ne sont alors plus d'actualité. Le montage institutionnel se doit d'être renouvelé : la gouvernance de la colonie est confiée à 21 administrateurs, appelés *trustees* , pour une durée de 21 ans. Après cette période, la colonie deviendra royale. Fidèles à leur volonté de montrer l'exemple, les *trustees* interdisent l'alcool et l'esclavage, deux prohibitions au demeurant peu respectées. Ils encouragent l'immigration de ceux qui fuient la pauvreté, comme les *Highlanders* d'Écosse par exemple, ou la persécution, tels les protestants de l'évêché catholique de Salzbourg, dans l'actuelle Autriche, et limitent, par souci d'égalitarisme, les concessions de terres aux colons à 250 hectares.

En 1753, au moment où les administrateurs cèdent la colonie à la couronne, les résultats sont mitigés. Les tentatives de produire de la soie et du vin ont échoué. La prohibition de l'esclavage est levée en 1750 à la demande des planteurs. La Géorgie sera une colonie esclavagiste comme sa voisine, la Caroline du Sud . Grâce à la fondation et au développement de la Géorgie, qui compte 10 000 habitants en 1760, les Britanniques occupent désormais le territoire au sud des Carolines et font solidement face aux Espagnols et aux Français.

CHAPITRE 4

Les Britanniques s'imposent en Amérique du Nord (v. 1730-1763)

Dans un siècle […] c'est de ce côté-ci de l'océan que se trouveront le plus grand nombre d'Anglais.

Benjamin Franklin (1751)

L'Amérique en noir et blanc : migrants et esclaves

La fondation de la Géorgie en 1732 complète l'ensemble colonial britannique en Amérique du Nord. La Grande-Bretagne contrôle désormais 15 colonies de la Géorgie à Terre-Neuve , étirées sur plus de 2 000 kilomètres de côte[1] . Cette Amérique frappe par sa spectaculaire croissance démographique, sa diversité ethno-culturelle et son étonnante prospérité économique.

La population coloniale fait plus que doubler en l'espace de trente ans, soit une génération, passant de 600 000 à 1 500 000 habitants[2] . En 1760, les esclaves représentent 20 % de la population américaine, soit 300 000 individus. Les facteurs qui conditionnent cette croissance sont doubles : l'immigration et l'accroissement naturel.

Environ 300 000 Européens partent s'installer dans les colonies britanniques d'Amérique du Nord entre 1730 et 1760 pour 180 000 esclaves importés. Les Anglais ne sont plus en majorité parmi les migrants européens. C'est le grand contraste avec le XVII e siècle. Avec 60 000 individus, les Allemands dominent ce flot migratoire. Puis viennent les Irlando-Écossais, les Irlandais, puis les Anglais et enfin les Écossais. Les Britanniques, dans leur ensemble, constituent la majorité des migrants mais ce sont des peuples d'une réelle diversité du point de vue religieux et culturel. Le second tiers du XVIII e siècle marque ainsi la naissance de l'Amérique plurielle.

Les esclaves, quant à eux, proviennent du golfe de Biafra, au Nigeria actuel, et de l'Angola , dans une proportion d'un tiers pour chacune de ces deux régions, et de Sénégambie , soit les bassins des fleuves Sénégal et Gambie, pour un quart d'entre eux. Les cinq colonies les plus importatrices d'esclaves sont la Caroline du Sud , la Virginie , le Maryland , la Géorgie et le New York . Charleston , en Caroline du Sud, est le port négrier le plus important de l'Amérique britannique. Sullivan's Island, un îlot sablonneux situé au large de Charleston où les esclaves sont tenus en quarantaine avant d'être vendus aux planteurs, a même été surnommé par l'historien américain Peter Wood, « l'Ellis Island des Noirs américains », en référence au centre d'accueil, situé non loin de la statue de la Liberté, où étaient davantage triés qu'accueillis les migrants européens avant de débarquer à New York à partir de la fin du XIX e siècle[3] . Dans les années 1750, la proportion de Noirs dans les quatre colonies méridionales esclavagistes est importante. Ils représentent les deux tiers de la population en Caroline du Sud ; la moitié en Virginie ; un tiers au Maryland ; et un cinquième en Géorgie. L'esclavage, cependant, est alors répandu dans toutes les colonies. Codifié au fil des lois par les assemblées coloniales entre 1660 et 1700, il se différencie de l'engagement par son caractère permanent, héréditaire et racial. De nombreux esclaves, au demeurant, sont, notamment en Caroline du Sud, des Amérindiens.

Les migrants européens, quant à eux, s'installent principalement

dans ce qu'on appelle les colonies médianes ou du centre, c'est-à-dire la Pennsylvanie , le New York , le New Jersey et le Delaware . La population de cette région augmente de 40 % entre 1730 et 1740 et à nouveau entre 1750 et 1760. Tant d'Allemands s'établissent en Pennsylvanie que Benjamin Franklin se demande au milieu du XVIII e siècle si « la Pennsylvanie, fondée par les Anglais, [ne risque pas de] devenir une colonie d'étrangers, bientôt assez nombreux pour nous germaniser[4] ». Les Irlando-Écossais, qui commencent à arriver massivement en Amérique du Nord à partir des années 1720, s'installent d'abord en Nouvelle-Angleterre . Ces presbytériens, descendants irlandais de colons écossais qui ont peuplé l'Ulster au début du XVII e siècle, modifient durablement le paysage ethno-religieux de ce bastion du puritanisme. Au fil du siècle, les Irlando-Écossais pénètrent en grand nombre les vallées appalachiennes à partir de la Pennsylvanie occidentale. En 1718, une nouvelle loi permet aux juges de prononcer des peines de travaux forcés aux Amériques au lieu de la prison. C'est la naissance du bagne américain. Plus de 40 000 forçats des îles Britanniques, dont 13 000 Irlandais, débarquent au cours du siècle en Virginie et au Maryland pour travailler dans les plantations de tabac. Le prolifique et réactif Franklin ne décolère pas devant l'attitude méprisante d'une métropole ingrate qui envoie des repris de justice dans ses colonies. Il propose d'expédier des serpents à sonnette en Angleterre en retour…

L'accroissement naturel

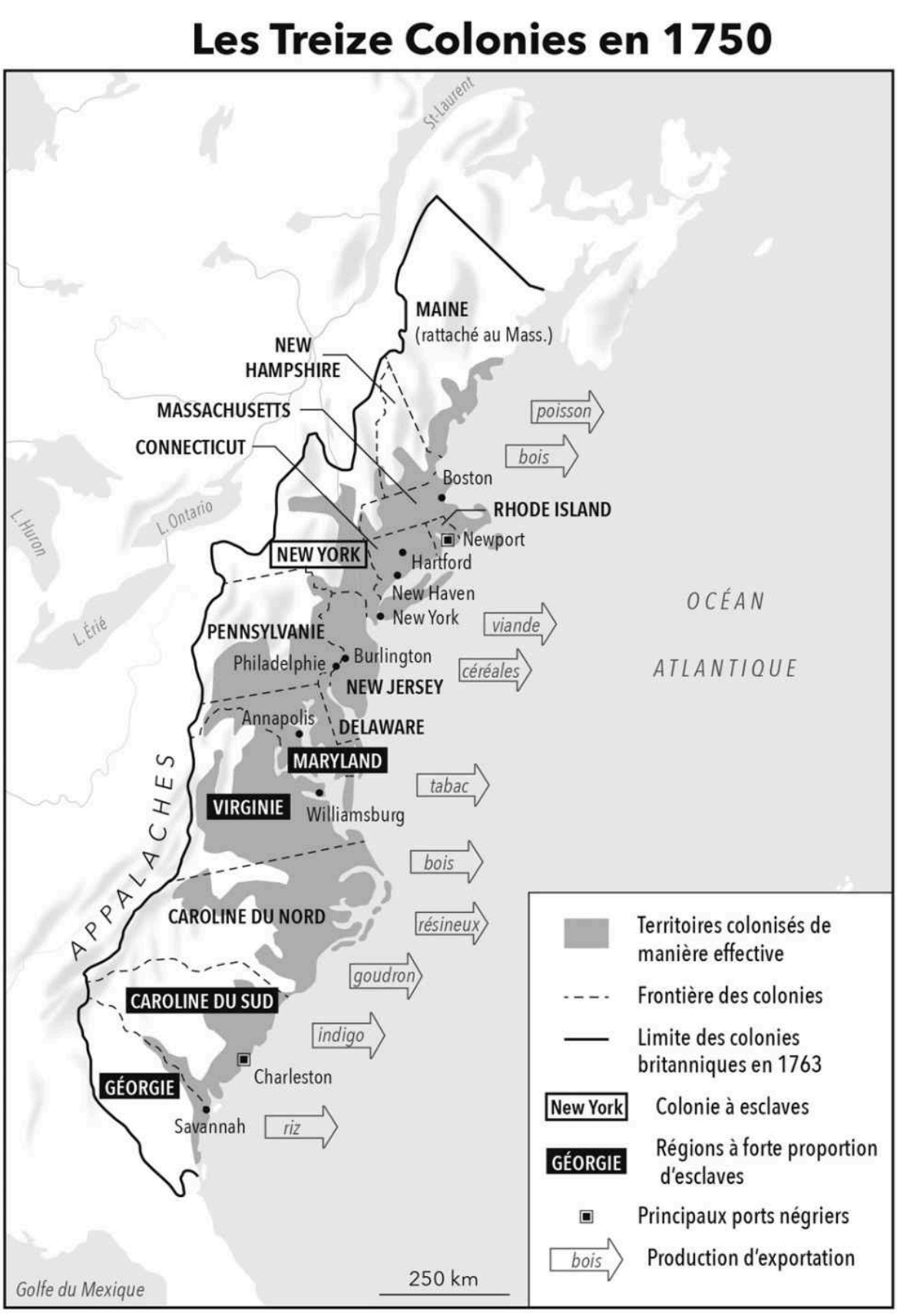
L'émigration interpelle l'observateur par son aspect spectaculaire et massif mais, pour la population de souche européenne, elle ne pèse que pour un quart dans la croissance démographique de ces colonies. Au XVIII e siècle, à l'inverse du siècle précédent, c'est l'accroissement naturel qui est le principal moteur de la croissance démographique de l'Amérique du Nord britannique. De tout temps, l'Amérique a été le pays de l'abondance. Les forêts sont giboyeuses, les rivières

poissonneuses, la terre fertile et les récoltes généreuses. Mais il faut aux premiers colons plusieurs décennies pour surmonter des obstacles culturels – au début, la chasse est limitée aux gentilshommes comme en Europe – et s'adapter à la nature américaine. De même, alors que dans les premiers temps de la colonisation les colons sont fauchés par les épidémies, ces dernières font beaucoup moins de ravages dans une population plus résistante.

Au tournant du XVIII e siècle, la période d'adaptation au monde américain est finie. Les colons profitent pleinement de leur environnement. L'Amérique ne connaît pas les famines. Les céréales abondent, le bétail également et le commerce intracolonial permet une bonne distribution des ressources d'une colonie à l'autre. En Amérique, chacun mange à sa faim, notamment de la viande tous les jours, ce qui est loin d'être le cas en Europe à l'époque. Il en résulte que, bien nourrie, la population coloniale est plus robuste et vit plus longtemps. Au milieu du siècle, un Américain mesure quatre à cinq centimètres de plus qu'un Anglais. La terre étant disponible et les colonies manquant toujours de bras, les colons peuvent se mettre en ménage plus jeunes qu'en Europe. En Amérique, à peine 3 % de la population reste célibataire contre 10 % en moyenne en Europe. Dans les colonies du nord, l'âge au mariage est de 24 ans pour les hommes et 21 pour les femmes, contre respectivement 26 et 23 ans en Angleterre. Les colons ont davantage d'enfants qu'en Europe parce que le temps du mariage couvre une plus grande période de fécondité chez les femmes, parce que ces dernières, en meilleure santé, meurent moins en couches, et parce que la mortalité infantile, véritable fléau sur le Vieux Continent, étant plus faible en Amérique, plus d'enfants parviennent à l'âge adulte. Ainsi, les « Américaines » ont entre six et huit enfants et les « Anglaises », cinq. Benjamin Franklin observe et décrit cette tendance dès 1751. « Les mariages en Amérique sont plus fréquents, et généralement plus précoces qu'en Europe, note-t-il. Et si on estime qu'il y a là-bas un mariage pour 100 personnes par an, il faut ici estimer qu'il y en a deux. Et, poursuit-il, si en Europe, ils ne comptent que 4 naissances par

mariage (beaucoup de leurs mariages étant tardifs), on peut compter ici 8 [enfants], dont la moitié parvient à l'âge adulte, et nos mariages se produisant l'un dans l'autre à l'âge de 20 ans, notre population double au moins tous les vingt ans[5] . »

La population américaine de l'époque frappe aussi par sa jeunesse, avec la moitié des habitants âgés de 16 ans ou moins. Chez les esclaves, les importations représentent la moitié de la croissance démographique. L'accroissement naturel joue donc un rôle moindre que chez les colons mais il reste un facteur primordial, surtout par contraste avec les Antilles où la population noire ne s'accroît presque exclusivement que par la traite négrière. Au total, entre 1730 et 1760, la population nord-américaine augmente de 35 %, avec un taux de 33 % chez les Blancs et de 53 % chez les Noirs.



À Benjamin Franklin de conclure, dans le cas de la population blanche, avec optimisme mais sans être si loin de la vérité : « On

pense qu'il y a actuellement plus d'un million d'Anglais en Amérique du Nord (bien qu'à peine quatre-vingt mille aient été amenés ici d'outre-mer). […] Supposons que ce million double en vingt-cinq ans ; dans un siècle il aura dépassé le chiffre de la population en Angleterre, et c'est de ce côté-ci de l'océan que se trouveront le plus grand nombre d'Anglais. »

Commerce et prospérité

La forte croissance démographique de l'Amérique britannique s'accompagne d'une prospérité soutenue. Après d'inévitables premières décennies où les colons se lancent dans le commerce des pelleteries en attendant de défricher, semer et bâtir, les colonies finissent par exporter et importer des marchandises en grande quantité. Dès 1681, un chroniqueur n'hésite pas à écrire, certes non sans une touche d'exagération, que « le vaste continent de l'Amérique […] peut se glorifier qu'il pourrait se passer des autres pays et pour entretenir le commerce, il les surpasse tous, par le nombre, la sûreté et la capacité de ses beaux havres, et en ce qu'il peut fournir en abondance à ceux du dehors[6] ». L'empire britannique est un empire d'échanges. Le mercantilisme, le cadre structurant au sein duquel l'économie atlantique se développe, impose aux colonies des spécificités régionales conditionnées par le climat et le sol que les colons rencontrent sur place et réglementées par des impératifs métropolitains. Les historiens distinguent quatre grandes régions économiques : la Nouvelle-Angleterre (le New Hampshire , le Massachusetts , le Connecticut et le Rhode Island) ; les colonies médianes (le New York , le New Jersey , la Pennsylvanie et le Delaware) ; les colonies de la Chesapeake (la Virginie et le Maryland) ; et le *Lower South* (la Caroline du Nord , la Caroline du Sud et la Géorgie).

La Nouvelle-Angleterre jouit d'une économie diversifiée axée sur la pêche, les produits forestiers et la construction navale. Les colonies

médianes, grenier à blé de l'Amérique, produisent principalement des céréales et de la viande. La Chesapeake exporte du tabac. Le *Lower South* est le pays du riz, sauf la Caroline du Nord qui consacre ses vastes forêts de résineux à la production de goudron et de térébenthine pour la marine britannique. En ordre d'importance, la Grande-Bretagne importe d'abord du tabac de la Chesapeake, des farines des colonies médianes, du riz du *Lower South* , du poisson de Nouvelle-Angleterre et de l'indigo de Caroline du Sud . Ces cinq productions constituent plus des deux tiers de la valeur totale des exportations nord-américaines vers la métropole. En retour, les colonies importent de Grande-Bretagne, entre autres, des laines, des objets en métal, des chapeaux, des vêtements, des livres, de la verrerie et de la papeterie. Dans les années 1760, ce commerce colonial, diversifié et dynamique, draine des sommes remarquablement élevées. La Grande-Bretagne importe alors d'Amérique pour un montant de 2,4 millions de livres sterling et y exporte pour 1,6 million.

Les villes-ports de l'Amérique britannique

Ce commerce florissant conduit à l'expansion des villes-ports. En 1760, cinq villes de l'Amérique britannique ont plus de cinq mille habitants : Philadelphie , New York , Boston , Charleston et Newport (dans le Rhode Island). Ces villes coloniales sont de véritables capitales régionales détenant le pouvoir économique, politique, judiciaire et religieux. Construites le long d'un fleuve, comme Philadelphie, ou à la pointe d'une péninsule, comme Charleston, voire d'une île comme New York, leurs rades surmontées de quais fourmillant d'activité, accueillent de nombreux navires venus des quatre coins de l'empire. Elles sont le siège des gouvernements provinciaux. Dans ces villes réside le gouverneur, se réunit l'assemblée et siège la plus haute cour de justice de la colonie. Enfin, en leur cœur sont bâties les plus belles églises.

Fondée en 1682, Philadelphie (24 000 habitants en 1760), la cité des quakers, impressionne par son dynamisme et sa croissance. Sa population augmente de 55 % entre 1740 et 1750 et de 70 % dans la décennie suivante. Dans les années 1740, Philadelphie dépasse New York et Boston pourtant fondées quarante ans avant la métropole de Pennsylvanie . En 1760, Philadelphie, nous l'avons vu, est la seconde ville de l'empire britannique après Londres . Née Nouvelle-Amsterdam dans les années 1620, New York (18 000 h. en 1760) est, depuis son origine, une ville cosmopolite avec ses habitants hollandais, anglais, écossais, irlandais, français, allemands et ses nombreux esclaves. Sa vie animée, on y compte 17 tavernes pour une église au milieu du XVII e siècle, contraste avec la sobriété puritaine de Boston (16 000 h. en 1760). Fondée en 1680, Charleston (8 000 h. en 1760) est la métropole du sud. Au XVIII e siècle, c'est une ville opulente où les planteurs, riches de leurs exportations de riz, mènent une vie fastueuse. Dans les années 1770, un visiteur du Massachusetts observe sur la vie frivole de Charleston : « Les cartes, les dés, la bouteille et les chevaux […] absorbent des proportions prodigieuses de temps et d'attention[7] . » Quant au riz, le Virginien Thomas Jefferson note en 1787 dans son journal de voyage en France qu'à Nantes « on préfère le riz de Caroline au riz de Lombardie pour accompagner la pintade, car il faut moins d'eau pour le faire cuire[8] ». Enfin, Newport (7 500 h. en 1760), également port négrier important, est le refuge des planteurs de Caroline du Sud qui fuient chaleur et paludisme durant l'été. Au cours du XVIII e siècle, on note par ailleurs l'émergence de villes moyennes, telles Gloucester, au Massachusetts, Lancaster, en Pennsylvanie, Baltimore , au Maryland , et Savannah , en Géorgie , d'un bout à l'autre des colonies.

Ces villes et ces bourgs, signes forts de la vitalité économique de l'Amérique britannique, ne doivent cependant pas faire illusion. Les colonies nord-américaines, avec leurs vastes espaces à peine peuplés, sont essentiellement des régions de fermes et de plantations. En 1760 à peine 5 % de la population coloniale est urbaine. De Philadelphie à Charleston , soit sur une distance de mille kilomètres à travers trois

colonies (le Maryland , la Virginie et la Caroline du Nord), il n'existe aucune ville. Dans ces régions dépourvues de ports, le commerce se pratique différemment. En Virginie et au Maryland, le tabac est exporté et les esclaves importés à partir de pontons individuels attenants aux plantations. En 1717, un négrier de Bristol, par exemple, naviguant d'un fleuve à l'autre, vend 150 captifs africains à 65 planteurs virginiens différents.

Marchands, artisans et planteurs profitent tous de la prospérité. L'essor économique que connaît l'Amérique britannique élève remarquablement le niveau de vie et de confort des colons. Finis les temps héroïques des huttes faites de boue et de branches ou des trous creusés contre une pente. Le XVIII e siècle est l'âge de la brique. Demeures de planteurs ou maisons de maîtres en ville sont construites en briques selon le style géorgien avec une insistance sur les proportions, l'équilibre et la symétrie. Les intérieurs sont plus richement meublés. On ne saurait parler de luxe cependant, mais plutôt d'aisance, car tout doit être importé de métropole à un coût élevé.

Presse, culture et universités

La réussite commerciale du colon le libère des tâches harassantes dues à la mise en valeur de son domaine. Le développement des loisirs (courses de chevaux, bibliothèques) est le signe d'une prospérité acquise sur plusieurs générations. Une des singularités des Treize Colonies au regard des Antilles ou de la Nouvelle-France est le développement spectaculaire de la presse. Au milieu du XVIII e siècle, plus de vingt journaux paraissent dans les colonies. Boston , New York , Philadelphie et Charleston en ont toutes plusieurs. La *Boston News Letter* , un hebdomadaire, tire à plus de dix mille exemplaires. Ce dynamisme reflète un fort taux d'alphabétisation des colons, surtout en Nouvelle-Angleterre puritaine (85 % chez les hommes en 1760) et un désir d'informations et de communication, même si les

annonces remplissent la plupart des pages. Le développement de la presse n'aurait pas été possible sans la présence de nombreuses imprimeries et un solide maillage postal, facteur d'unification culturelle. Car ces journaux ont tous leurs abonnés. La *Boston News Letter* en compte trois cents dès 1704.

L'Amérique du Nord britannique n'est pas un désert culturel. Une véritable vie intellectuelle s'y développe, relayée par les bibliothèques, les universités et les sociétés savantes. Certes, c'est un monde nouveau et périphérique mais les productions et les échanges ne se situent pas exclusivement à un niveau matériel. La recherche du profit est le moteur de la croissance nord-américaine mais elle s'accompagne d'une réelle vitalité culturelle et scientifique incarnée par le prolifique et inventif Benjamin Franklin , dont les travaux sur l'électricité sont diffusés en Europe. Dès le tout début du XVIII e siècle, la Society for the Promotion of Christian Knowledge (SPCK), une société anglicane à vocation philanthropique, subventionne l'envoi de livres et de bibliothécaires dans les colonies. Les colons fondent des bibliothèques, des clubs, des sociétés de bienfaisance et des sociétés savantes dans les grandes villes. En 1727, Franklin fonde à Philadelphie le Junto, un club de discussions qui se réunit chaque vendredi pour, comme l'écrit son fondateur, « s'enrichir mutuellement[9] ». L'infatigable Franklin ne s'arrête pas là : en 1731 il impulse la fondation de la Library Company of Philadelphia, la première bibliothèque en Amérique avec des prêts d'ouvrages, et en 1743 l'American Philosophical Society, une société savante dans la tradition des académies de province françaises dont il a été élu membre associé de plusieurs. De même en 1748, la Library Society, où les bibliothécaires conservent les livres chez eux à tour de rôle, est fondée à Charleston . Dans cette même ville, des associations, à la fois lieux de sociabilité élitistes et sociétés de bienfaisance à l'attention des pauvres et des orphelins, apparaissent autour d'identités ethniques tout au long du siècle. En 1729 est fondée la St. Andrews Society, autour des Écossais, la St. George Society pour les Anglais en 1733, la South Carolina Society en 1736 autour des

huguenots, la Irish Society en 1749 et la German Friendly Society en 1766.

Les universités, quant à elles, se construisent autour d'identités religieuses et régionales. Dès 1636, les congrégationalistes (puritains) fondent le séminaire d'Harvard (du nom de son bienfaiteur, John Harvard, qui lègue sa bibliothèque à l'institution), à Cambridge près de Boston , afin de former leurs propres pasteurs sans avoir recours à la métropole. Chaque église crée son université : le College of William and Mary, à Williamsburg, en Virginie , est fondé par les anglicans en 1693 ; puis Yale , à New Haven , par des dissidents puritains ; Princeton , dans le New Jersey , par des presbytériens écossais ; ou encore Brown University par les baptistes en 1764 ; et Rutgers, dans le New Jersey à nouveau, par les réformés hollandais. En 1770, l'Amérique britannique jouit d'un réseau de neuf universités. Même si beaucoup de ces institutions sont à l'origine des séminaires destinés à former localement un clergé dans un souci d'autonomie vis-à-vis de la métropole, très vite la tendance est à la modernisation et à la diversification des enseignements. Cela dit, les universités américaines, assez faibles en droit et en médecine, ne peuvent rivaliser avec leurs modèles anglais et écossais où l'élite américaine se rend le plus souvent pour étudier.

Le kaléidoscope colonial : institutions et sociétés

Prospère et dynamique, l'Amérique britannique se distingue surtout par une extrême diversité. Certaines colonies, nous l'avons vu, sont contrôlées par la couronne, d'autres par des seigneurs, d'autres encore sont totalement autonomes. Dans certaines régions, le tissu sociétal se forme autour de villages, dans d'autres autour de paroisses ou de comtés, dans d'autres encore les modèles se confondent. Les sociétés de plantations, avec leur main-d'œuvre servile d'origine africaine, contrastent avec les pays de fermes,

peuplés presque exclusivement de colons européens. Les élégantes et dynamiques villes portuaires, centres de la vie politique et culturelle coloniale, s'opposent à l'arrière-pays appalachien, une région marquée par une constante violence endémique et au peuplement divers et épars, d'une grande mobilité. Enfin, la population américaine est incroyablement plurielle. La multiplicité des nationalités et des religions représentées parmi les colons fait écho à la non moins vertigineuse diversité culturelle et linguistique des nations amérindiennes et des esclaves africains.

Pour saisir l'Amérique du Nord britannique dans son ensemble, sans être emporté par cette diversité, il faut adopter une double approche : d'un point de vue institutionnel, l'approche impériale s'impose ; d'un point de vue sociétal, l'approche régionale est la plus appropriée. Les colonies royales, par exemple la Virginie (après 1625), le New York (1685) ou la Caroline du Sud (1719), dépendent directement de la couronne qui y nomme le gouverneur. Les colonies à propriétaire, par exemple le Maryland ou la Pennsylvanie , appartiennent à des seigneurs qui la gouvernent dans le cadre très lâche d'une charte octroyée par le souverain. Les seigneurs nomment le gouverneur, mettent en place les institutions de leur choix et créent un modèle de société en accord avec leurs vues politiques et religieuses. William Penn fait de la Pennsylvanie une colonie quaker. Jacques, propriétaire de New York avant son accession au trône d'Angleterre en 1685, décide de gouverner sa colonie sans assemblée. Enfin, les colonies autonomes, les seules Connecticut et Rhode Island , n'appartiennent ni à la couronne ni à des seigneurs, mais sont gouvernées localement. Toutes ces colonies, cependant, acquièrent au fil du temps une architecture institutionnelle tripartite avec un gouverneur, représentant l'exécutif, un conseil de membres nommés qui assistent le gouverneur et une assemblée dont les membres sont élus par les colons. Au XVIII e siècle, la tendance générale se caractérise par l'inexorable ascendance de l'assemblée, notamment en matière fiscale, au détriment du gouverneur et du conseil.

Les sociétés coloniales, modelées à la fois par l'héritage historique

et les appartenances politiques et religieuses des premiers colons, peuvent être classées en trois blocs régionaux malgré leur grande diversité. Les colonies de Nouvelle-Angleterre offrent un modèle de société centré autour du village (*town*). Chaque village a son église, son pasteur puritain et ses administrateurs qui, en outre, distribuent les terres aux habitants. Chaque village envoie des représentants à l'assemblée de la colonie. Dans les colonies méridionales, le modèle sociétal est axé autour de la plantation et de la paroisse anglicane. À l'inverse de l'habitat regroupé de Nouvelle-Angleterre, il s'agit d'une occupation du territoire espacée. C'est l'église paroissiale et son conseil (*vestry*) qui assurent le lien entre les planteurs. En Virginie , les cours de comté jouent aussi un rôle prépondérant dans la création d'un tissu sociétal entre les colons. Entre ces deux pôles, dans les colonies dites médianes, du Delaware à New York , la diversité règne et les deux modèles sont entrelacés. En Pennsylvanie , point de paroisses anglicanes puisque nous sommes en pays quaker. De même, dans la partie orientale de Long Island dominent les villages puritains fondés par des colons du Connecticut . Dans le New Jersey et le New York, les modèles sont littéralement imbriqués : paroisses anglicanes, bourgs, comtés et même seigneuries sont juxtaposés.

Le Grand Réveil ou la fracture religieuse des années 1740

La diversité religieuse du peuplement est une constante de l'histoire américaine. Une diversité qui est importée des îles Britanniques mais accentuée en Amérique par l'espace et l'immigration. L'immensité américaine permet aux églises et aux sectes (terme non péjoratif au XVIII e siècle) de se regrouper à l'écart en cas de tensions trop fortes au sein de la communauté d'origine. Le paysage religieux américain se distingue également par son dynamisme et sa fluidité. Ces caractéristiques trouvent leur meilleure expression dans un phénomène connu sous le nom de Réveil. Certes,

ces séismes religieux secouent aussi les îles Britanniques mais c'est en Amérique que leur impact est le plus profond et le plus durable.

Au début du XVIII e siècle, l'Amérique britannique est aussi d'un point de vue religieux divisée selon les trois blocs géographiques vus précédemment : la Nouvelle-Angleterre , les colonies médianes et les colonies méridionales. Cette division géo-religieuse, héritée des premiers temps de la colonisation, repose sur la notion clé d'église « établie ». La Nouvelle-Angleterre est le pays du puritanisme. L'Église congrégationaliste (nom donné au puritanisme en Amérique) est « établie » au Massachusetts , au Connecticut et au New Hampshire . Ce statut privilégié implique que l'Église en question est subventionnée par l'assemblée de la colonie et qu'elle bénéficie localement d'une influence politique et socioculturelle considérable. C'est elle qui fixe les normes culturelles et le cadre de vie administratif et législatif des colons. Pendant tout le XVII e siècle, le congrégationalisme est la seule Église tolérée dans ces trois colonies de Nouvelle-Angleterre et, par conséquent, le puritanisme imprègne profondément la mentalité des habitants sur plusieurs générations successives. Finalement, en 1691, Londres impose au Massachusetts une nouvelle charte qui oblige les autorités de la colonie à tolérer l'Église d'Angleterre. Une exception à ce monolithisme puritain : le Rhode Island . Cette petite colonie, située au sud du Massachusetts, fondée, nous l'avons vu, par le dissident puritain Roger Williams , qui prône la séparation de l'Église et de l'État, ne possède pas d'église établie. Par conséquent, s'y côtoient de nombreux groupes, dont les quakers, refoulés du Massachusetts voisin.

À l'inverse de la Nouvelle-Angleterre , les colonies médianes, soit, rappelons-le, le New York , le New Jersey , la Pennsylvanie et le Delaware , se distinguent par l'étonnante coexistence d'un grand nombre d'Églises. Cette inhabituelle pluralité – même en Amérique – tire son origine de la quasi-absence d'Église établie et de la diversité, ethnique et religieuse, des colons. Sur toute cette zone, l'anglicanisme s'impose comme Église établie seulement dans quelques comtés côtiers de New York. Partout ailleurs règnent tolérance et diversité.

En Pennsylvanie, notamment, les quakers, majoritaires, dominent la vie religieuse et politique de la colonie dans un climat de grande tolérance inhabituelle pour l'époque.

Les colonies méridionales sont, elles, terre anglicane. Cependant, excepté en Virginie où son influence est concomitante à la fondation de la colonie, l'Église d'Angleterre s'impose dans ces colonies au prix de luttes politiques, souvent âpres, au sein des assemblées coloniales. Cette domination anglicane, acquise avant 1715, sauf en Géorgie , fondée plus tard, structure la vie des colons et le paysage des terres autour des paroisses et des églises rurales du littoral. Progressivement apparaît une élite de planteurs qui contrôlent la vie publique par leur influence dans les conseils de fabrique paroissiaux répartis dans chaque comté. Au demeurant, cette emprise anglicane dans les colonies du sud, par ailleurs peu ressentie dans l'arrière-pays appalachien, n'empêche pour autant nullement l'existence de communautés de dissidents anglais, de protestants allemands et de huguenots. Pour toute l'Amérique britannique, cependant, notons l'étrangeté d'une situation où l'église royale, immensément majoritaire en métropole, ne contrôle qu'une fraction du territoire et n'est qu'à peine tolérée dans certaines colonies.

Dans les années 1740, un Réveil, véritable secousse sismique religieuse, va briser cet équilibre, soudainement et durablement. Mais d'abord, qu'entend-on par Réveil ? Un Réveil est un vaste mouvement de ferveur religieuse animé par des pasteurs, souvent itinérants, au charisme et à la verve étonnants. Il s'agit d'un phénomène de masse qui ne touche que marginalement les élites. Les pasteurs prêchent devant des foules immenses rassemblant des milliers de fidèles. L'Anglais George Whitefield , surnommé le « grand réveilleur », parcourt les colonies en 1740 de Savannah , en Géorgie , à York, dans le Maine . Ils sont 15 000 à Philadelphie pour l'écouter, 6 000 à Boston et 7 000 à Cambridge , non loin de Boston. La prédication des ministres du Réveil, ces rock-stars de la parole évangélique, se veut théâtrale et pleine d'émotions. Il s'agit de raviver la foi dans des congrégations jugées amorphes. Il faut rassembler, réveiller et

inspirer.

Le Réveil des années 1740, le premier dans l'histoire des États-Unis, est appelé le Grand Réveil. Ce n'est pas un mouvement uniforme qui embrase soudainement les colonies – la tournée coloniale de Whitefield étant une exception – mais plutôt une série de Réveils spontanés et plus ou moins concomitants, étalés sur une décennie et répartis sur la quasi-totalité du territoire, même si inévitablement certaines régions, la Nouvelle-Angleterre surtout, sont davantage touchées que d'autres. L'impact du Grand Réveil sur la société coloniale américaine est immense. En fragilisant l'emprise institutionnelle des grandes Églises traditionnelles, principalement anglicane, congrégationaliste et presbytérienne, le Grand Réveil accentue la fluidité de la vie religieuse américaine et crée un véritable marché de la religion. Désormais, le colon choisit son Église non pas selon un héritage familial ou local mais en suivant une inclination personnelle, parfois intime, qui d'ailleurs peut évoluer au fil de sa vie, et pourquoi pas, être calquée sur son ascension sociale. Les Églises offrent des modes de spiritualité ; le colon fait son choix. Par ailleurs, la dimension émotionnelle du Grand Réveil favorise l'Église baptiste, moins ancrée dans une tradition ecclésiologique, qui se développe rapidement aux dépens des Églises anglicanes et congrégationalistes. Enfin, les trois Églises (anglicane, congrégationaliste et presbytérienne) qui ont dominé la scène coloniale américaine avant 1740 sortent grandement affaiblies du Réveil, n'ayant su ni anticiper ni apporter des réponses satisfaisantes aux inquiétudes de leurs fidèles, séduits par le renouveau de piété, à la fois collective et individuelle, provoqué par les prêches enthousiasmants des pasteurs itinérants[10] . Frappée profondément par le Réveil, l'Amérique est aussi en guerre dans ces années 1740 et 1750.

La guerre de Sept Ans

L’Angleterre n’est pas seule en Amérique du Nord. Mais une des clés de son succès est la façon dont elle a progressivement éliminé, sur un siècle, de 1664 à 1763, les autres puissances européennes pour contrôler toute la partie orientale du continent de la Floride à Terre-Neuve , en passant par les Appalaches , la vallée de l’Ohio et le Québec . Rappelons qu’en 1664, les Anglais conquièrent la Nouvelle-Néerlande (qui, elle-même, avait absorbé la Nouvelle-Suède dix ans plus tôt). En 1670, l’Angleterre signe un traité avantageux avec l’Espagne qui repousse cette dernière au sud de la future Géorgie . Le siècle suivant est marqué par la lutte franco-britannique. Avec le traité d’Utrecht, qui met fin en 1713 à la guerre de Succession d’Espagne, la Grande-Bretagne prend possession de l’Acadie , rappelons-le, rebaptisée Nouvelle-Écosse . Deux autres conflits, la guerre de Succession d’Autriche (1740-1748) et surtout la guerre de Sept Ans (1756-1763), scellent l’avenir du versant oriental du continent à l’avantage des Britanniques.

La guerre de Succession d’Autriche se terminant par un *statut quo* d’avant conflit, au traité d’Aix-la-Chapelle de 1748, tout se joue à la décennie suivante. En Amérique, la guerre de Sept Ans (qui dure en fait neuf ans car elle débute prématurément en 1754) repose sur un fort élément géostratégique. Au centre de celui-ci : la vallée de l’Ohio . Entre l’empire britannique et l’empire français, il existe trois points de rencontre : l’Acadie , à l’extrême ouest du continent, la pointe sud des Appalaches , entre la Caroline du Sud et la Louisiane , et la vallée de l’Ohio, entre la Nouvelle-France et l’ouest de la Nouvelle-Angleterre , du New York , de la Pennsylvanie et de la Virginie . L’Acadie étant acquise par les Britanniques en 1713 et l’arrière-pays des colonies méridionales encore peu peuplé, c’est dans le bassin de l’Ohio et de ses affluents que se concentrent les efforts militaires des deux puissances.

Lieu éminemment stratégique pour le contrôle du continent nord-américain au-delà des Appalaches , la vallée de l’Ohio représente une voie d’accès fluviale privilégiée vers le Mississippi pour les Britanniques ainsi qu’un immense réservoir de terres et de pelleteries.

Mais pour en prendre le contrôle, il faut éliminer les Français et vaincre leurs nombreux alliés amérindiens, à moins de gagner la faveur de ceux-ci par le biais de traités commerciaux et militaires. D'ailleurs, cette guerre est connue aux États-Unis sous le nom de *French and Indian War* , sous-entendant que les nations amérindiennes ont systématiquement combattu auprès des Français, ce qui ne fut pas le cas.

La guerre débute en 1754 avec une opération militaire menée dans la partie occidentale de la Virginie par un jeune officier de la milice coloniale : George Washington . Avec la déclaration de guerre en Europe en 1756, le conflit devient véritablement mondial. Les Français et les Britanniques se battent en Amérique du Nord, en Europe centrale, aux Antilles, en Afrique de l'Ouest et aux Indes. La guerre de Sept Ans est un triomphe britannique. En Amérique du Nord, les Français, beaucoup moins nombreux, résistent pourtant bien jusqu'à 1757, notamment grâce à leurs alliés autochtones. À partir de cette année-là, cependant, les Britanniques, relayés par les Prussiens en Europe où les Français concentrent leur effort militaire, font du continent nord-américain le théâtre principal de leurs opérations militaires, terrestres et navales. En 1758, les Britanniques capturent la forteresse de Louisbourg, le verrou du Saint-Laurent situé sur l'île du Cap-Breton. L'année suivante, les Français perdent la ville de Québec , centre névralgique de la Nouvelle-France , puis Montréal en 1760…

Ces succès s'accompagnent de victoires sur d'autres terrains : les Britanniques conquièrent la Guadeloupe et la Martinique , Saint-Louis du Sénégal et étendent leur influence aux Indes de manière décisive. D'un point de vue humain, la brutalité avec laquelle les Britanniques ont traité les Acadiens francophones est restée dans les mémoires. En 1755, Londres ayant décidé de protestantiser et d'angliciser la Nouvelle-Écosse , des milliers d'Acadiens sont déportés dans les Treize Colonies, un épisode historique tragique connu au Canada francophone sous le nom de « Grand Dérangement ». Catholiques et francophones, ils sont jugés indésirables par les

autorités des colonies où ils sont envoyés. Un grand nombre meurt dans des navires insalubres placés en quarantaine au large des ports ; d'autres sont invités à repartir ; d'autres encore sont utilisés comme main-d'œuvre alors que de nombreux orphelins sont dispersés dans des familles d'accueil protestantes, parfois d'origine huguenote. Cette véritable tragédie emporte de nombreux Acadiens alors qu'un petit nombre parvient à fuir et à revenir clandestinement en Acadie .

Au traité de paix de 1763, signé à Paris, les Français sauvent la Guadeloupe et la Martinique mais perdent le Sénégal et le Canada . Les conséquences de la guerre de Sept Ans en Amérique du Nord sont considérables. L'empire français ayant été conquis ou cédé, l'équilibre géostratégique met face à face Espagnols et Britanniques sur deux entités immenses. Les Britanniques occupent toute la côte atlantique, la Floride incluse, jusqu'au Mississippi ainsi que le Canada. Les Espagnols contrôlent tout le versant occidental du Mississippi, de la Nouvelle-Orléans au Pays des Illinois (actuels États du Missouri et de l'Illinois) et, de manière plus lâche, tout le sud-ouest du continent jusqu'au Pacifique. Les Britanniques gouvernent désormais des milliers de sujets étrangers, français au Canada et espagnols en Floride, et ont la mainmise sur le pays indien à l'est du Mississippi. Londres va devoir user de diplomatie pour gérer cette juxtaposition de peuples aux intérêts et aux aspirations multiples et souvent en opposition.

CHAPITRE 5

La naissance des États-Unis (1763-1789)

Qu'entend-on par la Révolution ? La guerre ?
Ce n'était pas la Révolution. […] La Révolution était dans
l'esprit de la population .
John Adams (1815)

1763 : le défi de la paix

Pour la Grande-Bretagne, 1763 est l'année de tous les succès, de toutes les victoires. Mais au regard de sa politique en Amérique du Nord, qui devra nécessairement être renouvelée, elle est surtout l'année de toutes les décisions. Comme le souligne un pamphlétaire britannique : « Les territoires acquis sont si immenses qu'ils doivent rendre le moment de cette acquisition une période remarquable pour ce gouvernement et produire un grand changement dans notre situation et nos circonstances[1] . » Les Britanniques doivent désormais gérer un immense empire nord-américain. Des choix majeurs doivent être validés dans le domaine administratif, territorial, militaire et, surtout, fiscal.

Londres décide de diviser les territoires nouvellement conquis en trois provinces royales administrées directement par la couronne : le

Québec , au nord du New York et de la Nouvelle-Angleterre ; la Floride occidentale, du fleuve Apalachicola au Mississippi et au sud du 31e parallèle ; et la Floride orientale correspondant à la péninsule floridienne. À celles-ci s'ajoute une vaste zone située à l'ouest de la crête des Appalaches jusqu'au Mississippi et s'étendant des Grands Lacs à la Floride. C'est le pays indien ou *Indian Country* . Or, par la Proclamation royale de 1763, Londres interdit aux colons américains de s'y établir et aux assemblées coloniales de leur céder des terres. La guerre amérindienne, dite de Pontiac, où plusieurs nations autochtones de la région des Grands Lacs se soulèvent en mai 1763, inquiète les autorités britanniques. « Il est important, déclare Pontiac à ses alliés, que nous balayions de nos terres cette nation [les Anglo-Américains] qui ne cherche qu'à nous détruire[2] . » Pontiac et les nations ottawa, seneca, chippewa, sauk, wyandot, shawnee et delaware s'emparent de la plupart des forts britanniques dans la région des Grands Lacs, ravagent les cultures et tuent des colons de l'arrière-pays de la Pennsylvanie , du Maryland et de la Virginie . Pontiac sera finalement vaincu par l'armée du colonel Henry Bouquet, Lord Amherst, qui introduit délibérément des couvertures infectées de la variole parmi les Delawares . Le pays indien est donc fermé à toute colonisation et à la spéculation foncière chère aux planteurs. Seuls les Britanniques y préservent des forts pour la traite des pelleteries. Les Américains sont furieux. Jamais les autorités métropolitaines ne les ont empêchés de se déplacer vers l'ouest. Comme le déclare George Washington, « il faudrait rien de moins qu'une muraille de Chine[3] » pour bloquer l'avancée des colons. Mais la Proclamation de 1763 reste inapplicable. Dès la fin des années 1760, faisant fi de l'interdiction, des colons pénètrent dans le Kentucky et le Tennessee par les vallées appalachiennes. En 1768, les Britanniques repoussent vers l'ouest la limite occidentale des terres accessibles aux colons, rendant la Proclamation de 1763 virtuellement caduque. Inapplicable certes, mais surtout inutilement vexatoire, la Proclamation de 1763 constitue la première d'une longue série de mesures qui constitueront une source de profondes

frustrations chez les colons.

Au-delà de la détermination politique et du choix de la stratégie, pour vaincre les Français lors de la guerre de Sept Ans, les Britanniques ont dû considérablement augmenter le nombre de leurs troupes. De 1749 à 1763, les forces terrestres britanniques passent de 49 à 115 régiments, soit de 35 000 à 100 000 hommes. Londres souhaite conserver vingt régiments en Amérique. Les colons n'y sont pas favorables. Ils estiment que la menace française ayant été détruite, nul besoin de tant de troupes pour défendre les colonies, même contre les Amérindiens. D'ailleurs, s'interrogent-ils, s'agit-il de défense ou de surveillance ? Pour comprendre cette méfiance, il faut garder à l'esprit qu'à l'inverse des Français, les Britanniques ne conservent pas de puissantes troupes sur leur territoire en temps de paix, ce qu'on appelle en histoire anglaise « une armée permanente » (*standing army*). « Les désastreuses conséquences d'une armée permanente sur une communauté libre peuvent être vues dans l'histoire de Syracuse, de Rome et de beaucoup d'autres États un temps prospères ; certains d'entre eux n'existant à peine que de nom[4] », déclare le Bostonien Joseph Warren en 1772. Un droit que les Anglais ont durement gagné lors des révolutions du XVII e siècle. Les Américains y sont tout aussi attachés. Ces nombreuses troupes britanniques sur leur sol paraissent à certains comme une véritable armée d'occupation… Reste également l'épineuse question du coût de l'entretien de ces régiments évalué à près de trois cent mille livres par an. Les colons le savent : ils devront y contribuer.

La crise du Timbre

La Grande-Bretagne sort victorieuse mais financièrement exsangue de la guerre de Sept Ans. La dette nationale a plus que doublé, passant de 60 à 130 millions de livres sterling. La capacité des Britanniques à mobiliser de grosses sommes d'argent pendant le conflit a d'ailleurs constitué un facteur essentiel de sa victoire finale.

Londres , qui a calculé que les colons américains paient en moyenne cinquante fois moins d'impôts que les Britanniques, estime qu'ils doivent contribuer au remboursement de la dette, d'autant qu'ils ont la réputation en métropole d'être prospères. Les options à la disposition de Londres ne sont pas infinies : augmenter les droits de douane dans les ports coloniaux ou lever des impôts. En 1764, le Parlement vote la Loi sur le sucre (*Sugar Act*) qui prévoit une baisse des droits de douane sur la mollasse, importée des Antilles pour fabriquer du rhum, notamment en Nouvelle-Angleterre , en contrepartie d'un contrôle plus rigoureux contre la contrebande. Londres estime que celle-ci coûte annuellement 500 000 livres sterling au Trésor. Il est aussi décidé que les contrevenants seront jugés dans un tribunal de vice-amirauté, c'est-à-dire sans jury, à Halifax, en Nouvelle-Écosse . Les marchands américains commercent avec les Antilles françaises et espagnoles en toute illégalité de manière routinière. Londres a depuis toujours fermé l'œil. Les lois sur le contrôle douanier existent mais n'ont jamais été appliquées. Outre-Atlantique, cet infléchisse ment de la politique commerciale et douanière de Londres est perçu comme une déplaisante nouveauté. La même année, lassés d'être payés en monnaie coloniale sans valeur, les négociants de métropole, auprès desquels les marchands, planteurs et fermiers américains sont très endettés, exigent du Parlement une loi sur la monnaie. C'est le *Currency Act* qui interdit aux colonies, où pourtant les espèces sont rares, d'émettre du papier-monnaie.

En 1765, Londres franchit le Rubicon : pour la première fois de leur histoire, les Américains seront imposés directement par le Parlement. C'est la loi sur le timbre ou *Stamp Act* . La loi prévoit l'apposition d'un timbre fiscal sur tout papier officiel : journal, diplôme, acte notarial, etc. Le *Stamp Act* est véritablement une nouveauté. Jamais Londres n'a levé un impôt sur les colons. Pour les Américains, cette mesure est un affront, pire encore, une violation de leurs droits fondamentaux en tant que sujets britanniques. Dans son pamphlet intitulé *Lettres d'un fermier de Pennsylvanie* , John Dickinson

, de Philadelphie , qui deviendra une des grandes figures de la Révolution, écrit : « Jamais, jusqu'à l'époque susdite, le Parlement ne songea à imposer des droits en Amérique, *dans l'intention de lever un revenu.* » Il ajoute : « C'est ce que j'appelle une innovation, et même une innovation de l'espèce la plus dangereuse[5] . » Les colons vont répondre par le boycott des produits métropolitains, la publication de pamphlets pour défendre leur position à l'instar de celui de Dickinson, et par des actions violentes menées par les Fils de la liberté (Sons of Liberty) contre les officiels chargés de vendre le papier timbré sur le terrain. En 1766, Londres cède en abrogeant le *Stamp Act* , tout en adoptant un Acte déclaratoire, stipulant maladroitement que le Parlement peut désormais légiférer outre-Atlantique dans tout domaine quel qu'il soit. L'année se termine donc sur un quiproquo : les Américains pensent avoir définitivement préservé leurs droits et le *statut quo* alors que les Britanniques fourbissent leurs armes pour le prochain épisode du conflit.

Les clés du débat entre Britanniques et Américains

Le boycott ruine le commerce et la violence émeut les autorités métropolitaines, mais le bras de fer institutionnel entre la Grande-Bretagne et les Treize Colonies se situe sur un autre terrain. C'est la guerre des pamphlets. « La controverse sur le papier[6] », écrira John Adams par opposition à la guerre elle-même. De chaque côté de l'Atlantique, les plus belles plumes se défient en exposant le bien-fondé de telle ou telle décision ou action. Pour comprendre la crise des années 1760 et 1770, qui mènera à la Révolution et à l'Indépendance, il est nécessaire d'examiner les points de vue de chacun.

Pour les Américains, le Parlement peut légiférer en matière commerciale et douanière. « L'autorité de la mère patrie de réglementer le commerce des colonies est incontestable[7] », confirme

Daniel Dulany , juriste d'Annapolis , dans le Maryland . En revanche, il n'a pas le pouvoir de lever des impôts en Amérique. Or, dans le monde britannique, nul corps législatif ne peut imposer une population sans son consentement. Cette revendication américaine, qui fait écho à la Révolution anglaise de 1689, reste symbolisée par un slogan révolutionnaire devenu célèbre : « *No taxation without representation* » (« Pas d'impôts sans représentation »). « Peut-on avancer une seule raison, demande rhétoriquement le jeune avocat de Virginie Thomas Jefferson , pour laquelle 160 000 électeurs dans l'île de Grande-Bretagne devraient faire la loi pour quatre millions dans les États d'Amérique […] ? » Ajoutant : « S'il fallait admettre cela […] au lieu d'être un peuple libre […] nous nous trouverions soudain les esclaves, non d'un seul, mais de 160 000 tyrans »[8] . Dulany, quant à lui, explique que « les colonies revendiquent les privilèges des sujets britanniques ». Or, « le fait de lever des impôts *sans leur propre consentement* a été prouvé inconsistant avec ces privilèges », insiste-t-il.

Les Américains ne sont pas (et en fait ne peuvent pas concrètement être) représentés au Parlement. Ils jouissent de leurs propres assemblées coloniales où ils sont représentés. Faux, rétorquent les Britanniques. D'une part, tous les sujets du souverain britannique, en métropole ou dans les colonies, sont représentés par le Parlement, que ceux-ci votent ou non. C'est le concept de la représentation virtuelle. Cet argument, pour Dulany , n'est « [qu'] une simple toile d'araignée lancée pour attraper les imprudents et emmêler les faibles[9] ». D'autre part, les assemblées coloniales ne sont pas des sortes de parlements en miniature. Pour les autorités londoniennes, ce ne sont que des corps législatifs subalternes qui se réunissent, comme l'exprime la formule consacrée, selon « le bon plaisir du Roi ». Le Parlement a la primauté absolue sur ces assemblées. Les Britanniques vouent au Parlement un véritable culte car, ainsi en est convaincue l'opinion publique, c'est le Parlement qui lors de la Glorieuse Révolution de 1689 les a protégés de la double menace de l'absolutisme et du catholicisme en renversant Jacques II .

L'architecture constitutionnelle britannique repose ainsi sur le principe fondamental, auquel d'ailleurs les colons américains sont eux-mêmes très attachés, du roi-en-son-parlement (*King-in-Parliament*). Au début des années 1770, les colons ne souhaitent pas du tout l'indépendance, personne n'y songe d'ailleurs, mais une redéfinition de leur relation politique et institutionnelle avec la métropole qui tiendrait compte du chemin parcouru par ces sociétés coloniales, en termes de développement économique et de maturité politique.

De la crise du thé à la guerre

La décennie qui s'étend du *Stamp Act* à la guerre d'Indépendance, soit de 1765 à 1775, est particulièrement riche en événements qui se succèdent à un rythme accéléré. Le destin inattendu d'un pays se joue en quelques années. L'année suivant l'abrogation du *Stamp Act* , les Britanniques décident de lever de nouveaux droits de douane, puisque les colons n'y sont constitutionnellement pas opposés, cette fois-ci sur le plomb, le papier, le verre, les colorants et le thé. Mais il est trop tard en fait. Les Américains ne sont plus disposés à se soumettre aux décisions d'un lointain Parlement sans négociations préalables. Un nouveau boycott et de nouvelles émeutes font encore reculer les autorités métropolitaines, qui annulent en 1770 tous ces droits, sauf sur le thé. La même année, une altercation violente entre des habitants de Boston et des soldats britanniques fait cinq morts dont un Noir, Crispus Attucks. Brandi par la propagande, désormais révolutionnaire, comme « le massacre de Boston », cet événement suscite un vif émoi dans toutes les colonies. « Le fatal cinquième jour du mois de mars 1770 ne pourra jamais être oublié. – Les horreurs de cette terrible nuit ne sont que trop profondément imprimées dans nos cœurs[10] », déclarera Joseph Warren en 1772 dans un discours – déjà – commémoratif. Les troupes de Sa Majesté ont tiré sur des colons ! Le fossé se creuse, presque inexorablement.

La crise sur le thé provoque la rupture. La Compagnie des Indes

orientales joue alors un rôle clé, tout à la fois financier, administratif, diplomatique et militaire, dans la colonisation britannique des Indes, notamment au Bengale. Or, cette mission représente un coût considérable et, en ces années 1770, la compagnie est proche de la faillite. Pour la sauver, Londres lui offre un monopole sur le marché nord-américain pour le thé, son plus important produit d'exportation. Les Américains, qui consomment beaucoup de thé, s'y opposent. D'après eux, ce monopole va ruiner les marchands américains et augmenter les prix en supprimant la contrebande. Les colons, en effet, ne s'approvisionnent pas exclusivement chez les négociants britanniques. Quatre ports américains sont désignés pour accueillir les navires de la compagnie : Boston , New York , Philadelphie et Charleston . Craignant des émeutes, celle-ci ordonne à ses navires d'éviter New York et Philadelphie. À Charleston, la cargaison de thé est confisquée par les Fils de la liberté.

À Boston , le 16 décembre 1773, où pourtant la présence de troupes britanniques pouvait faire espérer que le thé serait déchargé sans tumulte, les Fils de la liberté, accoutrés et grimés à la mode iroquoise afin, surtout pour les leaders, de ne pas être reconnus, prennent d'assaut les navires de la compagnie amarrés dans la rade. Les émeutiers (au nombre de cent cinquante), militairement organisés, jettent trois heures durant par-dessus bord 340 caisses de thé pour une valeur de 10 000 livres sterling, devant mille à deux mille spectateurs. C'est la *Boston Tea Party* . Ce nom n'apparaîtra dans les annales de l'histoire américaine que cinquante ans plus tard, dans les années 1830, lorsque le pays s'intéressera aux quelques acteurs encore en vie. Sur le moment, l'événement porte le nom plus terre à terre de « destruction du thé ». Lorsqu'on demandera au Bostonien John Adams « si la Destruction du Thé était nécessaire », il répondra « oui, de manière absolue et indispensable ». L'historien américain Alfred F. Young qualifie cette action de « l'événement le plus carnavalesque de l'époque ». L'intention des émeutiers, grimés « en jouant à l'Indien » selon l'expression de Philip Deloria , était de « faire de la rade de Boston une théière » géante et de se moquer du

rituel de la préparation du thé chez les élites. Avec la Tea Party, le monde était mis sens dessus dessous dans un esprit de fête[11] .

Exaspéré, le Parlement britannique réagit avec rapidité et fermeté promulguant cinq lois, appelées « Lois coercitives » à Londres , mais que les révolutionnaires américains surnomment les « Lois intolérables ». Le port de Boston est fermé en attendant le remboursement du thé. Les pouvoirs de l'assemblée du Massachusetts sont réduits au profit d'un gouverneur militaire. Les procès impliquant une possible peine de mort pourront être transférés en métropole. Les colons, et pas seu lement au Massachusetts, devront loger les troupes royales. Enfin, les frontières du Québec sont étendues vers le sud jusqu'à la vallée de l'Ohio afin de bloquer l'avance des colons vers les Grands Lacs[12] . Londres souhaite isoler Boston et le Massachusetts des autres colonies pour éviter d'embraser toute l'Amérique. Cette stratégie échoue grâce à l'inépuisable énergie des cousins Adams, Samuel et John, de Boston, à la création de Comités de correspondance qui coordonnent l'action révolutionnaire et à la presse qui joue un rôle considérable en tenant tous les colons, où qu'ils soient, informés des événements qui secouent le Massachusetts. La ville de Boston est alors tellement associée à la révolution américaine que le terme « Bostonien » est synonyme en France d'Américain.

En réaction aux « Lois intolérables », un premier Congrès continental, rassemblant 55 délégués de 12 colonies (la Géorgie n'y prend pas part) se réunit en septembre 1774 à Philadelphie par solidarité envers Boston . Les membres du Congrès, inévitablement divisés entre modérés et radicaux, s'entendent toutefois sur la stratégie à suivre : il leur faut se montrer unis et déterminés et ne céder à aucun prix aux pressions de Londres . Le Virginien Patrick Henry s'exclame : « Virginiens, Pennsylvaniens, New-Yorkais, habitants de Nouvelle-Angleterre , la distinction n'existe plus. Je ne suis pas un Virginien, mais un Américain[13] . » Un bel effet de rhétorique tout au plus ? Assurément. Les colons sont toujours et avant tout des sujets britanniques et le patriotisme local est encore

très fort. Ils ne sont pas encore des Américains. Mais la fermeté obstinée et l'absence criante d'ouverture de la part des gouvernements britanniques successifs ont réussi à gommer – même si provisoirement – les différences entre ces colons pour les unir dans la défense de ce qu'ils perçoivent comme leurs droits légitimes. Les membres du Congrès prévoient également de se réunir à nouveau en mai 1775.

Les événements, cependant, vont plus vite. En avril 1775, une escarmouche entre des troupes régulières britanniques et la milice du Massachusetts a lieu à Lexington et Concord , deux bourgades situées à une trentaine de kilomètres de Boston . La guerre entre Américains et Britanniques a bel et bien commencé. En mai, le second Congrès continental se réunit à nouveau à Philadelphie . L'heure est grave et l'assemblée assume pleinement ses responsabilités en levant une armée et en nommant le Virginien George Washington, planteur, notable et vétéran de la guerre de Sept Ans, à sa tête en juin 1775. « Un gentle man, explique John Adams , dont les capacités et l'expérience comme officier, dont la fortune propre, les grands talents, et la personnalité universelle inspireront l'assentiment de toute l'Amérique […] plus que tout autre personne dans l'Union[14] . » Au même moment, une bataille particulièrement sanglante oppose les « tuniques rouges » (*redcoats*), nom donné aux troupes britanniques du fait de la couleur de leur uniforme, aux colons à Bunker Hill, aux portes de Boston. Les Britanniques, vainqueurs, perdent néanmoins plus de mille hommes dans cet affrontement. À la fin de l'été, le roi George III (1760-1820) déclare, avec un petit décalage, les colonies en état d'insurrection et commande aux autorités britanniques « civiles ou militaires d'exercer leurs efforts les plus soutenus pour résister et supprimer cette rébellion[15] ».

Thomas Paine et Le Sens commun

Pour Londres , il s'agit d'une rébellion mais, pour les Américains,

c’est une guerre. En seulement une année, de juin 1775 à juillet 1776, elle devient même une guerre d’indépendance. Pourtant, la précipitation des événements ne doit pas masquer l’imprévisibilité des mutations. Comme l’écrit l’historienne Pauline Maier, en 1775, « la réconciliation est toujours le rêve américain[16] ». Le Congrès prépare la guerre mais veut à tout prix éviter une séparation.

L’ironie veut que ce soit un Anglais, installé depuis 1774 à Philadelphie , qui cristallise les aspirations indépendantistes américaines. Thomas Paine, un corsetier à la plume agile, est un révolutionnaire. Pour lui, l’indépendance des colonies est une cause parmi d’autres, assurément la plus belle du moment. En janvier 1776, il publie un pamphlet au style simple et aux formules audacieuses intitulé *Common Sense* (*Le Sens commun*)[17] . *Common Sense* est d’abord un brûlot antimonarchique, George III étant qualifié de « brute royale de Grande-Bretagne », puis un pamphlet pour la cause indépendantiste. « C’est le moment de se séparer », déclare l’auteur. Mais au-delà de l’intérêt des colons, la cause américaine, incarnée dans le pari spectaculaire de défier la puissance britannique en se déclarant soudainement indépendant, a une portée planétaire. « Il est en notre pouvoir de recommencer le monde », affirme Paine. Les Treize Colonies ont un destin universel. Les Américains ne peuvent manquer ce rendez-vous avec l’histoire. *Common Sense* est un véritable best-seller. Près de 120 000 exemplaires sont vendus dans les mois qui suivent sa publication pour un lectorat estimé à 400 000 personnes. Rien qu’en Pennsylvanie , l’ouvrage connaît seize éditions en 1776. Paine a su capturer et exprimer les aspirations indicibles des colons. Il a su oser. Peut-être était-ce plus facile pour lui en tant qu’Anglais que pour un notable américain, planteur, avocat ou marchand, de pousser jusqu’au bout la logique révolutionnaire. Tout le monde, cependant, n’est pas convaincu. Charles Inglis, le pasteur irlandais de Trinity Church à New York , rédige une réfutation de *Common Sense* , dans laquelle il accuse Paine « de libérer ses propres ressentiment et ambition sous le masque d’une amitié pour l’Amérique » et dit ne trouver « guère de sens

commun dans ce pamphlet mais beaucoup d'une frénésie hors du commun »[18] .

La déclaration d'Indépendance

Frénésie, pourquoi pas ? En fait, c'est la fièvre de l'indépendance qui se propage dans les colonies comme une traînée de poudre en quelques mois. Le 7 juin 1776, le Congrès adopte la résolution pour l'Indépendance proposée par le délégué de Virginie Richard Lee. Un comité, formé de John Adams , Benjamin Franklin , Robert Livingston , Roger Sherman et Thomas Jefferson , est aussitôt constitué pour rédiger une déclaration d'Indépendance. Le 4 juillet, le Congrès déclare les Treize Colonies (le New Hampshire , le Massachusetts , le Connecticut , le Rhode Island , le New York , le New Jersey , la Pennsylvanie , le Delaware , le Maryland , la Virginie, la Caroline du Nord , la Caroline du Sud et la Géorgie) « des États libres et indépendants ». Une page se tourne. Il n'y aura pas de retour en arrière possible.

Au sein du comité, c'est principalement Thomas Jefferson , un planteur et juriste de Virginie âgé seulement de trente-trois ans, qui rédige la Déclaration. Celle-ci, relativement courte, se divise en trois parties. Un préambule, dans un registre de philosophie politique universelle alors bien rodé, énonce les droits des Américains et justifie l'indépendance. C'est le passage du document dont certaines formules sont passées à la postérité. « Nous tenons ces vérités pour évidentes en elles-mêmes : que tous les hommes sont créés égaux ; que leur Créateur les a dotés de certains droits inaliénables, parmi lesquels la vie, la liberté et la recherche du bonheur. » Ou encore, « pour garantir ces droits, les hommes instituent entre eux des gouvernements, qui tirent leurs justes pouvoirs du consentement des gouvernés ». Tout est dit. En substance, le gouvernement britannique a perdu toute légitimité aux yeux des colons car celui-ci non seulement ne garantit plus ces droits mais les menace même. Il doit

donc être renversé et les liens politiques qui unissent les colons à la métropole doivent être dissous.

Suit une seconde partie qui énumère les « injustices et usurpations » de George III et les soumet « au jugement d'un monde impartial ». Le roi a ainsi, entre autres, supprimé les chartes coloniales, aboli des lois votées par les assemblées coloniales, levé des impôts, recruté des mercenaires et provoqué des révoltes intestines. Bref, « un tyran ne [pouvant] prétendre gouverner un peuple libre ». La dernière partie annonce « que ces colonies unies sont et doivent être en droit des États libres et indépendants [et] qu'elles sont relevées de toute fidélité à l'égard de la couronne britannique » (cf. Annexe I). Cinquante-six délégués des Treize Colonies, rassemblés à Philadelphie , signent cette Déclaration. Désormais, tout reste à faire mais John Adams se félicite « de vivre dans un temps où les plus grands législateurs de l'Antiquité auraient aimé être en vie[19] ».

La guerre d'Indépendance

Au-delà de sa postérité, la déclaration d'Indépendance est un document de première importance. D'un point de vue politique et diplomatique, l'Indépendance est une nécessité absolue dans la recherche de possibles alliés. Dans une liste de tâches à accomplir en priorité, rédigée par John Adams à l'adresse du Congrès dès février 1776, un traité d'alliance avec la France ou l'Espagne apparaît en seconde position derrière la constitution d'un gouvernement[20] . Aucune nation ne peut aider les colonies si, précisément, elles restent des colonies. Ce serait de l'ingérence dans les affaires intérieures britanniques. L'Indépendance permet d'internationaliser le conflit en en faisant une guerre contre la Grande-Bretagne et non plus une révolte coloniale. Par ailleurs, la Déclaration prouve aux yeux du monde la détermination des Américains à mener la lutte jusqu'au bout.

Mais en 1776, la guerre n'est pas gagnée, tant s'en faut. Les Américains n'ont pas de marine ni véritablement d'armée. Les troupes terrestres sont composées de volontaires, appelés *minutemen* car ils se veulent mobilisables à la minute, qui signent des contrats d'engage ment d'une durée variable. Il s'agit de citoyens-soldats, guère entraînés et plus ou moins motivés. En face, le commandement britannique installé à New York , ville prise aux Américains à l'automne 1776 et surnommée « la Gibraltar de l'Amérique du Nord », dispose en 1776 de 73 vaisseaux, 13 000 marins et 32 000 soldats équipés et entraînés, dont un certain nombre de mercenaires allemands. Les Américains sont aussi divisés. Tous les colons ne soutiennent pas la cause indépendantiste. Les loyalistes, comme l'histoire les appelle, sont encore attachés à la monarchie, tout comme à la métropole, et déplorent une guerre totalement injustifiée à leurs yeux. Parmi eux, Charles Inglis explique que « nous avons déjà tous les avantages de l'Indépendance, sans ses inconvénients[21] », sous-entendu prospérité et sécurité, tout comme une indéniable autonomie. En ce sens, la guerre d'indépendance est une double guerre civile : entre Américains et Britanniques, tous sujets du roi George III , mais aussi entre colons américains, loyalistes (partisans du statu quo) et patriotes (partisans de l'indépendance). Cet aspect de la crise n'échappait pas aux contemporains. Lorsque le Congrès tente, en juillet 1775, de négocier une réconciliation « sur des termes raisonnables » avec Londres , il dit souhaiter « sauver l'empire du désastre d'une guerre civile ». Quelques mois plus tôt, peu après les escarmouches de Lexington et de Concord , un journal de Newport , dans le Rhode Island , parle « d'une guerre civile américaine, qui remplira une page importante de l'histoire ». D'autres journaux évoquent « la guerre civile avec l'Amérique[22] ».

D'autre part, des milliers d'esclaves africains travaillent dans les plantations, les fermes et les ports américains. Certains appartiennent à des patriotes, les autres à des loyalistes. La cause américaine n'est pas la leur. Leur cause, c'est leur liberté. Le chaos, les destructions et l'instabilité politique engendrés par le conflit peuvent jouer en leur

faveur s'ils parviennent à fuir ou à s'engager dans une des deux armées. Mais les esclaves peuvent aussi se retrouver capturés par l'ennemi et servir d'autres maîtres à vie. La plupart de ceux qui s'engagent, dix mille peut-être, servent dans les armées britanniques. Les Amérindiens, quant à eux, craignent l'expansionnisme américain qui pourrait se déployer en cas de victoire des colons. La majorité des nations autochtones soutiennent les Britanniques, comptant sur leur protection et leur commerce. La Proclamation de 1763 n'a-t-elle pas opportunément freiné les colons américains dans leur mouvement vers l'ouest ?

Cinq facteurs, d'inégale portée, sauvent les Américains. L'espace, d'une part. Il est quasiment impossible aux troupes britanniques, malgré leur nombre et leur puissance, de contrôler simultanément tout l'espace nord-américain à l'est du Mississippi , à la fois au nord comme au sud, le long des côtes comme à l'intérieur des terres. D'autre part, George Washington se révèle à la hauteur de son commandement. Il applique une stratégie d'embuscades et d'évitements adaptée à ses maigres ressources en attendant un appui militaire étranger, notamment naval. Les Britanniques n'arrivent jamais à le faire prisonnier. Pendant l'hiver 1777-1778, assaillis avec ses troupes par le froid et la maladie à Valley Forge, au nord-est de Philadelphie , alors que le Congrès a dû fuir la ville occupée par les Britanniques, Washington résiste et galvanise ses soldats. Lorsque tout va mal, Washington s'impose comme un véritable chef. Puis, les Britanniques combattent loin de leurs bases, sont en fait peu motivés – le conflit, à l'inverse de la guerre de Sept Ans, ne passionne pas l'opinion publique métropolitaine – et changent de commandant en chef plusieurs fois pendant la guerre, signe d'une inefficacité stratégique.

L'alliance avec la France

Last but not least , l'alliance française. Négocié par Benjamin

Franklin , Silas Deane , du Connecticut , et Arthur Lee, de Virginie , du côté américain et Charles Gravier, comte de Vergennes , ministre des Affaires étrangères de Louis XVI , du côté français, le « traité d'Amitié et de Commerce conclu entre le Roi et les États-Unis de l'Amérique Septentrionale » est signé le 6 février 1778 suite à la victoire américaine de Saratoga, dans l'arrière-pays new-yorkais, en octobre 1777. Incarnée par le jeune marquis de La Fayette , « [dont] le cœur fut enrôlé à la première connaissance de cette querelle » et qui a rejoint les Américains à bord d'un navire nommé *La Victoire* à l'été 1777, cette alliance s'avérera décisive[23] . « La plus grande victoire diplomatique jamais remportée par les États-Unis[24] », écrira un historien américain. Vergennes aurait tout à fait sa place au panthéon des Pères fondateurs américains tant son engagement a été crucial dans la construction de cette alliance. Sur le moment, c'est l'enthousiasme qui prévaut de part et d'autre, comme en témoigne John Adams dans une lettre adressée de Passy à sa femme Abigail : « C'est d'opinion universelle ici [en France], des personnes de toutes conditions, qu'une amitié entre la France et l'Amérique est dans l'intérêt des deux pays[25] . » La France apporte aux Américains des troupes (6 000 hommes), des navires, des officiers, des instructeurs, des armes, des uniformes, de l'argent (8 millions de dollars) et une légitimité diplomatique qui entraîne dans son sillage l'Espagne et les Provinces-Unies, dont l'apport naval fut tout aussi décisif, tout en garantissant la neutralité de la Suède et de la Russie . Elle n'espère aucune conquête en retour, « aucun pouce de terre de votre continent » (ni d'ailleurs y « nommer des évêques ou y envoyer des missionnaires »), confirme John Adams dans une missive écrite de Passy aux membres du Congrès pour les rassurer[26] .

Les espoirs de Versailles, qui seront finalement douloureusement déçus même si le risque est pertinemment perçu par les conseillers de Louis XVI dès 1778, sont dans la construction de liens commerciaux forts et durables entre les deux pays. « La connexité que la guerre formerait entre la France et l'Amérique septentrionale ne serait pas une de ces liaisons passagères que le besoin du moment fait naître et

évanouir », écrit Vergennes . « Nul intérêt ne pouvant diviser deux peuples qui ne communiquent entre eux qu'à travers de vastes espaces de mer, les rapports nécessaires de commerce formeraient entre eux une chaîne si non éternelle du moins d'une très longue durée », conclut-il. S'allier aux Américains, dont les immenses ressources sont bien connues en Europe et leur commerce prospère avec l'Angleterre envié, permettra d'accroître la richesse commerciale de la France sans acquérir de coûteuses colonies. Quant à la détermination des insurgés américains, assure le ministre, il n'y a pas à en douter : « Après la démarche que les Colonies unies viennent de faire de déclarer leur indépendance, il y a peu d'apparence à la conciliation [entre eux et l'Angleterre] à moins que des événements en quelque sorte surnaturels ne changent la disposition des choses et des esprits et ne réduisent les Américains à plier sous le joug ou les Anglais à reconnaître cette indépendance contre laquelle ils se sont armés[27] . » Par ailleurs, un envoyé de Vergennes en Amérique, Achard de Bonvouloir , écrit au ministre, non sans optimisme, « [qu']ici tout le monde est un soldat. Les troupes sont bien vêtues, bien payées et bien commandées. [Les Américains] comptent autour de 50 000 volontaires qui ne veulent pas de solde. Vous pourrez juger si des gens de cette empreinte ne combattront pas[28] ». Une fois sur place, les généraux français allaient déchanter. La Fayette évoquera des troupes – 11 000 hommes tout au plus – « médio crement armées, plus mal vêtues encore [et qui] offraient un spectacle singulier[29] ». Mais en 1777, Vergennes et Versailles croient en la force militaire des Américains. Nul doute, le moment de la guerre est venu pour la France. La Grande-Bretagne est désormais isolée. Seuls, comme le souligne l'historien Jonathan R. Dull, les Américains ne seraient pas parvenus à déloger les Britanniques de leurs bases à New York , Charleston ou Savannah , par exemple, et ils n'auraient probablement obtenu guère plus qu'un compromis de paix avec la Grande-Bretagne[30] .

La France , elle, tient sa revanche de la guerre de Sept Ans et, selon les propres mots de Vergennes , de « la paix déplorable de

1763 ». Car pour ce dernier, « l'Angleterre est incontestablement et héréditairement l'ennemie de la France : jalouse de sa grandeur, des avantages naturels de son sol et de sa situation » et ceci même si elle « se montre aujourd'hui moins malfaisante, si elle voile son ancienne jalousie des dehors spécieux de l'amitié ». En somme, « Quel plus beau moment la France pourrait-elle choisir pour effacer la honte […] de tous les désastres […] que celui où l'Angleterre engagée dans une guerre civile à mille lieues de sa métropole, a éparpillé les forces qui seraient nécessaires à sa défense[31] ? », demande-t-il rhétoriquement à Louis XVI . De plus, pour la France, dont l'équilibre des forces en Europe est une priorité militaire et diplomatique, affaiblir l'Angleterre permettrait de reprendre le rôle d'arbitre des puissances – estimé perdu depuis 1763 – auquel elle se destine.

En octobre 1781, les Franco-Américains, après une longue marche de plus de 900 kilomètres à partir de Newport , dans le Rhode Island , assiègent victorieusement, avec l'appui de la flotte française commandée par l'amiral de Grasse, les troupes britanniques du général Cornwallis installées dans la bourgade de Yorktown en Virginie . Le siège de Yorktown marque la fin des opérations militaires en Amérique du Nord alors que le conflit entre la France et la Grande-Bretagne se poursuit, notamment aux Antilles, pendant deux ans. En 1783, avec le traité de paix signé à Paris, la Grande-Bretagne reconnaît l'indépendance des États-Unis d'Amérique. Un nouveau pays est né.

La guerre d'Indépendance n'est aucunement un conflit mineur. Elle dure huit ans, de 1775 à 1783. L'euphorie légitime des patriotes, comme se nomment les révolutionnaires, ne doit pas masquer les ravages de la guerre. On compte 26 000 morts chez les Américains, soit 1 % de la population. De nombreuses plantations, fermes et villes sont détruites. Au sortir du conflit, la nation est divisée. Près de 80 000 loyalistes, les colons restés fidèles à la couronne et considérés comme des traîtres, se voient confisquer leurs terres et fuient au Canada , aux Antilles ou en Angleterre. Des milliers d'esclaves qui

ont combattu pour un camp ou l'autre sont remis en esclavage et 20 000 fuient avec les loyalistes, notamment en Nouvelle-Écosse . Enfin, d'un point de vue politique et institutionnel, l'incertitude est grande. Quelles institutions pour cette nouvelle république américaine ?

Les Articles de la Confédération

Les chartes coloniales devenant caduques du fait de l'Indépendance, chacun des treize États rédige sa propre Constitution dès 1776 ; le New Hampshire dès janvier. Voici donc une donnée fondamentale du fédéralisme américain. L'architecture constitutionnelle se situe à deux niveaux : celui de l'État et celui du fédéral. La déclaration d'Indépendance implique en premier lieu la souveraineté des États. La guerre contre la Grande-Bretagne les oblige à s'unir mais ils restent indépendants. Les Constitutions des États représentent un précieux laboratoire du républicanisme des Lumières. Elles ne manquent d'ailleurs pas d'être traduites et commentées en France dans les années 1770 et 1780, avant que l'intérêt ne se porte sur la Constitution fédérale de 1787. Chaque État donne la primauté au législatif avec un système bicaméral le plus souvent, sauf en Pennsylvanie ou en Géorgie , dont les membres de la Chambre basse sont élus annuellement. L'exécutif est incarné par un gouverneur, élu par les habitants ou désigné par l'assemblée. Le système censitaire étant généreux, une grande partie des habitants, en fait les hommes libres et blancs, peuvent voter. La Constitution du New Jersey autorise même les femmes et les Noirs libres à voter dans le cadre du régime censitaire. Une disposition à la fois unique et radicale qui restera en vigueur jusqu'en 1807. Généralement précédées d'une déclaration des droits, toutes ces constitutions font du peuple la fontaine du pouvoir. Il importe ainsi de ne pas sous-estimer la grande difficulté d'unir institutionnellement et durablement des colonies qui, écrira John Adams *a posteriori* , certes

en forçant quelque peu le trait, « avaient grandi sous des constitutions de gouvernement si diverses » et dont « les relations avaient été si rares et leurs connaissances les unes des autres si imparfaites ». Il fallait donc – rapidement de surcroît – « consolider une Union commencée par nécessité [et] cimentée par l'oppression et le danger »[32] . Certains observateurs se montrent même sceptiques, voire moqueurs, comme le pasteur anglican Josiah Tucker qui déclare : « Quant à la future grandeur de l'Amérique, et à l'existence de cet empire nouveau, sous un même chef républicain ou monarchique, c'est la notion la plus vaine et la plus visionnaire qui ne soit jamais entrée dans la tête d'un romancier[33] . » Cette unité constitue un véritable défi.

Jusqu'à la toute fin des années 1780, il n'existe pas de gouvernement fédéral à proprement parler. L'urgence de la guerre contraint néanmoins le Congrès à rédiger une Constitution appelée Articles de la Confédération, rédaction à laquelle participe grandement John Dickinson . Adoptée en 1777, mais ratifiée par tous les États seulement en 1781, celle-ci crée une ligue d'États souverains qui acceptent de déléguer le contrôle de la guerre et les affaires diplomatiques à un Congrès monocaméral renouvelé annuellement. Le reste des prérogatives appartient aux États qui gardent « leur souveraineté, leur liberté, leur indépendance ». C'est donc le Congrès qui gouverne, mais il a peu de pouvoirs et n'a pas celui de percevoir des impôts. L'absence d'exécutif et le choix d'un législatif aux pouvoirs singulièrement circonscrits au niveau fédéral ne peuvent se comprendre qu'en gardant à l'esprit le profond rejet des colons pour George III et le Parlement, tous deux accusés de « tyrannie », et à la très forte tradition politique centrifuge héritée de la période coloniale. Au-delà de la nécessité impérieuse d'une forme d'union, les Américains veulent avant tout se prémunir contre les possibles abus de toute autorité centrale, quelle qu'elle soit (cf. Annexe II).

En dépit de ses faiblesses institutionnelles, le Congrès a réussi à mener la guerre vers une fin victorieuse. C'est son grand mérite. Il a également réglé l'épineux problème des terres de l'ouest. En 1783, la

Grande-Bretagne reconnaît le Mississippi comme frontière occidentale des États-Unis. Des centaines de milliers d'hectares au-delà des Appalaches s'ouvrent donc aux Américains. Le problème est que chaque État revendique une portion de ces terres du fait de chartes qui étendaient les limites occidentales des colonies jusqu'au Pacifique… L'autre grand mérite du Congrès est donc d'avoir convaincu les États de lui abandonner leurs revendications sur ces terres. Cette décision cruciale a donné au Congrès le moyen de rembourser une part des dettes occasionnées par la guerre en vendant une grande partie de ces terres en parcelles. Plus fondamentalement, elle permet la création de futurs États, et donne donc au pays la possibilité de se développer territorialement sans rompre l'équilibre institutionnel.

Plusieurs lois décisives sont votées entre 1784 et 1787 afin d'organiser le cadastre et la vente de ces terres, ainsi que pour fixer un protocole d'admission des nouveaux États qui seront créés à partir de celles-ci. La loi, appelée *Northwest Ordinance* (Ordonnance sur le Nord-Ouest[34]), adoptée en 1787 est, de ce point de vue, fondatrice. D'après celle-ci, l'Ouest est d'abord divisé en territoires administrés directement par le Congrès. Puis, une fois que la population d'un territoire compte cinq mille hommes libres, ces derniers peuvent élire une assemblée tout en gardant un gouverneur nommé par le Congrès. Lorsque cette même population atteint le seuil de soixante mille, les habitants peuvent rédiger une Constitution et demander au Congrès d'être admis comme nouvel État. L'impact de cette loi ne peut être sous-estimé. Pas moins d'une trentaine d'États rejoindront l'Union suivant cette procédure de 1796 à 1912.

La convention de Philadelphie

Les succès tangibles du Congrès ne peuvent cependant cacher les insuffisances structurelles des Articles de la Confédération. Le Congrès ne peut enrayer l'inflation, rassurer ses créditeurs, régler les

contentieux, notamment frontaliers ou commerciaux, entre des États, ou protéger la population d'éventuels désordres. Comme l'écrit Washington en 1785, « les rouages du gouvernement sont bloqués[35] ». Une réforme partielle, voire complète, du système s'impose. Deux crises vont soudainement précipiter les événements. Une rivalité entre le Maryland et la Virginie au sujet des droits de navigation sur le fleuve Potomac conduit Washington à inviter des représentants des deux États dans sa plantation de Mount Vernon au printemps 1785. Cette rencontre est un succès. Beaucoup de points, incluant les douanes et la monnaie, sont réglés par les négociateurs. L'idée d'une telle rencontre à l'échelle du pays commence à faire son chemin. Au cours de l'hiver 1786-1787, une révolte de plus d'un millier de fermiers endettés du Massachusetts , menée par un vétéran de la guerre d'Indépendance, Daniel Shays , met à genoux une Assemblée de l'État terrifiée et finit par persuader les élites américaines et un Congrès, sans recours face à une telle violence, de la nécessité de créer un gouvernement central plus fort.

De mai à septembre 1787, 55 délégués des États (le Rhode Island excepté), auréolés du titre de « Pères fondateurs » (*Founding Fathers*) depuis les années 1920, se réunissent à Philadelphie sous la présidence de Washington pour modifier les Articles de la Confédération[36] . En fait, cette « assemblée de demi-dieux », comme la qualifiera Jefferson , lui-même absent car alors en mission en France , écrit une toute nouvelle Constitution beaucoup plus centralisée. Cette étape fondatrice de l'histoire américaine, « après une expérience sans équivoque de l'inefficacité du gouvernement fédéral actuel », peut être vue comme une véritable révolution en elle-même, une révolution, cette fois-ci, constitutionnelle[37] . Cette Constitution, toujours en vigueur, frappe par sa longévité. Courte (un préambule, 7 articles de 4 000 mots en tout), elle reste assez vague sur de nombreux points, autorisant non seulement différentes interprétations, souvent d'ailleurs contradictoires, à un moment donné mais surtout ouvrant la porte à une évolution de celles-ci à travers les siècles, même si cette perméabilité à une interprétation

évolutive ne fut pas forcément l'intention de ses rédacteurs. C'est ce qu'on appellera à partir de la fin du XIX e siècle la « Constitution vivante » (*living Constitution*). De plus, et de manière plus fondamentale, la procédure d'amendements, contenue dans l'article V, permet de la modifier formellement. La Constitution américaine est une somme de compromis et d'équilibres : entre les trois branches (l'exécutif, le législatif et le judiciaire), entre les petits et les grands États, les esclavagistes et les autres, et entre les pouvoirs des États et ceux du gouvernement fédéral. L'évolution de ces trois équilibres, régulièrement sujette à de fortes tensions, domine l'histoire des États-Unis. Car la Constitution de 1787 peut être vue comme une feuille de route institutionnelle pour les générations futures. C'est l'histoire du pays qui a façonné la Constitution dans le temps et les crises. De ce point de vue, l'expérience américaine d'une Constitution écrite qui se démarque, à l'origine, d'un usage britannique reposant sur la tradition s'inspire de celle-ci dans son caractère évolutif.

La Constitution est fondée sur le principe de la souveraineté populaire comme l'indiquent ses premiers mots « Nous, le peuple des États-Unis » (*We, the people of the United States*) et non, par exemple, « Nous, les États ». Un « Nous, le peuple », dont on ne peut que souligner la radicalité, se substitue à un « Nous, le roi ». La Constitution crée trois pouvoirs indépendants et séparés mais liés dans un jeu subtil de freins et contrepoids (*checks and balances*). L'exécutif, incarné par un président élu, a la responsabilité des armées et de la diplomatie mais c'est le législatif qui, d'une part, déclare et finance la guerre et, d'autre part, ratifie (en l'occurrence le Sénat) les traités. C'est le Congrès qui créé les tribunaux fédéraux mais c'est le président qui nomme les juges, notamment ceux siégeant à la Cour suprême, avec l'approbation du Sénat. Le Congrès, bicaméral, vote les lois mais celles-ci doivent être signées par le président avant d'être appliquées et celui-ci possède un droit de veto, même s'il n'est que suspensif. Le président nomme les membres de son cabinet avec l'accord du Congrès. Il ne peut dissoudre le Congrès

et peut être destitué par celui-ci selon la procédure d'*impeachment* (cf. Annexe III).

Le problème du poids institutionnel d'États à la taille, la population et l'influence si différentes est résolu de manière astucieuse. À la Chambre des représentants, renouvelée entièrement tous les deux ans, les États sont représentés au prorata de leur population mais au Sénat, renouvelé par tiers tous les deux ans, chacun envoie deux sénateurs. L'influence des grands États est ainsi compensée par le prestige d'un Sénat où chacun pèse d'un même poids. Reste la douloureuse et explosive question de l'esclavage. Alors que les États de Nouvelle-Angleterre , dans le sillage de la Pennsylvanie , optent pour l'abolition graduelle dans les années 1780 et que la *Northwest Ordinance* de 1787 interdit l'esclavage dans la région des Grands Lacs , les États du Sud, riches et influents, comme la Virginie et la Caroline du Sud , font pression sur la Convention de Philadelphie pour que les esclaves soient comptabilisés dans leur représentation à la Chambre. La clause dite des « trois cinquième » (art. I, sec. 2) stipule qu'un esclave vaut les trois cinquièmes d'un homme libre dans le décompte des habitants des États. Cette règle a permis aux États du Sud, surreprésentés, de contrôler le Congrès jusqu'à la guerre de Sécession au milieu du XIX e siècle. Cependant, et à titre de compensation envers les États abolitionnistes, la Constitution prévoit l'abolition des importations d'esclaves au premier janvier 1808.

« La présente Constitution, ainsi que les lois des États-Unis […] seront la loi suprême du pays », stipule explicitement le texte (art. VI). Au-delà de ce principe axiomatique, la Constitution prévoit un véritable partage de compétences entre le pouvoir fédéral et les États. La politique extérieure, la défense, la naturalisation et le commerce avec l'étranger et entre les États sont du ressort du fédéral. Les États, eux, ont compétence, principalement, sur l'éducation, la police, les tribu naux locaux, le droit de vote et les libertés civiles. Par ailleurs, les sénateurs sont élus non par le peuple mais par les assemblées législatives des États (jusqu'à l'adoption du XVIIe

amendement en 1914). Enfin, l'élection du président par des grands électeurs (*electors*) désignés par les États renforce également le poids de ces derniers au sein de l'édifice constitutionnel.

La ratification de la Constitution

La Constitution prévoit la nécessité d'une ratification par au moins neuf des treize États avant son adoption. À l'automne 1787, cette ratification n'est absolument pas garantie. Tout d'abord, les délégués réunis à Philadelphie ont outrepassé leurs instructions en écrivant une nouvelle Constitution au lieu d'amender les Articles de la Confédération. D'autre part, le choix d'un gouvernement central fort est loin d'être unanime. Beaucoup d'Américains, parmi eux des figures historiques de la Révolution telles le Virginien Patrick Henry , ou John Hancock et Samuel Adams de Boston , y sont hostiles. Henry s'exclame : « De quelle sorte de gouvernement s'agit-il ? Est-ce une monarchie, comme en Angleterre – un contrat entre un Prince et un peuple, où le pouvoir du premier est contrebalancé par l'aristocratie afin d'assurer la liberté du peuple ? S'agit-il d'une Confédération, comme en Hollande – une association d'États indépendants, dont chacun conserve une part de sa souveraineté ? En tout cas, ce n'est certainement pas une démocratie, où le peuple peut conserver ses droits en toute sécurité[38] . »

Pour ne pas risquer de voir la Constitution victime des luttes politiques partisanes propre à chaque État, la procédure de ratification oblige ces derniers à élire une convention spécialement à cet effet au lieu de faire appel aux assemblées. Tous les États le font de décembre 1787 à juillet 1788, sauf le Rhode Island qui, rappelons-le, n'a pas participé à la rédaction de la Constitution. Cet État ne convoque pas de convention de ratification et procède en mars 1788 à un vote dans les villes qui voit la Constitution massivement rejetée avec 2 711 voix contre et 239 pour. La campagne de ratification suscite le premier débat national de l'histoire des États-Unis,

notamment par le biais de la presse. Deux camps s'opposent : d'un côté, les partisans de la Constitution qui, de manière très habile, prennent le nom de fédéralistes au lieu de nationalistes (le premier étant beaucoup plus rassurant), et de l'autre, ses opposants, à qui l'histoire a légué le nom d'antifédéralistes. Ce renversement d'appellations est intéressant à observer. Jusqu'en 1787, les fédéralistes sont ceux qui préconisent précisément une fédération d'États et non pas un gouvernement national. Le jeu politique les a relégués au rôle peu reluisant d'anti.

Les fédéralistes comptent parmi eux de belles plumes politiques tels Alexander Hamilton , John Jay , James Madison ou John Dickinson et des figures nationales d'une influence considérable comme George Washington et Benjamin Franklin . Ils défendent une idée, celle d'une union plus complète et plus efficace, mais surtout un texte, la Constitution. Ils peuvent ainsi s'appuyer sur un document et en présenter les points forts. Bien organisés et généreusement financés, ils ont une vision nationale et comptent des correspondants influents dans la plupart des États. Les antifédéralistes, qui défendent les prérogatives des États, en substance la vie politique locale, et craignent ce qu'ils appellent « une domination fédérale », ont une influence plus diffuse et sont surtout beaucoup moins coordonnés[39] . Car, comment mener efficacement une campagne nationale qui privilégie le local ? D'autre part, les antifédéralistes n'ont pas de contre-texte à proposer. Les Articles de la Confédération, même remaniés, ne constituent pas une alternative viable. Sur un plan comptable, les deux camps sont d'importance plus ou moins égale. Les Fédéralistes n'étant pas plus nombreux.

Les conventions de ratification se réunissent à un rythme soutenu. Les résultats varient énormément. Dans certains États, la Constitution est ratifiée avec une large majorité, comme en Pennsylvanie (46 pour, 23 contre) ou en Caroline du Sud (149 contre 73), voire à l'unanimité comme en Géorgie ou au New Jersey . Mais dans d'autres États, la campagne est rude et le vote très serré. La Constitution, rappelons-le, prévoit sagement une égalité de représentation et

d’influence au Sénat quelle que soit la taille de tel ou tel État. Mais dans la réalité des faits, chaque État pèse inévitablement d’un poids politique, économique mais aussi historique, différent et chacun sait que la Constitution ne peut être adoptée sans que celle-ci ne soit ratifiée en Virginie , en Pennsylvanie, au Massachusetts , en Caroline du Sud et au New York .

Dans ce dernier État, la campagne de ratification donne lieu à la publication dans la presse d’une série de 85 articles rédigés par les plus belles plumes fédéralistes, Alexander Hamilton , John Jay et James Madison , sous le pseudonyme de Publius[40] . Celui-ci fait référence à Publius Valerius, connu pour avoir instauré un gouvernement répu blicain stable après le renversement de Tarquin, dernier roi de Rome . Leur objectif est de convaincre leurs opposants et les sceptiques que la Constitution offre une forme modérée, et surtout limitée, de centralisation, respectueuse des droits des citoyens et des États. Au-delà de la campagne new-yorkaise, ces essais, plus tard rassemblés et publiés sous le titre de *Federalist Papers* , constituent un pilier de la tradition constitutionnelle américaine de par leur interprétation sophistiquée et fondatrice de la Constitution et leur philosophie politique.

La convention de New York ratifie néanmoins la constitution de justesse : 30 pour, 27 contre. Au Massachusetts et en Virginie , deux autres États clés, les votes, respectivement 187/168 et 89/79, sont aussi serrés. En juillet 1788, onze États ont ratifié la Constitution, dont les quatre plus puissants. En Caroline du Nord et, surtout, au Rhode Island , les antifédéralistes sont très influents. Ils bloquent la ratification jusqu’en novembre 1789 et mai 1790 respectivement, soit six mois et un an après l’élection de George Washington comme premier président des États-Unis au printemps 1789. Les antifédéralistes ont perdu la bataille mais ils obtiennent de leurs opposants la promesse d’inclure une Déclaration des droits protégeant les libertés individuelles et les pouvoirs des États. C’est leur héritage. En mars 1789, le premier Congrès des États-Unis se réunit à New York, promue provisoirement au rang de capitale.

L’Amérique se remet en marche.

CHAPITRE 6

La jeune république L'expérience américaine (1789-1816)

Je pense que c'est la plus extraordinaire concentration de savoir humain qui n'a jamais été réuni ici à la Maison-Blanche, à l'exception possible des moments où Thomas Jefferson dînait seul.

John F. Kennedy , dînant avec des Prix Nobel à la Maison-Blanche (1962)

La mise en place des institutions

Les années 1790 occupent une place fondamentale dans l'histoire institutionnelle des États-Unis. Elles voient la mise en pratique de la constitution, l'adoption de la Déclaration des droits sous la forme de dix amendements constitutionnels et l'apparition d'une vie politique nationale disputée. Car ne l'oublions pas, la république américaine est une expérience au sens anglais de *experiment* . À une époque dominée par les monarchies, elle est isolée et ses chances de réussite sont incertaines. Qu'est-ce qu'un président ? De quoi et par qui sera composé le gouvernement ? Comment se pratique l'alternance ? Quel rôle doit jouer l'opposition ? Voilà quelques-unes des multiples

questions auxquelles une nouvelle république doit répondre. Par ailleurs, à l'aube de mutations considérables, les nouveaux États-Unis, « le meilleur espoir du monde » selon Jefferson , évoluent dans un monde hostile et, de surcroît, instable. La France en veut aux Américains d'avoir signé une paix séparée avec la Grande-Bretagne et cette dernière, vexée de sa défaite, ne considère pas l'avenir de la jeune république d'un œil bienveillant. Or, au-delà de son vaste territoire, l'Amérique n'est aucunement une puissance économique, militaire ou diplomatique.

En mars 1789, le Virginien George Washington est élu à la présidence du pays avec 69 grands électeurs pour 34 au Bostonien John Adams . À l'époque (et jusqu'à l'adoption du XIIe amendement en 1804), les grands électeurs ne votent que dans un seul scrutin et le candidat qui arrive en seconde position devient vice-président. Cette formule, qui peut nous paraître étrange puisque les adversaires d'une campagne se retrouvent soudainement à gouverner ensemble, ne peut se comprendre qu'en gardant à l'esprit que les rédacteurs de la Constitution souhaitaient une vie politique sans partis – que les auteurs des *Federalist Papers* désignent d'ailleurs négativement du mot « faction » – et une alternance dans la continuité et le consensus. Les faits orienteront rapidement la vie politique américaine dans une autre direction.

Lors de son inauguration, à New York , Washington prête serment sur la Bible. Cet usage, une initiative personnelle, n'apparaît pas dans la Constitution mais restera une tradition présidentielle jusqu'à nos jours. Puis il nomme les membres de son cabinet, appelé en américain *administration* . Encore une fois, la Constitution ne prévoit rien dans ce domaine. Washington décide de créer cinq portefeuilles ministériels : un secrétaire d'État pour les Affaires étrangères ; un secrétaire au Trésor pour les affaires économiques et financières ; un ministre de la Guerre ; un ministre de la Justice et un ministère des Postes. Il nomme le Virginien Thomas Jefferson , représentant des États-Unis en France de 1785 à 1789, et le New-yorkais Alexander Hamilton , un des auteurs des *Federalist Papers* , aux deux postes clés

des Affaires étrangères et du Trésor.

De son côté, le Congrès se réunit avec 65 membres élus à la Chambre et 22 sénateurs représentant les 11 États qui ont ratifié la Constitution[1] . Il est décidé que le taux de représentation à la Chambre ne peut dépasser un représentant pour 30 000 habitants. Les États qui pèsent le plus sont la Virginie (10 élus), la Pennsylvanie et le Massachusetts (8) puis le New York et le Maryland (6). Comme le stipule la constitution, le Congrès met en place un appareil judiciaire fédéral à trois niveaux (treize tribunaux de district [un par État], trois cours d'appel régionales itinérantes [appelées *circuits courts*] et la Cour suprême), en adoptant le *Judiciary Act* de 1789. À l'époque, la Cour suprême est composée de six magistrats (appelés *justices*) dont un président (*chief justice*). Le New-yorkais John Jay , un des négociateurs de la paix de 1783 et un des auteurs des *Federalist Papers* d'origine française (huguenote), devient le premier président de la Cour suprême. Il est essentiel de ne pas attribuer aux institutions fédérales, Congrès, présidence ou Cour suprême, le prestige qu'elles acquerront au fil de l'histoire du pays. Dans les premiers temps, le centre de gravité de la vie politique américaine se situe dans les États. Cette règle est particulièrement vraie pour le pouvoir judiciaire. À la fin du XVIII e siècle, le rôle constitutionnel et l'influence de la Cour suprême restent à définir. Notons, par exemple, que John Jay démissionne de la Cour suprême en 1795 pour devenir gouverneur de New York et que John Rutledge fait de même pour rejoindre la Cour suprême de son État, la Caroline du Sud , sans avoir jamais siégé à la Cour suprême des États-Unis.

La Déclaration des droits

Les opposants à la Constitution perdent la bataille de la ratification mais obtiennent une grande victoire : l'adoption d'une Déclaration des droits (*Bill of Rights*) sous la forme de dix amendements constitutionnels (cf. Annexe IV). Ce type de document

est véritablement un héritage anglais. L'histoire de l'Angleterre en relève deux à l'époque moderne : en 1628, à la veille de la guerre civile, et en 1689, au moment de la Glorieuse Révolution. Ces Déclarations sont destinées à garantir formellement des libertés individuelles jugées primordiales. Outre-Atlantique, les constitutions des États, adoptées à partir de 1776, s'ouvrent sur des déclarations de droit ; celle de Virginie , rédigée par George Mason, a servi de modèle à celles d'autres États et à la déclaration fédérale. Celle-ci, qui peut être considérée comme un appendice de la Constitution plutôt qu'une série d'amendements qui la modifient, présente la particularité de garantir à la fois les libertés individuelles fondamentales et les droits des États. À l'origine, les constituants n'étaient d'ailleurs pas hostiles à l'idée d'inclure une telle déclaration, ce que James Madison , un des principaux architectes du texte final, appelle « une barrière de parchemin » (*parchment barrier*), mais ils ne l'avaient pas jugé nécessaire, pensant que la Constitution, de par ses équilibres et sa modération, protégeait suffisamment les citoyens et les États.

Adoptée par le Congrès en septembre 1789, la Déclaration est ratifiée par les États en 1791. Le premier amendement garantit la liberté de conscience, d'expression, de la presse, de pétition et de réunion. Il est fondamental. Sur le plan religieux, cet amendement rompt radicalement avec la tradition coloniale et britannique de l'église établie. Le texte stipule que « le Congrès ne fera aucune loi qui touche à l'établissement ou interdise le libre exercice d'une religion ». Sans suivre l'indifférence éclairée de Thomas Jefferson qui écrit, dès 1776, que « cela ne me cause aucun préjudice si mon voisin dit qu'il y a vingt dieux ou pas de dieu du tout[2] », les membres du Congrès considèrent que l'État ne doit pas s'immiscer dans les affaires religieuses et privilégier une église sur les autres. C'est la séparation de l'Église et de l'État à l'américaine, instaurée au profit de la diversité religieuse. Un principe constitutionnel auquel la très grande majorité des Américains sont attachés. Une laïcité institutionnelle qui, à la grande surprise des Européens, notamment des Français,

n'exclut pas pour autant le religieux du politique. La laïcité américaine interdit à l'État d'interférer avec les croyances et les pratiques religieuses du citoyen et, en rupture avec les usages britanniques d'alors, supprime toute condition religieuse à la participation de celui-ci à la vie politique et institutionnelle. Nul besoin, au moins sur le plan des règles institutionnelles, d'être anglican, congrégationaliste ou même protestant pour être élu au Congrès ou à la magistrature suprême.

Le Second amendement, « Une milice bien ordonnée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, le droit qu'a le peuple de détenir et de porter une arme ne sera pas enfreint », est celui qui a été le plus dévoyé par certains lobbies à l'époque contemporaine. Dans sa conception originelle, le droit de détenir une arme est considéré comme collectif et non individuel. Il ne s'agit pas d'un droit à l'autodéfense, mais des conditions nécessaires à la formation de milices citoyennes. Il doit d'ailleurs se lire en articulation avec le troisième amendement qui interdit le logement des gens de guerre chez l'habitant. Il s'agit d'une tradition britannique viscéralement opposée au maintien d'une armée en temps de paix (l'expression anglaise étant *standing army* dans le sens de permanente) que l'on retrouve d'ailleurs dans les déclarations de droit anglaises du XVII e siècle.

Les cinq amendements suivants (de IV à VIII) protègent le citoyen contre d'éventuels abus des pouvoirs policier et judiciaire. À nouveau, il s'agit d'un héritage britannique garantissant, par exemple, le droit d'être jugé par un jury. Les deux derniers amendements s'attachent à limiter explicitement les pouvoirs des institutions fédérales au profit, théorique, du peuple et celui, bien réel, des États. L'amendement X stipule ainsi : « Les pouvoirs qui ne sont pas délégués aux États-Unis par la Constitution, ni refusés par elle aux États, demeurent l'apanage respectif des États, ou du peuple. » Cette clause, à l'évidence destinée prioritairement à rassurer les antifédéralistes, accorde en creux aux États les pouvoirs qui ne sont pas réservés aux institutions fédérales.

La politique économique des Fédéralistes

Washington a tout fait pour s'entourer d'un gouvernement d'hommes capables et dévoués au bien public et pour rester au-dessus des luttes partisanes. Des choix cruciaux, provoqués à la fois par la situation domestique et le contexte international, divisent cependant profondément son gouvernement. De ces divisions, cristallisées autour d'Alexander Hamilton et de Thomas Jefferson , naissent les deux premiers partis politiques de l'histoire des États-Unis : les Fédéralistes et les démocrates-républicains. Le terme « Fédéraliste » doit être distingué de son emploi lors de la campagne de ratification car tous ceux qui sont au pouvoir dans les années 1790, quel que soit leur parti politique, sont par définition en faveur de la Constitution, donc tous fédéralistes dans ce sens. Comme l'écrit Jefferson : « Chaque différence d'opinion n'est pas une différence de principe. Nous nommons avec des noms différents des frères du même principe. Nous sommes tous Républicains, nous sommes tous Fédéralistes[3] . »

Les membres des deux partis s'opposent en fait sur l'interprétation de la constitution et le degré de pouvoir attribué aux institutions fédérales. Les Fédéralistes, dont les plus connus sont Alexander Hamilton , John Adams , John Jay et John Marshall , sont partisans d'un État central fort, aux larges responsabilités, notamment économiques et financières. Les Fédéralistes défendent les intérêts des marchands, en particulier de Nouvelle-Angleterre , des spéculateurs et des artisans des villes de la côte Est. Le Parti fédéraliste, partisan d'un rapprochement avec la Grande-Bretagne, est perçu comme un parti élitiste. Les Fédéralistes ont le soutien de Washington qui, malgré une neutralité politique affichée, peut être considéré comme un des leurs. À l'inverse, les démocrates-républicains, rassemblés autour des Virginiens Thomas Jefferson et James Madison , défendent les intérêts des planteurs et des fermiers et prônent un pouvoir accru des États. Les Fédéralistes, très influents surtout après la démission de leur principal adversaire, Jefferson, du

cabinet en 1793, sont au pouvoir jusqu'en 1800.

Né aux Antilles en 1757, new-yorkais d'adoption, ancien aide de camp de Washington pendant la guerre d'Indépendance, principal auteur des *Federalist Papers* et secrétaire du Trésor de 1789 à 1795, l'anglophile Hamilton impulse la politique économique des États-Unis des années 1790 en rédigeant trois rapports clés sur le crédit public, sur la banque des États-Unis et sur les manufactures. Hamilton souhaite tout d'abord redresser les finances publiques en préconisant de rembourser la dette des États-Unis, héritée de la Révolution et estimée à 50 millions de dollars, dont 12 aux mains d'investisseurs étrangers, en remboursant les titres à leur valeur nominale et en recommandant au gouvernement fédéral de prendre en charge la dette des États, soit environ 20 millions de dollars. Ces mesures impliquent nécessairement la mise en place d'un système de taxes, domestiques et douanières, et d'impôts pour financer le remboursement de ces dettes cumulées.

L'opposition à cette politique est vive. La taxe sur le whisky déclenche une révolte de fermiers de Pennsylvanie en 1794, connue sous le nom de *Whiskey Rebellion* . Cette insurrection est rapidement dispersée par la force militaire – une armée de 13 000 hommes ! – mais elle rappelle douloureusement la *Shays ' Rebellion* qui avait fragilisé les Articles de la Confédération en 1787. Il est impératif que le gouvernement et le Congrès restent fermes. Le remboursement des emprunts à parité avantage aussi les spéculateurs qui ont acheté des titres à vingt pour cent de leur valeur initiale. Par ailleurs, les démocrates-républicains, aussi connus sous le nom de « Jeffersoniens », surtout dans le Sud, sont hostiles à la prise en charge des dettes des États par le gouvernement fédéral car cette mesure avantage grandement les États qui n'ont pas encore remboursé leurs dettes au détriment des autres, autrement dit, les bons élèves. Cela crée donc une inévitable – même si non voulue – différence de traitement entre les États. Les Virginiens Jefferson et Madison scellent finalement un compromis avec le New-yorkais Hamilton en décidant de construire la future capitale fédérale sur les

rives du fleuve Potomac, entre la Virginie et le Maryland , soit dans le Sud. Afin de mener cette politique financière, Hamilton préconise la fondation d'une Banque des États-Unis (Bank of the United States ou BUS), inspirée de la Banque d'Angleterre, fondée, elle, un siècle auparavant, afin de contrôler l'émission de billets et de pouvoir émettre des emprunts au nom de l'État fédéral. Malgré l'opposition de Jefferson et de ses partisans qui contestent la constitutionnalité d'une telle mesure et craignent que cette initiative, à nouveau, avantage financiers et spéculateurs, la Banque est créée en 1791 pour une durée de vingt ans.

Enfin, dans son troisième rapport, particulièrement visionnaire, Hamilton recommande que le Congrès stimule le développement des manufactures, notamment dans le domaine du textile, en adoptant un système de subventions et de barrières douanières afin de limiter les importations, en interdisant l'exportation de matières premières, en imposant des normes de qualité et en encourageant l'innovation. Les démocrates-républicains s'opposent à cette politique d'interventionnisme économique car elle favorise le développement des manufactures et des villes du Nord-Est au détriment des intérêts agraires du Sud et de l'Ouest qu'ils défendent. Même s'il est trop tôt pour parler d'industrialisation en 1790, la politique douanière et manufacturière d'Hamilton va à l'encontre des aspirations agraires de Jefferson et de ses partisans. C'est le début d'une opposition entre deux visions, deux identités et deux destins de l'Amérique qui perdurera jusqu'à la toute fin du XIX e siècle, quand l'Amérique deviendra une véritable puissance industrielle. Le plan économique ambitieux des Fédéralistes, mené tambour battant par Alexander Hamilton, est adopté dans ses grandes lignes par le Congrès en 1790 et 1791.

Les États-Unis à l'ère des Révolutions

Si le premier mandat de George Washington (1789-1792) est axé

sur la construction de l'édifice institutionnel fédéral et sur les questions économiques, ce sont les affaires étrangères qui dominent son second mandat (1792-1796), tout comme celui de son successeur, le Fédéraliste John Adams (1796-1800)[4] . Sur le plan international, la décennie est profondément marquée par la Révolution française, la révolte des esclaves à Saint-Domingue , qui éclate en 1791 puis se mue en Révolution haïtienne, et la reprise des guerres franco-britanniques à partir de février 1793.

À ses débuts, la Révolution française suscite un vaste engouement chez les Américains qui y voient un prolongement de la leur. Dès avril 1789, Washington communique son enthousiasme à Crèvecœur, un noble normand engagé auprès de la cause américaine pendant la guerre d'Indépendance, en lui confiant : « Je suis très heureux d'apprendre […] que la nation française est en train de vivre une transformation essentielle de ses institutions politiques. Il me semble aussi que la Révolution américaine a, conjointement avec le développement des Lumières de notre siècle, ouvert les yeux de toutes les nations de l'Europe et que les idées de liberté et d'égalité prennent pied partout. » En janvier 1790, il ajoute : « Je me réjouis de voir que la Révolution américaine a produit d'aussi heureux effets sur les deux rives de l'Atlantique. » Un vent de francophilie souffle sur tout le pays de Boston à Savannah . Des clubs jacobins sont fondés, des parades sont organisées, des toasts sont levés lors de banquets tenus pour fêter le 14 Juillet. La lune de miel, cependant, tourne court. En mars 1793, lorsque les Américains apprennent l'exécution de Louis XVI , en quelque sorte le bienfaiteur de leur cause, ils sont attristés. « L'opinion publique américaine vient d'apprendre la triste nouvelle de la décapitation du Roi de France . Elle est unanimement et sincèrement blâmée par tous les hommes éclairés. Les Français viennent de perdre, à cause de ce funeste événement, l'ascendant qu'ils avaient sur le cœur des Américains », écrit un observateur. Un an plus tard, Alexander Hamilton , qui certes ne s'est jamais distingué par sa francophilie, analyse ce détachement face à ce que les élites américaines jugent comme des

excès : « Aux débuts de la Révolution en France, notre pays était animé d'un enthousiasme vraiment unanime et formait des vœux empressés pour son succès. […] Cette approbation unanime s'est néanmoins peu à peu défaite. La multiplication constante des excès avec des conséquences de plus en plus néfastes a détaché par degré […] des hommes de réflexion dont les tribulations d'une cause douteuse semblaient mériter de moins en moins la première sympathie[5] . » Dans les années 1790, les États-Unis accueilleront d'ailleurs un grand nombre d'émigrés – plus de 20 000 – et de prêtres réfractaires, à Philadelphie notamment, qui fuient la Révolution française.

Les relations entre les deux pays, désormais – et pour un temps – deux républiques dites « sœurs », s'enveniment même au printemps 1793 avec l'arrivée du diplomate girondin Edmond-Charles Genêt . La guerre entre la France et la Grande-Bretagne place les États-Unis dans une position très inconfortable. La France a victorieusement contribué à l'indépendance des États-Unis mais les liens culturels et commerciaux entre les Américains et les Britanniques s'avèrent profonds et transcendent largement la crise révolutionnaire. Washington opte sagement pour la neutralité. Outre l'impossibilité de choisir un camp, l'Amérique n'a ni armée ni marine et la jeunesse de ses institutions l'oblige à rester à l'écart de tout conflit pour se concentrer sur les affaires intérieures. Or, la France, qui brandit le traité d'alliance et d'amitié de 1778, voit les États-Unis comme une république sœur qui doit l'aider à vaincre les monarchies. La mission de Genêt est donc de sortir l'Amérique de sa neutralité. L'intention est légitime mais Genêt, qui prend les Américains de haut, s'immisce dans les affaires du pays et utilise Charleston comme base corsaire pour attaquer des bâtiments britanniques. Les Américains obtiennent le rappel de Genêt mais celui-ci, craignant la guillotine, sollicite l'autorisation de s'installer dans l'État de New York , où il vivra paisiblement jusqu'à sa mort en 1834.

Dans les mêmes années, la révolte des esclaves dans la colonie française de Saint-Domingue provoque l'exode de milliers de

planteurs, certains d'ailleurs avec des esclaves, dont la grande majorité – plus de dix mille – s'installent aux États-Unis, à Charleston , Baltimore , Philadelphie , New York et Boston . Cette soudaine et massive immigration de planteurs, parmi lesquels beaucoup de nobles et d'artisans, tous francophones et catholiques, souvent opposés à une Révolution française qui a, selon eux, provoqué les troubles dans leur colonie d'origine, déstabilise l'équilibre politique et religieux des villes où ils s'installent. D'un côté, leur présence, conjuguée à l'apport migratoire des Irlandais, développe et structure le catholicisme étatsunien. De l'autre, leur poids politique au niveau local pèse en faveur des démocrates-républicains conduits par le francophile Jefferson . Sur un plan diplomatique, les Américains, *a fortiori* les planteurs sudistes, voient d'un très mauvais œil les événements de Saint-Domingue. Ils craignent une contagion de la révolte des esclaves sur le continent. D'ailleurs, les États-Unis, sous la pression du Sud, ne reconnaîtront Haïti , première république noire, qu'en 1862, soit près de soixante ans après sa fondation.

Le traité de Jay

Dans cet environnement international explosif, les États-Unis décident de se rapprocher de la Grande-Bretagne. En novembre 1794, le plénipotentiaire américain, John Jay , négocie un traité selon les termes duquel les Britanniques acceptent de se retirer des forts de traite dans la région des Grands Lacs , laissant ce qu'on appelle alors le « Nord-Ouest » aux colons et trappeurs américains, de verser une compensation financière aux armateurs américains dont les navires ont été saisis durant le conflit franco-britannique, et autorisent, même si c'est de manière restrictive, les marchands américains à commercer avec les Antilles britanniques. De leur côté, les Américains acceptent de rembourser les dettes contractées aux marchands britanniques avant la Révolution et se résignent à l'interdiction faite aux puissances neutres de commercer avec un des

belligérants. Ce traité, connu dans l'histoire américaine sous le nom de *Jay's Treaty* , rend la France , qui y voit une nouvelle trahison américaine après celle de la négociation séparée de 1783, furieuse. Il soulève aussi une très forte opposition dans les rangs des démocrates-républicains pour qui ce traité est une humiliation face à l'ancienne métropole, négociée par un gouvernement élitiste et anglophile. Loin du combat politique du moment, sans doute faut-il voir dans ce traité le mieux que puissent obtenir les États-Unis qui n'arrivent pas en position de force à la table des négociations. Dans la foulée, en 1795, les États-Unis signent un traité avec l'Espagne . Avec celui-ci, négocié par Thomas Pinckney , les Américains obtiennent un tracé avantageux de leur frontière avec la Floride et un accès libre à la navigation sur le Mississippi et au port de la Nouvelle-Orléans . Avec ces deux traités, les Américains peuvent se lancer avec confiance dans le développement de la région des Grands Lacs.

Le discours d'adieu de Washington

En 1796, Washington décide de ne pas se représenter pour un troisième mandat et de se retirer de la vie politique. Cette décision instaure un usage qui ne sera brisé que dans les années 1930 par Franklin D. Roosevelt et institutionnalisé en 1951 par la ratification du XXIIe amendement. Le vice-président de Washington, le Fédéraliste de Boston John Adams , est élu de justesse à la présidence avec 71 voix contre 68 pour son adversaire Jefferson , qui devient vice-président.

À l'occasion de son départ, Washington prononce un discours d'adieu (*Farewell Address*) programmatique, dans lequel il offre à la nation américaine « quelques observations qui sont le fruit de [ses] méditations et de [son] expérience ». Ce discours, véritable testament politique, est d'une importance capitale dans l'histoire des États-Unis. Tout d'abord, prévient-il, il faut chérir et préserver l'Union. « Il est d'une importance extrême, explique Washington à ses concitoyens,

que vous connaissiez combien votre bonheur individuel dépend de l'union qui vous constitue en corps de nation. » L'attachement à des racines locales ne doit pas, insiste-t-il, interférer avec le sentiment national : « Le nom d'*Américain* , qui est pour vous le nom national, doit plus que tout autre dénomination plus locale, exalter en vous l'orgueil du patriotisme. » Car les États-Unis forment un ensemble cohérent et complémentaire et chaque région – appelée *section* dans la terminologie américaine – a besoin des autres :

> Le *Nord* , par une communication libre que protègent les lois légales d'un même gouvernement, trouve dans les productions du Sud un surcroît de ressources pour les entreprises maritimes et commerciales, ainsi que des matériaux précieux pour ses manufactures. Le *Sud* , par cette même communication avec le *Nord* , voit prospérer son agriculture et s'étendre son commerce. […] L'*Est* , communiquant avec l'*Ouest* , trouve dans cette contrée, et grâce au perfectionnement des moyens de navigation intérieure, et il en trouvera de plus en plus, des débouchés commodes pour les articles de commerce qu'il fabrique ou qu'il importe. L'*Ouest* tire des comestibles de l'*Est* ; et ce qui est plus important, il devra la jouissance assurée de marchés pour l'écoulement de ses denrées au poids, à l'influence et à la future puissance maritime de cette partie du territoire de l'Union qui est située sur la mer Atlantique.

Le maintien de l'Union, « pierre fondamentale de la liberté » du peuple, « doit être le principal objet des vœux de tout patriote américain ». Or, « l'utilité et la stabilité de l'Union dépendent nécessairement d'un gouvernement général ». « Ce gouvernement que vous avez choisi librement et avec réflexion, poursuit Washington, est fondé sur la liberté ; il offre une sage distribution des pouvoirs, il est doué de force, [et] il contient en lui-même un principe de perfectionnement. » Voilà des remarques éminemment fédéralistes.

Enfin, Washington prévient ses compatriotes « contre les dangers des partis, lorsque leurs divisions ont un caractère géographique » et les avertit que « la domination alternative des factions irrite cette soif de vengeance qui accompagne les dissensions civiles ».

Sur le plan international, Washington recommande de « cultiver la paix », de ne pas s'attacher à une nation en particulier, de respecter la neutralité et d'entretenir des relations commerciales plutôt que politiques avec les autres pays. Washington ne veut pas que les États-Unis tombent dans le piège des alliances. Car, assure-t-il, « l'Europe a des intérêts qui ne nous concernent aucunement, ou qui ne nous touchent que de très-loin : il serait donc contraire à la sagesse de former des nœuds qui nous exposeraient aux inconvénients qu'entraînent les révolutions de sa politique ». Cet avertissement, une forme d'isolationnisme embryonnaire, demeurera la pierre angulaire de la diplomatie américaine jusqu'à la fin du XIX e siècle, voire jusqu'en 1917 et l'entrée en guerre des États-Unis. En ces années 1790, cependant, cette prudence se justifie pleinement au regard de la fragilité, institutionnelle et militaire, de la république américaine. Comme l'explique Washington , « un motif prédominant [de la neutralité est] le besoin de gagner du temps pour affermir nos institutions naissantes, et pour les élever, sans interruption, à ce degré de force et de consistance qui leur est nécessaire pour marcher d'elles-mêmes[6] ».

Les lois sur la naturalisation et la sédition

Le mandat de John Adams , premier président à s'installer à la Maison-Blanche en novembre 1800, est marqué par de très fortes tensions à la fois sur un plan domestique et international. Souhaitant éviter tout conflit armé avec une France désillusionnée et irritée par son allié américain après le traité de Jay de 1795, Adams, qui a représenté les États-Unis en France de 1778 à 1788, envoie à l'automne 1797 Charles Pinckney , John Marshall et Elbridge Gerry à

Paris afin de négocier un nouveau traité. Talleyrand qui, lui, s'est réfugié aux États-Unis entre 1794 et 1796, et est alors ministre des Affaires étrangères du Directoire, refuse de recevoir les émissaires américains. Il charge trois de ses collaborateurs, connus par les initiales X, Y, Z, de leur demander un prêt de 12 millions de dollars et de lui verser un pot-de-vin de 250 000 dollars ! Une fois l'affaire révélée, un vent d'indignation, de colère et de francophobie souffle à travers le pays. Un conflit naval, jamais déclaré et connu sous le nom de Quasi-Guerre (*Quasi-War*), oppose alors la France aux États-Unis avant de prendre fin avec la signature du traité de Morfontaine conclu entre les deux pays en 1800.

Dans ce climat international tendu, le Congrès, à majorité Fédéraliste, adopte en 1798 une série de quatre lois sur la naturalisation et la sédition (*Alien & Sedition Acts*). La manœuvre est essentiellement politique. Les Fédéralistes, prétextant la menace que représentent les étrangers, alors en majorité français et irlandais, pour un pays en temps de guerre, décident de limiter l'accès à la nationalité américaine et de museler l'opposition. Un étranger doit désormais résider quatorze (au lieu de cinq) ans aux États-Unis avant de demander la nationalité et doit annoncer son intention cinq ans avant de commencer la procédure de naturalisation. Par ailleurs, les étrangers originaires de nations ennemies ne peuvent prétendre à la naturalisation. L'intention des Fédéralistes est d'empêcher leurs adversaires démocrates-républicains de profiter de cet électorat qui lui est favorable. Par ailleurs, il devient interdit sous peine d'amendes et d'emprisonnement de prononcer ou de publier tout propos jugé séditieux. Ces lois résultent d'un accès de fièvre d'un parti qui craint de perdre le pouvoir. On peut imaginer l'extrême tension qui agite le gouvernement avec Jefferson , leader de l'opposition, comme vice-président. Les lois de naturalisation et de sédition ne seront plus appliquées après l'élection de Jefferson à la présidence en 1800.

Hormis le fait qu'elles annoncent d'autres lois similaires qui seront adoptées plus tard dans l'histoire du pays, elles sont surtout importantes par la réaction qu'elles provoquent. La Virginie et le

Kentucky publient en 1798 et 1799 plusieurs réponses à ces lois, appelées *Virginia and Kentucky Resolutions* et rédigées par deux des leaders du Parti démocrate-républicain, les Virginiens Thomas Jefferson et James Madison . « Les États distincts qui composent les États-Unis d'Amérique ne sont pas unis selon le principe d'une soumission illimitée à leur gouvernement fédéral », annoncent-ils d'entrée. À leurs yeux, le gouvernement fédéral s'arroge des pouvoirs qui ne lui sont pas délégués par la Constitution ou qui sont réservés, implicitement ou explicitement, aux États et, de surcroît, enfreignent les libertés accordées aux citoyens par la Déclaration des droits de 1791. Par conséquent, « les co-États […] seront d'accord pour déclarer ces décrets nuls et d'aucun effet et prendront chacun des mesures de [leur] propre autorité pour faire en sorte que ni ces décrets, ni aucun autre du gouvernement fédéral qui ne soit manifestement et intentionnellement autorisé par la Constitution ne soit appliqué dans leurs territoires respectifs »[7] .

Ces résolutions défendent ainsi le droit des États à ne pas appliquer une loi fédérale qu'ils jugent inconstitutionnelle. La Cour suprême n'a pas encore assumé cette prérogative qui n'est pas alors encore attribuée. Les *Virginia and Kentucky Resolutions* fondent ce qu'on appelle la doctrine de la nullification, qui sera reprise par le Sud dans les années 1820 et 1830. D'après celle-ci, le gouvernement d'un État se réserve le droit d'annuler une loi fédérale s'il la juge contraire à la Constitution. Cette théorie, invalidée par la Cour suprême en 1809, se heurte à la clause de suprématie incluse dans la Constitution même.

L'élection de Jefferson

Les élections présidentielles de 1800 sont serrées et compliquées. Thomas Jefferson et le New-yorkais Aaron Burr , un vétéran de la guerre d'Indépendance, obtiennent 73 votes chacun, John Adams , 65. Il revient à la Chambre des représentants, où chaque État détient

un vote, de trancher. Les tractations vont bon train et après dix-huit tours de scrutin, Jefferson est élu avec Burr comme vice-président[8] . Les démocrates-républicains parlent de « la Révolution de 1800 » pour désigner le succès de leur champion. À leurs yeux, cette élection représente la victoire des planteurs et des fermiers du Sud et de l'Ouest face à l'oligarchie mercantile des villes du Nord-Est. En fait, plus qu'une révolution, la portée de cette élection particulièrement disputée, avec une campagne électorale émaillée de calomnies et d'attaques personnelles par voie de presse, réside dans la capacité des nouvelles institutions américaines à gérer une véritable et première alternance politique. Après la succession, l'alternance. En 1796 John Adams succède à George Washington et le pouvoir reste aux mains des Fédéralistes. Mais en 1800, le pouvoir passe à l'opposition, même si la singularité des institutions avant 1804 veut que Jefferson ait été le vice-président d'Adams.

L'Amérique au tournant du siècle

Même s'il demeure dans sa configuration coloniale ou atlantique, le pays se développe à un rythme soutenu. « Une nation en plein essor, qui s'étend sur une terre vaste et fertile, qui transporte à travers toutes les mers les riches productions de son industrie [… et] qui avance rapidement vers une destinée hors de portée des yeux mortels[9] », déclare Jefferson lors de son investiture en 1801. La population de 1800, connue avec assez d'exactitude grâce au recensement décennal prévu par la Constitution pour la répartition des sièges à la Chambre, dépasse les 5 millions d'habitants, soit un taux d'augmentation de 35 % depuis 1790. Avec 50 000 immigrants européens, principalement français et irlandais, l'immigration joue un rôle modeste dans cette croissance démographique. Les esclaves, au nombre de 900 000, sont presque exclusivement concentrés dans le Sud, où l'invention de l'égreneuse à coton (*cotton gin*) en 1793 par Eli Whitney rend la culture du coton profitable. Le nombre d'États est

passé à seize, avec l'admission du Vermont (1791), du Kentucky (1792) et du Tennessee (1796) (cf. Annexe VII). La Virginie est l'État le plus peuplé, suivie de la Pennsylvanie , du New York et du Massachusetts . New York est devenue la plus grande ville des États-Unis avec 60 000 habitants. Suivent Philadelphie (41 000), Baltimore (26 000), Boston (24 000) et Charleston (18 000) (cf. Annexe IX). La grande différence d'avec la période coloniale est l'apparition dans ce classement de Baltimore, au Maryland .

L'émergence de la Cour suprême

Les deux mandats de Jefferson (1800-1804 et 1804-1808) sont marqués par l'émergence de la Cour suprême, sous la présidence du Virginien et Fédéraliste John Marshall ; par l'achat de la Louisiane à la France en 1803 ; par une opération militaire en Méditerranée orientale et des tensions grandissantes avec la Grande-Bretagne.

Nommé par le président Adams en 1801, John Marshall préside la Cour suprême jusqu'en 1835, soit pendant trente-quatre ans. Une étonnante longévité qui lui permet de bâtir le pouvoir judiciaire fédéral sur de solides fondations. Attaché au rôle unificateur des institutions fédérales, Marshall voit la Constitution comme « quelque chose d'organique, capable de croissance, susceptible de changer[10] ». Avec l'arrêt *Marbury vs. Madison* (1803), d'une importance capitale, Marshall attribue à la Cour suprême le pouvoir (appelé *judicial review*) de juger la constitutionnalité d'une loi fédérale ou d'État, une disposition absente de la Constitution. Plus tard, l'affaire *McCulloch vs. Maryland* (1819), qui a pour origine une tentative de l'État de Maryland de taxer des billets émis par la Banque des États-Unis, donne l'occasion à Marshall d'affirmer la constitutionnalité d'une banque nationale et d'invalider le projet de loi du Maryland. En substance, un État ne peut pas gêner le développement d'une institution fédérale. Enfin, avec l'affaire *Gibbons vs. Ogden* (1824), qui oppose deux opérateurs de ferry entre le New Jersey et la ville de

New York , l'un avec une licence de l'État de New York (Ogden) et l'autre fédérale (Gibbons), Marshall valide le pouvoir constitutionnel du gouvernement fédéral de réguler le commerce interétatique et affirme la supériorité des lois fédérales sur les lois adoptées par les États.

Au contrôle de la Cour suprême pendant plus d'un quart de siècle, John Marshall accomplit beaucoup – et au demeurant bien plus que n'importe quel président des États-Unis à son époque – pour renforcer l'influence des institutions fédérales au regard des États et asseoir l'autorité judiciaire vis-à-vis de ces derniers et des deux autres pouvoirs. Partisan d'une interprétation large de la Constitution, dite *broad construction* par opposition à l'interprétation étroite ou *strict construction* (*to construe* , interpréter), fondée sur la théorie des pouvoirs implicites (*implied powers*), Marshall a réaffirmé le principe fondateur et unificateur de la suprématie de la Constitution et des lois fédérales. Jefferson , qui a pourtant participé à la rédaction des Résolutions de Virginie et du Kentucky de 1798-1799 défendant le droit des États à ne pas appliquer une loi fédérale, désormais président, laisse faire.

L'achat de la Louisiane

L'achat de la Louisiane est l'initiative la plus spectaculaire prise par le président Jefferson . En 1763, la Louisiane, qui couvre un territoire immense de plus de deux millions de kilomètres carrés, du delta du Mississippi aux Rocheuses, passe aux mains des Espagnols qui la rétrocèdent à la France en 1800. À l'époque, Bonaparte souhaite reconstruire un empire français en Amérique, centré autour de Saint-Domingue alors à feu et à sang depuis la révolte des esclaves de 1791. Dans cette configuration, la Louisiane doit servir de grenier à blé pour les îles sucrières des Antilles. Pour Jefferson, ce projet est « un point dans l'horizon qui [pourrait] éclater en une tornade[11] », créant une véritable menace pour l'avenir des États-Unis. Cette

rétrocession secrète, dont Jefferson apprend l'existence en 1801, « inverse, d'après lui, complètement toutes les relations politiques des États-Unis et créera une nouvelle ère dans notre discours politique ». « La France, explique le francophile Jefferson , est notre *ami naturel* [mais] il existe un point du globe dont le propriétaire est notre ennemi naturel, c'est la Nouvelle-Orléans , où transitent les productions des trois huitièmes de notre territoire pour accéder aux marchés. » Mieux vaut partager le bassin du Mississippi avec une Espagne « pacifiste et affaiblie » qu'avec une France napoléonienne « impétueuse ». De plus, le jour où la France contrôlera la Nouvelle-Orléans, menace Jefferson, « nous devrons épouser la flotte et la nation britanniques ». Par ailleurs, cette rétrocession rend *de facto* caduc le traité de Pinckney , signé avec l'Espagne en 1795, qui assure aux Américains un droit de navigation sur le Mississippi, une artère vitale pour le pays[12] .

En 1803, Jefferson envoie James Monroe rejoindre le représentant américain à Paris, Robert R. Livingston , avec une offre : 2 millions de dollars juste pour la Nouvelle-Orléans et la Floride Occidentale, c'est-à-dire la bande côtière qui s'étend le long du golfe du Mexique , de la péninsule floridienne à l'actuelle Louisiane . L'échec, cette même année, de l'expédition Leclerc, forte de 30 000 hommes et destinée à reprendre le contrôle de Saint-Domingue , remet en cause le projet impérial français. Bonaparte est désormais prêt à vendre toute la Louisiane aux États-Unis pour 15 millions de dollars. Cette offre française est une aubaine pour les États-Unis et une magnifique opportunité géostratégique (tout comme constitutionnelle) pour Jefferson. Outre le contrôle de la Nouvelle-Orléans et du Mississippi , une artère fluviale vitale pour désenclaver la région des Grands Lacs , l'achat de la Louisiane double la superficie du pays, le tout pour une somme modique puisque les Américains achètent ces terres à 4 centimes de dollars l'arpent. De manière encore plus fondamentale, cette acquisition ouvre potentiellement les portes du Pacifique aux États-Unis et à la formidable – quoique nécessairement progressive – expansion de ce

que Jefferson appelle « l'empire de la liberté ». Les Américains, qui en sont encore à peupler les vallées appalachiennes et la région des Grands Lacs, sont loin d'être prêts à s'élancer au-delà du Mississippi, mais la « Louisiane française » constitue un réservoir immense de terres pour les générations futures.

Reste à décider de la constitutionnalité d'une telle acquisition. Rien dans la Constitution n'autorise le président à acheter des terres à des nations étrangères et rien n'est prévu pour la gouvernance et l'absorption de peuples étrangers. Jefferson doit se résoudre à faire une entorse à ses principes en adoptant une interprétation large de la Constitution afin de légitimer l'acquisition de la Louisiane . Le Sénat le suit et entérine la transaction en octobre 1803. En 1805, lors de son second discours d'investiture, Jefferson déclarera : « Je sais que l'acquisition de la Louisiane a été désapprouvée par certains, par une sincère appréhension que l'agrandissement de notre territoire mette en danger son union. Mais […] plus grande est notre association, moins elle sera ébranlée par les passions locales ; et à tout point de vue, demande-t-il rhétoriquement, n'est-il pas mieux que l'autre rive du Mississippi soit occupée par nos propres frères et enfants, plutôt que par des étrangers d'une autre famille[13] ? »

Jefferson , plus visionnaire que jamais, dépêche les officiers Meriwether Lewis et William Clark en mission d'exploration au-delà des Rocheuses vers le Pacifique. Lewis et Clark doivent cartographier la région et créer des liens diplomatiques avec les nations amérindiennes établies sur place. L'expédition, forte d'une cinquantaine d'hommes, quitte Saint-Louis en mai 1804 et ne revient que deux ans plus tard après avoir remonté les fleuves Missouri , Salmon, Snake et Columbia jusqu'à l'océan Pacifique. Lewis et Clarke se séparant au retour, ils réussissent à traverser les Rocheuses à deux endroits différents. Ce remarquable périple constitue une avancée considérable en matière d'exploration, de cartographie et de botanique dont profiteront les pionniers qui s'aventureront vers l'Ouest après 1840. Notons l'intervention providentielle de la figure féminine de Sacagawea, de la nation shoshone, qui a guidé

l'expédition à partir du Dakota du Nord jusqu'au Pacifique. L'achat de la Louisiane , un événement fondateur en matière d'expansion territoriale, est à considérer comme l'embryon de l'expansionnisme américain.

L'opération en Méditerranée

Sur le front international, le président Jefferson est confronté au problème des captures de vaisseaux et de marins américains en Méditerranée par les pirates barbaresques[14] . Pendant la période coloniale, les colons américains sont protégés dans la région par la marine britannique, puis française pendant la Révolution, mais à partir de 1783, les Américains doivent faire face seuls. Comme les nations européennes, les États-Unis négocient un droit de commerce sous la forme d'un tribut annuel et de cadeaux. Alors que le Congrès ne remplit pas son engagement de lui verser 40 000 dollars par an, le dey de Tripoli déclare la guerre aux États-Unis en mars 1801. Jefferson décide de réagir, même s'il sait l'Amérique fragile militairement, et envoie une flotte de trois frégates et une goélette en Méditerranée pour, déclare-t-il, « protéger notre commerce et châtier leur insolence[15] ». Jefferson, en tant que chef de l'exécutif, n'est pas habilité à déclarer la guerre, une prérogative qui appartient au Congrès. La victoire de la goélette *Entreprise* sur un navire corsaire, le *Tripoli* , en août 1801, première victoire américaine en mer, crée un sentiment de fierté à Washington .

En février 1802, le Congrès adopte une loi qui permet à Jefferson d'utiliser la force contre les pirates barbaresques de Tripoli. Quoique ce ne soit pas une déclaration de guerre formelle, cette loi fournit au président Jefferson le cadre légal et constitutionnel nécessaire pour poursuivre les opérations. Le succès de ce mécanisme est fondamental, en ce temps où les institutions étatsuniennes se mettent en place et dont le fonctionnement est testé par toutes sortes de situations nécessairement nouvelles à peine quinze ans après la

Convention de Philadelphie . Jefferson ordonne alors le blocus naval de Tripoli. Cette opération reste inefficace. Des navires pirates, déjà en mer, continuent leurs exactions, les autres États barbaresques menacent les États-Unis, le dey de Tripoli obtient toujours des tributs de nations européennes, notamment de la Suède et du Danemark, et achète des navires mieux armés aux Britanniques et aux Français. Pire : la frégate *Philadelphia* s'échoue lors d'un combat naval et les trois cents hommes à bord sont faits prisonniers en octobre 1803.

Au printemps 1804, les États-Unis dépêchent en Méditerranée une force plus importante : six frégates et six autres navires plus petits. À l'automne, les Américains bombardent Tripoli et mènent un assaut terrestre réussi[16] . Un nouveau traité avec Tripoli est signé en 1805, demandant une rançon pour libérer les prisonniers américains mais octroyant aux navires américains le droit de commercer sans le versement de tribut. Le problème des pirates en Méditerranée et du paiement des tributs n'est pas totalement réglé pour les États-Unis par ce conflit, dit guerre de Tripoli ou première guerre barbaresque, car une seconde aura lieu, cette fois-ci contre Alger, en 1815. Pourtant, cette victoire, de surcroît accomplie très loin de ses côtes, même si l'ennemi reste modeste et si elle coûte finalement beaucoup plus que le tribut annuel demandé par Tripoli, demeure importante pour l'Amérique, à la fois militairement, politiquement, constitutionnellement et psychologiquement.

La politique de l'embargo

Jefferson ne peut cependant guère profiter longtemps de son coup d'éclat car la situation internationale reste toujours explosive tant que la France napoléonienne est en guerre contre la Grande-Bretagne et ses alliés. Depuis 1793, les États-Unis éprouvent le plus grand mal à faire respecter leur neutralité par les deux puissances belligérantes. Une neutralité qui profite grandement d'un point de vue économique à l'Amérique qui exporte ses productions vers une Europe en guerre.

À partir de 1804, la France et la Grande-Bretagne s'affrontent sur les mers et sur le continent par blocus interposés. Aucune des deux nations n'accepte que les Américains commercent avec l'autre. Les Britanniques, comme les Français, ne respectent pas la neutralité américaine. Ils s'arrogent le droit de fouiller et de saisir les navires américains que leur marine intercepte. En réaction, Jefferson fait voter en 1807 par le Congrès la loi sur l'embargo qui interdit toute exportation à partir des États-Unis. Les navires étrangers devant repartir vides, cette loi réduit aussi fortement les importations. Les conséquences de cette mesure, par ailleurs d'un faible impact international, se font sentir, surtout aux États-Unis et particulièrement en Nouvelle-Angleterre , où les armateurs et marchands, très dépendants du commerce avec la Grande-Bretagne, sont rapidement au bord de la faillite. Outre celle des négociants des villes portuaires du Nord-Est, l'embargo provoque aussi la colère des fermiers du Nord-Ouest qui perdent un important débouché pour leurs excédents agricoles.

Née d'un sentiment d'orgueil et préjudiciable au commerce atlantique, la loi sur l'embargo est aussi inefficace qu'impopulaire. Elle est remplacée en 1809 par le *Non-Intercourse Act* qui interdit tout commerce seulement avec la France et la Grande-Bretagne. La politique commerciale de Jefferson est un échec. Cependant, elle porte en germe une conséquence bénéfique pour les manufactures. Un comble pour un homme d'État qui défend l'idéal d'une Amérique agraire et qui s'est farouchement opposé au programme d'Hamilton vingt ans plus tôt. Tout l'argent qui ne peut désormais être investi dans le commerce est placé dans les ateliers, notamment en Nouvelle-Angleterre , et constitue la pierre angulaire de la révolution industrielle américaine.

La guerre de 1812

Le Virginien James Madison , secrétaire d'État de Jefferson ,

remporte facilement les élections de 1808, année de l'abolition de la traite négrière vers les États-Unis. Éclipsé par l'aura de Jefferson, auteur de la déclaration d'Indépendance, Madison, principal architecte de la Constitution et fin théoricien de la politique, n'en est pas moins une grande figure de la Révolution américaine. Les tensions avec la Grande-Bretagne, qui conduisent les États-Unis dans une nouvelle guerre contre l'ancienne métropole, dominent sa présidence (1808-1816).

Dès le printemps 1810, Madison met fin à l'embargo avec une nouvelle loi (*Macon Bill n. 2*)[17] . Désormais, le commerce avec la France et la Grande-Bretagne redevient libre mais si une des deux nations fait un geste envers les États-Unis, en respectant son droit à la neutralité par exemple, le président peut décréter un nouvel embargo avec l'autre. Napoléon , profitant de l'occasion d'isoler la Grande-Bretagne, annonce en février 1811 son intention de ne plus attaquer les navires américains. Dans une grande confusion, les États-Unis rompent leurs relations commerciales avec les Britanniques qui bloquent le port de New York . Au même moment, les élections législatives de mi-mandat renforcent à la Chambre des représentants le parti de la guerre. Ces « faucons » (*War Hawks*), dont les deux plus connus sont Henry Clay du Kentucky et John C. Calhoun de Caroline du Sud , sont le plus souvent des démocrates-républicains originaires du Sud et de l'Ouest[18] . Irrités par ce qu'ils dénoncent comme l'arrogance d'une Grande-Bretagne toujours vexée d'avoir « perdu » la guerre d'Indépendance et qui ne considère pas les États-Unis avec le respect qui leur est dû, les « faucons » sont prêts à en découdre avec les Britanniques.

Au menu des griefs contre la Grande-Bretagne figurent principalement le problème de l'enrôlement de force (*impressment*) des marins américains – deux mille par an – dans la Royal Navy sous prétexte d'être à la recherche de déserteurs et de l'aide apportée aux soulèvements amérindiens, menés par le chef Shawnee Tecumseh et son frère Lalawethika, dit le Prophète, dans la région des Grands Lacs . Mais la guerre se veut aussi offensive : les Américains souhaitent

conquérir le Canada . En juin 1812, alors que les Britanniques sont prêts à assouplir leur position, les États-Unis déclarent la guerre à la Grande-Bretagne pour, comme le déclare le président Madison dans son message au Congrès, réagir contre « une série d'actes hostiles aux États-Unis en tant que nation indépendante et neutre[19] ».

Le conflit est impopulaire et incertain jusqu'aux derniers mois, où un retournement de fortune avantage les Américains. Les Fédéralistes, surtout dans une Nouvelle-Angleterre anglophile et attachée aux liens commerciaux avec la Grande-Bretagne, sont fortement opposés pour des raisons politiques et économiques à une guerre qu'ils appellent « la guerre de Monsieur Madison » (*Mr. Madison's war*). Rufus King , un Fédéraliste de New York , « considère cette guerre comme celle d'un parti et non celle d'un pays ». Alors que les Américains défont les Shawnees et leurs alliés à la bataille de Tippecanoe en novembre 1811, leurs tentatives d'invasion du Canada britannique de 1812 et 1813 se soldent par des échecs qui mettent en relief la faiblesse militaire des États-Unis, à peine masquée par quelques coups d'éclat maritimes sur les Grands Lacs . Pire, en août 1814, les Britanniques, qui ont vaincu Napoléon désormais exilé sur l'île d'Elbe, incendient Washington – le président Madison devant fuir la Maison-Blanche (alors appelée la Maison du président (*the President's house*) – mais échouent à capturer Baltimore . Dans une lettre à sa sœur, Dolley Madison, l'épouse du président, raconte comment elle sauve « la grande peinture du général Washington[20] », le portrait peint par Gilbert Stuart, et s'enfuit de la résidence présidentielle avant que les Britanniques n'y mettent le feu. En septembre, la résistance de Baltimore conduit l'avocat et poète amateur Francis Scott Key à composer un poème intitulé *La Bannière étoilée* (*The Star-Spangled Banner*) en hommage au drapeau américain flottant toujours fièrement sur le fort défendant la ville[21] .

Les Américains finissent par repousser une invasion britannique partie du Canada et, en janvier 1815, le général Andrew Jackson défend victorieusement la Nouvelle-Orléans . Or, depuis l'automne, les Américains et les Britanniques ont entamé des négociations à

Gand , qui aboutissent à la signature d'un traité de paix en décembre 1814. Le traité, juge Albert Gallatin , un des négociateurs américains, dans une lettre au secrétaire d'État James Monroe , est « aussi favorable que nous puissions l'espérer dans les circonstances présentes et autant qu'elles nous étaient connues ». Henry Clay , lui, écrit : « Nous n'avons perdu aucun territoire et, je pense, nous avons conservé notre honneur[22] . » Les belligérants s'accordent sur un *statu quo* d'avant-guerre. Les territoires conquis sont rendus à l'adversaire mais rien n'est dit sur l'enrôlement forcé des marins américains par la marine britannique. La neutralité américaine, elle, n'est plus d'actualité avec la fin des guerres napoléoniennes. Les principales conséquences du conflit sont politiques et psychologiques. Hostile autant à Madison qu'à la guerre, le Parti fédéraliste, encore puissant en Nouvelle-Angleterre , se réunit à Hartford , au Connecticut , de décembre 1814 à janvier 1815. Les 26 délégués représentent les États du Massachusetts , du Connecticut, du Rhode Island , du New Hampshire et du Vermont . Alors que les extrémistes brandissent la menace d'une sécession, les modérés, dont le point de vue l'emporte, souhaitent principalement supprimer la clause des « trois cinquièmes », qui donne un avantage aux États esclavagistes au Congrès, limiter la présidence à un mandat et établir l'obligation pour deux présidents successifs de ne pas être originaires du même État. Ces deux dernières revendications visent ce que les Fédéralistes de Nouvelle-Angleterre perçoivent comme l'hégémonie politique de la Virginie qui a envoyé trois des siens à la présidence[23] .

La victoire d'Andrew Jackson à la Nouvelle-Orléans et le traité de Gand annulent l'impact immédiat de la convention d'Hartford . Une victoire militaire et une victoire diplomatique qui donnent raison à Madison , aux démocrates-républicains et aux « faucons ». Les Fédéralistes de Nouvelle-Angleterre , où certains négociants n'ont pas hésité à approvisionner les armées ennemies, sont politiquement marginalisés et perçus dans certains milieux quasiment comme des traîtres. Dans une lettre adressée à La Fayette en février 1815, Jefferson les appelle « les Marats, les Dantons, et les Robespierres du

Massachusetts », qui ont tenté de « semer l'anarchie parmi nous » et qui n'ont récolté que « le silence du mépris »[24] . La convention d'Hartford impulse l'inexo rable déclin du parti Fédéraliste. Dans le domaine de la psychologie collective, la guerre de 1812 initie un renouveau du nationalisme américain. Les États-Unis, qui se perçoivent comme victorieux, ont désormais gagné la reconnaissance et la bienveillance de leur ancienne métropole. De ce point de vue, la guerre de 1812, d'où émerge la figure symbolique de l'Oncle Sam[25] , peut être considérée comme une « seconde guerre d'indépendance ».

CHAPITRE 7

La marche en avant de l'Amérique jacksonienne (1816-1835)

Les États ne font qu'un .
Daniel Webster (1830)

La révolution des transports

Les deux décennies qui suivent la guerre de 1812 sont marquées par un remarquable essor économique, appuyé par une révolution des transports et des moyens de production, par le peuplement des terres entre les Appalaches et le Mississippi , qui pose pour la première fois au Sénat, le problème de l'équilibre entre les États libres et esclavagistes par une étonnante modernisation de la vie politique et enfin par l'émergence d'un intérêt sudiste qui se démarque petit à petit de l'intérêt général. Cette période est communément appelée « l'Amérique jacksonienne » du nom du président Andrew Jackson (1828-1836), qui en est devenu le symbole. C'est l'Amérique qu'a observée et décrite Alexis de Tocqueville avec tant de maestria.

Au lendemain de la guerre de 1812, les États-Unis se lancent dans

un vaste programme national de développement, d'inspiration hamiltonienne, visant à améliorer les infrastructures et à soutenir les manufactures, principalement contre la concurrence britannique, par le vote de barrières douanières élevées et la création d'une seconde banque des États-Unis. Connu sous le nom de « Système américain », ce programme est défendu au Congrès par Henry Clay , leader des whigs, le parti politique qui succède aux Fédéralistes. Le « Système américain » renforce l'influence du gouvernement fédéral en matière économique et, de ce fait, se heurte aux défenseurs des droits des États qui préconisent plutôt une approche locale, voire régionale.

La révolution des transports, selon l'expression consacrée, avec la construction d'un réseau de canaux et de routes, est au cœur de ce programme. La maîtrise de l'espace, un des moteurs du progrès technologique et de l'expansion territoriale, est une donnée fondamentale de l'histoire des États-Unis. À l'époque coloniale, son importance est moindre car les colonies regardent vers Londres et communiquent entre elles essentiellement par voie de mer. Mais avec la création de l'Union et le besoin d'un minimum de centralisation, les communications entre les États côtiers, puis vers l'ouest, acquièrent une importance capitale. Les partisans du « Système américain » comprennent que la croissance économique et territoriale qui tend les bras au pays nécessite le développement des infrastructures. Entre 1815 et la fin des années 1830, les Américains construisent plus de 5 000 kilomètres de canaux, dans tous les États, dans toutes les régions. C'est littéralement l'âge des canaux. Le plus célèbre est le canal de l'Érié, qui relie à partir de 1825 Albany , sur les bords du fleuve Hudson, à Buffalo , sur le lac Erié, soit une distance de 600 kilomètres. Le canal de l'Erié ouvre la région des Grands Lacs à l'océan Atlantique et fait de New York le premier port du Midwest. Le développement des navires à aubes et du bateau à vapeur, grâce aux travaux pionniers de Robert Fulton avec le *Clermont* qui relie New York à Albany en seulement 32 heures en 1807, stimule la construction des canaux. Les États, surtout dans le Nord, construisent aussi des routes macadamisées, souvent à péages

(appelées *turnpikes*) et praticables en toutes saisons. C'est une nette amélioration par rapport aux chemins de terre de l'époque coloniale dont le tracé est le plus souvent calqué sur les pistes indiennes. Le plus grand projet routier du moment est la Route Nationale qui doit relier Baltimore , dans le Maryland , à Columbus , dans l'Ohio . Commencée en 1806 et finie en 1833, la Route nationale couvre 700 kilomètres et traverse quatre États (le Maryland, la Virginie , la Pennsylvanie et l'Ohio). Malgré la réticence du président James Monroe (1816-1824), qui doute de la constitutionnalité d'une politique fédérale d'infrastructures, la Route nationale ne peut être financée que par le gouvernement fédéral. Les États ne peuvent, ni ne veulent, prendre en charge financièrement un projet qui dépasse les limites de leur territoire.

Une première révolution industrielle

L'impact du développement des infrastructures fluviales et routières est multiple et profond. Il permet la création d'un marché intérieur et modifie à jamais les modes de production et de consommation. Le transport de marchandises d'une région à l'autre devient rentable grâce à la forte baisse du coût du fret. Au lieu de produire et de consommer localement, les échanges augmentent de part et d'autre du pays, entraînant une spécialisation régionale. Les deux régions les plus affectées par ces mutations sont le Midwest et la Nouvelle-Angleterre . Le Midwest, soit à l'époque l'Ohio , l'Indiana et l'Illinois , exporte les fruits de son agriculture vers New York et vers la Nouvelle-Orléans et, inversement, importe des produits manufacturés de la côte Est. Progressivement, le Midwest devient le grenier à blé de l'Amérique, surtout après l'invention en 1831 de la moissonneuse-batteuse par Cyrus McCormick.

À l'inverse, la Nouvelle-Angleterre , pays à la terre rocailleuse peu propice à l'agriculture à grande échelle et aux nombreuses rivières propres à produire de l'énergie, devient le cœur de la première

révolution industrielle américaine. La loi sur l'embargo de 1807 puis la guerre de 1812 ruinent le commerce et la construction navale, alors les deux principaux atouts de la région, et orientent les capitaux vers les manufactures. L'industrie textile – de coton principalement – devient le fleuron de la région grâce à l'amélioration de métiers à tisser mécaniques importés de Grande-Bretagne. En 1814, la Boston Manufacturing Company construit à Waltham, dans le Massachusetts , la première usine textile entièrement mécanisée des États-Unis. Neuf ans plus tard, cette même société édifie un complexe d'usines textile dans la ville d'East Chelmsford, rebaptisée Lowell, du nom d'un de ses fondateurs, Francis Lowell. Le complexe de Lowell devient rapidement le modèle national et atlantique du paternalisme industriel. Les employées, les « *Lowell girls* », sont de jeunes femmes des campagnes environnantes – une nouveauté à l'époque –, logées et nourries sur place et supervisées au travail comme en dehors. Ces jeunes paysannes ne restent à Lowell que quelques années, partant se marier avec leurs économies, et elles sont vite remplacées tant l'enthousiasme est alors grand dans la région pour cette vie, certes dure, mais nouvelle et gratifiante financièrement. Cette première industrialisation, qui n'éclipse d'ailleurs pas l'artisanat, les deux modes de production coexistant, repose sur un esprit d'entreprise et surtout d'innovation tout à fait étonnant. Une classe d'hommes d'affaires, qui n'hésitent pas à investir dans de nouvelles méthodes de production ou de nouveaux produits malgré les risques, apparaît dans le Nord-Est. Moins freiné par la tradition qu'en Europe, l'esprit d'innovation s'épanouit.

Une fois encore, la Nouvelle-Angleterre joue un rôle moteur avec près de la moitié des inventions brevetées aux États-Unis entre 1790 et 1860. Eli Whitney , connu pour son égreneuse à coton, perfectionne dans les années 1820 l'interchangeabilité des pièces dans les armes à feu. Samuel Colt poursuit cette idée et met au point une première standardisation des pièces pour la fabrication en série de revolvers rapides et légers. Elias Howe fabrique la première machine à coudre en 1846 (améliorée en 1851 par Isaac Singer).

Enfin, Samuel F. B. Morse invente le télégraphe en 1844. Le 24 mai 1844, il télégraphie en personne de Washington à Baltimore le message suivant : « Quelle œuvre Dieu a faite. » Cette première révolution des communications va exercer un impact économique, politique et culturel phénoménal sur ces États-Unis à la veille de joindre les côtes Atlantique et Pacifique. Tous ces inventeurs viennent de Nouvelle-Angleterre. Pour financer cette première industrialisation et le développement des infrastructures, une nouvelle Banque des États-Unis est créée en 1816. De plus, de nombreuses banques sont aussi fondées dans les États. Leur nombre est pratiquement multiplié par cinq entre 1811 (117) et 1834 (506). Les États-Unis jouissent aussi d'un fort taux d'alphabétisation. Au milieu du XIX e siècle, les quatre cinquièmes de la population savent lire et écrire contre les deux tiers en Grande-Bretagne. En Nouvelle-Angleterre, le taux atteint 95 %. Un vaste marché intérieur, un solide réseau d'infrastructures, une population largement alphabétisée, des hommes d'affaires entreprenants, et des ingénieurs et des ouvriers inventifs sont les facteurs de la croissance américaine dans les années 1820 et 1830, auxquels s'ajoutent un optimisme à toute épreuve et une confiance revigorée par la guerre de 1812 contre l'ancienne métropole.

L'expansion économique stimule et se nourrit d'une forte croissance démographique et urbaine. Dans la première moitié du XIX e siècle, la population américaine s'accroît à un rythme soutenu. De 4 millions en 1790, elle passe à 9,6 millions en 1820, puis à 17 millions en 1840, doublant presque tous les vingt ans. De surcroît, cette population est jeune : en 1830, 45 % des Américains ont moins de 15 ans. Comme à l'époque coloniale, l'accroissement naturel constitue le premier facteur de la croissance démographique. L'immigration, principalement en provenance de Grande-Bretagne, d'Irlande et d'Allemagne , progresse néanmoins. Elle passe de 140 000 arrivées dans les années 1820 à 600 000 lors de la décennie suivante. Les forces conjointes de l'industrialisation et de l'immigration conduisent à l'accroissement du taux d'urbanisation –

6 % de la population en 1800 pour 11 % en 1840 – et du nombre de villes de plus de 2 500 habitants : 61 en 1820 pour 131 en 1840, soit un doublement en vingt ans. En 1820, les quatre plus grandes villes (New York , Philadelphie , Baltimore et Boston) se situent toujours sur la côte Est mais la Nouvelle-Orléans a détrôné Charleston de sa cinquième position et surtout ce classement, qui semble largement figé, masque l'émergence fulgurante de nouvelles villes, notamment dans le Midwest, tels Cincinnati (Ohio), Indianapolis (Indiana), Chicago (Illinois), Buffalo et Rochester (New York) ou Pittsburgh (Pennsylvanie). À la ville comme à la campagne, partout dans le pays mais surtout dans le Midwest (à Chicago notamment), la toute nouvelle « charpente-ballon » (*balloon-frame house*) s'impose dans la construction de maisons. Bon marché car d'inspiration simple et construite en série à partir de poutres sciées mécaniquement et de clous eux aussi fabriqués en série, la « charpente-ballon » peut être assemblée rapidement par deux charpentiers au lieu de vingt pour une charpente traditionnelle. Cette technique révolutionnaire et audacieuse – qui croit alors que la standardisation peut s'appliquer au bâtiment ? – permet le développement rapide de villes.

Nonobstant la crise économique et financière de 1819 – à l'époque appelée de manière symptomatique « panique » –, les années qui s'étendent de 1815 à 1840 sont indubitablement prospères. Mais la période contient en germe une faiblesse épineuse et quasi-insoluble. Le Sud, peu touché par le développement de l'infrastructure, l'industrialisation, l'urbanisation et l'immigration, profite de la prospérité mais conserve un modèle économique – dominant au XVIII e mais progressivement archaïque au siècle suivant – fondée sur une agriculture extensive et sur l'esclavage qui devient « une institution particulière ». Ce décalage crée un fossé avec le reste du pays qui est à peine perceptible en 1820, mais qui sera impossible à combler quarante ans plus tard. Pour l'heure, comme au moment de la convention constituante de 1787, l'Amérique se rassure et gagne du temps avec des compromis.

Le compromis du Missouri

L'effacement du parti Fédéraliste après la désastreuse convention d'Hartford de décembre 1814 met fin à ce que les historiens américains appellent le premier système de partis et ouvre une période d'harmonie politique à l'intérieur et de paix à l'extérieur, connue sous le nom de « l'ère des bons sentiments » (*Era of Good Feelings*), qui coïncide avec les deux mandats du président James Monroe (1816-1820 et 1820-1824). Les démocrates-républicains sont alors au pouvoir sans réelle opposition et, selon les termes du Virginien John Randolph, gouvernent avec « l'unanimité de l'indifférence[1] ». Le pays, par ailleurs, continue sa marche en avant vers l'Ouest. La population de l'Ouest, une région qui s'étend des Appalaches au bassin du Mississippi , double entre 1810 et 1820, passant de 1 à 2 millions, et atteint 3 millions en 1830. De 1810 à 1830, 2 millions d'Américains vont d'est en ouest, attirés par des terres bon marché. Tant et si bien que si l'Ouest représente 14 % de la population en 1810, cette proportion passe à 23 % en 1820. Après l'admission de l'Ohio en 1803 et de la Louisiane en 1812, quatre nouveaux États sont créés entre 1816 et 1819, soit un par an et alternativement au Sud et au Nord : l'Indiana (1816), le Mississippi (1817), l'Illinois (1818) et l'Alabama (1819) (cf. Annexe VII). Les États-Unis rassemblent alors 22 États, avec un équilibre parfait entre les libres et les esclavagistes.

En 1819, l'admission du Missouri comme État esclavagiste menace de rompre ce fragile équilibre. Au-delà de la parité au Congrès, notamment au Sénat, alors la chambre la plus influente, où, rappelons-le, chaque État pèse d'un même poids quelles que soient sa taille et sa population, le problème du Missouri pose une question de fond : le Congrès a-t-il le pouvoir de légiférer en matière d'esclavage ou s'agit-il d'une prérogative des États ? Autrement dit, le Congrès peut-il refuser d'admettre un nouvel État qui choisit d'être esclavagiste ? Le Missouri est le premier État, après la Louisiane proprement dite, à être formé à partir du territoire né de l'acquisition

de l'immense Louisiane française en 1803. Or, c'est le Congrès qui gouverne ce territoire. De plus, rappelons qu'avec la *Northwest Ordinance* de 1787, le Congrès a interdit l'esclavage dans les futurs États de la région des Grands Lacs . Va-t-il en faire autant pour le territoire de la Louisiane ? La question fondamentale qui se dessine en 1820 est donc celle de l'expansion de l'esclavage au-delà du Mississippi .

James Tallmadge Jr., représentant de l'État de New York , soumet à la Chambre un amendement qui interdirait l'importation d'esclaves au Missouri et émanciperait tous ceux nés sur place dès qu'ils atteignent l'âge de 25 ans. Le Congrès est très divisé. Les sudistes considèrent l'amendement inconstitutionnel puisque le Congrès ne peut imposer de conditions spécifiques à l'admission d'un État. L'amendement Tallmadge est adopté à la Chambre (87 voix contre 76) mais battu au Sénat (22 contre 16). Grâce au talent de négociateur de Henry Clay , surnommé le Grand Pacificateur (*The Great Compromiser*), le Congrès, profitant opportunément de la demande d'admission du Maine en tant qu'État libre, adopte le Compromis du Missouri. Le Maine et le Missouri sont admis dans l'Union. L'amendement Tallmadge n'est pas retenu mais il est décidé que l'esclavage sera désormais interdit dans le territoire de la Louisiane au nord d'une ligne fixée au 36°30' degré de latitude nord. Le compromis du Missouri, comme tout compromis, ne satisfait personne et ne résout que partiellement et provisoirement la question de l'extension de l'esclavage. Les sudistes contestent le pouvoir du Congrès à légiférer sur l'esclavage et les nordistes, à l'inverse, l'accusent de favoriser le développement de « l'institution particulière ». Mais une plus grave crise est évitée même si la question de fond n'est pas tranchée. Peu d'Américains, cependant, sont prêts, à l'inverse de Jefferson , à entendre « le tocsin annonçant l'incendie au milieu de la nuit qui sonne le glas de l'Union[2] ».

La doctrine de Monroe

Sur le plan international, la présidence de Monroe est marquée par un réchauffement des relations américano-britanniques, d'avantageuses négociations avec l'Espagne et une première affirmation des aspirations continentales des États-Unis avec la doctrine éponyme. James Monroe et son secrétaire d'État, John Quincy Adams, fils du président John Adams , sont deux diplomates expérimentés. Monroe a été un des négociateurs de l'achat de la Louisiane en 1803, secrétaire d'État sous Madison et ambassadeur en France de 1794 à 1796 et en Grande-Bretagne de 1803 à 1808. Adams, lui, a été ambassadeur aux Provinces-Unies, en Prusse, en Russie et en Grande-Bretagne. Rare ment l'exécutif américain a bénéficié d'une telle expérience en matière de politique internationale.

Le traité Rush-Bagot de 1817, du nom du secrétaire d'État américain Richard Rush et de l'ambassadeur britannique à Washington, Sir Charles Bagot, permet aux États-Unis de régler d'importants différends, notamment frontaliers, avec la Grande-Bretagne. Le traité prévoit la démilitarisation des Grands Lacs , l'octroi aux Américains d'un droit de pêche au large des côtes du Labrador et de Terre-Neuve et, de manière plus fondamentale, fixe la frontière septentrionale du territoire de la Louisiane au 49e parallèle. Par ailleurs, la région de l'Oregon (*Oregon Country*), soit les actuels États de Washington, de l'Oregon et de l'Idaho , ainsi que la province canadienne de Colombie-Britannique , revendiquée par les deux pays, est placée sous un régime d'occupation mixte pour une durée de dix ans. En 1819, les États-Unis signent aussi avec l'Espagne un important accord, le traité Transcontinental ou Adams-Onís, du nom de John Quincy Adams et de Luís de Onís. Par celui-ci, les Américains acquièrent la Floride contre une somme de 5 millions de dollars afin de bénéficier d'un plus grand accès au golfe du Mexique et de mettre fin aux raids que les Séminoles lancent à partir de celle-ci contre la Géorgie . Les Espagnols, quant à eux, fixent la frontière

occidentale du territoire de la Louisiane au niveau des fleuves Sabine, Red et Arkansas et s'assurent que les États-Unis n'ont pas de vues sur le Texas . À peine une décennie après avoir eu leur capitale incendiée par une puissance étrangère, les États-Unis réussissent à repousser les frontières qu'ils partagent avec deux des trois nations européennes (la Russie étant la troisième) encore présentes sur le continent nord-américain. Cette politique leur permet aussi de créer des zones tampons pour se protéger et s'assurer également d'immenses réserves de terres fédérales, utiles en cas de crise économique.

La doctrine de Monroe s'inscrit dans la même logique, cette fois-ci face aux Russes, mais innove en faisant de tout le continent américain une zone d'influence étatsunienne à la fois naturelle et potentielle. Depuis une décennie, les colonies espagnoles d'Amérique du Sud (Venezuela , Argentine , Colombie , Chili et Pérou) se sont rebellées et ont proclamé leur indépendance. Pour des raisons géographiques, mais aussi et surtout historiques et politiques, les États-Unis, en tant que pays formé d'anciennes colonies, ne peuvent être insensibles à ces événements qui leur rappellent si vivement leur propre révolution. Ceci d'autant plus que la génération révolutionnaire est toujours au pouvoir. En 1813, dans une lettre au géographe allemand Alexander von Humboldt, Jefferson écrivait à propos des révolutions indépendantistes d'Amérique latine, « quels que soient les gouvernements où ils finissent, ce seront des gouvernements *américains* , qui ne seront plus impliqués dans les querelles incessantes de l'Europe. […] L'Amérique a un hémisphère à elle. Elle doit avoir son système séparé d'intérêts, qui ne doivent pas être subordonnés à ceux de l'Europe[3] ». De même, né en 1758, le président Monroe a combattu comme jeune officier aux côtés de Washington lors de la guerre d'Indépendance.

La Sainte-Alliance, composée de la France , de la Russie , de l'Autriche et de la Prusse et destinée à protéger les monarchies de toutes révolutions, pourrait intervenir en Amérique du Sud en aidant Ferdinand VII d'Espagne à y rétablir son autorité. C'est du moins ce que craint la Grande-Bretagne. George Canning, ministre des Affaires

étrangères britannique, propose alors aux États-Unis de rédiger une déclaration commune mettant en garde les membres de la Sainte Alliance contre toute action militaire en Amérique du Sud. Les Américains décident de ne pas suivre les Britanniques et de préparer leur propre déclaration. Celle-ci est incluse dans le message annuel de Monroe adressée au Congrès en décembre 1823[4] . Plusieurs raisons justifient cette décision. Tout d'abord, les États-Unis n'ont pas les mêmes intérêts ni les mêmes objectifs aux Amériques que la Grande-Bretagne. Les Britanniques ne voient dans les nouvelles républiques hispano-américaines que de lucratifs marchés mais n'ont aucune visée territoriale outre-Atlantique à l'inverse des Américains qui lorgnent déjà sur le Texas et Cuba . D'autre part, un sentiment de confiance et de fierté, surtout vis-à-vis de l'ancienne métropole, pousse les États-Unis à définir leur propre ligne diplomatique, comme l'avait fait Washington en 1796. John Quincy Adams, auteur de la doctrine de Monroe , déclare clairement que la diplomatie américaine ne saurait être « une chaloupe dans le sillage d'un vaisseau de ligne britannique[5] ». De plus, la doctrine de Monroe se présente comme un avertissement aux nations européennes et même si la Grande-Bretagne ne constitue plus une menace pour les États-Unis, elle n'en reste pas moins une puissance sise de l'autre côté de l'Atlantique.

En substance, le document contient trois messages. Premièrement, les Européens ne doivent pas intervenir aux Amériques : « les continents américains, d'après l'état de liberté et d'indépendance qu'ils ont acquis et dans lequel ils se sont maintenus, ne peuvent plus être considérés à l'avenir comme susceptibles d'être colonisés par aucune puissance européenne[6] ». Deuxièmement, les États-Unis ne s'immisceront pas dans les conflits européens : « Nous ne nous sommes jamais mêlés aux guerres des puissances européennes pour des affaires les concernant ; telle est notre politique. » Enfin, toute « tentative de la part des puissances alliées [les membres de la Sainte Alliance] pour étendre leur système à quelque partie de cet hémisphère » sera considérée par les États-Unis comme « dangereuse

pour [sa] tranquillité et [sa] sécurité »[7] . La doctrine de Monroe est un subtil mélange d'isolationnisme et de panaméricanisme embryonnaire. Autrement dit, l'Europe aux Européens, les Amériques aux Américains. La doctrine de Monroe n'a pas d'effets immédiats et reste même traitée avec indifférence par les Européens. Seule la convergence d'intérêts en Amérique latine entre les États-Unis et la Grande-Bretagne et la puissance de la marine britannique lui garantissent une certaine autorité. La doctrine de Monroe n'en demeure pas moins un document fondamental, pilier de la diplomatie américaine, qui sera brandie ultérieurement, sous une forme modifiée, lorsque les Américains auront les moyens militaires de la faire respecter.

Andrew Jackson et le passage d'une génération

Les élections présidentielles de 1824 sont particulièrement disputées. Cinq candidats s'affrontent : John Quincy Adams, du Massachusetts , Henry Clay , du Kentucky , John C. Calhoun, de Caroline du Sud , William H. Crawford, de Géorgie et Andrew Jackson , du Tennessee . Alors que Calhoun est élu vice-président avec une très large avance, aucun candidat n'atteint la majorité dans le scrutin pour la présidence. Jackson remporte 99 grands électeurs (43 % du vote populaire) et Adams, 84 (32 %), les autres étant largement distancés. Selon la procédure de l'époque, c'est la Chambre des représentants, dont Henry Clay est le Speaker, qui élit le président par un vote État par État. John Quincy Adams est élu et non Jackson. Lorsque Adams forme son gouvernement au printemps suivant, il nomme Clay secrétaire d'État. Les partisans de Jackson s'insurgent et parlent alors de « combines malhonnêtes » (*corrrupt bargain*). « L'Ère des bons sentiments » a pris fin. Quatre ans plus tard, Andrew Jackson est élu avec 178 grands électeurs contre 83 pour John Quincy Adams.

La victoire de Jackson aux élections présidentielles de 1828, tout comme sa réélection triomphale en 1832, marque un tournant dans la vie politique et institutionnelle des États-Unis. Comme pour Jefferson en 1800, ses partisans parlent de révolution jacksonienne. L'expression est exagérée mais une page est néanmoins tournée. Dans ces années 1820, la génération révolutionnaire s'éteint. James Monroe est le dernier président qui a vécu la guerre d'Indépendance. Le 4 juillet 1826 – notons l'importance de la date anniversaire (le pays a cinquante ans) –, Thomas Jefferson et John Adams meurent, non sans s'être réconciliés. Monroe est aussi le dernier président de ce que les historiens appellent « la dynastie virginienne » (au pouvoir de 1789 à 1826), qui a vu quatre Virginiens (G. Washington , T. Jefferson, J. Madison et J. Monroe) sur cinq présidents[8] . Ces mêmes années 1820 voient la visite « triomphale », comme on l'écrivait alors, d'un autre acteur de la révolution américaine : La Fayette , âgé de 67 ans et connu aux États-Unis sous le nom de « *the Marquis* ». Au-delà de l'hommage personnel, l'intention est de réveiller « l'esprit de 1776 » pour les cinquante ans de l'Amérique, dans un climat festif et commémoratif. La Fayette, « hôte de la nation » (*The Nation's Guest*), accompagné de son fils prénommé George-Washington, arrive à New York en juillet 1824 et repart des États-Unis en septembre 1825, après avoir visité 24 États et des dizaines de villes dont Baltimore , Richmond, Raleigh , Charleston , Savannah , Augusta, la Nouvelle-Orléans , Saint-Louis , Nashville , Cincinnati , Pittsburgh , Syracuse, Albany , Boston et Philadelphie , et parcouru près de 10 000 kilomètres. Il visite des universités et des sites de bataille de la révolution, se rend sur la tombe de Washington , à Mount Vernon, sa plantation en Virginie , voit Thomas Jefferson , âgé de 81 ans, chez lui à Monticello, en Virginie, et assiste à la session du Congrès ouverte par le président Monroe à Washington. Il découvre aussi Fayetteville, une ville nommée en son honneur en Caroline du Nord . Partout, il est accueilli en grande pompe avec un comité qui le rejoint à l'entrée de chaque État, puis de chaque ville. De nombreux banquets sont offerts en son honneur avec des discours,

tous plus élogieux et plus enflammés les uns que les autres, entrecoupés de dizaines de toasts portés, par exemple, à la mémoire de Washington , à la liberté, au président des États-Unis, aux combattants de la Révolution, aux signataires de la déclaration d'Indépendance, aux héros de '76, à la belle France , à la Constitution des États-Unis, etc. mais aussi « aux républiques d'Amérique du Sud ». Dans un esprit de compétition typiquement américain, chaque État et chaque ville souhaitent surpasser le ou la précédente dans leur accueil du « héros des deux mondes », tel que La Fayette fut surnommé[9] .

Né en 1767, héros de la bataille de la Nouvelle-Orléans en 1815 et vainqueur des Séminoles en Floride , « le général Jackson », lui, apparaît comme un homme nouveau. Il vient du Tennessee , un État qui ne figure pas parmi les treize États fondateurs. Son élection reflète l'émergence de l'Ouest de l'époque sur la scène politique nationale et la fin de la domination exclusive des États de la côte Est, surtout la Virginie et le Massachusetts . L'élection de Jackson inaugure aussi ce qu'on appelle le second système de partis. Les démocrates-républicains, qui tiennent le pouvoir seuls depuis la chute des Fédéralistes en 1814, se divisent et se réalignent au début des années 1830 en deux partis : le Parti démocrate, héritier des démocrates-républicains jeffersoniens, et le parti whig, rassemblant à l'origine des démocrates-républicains se faisant appeler républicains-nationaux du fait de leur soutien à un gouvernement fédéral fort. Le premier a pour leaders Andrew Jackson , John Calhoun et Martin Van Buren ; le second, Henry Clay , William H. Seward et Daniel Webster du Massachusetts.

Les whigs, bien représentés dans le Nord-Est, notamment en Nouvelle-Angleterre , préconisent le financement fédéral des travaux publics, le maintien de barrières douanières élevées et la centralisation du système bancaire. Leur électorat puise largement dans celui des anciens Fédéralistes, auxquels s'ajoutent les grands planteurs du Sud, mais le parti whig, dont le nom archaïque se veut être évocateur des patriotes de la Révolution opposés aux tories et à

la monarchie, n'est pas un parti élitiste comme le dépeignent ses adversaires jacksoniens. À l'inverse, les démocrates, qui entretiennent l'illusion du rêve jeffersonien d'une Amérique agraire, veulent limiter l'intervention du gouvernement fédéral et soutiennent les droits des États. Leurs électeurs sont des fermiers, de l'Ouest en particulier, des artisans mais aussi des immigrants, notamment irlandais, et des ouvriers des villes de l'Est. Au sein du Parti démocrate comme au-delà, Jackson crée autour de lui un véritable mouvement que l'on pourrait appeler le jacksonisme. Le jacksonisme est un populisme hostile aux classes dirigeantes que ce soit les banquiers, les industriels ou les négociants. Jackson se prévaut d'être un homme du peuple (*common man*). Mais si le jacksonisme est un mouvement égalitariste, il promeut l'égalité exclusivement pour les hommes blancs. Le jacksonisme ne se préoccupe ni des femmes, ni des Noirs, ni des Amérindiens et se révèle même hostile aux abolitionnistes. Jackson possède une centaine d'esclaves à L'Ermitage, sa propriété du Tennessee .

Une vie politique renouvelée

Par ailleurs, la vie politique se démocratise et se fait plus participative, s'éloignant de l'idéal conservateur des Pères fondateurs. C'est ce que les historiens appellent la démocratie jacksonienne (*Jacksonian Democracy*). Les uns après les autres, les États abandonnent le cens électoral et s'ouvrent au suffrage universel masculin et blanc. Les Noirs libres ne peuvent voter mais les immigrants votent sans même avoir besoin d'être naturalisés. Résultat : on compte 350 000 électeurs en 1824 pour 1 500 000 en 1836, soit quatre fois plus, et un taux de participation de 56 % en 1828. Sauf en Caroline du Sud où demeure l'ancien système jusqu'en 1868, les grands électeurs, lors des élections présidentielles, sont désormais élus par les électeurs, avec la règle du *winner takes all* , et non nommés par les législatures[10] . Les partis politiques s'installent

au centre de la vie politique américaine. Le bipartisme prend racine. La vie politique se modernise. La presse, avec la fondation de journaux à grand tirage tel le *New York Sun* en 1831 et le *New York Herald* en 1835, joue un plus grand rôle lors des campagnes présidentielles et législatives. En 1830 paraissent 65 quotidiens dans le pays. Ce chiffre quadruple en deux décennies. Des clubs politiques apparaissent ; des défilés et des barbecues sont organisés. L'image d'un candidat se résume à un surnom, pour toucher un plus grand nombre d'électeurs. Andrew Jackson est le « Vieux Noyer » (*Old Hickory*), symbole de solidité et de résistance, pour ses partisans, et « King Andrew » pour ses adversaires ; son allié, Martin Van Buren , est le « Petit Magicien » ou « Martin Van Ruin ». Une nouvelle terminologie politique s'impose avec des expressions telles *lame-duck president* (« canard boiteux ») pour un président sortant et sans réel pouvoir entre novembre et mars, *gerrymandering* pour désigner un redécoupage des circonscriptions à visée partisane (du nom d'Elbridge Gerry, gouverneur du Massachusetts , qui en est l'initiateur) ou encore *lobbying* .

Les candidats pour les présidentielles ne sont plus désignés par des caucus ou comités de parti plus ou moins secrets mais lors de conventions nationales. La première a lieu en 1831. Les partis politiques fédèrent désormais plusieurs courants et rassemblent un large électorat hétéroclite. On observe ainsi une nationalisation de la vie politique mais aussi une influence croissante des identités régionales ou *sectionelles* pour employer un terme propre aux États-Unis. L'Ouest, entendons la région des Grands Lacs et l'espace entre les Appalaches et le Mississippi , le Nord et le Sud, divisés par la ligne Mason-Dixon qui correspond à la frontière entre la Pennsylvanie et le Maryland , ont désormais des intérêts et des électorats différents (artisans, industriels, fermiers, planteurs) qu'il faut convaincre et concilier pour être élu à la présidence. Certaines régions se recoupent au niveau de zones frontalières. Le Tennessee , par exemple, appartient à la fois à l'Ouest et au Sud. Une fois au pouvoir, les partis appliquent désormais le principe du système des

dépouilles (*spoils system*). Cette pratique, mise en place à l'origine par Martin Van Buren dans l'État de New York , consiste à récompenser les membres fidèles du parti en leur attribuant des postes clés dans les administrations à la suite d'une élection. Elle se veut aussi populaire que partisane car elle tend vers un élargissement du recrutement. Andrew Jackson sera le premier président à suivre ce principe au niveau fédéral. Certes, John Adams a, en son temps, nommé des juges fédéraux (connus satiriquement sous le nom de *Midnight Judges*) juste avant son départ du gouvernement au début de l'année 1801 mais Jackson applique ce procédé de manière plus systématique et surtout l'inscrit durablement dans la pratique.

Cette évolution de la vie politique américaine est aussi le reflet d'un nationalisme né de la guerre de 1812 et soutenu par l'essor économique. L'Amérique se veut différente des nations européennes. Elle suit son propre chemin. La doctrine de Monroe , l'expression de ce nationalisme en politique extérieure, précise au demeurant que « le système politique des puissances alliées [la Sainte Alliance] est fondamentalement différent de celui de l'Amérique ». Autrement dit, les Américains s'enorgueillissent de leur république et revendiquent leur différence. Jackson, lui-même, est anglophobe et regarde peu vers l'Europe.

Sur le plan linguistique et culturel, l'Amérique s'émancipe aussi de la tutelle anglo-européenne et façonne sa propre culture. En 1828, Noah Webster , du Connecticut , déjà connu pour ses abécédaires, publie son premier *American Dictionary of the English Language* et fixe les usages lexicaux et orthographiques de la langue américaine, qui se démarque de sa langue mère. « L'Amérique doit être aussi indépendante en *littérature* qu'en politique[11] », déclare Noah Webster. James Fenimore Cooper entend l'appel et écrit de multiples romans, dont *Les Pionniers* (1823) et *Le Dernier des Mohicans* (1826), profondément ancrés dans le contexte et l'imaginaire américains. Les États-Unis ont aussi leur premier grand historien en la personne de George Bancroft , du Massachusetts , qui publie en 1834 le début de sa monumentale *Histoire des États-Unis* (douze tomes au total jusqu'en

1874), avec une narration bâtie sur le double thème de la liberté et de la démocratie. Enfin, Ralph Waldo Emerson , un des deux leaders, avec Henry David Thoreau , du transcendantalisme, le premier mouvement littéraire et philosophique proprement américain, déclare en 1837 : « Nos jours de dépendance, notre longue période d'apprentissage […] se terminent[12] . » L'Amérique s'américanise.

La politique économique de Jackson

Les années 1830 sont marquées par de vives controverses autour de deux questions économiques : le renouvellement de la charte de la Banque des États-Unis (BUS) et les barrières douanières. La deuxième Banque des États-Unis, fondée en 1816 pour vingt ans, doit être renouvelée en 1836. Cette question domine la campagne présidentielle de 1832, qui oppose Jackson à Clay . Pour Andrew Jackson , la Banque est une « monstruosité », un instrument de contrôle, notamment du crédit et de la monnaie, qui sert les intérêts d'une élite de la côte Est, voire d'étrangers contre le petit peuple de débiteurs. Ressortant la rhétorique révolutionnaire, certains accusent les banques d'être « les ennemis connus de notre gouvernement républicain, […] le moteur d'une nouvelle oppression […] pour remplacer l'usurpation seigneuriale et les exactions féodales ». C'est aussi l'incarnation d'un interventionnisme fédéral excessif face aux aspirations, que beaucoup jugent légitimes, des États à une certaine autonomie économique et financière. Pour les adversaires de Jackson, les whigs, une banque nationale, qui a les moyens de financer de gros travaux ou projets manufacturiers et de réguler un tant soit peu l'activité économique au-delà du local, est une nécessité. Le « système de crédit, avancent-ils, est l'enfant des libres institutions ». Un instrument de la libre entreprise donc mais également un pilier du développement économique moderne. Recommander l'abandon de notre système de crédit fédéral serait, déclarent certains, aussi rétrograde que de « substituer un chariot tiré

par des chevaux à une locomotive ou un bateau à vapeur[13] ». Percevant un large courant d'opposition contre une institution jugée en grande partie responsable de la crise économique de 1819, Jackson en fait habilement la cible de sa fronde antisystème lors de la campagne de 1832. Après avoir bloqué la loi autorisant le renouvellement de sa charte avec son veto présidentiel, Jackson, une fois réélu, retire les fonds fédéraux de la Banque pour les distribuer à des banques locales « choisies » (surnommées *pet banks*) avec une partialité affichée. Nicholas Biddle, gouverneur de la Banque des États-Unis, qualifie le message de veto de Jackson « de manifeste anarchique, comme Marat ou Robespierre aurait pu en offrir à la foule[14] ». La seconde Banque des États-Unis disparaît en 1836. Cette disparition contribue à la crise économique de 1837 mais Jackson n'est alors plus au pouvoir, remplacé par Martin Van Buren (1836-1840).

La seconde controverse qui fait rage sous la présidence Jackson concerne les barrières douanières. Sur ce point, le pays est encore plus divisé qu'au sujet de la Banque des États-Unis mais, surtout, il l'est selon une partition régionale, Sud contre Nord, et socio-économique, planteurs contre industriels, qui marque une première radicalisation de chaque camp à peine douze ans après le compromis du Missouri et laisse entrevoir la profondeur des divergences. La Constitution autorise le congrès à ériger des tarifs douaniers afin de créer davantage de revenus, de protéger les manufactures de la concurrence étrangère, voire de faire pression sur un partenaire économique. Mais, précision importante, ces barrières douanières doivent être les mêmes à travers le pays. En 1816, un tarif est adopté par le Congrès au taux moyen de 20 %. Celui-ci passe à 30 % en 1824. Selon celui de 1828, la taxe peut aller jusqu'à 50 % sur certains produits. Les planteurs sudistes, qui importent une grande partie de leurs biens manufacturés (vêtements, meubles, machines, etc.), réagissent vivement, d'autant plus que le prix du coton est au plus bas, appelant le tarif de 1828 le « tarif des Abominations ». John C. Calhoun, alors et de manière inconfortable

vice-président de Jackson, se fait le porte-parole des sudistes, et plus particulièrement de la Caroline du Sud , un État qui se révèle animé d'une mentalité jusqu'au-boutiste. En 1828, Calhoun publie, d'abord anonymement, les circonstances l'y obligeant, puis avec sa signature en 1831, un texte intitulé *South Carolina Exposition of Protest* . Calhoun affirme dans celui-ci que les sudistes « sont les serfs d'un système où le travail sert non seulement à remplir les caisses du Trésor, mais également à lever les fonds qui permettent de dégager les larges bénéfices des industriels et de leurs associés ». Il défend le droit dit d'annulation (*nullification*) mais sans le nommer explicitement, d'un État d'annuler dans les limites de sa juridiction, une loi fédérale qu'il juge non seulement contraire à ses intérêts mais aussi inconstitutionnelle. « Ce n'est pas seulement le droit de l'État, mais son devoir […] de s'interposer, si tout autre remède s'avère inapplicable[15] . » Ce manifeste se veut l'héritier des Résolutions de Virginie et du Kentucky , rédigées en 1798-1799 par Jefferson et Madison contre les *Alien et Sedition Acts* promulgués par les Fédéralistes.

Webster contre Hayne : le grand débat sur l'Union

Au Congrès, les discussions autour de la loi tarifaire de 1828 trouvent leur expression la plus accomplie dans la joute oratoire opposant les sénateurs Daniel Webster , du Massachusetts , et Robert Y. Hayne , de Caroline du Sud , qui a lieu en janvier 1830. Le discours fleuve, dit « la seconde réponse de Webster » et étalé sur deux jours, est resté dans l'histoire américaine comme une réfutation catégorique de la doctrine d'annulation et une défense éloquente de l'Union. Le débat politique, qui reflète une réelle division entre la Caroline du Sud et la Nouvelle-Angleterre , est acerbe. Les accusations volent de part et d'autre mais Webster se veut conciliant quoique ferme. La stratégie de la Caroline du Sud, qui s'avère un

échec, est de rassembler tout le Sud derrière elle mais aussi de faire alliance avec l'Ouest en obtenant conjointement une baisse du prix des terres fédérales et du tarif douanier.

Le tarif est dénoncé comme « une usurpation de pouvoir délibérée » d'une majorité au gouvernement qui agit au-delà de ses prérogatives. La Caroline du Sud fait alors appel aux États qui composent « la minorité qui souffre ». Apparaît ici une première expression d'un Sud à la mentalité d'assiégé qui deviendra un leitmotiv dans les années 1840 et 1850. La Caroline du Sud se substitue à la Virginie comme porte-parole et défenseur des intérêts du Sud mais, plus petite et d'un poids politique bien moindre, elle est plus intransigeante que sa voisine du nord. Suivant la maxime que Calhoun a exposée dans son manifeste, la Caroline du Sud déclare qu'un État peut annuler une loi fédérale qu'il juge non seulement contre ses intérêts propres (ou celui de sa région [*section*]) mais aussi inconstitutionnelle, poussant encore plus avant le raisonnement développé dans les Résolutions de Virginie et du Kentucky .

Après avoir reconnu bien volontiers le rôle fondateur de la Caroline du Sud pendant la Révolution, même si pour « un loyaliste au Massachusetts il y en avait vingt en Caroline du Sud », Webster souligne que les patriotes, de Caroline du Sud ou d'ailleurs, étaient « tous des Américains, dont la notoriété ne doit pas être circonscrite aux limites d'un État ». Ce match – nul serait-on tenté d'ajouter – entre la Caroline du Sud et la Nouvelle-Angleterre au sujet de leur rôle respectif dans le renversement de la tutelle britannique et la fondation du pays est suivi par un aller et retour sur le tarif de 1816 et la convention d'Hartford . La Caroline du Sud a voté la barrière douanière de 1816 et, plus largement, les différentes lois de développement des infrastructures préconisées par les partisans du « Système américain ». Elle a donc en son temps participé à un programme fédéraliste. Elle ne peut, selon Webster, changer subitement son fusil d'épaule au gré de ses intérêts. Inversement, Hayne rappelle que la Nouvelle-Angleterre a évoqué la menace de sécession à Hartford en 1814 précisément parce qu'elle jugeait la loi

sur l'embargo de 1807 défavorable à ses intérêts mercantiles et, de surcroît, inconstitutionnelle. Webster répond qu'il n'approuve en rien les positions extrêmes défendues à la convention d'Hartford. Chaque région est donc confrontée à son histoire et à ses contradictions.

Webster élève alors le débat au-dessus des rivalités partisanes pour développer une réflexion inspirée et éloquente sur l'Union et les prérogatives des États. C'est le peuple, comme le rappelle Webster, et non les États, qui est à l'origine de la Constitution. « Nous, le peuple », ainsi s'ouvre la Constitution, qui n'est précisément pas les Articles de la Confédération qui avaient créé une ligue d'États souverains. Les États sont donc souverains dans les limites de la Constitution qui reste la loi suprême du pays et leurs législatures doivent répondre au peuple, d'où émane la Constitution. À la doctrine d'annulation, Webster oppose le principe de la souveraineté du peuple et de la Constitution. Nous vivons sous un gouvernement de lois uniformes, rappelle Webster. Il ne peut y avoir « 24 [alors le nombre des États] interprètes de la Constitution ». Dans une belle formule, Webster résume son argument : « Les États ne font qu'un » (*The States are one*). Ce n'est donc pas aux États de juger de la constitutionnalité des lois mais au système judiciaire fédéral. Webster conclut son discours avec une envolée qui restera dans les annales de l'histoire du Congrès. « "La liberté d'abord, ensuite l'Union" sont des mots illusoires et fous », déclare-t-il en y opposant « La Liberté *et* l'Union, maintenant et à jamais, une et inséparable »[16] .

Cette défense du besoin d'unité et de solidarité dans l'intérêt de tous est un véritable morceau d'anthologie unioniste qui inspirera le président Lincoln vingt ans plus tard au pire de la crise « sectionnelle ». Pour le moment, un compromis est trouvé en 1833, à nouveau grâce aux talents de Clay : le Congrès s'engage à baisser progressivement les barrières douanières. Nonobstant le rôle de Clay, c'est l'isolement de la Caroline du Sud , qui n'est pas suivie par le reste du Sud, qui facilite les négociations. Au-delà du compromis, Andrew Jackson reste ferme. Il fait adopter par le Congrès une loi, appelée *Force Bill* , qui lui donne les moyens de faire appliquer par la

force les tarifs et Calhoun doit démissionner de la vice-présidence en 1832. Cette situation n'est pas sans rappeler l'Acte déclaratoire passé par le Parlement britannique contre les Américains en 1766 alors qu'il venait de céder en abrogeant le *Stamp Act* . Quant à Jackson, défenseur des droits des États, il se fait l'apôtre d'un gouvernement fédéral fort une fois au pouvoir. Outre la plaie de la division qui ne cicatrisa pas, la crise des tarifs fait perdre à Jackson l'appui des démocrates du Sud.

La déportation des Amérindiens : la « piste des larmes »

Le peuplement des terres entre les Appalaches et le Mississippi à partir de 1815 projette au premier plan l'épineuse question de la coexistence avec les nations amérindiennes. Une série de traités signés avec différents groupes, notamment autour des Grands Lacs , permet aux Américains de récupérer des millions d'arpents entre 1817 et 1830. En 1824 est fondé, au sein du ministère de la Guerre, le Bureau des affaires indiennes. L'année suivante, Calhoun publie son projet de création de réserves intitulé *Délimitation définitive d'un territoire indien* . L'idée, au demeurant bien malheureuse car elle tire un trait définitif sur toute politique de coexistence, de repousser les Amérindiens plus à l'ouest au-delà du Mississippi, dans des territoires délimités et choisis par le gouvernement fédéral, fait son chemin. C'est, à l'évidence, une solution aussi simple que brutale qui, en substance, ne résout rien mais ne fait que repousser l'échéance d'une inévitable confrontation armée une fois que la population américaine aura franchi le Mississippi.

Pour l'heure, l'attention du pays se focalise sur le cas de ce qu'on appelle, non sans condescendance, les « cinq tribus civilisées » (les Choctaws, Creeks , Chickasaws, Cherokees , et Séminoles), et plus particulièrement les Cherokees. Jackson est ce qu'on pourrait appeler « un tueur d'Indiens ». Jeune officier, il a mené plusieurs guerres

contre les Amérindiens dans le sud-est des États-Unis, notamment contre les Creeks et contre les Séminoles. Sans surprise, sa présidence est marquée par une politique amérindienne brutale. En 1830, le Congrès adopte la loi sur la déportation des Amérindiens (*Indian Removal Act*) qui oblige, *manu militari* si nécessaire, les nations autochtones à s'installer dans des réserves situées principalement au Kansas et en Oklahoma . Dans les années 1830, un grand nombre de groupes amérindiens de New York , de l'Ohio , de l'Indiana, du Michigan , d'Alabama ou de Géorgie partent ainsi de force vers l'Ouest, en quittant leurs terres ancestrales.

Le cas des Cherokees est particulier car cette nation a accepté de « s'occidentaliser » pour éviter la déportation et s'intégrer le mieux possible dans la société américaine. Depuis la signature d'un traité avec les États-Unis en 1791 qui leur reconnaît le contrôle d'un territoire indépendant, ils se sont christianisés, ont adopté l'écriture, ouvert des écoles et commencé à publier leurs propres journaux. Ils fondent une capitale pour leur territoire, New Echota, en Géorgie et en 1828 adoptent même une Constitution inspirée de la Constitution américaine. Mais en 1829, la Géorgie abolit leur gouvernement et s'empare de leurs territoires. Les Cherokees réagissent par la voie légale en sollicitant la Cour suprême.

Au-delà du problème des terres indiennes et du cas spécifique des Cherokees, la Cour, toujours dirigée par le Fédéraliste John Marshall , doit se prononcer plus fondamentalement sur le statut constitutionnel des nations amérindiennes. Dans un premier arrêt, *Cherokee Nation vs. Georgia* (1831), la Cour donne implicitement raison à la Géorgie en déclarant les nations amérindiennes « domestiques et dépendantes ». Cette décision constitue un changement de cap car, jusqu'alors, les autochtones avaient été considérés comme des nations étrangères. L'année suivante, dans l'arrêt *Worcester vs. Georgia* , la Cour suprême poursuit son raisonnement en statuant que seul le gouvernement fédéral a autorité en matière d'affaires indiennes et que, par conséquent, la décision de l'État de Géorgie est nulle et non avenue. Provocateur, Jackson réagit

en déclarant : « John Marshall a pris sa décision. Maintenant qu'il l'applique[17] . » La décision de la Cour suprême ne sauve pas les Cherokees de la déportation. D'une part, elle n'est pas mise en œuvre, la Géorgie continuant sa politique d'expropriation, et d'autre part, le gouvernement fédéral applique de toute façon lui-même une politique de migration forcée. Les Cherokees sont en fait prisonniers d'un duel politique entre John Marshall et Andrew Jackson et d'un débat constitutionnel entre les institutions fédérales et les prérogatives des États.

Leur sort est scellé avec une grande injustice et en violation complète des promesses américaines qui assurent en théorie aux autochtones « occidentalisés » la possibilité de rester sur leurs terres. En 1838, 15 000 Cherokees sont déportés vers l'Ouest, à plus de mille kilomètres de leurs terres d'origine. Cette déportation, pendant laquelle un quart des Cherokees périssent, porte le nom de Piste des larmes (*Trail of Tears*). En 1831, à Memphis, dans le Tennessee , Tocqueville observe la traversée du fleuve Mississippi glacé par les Chactas (Choctaws), résignés à la tragédie de l'abandon et de l'exode. « Les Indiens, écrit-il, menaient avec eux leurs familles : ils traînaient à leur suite des blessés, des malades, des enfants qui venaient de naître, et des vieillards qui allaient mourir. Ils n'avaient ni tentes ni chariots, mais seulement quelques provisions et des armes. Je les vis s'embarquer pour traverser le grand fleuve, et ce spectacle solennel ne sortira jamais de ma mémoire. On n'entendait parmi cette foule assemblée ni sanglots ni plainte ; ils se taisaient. Leurs malheurs étaient anciens et ils les sentaient irrémédiables[18] . »

La politique brutale de déplacement des années 1830 annonce celle, non moins vaine et désastreuse, des réserves. C'est ce qu'observe avec tristesse et fatalisme Tocqueville en ces années 1830 : « De quelque côté qu'on envisage la destinée des indigènes de l'Amérique du Nord, on ne voit que maux irrémédiables : s'ils restent sauvages, on les pousse devant soi en marchant, s'ils veulent se civiliser, le contact d'hommes plus civilisés qu'eux les livre à l'oppression et à la misère[19] . » Emportée par ses

succès industriels et économiques, l'Amérique néglige la question indienne, pourtant concomitante de sa propre naissance et inextricablement liée à son destin. Les Amérindiens, dont la population tombe à 400 000 en 1850 – pour 5 millions en 1492 –, sont, avec les esclaves africains, les grands sacrifiés de la réussite américaine.

CHAPITRE 8

L’espoir et le fléau Manifeste destinée, utopies et esclavage (1835-1860)

Le Mexique nous empoisonnera.
Ralph Waldo Emerson (1846)

La question du Texas

Le quart de siècle qui sépare la guerre d’Indépendance du Texas de l’élection de Lincoln , soit la période 1835-1860, est riche en événements et décisif dans l’histoire des États-Unis. Alors que la société civile s’engage dans de vastes projets de réformes sociales, le monde politique, avant que le destin du pays tout entier ne s’engouffre dans l’abîme de la Sécession, est dominé par deux questions primordiales : l’Ouest et l’esclavage.

Tout commence par la crise texane. Le Mexique obtient son indépendance de l’Espagne en 1821. Le Texas n’est alors qu’une province isolée, périphérique et peu peuplée, située au nord-est du pays. Pour la développer tout en souhaitant profiter du dynamisme des Américains, les autorités mexicaines, reprenant une politique

initiée par l'Espagne, décident de recruter des entrepreneurs, appelés *empresarios* , chargés de faire venir des colons et d'investir dans la région. Stephen F. Austin , surnommé le « Père du Texas », est un des premiers *empresarios* et certainement celui qui connaît le plus de succès en recrutant 1 200 colons. Les autorités mexicaines sont cependant rapidement confrontées aux conséquences de cette politique. En une décennie, plus 20 000 Américains s'installent au Texas, submergeant la population hispanophone locale, les *Tejanos* . On parle alors dans les États et les villes de l'Est de « la fièvre du Texas » (*Texas fever*) et l'acronyme « GTT », tiré de l'expression *Gone to Texas* (« Parti aux Texas »), s'impose dans la langue. Pour essayer d'endiguer cette migration anglophone, protestante et esclavagiste, et d'intégrer les Américains déjà sur place, le gouvernement mexicain met fin à l'exemption de taxes douanières dont ont jusqu'alors bénéficié les colons, rend la conversion au catholicisme obligatoire et interdit l'importation d'esclaves. Ces mesures ne produisent aucun effet sauf à créer un double sentiment d'autodéfense et d'hostilité de la part de colons américains dont l'objectif, à peine masqué, est de profiter de l'expansion vers l'ouest des États-Unis pour y être admis comme État. Par ailleurs, la prise de pouvoir de l'autocratique général Antonio López de Santa Anna, le « Napoléon de l'Ouest », en 1833, qui provoque la chute du régime républicain, rend vain, chez les colons américains, tout espoir de créer un Texas toujours rattaché au Mexique mais autonome.

En 1835, les Anglo-Texans se rebellent et déclarent leur indépendance. Au tout début de l'année 1836, un groupe de combattants texans, rejoints par des volontaires du Tennessee dont Davy Crockett, soit 185 hommes au total, est assiégé puis massacré par les troupes mexicaines, estimées à plus de 2 500, dans la mission fortifiée d'Alamo à San Antonio. Les héroïques défenseurs d'Alamo deviennent rapidement des martyrs et les Texans adoptent « Souvenez-vous d'Alamo » (*Remember the Alamo*) comme cri de ralliement. Quelques mois plus tard, Sam Houston , commandant en chef des troupes anglo-texanes et ami du président Jackson, surprend

et capture Santa Anna à la bataille de San Jacinto. Le Texas est désormais indépendant. De nos jours, le Texas est appelé *The Lone Star State* (« L'étoile isolée ») précisément parce que cet État a la singularité parmi les cinquante d'avoir été indépendant avant de rejoindre l'Union. De fait, de 1836 à 1845, l'année de son annexion par les États-Unis, le Texas est une république avec pour président élu, tel un Washington texan, le général Sam Houston (de 1836 à 1838 et de 1841 à 1844) et une ambassade à Londres et à Paris.

Une année après son indépendance, en 1837, le Texas essaie vainement d'être admis comme État de l'Union mais le Congrès vote contre. Cette année-là, après l'admission du Michigan , les États-Unis sont divisés entre treize États esclavagistes et treize autres libres. Annexer le Texas comme État esclavagiste, de surcroît avec un territoire si vaste, au risque non seulement de rompre cet équilibre précaire mais aussi de s'engager dans une guerre contre le Mexique , qui considère cette république comme une province rebelle, divise profondément le monde politique américain et tétanise Washington. Le Texas, et plus largement l'expansion vers l'Ouest, sont les deux thèmes centraux des élections présidentielles de 1844 qui opposent James K. Polk, un candidat démocrate surprise, appelé en américain un *dark horse* , à Henry Clay , pour les whigs, et à James G. Birney, candidat du Liberty Party, un parti abolitionniste formé en 1839. Polk a un programme ouvertement et fièrement expansionniste. Il propose d'annexer le Texas et de régler avec la Grande-Bretagne le problème de la frontière nord du territoire de l'Oregon. Son slogan électoral est : « Le cinquante-quatrième ou la guerre » (*Fifty-Four-Forty or Fight*) par allusion au 54° degré de latitude nord comme frontière avec les possessions britanniques d'Amérique du Nord. Clay tergiverse sur la question du Texas et Birney est, bien sûr, opposé à l'admission d'un nouvel État esclavagiste. Polk remporte largement les élections avec 170 grands électeurs contre 105 pour Clay. Au début de 1845, juste avant l'entrée en fonction de Polk, John Tyler , vice-président de William H. Harrison devenu président à la mort accidentelle de ce dernier au printemps 1841, un mois après son

inauguration, signe la loi annexant le Texas aux États-Unis. Rien n'empêche plus l'expansion vers l'Ouest, quel qu'en soit le coût.

La guerre contre le Mexique

L'annexion du Texas , qui compte alors 125 000 Américains, est une déclaration de guerre virtuelle au Mexique qui n'a jamais reconnu son indépendance. Au printemps 1846, une escarmouche entre l'armée mexicaine et des troupes américaines près du Rio Grande met le feu aux poudres. En mai, les États-Unis déclarent la guerre au Mexique. Pour les Américains, il s'agit d'une guerre défensive… Les opérations, courtes, rapides et victorieuses du côté américain, se déroulent sur trois fronts. Au nord du Mexique, Zachary Taylor défait les Mexicains à la bataille de Buena Vista en février 1847. Au même moment, Stephen W. Kearny, qui est entré au Nouveau-Mexique dès l'été 1846, occupe la ville de Santa Fe et poursuit sa route en droite ligne vers le Pacifique. Enfin, Winfield Scott débarque à Vera Cruz en mars 1847 et, après plusieurs dures batailles, capture la ville de Mexico en septembre. Une campagne fulgurante qui se conclut sur un coup d'éclat. Pendant ce temps, sous la conduite du capitaine John C. Frémont , les Américains, installés en Californie (également une province mexicaine), profitant de l'appui de navires américains, se soulèvent, renversent les autorités mexicaines et déclarent leur indépendance. Ces événements donnent naissance à la « République au drapeau d'ours » (*The Bear Flag Republic*), les Californiens adoptant l'image d'un grizzly sur leur drapeau et celle d'une étoile comme symbole d'un État « américain » isolé. Cette guerre éclair contre le Mexique n'en est pas moins coûteuse pour le pays en vies humaines et en fonds. Les États-Unis ont dû lever une armée de plus de 100 000 hommes, dont 13 000 meurent au combat ou de maladie, pour un coût de près de 150 millions de dollars.

Au début du conflit, Polk souhaite saisir la Californie et le

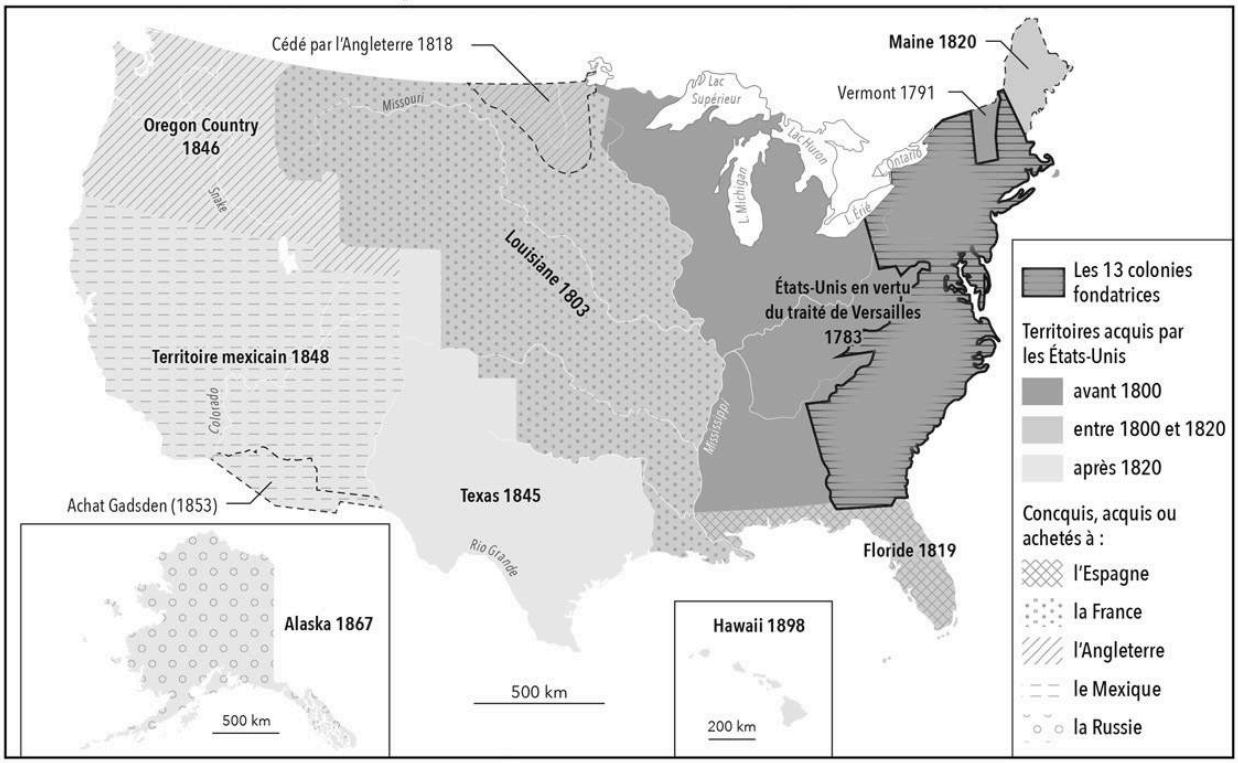
Nouveau-Mexique mais les succès militaires se succédant avec une apparente facilité et l'appétit venant en mangeant, pourquoi ne pas prendre possession de plus grands territoires encore ? Certains démocrates seraient même prêts à annexer tout le Mexique … Clay , lui, ne manque pas de s'interroger sur l'opportunité de cette option. « [Le Mexique] sera-t-il annexé aux États-Unis ? Est-ce qu'il y a un homme sérieux qui pense possible que deux pays si immenses, avec des territoires presque aussi grands, avec des populations si dissemblables, si différentes en termes de race, en matière de religion et de droit, pourraient se fondre dans une masse harmonieuse, et pourraient être gouvernés avec bonheur par une même autorité[1] ? » Le président Polk penche pourtant du côté des partisans de l'annexion, mais lorsque le plénipotentiaire américain, Nicholas P. Trist, dépêché à Mexico pour négocier, revient avec un traité donnant aux États-Unis la Californie et le Nouveau-Mexique avec une reconnaissance mexicaine du Rio Grande comme frontière avec le Texas (au lieu de la rivière Nueces distante du Rio Grande de 230 km vers le nord), le tout pour 15 millions de dollars, Polk l'accepte et le présente au Sénat. Polk sent qu'il ne peut convoiter davantage puisque les whigs, opposés à toute acquisition supplémentaire, sont assez nombreux au Sénat pour bloquer la ratification du traité. De plus, le paiement d'une somme d'argent au Mexique permet de convaincre les derniers opposants en masquant une conquête par un achat négocié. Le traité de Guadalupe Hidalgo est adopté par le Congrès en février 1848.

L'Ouest et deux visions américaines

La guerre contre le Mexique , menée victorieusement, reste néanmoins très impopulaire dans certains milieux. À l'instar des Fédéralistes qui, opposés à la guerre de 1812, l'ont personnalisée autour du président en le surnommant « la guerre de Monsieur Madison », les whigs appellent le conflit contre le Mexique « la

guerre de Monsieur Polk » (*Mr. Polk's war*). Un jeune représentant de l'Illinois au Congrès, un brin dégingandé et au visage anguleux, Abraham Lincoln , demande au président des informations sur l'endroit exact où la toute première altercation avec les troupes mexicaines a eu lieu. Ce n'est pas une question de détail car si l'escarmouche initiatrice du conflit s'est produite en territoire mexicain, alors les États-Unis sont les agresseurs et ne peuvent prétendre conduire une guerre défensive. Un autre whig affirme que la guerre a été « décidée par le président inutilement et anticonstitutionnellement ». Ulysses S. Grant, le futur commandant en chef des armées du Nord lors de la guerre de Sécession, déclare même que la guerre fut « une des plus injustes guerres jamais menée par une nation plus forte contre une nation plus faible[2] ». Dans le monde politique, les whigs sont contre la guerre car, d'une part, ils craignent que les futurs États formés à partir de ces nouvelles acquisitions soient esclavagistes et, d'autre part, ils estiment que la mission civilisatrice des États-Unis, héritée du modèle colonial puritain de « la cité sur la colline », doit s'exprimer pacifiquement. « "Telle une cité bâtie au sommet d'une colline", les États-Unis devraient inculquer les idées du vrai républicanisme », certes, mais par l'exemple et non par la guerre soutiennent les whigs. Pour ce faire, il faut mener des réformes au sein du pays afin de concrétiser véritablement l'idéal américain exprimé si magnifiquement par Jefferson dans la déclaration d'Indépendance de 1776.

Expansion territoriale des États-Unis



« L'idée de l'Amérique – l'idée que tous les hommes naissent libres et égaux en droits » doit devenir une réalité aux États-Unis avant d'en faire bénéficier les autres nations, estime le pasteur anti-esclavagiste Theodore Parker . La guerre contre le Mexique est ainsi une erreur qui risque de coûter très cher au pays. L'écrivain et philosophe Ralph Waldo Emerson écrit même avec prophétie : « Les États-Unis conquerront le Mexique, mais ce sera l'acte d'un homme avalant [de] l'arsenic. […] Le Mexique nous empoisonnera »[3] . Le poison : c'est l'esclavage. Comme l'écrit l'historien américain James M. McPherson, « L'empire pour la liberté, cher à Jefferson , est devenu en majeure partie un empire pour l'esclavage[4] . » Les whigs sont soutenus par une coalition hétéroclite appelée le « Parti de la terre libre » (Free-Soil Party). Celle-ci est formée d'abolitionnistes (très minoritaires), qui souhaitent abolir l'esclavage sans conditions, et d'anti-esclavagistes, qui considèrent l'esclavage comme un mal protégé par la Constitution et sont encore prêts au compromis, s'opposant surtout à son extension vers l'Ouest.

Les démocrates, eux, poursuivent un autre idéal : celui de

Jefferson d'un empire américain continental. Ils se placent dans la continuité de l'achat de la Louisiane de 1803. En 1845, le journaliste new-yorkais John L. O'Sullivan trouve la formule qui fait mouche pour illustrer et justifier l'expansionnisme américain de la période et, au-delà, *mutatis mutandis* , de l'impérialisme ultramarin : « la destinée manifeste » (*manifest destiny*). Ainsi, écrit-il dans le *United States Magazine and Democratic Review* : « L'accomplissement de notre destinée manifeste est de nous répandre sur tout le continent que la Providence nous a donné, afin que se développent librement nos millions d'habitants dont le nombre augmente chaque année[5] . » La destinée manifeste est une variation sur un même refrain, celui de la cité sur la colline ou de l'Amérique modèle divinement chargée d'une mission civilisatrice, mais ici utilisée pour maquiller l'acquisition de territoires et l'assujettissement de populations étrangères par la négociation, l'achat ou la guerre. Cette formule sous-entend la supériorité non seulement des institutions républicaines américaines mais aussi du peuple américain, et plus largement, de ce qu'on appelle alors, avec une connotation à la fois culturelle et biologique, la « race anglo-saxonne ». En 1845, un membre du Congrès déclare ainsi, « la Providence a fait de ce continent un vaste théâtre sur lequel peut se jouer la grande expérience d'un gouvernement républicain sous les auspices de la race anglo-saxonne[6] ».

La fracture politique autour de l'expansion de l'esclavage

Les démocrates ne considèrent pas l'esclavage comme une question prioritaire. Le président Polk rapporte même dans son journal intime son étonnement face à l'intensité des débats concernant l'extension de l'esclavage dans l'Ouest, estimant, en fait avec raison, que concernant « la guerre du Mexique , [l'esclavage est] une question abstraite. Selon toute probabilité, on ne pourra acquérir du Mexique aucun territoire dans lequel l'esclavage risquerait

d'exister un jour[z] ». À l'inverse, pour les sudistes, il s'agit d'une question bien concrète. Le coton ne pousse-t-il pas dans les vallées fluviales du Nouveau-Mexique ? Ne pourrait-on pas faire travailler des esclaves dans les mines dont semble être doté l'Ouest ? Les sudistes estiment également qu'ils ont fourni le gros des troupes pendant la guerre et qu'on ne peut les empêcher d'amener leurs esclaves dans ces nouvelles régions. Enfin, reste le sempiternel équilibre entre les États libres et esclavagistes au Sénat. Avec les admissions du Texas et de la Floride en 1845, de l'Iowa en 1846 et du Wisconsin en 1848, la parité est préservée à 15-15. Mais l'acquisition de ces territoires dans l'Ouest risque fortement de la rompre dans un sens ou dans l'autre. Il est donc essentiel pour les sudistes de s'assurer qu'au moins une partie de ces futurs États soient esclavagistes. Ils comptent d'ailleurs sur le fait qu'une grande partie des territoires conquis au Mexique sont situés au sud de la ligne 36°30', fixée comme limite septentrionale de l'esclavage par le compromis du Missouri de 1820.

Le clash entre tous ces points de vue a lieu lors des débats autour de la clause Wilmot , du nom de son auteur David Wilmot, représentant à la Chambre pour la Pennsylvanie , qui propose d'interdire l'esclavage dans tous les territoires conquis au Mexique . Soumise au Congrès dès 1846, puis à nouveau en 1847, et enfin intégrée dans le traité de paix avec le Mexique en 1848, la clause Wilmot passe la Chambre des représentants mais est à chaque fois défaite au Sénat. En février 1848, le Wisconsin n'étant pas encore admis dans l'Union (il le sera en mai), le Sud contrôle le Sénat avec 30 sénateurs contre 28 (15 États esclavagistes pour 14 libres). Le débat autour de la clause Wilmot non seulement divise profondément le monde politique mais, pire, de manière dangereuse. Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, le Congrès vote selon une fracture régionale, rappelons-le dite « sectionnelle », et non politique. Les démocrates et les whigs du Nord s'opposent aux démocrates et aux whigs du Sud. Et ceci d'autant plus que David Wilmot n'est pas tant motivé par des objectifs humanitaires que politiques. Sa

démarche est à interpréter comme un règlement de compte de la part de démocrates du Nord irrités et frustrés par l'emprise des sudistes sur leur parti.

La situation est grave. Jusque-là, les partis ont permis d'atténuer les divisions régionales en créant des syncrétismes politiques autour de grandes questions comme le développement des infrastructures, le prix des terres fédérales au-delà des Appalaches , la Banque des États-Unis, ou, malheureusement, l'expulsion des Amérindiens au-delà du Mississippi . Le problème des barrières douanières a créé de fortes tensions dans les années 1830 mais, à partir de 1848, l'esclavage isole politiquement le Sud et maintenir le dialogue devient de plus en plus difficile. Le président Polk note tristement dans son journal : « La question de l'esclavage prend un […] aspect effrayant. [Elle] ne saurait manquer de détruire le Parti démocrate, à supposer qu'elle ne menace pas au bout du compte l'Union tout entière[8] . »

Le « pays de l'Oregon »

L'expansion des États-Unis vers l'Ouest dans les années 1840 ne se limite cependant pas aux territoires convoités au Mexique . Le président Polk réussit également à régler la question de l'Oregon Country, soit de nos jours le nord-ouest du pays (l'Oregon, l'État de Washington et l'Idaho). Pays de trappeurs et d'aventuriers, le « pays de l'Oregon » devient la destination d'une soudaine migration de plusieurs milliers de pionniers, avec leurs chariots bâchés et leur bétail. Atteints de « la fièvre de l'Oregon » (*Oregon fever*), ces Américains suivent la piste de l'Oregon (*Oregon Trail*), remarquablement mise en scène par le Bostonien Francis Parkman dans un ouvrage éponyme publié en 1847. La Piste s'étire sur plus de 3 000 kilomètres à partir de la ville d'Independence, dans le Missouri , et jusqu'au Pacifique à travers les États actuels du Kansas , du Nebraska , du Wyoming , de l'Idaho et de l'Oregon. L'Oregon devient le nouvel Éden dans une littérature qui s'inspire de la propagande

coloniale du XVIII e siècle. « La terre est si riche dans l'Oregon, peut-on y lire, que le fermier récolte du blé sans effort, le climat si doux que le bétail se nourrit lui-même tout l'hiver et les cochons s'engraissent de glands et deviennent si beaux et si gras qu'ils sont prêts à cuire[9] . » Avec le temps d'autres pistes se greffent sur celle-ci, la piste de Californie (en 1843) ou la piste des Mormons (1847), avant de tomber en désuétude lors de la construction du chemin de fer transcontinental en 1869. En 1845, le territoire de l'Oregon, que les États-Unis partagent depuis 1818 avec la Grande-Bretagne, compte 750 Britanniques pour 5 000 Américains. Profitant de la crise avec le Mexique, Polk, qui estime que « la seule manière de traiter avec John Bull est de le regarder droit dans les yeux[10] », décide de faire pression sur la Grande-Bretagne afin qu'elle se retire de la région.

Polk a été élu en 1844, rappelons-le, avec un programme incluant un très irréaliste tracé de la frontière nord au 54e degré de latitude, soit la limite sud de l'actuel Alaska . Une fois au pouvoir, et engagé dans la guerre contre le Mexique , Polk se ravise et, en 1846, négocie avec les Britanniques une frontière au niveau du 49e parallèle (en excluant l'île de Vancouver), soit dans la continuité du traité Webster-Ashburton (du nom de Daniel Webster et Alexander Baring , baron Ashburton), signé entre les États-Unis et la Grande-Bretagne en 1842.

Entre l'annexion du Texas , la guerre contre le Mexique et le traité de l'Oregon, les États-Unis acquièrent en seulement deux ans presque 2 millions de kilomètres carrés, soit le Texas et les futurs États du Nouveau-Mexique , de la Californie , de l'Arizona, du Nevada , de l'Utah , du Colorado , du Wyoming , de l'Idaho , de Washington et de l'Oregon[11] . Le pays s'étend désormais d'un océan à l'autre, ou *from coast to coast* selon la formule consacrée. Le rêve jeffersonien d'un empire continental se concrétise. L'Amérique continentale (*mainland America*), dans sa taille actuelle (sans l'Alaska et Hawaii), est née[12] .

Le Second Grand Réveil

Comme l'écrit l'historien britannique Niall Ferguson avec justesse, l'expansion vers l'Ouest associe faim de terres, force militaire et aussi zèle religieux[13] . Alors que le monde politique se polarise dans ces années 1840-1850 sur la question de l'esclavage et de son extension vers les territoires de l'Ouest, un vent de réformes souffle sur la société américaine. Au-delà des profondes mutations économiques que connaît le pays, et qui affectent principalement les États libres du Midwest et du Nord-Est, ce réformisme puise son origine dans un puissant mouvement de renouveau religieux : le second Grand Réveil[14] . L'arrière-pays new-yorkais au sud du lac Ontario, ce qu'on appelle le *burn-over-district* , est l'épicentre de ce Réveil et ses grandes figures sont Charles Grandison Finney , un avocat charismatique devenu pasteur itinérant, et William Ellery Channing , un des fondateurs de l'Église unitarienne. Le second Grand Réveil débute dans les années 1820 et dure au-delà de vingt ans, en s'étendant dans tout le pays. L'Amérique vit un renouveau de la foi au rythme de prédica tions inspirées et enflammées devant un public nombreux, plusieurs milliers de fidèles, et le plus souvent lors de cultes en plein air (*camp meetings*). C'est la réponse religieuse aux mutations et aux inquiétudes de l'époque.

Toutes les confessions protestantes sont touchées mais, à l'inverse du Réveil des années 1730-1740 qui a provoqué de nombreux schismes, celui-ci est surtout connu, sur le plan religieux, pour les Églises et les sectes qui en sont nées. Les millerites ou adventistes, disciples de William Miller , un fermier de Nouvelle-Angleterre qui annonce le retour du Christ et le Jugement dernier pour le 21 mars 1843, s'organisent dès 1832. La parousie ne survient pas mais ce mouvement existe toujours sous le nom d'Église adventiste du septième jour. Fondée en Angleterre à la fin du XVIII e siècle par Ann Lee , une quakeresse à qui Jésus aurait enjoint de bannir les rapports sexuels après avoir vu Adam et Ève s'accoupler, la secte des shakers – le nom (*to shake* , « secouer » en anglais) se référant aux

transes qui les secouent pendant le culte – connaît un formidable renouveau aux États-Unis lors du second Grand Réveil. Dans les années 1830, le pays compte des dizaines de communautés pour 6 000 membres. Connus, encore de nos jours aux États-Unis, pour leur artisanat mobilier, les shakers prônent l'abstinence et le célibat, séparent les hommes des femmes, ne connaissent pas la propriété privée et imposent à leurs membres la confession. Les shakers, cependant, disparaissent rapidement du paysage religieux américain. Le célibat, qui empêche à la secte de se renouveler sans convertis, est une des raisons de son déclin.

Souhaitant s'émanciper de la théologie rigoriste puritaine, qui domine le Massachusetts depuis le XVII e siècle, le pasteur William Ellery Channing , avec plusieurs de ses confrères, fonde l'Église unitarienne. Les unitariens, solidement implantés au Massachusetts dès 1825, préconisent une approche rationaliste du congrégationalisme, substituant aux doctrines calvinistes de la dépravation totale de l'homme et de la prédestination une foi en un homme raisonnable et perfectible. Circonscrite à la Nouvelle-Angleterre , avec pour cœur l'intelligentsia bostonienne, et très liée au transcendantalisme, l'Église unitarienne, élitiste, ne rassemble jamais un grand nombre de fidèles et a relativement peu d'influence sur l'histoire religieuse du pays. L'Église la plus influente née du Second Réveil, et exclusivement d'origine américaine, reste celle des mormons.

L'Église des mormons

Tout commence par une révélation. En 1823, Joseph Smith Jr., âgé de 18 ans et établi dans l'arrière-pays new-yorkais, là où le Réveil est le plus intense, a une vision dans laquelle l'ange Moroni (dont le père s'appelle Mormon) lui révèle l'existence d'un livre saint gravé sur des tables en or par un Amérindien au V e siècle. Smith, le seul à pouvoir les déchiffrer, dicte leur contenu à des proches. En 1830

paraît la transcription sous la forme du *Livre des mormons* , un ouvrage long de 600 pages. Très vite, Smith devient un prophète et avec ses disciples, il fonde l'Église des mormons, de son nom officiel, l'Église de Jésus Christ et des Saints des derniers jours (The Church of Jesus Christ of Latter-Day Saints). L'Église mormone se veut la restauration de l'Église primitive. Les fidèles sont encadrés par un clergé laïc masculin obéissant à un prophète, placé à la tête de l'Église. L'Ancien et le Nouveau Testament, le *Livre des mormons* et les révélations du prophète constituent les textes sacrés. Industrieux, disciplinés, bien organisés, prospères et vivant entre eux, les mormons suscitent l'envie et la convoitise des populations aux alentours qui s'expriment souvent par la violence. Chassés de New York , Smith et ses disciples s'installent à Nauvoo, dans l'Illinois . L'Église mormone compte plus de 8 000 membres en à peine une décennie et, fort de son succès, Smith se présente même aux élections présidentielles de 1844.

Cette même année, cependant, Smith est assassiné par une foule en colère. Brigham Young, un artisan originaire du Vermont et président du collège des Douze-Apôtres de l'Église mormone, succède à Smith comme prophète en 1846. Young entreprend de guider ses disciples vers l'Ouest, dans un endroit où ils pourront vivre et prospérer loin des États-Unis où leur présence suscite tant de violence. Avec un groupe de 150 fidèles, Young quitte Nauvoo, parcourt plus de 2 000 kilomètres et s'installe sur les rives du Grand Lac salé, dans une région appelée Deseret, correspondant à l'actuel État de l'Utah et alors sous contrôle mexicain. La migration enfle au fil des années et, en 1860, 40 000 mormons sont établis en Utah. Au lendemain de la guerre contre le Mexique , les autorités américaines créent le territoire de l'Utah, qui inclut le Nevada actuel. Or, les mormons refusent d'être gouvernés par des officiels et des magistrats américains fédéraux (et non-mormons), leur préférant les administrateurs de leur propre Église. Outre le contrôle des institutions du territoire, les mormons et le gouvernement fédéral s'opposent aussi sur deux autres points : les choix exclusifs,

notamment dans le domaine des affaires, des mormons (ce qui leur a valu de nombreux déboires en Illinois et à New York) et la polygamie. Young lui-même, épouse 55 femmes au total. La polygamie, dénoncée comme « une relique barbare », au même titre que l'esclavage, par le Parti républicain lors des présidentielles de 1856, est inacceptable aux yeux du gouvernement fédéral. En 1860, on estime à plus de 40 % la proportion de mormons qui ont fondé une famille polygame, le plus souvent le mari ayant deux ou trois épouses. En 1857, le président James Buchanan déclare l'Utah en état de rébellion et envoie l'armée qui y reste jusqu'en 1861. La crise se résout trente-cinq ans plus tard, avec l'admission de l'Utah dans l'Union en 1896, après que les mormons, sous une intense pression du gouvernement fédéral, ont accepté de dissoudre la branche politique de leur Église, de retirer le droit de vote aux femmes et d'abolir la polygamie. En 1900, cette dernière pratique ne concernera plus que 7 % des mormons. De nos jours, l'Église mormone est une des plus florissantes aux États-Unis avec 7 millions de fidèles (14 dans le monde).

Utopies et réformes

À l'inverse du Premier Réveil du XVIII e siècle, le Second Réveil dépasse le cadre strictement religieux en provoquant un fort élan réformiste et utopiste dans tout le pays. Les États-Unis entrent véritablement dans une ère de réformes, enracinée dans l'optimisme des pasteurs qui croient en la perfectibilité de la nature humaine et en sa capacité à identifier et à surmonter les défis du temps, qui perdure jusqu'à la guerre de Sécession. Pas un domaine ne semble être négligé. Certains luttent pour le droit des femmes, contre l'alcoolisme, pour l'alphabétisation, pour la paix dans le monde, pour de meilleures conditions de travail ou d'incarcération ou encore pour la création d'hôpitaux psychiatriques. Tous ces mouvements de réformes se conjuguent finalement pour lutter contre, voire abattre,

le plus grand fléau socio-économique et moral du temps : l'esclavage.

Deux options sont possibles pour réformer la société : fonder des communautés utopiques qui serviront d'exemple ou agir de l'intérieur en s'attaquant directement aux maux du moment. En 1841, des pas teurs unitariens, dont George Ripley et William E. Channing , créent Brook Farm , dans le Massachusetts , une ferme modèle, un « Institut d'agriculture et d'éducation ». Il s'agit d'une coopérative, d'inspiration fouriériste, qui allie travail manuel et réflexion intellectuelle. L'idée est de former une communauté libre et égalitaire qui vit de son travail en vendant localement sa production (agricole et artisanale) tout en promouvant un ambitieux programme éducatif. Sans doute faut-il voir dans cette expérience le rejet du capitalisme naissant, perçu comme brutal et aliénant, et le modèle embryonnaire d'une société meilleure. L'expérience, cependant, échoue et Brook Farm disparaît dès 1847. L'esprit utopiste, lui, perdure. Treize communautés libertaires sont fondées de 1825 à 1857 : dans le Nord-Est et le Midwest, dans l'État de New York , en Ohio , en Indiana (dont la plus connue, New Harmony), dans l'Iowa et en Virginie .

Le Français Charles Fourier et l'Écossais Robert Owen sont ainsi les inspirateurs de ces expériences fouriéristes et owenites. Ces communautés, le plus souvent laïques, ne reconnaissent pas la propriété individuelle, prônent l'égalité des sexes et le communisme, dans le sens d'une vie communautaire et du partage. L'écrivain et philosophe Henry David Thoreau , originaire de Concord dans le Massachusetts , vit, lui, une utopie individuelle en passant deux ans (de juillet 1846 à septembre 1847) seul dans les bois, loin du bruit et de la fureur de l'industrialisation et du développement économique. « Je suis allé dans les bois, déclare-t-il, parce que je souhaitais vivre délibérément, affronter les seuls faits essentiels de la vie, et voir si je ne pouvais pas apprendre ce qu'elle avait à m'enseigner, plutôt que de découvrir, à l'heure de la mort, que je n'avais pas vécu[15] . » En 1854, Thoreau publie un livre, *Walden* (de Walden Pond, l'étang près de Boston où il s'est réfugié), qui se veut une mise en perspective de cette expérience mais, entre-temps, il écrit en 1848 un essai sur la

désobéissance civile qui connaîtra une grande postérité bien au-delà des États-Unis et de son temps. Emprisonné pour avoir refusé de payer des impôts pour manifester son opposition à la guerre contre le Mexique , Thoreau, qui dit éprouver des « pensées meurtrières pour l'État[16] », développe le concept d'une résistance pacifique à un gouvernement dont on considère la politique comme injuste ou inique. La dure réalité de la guerre de Sécession, dès 1861, met un terme à cet élan utopiste. Mais, outre le fait qu'il est en partie à l'origine de la contre-culture des années 1960, l'utopisme n'est pas sans effet au milieu du XIX e siècle. Ces commu nautés suscitent curiosité, débats et réflexions, même si ce sont bien les réformistes qui ont le plus d'influence sur la société américaine.

La lutte contre l'alcoolisme est une des grandes causes nationales des années 1840 et 1850. On estime alors la consommation annuelle d'alcool pur à seize litres par personne. L'alcool fait des ravages au travail et dans les familles. Alors que les colons buvaient du rhum, fabriqué avec de la mélasse importée des Antilles, les Américains du XIX e siècle boivent en majorité du bourbon, distillé à partir du maïs. En 1826 est fondée à Boston l'American Temperance Society. En dix ans, elle crée plus de 8 000 branches locales et regroupe plus d'un million de membres qui ont tous prêté serment de ne pas consommer d'alcool. En 1842, un autre groupe, les Sons of Temperance, appelés ainsi par référence aux Sons of Liberty de la Révolution, apparaît à New York . Le mouvement n'est pas seulement social et culturel mais se veut également politique. L'objectif est d'interdire, État par État, la fabrication et la vente d'alcool, ce qu'on appelle dans l'histoire américaine la Prohibition. C'est un lobbying efficace. Tout commence par le Maine , où Neal Dow, surnommé « le Napoléon de la Tempérance », obtient en 1851 une loi de prohibition, la première aux États-Unis. En seulement quatre ans, douze autres États se joignent au Maine et deviennent ce qu'on appelle des États dits *dry* [17] .

Les droits des femmes

Le rôle joué par les femmes dans les communautés utopiques et les mouvements de réforme, notamment l'abolitionnisme et la tempérance, les poussent à se battre pour défendre leurs propres droits et promouvoir l'égalité des sexes. Comme le déclare Angelina Grimké , une pionnière, avec sa sœur Sarah, de l'abolitionnisme : « L'examen des droits des esclaves m'a amenée à mieux comprendre les miens[18] . » Les causes des femmes sont nombreuses. Emprisonnées dans la sphère domestique, exclusivement reléguées aux rôles d'épouse et de mère et souvent victimes de maris brutaux et alcooliques, ne pouvant ni prendre la parole en public ni voter, les femmes n'ont alors aucune voix politique. « Notre domaine, c'est le silence, notre devoir, l'obéissance[19] », dénonce Angelina Grimké. L'accès à l'enseignement supérieur leur est aussi interdit. Avant 1850, seule l'université Oberlin (également un centre de l'abolitionnisme américain), fondée dans l'Ohio en 1837, accepte les femmes. Lors d'un congrès mondial de l'American Anti-Slavery Society tenu à Londres en 1840, les femmes se trouvent exclues des débats, ne pouvant que les écouter en silence. Angelina Grimké témoigne de l'hostilité, de la moquerie ou de la stupéfaction que provoque cette prise de parole féminine en public. « Parce que nous sommes des femmes, écrit-elle, nous choquons la décence en donnant des conférences devant des auditoires mixtes. Les gens qui viennent m'écouter restent parfois assis littéralement bouche bée, complètement éberlués, et je ne peux m'empêcher de sourire en plein milieu de mes élans rhétoriques en constatant leur total étonnement d'entendre une femme parler dans des églises[20] », décrit-elle non sans humour. Avec une étonnante et malheureuse modernité *mutatis mutandis* , sa sœur Sarah dénonce que « dans le métier de tailleur, un homme gagne deux, voire trois fois plus qu'une femme pour la confection d'un gilet ou de pantalons, même si le travail de l'un et de l'autre a la même qualité. Dans les métiers qui sont spécifiques aux femmes, le temps de travail vaut la moitié moins que celui des

hommes[21] ».

En 1848, deux des membres de la Société présentes à Londres , Lucretia Coffin Mott et Elizabeth Cady Stanton , grandes figures du féminisme américain avec Susan B. Anthony , organisent à Seneca Falls, dans l'État de New York , la première convention pour les droits des femmes aux États-Unis, présidée par un homme, James Mott, l'époux de Lucretia. Elizabeth C. Stanton prononce un discours phare, « manquant d'assurance car n'ayant jamais pris la parole en public ». Stanton, pour qui « l'histoire de la femme est triste et sombre », dresse un panorama engagé et sans concession du statut des femmes dans le monde et aux États-Unis. Pour Stanton, qui rappelle qu'on ne considère pas « le cheval supérieur à l'homme bien qu'il ait davantage de puissance musculaire », la supériorité de l'homme sur la femme reste à prouver. Elle insiste sur le droit de vote : « Ce droit est le nôtre. Nous devons l'avoir. Nous l'utiliserons[22] . » Enfin, elle conclut son intervention en encourageant toutes les femmes à participer à ce combat qui est le leur, tout en sachant que « le chemin émaillé d'épines du sectarisme et du préjugé[23] » est encore long.

Environ deux cents personnes sont présentes à Seneca Falls et une centaine, 68 femmes et 32 hommes, signent une déclaration appelée la *Declaration of Sentiments* (le terme reprend celui d'un document abolitionniste) et adroitement calquée sur la prestigieuse déclaration d'Indépendance qui a donné naissance au pays en 1776. Document fondateur du féminisme américain, ce texte s'ouvre sur un préambule annonçant des principes généraux sur l'égalité des sexes et les droits des femmes. Ainsi, « tous les hommes sont créés égaux » devient « tous les hommes et toutes les femmes sont créés égaux ». De même, l'usurpateur et le tyran ne sont plus le roi de Grande-Bretagne mais l'homme (époux, père ou frère) qui a « établi une tyrannie absolue sur elle [la femme] ». Puis, comme dans la déclaration d'Indépendance, suit une série de 18 griefs et accusations. Le « Il », cette fois-ci, ne se réfère plus à George III mais à l'homme. Celui-ci empêche la femme d'exercer ses droits civiques, notamment et

surtout celui « inaliénable de voter » ; il a fait du mariage la mort civile de la femme en accaparant tous les pouvoirs ; il a fait des lois pour le divorce qui lui sont favorables, « reposant sur l'hypothèse fallacieuse de la suprématie de l'homme », bénéficiant, par exemple, systématiquement de la garde des enfants ; il l'a exclue du système éducatif ; il la maintient dans une position « subalterne » à l'église ; enfin, il contrôle tous les emplois les plus gratifiants et les plus rémunérateurs. Il est vrai que sous le régime de la *common law* , la femme mariée aux États-Unis n'a pas d'existence civile ou juridique sans son mari. Elle ne peut posséder de biens, signer un contrat, témoigner en justice, rédiger un testament, jouir d'un héritage personnel, ou même gagner sa vie[24] .

Des hommes, notamment des abolitionnistes comme William Lloyd Garrison , fondateur de l'American Anti-Slavery Society, ou l'ancien esclave Frederick Douglass qui déclare « le droit n'a pas de sexe, la vérité pas de couleur », appuient ce mouvement. Comme les révolutionnaires américains parlaient « d'esclavage politique », en se référant au pouvoir du Parlement britannique, l'analogie perdure en décrivant les femmes mariées (très peu de femmes vivant seules à l'époque) comme subissant « un esclavage domestique ». L'effort des féministes n'est pas vain. Les choses changent rapidement. Dans les années 1850, toute une série de lois appelées *Married Women's Property Acts* sont adoptées dans les États afin d'éliminer une à une les restrictions qui privent les femmes de leurs libertés. En 1860, 14 États sur 33 ont voté de telles lois. Tant et si bien qu'à la veille de la guerre de Sécession, les femmes ont en grande partie acquis les droits légitimes auxquelles elles aspirent, à l'exception notable de celui de voter.

Réformer l'école et le travail

Les réformateurs se battent sur d'autres fronts. La Bostonienne Dorothea Dix , qui décrit les fous « emprisonnés dans des cages, des

cagibis, caves ou autres réduits, […] enchaînés, nus, [et] battus avec des bâtons[25] », obtient qu'on retire les malades mentaux des prisons pour les mettre dans des instituts spécialisés où ils sont mieux traités. Thomas H. Gallaudet , originaire de Philadelphie , fonde au Connecticut la première école pour les sourds et malentendants en 1817. Le médecin Samuel G. Howe fait de même pour les aveugles au Massachusetts en 1831. Dans les années 1840, Horace Mann , « le père des écoles américaines », crée au Massachusetts le tout premier système d'instruction publique des États-Unis, en fixant des normes pour l'enseignement des élèves et en fondant un établissement pour la formation des maîtres d'école. Au-delà de la pédagogie, il s'agit aussi de placer les élèves et les instituteurs dans de bonnes conditions. Dans son *Journal des écoles publiques* , publié en 1842, Mann compare ces écoles, exiguës, sans aération et sans équipement sanitaire, à de « véritables vaisseaux de négriers où s'entassent les enfants[26] ».

Les artisans et les ouvriers s'organisent aussi pour obtenir la limitation du nombre d'heures de travail par jour et une limite d'âge pour le recrutement d'enfants. Mais c'est un processus difficile. Les organisations regroupent souvent un type de métier, et seulement dans une ville ou un État particulier. Les lois, résultant d'actions militantes, de grèves notamment, n'ont le plus souvent qu'une portée locale. En 1840, le président Van Buren adopte la journée de dix heures mais elle ne s'applique qu'aux employés fédéraux. En 1847, le New Hampshire , en Nouvelle-Angleterre , est le premier État à adopter la même mesure pour tous les employés et ouvriers. Le fait de compter, et *a fortiori* de limiter, les heures de travail marque déjà un progrès considérable. Un an plus tard, la Pennsylvanie vote une loi interdisant l'emploi d'enfants de moins de douze ans. Sur un plan politique, le Parti des travailleurs de New York (Workingmen's Party of New York) est formé en 1829 mais disparaît au bout d'un an. Outre la parcellisation du mouvement ouvrier due à l'immensité du pays et le fait qu'au milieu du XIX e siècle, l'Amérique est encore un pays majoritairement rural, l'euphorie liée au développement

économique et l'émerveillement suscité par les multiples inventions de l'époque entravent une action syndicale qui paraît à contre-courant de la pensée dominante. Cependant, pour ces réformateurs et utopistes, pasteurs ou laïcs, noirs ou blancs, le grand combat de la période demeure l'abolition de l'esclavage.

Le combat contre l'esclavage

Suivant l'exemple de la Pennsylvanie , la plupart des États du Nord abolissent l'esclavage à partir de 1780. L'importation d'esclaves est interdite à partir de 1808 comme le prévoit la Constitution. Mais l'esclavage se renforce et se développe dans les États du Sud avec l'expansion de la culture du coton. Pour combattre l'esclavage, apparaît au début du XIX e siècle un courant modéré et conservateur davantage anti-esclavagiste qu'abolitionniste. Un de ses porte-parole, Benjamin Lundy , de l'Ohio , fondateur du journal *The Genius of Universal Emancipation* , est partisan d'une persuasion douce, inspirée par la morale chrétienne et appelée *moral suasion* . Il faut persuader les planteurs d'affranchir leurs esclaves et prévoir une compensation. En 1814, Jefferson , lui-même propriétaire d'esclaves, écrit que « l'heure de l'émancipation approche, dans la marche du temps. Elle viendra ; qu'elle soit provoquée par l'énergie généreuse de nos propres esprits ou par le processus sanglant de Saint-Domingue ». Il ajoute, cependant, « je n'ai vu aucune proposition aussi appropriée dans l'ensemble, que celle d'émanciper ceux qui sont nés après un jour donné, et de les éduquer et de les expatrier à partir d'un âge donné »[27] . Beaucoup de ceux qui combattent alors l'esclavage souhaitent ainsi envoyer les affranchis en Afrique . C'est l'objectif de l'American Colonization Society, créée en 1816, qui fonde en 1821 le Liberia sur la côte ouest-africaine et y envoie 12 000 anciens esclaves tout au plus avant la guerre de Sécession. Cette société, assez influente dans les années 1820, rassemble des hommes politiques éminents, souvent d'ailleurs du Sud, tels Henry Clay et James

Madison .

En une décennie, alors que les sociétés anti-esclavagistes ou abolitionnistes se multiplient localement dans le pays sous l'impulsion du Second Réveil, la nature du mouvement et ses objectifs changent radicalement. En 1831, William Lloyd Garrison se sépare de Lundy et fonde à Boston *The Liberator,* un journal abolitionniste, interdit dans le Sud, qui exige une émancipation immédiate et sans compensation, appelée « l'immédiatisme ». Il s'oppose alors à l'American Colonization Society dont il quitte les rangs. Le discours se radicalise et Garrison va même jusqu'à brûler un exemplaire de la Constitution qui protège l'esclavage. En 1833, alors que la Grande-Bretagne abolit l'esclavage dans ses colonies, Garrison et les frères Tappan, Arthur et Lewis, deux hommes d'affaires influents de New York , créent avec une soixantaine de délégués l'American Anti-Slavery Society à Philadelphie . Le mouvement acquiert alors une dimension nationale avec l'organisation de multiples branches régionales.

Dans ces prémices du mouvement abolitionniste, revenons sur ces deux femmes qui se distinguent particulièrement, les sœurs Grimké, Sarah et Angelina. Elles sont nées à Charleston , en Caroline du Sud , respectivement en 1792 et 1805, dans une riche famille de planteurs possédant de nombreux esclaves. « Placées par le sort parmi les papillons du beau monde », elles s'élèvent avec courage contre leur propre milieu pour œuvrer avec éloquence à l'abolition de l'esclavage et à la défense des droits des femmes. À tel point qu'elles doivent « s'exiler » à Philadelphie . De 1835 à 1839, elles rédigent des lettres et des « appels aux femmes », soumettent des pétitions et prononcent des conférences publiques. Elles acquièrent, notamment du fait de leur naissance dans un des États les plus solidement attachés à l'esclavage, une grande notoriété dans les milieux abolitionnistes et féministes du moment. Pour elles, les femmes, comme elles l'ont fait en Angleterre, doivent agir. « Avec leur aiguille, leur pinceau, leur plume, en disant la vérité, en envoyant des pétitions pour l'abolition de l'esclavage au Parlement », les Anglaises ont fait beaucoup pour la

cause des esclaves, rappelle Angelina. « Et les Américaines ne feraient rien ? » s'insurge-t-elle. Elles en appellent tout spécifiquement aux femmes sudistes qui vivent dans l'esclavage, « dans un luxe douillet, éduquées à l'école de la tyrannie »[28] .

Dans ces années 1830, les sœurs Grimké expliquent à juste titre que l'esclavage est un sujet religieux, moral mais aussi politique, et que tous les Américains et les Américaines sont concernés. « L'esclavage ne se contente pas de priver l'esclave de tous ses droits de personne humaine dans treize États de notre confédération, il se joue aussi de la démarcation de la ligne Mason-Dixon, flotte au fil de l'Ohio et du Potomac, et graisse la patte de citoyens du Nord pour kidnapper et asservir des hommes libres du Nord, qu'ils livrent à une servitude sans espoir en les vendant aux enchères », écrit Angelina. Elle ajoute avec justesse : « les intérêts du Nord et du Sud sont étroitement liés et cela suffit à rendre le Nord aveugle au péché du Sud, et à durcir son cœur pour ignorer les souffrances de l'esclave sans défense[29] ».

En 1841, l'affaire de l'*Amistad* porte la question de l'esclavage jusqu'à la Cour suprême. Tout commence par une rébellion de 53 esclaves qui s'emparent du négrier portugais *Amistad* au large de Cuba en 1839. Souhaitant se rendre en Afrique mais ayant navigué de nuit sans repères, ils sont interceptés par un brick américain près de Long Island, au large de New York . Ils sont d'abord jugés à Hartford , dans le Connecticut , où un magistrat fédéral les libère – fondant sa décision sur l'illégalité de la traite négrière depuis le congrès de Vienne de 1815 – et ordonne de les renvoyer en Afrique. Le président Van Buren , inquiet pour son électorat sudiste et souhaitant que les esclaves soient renvoyés à Cuba, fait appel de cette décision. À la demande de l'abolitionniste Louis Tappan, c'est John Quincy Adams, ancien président, qui prend la défense des Africains. La Cour suprême confirme le jugement du tribunal fédéral du Connecticut et les libère définitivement. Même si cette affaire ne mène pas la Cour suprême à s'exprimer sur l'esclavage en lui-même, elle n'en constitue pas moins une victoire marquante de la cause

abolitionniste puisque des esclaves illégalement saisis et amenés sur le sol américain sont libérés.

La littérature et la presse jouent un rôle essentiel dans la condamnation de l'esclavage et la transmission d'idées abolitionnistes. Le pasteur Theodore D. Weld publie en 1839 *L'esclavage américain tel qu'il est* (*American Slavery as it is*), qui décrit les conditions de vie des esclaves et les cruels châtiments auxquels ils sont soumis à partir de témoignages de captifs. En 1845, Frederick Douglass , ancien esclave du Maryland , fait paraître son autobiographie, *Le Récit de la vie de Frederick Douglass* (*Narrative of the Life of F. Douglass*). Enfin, Harriet Beecher Stowe , fille d'un pasteur du Connecticut , publie en 1852 *La Case de l'Oncle Tom* (*Uncle Tom's Cabin*), un roman sur l'esclavage, inspiré du livre de Weld, qui remporte un succès phénoménal avec 300 000 exemplaires vendus en une année. L'auteure ne connaît pas le Sud mais elle côtoie l'esclavage pendant les quinze années qu'elle passe à Cincinnati , aux confins de l'Ohio et du Kentucky . L'ouvrage agit comme un électrochoc en mettant en scène les horreurs quotidiennes de l'esclavage dans une histoire morale et émouvante, mais aussi en donnant la parole à une femme. On prête même, de manière apocryphe, au président Lincoln d'avoir dit en étant présenté à Harriet Beecher Stowe, au début de la guerre de Sécession, qu'elle était « le petit bout de femme qui a écrit le livre auquel nous devons cette grande guerre[30] ». Une partie de la presse diffuse aussi leurs idées. Non seulement les abolitionnistes ont leurs propres journaux mais d'autres, notamment le *New York Tribune* , fondé en 1841 par Horace Greeley , publient régulièrement leurs discours et éditoriaux.

Le mouvement abolitionniste

Les abolitionnistes sont peu nombreux : 150 000 dans tout le pays pour moins de quatre cents militants activement engagés dans la cause. Celle-ci est juste et ils agissent dans le sens de l'histoire, mais

ils sont perçus par la très grande majorité des Américains comme des extrémistes, et pour certains des fanatiques dangereux pour la nation. Ils sont souvent d'ailleurs l'objet d'attaques violentes, voire de meurtres. En 1837, l'imprimeur abolitionniste Elijah Lovejoy est assassiné à Alton dans l'Illinois par une foule en colère qui a incendié son atelier. Deux ans plus tôt, Garrison échappe de justesse à un lynchage à Boston . Car le grand mérite – ce qu'on leur reproche en fait à l'époque – des abolitionnistes est de ne pas limiter leur action à leur plume et à leur talent oratoire. Ils aident les esclaves, surtout des États de la périphérie septentrionale du Sud (appelés *Border States* , littéralement « les États frontaliers »), d'où il est plus facile de gagner le Nord, à s'enfuir vers les États libres, voire le Canada . Cette organisation s'appelle l'Underground Railroad (« le chemin de fer souterrain », dans le sens de clandestin). Il s'agit d'un véritable réseau de fuite avec ses passeurs, ses lieux de refuge, ses financiers et ses codes. Harriet Tubman , une ancienne esclave qui a fui le Maryland en 1849, est la plus célèbre figure de l'Underground Railroad. Tubman est retournée dix-neuf fois dans le Sud, au péril de sa vie, et a escorté près de 300 esclaves vers le Nord. Le chiffre global des esclaves ainsi conduits au Nord est difficile à déterminer puisqu'il s'agit d'un mouvement clandestin. On estime cependant qu'au moins 30 000, peut-être 50 000 esclaves sont ainsi sauvés des griffes de l'esclavage.

Les abolitionnistes ont beaucoup de mal à pénétrer le terrain politique. En 1836, le Congrès décide même de refuser toute pétition abolitionniste en votant la règle du bâillon (appelée *gag rule*). Même dans le Nord, certains industriels, dépendant du coton venant du Sud, sont très réservés sur l'opportunité de l'abolition. Les anti-esclavagistes, au sens large du terme, sont eux-mêmes divisés. Parmi les abolitionnistes, il y a ceux, très minoritaires, qui souhaitent l'abolition immédiate de l'esclavage et ceux qui souhaitent plutôt une abolition graduelle. Enfin, les partisans du sol libre (*free-soilers*), beaucoup plus nombreux et politiquement plus influents que les abolitionnistes, acceptent un esclavage protégé par la Constitution

mais, comme nous l'avons vu, s'opposent à son extension vers l'Ouest. En 1840, il existe ainsi l'American Anti-Slavery Society, dirigée par Garrison et regroupant les abolitionnistes les plus radicaux, l'American and Foreign Anti-Slavery Society, dirigée par les frères Tappan et plus modérée, tout comme le Liberty Party, et les Free Soilers.

Les vives tensions politiques et les profondes mutations économiques qui secouent et métamorphosent les États-Unis en ce milieu de XIX e siècle poussent, comme nous l'avons noté, une partie de la population à chercher de nouvelles voies religieuses, à s'isoler dans des communautés dites modèles, ou à se lancer dans un combat pour réformer un aspect de la société. Remarquons le rôle clé joué par la Nouvelle-Angleterre , cette petite région du Nord-Est, d'où proviennent tant d'inventions industrielles mais aussi à l'origine de nombreuses réformes. Les mormons, les utopistes, les abolitionnistes ou les réformistes réagissent tous à leur manière aux formidables défis de la période. Ils sont très minoritaires dans la société américaine mais ils agissent et agitent. Ils se font entendre. Qu'ils intriguent, amusent ou inquiètent, leurs idées et leurs expériences finissent par faire avancer la société tout entière. Mais en ces années 1850, c'est le politique qui reprend le dessus et l'esclavage qui s'impose comme la grande question de la décennie. Une question que les Américains ne peuvent plus repousser ni éluder.

L'esclavage et le débat politique

L'esclavage fait éclater les partis politiques aux élections présidentielles de 1848. C'est la fin du second système de partis. Les whigs sont divisés entre les Cotton whigs, partisans de l'esclavage (la majorité des esclaves travaillant dans des plantations de coton), et les Conscience Whigs, qui y sont opposés. De même, les « Brûleurs de grange » (*Barnburners*), anti-esclavagistes, quittent le Parti démocrate après la nomination de Lewis Cass , du Michigan , comme candidat.

Les « Brûleurs de grange » tiennent leur nom d'une rumeur qui raconte qu'un fermier incendia sa grange pour se débarrasser des rats. Autrement dit, ne faut-il pas mettre le feu au pays pour se débarrasser de l'esclavage ? Quant à Lewis Cass, il est à l'origine d'une doctrine, dite de la souveraineté populaire, dangereuse pour l'équilibre du pays et qui, pourtant, va s'imposer dans les années 1850. Le principe est limpide : laissons les habitants d'un territoire décider eux-mêmes s'ils veulent être admis comme un État libre ou esclavagiste. Les « Brûleurs de grange » s'y opposent farouchement, souhaitant que le Congrès interdise l'esclavage dans les futurs États. Les Conscience Whigs et les Barnburners se réunissent en un parti qui prend le nom de Free Soil Party ou « Parti de la terre libre ». Leur slogan : « La liberté du sol, de la parole, de l'entreprise et des hommes. » Martin Van Buren , un jacksonien pro-esclavagiste opposé aux abolitionnistes lors de l'affaire du négrier *Amistad* en 1839 et président des États-Unis de 1836 à 1840, est leur candidat surprise. Mais les positions de Van Buren ont évolué et, comme le déclare Charles Sumner , du Massachusetts , « Ce n'est pas pour le Van Buren de 1838 que nous devons voter mais pour celui d'aujourd'hui[31] ».

Les Cotton whigs, quant à eux, nominent le général Zachary Taylor , surnommé « le Fonceur » (*Rough and Ready*), héros de la bataille de Buena Vista contre les Mexicains en 1847. Taylor, originaire du Kentucky , est un propriétaire d'esclaves. Il est élu avec 163 grands électeurs contre 127 pour Cass (Van Buren n'en recevant aucun) et environ 140 000 voix d'avance, sur 3 millions, soit une petite marge. Comme souvent, la présence de ce qu'on appelle en politique américaine « le troisième parti » (*third party*), en l'occurrence le Free Soil Party, a rendu l'élection plus serrée. Taylor n'a pas véritablement de programme mais ses positions modérées et son statut de héros de guerre le portent à la présidence. Il remporte 8 États esclavagistes sur 15 et 7 États libres aussi sur 15. Taylor mourra du choléra en juillet 1850 et sera remplacé par son vice-président, le New-yorkais Millard Fillmore .

Au-delà de la victoire des whigs, le fait marquant de ces élections est que l'esclavage est devenu – *enfin* diront certains – un élément incontournable du paysage politique national. Comme l'écrit Charles Sumner , un des leaders du Free Soil Party, « La récente élection n'est que le "Bunker Hill" [allusion à une victoire à la Pyrrhus des Britan niques au début de la Révolution] d'une révolution morale et politique qui se terminera forcément par la victoire du camp de la liberté[32] ».

La Californie et le Compromis de 1850

Alors que les manœuvres politiques en vue des présidentielles de 1848 battent leur plein sur la côte Est, une découverte fait grand bruit en Californie . Des ouvriers travaillant dans la scierie de John Sutter , près de Sacramento , ont découvert des paillettes d'or dans le lit d'un fleuve. La nouvelle gagne rapidement San Francisco , alors une petite bourgade endormie, puis traverse le pays grâce au télégraphe. En décembre 1848, le président Polk y fait même allusion lors de son dernier message au Congrès. Le doute et le scepticisme des premiers mois ne sont plus de mise, la Ruée vers l'or (*Gold Rush*) commence. Pendant l'année 1849, 80 000 migrants – dont 5 000 Français – se ruent vers la Californie avec l'espoir de devenir riches du jour au lendemain. Ils viennent de tous les États-Unis, du Mexique , du Pérou, du Chili, d'Europe ou encore de Chine et d'Australie. On les appelle les *forty-niners* (littéralement les « quarante-neuvards »)[33] . En 1848 et 1849, 76 tonnes d'or sont extraites et, en 1852, l'or californien rapporte 80 millions de dollars. Du fait de cette soudaine et massive migration, la Californie connaît un boom démographique et économique phénoménal. De 1848 à 1852, la population du territoire passe de 14 000 à 220 000 habitants. De ce fait, dès 1850, la Californie frappe aux portes de l'Union pour être admise comme État.

Comme pour le Missouri en 1820, l'admission de la Californie

comme État libre rompt nécessairement, certains comprennent même durablement, l'équilibre entre les États libres et esclavagistes car quel État de l'Ouest pourrait devenir esclavagiste au-delà du Texas ? En cette année 1850, au Congrès, la tension est extrême. Pendant une grande partie de l'année, le Congrès est occupé à discuter un nouveau compromis préparé par le spécialiste en la matière, le sénateur Henry Clay . D'ailleurs, ces discussions sont un peu le chant du cygne d'une génération d'hommes politiques incarnée par Henry Clay, John C. Calhoun et Daniel Webster . Clay meurt en 1850 ; Calhoun et Webster, deux ans plus tard.

Le compromis regroupe plusieurs résolutions avec, à chaque fois, des concessions au Nord et au Sud. La Californie est admise comme État libre mais aucune restriction ou condition concernant l'esclavage n'est imposée dans l'organisation des territoires acquis du Mexique . Le commerce des esclaves est aboli dans le District of Columbia, c'est-à-dire Washington, mais l'esclavage y est maintenu.

Ces dispositions avantageant plutôt les États du Nord, les sudistes obtiennent une nouvelle loi sur les esclaves fugitifs (*Fugitive Slave Act*), allant tout à fait dans leur sens. La Constitution (art. IV, sec. 2) prévoit, en des termes relativement vagues, qu'une personne « tenue à un service ou un travail dans un État en vertu des lois y existant [qui] s'échapperait dans un autre […] sera livrée sur la revendication de la partie à laquelle le service ou travail pourra être dû ». Même si, à l'époque, cette clause englobe aussi les engagés européens, elle est clairement destinée aux propriétaires d'esclaves qui craignent que ces derniers ne s'enfuient vers les États où l'esclavage est progressivement aboli. Une loi fédérale sur les fugitifs, adoptée en 1793, met en application cette disposition en autorisant les planteurs ou leurs agents à franchir les limites de leur État pour récupérer des esclaves fugitifs devant un juge fédéral. La nouvelle loi de 1850 rend cette recherche d'esclaves fugitifs encore plus aisée. Cette fois-ci, les planteurs reçoivent l'aide de la police (*marshals*) et doivent présenter leur requête devant des officiers fédéraux qui touchent des honoraires deux fois plus élevés s'ils rendent un esclave fugitif à son

maître que s'ils le libèrent. De plus, la loi autorise les officiers fédéraux à exiger l'aide de la population civile dans leur capture de fugitifs et ne prévoit aucune prescription. Autrement dit, tout Noir, même s'il vit librement dans le Nord depuis plusieurs années, peut être accusé d'avoir fui et être ramené dans le Sud. Le président Taylor est opposé à ce compromis mais il meurt en juillet 1850. Son vice-président, Millard Fillmore , qui devient de ce fait président, y est, lui, favorable. Le compromis est donc adopté. Le philosophe et écrivain Emerson réagit vivement à cet accord. « Il existait une vieille loi sur les fugitifs, mais elle était devenue, ou était en passe de devenir rapidement, une lettre morte, et, par le génie des lois du Massachusetts , inopérante », écrit-il. Ajoutant : « Le nouveau projet la rend opérante et exige de moi que je pourchasse les esclaves ; il a trouvé au Massachusetts des citoyens disposés à jouer les rôles de juge et de chasseurs. » Il conclut, avec dépit et sévérité : « Mon vrai conflit avec l'Amérique tient au fait que si sa géographie est sublime, les hommes ne le sont pas. » Dans son étude, Raphaël Picon, explique que pour Emerson, « l'Amérique esclavagiste est l'anti-Amérique[34] ».

L'erreur fatale : le Kansas-Nebraska Act

Âprement négocié, le Compromis de 1850 ne dure pourtant pas. Afin d'accélérer l'adoption d'un tracé nord du chemin de fer transcontinental, Stephen A. Douglas , sénateur de l'Illinois , propose en 1854 d'organiser le territoire du Kansas -Nebraska. Souhaitant l'appui des membres sudistes du Congrès, Douglas propose d'annuler la ligne 36°30' de latitude, censée, depuis le compromis du Missouri , adopté en 1820, représenter la limite nord de l'esclavage, et de lui substituer la doctrine de la souveraineté populaire. Ce sont les habitants du territoire qui décideront eux-mêmes s'ils souhaitent créer des États esclavagistes ou libres sans aucune interférence du Congrès. L'équilibre devrait être trouvé entre un Kansas méridional (voisin du Missouri), et donc porté vers l'esclavage, et un Nebraska

septentrional (voisin de l'Iowa), où l'esclavage ne pourrait s'enraciner. Ce brusque changement de politique et l'annulation du compromis du Missouri sont une catastrophe. D'une part, le Congrès se désengage de la question cruciale de l'extension de l'esclavage en laissant les habitants choisir, et d'autre part, une telle mesure, en ces temps de tension extrême, laisse libre cours à l'affrontement entre esclavagistes et abolitionnistes.

De fait, le marchand abolitionniste Amos Adams Lawrence, qui a donné son nom à la ville de Lawrence, finance en grande partie la New England Emigrant Aid Company (Compagnie d'aide aux émigrants de Nouvelle-Angleterre) qui aide financièrement et matériellement des colons anti-esclavagistes (*free-soilers*), principalement originaires du Midwest, à s'installer au Kansas. De l'autre côté, des colons esclavagistes du Missouri , que leurs adversaires qualifient de « voyous frontaliers » (*border ruffians*), envahissent le Kansas avec leurs esclaves. Faisant allusion à la façon dont ils ont chassé les mormons du Missouri en 1838, le sénateur du Missouri David Atchison confie en 1854 à Jefferson Davis (sénateur du Mississippi et futur président de la Confédération sudiste) : « Nous serons obligés de faire parler les armes, de brûler et de pendre, mais ce ne sera pas long. Nous avons l'intention de "mormoniser" les abolitionnistes[35] . »

La violence de ces mots, de la part d'un sénateur, témoigne de l'atmosphère détestable et explosive qui règne dans le pays dans ces années 1850. Dans une grande confusion, en 1855, chaque camp érige un gouvernement pour le Kansas : libre à Topeka, esclavagiste à Lecompton. L'affrontement est inévitable. Le Kansas, de 1855 à 1858, devient le lieu d'une mini-guerre civile entre abolitionnistes et esclavagistes connue sous le nom de « Kansas ensanglanté » (*Bleeding Kansas*) et qui fera 200 morts. Pendant ce temps au Sénat, à Washington, Charles Sumner , élu du Massachusetts , prononce un discours fleuve, truffé de références historiques et littéraires de Cervantès à Molière, qui s'étale sur deux jours (les 19 et 20 mai 1856), intitulé *Le Crime contre le Kansas* . Un crime perpétré

par ce que Sumner appelle « le pouvoir esclavagiste » (*slave power*). L'esclavage, « la catin des sénateurs » de Caroline du Sud , imprégnés de littérature chevaleresque, est imposé au Kansas . Non sans ironie, Sumner explique que la souveraineté populaire (*popular sovereignty*), « quand bien comprise est la fontaine d'un pouvoir juste », a fait place à « l'esclavage populaire » (*popular slavery*). Aux yeux de Sumner, « des malfaiteurs et assassins du Missouri , des mercenaires recrutés parmi les vomissures des ivrognes d'une civilisation agitée » ont perpétré « un viol contre un territoire vierge, l'obligeant à se soumettre à l'odieuse étreinte de l'esclavage ». Ce crime marquera assurément l'histoire des États-Unis à moins que, suggère Sumner, le Congrès n'impose à nouveau l'interdiction de l'esclavage dans les territoires de l'Ouest au nord de la ligne 36°30, comme le prévoyait le Compromis de 1820, et n'admette dans l'Union le Kansas comme État libre[36] . Deux jours plus tard, en réaction à ce discours et pour venger l'honneur taché de son État, Preston Brooks , représentant de Caroline du Sud, frappe violemment et à plusieurs reprises Charles Sumner sur la tête avec le pommeau en or de sa canne. Les membres du Congrès en viennent aux mains. La tension atteint un paroxysme. « Sumner ensanglanté » succède au « Kansas ensanglanté » comme cri de ralliement chez les anti-esclavagistes.

Le Parti républicain et le Parti américain

La loi sur le Kansas -Nebraska crée une rupture durable dans la vie politique américaine avec la disparition du parti whig, qui ne survit pas à un schisme irréconciliable entre ses membres du Nord et ceux du Sud, et la naissance du Parti républicain, entièrement nordiste. Coalition de *free-soilers* , de whigs du Nord et de démocrates anti-esclavagistes, les républicains sont avant tout opposés à la loi sur le Kansas -Nebraska car, comme l'écrit une des figures du parti, Abraham Lincoln , « L'es prit de soixante-seize [allusion à 1776] et l'esprit du Nebraska sont radicalement antagonistes ». Lincoln

suggère d'adopter « de nouveau la Déclaration d'indépendance et, avec elle, les pratiques et les politiques qui s'accordent avec elle[37] ». Le pays doit revenir aux principes qui ont entouré sa fondation. Né dans le chaos des années 1850, le Parti républicain s'apprête à dominer la vie politique nationale jusqu'à l'élection à la présidence du démocrate Woodrow Wilson en 1912.

Signe d'une époque troublée et d'un pays en plein doute, une autre nouvelle force politique, le Parti américain, lui, occupe soudainement – et à l'inverse du Parti républicain, brièvement, entre 1854 et 1856 – le devant de la scène. En 1855, il compte au Congrès 75 représentants et 45 sympathisants, soit 120 sur 234[38] . Le Parti américain, aussi connu sous le nom de Know-Nothing Party, est issu du courant nativiste, c'est-à-dire opposé aux immigrés[39] . Le terme « nativiste » vient de *native-born* , né en Amérique, par contraste aux *foreign-born* , les nouveaux arrivants, nés à l'étranger. Le nativisme américain de la période, qui s'enracine dans le terreau du traditionnel anticatholicisme britannique, naît par réaction aux nombreuses arrivées, notamment de catholiques irlandais et allemands, des années 1850. Près de 915 000 Irlandais, chassés d'Irlande par la Grande Famine, et 950 000 Allemands débarquent aux États-Unis lors de cette décennie. En 1855, membre du tout jeune Parti républicain, Lincoln n'hésite pas à dénoncer le message des Know-Nothing comme opposé à l'idéal américain. « En tant que nation, dit-il, nous avons commencé par déclarer : "Tous les hommes sont créés égaux." Dans notre pratique aujourd'hui, nous disons que "tous les hommes sont créés égaux, à l'exception des Noirs". Et quand les Know-Nothing seront au pouvoir, la phrase se lira ainsi : "Tous les hommes sont créés égaux, à l'exception des Noirs, des étrangers et des catholiques." » Il conclut, « Quand on en viendra là, j'aimerais autant émigrer vers un pays où l'on ne fait pas semblant d'aimer la liberté – vers la Russie , par exemple, où le despotisme peut se vivre à l'état pur, sans le vil alliage de l'hypocrisie[40] . » Largement répandu dans les grandes villes du Nord-Est, parfois virulent, ce courant nativiste ne perdure cependant pas, du fait de la baisse des arrivées à

la fin de la décennie et de la question de l'esclavage, qui sous-tend les propos de Lincoln et qui finit par dominer tout le débat politique.

Les élections présidentielles de 1856, très disputées, voient trois candidats s'affronter : le démocrate James Buchanan, le républicain John C. Frémont , héros de l'indépendance californienne en 1846, et le nativiste Millard Fillmore , rappelons-le ancien vice-président de Zachary Taylor en 1848 puis président à la mort de celui-ci en 1850. Ces élections marquent la fin du second système de parti qui oppose les démocrates aux whigs depuis une décennie. Désormais, et encore de nos jours, même si les camps ont radicalement évolué depuis d'un point de vue politique, sociologique et géographique, les démocrates font face aux républicains. C'est le troisième système de partis de l'histoire du pays. Alors que Frémont fait un bon score dans le nord-est du pays avec son slogan *Free men, Free soil, Fremont* , Buchanan surfe sur la souveraineté populaire et gagne les élections avec le vote du Sud, ajouté à sa Pennsylvanie natale, l'Illinois , l'Indiana, le New Jersey et la Californie . Fillmore, quant à lui, ne remporte que le Maryland . Au décompte des grands électeurs, Buchanan obtient 174 voix, Frémont, 114 et Fillmore, 8. Comme souvent, le scrutin populaire est plus serré : Buchanan reçoit 1 800 000 voix pour 1 300 000 à Frémont.

L'affaire Dred Scott

Dès l'année suivante, c'est un jugement de la Cour suprême, *Dred Scott vs. Sandford* , qui occupe tous les esprits et anime toutes les passions. Cette affaire concerne un esclave nommé Dred Scott. Originaire du Missouri , Scott entame une action en justice à Saint Louis en 1846 pour obtenir sa liberté, ainsi que celle de sa femme et de ses deux filles, invoquant le fait qu'il a résidé plusieurs années avec son maître dans l'Illinois et le territoire du Wisconsin , où l'esclavage est illégal du fait de l'ordonnance du Nord-Ouest de 1787 et du Compromis du Missouri de 1820. Les tribunaux sont partagés

sur son cas. L'affaire, d'appel en appel, atteint la Cour suprême dix ans plus tard. La Cour est alors dirigée par Roger B. Taney , un démocrate du Maryland nommé *chief justice* en 1836 par le président Jackson pour succéder à John Marshall , décédé cette même année. La Cour suprême est composée en majorité de magistrats sudistes. Cinq membres sur neuf, dont Taney, ont été nommés par des présidents démocrates et sont originaires de Géorgie , du Tennessee , de Virginie , de l'Alabama et du Maryland. À ces cinq sudistes s'ajoutent deux magistrats du Nord favorables au Sud. La Cour vote contre Scott à sept voix contre deux. Les deux juges qui s'expriment en faveur de Scott et contre la décision de la Cour sont John McLean de l'Ohio et Benjamin R. Curtis , un whig du Massachusetts qui démissionne pour protester contre cet arrêt pro-esclavagiste.

Bien au-delà du cas de Scott, la Cour juge aussi que les Noirs ne sont pas des citoyens des États-Unis, car ils ne sont pas inclus dans la communauté citoyenne et politique à l'origine de la déclaration d'Indépendance de 1776 et de la Constitution de 1787, et ne peuvent donc intenter un procès pour obtenir leur liberté. De plus, l'esclave étant une propriété, l'esclavage est protégé par la Constitution. Par conséquent, le Congrès ne peut constitutionnellement réglementer l'esclavage sans porter atteinte au droit de propriété. Il en résulte que, d'après la Cour suprême, le compromis du Missouri , sur lequel repose le fragile équilibre national depuis 1820, est inconstitutionnel. « Rien ne peut être trouvé dans la Constitution qui donne au Congrès plus de pouvoir sur les esclaves que toute autre propriété[41] », déclare Taney . Avec cet arrêt partisan, la Cour rassure le Sud et enflamme le Nord tout en se déconsidérant. Plus fondamentalement, l'affaire Dred Scott fragilise considérablement l'édifice constitutionnel bâti autour de l'épineuse question de l'esclavage depuis 1787 et place cette dernière immanquablement au centre de la vie politique de la nation. Désormais, elle ne peut plus être esquivée[42] .

Le raid abolitionniste de John Brown

Sur le terrain, les esprits s'échauffent rapidement. La tension monte. L'abolitionniste John Brown , originaire du Connecticut et engagé dans les combats au Kansas en 1856, s'empare en octobre 1859 avec une petite troupe d'hommes armés d'un arsenal fédéral à Harpers Ferry, en Virginie . Son intention : libérer les esclaves par la force. John Brown est capturé, sans avoir libéré d'esclaves mais après la mort de sept personnes dans des affrontements avec des planteurs et la milice de Virginie. Déclaré coupable lors d'un procès au retentissement national, il est pendu le 2 décembre 1859. Avant d'être condamné, Brown prononce un discours qui sera publié dans la presse abolitionniste. Il y déclare qu'il « n'a jamais eu l'intention de tuer, de trahir, ou de détruire ou de convaincre les esclaves de se rebeller ». Il souhaitait, comme il l'avait fait dans le Missouri , libérer des esclaves et les conduire au Canada « mais sur une bien plus grande échelle ». Il accepte de « sacrifier sa vie si cela est nécessaire pour faire avancer la cause de la justice et de mélanger son sang […] avec celui de millions d'esclaves de ce pays ». « Je n'ai pas fait le mal mais le bien »[43] , conclut-il.

Victime expiatoire pour les abolitionnistes du Nord, pire cauchemar des planteurs sudistes, John Brown est perçu par la majorité des Américains comme un fanatique dangereux. Plus fondamentalement, les sudistes, n'ayant plus confiance en leurs compatriotes du Nord, craignent d'autres opérations armées et la nation tout entière n'est plus certaine qu'une solution institutionnelle et politique puisse être trouvée au douloureux problème de l'esclavage. En cette toute fin des années 1850, la rupture est proche.

CHAPITRE 9

Le défi de l'Union
La guerre de Sécession
(1860-1865)

Il n'y aura jamais quoi que ce soit de plus intéressant en Amérique que cette guerre civile, jamais.

Gertrude Stein (1937)

Tout comme je ne serais pas un esclave, je ne serais pas un maître. Ceci exprime mon idée de la démocratie.

Abraham Lincoln (1858)

L'élection de Lincoln

Les élections présidentielles de 1860, si périlleuses pour le pays, sont uniques dans l'histoire des États-Unis. Le président démocrate James Buchanan (1856-1860) ne souhaitant pas se représenter, quatre nouveaux candidats s'affrontent en binôme dans chacune des deux régions. Dans le Nord, Abraham Lincoln , le candidat républicain, s'oppose à Stephen Douglas, le candidat démocrate officiel. Dans le Sud, John C. Breckinridge , un démocrate dissident du Kentucky , fait face à John Bell , du Tennessee , candidat de l'« Union constitutionnelle », un parti de circonstance rassemblant

des anciens whigs et des sudistes unionistes, c'est-à-dire partisans de l'Union. Au Sud, l'enjeu des élections semble se résumer au choix suivant : maintenir l'esclavage au risque de faire sécession ou rester dans l'Union en sachant que l'abolition de l'esclavage surviendra tôt ou tard. Sur le plan national, les élections ne se limitent pas à la question de l'esclavage même si elle reste, bien entendu, centrale. Douglas est favorable à « la souveraineté populaire », son idée à l'origine, en matière d'esclavage dans les territoires de l'Ouest alors que Breckinridge souhaite que le Congrès l'impose. Lincoln adopte une position modérée qui cherche à rassembler. Farouchement opposé à la loi sur le Kansas et le Nebraska de 1854 et au principe de « la souveraineté populaire » sur laquelle celle-ci repose, il souhaite contenir l'esclavage aux États du Sud, en attendant une future, progressive mais inéluctable, émancipation. Armé de cette modération, Lincoln remporte la nomination républicaine à la Convention nationale du parti à Chicago contre William H. Seward , jugé beaucoup plus radical. Alors que la campagne a un effet désastreux sur le Parti démocrate qui, parce qu'il est solidement implanté dans le Sud, ne parvient pas à conserver son unité et se scinde en deux sur la question de l'esclavage, le Parti républicain propose un candidat unique. Lincoln jouit d'une bonne réputation au sein du parti. Affublé du surnom affectueux de « Honnête Abe » et natif du Kentucky mais ayant grandi dans un milieu modeste de l'Illinois , un État du Nord-Ouest alors en pleine expansion, Lincoln, intègre et travailleur, incarne, à 51 ans, la réussite à la force du poignet. Au-delà de son parti, Lincoln est perçu à tort comme un extrémiste mais la grande force des républicains reste leur unité.

Lincoln et Douglas se connaissent très bien. Lors des élections sénatoriales dans l'Illinois en 1858, ce qu'on appelle de nos jours les élections de mi-mandat (*mid-term*), les deux candidats se sont affrontés lors de sept débats de trois heures chaque dans plusieurs lieux de l'État d'août à octobre. Une première dans l'histoire des élections aux États-Unis, ces joutes oratoires ont attiré la grande foule – jusqu'à 10 000 personnes – et ont eu un écho dans tout le pays.

Douglas remporte le siège de sénateur en jeu, attribué à l'époque, rappelons-le, par un vote de l'assemblée de l'État et non des électeurs, mais Lincoln, alors le challengeur, acquiert à cette occasion une renommée nationale. D'ailleurs, lorsqu'on lui conseille avant l'un des débats de maintenir son argumentation au niveau local, Lincoln répond : « Je vise un plus gros gibier. […] La bataille de 1860 vaut cent fois celle-là[1] . »

La campagne électorale des présidentielles de 1860 est extrêmement tendue. Soutenu par les abolitionnistes, Lincoln est fustigé par les démocrates du Nord et par tous les sudistes. Si vous voulez soutenir « un parti qui dit qu'*un Nègre vaut mieux qu'un Irlandais* , votez donc pour le candidat républicain », avertissent les démocrates new-yorkais. Et pour les sudistes, Lincoln n'est qu'un « populocrate qui hait le Sud [et] qui n'obéit qu'à sa seule haine invétérée de l'esclavage et à sa prédilection avouée pour l'égalité des Noirs[2] ». Pourtant, le Parti républicain offre un véritable programme électoral qui ne se limite pas à la question de l'esclavage à l'inverse des démocrates qui proposent, dans la lignée du manifeste d'Ostende de 1854, l'annexion de Cuba pour précisément étendre l'esclavage en incorporant l'île comme État esclavagiste[3] . Le candidat Lincoln prône une augmentation des tarifs douaniers pour stimuler l'industrie, l'octroi de concessions gratuites dans l'Ouest pour les pionniers, la construction d'un chemin de fer vers le Pacifique et un renforcement, financé par le Congrès, des infrastructures fluviales et ferroviaires partout dans le pays, dans l'esprit du « Système américain » d'inspiration hamiltonienne des années 1820[4] .

Quant à sa position sur l'esclavage, Lincoln l'exprime avec beaucoup d'éloquence dans un discours prononcé en 1858 et intitulé, en citant la Bible, *Une maison divisée contre elle-même ne peut rester debout* . Ainsi, explique-t-il, « Ma conviction est que notre système politique ne saurait perdurer en continuant d'être mi-*esclavagiste* , mi-*libre* . Je ne m'attends pas à voir l'Union *se dissoudre* , je ne m'attends pas à voir la maison *s'effondrer* , mais je souhaite *profondément* qu'elle cesse d'être divisée. Ce sera *tout* l'un ou *tout* l'autre[5] . » Opposé

moralement à l'esclavage, Lincoln le compare à « une tumeur dissimulée au fin fond de la Constitution comme un homme malade qui la cache n'osant la trancher net de peur de perdre tout son sang mais en se jurant bien, cependant, de se soumettre à l'ablation dès la fin d'une période donnée[6] ». Enfin, déclare-t-il, « je n'ai pas l'intention d'instituer une égalité politique et sociale entre la race blanche et la race noire. Il existe une différence entre les deux qui […] leur interdira à jamais de vivre ensemble sur un pied de parfaite égalité ». Mais, ajoute-t-il, « en dépit de tout cela, j'estime qu'il n'y a aucune raison au monde permettant de dire que le Noir ne dispose pas de tous les droits naturels énumérés dans la déclaration d'Indépendance – le droit à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur[7] . » En 1860, Lincoln n'est donc pas l'abolitionniste tant dénoncé par les démocrates et les sudistes mais un homme politique qui détonne par sa sagesse et sa clairvoyance dans une époque agitée où il est facile de se laisser emporter par ses émotions.

Lincoln remporte les élections avec 1 800 000 voix, soit 40 % des suffrages, devant Douglas qui reçoit 1 400 000 voix, soit 30 % des suf frages. Lincoln gagne 17 États (tous les États du Nord plus la Californie et l'Oregon), soit 180 grands électeurs. Il emporte 54 % des suffrages dans le Nord, ce qui signifie néanmoins qu'il a 46 % de l'électorat du Nord contre lui. Pire, dans dix États du Sud, le candidat républicain ne figure même pas sur les bulletins de vote. Breckinridge rafle les États du Sud, plus le Delaware esclavagiste, mais moins la Virginie , le Tennessee et le Kentucky , soit les États frontaliers, qui choisissent Bell. Malgré une campagne reposant sur la modération et la conciliation, Lincoln apparaît comme un nouveau président « sectionnel », défendant les intérêts d'un Nord anti-esclavagiste.

L'hiver de la Sécession

L'élection de Lincoln provoque, comme attendu, l'éclatement du pays. Les sudistes avaient été clairs sur ce point pendant la campagne

électorale. Le pourtant modéré John J. Crittenden , du Kentucky , qui proposa un ultime compromis en décembre 1860, rejeté par le Congrès et désapprouvé par Lincoln car il offrait aux États esclavagistes le maintien de l'esclavage par amendement constitutionnel, avait déclaré que le Sud « en est venu à la conclusion que si par hasard Lincoln était élu, il ne saurait se soumettre aux conséquences et donc, pour échapper à son sort, il ferait sécession de l'Union[8] ». « Résister à Lincoln , c'est obéir à Dieu[9] », clame-t-on dans le Sud. Les républicains n'ont sans doute pas pris avec assez de sérieux ces menaces, pourtant brandies de manière répétée au cours de la décennie qui s'achève. Mais qu'auraient-ils pu faire ?

Dès le 20 décembre, une convention sécessionniste élue, qui fait explicitement écho à celle qui ratifia la Constitution fédérale le 23 mai 1788, se réunit à Charleston et adopte à l'unanimité l'*Ordonnance de Sécession de la Caroline du Sud* et une *Déclaration des causes immédiates de la Sécession* . Au-delà du titre qui reprend celui de la *Déclaration des causes et de la nécessité de prendre les armes* de 1775, adressée au Parlement britannique par les révolutionnaires américains pour justifier la guerre, le second document, dans une langue et un esprit inspirés par la déclaration d'Indépendance de 1776, réduit la Constitution de 1787 à un contrat (*compact*) entre États souverains et fait de l'esclavage un des piliers historiques de cette dernière. Ce sont donc les États du Nord qui n'ont pas respecté leurs obligations constitutionnelles en « montrant une hostilité croissante vis-à-vis de l'institution de l'esclavage » et en menaçant la souveraineté des États esclavagistes et le droit constitutionnel à la propriété. Le Parti républicain est décrit comme un parti « sectionnel » qui a subverti la Constitution en conduisant au pouvoir suprême un homme, qui n'est pas explicitement nommé, « dont les opinions et les objectifs sont hostiles à l'esclavage ». Le document cite même le passage du discours de Lincoln sur la *Maison divisée* de 1858. Avec un tel président au pouvoir, la souveraineté des États esclavagistes n'est plus garantie. Il est donc de leur devoir, comme il le fut pour les colonies en 1776, de dissoudre les liens qui les

unissent au gouvernement fédéral et, pour la Caroline du Sud, « de reprendre sa position au sein des nations du monde, séparée et indépendante[10] ».

Le parallèle entre la sécession et « l'esprit de '76 » est un élément crucial de l'appareil justificatif. La Sécession est une révolution contre l'arbitraire fédéral. De fait, la Constitution américaine a, de tout temps, offert plusieurs lectures possibles. Les sécessionnistes de Caroline du Sud considèrent l'Union comme une architecture entre États souverains, ce qui correspond davantage aux Articles de la Confédération de 1781 qu'à la Constitution de 1787 même si le degré de souveraineté des États au sein de l'édifice constitutionnel américain a toujours fait débat, comme en témoignent la convention d'Hartford en décembre 1814 et la crise des tarifs douaniers de 1832. Cependant, brandir la souveraineté des États, qui entraîne implicitement une faiblesse intrinsèque de l'alliance fédérale, reflète une vision extrémiste de la Constitution qui ne fait des États-Unis qu'une ligue d'États, en gommant d'un trait des décennies de compromis et de sacrifices mutuels. Quant à la centralité constitutionnelle de l'esclavage, chacun peut penser, à l'inverse et à l'instar de Lincoln , que ce fut un mal provisoirement nécessaire pour réunir les États mais que les Pères fondateurs ont laissé aux générations futures le soin de l'abolir.

Que la Caroline du Sud , « trop petite pour former une république et trop grande pour être un asile de fous », selon le mot de l'unioniste carolinien James L. Petigru, soit le premier État à faire sécession ne doit surprendre personne[11] . Cet État arbore un comportement jusqu'au-boutiste depuis les années 1830 et la crise des tarifs douaniers. La convention de Charleston fait tache d'huile. L'esprit sécessionniste se répand dans une partie du Sud. L'hiver 1860-1861 devient « l'hiver de la Sécession ». Le 9 janvier 1861, c'est au tour du Mississippi , le 10, de la Floride , le 11, de l'Alabama , le 19, de la Géorgie , le 26, de la Louisiane et le 1er février, du Texas (cf. Annexe VIII). En février 1861, soit en six semaines à peu près, ils sont sept États à avoir choisi de quitter l'Union. La rapidité de ce

mouvement, elle, surprend l'observateur. Comme le souligne l'historien américain James McPherson, elle est en grande partie due au choix stratégique de faire sécession État par État et non collectivement[12] . Les partisans de la Sécession, ces nationalistes sudistes prêts à tout pour maintenir l'esclavage qu'on appelle les « cracheurs de feu » (*fire-eaters*), peuvent plus facilement dominer une par une des conventions d'État qu'une convention réunissant des délégués de tout le Sud. Aucune de ces Conventions ne vote la sécession à l'unanimité comme en Caroline du Sud, mais les majorités restent très élevées : 80 % des suffrages en moyenne.

La Confédération : l'indépendance du Sud

Le 4 février 1861, des délégués des sept États sécessionnistes se réunissent à Montgomery , dans l'Alabama . En un temps éclair, ils rédigent une Constitution, largement calquée sur celle des États-Unis, et élisent président Jefferson Davis , sénateur du Mississippi et ancien secrétaire d'État à guerre de 1853 à 1857. Le Géorgien Alexander H. Stevens est élu vice-président. Un pays est né : les États confédérés d'Amérique…

La Constitution confédérée n'est pas issue du peuple mais des États, comme les Articles de la Confédération de 1781 (notons d'ailleurs le parallèle sémantique) et à l'inverse de la Constitution de 1787. Il s'agit donc clairement d'une ligue d'États souverains. Le président n'est pas élu par le peuple mais désigné par les représentants des États. Le président et le vice-président gouvernent pour une durée de six ans mais ne sont pas rééligibles. La clause des trois cinquièmes, qui permet de compter les esclaves dans la répartition des représentants au Congrès confédéré, est conservée. L'esclavage est protégé mais la traite n'est pas rétablie. Manque à la Confédération un système judiciaire fédéral, planifié mais jamais mis sur pied. Surtout, la faiblesse constitutionnelle et politique de la Confédération provient de son acte de naissance. Le simple fait

qu'elle unit, en outre de manière assez lâche, des États qui revendiquent, par-dessus tout, leur souveraineté ne peut qu'engendrer une inhérente instabilité.

Lorsque Lincoln prend ses fonctions à Washington le 4 mars 1861, sept États sur 34 ont quitté l'Union. La responsabilité qui repose sur le nouveau président est immense. Son discours d'investiture doit être conciliant mais ferme. Après avoir évoqué les présidents qui l'ont précédé en soixante-douze ans d'histoire depuis George Washington, Lincoln, qui se situe dans la lignée politique de Daniel Webster , rappelle que « l'Union entre les États est perpétuelle » et que cette « perpétuité est implicite, à défaut d'être exprimée » dans la Constitution. En juillet de la même année, il ajoutera et précisera avec justesse : « L'Union est plus vieille qu'aucun des États et, de fait, c'est elle qui les a créés. » Effectivement, en mai 1776, le Congrès demande aux colonies en passe de devenir des États de former des gouvernements et de rédiger des constitutions. Mais deux États, le New Hampshire et, de manière importante dans le cadre de l'argument autour de la Sécession, la Caroline du Sud , adoptent des constitutions avant mai 1776, respectivement en janvier et en mars[13]
.

Lincoln dénonce « la sécession [comme] l'essence de l'anarchie ». « Le droit révolutionnaire appartient au peuple », affirme-t-il, signifiant par là qu'il ne réside pas au sein des États. Par ailleurs, ajoute-t-il, « nous ne pouvons nous séparer physiquement. Nous ne pouvons détacher nos régions [*sections*] l'une de l'autre ni construire un mur infranchissable entre elles ». La guerre, précise-t-il, qui ne peut durer éternellement, pourrait ne rien résoudre. Alors ? Il nous faudrait revenir à la règle de la majorité, « l'unanimité étant impossible à atteindre ». Enfin, conclut-il avec éloquence et sagesse : « Nous ne sommes pas ennemis mais amis, et devons le rester. Même si la passion a pu altérer les liens qui nous unissent, il ne faut pas qu'elle les rompe. Les harmonies mystiques de la mémoire, remontant de tous les champs de bataille et de la tombe de tous les patriotes jusqu'à l'âme vivante et au foyer de chaque citoyen de ce

vaste pays, sauront à nouveau faire retentir le chœur de notre Union dès lors qu'agiront sur elles, comme je le pense, les meilleurs anges de notre nature[14] . »

Lincoln tient à ménager le Sud, tout comme les démocrates du Nord qui n'ont pas voté pour lui, et cela sera sa position pendant toute la durée du conflit. Il s'agit d'une rébellion et non d'une guerre d'indépendance ou entre deux nations, comme l'estiment les confédérés. Rappelons également que huit États esclavagistes n'ont toujours pas pris position. Lincoln doit tout tenter pour les conserver dans l'Union.

Fort Sumter (Caroline du Sud)

Un mois plus tard, en avril 1861, les autorités de la Caroline du Sud exigent que les troupes fédérales, désormais considérées comme une armée étrangère, quittent le Fort Sumter, un fortin situé dans la rade de Charleston . Lincoln et le commandant de la garnison ne cédant pas à l'ultimatum sudiste, le fort est bombardé à l'aube du 12 avril. Lincoln déclare immédiatement les États du Sud en rébellion et lance un appel pour 75 000 volontaires pour 90 jours, puis 42 000 hommes supplémentaires cette fois-ci pour trois ans. La Confédération l'a précédé en levant une armée de 100 000 hommes pour un an dès le mois de mars. Chaque camp se prépare à la guerre en espérant illusoirement l'éviter. L'attaque de Fort Sumter conduit néanmoins les autres États du Sud à choisir un camp : l'Union ou la Sécession. Le 17 avril la Virginie , ô combien importante non seulement du fait de sa situation stratégique – à deux pas de Washington, la capitale fédérale – mais aussi du fait de sa taille, de sa démographie, de son industrie, de ses nombreux officiers militaires, parmi lesquels Robert E. Lee, et du prestige de son histoire, rejoint la Confédération. L'entrée de la Virginie dans la Confédération implique un changement de capitale pour le Sud. Richmond, situé à 170 kilomètres de Washington, remplace Montgomery , situé plus

profondément dans le Sud, dans l'Alabama . Le 6 mai, c'est au tour de l'Arkansas puis de la Caroline du Nord le 20 et du Tennessee le 8 juin de proclamer la Sécession.

À cette date, 11 États esclavagistes sur 15 ont fait sécession. Quatre États frontaliers du Nord, le Maryland , le Delaware , le Kentucky et le Missouri , appelés *Border States* et d'une importance cruciale en raison de leur position stratégique, doivent encore se positionner. Si le Maryland, en particulier, passe du côté de la Confédération, Washington est pris au piège et devient indéfendable pour l'Union. Finalement, les unionistes, au prix d'émeutes et d'intenses luttes politiques sauf au Delaware où les propriétaires d'esclaves sont très peu nombreux, réussissent à maintenir ces quatre États hors de la Confédération. Comme l'écrivent Karl Marx et Friedrich Engels , les *Border States* resteront « une épine dans la chair du Sud » même si une partie de leur population blanche, entre un quart au Missouri et les deux cinquièmes au Kentucky, combattra pour le Sud[15] . À l'inverse, certaines régions d'États confédérés s'opposent à la sécession et restent farouchement fidèles à l'Union. Le nord-ouest montagneux de la Virginie refuse de rejoindre la Confédération et fait sécession de la Virginie pour devenir un État à part entière, la Virginie-Occidentale , en 1863. De même, le versant oriental du Tennessee , l'East Tennessee, se bat pour le Nord et aurait aussi pu devenir un État.

Les paramètres du conflit

La guerre de Sécession, ou Guerre civile (*Civil War*) comme l'appellent les Américains, est *le* tournant de l'histoire des États-Unis. Au seuil de la modernité, deux Amériques se font face[16] . Au-delà de l'esclavage, un choix à la portée économique et surtout humaine, culturelle et morale considérable, tout oppose le Nord et le Sud. Le Nord s'industrialise, s'urbanise, développe son infrastructure et lance des projets de réforme, bref se modernise et attire des milliers

d'immigrés (800 000 pendant le conflit, de 1861 à 1865), alors que le Sud est un pays agraire, très peu urbanisé, où les Européens émigrent peu. Le Nord projette vers l'Ouest son idéal de progrès technologique et de liberté individuelle alors que le Sud désespère d'y étendre son économie de plantations. Le Nord défend l'union fédérale, soit plus de quatre-vingts ans d'histoire commune depuis l'indépendance de 1776. À l'inverse, le Sud défend l'esclavage, un système économique archaïque destiné à disparaître de lui-même à moyen terme (le Royaume-Uni abolit l'esclavage en 1833 et la France en 1848), et le droit des États à quitter le pays en cas de désaccord profond avec la politique fédérale, soit un retour aux années 1780. Un tel idéal nie les immenses efforts entrepris pour défendre les intérêts et satisfaire du mieux possible les demandes des États et du peuple américain par le Congrès et les présidents depuis les débats sur la ratification de la Constitution en 1787-1788.

Sur un plan purement statistique, le rapport de force entre les deux camps est largement en faveur du Nord. En 1860, l'Union rassemble 18 États, pour 11 à la Confédération, et compte 19 millions d'habitants contre 9 au Sud, dont 3 500 000 esclaves. La part des ressources industrielles du Nord en proportion de celles du pays est considérable. Le Nord produit 97 % des armes à feu, 94 % des textiles, 93 % de la fonte et plus de 90 % des bottes et souliers. Toutes sont des productions cruciales à l'effort de guerre. Le Nord construit 25 locomotives, dans le même temps que le Sud en fabrique une, et possède un réseau de voies ferrées équivalent à plus du double de celui de la Confédération : 35 000 kilomètres contre 14 500. Surtout, l'orientation nord-sud des voies dans le Sud n'est pas propice aux manœuvres militaires d'un front à l'autre. Enfin, le Nord a l'avantage sur les mers et les fleuves du fait d'une marine nettement plus importante. Ces avantages, cependant, ne s'avéreront décisifs que lorsque le conflit deviendra une guerre d'usure.

Il serait néanmoins erroné de penser que la Confédération n'a pas d'atouts. Bien au contraire. Au seuil de la guerre, les chances de victoire semblent être de son côté, surtout si, comme l'estiment les

contemporains, le conflit est de courte durée. Tout d'abord, le Sud ne doit mener qu'une guerre défensive. Nul besoin, pour lui, d'envahir le Nord, son seul objectif offensif étant de capturer Washington. À l'inverse, le Nord voit en face de lui un immense territoire à conquérir – près de 2 millions de kilomètres carrés – afin de ramener les États confédérés dans le giron de l'Union par la force. Les officiers de la Confédération ont donc une connaissance intime du terrain, surtout Robert E. Lee qui se bat dans son propre État, la Virginie . Les armées confédérées peuvent de plus compter sur l'appui des populations civiles alors que les armées nordistes combattent en pays hostile. De plus, les sudistes se battent pour défendre leur territoire et pour l'indépendance de leur nation, ce qui galvanise les troupes, du moins dans les premiers temps du conflit.

Le Sud bénéficie également, au début des opérations, d'un bien meilleur commandement militaire avec en particulier trois grands officiers, Thomas J. (dit « Stonewall ») Jackson, Pierre Beauregard et Robert E. Lee. Le Sud jouit d'une véritable culture militaire, mêlée d'honneur et de chevalerie – le romancier écossais Walter Scott , auteur d'*Ivanhoé* , étant alors très lu par les planteurs sudistes –, qui s'exprime notamment par la pratique du duel. Mark Twain ironisera d'ailleurs sur cette popularité en déclarant : « Sir Walter Scott a pris une si large part à la formation du caractère sudiste tel qu'il existait avant la Guerre qu'il est en grande partie responsable de la Guerre[17] . » En 1860, sept des huit écoles militaires des États-Unis se situent dans le Sud. West Point , dans l'arrière-pays new-yorkais, est l'unique exception, même si elle est de taille. D'ailleurs, près d'un tiers des officiers de l'armée américaine, vétérans de la guerre contre le Mexique , rejoignent la Confédération.

Le Sud compte aussi sur le « roi Coton ». Au seuil du conflit, la Confédération détient 75 % de la production mondiale de coton, qui représente aussi près des deux tiers des exportations américaines[18] . Le Sud pense alors posséder un extraordinaire moyen de chantage vis-à-vis de l'Europe mais aussi de la Nouvelle-Angleterre . En 1858, alors que le Sud n'avait pas été affecté par la crise économique de

1857, James Hammond , sénateur démocrate de Caroline du Sud et propriétaire de trois cents esclaves, prévient le Nord que « sans tirer un coup de feu, sans brandir une épée, ferait-on la guerre contre nous alors que nous pouvons mettre le monde à nos pieds ? […] Qu'arriverait-il si aucune livre de coton n'était livrée au monde pendant trois ans ? […] L'Angleterre tomberait la tête la première et entraînerait le monde civilisé avec elle, à l'exception du Sud. Non, vous n'oserez pas faire la guerre au coton. Aucune puissance n'osera faire la guerre au coton. Le coton est roi[19] ». Ce discours annonce la diplomatie du coton que suivra en vain la Confédération pendant la guerre, espérant faire plier la Grande-Bretagne, et secondairement la France , en cessant toute exportation de coton. Pourtant, même si, comme le notent Marx et Engels , « Le *coton* est pour la branche d'industrie dominante de la Grande-Bretagne ce que la *pomme de terre* a été pour l'agriculture irlandaise » et que « plus de quatre millions de personnes vivent directement ou indirectement de l'industrie cotonnière en Angleterre et en Écosse […], cette fois, ce n'est certes pas le plant de coton qui est malade [et] sa production n'est pas le monopole de certaines régions du monde ». L'industrie cotonnière britannique, certes souffrira, mais bénéficiera dans un premier temps de stocks abondants, puis dans un second saura trouver d'autres sources d'approvisionnement en Égypte et en Inde[20] . Ainsi, le Sud est incontestablement riche en 1860 mais sa richesse repose principalement sur les esclaves et ses exportations de coton, deux piliers fragiles.

Une effroyable guerre moderne

La guerre de Sécession, dans la foulée de la guerre de Crimée (1854-1856), peut être considérée comme un des premiers conflits modernes dans l'histoire de l'humanité. Moderne par les moyens humains, logistiques et techniques mis en œuvre, que ce soit du point de vue du nombre de troupes engagées de chaque côté, de

l'armement, de l'approvisionnement, de l'intendance ou encore de la couverture médiatique, avec notamment les reportages photographiques de Mathew Brady. Les combattants sont souvent déplacés par train. Les généraux dirigent les opérations militaires par télégraphe. On observe les lignes ennemies à bord de montgolfières. Le fusil à canon rayé remplace le fusil lisse artisanal. Sur les mers et les fleuves, la vapeur se substitue à la voile et le fer au bois. C'est l'âge des premiers sous-marins et des navires enveloppés de métal – les *ironclads* , les premiers cuirassés –, sans oublier l'emploi de mines marines à l'entrée des ports et à l'embouchure des fleuves. Avec de gigantesques armées, l'intendance implique une logistique démesurée. L'historien américain James M. McPherson a calculé qu'une armée de 100 000 hommes en campagne exige 2 500 fourgons de ravitaillement, 35 000 animaux (chevaux, mulets, bétail) et 600 tonnes d'approvisionnement par jour[21] . Le besoin de troupes est si sévère que chaque camp a recours à la conscription (*draft*), une première dans l'histoire du pays. La Confédération l'instaure pour tous les hommes de 18 à 35 ans dès 1862 (17 à 50 ans en 1864), et l'Union à partir de 1863.

La guerre de Sécession frappe l'observateur par le gigantisme des armées et le nombre extrêmement élevé de victimes. L'Union mobilise 1,5 million d'hommes et la Confédération, un peu plus d'1 million, soit 3,5 millions au total alors que l'armée américaine ne compte que 16 000 hommes en 1860. Les batailles engagent une foule de soldats. À Gettysburg , en Pennsylvanie (juillet 1863), 75 000 nordistes font face à 80 000 sudistes ; à la bataille de Chancellorsville , en Virginie (mai 1863), 60 000 confédérés s'opposent à 130 000 soldats de l'Union. Certaines batailles – on en compte plus de 300 pour toute la guerre, – sont de véritables carnages : 7 000 morts à Gettysburg, 3 700 à Antietam , dans le Maryland (septembre 1862)[22] . Si l'on additionne le nombre de morts, de blessés (très souvent grièvement), de disparus et de prisonniers, on atteint des chiffres vertigineux : 51 000 à Gettysburg ; 35 000 à Chattanooga, dans le Tennessee (novembre 1863) ; 30 000 à la

Wilderness, en Virginie (mai 1864). En tout, la guerre de Sécession fait 620 000 morts (au combat et de maladie), soit 1,6 % de la population américaine et davantage que toutes les guerres américaines cumulées de la Révolution à la guerre en Irak[23] . Les pertes par État sont tout aussi impressionnantes : 30 000 pour la Virginie, 30 000 pour la Caroline du Nord et 27 000 pour l'Alabama , du côté de la Confédération ; 38 000 pour New York , 30 000 chaque pour l'Ohio et l'Illinois du côté de l'Union. Un carnage qui n'avait pas été anticipé. Le général Ulysses S. Grant lui-même, déclarait, en mai 1861 : « Ma propre opinion est qu'il coulera beaucoup moins de sang qu'on ne l'anticipe généralement[24] . » Ces morts, ces blessés, ces estropiés, c'est, loin des luttes politiques et des stratégies militaires, « la guerre réelle », selon les mots du grand poète américain Walt Whitman , qui, pensait-il, « ne serait jamais dans les livres », alors qu'il rendait visite à des centaines de victimes de la guerre, sudistes comme nordistes, dans les hôpitaux de Washington[25] .

Batailles et stratégies

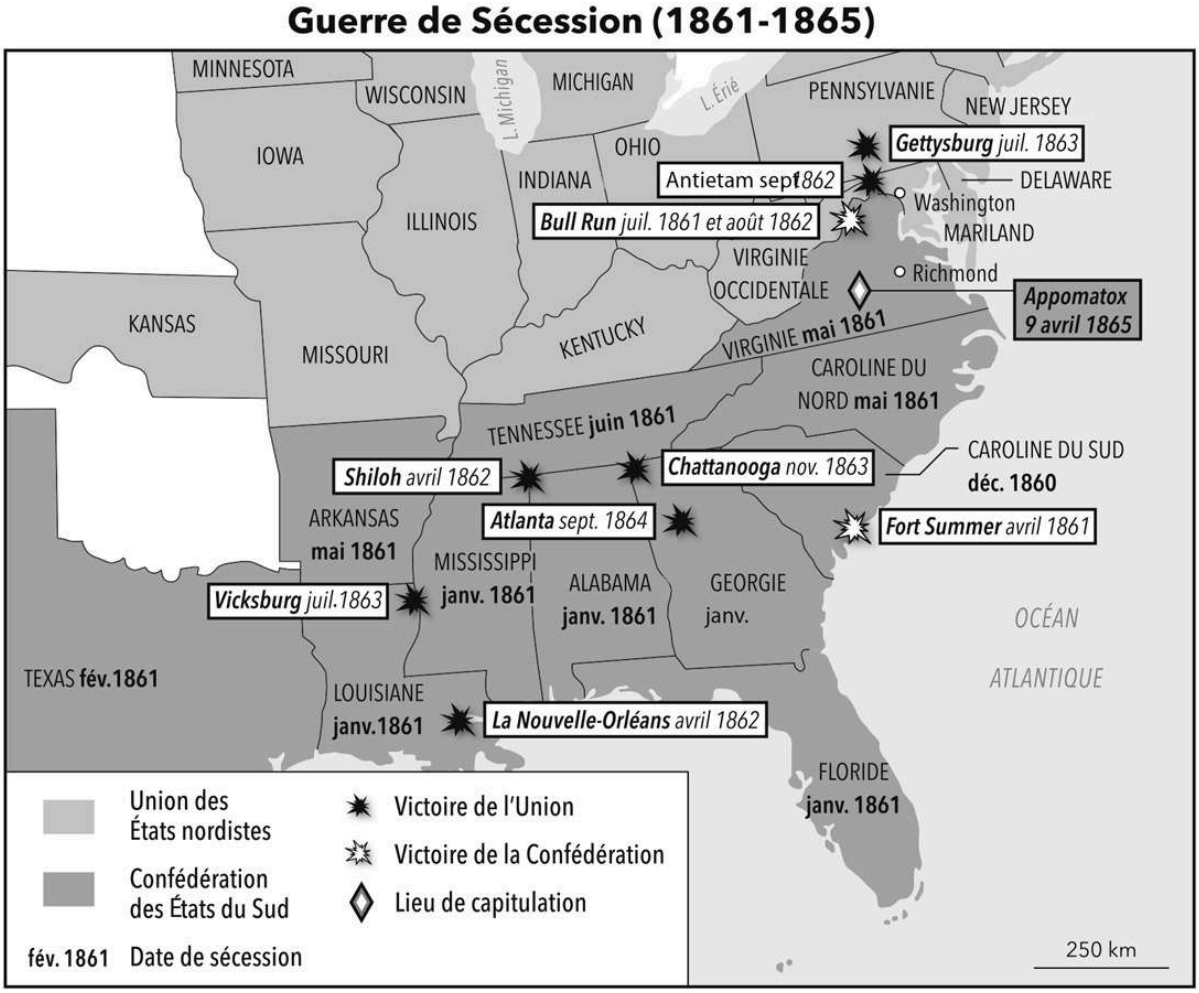
La guerre, de juillet 1861 à avril 1865, se déroule sur trois fronts : le long du littoral atlantique ; à l'est, principalement entre Richmond et Washington ; et à l'ouest, le long du Mississippi .

Sur les mers, le Nord impose rapidement sa supériorité, avec ses 700 bâtiments et 9 000 matelots sous les ordres de l'amiral David G. Farragut , en organisant un blocus du littoral de la Confédération, soit sur près de 6 000 kilomètres, et en prenant la Nouvelle-Orléans en juillet 1862. La stratégie maritime de l'Union consiste à asphyxier le Sud qui dépend des importations pour sa survie et à bloquer l'accès au Mississippi , artère vitale de la région. Cette stratégie, proposée par le général en chef Winfield Scott , vétéran de la guerre de 1812 et de la guerre contre le Mexique , est connue sous le nom de « Plan Anaconda », la marine de l'Union encerclant le Sud comme un serpent, de la Virginie au Missouri , en passant par la Floride , la

Louisiane et le Mississippi . En réaction, la Confédération arme des vaisseaux corsaires qui sillonnent les mers à la recherche de navires marchands ou militaires de l'Union. Le plus connu d'entre eux est la corvette *Alabama* , qui après plusieurs missions dans l'océan Atlantique et le golfe du Mexique et la destruction de plus de soixante navires marchands de l'Union, affronte en juin 1864 la frégate nordiste *Kearsage* au large de Cherbourg , où elle a fait escale pour réparations. La bataille de Cherbourg, qui fait la une des journaux parisiens et l'objet d'un tableau d'Édouard Manet , tourne à l'avantage du *Kearsage* . Des capitaines sudistes, « les forceurs de blocus », profitent de l'étendue de côtes difficiles à surveiller pour faire nuitamment de la contrebande, d'armes principalement. Ces acteurs du conflit, qui tentent de s'enrichir tout en prétendant servir la cause sudiste, seront immortalisés dans le personnage de Rhett Butler, héros du roman *Autant en emporte le vent* de Margaret Mitchell (1936), incarné par Clark Gable au cinéma. La marine nordiste en arraisonne plus d'un millier pendant toute la durée du conflit. L'autre stratégie sudiste consiste à casser le blocus à certains endroits lors d'une bataille navale. En mars 1862, le surpuissant cuirassé confédéré, le *Merrimack* , réussit à percer le blocus à la bataille d'Hampton Roads, au large de la Virginie, mais peu de temps après perd son duel face au *Monitor* , tout premier navire équipé d'une tourelle cylindrique pivotante armée de deux canons, un design révolutionnaire pour l'époque. Somme toute, le blocus nordiste reste efficace pendant toute la guerre.

Sur terre, les opérations se déroulent principalement sur deux fronts : à l'ouest, dans le Tennessee et le long du Mississippi , et à l'est, en Virginie et au Maryland . Sur le front occidental, la stratégie nordiste consiste à contrôler l'accès au Mississippi par les fleuves Tennessee et Cumberland, deux affluents de l'Ohio . Le général Grant y parvient en février 1862 avec la prise des forts Henry et Donelson, construits expressément par les confédérés à la limite du Tennessee et du Kentucky , là où les deux fleuves ne sont qu'à vingt kilomètres l'un de l'autre, pour bloquer l'avance des troupes nordistes. Grant

poursuit sa route vers le sud et défait à nouveau les confédérés en avril à Shiloh, aux confins du Tennessee , de l'Alabama et du Mississippi . Âpre bataille lors de laquelle les sudistes perdent 1 000 et les nordistes, 13 000. Grant rejoint alors le fleuve Mississippi avec dans sa ligne de mire Vicksburg , petite ville portuaire mais importante voie de passage située entre le Mississippi et la Louisiane . En mai 1863, Grant et son armée assiègent Vicksburg, qui se rend en juillet, les nordistes faisant 30 000 prisonniers. Le Nord gagne la bataille de l'ouest. L'Union contrôle désormais tout le Mississippi , de la Nouvelle-Orléans au Tennessee , et a réussi à couper la Confédération en deux, en isolant le Missouri , l'Arkansas , la Louisiane et le Texas du reste du Sud. Grant émerge de cette campagne comme un stratège majeur. En mars 1864, Lincoln lui confiera le commandement des armées de l'Union. Le front occidental a aussi révélé le talent d'un autre officier nordiste : le général William T. Sherman .



Le front oriental, avec les deux capitales se faisant face, s'avère des plus critiques. C'est d'ailleurs là que la guerre fait rage avec le plus de violence et le plus longtemps. En juillet 1861, à la première bataille de Bull Run en Virginie (connu dans le Sud sous le nom de Manassas), les nordistes essaient vainement de capturer Richmond[26] . En août 1862, les adversaires se combattent à nouveau à Bull Run, à l'avantage des confédérés. Fort de son succès, un mois plus tard, le 17 septembre, le général Lee, commandant de l'armée de Virginie, tente de prendre Washington à revers par le nord. C'est la bataille d'Antietam (Sharpsburg pour les nordistes), dans le Maryland , gagnée par l'Union. Lors de la campagne de printemps suivante, Lee tente son va-tout en déplaçant le front vers le nord, en Pennsylvanie . C'est la grande offensive confédérée du conflit. Les armées de chaque camp s'affrontent à Gettysburg trois jours durant, du 1er au 3 juillet

(symboliquement la veille de l'anniversaire de l'indépendance des États-Unis) dans un effroyable carnage. Gettysburg représente l'énormité de la guerre. Quatre mois après les combats, lors de la consécration du champ de bataille, le 19 novembre 1863, Lincoln prononce un discours clé sur le sens de la guerre et le destin du pays. « Il y a quatre-vingt-sept ans, commence-t-il, nos pères donnèrent naissance sur ce continent à une nouvelle nation conçue dans la liberté et vouée à la thèse selon laquelle tous les hommes sont créés égaux. » Puis, il déclare avec profondeur : « Nous sommes maintenant engagés dans une grande guerre civile, épreuve qui vérifiera si cette nation, ou toute autre nation ainsi conçue et vouée au même idéal, peut résister au temps[27] . » L'utilisation du terme « guerre civile », dès 1863 (alors que celui-ci ne s'imposera qu'après la fin du conflit) est primordiale dans la bouche de Lincoln qui recuse toute indépendance du Sud et qui confirme par là sa vision de la sécession comme une rébellion. À ses yeux, il ne s'agit aucunement d'une guerre entre deux États. La Confédération n'existe pas. Sur le plan militaire, Gettysburg met fin aux ambitions confédérées de prendre un jour Washington. Dès lors, le lent reflux commence.

Le printemps et l'été 1863 constituent ainsi le tournant de la guerre avec deux défaites majeures de la Confédération : Vicksburg et Gettysburg . L'issue du conflit ne fait plus aucun doute. Ce n'est qu'une question de temps pour le Nord de l'emporter. D'ailleurs, Gettysburg était la seule chance pour la Confédération de convaincre, en cas de victoire, la Grande-Bretagne et la France de sa réelle capacité à vaincre l'Union. La défaite fait disparaître tout espoir d'une éventuelle reconnaissance diplomatique de la Confédération. Au cours de l'année 1864, alors que l'armée de Grant, forte de 100 000 hommes, avance sur Richmond pour l'estocade finale, les troupes de Sherman parcourent le Sud en diagonale du Tennessee à la Géorgie , puis la Caroline du Sud , en pratiquant la stratégie de la terre brûlée. Grant mène une guerre d'attrition, affrontant Lee à plusieurs reprises, puis se repliant en sachant qu'il peut renforcer ses troupes à l'inverse de son adversaire. Sherman, lui, au cours de sa

victorieuse Marche vers la Mer (*March to the Sea*), prend Atlanta en septembre 1864, puis Savannah en décembre, et enfin Columbia , en Caroline du Sud en février 1865. Sherman incendie villes et plantations sur son passage tel un ange vengeur.

Le 2 avril 1865, Richmond, la capitale de la Confédération, tombe. Le 9 avril, le général Lee capitule dans la bourgade d'Appomatox en Virginie . À peine cinq jours plus tard, le 14 avril, un acteur raté et extrémiste sudiste, John Wilkes Booth , tire sur Lincoln alors qu'il assiste à une pièce de théâtre à Washington, au cri de « *Sic semper tyrannis !* » (« Ainsi en est-il toujours des tyrans »)[28] . Le lendemain matin meurt le président américain. Le 10 mai, Jefferson Davis , ex-président de la Confédération, est fait prisonnier en Géorgie . La guerre est finie. La Confédération est définitivement vaincue. Lincoln est mort.

La question de l'esclavage

À l'évidence, et dans une perspective historique, l'esclavage est la cause principale de la guerre. Font sécession précisément les sudistes qui sont prêts à tout pour préserver cette institution de plus en plus particulière et de plus en plus menacée. Pourtant, au début du conflit, non seulement ce n'est pas pour maintenir ou détruire l'esclavage que les soldats s'engagent dans les armées de la Confédération ou de l'Union mais encore, abolir l'esclavage n'est pas l'objectif de Lincoln . D'après les unes des journaux en 1861 et les lettres des soldats, les nordistes se battent pour le drapeau, l'Union, la Constitution et la démocratie et les sudistes pour la souveraineté des États, le droit de faire sécession et l'indépendance du Sud. En substance, le Nord et le Sud combattent pour défendre une interprétation propre à chaque camp, et en partie contradictoire, de la nature de la nation américaine et du sens de son histoire. En 1861, au moment de la Sécession, et lors de la première année du conflit, chacun espère encore une guerre courte, qui peut donc être gagnée

sans avoir besoin de toucher à l'esclavage. Par ailleurs, une partie des États esclavagistes est restée dans l'Union, ce qui implique que la guerre ne peut avoir l'abolition de l'esclavage comme objectif. L'esclavage a toujours fait partie de l'histoire des États-Unis, depuis le XVII e siècle, et ce ne peut être une cause de rupture. De plus, la majorité des habitants de l'Union ne souhaitent pas l'égalité raciale qui résulterait de l'abolition de l'esclavage et craignent une migration de nombreux esclaves vers le nord, une fois affranchis. En 1862, Lincoln explique : « Mon objectif suprême dans ce conflit est de sauver l'Union et il ne vise *ni* à sauver, *ni* à détruire l'esclavage. Si je pouvais sauver l'Union sans libérer *un seul* esclave, je le ferais. Si je le pouvais en libérant *tous* les esclaves, je le ferais[29] . » L'abolition est perçue comme un moyen et non une fin.

La perspective d'une abolition de l'esclavage est néanmoins envisagée, même si de manière théorique et rhétorique. D'ailleurs, en 1862, Lincoln , qui croit difficilement à la coexistence raciale des Blancs et des Noirs aux États-Unis, adhère encore au projet d'envoyer sur la base du volontariat les esclaves affranchis outre-mer, en Afrique , aux Antilles ou en Amérique centrale, dans une colonie financée par Washington, comme au temps de l'American Colonization Society[30] . Rappelons que Lincoln, contrairement à ce que clame la propagande sudiste en 1860, est historiquement un *free-soiler* , c'est-à-dire quelqu'un de moralement opposé à l'esclavage mais qui souhaite seulement limiter son extension vers l'Ouest, et non un abolitionniste.

Cependant, la situation et les positions de Lincoln évoluent rapidement. Lorsque le général John C. Frémont , héros de l'indépendance californienne et candidat républicain à la présidence en 1856, décide d'émanciper les esclaves du Missouri , État qu'il contrôle avec ses troupes, à l'été 1861, Lincoln , qui négocie alors pour garder le Kentucky – État esclavagiste où il est né – dans l'Union, le désavoue et le relève de son commandement, l'avertissant qu'il risque « d'alarmer nos amis unionistes du Sud et de nous les rendre hostiles[31] ». Au même moment, le Congrès vote une première

loi de confiscation qui stipule que les esclaves employés par les armées de la Confédération seront confisqués. Mais la loi reste muette sur le devenir de ces esclaves, désormais appelés pudiquement « contrebandes de guerre » par les autorités de l'Union… La loi de confiscation de 1861 et la proclamation d'émancipation de Frémont, abrogée par Lincoln, diffèrent radicalement. La première est une mesure militaire qui ne vise qu'à confisquer les moyens, humains ou autres, utilisés par les confédérés contre l'Union alors que la proclamation du Missouri *libère* tous les esclaves d'un État.

Au printemps 1862, avec la bataille de Shiloh et la campagne nordiste en Virginie , le conflit est devenu une guerre totale. Préserver le pays dans un *statu quo ante bellum* est désormais impossible. Comme l'écrit Lincoln , « on ne peut rester aveugle aux signes des temps[32] ». En août 1862, le Congrès adopte une seconde loi de confiscation, cette fois-ci plus explicite. Les confédérés sont appelés « traîtres » et leurs esclaves confisqués sont considérés comme « des captifs de guerre et dorénavant libres à jamais ». D'un impact modéré, cette loi, comme l'explique l'historien américain James McPherson, n'en demeure pas moins le symbole que la guerre est devenue « un conflit destiné à renverser l'ordre social du Sud pour mieux reconstruire l'Union[33] ». Ce même été 1862, le Congrès, en manque de troupes d'appui, vote une loi sur la milice (*Militia Act*) qui autorise le recrutement de Noirs dans les armées de l'Union. En théorie, ces derniers opèrent seulement dans l'intendance mais tout change en décembre de la même année avec leur incorporation dans les unités combattantes. Au total, 180 000 Noirs seront recrutés dans les armées du Nord et 30 000 dans la Marine[34] . Avec la formation de régiments noirs, dont le plus illustre demeure le 54e du Massachusetts , sujet du film *Glory* (1989), le focus du conflit se déplace vers l'esclavage car, quelle que soit la politique officielle de la Maison-Blanche, ces Noirs, esclaves affranchis ou Noirs libres du Nord, se battent naturellement pour la liberté des esclaves et l'abolition de l'esclavage. Notons aussi le risque politique pris par le

Congrès en armant des anciens esclaves. Cette décision allait être vivement combattue par une grande partie de la population et du monde politique du Nord[35] .

En 1862, et avant la bataille d'Antietam (17 septembre 1862), Lincoln envisage une abolition graduelle, adoptée par chaque État et non imposée par le Congrès fédéral, avec une compensation financière et des départs volontaires hors des États-Unis pour les esclaves nouvellement affranchis. Lincoln se montre très modéré, politique et conciliant. Le président suit aussi le principe d'une loi du Congrès d'avril 1862 qui abolit l'esclavage dans le District of Columbia (la ville de Washington) avec une compensation financière de 300 dollars par esclave pour leurs propriétaires et une somme d'argent pour permettre aux affranchis d'émigrer. Quant à l'idée d'une abolition graduelle, elle s'inspire des lois adoptées par les États du Nord dans les années 1780, au lendemain de la Révolution. Lincoln prévoit alors un processus sur vingt ans, qui abolirait définitivement l'esclavage au début des années 1880. Cependant, devant le refus des législatures des *Border States* et des élus démocrates du Nord, ceux qu'on appelle les *Copperheads* (du nom d'une vipère à la peau cuivrée) et qui sont hostiles à une guerre d'abolition, la position de Lincoln évolue radicalement en quelques mois. À l'automne, la victoire de l'Union à Antietam, lors de laquelle le Nord repousse une invasion confédérée au Maryland , lui donne l'assise politique et militaire qu'il attend car Lincoln ne pouvait politiquement prendre une telle décision après un revers militaire. L'opinion publique aurait pu alors l'accuser de brandir l'émancipation comme une arme de dernier recours. Cette fois-ci, renforcé par une victoire, Lincoln prépare un texte d'émancipation fédérale, qui sera effectif à partir du 1er janvier 1863.

La Proclamation d'émancipation

La Proclamation d'émancipation, qui vaudra à Lincoln le titre de

« Grand Émancipateur », déclare les esclaves dans les États ou zones en rébellion, c'est-à-dire non encore conquises par les armées de l'Union, « libres à tout jamais ». La Proclamation exclut ainsi tous les esclaves vivant dans les *Border States* et dans les États et territoires contrôlés par l'Union. Pourquoi libérer les esclaves en territoire ennemi, par définition hors de contrôle, et ne pas le faire là où le président en a le pouvoir ? Comme l'explique Lincoln à son cabinet, la Proclamation est avant tout une mesure militaire prise par un président en temps de guerre (*war president*). Lincoln n'a pas le pouvoir constitutionnel d'abolir l'esclavage mais il peut le faire en territoire ennemi – hors de l'Union donc – comme un acte de guerre nécessaire pour saisir les ressources confédérées afin de remporter la victoire finale. La Proclamation n'en demeure pas moins un risque politique. Lincoln , un républicain modéré et surtout un homme qui s'efforce d'être le président de tous les Américains, a, à sa droite les démocrates, pacifistes (*Peace Democrats*) et/ou hostiles à l'abolition (*Copperheads*), et à sa gauche les républicains radicaux, abolitionnistes de la première heure. Hors du petit milieu politique de Washington, la plupart des habitants du Nord désapprouvent l'émancipation en 1863. Les comtés méridionaux de l'Illinois , de l'Ohio , et de l'Indiana, appelés *butternut countries* et culturellement comme géographiquement proches du Sud, sont farouchement hostiles à l'abolition de l'esclavage. À New York , les violentes émeutes de juillet 1863, au lendemain de la bataille de Gettysburg , contre la conscription, dépeintes dans le film *Gangs of New York* (2002), ciblent au départ les riches new-yorkais qui échappent au recrutement. Cependant, elles tournent rapidement en émeutes raciales, les manifestants mettant à sac un orphelinat dédié aux enfants noirs et lynchant des Africains-Américains au cri de « Tuer tous les Nègres ». 6 000 soldats seront envoyés à New York pour contrôler les émeutiers[36] . Ces événements démontrent à quel point la majorité des nordistes s'opposent encore à une guerre d'abolition. Lincoln le sait trop bien et doit avancer à pas mesurés. Aller trop vite et trop loin risque de déstabiliser l'Union alors que la guerre est

encore loin d'être gagnée, même s'il est dorénavant clair que la Confédération est très affaiblie.

Toute modérée et ambiguë qu'elle puisse paraître, la Proclamation d'émancipation reste un grand pas politique en avant. Elle ouvre le chemin légal et constitutionnel de l'abolition. La proclamation est un avertissement aux sudistes et un message aux *Copperheads* : au lendemain de la guerre, si le Nord gagne, l'esclavage sera aboli. Il est désormais évident que l'Union ne sera pas restaurée « comme avant », contrairement au slogan des démocrates : « L'Union comme elle était et la Constitution comme elle est[37] . » La Proclamation de 1863 offre aussi un cadre légal aux généraux nordistes qui peuvent désormais affranchir les esclaves au fur et à mesure que leurs troupes pénètrent plus avant dans le Sud. Enfin, la Proclamation est une victoire diplomatique car elle contraint la Grande-Bretagne et la France , dont les positions sont calquées sur celles de sa voisine outre-manche, à soutenir un Nord qui se bat désormais officiellement pour libérer les esclaves. Comment ces deux pays qui ont aboli l'esclavage pourraient-ils désormais soutenir la cause sudiste ? Comme l'écrivent Marx et Engels dans une lettre ouverte adressée à Lincoln à l'occasion de sa réélection à l'automne 1864 : « Les ouvriers d'Europe sont persuadés que […] la guerre anti-esclavagiste américaine a inauguré l'époque nouvelle de l'essor des classes ouvrières. Elles considèrent comme l'annonce de l'ère nouvelle que le sort ait désigné Abraham Lincoln, l'énergique et courageux fils de la classe travailleuse, pour conduire son pays dans la lutte sans égale pour l'affranchissement d'une race enchaînée et pour la reconstruction d'un monde social. » Lincoln devient le héros des ouvriers d'Europe[38] . La diplomatie du coton s'écroule[39] .

Le XIIIe amendement et l'abolition de l'esclavage

L'abolition de l'esclavage, elle, intervient deux ans plus tard, en

janvier 1865 avec l'adoption du XIIIe amendement, une fois la guerre quasi finie et remportée par le Nord. Elle est menée tambour battant au Congrès par les républicains radicaux. Le film de Steven Spielberg , *Lincoln* (2013), met magnifiquement en scène les joutes oratoires de la Chambre des représentants entre démocrates et républicains, notamment Fernando Wood , ancien maire de New York , et le Pennsylvanien Thaddeus Stevens , « le Robespierre, le Danton, le Marat de l'Amérique, tout en un », ainsi que les tractations, avec l'aval du président Lincoln , pour obtenir – voire acheter – des votes démocrates[40] . En un mois, l'amendement est voté (31 janvier 1865) et ratifié par les trois quarts des États, comme le prévoit la Constitution, en décembre 1865. En une année, l'esclavage est définitivement aboli aux États-Unis par voie constitutionnelle.

L'impact et le sens de l'adoption du XIIIe amendement ne peuvent être surestimés. « Ni esclavage ni servitude involontaire, si ce n'est pour le châtiment d'un crime dont le coupable aura été dûment convaincu, n'existeront aux États-Unis, ni dans aucun des lieux soumis à leur juridiction », stipule le texte avec l'éclat de la brièveté. Le XIIIe amendement met fin à quarante ans d'interminables débats et de compromis qui ont progressivement miné la politique américaine sans pour autant avoir évité un conflit qui a causé la mort de plus de 600 000 Américains. Abolir l'esclavage avec un amendement constitutionnel rompt radicalement avec les habitudes américaines, Washington ayant jusqu'alors toujours essayé de trouver une solution politique au problème de l'esclavage. Cette fois-ci, le compromis est impossible, la décision irréversible[41] . La particularité d'un amendement, et sa force, est qu'il requiert l'assentiment du peuple, par voie du Congrès, et des États, par la ratification. Abolir l'esclavage par un amendement élève la cause abolitionniste et attribue une plus haute considération à la question de l'esclavage, qui n'est plus un simple problème politique. Cet amendement est aussi le premier adopté depuis la génération révolutionnaire, le précédent datant de 1804, soit soixante ans auparavant. Il implique une nouvelle interprétation de la Constitution qui en fait un texte

amendable, modifiable selon les mutations de la société américaine. Encore plus fondamentalement, le XIIIe amendement, qui met définitivement fin à l'hypocrisie des Pères Fondateurs qui n'ont jamais introduit le mot « esclavage » dans la Constitution, concrétise la promesse de la déclaration d'Indépendance, quatre-vingt-dix ans plus tard, « que tous les hommes sont créés égaux ». Le XIIIe amendement incarne la renaissance des États-Unis anticipée par Lincoln dans son discours de Gettysburg de novembre 1863.

Les enseignements de la guerre de Sécession

Avec la guerre de Sécession se ferme définitivement une page de l'histoire américaine et s'en ouvre une autre. Dans les années 1920, au moment où le Ku Klux Klan connaîtra une nouvelle vigueur, les historiens économistes Charles and Mary Beard baptisent le conflit « la seconde révolution américaine[42] ». L'expression est restée mais son interprétation a été quelque peu modifiée. Les Beard voient en la guerre de Sécession la victoire de l'industrie et du commerce nordistes aux dépens de l'agrarianisme sudiste, ce qui est irréfutable, mais ce faisant les historiens relèguent aux marges de l'histoire l'abolition de l'esclavage, la plus éclatante victoire de Lincoln et des républicains. Comme l'explique l'historien David W. Blight dans son remarquable ouvrage sur la mémoire de la guerre de Sécession, celle-ci met progressivement l'accent sur la réconciliation (entre Blancs) et efface la libération des esclaves de la mémoire nationale[43] .

La guerre était-elle évitable ? Question très complexe… Tous les compromis possibles ont été proposés par le Congrès, puis par Lincoln , mais la haine des extrémistes sudistes pour ce dernier et leur mentalité d'assiégés, associée à une trop grande confiance en leur force, rendent toute solution pacifiste impossible à atteindre en 1860. N'oublions pas que peu d'Américains voyagent d'une région à l'autre en ce milieu du XIXe siècle. Les sudistes détestent la Nouvelle-

Angleterre mais ne la connaissent pas, ne s'y sont jamais rendus. À l'inverse, clichés et rumeurs sur le Sud pullulent dans le Nord. L'insularité des régions américaines est grande en ce temps-là. Cette méconnaissance réciproque est un terreau fertile pour le fanatisme aveuglant. Les sudistes défient Lincoln, ils défient l'Union. Les partisans de la Sécession contrôlent politiquement les législatures des États du Sud. Ils imposent leur vue au reste des habitants et font de leur cause, le combat de tous, même des plus démunis. L'ironie est que les grands planteurs, propriétaires d'esclaves, conduisent tout le monde dans leur folie indépendantiste et dans leur chute pour protéger un système destiné à disparaître à moyen terme et qui ne profite pas à tous, tant s'en faut. La très grande majorité des sudistes ne possèdent pas d'esclaves et des régions entières du Sud, notamment dans les massifs montagneux de l'intérieur, ne connaissent pas ou peu l'esclavage. Ils fourniront pourtant le gros des troupes de la Confédération.

Quel est le sens de la guerre ? La guerre de Sécession peut – et doit – être interprétée de diverses manières. La victoire du Nord annonce la domination de l'industrie et de la finance sur l'avenir des États-Unis. Le capitaine d'industrie remplace le planteur dans l'élite politique du pays. Le rêve jeffersonien d'une Amérique de fermiers s'éloigne inexorablement, même s'il demeure quelque temps un idéal dans certaines régions du pays, comme l'Ouest, le Sud et le Midwest. L'absence au Congrès des représentants et des sénateurs de onze États sudistes pendant le conflit permet aux républicains d'adopter des lois de première importance qui orientent le pays vers l'Ouest et vers un capitalisme de grande envergure. En 1862, le *Homestead Act* (*homestead* signifiant « ferme ») ouvre l'Ouest à la colonisation massive en octroyant gratuitement 65 hectares à tout colon désireux de franchir le Mississippi . La même année, le *Pacific Railroad Act* lance le premier chemin de fer transcontinental. À peine un an plus tard, le *National Banking Act* crée un système bancaire national et met en place un billet unique, le *Greenback* ou billet vert, une monnaie au cours légal obligatoire. Grâce à cette mesure, le Nord peut financer

son effort de guerre et, au lendemain du conflit, ces banques financeront l'industrialisation de l'Amérique. Enfin, les républicains votent pendant la guerre des tarifs douaniers élevés (plus du double de ceux pratiqués avant-guerre) qui protègent et stimulent la production industrielle domestique. La Sécession permet ainsi au Nord de guider le pays vers des horizons économiques très éloignés de la plantation cotonnière esclavagiste.

Le conflit peut être aussi interprété comme une guerre d'unification, contemporaine des mouvements d'unification de l'Allemagne et de l'Italie . La guerre de Sécession est cette « épreuve qui vérifiera si cette nation, ou toute autre nation ainsi conçue et vouée au même idéal, peut résister au temps », selon les mots de Lincoln . La victoire du Nord est la victoire de l'Union, non pas « comme elle était », incertaine, fragile et imparfaite, mais à jamais renforcée, sous la conduite d'un puissant gouvernement fédéral dont la légitimité ne sera plus menacée. La défaite de la Confédération est la défaite de la Sécession. Les États sont et resteront ensemble malgré leurs divergences. Les sudistes sont allés jusqu'au bout de leur contestation et de leur revendication identitaire et ils ont perdu. Leurs rêves démesurés d'une indépendance autodestructrice ont donné lieu à un effroyable conflit et à un incommensurable gâchis humain, dont le Sud mettra près d'un siècle à se relever.

Last but not least , d'un point de vue humain et moral, la victoire du Nord est la victoire de l'abolition. Comme l'écrit Frederick Douglass , la guerre de Sécession fut une guerre pour l'abolition de l'esclavage ou « *abolition war* »[44] . Le Nord a libéré plus de 3 millions d'esclaves. L'Amérique a lavé son histoire de son pêché originel et a extirpé cette tumeur, selon l'image de Lincoln , de la Constitution. Le chemin de l'égalité citoyenne entre Blancs et Noirs sera encore long et en rien linéaire mais un immense obstacle est franchi en 1865. Comme le note l'historien américain David M. Potter , « l'esclavage est mort, la Sécession est morte, et six cent mille hommes sont morts[45] ».

Ajoutons pour conclure, à l'instar de l'historien C. Vann

Woodward , que « le Sud a été américain longtemps avant d'être sudiste[46] ». Il serait erroné de réduire le Sud à la Confédération, à la fois géographiquement, humainement et historiquement. Le Sud, notamment la Virginie et la Caroline du Sud , fut un pilier de la Révolution américaine et joua un grand rôle dans le processus d'indépendance du pays. Rappelons que quatre des cinq premiers présidents américains étaient des Virginiens. De plus, tous les sudistes ne sont pas en faveur de la Sécession en 1860, tant s'en faut. Les *Border States* , les Petits-Blancs des régions montagneuses et les unionistes des villes portuaires sont hostiles à la fois à l'idée de Sécession et au lobby des grands planteurs. La Confédération n'a rassemblé que onze États esclavagistes sur seize et surtout, le Sud a existé et existera avant et après la Confédération, qui ne constitue qu'un court – quoique décisif – moment de son histoire.

CHAPITRE 10

La Reconstruction ou le défi de l'après-guerre (1865-1876)

C'est le 4 juin 1865 que j'ai commencé à vivre .
Katie Rowe (1937)[1]

Reconstruire et réintégrer le Sud

Le Sud de l'après-guerre de Sécession est un vaste champ de ruines. Hormis quelques rares batailles, toutes les opérations militaires se sont déroulées sur son territoire. Des armées entières l'ont traversé dans toutes les directions. Des villes comme Atlanta, en Géorgie , Richmond, en Virginie , et Columbia , en Caroline du Sud sont littéralement anéanties. Des centaines de plantations sont détruites, les champs de coton ravagés et les belles demeures des planteurs incendiées. Le Sud est ruiné. Avec l'abolition de l'esclavage, c'est le pilier même de son économie et de son ordre social qui s'écroule d'un seul coup. Il faut littéralement tout reconstruire et repenser un nouveau Sud, loin de l'esclavage. Il faut aussi aider matériellement les esclaves nouvellement affranchis et créer le cadre légal de leur citoyenneté. Enfin, il faut imaginer le moyen de

réintégrer politiquement les onze États confédérés dans l'Union. Reconstruire le Sud constitue une tâche immense qui occupe le président et le Congrès ainsi que toute l'élite militaire, socioéconomique et politique du pays pendant la décennie qui suit la guerre de Sécession. En 1865, le Nord vainqueur doit gagner la paix et poser les jalons d'une nouvelle société américaine, plus unie et plus égalitaire. Un échec serait désastreux et lourd de conséquences pour le pays tout entier. Au printemps 1865 s'ouvre ainsi une période cruciale de l'histoire des États-Unis qui porte le nom de Reconstruction[2] .

Dès décembre 1863, Lincoln , partisan d'une réintégration rapide et paisible des États confédérés dans l'Union, propose un plan modéré dans sa Proclamation d'amnistie et de reconstruction. Selon ce dernier, Lincoln accorde l'amnistie aux ex-confédérés et leur rend leurs biens, en échange d'un simple serment de loyauté à l'Union et un soutien aux mesures d'émancipation. Sont exclus de la grâce présidentielle les officiels et officiers de la Confédération d'un rang élevé. Dès que 10 % des électeurs de l'État, sur la base des listes électorales de 1860, acceptent cette proposition, l'État est réintégré. Communément appelé « plan à 10 % », le projet de Lincoln repose constitutionnellement sur la grâce présidentielle (article II, section 2 de la Constitution). La Constitution ne contenant aucune provision envers la réintégration d'États rebelles, le pays avance dans l'inconnu. Toujours à la hauteur de ses immenses responsabilités et conciliant par nature tout comme pour le bien de la nation, Lincoln profite du caractère inédit de la situation pour prendre l'initiative. Les premiers États libérés ou occupés, selon la perspective, qui bénéficient de cette décision sont la Louisiane , l'Arkansas et le Tennessee .

Le Congrès, contrôlé par les républicains radicaux, dont les leaders sont Charles Sumner au Sénat et Thaddeus Stevens à la Chambre des représentants, conteste le plan de Lincoln et lui opposent, en juillet 1864, le projet de loi Wade-Davis, du nom de Benjamin Wade , de l'Ohio , et Henry W. Davis, du Maryland . Celui-

ci impose aux sudistes un serment, dit « *ironclad* » (blindé), beaucoup plus exigeant, par lequel chacun jure de n'avoir jamais porté les armes contre l'Union ni d'avoir aidé de quelque manière que ce soit la Confédération. Le plan du Congrès prévoit aussi de relever la proportion d'électeurs prêtant serment nécessaire à la réintégration de l'État dans l'Union de 10 à 50 %. Le Congrès appuie son initiative sur la clause des pouvoirs implicites (*implied powers*) de la Constitution (article IV, section 4). Lincoln y oppose son veto, puis remporte une victoire politique avec sa réélection en novembre 1864. Dans son discours d'investiture de mars 1865, Lincoln invite avec éloquence ses compatriotes à « panser les plaies du pays […] et à tout faire pour instituer et chérir une paix juste et durable – entre nous-mêmes comme avec l'ensemble des nations[3] ». Mais son assassinat un mois plus tard modifie la donne avec l'accession de son vice-président Andrew Johnson à la prési dence. Le Congrès semble plus disposé à travailler de concert avec lui mais, en fait, le bras de fer politique entre l'exécutif et le législatif, pour savoir qui imposera ses conditions de réintégration aux sudistes, reprend rapidement de plus belle avec un nouveau président qui n'a pas la prestance, le sens politique et la même légitimité que Lincoln .

Le plan de Johnson

Andrew Johnson est un tailleur autodidacte originaire du Tennessee , un État clé du Sud septentrional, passé de justesse dans la Confédération en juin 1861. Johnson est un unioniste convaincu qui reste farouchement fidèle à l'Union et qui hait les grands planteurs esclavagistes. Mais c'est un sudiste et un démocrate. Lincoln le choisit comme colistier en 1864 précisément pour cette raison. Lincoln-Johnson est un ticket Nord-Sud/républicain-démocrate qui symbolise l'unité du pays face aux Sécessionnistes. Johnson a aussi une belle carrière politique derrière lui, ayant occupé les postes de maire et de gouverneur, puis au Congrès de représentant et de sénateur. Les

républicains radicaux du Congrès comptent sur lui dans un premier temps mais c'est parce qu'ils se méprennent sur la haine de Johnson pour les grands planteurs et sa désapprobation totale de la Sécession. En réalité, Johnson est bienveillant vis-à-vis des sudistes et n'est pas fondamentalement disposé à étendre les droits civiques des esclaves affranchis.

Johnson lance son plan présidentiel de réintégration en mai 1865 avec sa Proclamation d'amnistie. Celle-ci prévoit une large amnistie en échange d'un serment de loyauté envers les États-Unis. Les plus riches planteurs en sont exclus mais ils peuvent solliciter une amnistie individuellement. Johnson en gracie près de 13 000 avant la fin de l'année 1865. Par ailleurs, les électeurs amnistiés (selon les listes de 1860) devront élire des assemblées constituantes, dans chaque État, chargées de répudier la Sécession, d'entériner l'abolition de l'esclavage, de rédiger une nouvelle Constitution et d'organiser l'élection de leurs représentants au Congrès.

Les républicains, radicaux tout comme modérés, du Congrès s'opposent au plan de Johnson. Lorsque les élus des onze États ex-sécessionnistes, dont Alexander H. Stevens (ancien vice-président de la Confédération !), quatre généraux et huit colonels sudistes et des membres du Cabinet confédéré se présentent à Washington en décembre 1865, les républicains refusent de les laisser siéger. Impossible d'accepter au Congrès les anciens confédérés après une guerre de quatre ans. D'autant plus qu'au même moment, certains États du Sud votent des Codes noirs qui obligent les affranchis à contracter, de gré ou de force, un emploi annuel, le plus souvent avec un Blanc et qui limitent leurs droits même si certains leur sont garantis, comme la reconnaissance civile de leurs mariages et l'accès aux tribunaux[4] . Ces Codes noirs, qui visent à limiter le plus possible la liberté des affranchis et l'impact de l'abolition de l'esclavage, en instituant un système d'emploi contractuel et salarial qui lui est proche par sa rigidité et sa permanence, sont intolérables aux yeux des républicains. Outre leur ressemblance avec les codes esclavagistes d'avant-guerre, ces nouveaux Codes noirs limitent la citoyenneté des

affranchis en créant pour eux une législation séparée. Or, les républicains veulent en faire des citoyens américains à part entière.

La Reconstruction républicaine

Lassés de la mauvaise foi sudiste et inquiets de voir les droits acquis en faveur des Noirs menacés, les républicains décident de reprendre la main en 1866. Le Congrès reconduit et renforce les pouvoirs du Bureau des affranchis (*Freedmen's Bureau*), un organe dépendant de l'armée créé dès mars 1865, principalement afin d'instruire les anciens esclaves et de leur distribuer les terres confisquées aux planteurs[5] . Le Bureau des affranchis, dirigé par un militaire, le général Oliver O. Howard , peut désormais recourir à la force armée et aux tribunaux afin de protéger les droits des Noirs. Dans la foulée, le Congrès adopte une loi sur les droits civiques (*Civil Rights Act*) destinée à contrecarrer les Codes noirs en garantissant aux Noirs la pleine citoyenneté et ses droits afférents, même si ces derniers restent encore à définir constitutionnellement. Cette loi constitue aussi une réponse cinglante au jugement de la Cour suprême dans l'affaire Dred Scott de 1857 qui stipulait que les Noirs, même libres, ne pouvaient aspirer à la citoyenneté américaine. Ces lois consacrent aussi la suprématie du gouvernement fédéral sur ceux des États dans la gestion des droits des affranchis. Enfin, d'un point de vue politique, avec ces deux lois, qui ont aussi une dimension économique, le Congrès place l'intégration des affranchis dans la société américaine au cœur de la Reconstruc tion aux dépens de la réintégration des États sécessionnistes et des anciens confédérés. Johnson, sentant les rênes de la Reconstruction lui échapper, oppose son veto à ces deux lois mais le Congrès passe outre, comme le lui permet la Constitution, avec une majorité des deux tiers, même si la législation sur le Bureau des affranchis est quelque peu allégée.

L'hostilité de Johnson aux lois de 1866 et le risque de voir la Cour suprême en réduire la portée en en limitant l'application

convainquent les républicains d'aller plus avant en inscrivant les droits des Noirs dans la Constitution. Cette démarche est nouvelle et porteuse de grandes conséquences. La Constitution est désormais perçue comme perfectible. Elle cesse d'être figée dans son écrin originel. Les républicains utilisent aussi la Constitution comme un instrument de leur politique et une arme contre leurs adversaires, que ceux-ci soient le président, les démocrates hostiles à leur programme, ou encore les sudistes. Ce qui est alors inédit dans l'histoire américaine.

Le XIVe amendement, adopté au printemps 1866 et ratifié en juillet 1868, se compose de quatre articles principaux[6] . Le premier stipule que « toute personne née ou naturalisée aux États-Unis […] est citoyen des États-Unis et de l'État dans lequel elle réside » et qu'aucun État « ne pourra faire ou appliquer une loi qui limiterait [ses] privilèges ou immunités ». Cette disposition protège clairement les droits des citoyens américains, en l'occurrence les Noirs, contre toute législature d'État qui souhaiterait les circonscrire. Le second concerne la répartition des sièges au Congrès. Il raye définitivement de la Constitution la clause des trois cinquièmes, qui, au-delà de son caractère inique, surreprésentait le Sud à la Chambre des représentants, et prévoit de diminuer la représentation d'un État en proportion du nombre de ceux que celui-ci empêcherait de voter. Le troisième exclut tout ancien confédéré du processus politique et, afin d'éviter que cette disposition ne soit contrecarrée par une amnistie présidentielle, stipule que seul le Congrès peut lever cette privation. Enfin, le quatrième déclare que ni les États-Unis ni les États n'assumeront les dettes contractées par la Confédération. Une manière de ruiner plus encore tous ceux qui ont investi dans la cause confédérée. Ce XIVe amendement aura un retentissement considérable un siècle plus tard lorsque le gouvernement fédéral combattra la ségrégation dans les États du Sud. En 1866, il est destiné à protéger les droits civiques des Noirs, à étouffer toute tentative de l'exécutif d'appliquer sa politique de Reconstruction et à punir les ex-confédérés selon la « théorie des droits perdus » (*forfeited*

rights theory), énoncée par un représentant de l'Ohio , Samuel Shellabarger, et qui inspire les républicains. En substance, selon ce principe, les coupables d'une rébellion contre les États-Unis ont perdu leurs droits civiques et politiques.

Le Ku Klux Klan

Les élections législatives de mi-mandat à l'automne 1866, malgré une campagne particulièrement active de Johnson à Washington, New York , Chicago et Saint Louis, donnent une victoire éclatante aux républicains qui contrôlent désormais plus des deux tiers de chaque Chambre (dont 175 sur 224 représentants). Johnson perd une première bataille. Quant aux sudistes, exaspérés, ils répondent au programme républicain par la violence. Au printemps 1866, des anciens officiers confédérés de Pulaski, dans le Tennessee , fondent une société secrète, le Ku Klux Klan (ou KKK) – à partir du mot grec *kuklos* (cercle) –, avec ses uniformes, ses titres, ses rites initiatiques et ses secrets. Le Klan est ainsi un Empire invisible dirigé par un Grand Sorcier, l'ex-général confédéré Nathan Bedford Forrest , secondé par ses Dragons, Titans, Géants et Cyclopes. Difficile à croire, le Klan est à l'origine fondé, comme le serait un club universitaire, dans un esprit potache par des étudiants torturés par l'ennui. Très vite, cependant, sa nature et sa mission changent radicalement. Le Klan, et ses émules tels les Chevaliers du camélia blanc, cherche à intimider les Noirs et les républicains par la terreur. Ils brûlent les écoles et les églises noires, intimident, insultent et agressent, voire tuent, Blancs et Noirs qui appuient localement les républicains. Les statistiques sur les victimes du Ku Klux Klan, disponibles seulement à partir de 1882, montrent qu'en 1884, 160 Blancs et 51 Noirs (total 211) ont été assassinés par le Klan, 110 et 74 en 1885 (184), et 69 et 161 en 1892 (230), la pire année.

Parmi leurs cibles blanches privilégiées, notons les *carpetbaggers* et les *scalawags* , deux termes de la langue américaine attachés à

cette période de la Reconstruction. Le mot *carpetbaggers* (littéralement « ceux qui portent leurs affaires dans un baluchon ») désigne les nordistes qui sont venus dans le Sud pour s'enrichir, profitant de la ruine occasionnée par la guerre. Les *scalawags* (littéralement les « brebis galeuses ») sont les sudistes qui collaborent avec les nouveaux maîtres républicains. En fait, les *carpetbaggers* sont peu nombreux et, même si certains d'entre eux sont sans scrupule, beaucoup se sont installés dans le Sud par idéalisme afin d'aider les affranchis. Mais souvent ils occupent des postes à responsabilité, parfois très élevés, comme gouverneur d'État, ce qui génère une grande hostilité, voire haine, de la part des ex-confédérés exclus du processus politique. Les *scalawags* , eux, composent un groupe particulièrement hétérogène. Il peut s'agir d'anciens whigs, d'unionistes hostiles à la Sécession ou de fermiers qui n'ont jamais possédé d'esclaves. Même s'ils ne souscrivent pas nécessairement à l'égalité raciale promue par les républicains – tant s'en faut –, ils adhèrent néanmoins à l'idéal de progrès technologique et de développement économique défendu par les nordistes. Tous demeurent hostiles au régime des grands planteurs dont, à leurs yeux, l'obstination, la suffisance et l'aveuglement ont mené le Sud à sa perte. Le Klan, lui, cherche surtout à empêcher les Noirs de voter. En 1868, sur 1 300 000 inscrits sur les listes électorales du Sud, on compte 700 000 Noirs pour 600 000 Blancs. Une situation insupportable pour les nostalgiques de l'ordre ancien.

Le Ku Klux Klan est à la jonction de deux traditions américaines marginales mais récurrentes dans l'histoire du pays. C'est à la fois un groupe d'autojustice, comme les *Regulators* dans les Carolines dans les années 1760 et 1770 ou comme les *vigilantes* de Californie au moment de la Ruée vers l'or au milieu du XIX e siècle, et un lobby de suprématie blanche (*white supremacy*). Le texte dans lequel figurent son organisation et ses principes, qui date de 1868, stipule que sa mission est de « protéger le faible, l'innocent et tous ceux sans défense », notamment et surtout « les veuves et les orphelins des soldats confédérés », contre « les hors-la-loi ». Mais dans les questions

que les membres du Klan doivent poser à tous ceux qu'ils arrêtent, nous trouvons celles-ci : « Êtes-vous […] un membre du Parti républicain radical ? », « Avez-vous servi dans l'armée fédérale pendant la dernière guerre ? », ou encore « Êtes-vous en faveur d'un gouvernement blanc dans ce pays ? »[7] . Protéger les sans-défense, certes, mais aussi restaurer par la violence un ordre blanc, sudiste et démocrate.

Imposer les droits des Noirs par la loi

Renforcés par leur nette victoire électorale de l'automne 1866 et par le rapport de la Commission législative sur la Reconstruction, qui donne au Congrès plutôt qu'au président le pouvoir de mener la politique de Reconstruction, tout comme exaspérés par l'entêtement des États du Sud qui refusent de ratifier le XIVe amendement à l'exception du Tennessee , les républicains décident d'appliquer une politique ferme envers le Sud[8] . Celle-ci se concrétise par quatre lois adoptées en mars et juillet 1867. La première (*Military Reconstruction Act*) divise le Sud en cinq districts militaires avec un général à leur tête. Elle autorise le recours à l'armée pour protéger les personnes et les biens, prévoit l'organisation de nouvelles élections dans chaque État afin de rédiger de nouvelles constitutions garantissant les droits des Noirs et de ratifier le XIVe amendement, condition *sine qua non* pour être réadmis dans l'Union[9] . La deuxième, l'*Habeas Corpus Act* , permet à la justice fédérale de protéger les droits des citoyens, en fait les affranchis, qui seraient menacés par les tribunaux locaux. Une troisième, le *Tenure of Office Act* , porte sur la nomination des fonctionnaires civils et interdit au président de renvoyer tout membre du gouvernement qui serait opposé à sa politique sans l'accord du Sénat. Enfin, une quatrième, le second *Military Reconstruction Act* , déclare illégaux les gouvernements dans les États du Sud. Les lois de 1867 consacrent la mainmise du Congrès sur la conduite de la Reconstruction et, au-delà, renforcent considérablement les

prérogatives, militaires, judiciaires et politiques, du gouvernement fédéral.

Johnson face à la destitution

Johnson, comme chacun peut s'y attendre, s'oppose catégoriquement aux lois de Reconstruction. En tant que chef des armées, il invite les militaires à ne pas les appliquer et, passant outre l'avis du Sénat, renvoie son secrétaire à la Guerre, Edwin M. Stanton , trop proche à ses yeux des républicains. En février 1868, la Chambre des représentants vote, par 148 voix contre 47, en faveur d'une procédure de destitution (*impeachment*), comme le permet la Constitution[10] . D'après celle-ci, tout haut fonctionnaire civil, y compris le président, peut être destitué de ses fonctions par la Chambre, puis jugé par le Sénat. Une majorité des deux tiers au Sénat est nécessaire pour obtenir la destitution. Le vote de février 1868 contre un président constitue une première dans l'histoire des États-Unis et témoigne de l'exaspération du Congrès face à l'obstructionnisme de Johnson[11] . Celui-ci est finalement acquitté par le Sénat en mai 1868 à une voix près, 35 voix contre 19, et sur un vote partisan[12] . Tous les sénateurs démocrates ont voté contre, tous les républicains, sauf sept, pour. L'échec de cette procédure de destitution est dû à plusieurs facteurs. D'une part, les républicains sont divisés et les plus conservateurs parmi eux préfèrent conserver Johnson plutôt que de voir lui succéder, comme le prévoit alors la Constitution, le président du Sénat, le radical Benjamin Wade[13] . D'autre part, Johnson, fin politique, a probablement négocié son acquittement en promettant de mettre fin à son opposition au Congrès. Enfin, certains s'interrogent sur l'opportunité d'une telle procédure l'année d'élections présidentielles.

L’élection du général Grant

À l’été 1868, six États anciennement confédérés (l’Alabama , l’Arkansas , la Floride , la Louisiane , la Caroline du Sud et la Caroline du Nord), qui ont ratifié le XIVe amendement et écrit de nouvelles constitutions en grande partie grâce aux votes des Noirs et des unionistes blancs, sont réintégrés et de nouveau représentés au Congrès[14] . Ils sont donc sept sur onze avec le Tennessee réintégré dès 1866. À l’automne 1868, les républicains présentent le général Grant, héros de la victoire nordiste, aux élections présidentielles contre Horace Seymour , le gouverneur démocrate de New York , qui a soutenu les émeutiers de l’été 1863. Les débats se focalisent sur la Reconstruction, les républicains pouvant se targuer d’avoir conduit des millions d’affranchis vers la citoyenneté tout en réintégrant une majorité d’anciens États confédérés au Congrès et d’avoir obtenu la ratification du XIVe amendement en juin 1868. Grant, avec pour slogan le consensuel « Ayons la Paix » (*Let Us Have Peace*), remporte les élections assez largement, avec 3 millions de voix et 214 grands électeurs contre 2,7 millions et 80 pour son adversaire. Pourtant, cette victoire n’est pas si écrasante car Grant a bénéficié de 450 000 voix d’affranchis et même si Seymour n’a gagné que huit États (contre 26 pour Grant), il fait un très bon score dans beaucoup d’autres, rivalisant même avec Grant dans certains. Lors de son discours d’investiture, en mars 1869, Grant déclare : « Vos suffrages m’ont élu à la fonction de président des États-Unis. […] Je ne l’ai pas souhaitée [mais] je viens avec le désir et la détermination de la remplir du mieux qu’il me sera possible pour la satisfaction du peuple[15] . »

Forts de cette victoire électorale et de ce nouveau soutien à la Maison-Blanche, les républicains du Congrès décident de protéger le droit de vote des Noirs par un amendement constitutionnel afin de parachever leur politique de Reconstruction et d’égalité raciale. D’un point de vue purement politique, cet amendement leur garantit un vote républicain noir dans les États anciennement esclavagistes. Le

XVe amendement, adopté par le Congrès en mars 1869 et ratifié par les États un an plus tard, stipule que « le droit de vote des citoyens des États-Unis ne sera refusé ou restreint ni par les États-Unis, ni par aucun État, pour cause de race, de couleur ou de condition antérieure de servitude ». À nouveau, cet amendement consacre la primauté de l'État fédéral comme protecteur des libertés individuelles, en totale contradiction avec les arguments sécessionnistes.

L'année 1870 marque la fin virtuelle de la Reconstruction. Les derniers États sécessionnistes sont réintégrés au Congrès : la Géorgie , la Virginie , le Mississippi et le Texas . C'est la fin de la Reconstruction militaire. Dorénavant, les sudistes participent de nouveau pleinement au processus politique national et le Sud ne peut plus être traité comme une région à part. Les droits civiques des Noirs sont désormais protégés par des amendements constitutionnels et le gouvernement fédéral s'est donné les moyens légaux et militaires de détruire le Ku Klux Klan. Les démocrates du Sud, anciens confédérés, sont politiquement très affaiblis. Le pouvoir républicain s'est imposé, en grande partie grâce au vote noir, dans les États de l'ex-Confédération. Entre 1870 et 1872, le Congrès vote cinq lois, collectivement appelées *Enforcement Acts* (*to enforce* , « appliquer »), afin de protéger, sur le terrain, les droits des Noirs en prévoyant l'intervention des tribunaux fédéraux en cas de fraude électorale ou de toute violence envers les affranchis. Ces lois autorisent aussi le président à déclarer la loi martiale pendant un an dans toute portion du pays. Bien qu'elles s'appuient sur la clause d'application des XIVe et XVe amendements qui réserve au Congrès le rôle de mettre en place leurs dispositions, les *Enforcement Acts* suscitent une vive opposition chez une partie des républicains, qui prennent le nom de « républicains-libéraux[16] », en raison de leur sévérité et le pouvoir inédit qu'ils confèrent au gouvernement fédéral au détriment des États. D'autre part, la nouveauté est que ces lois s'appliquent dans tout le pays. Elles reflètent une nationalisation de la Reconstruction. Une réelle lassitude vis-à-vis de la Reconstruction se fait alors sentir au Nord, comme au Sud. De plus, des questions

économiques cruciales accaparent de plus en plus l'attention du pays dans son ensemble. La Reconstruction cesse d'être une priorité nationale. En 1872, une ample loi d'amnistie est adoptée par le Congrès et le Bureau des affranchis, dont les moyens sont largement diminués dès 1870, est démantelé. La page de la Reconstruction est tournée.

Le bilan de la Reconstruction

La Reconstruction n'a sans doute pas eu l'attention historiographique qu'elle mérite. Elle demeure, pourtant, un moment essentiel de l'histoire américaine[17] . Éclipsée par la décisive conflagration de la guerre civile, la Reconstruction a trop longtemps été perçue comme un problème sudiste alors que c'est véritablement une question nationale, du moins jusqu'en 1870. Quel bilan tirer de cette période ? L'historien américain Éric Foner, grand spécialiste du sujet, parle d'une « révolution inachevée ». La reconquête progressive du pouvoir par les ex-confédérés dans les États du Sud au cours des années 1870, qui menace les acquis en matière de droits civiques obtenus en faveur des Noirs à partir de 1863, donne effectivement l'impression d'un processus qui n'a pas été mené à son terme. On ne saurait pourtant parler d'échec. Le bilan de la Reconstruction demeure largement positif. La Reconstruction a fait bien plus que de réintégrer les États de l'ex-Confédération en les restructurant d'un point de vue politique, économique, social et racial, elle a provoqué des changements profonds et durables dans tout le pays et ceci en dépit des inerties institutionnelles et des résistances locales.

La Reconstruction redessine les rapports entre les États et l'État fédéral nettement à l'avantage du second. C'est le contrecoup de la Sécession et l'échec d'une lecture sudiste d'avant la guerre, héritée des Articles de la Confédération des années 1780 et des théories « nullificatrices » de John C. Calhoun des années 1830, qui considèrent que les liens institutionnels entre les États et le pouvoir

central sont lâches et, pourquoi pas, révocables. La Reconstruction marque aussi un rééquili brage institutionnel à l'avantage du Congrès après l'affaire Dred Scott de 1857, qui a vu la Cour suprême décider de l'impossible citoyenneté des Noirs libres, et après l'émergence d'un « président de guerre », qui détenait la destinée de la nation entre ses seules mains de 1861 à 1865. À partir de 1866, c'est le Congrès qui mène la danse. Celui-ci impose alors une nouvelle vision de la Constitution avec trois amendements en cinq ans. La Constitution est désormais perçue comme adaptable au rythme des mutations sociales, économiques, politiques et raciales imposées par l'histoire du pays. L'amendement devient un moyen de graver les acquis et les évolutions dans le marbre ou presque. La Constitution se métamorphose aussi en un instrument, voire une arme le cas échéant, qui peut être utilisée ou brandie dans le combat politique. La Reconstruction redessine aussi pour un siècle la carte électorale du pays et les rapports entre démocrates et républicains. Le Sud est désormais un bastion démocrate et les démocrates, identifiés à la cause sudiste et à la discrimination raciale, sont virtuellement exclus du pouvoir fédéral jusqu'à l'élection surprise de Woodrow Wilson en 1912, en attendant le triomphe de Franklin D. Roosevelt dans les années 1930. Les républicains, eux, à l'image de Lincoln , sont durablement identifiés à la cause noire et au capitalisme triomphant.

Le grand accomplissement de la Reconstruction reste, bien sûr, l'intégration des affranchis dans le giron de la nation avec la loi sur les droits civiques de 1866 et les XIVe et XVe amendements. Les anciens esclaves sont devenus des citoyens américains en cinq ans, trois siècles et demi après l'arrivée de leurs ancêtres sur le sol nord-américain. De ce point de vue, la Reconstruction a achevé l'œuvre de la Révolution en donnant chair à l'énoncé magnifique, mais longtemps resté vide, « tous les hommes sont créés égaux » de la déclaration d'Indépendance de 1776. Parmi les droits nouvellement acquis par les Noirs, le droit de vote demeure le plus spectaculaire, et celui qui a provoqué le plus de résistance au Sud comme au Nord. Désormais, des Noirs, anciens esclaves comme anciens libres, votent

et sont élus dans les assemblées d'États et au Congrès. Partout dans le Sud, les Noirs jouissent d'une confortable minorité dans les législatures et en Caroline du Sud – ironie de l'histoire – ils contrôlent même la chambre basse jusqu'en 1874 (76 sièges sur 124 en 1868). Au niveau national, de 1869 à 1901, deux Noirs, Hiram R. Revels et Blanche K. Bruce , siègent au Sénat pour le Mississippi , et une vingtaine sont élus à la Chambre des représentants, dont huit pour la Caroline du Sud et quatre pour la Caroline du Nord . Quant au Bureau des affranchis, son bilan est plus qu'honorable. En tout, le Bureau distribue 21 millions de rations (16 millions pour les Noirs et 5 millions pour les Blancs) et finance le déplacement de 30 000 anciens esclaves désireux de retrouver leurs proches ou de trouver un meilleur emploi. En 1867, le Bureau ne gère pas moins de 46 hôpitaux. Cependant, la scolarisation massive et urgente des Noirs constitue son véritable succès avec l'ouverture de 4 300 écoles, où travaillent 10 000 enseignants et étudient 250 000 élèves en 1870[18] . Globalement, le Bureau s'est montré à la hauteur d'une tâche immense.

C'est indiscutablement dans le domaine économique, surtout du point de vue des Noirs, que le bilan de la Reconstruction fait pâle figure. Dès la fin de la guerre, une folle rumeur circule dans le Sud : les affranchis auront tous droit à « 40 acres [16 hectares] et un mulet » (*forty acres and a mule*). En fait, cet espoir est rapidement déçu. L'idée aurait été de redistribuer aux anciens esclaves les terres confisquées aux ex-confédérés. Mais les différentes lois d'amnistie restituent les terres aux planteurs et ces derniers, expulsant les squatters noirs, ne sont certainement pas disposés à les vendre à leurs anciens esclaves par parcelle. Les affranchis refusent de travailler en groupe sur les plantations, même en étant libres et salariés, comme les planteurs essaient de le leur imposer au lendemain de la guerre, mais aspirant plutôt à devenir de petits propriétaires fermiers (*yeomen*). Le métayage (*sharecropping* de *to share* , « partager » et *crop* , « récolte ») se développe donc dans tout le Sud. Celui-ci revêt plusieurs formes. Le fermier, blanc ou noir, loue la terre en

partageant une partie de sa récolte, c'est le *sharecropping* à proprement parler, ou en hypothéquant sa récolte (*credit tenant*), ou encore en payant le propriétaire (*cash tenant*)[19] . Ces trois systèmes maintiennent durablement le fermier dans la pauvreté et la dépendance, l'échec d'une récolte pour des raisons climatiques ou de maladies l'entraînant dans un cycle infernal et quasi infini de dettes. La grande majorité des Noirs n'ayant pas ou peu de capital, ils deviennent des *sharecroppers* . Par ailleurs, ces métayers peuvent aussi s'endetter vis-à-vis d'un commerçant en hypothéquant une partie de leur récolte à venir contre du matériel et des semences. C'est le système du *crop lien* . Si la récolte n'est pas bonne et que le fermier ne peut rembourser son crédit, c'est alors le commerçant qui verse son loyer au propriétaire foncier. Le métayer se trouve alors doublement endetté. Ce sont les Noirs qui subissent le plus ce système. En 1880 en Géorgie , le capital par habitant noir est de 8 dollars contre 285 pour un blanc, soit près de 36 fois moins[20] . Dans le Sud de l'après-guerre, les Noirs sont libres mais irrémédiablement pauvres. Comme l'écrira en 1893 la journaliste africaine-américaine Ida B. Wells , « la guerre de Sécession de 1861-65 mit fin à l'esclavage. Elle nous laissa libres mais aussi sans foyer, sans argent, ignorants, sans nom et sans amis[21] ».

Globalement, l'économie du Sud croît et se diversifie après la guerre, même si le coton reste la principale production de la région. Le Sud développe ses infrastructures, avec 42 000 kilomètres de voies ferrées en 1890, contre 14 500 en 1860, soit presque trois fois plus, et connaît une lente mais constante urbanisation. Même si le taux d'urbanisation du Sud reste en deçà de celui du reste du pays et si la région demeure fondamentalement rurale, les villes largement détruites pendant le conflit, telles Richmond en Virginie , Columbia en Caroline du Sud et Atlanta en Géorgie , renaissent et d'autres, telles Dallas et Houston au Texas ou Charlotte en Caroline du Nord , croissent à un bon rythme. La croissance urbaine touche essentiellement les villes de l'intérieur délaissant les villes-ports traditionnelles, telles Charleston , en Caroline du Sud ou Savannah en

Géorgie, à l'exception de la Nouvelle-Orléans et Baltimore , seules villes du Sud à dépasser les 200 000 habitants en 1870 (cf. Annexe IX, p. 841). Le coton est toujours roi, le Sud retrouvant, puis dépassant, sa production d'avant-guerre en 1880, mais il est moins dominateur même si sa culture couvre plus de cent mille hectares de terres[22] . Désormais, la région est davantage capable de traiter le coton sur place avec le développement de l'industrie textile et l'implantation de filatures dans les arrière-pays. En marge des cultures traditionnelles du Sud depuis la période coloniale, soit le sucre en Louisiane , le riz en Caroline du Sud et en Géorgie, et le tabac en Virginie, on note une diversification des productions avec le développement de l'industrie forestière, minière (phosphate principalement), et métallurgique. Assurément, les planteurs et autres décideurs sudistes ont appris à ne plus compter exclusivement sur le coton.

CHAPITRE 11

La Conquête de l'Ouest (1867-1890)

Tout ce que nous souhaitions, c'était la paix et l'indépendance. Mais des soldats sont venus et ils ont détruit nos villages.

Crazy Horse (chef sioux Oglala, 1877)

La théorie de la Frontière

Nous sommes le 12 juillet 1893. Chicago organise une exposition universelle pour commémorer le quatre centième anniversaire du voyage fondateur de Christophe Colomb , mais surtout pour exposer la réussite technologique d'une Amérique sur le point de devenir une puissance économique mondiale. La création architecturale et artistique n'y est pas pour autant absente. « La plus grande rencontre d'artistes depuis le XV e siècle », proclame avec enthousiasme le sculpteur américain Augustus Saint-Gaudens. « Non pas la matière, mais l'esprit ; non pas les choses mais les hommes »[1] , annonce le slogan de l'exposition.

Ce jour-là, un jeune historien, Frederick Jackson Turner , présente une conférence devant « un public qui fait preuve d'ennui et d'indifférence comme à chaque fois qu'un jeune professeur d'une

université d'un coin perdu fait sa première conférence[2] », racontera des années plus tard un des témoins de la scène. Pourtant, ce texte, intitulé *L'Importance de la Frontière dans l'histoire américaine* , crée un paradigme explicatif, appelé depuis « la thèse de Turner » ou encore « la thèse de la Frontière », qui restera longtemps central dans l'étude de l'Ouest et, plus largement, de l'identité américaine. Turner y développe l'idée que « la Frontière », est « le point de rencontre entre la sauvagerie et la civilisation », en déplacement constant vers l'Ouest depuis l'époque coloniale, est un élément structurant de l'identité américaine, distinctif de l'Europe, où une frontière est « une ligne fortifiée entre des régions densément peuplées ». En Amérique, la « Frontière », située « à la limite des terres inhabitées », entendons le Pays indien, et avec une densité en dessous de deux habitants pour 2,5 kilomètres carrés, est le lieu où « les immigrants se sont américanisés, libérés et ont fusionné dans une race commune, anglaise ni par sa nationalité ni ses caractéristiques[3] ». La « Frontière » est donc pour Turner le lieu privilégié du *melting-pot* américain, une expression qui apparaîtra en 1908[4] . Mais il y a davantage. La « Frontière », qui suscite et entretient l'individualisme grâce à un accès libre à la terre, qui stimule le pragmatisme, l'énergie et l'inventivité, a, soutient Turner, été le moteur de la démocratie américaine depuis le début de son histoire et le creuset dans lequel s'est forgé le caractère américain. Si « depuis le jour où la flotte de Colomb a navigué dans les eaux du Nouveau Monde, l'Amérique a été un autre mot pour opportunité », c'est grâce à la « Frontière », qui est pour les États-Unis ce « que la Méditerranée fut pour les Grecs »[5] .

Or, en 1890, le Bureau du recensement déclare que la « Frontière » en tant que ligne continue n'existe plus. C'est cette annonce, avec laquelle il débute son essai, qui pousse Turner à présenter publiquement sa vision d'une histoire des États-Unis centrée sur cette « Frontière », désormais disparue. À ses yeux, avec la fermeture de la « Frontière », « une première période de l'histoire américaine touche à sa fin[6] ». En 1893, pour Turner, les États-Unis sont ainsi à un tournant majeur de leur histoire et un substitut à la

« Frontière » doit être impérativement trouvé. Dans un autre essai, Turner le verra dans « l'éducation » qui pourra se substituer « à la mobilité sociale crée par la Frontière[7] ». La thèse de Turner, qui fait du mouvement vers l'Ouest l'élément central de l'histoire et de l'identité américaines, quoique vivement contestée par les historiens depuis, a profondément marqué les Américains qui y voient un facteur explicatif de leur histoire, à leurs yeux différente de celle des autres pays, notamment européens, et de leur succès[8] . Il faut y voir une version conceptualisée de la destinée manifeste des années 1840 et 1850. De Theodore Roosevelt , qui la trouvera dans l'impérialisme des années 1890 à John Fitzgerald Kennedy qui la verra dans la conquête de l'espace et la lutte contre la pauvreté des années 1960, les États-Unis seront longtemps à recherche d'une « nouvelle Frontière[9] ».

L'appel du Pacifique

En 1867, alors que toute l'attention du pays est tournée vers le Sud et vers Washington où s'opposent les républicains du Congrès et le président Johnson, le secrétaire d'État William H. Seward négocie l'achat de l'Alaska aux Russes[10] . Ces derniers, défaits en Crimée en 1856, craignent de perdre l'Alaska face à une attaque britannique et préfèrent la vendre aux Américains. La transaction se fait rapidement, au prix de 7,2 millions de dollars. À l'image des « arpents de glace » voltairiens au sujet du Canada , l'achat de cet immense territoire éloigné et au climat inhospitalier, jugé tout à fait inhabitable, est décrié dans la presse et au Congrès comme « la folie de Seward », ou « la glacière de Seward », ou encore « Frigidia ». Ces dénigrements se révèlent en fait partisans et politiciens. Ils sont dus à l'hostilité du Congrès et d'une partie de l'opinion contre le président Johnson et ne constituent pas un réel obstacle. D'ailleurs, avec le soutien de Charles Sumner , président de la Commission des affaires étrangères au Sénat, le traité est ratifié sans opposition, 37 voix

contre 2[11] . L'achat de l'Alaska confirme l'intérêt américain pour le Pacifique même si ce n'est qu'en 1896 avec la ruée vers l'or dans le Klondike, un événement magnifiquement mis en scène par Charlie Chaplin en 1925 et qui attire près de 100 000 personnes dans la région, que l'immense péninsule acquiert une réelle valeur aux yeux des Américains[12] .

L'acquisition de l'Alaska , qui sera surnommée au XX e siècle « la dernière Frontière », annonce la politique d'expansion vers l'Ouest suivie par le Congrès après la guerre de Sécession. L'Ouest tel qu'on le connaît de nos jours est la région qui s'étend du Mississippi au Pacifique, soit un vaste carré de 1 600 kilomètres de côté[13] . L'Ouest recouvre cinq zones topographiques principales, soit du Mississippi au Pacifique : les Grandes Plaines (*Great Plains*), elles-mêmes divisées en Plaines du Sud (*Southern Plains*), soit les États du Texas , de l'Oklahoma et du Kansas , et Plaines du Nord (*Northern Plains*), soit le Nebraska , le Dakota du Sud et le Dakota du Nord ; les montagnes Rocheuses, dont les sommets culminent à plus de quatre mille mètres ; les hauts plateaux traversés en profondeur par des fleuves intrépides (plateau du Colorado [Utah et Arizona septentrional], plateau de la Columbia [Washington oriental et Idaho] ; une série de chaînes de montagne (la Sierra Nevada [Nevada et Californie], la chaîne des Cascade [Washington et Oregon]) ; et enfin la plaine côtière au bord de l'océan[14] .

L'Ouest prend forme avec la construction de chemins de fer transcontinentaux, l'exploitation de gisements de métaux précieux, l'élevage bovin à grande échelle, la migration de milliers de fermiers et les guerres indiennes. Il faut donc voir la conquête de l'Ouest comme une succession de « Frontières » imbriquées, celle des trappeurs, puis celle des mineurs, du rail, des éleveurs, et enfin des fermiers. Cette expansion multiforme vers l'Ouest, qui change radicalement la géographie du pays, le faisant devenir de taille potentiellement continentale, repose sur une formidable croissance démographique, urbaine et industrielle qui donne naissance à l'Amérique moderne et qui propulse en une trentaine d'années le

pays au premier plan mondial. La conquête de l'Ouest et le décollage économique du dernier tiers du XIX e siècle changent profondément et durablement la nature et le destin des États-Unis.

Dans les années 1850, l'Ouest est peuplé de quelques chercheurs d'or en Californie , de trappeurs dans les Plaines et les Rocheuses (très souvent d'ailleurs de langue française), de Mormons autour de Grand Lac Salé dans l'Utah , d'éleveurs de bétail au Texas et de centaines de milliers d'Amérindiens, dont un grand nombre, rappelons-le, y a été déporté dans les années 1830. C'est un pays indien traversé par quelques pistes où s'aventurent des pionniers, certes de plus en plus nombreux, mais seulement désireux d'atteindre le Pacifique. Baptisé le « Grand Désert américain » en 1820 par le cartographe militaire Stephen H. Long, l'espace situé entre le Mississippi et la côte pacifique reste délaissé. Long l'a d'ailleurs décrit comme « presque entièrement inapproprié pour les cultures, et bien sûr inhabitable par un peuple dépendant de l'agriculture pour sa subsistance[15] ».

Tout change au lendemain de la guerre de Sécession. Rappelons que profitant de la sécession des sudistes qui bloquaient l'expansion vers l'Ouest par crainte que les futurs États ne soient libres et non esclavagistes, le Congrès vote dès 1862 deux lois déterminantes : la loi sur les terres (*Homestead Act*) et la loi sur le chemin de fer transcontinental (*Pacific Railroad Act*).

La frontière des fermiers : le Homestead Act

Le *Homestead Act* prévoit l'octroi gratuit, sous réserve d'un paiement de 10 dollars pour le titre de propriété, d'un lot de 64 hectares à tout pionnier qui s'y installe et le met en valeur pendant cinq ans[16] . Avec cette loi, le Congrès souhaite attirer des milliers de fermiers au-delà du Mississippi en entretenant, dans cet âge même de forte industrialisation, le rêve agrarien américain d'un

pays de fermes. De ce point de vue, le *Homestead Act* marque une césure car, jusqu'alors, les immenses réserves de terres de l'Ouest avaient été plutôt perçues comme une source de spéculation, revendues à 1,25 dollar l'acre (0,40 hectare) à partir de 1820, alors que désormais elles sont cédées quasiment gratuitement et directement à des particuliers. Comme le faisaient les propriétaires de colonies au XVII e siècle, la terre devient un aimant pour le peuplement de régions que l'on souhaite développer. De 1862 à 1890, 2 millions de personnes profitent de cette loi. Ce sont surtout les États du Kansas , où 40 000 Noirs, notamment du Mississippi et de Louisiane , s'installent à partir 1879, du Nebraska , du Minnesota et des Dakotas (Sud et Nord), trois États où s'établissent des milliers de Scandinaves (Norvégiens et Suédois), qui bénéficient le plus de la vague de peuplement occasionné par le *Homestead Act* .

Le succès de cette loi reste cependant à relativiser. 2 millions est un chiffre qui peut paraître élevé mais, en fait, cinq fois plus de pionniers achètent leurs terres aux compagnies ferroviaires[17] . De plus, la loi, peu exigeante sur les conditions d'éligibilité, donne libre cours à la fraude puisque beaucoup de concessions sont retirées par les hommes de paille de spéculateurs qui se font passer pour des fermiers. Enfin, 64 hectares s'avèrent être une petite superficie sur des terres souvent peu fertiles. En tout, de 1862 à 1891, 21 millions d'hectares sont distribués grâce au *Homestead Act* , alors que les compagnies de chemin de fer et les États en reçoivent respectivement 52 et 40 millions, et que 40 millions d'hectares de terres sont pris aux Amérindiens et vendues aux enchères[18] . L'impact du *Homestead Act* est donc davantage psychologique. Chacun sait désormais que le Congrès souhaite voir peupler l'Ouest et que l'on peut vivre et prospérer dans ce qui n'est plus le « Grand Désert américain ». Washington projette désormais sur les vastes plaines de l'Ouest le rêve jeffersonien d'une Amérique agraire.

Le chemin de fer transcontinental

Depuis l'admission de la Californie comme État en 1850, la nécessité se fait sentir de construire un chemin de fer transcontinental. Se rendre en Californie est alors long et dangereux. Il faut soit doubler le cap Horn, soit traverser l'isthme du Panama ou encore suivre une des pistes, celle de Californie, des Mormons ou encore celle de l'Oregon, avant de bifurquer vers le Sud. Une ligne de chemin de fer rendrait le voyage moins coûteux, plus rapide et moins aléatoire. Dans les années 1850, le Congrès, divisé par le choix d'un tracé méridional ou septentrional, ne prend pas de décision. La Sécession permet au Congrès d'adopter le *Pacific Railroad Act* en l'absence des sudistes. La ligne doit relier la ville d'Omaha , dans le Nebraska , à Sacramento , en Californie. Pour ce faire, le Congrès octroie une charte à deux compagnies : l'*Union Pacific* [19] , qui part de l'est, et la *Central Pacific* , en sens inverse. La jonction entre les deux tronçons est prévue quelque part en Utah .

Le Congrès donne aux promoteurs des avantages colossaux en terres et en argent sous forme de prêts en bons du Trésor : plus de 4 800 000 hectares à l'Union Pacific et 2 500 000 à la Central Pacific et respectivement 27,2 et 25,8 millions de dollars[20] . Avant la guerre de Sécession, la construction des routes, des canaux et des voies ferrées a été financée localement. Mais un chemin de fer sur des milliers de kilomètres à travers tout l'Ouest américain impose une autre organisation. L'enjeu est désormais national. Par ailleurs, les défis humains, logistiques et technologiques d'une telle entreprise sont immenses. Au-delà de la distance à parcourir, il faut aussi franchir le massif de la Sierra Nevada , en Californie orientale, et celui des Rocheuses, sans oublier les escarmouches avec des Amérindiens qui peuvent nécessiter l'appui de l'armée. En échange de cette aide fédérale, les compagnies ferroviaires acceptent de transporter troupes et courrier à un tarif préférentiel. En ce qui concerne le courrier, le train marque la mort du Pony Express, ce système de poste à cheval très rapide en activité depuis 1860, de

Saint-Joseph, dans le Missouri , à Sacramento , en Californie, soit sur près de 3 000 kilomètres à travers le Kansas , le Nebraska , le Wyoming , le Colorado , l'Utah , le Nevada et la Californie.

Gigantisme et corruption

Le gigantisme des transcontinentaux apparaît aussi dans les chiffres de la main-d'œuvre nécessaire à sa construction. De très nombreux ouvriers, environ 20 000, sont recrutés, en majorité des Irlandais, surnommés *Paddies* , du prénom Patrick, par l'Union Pacific, à l'est, et des Chinois, appelés *coolies* , par la Central Pacific, à l'ouest. Malgré des rails de piètre qualité – l'Union Pacific doit déjà dépenser 7 millions de dollars en réparations lorsque la ligne est à peine finie –, l'achèvement des deux lignes en 1869, soit en sept ans de travaux, doit être considéré comme une prouesse technologique et logistique. En une journée record, 5 000 ouvriers de l'Union Pacific posent 16 kilomètres de voies. Au total, le tracé de l'Union Pacific couvre 1 740 kilomètres et celui de la Central Pacific, 1 110, soit 2 850 kilomètres en tout. Les chemins de fer aux États-Unis représentent aussi un coût énorme en vies humaines. Pour la seule année 1889, on compte 22 000 ouvriers morts ou blessés, soit un chiffre bien supérieur à celui que connaît l'Angleterre au même moment[21] .

Une telle réalisation gigantesque ne peut être lancée que par le gouvernement fédéral et son coût astronomique couvert par des mécanismes bancaires et boursiers modernes. C'est la mise en place d'un système bancaire national, celui-là même qui a financé la victoire nordiste lors de la guerre de Sécession, par une loi de 1863, appelée le *National Banking Act* , qui crée les moyens de lever les capitaux nécessaires à cette entreprise nationale. Outre les prêts de l'État fédéral, les compagnies ferroviaires émettent leurs propres actions et obligations. L'Union Pacific, qui obtient plus de 27 millions de dollars d'aide fédérale, lève aussi des actions pour un montant de

11 millions de dollars et pour 30 millions d'obligations[22] . Autre signe de modernité : les compagnies ferroviaires doivent constamment communiquer sur les avancées des lignes, les succès d'ingénierie, et sur les avantages du rail car ce type d'investissements est perçu comme peu attractif et risqué. Un train sur une telle distance pourra-t-il un jour être rentable[23] ? Les investisseurs séduits sont essentiellement américains mais aussi européens. De telles sommes, par ailleurs, renforcent la position de New York comme centre de la finance du pays, d'autant plus que la loi sur le système bancaire national de 1863 autorise les banques partout dans le pays à entreposer jusqu'à la moitié de leurs réserves à New York. Les compagnies ferroviaires tirent également de l'argent en vendant à des particuliers, au prix de trois dollars l'acre, des parcelles des immenses lots de terres obtenus du gouvernement fédéral. Attirer le train ayant un impact économique phénoménal et décisif pour toute communauté, le risque de devenir une ville fantôme en quelques années étant réel dans l'Ouest, les compagnies savent aussi faire jouer la concurrence pour obtenir localement des avantages financiers ou autres.

De telles sommes d'argent et de tels enjeux économiques, politiques et géographiques favorisent la corruption. Le plus grand scandale de l'époque, celui du Crédit mobilier, est précisément lié au financement des chemins de fer transcontinentaux. Le Crédit mobilier est fondé en 1864 par des actionnaires de l'Union Pacific. C'est une compagnie de construction à laquelle l'Union Pacific sous-traite la pose de portions de voies ferrées. Le Crédit mobilier fait payer à l'Union Pacific 50 000 dollars par mile (1,6 km), au lieu d'un coût réel de 30 000. Le tout est financé par des fonds fédéraux votés par des membres du Congrès, dont le président de la Chambre (*Speaker of the House*) James G. Blane , qui se voient offrir des actions du Crédit mobilier. Les actionnaires de l'Union Pacific et les membres du Congrès impliqués s'enrichissent ainsi aux frais du gouvernement et aux dépens des actionnaires extérieurs au stratagème, sans parler des ouvriers irlandais et chinois qui s'épuisent au travail pour un salaire

de misère. Le scandale, d'une grande ampleur tant par les sommes en jeu – au moins 13 millions de dollars – que par le niveau de responsabilité des hommes politiques corrompus – on parle alors aussi du représentant James A. Garfield , futur président des États-Unis –, est révélé par un article du *New York Sun* en 1872, l'année où Ulysses S. Grant se représente aux élections présidentielles.

Promontory Point : la réalisation de l'Amérique coast to coast

Le 10 mai 1869 est un grand jour dans l'histoire des États-Unis : les lignes de l'Union Pacific et de la Central Pacific se rejoignent à Promontory Point, dans le nord de l'Utah . En sept ans, les Américains ont réussi à construire un chemin de fer transcontinental, à travers d'immenses plaines et des chaînes de montagnes. La cérémonie, surnommée « le mariage des rails » et immortalisée par une photo de Andrew J. Russell , est à la hauteur de l'événement. Deux locomo tives, une de chaque compagnie, se font face, distante d'un rail. Leland Stanford , en personne, un des quatre principaux actionnaires de la Central Pacific, plante le dernier clou fabriqué en or (*golden spike*) devant une foule de plusieurs centaines de personnes, dont beaucoup d'ouvriers[24] . Le moment est immédiatement retransmis dans tout le pays par télégraphe. La chambre de commerce de New York envoie un télégramme de félicitations à celle de San Francisco , fêtant « cette voie ferrée continentale qui englobe le territoire de l'Union américaine et unit commercialement deux grands océans ». Cette nouvelle voie « non seulement développera les ressources, étendra le commerce, accroîtra la puissance, exaltera la dignité et perpétuera l'unité de notre République » et en reliant « les nations de l'Europe avec celles d'Asie, [elle] facilitera matériellement l'avancement de notre civilisation »[25] . Un message d'un milieu d'affaires triomphant qui insiste sur le rail et l'Ouest comme facteurs décisifs dans l'unité du pays, à peine quatre

ans après la guerre de Sécession, et sur les mérites, tels que l'élite politico-commerciale américaine les perçoivent, d'une « civilisation » occidentale qui promeut le progrès technologique et l'industrie, notamment dans sa conquête impériale du monde.

Le triomphe du rail

La cérémonie de Promontory Point initie l'âge d'or du rail aux États-Unis qui succède à celui des canaux. D'autres chemins de fer transcontinentaux sont construits. La Northern Pacific de Duluth, dans le Wisconsin , à Tacoma, dans l'État de Washington en 1883 ; la Southern Pacific de la Nouvelle-Orléans à Los Angeles en 1884 ; l'Atchison , Topeka and Santa Fe, de Atchison, au Kansas sur les rives du Mississippi , à San Francisco en passant par Los Angeles, en 1884 également, et la Great Northern Pacific de Duluth à Seattle , avec un tracé situé au nord de la Northern Pacific, en 1893. Mais comme le souligne l'historien américain Richard White, ces transcontinentaux ne seraient que « des troncs sans branches » sans le développement d'un réseau secondaire étoffé[26] . De multiples voies sont ainsi construites, principalement dans l'Ouest et également à l'est du Mississippi, dans les années 1870 et 1880, même si le rythme de construction est fortement ralenti par la crise économique de 1873-1877, surnommée la « crise du chemin de fer » (*railway panic*)[27] . Tant et si bien que le réseau étasunien triple, de 56 300 kilomètres en 1865 à 150 000 kilomètres en 1880, puis passe à 264 000 kilomètres en 1890 (dont 116 000 kilomètres dans l'Ouest), pour atteindre 408 000 kilomètres – le record dans l'histoire du pays – en 1916. En 1882, les États-Unis peuvent s'enorgueillir de posséder la moitié du réseau mondial et, en 1905, un tiers. À cette date, les compagnies ferroviaires américaines, qui contrôlent 77 % du trafic marchandises et 98 % du trafic passager du pays, emploient 1,7 million de personnes[28] . Elles sont d'ailleurs si puissantes qu'à partir de 1883, elles imposent au pays la création de fuseaux horaires

pour harmoniser la gestion de leur réseau transcontinental. Avant cette date, les Américains utilisaient ce qu'on appelle le « temps du soleil », ou *Sun Time* . On ajustait sa montre à midi lorsque le soleil était à son point culminant. L'heure variait ainsi beaucoup dans un même État. Le Wisconsin, par exemple, avait 38 heures locales différentes et l'Illinois , 27. Lorsqu'un passager traversait les États-Unis en train, il devait changer l'heure à sa montre vingt fois ! Les compagnies de chemin de fer ont mis de l'ordre dans cette confusion.

Le développement du réseau de chemin de fer exerce un impact considérable sur l'économie du pays[29] . La construction de voies ferrées, de ponts, de gares, de locomotives et de wagons nécessite d'immenses quantités de bois, de fer et d'acier. Entre 1870 et 1900, les compagnies ferroviaires consomment, par exemple, entre 20 et 25 % de la production annuelle de bois du pays et 20 % de celle de charbon entre 1880 et 1890. Le train permet aussi de relier les centres de production aux marchés en réduisant considérablement le coût du transport. Plus rapide et plus souple que le bateau, le train peut transporter davantage de marchandises, sur de plus grandes distances et par tous les temps. Si en 1865 le coût du fret est de deux centimes la tonne par mile, en fait plus cher qu'un transport fluvial sur l'Hudson et sur le canal Érié, il passe à 0,75 centime en 1900. Le volume de marchandises transportées par le rail explose entre 1865 et 1916, de 10 à 366 milliards de tonnes par mile[30] . Le chemin de fer s'impose aussi pour le trafic passager face aux bateaux et aux diligences. Alors qu'en 1859, le train transporte 1,9 milliard de passagers par mile, ce chiffre passe à 16 milliards en 1900. De même, le coût du trajet devient plus abordable en passant, pour les mêmes années, de 2,44 à 2 centimes par mile[31] .

Ce faisant, le chemin de fer devient un facteur décisif dans le peuplement de l'Ouest en transportant des milliers de passagers au-delà du Mississippi vers le Pacifique. Un peuplement qui frappe par sa rapidité au regard de l'histoire du pays. S'il faut deux siècles aux Américains pour peupler les territoires de l'Atlantique à l'est du Nebraska , soit le 97e méridien, ils ne mettent que trente ans à

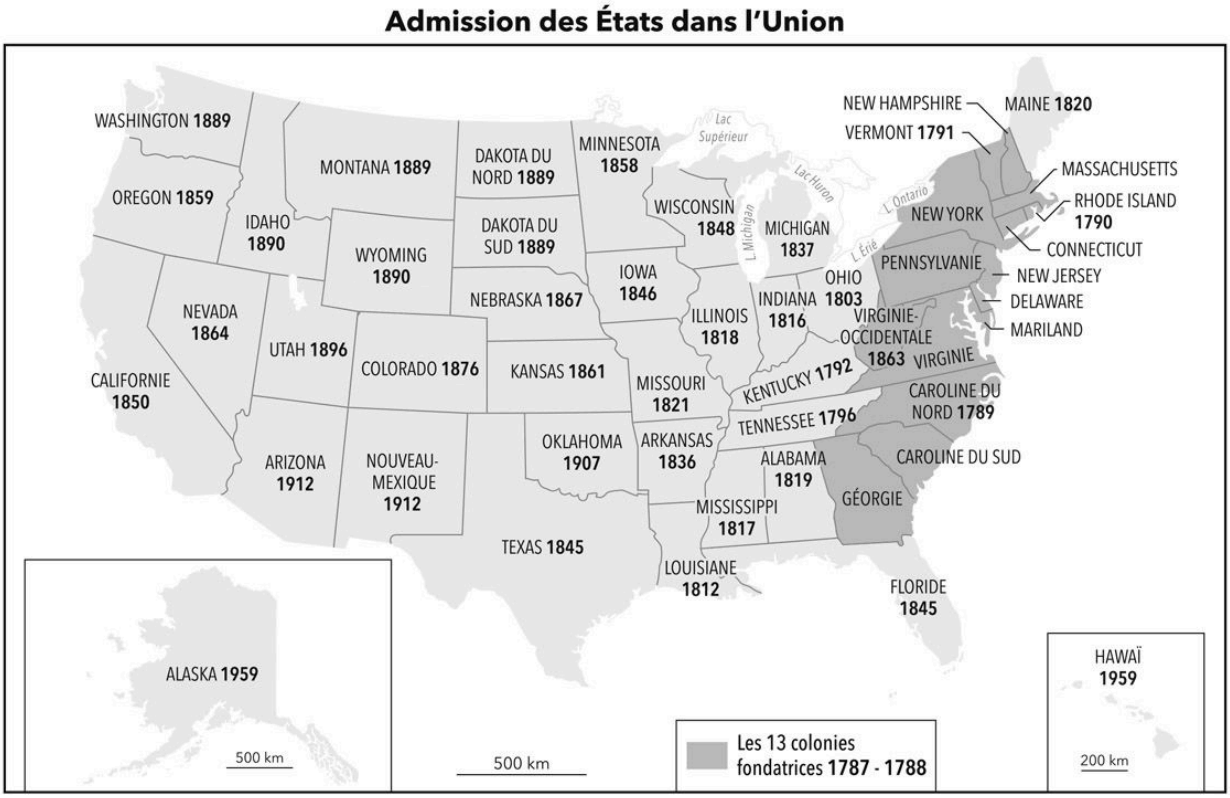
s'installer entre le Nebraska et le Pacifique. En 1890, l'Ouest représente 60 % de la population américaine, soit 36,7 sur 63 millions d'habitants[32] . Le développement du chemin de fer exerce également des répercussions sur le capitalisme américain. Pour couvrir un si grand territoire et affronter une concurrence sans équivalent dans le passé, les compagnies ferroviaires s'agrègent en pool, harmonisent leurs tarifs et partagent les bénéfices. Le chemin de fer est une des voies, avec la banque, la métallurgie et, plus tard, le pétrole, vers un capitalisme à l'échelle nationale.

Le train est ainsi l'élément clé dans le développement de l'Ouest après la guerre de Sécession. Outre son rôle dans le peuplement de l'Ouest, il participe pleinement à l'essor de l'industrie minière et de l'élevage bovin, si emblématique de la région avec le personnage du cow-boy mythifié par Hollywood dans la première moitié du XX e siècle.

La frontière des mineurs

En un demi-siècle, onze États de l'Ouest, dont quatre pour la seule année 1889, rejoignent l'Union : l'Oregon (1859), le Kansas (1861), le Nevada (1864), le Nebraska (1867), le Colorado (1876), les Dakotas du Nord et du Sud, l'État de Washington et le Montana (tous en 1889), le Wyoming et l'Idaho (1890)[33] (cf. Annexe VII). Davantage que l'abondance de la terre, c'est la découverte de gisements de métaux précieux, principalement or, argent et cuivre, mais aussi plomb et zinc, qui attire des milliers de colons vers l'Ouest. Dès 1849, c'est une ruée vers l'or, dont la rumeur résonne jusqu'en Europe et en Chine , qui, rappelons-le, provoque le développement fulgurant de la Californie , autour de San Francisco . En une année seulement, la Californie entre dans l'Union et, en une décennie, sa population atteint trois cent mille habitants, dont 57 000 dans la seule ville de San Francisco ! En 1852, la production aurifère de Californie atteint un pic avec 81 millions de dollars[34] .

Puis une série de gisements sont identifiés, et le front minier se déplace dans tout l'Ouest, d'une région à l'autre, de ruée en ruée jusqu'à la fin du siècle. L'espoir de devenir riche du jour au lendemain attire en un temps record des milliers (100 000 à Pike's Peak dans le Colorado au printemps 1859) non seulement d'aventuriers de tout poil, de taverniers, de prostituées, de joueurs (*gamblers*) et de hors-la-loi, mais plus largement de fermiers et d'artisans dans des villes-champignons qui surgissent de nulle part et ne survivent souvent que de manière éphémère avant d'être abandonnées[35] . C'est le passage ultrarapide de la *boom town* à la *ghost town.* En 1859, c'est de l'or qu'on découvre près de la bourgade de Denver , dans le Colorado ; en 1860 à Virginia City, dans le Nevada , c'est un filon d'argent ; en 1861 à Boise City, dans l'Idaho , de l'or et de l'argent ; en 1862, de l'or à Virginia City, dans le Montana ; en 1868 à South Pass, dans le Wyoming , de l'or ; en 1874, à Deadwood, dans le Dakota du Sud , de l'or ; en 1878 à Tombstone, en Arizona, de l'argent et ainsi de suite.



Chacun a à l'esprit l'image d'Épinal de l'orpailleur armé de son pic et de sa batée, sans oublier l'optimisme et la patience, prospectant seul ou en petits groupes. En réalité, la phase d'extraction de surface est brève. Très vite, il faut des machines pour creuser profondément et concasser le quartz afin d'en extraire le précieux métal. Arrivent alors les compagnies minières, avec capital, équipement, et main-d'œuvre, qui prennent en charge l'exploitation des gisements. Le mineur – homme ou femme – est un salarié à 4 dollars la journée, le plus souvent syndiqué. De violentes grèves parsèment d'ailleurs ces années fin de siècle : au Colorado en 1894 et 1896 et dans l'Idaho en 1899. Le temps du prospecteur finit rapidement. Soit celui-ci se lance dans une autre aventure à des milliers de kilomètres de là, soit il se fait embaucher comme mineur, soit il s'installe comme fermier. C'est ce que font beaucoup d'entre eux si bien que même lorsqu'une mine s'épuise, la zone ne se vide pas totalement et persiste une petite communauté de pionniers. Dès 1864, soit à peine quatre ans après la découverte d'un premier gisement, le Nevada devient un État. De même, le Colorado entre dans l'Union en 1876, l'année du centenaire des États-Unis[36] .

Le massacre des bisons

Par-delà l'aura cinématographique du cow-boy, qui dans une réalité très éloignée d'Hollywood, n'était pas forcément euro-américain mais pouvait aussi être noir ou hispanique, l'horizon enivrant des vastes plaines et la beauté des sites, la conquête de l'Ouest offre aussi le triste spectacle d'un désastre humain et environnemental. Car au-delà des mineurs qui fracturent sauvagement les montagnes pour les abandonner une fois les gisements épuisés, l'expansion euro-américaine vers le Pacifique a occasionné en chemin le déplacement forcé puis la destruction – souvent dans une rare violence – des nations amérindiennes et l'annihilation presque complète du bison.

Un jour d'automne 1867, un certain William S. Cody défie Billy Comstock, un éclaireur et interprète pour l'armée américaine, dans un duel de chasse aux bisons. Les deux concurrents s'affrontent pendant huit heures, dès 8 heures du matin. Le gagnant remportera 500 dollars mais surtout le droit de porter le titre prestigieux de Buffalo Bill. Dans ses mémoires, publiés à l'âge de 33 ans, William Cody raconte la scène. Celle-ci se déroule dans le Kansas , devant une centaine de personnes, « *gentlemen and ladies* », venues de Saint-Louis dans un train spécialement affrété pour le spectacle. La femme de Cody est présente. Les deux concurrents doivent se lancer à cheval contre le même troupeau, au même moment, avec un arbitre, également sur une monture, qui doit comptabiliser les bisons tués. Cody en tue 38 lors de la première manche, Comstock, 23. Suit une pause champagne puis un nouveau troupeau, cette fois-ci de femelles et de veaux, « plus rapides dans leurs mouvements que les mâles ». Cody en tue 18, Comstock, 14. Résultat du match à la mi-temps : 56 bisons tués pour Cody contre 37 pour Comstock, soit un total de 93. Nouvelle pause champagne et déjeuner sur l'herbe, puis Cody propose aux dames de monter sans selle ni brides. Lors de la seconde manche, Cody tue 13 autres bisons, dont un « tout près de ces dames ». Résultat du match : Cody 69 *vs.* Comstock 46, soit 115 bisons tués en une journée par simple divertissement, et William Cody devient Buffalo Bill[37] …

Avant l'arrivée des Européens en Amérique, les bisons étaient autour de 60 millions dans l'Ouest étatsunien. Leur nombre passe à 40 millions en 1800 pour 15 millions au lendemain de la guerre de Sécession. À peine trente ans plus tard, ils ont quasiment disparu avec moins de 1 000 têtes en 1895[38] . Le fléau : la chasse. Les bisons sont massivement abattus par les chasseurs engagés par les compagnies de chemin de fer afin de nourrir des milliers d'ouvriers. Buffalo Bill en tue 4 000 en 18 mois pour le compte de l'Union Pacific Railroad. Un certain Orlando Bond, près de 6 000 en deux mois ! Puis viennent les chasseurs fortunés, certains princiers même, de la côte Est et d'Europe. Les plus belles têtes sont montées et

exhibées dans les hôtels et les dépôts de chemin de fer… Le bison est aussi victime d'une série de progrès techniques dans l'armement avec les carabines à répétition, et dans l'industrie du tannage d'innovations qui permettent d'exploiter sa peau pour fabriquer des chaussures, des selles et des harnais, soit une grande partie de l'équipement du cow-boy…

L'élevage bovin et le personnage du cow-boy

Aux hordes de bisons des Grandes Plaines se substituent progressivement des troupeaux de bétail. Les mêmes deux décennies qui voient l'extermination des bisons après la guerre de Sécession marquent l'expansion de la transhumance bovine à grande échelle. La guerre de Sécession avait porté un dur coup à l'élevage. En 1860, on comptait 750 têtes de bétail pour 1 000 habitants, contre 500 en 1870. Il faut attendre 1890 pour dépasser les chiffres de 1860 (800 pour 1000 h.). En 1865, on compte près de 5 millions de bœufs à longues cornes (*longhorns*) dans le sud du Texas . Valant 4 dollars la tête au Texas, où il est tué pour le cuir, ce bétail vaut dix fois plus à Saint-Louis , d'où il peut être acheminé à Chicago, où sont concentrés de gigantesques abattoirs, notamment ceux des « rois de la viande » Gustavus F. Swift et Philip Armour fondés en 1867. Pourtant, le *longhorn* offre une viande de qualité médiocre, « huit livres [3,6 kg] de viande hachée sur huit cents livres d'os et de cornes[39] », dit-on alors.

Peu importe. Quelle fortune ne pourrait-on pas amasser en persuadant les compagnies ferroviaires de s'installer plus près du Texas ? C'est un certain Joseph G. McCoy , un marchand de bétail de l'Illinois , qui accomplit cette mission avec succès. Dès l'été 1867, les premiers troupeaux arrivent à Abilene , dans le Kansas, où les bestiaux sont chargés dans des trains, direction Chicago. Pendant vingt ans, l'âge d'or de ce qu'on appelle le *Long Drive* , 5 millions de

bêtes, seront ainsi conduites du Texas vers plusieurs villes de bétail (*cowtowns*) en suivant les *cattle trails* (pistes de bétail) : Abilene, Dodge City et Wichita , toutes dans le Kansas , Cheyenne, dans le Wyoming et Ogallala, dans le Nebraska . À l'instar de l'activité minière, l'élevage devient rapidement un business à grande échelle très profitable, financé à l'international. Loin du cliché hollywoodien, note l'historienne Élise Marienstras, « les cow-boys étaient des travailleurs (plutôt mal) salariés, au service de capitalistes éloignés[40] ». Ainsi, comme le rappelle l'historien américain spécialiste de l'Ouest, Richard White, l'élevage bovin des Grandes Plaines est avant tout une industrie, de surcroît généreusement subventionnée par le gouvernement fédéral par le biais d'octrois de terres. Les Britanniques (Anglais et Écossais) investissent 34 millions de dollars dans cette industrie au cours du dernier tiers du XIX e siècle. Quant au cow-boy, il est, en témoigne un ancien d'entre eux, « une épave physique dès l'âge de trente-cinq ans[41] ».

Cet élevage, dit *open range* , si emblématique de la culture de l'Ouest, disparaît pourtant aussi subitement qu'il était apparu. Le même train qui lui a permis de se développer a également acheminé en sens inverse des milliers de fermiers. Ceux-ci s'installent dans les Grandes Plaines et clôturent leur propriété, faisant progressivement obstacle au bétail. La tension entre fermiers et éleveurs s'accroît et tourne à l'avantage des premiers avec l'invention du fil de fer barbelé en 1874, malgré les raids nocturnes des *fence-cutters* , littéralement les « coupeurs de clôtures ». Par ailleurs, la surproduction pour un marché intérieur devenu trop étroit fait baisser les prix de la viande. Enfin, un hiver particulièrement rigoureux en 1885-1886, avec des températures de – 50º C, suivi d'une sécheresse l'été suivant, porte un coup fatal à ce type d'élevage en tuant des milliers de bêtes. Les éleveurs décident alors d'enfermer et d'engraisser leurs bêtes dans des enclos. C'est la fin de l'*open range* . Ajoutons que cet élevage libre fut, tout comme la chasse au bison un désastre écologique avec ces milliers de têtes de bétail en pâture chaque année dans les mêmes espaces.

L’Ouest des Amérindiens

Au milieu du XIX e siècle, on compte environ 100 000 Amérindiens à l’ouest du Mississippi dans les Grandes Plaines et le Sud-Ouest. Certains, tels les Mandans, les Arikaras et les Pawnees sont sédentaires mais la plupart, comme les Apaches , les Sioux , les Cheyennes , les Crows et les Comanches, mènent une vie équestre nomade ou semi-nomade vivant principalement de la chasse au bison, un « animal-providence » qui leur fournit viande, fourrure, peau, corne et cuir pour se nourrir, s’habiller, s’équiper et se loger[42] . Ces nations amérindiennes ont besoin de grands espaces pour suivre les troupeaux de bisons et pour faire paître leurs chevaux. Au début du XIX e siècle, les seuls Comanches posséderaient près de 100 000 chevaux[43] . Sur les 383 000 autochtones recensés par le gouvernement fédéral en 1870, 164 000 (hors Alaska) vivent de manière nomade, dont 34 000 en Oklahoma , 28 000 en Arizona, 26 000 dans le Territoire des Dakotas, 20 000 dans le Montana et 16 000 au Nevada[44] . L’arrivée massive des Américains au lendemain de la guerre de Sécession, grâce au chemin de fer, crée un choc violent. Soyons clair, pour ces derniers, qu’ils soient fermiers, éleveurs ou prospecteurs, l’Indien gêne. À l’inverse, pour l’autochtone, le « visage pâle » menace non seulement son environnement et son style de vie mais aussi, plus fondamentalement, son identité.

Depuis l’époque coloniale, les traités ponctuent les relations euro-amérindiennes. Défaits lors d’un conflit, submergés par un occupant de plus en plus envahissant ou tout simplement diplomatiquement sages, accommodants ou résignés, les Amérindiens signent des traités, abandonnant le plus souvent leurs terres ancestrales pour s’installer plus à l’ouest. Des origines à 1871, lorsque la politique des traités est abandonnée par le gouvernement fédéral, pas moins de quatre cents sont signés d’un océan à l’autre. Durant cette période, et depuis 1831 comme nous l’avons vu, les peuples autochtones ont le statut hybride, pour ne pas dire ambigu, de « nations domestiques indépendantes ».

Indépendantes des États, mais dépendantes du Congrès. Pendant les longues périodes de conflits, ces traités ne sont que des trêves sans cesse remises en question, voire trahies, selon les besoins territoriaux des Américains, et pas toujours compris par des autochtones qui n'ont pas accès à la lecture et sont dépendants de ce que les Américains veulent bien leur dire. Comme l'explique en 1868 le chef sioux oglala Red Cloud au sujet du traité de Fort Laramie, dans le Wyoming , pourtant un des rares traités où les Amérindiens étaient en position de force après une série de victoires : « des hommes sont venus et ont apporté des papiers. Nous ne pouvions pas les lire et ils ne nous ont pas dit ce qu'ils contenaient[45] ».

À partir du milieu du XIX e siècle, suite à la déportation des nations dites « civilisées » (les Séminoles , les Cherokees , les Creeks , les Choctaws et les Chickasaws) de Géorgie en Oklahoma dans les années 1830, le gouvernement fédéral adopte la politique des réserves. L'objectif est de sédentariser et d'évangéliser, soit, selon la terminologie de l'époque, de « civiliser », ces nations nomades en les confinant dans de petits territoires circonscrits, en dehors des zones de peuplement blanc, ce qui correspond en quelque sorte à une forme de ségrégation, comme elle se dessine alors pour les Noirs dans le Sud. La réserve est aussi une forme de sujétion, et par voie de conséquence une perte de souveraineté, car les autochtones reçoivent une aide financière et matérielle (lots de terre et équipement agricole) de l'État fédéral mais dépendent soudainement du Bureau des affaires indiennes, rappelons-le, une agence gouvernementale créée en 1824, représentée sur place par des agents souvent véreux et incompétents. De surcroît, ces réserves sont très souvent situées dans des zones arides et inhospitalières de l'Oklahoma et des Dakotas. La politique des réserves, sans surprise, se heurte régulièrement à la résistance, par le combat ou la fuite au Canada notamment, des Amérindiens qui ne peuvent se résigner à un tel avenir. Comme le déclare le chef sioux oglala Crazy Horse à la veille de sa mort en 1877 : « Nous préférions notre propre mode de vie. Nous n'étions pas une charge, alors, pour le gouvernement. […] Nous avions des bisons

pour nous nourrir et fabriquer nos tepees. Nous aimions mieux chasser que vivre dans l'oisiveté à la réserve[46] . »

Les guerres indiennes : de Sand Creek à Wounded Knee

Le film *Soldat bleu* (*Soldier Blue*), sorti en 1970, raconte l'histoire du massacre d'un village cheyenne à Sand Creek dans le Colorado en 1864, alors qu'y flottent le drapeau américain et blanc en signe de paix, par la milice de l'État, sous le commandement de John M. Chivington , un ancien pasteur méthodiste surnommé « le Pasteur combattant » (*Fighting Parson*)[47] . Alors que le film commence sur un ton léger et enjoué en mettant en scène une femme anciennement enlevée par les Cheyennes (Candice Bergen) et un jeune militaire naïf et malhabile (Peter Strauss), il se termine dans une insoutenable violence qui choque le public de l'époque. L'Amérique vit alors la guerre du Viêtnam , au rythme de reportages télévisuels quotidiens sur la violence du conflit. Or, un an avant la sortie du film, le public américain apprend avec stupeur que sa propre armée a massacré 300 villageois, hommes, femmes et enfants, à Mỹ Lai au printemps 1968…

Le massacre de 200 Cheyennes à Sand Creek résonne en 1970 des profondeurs de l'histoire américaine comme un lointain écho à une violence et une cruauté militaires hélas toujours d'actualité. Un témoin du massacre raconte comment « les soldats scalpèrent [les villageois] et leur défoncèrent le crâne ; avec leurs couteaux, ils ouvraient le ventre des femmes, en sortaient les enfants, leur éclataient la tête avec leurs fusils, leur faisaient sortir la cervelle, et les mutilaient de toutes les façons possibles[48] ». Suit un défilé triomphal dans les rues de Denver et l'exhibition d'une centaine de scalps sur une scène de théâtre. Les Cheyennes furent massacrés à Sand Creek pour avoir refusé de s'installer dans une réserve…

Les nombreux conflits qui s'échelonnent de 1862 à 1890,

globalement connus sous le nom de guerres indiennes, témoignent d'une résistance courageuse des autochtones face à l'invasion américaine. Les causes de ces guerres sont multiples : les traités bafoués, les incidents, les meurtres, le refus de l'enfermement dans les réserves, de la sédentarisation, de l'instruction et de l'évangélisation – en somme de l'occidentalisation forcée –, l'occupation de terrains de chasse, la spoliation foncière, l'installation de colons, parfois soudaine et massive comme en Oklahoma le 22 avril 1889 – avec l'arrivée de 25 000 pionniers en quelques heures ! –, l'exploitation minière sur des terres indiennes, le massacre des bisons, le tout dans une incompréhension culturelle totale[49] . Ces conflits nous ont légué des noms de grands chefs indiens tels Crazy Horse , Little Crow, Sitting Bull et Red Cloud chez les Sioux , Chef Joseph, le « Napoléon des Peaux-Rouges », chez les Nez-Percés , Cochise et Geronimo chez les Apaches , et des généraux américains comme Philip Sheridan , William T. Sherman et George A. Custer , tous vétérans de la guerre de Sécession[50] . Sheridan est surtout connu pour la phrase, sans doute apocryphe ou inexactement transmise, qu'il aurait prononcée : « Le seul bon Indien est un Indien mort » (*The only good Indian is a dead Indian*). Dans le même registre, son collègue Sherman, connu pour avoir, rappelons-le, mis à feu et à sang la Caroline du Sud confédérée en 1864 lors de sa Marche vers la mer, déclara en 1868 : « Plus [d'Indiens] nous pourrons tuer cette année, moins seront à tuer lors de la prochaine guerre[51] . » Des déclarations qui témoignent de l'incroyable violence, voire du cynisme, de ces officiers américains. Somme toute, de 1866 à 1891, les troupes américaines dépêchées dans l'Ouest, soit environ 25 000 hommes, ont conduit plus de 1 000 opérations (raids, escarmouches, batailles).

Les guerres se déroulent sur cinq fronts principaux : au Montana , ce sont les Sioux ; les Sioux (à nouveau), les Arapahos et les Cheyennes dans le Kansas ; les Apaches et les Comanches au Texas , au Nouveau-Mexique et en Arizona ; les Nez-Percés dans l'Oregon, le Montana et l'Idaho ; et, brièvement, les Modocs en Oregon et en Californie du Nord. Sur le long terme, malgré leur bravoure, leur

agilité équestre, et une stratégie de guérilla efficace, les Amérindiens, par ailleurs souvent divisés, ne peuvent l'emporter. Si ces derniers ont l'avantage du terrain, les Américains possèdent la supériorité du nombre, de la logistique avec le train, de la communication avec le télégraphe, et de l'armement (fusils plus rapides et canons), sans oublier les précieux éclaireurs amérindiens que l'armée emploie. Les guerres durent trente ans, ce qui montre la détermination des autochtones et la difficulté qu'ont les généraux américains à les vaincre. Ces derniers sont d'ailleurs les premiers à reconnaître la valeur des Amérindiens au combat. Custer déclare : « Aucune race d'hommes, pas même les fameux cosaques, ne fait preuve d'une adresse aussi merveilleuse à cheval[52] . » Les Amérindiens gagnent un certain nombre de batailles, dont la plus connue reste celle des Sioux et des Cheyennes à Little Big Horn le 25 juin 1876, où Custer, appelé « Tueur de squaws » (*Squaw Killer*) ou « Cheveux Longs » (*Long Hair*) par les autochtones, fut tué avec plus de 2 000 hommes. Les guerres se terminent par un ultime massacre, celui de 300 Sioux , hommes, femmes et enfants, par l'armée américaine à Wounded Knee , dans le Dakota du Sud , en décembre 1890, peu de temps après l'arrestation et le meurtre de Sitting Bull, et l'année même de la fin de la « Frontière » selon Frederick J. Turner.

Avec la défaite des Amérindiens, la politique de sédentarisation s'impose. En 1885, les États-Unis comptent 187 réserves, occupées par 240 000 autochtones (ils étaient 360 000 en 1850), et le Bureau des affaires indiennes emploie près de 2 500 agents. En 1887, le *Dawes General Allotment Act* , du nom du sénateur républicain du Massachusetts Henry L. Dawes, octroie 64 hectares à chaque famille indienne, et 32 à chaque célibataire. Ému par l'ouvrage de Helen Hunt Jackson , *A Century of Dishonor* (*Un Siècle de déshonneur*), publié en 1881, qui rapporte les injustices commises contre les Amérindiens par les autorités fédérales, civiles et militaires, le Congrès décide de donner aux autochtones les moyens de devenir propriétaires fonciers. Mesure aux effets désastreux, elle s'enracine néanmoins dans un sentiment qui se veut bienveillant : sédentariser

l’Indien et interdire son organisation tribale afin de lui permettre de s’intégrer dans la société américaine plutôt que de le traiter en ennemi et de lui faire la guerre. Richard H. Pratt , fondateur en 1879 d’une école destinée à « occidentaliser » les Amérindiens en Pennsylvanie , prononce cette formule malheureuse, mais si emblématique de cette politique : « Tuons l’Indien et sauvons l’homme[53] . » Quelle fin tragique pour des guerriers nomades ! Avec cette loi, les autochtones perdront aussi des terres : possédant collectivement 55 millions d’hectares en 1887, il ne leur en reste que 31 millions en 1900. Comme l’écrit un Mark Twain toujours si mordant et juste : « Le savon et l’instruction n’ont pas l’effet soudain d’un massacre mais ils sont plus mortels sur le long terme[54] . »

CHAPITRE 12

Le *Gilded Age* flamboyant Croissance économique et esprit de réussite (1876-1896)

Le pouvoir de gagner de l'argent est un don de Dieu.
John D. Rockefeller (1915)

1876 : une année historique

Dans l'histoire des États-Unis, 1876 est une année capitale. Le pays, avec 39 millions d'habitants et 38 États (le dernier admis étant, rappelons-le, le Colorado , précisément dénommé le *Centennial State* ou État du Centenaire), fête le centenaire de sa naissance par une exposition universelle – la *Centennial Exhibition* – à Philadelphie . Il s'agit de la deuxième exposition qui se tient aux États-Unis après celle de New York en 1853. Philadelphie, la ville qui a vu naître le pays en 1776, métropole de la Révolution et aussi grande ville industrielle du moment. La seconde moitié du XIX e siècle et le premier tiers du XX e siècle est la grande époque des expositions universelles, depuis la première organisée à Londres en 1851, où fut expressément construit pour l'accueillir le magnifique bâtiment en

verre Crystal Palace. Ces expositions connaissent un immense succès[1] . 100 millions de visiteurs pour les 12 expositions qui ont lieu aux États-Unis de 1876 à 1916[2] . 8 millions de personnes, soit presque 20 % de la population américaine, visitent celle de Philadelphie, avec 186 000 entrées le premier jour ! Ils seront 27 millions pour l'exposition de Chicago – la *World's Colombian Exposition* – organisée en 1893, rappelons-le, pour commémorer le quatrième centenaire de la « découverte » colombienne de l'Amérique. Ces expositions présentent les prouesses technologiques du moment, glorifient le capitalisme, la consommation et la culture du divertissement. Elles sont la vitrine du pays, et dans le cas présent, du gigantisme américain. Comme le déclare en 1901 le président William McKinley , lors de l'exposition panaméricaine de Buffalo , dans l'État de New York, peu avant son assassinat : « Les expositions sont le chronomètre du progrès. Elles enregistrent le degré d'avancement du monde. Elles stimulent l'énergie, l'esprit d'entreprise, l'intelligence des individus et le génie humain[3] . »

L'exposition de Philadelphie consacre l'entrée des États-Unis dans le concert des puissances économiques. L'inventivité et le dynamisme industriel américains sont à l'honneur. Fabriquée à Providence , dans le Rhode Island , sise dans le Machinery Hall, haute de 14 mètres, pesant 700 tonnes, d'une puissance de 2 500 chevaux, et mise en route par le président Grant lui-même, la machine à vapeur de George H. Corliss , « un athlète de fer et d'acier » qui actionne la plupart des autres machines de l'exposition, constitue la principale attraction[4] . La plus grande machine à vapeur jamais assemblée, dans le plus grand bâtiment jamais construit… À ses côtés, d'autres inventions américaines marquent l'exposition : le téléphone d'Alexander G. Bell , le frein à air comprimé de George Westinghouse , la machine à écrire de Remington et plusieurs procédés de réfrigération. Mentionnons une autres des grandes attractions de l'exposition : la main tenant la torche de la statue de la Liberté, expédiée de Paris.

Ces expositions sont aussi l'occasion d'une autocélébration de

l'Occident en affichant une prétendue supériorité vis-à-vis du reste du monde, que celui-ci soit africain, caribéen, indien ou asiatique. À Philadelphie , les nations européennes s'exposent dans leurs pavillons avec leurs colonies. Les zoos humains sont l'envers du décor de ces expositions. En 1904, à l'exposition de St. Louis, 1 200 Philippins (les Philippines étant une colonie américaine depuis 1898) seront exposés. Or, cette fin de siècle est aussi marquée aux États-Unis par la ségrégation raciale dans le Sud et une vision hiérarchique pseudo-scientifique des races, des cultures et des nationalités. Le terme « race » revêt d'ailleurs un sens plus étoffé que de nos jours puisqu'il inclut aussi l'ethnicité et la culture. On parle alors, rappelons-le, de la « race anglo-saxonne » pour désigner le monde anglo-américain protestant, « supérieure » aux « races latines », autrement dit euro-méditerranéennes.

Sur un plan politique, 1876 est marquée par l'élection disputée de Rutherford B. Hayes comme président des États-Unis. Hayes, gouverneur de l'Ohio et candidat républicain, est opposé au gouverneur démocrate de New York Samuel J. Tilden . Tilden remporte 51 % des voix mais il lui manque un grand électeur pour être élu (184 contre 165 à son adversaire). Or la répartition de 19 grands électeurs, soit ceux de la Louisiane , de la Floride et de la Caroline du Sud , trois États du Sud anciennement confédérés et encore sous administration républicaine appuyée par l'armée, et celle d'un grand électeur de l'Oregon, sont contestées. Une commission électorale de 15 membres (8 républicains et 7 démocrates) est constituée au Congrès. Celle-ci tranche en faveur du républicain Hayes et lui attribue les 20 grands électeurs. Il est officiellement élu avec 185 grands électeurs (184 pour Tilden).

Cet arrangement vaudra au nouveau président le surnom de « Rutherfraud ». Les démocrates acceptent cette décision partisane en échange d'un retrait des troupes fédérales des trois États du Sud encore occupés. Cet arrangement politique, dont l'iniquité n'arrange pas la réputation d'une classe politique déjà fortement déconsidérée par une série de scandales financiers, est surtout une catastrophe

pour les Noirs. En retirant ses dernières troupes du Sud, le gouvernement fédéral met fin à la Reconstruction et fondamentalement abandonne les Noirs, dont les droits nouvellement acquis ne sont garantis que par des gouvernements d'État républicains et par une présence militaire fédérale. Le Compromis de 1877 ouvre ainsi la porte à la graduelle exclusion des Noirs de la vie politique sudiste et à la mise en place de la ségrégation[5] .

Nonobstant les inventions technologiques révolutionnaires et enthousiasmantes ainsi qu'une croissance économique phénoménale, l'Amérique vit une période difficile dans ces années 1870 et 1880. Précisément, les immenses bouleversements technologiques, sociaux et économiques du moment créent une situation instable qui préoccupe la population. L'Amérique est à la recherche de nouveaux repères, piliers d'une stabilité et d'un ordre durables, ce qu'un historien américain a appelé « *the search for order* [6] ». Une Amérique qui de surcroît traverse une grave crise économique depuis 1873. En 1877, la première grève nationale, celle des chemins de fer, paralyse et inquiète le pays avec plus de 100 000 ouvriers et cheminots qui cessent le travail. La répression est brutale : 100 morts et 1 000 grévistes jetés en prison. L'an née 1877 marque aussi un point de rupture dans l'histoire ouvrière et syndicale des États-Unis. D'autres grèves aussi dures suivront… Pour ajouter à la morosité ambiante, l'année 1876 est également celle de la défaite de l'armée américaine à Little Big Horn face aux Cheyennes et aux Sioux et de la mort du général Custer .

Cette période de l'histoire des États-Unis, soit les trois dernières décennies du XIX e siècle, porte un nom spécifique : le *Gilded Age* ou « l'Âge du toc »[7] . Ce terme vient du roman éponyme de Mark Twain , *The Gilded Age : A Tale of Today* , publié en 1873. Cet ouvrage est une critique humoriste et acerbe du capitalisme de cette période marqué par une foi inébranlable dans le progrès technologique, le culte de l'argent-roi, le royaume des affaires, la corruption, une vie politique terne, tout comme par un syndicalisme vigoureux. C'est la naissance de l'Amérique moderne.

Les facteurs du décollage économique

L'époque est pour les États-Unis avant tout celle d'un phénoménal décollage économique. La révolution industrielle s'enracine bien dans les années 1840, mais elle atteint son plein développement à partir de 1870 et elle transforme profondément le pays dans le dernier tiers du siècle. En 1860, les États-Unis sont la quatrième puissance manufacturière au monde. En 1894, l'Amérique occupera la première place devant la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne . En 1899, les États-Unis deviennent le premier producteur mondial de charbon (250 millions de tonnes) et en 1900 pour l'acier (11 millions de tonnes). Cette même année, les États-Unis produisent 30 % des produits industriels mondiaux, contre 20 % pour la Grande-Bretagne, 17 % pour l'Allemagne et 7 % pour la France. Le produit national brut (PNB) bondit de 9,1 milliards en 1870 à 20,7 milliards (en dollars constants, valeur de 1929) en 1901, soit un taux de croissance annuelle de 4 %. L'indice de la production industrielle, fixé à 100 pour 1899, croît de 16 en 1860 à 49 en 1872 pour 79 en 1892 et 115 en 1900[8] . Même le Sud s'industrialise en développant la manufacture de coton : l'Alabama , les deux Carolines et la Géorgie comptent 400 filatures en 1900, contre 161 en 1880.

Les raisons de cette formidable croissance sont multiples. En premier lieu, la création rapide d'un vaste marché intérieur grâce à la croissance démographique, l'expansion territoriale vers l'Ouest et le développement des infrastructures ferroviaires. La population augmente à un rythme vertigineux. Les États-Unis comptent 32 millions d'habitants en 1860, 50 en 1880, puis 76 millions en 1900, soit plus du double qu'à la veille de la guerre de Sécession (cf. Annexe IX). Comme souvent dans l'histoire des États-Unis, l'immigration frappe l'imagination mais c'est l'accroissement naturel, même s'il tend à baisser à la fin du siècle, qui reste le moteur principal de cette croissance démographique. Il se situe à 13 ‰ de 1860 à 1900[9] . Par comparaison, il est de 0,5 ‰ en France en 1900. Les deux dernières décennies du XIX e siècle sont aussi une période de

forte immigration même si les records sont encore à venir. De 1870 à 1900, presque 12 millions d'immigrés débarquent aux États-Unis. On compte 800 000 entrées pour la seule année 1882[10] . Lors de cette même période, la proportion d'Américains nés à l'étranger oscille entre 13 et 15 % de la population totale, soit 1 sur 7[11] . C'est en 1886 que la statue de la Liberté, offerte aux États-Unis par la France et symbole de l'Amérique comme terre d'accueil des migrants et des réfugiés, est inaugurée dans la baie de New York et, à quelques centaines de mètres de celle-ci, que le centre de réception, et en fait de sélection, Ellis Island , est ouvert pour gérer le flux massif d'immigrés.

Immigration et urbanisation

Qui sont ces immigrés ? Sur toute la période, ce sont principalement des Allemands (23 %), des Britanniques (14 %), des Irlandais (13 %), et des Scandinaves (11 %), soit 61 %, près des deux tiers, pour l'Europe du Nord. Puis viennent les Austro-Hongrois[12] (8,5 %), les Italiens (8 %), les Russes, en majorité des Juifs[13] (6,5 %), les Chinois (2 %) et les Polonais (1 %), le reste se partageant entre d'autres pays. Une classification par décennie permet de nuancer cette image car l'origine géographique change radicalement à partir des années 1880. L'immigration chinoise, représentant 4,4 % du total dans les années 1870, se tarit brutalement suite au vote de la Loi d'exclusion des Chinois (*Chinese Exclusion Act*) par le Congrès en 1882. À l'inverse, la proportion des Italiens triple de 6 à 18 % après 1890, et celle des Russes fait plus que tripler au même moment, passant de 4 à 14 %. Par contraste, la proportion d'Allemands et de Britanniques est réduite de moitié, passant de 28 à 14 % et de 15 à 7 % respectivement[14] . Cette immigration joue un rôle fondamental dans le développement économique du pays en fournissant une main-d'œuvre massive, souvent docile, et surtout constamment renouvelée. À la fonderie de Youngstown, dans l'Ohio , 90 % des 1 784 ouvriers

sont des immigrés ; dans la mine de charbon de Lackawanna, en Pennsylvanie , 97 % sur 6 440 ; et dans la raffinerie de Cleveland , encore dans l'Ohio, 96 % sur 1 050[15] . Son impact est aussi psychologique car ces immigrés ont soif de réussite et, même s'il y a très peu d'élus parmi eux, ils participent collectivement à la construction de ce qu'on appellera plus tard « le rêve américain »[16] .

L'urbanisation galopante de cette fin de siècle constitue également un facteur décisif. Le nombre de villes croît, les villes deviennent plus importantes et le tissu urbain s'étend vers le Mississippi à travers le Midwest. D'autre part, remarquables aimants pour les populations immigrées, les villes deviennent des centres industriels, souvent spécialisés dans un domaine de production, avec une forte concentration de main-d'œuvre et de capitaux. L'urbanisation est un des phénomènes majeurs de l'histoire des États-Unis à la fin du XIX e siècle. Avec le seuil de 2 500 habitants comme critère d'urbanisation, la part de population urbaine double, en passant de 20 % en 1860 à 40 % en 1900. En population, cela représente une progression de 6, 2 à 30,1 millions, soit presque cinq fois plus. Par ailleurs, les États-Unis comptent 400 villes en 1860 pour 1 730, soit plus de quatre fois plus, en 1900[17] . Aux villes historiques de la période coloniale, Boston , New York , Philadelphie , la Nouvelle-Orléans et Charleston , s'ajoutent désormais des villes dans le Midwest, l'Ouest et le Sud tels Chicago, Détroit , Cleveland , Cincinnati , Milwaukee , Buffalo , Pittsburgh , St. Louis, San Francisco , Atlanta et Baltimore . En 1900, New York (qui regroupe à partir de 1898 Manhattan , le Bronx, Brooklyn, Queens et Staten Island), Chicago et Philadelphie dépassent le million d'habitants et St. Louis, Boston et Baltimore le demi-million. À cette même date, onze villes américaines ont plus de 200 000 habitants[18] (cf. Annexe IX).

Les villes attirent les immigrés de manière disproportionnée. Si, comme nous l'avons vu, le pourcentage d'Américains nés à l'étranger gravite autour de 14 %, en 1900 il grimpe au-dessus de 30 % à New York , Boston , Chicago, Detroit et Cleveland[19] . Les villes

américaines deviennent des centres industriels spécialisés : Chicago est la capitale de la viande et du train, Pittsburgh , capitale de la sidérurgie, New York capitale de la confection, Milwaukee de la bière et Détroit deviendra celle de l'automobile au tournant du XX e siècle.

Autre facteur incontournable : l'abondance des ressources naturelles, notamment mais pas seulement dans l'Ouest. Les États-Unis jouissent de formidables réserves de charbon, de fer, de cuivre, et même de pétrole, découvert en Pennsylvanie en 1859 par Edwin L. Drake . En 1895, les États-Unis produisent 100 millions de barils de pétrole.

Technologie et inventivité

L'inventivité des ingénieurs américains et cette passion pour la technologie, partagée par une grande partie de la population, sont aussi un incroyable stimulant de l'activité économique. Entre 1860 et 1890, près de 450 000 brevets sont déposés aux États-Unis. Parmi les inventions les plus sensationnelles de la période, notons celle du téléphone, du phonographe, de la machine à écrire, de la machine à coudre, de la caisse enregistreuse, du film photographique, de l'ampoule électrique, du métro aérien, du gratte-ciel, de l'ascenseur, sans oublier celles du blue-jeans et du coca-cola. Cette dernière boisson est d'abord conçue comme un remède et vendue en pharmacie où on rappelle à son sujet que « plus le médicament est mauvais et possède un goût désagréable, plus il est précieux et efficace[20] ». Au-delà de l'invention, c'est la capacité des ingénieurs et des entrepreneurs américains à améliorer et commercialiser ces inventions qui font leur grande force. Le procédé dit Bessemer , qui permet d'obtenir de l'acier à partir de la fonte, inventé par le Britannique Henry Bessemer au milieu du siècle, est perfectionné et diffusé aux États-Unis. Résultat : la production américaine d'acier passe de 20 000 à 4 millions de tonnes de 1865 à 1880. De même, Manhattan a tout un quartier éclairé par l'électricité dès 1881. Deux

ans plus tard, New York peut aussi s'enorgueillir du pont suspendu de Brooklyn, une prouesse d'ingénierie et d'architecture avec ses presque deux kilomètres de longueur.

Le pont de Brooklyn reste un beau symbole du formidable développement des infrastructures à la fois dans, et entre, les villes. Car ce sont les infrastructures, le chemin en fer en particulier, qui permettent le développement industriel, en acheminant les matières premières vers les usines, et la création du marché intérieur, en fournissant les articles aux consommateurs sur tout le territoire. Cette fin de siècle se distingue par la naissance d'une culture de la consommation. La production de masse, due à la standardisation, nécessite un effort d'ingéniosité pour atteindre le consommateur. Le magasin général ou bazar (*general store*), où s'approvisionnent habituellement les Américains ne peut suffire. Apparaissent alors dans les villes, les grands magasins, abondamment pourvus d'une grande variété d'articles, le plus connu étant Macy's à New York avec ses trois mille employés en 1898. Se développent aussi les chaînes de magasins, qui partagent l'achat de marchandises, la publicité et la comptabilité, et offrent la même gamme de produits aux consommateurs où qu'ils soient. Fondé en 1859, la Great Atlantic and Pacific Tea Company (A&P), qui ne vend au tout début que du thé, élargit son offre à une quantité de produits dans les années 1880 tout en se développant. En 1900, A&P compte 200 magasins. Frank W. Woolworth , lui, propose à ses clients tout article à 5 centimes. Il ouvre son premier magasin en 1879 à Utica, dans l'État de New York. Il en possède près de 600 en 1911. Enfin, pour tous ceux qui habitent loin des villes dans des fermes isolées, l'ingénieux Aaron Montgomery Ward propose dès 1872 la vente par correspondance à partir d'un catalogue. La clé du succès de Ward, imité dans les années 1880 par Richard Warren Sears et Alvah Curtis Roebuck (Sears and Roebuck), est sa capacité à fournir une grande variété d'articles – 10 000 en 240 pages dans l'édition de 1884 – à bas prix, livrés le plus rapidement possible à ses clients sans qu'ils aient à se déplacer dans tout le pays à partir d'immenses entrepôts basés à Chicago.

La naissance de l'agrobusiness

L'industrialisation massive des États-Unis ne signifie aucunement le déclin de l'agriculture. Bien au contraire, grâce à une mécanisation sans précédent, la production agricole s'envole. De 1870 à 1915, la récolte de blé et de maïs triple, passant respectivement de 290 à 900 millions et de 780 à 250 millions de boisseaux. De même, la production de coton progresse de 2,5 à 16,1 millions de balles. Le nombre de bovins augmente aussi de manière spectaculaire. De 1860 à 1900, la surface des terres cultivées double, de quatre à huit cents millions d'acres, et le nombre d'agriculteurs croît de six à onze millions.[21] Dans le domaine agricole, les ingénieurs américains se montrent aussi très inventifs : en 1858, ils mettent au point une nouvelle moisson neuse, puis en 1878 une ficeleuse-lieuse et enfin, à partir de 1880, une moissonneuse-batteuse-lieuse géante tirée par vingt chevaux. Ces avancées technologiques, surtout employées dans les immenses fermes des plaines du Midwest et de l'Ouest, permettent de moissonner huit fois plus vite.

Les régions se spécialisent avec la création de « ceintures » (*belts*) qui ne sont pas géographiquement exclusives mais au contraire s'entrecroisent dans certains États. Ainsi apparaissent la *wheat belt* (blé), soit, du nord au sud, les Dakotas, le Minnesota , le Kansas , le Nebraska , l'Oklahoma et le nord du Texas avec la côte Pacifique (la Californie , l'Oregon et l'État de Washington), et la *corn belt* (maïs), soit l'Illinois , l'Iowa , le Kansas, le Nebraska et le Missouri . Le Wisconsin , État du Midwest, se spécialise dans les produits laitiers. Enfin, la *cotton belt* regroupe les États du Sud cotonnier traditionnel d'avant-guerre mais aussi, comme l'espéraient les sudistes dans les années 1850, s'étend au-delà du Mississippi dans le Kansas , l'Oklahoma et surtout le Texas, État qui devient le premier producteur de coton du pays avant 1900. À cette date, les États-Unis détiennent 85 % de la production mondiale de coton.

La mécanisation de l'agriculture et le fort accroissement du nombre d'agriculteurs et de la surface cultivée contribuent

pleinement à la croissance économique des États-Unis en nourrissant une population, notamment urbaine, en pleine expansion. Mais ce développement ne masque pas une vérité profonde : en cette fin de XIX e siècle, l'Amérique devient définitivement une nation industrielle, de fait la première au monde. En 1880, la valeur des biens manufacturés dépasse celle des produits agricoles. En 1900, elle équivaut au double. Par conséquent, en dépit de son expansion et de sa modernisation, le monde agricole traverse une très grave crise à la fois économique, financière, politique, mais aussi psychologique. Fiers détenteurs de l'héritage jeffersonien d'une Amérique agraire condamnée, les agriculteurs font face à un fort endettement, à la spéculation foncière, à la mondialisation des marchés avec l'émergence de l'Argentine et de l'Ukraine , à la chute des prix des denrées et aux tarifs exorbitants des compagnies ferroviaires pour le fret. Le nombre d'agriculteurs propriétaires – posséder une ferme ayant toujours jusqu'alors été une partie constitutive du « rêve américain » – baisse désormais, passant de 75 % en 1880 à 60 % en 1920. Dans le Sud, dès 1900, 66 % des Blancs et seulement 25 % des Noirs sont propriétaires.

L'ère des millionnaires et du big business

Hormis le général Grant, héros nordiste victorieux de la guerre de Sécession et président républicain des États-Unis de 1868 à 1876, ainsi que le populiste et pacifiste William J. Bryan, candidat démocrate malheureux aux élections présidentielles de 1896, 1900 et 1908, les grandes figures du *Gilded Age* , aux côtés des inventeurs, ne sont pas des hommes politiques mais des hommes d'affaires. Les millionnaires (un terme forgé au milieu du XIX e siècle) Andrew Carnegie , John D. Rockefeller , J. Pierpont Morgan ou Cornelius Vanderbilt sont connus de par le monde. À l'inverse, Rutherford B. Hayes, James A. Garfield , Chester A. Arthur , S. Grover Cleveland et Benjamin Harrison , tous présidents de 1880 à 1896, sont

totalement méconnus du grand public. Au-delà de ces stars du business, le nombre total de millionnaires frappe par son ampleur : plus de 4 000 en 1892, dont 200 avec une fortune d'au moins 20 millions de dollars[22] . C'est la grande époque de ce qu'on appellera en France dans les années 1970, avec un certain regard critique, « le capitalisme sauvage ». Nous parlerions plutôt d'un capitalisme dérégulé, voire débridé qui permet la constitution d'empires industriels et d'immenses fortunes non imposées, le tout dans un climat de concurrence brutal et effréné. Comme l'écrit l'historien américain H. W. Brands, c'est l'époque de « la spéculation pratiquée comme un art martial[23] ». La culture des affaires et du succès financier imprègne profondément l'esprit du temps. L'écrivain américain Henry James parle « de la prépondérance écrasante[24] » de l'homme d'affaires. Toute une série d'expressions, dont certaines ont perduré, s'imposent dans la langue américaine et caractérisent cette époque : « l'évangile de la richesse » (*gospel of wealth*), « les capitaines d'industrie » (*captains of industry*), « les barons voleurs » (*robber barons*), « des haillons aux millions » (*from rags to riches*), « *self-made-man* », ou encore « les corsaires de la finance »[25] .

Parmi ces hommes d'affaires richissimes et influents, deux ont véritablement marqué l'époque : Andrew Carnegie et John D. Rockefeller . Né en Écosse , Carnegie arrive aux États-Unis en 1848 à l'âge de 13 ans. Un temps bobineur dans une usine de cotonnade, puis mécanicien télégraphiste, Carnegie entre dans la compagnie ferroviaire de Pennsylvanie en 1853. Pendant la guerre de Sécession, il organise le transport ferroviaire et le télégraphe pour les forces de l'Union. Au sortir du conflit, Carnegie investit dans le train, la construction de ponts métalliques puis dans la sidérurgie. C'est dans ce domaine qu'il devient immensément riche et puissant, profitant de l'insatiable demande d'acier pour la construction de rails. Au fil des années, il construit un véritable empire, la United States Steel Corporation, basée à Pittsburgh . En 1900, contrôlant un quart de l'acier produit aux États-Unis, il empoche personnellement 25 millions de dollars de bénéfices ! Mais Carnegie est bien

davantage qu'un homme d'affaires riche et talentueux. Dans les années 1890, il incarne véritablement le « rêve américain » et il le sait. Carnegie est l'archétype de l'immigré qui a réussi tout seul, profitant pleinement des opportunités offertes par la société et l'économie américaines. Carnegie façonne le personnage du *self-made-man* , un terme somme toute ancien qui apparaît la première fois dans les années 1830, et, de ce point de vue, il marque son temps comme l'avait fait au XVIII e siècle Benjamin Franklin . D'ailleurs, en cette fin de XIX e siècle, l'autobiographie de Franklin est très lue et ses aphorismes, tel « L'argent génère de l'argent et ses rejetons peuvent en générer encore et encore », ne manquent pas de connaître un grand succès[26] . Carnegie donne beaucoup de son argent pour des centaines de projets : c'est Carnegie le philanthrope qui remercie son pays d'adoption. À partir de 1900, quand il se retire partiellement des affaires à l'âge de 65 ans, il finance, principalement aux États-Unis mais aussi en Écosse et en France , la construction de bibliothèques, d'universités, d'instituts de recherches et de lieux culturels, dont le Carnegie Hall à New York inauguré en 1891, tout en leur donnant son nom…

John D. Rockefeller , lui, est américain de naissance. Né en 1839 dans l'arrière-pays new-yorkais, il devient comptable à Cleveland , dans l'Ohio , où il a suivi ses parents. Puis, avec la découverte du pétrole en Pennsylvanie en 1859, il flaire l'opportunité. Rockefeller construit des raffineries et, progressivement, il concentre les activités pétrolifères américaines sous la bannière de sa société, la Standard Oil, ancêtre de la compagnie Esso. En 1880, il détient 95 % de la capacité de raffinage des États-Unis. Rockefeller investit aussi dans les chemins de fer, les oléoducs, la sidérurgie et l'industrie du bois. Comme Carnegie , avec qui il est en intense rivalité, il se construit un empire. Rockefeller aussi devient philanthrope une fois sa fortune amassée, donnant de larges sommes à des universités et des instituts, notamment par sa fondation. Il meurt en 1937, presque centenaire…

Le miroir aux alouettes

L'image que projettent ces hommes, ces *success stories* qui nourrissent les rêves les plus fous, est trompeuse. Même si, incontestablement, l'expansion économique du dernier tiers du XIX e siècle ouvre des perspectives et crée des opportunités sans précédent, l'ascension socio-économique vertigineuse est réservée à une toute petite minorité, aux plus malins, aux plus doués pour les affaires, aux plus clairvoyants, aux plus entreprenants, aux plus ambitieux mais aussi aux plus chanceux et aux plus impitoyables. L'itinéraire de Carnegie n'est pas une invention mais c'est l'histoire d'une réussite contre des millions d'immigrés qui vivent toute leur vie américaine dans la misère. Comparons les immigrés entassés dans des logements insalubres à Biltmore Estate, le palace du millionnaire Cornelius Vanderbilt , construit entre 1889 et 1895 en Caroline du Nord dans le style d'un château de la Loire avec ses 250 chambres, ses 60 000 hectares de parcs et de forêts et ses employés plus nombreux qu'au ministère de l'agriculture. La plupart des immigrés ne deviennent pas millionnaires et la plupart des millionnaires sont nés dans des familles riches ou, au moins, aisées. Une étude menée sur trois cents hommes d'affaires des années 1870 dans les chemins de fer, l'acier et le textile révèle que 90 % d'entre eux sont originaires de milieux fortunés et qu'un tiers ont fait des études supérieures, à l'époque le privilège des *happy few* [27] . Dans son étude sur la ville de Détroit , l'historien Olivier Zunz note aussi que près d'un tiers (31 %) des industriels sont allés à l'université, contre moins de 5 % pour la population totale du pays. De même, toujours à Détroit, les deux tiers des entrepreneurs sont nés aux États-Unis, dont la moitié de parents américains, et plus des deux tiers des *businessmen* nés à l'étranger proviennent d'un pays anglophone (Grande-Bretagne, Canada anglais et Irlande)[28] . Cette fin de siècle est ainsi davantage propice à un schéma classique de reproduction des élites qu'à une multiplication de réussites individuelles, des haillons aux millions.

Cependant, l'itinéraire biographique d'un Andrew Carnegie , ou

d'autres tel Philip Armour , roi de la viande, ou Jay Cooke , empereur de la finance, est bien la preuve que le système permet une telle réussite, *a fortiori* en peu de temps. Beaucoup de ces millionnaires le sont à l'âge de trente ans. Sans doute ne faut-il pas s'en féliciter précipitamment car ces réussites alimentent un impitoyable discours, connu sous le nom de « darwinisme social ». Ce dernier est fondé sur le principe d'une âpre concurrence entre individus ou entreprises, résumée dans la formule « la survivance des mieux adaptés » (*survival of the fittest*), à la connotation faussement protestante et aux effets désastreux sur la psychologie collective de la population[29] . Dans l'esprit du temps, William Graham Sumner , professeur à l'Université de Yale et disciple du philosophe évolutionniste britannique Herbert Spencer , dont les écrits sur « le darwinisme social » sont immensément populaires aux États-Unis, déclare : « les millionnaires sont le produit d'une sélection naturelle ». Ce qui revient à dire, comme le fait le *businessman* devenu pasteur baptiste Russell H. Conwell , dans une conférence-sermon à grand succès – lue plus de 6 000 fois – intitulée *Acres of Diamonds* , ces « champs de diamants » qui symbolisent une richesse accessible à tous : « Il n'y a pas une personne pauvre aux États-Unis qui ne le soit en raison de ses propres lacunes[30] . » Autrement dit, hommes et femmes, comme toute espèce animale, luttent pour leur survie dans un contexte socialisé et les plus riches, ceux qui connaissent le plus grand succès, sont les plus forts. C'est un processus « naturel » et l'État ne doit certainement pas intervenir, que ce soit pour limiter l'ampleur du succès d'une minorité de privilégiés ou protéger les plus démunis. Chacun réussit grâce à ses talents et à son courage et les autres – immensément majoritaires – échouent à cause de leurs imperfections. C'est l'époque de la richesse glorifiée et de la pauvreté infamante. Même le leader noir et ancien esclave Booker T. Washington proclame, avec peu de sympathie pour les pauvres, que « les travailleurs noirs du nord réduits à la pauvreté [sont] victimes de leur propre échec à acquérir un métier et pas assez ambitieux ou travailleurs[31] ».

La richesse ostentatoire

Le *Gilded Age* est l'époque de « la consommation et du loisir ostentatoires » et de l'émulation pécuniaire, comme l'observe le sociologue Thorstein Veblen dans son ouvrage *The Theory of the Leisure Class* publié en 1899. C'est à celui qui fera construire le plus beau château, gothique ou renaissance, ou palais, grec ou romain, avec le concours du plus grand nombre de sculpteurs et d'ouvriers et ornés du plus grand nombre possible d'œuvres d'art dans un mélange de styles incongru mais symbolique. L'ostentation et l'étiquette de ces millionnaires ont leur gourou (*spin doctor*) : Ward McAllister, un sudiste expert dans les usages de la cour britannique et maître des cérémonies new-yorkaises dans les années 1870. Le bal est alors une magnifique occasion d'afficher sa richesse. En 1883, les Vanderbilt , pour le coût astronomique de 250 000 dollars, donnent un bal dans leur résidence new-yorkaise inspirée du château de Blois, où Madame est habillée en princesse vénitienne et Monsieur en Louis XVI , et où leurs invités apparaissent en Richelieu, Jeanne d'Arc, ou encore en comte de Monte-Cristo ! Un observateur français évoque alors, à propos de ces millionnaires, « Une société rassasiée de désirs satisfaits à la seconde et sans cesse à l'affût de soubresauts inédits et de frissons nouveaux[32] ». Ostentation, provocation, cynisme, tout est permis comme ces cigares roulés dans des billets de 100 dollars ou cette soirée où les invités viennent déguisés en haillons… Cette nouvelle aristocratie financière a besoin de s'anoblir en inventant un blason, une ascendance lointaine et illustre, ou en mariant sa fille à un noble européen appauvri. Dès 1898, plus de 130 mariages ont été ainsi contractés.

Peu importe l'ostentation et les très fortes disparités de revenus car, précise William G. Sumner, les millionnaires « ont de gros revenus et vivent dans le luxe, mais c'est une bonne affaire pour la société[33] ». Comme le déclare Rockefeller lui-même, « le pouvoir de gagner de l'argent est un don de Dieu – comme l'est l'instinct artistique, musical, littéraire ou le talent d'un médecin ou d'une

infirmière – qu'il faut développer et utiliser au mieux de nos capacités pour le bien de l'humanité[34] ». Le *Gilded Age* est ainsi l'époque de la richesse fièrement ostentatoire, reflet tangible d'un succès personnel incontestable – mérité ou non, et de la misère acceptée car inhérente au système.

Cependant, au-delà de leurs indéniables talents, les *businessmen* et spéculateurs profitent d'un moment éminemment propice aux affaires, grâce au formidable décollage de l'économie américaine mais aussi d'une apathie, teintée de complicité, d'un pouvoir politique affairiste et corrompu.

CHAPITRE 13

La face cachée du *Gilded Age* Luttes syndicales et colère politique (1876-1896)

Montrez-moi un pays sans grèves et je vous montrerai un pays sans liberté.

Samuel Gompers

Une statue pour quelle Amérique ?

Inspiré par Lincoln , l'académicien américanophile et professeur au Collège de France Édouard Laboulaye , un républicain auteur d'une histoire politique des États-Unis en plusieurs volumes publiée à partir de 1856, lance dès 1865, alors que la guerre de Sécession vient de se clore, l'idée d'un cadeau de la France à l'Amérique pour son centenaire en 1876. Ce sera, comme chacun sait, une statue colossale représentant la liberté éclairant le monde, et le sculpteur alsacien Auguste Bartholdi en sera l'auteur. Une œuvre de démesure car, comme l'écrit Bartholdi lors d'un séjour aux États-Unis en 1871, « tout est grand ici, même les petits pois[1] ». « La statue […] bien choisie, c'est bien la liberté, mais la liberté américaine », explique, de son côté, Laboulaye en 1876, « ce n'est pas la liberté avec un bonnet

rouge sur la tête et une pique à la main qui marche sur les cadavres. La nôtre, d'une main tient une torche, non la torche qui incendie, mais le flambeau qui éclaire[2] ».

Comme nous l'avons vu, en cette année 1876, seule la main et la torche sont prêtes et exposées à Philadelphie . À Paris, les travaux ont pris un retard prévisible vu l'ampleur de la tâche et le défi d'ingénierie que constitue la construction d'une statue de 46 mètres de haut. Dans les deux pays, les donateurs se font attendre. À New York , le magnat de la presse Joseph Pulitzer s'empare du flambeau. En mars 1884, alors que la statue est désormais prête mais que son piédestal, construit et financé par les Américains, n'est pas fini, il lance un appel dans un de ses journaux, le *New York World* : « Ce serait une disgrâce irrévocable pour la ville de New York et la République américaine de voir la France nous envoyer ce splendide cadeau sans que nous ayons fourni ne serait-ce qu'un endroit où le poser… » Or, ajoute-t-il, « Ce n'est pas un cadeau de millionnaires de France aux millionnaires d'Amérique mais le cadeau de tout le peuple de France à tout le peuple d'Amérique »[3] . Cette statue n'est pas non plus un cadeau d'État à État. Des hommes comme Laboulaye , habité d'idéal républicain, sont attachés au symbole que représente la statue et à la nécessité d'une souscription populaire et massive. En août 1885, alors que la statue a été livrée aux États-Unis en juin, 120 000 souscripteurs américains ont levé les fonds nécessaires pour la construction du piédestal.

En octobre 1886, la Statue est inaugurée en présence du président Grover Cleveland à Bedloe's Island, située « au milieu de la baie » de New York et qui « appartient à l'État [fédéral], un terrain commun à tous les États », écrit Bartholdi , qui poursuit, « juste en face des Narrows qui sont pour ainsi dire la porte de l'Amérique »[4] . Chauncey Depew , dans son discours d'inauguration, déclare : « Nous dédions cette statue à l'amitié des nations et à la paix dans le monde. L'esprit de la Liberté embrasse toutes les races dans une même confraternité ; il exprime dans toutes les langues les mêmes besoins et les mêmes espoirs. » Cleveland renchérit : « Nous ne sommes pas ici pour nous

incliner devant le représentant d'un dieu courroucé et belliqueux personnifiant la colère et la vengeance. Nous contemplons au contraire notre déité montant la garde aux portes ouvertes de l'Amérique. » Un éditorial, publié dans la presse new-yorkaise en novembre 1886, conclut : la statue est « l'espoir d'une ère nouvelle pour l'humanité », un symbole « salué par cent millions d'hommes libres »[5] .

Inspirée par des républicains français idéalistes et américanophiles en l'honneur d'une amitié franco-américaine qui s'enracine dans la participation de la France à la Révolution américaine, dont les archives sont opportunément publiées dans ces mêmes années par Henri Doniol, la Statue change rapidement de signification et, pour ainsi dire, de dimension. Elle prend au tournant du XX e siècle un sens universel, dépassant de loin le cadre étriqué des relations franco-américaines, lorsque des millions de migrants la contemplent avec soulagement après une longue traversée de l'Atlantique. Elle incarne l'Amérique, pays perçu comme celui de la liberté, aux portes de celle-ci[6] . C'est le sens que lui donne Emma Lazarus , poétesse new-yorkaise juive, dans son sonnet, « Le Nouveau Colosse », écrit en 1883 et dont une strophe est gravée aux pieds de la statue en 1903. Adressé aux « fatigués, [aux] pauvres », aux « cohortes qui aspirent à vivre libres », aux « déshérités que la tempête apporte » et aux « rebuts de rivages surpeuplés », ce poème se veut un hymne à la gloire de la Statue comme « Mère des Exilés » et à celle de l'Amérique comme pays d'accueil des plus démunis du monde entier[7] .

L'Amérique du *Gilded Age* fait ainsi rêver au-delà de l'Atlantique. Elle fascine, intrigue et attire des millions de migrants. Pourtant, la réalité est amère. Empêtrée dans des scandales politico-financiers, profondément divisée politiquement et socialement inégalitaire, minée par de violentes grèves et une grande pauvreté, l'Amérique du dernier tiers du XIX e siècle, où chacun est libre d'exploiter son prochain et de s'enrichir démesurément, est un lieu de luttes : lutte contre la corruption, lutte contre la pauvreté, luttes syndicales, lutte

contre les monopoles…

Une vie politique terne et corrompue

En 1876, le président Grant, après deux mandats successifs, adresse au Congrès un discours d'adieu en forme d'excuses. « Ce fut ma chance, ou ma malchance, d'avoir été élu à la présidence sans aucun savoir-faire politique. […] Des erreurs ont été commises, comme tous peuvent le noter et je le reconnais. […] Mais, […] les échecs ont été des erreurs de jugement, non d'intention[8] . » Étonnant discours pour un héros de la guerre de la Sécession, porté à la présidence dans l'espoir qu'il se montrerait aussi brillant président qu'il fut général. Surnommée « L'ère de la bonne corruption » (*the era of good stealings* , de *to steal* , « voler »), par allusion à « l'ère des bons sentiments » des années 1815-1825 (*the era of good feelings*), la vie politique du *Gilded Age* est marquée par un pouvoir passif et corrompu. Un laisser-faire politique qui autorise les pires excès dans les milieux d'affaires et la construction d'empires industriels qui profitent à un tout petit nombre d'entrepreneurs et de spéculateurs plus ou moins honnêtes. Grant fait lui-même adopter en 1873 une loi doublant son salaire présidentiel en outrepassant l'opposition du Congrès. Son gouvernement devra faire face à près de quarante procédures d'enquête pour fraude et corruption. Une vie politique dominée par les affaires donc mais aussi par les hommes d'affaires. Comme l'écrit l'historienne Marianne Debouzy, « affaires politiques et politique des affaires devinrent difficilement dissociables[9] » à l'époque du *Gilded Age* .

Au-delà du manque d'expérience politique du président Grant, « un grand soldat [mais] un bébé politicien[10] », écrira Henry Adams, et d'autres hauts responsables, plusieurs facteurs encouragent la corruption. Tout d'abord, avant la loi de 1883 (le *Pendleton Civil Service Reform Act*), votée à la suite de l'assassinat du président James A. Garfield par un coureur de postes dépité, qui crée une

fonction publique avec une augmentation graduelle de postes attribués au mérite et sur concours, la nomination des agents fédéraux est tributaire de l'alternance politique[11] . C'est, rappelons-le, « le système des dépouilles » par lequel le parti arrivé au pouvoir distribue les postes à ses militants, cadres et soutiens, qui deviennent selon le jargon politique du moment des *spoilsmen* . Or, les républicains contrôlent sans interruption l'exécutif de 1868 à 1884. D'autre part, la fréquence et la variété des élections, ainsi que le nombre élevé de fonctions électives dans les comtés, les États et au niveau fédéral renforcent l'influence des partis, qui deviennent des machines politiques complexes, et créent un besoin grandissant de financement. À une époque qui glorifie les industriels, les banquiers, les courtiers et les hommes d'affaires, il est facile d'imaginer la connivence entre les mondes politique et économique et ceci à tous les niveaux de décision.

Le *Gilded Age* est l'âge d'or du lobbying, une arme incroyablement efficace, alors nullement réglementé. En 1876, le président des chemins de fer de Pennsylvanie emploie 200 lobbyistes à Washington ! Dans un tel climat de corruption généralisée, tout est permis : distribution d'actions gratuites, prêts d'argent aux députés ou ministres, salaires payés aux politiques pour services rendus, informations confidentielles sur des placements prometteurs… Nelson Aldrich , sénateur du Rhode Island et lié par le mariage de sa fille à la famille Rockefeller, possède 50 000 dollars lorsqu'il entre au Sénat en 1881. Trente ans plus tard, sa fortune est estimée à 12 millions de dollars. Car les entrepreneurs ne font pas que financer ou influencer la politique : ils font de la politique. Rappelons que les sénateurs ne sont pas élus avant 1913, avec l'adoption du XVII^{e} amendement, mais sont nommés par les législa tures des États. Ce système accroît l'influence des partis politiques et des hommes d'affaires qui les financent. Le Sénat est d'ailleurs baptisé « le club des millionnaires ». En 1906, il en compte 25 sur 46 membres, soit plus de la moitié. Un exemple parmi d'autres : un sénateur de New York siège à 74 conseils d'administration et se trouve grassement

rétribué par ces diverses sociétés pour ses bons offices[12] .

Le parti : machine politique

Les deux partis politiques, républicain et démocrate, respectivement symbolisés par un éléphant à partir de 1874 et un âne à partir de 1870, se partagent les pouvoirs exécutif et législatif. Les républicains comptent six présidents sur sept de 1868 à 1900 : Ulysses S. Grant (1868-1876), Rutherford B. Hayes (1876-1880), James A. Garfield (1880-1881 [assassiné et à qui succède son vice-président Chester A. Arthur (1881-1884)], Benjamin Harrison (1888-1892), et William McKinley (1896-1900, réélu en 1900 mais assassiné en 1901). S. Grover Cleveland , élu en 1884 et réélu en 1892, est le seul président démocrate de la période. Le Parti républicain sort grand vainqueur de la guerre de Sécession, incarnant l'union du pays, puis, solidement implanté dans le Nord-Est et le Midwest, il est rapidement associé aux milieux des affaires. Mais ceci ne signifie aucunement que le Parti démocrate soit dénué d'influence. Sur treize Congrès élus de 1870 à 1894, ce parti contrôle neuf fois la Chambre des représentants. Même si le Sud reste le bastion du Parti démocrate, celui-ci jouit également de contacts dans les milieux industriels et banquiers et il réussit à s'étendre aux villes du Nord-Est.

Adversaires impitoyables au lendemain de la guerre de Sécession, les différences entre ces deux partis s'estompent dans les années 1870 et 1880, le « compromis de 1876 » demeurant une cynique illustration de ce rapprochement. Les deux partis politiques sont aux mains d'intérêts privés et dominés par le clientélisme. À travers le pays, dans les comtés, les villes et les États, l'un ou l'autre parti est contrôlé localement par un *boss* . C'est lui qui choisit les candidats, élabore les programmes, tisse les alliances, et trouve les financements. Le plus connu de ces faiseurs de rois de la période demeure William M. Tweed , dit *boss Tweed* , qui règne sur le Parti démocrate dans la ville et l'État de New York de 1863 à 1871.

Organisés de la même manière et noyautés par les milieux d'affaires, les partis républicain et démocrate s'entendent sur beaucoup de questions et pèsent d'un même poids électoral. Car les victoires républicaines aux élections présidentielles de 1876, 1880 et 1888 sont obtenues sans la majorité absolue. De même pour les démocrates en 1884 et 1892. L'assise régionale, la composition de leur électorat et leur vision d'un état fédéral plus ou moins interventionniste différencient les deux partis. Les démocrates, rappelons-le, sont profondément implantés dans les États du Sud, leur bastion historique. Cette régionalisation leur assure d'ailleurs 135 grands électeurs à chaque élection présidentielle de 1876 à 1900. Le Parti démocrate séduit aussi les catholiques et des groupes protestants d'origine étrangère installés dans les grandes villes du Nord-est et les campagnes du Midwest, d'où est précisément originaire William J. Bryan, un de ses plus grands leaders. À l'inverse, les républicains, sans en être totalement absents, jouissent de peu de soutien dans le Sud, l'électorat noir étant étouffé par des lois ségrégationnistes. Le parti est solidement implanté dans le Nord-Est et fait jeu égal avec son adversaire dans le Midwest.

Dans un schéma inverse de la vie politique contemporaine, les démocrates sont en faveur d'un gouvernement réduit, ce qu'on appelle *small government* . « Le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins » (*Government is best which governs least*), proclame un des slogans démocrates de l'époque[13] . Les républicains, quant à eux, préconisent un pouvoir fédéral fort, un acteur économique qui participe à la prospérité du pays. Sans doute, faut-il identifier dans ces tendances une conséquence de la guerre de Sécession avec un Parti démocrate ancré dans l'ancienne confédération en guerre avec l'État fédéral et des républicains qui ont utilisé les leviers d'un pouvoir fédéral qu'ils contrôlent pour imposer leur politique d'industrialisation et de droits civiques. Encore en 1880, soit quinze ans après la fin de la guerre, les républicains dénoncent « un électeur démocrate comme toute personne qui a tué un soldat de l'Union ». « Votez comme vous avez tiré » (*Vote as you*

shot) disent les républicains ! Pour les démocrates, Lincoln a perverti le sens de la guerre civile en substituant à un conflit « pour la préservation de la Constitution et de l'Union » une « croisade pour la liberté des Nègres »[14] .

L'essor des trusts

Les trois grandes questions politico-économiques du moment sont le contrôle des trusts, les tarifs douaniers, et le bimétallisme sur lequel nous reviendrons en fin de chapitre. Le *Gilded Age* , rappelons-le, se distingue par une forte concentration industrielle et bancaire qui donne naissance à de véritables empires et à des fortunes personnelles inouïes. Le tout s'effectuant largement au détriment de la concurrence, des employés et des consommateurs. Les observateurs français de l'époque décrivent négativement le trust, parlant même de système et de « trustification », comme « une confédération financière d'accaparement », « un syndicat d'accaparement », ou encore « une industrie monopolisée »[15] . Trois types d'associations apparaissent, dont John D. Rockefeller est le principal initiateur. Le *pool* (de *to pool* , regrouper) qui est un accord entre compagnies d'une même branche afin de restreindre la production et de partager les marchés. Très vite insatisfaisant, cet arrangement fait place au *trust* (*to trust* , faire confiance), qui est le rachat et le regroupement de parts d'actions dans diverses compagnies sous un conseil composé d'hommes de confiance (*trustees*)et présidé par un même dirigeant. Cette pratique permet à Rockefeller et à sa Standard Oil de raffiner 90 % du pétrole aux États-Unis avec 42 sociétés affiliées. Plusieurs trusts naissent à partir de 1887 : celui du whisky, du sucre, du plomb, du cuir, etc.

Le congrès vote alors deux lois pour limiter ces ententes et ces fusions : la loi sur le commerce inter-États (*Interstate Commerce Act*) en 1887 et la loi Sherman antitrust (*Sherman Anti-Trust Act*) en 1890. Votée à l'origine pour contrôler les tarifs des compagnies ferroviaires

et en réponse aux nombreuses plaintes de fermiers de l'Ouest, victimes de ces sociétés de chemins de fer, la première cherche à s'attaquer aux monopoles et aux ententes dans les transports au nom de la liberté de commerce et de la défense du consommateur. Elle met en place une commission (Interstate Commerce Commission ou ICC, en fonction jusqu'en 1995), chargée de vérifier que les tarifs sont « raisonnables », qu'aucune entente n'existe pour partager les marchés et que personne ne bénéficie de tarifs spéciaux. Bref, que règne une concurrence transparente et loyale. La seconde loi vise à interdire les trusts dans le domaine du commerce. Comme le déclare John Sherman , le sénateur de l'Ohio à l'origine de celle-ci, « Les monopoles sont anciens mais pas les géants de notre temps. Il nous faut écouter [ceux qui s'en plaignent] ou se préparer au socialisme, au communisme, [ou] au nihilisme[16] ». Les magnats, prudents, trouvent la parade. C'est la troisième forme de monopole, qui apparaît dans les années 1890 : la *holding* (*to hold* , « détenir »). Dans ce cas, une société financière contrôle les conseils d'administration d'un grand nombre d'entreprises par le biais d'une pyramide de filiales interposées. Le banquier John-Pierpont Morgan s'assure ainsi le contrôle de 65 % de la production de fer et d'acier. Au demeurant, la loi Sherman contre les trusts, une loi *a minima* , est un compromis entre le monde politique et le milieu des affaires sans véritable danger pour les industriels. Surtout qu'avec le temps la jurisprudence de la Cour suprême joue en faveur des entreprises. En 1895, dans l'arrêt *United States vs. E. C. Knight Co.* , la Cour protège le trust du sucre qui était menacé en déclarant que puisque la compagnie fabrique le sucre et ne le commercialise pas, elle ne tombe donc pas sous le coup de la loi. Plus tard, la Cour refuse également de briser le monopole du pétrole de la Standard Oil et celui du tabac de l'American Tobacco Company.

Éclipsée par la question cruciale de l'esclavage, celle des barrières douanières, qui a particulièrement animé le débat politique dans les années 1820 et 1830, revient alors en force. Rappelons-en le principe : une barrière douanière élevée permet l'essor manufacturier

en protégeant les industries domestiques. Avant la guerre de Sécession, et depuis la Révolution, le Sud a traditionnellement été opposé au vote d'une barrière élevée. Au lendemain de la guerre, le Sud n'ayant plus guère d'influence politique au niveau fédéral, les fermiers de l'Ouest et du Midwest en deviennent les principaux opposants. Une barrière élevée permet à l'industrie de vendre plus cher les produits manufacturés, notamment aux fermiers qui ont besoin d'équipement, alors que ceux-ci doivent affronter une concurrence internationale avec des prix tirés vers le bas. Politiquement, ce sont les républicains qui sont en faveur de barrières douanières élevées pour sauvegarder et stimuler le formidable essor industriel de l'après-guerre de Sécession.

Dénoncer la pauvreté de masse à l'âge industriel

Jacob Riis est danois. Il s'installe à New York en 1870 à l'âge de 21 ans et investit la moitié de ses économies dans l'achat d'un revolver, « conscient qu'il suivait ainsi la coutume du pays ». « Travaillant et errant », il occupe une série d'emplois dans le bâtiment, la mine, la charpenterie et l'ébénisterie. Souhaitant venger l'honneur de son pays d'origine défait par les Prussiens en 1864, il tente de s'engager comme volontaire dans les troupes françaises lors de la guerre franco-prussienne, mais le temps qu'il trouve un capitaine de navire français qui accepte de l'emmener au Havre, « la guerre était finie ». En 1877, il devient reporter au *New York Herald Tribune* , « car quelqu'un doit dire la vérité », puis dix ans plus tard au *New York Evening Sun* . Reporter engagé, qui « n'a que faire des théories sociales à moins qu'elles ne participent à l'amélioration du sort des populations », idéaliste diront certains, et pionnier du photojournalisme, Riis se lance dans une vaste enquête, avec clichés à l'appui, sur la pauvreté urbaine. Il connaît la rue, les taudis et les asiles de nuit des postes de police et il s'intéresse principalement à la

vie des immigrés dans les immeubles des quartiers populaires de New York, notamment le Lower East Side.

En 1890, souhaitant exposer cette pauvreté au moment où les immenses fortunes des hommes d'affaires concentrent toute l'attention et « après avoir pendant plus d'un an frappé aux portes des éditeurs » sans succès, Riis publie un livre retentissant qui fera date, intitulé *How the Other Half Lives* (« Comment l'autre moitié vit »). L'ouvrage commence avec ces mots : « Il y a longtemps, on disait "la moitié du monde ne sait pas comment vit l'autre moitié". C'était alors vrai. Elle l'ignorait car elle n'en avait cure[17] . » Riis, lui, s'en préoccupe et consacre sa vie et son talent non seulement à révéler cette pauvreté, avec son insalubrité et sa criminalité, mais aussi à proposer des remèdes qu'il résume en trois mots, avec la concision efficace d'un slogan : légiférer, rénover, construire. Un de ses alliés dans cette lutte est Theodore Roosevelt , alors en charge de la police de New York , que Riis dira « avoir adoré depuis le premier jour où il l'a rencontré ». Notre reporter donne aussi des chiffres : 37 316 immeubles où s'entassent 1 250 000 de personnes dans des logements étroits avec les sanitaires dans le couloir. Dans Mulberry Street, par exemple, un logement « de deux pièces qui aurait dû héberger quatre ou cinq sans-abri en contenait quinze, avec un nourrisson d'une semaine parmi eux[18] ». Véritable lanceur d'alerte (*whistleblower*) avant que le terme n'existe, Riis dénonce aussi l'alcoolisme, « où Dieu construit une église, le diable construit à côté un saloon », et la mendicité, ce qu'il nomme « l'armée des mendiants » (*tramps'army*). Il vise surtout les propriétaires peu scrupuleux, qu'on appelle les *slumlords* , qui s'enrichissent en mal logeant ces milliers d'immigrés démunis auxquels seul le « rêve américain », pourtant souvent si insaisissable, donne la force nécessaire pour endurer cette existence de misère[19] .

Riis enquête, photographie, dénonce. Edward Bellamy , lui, imagine pour mieux dénoncer. En 1888, il publie son grand roman futuriste, socialiste et utopique *Looking Backward : 2000-1887* . Le héros, Julian West (notons la référence à l'Ouest comme illustrant un

regard tourné vers l'avenir), se réveille à Boston en l'an 2000, après un sommeil de cent treize ans. West est émerveillé par la technologie, partagée par tous, source de confort matériel et de divertissement et par une consommation universelle. Dans le monde imaginé par Bellamy, on peut tout acheter avec une carte de crédit ! Plus de grèves, plus de pauvreté, plus de concurrence dans un monde industriel et économique unifié sous le contrôle du gouvernement et avec la retraite pour tous à 45 ans. Progrès technologique, consommation, confort matériel, harmonie, égalité (entre les hommes et les femmes notamment), solidarité et nationalisation sont les maîtres mots de la société du futur. En contrepoint, Bellamy dénonce aussi les excès et les injustices de son temps. Il compare la société américaine du *Gilded Age* à une immense diligence tirée lentement par la masse de l'humanité, le long d'une pente sablonneuse avec la faim comme cocher. Conscient que cette description paraît « d'une incroyable inhumanité » à ses hôtes vivant paisiblement, confortablement et harmonieusement dans une société d'abondance, West, héritier repenti, continue néanmoins en expliquant que ceux qui sont assis dans la diligence, les riches, « par une singulière hallucination », se croient pétris « dans une argile plus fine que leurs frères et sœurs harnachés aux rênes et d'une certaine manière estiment appartenir à une humanité supérieure qui ne peut que s'attendre à être tirée par d'autres »[20] .

Ce roman connaît un succès immense et immédiat : plus d'un million d'exemplaires vendus. Son impact en fait un des livres clés de l'histoire américaine, au même titre que *Le Sens commun* de Thomas Paine (1776) ou *La Case de l'Oncle Tom* d'Harriet Beecher Stowe (1852). Des clubs Bellamy se forment dans tout le pays – 162 dans 27 États (sur 44) dès 1890 – pour explorer les moyens d'appliquer les idées développées dans le livre afin de construire un monde meilleur. Ces clubs sont animés par ce qu'on nommerait de nos jours la classe moyenne : avocats, journalistes, médecins et artistes. Pour Bellamy, journaliste comme Riis , le futur de *Looking Backward* n'est pas une utopie mais « une civilisation […] dont les éléments qui doivent lui

donner naissance sont déjà en fermentation[21] » à la fin du XIX e siècle. Utilisons la technologie pour une vie meilleure et contrôlons les industriels et les banquiers par l'État, préconise Bellamy. Du *Gilded Age* naîtra le *Golden Age* , un âge d'or destiné à s'inscrire dans l'histoire américaine. Un programme, donc, et non une utopie…

Dès 1891, *Looking Backward* est traduit en français chez deux éditeurs différents sous les titres de *Cent ans après ou l'an 2000* et *Seul de son siècle. En l'an 2000* . D'autres éditions suivront, avec d'autres titres, *En l'an 2000* (1893), *C'était demain* (1920), *Cent ans après* (1973) et tout récemment *Futur antérieur* (2008). Un des traducteurs de la première édition française écrit : « De tous les livres communistes que j'ai eus sous les yeux, c'est le plus dangereux[22] . » Communiste, socialiste, les termes à l'époque sont ambigus et fluctuants, d'autant plus que ce qu'on nomme alors socialisme en Europe prend le nom de nationalisme aux États-Unis, dans le sens d'une économie contrôlée par l'État, nationalisée en quelque sorte[23] .

Les idées de Bellamy s'inspirent en grande partie d'un ouvrage, un essai cette fois-ci, intitulé *Progress and Poverty* (« Progrès et pauvreté ») publié en 1879 par Henry George , un typographe de Philadelphie installé à San Francisco , devenu éditorialiste puis économiste réputé[24] . Progrès et pauvreté, ces deux termes résument à merveille l'époque : le progrès technologique et la pauvreté de masse. Le premier peut-il résorber le second ? Chacun voit comment *Looking Backward* répond une décennie plus tard à *Progress and Poverty* . Bellamy perçoit en la technologie les germes d'un monde meilleur, plus juste, plus humain, et plus solidaire, mais à la condition d'un contrôle de l'économie par l'État. D'ailleurs, George dédie son ouvrage à « ceux qui, observant le vice et la misère qui naissent de la distribution inégalitaire de la richesse et des privilèges, voient la possibilité d'un état social plus élevé et s'efforcent de l'atteindre ». Cette distribution inégalitaire de la richesse est, pour George, « la malédiction et la menace de la civilisation moderne ». Les inventions technologiques et l'accroissement de la productivité ne profitent pas aux masses mais, à l'inverse, accroissent leur détresse.

« Nous labourons de nouveaux champs, nous ouvrons de nouvelles mines, nous créons de nouvelles villes ; nous repoussons les Indiens et exterminons les bisons ; nous ceignons la terre de chemins de fer et nouons l'air de fils télégraphiques ; nous ajoutons de la connaissance à la connaissance et utilisons inventions après inventions ; nous construisons des écoles et finançons des universités ; pourtant, poursuit George, il devient plus difficile pour la masse de notre population de joindre les deux bouts. […] La classe aisée devient plus riche et les plus pauvres plus dépendants[25] . » Pour l'auteur, la cause de ce problème inextricable est la propriété privée de la terre. Rappelons-le, Henry George mûrit ses idées dans l'Ouest, où la terre est abondante. À ses yeux donc, le remède est la propriété commune de la terre (« *We must make land common property* »). Ainsi, « l'égalité remplacera l'inégalité, l'abondance le besoin, la justice l'injustice[26] ». George préconise aussi un impôt unique sur la terre. L'argent levé sera redistribué par l'État à travers des programmes sociaux.

Un monde impitoyable

« La république américaine est bâtie sur l'individu. Elle ne reconnaît ni les classes ni les masses. Ainsi sommes-nous devenus une nation de *self-made-men* [27] », déclare avec assurance en 1897 Chauncey Depew , sénateur de New York et avocat de Cornelius Vanderbilt , lors de l'inauguration d'une statue en l'honneur de son client à l'université Vanderbilt, que le magnat de la construction maritime et du rail a fondée à Nashville , dans le Tennessee . Pourtant, l'historien, qui observe la période, est plutôt frappé par les innombrables grèves, souvent insurrectionnelles, qui témoignent d'une très forte mobilisation syndicale et politique des ouvriers comme des fermiers. Julian West, le héros de *Looking Backward* , l'avoue lui-même à ses hôtes : « Les grèves étaient devenues si nombreuses en ce temps-là que les gens avaient cessé de se renseigner sur leurs causes particulières[28] . » Effectivement, de 1881

à 1886, on dénombre près de 4 000 grèves – 1 500 pour la seule année 1886 – impliquant plus d'un million de travailleurs dans les industries minière, métallurgique, textile et les chemins de fer[29] .

Les conditions de travail sont des plus pénibles : 60 heures par semaine, 6 jours sur 7 (soit 10 heures par jour), dans le bruit, l'obscurité, la chaleur, sans aide en cas de chômage, ni de retraite, ni d'assurance maladie. Sans oublier le travail des enfants, les maladies et les nombreux accidents du travail dans des usines où le taylorisme (de l'ingénieur Frederick W. Taylor), soit la décomposition chronométrée et la répartition dite « scientifique » des tâches dans un impitoyable souci de productivité, s'impose progressivement au plus grand mépris des individus. C'est ce que l'historienne Marianne Debouzy appelle « l'esclavage du travail[30] ». Ainsi à Détroit , les 10 % les plus riches vivent au-delà de 60 ans alors que les cols blancs ne dépassent pas 53 ans, les ouvriers, 48, et les enfants d'immigrés polonais, 41 ans[31] . Les salaires sont plus élevés qu'en Europe mais un ouvrier gagne 435 dollars annuels, un mineur 340, un domestique 240 et un journalier agricole 180, alors qu'un cadre moyen en touche 1 000[32] . Avec un tel salaire un ouvrier ne peut joindre les deux bouts. Les enfants doivent compléter le revenu familial. Olivier Zunz donne l'exemple de familles immigrées d'ouvriers allemands à Détroit chez qui une fille ménagère ou couturière, ou encore des fils ouvriers permettent au revenu familial annuel de doubler, voire de tripler passant de moins de 300 à près de 700 dollars[33] . Au total, à travers tout le pays, on compte en 1880 un million d'enfants entre 10 et 15 ans, qui travaillent quotidiennement. Ce sera le double en 1910.

Pour obtenir plus de droits, améliorer les conditions de travail, en réduisant notamment les horaires, et lutter contre un patronat intransigeant, répressif, violent et sûr de lui, les syndicats s'organisent pleinement dans les années 1880, sans obtenir légitimité ou reconnaissance. En plus des différences de qualification et de la variété de métiers, propres à toute société industrialisée, et outre l'immensité de l'espace qui complique la coordination d'actions sur le terrain, le syndicalisme américain doit rassembler un monde ouvrier

fragmenté sur le plan racial et ethnique, avec non seulement la tension, forte par moments, entre les travailleurs nés aux États-Unis (*Native*) et les immigrés mais aussi entre les multiples groupes nationaux et religieux notamment parmi ces derniers. Dans les années 1870, par exemple, l'Ancient Order of Hibernians rassemble uniquement des mineurs irlandais d'un bassin d'anthracite de Pennsylvanie . Communément appelés les *Molly Maguires* , ils pratiquent un syndicalisme violent. En 1875, lors de la profonde crise économique de 1873-1878, ils lancent une grève qui se terminera deux ans plus tard dans la répression avec la destruction du syndicat et la pendaison de vingt de ses membres. Au congrès de l'Association internationale des travailleurs tenu à La Haye en 1872, le socialiste allemand immigré aux États-Unis Friedrich Sorge décrit en ces termes la classe ouvrière américaine : « [elle] se compose d'abord d'Irlandais, puis d'Allemands, ensuite de Nègres, les Américains ne viennent qu'en quatrième lieu[34] ». Une classe ouvrière, donc, vraiment internationale.

Les Chevaliers du travail

Le premier syndicat américain véritablement national est le National Labor Union. Apparu en 1866, au lendemain de la guerre de Sécession, il compte 600 000 membres au tournant des années 1870. Une des premières grandes causes syndicales de ces années est la journée de huit heures, symbolisée par le refrain d'une chanson à grand succès, « Huit heures pour le travail, huit heures pour le repos, huit heures pour le loisir[35] ». Le National Labor Union obtient en 1868 la journée de huit heures, mais seulement pour les employés fédéraux qui sont proportionnellement peu nombreux. Ce syndicat néanmoins ne survit pas à la crise économique de 1877. À l'origine société secrète de tailleurs en 1869 en Pennsylvanie , l'Ordre des chevaliers du travail (Order of the Knights of Labor), ainsi nommé pour évoquer les guildes médiévales, lui succède. C'est dans les

années 1880 que ce syndicat prend son envol en pleine lumière sous l'habile direction du mécanicien Terence V. Powderly, à la tête du syndicat jusqu'en 1893. Les Chevaliers du travail comptent 110 000 membres en 1885 (dont 80 000 à Chicago), et 700 000 l'année suivante (record mondial pour l'époque), soit environ 10 % de la main-d'œuvre industrielle, organisée en 15 000 assemblées. Cette soudaineté surprend et enthousiasme Friedrich Engels qui commente, en 1886, « la façon dont les prolétaires [américains] ont fait leur apparition sur la scène est absolument extraordinaire. Il y a six mois, personne ne soupçonnait rien, et maintenant ils paraissent subitement en masses organisées, au point de jeter la terreur dans la classe capitaliste[36] ».

L'organisation, on l'a dit, milite pour la journée de huit heures mais aussi pour l'abolition du travail des enfants de moins de quinze ans et de l'importation ponctuelle d'une main-d'œuvre étrangère le plus souvent privée de droits (*alien contract labor*). L'historien américain Howard Zinn donne l'exemple de travailleurs importés d'Italie contraints de travailler dans les mines de sulfate au lieu des chemins de fer, comme il était spécifié dans le contrat, sous la surveillance de gardes armés. Payés avec juste de quoi acheter des outils, ils recevaient très peu pour se nourrir. Ils réussirent néanmoins à s'enfuir. Le syndicat revendique aussi la création d'un Bureau fédéral des statistiques du travail, d'un impôt sur le revenu progressif, la nationalisation du télégraphe, du téléphone et des chemins de fer et, de manière avant-gardiste, la parité des salaires entre les deux sexes[37] .

Centralisé et refusant l'organisation en métiers, le succès des Chevaliers du travail tient de surcroît dans leur capacité à transcender les barrières raciales (60 000 Noirs rejoignent les Chevaliers), ethniques, religieuses et corporatistes. Le syndicat réussit ainsi à fédérer les ouvriers qualifiés et sans qualifications, Blancs et Noirs (10 %, essentiellement dans le Sud), hommes et femmes (on compte 65 000 « chevalières »), américains et immigrés, catholiques et protestants[38] . Selon ses statuts, le syndicat est ouvert à « toutes

personnes de bonne volonté, à l'exception de celles exerçant une profession déshonorante telle que banquier, cabaretier, prostituée ou avocat[39] ». Opposés aux grèves, leur préférant le boycott et l'arbitrage, c'est pourtant sous cette forme d'action que les Knights of Labor gagnent leur formidable et fulgurante popularité. En 1883 et 1885, les Chevaliers remportent de belles victoires salariales aux côtés des opérateurs télégraphes et des cheminots mais ils se heurtent au magnat Jay Gould , qui les affronte sans pitié lors d'une grève à la Western Union, avec l'aide de Pinkertons, ces détectives briseurs de grèves chargés d'escorter les non-grévistes, de sécuriser les sites, d'intimider les grévistes, voire de les combattre physiquement, et d'infiltrer leurs assemblées. Gould se vante alors de pouvoir « embaucher la moitié de la classe ouvrière pour tuer l'autre moitié[40] ».

La tragédie du Haymarket à Chicago

Ce n'est pourtant ni Jay Gould , ni les Pinkertons qui portent un coup fatal aux Chevaliers du travail, mais un événement tragique à l'immense effet psychologique qui se déroule à Chicago en mai 1886. Depuis le 1er mai, des grèves se multiplient pour obtenir la journée de huit heures, rappelons-le, la grande cause syndicale depuis les années 1860. C'est ce que syndicalistes, socialistes et anarchistes appellent « le grand soulèvement » (*great upheaval*). On compte près de 400 0000 grévistes dans tout le pays, principalement à Chicago, Milwaukee , New York , Boston et Saint Louis. À Chicago, après la mort de grévistes aux usines de machines agricoles McCormick le 3 mai, une modeste manifestation a lieu sur la place du Haymarket le lendemain, 4 mai. En fin de journée, alors que les manifestants se séparent progressivement, une bombe est jetée sur les forces de l'ordre. Celles-ci, paniquées, répliquent en tirant au hasard sur la foule. Bilan : huit morts parmi la police, sept chez les manifestants. Ces événements déclenchent soudainement une peur hystérique du

syndicalisme et de l'anarchisme, peur dirigée principalement contre les étrangers. Des raids sont menés dans les milieux anarchistes et socialistes, notamment allemands, de Chicago. Dans tout le pays, les éditorialistes se déchaînent, traitant les anarchistes de « loups slaves », de « hyènes ingrates » ou encore de « vermine incendiaire ». D'autres, parodiant la déclaration sur les Indiens bons et les Indiens morts de l'officier Philip Sheridan , écrivent : « il n'y a pas de bons anarchistes sauf les anarchistes morts[41] ». Lors d'un procès inique avec comme cibles le syndicalisme et l'anarchisme, huit anarchistes sont condamnés à mort, sans preuve, pour complot, dont quatre sont pendus en novembre 1887, l'année même des commémorations du centenaire de la Constitution (1787-1887)[42] …

L'exécution est un événement national avec une foule de 250 journalistes présents devant le gibet ! L'affaire du Haymarket marque profondément la psychologie collective américaine. Une première « peur des rouges » (*red scare*), particulièrement intense, traverse le pays. Communistes, socialistes, anarchistes, surtout parmi les immigrés, sont stigmatisés comme des menaces pour la paix et la sécurité. Comme le déclare avant sa pendaison un des condamnés du Haymarket, Albert Parsons , « [on a prouvé] que nous étions tous anarchistes, socialistes, communistes, Chevaliers du travail, syndicalistes » et « le tribunal de classe [… a] décidé qu'il faut nous mettre à mort parce que nous avons dénoncé et attaqué l'oppression, la servitude, le vol et les menées monopolistes[43] ».

La condamnation du syndicalisme qui suit ces événements brise définitivement la dynamique de succès des Chevaliers du travail, accusés à tort d'avoir appelé à la manifestation du 4 mai. Quatre ans plus tard, en 1890, le syndicat ne compte plus que cent mille membres et ne joue plus qu'un rôle marginal sur le plan national. Les Chevaliers s'effacent alors devant un syndicalisme de métier (ou trade-unionisme à l'anglaise), beaucoup plus modéré et conciliant. Le patronat profite de cette méfiance généralisée du syndicalisme pour briser violemment les grèves, ficher les grévistes et forcer leurs employés à signer des contrats leur interdisant de rejoindre un

syndicat (*yellow-dog contracts*)[44] . Les Chevaliers du travail laissent tout de même un héritage : la création en 1884 d'une agence fédérale pour les statistiques liées au monde du travail (Bureau of Labor Statistics) et le vote par le Congrès en 1885 d'une loi interdisant l'importation de travailleurs immigrés par contrat (*Alien Labor Contract Law*). Ironiquement, ce sont les États-Unis, pays du capitalisme, qui lèguent au monde avec ces événements de Chicago la date du 1er mai comme la fête des travailleurs, après une décision de l'Internationale socialiste réunie à Paris en 1889 pour le centenaire de la Révolution française et l'Exposition universelle[45] .

L'American Federation of Labor

La chute des Chevaliers du travail conduit à l'ascension d'un syndicat rival : la Fédération américaine du travail (American Federation of Labor ou AFL)[46] . À l'origine un syndicat de métiers créé en 1881 à Pittsburgh (la Federation of Organized Trades and Labor Unions ou FOTLU), l'AFL prend ce nouveau nom et devient nationale en 1886, précisément l'année des événements de Haymarket. L'AFL est, comme le terme Fédération l'indique clairement, une association de syndicats affiliés (114 en 1914), et non un syndicat unifié et généraliste comme les Chevaliers. Autre différence, l'AFL regroupe exclusivement des ouvriers hommes, blancs et qualifiés, excluant les manœuvres, les Noirs, et les femmes. Il préconise le réformisme pragmatique, avec des objectifs concrets et immédiats, la négociation par branche et une implication politique minime, notamment pour se dissocier des anarchistes. Nul idéal socialiste donc. Pour les dirigeants de la Fédération américaine du travail, les travailleurs doivent accepter le monde comme il est et non comme ils le rêvent. Le but de l'AFL, après le choc du Haymarket, est de légitimer le syndicalisme dans la culture américaine. Un objectif d'une certaine manière atteint avec le temps même si la victoire n'est pas uniforme à travers le pays, les États du Sud restant encore de nos

jours réticents, parfois hostiles, au syndicalisme.

L'AFL prend progressivement son envol dans les années 1890 et au tournant du XX e siècle : 100 000 adhérents en 1890, 550 000 en 1900, 2 millions en 1914. L'AFL, accusée d'être un *labor trust* par ses adversaires, écrase ses concurrents puisque ses 550 000 membres en 1900 représentent les deux tiers des 870 000 Américains syndiqués[47] . Au demeurant, ces 550 000 adhérents représentent moins de 2 % d'une population active estimée à 29 millions de personnes[48] . Preuve d'un certain conservatisme, la Fédération américaine du travail élit son président à vie. Ainsi, de 1886 à 1924 (excepté l'année 1894-1895), le syndicat est dirigé par Samuel Gompers , un cigarier né à Londres dans une famille juive et arrivé aux États-Unis en 1863 à l'âge de 13 ans. « Montrez-moi un pays sans grèves et je vous montrerai un pays sans liberté », déclare Samuel Gompers, qui pourtant se méfie « des visionnaires au drapeau rouge »[49] . Le « gompérisme », comme il est convenu d'appeler la stratégie syndicale de l'AFL sous la conduite de son président, au visage bon enfant et conservateur, n'est donc pas à l'origine des grèves les plus dures, férocement réprimées, qui secouent les États-Unis dans les années 1890.

Les grèves des années 1890 : violence et répression

En 1892, dans les mines d'argent de Cœur d'Alene, dans l'Idaho , des fusillades opposent les mineurs grévistes et non grévistes. Finalement, des troupes fédérales sont dépêchées sur le site pour épauler la Garde nationale et 600 grévistes sont provisoirement emprisonnés[50] . La même année, dans les aciéries de Homestead en Pennsylvanie , alors que Carnegie est absent en Europe, son adjoint Henry C. Frick est déterminé à briser le puissant syndicat de la branche sidérurgique, l'Amalgamated Association of Iron and Steel, fort de 24 000 membres. Il annonce une baisse des salaires, recrute

300 Pinkertons et fait construire une palissade autour des fourneaux afin d'empêcher les ouvriers qui refusent la baisse de salaire d'y accéder. 3 000 ouvriers (sur un total de 3 800) se mettent en grève. Le gouverneur de Pennsylvanie envoie la Garde nationale (8 000 hommes) et Frick fait venir de nouveaux ouvriers. Au même moment, Alexander Berkman , amant de l'anarchiste Emma Goldman , tente vainement d'assassiner Frick, qui ressort blessé de l'assaut. Après quelques mois de luttes, la grève est brisée, principalement parce que grévistes et syndicalistes échouent à entraîner les autres sites sidérurgiques dans leur combat. Carnegie le philanthrope peut donc concentrer son action à Homestead pendant que tous les autres fourneaux tournent à plein régime.

Enfin, en juin 1894, en pleine crise économique avec 3 millions de chômeurs (soit un taux de 18 %), une autre grève dure éclate à Pullman , petite ville modèle qui fabrique des wagons-lits luxueux, fondée au sud de Chicago par le magnat George M. Pullman. La compagnie Pullman Palace Car coupe les salaires d'un quart sans ajuster ses loyers. Cette grève révèle un des grands noms du syndicalisme et du socialisme américain : Eugene V. Debs . Debs a fondé l'American Railway Union, 150 000 membres en un an, dans le but de regrouper tous ses collègues cheminots dans un même syndicat de branche national. La grève est efficace car les cheminots dans tout le pays refusent de manier les wagons-lits Pullman dont sont virtuellement équipés tous les trains. Les nombreux grévistes font aussi dérailler les convois de marchandise, bloquent les voies, des wagons Pullman sont incendiés alors que de violentes émeutes enflamment Chicago. En juillet, le président démocrate Cleveland envoie à nouveau les troupes fédérales et, avec un incroyable cynisme, utilise la loi antitrust Sherman contre l'American Railway Union. Sur place, lors de violents combats, quelques dizaines de grévistes sont tués, plusieurs centaines sont arrêtés. La grève est brisée. Mais que faire face à quatorze mille hommes de troupe et policiers, d'autant plus que sur ordre de Gompers l'AFL renonce à appuyer le mouvement en lançant une grève générale à Chicago ?

Debs, qui déclare avec éloquence avoir été « baptisé socialiste dans le grondement du conflit et la lueur de la baïonnette[51] », est condamné à six mois de prison. La grève de Pullman restera dans les annales et les mémoires.

Cette même année, un événement à la fois curieux et poignant se produit. Jacob S. Coxey , un carrier de l'Ohio d'une quarantaine d'années, décide de marcher vers la capitale fédérale (arrivée prévue le 1er mai) à la tête d'une troupe de chômeurs en haillons. Après plusieurs pétitions envoyées au Congrès et restées sans réponse, Coxey décide cette fois-ci « d'adresser une pétition à Washington avec ses bottes[52] ». Les « Coxeyites » devaient être cent mille, ils seront entre cinq cents et mille, accompagnés de nombreux journalistes. Ces derniers ne sont guère bienveillants dans leurs commentaires, décrivant cette troupe comme « un agrégat disparate de sans-abri errants ». Au-delà de l'anecdote, Coxey propose un ambitieux programme de travaux publics, dont la construction de routes (la *Good Road Bill*), pour résorber le chômage. Une « armée de travailleurs » serait recrutée pour travailler huit heures par jour à 1,50 dollar par jour pour un budget de « cinq cents millions de dollars », soit 75 % de plus que le budget total du gouvernement fédéral de 1891 ! Par ailleurs, et plus fondamentalement, Coxey impulse une initiative qui deviendra une tradition américaine : « la Marche sur Washington » (*Marching on Washington*). « Une nouvelle forme de lobbying » qui se répétera en 1913 avec les suffragettes, en 1932 avec les vétérans de la Première Guerre mondiale et culminera en 1963 avec Martin Luther King Jr.[53] .

Le radicalisme agraire

Coxey n'a pas que l'appui des chômeurs. Il jouit aussi du soutien des fermiers, surtout du Sud et de l'Ouest, dont la détresse s'exprime d'abord par une forte colère et une puissante mobilisation politique à travers diverses associations et syndicats, puis par la création d'un

parti, le Parti populiste (People's Party), qui joue un rôle de premier plan lors de la campagne présidentielle de 1896.

En cette fin de siècle, l'agriculture américaine souffre. Pourtant, rappelons-le, elle produit un énorme effort pour s'adapter aux nouvelles exigences d'entreprenariat, de mécanisation et de productivité. Dans le cas du blé, par exemple, grâce à la mécanisation, un homme en 1900 fait le travail que vingt accomplissaient en 1860. L'agriculture américaine, nous l'avons vu, se commercialise et devient un *business* . Malgré ces développements, les fermiers, beaucoup plus nombreux en 1900 qu'en 1860 (10,7 contre 6,2 millions, soit 49 % de la population active en 1880), et en très grande majorité propriétaires, font face à une situation critique. Tout d'abord, la chute des prix face à une concurrence désormais mondiale. Dans les années 1890, le prix du coton, dont la plus grande partie de la production part à l'exportation, et du maïs baisse pratiquement de moitié en regard des années 1870. Autre source d'appauvrissement : l'endettement et le coût du crédit. Afin de cultiver les immenses étendues de terres, pas toujours fertiles, de l'Ouest, les fermiers s'endettent afin d'acquérir des machines toujours plus efficaces mais toujours plus chères. Or, même s'ils varient d'une région à l'autre et s'ils ont tendance à nettement baisser vers la toute fin du siècle, les taux d'emprunt restent élevés, entre 12 et 15 %, pendant une grande partie de la période. Outre les banques, les industriels du Nord-Est et les institutions fédérales, la colère agraire cible principalement, et à juste titre serait-on tenté d'ajouter, les compagnies ferroviaires.

Celles-ci pratiquent des tarifs de fret qui non seulement sont souvent élevés et injustifiés, mais de surcroît reposent sur un principe cynique. Répandus sur les vastes distances du continent nord-américain, les agriculteurs sont très dépendants du train pour acheminer leurs pro ductions vers les centres urbains de redistribution et vers les ports. Or, les compagnies de chemin de fer baissent ou augmentent leurs prix selon la présence ou l'absence de concurrence. Tant et si bien qu'un court, voire très court, trajet où

une compagnie est localement en situation de monopole peut s'avérer beaucoup plus cher que sur une très grande distance où plusieurs s'affrontent impitoyablement. Enfin, le fermier américain subit la perte de son statut. Depuis ses origines, l'Amérique s'est construite sur un idéal républicain égalitaire de propriétaires fonciers. Or, dans la seconde moitié du XIX e siècle, du fait de l'industrialisation massive et de la financiarisation de l'économie, c'est l'homme d'affaires et le banquier, dont la réussite individuelle suscite l'admiration, qui se retrouvent incarner l'idéal américain. Rockefeller a succédé à Jefferson dans la mythologie américaine. En 1890, l'annonce brutale de la fin de la « Frontière », alors perçue comme le moteur égalitaire dans l'histoire du pays, sonne le glas de cette Amérique agraire, celle d'un Crèvecœur ou même d'un Tocqueville , qui ne survit que dans les shows de Buffalo Bill, dont l'imposant succès est précisément nourri de nostalgie.

Les fermiers s'organisent. Dès 1867 apparaît un premier mouvement, le National Grange of the Patrons of Husbandry, soit « La Ferme nationale des protecteurs du travail agricole »[54] . Les *Grangers* , comme on les appelle, créent des coopératives, afin d'acheter des machines agricoles et vendre les récoltes en groupe, ainsi que des banques. Ils organisent aussi des foires, des pique-niques, des soirées dansantes et des conférences dans le but de rompre l'isolement de la vie rurale et d'informer les fermiers sur leurs droits. En 1875, le mouvement compte 800 000 membres. La cible prioritaire des *Grangers* reste les compagnies de chemin de fer. Élus dans plusieurs législatures d'État, notamment en Illinois , au Wisconsin , en Iowa et au Minnesota , ils votent des lois, appelées *Granger Laws* , pour réguler les tarifs ferroviaires et le coût du stockage dans les entrepôts. Ces lois constituent l'apogée de l'influence politique d'un mouvement qui pourtant s'essouffle pendant la crise économique de 1873-1878. Le coup de grâce est porté par la Cour suprême en 1886 dans l'affaire qui oppose la compagnie ferroviaire Wabash, St. Louis & Pacific à l'État de l'Illinois. Par cette décision, qui conduit au vote de l'*Interstate*

Commerce Act , l'année suivante, la Cour juge qu'un État n'a pas le pouvoir de réguler le commerce entre les États, et donc les tarifs de fret, et que cette responsabilité incombe au Congrès. Les *Granger Laws* deviennent donc nulles et non avenues.

Le flambeau de la lutte pour la défense des agriculteurs est repris par la National Farmers Alliance. Fondé au Texas en 1877, le mouvement, qui regroupe plusieurs alliances régionales et raciales (la Southern Alliance, la Northern Alliance, et la Colored Alliance pour les Noirs), prend son essor dans les années 1880. À la fin de la décennie, ces Alliances comptent à partir d'un maillage de 40 000 antennes (*suballiances*) entre 4 et 5 millions de membres dans le pays, dont 3 millions dans le Sud, là où, rappelons-le, l'hypothèque de la récolte (le système du *crop lien*) appauvrit les fermiers. Observant ce succès, un journaliste note d'ailleurs que le mouvement a emporté « l'État du Mississippi comme un cyclone[55] ». Les Alliances, comme avant elles les Grange, entretiennent la sociabilité rurale en insistant sur la solidarité. Le mouvement fonde des coopératives et organise des pique-niques et divers types de fêtes. Excessivement bien structuré, il met l'accent sur la communication avec l'Alliance Lecture Bureau qui publie ou finance la publication de brochures, de journaux et de livres et rassemble 35 000 conférenciers de par tout le pays. L'Alliance a aussi sa chanson en l'honneur du fermier victime du système et criblé de dettes. Ainsi vont les paroles : « Le fermier est l'homme [qui] vit à crédit jusqu'à sa chute, c'est un miracle qu'il ne meurt pas. […] Sa condition est un péché, on a oublié qu'il est l'homme qui les nourrit tous[56] . »

Politiquement, l'Alliance est beaucoup plus radicale que ne l'étaient les Grange. En 1886, par exemple, elle appuie les Chevaliers du travail dans leur violent combat contre le patronat. Les titres des journaux qu'elle publie, comme *The Comrade* (*Le Camarade*) en Louisiane ou *The Revolution* en Géorgie , traduisent aussi ce radicalisme. Les *Alliances* militent pour la nationalisation des transports et des moyens de communication, la suppression des banques nationales aux taux d'emprunt jugés excessifs, la frappe libre

et illimitée de la monnaie d'argent, et un impôt progressif sur le revenu. Le mouvement propose aussi un programme national, appelé le *subtreasury plan* , qui prévoit la création d'entrepôts fédéraux pour stocker les récoltes afin de permettre aux agriculteurs d'emprunter au gouvernement à un taux de 1 % jusqu'à la valeur des quatre cinquièmes de leur production. Dans les années 1880, les *Alliances* ont des représentants dans des législatures d'États du Midwest, de l'Ouest et du Sud et en 1890, elles peuvent revendiquer 38 élus au Congrès et deux gouverneurs, celui du Texas et de Géorgie.

Le Parti du peuple

C'est à ce moment-là que, fort de ce succès électoral et de cette réelle influence, l'Alliance décide de former un parti politique : le People's Party ou Parti du peuple[57] . L'Amérique s'apprête à vivre – provisoirement – le tripartisme. Le 4 juillet 1892, jour de fête nationale, 1 300 délégués du parti venus de tout le pays se réunissent à Omaha , dans le Nebraska . Il s'agit de présenter un programme et de désigner deux candidats pour un ticket aux élections présidentielles de l'automne. Sont choisis James B. Weaver , de l'Iowa , ancien officier de l'Union pendant la guerre de Sécession, et James G. Field , de la Virginie , ancien général confédéré. C'est ce qu'on appellera le ticket « bleu-gris », en référence aux couleurs des uniformes des armées nordistes (bleu) et sudistes (gris). Regrettant dans son préambule que « l'injustice gouvernementale engendre deux grandes classes : les vagabonds et les millionnaires », le programme du parti populiste, connu sous le nom de *Omaha Platform* , exige la nationalisation des chemins de fer, car « le temps est venu de décider si les compagnies ferroviaires posséderont le peuple ou si le peuple possédera les chemins de fer ». Le programme électoral inclut aussi la frappe « libre et illimitée » de l'argent, l'établissement d'un impôt sur le revenu progressif, la création d'une caisse d'épargne postale, la nationalisation du télégraphe et du téléphone, l'élection des sénateurs

au suffrage direct, la dissolution de « l'armée permanente de mercenaires, connus sous le nom de Pinkertons », et la journée de huit heures[58] . Le parti intègre aussi dans son programme le projet de *subtreasury* de l'Alliance.

Les meilleurs orateurs du parti construisent une rhétorique qui attaque le système et ses principes[59] . Le gouverneur populiste du Kansas déclare que « la survivance des mieux adaptés [*survival of the fittest*] est le gouvernement des brutes et des reptiles[60] ». Née de parents irlandais, Mary Elizabeth Lease s'est installée dans le Kansas, mais en 1874, en pleine crise économique, elle perd sa ferme. Tour à tour surnommée « le python du Kansas » et « le Patrick Henry en jupons », en référence à l'éloquence du Père fondateur virginien de la Révolution, dans un discours mémorable à la résonance contemporaine, intitulé « Wall Street possède le pays », Mary Lease dénonce « un gouvernement de Wall Street, par Wall Street, et pour Wall Street[61] ».

Aux élections présidentielles de 1892, les populistes, surnommés les « popucrates » (*popocrats*) par leurs adversaires, remportent plus d'un million de voix, ce qui est un excellent score dans un système qui favorise le bipartisme. Le plus remarquable est sans doute que le Parti populiste gagne 5 États, tous à l'Ouest (le Nevada , l'Idaho , le Colorado , le Kansas et le Dakota du Nord), et 22 grands électeurs. Par comparaison, les candidats du parti pour la Prohibition ne remportent que 270 000 voix et aucun État ni grand électeur. Mais il faut davantage pour conquérir le pouvoir. Le cœur de l'électorat populiste est constitué par les membres des Alliances. Or, comme le souligne l'historien américain Lawrence Goodwyn, l'échec du parti populiste en 1892 est de n'avoir pas réussi à étendre géographiquement, hors du Sud et de l'Ouest, et socialement, au-delà des fermiers et des populations rurales, la base électorale de l'Alliance en gagnant les villes du Nord-Est et les ouvriers, ce qu'on appelle à l'époque, « le peuple industriel[62] ». Les élections de 1892 voient la victoire du candidat démocrate Grover Cleveland , qui accède à la Maison-Blanche pour la seconde fois de sa carrière

politique mais pas de manière consécutive, ayant déjà été président de 1884 à 1888. Cette fois-ci, à l'inverse des élections de 1888, il bat son adversaire républicain Benjamin Harrison[63] . Le simple fait que ces deux candidats se retrouvent face à face, d'une élection présidentielle à l'autre, en dit d'ailleurs long sur le caractère figé du bipartisme en cette fin de siècle. Pour le Parti populiste, le temps de la décision est déjà là : faut-il s'allier au Parti démocrate pour gagner ensemble les élections de 1896 ?

Ne nous fions cependant pas aux apparences. En ces temps d'affairisme et de corruption, où la vie politique semble figée dans un bipartisme consensuel et sans saveur et où le pouvoir paraît être soumis aux décideurs économiques, la politique passionne. Le taux de participation aux élections présidentielles atteint 80 % en 1876, 1880, 1888 et 1896, et ne tombe jamais au-dessous de 75 % dans ce dernier quart de siècle. Des chiffres à comparer avec les 58 % pour l'élection de Barack Obama en 2008, ou les 50 % pour celle, extrêmement indécise, de George W. Bush en 2000[64] . La présidentielle de 1896, dans une période, rappelons-le, particulièrement tendue socialement et en pleine crise économique, fait partie des quelques élections clés dans l'histoire des États-Unis. La campagne électorale se joue principalement sur la question du bimétallisme mais, au-delà, ce sont deux Amériques qui s'affrontent. On serait tenté d'opposer les géants de l'industrie, du transport et de la finance au peuple américain ou encore les campagnes aux villes, voire le Sud et l'Ouest au Nord-Est, mais les contours de ces deux Amériques sont beaucoup plus flous et entremêlés.

Le socle militant et électoral du parti populiste, rappelons-le, repose sur les Alliances, donc les fermiers, principalement du Sud et de l'Ouest. Le parti tend la main aux ouvriers et aux syndicats des villes du Midwest et du Nord-Est mais ne convainc pas ces foules. Pour tenter de peser d'un poids plus lourd, la stratégie des populistes est de s'allier au Parti démocrate et de soutenir son candidat, William J. Bryan. Inévitablement, avec cette stratégie de fusion qui met fin au tripartisme, comme l'écrit l'historien américain Howard Zinn : « Le

Populisme allait se noyer dans une mer politique démocrate[65] . » Autrement dit, en s'engageant avec les démocrates pour gagner une plus grande audience nationale, le programme populiste perd de sa radicalité et son discours de son mordant.

La fable politique du Magicien d'Oz

En 1900, L. Frank Baum publie *Le Magicien d'Oz* , un conte pour enfants au succès immense qui a profondément marqué la culture populaire américaine et dont l'adaptation cinématographique de 1939, avec Judy Garland, lui donnera un écho planétaire. L'histoire met en scène une jeune orpheline du Kansas , Dorothy qui, emportée magiquement par une tornade, se retrouve, avec son petit chien Toto, dans le pays d'Oz[66] . Pour rentrer chez elle, Dorothy doit se rendre à la cité d'Émeraude, donc verte comme le dollar, pour y rencontrer le réputé tout-puissant magicien d'Oz, seul capable de l'aider, en suivant un chemin de briques jaunes (*yellow brick road*). Chemin faisant, Dorothy rencontre un épouvantail se disant sot, un bûcheron de fer-blanc courbaturé par la rouille et un lion craintif. Tous ont besoin du secours du magicien : l'épouvantail souhaite un cerveau, le bûcheron un cœur, et le lion du courage[67] . Dorothy fait aussi la connaissance de quatre sorcières, correspondant aux points cardinaux : celles de l'Est et de l'Ouest (méchantes), qui possèdent des esclaves, celles du Nord et du Sud (gentilles). Grâce à la sorcière du Nord, Dorothy récupère aussi des souliers d'argent[68] .

Publié l'année de l'adoption par les États-Unis de l'étalon-or, comme l'a judicieusement montré l'économiste américain Hugh Rockoff, le conte peut se lire comme une allégorie des débats politiques et monétaires qui animent les élections de 1896, notamment sur le bimétallisme et le populisme[69] . L'épouvantail représente les fermiers, le bûcheron de fer-blanc, les ouvriers, le lion, le candidat démocrate William J. Bryan. La cité d'Émeraude n'est autre que Washington et le magicien, le président des États-Unis.

Quant aux sorcières, elles incarnent les intérêts des quatre grandes régions ou *sections* américaines. Celles du Nord et du Sud sont bienveillantes car sensibles aux problèmes de l'Amérique rurale et ouvrière, alors que celle de l'Est défend les intérêts des mondes capitalistes et financiers et celle de l'Ouest ceux des riches propriétaires de mines. Leurs esclaves sont respectivement les ouvriers et les mineurs. Le chemin de briques jaunes symbolise l'étalon-or et les souliers d'argent, le bimétallisme[70] . Quant au fidèle Toto, de l'anglais *teetotaler* , celui qui ne boit pas d'alcool, il incarne le parti de la Prohibition. L'histoire conclut que le magicien d'Oz est un imposteur, et non omnipotent, que l'épouvantail est intelligent, le bûcheron de fer-blanc, humain, le lion, courageux. Ils n'ont donc aucunement besoin des pouvoirs supposés du Magicien d'Oz. Quant à Dorothy, elle aurait pu tout simplement rentrer chez elle au Kansas en entrechoquant trois fois ses souliers d'argent[71] !

Le débat sur le bimétallisme

Qu'entend-on par bimétallisme, le principal enjeu des élections présidentielles de 1896 qui s'annoncent décisives ? En substance, le bimétallisme correspond à la frappe de l'argent et de l'or et non uniquement celle de l'or (monométallisme). La frappe libre de l'argent (au taux d'un seizième par rapport à l'or au lieu de la valeur du marché fixée à un trente-deuxième) entraîne une forte expansion de la masse monétaire et une inflation à l'avantage des fermiers endettés, alors que le monométallisme (l'or étant plus rare) permet de contrôler la masse monétaire, donc la disponibilité du crédit, tirant les taux d'intérêt vers le haut et les prix vers le bas. En 1873, sous le président Grant, l'État fédéral décide de mettre un terme à la frappe de l'argent (*Coinage Act* , de *to coin* , « frapper »), à un moment où celui-ci est une valeur sûre. Mais la découverte de nombreux gisements inverse soudainement la tendance et le rapport argent-or, pour une base de 100 en 1873, entame une chute aussi vertigineuse

qu'inexorable pour atteindre 50 en 1895[72] . L'adoption de l'étalon-or par les nations européennes (Allemagne en 1871, Scandinavie en 1875, France en 1876) empêchant d'écouler l'argent américain sur le marché international, les partisans du bimétallisme dénoncent (rétroactivement) la loi de 1873 comme le « crime de '73 » et reprochent au gouvernement fédéral de les avoir trahis[73] . Deux lois, le *Bland-Allison Act* de 1878 et le *Sherman Silver Act* de 1890, engagent le Trésor fédéral à acheter mensuellement toute la production argentifère américaine, montrant par là le nouveau poids politique de l'Ouest, grâce à l'arrivée de sept nouveaux États, dont certains producteurs d'argent, de 1876 à 1890. Le *deal* politique de 1890, à l'origine du *Sherman Silver Act* est clair : les fermiers de l'Ouest acceptent un tarif douanier élevé, qui avantage (à leurs dépens) les industriels et les ouvriers du Nord-Est, en échange de cet achat massif d'argent. Cependant, les réserves fédérales d'or s'épuisant du fait que les bons du trésor avec lesquels Washington achète l'argent sont remboursables en or, le président démocrate Cleveland fait abroger par le Congrès, en 1893, soit en pleine crise économique, le *Sherman Silver Act* . Les populistes, et une partie de l'électorat démocrate, ne lui pardonneront pas cette décision.

La campagne présidentielle de 1896 devient le terrain d'affrontements entre partisans et adversaires du bimétallisme. Sur cette question, les divisions transcendent les frontières du bipartisme. Chaque camp est une coalition fortuite de diverses factions et courants. Les argentistes, en anglais *silverites* (*silver* , « argent »), regroupent les riches propriétaires de mines d'argent (qui ont fondé l'American Bimetallic League en 1889), les fermiers de l'Ouest et du Sud, le Parti populiste, les restes du National Greenback Party de 1878 (alors partisans du rachat du « billet à dos vert », ou *greenback* , émis pendant la guerre de Sécession et désormais fortement déprécié), ainsi que des démocrates et des républicains du Sud et de l'Ouest, fidèles à leur électorat rural[74] . Les partisans du bimétallisme ont leur bréviaire : le *Coin's Financial School* , écrit en 1894 par William H. Harvey . Coin (« pièce »)est un jeune garçon imaginaire

qui offre une série de cours sur la finance à des grands banquiers qui, sceptiques au départ, finissent par être convaincus par les arguments du garçon sur les avantages du bimétallisme. En face, les monométallistes rassemblent la majorité des républicains, les démocrates partisans de l'étalon-or, surnommés *gold bugs* (scarabées d'or) en référence à une nouvelle d'Edgar A. Poe , les industriels, les banquiers, les financiers et les ouvriers du Nord-Est et du Midwest. Ces derniers, pour riposter au pamphlet de William B. Harvey, publient à leur tour *Coin's Financial Fool* [idiot], écrit par le journaliste financier Horace White …

1896 : deux Amériques face à face

Les républicains choisissent William McKinley , gouverneur de l'Ohio à l'origine de la barrière douanière élevée de 1890 qui porte d'ailleurs son nom, avec Garret A. Hobart, du New Jersey , comme colistier pour la vice-présidence. Le président Cleveland refusant de se présenter pour un troisième mandat, les démocrates ne choisissent pas un membre de son cabinet ou de son entourage. Cleveland est un *gold bug* allié à la haute finance new-yorkaise, à qui il a demandé un prêt de 65 millions de dollars pour renflouer les caisses de l'État en 1895. De plus, l'abrogation de la loi Sherman est vivement reprochée à son gouvernement tout comme l'envoi de troupes fédérales pour réprimer la grève de Pullman en 1894. Les démocrates, soutenus par les populistes, optent pour Bryan, un jeune avocat du Nebraska de 36 ans, qui s'était opposé, au Congrès, à l'abrogation du *Sherman Act* en 1893 par Cleveland. Surnommé « le chevalier de l'argent » et « le messie argentiste » (*silverite messiah*), Bryan est réputé pour son éloquence et sa piété. Son colistier est Arthur M. Sewall, du Maine .

Comme on peut l'imaginer, la campagne électorale de 1896 est particulièrement animée, voire tendue. D'une certaine manière, l'avenir du pays est en jeu. McKinley jouit des conseils en stratégie et de l'incroyable habileté à lever des fonds de Mark Hanna (plus de

16 millions de dollars contre 1 million pour les démocrates), un magnat du charbon, de l'acier et des chemins de fer. Il fait campagne en recevant des électeurs et des délégations de tout poil et de tout horizon (des ouvriers, des vétérans, des Africains-Américains, des femmes) chez lui à Canton , dans l'Ohio , ce qu'on appelle en politique américaine une *front porch campaign* (*front porch* étant le perron). À l'inverse, Bryan parcourt le pays en long et en large, menant une *whistlestop campaign* (du sifflet du train), soit une véritable campagne marathon dans 27 États (sur 45) et sur 30 000 kilomètres, en prononçant plus de 500 discours, dont 36 en une seule journée ! Les deux campagnes se veulent modernes dans le sens où les candidats cherchent à atteindre un maximum d'électeurs dans tout le pays mais le contraste entre les deux stratégies est saisissant : l'un se déplace sans relâche, l'autre met en scène des événements devant chez lui et leur donne une grande publicité à travers la presse.

Bryan révèle son éloquence au pays dans un discours resté célèbre sous le nom de « Discours de la Croix d'or » (*Cross of Gold Speech*), prononcé en juillet 1896, aux accents populistes teintés de mysticisme, dans lequel il dénonce l'étalon-or[75] . Se réclamant de Thomas Jefferson et d'Andrew Jackson , qui sauva l'Amérique en s'opposant à la banque nationale comme Cicéron avait sauvé Rome de la conjuration de Catilina, et se défendant d'être un Robespierre, Bryan conteste l'argument de McKinley qui soutient que le bimétallisme ne devrait être adopté que par un accord international. Pour le candidat démocrate, nous sommes à nouveau en 1776, et les États-Unis doivent une nouvelle fois avoir le courage de l'indépendance. Si les États-Unis adoptent le double étalon, le Royaume-Uni suivra et non l'inverse. Enfin dans une superbe note finale, Bryan, pour qui « l'or est la monnaie du riche et l'argent l'ami du pauvre[76] », prévient les partisans de l'étalon-or : « Vous n'enfoncerez pas sur le front des travailleurs cette couronne d'épines, vous ne crucifierez pas l'humanité sur une croix d'or[77] . » Les républicains, qui adoptent l'attrayant slogan *In gold we trust* , en

variation de la devise *In God we trust* inscrite sur la pièce de deux centimes depuis 1864, rétorquent, par l'intermédiaire de John Hay , un des conseillers de McKinley : « [Bryan est] un avocaillon promettant la lune à n'importe qui du moment que son pantalon est troué, et la destruction à n'importe qui d'autre, du moment que sa chemise est propre[78] . »

Le Parti républicain, soutenu par les industriels et les banquiers affolés par le bimétallisme prôné par Bryan, déploie des moyens considérables pour faire élire McKinley . Des millions de dollars sont levés, des millions de tracts imprimés. Une pression aussi vive qu'inique est exercée sur les fermiers par les banquiers, qui détiennent leurs hypothèques ou crédits, et par les chefs d'entreprise sur leurs ouvriers. Telle hypothèque sera prolongée de cinq ans si McKinley est élu, telle commande sera passée si McKinley est élu, telle usine restera fermée jusqu'à l'élection de McKinley… L'entreprise de pneumatiques Goodyear avertit même que tout employé qui voterait pour Bryan serait « considéré par les dirigeants comme hostile à la compagnie[79] ».

McKinley remporte les élections avec 600 000 voix d'avance, soit 51 % des votes, et 271 grands électeurs contre 176 pour Bryan. Il devient le premier candidat républicain depuis la fin de la Reconstruction à gagner des États du Sud tel le Kentucky et le Maryland . Ce qui a été appelé « la bataille des étalons » est donc gagné par les républicains. Ce sera l'or. Dès 1900, rappelons-le, au moment où de nouveaux et vastes gisements aurifères sont découverts en Afrique du Sud, au Canada (Yukon) et en Alaska , les États-Unis adoptent officiellement l'étalon-or (*Gold Standard Act*), après avoir fait voter en 1897 par le Congrès la barrière douanière la plus élevée de l'histoire du pays jusqu'alors, avec un taux de 57 % sur certains produits. Toujours en 1900, surfant sur la vague impérialiste, McKinley est réélu à la présidence, à nouveau en battant Bryan, avant, comme nous l'avons vu, de mourir en 1901, lors de l'Exposition panaméricaine de Buffalo , dans l'État de New York , assassiné par l'anarchiste Leon Czolgosz . Politiquement, la défaite

démocrate de 1896, annoncée par la grande victoire républicaine des élections législatives de mi-mandat (*midterm*) à l'automne 1894, marque la fin du populisme en tant que courant, mais ses valeurs et ses combats alimenteront le mouvement progressiste qui lui succédera. Les élections présidentielles de 1896 ouvrent le chemin à seize ans de présidence républicaine jusqu'à l'élection du démocrate Woodrow Wilson en 1912. Mais en cette toute fin de siècle, ce sont les affaires extérieures qui désormais concentrent toute l'attention du pays.

CHAPITRE 14

L'impérialisme américain Rhétorique et stratégie (1885-1898)

Ce pays a besoin d'une guerre.
Theodore Roosevelt (1895)

« Anglo-saxoniser l'humanité » : la mission civilisatrice des États-Unis

En 1886, le révérend Josiah Strong publie un ouvrage qui fera date : *Notre pays. Son avenir possible et la crise présente* (*Our Country : Its Possible Future and Its Present Crisis*). Qualifié de « livre puissant » dans la préface d'une édition ultérieure et élevé au rang « de la *Case de l'Oncle Tom* de la réforme sociale », ce best-seller (176 000 exemplaires vendus avant 1916) présente une étude des maux de l'Amérique dans les années 1880 et propose un remède. Strong distingue d'abord ce qu'il nomme les sept périls de l'Amérique : l'immigration, le catholicisme, le mormonisme, l'intempérance, le socialisme, la richesse excessive et l'urbanisation. Pour ce pasteur congrégationaliste, l'immigration, « la mère et la nourrice du socialisme américain », achemine sur les rives

américaines des milliers de migrants illettrés, catholiques de surcroît. Ces migrants, réticents à l'intégration, minent l'identité « morale et politique » de l'Amérique. Le « tabac et l'alcool » sont aussi des menaces qui dévitalisent le peuple américain. Le mormonisme, avec sa polygamie affichée (le problème, rappelons-le, ne sera pas résolu avant 1896 avec l'admission de l'Utah comme 45e État) est une déviance. Enfin, la richesse exagérée et l'urbanisation accélérée éloignent le peuple américain de l'idéal jeffersonien du petit propriétaire fermier. Strong évoque les « dangereusement riches » aux côtés des « dangereusement pauvres » de la société du temps. Les premiers étant, d'après lui, à craindre davantage que les seconds[1] .

Face à ce triste constat, Strong n'en demeure pas moins confiant et optimiste. À ses yeux, « la race anglo-saxonne », ce concept connaissant alors un succès retentissant à tous les niveaux de la société américaine, détient tous les atouts entre ses mains. Jouissant d'une grande liberté, presque unique au monde en fait, et d'une spiritualité purifiée, elle est par ailleurs nombreuse et en pleine expansion. Strong compte 1,2 million d'Anglo-Saxons, qu'ils soient britanniques, américains, canadiens, sud-africains, australiens ou des colons disséminés dans l'empire britannique. En 1980, prédit-il, ils seront plus d'un milliard ! « Libre et puissante » (*free and mighty*), cette « grande race missionnaire » est destinée « à déposséder beaucoup de races plus faibles, [à]en assimiler d'autres et à modeler le reste, jusqu'à ce qu'elle ait anglo-saxonisé l'humanité ». Vaste programme ! L'Amérique, « le siège principal de la race anglo-saxonne » (Strong réservant aux Britanniques un rôle secondaire dans cette mission planétaire), réussira car un proverbe ne dit-il pas, rappelle notre révérend, que « Dieu prend soin des enfants, des simples et des États-Unis »[2] ?

Le succès du livre de Josiah Strong n'est pas un hasard. Comme le relève le préfacier de l'édition de 1891, « Strong a correctement évalué l'esprit et l'humeur de l'Amérique protestante[3] ». Il est des ouvrages qui non seulement saisissent l'esprit du temps mais satisfont aussi une attente, apaisent les inquiétudes d'une société et semblent

apporter des réponses. *Our Country* est de ceux-là. Dans le cadre de notre propos, Strong expose parfaitement les racines culturelles de l'impérialisme américain, à savoir l'esprit missionnaire protestant, l'ethno-darwinisme, soit le darwinisme social appliqué aux races, aux cultures et aux nations, ainsi que le destin messianique de l'Amérique. En 1898, un diplomate américain en poste en Asie n'écrit-il pas que « les règles de la survie du plus adapté s'appliquent aux nations tout comme au règne animal[4] » ? Et, sur le plan religieux, dans les années 1880, un pasteur méthodiste ne prévoit-il pas sans détour l'opportunité pour les Américains « d'évangéliser le monde en une génération[5] » ? Cette « mission civilisatrice », que les historiennes Claire Fredj et Marie-Albane de Suremain analysent comme « un Prométhée colonial », se retrouve de par une grande plasticité également au centre de l'argumentation impérialiste des nations de l'Europe de l'Ouest, tout comme du Japon . Dans le cas américain, elle s'appuie sur les « 3 C » : christianisme, commerce, civilisation[6] . Comme l'annonce Josiah Strong lui-même : « Le monde doit être christianisé et civilisé. Et quel autre procédé permettra de le civiliser sinon la création de besoins de plus en plus nombreux et de plus en plus élevés ? » Pour conclure : « Le commerce suit de près le missionnaire »[7] . Une logique commerciale implacable qui fait du pasteur l'avant-garde de l'entrepreneur.

Dans le cas de la France des années 1880, cette argumentation correspond à « l'œuvre civilisatrice » de Jules Ferry ou au « devoir des races supérieures de civiliser les races inférieures »[8] . En France toujours, la « supériorité des Anglo-Saxons » est reconnue, enviée, voire crainte. Sociologue de l'éducation, Edmond Demolins publie en 1897 un ouvrage au titre révélateur : *À quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons ?* « La supériorité des Anglo-Saxons ! – Si on ne la proclame pas, on la subit et on la redoute[9] », déclare-t-il dès l'ouverture de son ouvrage. Demolins, qui voit sans surprise les racines de cette supériorité dans un système éducatif qui nourrit l'esprit d'entreprise et la prise d'initiatives plutôt qu'une passivité comptant sur un État protecteur, s'intéresse prioritairement aux

Anglais, alors nos voisins si puissants de par leur empire aux dimensions planétaires. Il note cependant la primauté chez les Anglo-Américains de ce qu'il nomme « l'indépendance privée[10] », qui se nourrit de liberté et qui est source de richesses, de grandeur morale et d'expansionnisme.

De la destinée manifeste à la vision impériale

L'impérialisme américain naît assurément de causes économiques, politiques, militaires, diplomatiques et géostratégiques mais l'esprit missionnaire protestant, qui se greffe comme prolongement et mutation de la destinée manifeste des années 1840, voire de celui de la cité sur la colline des puritains de l'époque coloniale, est un facteur mobilisateur de première importance.

En cette fin de XIX e siècle, le concept de destinée manifeste ressurgit ainsi avec une nouvelle vigueur et sur une autre échelle. En 1885, John Louis O'Sullivan, qui, rappelons-le, avait créé la formule au succès retentissant, publie un éditorial à la gloire de « la race anglaise », l'adjectif « anglaise » étant à prendre dans un sens générique, celui d'anglo-saxon. Dans ce texte, il prévoit, avec une certaine justesse et prescience quoique teintées de nationalisme, que « tellement les affaires du monde seront conduites par les anglophones que chaque homme, quelle que soit sa langue maternelle, devra tôt ou tard apprendre à s'exprimer en anglais ». De cette manière, « la langue de Shakespeare finira par devenir la langue de l'humanité ». Le révolutionnaire bostonien John Adams l'avait déjà prédit, certes avec davantage d'euphorie que de précision, dès 1780, en écrivant : « L'anglais est destiné à être dans le prochain siècle et les suivants la langue du monde plus généralement que le latin ne l'était au siècle dernier et que le français ne l'est à notre époque[11] . » Lors d'une conférence prononcée à Londres en 1880 et intitulée *Manifest Destiny* , l'historien John Fiske prévoit qu'à la fin du

XX e siècle les États-Unis, « sans aucun doute dépasseront en puissance et en dimension n'importe quel empire qui n'a jamais existé ». Fiske ajoute : « La France et l'Angleterre ne pourront alors ne revendiquer qu'une position relative dans le monde, comme la Hollande et la Suisse [et…] il faudra rappeler à chacun qu'un jour la petite France fut le pays le plus puissant au monde. » Il sera, présage-t-il, « alors nécessaire pour les pays européens d'entrer dans une sorte d'union fédérale comme le firent les États-Unis il y a un siècle ». Prédiction intéressante que celle de l'émergence d'une union européenne avec un siècle d'avance ! Fiske évoque aussi « la destinée manifeste de la race anglo-saxonne »[12] , transposant ainsi la mission providentialiste américaine à tous les peuples (blancs) de langue anglaise.

L'impérialisme ultramarin, une première pour les États-Unis, ce pays né de l'union de colonies qui se sont elles-mêmes libérées du joug – au demeurant lâche et lointain – d'une métropole européenne, est la réponse à une crise existentielle provoquée par les profondes mutations économiques et sociales des années 1880 et 1890. Une réponse inédite certes, contestée même, mais une réponse qui s'inscrit néanmoins dans une histoire qu'elle légitime. À cette même période, rappelons-le, George Bancroft , surnommé « le père de l'histoire américaine[13] », publie les deux derniers volumes de sa messianique et providentialiste histoire des États-Unis, ce qui lui vaut d'être élu en 1885 président de la tout juste fondée American Historical Association (Association des historiens américains). Dans ce livre, l'objectif de Bancroft est « d'expliquer les étapes par lesquelles une providence bienveillante […] a conduit ce pays vers son bonheur et gloire actuels[14] ».

Construire un empire : une aventure américaine

L'Amérique se voit comme une nation jeune et énergique, « d'une

énergie sans égale[15] » selon les termes de Josiah Strong , sans cesse en quête de projets. L'image du plein air (*outdoor*) est souvent usitée par les commentateurs de l'époque pour désigner cette soif quasi insatiable d'action. Dans cet esprit, en 1898, Walter Hines Page , éditorialiste et future diplomate, partage avec ses lecteurs sa perception de l'histoire américaine et son diagnostic du moment présent. À ses yeux, « la race anglaise », qui a donné au monde « des explorateurs, des colonisateurs, des conquérants de continents et des bâtisseurs de pays », est taillée pour « l'aventure en plein air ». Les Américains eux-mêmes ont ainsi « combattu les Indiens, défriché des forêts, gagné une guerre d'indépendance, bâti un gouvernement, étendu leur territoire, repoussé la Frontière, développé un El Dorado (que les Espagnols possédaient mais n'ont jamais trouvé), traversé un long conflit intérieur sur la question de l'esclavage, surmonté une guerre civile, construit des chemins de fer et unifié un continent ». Mais est arrivée une génération privée de grandes aventures. Dans le monde politique, « la réforme de la fonction publique et celle du système de la monnaie », entendu la question du bimétallisme, ont été les seules tâches accomplies. Les grands hommes de cette génération se sont abstenus de faire de la politique, précisément en raison de l'absence de grandes aventures. L'esprit constructif et positif américain s'est donc retrouvé dans la littérature utopique, loin de la monotonie du quotidien. Et Page de citer les trois ouvrages qui ont, d'après lui, marqué ces années 1880 et 1890 : *Progress and Poverty* de Henry George , *Looking Backward* de Edward Bellamy et *Coin's Financial School* de William Harvey . L'Amérique ne se réalise désormais que dans l'imagination de ses meilleures plumes critiques. C'est ce que Page appelle « la vie d'intérieur » (*indoor life*) qui n'est pas le propre de « la race anglo-saxonne »[16] . Or, comme nous l'avons vu, c'est précisément en 1890 que la « Frontière » est déclarée close et que l'Ouest cesse, dans l'esprit de tous davantage que dans la réalité car beaucoup de terres restent à développer, d'être le parfait terrain de réalisation de l'énergie américaine. Une nouvelle « frontière » doit donc être ouverte en dehors de l'espace continental

américain.

La création d'un empire ultramarin est ainsi perçue comme le moment de maturité où les États-Unis deviennent l'égal des grandes nations ouest-européennes et franchissent une nouvelle étape de leur histoire. Fini le temps du complexe d'infériorité, notamment vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Comme le déclare en 1882 le *New York Herald* : « [L'Angleterre] n'a nul besoin de se préoccuper de ce côté-ci de l'Atlantique. Nous sommes une assez bonne Angleterre [*a good enough England*] pour cet hémisphère[17] . » Solide de par ses institutions, riche de par ses ressources naturelles et son agriculture, puissante de par son industrie et sa finance, l'Amérique, habitée d'une grande confiance qui frise la suffisance, est prête à tenter l'aventure coloniale. Il ne lui manque plus qu'une marine de guerre et un leadership à la hauteur de ses ambitions.

Mahan et la maîtrise des mers

À la fin de la guerre de Sécession, la marine américaine est forte de 700 navires. Cinq ans plus tard, elle n'en possède plus que 52 ! Occupée à guerroyer et à repousser les Amérindiens, l'Amérique délaisse ses flottes et n'a aucune politique maritime. La US Navy, composée principalement de voiliers, n'intervient que ponctuellement à l'étranger dans des opérations très limitées. Elle se classe alors au douzième rang mondial. Suite à la rédaction d'un rapport alarmant soumis au gouvernement du président James Garfield , le Congrès, avec réticence, autorise en 1883 la construction de trois croiseurs, dits ABC pour l'*Atlanta* , le *Boston* et le *Chicago* , puis de deux cuirassés, le *Maine* et le *Texas* . Pour former le corps officier à la stratégie navale, le Congrès fonde en 1884 une seconde école navale, le Naval War College, à Newport , dans le Rhode Island[18] .

Dans le corps enseignant de cette institution, figure le capitaine de vaisseau Alfred T. Mahan , le stratège militaire américain le plus lu et écouté de la période. En 1890, Mahan écrit un ouvrage

fondamental de stratégie navale, placée dans une perspective historique, intitulé *L'Influence de la puissance maritime dans l'histoire, 1660-1783* [19] . Mahan publie par la suite d'autres livres importants comme une histoire maritime de la Révolution et de l'Empire (1892), une biographie de l'amiral Nelson (1897) ou encore des ouvrages d'approche plus strictement militaire. Mahan, qui a peu navigué, est un théoricien de la guerre navale qui puise son inspiration dans l'histoire, notamment la rivalité franco-britannique, et qui prend exemple sur la Grande-Bretagne[20] . Comme il l'annonce lui-même, « le but pratique de nos recherches est de tirer des leçons de l'histoire certaines déductions profitables à notre pays et à notre marine[21] ».

Adaptant le rayonnement maritime, militaire et impérial de la Grande-Bretagne de l'époque moderne aux ressources et aux intérêts américains et au monde de cette fin du XIX e siècle, Mahan développe une argumentation en symbiose avec les attentes et les ambitions de ses compatriotes. Pour Mahan, trois facteurs contribuent à la grandeur d'une nation : le commerce extérieur, le contrôle des axes maritimes et les bases stratégiques outre-mer. Ainsi écrit-il : « L'explication de la plus grande partie de l'histoire et de la politique des peuples riverains de la mer se trouve dans trois faits : production, d'où nécessité d'échanger les produits ; navigation, par laquelle se font les échanges ; colonies, qui facilitent les opérations maritimes et les protègent en multipliant les abris[22] . » Autrement dit, la croissance du commerce extérieur, solide source de richesses, doit être privilégiée en développant la marine marchande mais aussi en sécurisant les voies maritimes par le moyen d'une marine militaire puissante et moderne et en obtenant des bases de ravitaillement outre-mer, indispensables sur les longs trajets transocéaniques[23] . Dans cette optique, la construction et le contrôle d'un canal interocéanique en Amérique centrale, la maîtrise de la mer des Caraïbes et de la partie orientale du Pacifique, ainsi que l'annexion d'Hawaï , étape idéale sur le chemin de la Chine , et l'acquisition d'une base à Cuba s'imposent comme les objectifs prioritaires de la politique extérieure étatsunienne.

Mahan ne recommande nullement l'acquisition de colonies à proprement parler mais de bases stratégiques. Si les États-Unis n'en possèdent pas, ses « navires de combat seront donc, en temps de guerre, comme des oiseaux de terre, incapables de voler loin du rivage ». Ainsi, « leur procurer des stations pour se réparer et faire du charbon serait le premier devoir d'un [gouvernement] désireux d'accroître sa puissance maritime »[24] . Le cas d'Hawaï est différent car, pour les Américains d'alors, ce n'est pas une colonie mais une terre d'expansion, tout comme l'ont été l'Alaska en 1867, la Californie en 1848 ou le Texas en 1845. De plus, les États-Unis ne peuvent pas prendre le risque de n'acquérir qu'une base navale à Hawaï – archipel très convoité – car les Américains risqueraient de se retrouver face à face avec les Japonais, voire les Allemands, alors très actifs dans le Pacifique, comme à Samoa par exemple. Mahan, qui perçoit l'Amérique comme une île – identification à la Grande-Bretagne oblige –, préconise ainsi une stratégie maritime offensive et se heurte par là à un Congrès plutôt prudent, voire isolationniste. À l'inverse, Mahan prévient les États-Unis de ne pas se replier sur eux-mêmes, sur leur richesse et leur potentiel. « Nos ressources intérieures sont illimitées, en comparaison de nos besoins actuels, écrit-il. Nous pouvons vivre par nous-mêmes indéfiniment, "dans notre petit coin", suivant l'expression d'un officier français, parlant à l'auteur. Et cependant, vienne ce petit coin à être envahi par une nouvelle route commerciale à travers l'isthme de Panama , les États-Unis, à leur tour, pourraient avoir le rude réveil de ceux qui ont abandonné leur part de l'héritage commun à tous les peuples… la mer[25] . »

Les théories et les préconisations de Mahan seraient cependant restées dans les salles de cours et les livres d'histoire si elles n'avaient obtenu une écoute très favorable auprès d'influents politiques, en premier lieu de Theodore Roosevelt .

Theodore Roosevelt : l'action au pouvoir

Aucun homme politique américain n'incarne mieux la soif d'action et l'infatigable énergie de l'Amérique dans les années 1890 que Theodore Roosevelt , assurément la plus grande figure politique entre Abraham Lincoln et Woodrow Wilson[26] . Il semble incarner une des préconisations des auteurs des *Federalist Papers* , qui stipulaient que « l'énergie de l'exécutif est un caractère directeur de la définition d'un bon gouvernement[27] ». Des attributs, voire des qualités, qui sont associés en France aux Américains en cette fin du XIX e siècle, comme en témoigne Demolins en 1897, en écrivant « [qu'] aux États-Unis […] on estime l'homme surtout d'après sa valeur, son énergie, son endurance, [et] son initiative[28] ». Quelques années plus tard, en 1904, paraît un ouvrage sur les États-Unis dans lequel l'auteur fait l'éloge de Theodore Roosevelt avec un titre symptomatique de cette perception : *Au pays de « la vie intense »* [29] . Pour ceux qui voient l'expansion impériale des États-Unis comme l'expression d'une destinée manifeste, Theodore Roosevelt, ou TR, est bien l'homme idoine ou, comme on dit outre-Atlantique, *the right man in the right place* .

Nulle noblesse armoriée aux origines prestigieuses et antédiluviennes aux États-Unis. Il existe néanmoins une aristocratie politique et économique, voire artistique. Les Roosevelt, comme les Kennedy, et plus récemment les Bush et les Clinton, en font assurément partie. Les Roosevelt sont une vieille famille de souche hollandaise de l'État de New York . Elle se divise en deux branches, du nom de leurs propriétés : l'Oyster Bay et la Hyde Park. Theodore Roosevelt appartient à la première, Franklin Delano Roosevelt (FDR), à la seconde.

Né en 1858, Teddy Roosevelt , comme il est affectueusement appelé aux États-Unis, fait ses études universitaires à Harvard . Dès 1879, avant même de quitter l'université, il rédige un ouvrage sur l'histoire navale de la guerre de 1812, qu'il qualifiera plus tard (en français dans le texte) de « son château en Espagne préféré[30] ». Ce

livre révèle un intérêt profond et précoce de la part de Roosevelt pour les affaires maritimes et pas seulement dans une perspective historique. Lors de sa publication, en 1882, celui-ci ne manque pas de déplorer le piètre état de la marine américaine du moment, en comparaison de son lustre d'antan du début du XIX e siècle, et de reprocher ce déclin à Jefferson et à Madison . Cette même année, Roosevelt se présente avec succès aux élections de la chambre basse de l'État de New York et acquiert le surnom de « tribun à l'éducation universitaire ». Il est très remarqué à l'assemblée, où il semble être arrivé « comme projeté par une catapulte[31] », commentera alors un député.

Deux ans plus tard, Roosevelt perd, dans la même journée, son épouse en couches et sa mère. Veuf à 25 ans, sous le coup de cette tragédie, il décide alors de se retirer provisoirement de la vie politique et part s'installer dans son ranch situé dans les badlands du Territoire des Dakota pour y mener une vie de rixes, de chevauchées intrépides et de chasse à l'ours, digne d'un rôle de John Wayne. Il en ramène un livre triomphant, *The Winning of the West* (« La Conquête de l'Ouest »), publié en 1889, et une admiration pour le gigantisme qu'il dit partager avec ses compatriotes. « Comme tous les Américains, écrit-il, j'aime les choses grandes : les grandes plaines, les grandes forêts et montagnes, de grands champs de blé, les chemins de fer – et les troupeaux de bétail aussi –, de grandes usines et bateaux à vapeur et tout le reste[32] . » Au-delà de cette passion pour les grands espaces et les grandes réalisations, ce livre marque surtout l'enthousiasme de Roosevelt pour l'expansionnisme continental, une grande ambition américaine. Dès son retour du Dakota en 1886, TR se présente aux élections municipales de la ville de New York . Censé barrer la route à Henry George , l'auteur de *Progress and Poverty* et champion de la gauche ouvrière, il finit troisième derrière le candidat du Parti démocrate Abram Hewitt, un magnat de l'acier millionnaire considéré comme modéré par les syndicats, et George. Craignant une victoire de ce dernier, une partie du vote républicain se serait reportée sur Hewitt.

En 1888, ayant fait campagne avec succès pour le candidat républicain aux présidentielles, Benjamin Harrison , celui-ci nomme Theodore Roosevelt à la Commission fédérale de la fonction publique, l'organe chargé de faire appliquer le *Pendleton Act* , voté en 1883, rappelons-le, pour lutter contre le « système des dépouilles ». Roosevelt siège à la Commission jusqu'en 1895, année où il quitte l'administration fédérale pour occuper le poste de chef de la police new-yorkaise, le désormais célèbre New York Police Department (NYPD). Auteur alors d'une *Histoire de la ville de New York* , publiée en 1891, Roosevelt s'engage à réformer et à moderniser les forces de police en recrutant au mérite, et non en retour d'un soutien politique, en imposant des tests mentaux et physiques aux nouvelles recrues, en combattant la corruption, en créant une unité cycliste et en installant des téléphones dans les rues. Lié au journaliste lanceur d'alerte Jacob Riis , qui, nous l'avons vu, publie en 1890 une enquête sur la pauvreté à New York, Roosevelt tente, au demeurant avec un succès mitigé, de régler le problème des sans-abri. C'est sans doute dans ses tournées nocturnes dans les quartiers pauvres de New York auprès de Riis que Roosevelt sème les germes de son futur engagement progressiste.

En 1897, suite à la victoire républicaine aux élections présidentielles, Roosevelt est nommé secrétaire d'État adjoint à la Marine par le président McKinley . Cette nomination est non seulement un tournant dans la carrière de TR, car il peut désormais se créer une image d'envergure nationale, mais aussi un moment important dans l'histoire des États-Unis car c'est à ce poste qu'il va tout faire pour accélérer le développement de la marine américaine et préparer le pays à la possibilité d'une guerre contre l'Espagne . C'est dans le cadre de ses nouvelles fonctions que Roosevelt croise la route de Mahan . On évoque souvent l'influence du second sur le premier, mais ne devrait-on pas parler plutôt d'une rencontre entre deux hommes qui partagent les mêmes ambitions pour leur pays et s'entendent en grande partie sur les moyens à déployer pour les atteindre ? D'une part, un homme de la trempe de TR a assurément

ses propres convictions. D'autre part, Roosevelt s'intéresse passionnément aux affaires maritimes depuis ses années à l'université – en témoigne son histoire navale de la guerre de 1812[33] . Mahan, quant à lui, est un militaire, un marin et un théoricien de la stratégie navale pourvu d'une vaste et profonde culture historique, de surcroît de 18 ans l'aîné de Roosevelt. Les deux hommes sont complémentaires et construisent une relation d'estime mutuelle. Comme l'écrit Mahan à Roosevelt en 1897, « je suis un homme d'esprit et non d'action[34] ». Dire que Roosevelt est précisément l'inverse serait non seulement caricatural mais aussi faux, car celui-ci réfléchit et écrit, mais il est certainement un homme d'action. Toujours en 1897, TR déclare d'ailleurs à Mahan : « Je ferai tout mon possible pour mettre en pratique vos idées[35] ».

Les États-Unis, puissance Pacifique en devenir

Impatients d'atteindre le Pacifique, les États-Unis, rappelons-le, acquièrent le territoire de l'Oregon (correspondant à l'Oregon et l'État de Washington actuels) en 1846, la Californie en 1848 et l'Alaska en 1867[36] . Excepté la Colombie-Britannique , intégrée dans la Confédération canadienne en 1871, les États-Unis jouissent d'une longue côte Pacifique qui s'étend du Mexique à l'Alaska[37] .

Avant la guerre de Sécession, le Pacifique, pour les Américains, est l'espace privilégié des baleiniers. L'historien Jean Heffer note plus de 200 départs de navires des ports étatsuniens, principalement de Nouvelle-Angleterre , en 1845 et en 1851, pour plus de 2 500 au total de 1840 à 1860[38] . Au cours du dernier tiers du XIX e siècle, les relations économiques et culturelles entre les États-Unis et les pays riverains du Pacifique, surtout ceux d'Asie, sans oublier les territoires îliens océaniens, s'intensifient et se diversifient. Alors qu'en 1870 la part du Pacifique dans les importations et exportations américaines s'élève à 9,1 % et 3,6 % respectivement, elle double avant 1900 en

passant à 18,6 % et 8,4 %[39] . Les États-Unis importent principalement de la soie (Japon et Chine), du sucre (Indes néerlandaises et Hawaï), du thé (Japon et Chine à nouveau) et du chanvre (Philippines) et exportent du coton, des produits manufacturés et du pétrole. L'activité missionnaire américaine dans la région atteint aussi un pic dans les années 1880 et 1890 au Japon, à Hawaï et surtout en Chine, véritable terre promise pour les missions protestantes. Arrivés dans l'Empire du Milieu dès 1830, sur 3 776 missionnaires américains dans le monde en 1905, 3 107 se trouvent en Chine[40] .

En s'engageant plus avant dans le Pacifique, les Américains entrent progressivement et inexorablement dans la cour des puissances coloniales européennes qui ont des intérêts dans la région, à savoir principalement la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne . C'est dans l'archipel des Samoa que la première confrontation coloniale sérieuse impliquant les États-Unis éclate. Situé dans le Pacifique Sud à 7 500 kilomètres de San Francisco , l'archipel des Samoa se compose de trois îles principales : Savai'i, Upulu, et Tutuila. Les deux premières composent les Samoa occidentales et la troisième, avec les îlots aux alentours, les Samoa orientales[41] . Les Samoa intéressent les États-Unis du fait de leur emplacement sur la route des paquebots et des navires de commerce vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande et pour Pago Pago, située sur l'île de Tutuila, une des plus belles rades de la région, idéale pour y construire une base navale. En 1878, les États-Unis obtiennent par traité un accès exclusif à Pago-Pago[42] . Ce faisant, les Américains se heurtent aux Allemands et, dans une moindre mesure, aux Britanniques, présents au Samoa, mais parviennent en 1879 à négocier avec leurs concurrents européens un accord tripartite pour gouverner l'archipel. Pour les États-Unis, cet arrangement est totalement nouveau. Il marque la fin de la réticence du pays à s'impliquer dans les rivalités coloniales au nom de la doctrine de Monroe des années 1820. Désormais, même petitement, les États-Unis se lancent dans le colonialisme d'outre-mer en se joignant à une nation européenne en pleine expansion coloniale pour gouverner un peuple outre-mer. Suit une série d'incidents,

surtout avec les Allemands, très actifs dans la culture et le commerce du coprah, avant que ne soit signée à Berlin en 1899 une convention germano-américaine qui remet les Samoa Occidentales à l'Allemagne et Tutuila aux États-Unis. Dans ces années 1890, le Royaume-Uni contrôle les Fidji et Tonga ; les Allemands, la Nouvelle-Guinée ; et la France, Tahiti et la Nouvelle-Calédonie. Les Britanniques et les Allemands se partagent les îles Salomon et les Allemands et les Américains, les Samoa. Parmi les principaux archipels océaniens, reste Hawaii[43] .

Hawaii : mainmise progressive américaine

Situé dans le Pacifique Nord, l'archipel hawaiien intéresse les Britanniques et les Allemands mais surtout les Japonais et les Amé ricains[44] . Perçu comme un point vital dans une ligne de défense avancée des côtes californiennes et comme un marchepied idéal vers les marchés asiatiques, surtout chinois, Hawaï , où se rendent aussi de nombreux missionnaires américains, suscite un vif intérêt à Washington. Dès 1867, Seward , secrétaire d'État sous Lincoln et Grant à l'origine de l'achat de l'Alaska , négocie un traité de réciprocité avec la monarchie hawaiienne qui prévoit l'entrée en franchise du sucre et du riz de l'archipel sur le sol américain. Le traité n'est cependant pas ratifié par le Congrès du fait de l'opposition des producteurs sucriers et rizicoles du Sud et des raffineurs de Nouvelle-Angleterre , ces derniers estimant qu'un tel accord avantagerait trop leurs concurrents californiens. En 1875, le roi hawaiien Kalakaua propose aux Américains un nouveau traité de réciprocité, accompagné, cette fois-ci, de la promesse de ne jamais céder Pearl Harbor à toute autre nation. Cet accord dynamise la production de sucre qui décuple entre 1875 et 1890. Le boom sucrier modifie l'île en profondeur. De nombreux planteurs, non seulement américains mais aussi britanniques et allemands, s'installent dans l'archipel et se joignent aux successeurs des missionnaires, planteurs

eux aussi. Les Occidentaux, qui représentent 5 % de la population, possèdent 65 % des terres. Les planteurs sucriers font venir des travailleurs sous contrat, rappelons-le une pratique interdite aux États-Unis à partir de 1885, japonais, coréens, chinois (un quart de la population en 1885) et portugais. La population autochtone, elle, décroît de manière dramatique. De 71 000 en 1853, elle chute à 40 000 en 1900 et cesse d'être majoritaire[45] . Dans ces années 1880, Hawaï devient un satellite des États-Unis ou, selon les mots du secrétaire d'État du président Garfield , James G. Blaine, par allusion à l'union douanière allemande du moment, Hawaï fait partie d'une « zollverein américaine[46] ».

En 1887, le Congrès ratifie un second accord de réciprocité avec Hawaii, valable dix ans et stipulant le droit exclusif des Américains à Pearl Harbor afin d'y construire une base navale. La même année, le roi Kalikaua se voit contraint d'accepter une nouvelle Constitution, surnommée « la constitution baïonnette », qui avantage les planteurs occidentaux en attribuant plus de pouvoirs à une Chambre haute élue par les sujets hawaiiens et par les résidents étrangers sur la base d'un suffrage censitaire. À partir de 1890, les événements s'accélèrent. En 1891 la reine Liliuokalani accède au trône. Celle-ci abolit la Constitution de 1887. Le consul américain, John L. Stevens , organise un comité de sécurité et fait débarquer des Marines du navire *Boston* pour soi-disant protéger les intérêts des Occidentaux. La reine est destituée et l'archipel, dirigé par un gouvernement provisoire où ne figure aucun autochtone. Washington ne réagit pas, ce qui semble valoir pour assentiment. Un traité d'annexion est préparé à la hâte mais le démocrate Cleveland , nouvellement élu à la présidence en 1892, n'y est pas favorable. Il faut attendre le changement de majorité présidentielle avec l'élection du républicain McKinley en 1896 et surtout l'acquisition des Philippines au cours de la guerre contre l'Espagne , pour qu'Hawaii soit annexée par les États-Unis, le 12 août 1898[47] . La donne a changé. Pour les Américains, Hawaï fait désormais figure d'une possession indispensable dans le Pacifique. Par ailleurs, aux yeux de tous les Occidentaux, seuls les Américains

semblent en mesure d'y contrer les ambitions du Japon , en pleine confiance depuis sa victoire sur la Chine lors de la guerre de 1894-1895.

Cuba : île rebelle et convoitée

La construction d'un empire colonial par les États-Unis peut être interprétée comme le résultat fortuit d'un enchaînement d'événements et de décisions, avec des hésitations et des revirements selon les hommes et les partis au pouvoir, sans ligne directrice prédéfinie[48] . Pourtant, le parti expansionniste, à savoir principalement Theodore Roosevelt , Henry Cabot Lodge , le très influent sénateur républicain du Massachusetts , John Hay , un temps secrétaire privé de Lincoln puis secrétaire d'État sous McKinley et Roosevelt de 1898 à 1905, et A. T. Mahan , le théoricien de la marine, applique une stratégie mûrement réfléchie articulée sur trois volets : détenir la clé des Caraïbes, en l'occurrence Cuba ; être pleinement présent dans le Pacifique afin d'avoir accès aux marchés asiatiques ; et construire un canal interocéanique afin de contrôler le passage d'une zone à l'autre. Dans ce schéma, Cuba, tout comme Hawaï , occupe une place centrale.

Située à moins de 150 kilomètres des côtes américaines, Cuba , la plus grande île des Antilles, est une colonie espagnole depuis les toutes premières années du XVI e siècle. Il faut cependant attendre la révolution haïtienne dans les années 1790 pour que l'exode massif de planteurs domingois avec leurs esclaves y développe l'industrie du sucre. Progressivement, Cuba devient une île sucrière et pleinement escla vagiste. Dans les années 1840, rappelons-le, les États-Unis acquièrent un vaste territoire dans l'Ouest et sur les bords du Pacifique suite à des négociations avec la Grande-Bretagne et leur guerre victorieuse contre le Mexique . Les sudistes se sentent exclus de ces nouvelles acquisitions, à la fois parce que l'esclavage y est banni par le Congrès et parce que les sols ne sont pas réservés au

développement de la culture du coton. Par ailleurs, ils craignent que le tracé du futur chemin de fer continental ne leur échappe également. Influents au Congrès et à la présidence, les sudistes obtiennent en 1853 l'achat au Mexique d'une bande de terre située au sud de l'Arizona (*Gasden Purchase*) et en 1854 la signature du Manifeste d'Ostende qui prévoit l'achat de Cuba à l'Espagne pour 120 millions de dollars en profitant de l'élan expansionniste des années 1840. Mais vient la guerre de Sécession, puis l'effacement politique et économique du Sud.

Île rebelle, Cuba est régulièrement le théâtre d'insurrections contre les Espagnols. La révolte de 1868 dure dix ans et se conclut par la paix de Zanjòn qui prévoit l'abolition de l'esclavage en 1888. Avec deux ans d'avance, l'esclavage est aboli sur l'île en 1886 et, en 1890, un traité de réciprocité entre les États-Unis et l'Espagne ouvre le marché américain au sucre cubain. Les investissements américains sur l'île, dans les ranchs, les mines et les plantations, croissent rapidement pour atteindre 50 millions de dollars au milieu des années 1890, pour un commerce annuel d'environ 100 millions. L'île est *de facto* sous domination américaine. Comme le déclare le président McKinley , Cuba doit être lié aux États-Unis par « des liens d'une intimité et d'une force singulières[49] ». En 1894, cependant, le très protectionniste tarif douanier américain, motivé par une grave crise économique et sociale, fixe un taux de 40 % sur le sucre et asphyxie l'île qui exporte sa production presque exclusivement vers les États-Unis. Un nouveau soulèvement contre les Espagnols, qui portera le nom de guerre d'Indépendance, éclate l'année suivante.

Au début du conflit, les États-Unis adoptent une position de neutralité, voire de médiateur entre les belligérants, mais cela ne dure pas. Les rebelles cubains conduisent une politique de terre brûlée pour faire partir les Espagnols. En retour, le général espagnol Valeriano Weyler applique une stratégie brutale et meurtrière de déplacement et d'internement dans des camps des populations paysannes, dite politique de *reconcentración* . Près de 95 000 Cubains meurent de malnutrition et de maladies. Une méthode et un bilan qui

vaudront à Weyler le surnom de « boucher » dans la presse à sensation américaine et dans les milieux indépendantistes cubains. De son côté, l'armée espagnole, forte de 200 000 hommes, perd aussi de nombreuses troupes dans les combats et de maladie. Une perte annuelle estimée à 35 000, soit près de 100 000 en trois ans.

La presse et la guerre, la guerre de la presse

Alors que Washington observe la situation, tout en étant inquiet pour ses intérêts sur l'île, une certaine presse américaine s'emballe. En cette fin de XIX e siècle, les quotidiens se multiplient dans tout le pays. Un peu moins de 1 000 en 1880, ils sont plus de 2 500 en 1900[50] . Tirés à un plus grand nombre d'exemplaires, moins chers (d'où le nom de *penny press* , soit un centime le numéro) et illustrés avec des caricatures, des dessins puis des instantanés même, les plus grands journaux sont aux mains de journalistes, véritables hommes d'affaires, qui déploient toutes sortes de stratégies afin de conquérir des parts d'un marché de plus en plus concurrentiel. C'est dans ce climat de rivalité et d'inventivité qu'un duel éditorial et journalistique de haut vol oppose Joseph Pulitzer à William Randolph Hearst[51] . Pulitzer fuit la Hongrie en 1864 et s'installe à Saint Louis, dans le Missouri , après avoir combattu au cours de la guerre de Sécession dans un régiment nordiste composé d'immigrés, notamment allemands. Il connaît un premier succès avec le *Post and Dispatch* puis achète le *New York World* en 1883. Fils d'un millionnaire qui a fait fortune dans les mines de l'Ouest, Hearst, qui a en partie inspiré le film *Citizen Kane* (1941) d'Orson Welles, hérite du *San Francisco Examiner* en 1887, puis acquiert le *New York Journal* en 1895. La scène est prête pour la confrontation. Hearst et Pulitzer, le premier ayant en son temps travaillé pour le second de seize ans son aîné, s'affrontent pour l'exclusivité du Yellow Kid, le très populaire personnage mi-caricature mi bande dessinée de Richard F. Outcault

qui représente un enfant au crâne rasé et vêtu d'une chemise de nuit jaune. Hearst l'emporte. Il s'ensuit une rivalité intense et impitoyable entre les deux journaux dont les propriétaires sont prêts à tout pour vendre toujours plus. De ce combat reste un terme passé à la postérité : *yellow press* ou encore *yellow journalism* , soit la presse à sensation.

Pour ces deux magnats de la presse new-yorkaise, comme pour leurs disciples, la crise cubaine tombe à pic. Toute guerre recèle ses horreurs, ses outrages. Au lieu de fournir une analyse informée et réfléchie du conflit, la presse à sensation, pour faire du chiffre, exacerbe, manipule, voire fabrique des faits divers et des incidents présentés de manière à choquer ses lecteurs. C'est la surenchère continue de manchettes, de dessins, d'illustrations, de commentaires et d'anecdotes, avec chacun un tirage de 450 000 exemplaires. En février 1897, Hearst reçoit une note d'un de ses correspondants à Cuba racontant l'histoire de trois Cubaines, qui, suspectées de cacher des missives pour les révolutionnaires cubains installés à New York , auraient été fouillées au corps par des soldats espagnols sur un navire américain. Frederic Remington , un talentueux dessinateur connu pour ses scènes de l'Ouest, de cow-boys et d'Amérindiens, choisit d'illustrer l'article en représentant une femme nue, de dos, entourée de trois hommes en uniforme. L'article est publié en première page avec pour manchette : « Notre constitution protège-t-elle les femmes ? » L'incident, de surcroît, se serait déroulé sur un navire américain… Après vérification, il s'avérera que ces Cubaines ont été fouillées par des femmes. Peu importe, le numéro s'est vendu à près d'un million d'exemplaires. Pulitzer , à son tour, n'hésite pas à publier des articles incendiaires, titrant un de ses numéros : « Du sang le long des routes, du sang dans les champs, du sang sur les seuils des portes, du sang, du sang, du sang[52] ! » De son côté, Hearst aurait dit à Remington qu'il avait dépêché sur place à Cuba : « Vous me fournissez les illustrations, je vous procurerai une guerre[53] . »

Féminité et honneur masculin

La presse n'a pas créé la guerre ni poussé Washington à intervenir. Elle n'a pas ce pouvoir. En revanche, en l'espace de trois ans, elle a préparé l'opinion publique à une possible intervention militaire américaine. Elle sait jouer sur une corde sensible : l'honneur américain – ou plutôt même l'honneur masculin. Les travaux de l'historienne américaine Kristin L. Hoganson sur le genre et la guerre hispano-américaine ont remarquablement bien montré l'importance psychologique de la masculinité dans le discours politique martial des partisans de l'intervention que dans d'autres temps, rappelons-le, on aurait appelés « faucons » mais qui portent le nom de *jingoes* en cette fin de siècle. Issu d'une chanson des années 1870, dans laquelle les Britanniques se disent prêts à secourir Constantinople lors de la guerre russo-turque (1875-1878), les termes *jingo* et *jingoism* apparaissent probablement aux États-Unis lors du premier traité d'annexion d'Hawaï en 1893[54] . Par-delà les changements de termes d'une époque à l'autre, le *jingo* est un faucon impérialiste, voire un expansionniste prêt à la guerre s'il le faut.

Le paradigme chevaleresque impose aux Américains – en fait, aux hommes américains – de sauver les Cuba ines soi-disant outragées par des soldats espagnols, comme le rapporte la presse new-yorkaise. Puis la métaphore s'étend à toute l'île, Cuba devient une ravissante femme agressée par l'Espagnol qui doit être protégée par le chevalier américain[55] . La vie politique se veut alors martiale et masculine. « La politique est une forme modifiée de guerre », déclare en 1894 Elihu Root , futur secrétaire d'État à la Guerre de 1899 à 1904 sous les présidents McKinley et T. Roosevelt[56] . Le langage politique de l'époque est truffé de références à la virilité masculine ou à sa supposée absence. Ainsi, les républicains traitent ceux parmi eux qui ont choisi d'élire à la présidence le démocrate Cleveland en 1884 d'eunuques et ces mêmes républicains appellent les populistes des « hommes-femmes » (*she-men*)[57] .

À cheval sur l'honneur masculin, l'opinion publique américaine

découvre le 9 février 1898 dans le *New York Journal* une lettre privée de l'ambassadeur d'Espagne à Washington, Enrique Dupuy de Lôme, dans laquelle celui-ci accuse le président McKinley d'être « un homme politique de bas niveau, faible et démagogue ». De Lôme démissionne après cette révélation mais le mal est fait. « La pire insulte de l'histoire des États-Unis[58] », titre un journal américain. Quelques mois plus tard, un représentant de Caroline du Nord s'interroge : de Lôme « n'a-t-il pas insulté chaque citoyen américain en la personne du Président[59] ? » Le 15 février, à peine une semaine après la publication de la lettre de De Lôme, le *Maine* , un cuirassé envoyé à Cuba pour protéger les intérêts des États-Unis et évacuer les ressortissants américains si nécessaire, explose dans le port de La Havane, faisant 260 morts[60] .

CHAPITRE 15

Une puissance coloniale (1898-1907)

Nous affirmons que nulle nation ne peut perdurer moitié république moitié empire.

(Programme du Parti démocrate, 1900)

Les États-Unis se testent face aux Européens

Au cours des années 1890, les États-Unis se retrouvent engagés dans des bras de fer diplomatiques successifs avec des nations européennes. En mars 1891, onze Italiens, dont certains naturalisés américains, accusés d'avoir assassiné un responsable de la police, sont lynchés à la Nouvelle-Orléans par une foule en colère à la suite de leur acquittement, « afin de remédier à l'échec de la justice[1] ». Ce tragique événement reflète une violence à la fois urbaine, nationaliste, nativiste, « raciste » (dans le sens d'une supériorité anglo-saxonne sur les Italiens, avec une touche de suprématie blanche) et sudiste. L'Italie rappelle immédiatement son ambassadeur. Washington, en la personne de James G. Blaine, secrétaire d'État du président Benjamin Harrison , explique que le gouvernement fédéral ne peut intervenir en Louisiane , tout en

considérant avec condescendance la colère du gouvernement italien. On parle de guerre alors que, dans ces années, l'Italie possède une flotte bien plus puissante que celle des États-Unis. Finalement, un an plus tard, une fois la tension descendue, un accord est trouvé : le président Harrison exprime les excuses des États-Unis, l'Italie renvoie son ambassadeur à Washington et les États-Unis versent 12 000 dollars aux familles des victimes[2] .

En 1895, c'est avec la Grande-Bretagne que les États-Unis se mesurent. L'affaire pourrait paraître sans grande importance. La crise porte sur la frontière entre la Guyane britannique et le Venezuela . Celui-ci fait appel aux États-Unis au nom de la doctrine de Monroe lorsque la Grande-Bretagne tente d'étendre les limites de sa colonie à ses dépens. À la grande surprise des Britanniques, et peut-être celle des Vénézuéliens, Washington répond ostensiblement et favorablement à cet appel. En juillet 1895, le secrétaire d'État du président Cleveland , Richard Olney , prévient les Britanniques (et en fait les Européens) : « [aujourd'hui] les États-Unis sont pratiquement souverains sur ce continent[3] ». Les motivations américaines sont confuses. Pourquoi gonfler ses muscles face à la Grande-Bretagne pour une région où les intérêts américains sont pour le moins minimes ? L'anglophobie est encore un terreau politique fertile en Amérique et le *jingoism* y prospère aisément. Par ailleurs, les Américains sont peut-être inquiets de ce que les Britanniques puissent contrôler l'Orénoque, la deuxième plus grande artère fluviale en Amérique du Sud. Les États-Unis, pour la première fois de leur histoire, se sentent aussi désormais assez forts pour soutenir diplomatiquement, voire militairement, la doctrine de Monroe, énoncée, rappelons-le, en 1823 et souhaiteraient éprouver leur nouveau statut avec un adversaire avec lequel le pays entretient des liens commerciaux et culturels profonds et contre lequel aucun risque de guerre n'est sérieusement envisageable. Il s'agirait donc d'un test. La Grande-Bretagne, occupée par la crise sud-africaine face aux colons néerlandais (les boers) qu'elle affrontera dans une guerre brutale de 1899 à 1902, met quelques mois à répondre. Puis les

Britanniques suggèrent une conférence internationale sur la définition (et l'application) de la doctrine de Monroe, ce qui est rejeté par les États-Unis. Mais, en substance, cette proposition entérine l'acceptation par le Royaume-Uni , rappelons-le, la plus grande puissance internationale de la période, de la doctrine de Monroe . Finalement, une solution est trouvée entre Britanniques et Américains – entre Anglo-Saxons, aurait-on dit à l'époque –, aux dépens du Venezuela… La Grande-Bretagne étend les limites de sa colonie mais laisse l'Orénoque ouvert au commerce international.

Un premier « Cuba libre »

En 1898, c'est au tour de l'Espagne . Mais la situation est différente. Jadis rivale et voisine puissante des États-Unis sur le continent nord-américain au moment de leur naissance, l'Espagne est désormais perçue comme une nation militairement faible, politiquement instable et sans grande influence internationale. En son temps fière et chevaleresque, l'Espagne est considérée en Amérique comme en décadence depuis Don Quichotte[4] . Comme l'écrira avec plus de mesure et de subtilité l'intellectuel espagnol Gregorio Marañon en 1946, « l'Espagne était alors ce grand corps, vivant presque en marge du reste de l'humanité dans un isolement modeste et provincial, où rien d'extraordinairement grand ne se manifestait[5] ». Comme nous l'avons vu précédemment, Cuba , proche des côtes américaines, présente pour les États-Unis des intérêts économiques et stratégiques majeurs. En cette fin de XIX e siècle, Washington voit désormais les Antilles comme une sphère d'influence privilégiée, en quelque sorte au cœur de la doctrine de Monroe , surtout en prévision de la construction d'un canal interocéanique. Sur ces intérêts fondamentaux se greffent des considérations politiques, culturelles et raciales.

Dans un climat politique emprunt d'honneur masculin, quasi chevaleresque, et de nationalisme exacerbé, et devant une opinion

publique surchauffée par la presse à sensation, le président McKinley, que Theodore Roosevelt accuse d'avoir « la colonne vertébrale d'un éclair au chocolat[6] », résiste autant qu'il le peut à cet esprit va-t-en-guerre. Devant la pression politique et populaire « jingoïstique » et le refus de l'Espagne d'accorder l'indépendance à Cuba et d'accepter que les États-Unis servent de médiateur dans les négociations, McKinley qui, à l'inverse de TR, a combattu pendant la guerre de Sécession, doit se montrer ferme et résolu. Et ceci d'autant plus que les élections de mi-mandat au Congrès doivent avoir lieu à l'automne 1898.

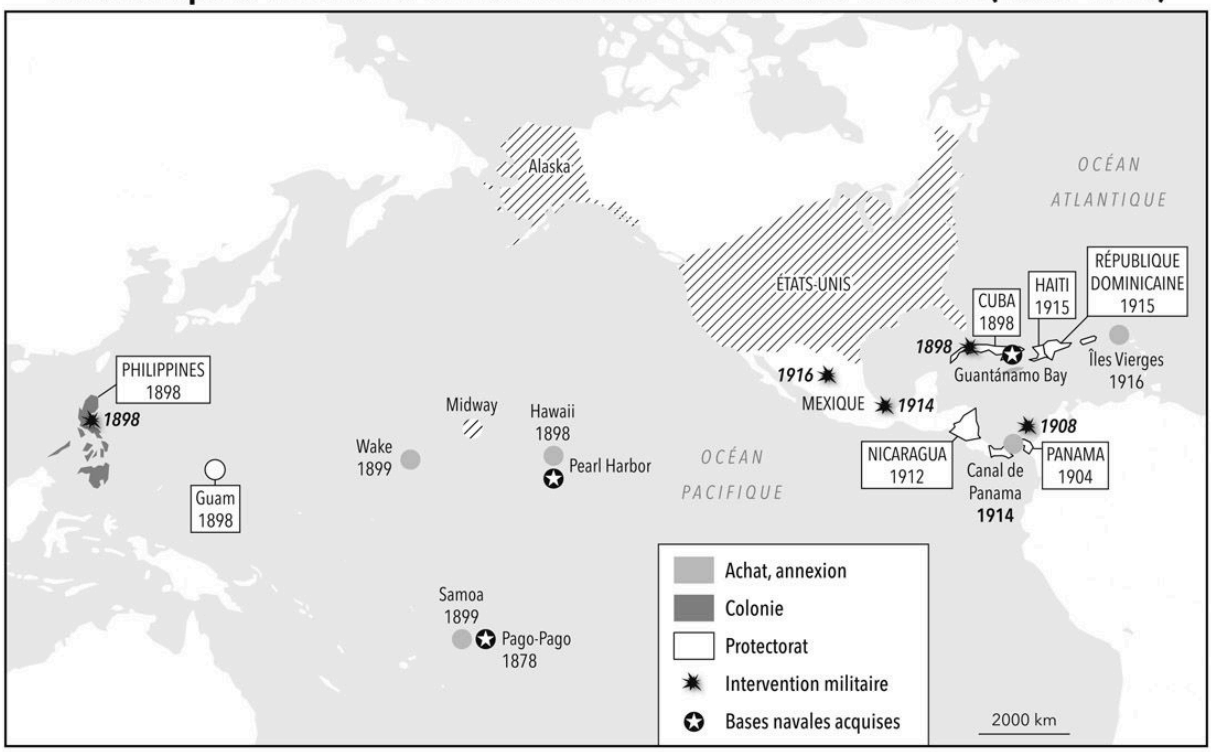
Mais l'Amérique doit sauver les Cubains des bourreaux espagnols. Curieusement, comme le souligne l'historienne Kristin Hoganson, l'idéal « anglo-saxon » de l'époque devrait plutôt faire pencher l'Amérique du côté des Espagnols, des Européens, quoique Latins, plutôt que de celui de Cubains métissés. D'ailleurs, un débat sur la blancheur (*whiteness*) des Cubains anime l'opinion publique américaine[7] . Les Cubains, cependant, mènent une guerre d'indépendance, autrement dit de libération, contre une métropole qui n'est pas sans rappeler aux Américains leur propre révolution. Dès 1895, un défilé en faveur de la cause indépendantiste cubaine rassemble deux mille personnes dans les rues de New York . Car Cuba est la dernière colonie espagnole aux Amériques. Même si le paradoxe veut que les Américains fassent la guerre à une puissance coloniale pour finalement en devenir une. Le milieu des affaires est, quant à lui, partagé sur l'opportunité d'un conflit armé. Arracher Cuba à la domination espagnole et en faire un marché exclusivement américain, pourquoi pas en l'annexant, est alléchant ; mais la guerre nuit au commerce d'une manière générale et n'est jamais souhaitable car source de tensions et d'instabilité internationales. Tous ces facteurs jouent un rôle certain, mais l'Espagne tient également une part de responsabilité en s'obstinant à refuser la médiation américaine pour l'indépendance cubaine. Sans doute s'agit-il aussi ici d'une question de fierté et d'honneur national. Comment accepter de laisser les États-Unis prendre le contrôle de Cuba, aux mains des

Espagnols depuis le voyage de Colomb au XV e siècle, sans se battre ?

Le grand saut : la guerre hispano-américaine

La guerre contre l'Espagne est rapide et pleine de surprises. « Une splendide petite guerre », écrira après coup le secrétaire d'État John Hay . Le conflit ne dure que quatre mois, du 25 avril au 13 août 1898. Dans son message au Congrès du 11 avril, le président McKinley recommande « l'intervention armée » (*forcible intervention*) après avoir tout tenté pour obtenir de l'Espagne l'indépendance de Cuba et pour sauver les intérêts américains, aider le peuple cubain et mettre fin à « à la barbarie » d'un conflit « juste devant notre porte »[8] . Le 19 avril, le Congrès adopte assez facilement une déclaration de guerre conjointe, par 311 voix contre 6 à la Chambre des représentants, et 42 contre 35 au Sénat. Le Congrès vote aussi l'amendement Teller , du sénateur du Colorado Henry M. Teller, stipulant que les États-Unis rejettent « tout désir ou intention d'exercer leur souveraineté et leur contrôle de l'île [Cuba], sauf pour la pacifier[9] ». Le message de McKinley au Congrès a bien stipulé que « toute annexion de force […], de par notre code de moralité serait une agression criminelle ». Le Congrès suit la voie indiquée par l'exécutif. Mais les motivations américaines de cette retenue sont diverses. Certains souhaitent sincèrement l'indépendance de Cuba, d'autres sont opposés à l'annexion de Noirs et de catholiques, et d'autres encore sont opposés à la concurrence du sucre cubain qui serait désormais admis sur le sol étatsunien sans droit de douane.

Guerre hispano-américaine et interventions militaires états-uniennes (1898-1918)



La guerre est essentiellement navale. Les États-Unis veulent frapper le plus rapidement possible l'Espagne dans ses possessions lointaines sans lui laisser le temps de se renforcer. L'armée américaine ne dénombrant que 30 000 hommes tout au plus, McKinley lance un premier appel pour 125 000 volontaires, puis un second pour 75 000 autres, auxquels les Américains répondent en masse. Les États-Unis décident de frapper sur deux fronts : aux Antilles en débarquant à Cuba mais aussi à Porto Rico et dans le Pacifique en attaquant Manille , aux Philippines , colonie espagnole depuis les années 1560, mais aussi en prenant possession de l'île de Guam . Cette guerre-éclair n'est qu'une série éclatante de victoires américaines.

À la surprise générale, le 1er mai, le commandant de la flotte du Pacifique, le contre-amiral George Dewey , qui a reçu l'ordre de Theodore Roosevelt en tant que secrétaire-adjoint à la marine (et à l'insu de son supérieur, parti en villégiature) de se rendre aux Philippines à partir de Hong Kong , détruit toute la flotte espagnole dans la rade de Manille . Le 27 mai, la flotte américaine de l'Atlantique fait le blocus du port de Santiago à l'est de Cuba . Le

10 juin, les *Marines* américains débarquent à Guantánamo . Le 20 juin, les Américains capturent Guam sans coup férir. Le même jour, plus de 40 navires américains avec 16 000 hommes de troupe, commandés par le général William Shafter qui, du fait de ses 110 kilos, doit être hissé sur son cheval par un système de cordes et de poulies, approchent de Santiago de Cuba. Le 1er juillet, Theodore Roosevelt , qui avait démissionné de son poste de secrétaire adjoint pour former un régiment, prend la colline de San Juan surplombant Santiago avec ses *Rough Riders* (un terme emprunté au titre du spectacle de Buffalo Bill alors très en vogue), qui en dépit de ce nom n'ont pas de chevaux[10] . Le 3 juillet, les navires américains détruisent la flotte espagnole qui tente de quitter la rade de Santiago. Le 8 juillet, les États-Unis annexent Hawaii. Le 17, Santiago tombe. Le lendemain, l'Espagne demande la paix par l'intermédiaire de l'ambassadeur français à Washington. Le 25 juillet, les Américains débarquent à Porto Rico. Le 13 août, ils capturent Manille. Le 10 décembre 1898, le traité de paix est signé à Paris : Cuba obtient son indépendance et les États-Unis acquièrent Porto-Rico , Guam et les Philippines, pour lesquelles ils versent à l'Espagne 20 millions de dollars[11] . Le conflit a fait 5 000 morts côté américain, dont 400 au combat, le reste de maladies (fièvre jaune, typhus, dysenterie). Il a aussi constitué une nouvelle étape dans la grande réconciliation nationale suite à la guerre de Sécession et, plus provisoirement, réuni les Américains, très divisés lors des élections de 1896. Outre une flotte et un armement moderne, la guerre est conduite à Washington d'une manière résolument efficace avec un centre de commandement (*war room*) installé pour la première fois à la Maison-Blanche et équipé de quinze lignes de téléphone et d'un télégraphe pour coordonner les opérations. En Espagne, la désillusion est immense face à ce drame national.

L'épineuse question philippine

Hawaii est annexée par États-Unis et deviendra un État en 1959. Toujours dans le Pacifique Nord, les îles de Guam et Wake sont elles aussi annexées. Aux Antilles, Porto-Rico devient un territoire américain, à mi-chemin entre une colonie et un État. Les Portoricains obtiennent la citoyenneté américaine en 1917, mais sans le droit de vote aux élections présidentielles[12] . Quant à Cuba , en 1901, l'amendement Platt, du nom du sénateur républicain Orville H. Platt , est inséré dans la constitution cubaine. En contournant l'amendement Teller , celui-ci crée un protectorat américain sur l'île. Cuba ne peut contracter des dettes ni ne peut signer de traités avec une autre nation que les États-Unis et les Américains peuvent intervenir, militairement s'il le faut, à tout moment dans les affaires cubaines. Par ailleurs, en 1903, un an après le retrait des troupes américaines de l'île, les États-Unis obtiennent le droit, irrévocable sans l'accord des deux parties, de construire une base navale dans la rade de Guantánamo , au sud-est de Cuba[13] .

Et les Philippines ? Le cas est assez différent. Même si les Américains, notamment les militaires, les missionnaires et certains hommes d'affaires, ont un œil sur l'archipel avant la guerre, le conquérir pour l'annexer ou en faire un protectorat n'est pas alors un objectif américain. Tout juste les États-Unis ont-ils envisagé de s'y implanter commercialement et d'obtenir le droit de construire une base navale dans la baie de Manille . Au cours de l'été 1898, un débat est lancé au Congrès, dans la presse et dans tout le pays sur l'opportunité d'acquérir cet archipel de 7 000 îles peuplées de 7 millions d'habitants et situé à 13 000 kilomètres des États-Unis. La situation évolue rapidement. En août 1898, le président McKinley ne souhaite que conserver l'île de Luzon, où se trouve Manille. Fin octobre, McKinley, porté par une opinion publique et un monde politique, tout comme le milieu des affaires, majoritairement expansionniste, vise l'acquisition de tout l'archipel. « Ni vous ni moi nous ne voulons les Philippines », confie le président à un ami en octobre 1898, « mais c'est inutile de cacher le fait qu'une très grande majorité du pays les souhaite ». De même, un proche de McKinley

confirme : « Quelle que soit la conséquence pour le pays, la conservation des Philippines était inévitable depuis le début. Aucun homme, aucun parti n'aurait pu l'empêcher[14] . »

Outre la popularité d'une telle décision dans une Amérique emportée par un fort élan patriotique au lendemain d'une guerre courte et victorieuse, elle se justifie aussi par la crainte de devoir tôt ou tard affronter l'Allemagne ou le Japon aux Philippines si les États-Unis ne gardent que Manille ou même l'île de Luzon. Cette question stratégique et militaire ne doit pas pour autant masquer dans ce choix l'importance de l'obligation morale, la version américaine du « fardeau de l'homme blanc[15] », chanté par le poète impérialiste britannique Rudyard Kipling . Une belle illustration de ce que Richard Olney , secrétaire d'État sous Cleveland , appelle « un patriotisme de race[16] », en l'occurrence « anglo-saxonne », qui constitue un des principaux vecteurs du rapprochement anglo-américain en ces dernières années du XIX e siècle. Impossible de sonder McKinley afin de savoir quand il a modifié sa décision mais il avouera s'être agenouillé devant Dieu et avoir compris qu'il était du devoir de l'Amérique « d'instruire les Philippins, de les élever et de les christianiser[17] ». Rappelons que les Philippins sont en majorité catholiques…

La ratification du traité de Paris

La ratification est aussi, et surtout, une bataille politique au Sénat, seule chambre du Congrès habilitée à ratifier un traité de paix avec une majorité des deux tiers. Le traité de Paris étant signé début décembre, avec la trêve de fin d'année, la confrontation au Congrès a lieu en janvier 1899. Les démocrates, comme les républicains, ces derniers étant les grands vainqueurs des élections de mi-mandat de 1898, sont plutôt expansionnistes, à l'image du pays. Le débat, qui ne s'aligne pas sur les contours des partis, se cristallise essentiellement autour du contrôle des Philippines . Les opposants, formant un

groupe hétérogène, avancent des arguments très variés. Certains ne veulent pas que les États-Unis deviennent une puissance coloniale, un statut contraire à ses principes et institutions ; d'autres, notamment les sudistes, ne souhaitent pas annexer une population non blanche nombreuse (ce même argument, rappelons-le, était apparu en 1848 lorsqu'il était question d'annexer le Mexique) ; d'autres encore s'opposent à toute annexion sans le consentement des Philippins ; enfin, d'autres craignent une longue et coûteuse guerre d'occupation contre les indépendantistes. La stratégie politique de l'opposition est de proposer des amendements au traité promettant, plus ou moins formellement, l'indépendance aux Philippins. Quelques sénateurs républicains, comme George F. Hoar , du Massachusetts , se désolidarisent du gouvernement McKinley et s'opposent, parfois avec véhémence, à l'annexion des Philippines alors qu'ils ont été favorables à l'intervention armée à Cuba . Une position nullement paradoxale car la guerre à Cuba a été présentée et pensée comme une guerre d'indépendance, déjouée finalement par l'amendement Platt. À l'inverse, la prise de Manille , inattendue ou espérée, n'est pas, dans l'esprit des expansionnistes, la première étape d'une guerre de libération. Pour les opposants au traité, avec l'annexion des Philippines un pas a été franchi et les objectifs, énoncés avant la guerre, ne sont plus respectés. La guerre a changé de nature.

L'insurrection philippine éclate le 5 février 1899. Le lendemain, le traité est ratifié de justesse au Sénat par 57 voix contre 27, soit une de plus que requise. Y est adjointe, sans doute pour se donner bonne conscience et satisfaire une partie du Sénat, la résolution du sénateur Samuel McEnery qui stipule que l'objectif des Américains est de porter les Philippins à l'autonomie (*self-government*). Theodore Roosevelt déclarera des années plus tard que ce vote, décisif dans l'histoire des États-Unis, peut être attribué « en partie au Sénat, en partie à la Providence , et en partie aux Philippins[18] ». Le soulèvement, en effet, aurait poussé les sénateurs à ratifier le traité afin de ne pas abandonner les soldats américains sur place.

Sans doute ce facteur n'est-il pas à négliger mais la victoire des

expansionnistes est principalement due à la stratégie républicaine, de McKinley en particulier, et du surprenant et soudain revirement – certains démocrates et populistes parlent même d'apostasie – de William J. Bryan. Alors que le gouvernement et la machine politique républicaine achètent ou négocient les votes de sénateurs indécis, en promettant notamment des postes dans le système judiciaire fédéral, le président McKinley ne ménage pas sa peine pour faire personnellement campagne pour le traité dans les fiefs électoraux de ses opposants. Sa stratégie est de court-circuiter les sénateurs de tel ou tel État afin de parler directement aux électeurs. En janvier 1899, Bryan décide de voter pour le traité en pensant qu'il vaut mieux mettre immédiatement fin à la guerre et que le sort des Philippines pourra être décidé ultérieurement avec une simple majorité au Sénat. Raisonnement plus politiquement naïf qu'absurde.

La Ligue anti-impérialiste

La Ligue anti-impérialiste est la grande absente de ce débat politique. Formée à Boston à l'automne 1898, la Ligue rassemble de grandes figures intellectuelles, littéraires, universitaires, syndicales et patronales, comme l'écrivain Mark Twain , le philosophe William James et son frère l'écrivain Henry James , l'homme d'affaires Andrew Carnegie , le syndicaliste Samuel Gompers , l'ex-président Cleveland et l'économiste Edward Atkinson . Mais même si la Ligue exerce une influence intellectuelle certaine, elle pèse néanmoins d'un poids politique négligeable. La Ligue compte 25 000 membres peu après sa création, puis 70 000, son maximum, un an plus tard mais une pétition adressée au président McKinley contre la conservation des Philippines qui devait, de manière assez irréaliste, rassembler « 10 millions de signatures » n'en comporte tout au plus que 5 000. La Ligue met trop de temps à s'organiser pour mener le combat contre la ratification du traité de paix avec l'Espagne . Par ailleurs, elle est très vite identifiée à la Nouvelle-Angleterre , voire à ce qu'on

appelle alors les Brahmanes de Boston (*Boston Brahmins*), soit la haute société bostonienne. La Ligue est aussi considérée comme extrémiste, voire subversive. Peu d'Américains goûtent au radicalisme de certaines de ses plumes ou de ses orateurs qui, par exemple, proposent de renvoyer en France la statue de la Liberté, désormais baptisée « La Liberté conquérant [au lieu d'éclairant] le monde », puisque les États-Unis n'en sont plus dignes. Ou encore, à la suggestion faite par Atkinson de demander au ministère de la Guerre la liste des soldats déployés aux Philippines afin de leur envoyer à chacun son brûlot, *Le Coût d'un crime national* . Dans un autre registre, le millionnaire Carnegie propose, lui, de racheter les Philippines avec un chèque de 20 millions de dollars de sa propre poche. Une proposition qui donne le sens de la démesure et de la fatuité des magnats américains du *Gilded Age* . Ce même Carnegie, rappelons-le, né Écossais, défend pourtant l'empire britannique et parle « d'un impérialisme de race », en souhaitant une union des « deux principales nations anglo-saxonnes »[19] .

En octobre 1899, soit huit mois après le soulèvement aux Philippines , la Ligue présente à Chicago son programme dans laquelle elle dénonce l'impérialisme comme une politique « hostile à la liberté » qui mène au militarisme, « un mal auquel nous avons eu la gloire de résister », et qui trahit « les idéaux fondateurs américains, l'esprit de '76 [*the spirit of '76*], celui de Washington et de Lincoln , et des institutions américaines ». « Les ennemis sont chez nous », assurent les anti-impérialistes, comme au moment de la guerre de Sécession. « En 1861, ils ont tenté de diviser le pays. En 1899 ils essaient de détruire nos principes fondamentaux et nos idéaux les plus nobles. » Condamnant la loi du plus fort comme une hérésie, le programme reprend les propres termes de McKinley tirés de sa déclaration de guerre d'avril 1898 (entre guillemets dans le texte), en parlant « d'agression criminelle » lorsqu'un peuple est gouverné par un autre sans son consentement. Elle revendique l'indépendance pour les Philippines[20] . La Ligue anti-impérialiste, par ailleurs divisée, ne parvient cependant pas à concentrer autour d'elle l'opposition au

traité ou à l'occupation militaire des Philippines. Son impact est plutôt sur le plan des idées. Dès les élections présidentielles de 1900, son influence transparaît dans le programme du Parti démocrate qui prévient : « Nous affirmons que nulle nation ne peut longtemps perdurer moitié république moitié empire et nous prévenons le peuple américain que l'impérialisme à l'extérieur mènera rapidement et inévitablement au despotisme dans le pays[21] . »

Les Philippines : une guerre coloniale américaine

Une guerre peut mener à une autre. La guerre hispano-américaine enfante un autre conflit : la guerre américano-philippine. Celle-ci n'est pas une guerre contre une puissance colonialiste européenne mais bien une guerre coloniale, non pas une guerre de libération, mais d'occupation. Rappelons-le, l'insurrection philippine contre les Américains débute la veille du vote de ratification du traité de paix au Sénat, le 5 février 1899.

Les Philippins sont en rébellion contre l'Espagne depuis 1896. Emilio Aguinaldo , chef du parti rebelle appelé *Katipunan* , est exilé à Hong Kong en décembre 1897. Peu après leur prise de Manille , les Américains font revenir Aguinaldo aux Philippines . Celui-ci peut les aider à obtenir le soutien des Philippins contre le colonisateur espagnol. D'ailleurs, les Philippins, à ce moment-là, comptent sur les États-Unis pour concrétiser une indépendance qu'ils proclament en juin 1898. Après tout, les Américains ne se sont-ils pas eux-mêmes battus pour se libérer d'un joug colonial ? Le vote du Sénat de février 1899 constitue une terrible désillusion pour les Philippins. Comme l'a déclaré le poète patriote cubain José Marti à propos de son peuple, « changer de maître n'est pas la liberté[22] ». Les États-Unis conservent les Philippines et les Philippins changent de maître colonial. L'Amérique, nouvelle puissance impériale, se retrouve, ironiquement, à faire face à une guerre d'indépendance contre eux,

un peu plus d'un siècle après la leur.

La guerre aux Philippines a longtemps été la grande oubliée des manuels d'histoire américains. Et ceci jusqu'aux années 1960, moment où la guerre du Viêtnam , une autre intervention armée américaine en Asie du Sud-Est, a ravivé des souvenirs douloureux et a suscité des analogies entre les deux conflits plus ou moins fondées et probantes[23] . Guerre d'Indépendance pour les uns, insurrection pour les autres, la guerre américaine aux Philippines est une guerre coloniale, particulièrement brutale. Les troupes américaines – qui atteignent le pic de 75 000 hommes à l'automne 1900 – mènent des campagnes violentes contre la guérilla, appliquant une politique de la terre brûlée qui se résume par la formule d'un de ses commandants : « *kill and burn* » (tuer et brûler)[24] . Les Américains conduisent aussi une politique de regroupement des populations civiles dans des camps, à l'instar de celle menée par les Espagnols à Cuba , que la presse et l'opinion publique américaines avaient ostensiblement dénoncée avant le conflit. Les Américains pratiquent aussi la torture, notamment une technique appelée « la torture par l'eau » (*water cure*)[25] . Le prisonnier est maintenu de force, allongé à même le sol, alors que des soldats versent de l'eau dans sa bouche ouverte avec l'aide d'un bambou afin d'accélérer le débit. Et comme le précise un officier américain : « plus l'eau est sale, mieux c'est[26] »…

Cette violence s'explique par la guerre mais aussi par le mépris dans lequel les Américains (blancs) tiennent les Philippins. Ces derniers ne sont pas « civilisés » car ils ne connaissent pas l'honnêteté, la vérité, la justice, la pitié, l'honneur, le contrôle de soi et n'ont aucune discipline de travail. Ils se battent bien, certes, mais comme des sauvages et non par bravoure[27] . Par ailleurs, ils ne sont pas capables de se gouverner. Les mots employés dans l'armée américaine pour désigner les Philippins traduisent cet irrespect : « nègres » (*nigger*), « diables noirs » (*black devils*), ou encore *goo-goo* qui deviendra *gook* un demi-siècle plus tard au Viêtnam . Cette perception condescendante n'est pas sans rappeler les mots du poète britannique Rudyard Kipling , lorsqu'il évoque ces peuples « mi-

diables mi-enfants » (*half-devil hald-child*) dans *Le Fardeau de l'homme blanc* , poème, rappelons-le, composé précisément en 1899 afin de convaincre les Américains de conserver les Philippines . Les Philippins sont des orphelins et les Américains leur tuteur ou encore, selon la féminisation déjà rencontrée pour Cuba , les Philippines sont une femme et l'Amérique joue le rôle du mari responsable et protecteur. En 1900, le révérend Josiah Strong écrit qu'octroyer l'indépendance aux Philippins « serait faire du tort au monde en général et à eux-mêmes en particulier[28] ». En 1901, dans un essai sur les idéaux américains évoquant la période révolutionnaire, Woodrow Wilson écrit que les Philippins « ne peuvent acquérir la liberté à un moindre coût que nous l'avons fait. […] Nous avons une grande expérience de cet apprentissage et nous devons être leurs précepteurs[29] ».

Dans la même veine, William H. Taft , premier gouverneur civil des Philippines de 1901 à 1904, parle, lui, des « petits frères de couleur » (*little brown brothers*) à propos de ses administrés philippins. Le parallèle avec la perception des Amérindiens et les guerres indiennes de l'Ouest américain est très fort. Dès 1831, John Marshall , président de la Cour suprême, a comparé les Amérindiens à des pupilles et les Américains à leur tuteur. Tout comme les Amérindiens, les Philippins, aux yeux du pouvoir « anglo-saxon », ne peuvent s'administrer eux-mêmes. En 1899, Henry L. Dawes , rappelons-le auteur de la loi de 1887 sur la division des terres communales amérindiennes en parcelles, explique que la politique américaine vis-à-vis des « insulaires » doit s'inspirer de celle qui a été menée envers les « Indiens ». Le traitement des autochtones par Washington et les guerres indiennes créent un terrible pré cédent pour les Philippins. L'Amérique peut légitimer par son histoire récente la spoliation des Philippins, leur internement dans des camps et la guerre d'occupation. Dans ses instructions aux administrateurs américains des Philippines en 1900, le président McKinley leur recommande clairement « de suivre la même voie que le Congrès a prise » dans sa politique envers « les tribus des Indiens d'Amérique du

Nord ». Theodore Roosevelt est encore plus explicite dans l'expression de ce parallèle en déclarant que laisser les Philippines aux Philippins serait comme « abandonner l'Arizona aux Apaches ». Or, afin de former les Philippins à la complexité et à la responsabilité de l'autonomie, d'après ces raisonnements et parallèles, la guerre est inévitable. Sans surprise, sur trente généraux américains envoyés aux Philippines, 26 ont combattu dans les guerres indiennes[30] . Ainsi, Theodore Roosevelt voit dans ce conflit aux Philippines une guerre de civilisations, contre « le chaos noir de la sauvagerie et de la barbarie[31] ». Les anti-impérialistes sont, eux, ulcérés par cette guerre. Le sénateur républicain George F. Hoar déplore le fait que les États-Unis « détruisent la seule république d'Asie […] font la guerre au seul peuple chrétien d'Orient [… et] torturent des hommes non armés[32] ». Au printemps 1901, Aguinaldo est capturé par traîtrise par les Américains. Un an plus tard, en juillet 1902, la guerre est déclarée finie par Theodore Roosevelt. Les chiffres de ce conflit sont effrayants. Parmi les 125 000 soldats américains déployés dans l'archipel, 4 000 meurent et 2 800 sont blessés. Les Philippins, eux, comptent 20 000 rebelles et 200 000 civils tués.

« L'assimilation bienveillante »

Pourtant, si les méthodes de « pacification », ce que le président McKinley appelle « la politique d'assimilation bienveillante » (*benevolent assimilation*) dans une proclamation du 21 décembre 1898, sont identiques dans leur horreur, les objectifs des Américains sont différents de ceux d'autres puissances coloniales, que ce soient le Japon ou les nations européennes. Non seulement il est hors de question pour Washington d'annexer un jour ou l'autre les Philippines pour en faire un État mais les Américains comptent clairement donner aux Philippins l'autonomie, puis l'indépendance. Cette politique ne reflète pas une quelconque humanité de la part des Américains ni le fait que le colonialisme soit perçu par certains

commentateurs comme « une grande aberration » pour un pays comme les États-Unis, selon les mots de l'historien Samuel Flagg Bemis, mais plutôt le refus d'annexer une population non blanche[33] . « Nous ne voulons plus de nouveaux États tant que nous n'aurons pas civilisé le Kansas[34] », proclame l'éditorialiste de *The Nation* Edwin L. Godkin . Les sudistes sont aussi très opposés à toute annexion d'îles ou de territoires lointains avec leurs populations autochtones.

Réélu à l'automne 1900 en battant à nouveau son adversaire démocrate William J. Bryan, McKinley , qui voit sa politique étrangère approuvée par l'électorat, envoie William H. Taft aux Philippines . L'intention de Washington est de lancer un processus graduel de « philippinisation » des institutions locales. Comme l'annoncent les instructions de Washington aux membres de la commission Taft, « le gouvernement qu'ils vont établir n'est pas constitué pour notre propre satisfaction ou pour l'expression de nos vues théoriques, mais pour le bonheur, la paix et la prospérité du peuple des îles Philippines ; les mesures adoptées devront être conformes à ses coutumes, à ses traditions et même à ses préjugés dans toute la mesure compatible avec l'exercice des conditions indispensables d'un gouvernement juste et efficace[35] ». C'est la politique « d'attractivité », selon les mots du président McKinley. Celle-ci laisse d'ailleurs les consuls français en poste à Manille d'abord incrédules. Puis, lorsque le projet d'indépendance se précise, les diplomates français reprochent au gouvernement américain de manquer « à ses devoirs de tuteur de peuple philippin encore dans l'enfance, incapable de se conduire comme une nation civilisée[36] ».

La politique de « philippinisation » porte ses fruits : en 1913, les Philippins occupent 71 % des postes du service public. En 1916, la loi sur l'autonomie des Philippines ou *Jones Act* , du représentant démocrate de Virginie William A. Jones, crée une législature bicamérale élue et promet officiellement l'indépendance aux Philippins. Après la crise de 1929, les Philippines sont perçues comme un poids économique. Par ailleurs, l'archipel paraît difficile à défendre dans un éventuel conflit avec le Japon . En 1934, la loi sur

l'indépendance des Philippines ou *Tydings-McDuffie Act* , du sénateur démocrate du Maryland Millard E. Tydings et du représentant démocrate de l'Alabama John McDuffie, planifie l'indépendance de l'archipel dans un espace de dix ans. La guerre du Pacifique repousse l'échéance. Les Philippines obtiennent finalement leur indépendance le 4 juillet 1946[37] .

Le canal de Panama

La prise des Philippines et l'annexion d'Hawaii renforcent considérablement et durablement la présence des Américains dans le Pacifique Nord. De plus, le contrôle de Cuba et de Porto-Rico , surnommée « la Malte des Antilles » du fait que Porto-Rico peut garder le canal comme Malte l'Égypte , fait de la mer des Caraïbes ce qui ressemble de plus en plus à un lac américain[38] . La guerre hispano-américaine a donné aux États-Unis le statut d'une puissance présente sur deux océans, l'Atlantique et le Pacifique. La construction d'un canal en Amérique centrale devient soudainement une priorité afin de permettre un transit rapide de navires militaires et commerciaux d'un océan à l'autre. Le cuirassé *Oregon* , dépêché de San Francisco à Cuba en mars 1898, après la destruction du *Maine* dans le port de La Havane, met 66 jours pour accomplir sa mission. Avec un canal transocéanique, ce voyage aurait pris 21 jours. Une différence de 45 jours qui s'avère d'une importance stratégique cruciale en cas de guerre.

Les Britanniques, les Français et les Américains s'intéressent au projet d'un canal à travers l'Amérique centrale depuis le milieu du XIX e siècle. Avec l'acquisition de la Californie en 1848, le contrôle d'un passage transocéanique devient un réel enjeu pour les Américains. L'Amérique et le Royaume-Uni négocient en 1850 le traité Clayton-Bulwer, de l'Américain John Clayton et du Britannique Sir Henry L. Bulwer. Cet accord stipule que tout canal ne serait construit que par assentiment mutuel et que celui-ci ne serait pas fortifié et

resterait neutre. Pour les États-Unis, qui ne sont nullement alors une puissance et, de surcroît, ne contrôlent aucun territoire en Amérique centrale à l'inverse du Royaume-Uni, c'est un excellent traité. Le tracé, en revanche, est encore incertain. Deux routes sont envisagées : à travers le Nicaragua , en profitant du lac du même nom, ou par l'isthme panaméen, point le plus étroit d'Amérique centrale. Dans les années 1880, auréolé de son succès en Égypte avec la construction du canal du Suez, achevé en 1869, le Français Ferdinand de Lesseps , avec sa Compagnie universelle du Canal interocéanique de Panama , lance des travaux pour la construction d'un canal à travers l'isthme panaméen. Le projet échoue face à la difficulté de la tâche dans des jungles inhospitalières et le coût en argent et en vies humaines d'une telle entreprise, pour finalement déboucher sur un scandale financier de grande ampleur à la bourse de Paris en 1889.

Réélu en 1900, McKinley est, comme nous l'avons vu, assassiné en septembre 1901. Son vice-président et successeur n'est autre que Theodore Roosevelt . TR et son équipe de *jingoes* , dont l'influent sénateur républicain du Massachusetts Henry Cabot Lodge , sont donc au pouvoir et héritent du dossier du canal. À ce moment précis, les États-Unis et le Royaume-Uni sont en train de négocier un nouveau traité. Or, Roosevelt estime que « depuis [son] échec en Afrique du Sud [allusion à la guerre des Boers de 1899-1902] et leur succès contre l'Espagne et les Philippines », les États-Unis « ne doivent plus craindre de danger de la part de l'Angleterre »[39] . Par conséquent, Washington aborde les négociations en position de force, à l'inverse des années 1850, et les Américains doivent obtenir seuls le contrôle du futur canal et le droit exclusif de le fortifier. Impossible pour TR d'accepter un canal neutre ou sous contrôle international, ouvert à toutes les nations, car dans un tel cas si l'*Oregon* avait pu parvenir à Cuba plus vite avec un canal interocéanique, des renforts espagnols auraient également pu être dépêchés aux Philippines. Par ailleurs, le contrôle international d'un canal en Amérique centrale est absolument contraire aux principes de la doctrine de Monroe , déjà largement écornés par l'intervention française au Mexique de 1861 à

1867, que les États-Unis sont désormais assez puissants – ou perçus comme tels – pour faire respecter. Dès 1880, alors que les Français travaillent à la construction d'un canal, le président américain Rutherford Hayes prévient que « le canal ferait virtuellement partie du littoral des États-Unis[40] ».

En novembre 1901, un nouvel accord, appelé traité Hay-Pauncefote du nom du secrétaire d'État américain John Hay et de l'ambassadeur britannique à Washington Lord Pauncefote, est ratifié par le Sénat. Les Britanniques se sont montrés particulièrement généreux, voire réalistes, en agréant les conditions américaines. Sans doute, le Royaume-Uni recherche alors l'amitié américaine tout en acceptant la réalité de la doctrine de Monroe , une politique américaine alors ambitieuse que la Grande-Bretagne avait elle-même soutenue dans les années 1820. Ce rapprochement diplomatique du tournant du XX e siècle jette les bases de ce que Churchill appellera, dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale, « la relation spéciale », entre le Royaume-Uni et les États-Unis.

Reste à décider du tracé. Les Américains hésitent toujours entre le Nicaragua et l'isthme panaméen. Washington est sur le point d'opter pour la première option lorsque la Colombie , dont le territoire englobe alors Panama , propose de céder aux États-Unis une bande de terre à travers l'isthme à des conditions avantageuses. Les négociations échouent au dernier moment lorsque le sénat colombien change soudainement ses conditions en demandant plus d'argent aux Américains. Washington décide alors d'appuyer militairement un soulèvement panaméen contre le gouvernement colombien. En créant une république panaméenne, les États-Unis s'assurent le contrôle exclusif du futur canal. En 1904, le traité Hay-Bunau Varilla (signé entre John Hay et Philippe Bunau-Varilla, le représentant panaméen, en fait français) octroie aux Américains une bande de terrain à travers l'isthme pour 99 ans au prix de 10 millions de dollars, avec en plus un paiement annuel de 250 000 dollars. En 1906, les Américains entament la construction du canal, cette « autoroute de la civilisation » comme le surnomme Theodore Roosevelt , qui est

achevé en 1914. Ouvert à tous, il demeure sous le seul contrôle des États-Unis[41] .

Une « porte ouverte » sur un rêve chinois

En cette toute fin du XIX e siècle, les Américains, comme les Européens mais sans doute davantage, sont habités par un rêve chinois[42] . Ce rêve est principalement de nature économique. Quelle formidable croissance serait occasionnée par un plus grand accès à cet immense marché de 400 millions de consommateurs ! Dès 1783, soit l'année du traité de Paris qui donne formellement naissance aux États-Unis, le navire *Empress of China* quitte le port de New York pour Canton afin d'initier un premier commerce américain avec la Chine . De 1784 à 1812, 400 navires américains entrent dans le port de Canton ramenant aux États-Unis des soieries, des porcelaines, des cotonnades, des laques et, bien sûr, du thé. Ce qu'on appelle le système de Canton impose aux étrangers de ne commercer que par ce seul port et avec des marchands chinois, appelés collectivement *cohong* , qui ont le monopole de ces échanges.

Deux conflits, dits guerres de l'opium, brisent ce monopole et affaiblissent considérablement la Chine face aux puissances européennes et aux Américains. La première guerre (1839-1842), qui se conclut par le traité de Nankin, octroie Hong Kong au Royaume-Uni et ouvre cinq ports chinois aux marchands étrangers : Shanghai, Canton , Ningbo, Fuzhou, et Amoy (Xiamen). En 1843, le Royaume-Uni obtient de la monarchie chinoise un traité lui octroyant le statut de partenaire commercial privilégié et d'extraterritorialité pour ses ressortissants. L'année suivante, par le traité de Wanghia, les États-Unis obtiennent les mêmes conditions. La seconde guerre de l'opium (1856-1860), durant laquelle la France (qui a obtenu en 1844 le même statut que les Britanniques et les Américains) s'allie au Royaume-Uni et à laquelle les États-Unis participent marginalement, affaiblit encore davantage la Chine qui devient la proie des ambitions

impérialistes des Européens (principalement les Britanniques, les Allemands, les Russes et les Français), des Américains et des Japonais.

Au fil du temps, la Chine , non pas « “un homme malade” [mais] un cadavre prêt à être dépecé qui s’offre lui-même au couteau[43] », selon les mots du diplomate-écrivain Paul Claudel , est partagée entre ces puissances étrangères qui y érigent des sphères d’influence. C’est ce que les historiens appellent « le dépècement de la Chine », selon le titre de l’ouvrage du Britannique Lord Charles Beresford, *The breaking-up of China* [44] . Les Américains, derniers venus sur la scène impériale, n’ont pas de zones d’influence à proprement parler. Échaudés par le conflit philippin, ils décident de changer de stratégie et de ne pas chercher à contrôler de territoires.

Dans deux notes diplomatiques, datées du 6 septembre 1899 et du 3 juillet 1900, le secrétaire d’État John Hay dit souhaiter « sauvegarder pour le monde entier le principe de commerce égal et impartial avec toutes les régions de l’empire chinois[45] ». C’est ce qui sera ultérieurement appelé le principe de la Porte ouverte (*Open Door*). À l’origine, l’idée est britannique, Londres craignant la création de zones d’influence exclusives et hermétiques qui empêcherait le déplacement de marchandises et de capitaux sur le territoire chinois. Une « porte ouverte » avant le nom fut d’ailleurs la politique britannique en Amérique latine au cours du XIX e siècle. Cette position arrange les Américains, libres-échangistes comme les Britanniques, qui vont se l’approprier et l’exprimer de manière indépendante. Cette convergence de vue et de politique participe aussi pleinement au rapprochement anglo-américain, qui sera si décisif au cours du XX e siècle. De surcroît, les Américains se donnent le beau rôle : ils semblent généreusement et noblement refuser de participer au démembrement territorial de la Chine , ne demandant qu’un accès libre à ce vaste marché, et ce faisant, paraissent protéger les intérêts chinois.

Or, la politique de la Porte ouverte sert sans nul doute les intérêts américains et reste tout naturellement motivée par des circonstances

extérieures comme domestiques. Non seulement les Américains ne souhaitent plus contrôler de territoires lointains, seuls les marchés les intéressent, mais ce principe de Porte ouverte permet aussi au gouvernement McKinley de maîtriser politiquement l'opposition anti-impérialiste, très vive lors de la guerre aux Philippines . Enfin, renforcer et stabiliser l'autorité de la dynastie Qing et préserver l'intégrité territoriale de la Chine servent les intérêts des Américains qui souhaitent avoir un libre accès au marché chinois. N'oublions pas que suite au vote du *Chinese Exclusion Act* par le Congrès en 1882, les Chinois ont interdiction d'immigrer aux États-Unis. Les Américains n'hésitent pas, eux, à fermer la porte… en opposant, comme le fait le sénateur républicain James Blaine, la « civilisation du Christ » à « la civilisation de Confucius »[46] . Somme toute, la politique de la Porte ouverte est tout à fait habile car elle offre l'image, pour les États-Unis, d'un pays désintéressé, tout en préservant ses propres intérêts, et, comme le note l'historien Pierre Melandri, elle justifie par avance les interventions que les Américains pourront y mener[47] . Autrement dit, elle leur permettra de suivre occasionnellement ce qu'on appelle « la politique de la canonnière » par bienveillance et pour défendre les intérêts du pays colonisé[48] …

Précisément, la note de septembre 1900 suit l'écrasement de la Révolte des boxers auquel participent militairement les États-Unis. Pendant l'été, des Chinois – 140 000 peut-être au plus fort de la révolte – regroupés autour d'un groupe qui pratique les arts martiaux, d'où ce nom donné par les Occidentaux, « boxers », se rebellent contre les colonisateurs et tuent dans le Nord de la Chine des missionnaires (peut-être 200) et des Chinois (2 000 ?) convertis au christianisme. À Pékin , ils assiègent les légations étrangères et tuent deux diplomates allemands et japonais. Une force internationale de 50 000 hommes, formée de troupes de 8 nations (France , Royaume-Uni , Allemagne , Russie , Autriche-Hongrie , Italie , Japon et États-Unis), libère les ambassades et écrase la révolte. Les Américains ont envoyé plus de 6 000 hommes des Philippines pour mater la rébellion et obtiennent 25 des 300 millions

de dollars exigés par les puissances occupantes au gouvernement chinois comme réparation…

Les États-Unis : nouvel acteur mondial

La politique américaine en Chine , avec la recherche pacifique de marchés et la répression armée, illustre les deux facettes de la diplomatie américaine au tournant du XX e siècle. La diplomatie du dollar, que nous appellerions de nos jours le *soft power* , face à celle de la canonnière. L'une ou l'autre s'applique selon les situations mais surtout selon les zones géographiques. Dans les Antilles et en Amérique centrale, les États-Unis interviennent militairement avec régularité : à Panama , comme on l'a vu, en 1903 ; à Cuba en 1906 ; au Nicaragua en 1909 et en 1912 ; au Mexique en 1914 et en 1916 ; à Haïti en 1915 ; et en République dominicaine en 1916. Theodore Roosevelt , qui, rappelons-le, succède à McKinley à sa mort en 1901 et qui est réélu à la présidence en 1904, renforce la doctrine de Monroe en déclarant que « bien qu'à contrecœur, dans des cas flagrants d'injustice ou d'impuissance », les États-Unis peuvent exercer « un pouvoir de police internationale »[49] . C'est ce que les historiens appellent le corollaire de Roosevelt , une sorte d'avenant interprétatif à la doctrine de Monroe, dont les prémices apparaissent en fait dès 1895 sous Cleveland lors de la crise vénézuélienne. Une version interventionniste et militaire de la doctrine de Monroe que les États-Unis sont désormais assez puissants pour appliquer. Theodore Roosevelt illustre d'ailleurs cette politique par un proverbe, qu'il dit africain : « Parle doucement et porte un gros bâton » (*Speak softly and carry a big stick*). Un « gros bâton » bien visible avec la circumnavigation ostentatoire de la marine américaine, désormais la deuxième au monde après celle des Britanniques et surnommée « la grande flotte blanche », de décembre 1907 à février 1909, lancée sur ordre de Roosevelt .

Les États-Unis qui, à partir de 1894, profitent d'un commerce

extérieur excédentaire et dont le développement économique ne dépend plus d'investisseurs étrangers, investissent à l'inverse de plus en plus à l'étranger. En Europe, les investissements américains passent de 150 à 690 millions de dollars entre 1897 et 1914, de 270 à 1 280 millions au Mexique et en Amérique centrale, et de 23 à 245 millions en Asie[50] . Les États-Unis occupent en 1914 le quatrième rang au sein des puissances exportatrices de capitaux, derrière le Royaume-Uni , la France et l'Allemagne , avec 6 % du total mondial. Une part certes encore modeste – n'oublions pas que l'Amérique, avec une popula tion de 75 millions d'habitants en 1900, jouit d'un immense marché intérieur – mais en pleine croissance. Par ailleurs, les compagnies et les banques américaines prennent position aux Antilles, en Amérique centrale et surtout au Mexique, que ce soit dans le pétrole, le sucre ou le tabac. Ainsi émerge plus nettement un impérialisme économique américain.

Gros bâton, intervention, investissement mais aussi médiation. C'est la nouvelle stature mondiale donnée au pays par Roosevelt , pour qui la guerre de 1898 fut d'un point de vue personnel un véritable tremplin, « un Klondike politique », comme l'écrit avec humour Mark Twain par allusion à la ruée vers l'or dans l'Ouest Canadien de 1896[51] . En 1905 à Portsmouth , dans le New Hampshire , TR négocie en personne la paix entre la Russie et le Japon , en guerre depuis 1904 pour le contrôle de la Mandchourie . Médiation réussie qui lui vaudra le prix Nobel de la paix l'année suivante. Cette même année 1906, Roosevelt se fait représenter à la conférence d'Algésiras, en Espagne , dont l'objet est le différend franco-allemand au Maroc , puis en 1907 à la conférence de la paix à La Haye. Une première pour l'Amérique qui s'implique, pour l'instant comme médiatrice, dans les querelles européennes[52] . Les États-Unis cherchent aussi à se substituer à la Grande-Bretagne aux Amériques, avec une stratégie hémisphérique incluant un rôle d'arbitre, de protecteur et de fournisseur. C'est ce que les historiens appellent le panaméricanisme. Dès 1889, la première conférence panaméricaine a lieu aux États-Unis. Le leadership hémisphérique américain est lancé.

L'Exposition universelle de 1893, qui se tient à Chicago, se veut colombienne, avec le quatre centième anniversaire du voyage de Colomb . C'est l'occasion pour les États-Unis d'affirmer auprès des nations latino-américaines son nouveau statut de puissance qui se veut protectrice et stabilisatrice. L'Amérique devient ainsi la « grande sœur » (*big sister*)[53] .

Au même moment, par une série d'arrêts datant de 1901 et connus collectivement sous le nom « d'affaires insulaires » (*Insular Cases*) car ils touchent principalement, mais pas uniquement – l'Alaska est aussi concerné – les acquisitions iliennes des États-Unis (Hawaï , Porto-Rico , Guam , et les Philippines , auxquelles s'ajoute Cuba occupée militairement), la Cour suprême valide constitutionnellement la politique impériale de McKinley et de Roosevelt . Ces jugements donnent naissance dans l'histoire du pays à deux expressions quasi proverbiales : « la Constitution suit le drapeau » et « la Cour suprême suit les résultats des élections »[54] . La première signifie que la Constitution s'applique dans les nouveaux territoires acquis, même si avec pragmatisme et non systématiquement. Quant à la seconde, elle tourne en dérision une haute cour de justice qui serait soumise non seulement au pouvoir politique mais, plus dangereusement sans doute, à la popularité des présidents et des partis.

Toujours en 1901, dans un discours intitulé « Les idéaux de l'Amérique » et prononcé à l'occasion de l'anniversaire de la bataille décisive de Trenton (26 décembre 1776) dans le New Jersey , Woodrow Wilson , alors président de l'Université de Princeton et ancien professeur d'histoire, après avoir résumé le cours de l'histoire américaine, déclare : « aucune guerre ne nous a transformés autant que la guerre contre l'Espagne . […] Nous avons observé une nouvelle révolution ». Il poursuit, « La bataille de Trenton ne fut pas plus importante que celle de Manille . La nation qui vient d'avoir 125 ans a désormais fait son entrée dans l'arène mondiale[55] ». Au-delà de son titre si wilsonien, chacun note dans ce discours la fierté de l'orateur et le sens quasi messianique qu'il donne à l'histoire des

États-Unis. En substance, Wilson a raison : au tournant du XX e siècle, l'Amérique acquiert une nouvelle dimension et peut prétendre faire jeu égal avec les puissances européennes. Elle en partage aussi les responsabilités.

CHAPITRE 16

Progressisme, immigration, ségrégation
Le meilleur et le pire de l'Amérique (1901-1916)

Le mal est venu avec le bien .
Woodrow Wilson (1913)

Le progressisme : un nouvel âge de réformes

Le 25 mars 1911, New York et le pays tout entier sont frappés par une tragédie aux allures de scandale. Un incendie se déclare dans les ateliers textiles de la Triangle Shirtwaist Company, situés aux huitième, neuvième et dixième étages d'un bâtiment du quartier de Greenwich Village. Les ouvriers, en fait presque tous des femmes, tentent désespérément de fuir le bâtiment. Mais toutes les issues sont fermées à clé. La plupart des victimes meurent asphyxiées ou brûlées, d'autres en se jetant par les fenêtres, d'autres encore tentent de fuir par l'issue de secours mais chutent lorsque l'escalier extérieur s'écroule sous leur poids… Un journaliste du *New York World* témoigne, horrifié : « des hommes, des femmes, des garçons et des

filles se bousculaient en criant au bord des fenêtres et se jetaient dans la rue loin en bas. Ils s'élançaient avec leurs vêtements en feu. Les cheveux de certaines des filles s'élevaient en feu alors qu'elles sautaient. Un bruit sourd en succession résonnait du trottoir. […] De chaque côté du bâtiment s'élevaient des piles de morts et de mourants[1] … » Le bilan est terrible : 146 morts. Cette tragédie met à nu les pratiques abusives des employeurs. Les portes étaient fermées à dessein pour empêcher les employés de faire des pauses sans autorisation. Les ouvrières, dont beaucoup étaient des immigrées juives et italiennes, avaient entre 14 et 23 ans. Il est temps d'agir…

L'histoire des États-Unis est traversée par des mouvements de contestations et de réformes. Les excès d'un âge semblent inexorablement attiser le vent réformateur du suivant, comme un effet régulateur bénéfique. Au tournant du XX e siècle, les excès du *Gilded Age* , incarnés par l'indifférence coupable des dirigeants de la Triangle Shirtwaist Company, suscitent un grand élan réformateur, appelé le progressisme, le mot lui-même apparaissant en 1910. Comme l'écrit Theodore Roosevelt , le progressisme « prend la forme d'un féroce mécontentement contre le mal, d'une détermination ferme à punir les auteurs de ce mal, que ce soit dans l'industrie ou la politique[2] ».

Les combats du progressisme sont multiples[3] . Ils concernent certes l'économie et la politique, mais aussi les mœurs. Notons, pêle-mêle, la lutte contre la pauvreté, surtout urbaine et immigrée, contre les trusts, contre la corruption, contre le monopole des partis dans la politique et l'administration des États et des villes, contre l'exploitation des enfants, contre la fraude à la consommation, pour la tempérance, pour la préservation de l'environnement (dans l'Ouest essentiellement), contre le divorce, contre la prostitution et pour le droit de vote des femmes. Comme l'écrit *a posteriori* un journaliste actif dans ce mouvement de réforme, « [nous dénoncions les maux de la société] non pas parce que nous détestions ce monde mais parce que nous l'adorions. Nous n'étions pas désespérés, nous n'étions pas cyniques, nous n'étions pas amers[4] ». Au-delà de l'indéniable

générosité et souci du bien commun qui animent les protagonistes, il est cependant important de garder à l'esprit que sous cet idéalisme couve un solide élément conservateur et moralisateur.

Dénoncer pour mieux réformer

Le progressisme n'est pas un mouvement spontané[5] . La littérature de contestation de la première décennie du XX e siècle, comme nous l'avons vu, s'enracine dans le populisme des années 1890 et les travaux pionniers de Jacob Riis , d'Henry George et d'Edward Bellamy . Mais alors que ces derniers étaient isolés, les critiques du capitalisme débridé et d'une vie politique sans relief et phagocytée par les deux partis dominants dans une alternance irrégulière et insipide se font beau coup plus nombreux, et leurs attaques plus ciblées[6] . Ils s'expriment surtout dans les journaux et les magazines. Ces derniers se multiplient – 1 600 quotidiens en 1899 –, ont un tirage élevé – 700 000 exemplaires pour un grand quotidien new-yorkais –, et coûtent peu, dix ou quinze cents. Parmi ces journaux, nous retrouvons le *New York World* de Pulitzer et le *New York Journal* de Hearst. Les magazines les plus lus sont le *McClure 's* , fondé par l'éditeur visionnaire Simon McClure, le *Scribner's* , le *Cosmopolitan* ou le *Collier's* . Les reporters, véritables ancêtres de nos journalistes d'investigation, y publient des enquêtes approfondies et sans concession. De ce point de vue, le progressisme correspond aussi à une évolution du journalisme. Certains de ces journalistes sont aussi des romanciers qui dénoncent telle pratique, tel milieu ou encore telle indifférence, cette fois-ci dans leurs œuvres littéraires. Pour désigner collectivement ces lanceurs d'alerte de l'époque, une expression, lancée en 1906 par Theodore Roosevelt , est restée : les *muckrakers* . Celle-ci, qui trouve son origine dans un personnage du classique anglais du XVII e siècle, *Le Voyage du pèlerin* de John Bunyan, peut se traduire, selon l'angle négatif ou positif adopté, par « fouille-merde » ou « déterreurs de scandales »[7] .

Dans son roman *The Octopus* (*La Pieuvre* , 1901), Franck Norris dénonce l'emprise tentaculaire de la spéculation ferroviaire. Dans *The Jungle* (*La Jungle. Les empoisonneurs de Chicago* , 1906), un ouvrage au succès retentissant, surnommé par Jack London « la Case de l'Oncle Tom de l'esclavage salarié », Upton Sinclair s'attaque à l'exploitation des employés lithuaniens et polonais des abattoirs de Chicago et aux conditions d'hygiène lamentables de la production de viande. Robert Hunter dans *Poverty* (*La Pauvreté* , 1904), tout comme le fait avant lui Stephen Crane dans *Maggie, A Girl of the Streets* (*Maggie, une fille des rues* , 1893), dénonce la ségrégation urbaine et sociale en mettant à nu l'indigence des ouvriers et des immigrés dans les grandes villes. Lincoln Steffens , reporter au *McClure 's* , lui, dévoile la profonde corruption des administrations municipales dans *The Shame of the Cities* (*La Honte des villes* , 1904). Enfin, la journaliste Ida Tarbell , auteur de biographies sérialisées de Napoléon et de Lincoln, s'attaque courageusement à un mythe américain du moment en démontant les pratiques affairistes éhontées et impitoyables du magnat John D. Rockefeller dans *The History of the Standard Oil Company* (1904)[8] . Un ouvrage qui lui vaudra le surnom de « la Jeanne d'Arc du pétrole » !

Au-delà de ces grandes individualités, pour les progressistes, l'effort collectif l'emporte sur le succès individuel. Le lanceur d'alerte et le bien commun supplantent, pour un temps, le *self-made-man* dans l'idéal américain. En ce tournant du XX e siècle, l'individualisme est mis entre parenthèses, l'associatif prend le dessus. Face aux succès époustouflants des milliardaires des années 1880 et 1890, la société réagit. Car le progressisme est aussi un mouvement populaire, ce qu'on appelle, aux États-Unis, *a grassroots movement* . Cependant, le progressisme ne peut pas exercer l'influence qu'il mérite sans l'appui du pouvoir politique, que ce soit dans les villes, les États, et au niveau fédéral.

Briser les trusts

Au sommet de l'État fédéral, le mouvement progressiste est incarné par Theodore Roosevelt , l'homme politique américain qui marque le plus les années 1890 et la première décennie du XX e siècle. Parvenu à la présidence des États-Unis après l'assassinat de McKinley en septembre 1901, Roosevelt est élu en 1904, occupant ainsi la Maison-Blanche de 1901 à 1908. Le républicain TR n'est pas un populiste ni un socialiste, tant s'en faut, mais c'est un homme d'action d'une certaine rectitude, et surtout un politique soucieux d'accomplir ce qu'il perçoit comme le souhait du peuple américain. TR est aussi particulièrement doué pour saisir le sens du vent et mettre en valeur son bilan. Champion des classes moyennes et amateur de slogans, Theodore Roosevelt remporte les présidentielles de 1904 avec un programme intitulé « La donne équitable » (*Square Deal*). Il explique : « Je ne veux pas dire que tout le monde peut avoir les meilleures cartes… Ce qu'il faut, c'est que la donne ne soit pas malhonnête[9] . » Les ressources et le pouvoir du gouvernement fédéral ne doivent pas être employés pour aider les plus démunis, mais pour s'assurer que le système offre loyalement une chance à chacun. Les trusts, qui symbolisent l'insatiable et indécente faim des plus riches et des plus impitoyables hommes d'affaires au détriment des plus faibles, minent précisément l'idéal américain de « chacun sa chance » en étouffant la concurrence et nuisent de surcroît au consommateur. Ils deviennent la cible prioritaire de Roosevelt. Celui-ci ne leur est pas opposé en soi mais à condition qu'ils ne menacent pas le bien public. Ainsi déclare-t-il, en 1901, « nous ne sommes pas hostiles aux [trusts] ; nous sommes simplement détermi nés […] à ce qu'ils favorisent le bien public[10] ». De plus, homme de pouvoir volontariste, TR n'est pas mécontent de rappeler au *big business* que le pays se gouverne de Washington et non de Wall Street…

Rappelons que la loi Sherman contre les trusts, adoptée par le Congrès en 1890, est peu et inefficacement utilisée. Avant 1901, dix-huit affaires seulement ont été menées en justice par le

gouvernement fédéral contre les trusts, dont quatre contre des syndicats ! Rappelons aussi qu'en 1895, la Cour suprême donne même raison au trust du sucre… Sous la loi Sherman, devant l'inaction d'un gouvernement fédéral aux mains des républicains et largement acquis au laisser-faire et aux intérêts des hommes d'affaires, la concentration, notamment horizontale, s'accroît de manière vertigineuse. Entre 1897 et 1904, 1 800 entreprises se fondent en 157 sociétés, dont chacune contrôle en moyenne 40 % de leur marché et un tiers d'entre elles, 70 %. Ces grands groupes n'ont pas tué les petites entreprises mais ils contrôlent les secteurs clés de l'économie tels l'agroalimentaire, le pétrole, les transports, les assurances, le tabac, l'acier, le bois et le papier.

Roosevelt s'attaque d'abord à la finance et aux chemins de fer, deux cibles privilégiées car particulièrement impopulaires, en entamant une action en justice contre la Northern Securities Company, une alliance entre financiers (dont J. P. Morgan), et magnats du rail créée en 1901 pour contrôler les routes ferroviaires du Nord-Ouest. Dans cette bataille, deux géants du moment s'affrontent en coulisse : Theodore Roosevelt et J. P. Morgan. En 1904, la Cour suprême condamne la Northern Securities Company, un premier succès du gouvernement fédéral contre les magnats. Dans la foulée, Roosevelt remporte deux autres victoires : contre le trust du bœuf et celui du tabac. Cette détermination et ces succès valent à TR le titre de « briseur de trusts » (*trustbuster*), ce qu'il paraît être plus qu'il n'est en réalité. Car son successeur, William Howard Taft, l'ancien gouverneur des Philippines élu à la présidence en 1908, fait beaucoup mieux en conduisant 90 procès antitrust contre 44 pour Roosevelt. Taft s'attaque même en une même action contre Carnegie , Morgan et Rockefeller ! Roosevelt accusera d'ailleurs Taft de manquer de discernement en ne distinguant pas les bons des mauvais trusts…

L'intervention de l'État dans l'économie ne se limite pas aux actions contre les trusts. L'heure est à la régulation dans l'intérêt du consommateur. Dans la ligne de mire de la Maison-Blanche : les

abattoirs de Chicago et le conditionnement de la viande. Dans *La Jungle* , Upton Sinclair décrit des conserves de poulet sans une once de volaille, du bétail vieux et infirme conduit aux abattoirs, et une viande entachée de sciure, de crachat humain et d'excréments de rat. Pire : du saindoux fait avec des cadavres d'ouvriers tombés par accident dans les immenses cuves ! Le tout devant des inspecteurs fédéraux négligents, voire incompétents. Sinclair affole et révolte près d'un million de lecteurs, dont Theodore Roosevelt . Washington ne reste pas inactif devant tant d'indécence. En 1906, deux lois sont adoptées par le Congrès, une garantissant un contrôle sur la qualité de la viande (le *Meat Inspection Act*) et une autre sur toutes les denrées alimentaires et les produits pharmaceutiques (le *Pure Food and Drug Act*). La première donne plus de pouvoir aux inspecteurs du ministère de l'Agriculture et la seconde autorise ce même ministère à imposer des amendes et des peines de prison à toute entreprise qui vendrait des denrées frelatées. Sinclair écrira par la suite, non sans humour, qu'il avait espéré toucher le cœur des Américains mais atteignit plutôt leur estomac[11] .

Les tarifs ferroviaires différenciés par souci de clientélisme, les ristournes et les arrangements entre compagnies constituent un autre abus qui nuit fortement au bien de milliers de consommateurs d'un bout à l'autre du pays en créant une offre déloyale. Comme nous l'avons vu, le gouvernement fédéral crée en 1887 une commission sur le commerce inter-États mais son action se heurte dans les années 1890 à des décisions judiciaires en sa défaveur. Theodore Roosevelt prend le dossier en main. En 1906, il fait adopter par le Congrès la loi Hepburn qui renforce les pouvoirs de la Commission en lui permettant de fixer les tarifs de chemin de fer. En 1910, sous la présidence Taft, la loi Mann-Elkins étend cette prérogative au télégraphe et au téléphone.

Theodore Roosevelt décide aussi d'intervenir comme médiateur dans une grève massive des charbonnières. À l'appel du syndicat, le United Mine Workers, 140 000 mineurs cessent leur travail en Pennsylvanie en mai 1902. Les grévistes réclament une augmentation

de salaire de 20 %, la journée de huit heures et un calcul plus équitable de leur production. Or, ces mines appartiennent à des sociétés de chemin de fer, porte-drapeaux du capitalisme affairiste. La situation sociale dans le pays est tendue. Les États-Unis sont encore le pays où éclatent le plus grand nombre de grèves : 1 840 en 1900, 3 000 en 1901. Le syndicat minier est dirigé par John Mitchell , un ancien des Chevaliers du travail, mineur depuis l'âge de 13 ans et décrit, par un journaliste de l'époque, comme « un homme d'affaires du syndicalisme[12] ». La confrontation dure. L'opinion publique prend parti pour les mineurs. Roosevelt décide d'intervenir. Alors que le président Cleveland avait, rappelons-le, choisit d'envoyer les troupes fédérales contre les grévistes des ateliers Pullman en 1894, Roosevelt décide d'inviter les deux partis à Washington pour négocier. La réunion tourne à la défaveur des propriétaires des mines qui, farouchement opposés à la négociation, perdent le soutien du président par obstination et suffisance. Au bout de quelques mois, Roosevelt, par l'entremise de J. P. Morgan, réussit à imposer une commission d'arbitrage. En 1903, les mineurs obtiennent une augmentation de 10 % et une réduction de la journée de travail de dix à neuf heures. Clairement, c'est une victoire des syndicats et de Roosevelt qui s'est impliqué personnellement. C'est aussi un tournant, certes avec effets sur le long terme seulement, pour le rôle de médiateur que peut jouer l'État fédéral dans les conflits industriels. Par cet interventionnisme étatique, le républicain Roosevelt prend un risque politique. Un risque calculé, sans aucun doute, puisqu'il sent la lassitude et l'inquiétude des Américains face à ce milieu d'affaires cynique et omnipotent. À cette époque, le contrôle fédéral de l'économie est une idée socialiste qui effraie au pays de la libre entreprise. Nous en sommes loin, sans aucun doute, mais en prend-on le chemin ? En fait, Roosevelt et Taft ne sont pas des partisans du *big government* mais plutôt, surtout dans le cas de Roosevelt, d'un gouvernement acteur. Désormais le gouvernement fédéral n'hésite pas à peser de tout son poids pour corriger, réguler, voire sanctionner.

Changer la politique

Au tournant du XX e siècle, la démocratie représentative étatsunienne est étouffée par l'affairisme et le clientélisme. Dans les États, comme au niveau fédéral, le parti politique, généralement au service du monde des affaires, règne en maître. Rappelons le rôle prépondérant que jouent la machine du parti et le personnage du *boss* dans le choix des candidats et dans l'élaboration du programme électoral comme de la stratégie de campagne, tout comme dans le contrôle des voix, notamment celles des immigrés. Les municipalités, quant à elles, sont minées par la corruption et aux mains d'intérêts particuliers. La politique locale est alors guidée par la distribution de faveurs et le détournement des ressources. Les leaders progressistes s'emploient à réformer la vie politique pour la rendre plus directe, plus honnête et plus responsable. À l'inverse du domaine économique, ici, ce sont les États qui donnent l'impulsion aux réformes.

Première étape : détrôner le *boss* . Le républicain Robert M. La Follette , dit « *fighting Bob* », est le précurseur de cet élan réformateur. Son terrain, le Wisconsin , est très vite surnommé « le laboratoire de la démocratie ». Dans les années 1890, La Follette, dont le nom d'origine française évoque pour ses détracteurs un pays révolutionnaire, tente à plusieurs reprises de se faire élire gouverneur du Wisconsin mais sa candidature se heurte à la machine républicaine de l'État. Une fois enfin élu en 1900, La Follette se lance dans un important programme de réformes. Il impose la régulation des tarifs ferroviaires, augmente les impôts sur les entreprises, et obtient le choix des candidats pour les postes électifs de son État par des primaires directes dès 1903[13] . Parmi d'autres gouverneurs réformistes, tous les deux élus en 1910, notons le progressiste Hiram Johnson en Californie et le démocrate Woodrow Wilson au New Jersey[14] . Avant 1912, treize États adoptent ce système de primaires, notamment pour le choix d'un candidat aux élections présidentielles, une des pierres angulaires de la vie politique étatsunienne

contemporaine.

Afin de redonner plus d'influence aux citoyens, trois autres mesures, dont on ne peut sous-estimer l'influence, sont adoptées par les progressistes dans plusieurs États : le référendum, l'initiative et le rappel (*recall*). Le référendum permet d'obtenir l'opinion des électeurs *via* un vote sur une question jugée cruciale dans un État (ou même un comté) particulier. Adopté dès 1898 dans le Dakota du Sud , suivi par l'Oregon en 1902, le référendum se répand dans une vingtaine d'États avant 1916. L'initiative, elle, permet aux citoyens de soumettre une proposition de loi à la législature de leur État ou à un référendum, à partir d'une pétition incluant un nombre requis de signatures. L'Oregon l'adopte dès 1904, sous l'impulsion du populiste William S. U'Ren, et 27 initiatives sont soumises dans cet État pour la seule année 1912. Des exemples de ces initiatives sont, en 1906, l'interdiction des billets de train gratuits, comme les distribuent régulièrement les compagnies ferroviaires aux politiques, et en 1908 l'élection directe des deux sénateurs de l'État. Les deux propositions sont adoptées avec une grande majorité de voix. Enfin, la procédure de rappel permet aux citoyens, toujours à partir d'une pétition, de mettre fin aux fonctions d'un officiel élu, qu'il soit conseiller municipal, magistrat ou même gouverneur. Celui-ci doit alors se représenter, indépendamment de tout calendrier électoral, pour recouvrer sa charge. Cette procédure, originale et démocratique, voire populiste, est adoptée en premier par la ville de Los Angeles en 1903, puis en 1908 par le Michigan et l'Oregon[15] . Au demeurant, elle reste peu utilisée dans l'histoire des États[16] .

Les municipalités se réforment aussi. Tout commence à Galveston , ville côtière du Texas . En 1900, Galveston est détruite par un ouragan et un raz-de-marée. Cette catastrophe naturelle crée, en fait, une *tabula rasa* politique. Il est décidé de remplacer les élus municipaux par une commission de cinq membres pour gérer la reconstruction de la cité. Chacun des membres est chargé d'un secteur clé : la police, le logement, les transports, etc. La ville est administrée par des experts, non élus et sans affiliation politique. Ce

qui devient le « Plan de Galveston » est adopté par près de 400 villes dans tout le pays. La ville de Staunton, en Virginie , elle, est dévastée par une inondation en 1913. Le conseil municipal recrute alors un manager pour administrer la ville, aux côtés du maire qui n'exerce plus de réel pouvoir. Certes, ces commissions d'experts et ces administrateurs, qui remplacent ou supplantent les élus municipaux, offrent aux villes qui les emploient une efficacité non partisane et apolitique mais aux dépens des voix des électeurs. Ce sacrifice s'explique par la crainte des progressistes de l'achat ou de la manipulation du vote immigré. Le progressisme apparaît ici dans toute sa complexité puisque ces réformes municipales sont en contradiction avec le désir de davantage de démocratie directe qu'on a observé dans les États. À l'inverse du populisme agraire des années 1890, le progressisme est assurément un mouvement de la classe moyenne dont les penseurs et les leaders jouissent d'un niveau élevé d'instruction. Malgré toute son audace et son sens aigu de l'honnêteté, le progressisme reste socialement modéré et conservateur.

Le vote des femmes

En dépit de ce conservatisme, un autre grand pas vers une démocratie plus représentative est franchi avec le vote des femmes. À nouveau, l'impulsion est donnée par les États. Rappelons que le vote des femmes est une ancienne revendication aux États-Unis. Dès la fin des années 1840, alors que les femmes participent pleinement au mouvement de réformes qui traverse l'Amérique d'alors, les plus militantes d'entre elles exigent de pouvoir voter. Le populisme et le progressisme redonnent une voix aux femmes. Celles-ci sont à nouveau impliquées dans les mouvements de réforme sociale du tournant du XX e siècle, que ce soit la lutte contre l'alcoolisme ou contre la prostitution et, fait nouveau, également dans les luttes pour les droits des travailleurs, reflet de leur plus grande proportion dans

la population active. Le droit de vote devient une véritable priorité.

En 1890, la National American Women Suffrage Association (NAWSA) est créée[17] . Sa présidente, Carrie Chapman Catt , déclare notamment : « Retirez le droit de vote aux bidonvilles et donnez-le aux femmes[18] . » S'inspirant des femmes britanniques, les suffragettes américaines organisent des meetings et des parades afin d'attirer l'attention du pays. En 1906, la NAWSA rassemble 12 000 membres, 117 000 quatre ans plus tard. Politiquement, alors que l'Association envoie en 1910 une pétition signée par 400 000 femmes au Congrès demandant le droit de vote, les suffragettes ont l'habileté de s'allier avec des forces agraires, populistes et syndicales pour agir au niveau des États, dans l'Ouest notamment. Elles obtiennent gain de cause dans le Colorado en 1893 et dans l'Idaho en 1896. Puis le mouvement s'étend à six autres États, dont la Californie , avant 1914. Cela fait donc dix États, en comptant l'Utah et le Wyoming qui, eux, ont octroyé le droit de vote aux femmes dès 1870, alors qu'ils n'étaient encore que des territoires[19] .

Ce mouvement n'est guère linéaire, cependant, car les suffragettes subissent aussi des défaites dans l'Ohio , le Michigan et même le Wisconsin . De même, en mars 1913, une manifestation réunissant 5 000 suffragettes le long de la Pennsylvania Avenue, où est sise la Maison-Blanche, attire une foule en colère qui les insulte et les agresse. La police montée doit intervenir pour les protéger et permettre au défilé d'avancer. Beaucoup, et pas seulement des hommes, s'opposent au droit de vote pour les femmes. Les brasseurs du Midwest, comme les fabricants et marchands de spiritueux, leur reprochent leur militantisme pour la tempérance ; les femmes du Sud les accusent de briser l'unité familiale par leur activisme. Mais avec leurs précieuses victoires, à partir de 1915, l'objectif des suffragettes est un amendement constitutionnel afin de garantir aux femmes ce droit primordial au niveau fédéral[20] …

Limiter l'immigration

Entre 1880 et 1920, 6 millions d'immigrés arrivent en moyenne aux États-Unis par décennie, 9 millions pour la période 1901-1909. Ce qui fait un taux d'immigration de 10,4 ‰ pour cette décennie, alors qu'il était de 5,3 ‰ pour celle de 1891-1900 et qu'il repasse à 5,7 ‰ pour la décennie 1911-1920. Si l'on considère l'apport annuel et non décennal, on constate que pour les trois années 1910, 1913 et 1914, les entrées dépassent le million, le pic est atteint en 1914 avec plus d'1,2 million de migrants, en très grande majorité européens[21] . Dans *The Education of Henry Adams* , le brahmane bostonien Henry Adams remarque opportunément et éloquemment cette évolution radicale en écrivant : « Un enfant né en 1900 devait par conséquent être né dans un monde nouveau, non plus dans le monde de l'unité mais dans celui du multiple[22] . »

Les raisons de cette poussée migratoire massive sont l'accroissement de la population en Europe, l'amélioration des conditions de transports transatlantiques, la baisse du prix du voyage, tout comme la nécessité d'une forte main-d'œuvre pour nourrir l'industrialisation en Amérique[23] . Certes, tous ces migrants ne restent pas. Les historiens estiment qu'un tiers d'entre eux retourne dans leur pays d'origine soit après avoir accumulé un petit pécule, soit après un échec, soit par désillusion. On les appelle les « oiseaux de passage », sans parler de ceux qui font des allers et retours. Plus précisément, il a été calculé que ce taux de retour atteint une moyenne de 44 % chez les migrants arrivés entre 1908 et 1910[24] .

Devant cet afflux massif, des voix se font entendre pour restreindre l'immigration et sélectionner les migrants. Dans un référendum en 1879, 99 % des votants s'expriment pour interdire l'entrée des Chinois en Californie , avec pour slogan « Les Chinois doivent partir ! » (*The Chinese Must Go !*). En 1882, rappelons-le, soit quatre ans avant l'inauguration de la statue de la Liberté, le Congrès satisfait cette demande en votant le *Chinese Exclusion Act* … Cette volonté de limiter l'immigration touche aussi la Nouvelle-Angleterre .

Carroll D. Wright , du Massachusetts , chef du Bureau fédéral des statistiques du travail, fondé en 1885 par le président Chester Arthur, déclare que « les Canadiens français sont les Chinois de la côte Est » et les compare à « une horde d'envahisseurs industriels »[25] .

En 1894 naît à Boston l'Immigration Restriction League, avec, pour porte-parole, le puissant sénateur du Massachusetts et allié de Theodore Roosevelt , Henry Cabot Lodge . Premier objectif : filtrer l'immigration. Comme nous l'avons vu, le centre d'Ellis Island est créé dans la baie de New York en 1892 afin de sélectionner les migrants. En 1903, une loi sur l'immigration exclut les anarchistes. En 1910, à Angel Island, surnommée « l'Ellis Island de l'Ouest » et située dans la baie de San Francisco , s'ouvre un autre centre, cette fois-ci destiné aux immigrés chinois, japonais, indiens et russes. Angel Island a pour objectif d'appliquer les accords restrictifs et les lois d'exclusion. Enfin, en 1907, Theodore Roosevelt négocie avec le Japon le *Gentlemen's Agreement* , un accord bilatéral par lequel les Japonais acceptent de décourager l'émigration de leurs ressortissants vers les États-Unis, en limitant notamment le nombre de passeports délivrés à ceux en partance pour l'Amérique[26] . Cette même année, le Congrès diligente un comité d'étude sur l'immigration, appelé la Commission Dillingham , du nom de son président, le sénateur du Vermont William P. Dillingham. Celle-ci, dont fait aussi partie Henry Cabot Lodge, remet trois ans plus tard au Congrès un volumineux rapport qui conclut à la nécessité de mesures restrictives[27] . Somme toute, entre 1892 et 1903, environ 10 % des migrants européens sont renvoyés chez eux, avec un pic de 15 % en 1894[28] . Le second objectif de ceux qui sont en faveur d'une restriction de l'immigration consiste à obtenir le vote par le Congrès d'une loi, appelée *Literacy Act* , qui imposerait un test d'alphabétisation à tous les migrants. Cette démarche est loin d'être anodine lorsque l'on considère que l'Italie , par exemple, d'où provient alors un très grand nombre de migrants, a un taux d'alphabétisation de seulement 53 % en 1901[29] . De telles lois sont adoptées en 1895 et 1897, en pleine crise économique, mais se heurtent, toutes les deux, au veto du président

Cleveland . Pour celui-ci, ces lois constituent « un changement radical de direction vis-à-vis de la politique nationale liée à l'immigration ». Par ailleurs, n'est-il pas plus sûr d'accepter des immigrés qui ne savent ni lire ni écrire plutôt que d'admettre des agitateurs instruits[30] ?

Résorber la pauvreté dans les villes

Dans les mêmes décennies, la phase d'urbanisation entamée après la guerre de Sécession s'accélère. Alors que la proportion d'Américains vivant dans des villes est de 28 % en 1880, elle passe à 46 % en 1910[31] . Or, la plupart des immigrés s'installent dans les villes, principalement celles du Nord-Est et du Midwest tels Boston , New York , Philadelphie , Chicago, Cleveland , Cincinnati et Milwaukee . Comme l'écrit le pasteur Josiah Strong en 1886, « la ville », qu'il considère comme « une sérieuse menace » pour la société américaine, « a une attirance particulière pour les immigrants »[32] . Le taux d'urbanisation moyen parmi ceux-ci est de 75 %. Il s'élève même à 88 % chez les Russes, Juifs pour la plupart, et à 85 % chez les Italiens[33] . Dans les villes, les migrants peuvent se retrouver entre eux dans certains quartiers ou rues, telle Mulberry Street à Little Italy, à New York, pour s'entraider, fonder des institutions, des églises, des journaux, des associations. Ainsi sont fondés l'Alliance nationale polonaise en 1880, l'Ordre des fils d'Italie en 1905 ou l'Union pan-hellénique en 1907. On ne compte pas moins de 600 journaux allemands, une centaine en langues scandinaves, 75 en polonais, 51 en tchèque, 46 en slovène en Amérique en 1900[34] . En conséquence, en 1920, près de la moitié de la population urbaine étatsunienne est composée d'immigrés et de leurs enfants. Cette part atteint 58 % pour les villes de plus de 100 000 habitants et même 80 % pour New York. Même si statistiquement la proportion de migrants au sein de la population totale demeure stable, cette concentration géographique et urbaine lui donne une visibilité

hypertrophiée[35] .

Une grande partie de ces migrants vivent dans la pauvreté, voire la misère et l'insalubrité. Jacob Riis , en pionnier qu'il était, rappelons-le, a dénoncé en 1890 la pauvreté qui se répand dans les villes américaines au fur et à mesure que celles-ci se développent et accueillent des immigrés et des réfugiés des campagnes. Dans la ligne de Riis, un observateur note en 1900 à New York : « Au numéro 76 vit un colporteur avec sa femme et quatre enfants en bas âge, Les pièces sont très sales, comme partout ailleurs à cet étage. Dans un coin adjacent à ces pièces, on trouve une pile d'ordures d'environ un mètre de haut, juste en haut de l'escalier quand on monte[36] . » Le *muckraker* Robert Hunter reprend le flambeau. Alors que Riis écrit sur New York, Hunter s'intéresse au Midwest, l'Indiana notamment. Dans son livre au titre qui interpelle par sa brièveté, *La Pauvreté* , Hunter évoque « le problème énorme de la misère ». Dans son étude, Hunter estime que plus de 6,5 millions de personnes vivent dans une extrême pauvreté dans neuf États du Nord-Est et du Midwest, soit 20 % de la population dans ces deux régions[37] . Pour tout le pays, les historiens avancent même une fourchette qui varie entre 30 et 50 millions de personnes[38] . Dans la veine de l'époque, Hunter distingue les pauvres qui le sont à cause de leur folie et de leurs vices de ceux qui le sont du fait de l'injustice sociale. En 1916, la Commission sur les relations industrielles, instituée par le Congrès en 1912, confirme ces observations en notant dans un rapport « [qu'] une grande partie de la population industrielle vit […] dans une condition de véritable pauvreté ». Puis elle poursuit : « il n'est pas possible de déterminer leur nombre exact, mais il est certain qu'au moins un tiers, si ce n'est la moitié des familles de salariés employés dans les usines et les mines ne gagnent pas dans l'année ce qui leur serait nécessaire pour vivre dans des conditions correctes et convenables[39] ». On estime par ailleurs que, dans les mêmes années, 1 % de la population étatsunienne concentre 15 % du revenu national[40] . Or, dans les villes, observe le pasteur Strong, « on [y] trouve le contraste absolu qui sépare l'ennui de ceux qui ont trop et le désespoir de ceux qui

meurent de faim ». « En ville, conclut-il, les riches sont plus riches et les pauvres plus pauvres qu'ailleurs[41] . »

L'œuvre de Jane Addams : la Settlement House

Devant une telle misère qui affecte une si grande proportion de la population, le moment est venu d'agir. Dès 1889, après un séjour en Angleterre où elle visite Toynbee Hall, une mission philanthropique destinée aux pauvres de Londres ouverte en 1884, Jane Addams fonde dans un quartier ouvrier de Chicago, deuxième plus grande ville des États-Unis, une première *settlement house* (du verbe *to settle* , « s'installer »), appelée Hull House. Une *settlement house* est à la fois un foyer, un bureau d'entraide et une maison de la culture. L'essence du projet londonien, d'inspiration anglicane, est que des diplômés des universités s'établissent dans des quartiers déshérités afin d'apprendre la vraie vie… Ces institutions se développent rapidement aux États-Unis : six en 1890, une centaine en 1900, et plus de quatre cents avant 1910[42] . Près de la moitié sont situées dans les grandes villes. Hormis la Hull House de Chicago, les plus connues sont l'Andover House à Boston , l'Union Settlement à Providence , dans le Rhode Island , la Kingsley House à Pittsburgh et celle de Henry Street à New York .

Ces foyers étaient animés par des jeunes femmes de bonne famille qui, d'après Addams , reprenant la vocation originale britannique, pourraient, « après avoir passé beaucoup de temps à exclusivement étudier, restaurer un équilibre dans leurs activités et apprendre la vie de la vie elle-même[43] ». Destinés prioritairement aux femmes et aux enfants, ces foyers, à l'inverse de Toynbee Hall à Londres , sont implantés dans les quartiers immigrés. Hull House se trouve dans un quartier italien, allemand, juif polonais et russe, et tchèque. On y trouve une crèche, un jardin d'enfants, un gymnase, des interprètes, et des infirmières. On peut y apprendre l'anglais, le latin, le français,

l'histoire de l'art et la littérature, assister à une pièce de théâtre ou voir une exposition. Comme Jane Addams l'explique, « plus le *settlement* peut leur [aux migrants] procurer de la culture, des cours de langue et les exposer à plus de beauté, plus il peut faire pour eux[44] ». Des conférences d'une heure, suivies d'une heure de questions, montre en main afin que personne ne monopolise la parole, y sont aussi organisées régulièrement. Les thèmes sont : les grèves, le socialisme, les syndicats, le chômage…

Les trois principes qui guident l'action de Jane Addams sont l'enseignement par l'exemple, la coopération et l'égalitarisme social, ce qu'elle appelle la « démocratie sociale » (*social democracy*). Addams souhaite qu'on y « apprenne à connaître les gens et à les comprendre tout comme leur façon de vivre[45] ». Ces foyers mettent en action ce qu'une biographe d'Addams appelle « la camaraderie de l'humanité » (*fellowship of humanity*). La philanthropie (Addams elle-même consacre son héritage à cette œuvre) devient un vecteur de l'intégration, et de son corollaire, l'américanisation, sociale, culturelle et linguistique. Certes, cette intégration inclut aussi le respect des traditions du pays d'origine puisque Jane Addams, qui a séjourné deux fois en Europe et qui parle allemand et italien, ouvre un musée du Travail où sont exposées des techniques européennes de tissage, filage ou broderie à Hull House. Mais précisément, il s'agit bien d'un musée…

Les Églises ne demeurent pas inactives. Sous l'impulsion de pasteurs tels Josiah Strong , Lyman Abbott , Washington Gladden ou Walter Rauschenbusch , se développe un christianisme solidaire, l'évangile social (*Social Gospel*), qui promeut l'entraide associative et combat l'individualisme. Jane Addams , elle-même, a noté comme une de ses motivations « une certaine renaissance du christianisme, un retour vers ses premiers aspects humanitaires[46] ». L'évangile social veut ainsi atténuer les méfaits de l'évangile de la richesse qui, à l'inverse, consacre le succès individuel. L'évangile social, comme l'écrit Walter Rauschenbusch dans son *Christianity and the Social Crisis* (« Le christianisme et la crise sociale »), publié en 1907, se veut aussi

un remède au socialisme, « en évitant le divorce entre le nouveau mouvement de classe et la vieille religion » et « en secourant ces forces sociales qui accroissent le communisme »[47] . Ces pasteurs créent ce qu'ils appellent des « églises institutionnalisées », à vocation sociale plus que religieuse, qui assurent une fonction éducative, sociale, de loisir et de charité. Strong explique que ces Églises fournissent aux migrants « des clubs pour les hommes, les femmes, les garçons et les filles », organisent « des cours de cuisine et de couture », et leur offrent « une salle de lecture et une bibliothèque gratuites », ainsi que « des cours du soir »[48] . Plus largement, ces progressistes offrent une conception de la ville qui renouvelle l'urbanisme. Des piscines, des bains publics, des gymnases et des parcs y seront construits.

Le melting-pot, un idéal trompeur

Ces travailleurs sociaux, ces pasteurs et ces théologiens cherchent à intégrer et à américaniser les migrants. Ils veulent partager leur modèle anglo-saxon. N'est-ce pas ce même Josiah Strong qui se fait le champion de l'anglo-saxonisme ? En 1915, Woodrow Wilson déclare que « l'Amérique n'est pas faite de groupes distincts. Un homme qui a le sentiment d'appartenir à un groupe national en Amérique n'est pas encore un Américain à part entière[49] ». Cet idéal, nul ne le définit et ne le met en scène mieux alors qu'un étranger, Israel Zangwill , un dramaturge juif anglais d'extraction modeste surnommé « le Dickens du ghetto », dans une pièce intitulée *The Melting Pot* (« Le creuset »), écrite en 1908 et dédiée à Theodore Roosevelt[50] . Le héros, un jeune musicien juif, doit composer une symphonie américaine et épouser une Américaine chrétienne. Véritable hymne à l'américanisation, la pièce connaît un immense succès et révèle le sens aigu du timing de son auteur. L'Amérique y est décrite comme « le chaudron de Dieu, le grand creuset où toutes les races de l'Europe se fondent et se réforment ! ». Pour conclure avec lyrisme et enthousiasme : « Qu'est-

ce que la gloire de Rome et de Jérusalem où toutes les nations et les races viennent prier et regarder en arrière comparée à la gloire de l'Amérique où toutes les races et les nations viennent travailler et espérer en l'avenir[51] ! » L'immense pauvreté des migrants, logés dans des immeubles insalubres et exploités dans des ateliers, des usines et des mines, révèle cependant à quel point l'idée de creuset américain reste un idéal et un outil politique.

D'ailleurs, quoique minoritaires, des intellectuels s'opposent à cette vision de l'Amérique. Horace Kallen , philosophe juif américain né en Allemagne et un temps professeur à Harvard , et Randolph S. Bourne , diplômé de Columbia , observent et théorisent au même moment une autre Amérique. Dans un essai intitulé *Democracy versus the Melting-Pot* (« La démocratie contre le melting-pot ») et publié en 1915 dans *The Nation* , Kallen qualifie la notion de creuset comme « mystiquement optimiste et aveugle ». « L'unisson qui peut être atteint, élabore-t-il, n'est pas un unisson de types ethniques. Il ne peut être, si celui-ci existe, qu'un unisson d'intérêts historiques et sociaux établi à travers une coupure complète d'avec la mémoire ancestrale de nos populations » et « l'imposition de l'utilisation exclusive de la langue anglaise et de l'histoire américaine et anglaise dans les écoles et la vie quotidienne. » Reprenant à dessein la métaphore filée par Zangwill dans sa pièce, pour Kallen « la symphonie américaine » est jouée par « l'orchestre de l'humanité », dans lequel chaque instrument a « son propre timbre et tonalité ». Car « les hommes peuvent changer de vêtements, de politiques, d'épouses, de religions ou de philosophies » mais « ils ne peuvent changer de grands-pères ». Harmonie donc plutôt qu'unisson car « en société chaque groupe ethnique est l'instrument naturel, son esprit et sa culture sont son thème et sa mélodie, et l'harmonie comme les dissonances et les désaccords entre eux créent la symphonie de la civilisation ». Une symphonie, explique-t-il, qui n'est pas « écrite à l'avance mais qui se compose en étant jouée ». Kallen conclut cet essai, beau et profond, en posant une question fondamentale : « La classe dominante en Amérique souhaite-t-elle une telle société[52] ? »

Dans son essai intitulé « Trans-National America » et publié dans le magazine *Atlantic Monthly* en juillet 1916, Bourne s'oppose également au melting-pot et déclare qu'on ne peut reprocher aux migrants « de ne pas se fondre dans un creuset qui n'existe pas ». L'américanisation n'est pour lui qu'une façon d'anglo-saxoniser le migrant. L'Amérique est « une Europe transplantée » et ces morceaux d'Europe, pour ainsi dire, « vivent [en Amérique] inextricablement mêlés sans pourtant être homogènes ». « Ils se mêlent mais ne fusionnent pas », ajoute-t-il. « Il n'existe donc pas, avance-t-il, de culture américaine » mais « une fédération de cultures ». Par ailleurs, « l'échec du melting-pot ne clôt pas la grande expérience démocratique américaine » mais « signifie qu'elle ne fait que commencer ». Comme alternative à l'échec du creuset, Bourne préconise une Amérique transnationale et cosmopolite[53] .

Intelligentes et solitaires, les voix de Kallen et de Bourne sont inexorablement couvertes par le brouhaha rassurant mais illusoire des défenseurs du melting-pot. Car comme l'écrit fort justement Kallen, « ce qui dérange [les] citoyens américains d'origine britannique, ce n'est pas vraiment l'inégalité ; non, ce qui les dérange c'est la *différence* [54] ». Le modèle du creuset, comme seul moyen d'américanisation, est imposé par le haut, par l'intérieur pourrait-on même dire, car il rassure une élite autoproclamée « anglo-saxonne » et incarnée par des figures comme Roosevelt , Wilson , Strong ou même Addams . Ainsi n'est-il pas surprenant ni même paradoxal de retrouver des volontaires de *settlement houses* adhérer à l'Immigration Restriction League. Ces progressistes soulagent les immigrés du fardeau de l'extranéité – en anglais *foreigness* – et de la pauvreté tout en les guidant sur le chemin de l'américanisation sans nécessairement souhaiter que le flot migratoire reste massif.

L'offensive morale

Le progressisme recèle en son sein un fort élément moralisateur. Il

mène des campagnes de réformes politiques et sociales mais s'emploie aussi à réformer les mœurs. Comme le déclare un partisan de la prohibition en 1908, « Nous soutenons que nous formons un peuple chrétien et que la moralité est au centre de notre civilisation[55] ». De même en 1905, John Marshall Barker , auteur de *Le Problème des saloons et la réforme sociale* , déclare que les Églises ordonnent à leurs membres « une abstinence totale comme devoir moral[56] ». Les progressistes combattent les maux de la société industrielle mais également ce qu'ils considèrent comme des vices. Leurs trois cibles, liées entre elles, sont : l'alcoolisme, la prostitution et le divorce. Rappelons les sept maux de la société américaine dénoncés par le pasteur Josiah Strong dans son best-seller en 1886 : l'immigration, le catholicisme, le mormonisme, l'alcoolisme, le socialisme, la richesse excessive et l'urbanisation. Ces maux sont entremêlés et se concentrent, excepté le mormonisme, dans la ville. L'alcoolisme, au même titre que la pauvreté urbaine, reste une des priorités des progressistes, dans ce que Janes Addams appelle « la révolution morale[57] ».

La tempérance, elle, est une ancienne cause dans l'histoire des États-Unis. Comme nous l'avons vu, elle fait partie des grandes réformes des années 1840 et 1850. Dès cette époque, des lois interdisent la vente d'alcool dans certains États et apparaît la distinction fondamentale – si typiquement américaine – entre États, comtés et municipalités, *dry* (secs) et *wet* (humides). Les premiers autorisent la vente et la consommation d'alcool, les seconds la prohibent. Éclipsé par la guerre de Sécession, puis par la Reconstruction, le mouvement pour la tempérance reprend avec plus de vigueur et de détermination dans les années 1880. Il connaît quelques succès, notamment au Kansas qui interdit les saloons en 1880 dans un amendement à la constitution de l'État, mais la cause recule dans tout le pays. Dans les années 1890, le Vermont et le New Hampshire abrogent leurs lois sur la prohibition, laissant seuls le Kansas , le Maine (le premier État à devenir *dry* dans les années 1850) et le Dakota du Nord à interdire la vente et la

consommation d'alcool. La consommation flambe : 2,2 milliards de litres en 1885 ; 4,5 en 1900. Le nombre de points de vente d'alcool passe de 150 000 à 250 000 entre 1880 et 1900. Il est temps d'agir.

La cible des progressistes : le saloon. Dans celui-ci, on pousse à la consommation d'alcool mais aussi à la prostitution, détruisant potentiellement mariages, familles et vies. Dans le saloon également, se nouent des affaires et, territoire du *boss* politique, se jouent des élections. Car, comme l'observe un sudiste en 1908, « celui qui boit est un mari, un père, un électeur, un travailleur et un citoyen[58] ». Fondée en 1893 à Oberlin, dans l'Ohio , l'Anti-Saloon League dépensera 35 millions de dollars pour arriver à ses fins : une prohibition fédérale par amendement constitutionnel. En attendant, avec son alliée la Women's Christian Temperance Union (WCTU), qui compte 200 000 membres en 1892, elle mène activement campagne pour fermer les saloons et faire voter des lois d'États ou des ordonnances municipales en faveur de la prohibition. Une des figures les plus hautes en couleur de la tempérance est Carrie Nation qui parcourt le Kansas en détruisant les bars à coup de hache et de barre de fer !

Petit à petit, les prohibitionnistes et leurs alliés acquièrent un appui au sein de la population et une réelle influence politique, même si leurs adversaires restent nombreux : tenanciers, fabricants et distributeurs d'alcool, hommes politiques. En 1907, la Géorgie et l'Alabama deviennent *dry* . L'Oklahoma devient un État avec le même statut la même année. En 1908, c'est au tour de la Caroline du Nord et du Mississippi . En 1909, du Tennessee . On l'aura remarqué, il s'agit du Sud presque exclusivement. Beaucoup d'États adoptent une prohibition partielle, en laissant les villes et les comtés décider. Au Connecticut , par exemple, 98 des 168 villes sont *dry* avant 1910. En 1915, tous les États ont adopté une forme locale de prohibition et onze sont totalement *dry* [59] . Le chemin s'ouvre vers Washington. En 1913, le Congrès adopte, malgré le veto du président Taft, la loi Webb-Kenyon, du démocrate Edwin Y. Webb de Caroline du Nord et du républicain William S. Kenyon de l'Iowa , qui interdit

l'introduction de boissons alcoolisées dans un État *dry* .

Le saloon, « repaire du vice » selon la militante Carrie Nation, encourage la prostitution[60] . Pétris de pudeur victorienne, les progressistes la nomment « le mal social ». Plusieurs associations et mouvements, alliés à l'Anti-Saloon League, la dénoncent et la combattent, telles l'American Purity Alliance, la Society for the Prevention of Crime ou encore l'American Society of Sanitary and Moral Prophylaxis. À New York , le Comité des Quinze publie un rapport en 1902 sur la prostitution intitulé *The Social Evil* . Tout comme l'alcoolisme, l'immigration est perçue par les progressistes anglo-saxons comme une des sources du mal car les maisons closes sont le plus souvent situées dans les quartiers immigrés et ouvriers. « La domination ou l'invasion étrangère fait rapidement de nous des non-chrétiens et place l'immoralité sur le trône du pouvoir », condamnent-ils. Ainsi, « une Europe misérable, accablée par la guerre, la famine et la maladie nous envoie ses buveurs, ses fabricants d'alcool, ses faiseurs d'ivrognes ou bien ses buveurs plus modérés mais réguliers, avec leurs idées non américaines et antiaméricaines sur la moralité[61] ». Par conséquent, les deux lois sur l'immigration de 1903 et de 1907 interdisent l'importation de femmes pour alimenter la prostitution et prévoient la déportation hors des États-Unis de prostituées étrangères arrivées depuis moins de trois ans. Cependant, la campagne contre la prostitution s'avère plus difficile à conduire car il est alors difficile de parler ouvertement et publiquement de sexe et, à l'inverse de l'alcool, impossible de prôner l'abstinence pour des raisons de santé.

Autre combat : le divorce. Au tournant du XX e siècle, le taux de divorce aux États-Unis est le plus élevé au monde : de 1,5 ‰ en 1870, celui-ci double en 1890 puis grimpe à 5 ‰ en 1905[62] . Des ligues se forment pour tenter d'enrayer ce phénomène, telles la New England Divorce Reform League, la National Divorce Reform League, fondée dans les années 1880, ou encore la National League for the Protection of the Family. Leurs militants, tel Samuel W. Dike , un pasteur du Vermont qui perdit sa cure après avoir refusé de marier

deux divorcés, dénoncent notamment les États de l'Ouest, comme le Dakota du Sud et du Nord ou l'Oklahoma , où chacun peut obtenir un divorce après une courte période de résidence. Globalement, comme le révèlent les chiffres croissants, la campagne contre le divorce est un échec car elle ne mobilise pas l'opinion publique et les législateurs des États autant que la question de la tempérance, mais aussi parce que le divorce commence à être perçu comme un remède aux maux du mariage. Cet échec n'est rien, cependant, en comparaison de la cause des Africains-Américains, littéralement abandonnée par les progressistes.

La ségrégation : le faux remède à la violence

Comme nous l'avons vu, l'après-guerre de Sécession, dite Reconstruction, se termine dans les années 1870, soit une dizaine d'années après la paix entre le Nord et le Sud. Rappelons aussi que la grande réconciliation de ces années 1870 se fait au détriment des Noirs. C'est une réconciliation entre Américains blancs, pour ne pas dire entre vétérans. Certes, les Noirs ont obtenu leurs droits civiques par le biais d'amendements constitutionnels mais la menace est double. Sur le plan fédéral, l'interprétation de ces amendements dépend largement des arrêts de la Cour suprême, qui peuvent considérablement la restreindre. Au niveau des États, les législatures peuvent décider, elles, d'en réduire la portée en codifiant strictement leur application localement.

Dans la foulée de la Reconstruction, le Parti démocrate blanc se reconstitue dans le Sud et reprend le pouvoir par le biais de gouvernements et de législatures aux mains de ce qu'on appelle les Rédemp teurs (*Redeemers* , de *to redeem* , « racheter, sauver »). Les républicains du Sud perdent l'appui d'un Congrès, pour qui reconstruire le Sud et protéger les affranchis ne constituent plus une priorité. Les Noirs sont sacrifiés. Commence alors une période très

difficile pour les Africains-Américains qui perdent progressivement leurs droits civiques, se retrouvent ostracisés dans leurs propres communautés, États ou villes, voire physiquement menacés.

Au cours des années 1880, petit à petit, se met en place dans les États du Sud une législation, dite *Jim Crow Laws* , du nom d'un personnage de scène des années 1830 qui caricature péjorativement le Noir. Ces lois instaurent ce qu'on appelle en histoire américaine la ségrégation, une très longue période qui durera jusqu'aux années 1960. Des lois d'États ou des ordonnances municipales codifient la vie quotidienne en séparant les Blancs des Noirs et en limitant les droits de ces derniers par des artifices législatifs qui contournent habilement les lois fédérales et les amendements constitutionnels sans les enfreindre. Une des cibles des sudistes blancs est le droit de vote des Noirs. Pour le circonscrire, des lois imposent une taxe électorale, des conditions draconiennes de résidence, des tests d'alphabétisation ou encore la clause dit du grand-père par laquelle un individu n'a le droit de voter que si son grand-père détenait ce droit… Ces lois peuvent ne pas être raciales et elles touchent, par conséquent, une partie des Blancs. Mais le sacrifice est minime car l'élite sudiste a de tout temps méprisé cette population blanche mais pauvre. Le résultat est redoutable : pour tout le Sud, les deux tiers des Noirs sont exclus du suffrage, alors qu'au même moment l'Ouest octroie le droit de vote aux femmes, ce qui, par voie de conséquence, les autorise aussi à siéger dans des jurys. En Louisiane , les électeurs noirs passent de 130 000 à 3 000 en quinze ans. En Caroline du Sud , une loi de 1882, appelée *Eight Box Law* (« loi des Huit Urnes ») prévoit une urne pour chaque élection avec le type d'élection inscrit dessus, obligeant ainsi l'électeur à savoir lire pour identifier l'urne dans laquelle il doit déposer le bon bulletin. Tout bulletin retrouvé dans la mauvaise urne est annulé. Sans surprise, et largement du fait de cette loi, le nombre d'électeurs noirs de Caroline du Sud décline de 58 000 en 1880 à moins de 14 000 en 1888. À l'échelle du pays, ces lois affectent considérablement et inévitablement le taux régional de participation aux élections présidentielles. En 1920, la courbe

pour le Sud descend à 20 % de participation contre 58 % au Nord[63] . La ségrégation s'impose dans les transports, l'éducation, les restaurants, les gares, les salles d'attente, les usines, les ateliers, les mines et même les toilettes et les fontaines d'eau. C'est l'Amérique qui se revendique « *lily-white* », blanche comme un lys. Or, les Africains-Américains sont près de 8 millions, à 90 % dans le Sud, où ils constituent un tiers de la population de la région.

Le Sud est alors profondément empreint de racisme et de violence. Des livres ouvertement racistes tels que *Le Nègre, une bête* (*The Negro a Beast*), paru en 1900, ou *Le Nègre. Une menace pour la civilisation américaine* (*The Negro : A Menace to American Civilization*), publié en 1907, rencontrent un vif succès[64] . Violence verbale, mais aussi physique : les émeutes raciales sont courantes. Comme à la Nouvelle-Orléans en 1900. Tout commence par un certain Robert Charles, un Africain-Américain de 34 ans, célibataire et au chômage. Menacé par un policier blanc, Charles le tue. Le lendemain une foule blanche en colère part à sa recherche et décide de le lyncher une fois retrouvé. Pendant plusieurs jours, cette foule tue des Noirs et des Blancs et en bat d'autres. Une fois localisé, Charles, assiégé par une foule de plusieurs centaines d'hommes, tue des policiers et des habitants blancs. Charles est finalement abattu par un policier. Or, la violence ne s'éteint pas. On tire sur le corps de Charles et le fils d'un des policiers qu'il a tué le défigure. Trois autres Noirs sont tués le même jour, d'autres sont battus et une école noire est incendiée. Une semaine plus tard, celui qui avait indiqué à la foule où se trouvait Charles est abattu[65] …

La courbe des lynchages atteint un pic en 1892 avec 230 victimes, 69 Blancs pour 161 Noirs[66] . Cette violence, que la journaliste noire Ida B. Wells dénonce comme « une barbarie du XIX e siècle », surgit particulièrement au moment des élections : entre trente et quarante morts en 1878, seize en 1884. Si les causes de ces lynchages restent multiples, elles peuvent être inventées de toutes pièces, mais surtout s'avèrent souvent dérisoires. Ida B. Wells, citant les chiffres du *Chicago Tribune* de janvier 1892, montre que la plupart des victimes

étaient accusées de viol, puis de meurtre, de cambriolage et d'incendie volontaire mais aussi de s'être querellées avec un Blanc, ou d'avoir simplement prononcé des menaces. Dans certains cas même, aucune raison n'est donnée[67] . Le pasteur progressiste de l'Alabama Edgar G. Murphy explique et dénonce le fait que « de l'assertion qu'aucun nègre ne peut voter », le Sud en est venu « à l'assertion qu'aucun nègre ne peut apprendre, qu'aucun nègre ne peut travailler et qu'aucun nègre ne peut vivre »[68] . La ségrégation intimide le Noir, rassure le Blanc et prive le Noir d'opportunités économiques et politiques afin de ne pas menacer le pouvoir blanc.

L'appui du pouvoir

Que fait le reste du pays ? Que font les institutions fédérales ? L'Amérique ne réagit pas, ou si peu. Au contraire, la ségrégation reçoit l'appui du pouvoir judiciaire. Dans le dernier tiers du XIX e siècle, une série d'arrêts de la Cour suprême invalide les lois civiques des années 1870 et soutient juridiquement, puis institutionnalise, la ségrégation. Deux principes animent les décisions de la Cour : les compétences des États face au gouvernement fédéral dans les domaines où la ségrégation s'applique et l'égalité raciale dans la séparation. En 1896, l'arrêt *Plessy vs. Ferguson* , initié par l'affaire d'un Africain-Américain, Homer Plessy, accusé d'avoir pris place dans un wagon réservé aux Blancs à la Nouvelle-Orléans en effraction au *Louisiana Car Act* de 1890, fait de la ségrégation un axiome. « Séparés mais égaux » (en anglais, *seperate but equal*), cette formule lapidaire de la Cour, passée à la postérité, réussit à accorder la ségrégation avec les principes fondamentaux de la Constitution. Autrement dit, à partir du moment où les droits des Africains-Américains sont garantis, la ségrégation est constitutionnelle et le sentiment d'infériorité ressenti par les Africains-Américains n'est le résultat que de leur interprétation des lois ségrégationnistes ! L'égalité dans la séparation est, bien sûr, une illusion. La séparation ne peut être entre

égaux. L'un des deux partis aura toujours moins de pouvoir, de richesses, d'instruction, d'opportunités, et de respect. C'est ce que révèle avec un triste éclat près d'un siècle de ségrégation dans le Sud des États-Unis[69] .

Le reste du pays et le gouvernement acceptent la ségrégation. Theodore Roosevelt l'avoue lui-même, « l'homme blanc qui peut le plus aider l'homme de couleur est son voisin[70] ». Autrement dit, ce qu'on appelait alors « le problème noir » ne peut être géré que par les sudistes blancs. En 1906, dans la petite communauté de Brownsville, au Texas , des soldats noirs de l'armée américaine, se voyant refuser d'être servis dans un saloon, tuent le barman. La réaction de Roosevelt ne se fait pas attendre. Les 170 engagés noirs qui ont refusé de dire ce qu'ils savaient sur l'affaire sont tous révoqués. Qu'attendre d'autre de la part d'un partisan de la supériorité de la « race anglo-saxonne » et de la hiérarchie, même entre Blancs ? Son successeur Taft n'a rien fait non plus. Les républicains, qui dominent la scène politique fédérale avant 1912, n'ont alors plus besoin du Sud, noir ou blanc. Quant au démocrate Wilson , sudiste lui-même, il prend l'initiative d'imposer la ségrégation dans plusieurs ministères. Dans les grandes villes du Nord, les Noirs sont encore peu nombreux. Mais ils sont méprisés, parfois battus ou tués et certainement tenus à l'écart le plus possible. Springfield, capitale de l'Illinois , où vécut Lincoln dans les années 1840 et 1850, est secouée par de violentes émeutes raciales en 1908. Cependant, cette ségrégation effective n'est jamais, à l'inverse du Sud, inscrite dans la loi.

Le silence des progressistes

Et les progressistes ? Au-delà de l'appui politique nécessaire des sudistes pour mener les réformes et du mépris dans lequel toute la population blanche tient les Africains-Américains, l'historien américain Michael McGerr, auteur d'un ouvrage sur l'ère progressiste, propose une explication éclairante à cette passivité, pour ne pas dire

ce consentement tacite, des progressistes vis-à-vis de la ségrégation. Cette attitude s'articule autour du concept de *boundary* , soit la frontière, voire la démarcation. La ségrégation, au sens générique et non plus dans son acception historique, régionale et raciale, demeure une donnée fondamentale de la période. Les groupes sont séparés : les Américains des immigrés, les Blancs des Noirs, les pauvres des riches, etc. La frontière peut ainsi être sociale, culturelle et donc raciale. C'est une réalité et une nécessité même. La séparation garantit la protection des plus faibles. « De bonnes clôtures font de bons voisins[71] », déclare Edgar G. Murphy . Pour protéger les Noirs, ainsi faut-il séparer les races, pensent les progressistes. C'est ce que Michael McGerr appelle « le bouclier de la ségrégation ». Les Noirs sont « des enfants qui ont besoin de protection », déclare la Cour suprême en 1880[72] . Pour les progressistes, la ségrégation, mieux qu'une guerre des races ou que l'expulsion des Noirs du Sud, permettra aux Noirs d'acquérir une instruction et de jouir d'une forme d'ascension sociale avec le temps. Edgar G. Murphy espère ainsi que « la séparation sociale et éducative » créera « une opportunité pour le professeur noir, le docteur noir, [et] l'avocat noir »[73] .

Séparer pour protéger le plus faible, un raisonnement difficile à saisir pour notre sensibilité contemporaine, mais qui semble s'imposer aux yeux des progressistes. Bouclier, certes, mais aussi rideau car consentir à la ségrégation est aussi une manière de détourner le regard et, par voie de conséquence, d'abandonner la cause des Africains-Américains. La courbe des lynchages semble leur donner raison à court terme, sans pour autant mettre fin à la violence : 115 en 1900, pour 57 en 1905, mais 89 en 1908. Sur le long terme et au regard de l'historien, cependant, la ségrégation constitue indubitablement le grand échec du progressisme[74] .

Accepter ou se battre ?

Deux leaders noirs d'exceptionnelle valeur optent pour deux chemins différents face à la ségrégation. Booker T. Washington , rappelons-le né dans l'esclavage, propose en 1895 un programme, qui deviendra le « Compromis d'Atlanta », dans lequel il préconise l'optimisme et l'acceptation de la ségrégation. Ainsi déclare-t-il, « dans tout ce qui est purement social, nous pouvons être aussi séparés que les doigts de la main, et pourtant unis comme la main dans tout ce qui est essentiel à notre progrès mutuel ». Par conséquent, « agiter la question de l'égalité raciale est d'une extrême folie[75] ». Booker Washington fonde dès 1881 un institut technique à Tuskegee, dans l'Alabama , et crée en 1900 une association d'aide aux hommes d'affaires noirs, la National Negro Business League[76] . Invité par Theodore Roosevelt à la Maison-Blanche, au grand dam des sudistes blancs, Booker Washington incarne, aux yeux des Blancs et de l'establishment, l'accommodement raisonnable, même si ce n'est que de façade car, en coulisses, il combat la ségrégation dans les tribunaux.

De douze ans son cadet et né au Massachusetts après la guerre de Sécession, William E. B. Du Bois s'oppose à Booker Washington et attaque son « attitude d'adaptation et de soumission » qui révèle, d'après lui, une acceptation implicite de « l'infériorité de la race noire[77] ». Premier Africain-Américain diplômé d'un doctorat de Harvard en 1895, professeur à l'université d'Atlanta, et auteur en 1903 de *The Souls of Black Folk* (« Les âmes du peuple noir »), Du Bois, qui déclare que « le problème du XX e siècle est celui de la ligne de couleur[78] », dénonce publiquement et ostensiblement la ségrégation. Dans ses travaux, Du Bois évoque la dualité de la condition noire aux États-Unis (le terme qu'il utilise est *twoness*), en écrivant par exemple : « un Américain, un Nègre ; deux âmes, deux esprits, deux aspirations qui ne sont pas réconciliés ; deux idéaux en guerre dans un corps noir »[79] .

En 1905, des leaders noirs, à l'initiative de Du Bois, se réunissent à Niagara Falls, du côté canadien des chutes du Niagara, pour courageusement rédiger un programme radical contre la ségrégation

et l'accommodement, mot d'ordre de ce qu'on appelle le Niagara Movement. Ce texte demande aux Africains-Américains « de protester avec emphase et de manière continue contre la limitation de leurs droits politiques [… et] de leurs droits civiques », dénonce « le Sud rural » où les Noirs vivent dans « un esclavage virtuel » et conclut : « Toute discrimination simplement sur la base de la race ou de la couleur est barbare »[80] . Quelques progressistes, dont Jane Addams , se joignent au mouvement. Ces militants fondent en 1909 l'incontournable National Association for the Advancement of Colored People (NAACP). Du Bois, seul Noir parmi les responsables, devient rédacteur en chef du magazine de l'association, appelé *Crisis* , qui tire à 100 000 exemplaires en 1908. Dans le Sud, cependant, la ségrégation est solidement en marche[81] .

Dans cette Amérique en pleine mutation où des voix multiples et opposées se font entendre et où souffle un puissant vent de réformes, les élections présidentielles de 1912 ne peuvent qu'être disputées, incertaines et capitales.

Les élections décisives de 1912

À bien des égards, les élections présidentielles de 1912, l'année de la tragédie du *Titanic* , constituent une étape décisive dans l'histoire des États-Unis. En premier lieu, ce sont les premières élections de la modernité. Comme le notent les historiens, « elles ressemblent davantage à celles de 1980 qu'à celles de 1896[82] ». Effectivement, en 1912, il est devenu impensable de conduire sa campagne électorale devant chez soi comme l'a fait McKinley en 1896. Le recours aux primaires dans un nombre croissant d'États et les attaques contre les machines des partis mettent fin à l'emprise totale de ces derniers sur le choix des candidats, qui devient plus dynamique et plus interactif, et sur leur programme[83] . La campagne présidentielle est davantage centrée sur la personnalité des candidats, qui doivent se présenter aux électeurs. Le droit de vote des femmes constitue aussi une grande

première. Environ 1,3 million d'électrices, réparties dans six États, principalement dans l'Ouest, peuvent s'exprimer[84] . « La valeur des femmes pour attirer des votes[85] » étant officiellement reconnue, de véritables pionnières s'engagent dans les campagnes électorales. Chez les républicains, Helen Boswell et Mabel Boardman occupent des postes à responsabilité, et chez les démocrates, Florence Borden Harriman prend la tête de la Ligue nationale des femmes pour Wilson . Jane Addams appuie Theodore Roosevelt .

Comme en 1860, quatre candidats s'affrontent lors des élections de 1912. Alors qu'il vient d'être élu à la présidence en 1904, après avoir servi pratiquement un mandat entier après l'assassinat de McKinley , Theodore Roosevelt déclare ne pas souhaiter se représenter en 1908 et choisit Taft, son ministre de la Guerre, comme successeur. Quatre ans plus tard, de retour d'Afrique où il a chassé le grand fauve, TR désavoue Taft, qui contrôle fermement les leviers du Parti républicain malgré une popularité déclinante, et décide de fonder son propre parti pour l'affronter, le Parti progressiste. Inspiré par l'ouvrage d'Herbert Croly , *The Promise of American Life* , publié en 1909, Theodore Roosevelt , qui prend le surnom politique du *Bull Moose* (l'élan) pour son caractère massif et fonceur, adopte un programme électoral audacieux, intitulé « Le nouveau nationalisme ». TR appuie le vote des femmes, l'adoption d'un impôt sur le revenu fédéral et d'une législation restrictive sur le travail des enfants. Dans un discours prononcé une fois sa décision prise et peu avant le début de sa campagne officielle en février 1912, il se déclare pour « les pleins pouvoirs au peuple » et dit tenir « aux droits de propriété mais encore davantage aux droits de l'homme »[86] .

Le bilan de Taft est plus qu'honorable. Il accentue la lutte contre les trusts, étend le pouvoir de régulation économique de l'administration fédérale et limite à huit heures la journée de travail des employés fédéraux. Il supervise la ratification de deux amendements constitutionnels de première importance, le seizième autorisant la création d'un impôt fédéral sur le revenu et le dix-septième pour l'élection des sénateurs au suffrage universel[87] . Il fait

entrer l'Arizona et le Nouveau-Mexique dans l'Union. Mais il échoue à faire adopter par le Congrès un tarif aux taux réduits, comme il l'avait annoncé lors de sa campagne et, surtout, il donne l'image d'un homme de parti, peu intéressé par l'action gouvernementale. Ne déclare-t-il pas « Je n'aime pas le devant de la scène[88] » ? Surtout, Taft n'a ni la fougue ni l'éclat de Theodore Roosevelt .

Face à Roosevelt et Taft se tient le candidat démocrate Thomas Woodrow Wilson . Fils d'un pasteur presbytérien et diplômé d'un doctorat de l'université de Johns Hopkins , dans le Maryland , Wilson commence sa carrière comme universitaire. Il enseigne l'histoire et la science politique, notamment à Princeton , dans le New Jersey, prestigieuse université dont il devient le président en 1902[89] . Universitaire brillant, Wilson publie aussi beaucoup. En 1910, répondant à l'appel du Parti démocrate, il se présente et est élu gouverneur du New Jersey . En 1912, avec l'appui de l'infatigable William J. Bryan, Wilson , encore peu connu sur la scène nationale, bat le redoutable Champ Clark , speaker de la Chambre des représentants, à la convention démocrate et obtient de représenter le parti aux élections présidentielles.

Son programme politique porte un titre attrayant : « La Nouvelle Liberté » (*New Freedom*). Wilson s'oppose aux boss qui dirigent les partis, tout en sachant utiliser leur appui, qu'il compare à « des verrues sur le corps politique [que] le peuple détruira ». Il est aussi hostile aux monopoles lorsque ceux-ci étouffent et découragent l'initiative individuelle et la libre entreprise. Ainsi déclare-t-il : « Le grand monopole de ce pays, c'est le monopole de l'argent. Tant qu'il existera, c'est tout ce que nous connaissions autrefois – la diversité, la liberté, l'énergie personnelle mises au service du développement – qui se trouvera menacé[90] . » Wilson est un démocrate, donc partisan d'un gouvernement fédéral moindre, et un sudiste, donc conservateur. Ainsi, écrit-il : « En politique, rien de radicalement novateur ne peut être tenté sans risque[91] . » Mais il évolue au cours de sa mandature gouvernorale, passant, comme l'écrit le politologue américain John Gerring, « d'un démocrate à la Cleveland » à « un

démocrate à la Bryan »[92] . Autrement dit, sa trajectoire politique le mène rapidement vers le progressisme. Wilson reste cependant un progressiste conservateur ou un conservateur progressiste mais c'est aussi un idéaliste. Il annonce « qu'avec le mal est venu le bien » et que le devoir du Parti démocrate est « de corriger ce mal sans détériorer le bien »[93] . De même, déclare-t-il : « La politique est une guerre où s'affrontent les causes ; c'est une joute de principes[94] . » Wilson et Roosevelt sont des conservateurs tout en incarnant le progressisme, mais différemment : le premier par idéalisme et le second par souci d'efficacité.

Les élections de 1912 sont aussi particulières en raison de la présence d'un candidat ouvertement socialiste : Eugene V. Debs . Comme nous l'avons vu, syndicaliste de renom, Debs se retrouve emprisonné lors des grèves Pullman de 1894. La violence de la répression contre les grévistes et la victoire des républicains, soutenus par les milieux d'affaires, aux élections de 1896 pousse Debs vers le socialisme. Le Parti socialiste américain n'a jamais dépassé les 100 000 membres mais ce que nous pourrions appeler la mouvance socialiste, un assez vaste mouvement contestataire, revendique 73 maires et près de 1 200 élus dans 340 villes en 1911. Il existe 55 hebdomadaires de tendance socialiste en Oklahoma , au Texas , en Louisiane et dans l'Arkansas . L'historien américain James Green parle d'un socialisme populaire (*grassroots socialism)* , issu des plaines et des montagnes de l'Ouest et composé « d'exploitants agricoles endettés [*homesteaders*], de fermiers nomades, de mineurs, de cheminots, de bûcherons, de pasteurs et d'instituteurs, d'artisans et d'athées[95] ». Le programme du Parti socialiste en 1912 proclame « que le système capitaliste a dépassé sa fonction historique » et que « les élus démocrates et républicains sont les serviteurs fidèles des oppresseurs ». Le parti propose la collectivisation des chemins de fer, des télégraphes, des téléphones et des banques, l'extension du domaine fédéral pour inclure des mines, des carrières, des puits de pétrole, et des forêts, la préservation des ressources naturelles, une aide fédérale pour les chômeurs, l'interdiction du travail des enfants

en dessous de 16 ans, l'établissement d'un salaire minimum, le suffrage pour les femmes, et enfin l'abolition du Sénat et du pouvoir de veto du président[96] .

Candidat aux présidentielles de 1900, 1904 et 1908, Debs obtient respectivement 98 000, 400 000 et 420 000 voix. Dans ces années-là, le vote socialiste n'est ainsi nullement limité au Parti, ni même véritablement impulsé par celui-ci. C'est un vote de contestation, de remise en cause du système. Comme le déclare Wilson au printemps 1912, « l'important vote socialiste dans ce pays n'est pas un vote pour un programme ; c'est une protestation, un vote de protestation contre l'amère désillusion que le pays a vécue vis-à-vis des deux partis [démocrate et républicain][97] ». Le charisme, l'énergie et la détermination de Debs lui donnent alors encore plus de visibilité.

L'électorat de Debs dépasse ainsi la tendance révolutionnaire et anarchiste, souvent d'inspiration étrangère, que l'on retrouve au sein du Parti socialiste et qui est incarné dans le monde du travail par les Industrial Workers of the World (IWW), couramment appelés *wobblies* . Fondé en 1905, l'IWW est particulièrement implanté dans l'industrie textile du Nord-Est et dans les mines de l'Ouest. Alors qu'ils ne rassemblent jamais plus de 150 000 membres à un moment donné, les *wobblies* , partisans d'un syndicat unifié (« *One Big Union* »), à l'encontre du syndicalisme élitiste et divisé par branche de Gompers , lancent des grèves dures, ce qu'ils appellent « l'action directe », qui sont largement suivies. Comme le déclare un tract de l'IWW : « Dois-je vous dire ce que signifie l'action directe ? Le travailleur dira au patron quand et où il travaillera, pour combien de temps et pour quel salaire et à quelles conditions[98] . »

Les *wobblies* , le Parti socialiste, Debs et son électorat constituent ce que l'*establishment* politique et économique appelle alors « le péril socialiste », qui effraie certains mais qui ne peut rester que marginal. En revanche, l'enjeu des élections de 1912 est pour le vainqueur de capter le vote réformateur, voire contestataire, enraciné dans le populisme des années 1890 puis incarné par le progressisme, qui, lui, est décisif tout en se préservant l'électorat majoritaire d'un des deux

grands partis.

La campagne est serrée, voire tendue. À Milwaukee , le 14 octobre 1912, un illuminé, John F. Schrank, tire sur Roosevelt pour tenter de l'assassiner. TR non seulement survit à cette attaque mais il prononce un discours le même jour ! Wilson, bien conseillé par le fin tacticien texan Edward Mandell House, dit « le colonel », et Louis David Brandeis , un avocat éloquent et brillant de Boston , sait admirablement tirer profit de la division de l'électorat républicain et de la victoire électorale démocrate aux élections législatives de 1910, lors de laquelle les démocrates remportent la Chambre des représentants, aux mains des républicains depuis 1894. Finalement, Wilson remporte les élections avec 435 grands électeurs pour 88 à Roosevelt (6 États dont la Californie) et 8 (les seuls Utah et Vermont) à Taft, alors qu'il rassemble presque 6 300 000 de voix (42 %) pour 4 120 000 pour Roosevelt et 3 490 000 pour Taft, soit 7 605 000 votes pour les républicains. Wilson obtient le pourcentage de votes le plus bas depuis Lincoln (39,9 %). L'ironie est que le démocrate Bryan a perdu en 1900 et en 1908 avec plus de voix que Wilson. Quant à Debs , il obtient plus de 900 000 votes, soit 6 % du total. Debs a plus que doublé son score de 1908. Jamais un candidat socialiste n'a fait mieux dans l'histoire du pays[99] . Quant à Wilson, il est le premier président démocrate depuis Grover Cleveland , élu en 1892, soit vingt ans auparavant. Brandeis déclare que Wilson , « a toutes les qualités pour un président idéal – fort, simple et sincère, capable, ouvert d'esprit, impatient d'apprendre et de réfléchir[100] ». Portrait sans aucun doute véridique, mais on peut légitimement se demander s'il s'agit de l'universitaire ou du président idéal…

CHAPITRE 17

Les États-Unis et la Grande Guerre L'impossible neutralité (1914-1919)

La guerre est la santé de l'État.
Randolph Bourne (1918)[1]

Une Amérique prospère et en paix

Au moment où les Européens s'apprêtent à s'entre-tuer massivement, l'Amérique est une terre de paix et de prospérité. L'automobile représente le symbole éclatant de cette nouvelle richesse. Alors que 4 000 véhicules sont vendus en 1900, dix fois plus le sont avant 1907, lorsque les États-Unis deviennent le plus grand constructeur automobile mondial devant l'Europe. En 1908, alors que naît la General Motors, Henry Ford , de son côté, lance son Model T. Le succès est phénoménal : 6 000 exemplaires vendus en 1908, 78 000 en 1912 pour 377 000 en 1916. Ford est le premier à maîtriser la production automobile en série grâce au travail à la chaîne, appelé taylorisme, du nom de son concepteur, l'ingénieur Frederick W. Taylor , et à baisser ses prix. La *Tin Lizzie* , surnom populaire donné à la Ford T., passe de 850 dollars l'unité en 1908 à

360 en 1916. En 1914, un journal de Los Angeles déclare avec optimisme : « Le jour est venu où le plus modeste représentant, maçon, ou mécanicien peut s'offrir une automobile[2] . » Nous sommes encore loin d'une consommation de masse, la voiture restant un luxe, mais elle ouvre des perspectives de liberté, d'autonomie et de loisir immenses. Ainsi, par exemple, l'automobile est un moyen d'émancipation pour la femme qui peut conduire. Un Améri cain déplore que « la voiture a donné trop d'assurance aux femmes ». Le maire de Cleveland , dans l'Ohio , propose même d'interdire aux femmes de conduire, déclarant : « la seule machine propre aux femmes est la machine à coudre[3] . » Un peu plus d'une décennie plus tard, en 1927, l'Allemande Clärenore Stinnes impressionnera les États-Unis et l'Europe en faisant le tour du monde en voiture…

Les Américains s'équipent. Un million de téléphones achetés en 1899, pour dix millions en 1914, soit un Américain sur dix. La même année, les Américains passent déjà plus d'un million d'appels longue distance. Toujours en 1914, on compte un demi-million de phonographes vendus. Les salaires augmentent. Un ouvrier de l'industrie gagne en moyenne 435 dollars par an en 1900, 568 en 1915. Le salaire d'un mineur double pratiquement dans la même période et celui des domestiques passe de 240 à 340 dollars. Le temps de travail diminue, la notion de loisirs s'étend. En 1908, le magazine *Success* déclare : « S'amuser est une nécessité[4] » (*Fun Is a Necessity*). Apparaissent ici et là des parcs d'attraction, Coney Island, à Long Island, en face de New York , étant le plus réputé. Les Américains vont au théâtre et au cirque. Ils écoutent du jazz et dansent le ragtime. Ils assistent aussi, parfois en masse, à des matchs de base-ball. Près d'un million de spectateurs en 1890, presque deux en 1900, plus de sept millions en 1909. En 1901 est fondée l'American League et la première finale, appelée la *World Series* , a lieu en 1903. Les grandes villes construisent des stades : le Shibe Park à Philadelphie en 1909, le Fenway Park à Boston en 1913 et l'Ebbets Field à Brooklyn en 1913.

Les Américains vont aussi en grand nombre au cinéma. Le

premier *nickelodeon* , où on peut voir un film pour un nickel, ou cinq cents, est ouvert à Pittsburgh en 1904. Provoquant un véritable engouement, d'autres ouvrent à Cincinnati , Philadelphie , Rochester , Dallas , Chicago et Baltimore . Notons que ce sont les frères Pathé qui fournissent alors le plus grand nombre de films visionnés dans les *nickelodeons* américains. Dans les années 1910, les *nickelodeons* font place à des salles de cinéma luxueuses comme le Princess Theater qui est doté d'un orgue et de portes en acajou. En 1910, le pays compte 10 000 salles de cinéma où se rendent 25 millions de spectateurs par semaine. Chacun n'attend plus qu'un *blockbuster* , ou film à très grand succès. Celui-ci arrive en 1915 avec *La Naissance d'une nation* (*The Birth of a Nation*), réalisé par D. W. Griffith (originaire du Kentucky et fils d'un officier confédéré) et adapté du roman au titre explicite de *The Clansman* de Thomas F. Dixon Jr., publié en 1905[5] . Le film, qui dure deux heures et demie, parle du Sud avant la guerre de Sécession et pendant la Reconstruction et fait l'apologie du Ku Klux Klan qui lutte contre la férocité de Noirs qui ont pris le pouvoir après la défaite du Sud. La nouvelle nation sera blanche et unifiée. *La Naissance d'une nation* est un immense succès[6] .

Les premières réformes wilsoniennes

À la veille de sa prise de fonction, en mars 1913, le président nouvellement élu Wilson confie à l'un de ses anciens collègues de Princeton : « Ce serait une ironie du destin si mon mandat devait être principalement occupé par des problèmes de politique étrangère[7] . » C'est dire à quel point l'Amérique est alors concentrée sur elle-même et soucieuse de mener des réformes afin de résoudre les grandes questions sociétales de son temps. À l'inverse des présidentielles de 1896 et de 1900, rappelons-le, les élections de 1912 se sont jouées presque exclusivement sur des enjeux domestiques. Dans son discours d'investiture, devant une foule de 100 000 personnes, Wilson déclare que « ce n'est pas un jour de

triomphe mais de dévouement[8] ». Dans son programme électoral, « La Nouvelle Liberté », le candidat Wilson a éloquemment désigné l'ennemi : « le triple mur des privilèges » – c'est-à-dire : le tarif douanier, les trusts, les banques. Le combat sera difficile et doit impliquer toutes les forces du pays.

Pour commencer, le président Wilson s'adresse en personne aux deux chambres du Congrès, une grande première en un siècle, afin de promouvoir son nouveau et inférieur tarif douanier. Alors que l'essaim de lobbyists, surnommé la troisième chambre du Congrès, est si épais « qu'on ne pourrait lancer une brique sans en heurter un », dénonce Wilson , celui-ci parvient à faire adopter en 1913 le Underwood-Simmons tarif (du représentant Oscar W. Underwood de l'Alabama et du sénateur F. M. Simmons de Caroline du Nord), qui réduit les droits sur près de mille items pour un taux moyen de 29 %, contre 37 % sous le tarif de Taft[9] . La baisse de recettes pour le gouvernement est compensée par l'application du seizième amendement qui crée pour la première fois un impôt fédéral sur le revenu. Le taux d'imposition est fixé entre 1 % et 7 %. Alors que les industriels de l'Est comparent cette taxe à un raid sur leurs richesses, les défenseurs de l'amendement confirment que celles-ci doivent être partagées par tous car elles procèdent précisément de toutes les régions du pays.

Avec encore à l'esprit la panique financière de 1907, Wilson entreprend aussi une grande réforme bancaire afin de restructurer un système qui date de la guerre de Sécession et de démanteler ce qu'on appelle le Money Trust, soit un réseau de grandes banques que l'on accuse de contrôler l'économie. Par le *Federal Reserve Act* de 1913, le gouvernement a en charge l'émission de la monnaie et il contrôle le crédit par l'intermédiaire de douze banques privées responsables devant lui. Cette loi permet la mobilisation de toutes les réserves bancaires en cas d'urgence. Wall Street crie à l'hérésie financière et dénonce « un programme socialiste » et « les vastes pouvoirs inquisitoriaux »[10] du gouvernement fédéral. Wilson s'attaque aussi aux trusts d'une manière générale. En septembre 1914, il crée une

Commission fédérale sur le commerce (*Federal Trade Commission*) de cinq membres, chargée de s'assurer du respect des bonnes pratiques commerciales. Un mois plus tard, le Congrès vote le *Clayton Anti-Trust Act* qui rend impossible de réunir des capitaux de plus d'un million de dollars, d'acheter massivement des actions, notamment dans des sociétés concurrentes, ou de pratiquer des tarifs préférentiels. Les fermiers et les syndicalistes obtiennent l'exemption de cette législation antitrust. Une belle avancée lorsque l'on se remémore que le *Sherman Antitrust Act* a souvent été utilisé pour briser les grèves. Cependant, la nomination d'industriels conservateurs à la tête de la Commission fédérale sur le commerce rendra rapidement cet arsenal législatif beaucoup moins puissant que souhaité et atténuera les effets de ces réformes.

Somme toute, attribuer tant de pouvoir au gouvernement fédéral peut surprendre pour un président démocrate, sudiste de surcroît, mais il révèle le grand besoin de réformes exprimé par le pays en attendant que l'effort de guerre n'accroisse ces pouvoirs de manière inédite.

L'Europe s'embrase : le défi de la neutralité américaine

Le 28 juin 1914, Gavrilo Princip, un Serbe de Bosnie, profite d'une visite à Sarajevo de l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône d'Autriche-Hongrie , pour l'assassiner. Le jeu des alliances, la course aux armements et le feu de nationalismes exacerbés provoquent une crise européenne majeure, qui deviendra rapidement mondiale, notam ment par le biais des empires coloniaux. Le 1er août, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie . Le 3 août, l'Allemagne envahit la Belgique , pays neutre, et déclare la guerre à la France . Le 4, la Grande-Bretagne fait de même avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avec la Russie. Jamais l'Europe n'a connu un tel embrasement depuis les guerres napoléoniennes, un siècle

auparavant.

Le 18 août 1914, alors que le canal de Panama est inauguré trois jours plus tôt dans une indifférence quasi totale, Wilson, qui a nommé le pacifiste William J. Bryan comme secrétaire d'État, prononce une déclaration de neutralité. Rappelant que la population américaine est « issue de nombreuses nations, et principalement de celles qui sont en guerre en ce moment », l'Amérique doit faire preuve de neutralité et d'impartialité « en pensées comme en actes »[11] . Wilson se place dans une longue tradition diplomatique américaine de neutralité vis-à-vis des affaires, souvent tumultueuses, de l'Europe. Rappelons que dès 1796, dans son Discours d'adieu (*Farewell Address*), le président Washington avait conseillé fortement à ses compatriotes et successeurs de rester en dehors des querelles européennes. Dans une lettre au président Monroe de 1823, l'ancien président Thomas Jefferson confirme : « J'ai toujours considéré que pour les États-Unis, c'était un principe essentiel que de ne jamais participer aux querelles de l'Europe. Leurs intérêts politiques sont entièrement différents des nôtres […]. Ce sont des nations engagées dans une guerre éternelle. Elles emploient toute leur énergie à détruire le travail, la propriété et la vie de leurs peuples […]. De notre côté, jamais aucun peuple n'a eu une chance aussi favorable de faire l'expérience du système opposé : paix et fraternité avec tout le genre humain, emploi de tous nos moyens et de toutes nos ressources pour accomplir une œuvre de progrès et non de destruction[12] . » Ces mots, qui insistent sur le destin différent des États-Unis et la nécessité de se tenir à l'écart de l'Europe afin de le préserver, auraient pu être de Wilson . Jusqu'alors, les États-Unis se sont toujours tenus aux recommandations de Washington et de Jefferson. De fait, la conférence d'Algésiras de 1906 sur le Maroc , sous l'égide Theodore Roosevelt , est la dernière intervention diplomatique américaine en Europe, soit presque dix ans avant la Grande Guerre. D'ailleurs, même si son opinion évolue rapidement et radicalement, TR lui-même, en septembre 1914, soutient la position de neutralité de son ancien adversaire démocrate : « Nous tous, sur ce continent, déclare-

t-il, devrions apprécier la chance que nous avons de demeu rer étrangers à cette haine si profonde entre les puissances du Vieux Monde[13] . »

« Nous Américains, tous ententophiles, nous ne désirons pas la guerre[14] », écrit un étudiant de Harvard . « Ententophiles », quelle belle expression ! Mais elle ne saisit que partiellement la réalité. En 1914, les Américains ne sont pas tous du côté de l'Entente, à savoir la France , le Royaume-Uni et la Russie , bien au contraire. Wilson est plus près de la réalité. La composition démographique, ethnique dirions-nous, de la population américaine pousse l'observateur à la prudence. Sur 95 millions d'Américains, on compte 6,4 millions d'Allemands et 3,4 millions d'Irlandais hostiles au Royaume-Uni. De plus, des centaines de milliers de Juifs ont fui les pogroms de la Russie tsariste pour les États-Unis. L'opinion américaine n'est donc pas nécessairement pro-britannique et certainement pas pro-française. Par ailleurs, la présence de l'autocratique Russie tsariste nuit fortement à l'image de l'Entente qui ne peut être pleinement associée à l'idéal démocratique. Ajoutons que de nombreux progressistes sont résolument pacifistes, tout comme les mouvements ouvriers et les syndicats.

Droit des neutres : entre blocus et guerre sous-marine

Au début du conflit, l'objectif de la diplomatie américaine est de sauvegarder les droits des pays neutres ainsi que la liberté de commerce et des mers, ce que le secrétaire d'État Bryan appelle, dans une missive adressée à l'ambassadeur allemand à Washington, « la liberté sacrée des mers[15] ». Les Américains s'opposent au blocus français, mais surtout britannique, des ports allemands. Washington se réfère à la Déclaration de Londres de 1909 qui crée trois catégories de marchandises : la contrebande absolue (les armes et les munitions) qui peut être saisie sans condition ; la contrebande conditionnelle qui

ne peut être confisquée que si le navire se dirige vers un port ennemi ; et une longue liste de produits, incluant les vivres, qui ne peuvent pas être pris. Une telle législation avantage les Allemands. Londres et Paris n'auront de cesse d'élargir sans cesse la liste de produits de la contrebande absolue. Même si, comme l'explique Jean-Baptiste Duroselle, jusqu'à l'avènement de Lloyd George à la tête du gouvernement britannique en décembre 1916, ce sont les Français qui se montrent les plus intransigeants, les Anglais laissant souvent les navires américains relâcher dans les ports néerlandais sans vérifier où la cargaison serait en fin de compte acheminée[16] . Malgré tout, les frictions américano-britanniques sont quotidiennes.

En juin 1915, l'exaspération américaine face au nombre élevé de navires arraisonnés par les Britanniques (257 entre mars et juin) est à son comble. L'historien Wilson dresse une comparaison ardue avec le président Madison , qui alla jusqu'au bout pour préserver la neutralité des États-Unis, à la veille de la guerre contre le Royaume-Uni de 1812. « James Madison et moi, écrit-il, nous sommes les deux seuls élèves de Princeton devenus présidents des États-Unis. Les incidents du conflit actuel évoluent exactement comme ceux de 1812. Espérons que le parallèle n'ira pas plus loin[17] . » La Grande Guerre, « Mr. Wilson's War » ? Pas encore et pas contre les Britanniques… En un siècle, les relations américano-britanniques se sont considérablement réchauffées et une guerre demeure, bien sûr, exclue mais cela n'empêche aucunement une véritable rivalité, surtout sur mer, et de vives tensions entre les deux pays. L'ambassadeur britannique à Washington observe, non sans exagération, en 1916 : « Les États-Unis sont pro-Alliés, mais anti-Britanniques[18] . »

Les États-Unis ne se contentent cependant pas de revendiquer leur droit en tant que pays neutre mais pratiquent une neutralité active, qui se veut médiatrice, en tentant de conduire les nations belligérantes à la table des négociations. En janvier 1915, Wilson dépêche en Europe son plus proche conseiller, le « colonel » House, qui traverse l'Atlantique à bord du *Lusitania* , dans l'espoir d'une

médiation américaine du conflit. Le torpillage de ce même *Lusitania* , paquebot battant pavillon britannique, le 7 mai 1915, au large des côtes irlandaises par un sous-marin allemand, change la donne, du moins provisoirement. Le navire sombre en faisant 1 198 victimes, dont 128 citoyens américains. Le *Lusitania* transportait des armes et des munitions mais n'était pas armé. Les Américains protestent énergiquement et demandent des réparations. Mais dans son discours du 10 mai 1915, devant une foule d'étrangers sur le point d'obtenir la nationalité américaine, Wilson dresse l'apologie d'une nation, les États-Unis, « trop fière pour combattre » (*Too proud to fight*). Les Allemands tergiversent « jusqu'à ce que les États-Unis absorbés par le championnat de base-ball ou par quelque scandale, oublient cet attentat », suspecte l'ambassadeur américain en poste à Berlin James W. Gerard . Wilson durcit le ton, ce qui provoque la démission de Bryan, dès juin 1915, remplacé par Robert Lansing . Bryan, qui perçoit le caractère inévitable à terme d'une entrée en guerre des États-Unis, reproche à Wilson de favoriser la liberté de commerce au détriment d'objectifs purement pacifistes. Il souhaite aussi recourir à une série de traités, dits « traités Bryan », signés sous son impulsion dans les années 1913-1915 et qui prévoient l'intervention d'une commission d'enquête pour résoudre les différends internationaux. Pour Wilson , nul besoin de commission, le tort de l'Allemagne dans l'affaire du *Lusitania* est probant.

Les Allemands alternent le chaud et le froid. Après avoir coulé le paquebot *Arabic* en août 1915, qui faisait route vers l'Amérique et était donc nécessairement vide de contrebande de guerre, ils promettent de ne pas torpiller de paquebots sans avertissement. En mars 1916, sombre le *Sussex* , vapeur français, torpillé par un sous-marin allemand. Quatre-vingts passagers, dont plusieurs Américains, sont tués ou blessés. Le *Sussex* n'avait à bord ni troupes, ni armes, ni munitions. Les Allemands promettent plus de prudence. Wilson se satisfait de cette offre mais le pays, notamment l'opinion publique émue par la résistance française à Verdun au printemps 1916, glisse progressivement du côté des Alliés. Ce sont eux qui empruntent le

plus d'argent aux États-Unis et importent le plus de marchandises américaines. Entre 1914 et 1917, les Alliés ont emprunté 3,3 milliards de dollars aux États-Unis contre moins de 27 millions pour l'Allemagne . La France , elle, a emprunté pour 685 millions de dollars pendant toute la période de neutralité américaine. Quant aux importations françaises, elles quintuplent de 1914 à 1917 (170 millions de dollars pour 940 millions). La France importe principalement des céréales, du sucre, du tabac, des wagons, des locomotives, du cuivre, de l'acier et de l'essence[19] . À ce moment, c'est la crise mexicaine, cependant, qui pousse Wilson à déployer ses troupes à l'étranger.

La crise mexicaine

En 1910, le dictateur mexicain Porfirio Diaz est renversé. Le Mexique est alors en proie à une rivalité de factions. En avril 1914, les États-Unis, pays frontalier avec de forts intérêts économiques dans la partie, décident d'intervenir militairement à Vera Cruz . Il s'agit également d'empêcher le déchargement d'une cargaison d'armes d'un navire allemand et d'exiger les excuses du gouvernement mexicain pour l'arrestation de marins américains dans le port de Tampico. Le pays, divisé et instable, est aux mains de Venustiano Carranza, dont le gouvernement est reconnu par les États-Unis en octobre 1915. C'est à ce moment qu'apparaît ce qui deviendra une figure romantique de la révolution mexicaine : Pancho Villa . Nous la devons au talentueux journaliste révolutionnaire John Reed , un des premiers reporters de guerre, qui accompagne un temps Villa et ses hommes et raconte leurs aventures dans son livre *Le Mexique insurgé* (*Insurgent Mexico*), publié en 1915. Cet ouvrage vaudra à Reed le surnom de « Kipling américain[20] ».

La stratégie de Villa, basée sur la déprédation et le meurtre de citoyens américains, est de provoquer une intervention militaire des États-Unis qui serait acceptée par un Carranza qui se décrédibiliserait

alors face à tout le pays. Villa applique donc une politique de raids en territoire américain. Au printemps 1916, Wilson décide d'envoyer 11 000 hommes au Mexique sous les ordres de John J. Pershing , qui a combattu à Cuba et aux Philippines pendant la guerre hispano-américaine. Les ordres de Pershing sont de poursuivre et de capturer Villa. Alors que Carranza et son gouvernement s'opposent à cette intervention, l'armée mexicaine affronte les Américains dans des escarmouches. La tension est à son comble, d'autant plus que Pershing ne parvient pas à arrêter Villa. Wilson hésite à demander au Congrès le feu vert pour occuper le nord du Mexique, puis décide de retirer ses troupes en janvier 1917. Le président déclare alors : « Un jour le peuple américain saura pourquoi j'ai hésité à intervenir au Mexique […]. L'Allemagne tient beaucoup à ce que nous soyons en guerre contre le Mexique, afin que notre esprit et notre énergie soient occupés loin de cette grande guerre au-delà des mers… Il semble que la guerre contre l'Allemagne soit inévitable[21] . »

La réélection de Wilson

L'année 1916 est une année électorale aux États-Unis. Le « Colonel » House déplore en mars 1916 que Wilson « paraît plus intéressé et absorbé par les mesquines questions de politique locale que par la crise mondiale[22] ». Mais comment pourrait-il en être autrement ? En 1916, rien n'est gagné pour le président sortant. Wilson a été élu en 1912 grâce au schisme rooseveltien du Parti républicain. Que se passera-t-il si les républicains sont à nouveau unis ? Par ailleurs, Bryan, figure essentielle de l'aile gauche du Parti démocrate, a quitté le gouvernement avec éclat. Les républicains choisissent comme candidat Charles E. Hughes , un juriste progressiste de New York , membre de la Cour suprême. Fait inhabituel dans l'histoire du pays, Hughes démissionne donc de la Cour suprême afin de pouvoir se présenter aux élections présidentielles. Theodore Roosevelt , devenu un « faucon », partisan

de l'entrée en guerre des États-Unis, renonce à candidater sous la bannière de son Parti progressiste et se rallie au choix républicain. Wilson et ses conseillers décident de mener campagne sur le thème de la neutralité bénéfique et sur son programme progressiste. En 1916, Wilson signe une loi interdisant le commerce entre les États de produits fabriqués par des enfants et une autre établissant la journée de huit heures pour les employés des chemins de fer sur les lignes inter-États[23] . Puis, un slogan, opportunément trouvé, « Il nous a préservés de la guerre » (*He kept us out of the war*), se répand dans tout le pays. Cet habile slogan permet d'insister sur le bilan de Wilson sans s'engager sur l'avenir. Hughes, lui, n'a pas de bilan progressiste d'envergure comme son adversaire et, surtout, il ne prend pas position sur une entrée en guerre ou non des États-Unis, souhaitant ménager les germano – et irlando-Américains.

Wilson remporte les élections mais sans une très grande marge : 9,1 millions de voix contre 8,5 pour Hughes. Surtout, sa victoire est lente à se dessiner car Wilson doit attendre les résultats de l'Ouest, où il gagne tous les États excepté l'Oregon et le Nebraska . Tous les États du Sud, bastion démocrate, votent pour Wilson également. Hughes enlève les États du Nord-Est et du Midwest, à l'exception de l'Ohio . Au total Wilson est élu avec 277 grands électeurs, pour 266 requis, contre 254 pour son adversaire républicain. Pour la première fois depuis Andrew Jackson , dans les années 1830, un président démocrate se succède à lui-même.

Une paix sans victoire ?

Fort de cette victoire électorale et de la confiance du peuple américain, Wilson se remet avec ardeur et détermination à la tâche qui lui est chère : mettre fin à la guerre en Europe et construire une paix mondiale durable. Estimant en privé que cette guerre est le der nier conflit européen en dehors duquel ne pourront jamais rester les États-Unis, Wilson se lance dans une ultime médiation. D'abord, il

demande aux belligérants de lui formuler explicitement leurs buts de guerre, pensant ainsi les obliger à les réduire. Les Alliés se plient à la demande américaine mais offrent des réponses assez imprécises. Les Allemands, eux, brouillent les cartes en faisant une offre de paix… Déçu, le président américain surprend tout le monde en proposant le 22 janvier 1917 une paix selon « les principes américains », tels la démocratie, la liberté des mers, la fin des alliances et l'égalité des droits entre nations, mais surtout, et dans l'immédiat, « une paix sans victoire » ! Wilson ne veut pas de « paix dont les termes sont imposés de force aux vaincus[24] ».

On peut facilement imaginer la stupéfaction, pour ne pas dire le ressentiment, des Français ou des Allemands devant cette initiative inédite, et cette formulation inappropriée, après deux ans d'une terrible guerre et après être tout juste sortis de l'enfer de Verdun, avec ses 700 000 morts, disparus ou blessés. Georges Clemenceau , qui connaît bien les États-Unis pour y avoir vécu comme correspondant du journal *Le Temps* dans les années 1860 et pour y avoir épousé une Américaine, publie un article peu après le discours de Wilson, intitulé « L'idéalisme d'un président ». « Jamais jusqu'ici, écrit-il non sans ironie, aucune assemblée politique n'avait encore entendu un aussi beau sermon sur ce que les humains pourraient faire s'ils n'étaient pas les humains […]. Comme il est certainement sincère, il ne peut se défendre d'aborder le problème de l'Europe en feu, mais, le regard perdu dans l'abîme des âges, il s'élance, d'un magnifique essor, par-delà le temps et l'espace, pour planer dans le vide au-dessus des choses qui ont l'infériorité d'être[25] . » Les progressistes, eux, exultent. « C'est le message du siècle[26] », affirme Robert La Follette .

La réponse des Allemands à la proposition de Wilson ne se fait guère attendre. Le 1er février, ceux-ci déclarent la guerre sous-marine à outrance, soit la destruction de tout navire à vue. Un quotidien new-yorkais titre avec humour : « La liberté des mers ne bénéficiera désormais plus qu'aux icebergs et aux poissons[27] . » Plus sérieusement, le 3 février, Clemenceau écrit : « Au moment où il était

en train de refondre l'Europe dans le moule de son pacifisme, sans tenir compte des siècles d'histoire, M. Wilson , au plus beau de sa prédication d'idéalisme, a reçu de nos Boches un violent coup de poing entre les yeux[28] . » L'Allemagne sait que l'Angleterre n'a que trois mois de vivres et estime pouvoir la faire céder avant que les États-Unis ne se lancent dans le conflit et, surtout, n'aient assez de temps pour lever une armée assez forte pour servir en Europe. Pari risqué, pari perdu.

Le chemin vers la guerre

Pour autant, l'immédiat semble donner raison à l'état-major allemand. Alors que les pertes navales de la France , du Royaume-Uni , et des États-Unis sont de 2 305 000 tonnes en 1916, elles montent à 6 078 000 en 1917, soit presque le triple. Pour les États-Unis seuls, le chiffre passe de 15 000 à 166 000 tonnes, soit plus de dix fois plus[29] . Wilson , plus patient que jamais, attend. Le 12 mars, les Allemands torpillent le navire américain *Algonquin* , puis le *Vigilancia* le 16, le *City of Memphis* le 17, l'*Illinois* le 18, etc. À ces destructions navales répétées s'ajoute la divulgation dans la presse, le 17 mars 1917, de ce que l'on appelle « le télégramme Zimmerman », intercepté par les renseignements Britanniques. Dans celui-ci, datant du 19 janvier, le ministre des Affaires étrangères Arthur Zimmerman instruit l'ambassadeur allemand à Mexico de négocier une alliance avec le Mexique , et de demander au Japon de se joindre à eux, au cas où les États-Unis s'engageraient dans le conflit. L'Allemagne promet en retour qu'elle aidera le Mexique « à reconquérir les territoires perdus au Nouveau-Mexique , au Texas , et en Arizona » si les autorités mexicaines acceptent de mener des opérations militaires à la frontière avec les États-Unis, avec l'assurance que « l'utilisation d'une guerre sous-marine sans merci promet désormais de conduire l'Angleterre à demander la paix dans quelques mois »[30] .

La référence à la guerre entre le Mexique et les États-Unis de

1848 est en elle-même instructive. Les Allemands tablent sur les frustrations des Mexicains suite à la perte de ces immenses territoires. Les autorités mexicaines ne répondent pas, embrouillées dans leurs luttes intestines et sachant pertinemment que les Allemands ne risquent pas de leur envoyer des troupes par-delà les océans. Les autorités américaines, cependant, ont établi que les Allemands ont dépensé 12 millions de dollars pour ouvrir un second front au nord du Rio Grande. Au-delà du principe sacro-saint aux États-Unis de la doctrine de Monroe , l'affaire mexicaine alimente la méfiance grandissante de Wilson vis-à-vis des Allemands. Au même moment en Russie , le renversement du régime tsariste en mars 1917 met au pouvoir un gouvernement de constitutionnalistes libéraux. Ce tournant politique change la donne pour les États-Unis. Wilson était très réticent à entraîner l'Amérique dans un conflit aux côtés d'un régime autocratique. Le président américain a besoin d'une guerre juste. La fin du régime tsariste fait de la Russie une alliée acceptable pour les États-Unis.

Le 2 avril 1917, le jour de la séance d'ouverture du 65e Congrès, Wilson franchit le Rubicon. Il prononce sa déclaration de guerre à l'Allemagne , face aux deux chambres réunies. Comme l'a écrit le président Jefferson en 1809 : « En temps de paix, le peuple compte sur ses représentants ; mais en temps de guerre, sur l'Exécutif seul[31] . » Le président Wilson prend ainsi la décision de lancer son pays dans un conflit après avoir tant œuvré pour l'éviter. La responsabilité est immense. « C'est une chose terrible que de conduire ce grand peuple pacifique à la guerre, dans la plus affreuse et la plus meurtrière des guerres », explique-t-il. « Mais, ajoute Wilson , le droit est plus précieux que la paix ». Or, « la présente guerre sous-marine allemande contre le commerce est une guerre contre l'humanité ». « C'est une guerre contre toutes les nations. » Les enjeux sont gigantesques : « La civilisation, elle-même, semble jetée dans la balance. » Devant une telle situation, « la neutralité n'est plus tenable ni souhaitable » car « la paix du monde et la liberté de ses peuples sont menacées ». « Le monde doit être rendu sans risque pour la

démocratie. » Ainsi, « le jour est venu pour l'Amérique de prodiguer son sang et ses forces pour les principes auxquels elle doit sa naissance, son bonheur et sa paix[32] ».

Devant l'éloquente énonciation de si beaux principes, les causes immédiates de la déclaration de guerre, pourtant la substance du message, paraissent anecdotiques. Wilson précise bien ne pas avoir de querelle avec le peuple allemand mais avec son régime seul, qu'il considère, et ceci depuis 1914, comme autocratique et militariste. Dans son message, il insiste bien sur l'inhumanité de la guerre sous-marine à outrance, la duperie du régime et la provocation allemande au Mexique . Wilson précise bien que les États-Unis ne combattent pas comme Alliés mais comme « puissance associée » avec ses propres objectifs. Pendant ce temps, à Paris, *Le Figaro* annonce « l'entrée en scène du justicier[33] »…

L'Amérique mobilise ses hommes

Personne en Europe, ni même aux États-Unis, ne soupçonne l'étendue de la puissance américaine, ni ne peut estimer de quel poids celle-ci va peser dans le conflit. C'est une situation inédite. L'Amérique n'a pas encore dans son histoire pleinement mobilisé ses hommes et ses ressources pour se battre outre-mer dans un conflit majeur. Mais en avril 1917, l'Amérique assurément n'est pas prête pour relever le plus grand défi militaire et logistique de son histoire à ce jour. Un terme clé circule dès 1915 suite à la tragédie du *Lusitania* , *preparedness* . Difficilement traduisible en une formule, *preparedness* signifie à la fois « état de préparation » et « processus de préparation ». Des « *preparedness speeches* » sont prononcés, des « *preparedness parades* » sont organisées, des comités de « *preparedness* » sont formés, etc. C'est donc à la fois un résultat et un process. Le terme était d'ailleurs déjà apparu sous la plume de Mahan à la veille de la guerre de 1898 contre l'Espagne . Mais en 1917, le défi – lever des centaines de milliers d'hommes pour les envoyer se

battre de l'autre côté de l'Atlantique face à des troupes allemandes on ne peut plus aguerries par des années de combat féroce – est sans commune mesure. En 1917, l'Amérique n'a pas encore de tradition militaire. La guerre de 1898 fut rapide, combattue avec peu d'hommes, des volontaires pour la plupart de surcroît, et la grande flotte de 1907 est désormais vieillissante. En 1917, les États-Unis ont un taux de militarisation très bas, dix fois moins élevé qu'en France : 1 soldat pour 516 habitants contre 1 pour 53. Par ailleurs, l'Amérique doit se préparer militairement, mais aussi mentalement, à l'épreuve de force.

Pour aider Wilson et le gouvernement fédéral à mobiliser l'Amérique en faveur des Alliés, la France , comme le Royaume-Uni , envoie une mission aux États-Unis dès avril 1917. La délégation française est conduite par René Viviani, alors ministre de la Justice, mais c'est le maréchal Joffre qui attire l'attention des officiels et du public américains[34] . Le « colonel » House le compare même au général Grant, vainqueur de la guerre de Sécession. L'aura du maréchal est telle qu'à la fin de la mission, la France devient « le pays de Joffre ». La délégation française parcourt le pays et se rend même au Canada . Elle s'arrête à Pittsburgh , Chicago, Kansas City , Saint-Louis , Indianapolis , Columbus , Philadelphie , New York , Ottawa , Boston et Washington. Un million de personnes se pressent dans les rues de New York pour l'accueillir. Au total, la délégation aura présenté 22 discours aux États-Unis. Joffre ne parle pas anglais et déclare au Congrès : « I do not speak English. Vivent les États-Unis. » Lorsqu'il prend la parole en français devant un auditoire dont la grande majorité ne comprend pas, chacun « se laisse bercer par la musique du discours[35] ». Les thèmes développés par la mission française sont l'amitié franco-américaine, la lutte pour sauver la démocratie, la puissance de l'idéal américain, et la résistance victorieuse de la France. La mission est un succès. Peu après, la France crée à Washington le Haut-Commissariat de la République française, qui emploie 1 200 personnes et qui est dirigé par un fin connaisseur de l'Amérique, André Tardieu , auteur en 1908 d'un

ouvrage sur les États-Unis.

L'effort de guerre américain, militaire, financier, industriel, et logistique est phénoménal. D'un point de vue militaire, l'armée américaine et la Garde nationale comptent 400 000 hommes en avril 1917. À la fin de la guerre, ce chiffre sera de 4,8 millions. Wilson a recours à la conscription avec le *Selective Service Act* de mai 1917. Une démarche qui n'est pas inédite dans l'histoire du pays mais tout de même radicale. Le gouvernement fédéral n'a pas eu recours à la conscription depuis 1863, pendant la guerre de Sécession. De violentes émeutes secouèrent alors New York … Dès l'été 1917, le gouvernement crée 4 500 bureaux de recrutement (*draft boards*) auprès desquels les hommes entre 21 et 30 ans dans un premier temps, puis entre 18 et 45 ans, doivent s'enregistrer. Au total, près 2,8 millions d'hommes, célibataires pour la plupart, seront appelés sur 24 millions enregistrés. Ils composeront les trois quarts des forces américaines pendant la guerre. Trente-deux camps d'entraînement sont ouverts, la plupart dans le Sud pour des raisons climatiques. La guerre de 1898 aux Antilles et aux Philippines , dévastatrice surtout du fait des épidémies, est encore dans toutes les mémoires. La loi prévoit des exemptions pour croyances religieuses. Près de 4 000 appelés y ont recours, dont 2 700 refusent même des tâches non-combattantes. Un demi-millier d'entre eux seront emprisonnés.

La grande nouveauté est l'emploi de tests psychologiques et d'intelligence pour mieux connaître cette population. Près de 400 psychologues ont administré 2 millions de tests. Les officiers militaires hurlent les instructions et les appelés changent de tâches toutes les minutes. Ces conditions ont dû influer sur les résultats. Ceux-ci montrent que l'Américain moyen possède un âge mental de 13 ans, ce qui n'est pas si mal comparé aux chiffres qui circulent pour les autres nations : 11,01 pour les Italiens, 11,34 pour les Russes, 10,74 pour les Polonais, sans oublier 10,4 pour les Noirs américains. D'un point de vue géographique, ces tests révèlent que les États de l'Ouest et du Nord ont un meilleur niveau moyen que ceux du Sud.

Ces résultats sont, bien sûr, à décrypter avec les préjugés et les approximations de l'époque. La photographie de la population masculine qu'ils donnent, une première dans l'histoire du pays, demeure néanmoins riche d'enseignements. Il apparaît qu'un quart de cette population est analphabète et que la majorité des hommes blancs n'ont qu'une moyenne de sept ans d'instruction, pour moins de cinq pour les étrangers et moins de trois pour les Noirs. Lorsque ces résultats sont publiés, une prise de conscience concernant l'école obligatoire s'empare du pays – le Mississippi est le dernier État à légiférer dans ce sens – ainsi qu'un véritable engouement pour ce type de tests[36] .

… et ses ressources

La mobilisation des ressources agricoles, industrielles et financières de tout le pays, ainsi que des talents, des expertises et de l'opinion publique pour l'effort de guerre nécessite un gouvernement fort et puissant qui pratique un quasi-dirigisme économique par le biais de multiples agences fédérales. Cette métamorphose interventionniste sera graduelle et provisoire mais elle constitue néanmoins aux États-Unis une véritable révolution et un important précédent. Wilson a commencé dès août 1916 à rassembler autour de lui les meilleurs experts au sein du Conseil de défense nationale (Council of National Defense). Celui-ci, cependant, n'a pas de réels pouvoirs. Tout change avec la création du War Industries Board (WIB) en juillet 1917. Le WIB, dirigé à partir de mars 1918 par l'efficace Bernard Baruch , un homme de Wall Street, contrôle virtuellement l'économie. L'agence planifie la production industrielle selon les besoins des forces américaines et des commandes des Alliés, répartit les matières premières, commande la construction de nouvelles usines et fixe les prix. Un membre du WIB, Grosvenor Clarkson, parle de « dictature industrielle […] une dictature par force de nécessité et d'un commun accord[37] ».

La Food Administration, aux mains d'Herbert Hoover , un ingénieur des mines qui s'est distingué par son sens de l'organisation en prenant en charge le Comité d'aide à la Belgique (Commission for Relief in Belgium), créé afin de ravitailler les victimes belges de la guerre (4 millions de personnes en ont bénéficié) et qui lui vaudra le surnom de « Napoléon de l'humanitaire », doit augmenter la production agricole tout en stabilisant la consommation civile[38] . Hoover , dont le slogan est « La nourriture nous fera gagner la guerre. Ne la gaspillez pas », refuse toute politique de rationnement et de contrôle des prix[39] . Il oblige les Alliés à payer les denrées agricoles plus cher afin de stimuler la production et encourage les Américains à moins consommer par patriotisme en instaurant des « lundis sans blé », des « mardis sans viande » et des « jeudis sans porc ». Très vite, le verbe *hooverize* en vient à signifier « économiser ». Au-delà de son succès initial, le travers de la méthode Hoover est d'avoir poussé les fermiers américains à s'endetter. Dès 1919, au sortir de la guerre, ils seront très durement frappés par une grave crise agricole due à la chute soudaine de la demande. La Fuel Administration, elle, gère les ressources énergétiques. Elle est dirigée par le fils d'un ancien président, Harry A. Garfield . Celui-ci parvient à imposer l'heure d'été et les « lundis sans chauffage[40] ». Le National War Labor Board est aux mains de l'ancien président Taft. Composé de représentants du gouvernement, de dirigeants et de syndicalistes, ce comité impose la journée de huit heures et la semaine de quarante heures aux industries qui signent des contrats avec le gouvernement. Il est aussi chargé d'arbitrer les conflits syndicaux. Le gouvernement fédéral nationalise même les chemins de fer en décembre 1917 afin de moderniser et de standardiser cet immense réseau de quatre cent mille kilomètres et d'éviter toute grève[41] .

Toute guerre a un coût. Celle-ci a coûté aux États-Unis plus de 35 milliards de dollars, soit 2 millions par heure, ou 8,7 % de la richesse du pays. De ce montant, 11 milliards furent prêtés aux Alliés. Les Américains sont imposés – à un taux de 70 % pour les revenus annuels au-delà d'un million de dollars – mais sont surtout

encouragés à acheter des bons du trésor à 50 dollars, des obligations à 25 dollars et des timbres d'épargne à 25 cents. Aux yeux du secrétaire au Trésor William G. McAdoo (également le gendre de Wilson), les prêts américains aux Alliés sont « des substituts aux soldats ». Plus on lèvera de fonds, plus on sauvera de vies – américaines[42] . En tout, près de 22 milliards de dollars, soit les deux tiers du coût total du conflit pour les Américains, seront payés par ces bons et obligations. Le troisième tiers le sera par les impôts sur le revenu[43] .

Convaincre et museler

Afin de mobiliser l'opinion publique, le gouvernement crée le Comité d'information publique (Committee on Public Information ou CPI). Il est dirigé par George Creel , un journaliste de Denver , dans le Colorado . L'idée de Creel est de convaincre plutôt que de réprimer. Il recrute des journalistes, des photographes, des professeurs, et des artistes afin d'obtenir l'adhésion de la population américaine non seulement à l'effort de guerre mais aussi à la cause des Alliés. Le CPI publient des bulletins d'informations, des ouvrages, des affiches, et même de films à la fois pro-Alliés et contre l'Allemagne , tel, par exemple, *L'Animal de Berlin* (*The Beast of Berlin*), par allusion au Kaiser. Une des grandes originalités du CPI a été de recruter 75 000 conférenciers, surnommés *Four-Minute Men* (en référence aux soldats de la Révolution, les *minute men*), pour prononcer des discours de quatre minutes – soit le temps nécessaire pour changer des bobines de films – dans les cinémas, les marchés, les foires et les églises. D'après Creel, 7 millions de discours ont été donnés sur la guerre sous-marine allemande, l'importance de la liberté des mers, les pratiques de guerre allemande et les complots allemands sur le sol américain.

Cette campagne massive de propagande cherche à stimuler le patriotisme qui, à son tour, facilitera le sacrifice. Le CPI promeut « le

cent pour cent américain » et exige la loyauté des citoyens nés à l'étranger, ceux qu'on appelait depuis les années 1880 les Américains à trait d'union (*hyphenated Americans*), c'est-à-dire les Irlando-Américains, les Italo-Américains, les Germano-Américains, etc.[44] . Le 4 Juillet, jour de la fête nationale, est présenté comme le « jour de l'américanisation » (*Americanization Day*) afin, comme le dit une affiche représentant un Oncle Sam souriant serrant la main d'un travailleur, « de donner aux 13 millions d'immigrés le sentiment d'avoir un rôle et de partager les institutions américaines ». Le slogan, en écho à la devise *E pluribus unum* (De plusieurs, un seul), est « Beaucoup de peuples, mais une nation[45] ». Très vite, cependant, se développe un fort sentiment germanophobe, ce que nous qualifierions de nos jours de *German-bashing* (de *to bash* , « frapper »). Certains Allemands sont suspectés d'espionnage et de sabotage. Un certain Robert Prager, originaire de Dresde, est même lynché par une foule en colère à Collinsville, dans l'Illinois , en avril 1918. Près de la moitié des États interdisent l'enseignement de la langue allemande à l'école. Les termes culinaires ou gastronomiques allemands sont bannis : la *sauerkraut* ou choucroute devient le chou de la liberté (*liberty cabbage*), le hamburger (de la ville de Hambourg [Hamburg en anglais]) devient le sandwich de la liberté, etc.[46] . Berlin Street à New York se mue en rue du General Pershing .

Afin de museler l'opposition pacifiste, notamment socialiste, le Congrès adopte une loi contre l'espionnage et contre la sédition, en juin 1917 et mai 1918 respectivement. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement fédéral a recours à de telles lois. Rappelons qu'en 1798, en pleine confrontation avec la France , pendant la Quasi-Guerre, le président John Adams et les fédéralistes avaient fait adopter les *Alien and Sedition Acts* pour censurer la presse et l'opposition jeffersonienne tout en surveillant la présence étrangère dans le pays, alors composée de Français et d'Irlandais. Mais la législation de 1917-1918 est appliquée beaucoup plus durement. Les lois de 1798 donnèrent lieu à 25 poursuites qui aboutirent à 10 condamnations. Sous Wilson , les chiffres sont respectivement

1 500 pour 1 000. Les socialistes, les anarchistes et les *wobblies* sont particulièrement touchés par ces lois. En juin 1918, Eugene Debs , candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1912, prononce un discours dans lequel il s'exprime pour la liberté d'expression et contre la guerre. Ainsi déclare-t-il, non sans ironie, « il est extrêmement dangereux d'exercer son droit constitutionnel de liberté d'expression dans un pays qui combat pour – reprenant la formule de Wilson – rendre le monde sans risque pour la démocratie ». Puis, il ajoute, « la classe des maîtres a toujours déclaré les guerres ; la classe des sujets a toujours combattu. La classe des maîtres a eu tout à gagner et rien à perdre alors que la classe des sujets n'a rien eu à gagner et tout à perdre – surtout leurs vies[47] ». Pour ces paroles, Debs est condamné à dix ans de prison. Les socialistes américains condamnent pareillement cette guerre comme « une orgie furieuse de morts et de destructions […] orchestrée par les classes dirigeantes et combattue par les masses » qui ne profitera qu'aux « capitalistes ». Ils estiment que la déclaration de guerre du gouvernement « est un crime contre le peuple des États-Unis et les nations du monde[48] ». Plusieurs dizaines de *wobblies* accusés de s'opposer à l'effort de guerre seront aussi emprisonnés. Dans deux arrêts prononcés en 1919, *Schenck vs. United States* et *Abrams vs. United States* , le premier lié à la distribution de tracts contre la conscription et le second pour opposition à l'intervention américaine en Russie , la Cour suprême valide les lois contre l'espionnage et la sédition.

Comme l'écrit fort justement l'historien américain Michael McGerr, « l'effort de guerre a besoin des progressistes et les progressistes ont besoin de l'effort de guerre[49] ». Et Wilson aussi serait-on tenté d'ajouter. L'effort ne peut être que collectif et il combat l'individualisme dans l'esprit du progressisme. « Le laisser-faire est mort… Vive le contrôle social », s'exclame-t-on alors aux États-Unis[50] . Newton D. Baker, Josephus Daniels, George Creel et William G. McAdoo , parmi d'autres, sont tous des progressistes impliqués auprès de Wilson . L'ironie est que la mobilisation des ressources du pays a poussé le progressisme jusqu'à ses limites par un

contrôle de l'économie et de la société américaine tout à fait inédit dans son histoire. Et la paix mettra fin au progressisme. Malgré tout, la mobilisation des années 1917-1918 constitue une répétition générale avant le New Deal.

Les troupes américaines au combat

Un an après la déclaration de guerre des États-Unis, en avril 1918, Wilson prononce à Baltimore un discours martial dans lequel il déclare qu'il n'existe qu'une seule manière de répondre à l'agression allemande : « La Force, la Force jusqu'au bout, la Force sans restriction ni limites, la Force juste et triomphante qui fera du Droit la loi du monde et abattra toute puissance égoïste[51] . » L'idéalisme wilsonien se muscle. La détermination du président américain est immense. L'Amérique pèsera militairement sur le conflit au plus fort de son poids du moment, même si celui-ci reste tout relatif par rapport aux forces engagées par les Européens.

À partir du printemps 1918, les Américains parviennent à envoyer en France 200 000 hommes par mois pour un total de 2 millions à la fin du conflit, sous le commandement du général Pershing[52] . Celui-ci a fait ses classes dans l'Ouest contre les Apaches dans les années 1880, a combattu aux Philippines et, rappelons-le, a commandé les troupes américaines au Mexique en 1916. Dans un discours à ses officiers, il déclare : « Nous venons d'une nation jeune et énergique. Nous venons d'une nation qui s'est tenue devant le monde pendant cent cinquante ans comme la championne des principes sacrés de la liberté humaine. Nous revenons maintenant en Europe, le lieu d'origine de nos ancêtres pour aider à défendre ces mêmes principes sur le sol européen. Pourrait-il exister un sentiment plus stimulant en vous rendant d'ici à vos postes de commandement et de là au champ de bataille[53] ? » Dans ce même esprit, devant la tombe de La Fayette , au cimetière de Picpus, un officier américain lance cette apostrophe mémorable, en reconnaissance à l'intervention

décisive de la France de Louis XVI lors de la guerre d'indépendance américaine, impulsée par la bravoure et l'idéalisme du jeune marquis : « La Fayette, nous voilà[54] . »

On appelle les soldats américains *sammies* , en référence à l'Oncle Sam, ou *doughboys* . La composition de l'armée américaine est à l'image du pays : 18 % de citoyens nés à l'étranger et 13 % d'Africains-Américains. Notons un chiffre étonnant : un quart de la population amérindienne masculine (Osages, Sioux , Cherokees , Cheyennes notamment) sert en France . Ils en seront remerciés collectivement en 1924 avec le vote par le Congrès d'une loi leur conférant la citoyenneté américaine (*Indian Citizenship Act*). Voilà des troupes certes inexpérimentées mais fraîches, à un moment critique où suite au traité de Brest-Litovsk avec la Russie bolchevique du 3 mars 1918, les Allemands, débarrassés du front Est, transfèrent un million d'hommes vers l'Ouest.

C'est l'industrie militaire française qui équipe principalement les soldats américains : 100 % des chars, 80 % des avions, presque la totalité des munitions. Les Alliés, et particulièrement les Français, plaident pour l'intégration complète du corps expéditionnaire américain ou American Expeditionary Force (AEF) au sein de leurs troupes sous le commandement unique de Foch à partir de mars 1918. C'est ce qu'on appelle « l'amalgame ». Malgré l'intelligente souplesse affichée par Pershing , les Américains n'y sont pas favorables ni militairement ni, surtout, politiquement. L'opinion publique américaine désapprouverait que ses *boys* combattent sous un drapeau étranger. Par ailleurs, une présence militaire distincte de celle des Alliés offrira aux Américains une plus grande latitude et influence au moment des négociations de paix, estime-t-on à Washington. Finalement, un compromis est trouvé. Ce sera « l'amalgame provisoire », en attendant que les Américains se battent sous leur propre commandement. Cet accord facilite la coordination des actions militaires et permet d'aguerrir les troupes américaines tout comme de soulager les soldats français et britanniques.

Les principaux engagements où se sont distingués les soldats

américains sont Château-Thierry, dans l'Aisne, en juillet 1918, au saillant de Saint-Mihiel (7 000 Américains tués ou blessés), sur les bords de la Meuse, en septembre 1918, où se battent 550 000 Américains, et enfin dans l'offensive décisive de Meuse-Argonne, au nord de Verdun, qui implique 1,2 million de soldats américains à l'automne 1918. Les Américains, dont on ne peut sous-estimer l'impact psychologique de l'arrivée, ont permis de résister aux dernières attaques allemandes et de mener l'ultime offensive alliée avec succès. Ce que Wilson appellera modestement « notre aide opportune » (*timely aid*). Les États-Unis perdent 50 000 hommes au combat, un total modeste comparé au 1,3 million pour la France , 900 000 pour le Royaume-Uni , 1,7 million pour la Russie et 1,6 million pour l'Allemagne[55] . Mais les pertes américaines, ramenées à six mois, sont somme toute brutales. Pendant l'offensive de la Meuse-Argonne, 6 000 soldats américains meurent chaque semaine.

L'échec d'une paix wilsonienne

À l'automne 1918, les États-Unis sont en campagne électorale pour les élections de mi-mandat au Congrès : la Chambre des représentants et un tiers du Sénat. Wilson souhaite un Congrès démocrate pour appuyer sa politique extérieure et le fait savoir. Les résultats sont, à l'inverse, en nette faveur des républicains qui contrôlent désormais les deux Chambres. Une fois l'armistice signé, Wilson prend une décision tout à fait inédite dans l'histoire des États-Unis : il se rendra en Europe pour les négociations de paix. Il y est en décembre 1918, puis à nouveau de mars à juin 1919. Choix politique courageux qui révèle combien bâtir une paix durable, en Europe et au-delà, est essentiel pour le président américain. En s'absentant, Wilson prend néanmoins le risque non seulement de laisser les affaires domestiques aux mains de ses adversaires républicains, mais aussi de ne pas être compris par ses compatriotes.

Wilson est accueilli en triomphe à Paris par des foules enthousiastes. Mais les négociations, menées principalement par le Conseil des Quatre (France , Italie , Royaume-Uni , États-Unis, soit G. Clemenceau , V. Orlando, Lloyd George et W. Wilson), sont ardues. Le président américain souhaite, selon ses propres mots, « faire ce qui n'a jamais été fait auparavant : poser les fondations d'un nouveau système de relations internationales[56] ». Il se heurte cependant aux Alliés qui, même s'ils portent un regard plein de respect et de considération sur Wilson et perçoivent clairement la nouvelle puissance américaine, ont une vision plus traditionnelle d'une paix imposée aux vaincus par les vainqueurs. Par ailleurs, les Alliés n'ont pas les mêmes objectifs. La France désire affaiblir durablement l'Allemagne ; l'Italie souhaite annexer le Trentin et Trieste ; et le Royaume-Uni se méfie terriblement d'une France qui profiterait d'une Allemagne diminuée.

Wilson oppose à ces revendications ce qu'on appelle « les Quatorze Points », soit une liste de principes, énoncés dès janvier 1918, dont le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'abandon de la diplomatie secrète, la liberté des mers, le désarmement et la mise en place d'une « Ligue des nations » destinée à « offrir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux petits comme aux grands États[57] ». Les Français, les Italiens et les Britanniques, parfois perplexes vis-à-vis de l'idéalisme wilsonien, sont prêts à faire un pas vers le président américain à condition que celui-ci acquiesce aux demandes qu'ils jugent essentielles pour la préservation de leurs intérêts. Le Premier ministre britannique déclare ainsi : « Sur les Quatorze Points on peut discuter des mois, car ils comportent deux cent cinquante interprétations différentes[58] . » Et les Français, qui voient en Wilson « un pape laïque », estiment que le président américain « parle comme Jésus-Christ et se conduit comme Lloyd George[59] », c'est-à-dire en fin politique adepte de *realpolitik* .

Une série de traités, signés entre différents belligérants, furent adoptés de juin 1919 à juin 1920. Le traité de Versailles, que Wilson

qualifie ni plus ni moins « d'accord mondial », règle la question allemande. La France récupère l'Alsace-Lorraine et obtient le contrôle sur la Sarre, avec ses précieuses charbonnières, sous l'égide de la Société des nations. L'Allemagne cède aussi des territoires à la Pologne, perd toutes ses colonies et, reconnue responsable du conflit, doit payer des réparations de 132 millions de marks-or à verser sur trente ans. Les Allemands, exclus des négociations, se voient ainsi présenter « une paix carthaginoise », selon le mot de John Maynard Keynes , par allusion à la destruction de Carthage par Rome , ce qu'ils percevront comme une humiliation. Les traités de Saint-Germain-en-Laye et du Trianon aboutissent au démantèlement de l'Autriche-Hongrie . Alors que sont créées la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, l'Autriche et la Hongrie voient leur territoire considérablement réduit. Enfin, la Turquie cède ses territoires du Moyen-Orient à la France et au Royaume-Uni , qui les administreront sous mandat de la Société des nations.

L'ultime échec de Wilson

La délégation américaine, qui est composée d'experts très avertis des questions européennes mais qui ne compte qu'un seul républicain, est partagée au regard de ces traités, notamment sur la sévérité des conditions imposées à l'Allemagne . Dans l'ensemble, cependant, elle reste fidèle au président Wilson. Le traité de Versailles contient aussi un accord, ce que Wilson appelle « *a covenant* », base de la future Société des nations. Le terme n'est pas anodin, surtout dans la bouche du président américain. *Covenant* , ou alliance, est un mot à forte connotation morale, voire religieuse, ciment de l'expérience puritaine en Nouvelle-Angleterre au XVII e siècle. Moment fondateur de leur nation s'il en est, dans l'esprit des Américains de ce premier XX e siècle. Pour Wilson, le cœur de l'accord est l'article X qui prévoit, de manière vague et ambiguë, pour chaque membre « de respecter et préserver » les territoires de

toutes les nations qui ont adhéré à la Société des nations, que d'ailleurs les Américains appellent Ligue des nations. Il s'agit, selon les mots du président américain, « d'une opportunité de construire des garde-fous pour protéger les droits des minorités raciales, nationales et religieuses par une alliance [*covenant*] internationale[60] ». Wilson insiste ainsi sur le fait que ce document est moral plutôt que légal et donc encore plus astreignant.

Selon la Constitution américaine, rappelons-le, tout traité doit être ratifié par le Sénat avec une majorité des deux tiers. Le chef de file des républicains est le Bostonien Henry Cabot Lodge . Lodge et sa majorité ne sont pas hostiles à l'idée d'une assemblée internationale afin de régler les conflits entre nations et préserver durablement une paix mondiale. Lodge est un proche de Theodore Roosevelt qui n'est certainement pas un isolationniste. Mais le document ne peut, d'après les républicains, être adopté en l'état, en raison, entre autres, de cet article X. Pour les États-Unis, cet accord est tout à fait inédit. Jamais les Américains ne se sont engagés dans une telle entreprise. Et d'ailleurs, quelle est la véritable nature de cet engagement ? La dimension morale de cet accord mise en avant par Wilson n'est pas pour rassurer les républicains… Non sans humour, du moins politique, Lodge propose Quatorze Réserves – en écho aux Quatorze Points de Wilson – pour modifier un accord qu'il estime, en tant que diplômé d'Harvard et dans un esprit de concurrence universitaire, « bon pour Princeton mais pas pour Harvard[61] ».

Non seulement Wilson ne cède pas, estimant avoir concédé assez de compromis jusque-là, mais il fait personnellement campagne pour la ratification du traité et la Société des nations. Dans son discours de juillet 1919 au Congrès, il qualifie la SDN de « seul espoir de l'humanité [… car] les nations libres unies doivent mettre fin à l'agression et assurer au monde la paix ». Quant à l'Amérique, ajoute-t-il, « elle a atteint sa majorité en tant que puissance mondiale ». Le temps n'est plus à l'isolationnisme : « Notre isolement a pris fin il y a vingt ans », déclare Wilson en se référant à la guerre contre l'Espagne de 1898. « Il est hors de question de cesser d'être une puissance

mondiale. La seule question est de savoir si nous refusons le leadership moral qui nous tend les bras, si nous acceptons ou si nous rejetons la confiance du monde[62] . » Wilson parcourt 13 000 kilomètres dans tout le pays et prononce une trentaine de discours. Ce faisant, le président fragilise sa santé et subit trois infarctus, dont le dernier le paralyse partiellement. Wilson doit affronter le Sénat et clore son second mandat considérablement diminué physiquement. Obstiné, sûr de son bon droit et désormais handicapé, Wilson donne la consigne aux sénateurs qui l'appuient de ne pas céder à Lodge et de ne pas accepter les amendements proposés par les républicains. Le traité sera accepté tel quel ou ne le sera pas. En novembre 1919, puis à nouveau en mars 1920, le Sénat vote contre le traité de Versailles. Il ne sera donc pas adopté. D'autres traités avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie seront ratifiés par le Sénat américain en 1921.

L'échec de Wilson ne peut donc se résumer à la victoire d'un Sénat isolationniste. Le président américain tient sa part de responsabilité en refusant de se plier au jeu politique. Désireux de créer un monde plus sûr et pensant bénéficier de l'appui de l'opinion publique américaine, Wilson a estimé pouvoir imposer ses vues au Congrès. Ce ne fut pas le cas. Mais une encore plus grande défaite l'attend…

CHAPITRE 18

Le « retour à la normale » ? Les années 1920 (1919-1929)

Ma vie ne constitue pas un modèle exemplaire, quelle que soit la manière dont on la considère. Anonyme dans la foule anonyme, elle tire sa lumière de l'idéal qui pousse l'humanité vers de meilleurs destins. Et, par éclairs, j'embrasse cet idéal dans ma pensée.

Bartolomeo Vanzetti (1923)

La « peur des Rouges »

D'une révolution à une autre, John Reed , après avoir suivi Pancho Villa au Mexique et servi comme correspondant de guerre en France , se rend en Russie en 1917. Il participe aux événements d'octobre qu'il raconte dans son livre *Dix jours qui ébranlèrent le monde* , publié en 1919[1] . Alors que Reed s'approche de Petrograd et que les soldats révolutionnaires se tiennent contre les vitres du train, il note : « Je me faisais l'effet d'un voyageur anglais qui aurait pris la diligence de Boulogne à Paris en 1793, pendant la Terreur, et qui, s'arrêtant pour changer de chevaux à un petit relais de poste, aurait vu les visages hirsutes et cruels de la milice jacobine collés à sa

fenêtre[2] . »

Reed fait partie du Bureau de propagande internationale, rattaché au ministère des Affaires étrangères de Trotski. Un an plus tard, de retour aux États-Unis, Reed publie un article intitulé « Le bolchévisme en Amérique », dans lequel il note : « En réponse aux questions anxieuses de certains capitalistes, à propos de la menace d'une révolution bolchevique aux États-Unis dans les deux semaines à venir, nous voudrions poser nettement le problème une fois pour toutes. La classe ouvrière américaine est la classe ouvrière la moins éduquée politiquement et économiquement du monde entier. Elle croit encore ce qu'elle peut lire dans la presse capitaliste. Elle croit que le système des salaires est un système de droit divin. […] Elle croit que Samuel Gompers et que l'*American Federation of Labour* la protégeront autant qu'il est en leur pouvoir. Elle croit que nous pourrons vivre mille ans avec notre système de gouvernement. Lorsque les démocrates sont au pouvoir, elle croit aux promesses des républicains et vice versa. Elle croit que la législation du travail est appliquée à la lettre. Elle est pleine de préjugés contre le socialisme[3] . »

Pourtant, l'année 1919 est particulièrement difficile et troublée aux États-Unis. La fin du contrôle étatique et le retour à une économie de paix s'avèrent périlleux. La démobilisation massive sature le marché de l'emploi. L'État fédéral se retire de nombreux contrats, ce qui provoque faillites et licenciements. De surcroît, l'inflation est particulièrement aiguë. Pour un indice de 100 en 1913, les prix de gros industriels sont à 203 et des produits agricoles à 222 en 1919. La viande, le beurre, et les œufs, par exemple, ont augmenté de 80 %[4] . Le monde des affaires reprend sa position dominante, avec l'appui du gouvernement fédéral, qui ne joue plus son rôle bénéfique d'arbitre. Il s'ensuit un nombre exceptionnellement élevé de grèves : 2 665 pour la seule année 1919, qui implique 4 millions de grévistes. La grève générale à Seattle touche 60 000 employés. Puis, suivent celles de la police de Boston , de la sidérurgie avec 340 000 ouvriers grévistes, également celles des

mineurs et des téléphonistes. Des attentats à la bombe se succèdent contre des responsables politiques, industriels et financiers.

Les États-Unis sont-ils sous la menace d'un complot bolchevique ? La Révolution russe, relayée par l'Internationale, gagne-t-elle l'Amérique ? Le bolchevisme, ce « composé de massacres, de confiscations, d'anarchie et de désordre […] cet éden des syndicalistes de l'IWW et un paradis sans pareil pour les anarchistes et les socialistes partisans de l'action directe[5] », la bête noire de l'establishment, menace-t-il les États-Unis en ces années d'après-guerre ? Reed répond que non mais le patronat, le gouvernement fédéral et le ministère de la justice sont singulièrement inquiets. Par allusion à la grève très suivie de Seattle , dans l'État de Washington, un membre du gouvernement décrit les États-Unis comme « 47 États et le soviet de [l'État de] Washington[6] ».

Le ministre de la Justice, A. Mitchell Palmer , épaulé par son jeune assistant J. Edgar Hoover , dénonce un complot communiste dans les grèves de 1919. Il décide d'agir et vise non seulement les militants communistes et socialistes américains mais aussi les étrangers, surtout les Russes, les Allemands et les Italiens, accusés d'anarchisme. C'est « la peur des Rouges » (*Red Scare*). Non plus les Peaux-Rouges, qui ont si longtemps hanté l'imaginaire étatsunien, mais tous ceux qui contestent et menacent le système capitaliste, et sont soupçonnés de vouloir importer l'idéologie et la révolution bolcheviques en Amérique. En novembre 1919, Palmer annonce au Congrès que « le ministère de la Justice a identifié plus de 60 000 agitateurs, disciples de Trotski, bien organisés[7] ».

Le sort de Jane Addams , rappelons-le, héroïne des *Settlement Houses* des années 1890, illustre parfaitement cette nouvelle hystérie qui s'empare du pays. Addams fait désormais partie d'une liste de 62 personnes considérées comme ayant « des sentiments dangereux, destructeurs et anarchistes ». Des manchettes de journaux titrent « "Les Rouges sont de bons Américains", affirme Jane Addams » ou encore « Jane Addams rejoint un mouvement de soutien en faveur de Lénine ». Un Britannique témoigne : « En 1912 aux États-Unis, il était

impossible de prononcer le nom de Jane Addams dans un discours public sans craindre une interruption car simplement mentionner son nom suffisait à provoquer une tempête d'applaudissements. Après la guerre, je fus choqué de constater combien sa renommée s'était éteinte… sa popularité s'étant évanouie si rapidement et de manière si complète. Combien je me souviens du silence qui accueillait alors la mention du nom de Jane Addams[8] . »

En novembre 1919 et en janvier 1920 sont organisés ce que les historiens appellent les *Palmer Raids* , soit des descentes dans les quartiers immigrés pour arrêter des activistes et des étrangers. Près de 3 000 personnes sont arrêtées et 500 déportées, dont l'anarchiste russe Emma Goldman , installée aux États-Unis depuis 1885. C'est dans cette atmosphère de peur généralisée que sont incarcérés en avril 1920 les anarchistes italiens Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, aux États-Unis depuis 1908. Condamnés à la peine de mort lors de deux procès à charge pour un meurtre lors d'un braquage à South Braintree, au sud de Boston , ils incarnent la lutte inégale contre les forces conservatrices du pouvoir politique et économique en Amérique et deviennent une cause célèbre de par le monde, surtout en Europe. Des foules entières se mobilisent pour les sauver de la peine capitale. En vain : après une série de recours, ils sont exécutés en août 1927, provoquant un émoi planétaire[9] .

Aux « Rouges » se mêlent, dans cette suspicion paranoïaque à grande échelle, les Juifs, les catholiques et les Noirs. Car dans cet immédiat après-guerre mouvementé débute une tendance capitale de l'histoire démographique du pays : la migration des Noirs du Sud vers les villes du Nord, du Midwest, et de l'Ouest, tels New York , Philadelphie , Boston , Chicago, Detroit, Cleveland , Saint-Louis et Los Angeles . La population noire de Chicago passe de 44 000 à 110 000 en dix ans, de 1910 à 1920 ; celle de New York, de 92 000 à 153 000. Connu sous le nom de Grande Migration (*Great Migration*), cet exode touche plus de 500 000 Noirs au lendemain de la guerre, entre 1916 et 1918. En 1928, les villes du Nord comptent 1,2 million de Noirs de plus qu'en 1915. Ils n'y sont pas nécessairement les

bienvenus : « Homme Noir, reste dans le Sud[10] », titre le journal *Chicago Tribune* en 1918. Ils s'installent dans des quartiers bien délimités. Harlem, qui concentre 72 % de la population noire de Manhattan en 1930, en est le symbole. Des émeutes raciales ont lieu à Saint-Louis en 1917 et à Chicago en 1919 et, quoique de moindre ampleur, dans une vingtaine de villes à travers le pays. Cette même année, 83 Noirs sont lynchés.

Le retour des républicains

C'est dans ce climat de crise économique et d'extrême tension sociale et raciale qu'ont lieu les élections présidentielles de l'automne 1920. Très affaibli physiquement et politiquement, Wilson, qui envisage pourtant de candidater pour un troisième mandat, souhaite, à tort, faire de ces élections un « solennel référendum » sur la SDN et sa politique étrangère d'une manière générale. En fait, c'est une Amérique lassée non pas tant par Wilson lui-même mais plutôt par son idéalisme et impatiente de porter au pouvoir un programme plus prosaïque qui se rend aux urnes. Warren H. Harding , sénateur de l'Ohio , est le candidat républicain. Il est assisté de Calvin Coolidge , gouverneur du Massachusetts[11] . En face, les démocrates sont représentés par James M. Cox, gouverneur de l'Ohio et Franklin D. Roosevelt , ancien secrétaire d'État à la marine sous Wilson . Toujours en prison, le socialiste Eugene Debs se présente également.

Dans un discours prononcé au printemps 1920, Harding exprime à merveille les aspirations profondes du pays. Ainsi, déclare-t-il, « Ce dont a besoin l'Amérique à présent, ce ne sont pas des actes d'héroïsme mais un temps pour cicatriser ; non pas d'un remède miracle mais de normalité ; non pas d'une révolution mais de restauration ; non pas d'agitation mais d'adaptation ; non pas de chirurgie mais de sérénité ; rien de spectaculaire mais une observation impartiale ; rien d'expérimental mais un équilibre ; non pas une submersion dans l'internationalisme mais un maintien dans

une nationalité triomphante[12] ». Harding emploie le terme clé, que certains qualifieront de néologisme, *normalcy* (au lieu du plus habituel *normality*), qui fait mouche. Les républicains proposent ainsi au pays « un retour à la normale » (*back to normalcy*) qui séduit et soulage. Harding, lui-même, est tout ce qui est de plus « normal », voire ordinaire, surtout comparé à la stature intellectuelle de Wilson, dans le paysage politique républicain. « Une non-entité faible et affable[13] », le qualifie l'historien américain George C. Herring. L'éditorialiste et écrivain H. L. Mencken comparera même son discours d'investiture de 1921 à « des chiens aboyant idiotement dans une nuit sans fin » et notera que ce discours était « si mauvais qu'une sorte de grandeur s'y glissa »[14] . Harding, avec une campagne sur le perron de sa résidence comme l'avait fait avant lui McKinley , remporte les élections de 1920 haut la main avec 60 % des suffrages, soit 16 millions de voix contre 9 millions pour son adversaire démocrate. Près d'1 million de voix se portent sur Debs !

On se souvient que Wilson a gagné les élections de 1912 dans des circonstances particulières puisque face à deux candidats, Taft et T. Roosevelt , issus d'un camp républicain très divisé. Huit ans plus tard, les républicains sont de retour aux affaires. Ils occuperont la Maison-Blanche pendant une décennie, comme ils l'ont fait de 1896 à 1912. Malgré la prestance et l'aura intellectuelle de Wilson , le retour des républicains au pouvoir pourrait être qualifié de *business as usual* … Rien de surprenant en fait. Les hommes d'affaires reviennent au premier plan et bénéficient à nouveau de l'appui d'un gouvernement fédéral réduit et peu interventionniste. Ils mènent une lutte acharnée contre les syndicats afin de chasser définitivement le double spectre du socialisme et de l'anarchisme, le tout dans un climat de prospérité sans précédent[15] .

Même si le président Harding sait aussi s'entourer d'hommes remarquables, tel Charles E. Hughes à la diplomatie, Andrew Mellon au Trésor et Herbert Hoover au Commerce, son mandat est miné par une corruption qui rappelle celle des années Grant. Un groupe d'hommes politiques et d'industriels, surnommé « le gang de l'Ohio

», s'affaire autour du président et bénéficie de sa confiance comme de ses largesses. En 1921 et 1922, Albert B. Fall , un des membres du gouvernement, cède des réserves de pétrole appartenant à la Marine (l'une située à Teapot Dome, dans le Wyoming , et deux autres en Californie) à des compagnies privées pour un prix très avantageux et en échange d'enveloppes très conséquentes de plusieurs centaines de milliers de dollars. Le scandale éclate. Une commission d'enquête du Congrès, menée par le sénateur La Follette , s'empare du dossier. La réputation de Harding est salie.

Un président républicain, l'un après l'autre

Harding meurt d'une crise cardiaque à l'été 1923. Son vice-président, Calvin Coolidge , surnommé *Silent Cal* , ce qui en dit long sur son éloquence, lui succède. Les élections de l'automne 1924 opposent Coolidge au démocrate John W. Davis et à La Follette , candidat du Parti progressiste. Coolidge remporte largement la présidence avec plus de 15 millions de voix (54 %) contre 8 millions pour Davis (29 %) et presque 5 millions pour La Follette (16 %). Beaucoup de voix démocrates se sont reportées sur La Follette, ce qui explique somme toute son bon score. Les républicains ont un slogan de campagne peu inventif, « *Keep cool with Coolidge* » (Gardons la tête froide avec Coolidge), mais une fois élu, le nouveau président trouvera en janvier 1925 une formule qui résume bien les aspirations de la majorité du pays : « *The business of America is business* » (L'affaire de l'Amérique est les affaires)[16] .

Quatre ans plus tard, aux élections de 1928, Coolidge choisissant de ne pas se représenter, les républicains lancent Herbert Hoover . Son adversaire démocrate est Alfred E. (Al) Smith , un catholique opposé à la Prohibition, gouverneur de New York . Hoover, qui promet aux Américains « un poulet dans chaque plat et une voiture dans chaque garage », est élu facilement avec 21 millions de voix

(58 %) contre 15 millions (42 %) pour le candidat démocrate[17] . Les républicains sont associés à l'inédite prospérité du moment, qu'ils semblent entretenir par leur politique de laissez-faire. Smith, quant à lui, est vivement attaqué sur son catholicisme. Un pasteur baptiste avertit même ses ouailles : « Si vous votez pour Smith, vous votez contre le Christ et vous serez damnés[18] . » Une revue chrétienne évangéliste, jouant sur les préjugés contre les Irlandais, accuse Smith de chercher à rendre l'Amérique « cent pour cent catholique, ivre et analphabète[19] ». À nouveau, le candidat républicain trouve la formule choc : « l'individualisme déterminé » (*rugged individualism*). Dans son discours prononcé à la Convention nationale du Parti républicain en octobre 1928, Hoover rappelle qu'après la guerre, les Américains ont eu le choix entre « un individualisme déterminé à l'Américaine ou la philosophie européenne diamétralement opposée du paternalisme et du socialisme d'État ». Hoover a mis le doigt sur une des différences fondamentales entre les États-Unis et l'Europe pendant tout le XX e siècle : le rôle de l'État vis-à-vis de l'individu et, à l'inverse, les attentes de celui-ci vis-à-vis de l'État. Dans ce même discours, véritable ode au Parti républicain et à son action depuis sa fondation, et particulièrement depuis 1920, Hoover déclare que, pendant la guerre, l'Amérique a subi provisoirement un socialisme d'État, fondé sur « un despotisme centralisé[20] ». Ainsi l'avait dit Cabot Lodge, « au nom de la démocratie, nous avons établi l'autocratie ». Mais cette politique, si nécessaire et efficace qu'elle ait pu s'avérer, ne correspond ni à la véritable nature de l'Amérique, ni aux aspirations fondamentales du peuple américain.

Comme Coolidge l'a déclaré au début de la décennie, il n'est nullement question de revenir au monde d'avant 1914, « cette époque est perdue » (*that day is gone*), mais les années 1920 marquent le grand retour de l'individualisme face au progressisme basé, lui, sur l'effort collectif[21] . Car pour les républicains, ce sont les individus qui ont gagné la guerre et surmonté les immenses défis auxquels le pays a été confronté, et non l'État fédéral. Empli non seulement d'autosatisfaction mais aussi d'optimisme, Hoover

déclare : « nous sommes plus proches aujourd'hui de l'idéal d'abolir la pauvreté et la peur de la vie des hommes et des femmes que jamais dans n'importe quel pays[22] ». Cette phrase, régulièrement citée, ne doit cependant pas être lue, comme c'est le cas souvent, à l'aune de la crise de 1929 qui allait frapper si durement et si durablement les États-Unis et le monde, mais au regard de la formidable prospérité que connaît l'Amérique depuis le début des années 1920.

Automobile, radio, cinéma : consommation et divertissement

En pleine campagne électorale, Hoover doit se montrer combatif, confiant et convaincant. Néanmoins, son optimisme est partagé par presque tout le pays. Les affaires vont bon train. Les États-Unis connaissent une prospérité sans précédent.

En 1920, la population américaine a atteint 107 millions d'habitants et a progressé de 15 % en une décennie. De 40 milliards de dollars en 1914, le PIB passe à 79 en 1919, pour 104 en 1929. Le revenu par tête en dollars constants grimpe de 632 à 857 entre 1914 et 1929. Le salaire annuel moyen varie grandement selon la qualification, le métier et la région, le Sud étant plus pauvre, mais il peut atteindre 1 600 dollars dans l'industrie automobile. La taylorisation s'impose et la productivité fait des bonds de géant. Alors qu'un Chinois produit 1 unité de travail, un Français en crée 8,25, un Allemand, 12, un Anglais, 18, et un Américain, 30. Quant au nombre de millionnaires, il double de 1914 à 1926, passant de 4 500 à 11 000[23] . Les Américains consomment et s'équipent plus que jamais. Ils achètent des automobiles, des téléphones, des machines à laver, et des phonographes, le tout le plus souvent à crédit. Ils dînent au restaurant, vont au cinéma et commencent à s'installer loin des centres-villes, en banlieue, profitant de leur voiture. À la fin des années 1920, 1 Américain sur 6 est motorisé pour 1 Français sur 44 et 1 Allemand sur 196. En 1930, les Américains possèdent les deux

tiers des automobiles dans le monde. Une statistique étonnante : les États-Unis produisent presque autant de voitures en 1929 qu'ils ne le feront en 1953[24] . À la fin de la décennie, 27 millions d'automobiles sont sur les routes américaines. Ford n'est plus la seule entreprise. General Motors (GM) et Chrysler l'ont rejointe. Alors que Ford vend ses voitures contre de l'argent comptant, GM invente le crédit automobile. En 1926, 75 % des véhicules sont achetés à crédit. Ce qu'on appelle le *Big Three* , soit les trois plus importants constructeurs automobiles (Ford, GM, Chrysler), qui fabriquent 80 % des automobiles américaines en 1929, est né. De ce fait, avec le *Federal Highway Act* de 1921, le gouvernement fédéral investit massivement dans l'infrastructure autoroutière afin de mailler le pays.

Outre le développement des banlieues résidentielles, les villes s'agrandissent. Au cours de la décennie, la population de New York atteint 6,9 millions d'habitants, celle de Chicago, 3,4 et celle de Los Angeles double, en passant à 1,25 million. En 1920, pour la première fois dans l'histoire du pays, la population urbaine devient majoritaire. Elle est de 56 % en 1930. Par ailleurs, les villes deviennent verticales avec la construction de gratte-ciel. On en construit près de 380 en 1929. En 1931, l'Empire State Building, star du *King Kong* de 1933, symbole de cette opulence et de ce savoir-faire d'ingénierie, s'élève au-dessus de Manhattan avec ses 380 mètres de haut et ses 86 étages. Encore plus phénoménal : l'avion fait son apparition. Alors que Charles Lindbergh est fêté en héros en 1927 pour avoir traversé seul l'Atlantique de New York à Paris, les premières lignes aériennes commerciales sont ouvertes aux États-Unis dès 1929.

La radio est l'autre grande nouveauté qui, en se généralisant, change le quotidien des Américains et unifie le pays. À la fin des années 1920, 12 millions de familles possèdent un poste. On peut y écouter un discours du président Harding , une retransmission d'un match de base-ball, un concert de musique classique, de la publicité ou encore un spectacle comme l'immensément populaire *Amos 'n Andy* , suivi par 40 millions d'auditeurs, un quart d'heure tous les

soirs, au début des années 1930. Amos et Andy sont deux personnages africains américains originaires d'Atlanta et installés à Chicago, joués par deux acteurs blancs. En 1926 est fondée la National Broadcasting Corporation (NBC), reliant 50 stations dans 24 États, et deux ans plus tard la Columbia Broadcasting Corporation (CBS). Parallèlement, le cinéma poursuit son développement et s'organise. Les grands studios, la Metro Goldwyn Mayer, la Fox et la Paramount, intègrent désormais production, distribution et projection. Le nombre de salles augmente de manière vertigineuse. Il atteint 20 000 en 1930. Le cinéma devient une industrie à part entière : 700 films produits chaque année. Le parlant détrône alors le muet. Les premières stars mondiales apparaissent, Rudolf Valentino pour ne citer que lui, et Hollywood amorce sa grande carrière d'usine à rêves.

Le roi business

L'économie passionne cette Amérique qui s'enrichit et se divertit. Dans les années 1880 et 1890, le monde des affaires se heurtait à une forte opposition de la part des fermiers, des syndicalistes et des socialistes, voire des anarchistes même. Dans les années 1920 le roi-business règne en maître. Les fermiers sont appauvris, les syndicalistes sont affaiblis ou conciliants, voire complaisants, et les socialistes désormais quasi inexistants. La mentalité des affaires pénètre profondément la psyché américaine jusqu'à produire une biographie d'un Jésus-Christ transformé en entrepreneur. Fils du pasteur George A. Barton , auteur lui-même d'une biographie à succès de Jésus ainsi que de Lincoln , Bruce Barton est un entrepreneur né. Enfant, il gagnait déjà 600 dollars par an en vendant le sirop d'érable de la ferme de son oncle. Journaliste au début de sa carrière, c'est comme publiciste qu'il fait fortune, avant de publier en 1925 son best-seller : *L'Homme que personne ne connaît. Une découverte du vrai Jésus.* Pénétré de la culture de la publicité et de

l'entreprenariat, Barton nous présente un Jésus-Christ sportif, affable, séducteur, sûr de lui, un leader et un manager entreprenant, ambitieux, visionnaire et conquérant ! Jésus devient « le fondateur du business moderne » car il « a choisi douze hommes des échelons inférieurs du monde des affaires et a créé avec eux une organisation qui a conquis le monde »[25] . Une des grandes qualités de Jésus est ainsi « sa magnifique force de choisir les hommes et de reconnaître en eux des capacités masquées[26] ». Au-delà de son culte de l'entreprise et des affaires, Barton est un génie de la publicité. Affirmant « [qu']aucun homme ne peut atteindre la Maison-Blanche sans l'aide de la publicité[27] », Barton orchestre les campagnes victorieuses de Coolidge en 1920 et de Hoover en 1928. Partisan invétéré du roi-business, il déclare dès 1920 ni plus ni moins que « les affaires construiront le monde de demain[28] ».

Rien ne symbolise plus cet engouement pour les affaires, cet « évangile du succès », et l'euphorie quasi générale qui dynamise le pays au vu des résultats économiques que la bourse. Le courtier, incarné par Gatsby, héros du roman éponyme de Francis Scott Fitzgerald publié en 1925, a remplacé les Carnegie et Rockefeller en devenant le nouveau modèle du succès flamboyant et si attirant. La fièvre de la bourse s'empare des États-Unis. Dans une missive de décembre 1928, peu après les élections présidentielles, l'écrivain Paul Claudel , ambassadeur de France à Washington, témoigne avec style, « À la fin de septembre le marché se réveilla, les ventes s'accrurent de semaine en semaine et l'élection triomphale d'Herbert Hoover vint fouetter l'accélération continue des achats jusqu'à la furie d'un véritable tourbillon[29] ». À l'été 1929, le marché compte environ 3 millions de propriétaires de titres. Certes un nombre tout relatif au regard de la population américaine, mais tout le monde s'intéresse à la bourse. Chacun croit que l'on peut s'enrichir rapidement, de surcroît en restant chez soi. Même les investissements les moins risqués peuvent rapporter jusqu'à 12 %. On peut même acheter des titres en ne versant au courtier que 10 % de leur valeur. Le système permet ainsi de s'enrichir à crédit. Pour attirer le plus grand nombre

de porteurs, les sociétés divisent leurs actions en petites unités, dont les moins chères peuvent être acquises pour 10 dollars. Dans ces années 1920, le cours des actions grimpe à une vitesse phénoménale. Prenons l'exemple d'une action de la Radio Corporation of America (RCA), une entreprise qui fabrique des radios et des gramophones et possède des stations. En 1921, une action RCA vaut 1,5 dollar, 67 en 1926 et 420 en 1928 ! Les actions General Electric, une société qui produit de l'électroménager, des moteurs et des ampoules, passent de 110 à 400 dollars pendant la même période et celles de GM, de 10 à 230 dollars[30] . Comment ne pas essayer d'en profiter ?

Fondamentalisme et Prohibition au pays de Babbitt

Les années 1920 sont une décennie de contrastes. La fluidité de l'argent, l'enrichissement à portée de main, une certaine libération des mœurs, l'émancipation progressive des femmes, incarnée par les cheveux courts de la *flapper* dansant le charleston, et la Prohibition, qui produit l'effet inverse de celui escompté en donnant une nouvelle vigueur à la consommation et au trafic de spiritueux, créent un climat de fête au rythme du jazz et du ragtime. Ce sont les *roaring twenties* (de *to roar* , rugir) ou années folles. Pourtant, la décennie est profondément marquée par un conformisme normatif et moralisateur.

À des années-lumière de l'éclatant et séduisant Gatsby, un autre personnage de roman marque les années 1920 aux États-Unis : George F. Babbitt. Écrit en 1922 par Sinclair Lewis , qui obtient le premier prix Nobel américain de littérature en 1930, *Babbitt* décrit cette Amérique du Midwest, ce qu'on appelle le *heartland of America* , soit l'Amérique profonde, où l'acquisition frénétique de biens matériels ne parvient pas à rompre la monotonie ennuyeuse d'une vie confortable et sans remous. C'est l'Amérique *main street* , du titre d'un autre roman de Lewis paru en 1920, ou l'Amérique *mainstream* , c'est-à-dire moyenne, solidement arrimée à une norme qu'elle fixe. Là où

« les villes sont si semblables que c'est ennui mortel d'aller de l'une à l'autre ». « À l'ouest de Pittsburgh , et parfois à l'est, poursuit Sinclair dans *Main Street* , c'est toujours le même chantier de bois, la même station de chemin de fer, le même garage Ford , la même crémerie, les mêmes maisons en forme de boîtes, les mêmes boutiques à deux étages[31] . » Babbitt est un agent immobilier, « assez habile pour vendre des maisons plus chères que ne peuvent payer ses clients », dans la ville de Zenith. Son épouse, Myra, est « asexuée comme une bonne sœur anémique »[32] . Babbitt adore acquérir des gadgets, tel un allume-cigare électrique pour sa voiture. Ceux-ci sont pour lui « les signes et les substituts pour la joie, la passion et la sagesse ». La vie de Babbitt tourne autour de la Sainte-Trinité de Zenith : l'église, le club de Rotary et le Parti républicain[33] .

Lewis décrit son héros à son éditeur comme « étant à l'image de nous tous Américains à 46 ans, prospère mais inquiet, voulant – passionnément – saisir quelque chose de plus qu'une automobile et une maison *avant qu'il ne soit trop tard* . » Le journaliste et auteur H. L. Mencken écrit même : « Je ne connais aucun autre roman qui ne présente avec plus d'exactitude la vraie Amérique. » Le mot *babbitt* entre très vite dans la langue américaine pour désigner un entrepreneur de province énergique mais conformiste, matérialiste et étroit d'esprit. Comme l'avait prévu avec justesse Lewis lui-même devant le succès de son roman, « dans deux ans nous parlerons de *babbittry* [34] ».

Après l'envolée idéaliste wilsonienne et l'altruisme progressiste, les années 1920 marquent le grand retour du matérialisme, de l'individualisme forcené, du fondamentalisme religieux et des interdits normatifs. Un des grands débats du moment concerne l'origine du monde. Les théories de Darwin sur l'évolution sont non seulement contestées mais combattues même. Ce qui ne manque pas d'ironie dans une société dominée par « le darwinisme social ». En 1925, à Dayton, petite bourgade du Tennessee , dans le Sud, un professeur de sciences naturelles, John T. Scopes , est jugé pour avoir enseigné que l'homme descend du singe. Scopes est défendu par

l'avocat progressiste Clarence Darrow et l'État du Tennessee est représenté par William J. Bryan, rappelons-le, ancien candidat démocrate à la présidence, ministre des Affaires étrangères sous Wilson et défenseur de la ruralité. Alors que Darrow, qui ne craint pas de se déclarer publiquement agnostique, soutient le droit d'enseigner la science sans interdits moraux ou religieux, Bryan défend la Bible. Ce que l'histoire a appelé le « procès du singe » tourne en faveur des fondamentalistes puisque Scopes est condamné à une amende de 100 dollars. Mais dans le reste du pays, Bryan s'est quelque peu ridiculisé par sa lecture littérale des textes bibliques et les fondamentalistes sont apparus obtus, étroits d'esprit, archaïques et intolérants. Cette condamnation a desservi leur cause et a détérioré plus encore l'image du Sud. L'Amérique, elle, en sort davantage divisée culturellement entre les « créationnistes » et les « évolutionnistes ».

L'autre grand débat du moment concerne la vente et la consommation d'alcool. La guerre relance le mouvement de la tempérance car les soldats boivent trop, les céréales doivent être utilisées à meilleur escient et les brasseurs américains ont des noms allemands… En janvier 1919, le XVIII^{e} amendement est adopté. Il interdit « la fabrication, la vente, [et] le transport », ainsi que l'exportation et l'importation, de spiritueux. Le Congrès vote une loi, couramment appelée le *Volstead Act* , définissant les termes de l'amendement et les États ont la charge de l'appliquer localement[35] . Comme le souligne l'historien français André Kaspi, la tempérance, ou la Prohibition sous sa forme constitutionnelle la plus aboutie, devient une cause des conservateurs alors qu'à l'origine c'était une revendication progressiste[36] . L'alcool, fléau social, devait être éradiqué. En fait, la Prohibition sera un des vecteurs privilégiés du conservatisme moralisateur de l'Amérique profonde. Par ailleurs, l'alcool est associé à l'étranger, l'Irlandais, l'Italien, le Russe et l'Allemand et il participe au rejet de l'immigré.

Même si la consommation d'alcool annuelle, par individu de plus de 15 ans, baisse drastiquement entre 1915 et 1934, chutant de dix à

quatre litres, la Prohibition est clairement un échec[37] . Elle donne naissance à un vaste trafic et encourage la violence comme le gangstérisme. Les *bootleggers* , ou trafiquants, font fortune, en fabriquant, important et distribuant de l'alcool du Canada , des Antilles et du Mexique . Al Capone , opérant à Chicago, reste le plus célèbre de ces derniers. Il est arrêté en 1931 pour fraude fiscale… L'alcool se consomme dans des bars, appelés *speakeasies* , du fait que la discrétion nécessaire impose le chuchotement (*speak easy*). Les gangs affrontent le FBI, dont les agents au demeurant ne sont pas tous des Incorruptibles, et s'éliminent entre eux, donnant lieu à de véritables tueries. Cette violence inverse le mouvement d'opinion. Les Américains jusqu'alors mobilisés au nom de la Tempérance se retournent contre la Prohibition et militent désormais pour son abolition, en fondant des associations telles que The Association Against the Prohibition Amendment ou le United Repeal Council (Le Conseil uni pour l'abrogation).

Le renouveau du Ku Klux Klan

Dans la foulée du succès du film *Naissance d'une Nation* , rappelons-le, un *blockbuster* de 1915 adapté d'un roman intitulé *The Clansman* , un certain Joseph William Simmons a l'idée de ressusciter le Ku Klux Klan en Géorgie . Simmons recrute Edward Clarke et Elizabeth Tyler qui adaptent le message de l'Empire invisible aux techniques de marketing. Recevant huit dollars sur les dix que coûte l'adhésion, Clarke et Tyler construisent une vaste opération commerciale à l'échelle du pays. Le KKK compte en 1926 probablement autour de 3 millions de membres, dont 1 million de femmes. Le Klan se transforme. Il n'est plus exclusivement sudiste et anti-Noirs et n'a plus guère de lien avec la défaite de la Confédération. L'organisation recrute dans tout le pays du New Jersey à la Californie , en passant par l'Ohio , l'Indiana et le Colorado . Une étude du Klan dans l'Indiana, soit dans le Midwest, où le Klan

compte 250 000 membres, montre que l'organisation recrute des Américains de tous horizons sociaux et de religions diverses, dans les petites et grandes villes, tout comme dans les zones rurales. L'organisation attire des femmes en se faisant le défenseur des droits des Américaines blanches et protestantes et en leur offrant un espace de sociabilité. Le Klan est devenu un mouvement WASP (*White Anglo-Saxon Protestant*) réactionnaire, ce que l'historien américain Shawn Lay appelle, par allusion à leur tenue spécifique, un « populisme encagoulé ». Le Klan s'oppose désormais aux Juifs, aux immigrés, aux catholiques, aux Asiatiques et aux syndicats et réprouve toute forme de déviance vis-à-vis de la norme, que celle-ci soit vestimentaire ou comportementale. Ce Klan est une réaction née d'un sentiment « d'une détérioration de l'esprit de cohésion, de l'ordre, et du partage du pouvoir localement[38] ».

Là où il est solidement implanté, le Klan participe à la vie locale. Il promeut plus de morale, plus d'écoles, une application plus stricte des lois et des institutions gouvernementales plus efficaces. Des pique-niques et des défilés sont organisés. Les membres du Klan mènent des campagnes politiques et siègent dans les conseils d'administration des écoles. En 1925, ils sont des dizaines de milliers à défiler à Washington pour montrer leur force. Les méthodes du Klan diffèrent d'un État à l'autre, d'une branche à l'autre. Dans le Sud, il emploie toujours des méthodes d'intimidation violentes à l'encontre des Noirs, telle la mise à feu d'une croix géante devant la résidence d'une victime. L'activiste africain-américain des années 1950 Malcolm X raconte dans sa biographie comment en 1925, peu avant sa naissance à Omaha , dans le Nebraska , sa mère, en l'absence de son mari, eut sa maison attaquée par des hommes du Klan à cheval munis de flambeaux et hurlant que « les bons chrétiens blancs » de la ville ne supporteraient plus les sermons de son père, Earl Little, qui prêchait le message du retour vers l'Afrique du leader noir Marcus Garvey[39] . Somme toute cependant, le Klan des années 1920 « n'est principalement ni sudiste, ni rural, ni partisan de la suprématie blanche, ni violent[40] ».

Dans la seconde moitié de la décennie, le Klan amorce un déclin. L'organisation est affaiblie par des preuves de corruption, minée par une mauvaise gestion financière, et devient victime d'un rejet de la violence qu'elle institutionnalise. Progressivement, le nombre de ses membres diminue et son influence s'efface.

Le repli migratoire : les lois sur les quotas

Le Klan des années 1920 est un mouvement « nativiste », c'est-à-dire anti-immigration, qui prône « le cent pour cent américain ». Comme le déclare le président Harding , il faut « sauvegarder l'Amérique d'abord, penser à l'Amérique d'abord, exalter l'Amérique d'abord[41] ». Le succès du Klan reflète, en partie, la victoire de ceux qui militent pour une réduction drastique du nombre de migrants acceptés sur le sol des États-Unis. Le débat, rappelons-le, fait rage depuis les années 1880. En 1882, le *Chinese Exclusion Act* ferme la porte des États-Unis aux Chinois. En 1892, le centre d'Ellis Island est ouvert à New York afin de canaliser le flot des arrivants et de refuser certains d'entre eux, en application de lois successives qui excluent au fil du temps telle ou telle catégorie de personnes. En 1907, le *Gentleman's Agreement* limite l'immigration des Japonais. On le voit, les Asiatiques sont plus sévèrement traités. L'Amérique hésite toujours à réduire le flot des migrants européens, même latins et slaves.

Depuis les années 1890, le débat se focalise sur le vote d'un test d'alphabétisation (*literacy*) que devraient réussir les migrants afin d'être acceptés sur le sol américain. Comme nous l'avons vu, un *Literacy Test Act* est adopté par le Congrès en 1895 et en 1897, mais le veto du président Cleveland l'annule. En 1913, c'est le président Taft qui s'y oppose à nouveau. La loi sur l'immigration de 1917, qui inclut un test d'alphabétisation, suscite le veto de Wilson mais, cette fois-ci, le Congrès passe outre, avec une majorité des deux tiers comme la Constitution le lui permet. Chaque migrant doit désormais

se montrer capable de lire un texte de trente à quarante mots dans sa propre langue. Un possible obstacle à l'admission aux États-Unis qui ne doit pas être sous-estimé à une époque où le degré d'instruction varie grandement d'une région à l'autre de l'Europe et d'un groupe social à l'autre. Le vote de cette loi, l'année où l'entrée en guerre des États-Unis crée un sentiment de tension et de méfiance vis-à-vis de l'étranger dans le pays, marque la victoire des partisans de la restriction.

En 1921, le Congrès adopte une première loi, le *Johnson Quota Act* (aussi connue sous le nom explicite de *Emergency Quota Act*), qui établit deux principes fondateurs en matière d'immigration. Le nombre de migrants sera déterminé par nationalité et ce chiffre sera calculé à partir d'un pourcentage adossé à une année de référence[42] . En 1921, le taux est fixé à 3 %, sur la base du recensement de 1910. Ainsi, par exemple, seront admis, pour chaque pays, 3 % du nombre d'Américains nés dans ce pays recensés en 1910. Les entrées annuelles chutent immédiatement de 800 000 à 300 000. Les Asiatiques étant déjà virtuellement exclus et les Antilles, l'Amérique latine et le Canada n'étant pas concernés, ces quotas n'affectent que les Européens. En 1924, une nouvelle loi, le *National Origins Act* (ou *Johnson-Reed Act* , du représentant républicain Albert Johnson , de l'État de Washington, et du sénateur républicain de Pennsylvanie David A. Reed), fixe le taux à 2 % et l'année de base devient 1890. Reculer l'année de référence permet de diminuer considérablement le nombre de migrants latins et slaves, puisqu'ils étaient encore relativement peu nombreux en 1890, au profit des Européens du Nord (îles Britanniques, Allemagne , et Scandinavie). En 1929, le seuil total des entrées sur le sol américain est fixé à 150 000 personnes par an. Ce chiffre doit être comparé au 1,2 million de migrants admis aux États-Unis en 1914.

Clairement, l'Amérique ne souhaite pas partager les fruits de son éclatante, quoique fragile, prospérité. Comme le déclare lui-même le sénateur Albert Johnson , dans un esprit clairement nativiste, « Sans surprises, donc, le mythe du *melting-pot* a été discrédité. Sans

surprises, partout les Américains insistent pour que leur pays n'offre plus un asile libre et sans restriction au reste du monde. […] Les États-Unis sont notre pays. Si ce ne fut pas la terre de nos ancêtres, au moins elle peut être, et devrait être, la terre de nos enfants[43] . » Les années folles, années de fêtes, certes, mais une décennie également marquée par le repli identitaire, une certaine forme d'intolérance, un conformisme social et un jeu politique des plus ennuyeux, finissent sur un krach boursier qui provoque la plus grave crise économique et sociale que les États-Unis ont jamais connue et dont le pays sortira métamorphosé.

CHAPITRE 19

L'Amérique à genoux
La Grande Dépression et le New Deal (1929-1938)

J'espère que Dieu me pardonnera d'avoir voté pour Hoover . Roosevelt est le plus grand leader depuis Jésus-Christ.
Homme d'affaires (New York , 1935)

Krach…

Wall Street. Octobre 1929. Paul Claudel raconte : « Brusquement, le 24 octobre, une demi-heure après l'ouverture de la Bourse, les cours faiblirent. Cette chute pour ainsi dire perpendiculaire, occasionnée par des ordres de vente donnés de tous les coins du pays par des spéculateurs effrayés et démoralisés, provoqua une panique sans précédent à Wall Street. Le déluge fut tel qu'à midi, en raison du nombre fabuleux de ventes "au marché", il était impossible aux agents de change d'avoir des offres d'achat à n'importe quel prix. […] C'était la panique. Il fut un moment question de fermer la Bourse[1] . »

Ce jeudi 24 octobre, 13 millions de titres mis en vente ne trouvent pas d'acquéreurs. Idem pour plus de 16 millions de titres le mardi

suivant, le 29, un jour connu sous le nom de « mardi noir ». Toute la semaine, le marché s'affole et cela continue. Rien n'y fait. La bourse chute. Près de 40 % lors du dernier semestre 1929. Les banques sont les premières à céder. La confiance s'est évanouie. Beaucoup veulent retirer leur argent. Le réseau, totalement décentralisé en une multitude de banques locales, est mal protégé. En 1930, 1 300 banques font faillite ; elles sont 3 000 à faire banqueroute en 1931 pour 1,3 milliard de dollars de dépôt. Alors que le nombre total de banques est de plus de 25 500 en 1929, celui-ci a chuté à moins de 14 800 en 1933. À Wall Street la valeur du marché boursier est de 87 milliards de dollars en 1929, pour 18 milliards en 1933.

Pourtant, les Américains sont habitués aux crises économiques, appelées « paniques » au XIX e siècle, qu'ils considèrent comme ponctuelles et surtout inhérentes au système capitaliste. Le président Hoover , qui a pris ses fonctions en mars 1929, ne s'affole donc pas et se montre rassurant. Il relève les droits de douane pour protéger l'industrie et l'agriculture mais, ce faisant, nuit au commerce international et par ricochet aux entreprises et fermiers américains qui ne peuvent plus exporter, subissant les représailles de leurs partenaires, notamment européens. Hoover maintient l'étalon-or et consent des prêts aux banques par le biais de la Reconstruction Finance Corporation. Il lance aussi la construction d'un immense barrage à la frontière de l'Arizona et du Nevada , le *Boulder Dam* (désormais appelé le *Hoover Dam*). *Too little, too late* … trop peu, trop tard. Même si Hoover, en tant que républicain, s'est fait violence pour se lancer dans une politique quelque peu interventionniste, il reste prisonnier de sa doctrine de l'individualisme. Il se refuse à sauver et à protéger directement ses concitoyens avec des programmes fédéraux d'assistance massifs. Les producteurs de pommes du Nord-Ouest, principalement de l'État de Washington, ont l'idée de proposer aux chômeurs de vendre leur production aux coins des rues des grandes villes avec une marge qui leur permet de gagner 500 dollars par an. New York comptera bientôt 6 000 vendeurs de pommes. Hoover applaudit et encourage cette initiative parce qu'elle

repose sur l'esprit d'entreprise de l'individu et n'implique pas l'État. Mais elle s'avère dérisoire, pitoyable presque face au raz-de-marée du chômage et, surtout, elle ne résout rien. Hoover commet aussi l'erreur de penser, et surtout de déclarer, que la crise vient de l'étranger.

Pire, lorsqu'entre 15 000 et 20 000 anciens combattants de la Grande Guerre se rassemblent à Washington en 1932 afin de demander le paiement anticipé de leur prime promise pour 1945, ce qu'on a appelé la *Bonus Army* , la force armée est employée pour les déloger de leur camp de fortune. Certes, cela se fait à la seule initiative du général Douglas MacArthur mais le gouvernement fédéral en sera tenu responsable. Les vétérans se font tirer dessus par les troupes et des tanks sont employés pour détruire leur campement. C'est « la Bataille de Washington ». Pour le général, ces hommes « étaient animés par l'esprit de révolution » et étaient « sur le point de prendre le contrôle du gouvernement »[2] . Le président Hoover , qui pourtant sut si efficacement venir au secours de la Belgique pendant la Première Guerre mondiale, sera, sans aucun doute exagérément et injustement, haï pour son indifférence au sort de ses concitoyens et moqué pour son incapacité à restaurer la confiance et l'économie. Les bidonvilles où s'entasseront en masse les chômeurs seront ainsi appelés *hoovervilles* et les journaux utilisés comme couvertures porteront le nom de *hoover blankets* .

… et crise

La situation se détériore rapidement. Ralentissement économique, chute de la consommation et de la production, baisse des salaires, licenciements, la spirale infernale est enclenchée, inarrêtable. De 1929 à 1931, puis en 1933, le PIB passe de 104 milliards de dollars à respectivement 76 et 56. Pour les mêmes années, le taux de chômage grimpe de 3,2 % à 15,9 %, puis à 24,9 %, soit 13 millions d'hommes et de femmes en 1933 pour 1,5 million en 1929, presque neuf fois

plus en quatre ans. Les grandes villes sont durement frappées : 700 000 chômeurs à Chicago, soit 40 % de la population active, plus d'un million à New York . La population est affectée différemment selon le lieu, l'ethnicité et le genre. En 1931, à Memphis, dans le Tennessee , soit le Sud, les Afro-Américains constituent 75 % des chômeurs pour 38 % des habitants. On note le même taux parmi les femmes noires de Détroit . Les soupes populaires fleurissent tristement de part et d'autre. Ceux qui ont eu la chance de conserver leur emploi travaillent moins pour moins d'argent. Les employés des usines de caoutchouc acceptent une réduction d'un quart de leur paie. Alors que le temps de travail moyen est de 44 heures par semaine, les mineurs ne font que 2 heures et les métallurgistes passent à la semaine de quatre, puis trois jours[3] . Les investissements chutent de 16,2 milliards de dollars en 1929 à 5,5 en 1931, puis 1,4 en 1933. L'indice de production industrielle de 100 à 67, puis 63. Le nombre d'automobiles fabriquées chute de 4,5 millions en 1929 à 1,6 en 1933. Enfin, l'indice des salaires dans l'agriculture passe de 100 à 48, entre les deux mêmes années[4] .

Pour couronner le tout, débute une sécheresse qui détruit les récoltes d'est en ouest à travers le pays, de la Virginie au Missouri et des Dakotas au Montana . 17 millions de fermiers seront touchés, soit la moitié de la population agricole américaine. La région la plus affectée par cette sécheresse et l'exode rural est appelée le *Dust Bowl* , du fait d'un sol si sec que la poussière tourbillonne dans un mouvement continu. Théâtre du poignant roman de John Steinbeck *Les Raisins de la colère* (1939), elle couvre les États du Kansas , du Colorado , du Nouveau-Mexique et de l'Oklahoma . On estime à plus 3,5 millions le nombre de fermiers qui quittent ce bassin, le plus souvent pour la Californie , pendant les années 1930, alors que quatorze grandes tempêtes de poussière frappent la région en 1932 et 38 en 1933. Près de 350 000 fermiers de l'Oklahoma et de l'Arkansas fuient vers la seule Californie. Dans tout le pays, le moral est au plus bas : on compte 250 000 mariages de moins en 1932 qu'en 1929, et alors que la population américaine a crû de 16 % dans les années

1920, elle ne progresse que de 7 % dans les années 1930. Ce n'est plus une « panique », ni même une crise économique, c'est la Grande Dépression.

Pourquoi cette crise est-elle devenue si grave ? La spéculation frénétique – de surcroît à crédit –, la prolifération de la consommation de biens à crédit, les barrières douanières élevées, et la sévérité des Américains vis-à-vis du paiement des dettes de guerre, qui empêche les Européens de se relever et de participer à nouveau pleinement au commerce international, expliquent la crise, ainsi que son envergure. Mais son impact profond et durable ne se comprend qu'en gardant à l'esprit que pendant les années 1920 la prospérité n'a profité véritablement qu'à une minorité. Les 36 000 familles qui gagnent plus de 75 000 dollars par an en 1929 touchent autant que les 12 millions de familles avec un revenu en dessous de 1 500 dollars. Si l'on compte 2 000 dollars par an comme seuil de confort pour une famille de quatre personnes, alors 60 % des Américains se situent en deçà en 1929. L'agriculture, les mines et les industries du bois ne profitent pas du boom des années 1920, tout comme le Sud, qui demeure une région très pauvre. Enfin, si le salaire des ouvriers augmente de 9 %, cette hausse doit être comparée à celle de 63 % des profits des entreprises[5] . Par ailleurs, mentalement, cette crise, si soudaine et si profonde, crée un véritable sentiment de vulnérabilité chez les Américains. Les États-Unis ont besoin d'un sauveur.

FDR entre en scène

« Le président Roosevelt est certainement le Sauveur de ce pays », écrit un Américain de Floride en 1934. « Nous pensons tous que s'il a jamais existé de saints, il en est un », déclare une femme du Wisconsin . « Les Évangiles se sont concrétisés », annonce une femme du Kansas en 1936. Roosevelt, canonisé de son vivant par cette Amérique protestante ? Un président adulé par ceux qu'il a lui-même

appelés, avec chaleur dans un discours de 1932, « l'homme oublié » (*the forgotten man*), « à la base de la pyramide économique »[6] .

Aux élections présidentielles de 1932, les républicains reconduisent Hoover , sans d'ailleurs grande conviction. À l'évidence, le pays demande un changement radical, non seulement de politiques, mais surtout d'hommes, et chacun le sent. Les démocrates choisissent Franklin D. Roosevelt . Comme nous l'avons vu, FDR, issu d'une prestigieuse famille new-yorkaise, est le cousin de Theodore Roosevelt dont il a épousé la nièce Eleanor . Cette dernière sera la première réelle « Première dame » (*First Lady*) de l'histoire américaine. Elle atteindra une étonnante popularité et restera jusqu'à la fin, outre d'être comme le président le dira lui-même « ses jambes », un véritable atout et soutien pour FDR. Signe tangible de la popularité du couple de la Maison-Blanche : les 15 millions de lettres, qui ne représentent qu'une partie de l'ensemble de leur courrier, conservées encore de nos jours dans la bibliothèque présidentielle de Franklin D. Roosevelt[7] .

Diplômé de Harvard , Roosevelt est d'abord élu au sénat de New York en 1910, puis il soutient Wilson aux présidentielles de 1912 et, une fois ce dernier élu, occupe le poste de secrétaire adjoint à la Marine jusqu'en 1920. En 1921, il est atteint de poliomyélite, à l'âge de 39 ans. Plutôt que de l'abattre, cette tragédie va lui donner une immense détermination et un inébranlable optimisme. Comme il le déclarera lui-même : après avoir essayé avec effort de bouger un orteil pendant deux ans, tout paraît facile. En 1929, il succède à Al Smith , candidat démocrate malheureux face à Hoover aux élections présidentielles de 1928, comme gouverneur de New York.

Un journal résume avec cynisme le choix des élections présidentielles de 1932 entre « un grand et morose ingénieur de Palo Alto », Hoover étant diplômé de Stanford , et « un garçon souriant de Hyde Park », en référence à la propriété new-yorkaise des Roosevelt qui donna d'ailleurs son nom à cette branche de la famille, par opposition à la branche de Oyster Bay, celle de Theodore[8] . FDR serait ainsi élu non pour son programme mais pour son allure et son

charisme, suivant une nécessaire et salutaire alternance. Lors du discours qu'il prononce à la Convention nationale du Parti démocrate pour accepter sa nomination, FDR, qui jouit d'une bonne réputation face à la crise en tant que gouverneur de l'État de New York , annonce clairement que cette « dépression est si profonde qu'elle n'a aucun précédent dans l'histoire contemporaine ». Il ne s'agit donc pas, comme le prétendent les républicains, d'une crise cyclique, « impossible à prévenir ». Et les lois économiques ne sont pas, comme ces derniers le croient, « sacrées, inviolables et inchangeables ». Pour Roosevelt, jamais auparavant les différences entre « les deux partis américains n'ont paru aussi frappantes », en termes non seulement de politique mais aussi de vision. FDR trouve alors, dans la ligne de « la donne équitable » (*square deal*) de Theodore Roosevelt et de « la nouvelle liberté » (*new freedom*) de Wilson , la formule qui fait mouche : « la nouvelle donne » (*new deal*)[9] .

La victoire de Roosevelt est totale : 22 800 000 voix (57 %) contre 15 750 000 (39 %) pour Hoover . FDR recueille deux millions de votes de plus que Hoover en 1928, pourtant déjà une éclatante victoire. En termes de grands électeurs, l'écart est encore plus écrasant : 472 contre 59. Hoover ne remporte que six États, principalement en Nouvelle-Angleterre , sur 38. Au Congrès, les démocrates obtiennent 313 sièges sur 435 à la Chambre et 60 sur 96 au Sénat. L'année 1932 marque la fin du règne républicain, du moins pour un temps. Aux électeurs démocrates habituels, à savoir les minorités ethniques des villes du Nord-Est, les fermiers du Midwest et les sudistes blancs, s'ajoutent les Noirs, qui, là où ils peuvent voter, c'est-à-dire dans les centres urbains du Nord-Est et du Midwest, abandonnent les républicains, le parti de Lincoln .

Action, communication

Un des proches conseillers de Roosevelt , que l'histoire appellera collectivement les *New Dealers* , déclara un jour que les futurs

historiens trouveraient un principe et un système derrière le New Deal mais qu'il en était incapable. Un autre membre du cabinet décrit le New Deal simplement comme une série « d'actions rapides et saccadées[10] ». Roo sevelt précise : « une telle situation, dans un tel climat de crise, n'exige pas de considérations complexes sur de prétendues panacées ni de plans chimériques. Il faut s'attaquer à une situation concrète, et non à des échafaudages théoriques[11] ». Le New Deal est ainsi caractérisé bien davantage par l'action que par une théorie ou des principes. Il célèbre le mouvement. Dès son inauguration, en mars 1933, Roosevelt emploie des mots et des images très forts. Il demande au Congrès « des pouvoirs de guerre […] aussi étendus qu'il [lui] serait remis si [le pays] était envahi par un ennemi étranger ». Il ajoute, avec une éloquence concise : « la seule chose à craindre, c'est la peur elle-même ». Enfin, déclare-t-il, « Ce pays demande de l'action et de l'action maintenant »[12] .

Le nouveau président est ainsi un remarquable communicant, comme nous dirions de nos jours, au grand charisme. Il sait charmer et convaincre. Il utilise aussi à merveille ce formidable nouveau média : la radio. Il sera d'ailleurs surnommé « le premier journaliste à être devenu président[13] ». Harding , comme nous l'avons vu, est le premier président à intervenir à la radio. Roosevelt , lui, introduit la pratique de discours radiophoniques réguliers, quoique espacés. Prononcés devant la cheminée de son bureau de la Maison-Blanche, sur le ton chaleureux et bienveillant d'un père de famille, ces trente discours, qui courent de 1933 à 1944, portent le nom de « causeries au coin du feu » (*fireside chats*). Exercice politique mais surtout pédagogique qui permet à Roosevelt, maître en la matière, de s'adresser directement à des millions d'Américains en contournant la presse et le Congrès. Près de 35 millions d'auditeurs pour son premier discours en mars 1933. Dans la semaine qui suit son discours d'inauguration, Roosevelt reçoit un demi-million de lettres de remerciements.

Alors que le républicain Coolidge avait déclaré que « si l'État fédéral devait disparaître, l'Américain moyen ne s'apercevrait de

rien », la grande audace et le génie politique de Roosevelt furent d'opérer une révolution des mentalités, non seulement en prenant la mesure de la crise, mais surtout en rassemblant les forces de l'État fédéral pour une action rapide, massive et décisive[14] . Le salut ne viendra pas du secteur privé ou de l'initiative individuelle mais d'un gouvernement puissant et déterminé. Oui, au pays de l'individualisme triomphant, le gouvernement fédéral peut, et doit, aider les plus démunis au lieu de défendre prioritairement les intérêts du monde des affaires. Loin de disparaître, l'État fédéral allait être présent dans la vie des Américains comme jamais.

Dans un discours prononcé à San Francisco en septembre 1932, Roosevelt pose ainsi clairement la question de savoir si, à l'avenir, « les hommes et les femmes doivent servir un système de gouvernement ou un modèle économique ou si le gouvernement ou l'économie existe pour servir les hommes et les femmes ». Il appelle à « une réévaluation des valeurs » américaines et à formuler « de nouveaux termes au vieux contrat social »[15] . Un changement des mentalités parfaitement illustré par cette lettre d'une habitante de New York , adressée au gouvernement fédéral au printemps 1936, dans laquelle elle écrit : « Je suis issue d'une vieille famille de pionniers américains. Ils n'ont pas construit ce pays pour que leur postérité meure de faim. Je prétends que ce pays doit à chaque homme, femme et enfant les moyens de vivre et si le secteur privé ne peut nous les donner alors le gouvernement *doit* le faire[16] . »

FDR invente la présidence moderne. Il crée l'Executive Office of the President et s'entoure d'une équipe étoffée de conseillers, démocrates mais aussi républicains, qui peuvent être des hommes d'affaires, des progressistes, et des universitaires. Frances Perkins , nommée au ministère du Travail, devient la toute première femme ministre de l'histoire des États-Unis. C'est la Maison-Blanche qui pilote le pays. Comme Roosevelt le déclare lui-même, « la prospérité ne se décrète pas à coups de publicité », ou d'annonces pourrait-on ajouter. Le président se met donc activement au travail avec détermination, ardeur et prudence[17] .

La fin de la Prohibition

Dès sa prise de fonction, Roosevelt convoque le Congrès pour une session spéciale de cent jours, du 9 mars au 16 juin 1933, sans ambiguïté appelée « session d'urgence » (*Emergency Congress*). Il commence par abolir la Prohibition, comme il l'avait promis dans son programme électoral, avec l'adoption du XXIe amendement. La particularité de celui-ci est le mode de ratification. Le texte prévoit, comme l'autorise la Constitution, une ratification par conventions élues spécifiquement et non par les législatures des États comme c'est le cas habituellement. Cela permet à Roosevelt et au Congrès démocrate de contourner les législatures prohibitionnistes qui s'opposeraient assurément au nouvel amendement et d'obtenir une consultation populaire. Trente-six États le ratifient d'avril à décembre 1933. Deux le rejettent, la Caroline du Sud et la Caroline du Nord et huit, dont le Kansas , prohibitionniste de la première heure, ne convoquent même pas de conventions de ratification. Le succès populaire est néanmoins au rendez-vous : 21 millions d'Américains ont voté pour élire ces conventions et plus de 72 % d'entre eux sont favorables à l'abrogation de la Prohibition[18] . Les États et les comtés restent cependant libres d'être localement *dry* . Le Mississippi ne reviendra sur la Prohibition qu'en 1966[19] . Au-delà d'un échec flagrant, la Prohibition crée cependant, dans la longue durée, un utile précédent en rendant acceptable pour la population l'engagement du gouvernement fédéral dans le contrôle de la consommation individuelle de substances jugées dangereuses. Une évolution des mentalités qui permettra la lutte contre les stupéfiants.

Les premières mesures du New Deal

Roosevelt lance ensuite son programme, résumé dans la formule des *Three R's* , soit « *Relief, Recovery, Reform* » (secours, redressement, réforme)[20] . Les mesures adoptées, en grande partie

inspirées de l'ère progressiste d'avant la Grande Guerre, peuvent, par commodité, être classées dans six domaines : bancaire, financier, monétaire, agricole, industriel et social. L'objectif des *New Dealers* est double : sauver l'économie américaine en urgence mais aussi la restructurer sur le long terme.

Roosevelt impose d'abord un moratoire bancaire, en fermant un grand nombre de banques, puis fait rouvrir les plus saines avec l'appui, mais aussi le contrôle, des autorités fédérales. La première loi bancaire, l'*Emergency Banking Act* , est adoptée, « dans un grand mouvement patriotique[21] », dira Roosevelt, par le Congrès en seulement huit heures. Par ailleurs, la loi *Glass Steagall* établit la distinction entre les banques de dépôts et les banques d'affaires. Il décide aussi immédiatement, afin de montrer l'exemple, de réduire de 15 % les dépenses du gouvernement fédéral et les salaires de ses employés. Pour réguler la spéculation, stabiliser le marché boursier et protéger les actionnaires, le Congrès fonde aussi en 1934 la Securities and Exchange Commission. Sur le plan monétaire, l'étalon-or est abandonné et l'argent est revalorisé. Il s'ensuit une dévaluation de 40 % qui soulage les débiteurs. L'*Agricultural Adjustment Act* (AAA) limite la production agricole afin de tenter de faire remonter les prix, une sorte de pénurie subventionnée. La loi prévoit un système d'indemnités pour les fermiers et une aide pour le remboursement des prêts. En fait, ironiquement, la sécheresse réduira opportunément davantage les récoltes que cette législation.

Le *National Industrial Recovery Act* (NIRA), loi phare du New Deal, crée un code loyal de concurrence et un contrôle des prix, et elle stimule l'offre *via* l'avance de crédits et le lancement de grands travaux publics sous les auspices de la Public Works Administration (PWA). La PWA bénéficiera d'un budget de quatre milliards de dollars et financera près de 34 000 projets, dont le spectaculaire barrage de Grand Coulee sur le fleuve Columbia, dans l'État de Washington, construit entre 1933 et 1942. La principale région cible de ce programme d'infrastructures est la vallée du Tennessee (couvrant l'État du Tennessee mais aussi l'ouest de la Virginie et de la

Caroline du Nord , ainsi que le nord de l'Alabama), destinée à relier le Sud aux Grands Lacs et à produire de l'électricité dans une région pauvre et enclavée. Une vingtaine de barrages seront construits le long de ce fleuve par la Tennessee Valley Authority en vingt ans, de 1933 à 1952. Un autre volet de l'action du NIRA est la création de la National Industrial Recovery Administration, une agence fédérale qui encadre les négociations syndicales au niveau des entreprises et fixe un horaire de travail maximal et un salaire minimum. Enfin, sur le front du chômage, est créé le Civilian Conservation Corps (CCC), qui recrute dans le domaine de l'environnement d'abord 250 000 hommes, puis un demi-million en 1935, dont beaucoup de vétérans de la Grande Guerre, afin de mener des opérations à grande échelle de reboisement, d'assainissement des marais et de lutte contre les incendies et l'érosion des sols. Est fondée également la Federal Emergency Relief Administration (FERA), à laquelle lui succédera en 1934, la plus efficace Civil Works Administration (CWA), chargée de promouvoir les travaux publics, toutes deux dirigées par l'énergique Harry Hopkins[22] . Près de 3 milliards de dollars seront versés aux États pour soulager directement les chômeurs ou les recruter dans des projets de construction ou de maintenance.

Le New Deal face à ses détracteurs

En 1935, un premier bilan peut être dressé. Il est mitigé. Le PNB a crû depuis 1933, mais il reste inférieur à celui de 1929. Le chômage est toujours à un niveau très élevé, autour de 10 millions, soit un taux de 20 %. Les mesures dans le domaine agricole sont loin d'avoir résorbé la pauvreté, qui s'est même aggravée dans certaines régions. La réduction des terres cultivées accroît la productivité et donc bénéficie aux fermiers les plus riches. Les prix ne remontent pas tous. Pire, des millions de porcs sont abattus alors que des millions d'Américains sont mal nourris. À l'inverse, la construction de barrages permet la production d'électricité bon marché. Sur le plan

industriel, la reprise est présente, mais très inégale d'un domaine à l'autre, et les investissements restent insuffisants. Les mesures bancaires ont, elles, porté leurs fruits : alors que le nombre de faillites s'élève à 4 000 en 1933, il chute à 57 en 1934. Assurément, la grande victoire de ce que les historiens appellent traditionnellement le premier New Deal est d'avoir restauré la confiance, grâce notamment à une action ciblée et déterminée à défaut d'être toujours planifiée et cohérente, et d'avoir répandu le sentiment que le fond avait été atteint. L'économie américaine est désormais sur la pente ascendante.

Roosevelt et les *New Dealers* ne font cependant pas l'unanimité. Politiquement, la Dépression fait surgir des démagogues, que Roosevelt surnomme « les Saint Thomas les plus vociférants[23] » et qui bénéficient d'une vaste audience, notamment grâce à la radio. Le père Charles Coughlin , un prêtre catholique du Michigan , surnommé « le messie du microphone », est écouté par près de 40 millions d'auditeurs. Hostile à la haute finance comme au New Deal, qu'il avait pourtant appuyé en le qualifiant de « Christ Deal » en 1932, il est aussi antisémite et appelle désormais le programme rooseveltien le « Jew Deal ». Coughlin prône la redistribution des richesses et les nationalisations. Quant au docteur Francis Townsend , un médecin à la retraite de Californie qui a soudainement perdu ses économies, il propose de verser 200 dollars mensuellement à tout Américain de plus de soixante ans, à condition que cette somme soit dépensée dans le mois. Townsend aurait plus de 5 millions de partisans.

Enfin, le gouverneur et sénateur populiste à tendance fascisante de Louisiane Huey Long , surnommé *King Fish* , propose un programme de partage des richesses illustré par les slogans « Partageons notre richesse » ou « Chaque homme est un roi », par lequel chaque famille pourrait recevoir jusqu'à 5 000 dollars en confisquant les fortunes de ceux qu'il nomme « les super-riches ». Cette somme serait suffisante pour posséder « une maison, une voiture, une radio » et avoir « l'opportunité d'instruire ses enfants ».

Long vise les « 12 hommes » qui contrôlent la richesse du pays en possédant « les banques, les usines sidérurgiques, les chemins de fer, les actions, les prêts immobiliers, les magasins et qui ont enchaîné ce pays d'un bout à l'autre ». Long propose aussi de limiter toute fortune à 50 millions de dollars, voire 15 ou 10 même, selon la nécessité. Imposer une limite à l'enrichissement individuel serait une autre révolution des mentalités aux États-Unis ! Il prévoit aussi un plan d'aide national aux retraités, aux vétérans de la Grande Guerre et un temps de travail maximum. S'en prenant au New Deal et faisant allusion aux acronymes des nouvelles agences fédérales, Long assure que ces « codes alphabétiques » ne résoudront rien et que l'on peut « attendre le Jugement dernier et créer 25 agences alphabétiques de plus »[24] mais rien n'y fera. Le succès de la politique de Long dans son État le rend politiquement menaçant pour Roosevelt alors qu'il tente de devenir une figure nationale et qu'il prétend bénéficier du soutien des neuf millions de membres de son association. Mais il est assassiné en 1935.

Roosevelt et les *New Dealers* sont aussi critiqués par les hommes d'affaires et des conservateurs de tout poil, riches comme modestes. Les premiers, Henry Ford en tête, essaient d'éviter d'appliquer la législation sur les négociations syndicales et le code de concurrence. Les partisans du laisser-faire et de l'individualisme dénoncent aussi le New Deal comme une planification socialiste de l'économie, alors que Roosevelt favorise plutôt une économie capitaliste régulée. Hoover déclare qu'il a refusé « les plans nationaux pour installer l'État aux affaires, en concurrence avec les citoyens. Cette idée est née de Karl Marx[25] ». La construction de barrages est ainsi qualifiée de « socialisme en béton[26] ». Un habitant de l'État de New York estime en 1934 « qu'il est très apparent que le gouvernement à Washington accélère son allure vers le socialisme et le communisme[27] ». Le président est même surnommé « Rooseveltski ».

Ce sont, cependant, les membres conservateurs de la Cour suprême qui constituent la plus grande menace pour le New Deal. En 1935, la Cour invalide le NIRA (*Schechter Poultry Corporation vs.*

United States) et une partie de l'AAA (*United States vs. Butler*), en déclarant inconstitutionnel le pouvoir donné à l'exécutif aux dépens du législatif et des États. Comme l'écrit clairement Charles Evans Hughes, le premier juge de la Cour (*chief justice*), « des conditions extraordinaires peuvent exiger des remèdes extraordinaires. Mais […] des conditions extraordinaires n'étendent pas les pouvoirs constitutionnels, ni n'en créent de nouveaux[28] ». Certaines lois du New Deal devront être de nouveau rédigées, en tenant compte de cette invalidation, et soumises au Congrès.

La seconde vague

Roosevelt et le Congrès se remettent au travail. Le New Deal va désormais cibler prioritairement la population et ces millions de chômeurs, plutôt que de restructurer l'économie. Car si les démagogues ont cette audience, c'est aussi parce que, comme l'écrit un habitant de Pennsylvanie en 1935, « l'homme oublié… est toujours oublié[29] ». En juillet 1935 est créée la Work Progress Administration (WPA), pour remplacer la FERA et la CWA, avec un budget de 5 milliards de dollars. 2 millions de chômeurs seront recrutés pour bâtir ou rénover des hôpitaux, des parcs et des écoles. La WPA aura construit ou restauré plus de 200 000 bâtiments et ponts ainsi que près d'1 million de kilomètres de route. L'ambition de la WPA ne se limite pas aux infrastructures. Elle va aussi employer des milliers d'artistes, de musiciens, de photographes, d'écrivains et de professeurs pour peindre, sculpter, écrire, transcrire ou lancer des centaines de projets. Parmi ceux-ci, mentionnons la publication de guides touristiques qui, sous les auspices du *Federal Writers'Project* , sont publiés pour chacun des 48 États, mais aussi sur des villes, des régions et des comtés, entre 1937 et 1941. Cette collection de guides américains (*American Guides Series*) constitue une formidable initiative qui, non seulement emploie des milliers de personnes, mais permet aussi de mieux connaître le pays à une époque où se

développe le tourisme, notamment automobile. Ces guides sont alors décrits comme « la plus belle contribution au patriotisme américain produite par notre génération ». Une historienne américaine nomme éloquemment cette collection « la biographie d'une nation et d'un peuple[30] ».

Une Amérique plus humaine

En mai 1935, le Congrès adopte le *National Labor Relations Act* , couramment appelé loi Wagner du nom du sénateur démocrate de New York Robert F. Wagner , auquel Roosevelt , un temps réticent, se rallie. La loi Wagner favorise et encourage la création de syndicats et crée un comité national pour aider les ouvriers et les employés à s'organiser, arbitrer les conflits et fixer le cadre de conventions collectives. Elle autorise les grèves, les boycotts et cette nouvelle forme d'action syndicale, le *sit-in* , tout en interdisant aux patrons de dresser des listes noires ou de recruter des briseurs de grèves. La loi Wagner constitue un véritable tournant dans la position du gouvernement fédéral vis-à-vis des syndicats et des hommes d'affaires. John L. Lewis , dirigeant du syndicat des mineurs (United Mine Workers) va profiter de cette loi pour ressusciter l'idéal des Chevaliers du travail des années 1880 d'une union des travailleurs non qualifiés en fondant le Committee for Industrial Organization (CIO, *Congress* à partir de 1938). Le CIO va rapidement devenir la principale force syndicale du pays, rassemblant en 1940 5 millions de travailleurs, dont 200 000 Noirs, devant l'American Federation Labor (AFL), rappelons-le hostile à un syndicat unifié et pour tous, lui préférant un syndicalisme de branche quelque peu élitiste. En 1938, la loi Wagner est complétée par le *Fair Labor Standards Act* qui impose aux entreprises impliquées dans le commerce entre États un salaire minimum, fixé à 40 cents l'heure, et la semaine à quarante heures, ouvrant la porte à deux jours de repos par semaine. Elle interdit aussi l'emploi d'enfants de moins de 16 ans pour tout travail

dangereux. Dans leur ensemble, les employés syndiqués seront 9 millions en 1939, pour moins de 3 millions en 1933.

Adopté en 1935, le *Social Security Act* est sans aucun doute, malgré ses limites car la couverture est loin d'être universelle, la loi la plus révolutionnaire du New Deal. Pour la première fois de leur histoire, les États-Unis se dotent d'une assurance-chômage et d'une assurance-vieillesse, alimentées par des taxes sur les salaires des employeurs et des employés. Le système repose sur une coopération entre le gouvernement fédéral et les États fédérés. L'aide sera attribuée non seulement aux chômeurs, mais aussi aux retraités, aux handicapés et aux femmes seules avec des enfants. Avec la création de cet État Providence (*welfare state*), la mue est profonde. Une triple mutation s'est opérée dont on ne peut sous-estimer l'importance. Tout d'abord, on n'est plus pauvre aux États-Unis par sa faute. Car même pour les progressistes, il existait les pauvres méritants et les autres. Le pays, du moins les autorités, semble avoir tourné pour un temps cette page. De plus, naissent l'idée et le besoin d'une solidarité nationale sous le contrôle de Washington. Chacun doit participer à l'entraide, non plus seulement au sein d'une petite communauté locale où tout le monde se connaît, mais à l'échelle du pays tout entier. Comme le note l'historien André Kaspi, les Américains découvrent, et surtout admettent, que la pauvreté est un mal social et non individuel[31] . Enfin, une crise économique, selon, bien sûr, son degré de sévérité, exige désormais l'intervention de l'État fédéral. C'est la mort du laisser-faire total. En 1939, le gouvernement fédéral consacrera 27 % de ses dépenses, soit 7 % du revenu national, à l'aide sociale et trois Américains sur dix en bénéficieront. Par ailleurs, en 1935 et en 1936, le Congrès adopte une loi d'imposition sur les revenus élevés (*Wealth Tax Act*) et une autre qui augmente le prélèvement sur les successions (*Revenue Act*). Rappelons, pour mettre ces deux lois en perspective, que les États-Unis n'ont voté la création de l'impôt fédéral sur le revenu qu'en 1913. Mais pour Roosevelt , « la richesse dans le monde moderne ne provient pas juste de l'effort individuel ; elle résulte d'une combinaison de l'effort

individuel et des multiples applications que la communauté fait de cet effort[32] ». Voici une affirmation presque révolutionnaire pour un président américain dans les années 1930.

Roosevelt réélu : la victoire du New Deal

Le New Deal, on s'en doute, a toujours ses opposants. Hoover , par exemple, dénonce le principe fondateur du *Social Security Act* , en déclarant que l'entraide sociale « doit naître du culte du travail, non de celui du loisir[33] ». Les élections présidentielles de 1936 sont justement pour Roosevelt l'occasion de combattre ses détracteurs. Dans son allocution à la Convention nationale du Parti démocrate, qui se tient à Philadelphie , « ville parfaite pour écrire l'histoire des États-Unis », en cette année anniversaire (1776-1936), FDR les appellent, en faisant allusion aux ennemis de la révolution et en dénonçant leur élitisme, « les royalistes économiques ». Roosevelt, en faisant écho à son discours d'inauguration de 1933, estime que « la peur a été domptée ». Il reprend aussi sa métaphore martiale, « l'Amérique étant en guerre contre le besoin », une guerre « grande et victorieuse » qu'il accepte de mener jusqu'à sa fin. Enfin, il conclut son intervention en déclarant que « cette génération d'Américains a rendez-vous avec le destin[34] ». Les républicains opposent au président sortant, qu'ils surnomment pendant la campagne Franklin « Deficit » Roosevelt, Alfred M. Landon , le gouverneur du Kansas , qui n'est pas hostile au New Deal dans son ensemble mais certainement, et entre autres, au *Social Security Act* . FDR remporte une victoire écrasante : près de 28 millions de suffrages (61 %) contre 16,6 à son adversaire, et surtout 531 grands électeurs contre 8. Les républicains ne gagnent que deux petits États de Nouvelle-Angleterre : le Maine et le Vermont .

En janvier 1937, Roosevelt débute officiellement son deuxième mandat présidentiel. Janvier et non mars car le XXe amendement, ratifié en février 1933, réduit de six semaines cette longue période

indécise, entre l'élection et la prise de fonction, où ni le président nouvellement élu, ni le sortant, ne peuvent prendre de décisions majeures. L'hiver 1932-1933, où Roosevelt dut attendre des mois avant de pouvoir mettre en place sa politique, a révélé la tragique inutilité d'une si longue période de battement. Dans son discours d'investiture, Roosevelt se montre à la fois chaleureux, humain et compatissant mais aussi combatif, particulièrement à l'égard de la Cour suprême. Profitant du 150e anniversaire de la rédaction de la Constitution (1787-1937), FDR insiste sur le rôle de l'État fédéral pour résoudre les problèmes hors de portée de l'individu comme des institutions locales. « La Constitution de 1787 n'a pas rendu notre démocratie impuissante », déclare-t-il. Un État fédéral fort ne limite pas la démocratie mais, à l'inverse, la renforce. Il ne doit donc pas être craint. Roosevelt affiche son bilan : « Notre sortie de la dépression est une évidence. […] Le courage et la confiance ont été restaurés. » Mais la tâche n'est pas achevée. En mars 1937, Roosevelt annonce à ses compatriotes que l'Amérique « est au milieu du gué[35] ». Dénonçant éloquemment « les cancers de l'injustice », le président déclare encore voir « un tiers de la population américaine mal logée, mal vêtue, [et] mal nourrie ». Par conséquent, Roosevelt « conduira le peuple américain le long de la route que celui-ci a choisie[36] ».

Le bras de fer avec la Cour suprême

En ce début d'année 1937, la Cour suprême demeure toujours un obstacle à l'application complète du New Deal. La loi Wagner et, surtout, le *Social Security Act* paraissent sérieusement menacés. C'est alors que Roosevelt décide de passer à l'offensive. Avec cette écrasante réélection, ce que les politologues américains appellent « *a mandate* », que nous pourrions traduire par plébiscite, FDR possède une confiance et un ascendant psychologique certains. Lors de la première allocution radiophonique de son second mandat, en mars 1937, il expose son plan d'attaque au Congrès et au peuple

américain. Il s'agit ni plus ni moins d'une réforme de la nomination des juges de la Cour suprême. Roosevelt évoque dûment la Constitution : « comme la Bible, il faut la lire et la relire ». Qualifiant « la forme américaine de gouvernement comme un attelage à trois chevaux », il résume l'histoire des trois branches institutionnelles[37] .

Il reprend les arrêts d'invalidation de certaines mesures du New Deal en insistant sur le caractère divisé d'une Cour, qui, « au-delà de la mise en œuvre appropriée de son pouvoir judiciaire, s'est érigée à tort comme troisième Chambre du Congrès ». Roosevelt conteste les arguments des juges dont l'opposition au New Deal est pour lui de nature politique. En fait, la Cour se partage entre quatre membres hostiles au New Deal, surnommés les Quatre Cavaliers, trois en faveur, appelés les Trois Mousquetaires, et deux plutôt neutres. Roosevelt veut « introduire dans le système judiciaire un flux régulier et continu de sang nouveau et plus juvénile », des juges plus jeunes « qui apportent à la Cour un sens contemporain de la Constitution ». Rappelons que les membres de la Cour suprême sont nommés à vie par l'exécutif avec l'aval du Sénat. La proposition de Roosevelt est de nommer un nouveau juge, avec l'approbation du Sénat, dans toute cour de justice fédérale, incluant bien sûr la Cour suprême, dès qu'un de ses membres a atteint l'âge de 70 ans et ne souhaite pas prendre sa retraite. Son objectif avoué : renouveler et rajeunir le système judiciaire, en espérant le rendre plus rapide et plus moderne. Le nombre de membres de la Cour suprême pourrait ainsi osciller entre neuf et quinze.

En fait, en ce printemps 1937, deux des magistrats modifient leur position en se montrant en faveur du New Deal et un des Quatre Cavaliers prend sa retraite. La Cour valide alors le principe d'un salaire minimum et la constitutionnalité de la loi Wagner, tout comme celle du *Social Security Act* . Roosevelt va de plus pouvoir nommer un nouveau juge. Les magistrats ont peut-être compris l'avertissement, mais ce retournement ne constitue pas pour autant une victoire politique pour le président. Sa loi sur la réforme de la justice subit une large défaite au Sénat, 70 voix contre 20. Pire, il a

perdu certains de ses soutiens qui estiment qu'il a tenté d'outrepasser ses prérogatives présidentielles. Roosevelt a aussi sous-évalué le profond respect éprouvé par les citoyens américains pour la Cour suprême. En revanche, le revirement de la Cour représente une belle victoire pour le New Deal qui est désormais validé. Avec le temps, une série de départs à la retraite et de décès permettront à FDR de nommer neuf nouveaux juges à la Cour suprême.

Dans les années 1950, le New Deal sera surnommé « la troisième révolution américaine » par l'historien Carl Degler. Indubitablement, le New Deal a modifié durablement l'approche américaine des problèmes sociaux et économiques en accentuant le rôle de l'État en temps de crise et en créant un précédent pour son intervention dans la gestion de la vie économique. D'un point de vue concret, cependant, ses résultats sont mitigés. La récession de 1937, surnommée injustement « la récession de Roosevelt », a affaibli les effets du New Deal. En 1939, il y a encore 9 millions de chômeurs et le déficit fédéral culmine à un nouveau record avec 40 milliards de dollars. Mais le New Deal a sauvé l'économie américaine et Roosevelt a restauré la confiance. En cette année 1939, cependant, les affaires internationales sont sur le point d'accaparer l'attention de Washington, au moment où débute une guerre mondiale qui enfantera une Amérique comme puissance mondiale.

CHAPITRE 20

Les États-Unis et la Seconde Guerre mondiale
L'avènement d'une grande puissance (1929-1945)

Hiroshima nous enseigne cette vérité. Le progrès technologique sans un progrès équivalent dans les institutions humaines peut nous condamner.

Barack Obama (*Hiroshima* , 2016)

Les affaires étrangères avant la Crise : business et désarmement

Sur le plan de la politique étrangère, les années 1920 sont souvent dépeintes comme une période d'isolationnisme dans la ligne du refus du Sénat d'adhérer à la Société des nations. En fait, il vaut mieux parler « d'implication sans engagement », plutôt que d'isolationnisme, selon la formule de l'historien américain George C. Herring[1] . Dans son discours d'investiture de mars 1921, Harding explique que les États-Unis « souhaitent s'associer avec les nations du monde, grandes ou petites » mais « n'entreront pas dans des engagements politiques ni n'assumeront aucune obligation

économique qui pourrait soumettre [leurs] décisions à toute autre autorité que la leur »[2] . Or, au sortir de la Grande Guerre, les États-Unis sont devenus, au détriment du Royaume-Uni , la première puissance économique mondiale, un statut qui se consolide pendant la prospérité. Les exportations américaines pèsent 3,8 milliards de dollars en 1922, pour 5,1 en 1929. Les produits manufacturés, machines à coudre, caisses enregistreuses, machines à écrire, machines agricoles, pneus et surtout automobiles, constituent la moitié de ces exportations. Les principaux partenaires commerciaux des États-Unis sont l'Europe de l'Ouest, le Canada et le Japon . Pour produire, l'Amérique consomme et importe. Les États-Unis, par exemple, utilisent 70 % de la production mondiale de caoutchouc en 1922. L'État fédéral soutient ces industriels qui s'aventurent à l'étranger, tel Harvey Firestone qui cherche à développer des plantations de caoutchouc au Liberia ou les compagnies pétrolières qui s'implantent en Irak . Comme le déclare Hoover , les échanges commerciaux sont « les poumons de la civilisation moderne[3] ».

Conscients de l'importance cruciale d'un monde en paix pour le développement du commerce international, et souhaitant éviter à tout prix une nouvelle déflagration planétaire, les États-Unis soutiennent activement tout effort international vers le désarmement. Une série d'accords signés à Washington prévoit de préserver le *statu quo* en Asie et d'engager une réduction des marines de guerre des États-Unis et du Royaume-Uni , désormais à parité, mais aussi du Japon , de la France et de l'Italie . 30 navires américains, construits ou en construction, sont éliminés tout comme 22 pour le Royaume-Uni et 15 pour le Japon. Par ailleurs, en 1928, répondant à une initiative française, les Américains parviennent avec le Pacte Kellogg-Briand, des noms des deux ministres Frank B. Kellogg et Aristide Briand , à obtenir de quinze nations, dont l'Allemagne , l'Italie, le Royaume-Uni et le Japon, à renoncer à la guerre.

Le principe central de la politique extérieure américaine dans ces années, dite diplomatie des traités, est parfaitement illustré par la formule du secrétaire d'État sous les présidents Harding et Coolidge ,

Charles E. Hughes , « un maximum de sécurité avec un minimum d'engagement[4] ». Un des dossiers diplomatiques et financiers les plus épineux reste assurément la question des dettes de guerre des nations européennes, et dans le cas spécifique de l'Allemagne , des réparations. L'objectif des États-Unis est de renégocier le paiement de ces dettes, ce qu'ils font avec le Royaume-Uni et l'Italie . Ils obtiennent un accord qui satisfait les Français sur la dette des Alliés, soit 27 milliards de dollars dont dix envers les seuls États-Unis, et sur les réparations allemandes (33 milliards).

Le nouveau défi de la neutralité

La crise de 1929 provoque un véritable repli des États-Unis sur eux-mêmes dans le but légitime de résoudre les immenses défis intérieurs auxquels ils font soudainement face. Ce désengagement va cependant non seulement créer un vide diplomatique mais aussi irrémédiablement pénaliser les échanges internationaux, qui chutent d'un tiers entre 1928 et 1932, et, par un effet domino, considérablement affaiblir les économies européennes. Alors que les investissements américains en Europe ont doublé dans les années 1920, rapidement ils baissent très fortement. Les banques arrêtent de prêter de l'argent et le tourisme, qui a explosé dans les années 1920, avec 250 000 touristes américains en Europe en 1929, cesse soudainement. Pire, la barrière douanière de 1930, le *Hawley-Smoot Tariff* , adoptée par le Congrès pour sauver l'industrie américaine fixe un taux moyen de 40 % de droits, le plus élevé de toute l'histoire des États-Unis. Le marché américain est désormais virtuellement fermé aux importations, ce qui va paralyser le commerce international et nourrir un fort ressentiment en Europe. L'impact psychologique est énorme d'autant plus que, rappelons-le, Hoover attribue malencontreusement l'origine de la crise à l'Europe.

Dans son discours d'investiture de 1933, Roosevelt déclare : « dans le domaine des affaires étrangères je dédierai cette nation à

une politique de bon voisinage[5] ». Au regard des Antilles et de l'Amérique latine, un tel précepte signifie la fin de la politique du « gros bâton » de son cousin Theodore et une relance du panaméricanisme. Washington retire ses troupes d'Haïti et du Nicaragua et l'amendement Platt est abrogé. Cuba retrouve ainsi son indépendance. Concernant l'Europe, alors qu'Hitler arrive au pouvoir en Allemagne , l'intransigeance de Roosevelt fait échouer la Conférence de Londres , réunie afin de trouver une solution internationale à la crise par une stabilisation des taux de change et un abaissement des barrières douanières. La priorité absolue des États-Unis reste la préservation de leurs intérêts économiques exclusifs afin de sortir de la crise. En cette même année 1933, alors que Wilson avait, en son temps, dépêché un corps expéditionnaire en Sibérie pour se battre contre l'armée Rouge, les États-Unis reconnaissent diplomatiquement l'Union soviétique.

La tension monte de par le monde. Les conflits armés s'enchaînent dans les années 1930 : l'annexion de la Mandchourie par le Japon en 1931, l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie fasciste en 1935, la guerre civile en Espagne à partir de 1936, et la guerre sino-japonaise à partir de 1937 avec le « viol de Nankin » qui voit la mort de 200 000 Chinois. Même si des Américains, intellectuels, écrivains et journalistes, s'engagent dans la Lincoln Brigade aux côtés des républicains, Washing ton, tout comme Londres et Paris, choisit de ne pas intervenir dans la guerre civile espagnole. Influencé par le rapport du sénateur républicain isolationniste du Dakota du Nord Gerald Nye , qui conclut que l'engagement américain dans la Première guerre mondiale fut causé principalement par la cupidité des marchands de canons, surnommés « les marchands de mort » (et non par la guerre sous-marine allemande à outrance), le Congrès adopte une série de lois de neutralité de 1935 à 1937. La première loi interdit toute livraison d'armes à une nation belligérante, législation renouvelée l'année suivante. En 1937, une troisième loi confirme cette position, tout en l'infléchissant quelque peu en autorisant la vente d'armes à une nation en guerre, mais exclusivement dans le

cadre de la clause *cash and carry* qui prévoit que l'acheteur paye comptant et se charge de l'acheminement de la marchandise. Tout ceci alors que l'Allemagne et l'Italie fournissent massivement en armes le parti du général Franco en Espagne. Ajoutons qu'en 1934, le Congrès vote aussi une loi prohibant le prêt d'argent à une nation en défaut de paiement.

L'Amérique penche largement vers le pacifisme, comme la France et le Royaume-Uni . En février 1937, un sondage montre que 95 % des Américains ne veulent pas que leur pays participe à un conflit. Les différentes ligues pacifistes, dont l'*Emergency Peace Campaign* , rassemblent près de 12 millions d'adhérents. Le 6 avril 1937, lors de la date anniversaire de l'entrée en guerre des États-Unis en 1917, des rassemblements de pacifistes se tiennent dans 2 000 villes et 500 campus universitaires.

En octobre 1937, cependant, Roosevelt durcit le ton et prend ostensiblement position lors d'une intervention, dite « discours de la quarantaine » et prononcée à Chicago. Le président américain y condamne Hitler , Mussolini et l'empereur japonais Hirohito et il propose de tenir l'Allemagne , l'Italie et le Japon en quarantaine économique et diplomatique. « Lorsqu'une épidémie se répand, la communauté approuve et décide en commun de tenir en quarantaine les patients afin de protéger sa santé », déclare Roosevelt. « La guerre est contagieuse »[6] , prévient-il. Sans encore évoquer toute intervention, l'Amérique sort néanmoins de la stricte neutralité, au moins en paroles. L'année suivante, Hitler annexe l'Autriche (*Anschluss*), occupe la Tchécoslovaquie et négocie une paix illusoire à Munich avec la France et le Royaume-Uni .

Le 1er septembre 1939, alors que l'Allemagne a signé un pacte de non-agression avec l'Union soviétique, elle envahit la Pologne. La France et le Royaume-Uni lui déclarent la guerre. Lors d'un discours radiodiffusé, Roosevelt , qui « avait espéré contre toute espérance qu'un miracle empêcherait une guerre dévastatrice en Europe », préconise à nouveau la neutralité. Il précise néanmoins de manière importante, et dans une référence implicite à Woodrow Wilson ,

« qu'il ne peut demander à chaque Américain de rester neutre en pensées ». Roosevelt assure pour autant : « J'espère que les États-Unis resteront en dehors de cette guerre. Je le crois. Et je vous donne l'assurance et la garantie que tous nos efforts, au Gouvernement, seront tendus vers ce but[7] . »

La guerre à l'horizon

L'Allemagne envahit ensuite le Danemark, la Hollande, la Belgique et, au printemps 1940, la France tombe à la surprise générale. Le Royaume-Uni devient le dernier rempart contre le fascisme et l'hitlérisme en Europe de l'Ouest. Les États-Unis sont pris de court par ce qu'ils appellent « la chute de la France » (*The Fall of France*). La menace d'une Europe continentale totalement dominée par l'Allemagne nazie se concrétise. L'Amérique doit-elle soutenir le Royaume-Uni, tout en restant en dehors du conflit ? La question divise l'opinion publique et le monde politique. Des slogans interventionnistes, comme « Les Britanniques font notre guerre » et le Comité de défense de l'Amérique en aidant les Alliés (Committee to Defend America by Aiding the Allies, CDA) s'opposent à « L'Amérique d'abord » (*America First*) qui jouit de l'appui prestigieux et efficace, quoique ironique pour quelqu'un qui chercha à unir les deux bords de l'Atlantique, de l'aviateur-pionnier Charles Lindbergh, admirateur de l'Allemagne nazie. L'influent lobby America First est divisé en 450 branches dans tout le pays, afin de maintenir les États-Unis en dehors du conflit. À la fin de 1939, les sondages révèlent que 62 % des Américains souhaitent aider les Alliés, mais que seulement 29 % d'entre eux approuvent l'envoi de troupes[8] .

Dès septembre 1940, alors que les Anglais ont victorieusement résisté aux assauts aériens allemands, Roosevelt se met d'accord avec Londres pour un échange de cinquante destroyers contre huit bases navales en Nouvelle-Écosse , aux Bermudes et aux Antilles.

L'Amérique est sortie de sa neutralité. Mais Roosevelt est en campagne électorale. Profitant d'une époque particulièrement troublée, le président sortant a décidé de briser une tradition instaurée par Washington en 1796. Même si la Constitution ne l'interdit pas, aucun président ne s'est présenté pour un troisième mandat. Roosevelt brise le tabou. À la convention démocrate de Chicago, les partisans de Roosevelt crient « Un troisième mandat vaut mieux qu'un troisième couteau » car, en effet, qui pourrait succéder au « *Champ* » (champion), comme on le surnomme dans son parti[9] ? Le Parti républicain, lui, présente un candidat peu connu, originaire de l'Indiana, Wendell L. Willkie. Avec une forte participation électorale (58 %), Roosevelt, qui déclare à Boston « Nous n'enverrons pas vos garçons se battre dans une guerre extérieure », remporte sa troisième présidentielle haut la main en termes de grands électeurs (449 contre 82)[10] . Mais avec 22 millions de voix contre 27 à Roosevelt, Willkie, qui a mené une campagne à la William Jennings Bryan avec cinq cents discours, fait un très bon score. Au-delà de la personnalité, du courage, du charisme et de l'habilité politique de Roosevelt, sa victoire est due au besoin éprouvé par les Américains d'avoir un homme d'expérience à la Maison-Blanche en ces temps périlleux quitte à rompre avec une tradition qui leur est chère.

Roosevelt , qui dès juillet 1940 a nommé deux républicains interventionnistes dans son cabinet, Henry Stimson à la Guerre et Frank Knox à la Marine, prépare le Congrès et l'opinion publique à un engagement, même indirect, auprès des Alliés. En décembre 1940, FDR prononce une allocution radiophonique cruciale dans laquelle il déclare que « la civilisation américaine n'a jamais été autant en danger dans son histoire depuis Jamestown et Plymouth Rock », c'est-à-dire la période de fondation des colonies. Roosevelt explique que l'Amérique n'est plus protégée par de vastes océans (ceux-ci n'ayant « plus la largeur [qu'ils avaient] au temps des voiliers ») et que des événements extérieurs, même lointains, peuvent la menacer. « Quelle que soit la passion avec laquelle nous désirons rester à l'écart, il nous faut bien nous rendre compte que chaque mot diffusé

sur les ondes, chaque navire qui vogue sur les mers, chaque bataille livrée, a bien des conséquences pour l'avenir de l'Amérique[11] », avait-il d'ailleurs prévenu lors de sa causerie du 3 septembre 1939.

S'impliquer sans combattre

L'Amérique doit aider le Royaume-Uni , et son empire, à résister. Pour rester en dehors du conflit (« *out of the war* »), en référence au slogan wilsonien de 1916, il faut que l'Amérique appuie massivement les Alliés. Elle doit aussi se préparer (c'est le retour du concept de « *preparedness* »), et sortir de sa neutralité sans toutefois s'engager militairement. Roosevelt réussit un numéro d'équilibriste en persuadant les Américains qu'en fournissant des armes et des équipements aux Alliés et en s'armant eux-mêmes, ils resteront en dehors d'une guerre que leurs alliés gagneront. « Il nous faut plus de navires, plus de canons, plus d'avions – plus de tout », déclare Roosevelt. L'Amérique doit devenir « le grand arsenal de la démocratie »[12] .

En janvier 1941, lors de son discours au Congrès sur l'État de l'Union, dit « Discours des Quatre Libertés », le président réitère cette mission et annonce que les États-Unis seront le garant d'un monde « fondé sur quatre libertés humaines essentielles » : la liberté d'expression, la liberté de religion, la liberté de vivre en paix et hors du besoin, et la liberté de ne pas avoir peur. Dans ce même message présidentiel, « unique dans l'histoire du pays », Roosevelt prépare virtuellement la nation à la guerre même s'il reste très prudent. « L'avenir et la sécurité de notre pays et de notre démocratie sont massivement impliqués dans des événements très éloignés de nos frontières », prévient-il. Il faut donc tout consacrer à « la défense nationale ». Ni plus ni moins « passer entièrement d'une base de production en temps de paix à une base de production en temps de guerre ». Assurément, cette construction massive d'une économie de guerre ne sera pas « une tâche aisée ». Le président demande « un

sacrifice personnel à chaque Américain[13] ». En juin 1940, au moment de « la chute de la France », 82 % des Américains sont hostiles à toute entrée en guerre des États-Unis, mais 65 % la croient inévitable.

L'application pratique de cette mission est l'adoption en mars 1941 de loi décisive, dite du prêt bail (*Lend and Lease*), et codifiée symboliquement HR 1776. Celle-ci, au nom officiel de « Loi pour promouvoir la défense des États-Unis », prévoit la cession – et non pas la vente – d'armes et d'équipement « au Gouvernement de tout pays dont le Président estime que la défense est vitale pour celle des États-Unis[14] ». Il faut ainsi absolument éviter la question des dettes de guerre qui ont miné les relations internationales durant les années 1920 et 1930. À la fin de la guerre, ces armes pourraient être rendues aux États-Unis… Victoire politique pour Roosevelt , cette législation fut âprement débattue au Congrès et dans tout le pays. Mais pour ses partisans, elle est la « seule chance de sauver la liberté sans faire la guerre », en envoyant « des canons plutôt que des fils ». C'est « une guerre de matériel » plutôt que d'hommes que les États-Unis choisissent d'adopter[15] .

Les Britanniques sont soulagés. *The Economist* appelle cette loi « La Déclaration d'Interdépendance[16] ». Le Royaume-Uni bénéficiera principalement de ces livraisons d'armes, mais aussi l'Australie et la Nouvelle-Zélande, tout comme la Chine , et, surtout, l'Union soviétique à partir de l'attaque allemande de juin 1941. En tout, de 1941 à 1945, les États-Unis fournissent aux Alliés pour 50 milliards de dollars d'armes et d'équipement. La loi prêt bail rompt définitivement la neutralité américaine et lance le pays, huit mois avant Pearl Harbor , dans une économie de guerre. En août 1941, Roosevelt et Winston Churchill se rencontrent au large de Terre-Neuve et rédigent la Charte de l'Atlantique. D'inspiration wilsonienne, celle-ci promet un après-guerre où, entre autres, le droit des peuples sera respecté et où « un système permanent de sécurité générale », en fait une nouvelle Société des nations, sera instauré.

Pearl Harbor

Alors que Washington s'attend à une attaque sous-marine allemande dans l'Atlantique, c'est dans le Pacifique que la guerre va d'abord et soudainement éclater. Au début des années 1930, le Japon , dénonçant les accords de 1922 sur la réduction des flottes de guerre, se lance dans un programme d'armement et d'expansion territoriale. Outre le désir d'étendre sa sphère d'influence face à une Chine et une Russie très affaiblies, le Japon cherche, à terme, à contrôler la production de matières premières comme le pétrole des Indes néerlandaises ou le caoutchouc d'Indochine . Inquiets de l'expansion japonaise en Asie et dans le Pacifique qu'ils désapprouvent, les Américains ne reconnaissent aucune conquête nippone. Les États-Unis, pour lesquels Hawaii constitue le dernier rempart avant la côte Ouest, décident même de stopper leurs exportations de fer, de cuivre, de fonte et de pétrole vers le Japon. Or, celui-ci importe un tiers de ses marchandises et 90 % de son pétrole des États-Unis. On dit alors que « le Japon est comme un poisson dans une mare que l'on assèche lentement[17] ». Les Américains choisissent aussi de renforcer considérablement leur présence navale à Hawaii en y dépêchant en avril 1940 trois porte-avions, neuf cuirassés, plus de cinquante destroyers et des centaines d'avions. En septembre 1940, le Japon signe une alliance tripartite avec l'Allemagne et l'Italie . Pour Roosevelt , « il s'agit d'une véritable collaboration, si bien calculée que tous les continents du monde, et tous les océans, sont maintenant considérés par les stratèges de l'Axe comme un champ de bataille unique et gigantesque[18] ».

L'amiral Isoruko Yamamoto, brillant officier de Marine, qui a étudié à Harvard et a occupé le poste d'attaché naval à Washington, est à l'origine du plan d'attaque sur Pearl Harbor . Yamamoto, commandant de la flotte nippone, déclarera, sans aucun doute pour justifier son plan d'attaque, que Pearl Harbor était devenue « une dague pointée sur le cœur du Japon[19] ». À ses yeux, une victoire

contre les États-Unis n'est possible que par une attaque surprise et massive afin de détruire la flotte américaine du Pacifique, comme les Japonais sont parvenus à le faire contre les Russes à Port Arthur en 1905. C'est ce qu'on appelle au Japon la stratégie de « la bataille décisive ». Garantissant une série de victoires dans les six premiers mois d'un conflit, Yamamoto ne peut promettre à Tokyo « une victoire finale si la guerre perdure deux ou trois ans[20] ». Il ajoute : « Personnellement, j'ai le sentiment que si nous entrons en guerre contre les États-Unis, nous aurons à affronter le reste du monde[21] . » Mais le temps que les États-Unis reconstituent leur flotte permettra au Japon, pense-t-on, de rendre ses positions dans le Pacifique et en Asie inexpugnables. L'opération, extrêmement risquée politiquement et très difficile à conduire militairement puisque Hawaii se situe à 6 000 kilomètres du Japon, n'est avalisée à Tokyo qu'en octobre 1941.

Le jour J, l'armada nippone est impressionnante : 32 navires, dont 6 porte-avions, 450 avions et 9 000 hommes. Le 26 novembre, la flotte appareille. Le 4 décembre, l'interception d'un message codé japonais alerte les Américains sur une action militaire imminente mais sans pouvoir déterminer ni le lieu ni le moment. Par ailleurs, ceux-ci estiment s'être assez renforcés à Hawaii pour y risquer une attaque. Pour accentuer l'effet de surprise, les Japonais négocient toujours à Washington… Le dimanche 7 décembre, peu avant 8 heures, heure locale, l'attaque débute. D'abord un assaut aérien, puis naval. Les Japonais visent les avions au sol, les bases aériennes, les forts et les navires en rade. Côté américain, la surprise est totale. À Washington, qui apprend la nouvelle à 13 heures, on pense même qu'il doit y avoir une erreur : « Mon Dieu, ce n'est pas possible, s'exclame le secrétaire à la Marine Frank Knox en apprenant la nouvelle, vous voulez dire les Philippines[22] ? » Par ailleurs, le gouvernement attend une réponse de l'ambassade du Japon au sujet des négociations en cours. À 9 heures, la deuxième vague de chasseurs et de bombardiers japonais se déploie. Les Américains subissent un nouvel assaut. À 11 heures 15, les premiers appareils

japonais se posent sur leurs porte-avions. La flotte se replie. L'assaut est fini. En moins de deux heures, les Américains ont perdu 2 340 soldats, dont 1 998 marins, 166 avions et 21 bâtiments, dont plusieurs cuirassés – l'*Arizona* notamment avec ses 1 730 hommes –, destroyers et croiseurs. Les Japonais ont perdu seulement 29 avions et 55 hommes. Par chance pour les Américains, les porte-avions basés à Pearl Harbor étaient en mission en mer lors de l'attaque et sont donc intacts.

Washington, surtout Roosevelt , savait-il, pouvait-il savoir qu'une attaque était imminente ? Quelle part de responsabilité détient la Maison-Blanche dans cette catastrophe ? Il n'est guère vraisemblable que Roosevelt, en pleine connaissance, aurait sacrifié plus de deux mille de ses soldats simplement juste pour pouvoir plus facilement convaincre les Américains d'entrer en guerre. De plus, ne serait-ce pas absurde de commencer une guerre en se faisant détruire une partie de sa flotte ? L'échec, s'il y a un échec américain, car une telle explication minimise la brillance du plan japonais et de son exécution, sans oublier la chance d'une météo nuageuse donc favorable à une approche indécelable, est ailleurs. Faillite des renseignements qui n'ont jamais deviné que l'attaque aurait lieu à Hawaii ; manque de coordination entre Washington et Hawaii et entre les différents services et forces armées certainement ; suffisance des Américains qui ne crurent jamais que les Japonais oseraient les attaquer sur leur territoire ou comme le formuleront les historiens, « une faillite de l'imagination[23] ». L'amiral Yamamoto écrira que son plan a réussi grâce à « la chance ajoutée à la négligence d'un ennemi arrogant[24] ». Erreur diplomatique et politique, aussi sans doute, en exigeant que les Japonais se retirent de Chine et, ce faisant, en sous-estimant la fierté nippone. Des erreurs et un manque de clairvoyance du côté américain, certes, mais, comme le dira *a posteriori* Eleanor Roosevelt , « ce qui est clair aujourd'hui paraissait obscur alors[25] ».

Le 8 décembre 1941, Roosevelt , portant un brassard noir, présente au Congrès sa déclaration de guerre contre le Japon . Ses mots sont durs. « Hier, le 7 décembre 1941, une date qui restera

marquée par l'infamie », déclare-t-il. Le mot n'est pas prononcé (il le sera le lendemain) mais, clairement, les Japonais, alors en pleines négociations avec Washington pour éviter un retrait de leurs troupes de Chine , ont fait preuve, aux yeux des Américains, de traîtrise en ne respectant pas les usages. Dans sa causerie du lendemain, Roosevelt sera plus précis en affirmant que « les soudaines attaques criminelles perpétrées par les Japonais dans le Pacifique représentent le paroxysme d'une décennie d'immoralité internationale. Des gangsters puissamment armés et pleins de ressources se sont réunis pour faire la guerre à toute l'espèce humaine[26] ». Les relations diplomatiques auraient dû être rompues et la guerre déclarée avant l'attaque. « La distance entre Hawaii et le Japon rend évident [le fait] que l'assaut fut délibérément planifié pendant les jours ou même les semaines qui l'ont précédé », assure Roosevelt. Le président ajoute : « quel que soit le temps qu'il faudra pour surmonter cette invasion préméditée, le peuple américain dans sa puissance légitime gagnera par une victoire totale »[27] . Cette fois-ci, la guerre n'est plus métaphorique. Ce n'est plus la guerre contre la pauvreté, le chômage de masse ou la crise. L'ennemi a attaqué. Du fait de leur alliance avec le Japon, l'Allemagne et l'Italie déclarent la guerre aux États-Unis dans la foulée de Pearl Harbor . « Nous sommes maintenant dans cette guerre. Nous y sommes à fond, jusqu'au bout. Chaque homme, chaque femme, chaque enfant est un associé dans l'entreprise la plus formidable de notre Histoire américaine. » Roosevelt prévient : « Ce ne sera pas seulement une guerre longue, mais aussi une guerre dure[28] . »

Une nouvelle mobilisation générale

Depuis septembre 1940, trois mois après la chute de la France , l'Amérique se prépare bon an mal an à une possible – pour ne pas dire probable – intervention. Le Congrès adopte ce mois-là une loi sur la conscription, le *Selective Training and Service Act* . En 1942,

43 millions d'hommes sont enregistrés par près de 6 500 bureaux répartis dans tout le pays. Quatre catégories sont créées : les aptes au service ; les exemptés en raison de leur métier, de leurs dépendants ou en raison de facteurs mentaux ou physiques. Par ailleurs, beaucoup d'exceptions seront faites pour des raisons religieuses et, en novembre 1942, une nouvelle loi exempte tous les travailleurs agricoles de la conscription. Les hommes mariés échappent à la conscription, surtout ceux qui ont un enfant né avant Pearl Harbor . Ainsi, on note que 40 % des hommes âgés de 21 ans de la première vague de conscription se marient dans les six semaines suivant leur enregistrement… Cette politique d'exemption changera. En 1944 et 1945, près d'un million de pères seront incorporés.

La loi sur la conscription exclut toute discrimination raciale mais les forces armées, toutes ségréguées, refusent d'envoyer les Africains-Américains au combat et les Marines excluent tout recrutement de Noirs. Les pratiques évolueront au cours du conflit, surtout quand les États du Sud enverront des hommes blancs mariés alors que de jeunes célibataires noirs resteront chez eux, mais les Africains-Américains ne composeront au final que 6 % des troupes (100 000 en 1942 et 700 000 en 1944), pour 11 % de la population. Au total, 16 millions d'hommes seront incorporés, servant en moyenne trois ans. En 1942, les forces armées se voient offrir un nouveau bâtiment pentagonal, qui sera plus tard connu sous le nom de Pentagone, pour leur quartier général à Arlington , en Virginie . Un site monumental occupé par 30 000 employés.

Comme en 1917, la conscription s'accompagne d'une formidable mobilisation économique, fiscale, industrielle et aussi civique. Mais les circonstances sont différentes. Cette fois-ci, les États-Unis fournissent les Alliés en matériel, ils doivent se battre sur deux fronts – en fait mener deux guerres distinctes simultanément – et il reste encore des millions de chômeurs qui sont disponibles sur le marché du travail. Par ailleurs, au-delà de son gigantisme, cette mobilisation de ressources humaines et logistiques – inédite dans l'histoire du pays – va provoquer des mutations démographiques et géographiques

structurelles cruciales. Les trois facteurs clés de la victoire finale, selon Yamamoto ou Ribbentrop, à savoir le temps, les hommes et le matériel, vont jouer en faveur des États-Unis. En 1938, le revenu national étasunien équivaut pratiquement au double de ceux du Japon , de l'Allemagne et de l'Italie combinés. Cette même année, l'Amérique produit presque deux fois plus de charbon que l'Allemagne, douze fois plus d'acier que le Japon, et a fabriqué en 1937 4,8 millions d'automobiles contre 330 000 pour l'Allemagne et 26 000 au Japon. S'appuyant sur ce qu'un officiel britannique a appelé « les immenses possibilités de l'industrie » américaine, Roosevelt fixe des objectifs de production ambitieux : 60 000 avions en 1942, 125 000 de plus en 1943 et 120 000 tanks pour cette même année[29] . Entre 1940 et 1945, les États-Unis construiront 1 500 navires de guerre – dont des centaines de *Liberty Ships* , un navire de fret construit en série et surnommé « le Modèle T des mers » par allusion au succès de la Ford T ; 24 000 navires de débarquement ; 300 000 avions ; 600 000 jeeps ; 90 000 tanks ; 2 millions de camions ; 6,5 millions de fusils et 40 milliards de balles. Au total, les Américains fourniront 35 % du matériel utilisé sur les fronts européen et nord-africain et 85 % du matériel utilisé sur le front Pacifique. En 1945, ils assureront 40 % de la production mondiale d'armes et d'équipement militaire. Dès 1943, le New Deal est totalement digéré, avec la suppression de la CCC et de la WPA. Comme l'annonce Roosevelt, le « Dr. Gagne-la-Guerre » a succédé au « Dr. New Deal ».

Un gigantesque effort de guerre

Comme en 1917, plusieurs agences vont stimuler, guider et encadrer cette immense mobilisation. Le War Production Board, sous les ordres d'un ancien dirigeant de la chaîne Sears , Roebuck & Company, Donald M. Nelson , fixe les priorités de production et gère le rationnement pour le beurre, la viande, le café, les pneus et

l'essence essentiellement. Accessoirement, les restrictions dans l'utilisation de tissu, rendues nécessaires pour la confection de vêtements militaires, entraînent la diffusion du maillot de bain deux pièces, jusqu'alors peu répandu. La construction de maisons individuelles est fortement restreinte et la dernière automobile construite pour un usage privé sort de la chaîne d'assemblage en février 1942. Les économies et le recyclage sont encouragés comme faisant partie intégrante de l'effort de guerre, avec le mot d'ordre « chaque fois que vous décidez de *ne pas* acheter quelque chose vous aidez à gagner la guerre ». Les citoyens les plus méritants se voient gratifier d'un certificat *V-Home* (*Victory-Home*) à afficher devant leur résidence[30] . Pourtant, et malgré ces recommandations, alors que le niveau de consommation civile baisse au Royaume-Uni de 22 %, de 20 % en Allemagne , et de 26 % au Japon , il augmente aux États-Unis.

L'Office of Price Administration est chargé du contrôle des prix et des loyers. Les salaires augmentent. Un employé du chantier naval de Portsmouth , en Virginie , témoigne qu'il gagnait 40 cents par heure au début du conflit, puis 1 dollar, et enfin 2,75 dollars[31] . Les syndicats se sont engagés à ne pas organiser de grèves mais celles-ci sont parfois lancées à partir de la base. Une commission paritaire, le National War Labor Board, est créée en janvier 1942 pour arbitrer les disputes. Sur 400 000 accords d'entreprises, la commission n'intervient que dans 20 000 cas. Cependant, à la suite d'une grève dure d'un demi-million de mineurs, pour l'obtention d'une augmentation de deux dollars par jour, le Congrès durcit le ton et, outrepassant le veto de Roosevelt , adopte en juin 1943 la loi Smith-Connally, qui restreint radicalement le droit de grève, opérant un retour en arrière depuis la loi Wagner de 1935. Elle autorise l'État fédéral à prendre le contrôle d'une industrie, ce qu'il fera brièvement pour les mines et les chemins de fer. Roosevelt dira à son épouse Eleanor : « Je pense que le pays a oublié avoir vécu les années 1930[32] . »

Enfin, pour la censure et la propagande est créé en 1942 le

Bureau de l'information sur la guerre (Office of War Information). Les films d'Hollywood, dont le célèbre *Casablanca* , de novembre 1942, participent à l'effort de mobilisation psychologique. Les affiches, dessinées par des artistes, jouent un rôle important également. Notons celle destinée à faire économiser de l'essence en conseillant le covoiturage avant l'heure, qui représente une voiture conduite par un Américain avec la silhouette d'Hitler assise sur le siège passager et le slogan : « Lorsque vous conduisez seul, vous conduisez avec Hitler » (*When you ride alone, you ride with Hitler* , 1943). Ou encore les affiches incitant à planter un potager, appelé *victory garden* , et à fabriquer ses propres conserves, comme celle qui représente une mère et une fille dans une cuisine avec le slogan « Cultivez et mettez en boîte vos propres aliments » (*Grow your own, Can your own* , 1943)[33] .

La guerre coûte cher. Les États-Unis dépenseront 330 milliards de dollars pendant le conflit, soit dix fois plus que pour la Première guerre mondiale. La dette nationale explosera à 259 milliards de dollars en 1945, pour 49 milliards en 1941. De ce fait, la ponction fiscale se fait rapidement plus profonde. Avant-guerre, avec un seuil de revenus annuels imposable fixé à 1 500 dollars et un salaire moyen de 1 200, seulement 4 millions d'Américains payaient des impôts. La loi fiscale de 1942 baisse le seuil à 624 dollars, avec un taux variant de 6 à 94 %. Près de 42 millions d'Américains seront imposables à la fin du conflit, soit dix fois plus qu'en 1939. Par ailleurs, l'État fédéral généralise le prélèvement à la source dès 1943 et instaure « une taxe de la victoire » de 5 % sur tous les salaires. Même si les impôts et taxes ont couvert 45 % du coût de la guerre, soit moins qu'au Royaume-Uni (55 %) ou en Allemagne (48 %), l'effort de guerre fiscal fut considérable et tout à fait inédit dans l'histoire du pays. Le reste fut payé par des bons du Trésor, soit près de 200 milliards de dollars.

Une société en mutation

La Seconde Guerre mondiale enclenche aux États-Unis des mutations sociodémographiques et culturelles sans précédent. Au printemps 1942, Roosevelt prend une décision malheureuse. Il crée la *War Relocation Authority* (WRA) qui est chargée de déporter 110 000 Japonais, beaucoup étant des citoyens américains, de leur lieu de résidence sur la côte Pacifique vers des camps d'internement situés plus à l'intérieur des terres ou du pays, en Arizona, dans l'Utah , le Wyoming , l'Idaho , le Colorado et en Californie . Cette malencontreuse initiative, dans la ligne de l'exclusion des Chinois de 1882 et du *Gentleman's Agreement* , qui n'a de gentleman que le nom, avec le Japon de 1907, révèle le fort sentiment anti-Asiatique qui prévaut encore dans le pays et exacerbé par Pearl Harbor. Un sondage de mars 1942 indique que 93 % des Américains sont favorables à cette décision ; 59 % pensent que les Japonais citoyens américains doivent être inclus dans cette mesure ; et 65 % estiment que les Japonais internés doivent être strictement surveillés[34] . Au-delà de la détresse humaine, de la spoliation, et du sentiment de trahison que les citoyens américains-japonais ont pu légitimement ressentir, l'impact psychologique négatif est profond et durable. Pourquoi interner ces Japonais-Américains et non les Germano-Américains ou les Italo-Américains[35] ?

La mobilisation industrielle conduit quinze millions d'Américains à changer de résidence, et quatre millions d'entre eux changent même d'État, voire de région, s'installant principalement sur la côte Ouest, mais aussi dans le Midwest et dans les villes telles Detroit, Chicago ou San Francisco . Dans le Sud, beaucoup quittent les campagnes vers les villes comme Mobile, en Alabama et Charleston , en Caroline du Sud . Des chiffres étonnants qui témoignent des inévitables bouleversements que la guerre a causés aux États-Unis. La Californie a vu sa population s'accroître de 53 %, l'Arizona de 50 %, l'Oregon de 40 %, l'État de Washington de 37 %, et le Michigan de 21 %[36] .

Autre mutation : les femmes sont pour la première fois massivement recrutées. Elles sont 5 millions à travailler dans l'industrie de défense, « ces soldats sans armes » (*soldiers without guns*) comme l'indique un poster de l'armée, à l'image de « Rosie la riveteuse », icone de l'affiche « Nous pouvons le faire » (*We can do it*), qui montre une femme en bleu de travail gonflant ses biceps[37] . « *Sally the Secretary* » (Sally la Secrétaire) aurait été, sans doute, plus représentative, explique l'historien américain David Kennedy , car une minorité seulement occupe un emploi d'ouvrière[38] . En 1944, les femmes constituent 12 % des salariés des chantiers navals et 40 % des usines aéronautiques. Globalement, elles représentent 35 % de la population active en 1944. Un chiffre qui redescendra cependant rapidement à 28 % au lendemain de la guerre, en 1947[39] . Répondant au slogan « Je préfère être avec eux que les attendre », beaucoup de femmes, plus de 200 000, s'engagent aussi dans les forces armées pour des tâches de bureau ou comme infirmières[40] .

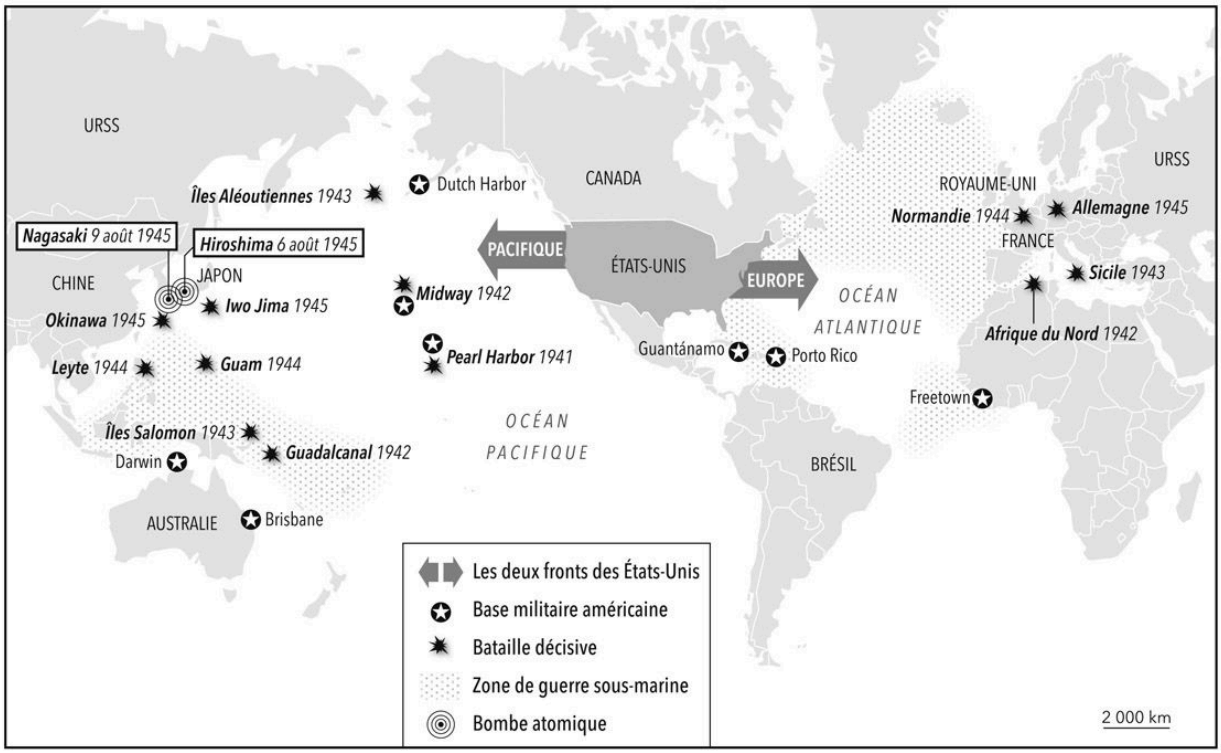
D'abord exclus de l'effort de guerre, les Noirs sont aussi progressivement recrutés dans l'industrie de guerre. Ils constituent 7 % de la main-d'œuvre dans l'aéronautique et 8 % dans les industries de défense en 1944, pour à peine 3 % en 1942. Ces recrutements provoquent une nouvelle migration des Africains-Américains du Sud, où 75 % d'entre eux résident en 1940, vers les villes du Nord-Est, du Midwest et de la côte Ouest. Ces migrations ne sont pas sans provoquer de forts remous, comme les émeutes raciales à Détroit en juin 1943 (34 morts dont 25 Noirs) le révèlent. Plus de 200 000 Mexicains, au sein du programme *bracero* , sont aussi recrutés dans les fermes principalement, mais aussi dans l'industrie de défense.

Une guerre mondiale sur deux fronts

Pendant pratiquement quatre années, de décembre 1941 à août 1945, les Américains vont mener une guerre à la dimension

quasi-planétaire en Europe, en Afrique du Nord et dans le Pacifique. Un effort militaire, économique et humain dont ne peut sous-estimer l'envergure. Au lendemain de leur victoire, les États-Unis acquerront un statut inédit dans leur histoire et dans celle du monde. L'Amérique sera devenue une – et pour quelques années la seule – superpuissance.

Les États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale



Après le désastre de Pearl Harbor , de nombreuses voix se font entendre pour conduire la guerre prioritairement sur le front Pacifique. Des chansons telles « Soyons spécifiques, c'est notre Pacifique » résonnent dans le pays et Hollywood produit dès 1942 un film dont le titre, *Remember Pearl Harbor* , évoque bien sûr les cris de *Remember the Alamo* de 1836 ou de *Remember the Maine* de 1898. Pourtant, Roosevelt et son état-major conservent la stratégie « Hitler d'abord » (*Hitler First*) car Washington tient avant tout à apporter son plein soutien au Royaume-Uni , la Chine attendra. Les Américains et les Britanniques mettent d'ailleurs en place un état-major conjoint à Washington (*Combined Chiefs of Staff*), dirigé par le général George

C. Marshall . L'effort de guerre américain porte ainsi en priorité sur le front Atlantique même si le théâtre Pacifique, où les opérations seront essentiellement navales et amphibies, n'est pas négligé, loin de là.

Avant la fin du mois de décembre 1941, les Japonais prennent Hong Kong . En février 1942, c'est au tour de Singapour et de Java de tomber. En mars, le général Douglas MacArthur doit abandonner les Philippines sur ordre de Roosevelt et rejoindre l'Australie, déclarant avec emphase avant de quitter l'archipel : « Je reviendrai » (*I shall return*). En avril, 76 000 hommes, dont 12 000 Américains, sont faits prisonniers par les forces japonaises dans la péninsule de Bataan, sur l'île de Luzon. Suite à cette défaite, 10 000 Philippins et 600 Américains périssent, en subissant les exactions de leurs geôliers pendant ce qui deviendra « La Marche de la mort » sur une centaine de kilomètres à travers la Péninsule.

Dans les airs, la première riposte américaine à Pearl Harbor intervient sous la forme d'un raid de bombardiers B-25 sur Tokyo en avril 1942. Sur mer, la US Navy est chargée de stopper l'avance japonaise. En mai, au large de la Nouvelle-Guinée, dans le Pacifique Sud, à la bataille de la mer de Corail, la flotte américaine empêche les forces japonaises de se saisir de Port Moresby et sauve l'Australie. Début juin, à Midway, dans le Pacifique central, toute première bataille aéronavale de l'histoire, l'amiral Chester W. Nimitz défie Yamamoto et remporte ce duel décisif. À partir de Midway, le Japon va progressivement battre en retraite.

En janvier 1942, 26 nations, en guerre contre les puissances de l'Axe, signent la Charte Atlantique, engageant toutes leurs ressources dans le conflit et promettant de ne pas signer de paix séparée. Sur l'Atlantique, les Allemands règnent en maître en cette même année 1942. Leur marine coule 400 navires de janvier à juin, certains près des côtes américaines. Ce n'est qu'en 1943, grâce à un système de convois efficace et à l'invention d'un radar plus sophistiqué, que l'Atlantique devient une voie de passage sûre pour les Alliés. Globalement, le tournant du conflit intervient à l'automne 1942. En

octobre, le général britannique Bernard Montgomery bat Erwin Rommel et son Afrikakorps, assisté des Italiens, à la bataille d'El Alamein, en Égypte . Montgomery stoppe l'avance italo-allemande en Afrique du Nord et protège la ville du Caire et le Canal de Suez. En novembre, les troupes principalement anglo-américaines débarquent à Casablanca , à Oran et à Alger. Le second front, réclamé ardemment par Staline , est donc ouvert. Pas en France , cependant, mais en Afrique du Nord. Toujours en novembre, l'Armée rouge contient les troupes allemandes à Stalingrad.

Dès janvier 1943, alors que la bataille pour le contrôle de la Tunisie fait rage, Roosevelt et Churchill se rencontrent à Casablanca . Les deux hommes décident d'un débarquement en Sicile . L'Europe de l'Ouest sera donc dans un premier temps reconquise par le sud. Ils se mettent aussi d'accord pour exiger « une reddition inconditionnelle » de l'ennemi, à l'image de Grant lors de la guerre de Sécession. Sur le front Pacifique, Nimitz et MacArthur sont autorisés à reprendre l'offensive. Au même moment, les premiers raids aériens anglo-américains bombardent l'Allemagne et, en mai 1943, Berlin est touché.

Le 10 juillet 1943, les Alliés débarquent en Sicile , avec 250 000 hommes sous les ordres du général George S. Patton . Mussolini est congédié par le roi Victor Emmanuel III. En août, la Sicile est sous contrôle anglo-américain et l'Italie passe du côté des Alliés en septembre. Mais les Allemands investissent la Péninsule et en assurent la défense. En octobre, Naples tombe mais la remontée des Alliés vers Rome s'effectue très lentement. Fin novembre, Roosevelt et Churchill rencontrent Staline à Téhéran . Trois décisions majeures sont prises : un débarquement en France (le lieu exact restant à déterminer) aura lieu en juin 1944 à partir de l'Angleterre sous la coordination du général Dwight D. Eisenhower ; les Russes promettent d'attaquer le Japon une fois que l'Allemagne aura capitulé ; une organisation internationale, dont les contours sont à définir, verra le jour à la fin du conflit. La Grande Alliance est née. En ce même automne 1943, Roosevelt et Churchill se réunissent

au Caire avec Tchang Kai-shek et décident également que « la reddition inconditionnelle » sera exigée du Japon pour mettre fin à la guerre et que la Corée sera libérée. Comme le déclare Roosevelt de retour aux États-Unis dans sa causerie du 24 décembre 1943, veille de Noël : « Nous avons fait l'Histoire[41] . »

Le mois de juin 1944 est décisif. Les Alliés débarquent à Anzio et prennent Rome le 4 du mois. Dans sa causerie du 5 juin, Roosevelt déclare avec satisfaction et optimisme : « La première des capitales de l'Axe est maintenant à nous. Une sur trois – il en reste deux[42] ! » Le lendemain, le 6 juin 1944, c'est le débarquement en Normandie. Eisenhower , dans un discours à ses troupes, déclare : « Le vent a tourné, Les hommes libres du monde entier marchent ensemble vers la Victoire[43] . » L'opération *Overlord* , selon son nom de code, est d'une envergure exceptionnelle et inédite : trois millions d'hommes et 4 600 navires engagés. En deux semaines, les Alliés ont fait débarquer un million d'hommes. Malgré une résistance allemande farouche et déterminée, ils contrôlent le Cotentin et Cherbourg avant la fin du mois. Alors que les Alliés progressent vers Paris, libéré le 25 août, ils débarquent en Provence le 15 du même mois et prennent Toulon et Marseille.

À l'automne 1944, la vie politique américaine reprend avec de nouvelles élections présidentielles. Roosevelt , sans rivaux, décide de se présenter pour un quatrième mandat, du jamais vu dans l'histoire du pays. Les débats au sein du Parti démocrate se portent donc sur le choix du vice-président. En 1940, Roosevelt avait été secondé par Henry Wallace mais celui-ci ne fait pas l'unanimité. James Byrnes, quant à lui, est un sudiste de Caroline du Sud trop conservateur. Les délégués du parti optent pour Harry S. Truman , un autodidacte surnommé « l'homme de la rue parmi les hommes de la rue », vétéran de la Première Guerre mondiale et sénateur du Missouri depuis 1935. Truman sera, dit-on, le « nouveau compromis du Missouri[44] ». En face, les républicains choisissent Thomas E. Dewey , le jeune (42 ans) gouverneur progressiste de New York . Roosevelt remporte les élections avec 25,6 millions de voix (53,4 %) contre 22 millions pour

Dewey, 432 grands électeurs à 99.

Finir la guerre

Pendant l'hiver 1944-1945, l'offensive alliée est stoppée par les Allemands dans les Ardennes. Ce n'est qu'à la mi-janvier qu'elle peut reprendre. Sur le front est, les Russes lancent une grande offensive en Europe orientale et dans les Balkans à travers la Pologne, la Roumanie , la Bulgarie et la Hongrie . En janvier, Varsovie est prise ; Vienne tombe en avril. De leur côté, les Alliés contrôlent le Rhin et occupent Cologne en mars 1945. En mai, Hitler se suicide, l'Allemagne se rend. En novembre 1945, 187 leaders nazis sont jugés à Nuremberg par un tribunal composé de juges des pays alliés et présidé par Robert Jackson , premier juge (*chief justice*) de la Cour suprême des États-Unis ; 24 seront exécutés[45] . C'est aussi, au-delà de l'horreur, le moment de la découverte par les troupes alliées et soviétiques des camps de concentration et d'extermination[46] .

Dès février 1945, les Trois Grands (Roosevelt , Churchill et Staline) se retrouvent à Yalta, une station balnéaire de Crimée . À Yalta se construit le monde d'après-guerre, avec une volonté commune de paix et en bonne intelligence entre Anglo-Américains d'une part et Russes d'autre part. L'idée de fonder une organisation internationale où se régleraient les conflits continue de faire son chemin. Les trois leaders décident aussi de partager l'Allemagne et Berlin , bien qu'en zone soviétique, en quatre zones d'occupation en y incluant la France . Des élections libres auront lieu dans les pays libérés par les Russes. Enfin, Staline renouvelle son engagement à attaquer le Japon , moyennant l'acquisition de territoires tels les îles Sakhaline et Kouriles. Roosevelt, vieillissant et affaibli, sera plus tard accusé d'avoir fait preuve de naïveté, voire d'avoir cédé une partie de l'Europe à Staline mais il est sans doute plus exact de dire que le président américain avait la volonté de travailler avec les Russes. De plus, Roosevelt était mal informé par son ambassadeur en Russie ,

Joseph E. Davies , qui dans un livre publié en 1941 et intitulé *Mission à Moscou* (et que ses détracteurs ne tarderont pas à surnommer « Soumission à Moscou ») souligne la bienveillance de Staline et son désir de libérer les peuples d'Europe.

Sur le front Pacifique, Roosevelt et son état-major ne souhaitant pas choisir entre la stratégie d'une remontée continentale à partir des Philippines , proposée par MacArthur , et celle d'une suite d'opérations navales et amphibies avec la conquête, une à une, des îles du Pacifique par une série de bonds (*leapfrogging*), défendue par Nimitz , les Américains mènent les deux de front. En octobre 1944, dans le golfe de Leyte, aux Philippines, MacArthur détruit plus de la moitié de la flotte japonaise et déclare au peuple philippin : « Je suis revenu. » En février 1945, après 25 jours de combats acharnés et près de 7 000 morts américains et 20 000 japonais, l'île d'Iwo Jima est prise. Une photo symbole de cette victoire, passée à la postérité et intitulée *Raising the Flag on Iwo Jima* (Hisser le drapeau à Iwo Jima), obtient le prix Pulitzer en cette même année 1945. D'avril à juin, les Américains lancent la plus grande opération amphibie de la guerre et s'emparent de l'île d'Okinawa au prix d'immenses pertes, 10 000 Américains, plus de 70 000 Japonais et des milliers de civils.

Le Projet Manhattan

Le 12 avril 1945, Roosevelt meurt d'une hémorragie cérébrale. Son vice-président, Truman , est soudainement propulsé sur le devant de la scène. Une anecdote raconte qu'il vint voir Eleanor à la Maison-Blanche et lui demanda : « Que puis-je faire pour vous ? » Une question à laquelle la femme du défunt président répondit : « Est-ce que *nous* pouvons quelque chose pour vous[47] ? » Sans nul doute, la plus grande décision que dut prendre Truman dans sa nouvelle fonction fut celle d'utiliser la bombe atomique contre le Japon .

Dès 1939, Roosevelt est averti par une lettre d'Albert Einstein, cosignée par d'autres physiciens, que l'Allemagne travaille à la

conception d'une bombe d'une puissance inégalée à partir de la fission nucléaire d'uranium. Le président américain, très attentif à cette menace, met en place dès 1942 des équipes de chercheurs universitaires et d'ingénieurs militaires afin de découvrir ce processus avant tout autre pays, surtout l'Allemagne. Son nom de code est « Projet Manhattan ». Cette mission s'effectue sous la direction scientifique de J. Robert Oppenheimer , un physicien brillant et cultivé, diplômé de Harvard et de Göttingen qui sera surnommé « le père de la bombe atomique ». Le Projet Manhattan emploiera 130 000 personnes, à Oak Ridge, dans le Tennessee , à Los Alamos, au Nouveau-Mexique , et à Hanford, dans l'État de Washington, sans oublier l'engagement de plusieurs universités, dont celle de Chicago, pour un coût de 2 milliards de dollars. L'Amérique se lance pleinement dans la course à la bombe atomique, « à la frontière de la science[48] », comme le dira Oppenheimer dans la continuité des défis intrinsèques à l'histoire américaine.

Le 16 juillet 1945, à Alamagordo, au Nouveau-Mexique , le test est réussi. Les États-Unis possèdent désormais l'arme atomique. Oppenheimer témoignera plus tard que ce jour-là, « quelques-uns rirent, quelques autres pleurèrent, la plupart restèrent silencieux ». Lui-même pensa à une réplique tirée du poème hindouiste *Bhagavad-Gita* dans laquelle le prince avoue à Krishna : « Je suis devenu la mort, le destructeur des mondes[49] . » Un autre observateur témoignera : « Ce fut comme la fin du monde[50] . » Ce même mois, Truman , désormais en position de force vis-à-vis de ses partenaires, Churchill , auquel succède au cours de la conférence Clement Attlee, nouvellement nommé Premier ministre, et Staline se réunissent à Potsdam, près de Berlin . Les Trois Grands lancent au Japon un ultimatum : se rendre avant le 3 août ou « être totalement détruit ».

Horreur à Hiroshima

Le 6 août 1945, Truman , qui n'avait été informé du Projet

Manhattan qu'à la mort de Roosevelt à peine quelques mois plus tôt, donne l'ordre de larguer une des quatre bombes atomiques prêtes sur Hiroshima , centre des industries de guerre japonaises. À 9 heures 15, le bombardier B-29 *Enola Gay* exécute cette mission. Un survivant, alors âgé de 6 ans, témoignera : « Un éclair gigantesque envahit le ciel. Une boule géante, fulgurante, rouge, blanche… Incandescence absolue[51] . » Près de 70 000 Japonais meurent, 80 000 sont blessés et 300 000 survivants, appelés *hibakusha* , subiront les effets de la radioactivité longtemps après. La ville est détruite à 70 %. Un mois plus tard, le journaliste australien Wilfred Burchett sera le premier à décrire « dans les hôpitaux […] des gens qui, tout en n'ayant reçu aucune blessure au moment de l'explosion, sont en train de mourir de ses mystérieux effets. Sans raison apparente, leur santé vacille. Ils perdent l'appétit. Leurs cheveux tombent. Des taches bleuâtres apparaissent sur leur corps. Et puis, ils se mettent à saigner, des oreilles, du nez, de la bouche[52] . » « Et, conclut-il, chaque fois cela se terminera par la mort de la victime. »

Ce même jour, Truman annonce la nouvelle aux Américains : « La force dont le soleil tire sa puissance vient d'être lâchée contre ceux qui ont porté la guerre en Extrême-Orient. » Il précise que « la bombe possédait plus de puissance que 20 000 tonnes de TNT » et que l'Amérique « a gagné la bataille des laboratoires comme elle a remporté d'autres batailles ». Enfin, le président déclare : « Que personne ne s'y trompe. Nous détruirons totalement la capacité du Japon à faire la guerre[53] . » Le 9 août, alors que les troupes soviétiques envahissent la Mandchourie suivant les accords de Yalta, une seconde bombe atomique est lâchée sur la ville de Nagasaki , causant la mort de 75 000 Japonais. Un général américain précisera : « Le premier [bombardement] montrerait aux Japonais ce qu'était la bombe, et le second leur prouverait que nous en possédions plus d'une[54] . »

Le 14 août, le Japon se rend. Le 2 septembre, c'est le général MacArthur , commandant des forces alliées, qui reçoit les émissaires japonais à bord du navire *Missouri* , nom de l'État du président

Truman , ancré dans la rade de Tokyo. Le *V-J Day* (*Victory in Japan Day*) est fêté partout dans le pays. La guerre est finie. MacArthur déclare avec éloquence : « Vainqueurs et vaincus, il nous appartient de nous élever à cette haute dignité de pensée qui nous permettra de mener à bien les buts sacrés que devons poursuivre, en nous engageant formellement au nom de nos peuples respectifs à exécuter fidèlement les obligations que nous sommes sur le point d'accepter. C'est mon plus grand espoir et l'espoir de l'humanité entière qu'un monde meilleur émergera de l'abîme de sang et de carnage du passé[55] . »

Avec Hiroshima et Nagasaki s'ouvre l'ère atomique. Chacun l'imagine, la décision fut difficile à prendre. Truman notera *a posteriori* dans ses Mémoires qu'une invasion du Japon , prévue en novembre 1945, aurait coûté « un demi-million de vies américaines ». Alors qu'à la mi-août 1945 un sondage montre que 85 % des Américains approuvent la décision, l'utilisation de la bombe atomique suscite rapidement de vifs débats aux États-Unis. En février 1947, l'ancien ministre de la Guerre Henry L. Stimson justifie les bombardements de Hiroshima et de Nagasaki en expliquant qu'une invasion américaine du Japon aurait nécessité 5 millions d'hommes et coûté la vie à 1 million d'entre eux. La bombe atomique était « l'unique instrument » pour atteindre les deux objectifs prioritaires : finir la guerre le plus tôt possible et avec le moins possible de pertes américaines. Il ajoute « la capacité de l'homme à se détruire est presque complète[56] » et prévoit que le monopole atomique des États-Unis prendra inévitablement fin un jour ou l'autre. En fait, des documents déclassifiés depuis révèlent des estimations de pertes certes élevées mais bien moindres, allant de 25 000 à 46 000 hommes[57] . De plus, à la suite de l'attaque russe le Japon aurait assurément capitulé mais quand, à quel prix et sous quelles conditions ? Il est possible que Truman ait voulu aussi intimider les Russes. Clairement, le mépris des Américains envers les Japonais – en témoignent les camps d'internement aux États-Unis mêmes – et la volonté de revanche, toujours vive quatre ans après de

l'attaque à Pearl Habor, ont étouffé – du moins en 1945 – tout sentiment de culpabilité qu'ils auraient pu ressentir.

Le bilan de la Seconde Guerre mondiale est terrifiant. Hormis la guerre de Sécession, jamais un conflit n'a fait autant de victimes pour les Américains : 406 000 morts. Certes, chiffre tout relatif en comparaison des 27 millions de victimes russes, civiles et militaires, et des 6 millions de Juifs. Au-delà des morts et des vies brisées, le conflit mondial crée un monde nouveau, celui de la guerre froide, dominé par la rivalité militaire, diplomatique, culturelle et idéologique entre les États-Unis et l'Union soviétique.

CHAPITRE 21

Les États-Unis au temps de la guerre froide
Prospérité, conformisme et maccarthysme (1945-1960)

Martha Corey : Je suis innocente. Je ne suis pas une sorcière. Je ne sais pas ce qu'est une sorcière.
Judge Hathorne [Il a la soixantaine, un juge de Salem , amer et sans remords] : Comment le savez-vous, alors, que vous n'êtes pas une sorcière ?

Arthur Miller (*The Crucible* , 1952)

Un statut et une puissance inégalés

En février 1941, Henry Luce , un magnat de la presse fondateur des magazines *Time* et *Life* , publie un article intitulé « The American Century » (Le siècle américain). Nous sommes à dix mois de Pearl Harbor . Luce écrit un plaidoyer afin de soutenir le Royaume-Uni dans sa lutte contre l'Allemagne nazie et, ce faisant, souhaite que les États-Unis assument leur rôle de leadership en construisant un monde libre et en paix au sortir d'un conflit auquel le pays ne pourra

échapper. Autrement dit, l'Amérique, désormais « la nation la plus puissante et la plus vitale dans le monde », ne doit pas revivre 1919. Il faut rendre « l'isolationnisme aussi mort que l'esclavage », écrit Luce. Ce leadership ne sera pas uniquement militaire mais aussi et, surtout, économique, humanitaire et moral. L'Amérique doit offrir un idéal et une vision au reste du monde en partageant avec tous non seulement « ses magnifiques produits industriels et ses compétences technologiques » mais également « sa Charte des droits [*Bill of Rights*], sa déclaration d'Indépendance, [et] sa Constitution ». Enfin, conclut celui que certains ont surnommé, après la parution de cet essai, « le Tom [Thomas] Paine de sa génération » : « le XX e siècle est le siècle américain »[1] .

Ce qui nécessitait une analyse perspicace en 1941 est devenu une évidence quatre ans plus tard. Assurément, le XX e siècle, ou sa seconde moitié, ne sera pas qu'américain, mais l'Amérique sort du conflit non seulement triomphante mais avec de lourdes responsabilités internationales en raison d'un nouveau statut et d'une nouvelle puissance alors inégalés. Lors d'un discours prononcé à la Chambre des communes le 16 août 1945, Churchill déclare, tout en s'en réjouissant explicitement : « Les États-Unis sont en ce moment sur le toit du monde[2] . » Non seulement l'international prendra une part croissante dans l'histoire américaine mais jamais plus les États-Unis ne pourront rester à l'écart des affaires du monde. Comme le note l'historien français René Rémond, « pour la première fois [en 1945], les États-Unis tirent, de façon durable et non pas seulement accidentelle, les conclusions de leur puissance[3] ». Pour l'écrivain et éditorialiste américain Lewis Lapham, « les États-Unis ont hérité du monde[4] ».

Les États-Unis ont gagné une guerre planétaire en menant des opérations militaires, dont certaines uniques dans leur envergure, sur deux fronts. Certes, les Américains n'étaient pas les seuls à se battre. Les Russes et les Britanniques, et dans une moindre mesure les Canadiens, les Australiens et les Français, ont grandement participé à la victoire, mais les États-Unis ont joué un rôle logistique et

décisionnel crucial. Par ailleurs, aucune bataille ne s'est jouée sur leur territoire continental. Alors que l'Europe et une partie de l'Asie sont en ruines, l'Amérique n'a pas à reconstruire et sort de la guerre avec un moral élevé. En 1945, les Américains jouissent d'une puissance militaire, industrielle, économique, et financière sans précédent dans leur histoire et celle du monde. Comme l'écrit Luce dans ce même éditorial, « Nous savons combien nous sommes chanceux vis-à-vis du reste de l'humanité. Au moins les deux tiers d'entre nous sont tout simplement riches comparé à tout le reste de la famille humaine – riches en nourriture, riches en vêtements, riches en divertissements et en distractions, riches en temps libre, riches ». Et cette remarque date de 1941, avant que la guerre n'inflige pleinement ses souffrances, sa destruction et ses pénuries aux populations européennes et asiatiques. Comme le déclare l'ancien président Hoover , spécialiste des questions humanitaires, au printemps 1946, en constatant l'urgence de la pénu rie alimentaire dans une grande partie du monde : « Il est 11 h 59 à l'horloge de la faim[5] . »

En 1945, les États-Unis concentrent plus de la moitié de la capacité industrielle du monde. Leur PNB est trois fois supérieur à celui de la Russie et plus de cinq fois à celui du Royaume-Uni . Les États-Unis détiennent les deux tiers des réserves d'or mondiales et les trois quarts des capitaux investis. Suite aux accords de Bretton Woods, dans le New Hampshire , de juillet 1944, les Américains jouent un rôle moteur dans la fondation du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), dont les sièges se situent à Washington. Les États-Unis jouissent seuls du droit de veto au sein de ces deux institutions et le dollar devient – et ceci jusqu'en 1971 – la monnaie étalon avec l'or. L'Amérique jouit aussi du monopole de l'arme atomique, ce qui lui donne une influence militaire et politique unique au monde.

L'Amérique peut, et doit, façonner les relations internationales de l'après-guerre. À l'automne 1944, à Dumbarton Oaks, à Washington,

naît l'Organisation des nations unies (ONU), composée d'une Assemblée générale et d'un Conseil de sécurité, avec cinq membres permanents (États-Unis, Union soviétique, Chine , Royaume-Uni et France). Une Cour internationale de justice est chargée d'arbitrer les différends entre les États membres. Entérinée lors de la conférence de San Francisco , qui rassemble les délégués de cinquante nations au printemps suivant, l'ONU, chargée de structurer les relations internationales, aura son siège à New York à partir de 1949. Le Congrès américain adopte la charte à une très grande majorité (344 contre 15 voix à la Chambre des représentants et 65 contre 7 au Sénat). Cette fois-ci, à l'inverse des années 1920, l'idéal wilsonien d'un monde en paix sous l'égide des États-Unis prend forme. Roosevelt avait d'ailleurs formulé ce rôle en ces termes : « Notre rôle sera de concilier les divergences de vues des Anglais qui pensent empire et des Russes qui pensent communisme[6] . »

De la Grande Alliance à la guerre froide

Assurément, la puissance économique et le rayonnement culturel des États-Unis vont perdurer plusieurs décennies mais la position unique et monopolistique de l'Amérique sur l'échiquier diplomatique, militaire et idéologique planétaire ne dure que quelques années. En l'Union soviétique, les États-Unis trouvent un adversaire de taille. Pendant les années de la guerre froide, l'opposition entre ces deux blocs domine la vie mondiale. Comme le formule Dean Acheson , alors sous-secrétaire d'État, au printemps 1947, « Jamais depuis l'époque de Rome et de Carthage, il n'y a eu une telle polarisation du pouvoir sur terre[7] ». De 1947 à 1957, cette bipolarisation influe profondément sur la vie politique et la société américaine.

La victoire alliée en Europe a largement été bâtie sur ce qu'on a appelé la Grande Alliance, formée par les trois grands du moment : les États-Unis, l'Union soviétique et le Royaume-Uni . Or, dès la fin de la guerre, la Grande Alliance se fissure. En février 1946, George

F. Kennan , un diplomate américain en poste à Moscou , envoie un câble à Washington, long de huit mille mots, ce qui lui vaudra le surnom de *long telegram* . Dans celui-ci, Kennan informe sa hiérarchie que les Soviétiques, « qui craignent un encerclement capitaliste », estiment « qu'un *modus vivendi* permanent avec les États-Unis est impossible » et « qu'il est désirable tout comme nécessaire de briser l'harmonie interne de notre société [et] de détruire notre façon de vivre afin d'asseoir la puissance soviétique ». Contrer cette force menaçante doit donc être la pierre angulaire de la diplomatie américaine. Une mission loin d'être impossible, selon Kennan, si les États-Unis s'y attachent avec détermination, clairvoyance et fermeté car « le communisme mondial est un parasite malin qui ne se nourrit que de tissus malades »[8] .

À peine un mois plus tard, Churchill tient à Fulton, dans le Missouri , un discours alarmiste sur la division de l'Europe en deux blocs le long d'une ligne nord-sud qui s'étend de « Stettin, sur la Baltique, à Trieste, sur l'Adriatique[9] ». Ce « rideau de fer » (*iron curtain*), selon les termes de Churchill passés à la postérité, sépare deux blocs : un libre, à l'ouest ; l'autre communiste, à l'est. Ce discours est alors mal perçu par les Américains qui, selon un sondage, désapprouvent à 40 % la formation d'une alliance anglo-américaine contre les Soviétiques, contre 18 % qui soutiennent une telle politique[10] . Truman dut d'ailleurs déclarer qu'il n'avait pas eu connaissance au préalable du discours de Churchill et dut officiellement inviter Staline à visiter les États-Unis, tout en sachant, bien sûr, que celui-ci refuserait… Les Américains sont majoritairement anticommunistes mais ils ne sont alors pas antisoviétiques. C'est la stratégie politique de Truman qui changera la donne en faisant le lien entre les deux menaces, communiste et soviétique, extérieure et intérieure.

Les élections et les grèves de 1946

Les élections législatives de l'automne 1946 donnent lieu à un véritable raz-de-marée des républicains qui ont bâti leur campagne sur la lassitude espérée de l'électorat après treize ans de gouvernance démocrate (depuis 1933). Leurs slogans sont : « N'en avez-vous pas assez ? » (*Had Enough* ?) et « *To err is Truman* », un jeu de mots à partir du proverbe *to err is human* (l'erreur est humaine). Les républicains s'emparent du Congrès. À la Chambre, ils sont 245 contre 188 démocrates ; au Sénat, 51 contre 48. Parmi les nouveaux sénateurs républicains élus, Joseph McCarthy , du Wisconsin , et parmi les nouveaux représentants, le démocrate John F. Kennedy , du Massachusetts , et le républicain Richard M. Nixon , de Californie . En cette même année 1946, une vague de grèves sans précédent déferle sur les États-Unis : 5 millions de grévistes, plus de 100 millions de journées de travail perdues. Un quart de la main-d'œuvre est syndiqué, soit 15 millions d'ouvriers et d'employés, dont 13 aux seules AFL-CIO, qui fusionneront en 1955. L'automobile, la sidérurgie, les industries de conservation, les mines, les chemins de fer, entre autres, sont touchées.

Affaibli politiquement, Truman , qui compare ces grèves à un Pearl Harbor domestique, durcit le ton. Il décide de la réquisition des chemins de fer et des mines, traduit en justice le leader des mineurs, John L. Lewis , et propose – en vain – au Congrès d'incorporer les grévistes dans l'armée si leur action menace la sécurité nationale[11] . Les grèves se terminent à la fin de l'année 1946 mais le Congrès, passant outre le veto de Truman, vote en 1947 la loi Taft-Hartley (du nom du sénateur républicain Robert Taft , de l'Ohio [fils de l'ancien président], et du représentant républicain du New Jersey , Fred Hartley). En remaniant profondément la loi Wagner de 1935, cette nouvelle loi restreint considérablement les prérogatives syndicales. Dans certaines branches d'activité, notamment chez les fonctionnaires de l'État fédéral et des États, les employés ne peuvent plus être syndiqués. Des pratiques comme le monopole syndical de l'embauche (*closed shop*), les grèves sans préavis ou encore le refus de négocier une convention collective ou le financement de partis

politiques ou de campagnes de candidats, sont désormais interdites. De surcroît, tout responsable syndical doit dorénavant attester qu'il n'est pas communiste[12] .

La doctrine Truman et le plan Marshall

En 1947, à un an des élections présidentielles, Truman se trouve dans une situation difficile. Tant sur le plan intérieur que dans les affaires internationales, Truman choisit l'anticommunisme comme cheval de bataille pour tenter de reprendre la main politiquement. En mars, le président prononce un discours de politique extérieure dans lequel il demande au Congrès d'aider financièrement et militairement les gouvernements grecs et turcs à hauteur de 400 millions de dollars afin de leur permettre de résister « aux activités terroristes de plusieurs milliers d'hommes, menés par des communistes ». La Grèce , notamment, est en pleine guerre civile et le Royaume-Uni ne peut plus aider le pouvoir en place. À partir d'une aide ponctuelle, Truman lance une nouvelle politique américaine qui doit « soutenir les peuples qui résistent à des tentatives de subjugations par des minorités armées ou par des pressions extérieures ». Autrement dit, et en termes plus clairs, les États-Unis doivent contrecarrer les ambitions soviétiques partout où il en est encore temps. Ce qu'on appellera la doctrine Truman correspond à une politique d'endiguement (en anglais *containment*) vis-à-vis du communisme, dans la ligne du télégramme de Kennan et des diagnostics de Churchill . Truman élabore ainsi une vision dichotomique et manichéenne du monde qui sera la pierre angulaire de la politique américaine pendant la guerre froide en avertissant que chaque pays, chaque peuple, aura le choix entre le monde libre et le monde communisme et que, sans l'intervention des États-Unis, ce choix risque de n'être pas fait librement. Pour Truman, l'aide apportée à la Grèce et à la Turquie est « un investissement pour la liberté et la paix dans le monde[13] ».

Dans le discours de Truman apparaît aussi ce qu'on appellera plus tard l'effet domino, ou de réaction en chaîne, lorsque le président déclare que si les États-Unis refusent d'aider la Grèce et la Turquie, tout le Moyen-Orient et une partie de l'Europe pourront passer dans la sphère d'influence soviétique. La Pologne, la Roumanie et la Bulgarie semblent perdues pour l'Amérique, la Hongrie est menacée, suivront l'Iran , l'Italie et la France . De fait, en 1948, les États-Unis interviennent financièrement dans les élections législatives cruciales en Italie afin de faire gagner la Démocratie chrétienne face au Parti communiste. Or, en Grèce, ce n'est pas l'URSS mais la Yougoslavie de Tito qui soutient les communistes grecs et les Soviétiques se retirent d'Iran. Mais l'intervention de Truman se veut un discours mobilisateur davantage anticommuniste qu'antisoviétique.

À peine quelques mois plus tard, en juin 1947, le général George C. Marshall , un des cerveaux du D-Day et désormais secrétaire d'État, prononce à Harvard un discours fondateur sur le besoin impérieux des États-Unis d'investir largement dans la reconstruction de l'Europe d'après-guerre[14] . Pour Marshall, qui souligne que la gravité de la situation est difficilement perceptible aux Américains du fait de leur éloignement des théâtres de guerre, il ne s'agit pas seulement de reconstruire les infrastructures, les villes, les fermes et les usines mais surtout de recréer le tissu économique et de restaurer la confiance et l'espoir dans l'avenir. L'Amérique « doit faire tout son possible » pour le retour de la prospérité dans le monde, sans laquelle il ne peut y avoir de paix durable. Cette politique, précise-t-il, se voulant rassurant, « n'est pas conduite contre un pays ou une doctrine mais contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos ». Il ajoute : « Tout gouvernement qui est désireux d'aider à cette tâche de reconstruction bénéficiera d'une entière coopération […] de la part des États-Unis. » Mais il avertit aussi : « Tout gouvernement qui manœuvre pour bloquer cette reconstruction ne pourra compter sur notre aide[15] . » Ce qui deviendra « le plan Marshall », ou de son nom officiel le European Recovery Program (ERD), va de pair avec la doctrine Truman . C'est un moyen pour lutter contre ce que le

gouvernement américain appelle « les communistes de la faim » (*stomach communists*), c'est-à-dire la peur que la pauvreté fasse basculer massivement les populations européennes vers le communisme.

Dès juillet 1947, Européens et Américains se réunissent à Paris. Seize pays européens souhaitent bénéficier de ce programme d'aide économique qui allie subventions et prêts. La Pologne et la Tchécoslovaquie se joignent à cette première conférence mais renonceront finalement à toute aide américaine, pour la première de sa propre initiative et pour la seconde du fait de pressions soviétiques. Le chiffre de 22 milliards de dollars d'aide économique est d'abord évoqué mais le Congrès vote plutôt une aide de 12,5 milliards de dollars sur quatre ans (1948-1952). Les critiques sont vives, non seulement de la part des Soviétiques, qui parlent « d'impérialisme » et qualifient les Américains de « chevaliers du dollar », mais aussi de celle des Américains partisans du repli qui surnomment le programme « le plan martial ». La Grande-Bretagne (3,2 milliards), la France (2,7), l'Italie (1,5) et l'Allemagne de l'Ouest (1,4) sont les pays qui recevront la plus grande aide. Au demeurant, l'aide américaine, qui s'accompagne de son mode de vie, ne fait pas l'unanimité, tant s'en faut. Le Coca-Cola, par exemple, est perçu comme un instrument de colonisation. On parle alors de « coca-colonisation ». En France, en 1950, des députés, communistes mais pas uniquement, proposent d'interdire la vente de Coca-Cola. Le poète communiste Louis Aragon dénonce en l'Amérique « une civilisation de baignoires et de frigidaires », d'autres évoquent une troisième voie, « ni Coca ni vodka ». Même si beaucoup ne voient dans cette brève crise « [qu']une tempête dans un verre de Coca », la résistance à l'influence américaine n'est pas à sous-estimer[16] .

Le plan Marshall est l'expression d'une politique certes généreuse des États-Unis mais qui sert surtout leurs intérêts. L'Amérique a besoin de partenaires commerciaux solides et prospères dans un monde en paix pour écouler ses excédents agricoles et vendre les productions de ses industries. Dès 1944, Dean Acheson déclarait que

les États-Unis « ne pourront pas atteindre le plein-emploi sans [accès aux] marchés extérieurs[17] ». Or, l'Europe achète plus de 40 % des exportations américaines. Le plan Marshall permet donc aux États-Unis d'asseoir leur influence économique, politique et culturelle en Europe occidentale[18] . Au demeurant, ce plan d'aide économique majeure reste une des initiatives les plus décisives des États-Unis dans l'après-guerre. L'année 1947, somme toute, comme le souligne l'historien français René Rémond, est véritablement une année rupture.

Cette même année, sur un plan intérieur, Truman prend aussi une série de décisions majeures. Avec une loi sur la sécurité nationale (le *National Security Act*) en juillet 1947, il crée le Conseil national de sécurité (National Security Council ou NSC) et le ministère de la Défense (Department of Defense) qui regroupe les forces armées sous la responsabilité du ministre, qui doit être un civil, et pérennise le poste de chef d'état-major interarmées (*joint chief of staff*). Toujours en 1947 est fondée l'Agence centrale du renseignement (Central Intelligence Agency, CIA), héritière de l'Office of Strategic Services (OSS)[19] . Par ailleurs, le programme radiophonique *La Voix de l'Amérique* (*Voice of America*), fondé en 1942, commence à émettre en direction de Mos cou … Les États-Unis entrent bel et bien de plain-pied dans la guerre froide[20] .

Les élections présidentielles surprises de 1948

Truman a décidé de briguer un second mandat, n'ayant fait qu'une partie d'un premier. De plus, il n'est pas concerné par l'adoption par le Congrès en mars 1947 du XXIIe amendement qui interdit à un président de servir plus de deux mandats, une tradition, rappelons-le, instaurée par Washington en 1796 mais brisée par Roosevelt[21] . À sa droite, Truman voit ceux que l'on a surnommés les *dixiecrats* (Dixie représentant les États du Sud, anciennement

confédérés) et qui soutiennent J. Strom Thurmond , gouverneur de la Caroline du Sud , opposé aux mesures contre la ségrégation, et à sa gauche le progressiste Henry Wallace . Les républicains, eux, investissent à nouveau le gouverneur de New York Thomas Dewey . Ce sera donc une élection à quatre. Truman, qui compare 1948 à 1932, mène une campagne électorale à l'ancienne, parcourant en train 50 000 kilomètres et prononçant plus de 350 discours. S'inspirant d'une formulation chère à Roosevelt, Truman prend le parti « de l'homme oublié » et attaque ce qu'il appelle le « *do-nothing Congress* » (le Congrès immobile). Dewey, lui, conduit une campagne morne aux accents prévisibles, déclarant « que l'avenir des États-Unis se trouve toujours devant nous[22] ». Truman ironise alors, jouant sur le surnom du Parti républicain, le Grand Old Party ou GOP, qu'il surnomme Grand Old Platitutes. Toujours inspiré par Roosevelt, le président sortant élabore un programme qu'il baptise *Fair Deal* (« La donne équitable »), construit sur la promesse de l'augmentation du salaire minimum (75 cents de l'heure pour 40 en 1940), la construction de logements, l'élargissement de la couverture sociale (*Social Security*), un programme d'électrification de zones reculées, un soutien aux prix agricoles et le contrôle des loyers.

Du fait de la pluralité des candidats issus de la mouvance démocrate, Dewey paraît certain de l'emporter. Les sondages sont formels : le candidat républicain sera victorieux. Le *Chicago Tribune* titre même en manchette « Dewey bat Truman » pour son numéro du lendemain des élections[23] . Pourtant, à la surprise générale, Truman l'emporte avec 24,2 millions de voix (49,5 %), contre 22 millions pour Dewey et 303 grands électeurs, contre 189. Thurmond et Wallace rassemblent chacun un million de votes, Thurmond gagnant quatre États du Sud (la Louisiane , le Mississippi , l'Alabama et la Caroline du Sud), soit 39 grands électeurs. Le sondeur George Gallup déclarera ne pas savoir « ce qu'il s'était passé[24] ». On reprochera à Dewey de ne pas avoir utilisé l'anticommunisme comme arme de campagne et la candidature progressiste de Wallace protégea Truman de l'accusation d'être trop à gauche.

« La Révolution américaine de 1949 »

L'année 1949 s'avère décisive. Alors que les États-Unis ont fourni plus de 2 milliards d'aide aux nationalistes chinois, conduits par Tchang Kai-shek , ceux-ci sont défaits par les communistes de Mao Tsé-toung. Tchang Kai-shek se réfugie à Taïwan . Ce que les Américains appellent alors « la perte » de la Chine provoque une véritable onde de choc et est perçu comme un revers cinglant en politique extérieure. Échec ou non, le passage de la Chine au communisme crée une nouvelle donne en Asie, comme le souligne le secrétaire d'État Dean Acheson qui déclare : « Un nouveau jour s'est levé en Asie[25] . » D'une part, le Japon , avec qui un traité de paix est signé le 8 septembre 1951, devient le partenaire prioritaire des États-Unis, qui veulent en faire « la Suisse du Pacifique[26] ». D'autre part, les Américains, qui ont octroyé aux Philippines leur indépendance en 1946, mais qui refusaient jusqu'alors d'aider la France en Indochine , l'accusant de colonialisme, acceptent de financer et d'armer dorénavant les troupes françaises.

En Europe, alors que Moscou a ordonné le blocus de Berlin-Ouest depuis juin 1948, les États-Unis décident d'organiser un pont aérien pendant l'hiver 1948-1949. Les Américains assurent 250 vols par jour, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pour approvisionner une population de plus de 2 millions de personnes. Au printemps, Moscou cède et Berlin , comme le reste de l'Allemagne et de l'Europe, restera divisé. Alors que Truman , contre l'avis de ses conseillers, a reconnu l'État d'Israël en mai 1948, les États-Unis renforcent radicalement leur présence militaire en Europe avec 180 000 hommes ; ils impulsent aussi la création de la République fédérale d'Allemagne en fusionnant leur zone d'occupation avec celle des Français et des Britanniques et signent le pacte Atlantique qui crée l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan)[27] . Voici une révolution politique, « la Révolution américaine de 1949[28] ». Les Américains, contre le conseil sacralisé de Washington prodigué en 1796, scellent une alliance qui engage ses membres à porter secours à toutes les

victimes d'une attaque. Toujours en 1949, les Américains découvrent que les Soviétiques maîtrisent désormais l'arme atomique. Les États-Unis viennent de perdre leur monopole nucléaire.

Une guerre oubliée : la Corée

Dans un tel contexte, le franchissement en juin 1950 du 38e parallèle, la ligne de démarcation qui sépare la Corée du Sud de sa voisine septentrionale, par les troupes de cette dernière, ne peut que susciter une intervention militaire des Américains. Washington a récemment décrété que la Corée était située en dehors de « son périmètre de défense ». Pourtant, hantés par le spectre de Munich, les États-Unis y dépêchent le général MacArthur , proconsul au Japon , avec les troupes qui lui sont disponibles. Pour Truman , la Corée est devenue « la Grèce de l'Extrême-Orient[29] », où il faut résister au communisme. Les États-Unis interviennent sous couvert d'un mandat de l'ONU obtenu alors que l'URSS boycotte le Conseil de sécurité afin d'obtenir que la Chine communiste y siège à la place des nationalistes. Alors que les troupes onusiennes sont retranchées à l'extrême sud de la Péninsule en septembre 1950, MacArthur tente et réussit un débarquement audacieux à Inchon, au nord-ouest, non loin du 38e parallèle, et il s'enfonce vers le nord jusqu'à Pyongyang, capitale de la Corée du Nord, qu'il atteint en octobre.

Le général américain promet alors la victoire totale avant Noël, quand la Chine lance massivement et soudainement ses troupes dans le conflit. MacArthur , pour qui il n'existe « pas de substitut à la victoire », propose d'attaquer la Chine en Mandchourie au nord et de l'envahir au sud à partir de Taïwan . Truman s'y oppose résolument car faire la guerre « à la Chine populaire [*Red China*] impliquerait [les États-Unis] dans le mauvais conflit, au mauvais endroit, au mauvais moment et contre le mauvais ennemi[30] ». Du fait de son entêtement, MacArthur est limogé en avril 1951. Les combats continuent jusqu'à ce que la mort de Staline , le 5 mars 1953,

n'accélère la signature de l'armistice en juillet de la même année à Pammunjon. La guerre de Corée a coûté la vie à 34 000 Américains et 3 millions de Coréens et de Chinois, civils et militaires.

Quelque peu oubliée, la guerre de Corée demeure pourtant une étape décisive dans le durcissement de la guerre froide et sa militarisation. L'Amérique est désormais prête à intervenir militairement pour endiguer le communisme et s'en donnera les moyens. C'est le réarmement que préconise une directive du Conseil national de sécurité dès avril 1950, connue sous l'acronyme NSC-68, constatant la relative impréparation militaire des États-Unis face à l'URSS. Le conflit mène à une augmentation vertigineuse des dépenses militaires américaines : 13 milliards de dollars en 1950, plus de 50 en 1953 (soit plus des deux tiers du budget fédéral), avec 3,5 millions d'hommes et de femmes sous les drapeaux et 800 bases militaires de par le monde. C'est la naissance du complexe militaro-industriel, selon l'expression d'Eisenhower , qui préviendra les Américains qu'ils « doivent se prémunir contre l'acquisition par [celui-ci] d'une influence injustifiée, qu'elle soit recherchée ou non ». Un avertissement déjà prononcé par Washington en 1796 qui évoquait en son temps « ces institutions militaires surdimensionnées […] peu propices à la liberté[31] ». Par ailleurs, en 1954, les États-Unis créent en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique un système d'alliances militaires connu sous le nom d'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (Otase), à l'image de l'Otan[32] . D'un point de vue strictement politique, la guerre de Corée apparaît comme « la guerre de Monsieur Truman », comme le conflit de 1812 avait été celle de Madison ou la guerre contre le Mexique en 1846 celle de Polk, tant le président en prend unilatéralement l'initiative, constituant un autre précédent à la guerre du Viêtnam .

« I like Ike » : un général à la Maison-Blanche

En 1952, alors que l'Amérique se bat en Corée, le pays organise ses élections présidentielles pour la succession de Truman qui, au plus bas dans les sondages, choisit de ne pas se représenter. Le candidat du Parti démocrate est le gouverneur de l'Illinois , Adlai Stevenson . En face de lui : Dwight D. Eisenhower , surnommé Ike. Le général Eisenhower, cerveau du D-day, est à la tête de l'Otan depuis 1951, après avoir été président de l'université de Columbia à New York . Il est très populaire aux États-Unis du fait de sa bonhomie, de sa répu tation de probité et, bien sûr, de sa gloire militaire. Mais il n'est plus tout jeune : Eisenhower avait 6 ans lors des élections présidentielles de 1896 ! Peu importe, son colistier, le sénateur quaker de Californie Richard Nixon , n'a pas 40 ans. Les républicains attaquent Truman et les démocrates en les accusant de corruption et d'être « mous face au communisme » (*soft on communism*). Leur slogan « *Korea, Korruption, Kommunism* », qui pourtant n'est pas sans évoquer dans son allitération l'ultraconservatisme du KKK, séduit l'électorat et Eisenhower promet de se rendre en personne en Corée. « J'irai en Corée ! » (*I shall go to Korea !*), déclare-t-il. Eisenhower remporte une large victoire, dont l'étendue fait figure de surprise, avec 34 millions de suffrages (55 %), contre 27 (45 %), et 442 grands électeurs contre 89. Comme Grant, voire Washington même, l'Amérique retrouve un héros de guerre à la présidence. Le slogan habile « *I like Ike* » fait fureur. D'un point de vue politique, c'est le grand retour des républicains qui n'avaient plus eu accès à l'exécutif depuis la fin du mandat de Hoover en 1932. Au Congrès, la victoire est plus étriquée : 221 républicains contre 213 démocrates à la Chambre et 48 contre 47 au Sénat[33] . Eisenhower et Nixon seront réélus en 1956.

Les détracteurs d'Eisenhower lui reprocheront son inactivé et son détachement, l'accusant, au demeurant injustement, d'avoir passé « huit ans à faire du golf et des gaffes[34] ». À l'inverse, Eisenhower n'est pas paresseux et assiste, par exemple, à plus de 300 réunions du Conseil de sécurité. Mais c'est un militaire qui, même s'il n'hésite à prendre la responsabilité de trancher les questions les plus ardues,

délègue néanmoins beaucoup. Le diplomate George Kennan écrit que le président Eisenhower est « le boy-scout numéro un du pays » mais, en fait, le général est beaucoup plus aux commandes que les apparences ne le suggèrent. Un de ses biographes parle de « présidence en sous-main » (*hidden-hand presidency*) tant il cultive une image trompeuse de passivité et de détachement[35] . Eisenhower a une certaine attirance, certains diront faiblesse, pour les hommes fortunés. La presse qualifie ironiquement son premier gouvernement d'être composé « de huit millionnaires et d'un plombier ». Effectivement, Eisenhower s'entoure de magnats mais il nomme opportunément l'avocat John Foster Dulles secrétaire d'État. Le « plombier » est le syndicaliste Martin Durkin , ministre du Travail, mais celui-ci démissionne rapidement pour protester contre la non-abrogation de la loi Taft-Hartley. Pourtant, Eisenhower étend la couverture sociale à plusieurs millions de personnes et il augmente le salaire minimum horaire de 75 cents à 1 dollar.

Au début des années 1950, cependant, l'actualité se fait au Congrès autour d'un certain Joseph McCarthy .

Le maccarthysme : la « chasse aux sorcières »

En 1953 se joue pour la première fois à New York la pièce de théâtre du dramaturge Arthur Miller intitulée *The Crucible* . L'intrigue reprend en substance l'histoire des sorcières de Salem qui secoue la Nouvelle-Angleterre puritaine à la toute fin du XVII e siècle. Miller avertit que « la pièce n'est pas historique dans un sens universitaire ». Cependant, l'auteur estime que « le lecteur découvrira dans celle-ci l'essence d'un des plus étranges et des plus terribles chapitres de l'histoire humaine[36] ». Miller ne peut alors en dire davantage. Près d'un demi-siècle plus tard, en 2000, Miller écrira un essai, *The Crucible in History* , dans lequel il dénoncera *a posteriori* « la rage anticommuniste » qui devenait par moments « une hystérie

collective » des années 1950, qu'il qualifiera « de guerre idéologique »[37] même si personne n'aurait utilisé ces termes à l'époque.

Tout commence par un arroseur arrosé. Afin de couper l'herbe sous le pied des républicains, Truman lance en mars 1947 par décret présidentiel un programme de vérification de loyauté à destination des fonctionnaires, appuyé par le FBI dirigé par J. Edgar Hoover , déjà assistant du ministre Palmer lors de la lutte contre les sympathisants bolcheviques en 1919. Ainsi, nul ne pourra l'accuser de ne rien faire contre les communistes ou contre tous ceux qui sont favorables à l'Union soviétique. C'est ce qu'un historien américain a opportunément appelé « la doctrine Truman à usage interne[38] ». Chaque employé fédéral aura son dossier au FBI et toute personne suspectée de communisme pourra être renvoyée[39] . De 1947 à 1953, 26 000 agents fédéraux feront l'objet d'une enquête : 16 000 seront innocentés, 7 000 démissionneront et 740 seront révoqués pour appartenance à des organisations jugées subversives, mais aussi pour homosexualité ou usage de drogues[40] .

De son côté, le Congrès mène ses propres investigations à travers diverses commissions dont la plus connue reste la House Un-American Activities Committee (HUAC), créée en 1938[41] . Celle-ci enquête non seulement sur les hauts fonctionnaires, particulièrement au dépar tement d'État, mais aussi sur les journalistes, les syndicalistes, les intellectuels, les universitaires et les artistes. La commission mène une attaque frontale contre Hollywood et s'en prend aux anciens *new dealers* , aux progressistes de tout poil et à tous ceux qui furent partisans de l'accommodement avec l'Union soviétique lorsque celui-ci était acceptable, voire souhaité par la majorité des Américains. Comme l'écrira Miller, « alors que seulement trois ou quatre ans auparavant, une salle de cinéma aurait applaudi en voyant aux actualités Staline saluant l'armée Rouge parce que celle-ci avait subi le gros de l'assaut nazi », désormais « on les regardait avec peur […] car les Russes étaient devenus les ennemis de l'humanité, une menace à tout ce qui était bon »[42] . Par

ailleurs, le mot *un-American* , spécifique au vocabulaire étatsunien, demeure difficilement traduisible car il n'est pas tout à fait équivalent à anti-américain. Disons plutôt « non-américain », voire « indigne de l'américanité ».

En 1948 éclate l'affaire Alger Hiss , un diplomate de renom qui a participé aux conférences de Yalta et de Dumbarton Oaks. C'est le sénateur Richard Nixon qui conduit l'enquête par le biais d'une sous-commission de la HUAC. Celle-ci travaille à partir de délations. Or, Whittaker Chambers , ancien communiste repenti, accuse Hiss d'avoir appartenu au Parti communiste et d'avoir transmis des documents à l'Union soviétique dans les années 1930. À l'automne 1949, le procès se déroule à un moment où, rappelons-le, la « perte » de la Chine et l'annonce que les Soviétiques ont désormais la bombe atomique suscitent une grande tension et une grande inquiétude dans le pays. En janvier 1950, Hiss est condamné à cinq ans de prison pour faux témoignage. Nixon se distingue par son zèle anticommuniste et acquiert soudainement une dimension nationale.

On aurait pu alors qualifier l'hystérie collective anticommuniste qui balaie les États-Unis de « nixonisme », comme se le demande de manière rhétorique la politologue française Marie-France Toinet[43] . Or, en février 1950, en pleine guerre de Corée, surgit dans le paysage politique un obscur sénateur républicain du Wisconsin , Joseph (Joe) McCarthy. Alors que Nixon est un homme d'État dont l'ambition vise bien au-delà de l'anticommunisme primaire, le cabotinage, la vulgarité et la brutalité de McCarthy occupent pendant quelques années le devant de la scène politique, radiophonique et télévisuelle, à tel point que son nom restera attaché à jamais au phénomène anticommuniste et à la période. Mais, à l'inverse de Nixon, McCarthy est une étoile filante politique qui disparaîtra aussi vite qu'il est apparu. En ce mois de février 1950, à Wheeling, en Virginie-Occidentale , McCarthy annonce détenir une liste de 205 fonctionnaires du département d'État « membres du Parti communiste » et qui « façonnent sa politique »[44] . Cette liste, dont le nombre de noms – 205, 81, 57 – varie selon les interventions de

McCarthy, ne contient pas de noms mais des numéros d'ordre renvoyant à des enquêtes conduites par la Chambre des représentants en 1948. Une cinquantaine de fonctionnaires du département d'État ont été identifiés et sont menacés. McCarthy, lui, se retrouve sous les feux de la rampe et lance des accusations infondées à l'encontre de personnages de très haut rang tel Dean Acheson , Owen Lattimore , sinologue réputé de l'université de Johns Hopkins que McCarthy qualifie « d'architecte de la politique américaine en Extrême-Orient », ou encore George Marshall, ambassadeur auprès des nationalistes chinois, jugés, avec d'autres experts de la Chine appelés collectivement les *China Hands* , responsables de la « perte » de la Chine[45] . Robert Oppenheimer , brillant physicien, « père de la bombe atomique », est lui-même jugé et condamné pour ses « fréquentations » en juin 1954.

La paranoïa est à son comble. Les communistes ont infiltré l'appareil d'État. Passant outre le veto de Truman , désormais débordé par la vague anticommuniste qu'il a contribué à déclencher, le Congrès adopte le *McCarran Internal Security Act* , du nom du sénateur démocrate du Nevada Patrick McCarran, qui durcit les contrôles sur l'immigration mis en place par la loi sur l'enregistrement des étrangers de 1940 (*Alien Registration Act* ou *Smith Act*)[46] . Le Congrès renforce également les lois sur l'espionnage, instaure la détention préventive sur simple suspicion de « subversion » et crée une commission chargée d'identifier et de répertorier les organisations « communistes », désormais obligées de s'inscrire auprès du ministère de la Justice. Au même moment éclate l'affaire Rosenberg. Le couple Julius et Ethel Rosenberg sont accusés d'espionnage pour le compte de l'Union soviétique. Ils auraient remis aux Soviétiques les secrets de la bombe atomique. Condamnés à la peine de mort au printemps 1951, ils seront exécutés en 1953. À leur procès, le juge déclarera : « Je considère votre crime comme pire qu'un meurtre[47] . » Les Soviétiques ont bien espionné les États-Unis, même si, en 1950, les réseaux ont été neutralisés avant d'être révélés au public. L'impact psychologique collectif de ces révélations est

énorme et profite à McCarthy.

En 1954, McCarthy, au sommet de sa popularité – 50 % d'opinions favorables en janvier – et de son influence, commet pourtant l'erreur de s'en prendre à l'armée qu'il accuse de ne pas être assez sévère vis-à-vis du communisme[48] . En juin, les audiences de la commission sont télévisées et elles révèlent au public la vulgarité et la cruauté du personnage. Ne déclare-t-il pas, par exemple, qu'un de ses collègues sénateurs « est un miracle vivant […] le seul homme ayant vécu si longtemps sans cerveau ni tripes[49] » ? Face à l'armée, les élucubrations et les mensonges de McCarthy se retournent contre lui. Sa chute est aussi rapide que brutale. En décembre 1954, il est lâché par le Parti républicain et les sénateurs le condamnent, à 62 voix contre 22, pour outrage au Sénat. McCarthy sombre alors dans l'alcool et meurt trois ans plus tard à l'âge de 49 ans. Eisenhower parle alors de « *mccarthywasm* » mais il ne gracie cependant pas les époux Rosenberg et les enquêtes se poursuivent[50] . Miller est auditionné par la HUAC en 1956 mais refuse de divulguer des noms. Il raconte même que le président de la commission lui aurait promis de l'épargner si sa prestigieuse épouse, Marilyn Monroe , avait accepté de se faire prendre en photo avec lui… Miller est condamné pour outrage au Congrès, mais le jugement est annulé en cour d'appel l'année suivante.

Le maccarthysme, période sombre de l'histoire des États-Unis, se distingue par son intolérance, sa xénophobie, son obsession du complot et son atteinte aux libertés individuelles au nom de la sécurité. Nombre de vies et de carrières sont brisées durant ces années. Au total, entre 1946 et 1956, 11 500 employés des administrations et du privé ont été révoqués ou renvoyés ; 12 000 fonctionnaires ont démissionné ; et plus de 13 millions de salariés voient leur dossier vérifié par le FBI[51] .

Naissance de l'American way of life

En 1957, en pleine guerre froide, l'éditorialiste et universitaire new-yorkais Max Lerner publie son *America as a Civilization* . Lerner dit utiliser le concept de civilisation dans un sens élargi « au-delà de celui de culture et de société qu'il englobe et dépasse ». Il fait référence « aux civilisations de la Grèce et de Rome , de la Chine et de la Grande-Bretagne, des Aztèques et des Mayas, d'Inde, de la Renaissance italienne, de l'Espagne et de la France , de la Russie et de l'Amérique ». Elles ont toutes, d'après Lerner, « un mode de vie [*way of life*] et une vision du monde [*worldview*] qui ont profondément marqué l'expérience humaine ». Or, l'Amérique possède sa propre civilisation, tout comme « le communisme et en rivalité avec le communisme ». Être américain n'est plus une nationalité mais « un schéma clé d'actions et de valeurs ». Il ajoute : « Le principal impérialisme qu'exerce l'Amérique est l'impérialisme de l'attirance. » Lerner poursuit : « l'Américain est l'archétype de l'homme occidental ». Enfin, conclut-il, « s'il n'est pas admiré, il est envié ; même ses ennemis lui font l'hommage de l'imitation »[52] . Contrairement à ce que ces lignes pourraient suggérer à soixante ans de distance, Lerner est un journaliste progressiste, soupçonné même parfois de complaisance avec le communisme. Son livre montre à quel point, dans ces années 1950, l'Amérique prend conscience d'avoir inventé un mode de vie[53] .

L'après-guerre et les années 1950 voient ainsi l'épanouissement d'un modèle de vie, alors singulièrement américain mais destiné à s'exporter massivement dans le monde occidental *mutatis mutandis* trente ans plus tard, qui prendra le nom d'« *American way of life* ». Ce style de vie, dont les origines remontent aux années 1920, se nourrit de consommation et de confort matériel. Il s'articule autour du mariage et de la famille, de la voiture, de la maison à la périphérie des villes, du travail et du divertissement (sport, télévision et cinéma principalement).

Démobilisation, croissance et mouvement

Après l'euphorie de la victoire, littéralement de guerre lasse, l'Amérique démobilise rapidement et massivement. La pression des familles, qui fondent des associations comme les clubs Bring Daddy Home (« Ramenez papa à la maison »), et celle des militaires eux-mêmes est vive. En 1945, 12 millions d'Américains servent sous les drapeaux, ils ne sont plus que 3 millions l'année suivante, 1,7 million en 1947. Dès la fin de 1945, un million d'hommes par mois reviennent aux États-Unis. Truman parle alors de « désintégration des forces armées » plutôt que de démobilisation. Pour faciliter le retour à la vie civile, le Congrès vote en juin 1944 le *Servicemen's Readjustment Act* , plus connu sous le nom de *GI Bill of Rights* [54] . Cette loi, dont la portée ne peut être sous-estimée, favorise le recrutement de vétérans dans les administrations fédérales et locales, leur garantit le financement d'études supérieures (droits d'inscription, livres, logement), crée une assurance chômage pour les anciens combattants, et offre à ces derniers la garantie du gouvernement sur les emprunts immobiliers. Les résultats sont étonnants : plus de 2 millions de vétérans feront des études supérieures et, en 1961, on compte 6 millions d'emprunts contractés sous la loi de 1944.

La population américaine croît dans des proportions inattendues. De 132 millions en 1940, elle passe à 151 millions en 1950, puis atteint 180 millions en 1960. Soit un taux de croissance de 14,5 % dans les années 1940 et de 19 % pendant la décennie suivante, alors qu'il n'était que de 7,2 % dans les années 1930. Cette formidable progression, reflet d'un grand optimisme collectif, est due principalement à l'accroissement naturel plutôt qu'à l'immigration, encore largement limitée par les lois restrictives des années 1920 même si ces dernières ont été amendées depuis. Les Américains se marient plus jeunes et plus nombreux. En 1952, l'âge moyen au mariage est de 23 ans pour les hommes et de 20 ans pour les femmes. En 1950, 70 % des Américains et 67 % des Américaines sont mariés.

Après avoir atteint un pic en 1946, suite aux retours et parfois difficiles retrouvailles des soldats avec leurs épouses, le taux de divorce, en 1949, est redescendu pratiquement à son niveau de 1940 (10,6 %). L'éthique de la famille et un conformisme certain dominent.

À cela s'ajoute la nouvelle centralité de l'enfant dans le couple, comme en témoignent les recommandations éducatives prodiguées dans le best-seller du docteur Benjamin Spock , le *Common Sense Book of Baby and Child Care* , publié en 1946. André Siegfried, observateur avisé – quoique partial – des États-Unis, écrit en 1954 : « L'enfant est là, tout le temps, écouté plus qu'il n'écoute, jamais contredit, corrigé ou remis à sa place[55] . » Les femmes ont davantage d'enfants : en 1957, le taux de fertilité est de 3,7, et elles accouchent de leur premier enfant plus jeunes (23 ans en 1940 pour 21 ans en 1957). Le taux de natalité, lui, grimpe à des sommets : de 6,5 ‰ en 1933, il passe à 25,8 ‰ en 1947 et reste supérieur à 21 ‰ jusqu'en 1964. C'est le *baby-boom* . Il s'ensuit qu'en 1964, 40 % des Américains ont moins de 20 ans. Parallèlement, le taux de mortalité descend à 10 ‰ en 1945 (pour 16,6 ‰ en France et 19 ‰ en Allemagne), puis en dessous de 10 ‰ grâce à l'élaboration de vaccins contre les maladies infantiles, à la diffusion de la pénicilline, de la cortisone et des antibiotiques et aux progrès dans l'hygiène, l'alimentation et la médecine.

L'immigration pèse alors relativement peu dans cette croissance démographique. Dans l'immédiat après-guerre, le Congrès vote néanmoins deux lois importantes : une première en 1946 sur les épouses de guerre (*war brides*), pour accueillir les femmes étrangères qui ont épousé un soldat américain, et une seconde en 1948 sur les réfugiés (*displaced persons*). Ces deux dispositions législatives, ajoutées aux lois sur les quotas toujours en place, ont permis à 1,5 million de migrants de s'installer aux États-Unis de 1946 à 1958. Non concernés par les quotas instaurés dans les années 1920, 1 million de Latino-Américains (Portoricains et Mexicains principalement) et de Canadiens entrent aux États-Unis entre 1945

et 1962. Malgré ces arrivées, la proportion d'Américains nés à l'étranger est au plus bas avec 7 % en 1950 et 5 % en 1960. Des chiffres à comparer avec les 15 % de 1910.

Enfin, dans les années 1950, la répartition régionale de la population américaine subit des mutations durables vers le Sud et l'Ouest. Alors que la guerre avait principalement avantagé le Nord-Est et le Midwest, où se trouvaient les pôles industriels, cette fois-ci ce sont la Californie , l'Utah , l'Arizona, et la Floride , dont la population fait plus que doubler entre 1940 et 1960, qui profitent le plus de ces changements démographiques. La Californie supplante New York comme État le plus riche et le plus peuplé en 1964[56] . Les villes de Houston au Texas , d'Albuquerque, au Nouveau-Mexique , de Tucson, en Arizona et de Los Angeles en Californie, qui dépasse Philadelphie , voient leur population en très forte progression (cf. Annexe IX). C'est la naissance de la *Sun Belt* , ou l'attrait des régions ensoleillées.

Le pays du confort matériel et de l'automobile

En forte croissance démographique, les États-Unis redeviennent – au demeurant dans des proportions inédites – le pays de l'abondance et de l'opulence. Comme l'avait souligné en son temps Luce dans son éditorial, l'Amérique est un pays riche. Elle connaît une nouvelle période de prospérité après la guerre. C'est d'ailleurs en 1954 que David M. Potter , un historien de l'université de Yale à l'origine spécialiste du Sud d'avant la guerre de Sécession, publie un ouvrage très remarqué au titre évocateur : *People of Plenty. Economic Abun dance and the American Character* . Quatre plus tard, l'économiste John Kenneth Galbraith publie son ouvrage non moins influent : *La Société d'abondance* .

L'industrie américaine produit la moitié de l'acier et de l'électricité et les deux tiers du pétrole de la planète. Le

développement du tout-électrique et l'innovation rendent disponible aux Américains toute une série d'appareils électroménagers et autres. Selon le mot de l'industriel Henry Ford , « Le progrès n'est pas une frontière déterminée qu'il s'agit de franchir, c'est une attitude, une atmosphère[57] ». Au sortir de la guerre, l'épargne étant élevée après plusieurs années de restrictions, l'Amérique se met à consommer frénétiquement. Les conditionneurs d'air, dont l'influence dans les migrations vers les États du Sud, la Floride notamment, ne peut être sous-estimée, les couvertures électriques, les taille-crayons électriques, les tourne-disques, les lave-linge, les réfrigérateurs, les séchoirs électriques et, surtout, les téléviseurs deviennent rapidement les objets indispensables du quotidien. En 1950, le *New York Times* explique que « l'Américain moyen est […] de 30 ans d'âge environ, a une femme et deux enfants, demeure dans une zone urbaine et dans une maison, généralement hypothéquée, qui lui appartient. Il possède une auto, un réfrigérateur, une radio, le téléphone et ses enfants lui réclameront vraisemblablement la télévision pour Noël[58] ». En 1956, 96 % des foyers possèdent un réfrigérateur, 89 % un lave-linge et 81 % un téléviseur. Clairement, les Américains jouissent d'un confort matériel alors unique au monde.

Dès 1945, l'Amérique compte près de 1 000 stations de radio (dont 52 FM) et surtout 6 chaînes de télévision. La télévision joue un rôle crucial dans l'uniformisation de la société américaine et détrône progressivement le cinéma. 7 millions de téléviseurs sont vendus pendant la seule année 1950. Dix ans plus tard, 90 % des foyers américains en possèdent un. Alors qu'en 1946, 100 millions d'Américains vont au cinéma chaque semaine, ils ne sont plus que 40 millions en 1950, les autres préférant regarder la télévision chez eux. Les jeux télévisés à base de questions (*quiz shows*) sont alors immensément populaires. D'ailleurs, au jeu du *Juste prix* (*The Price is Right*), diffusé à partir de 1956, les vainqueurs gagnent le plus souvent… un téléviseur. Avec la télévision, la publicité, cette nouvelle « institution de contrôle social » au-delà du gouvernement, de l'école et de l'Église d'après Potter, pénètre et s'installe

durablement au cœur du foyer et de la vie des Américains[59] .

Le développement massif de l'automobile provoque aussi de profondes mutations dans la société et le modèle de vie américains. La production de voitures atteint un premier pic de 8 millions d'unités en 1955, puis de 9,3 millions dix ans plus tard. En 1950, on compte presque une automobile pour quatre habitants et une pour trois en 1960. L'automobile va à son tour donner naissance à la *suburbia* , ou l'exode des populations blanches vers la périphérie des villes. En 1960, la moitié des habitations sont des constructions postérieures à 1945 et les deux tiers des ménages sont propriétaires de leur logement. Outre l'expansion du crédit, cette croissance immobilière est due à la diffusion de maisons pavillonnaires bon marché fabriquées en chaîne. Le Babbitt des années 1950 s'appelle William Levitt . Ce dernier met au point la fabrication d'une maison en 27 étapes standardisées à partir d'éléments préfabriqués. Sa compagnie peut en construire 30 en une journée ! Trois types sont offerts au client : le style Cape Cod, rancher ou colonial. La première Levittown est construite à Hempstead, dans l'État de New York , de 1947 à 1951. L'échelle est massive : 17 450 maisons pour 80 000 habitants. Comme le note un historien américain, au lendemain de la guerre, la maison Lewitt est au développement des banlieues ce que fut la Model T de Ford à l'automobile dans les années 1920[60] . Signe des temps : 80 % des hommes de Levittown travaillent à Manhattan et 80 % des femmes vivent à la maison, pour s'occuper des enfants. Une seconde Levittown sera construite en Pennsylvanie et une troisième dans le New Jersey . Toutes sont alors des villes exclusivement blanches. Ces Levittowns amorcent ce que l'on appelle la « révolution suburbaine » (*suburban revolution*), qui modifie profondément la géographie humaine, urbaine et politique des États-Unis et le mode de vie des Américains.

Chacun possède sa maison, son jardin, sa clôture et sa voiture. Les maisons se ressemblent – selon l'expression *cookie-cutter* , c'est-à-dire identiques comme des biscuits (*cookies*) –, sauf la couleur et la taille – cette dernière reflétant le niveau de vie du propriétaire. Un espace

de vie excellemment parodié cinquante ans plus tard dans le film *The Truman Show* de Peter Weir (1998). Une vie monotone, ennuyeuse même parfois, mais confortable et prévisible qui s'articule autour de l'automobile et de la consommation. C'est la grande époque des *drive-in* . On dîne dans sa voiture, servi par une jeune fille en patin à roulettes, on va au cinéma dans sa voiture, et on y batifole même. C'est aussi la grande époque des *diners* , restaurants dont le bâtiment typique est un wagon de train stylisé et où on mange un hamburger ou un petit-déjeuner copieux, et des *ice-cream parlors* pour les glaces et les *milkshakes* . En 1948, les frères MacDonald, Richard et Maurice, ouvrent en Californie leur premier restaurant *fast-food* spécialisé dans les hamburgers. On va aussi à la banque en voiture et on se rend en voiture au centre commercial (appelé *mall*), où l'abondance règne. De 1939 à 1961, le nombre de *malls* passe de 8 à 4 000.

Le mode de vie et la population sont aussi homogènes que le quartier. Comme le déclare un promoteur immobilier, « quiconque possède sa maison et son terrain ne peut pas être communiste. Il a trop à faire[61] ». Parallèlement, avec la construction d'autoroutes (le *Federal Aid Highway Act* date de 1956), la voiture, grâce à une essence excessivement bon marché, supplante le train dans le quotidien mais aussi l'imaginaire américain. Le roman *On the Road* (*Sur la route*) de Jack Kerouac, publié en 1957, en témoigne tout comme les courses de voiture vers une falaise dans le film *Rebel Without a Cause* (*La Fureur de vivre*) de Nicholas Ray avec James Dean , sorti en 1955. Ainsi, afin de soutenir son projet d'autoroutes, le président Eisenhower déclare au Congrès : « Notre unité comme nation est maintenue par la libre circulation des idées et par le facile transport des personnes et des marchandises[62] . » Comme le train au dernier tiers du XIX e siècle, les autoroutes et la voiture unifient le pays territorialement et culturellement.

À une époque où l'athéisme est associé au communisme, la religion reprend une place de choix à la fois dans la sphère politique et dans la vie quotidienne des Américains, l'église structure la *community* , dans le sens de quartier ou voisinage. Eisenhower assure

en 1952, l'année de son élection à la présidence : « La forme de notre gouvernement n'aurait pas de sens si elle ne reposait pas sur une foi religieuse ardente, et peu importe laquelle[63] . » En 1960, 64 % des Américains se disent appartenir à une Église, pour 49 % en 1940. La prière à l'école se répand d'État en État jusqu'en 1962, année où la Cour suprême l'interdit dans les écoles publiques (arrêt *Engel vs. Vitale*). Enfin, en 1954, au serment d'allégeance (*Pledge of Allegiance*) prononcé devant le drapeau américain à certaines occasions, notamment dans les écoles, en l'honneur de la république et des idéaux américains, sont ajoutés les mots « *One nation under God* ». Deux ans plus tard, l'expression « *In God we trust* », qui, rappelons-le, apparaît sur la monnaie américaine en pleine guerre de Sécession en 1864, est placée au rang de devise nationale[64] .

Les mutations de l'économie américaine

Les structures de l'économie américaine changent aussi durablement. Sur le plan industriel, au lendemain de la guerre, on assiste à une reprise des fusions. C'est le retour du gigantisme et du *Big Business* , qui bénéficie désormais d'une image positive auprès des Américains. L'oligopole a succédé au trust. General Motors, Chrysler et Ford contrôlent à elles trois le marché automobile ; Alcoa, Reynolds et Kaiser celui de l'aluminium ; Procter & Gamble celui des savons et détergents ; US Steel celui de la sidérurgie ; et IBM celui des ordinateurs. L'actionnariat populaire se répand dans une plus grande proportion encore que dans les années 1920 : 1 million pour GM, 700 000 pour Esso, 350 000 pour l'US Steel. Le manager, qui gère la société collectivement, a remplacé le capitaine d'industrie.

La proportion des agriculteurs dans la population active baisse de manière vertigineuse. Ils représentent 30 % en 1920, pour moins de 9 % en 1960. Outre l'urbanisation, la productivité est un des facteurs essentiels de cette mutation. Un agriculteur nourrit 17 personnes en 1940 pour 30 en 1960. C'est la naissance de l'agribusiness avec ses

fermes souvent immenses notamment dans le Midwest céréalier et l'Ouest (172 hectares en moyenne dans le Nebraska , 1 660 en Arizona et 1 030 au Wyoming en 1945). Alors que les exploitations de plus de 400 hectares représentaient 20 % du total en 1920, la proportion grimpe à 40 % en 1945.

Autre tendance de fonds : la tertiarisation de l'économie. En 1956, les cols blancs deviennent plus nombreux que les cols bleus. L'employé de bureau, le plus souvent travaillant pour une grande compagnie dans un centre-ville et résidant dans une *suburb* , devient le personnage type de l'imaginaire américain. Par ailleurs, alors que la plupart des femmes regagnent leur foyer, volontairement ou non, à la fin de la guerre, beaucoup continuent de travailler et d'autres sont recrutées. En 1947, elles constituent 28 % de la population active. La majorité d'entre elles ont un diplôme universitaire.

Les exclus du rêve américain

Dans la ligne de Jacob Riis dans les années 1890 et des *muckrackers* du progressisme au début du XX e siècle, l'universitaire et activiste Michael Harrington publie en 1962, comme en miroir aux ouvrages de Potter et Galbraith , le non moins influent : *L'Autre Amérique. La pauvreté aux États-Unis* (*The Other America. Poverty in the United States*). En Amérique, la pauvreté blanche, noire et amérindienne perdure en plein âge d'opulence. C'est un fait connu de tous mais, comme l'écrit l'historien français Romain Huret, en reprenant les termes de l'ouvrage de Betty Friedan , *La Femme mystifiée* (*The Feminine Mystique* , 1963), c'est « un problème sans nom[65] ». Harrington le dénonçait de même en écrivant : « L'Autre Amérique, l'Amérique de la pauvreté, est cachée aujourd'hui plus qu'elle ne le fut jamais. Ses millions d'habitants sont socialement invisibles pour le reste du pays[66] . »

En 1949, 10,5 millions de familles américaines vivent en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 2 000 dollars annuels par foyer. En 1960,

ce sont près de 40 millions d'Américains qui souffrent de pauvreté. Les 20 % d'Américains les plus pauvres se partagent 5 % du revenu national en 1947, 4,6 % en 1962. Par ailleurs, cette pauvreté, certes réduite depuis celle massive – mais due à des circonstances particulières – du New Deal, est plus ciblée. Sont principalement touchés les personnes âgées, les femmes seules à la tête d'un foyer, les fermiers, les chômeurs, les Noirs et les habitants du Sud.

Les premières attaques contre la ségrégation

Les Noirs, qui constituent 10 % de la population étatsunienne en 1950, soit 15 millions de personnes, sont largement touchés par la pauvreté. De surcroît, ils font face à un obstacle supplémentaire : la ségrégation, *de jure* dans le Sud mais aussi *de facto* dans le Nord. La Seconde Guerre mondiale et l'engagement nombreux de Noirs dans les troupes américaines (en 1945, 1 vétéran sur 13 est noir) vont faire bouger les lignes, lentement mais de manière décisive à moyen terme. Comme le déclare un caporal de l'Alabama au lendemain du conflit, « Je suis entré dans l'armée comme un Nègre, j'en reviens comme un homme[67] ». La ségrégation est de moins en moins défen dable pour les États-Unis qui ont vaincu le fascisme et le nazisme en revendiquant incarner la démocratie et la liberté. L'Amérique doit désormais balayer devant sa porte. Les Noirs américains, fiers à juste titre de leur rôle pendant la guerre, s'engagent collectivement davantage dans la lutte pour leurs droits. Le Congress of Racial Equality (CORE), fondé en 1942, la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), créée, rappelons-le, en 1909 et désormais forte de 400 000 membres, et la National Urban League, fondée en 1910, mènent une action plus revendicatrice, quoique prudente.

Certaines barrières, législatives et juridiques, tombent. En 1948, après avoir créé un Comité présidentiel sur les droits civiques dès

décembre 1946, Truman , qui évoque « une discrimination hautement contraire à nos idéaux[68] », décide par décret présidentiel (*executive order*) la fin de la ségrégation dans les forces armées. De 1941 à 1953, la Cour suprême déclare inconstitutionnelles les « primaires blanches » des États du Sud. Surtout, en 1954, dans l'arrêt décisif *Brown vs. Board of Education of Topeka, Kansas* , la Cour suprême, présidée par Earl Warren , nommé par Eisenhower , invalide la doctrine fondatrice de la ségrégation « séparés mais égaux » (1896) en jugeant à l'unanimité que celle-ci n'a pas sa place dans le domaine de l'instruction publique – « [la prérogative] la plus importante des gouvernements locaux et d'États » – car les « établissements scolaires séparés sont intrinsèquement inégaux »[69] .

Au-delà des résistances institutionnelles des États du Sud, les mentalités ne paraissent pas prêtes à évoluer aussi rapidement et aussi radicalement que l'appareil judiciaire. En 1942, un sondage auprès de lycéens par tout le pays indiquait que 78 % des élèves ne choisiraient pas un Noir comme colocataire et que 92 % ne se marieraient pas avec un Noir. Seize ans plus tard, en 1958, un autre sondage montre que 99 % des sudistes et 92 % des non-sudistes désapprouvent les mariages entre Blancs et Noirs[70] .

Sur le terrain, c'est une couturière de l'Alabama , Rosa Parks , qui se lève courageusement face au pouvoir blanc. Un soir de décembre 1955, rentrant fatiguée d'une longue journée de travail, Rosa Parks refuse de laisser sa place assise à l'avant du bus à un passager blanc comme les lois ségrégatives des transports urbains de l'État l'y obligent. Menée par un jeune pasteur baptiste noir de 27 ans partisan de la non-violence, Martin Luther King (qui fonde la Southern Christian Leadership en 1957), et appuyée par la NAACP, la communauté noire de Montgomery boycotte avec succès les transports en commun non seulement pour soutenir Rosa Parks mais aussi pour demander la fin de la ségrégation dans les bus. Le boycott dure une année quand, en novembre 1956, la Cour suprême déclare celle-ci inconstitutionnelle (*Browder vs. Gayle*)[71] . Mais la guerre contre la ségrégation est loin d'être gagnée tant les réticences des

politiques comme des populations blanches sont fortes. En 1957, à Little Rock , dans l'Arkansas , le président Eisenhower , lui-même réticent à intervenir, doit envoyer mille soldats afin de permettre à neuf enfants noirs d'intégrer un lycée public… La situation évolue cependant très lentement. En 1957, la déségrégation a peu progressé dans le Sud : moins d'un enfant noir sur cent est scolarisé dans un établissement intégré[72] . Dans le Nord, les Noirs, qui y migrent à un rythme massif et régulier depuis la Seconde Guerre mondiale (1,5 million de migrants dans les années 1950), vivent dans des quartiers abandonnés par les Blancs, le plus souvent en centre-ville et loin des centres commerciaux (*malls*), cœur de l'*American way of life* . Les banlieues sont alors exclusivement blanches. Lorsqu'en 1957, un propriétaire de la ville modèle de Levittown , en Pennsylvanie , vend son pavillon à William et Daisy Myers, un jeune couple africain-américain avec leurs enfants, les résidents s'en émeuvent violemment. La ségrégation et la discrimination raciale ne sont ainsi pas des problèmes exclusivement sudistes : elles minent la société américaine dans son ensemble.

En 1957 encore, le Congrès adopte une loi sur les droits civiques (*Civil Rights Act*), une première depuis 1875, dont l'objectif principal est de restaurer pleinement le droit de vote des Noirs qui est sérieusement circonscrit dans les États du Sud par de multiples dispositions légales. La séance au Sénat est pour le moins houleuse lorsque le sénateur démocrate de Caroline du Sud , Strom Thurmond , tente vainement de bloquer le vote par ce que l'on appelle une « flibuste » de plus de 24 heures[73] . Cette même loi crée une Commission des droits civiques au ministère de la Justice. L'impact de cette législation reste malheureusement très limité sur le terrain. Seule une politique ferme et résolue de la part du gouvernement fédéral, impulsée par une présidence convaincue de son bien-fondé, semble pouvoir briser les chaînes de la ségrégation.

CHAPITRE 22

The *troubled sixties*
Le tumulte des années 1960 (1960-1968)

Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays.
John Fitzgerald Kennedy (1961)

L'élection de John Fitzgerald Kennedy

Les élections présidentielles de 1960 opposent le républicain Richard Nixon , vice-président d'Eisenhower , au sénateur démocrate du Massachusetts John Fitzgerald Kennedy (JFK). Les deux candidats ont moins de cinquante ans : Nixon en a 47, Kennedy, 43. Ces élections marquent le passage à une nouvelle génération. Né dans une famille patricienne de Nouvelle-Angleterre , héros de la guerre du Pacifique, diplômé d'Harvard , auteur d'un livre, *Profiles in Courage* , qui lui a valu le prix Pulitzer en 1957, et sénateur depuis 1952, Kennedy est plus jeune, plus séduisant et plus charismatique (un chroniqueur le décrit comme un mélange d'Elvis Presley et de Franklin D. Roosevelt) que son adversaire. Sans oublier la présence à ses côtés de l'élégante et distinguée Jacqueline Bouvier , dite Jackie,

son épouse. Néanmoins, JFK ne possède pas l'expérience de la politique et du pouvoir de Nixon.

De surcroît, Kennedy est catholique, une première depuis la campagne d'Al Smith en 1928, ce qui affaiblit considérablement sa candidature dans les États du Sud. « Je crains le catholicisme plus que le communisme[1] », déclare un pasteur baptiste de Caroline du Nord . Kennedy sait néanmoins habilement crever l'abcès lors d'un discours prononcé devant une assemblée de pasteurs à Houston , au Texas . « Je ne suis pas le candidat catholique à la présidence, précise-t-il. Je suis le candidat du Parti démocrate qui se trouve être un catholique. Je ne parle pas pour mon Église sur les questions publiques et mon Église ne parle pas pour moi[2] . » Kennedy choisit un Texan comme colistier, Lyndon Baines Johnson ou LBJ, surnommé « Landslide Lyndon » (Lyndon raz-de-marée) du fait de sa conquête d'un des deux sièges de sénateurs du Texas avec 87 voix d'avance sur 900 000 votants. Nixon , lui, sera épaulé par un brahmane de Boston , Henry Cabot Lodge Jr.

Face à Nixon , Kennedy ne part pas favori. La campagne ne se joue pas sur les programmes, ceux-ci étant très proches, mais sur la stratégie électorale, l'image et les slogans. Nixon choisit de se rendre dans les désormais – l'Alaska et Hawaï ont rejoint l'Union en 1959 – cinquante États, au lieu de se concentrer sur les États pivots. Par ailleurs, Nixon accepte de se mesurer à Kennedy face aux caméras. Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, les candidats débattent à la télévision. Près de 70 millions d'Américains suivent les quatre débats en direct. Or, Nixon, affaibli par une opération chirurgicale au genou, est beaucoup moins à l'aise à l'antenne que son adversaire. Mais l'image ne fait pas tout. Kennedy sait habilement citer des grandes figures présidentielles américaines tels Abraham Lincoln , un républicain, et le démocrate Franklin D. Roosevelt . Les auditeurs qui ont suivi les débats à la radio donnent Nixon gagnant mais ne sont-ils pas plus âgés, plus conservateurs et moins citadins, donc plus enclins à voter pour lui ? Autre signe de modernité, l'avion a remplacé le train dans les

déplacements incessants des candidats. Kennedy réussit aussi à tourner son message politique vers l'avenir tout en puisant dans les références du passé américain. Sa formule clé : « la Nouvelle Frontière ». Face à la présidence béate et (supposée) immobile d'Eisenhower , dont Nixon ne peut qu'être l'héritier, Kennedy propose éloquemment un élan vers l'avant, cette « Nouvelle Frontière – une frontière d'opportunités et de périls inconnus –, une frontière d'espoirs et de menaces irréalisés[3] ».

Les résultats sont les plus serrés du XX e siècle pour le vote populaire. Kennedy l'emporte avec à peine 120 000 voix d'avance sur 69 millions de votants. La participation, avec 63 %, demeure l'une des plus élevées du siècle. Au collège électoral, la victoire est plus large : 303 contre 219. D'aucuns voient des fraudes électorales au Texas et dans l'Illinois , surtout à Chicago, où la supposée consigne du maire démocrate Richard Daley est « de voter tôt et souvent[4] ». En janvier 1961, Kennedy, qui a vingt-sept ans de moins que Eisenhower , est le plus jeune président à prêter serment dans l'histoire du pays. Pour la première fois, des dizaines de millions d'Américains ont un président plus jeune qu'eux. Dans son discours, il annonce « que le flambeau a été remis à une nouvelle génération d'Américains, nés dans ce siècle ». Il déclare aussi vouloir conduire « la lutte contre les ennemis communs de l'homme : la tyrannie, la pauvreté, la maladie et la guerre ». Il invite également ses concitoyens, dans un esprit de sacrifice plutôt que d'obéissance, à « ne pas demander ce que leur pays peut faire pour eux mais à se demander ce qu'ils peuvent faire pour leur pays »[5] .

Les crises de Cuba et de Berlin

Très vite, Kennedy se trouve confronté à la plus grave crise de la guerre froide. En 1959, à Cuba , Fídel Castro et ses hommes renversent le dictateur Fulgencio Batista. La révolution cubaine inquiète les États-Unis qui possèdent de forts intérêts économiques et

commerciaux dans cette île si proche des côtes floridiennes. Kennedy donne son aval à l'invasion de l'île par 1 400 exilés castristes orchestrée en sous-main par la CIA. L'opération *Zapata* , de son nom de code, est une catastrophe. Le débarquement dans la baie des Cochons le 19 avril 1961 est un véritable désastre. En trois jours, 1 200 hommes sont capturés par les troupes de Castro. Bien que l'opération ait été préparée sous la présidence d'Eisenhower , Kennedy, dont le sens de la formule lui fait dire que « les victoires ont un millier de pères alors que les défaites sont orphelines », a le courage politique d'endosser cet échec.

Deux mois plus tard, Kennedy rencontre Khrouchtchev à Vienne . Berlin est au centre des discussions. Les Soviétiques menacent d'un second blocus de Berlin-Ouest, prélude à une intégration dans la RDA. Khrouchtchev dira plus tard : « Berlin, c'est le testicule de l'Ouest. Lorsque je veux entendre l'Ouest crier, je presse Berlin[6] . » De retour à Washington, Kennedy demande au Congrès le rappel de 250 000 réservistes. Situation tendue entre les deux superpuissances ? En apparence seulement. Elles vont, en fait, se satisfaire du *statu quo* : les Américains ne réagissent pas, ou du moins que de manière rhétorique, à la construction du mur de Berlin, dès août 1961, mais à la condition implicite que l'intégrité de Berlin-Ouest ne soit pas menacée. Deux ans plus tard, Kennedy déclarera : « Tous les hommes libres, où qu'ils vivent, sont des citoyens de Berlin et donc, en tant qu'homme libre, je suis fier d'affirmer "*Ich bin ein Berliner* "[7] . »

La guerre atomique a été évitée à Berlin mais le répit est de courte durée. En octobre 1962, un avion espion américain rapporte des clichés de l'installation de missiles balistiques à Cuba . Les villes de la côte Est des États-Unis sont à portée de tir. Au-delà de la menace, cette initiative soviétique constitue un mépris total de la doctrine de Monroe , chère aux Américains. Kennedy a, en théorie, plusieurs options devant lui : un blocus naval autour de Cuba pour empêcher les Russes d'acheminer les têtes nucléaires, doublé de frappes aériennes ; une opération militaire de grande envergure ; ou

des frappes nucléaires limitées sur l'Union soviétique. On vit alors la crise la plus aiguë de la guerre froide. Mais, dans une allocution télévisée le 22 octobre, Kennedy prévient : « Le plus grand danger serait de ne rien faire[8] . » L'option américaine se porte sur un blocus maritime militaire de l'île, diplomatiquement appelé « quarantaine ». Khrouchtchev cède mais exige en contrepartie que les États-Unis renoncent à toute invasion de Cuba et retirent leurs missiles de Turquie et d'Italie . Kennedy accepte publiquement la première condition et secrètement, même à l'insu des républicains du Congrès de crainte de paraître faible face au rival soviétique, la seconde. JFK sort vainqueur de la crise car non seulement il l'a gérée avec un étonnant sang-froid mais il est aussi parvenu à faire céder les Russes, tout en évitant une déflagration nucléaire, où « les survivants envieraient les morts[9] ».

Une période de détente s'ouvre à la suite de cette crise majeure. Un « téléphone rouge » – en fait un téléscripteur – est installé en 1963 afin de permettre une communication directe entre Washington et Moscou . Pendant la présidentielle de 1960, Kennedy avait fait du présumé retard américain sur l'Union soviétique en matière d'armements nucléaires, appelé le « *missile gap* », un argument de campagne présumé efficace. Or, il n'en est rien. S'il y a retard, celui-ci est soviétique[10] . L'heure est néanmoins à la retenue. En août 1963, les États-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne signent un accord interdisant les essais nucléaires non souterrains, « un rayon de soleil dans l'obscurité[11] » dira Kennedy. Parmi les puissances nucléaires de l'époque, seules la France et la Chine refusent d'y adhérer.

Dallas , le 22 novembre 1963

En novembre 1963, le vice-président Johnson invite Kennedy à Dallas , au Texas , son État natal. Cette visite dans le Sud est un test politique à un an des prochaines élections présidentielles. Depuis son arrivée, le président a été applaudi par une foule enthousiaste. La

popularité du couple Kennedy ne fait aucun doute. Brusquement, alors que le cortège traverse Dallas dans cette matinée ensoleillée et que Kennedy est assis aux côtés de son épouse dans la voiture présidentielle à la capote ouverte, plusieurs coups de feu atteignent le président à la nuque et à la tête. Il est 12 heures 30. Le chauffeur se dirige à toute allure vers l'hôpital. Trop tard. Kennedy est décédé à 13 heures. L'Amérique est sous le choc. Le dernier président assassiné avait été, rappelons-le, McKinley en 1901. À 14 heures 30 Lyndon B. Johnson , 55 ans, prête serment dans l'avion présidentiel, Air Force One, sur le chemin de retour à Washington. Très vite, la police de Dallas arrête le tireur, un certain Lee Harvey Oswald . Un ancien membre des Marines de 24 ans, qui a séjourné en Russie et y a acquis la nationalité soviétique avant de revenir aux États-Unis. Deux jours plus tard, le propriétaire d'une boîte de nuit lié aux milieux mafieux, Jack Ruby, tue Oswald devant les caméras de télévision à la sortie d'un commissariat alors que celui-ci devait être transféré. La commission Warren, du nom du président (*chief justice*) de la Cour suprême Earl Warren , conclut en 1964 à la seule culpabilité d'Oswald. Malgré tout, une partie du mystère subsiste, ce qui nourrit les spéculations sur les commanditaires de l'assassinat et sur un éventuel second tireur[12] .

Le président Kennedy meurt, le mythe Kennedy naît. La mort tragique de Kennedy restera longtemps gravée dans la mémoire des Américains, chacun d'entre eux se souvenant très bien où il était et ce qu'il faisait lorsqu'il apprit la nouvelle. Près de 175 millions de téléspectateurs suivent les funérailles au cimetière militaire d'Arlington , près de Washington, où se trouvent les tombes des soldats inconnus des deux guerres mondiales. Une image fait sensation : le petit John Fitzgerald Kennedy Jr., surnommé John-John et alors âgé de trois ans, faisant le salut militaire devant le cercueil de son père[13] . Le pop artiste Andy Warhol immortalise la peine de Jackie Kennedy dans ses portraits sérigraphiés intitulés *The Week That Was, 1963* , représentant, dans un contraste saisissant, la première dame, d'abord souriante dans son tailleur rose à Dallas

avant l'assassinat de son époux, puis à ses funérailles.

Aussitôt, Kennedy , président martyr, revêt une image qui transcende sa personnalité, son élection serrée et son bilan somme toute mitigé. Un éditorial du *New York Times* de novembre 1963 parle de ce président « dont chaque mot et chaque action incarnaient la vie, la jeunesse et la force ». Puis poursuit : « la perte personnelle [pour sa famille] est profonde et écrasante ; la perte pour le pays et le monde est historique et suffocante. John F. Kennedy […] représentait la vitalité et l'énergie, l'intelligence et l'enthousiasme, le courage et l'espoir de ces États-Unis du milieu du XX e siècle[14] ». S'inspirant d'une comédie musicale intitulée *Camelot* qui remporte alors un éclatant succès à Broadway et qui met en scène la légende arthurienne, la présidence Kennedy sera associée au château et à la cour du roi Arthur, Camelot, « ce moment bref et brillant [qui] ne reviendra jamais plus », comme le dit une des chansons du spectacle.

Lyndon B. Johnson et la « Grande Société »

L'assassinat de Kennedy , qui a tant ému les Américains, impose à son successeur et au Congrès une obligation morale de poursuivre son œuvre en matière de politique intérieure. Ce devoir et cette émotion constitueront de formidables leviers. Un fort vent progressiste souffle alors à Washington et de par le pays. Johnson, réélu largement (61 % des suffrages) à l'automne 1964 face au sénateur républicain de l'Arizona, l'ultraconservateur Barry Goldwater , acquiert sa propre légitimité[15] . Il peut s'atteler à la tâche avec confiance, d'autant plus que les démocrates jouissent de la majorité au Congrès. Johnson, premier président sudiste depuis Wilson , intitule son programme « la Grande Société » (*Great Society*) qu'il définit comme « une société riche et puissante » qui « repose sur l'abondance et la liberté pour tous [et] exige la fin de la pauvreté et de l'injustice raciale »[16] . Les deux piliers de sa politique sont ce qu'il

appelle lui-même « une guerre inconditionnelle contre la pauvreté » et la destruction de la ségrégation. Car déclare-t-il avec une certaine éloquence « malheureusement, beaucoup d'Américains vivent à la périphérie de l'espoir, certains en raison de leur pauvreté et d'autres du fait de leur couleur de peau[17] ».

Il s'agit d'une nouvelle pauvreté, différente de celle de la fin du XIX e siècle, car elle n'est plus liée à l'immigration et n'est plus totalement démunie. C'est une pauvreté dans une société riche : 90 % des pauvres possèdent un poste de télévision ; 50 % une machine à laver ; et 40 % une automobile. Mais c'est une pauvreté socialement et culturellement méprisée dans un pays où la doxa inculque que chacun a sa chance et, surtout, ces pauvres n'ont aucun espoir de réussite ni d'intégration dans la société américaine. C'est l'Amérique des oubliés. Ces deux objectifs, la lutte contre la pauvreté et la discrimination raciale, occuperont Johnson, son gouvernement et le Congrès pendant deux ans, avant que la guerre du Viêtnam ne s'impose sur le devant de la scène.

De 1964 à 1966, le Congrès fait preuve d'une intense activité législative, inédite depuis le New Deal. De nombreuses lois sont votées dans le domaine de la protection sociale et médicale, de l'éducation, de la formation, de l'emploi, du logement, de l'urbanisme, de l'écologie, de la culture, et des infrastructures urbaines. Alors que Kennedy avait créé le Peace Corps en 1961, un service de coopération qui permet aux jeunes Américains de servir dans les pays en développement, avec l'*Economic Opportunity Act* (1964) Johnson fonde le VISTA (Volunteers for Service to America), pour des projets humanitaires domestiques, et le Job Corps, afin de former des jeunes de 16 à 24 ans. Le *Community Action Programme* finance de multiples projets de quartier, éducatifs ou urbanistiques, par le biais de Community Action Agencies. Fin 1966, il existait plus de mille de ces agences de par le pays. Le programme *Head Start* (1965) offre aux jeunes enfants défavorisés de bonnes conditions pour débuter leur scolarité et *Upward Bound* (1965) est destiné aux lycéens qui veulent intégrer une université. Pour coordonner ces

multiples initiatives et gérer l'attribution des fonds fédéraux qui sont alloués à ces programmes, un nouveau ministère du logement et de l'urbanisme (le Housing and Urban Development ou HUD) est créé en 1965. À sa tête est nommé Robert C. Weaver , premier Africain-Américain à occuper un poste ministériel.

Une autre mesure phare, appelée *busing* , consiste à scolariser des enfants des ghettos noirs des grandes villes dans des écoles blanches en les transportant par bus dans un autre quartier ou dans une banlieue résidentielle. Très controversée, cette politique sera validée par la Cour suprême en 1971, puis limitée dans son application en 1974. Le Congrès vote aussi des lois établissant les bases d'un système national de santé avec le Medicare (pour les personnes âgées de plus de 65 ans) et le Medicaid (pour les personnes aux faibles revenus). Sont également financés des aides au logement, des tickets d'alimentation (*food stamps*), des allocations familiales (Aid to Families with Dependent Children ou AFDC) ou la gratuité des repas à la cantine. Des financements sont aussi prévus pour améliorer les transports urbains, créer des parcs et détruire les ghettos, tout d'abord dans 6 grandes villes, puis finalement dans 150 municipalités. Un nouveau ministère des Transports est aussi fondé en 1966. L'accent est mis sur la réhabilitation et le désenclavement des centres-villes, de plus en plus abandonnés par les Blancs, qui emménagent dans les banlieues résidentielles, ce que l'on appelle la « fuite des Blancs » (*white flight*). De 1960 à 1965, les banlieues des grandes villes voient leur population blanche s'accroître de plus de 9 millions et leur population noire de 400 000, alors qu'inversement les centres-villes comptent 2 millions de Noirs de plus pour seulement 200 000 Blancs.

Suite à la publication en 1962 du livre de la biologiste Rachel Carson *Silent Spring* (*Le Printemps silencieux*), qui dénonce les effets dévastateurs des pesticides sur l'environnement, un ouvrage que certains placent au niveau de *La Case de l'Oncle Tom* pour son influence sur la prise de conscience écologique, des lois sont adoptées pour améliorer la qualité de l'air et de l'eau (*Water and Air Quality*

Acts , 1967) et pour protéger l'environnement (*Widerness Areas Act* , 1964)[18] . Enfin, est fondée en 1965 la Fondation nationale pour les arts et les humanités (*National Foundation for the Arts and the Humanities*) qui finance des projets initiés par des musées, des bibliothèques, des centres d'archives, des universités ou des chercheurs. Ajoutons qu'en 1965, le Congrès abolit le système des quotas migratoires – Johnson qualifiant celui-ci « d'étranger au rêve américain » – et la hiérarchie qu'il implique, en place depuis les années 1920[19] . La nouvelle loi sur l'immigration octroie 120 000 visas pour l'hémisphère Ouest (les Amériques) et 170 000 pour l'hémisphère Est (Europe et Asie), avec un maximum de 20 000 par pays[20] . Les critères d'admission favorisent désormais le regroupement familial, avec 75 % des entrées[21] . Cette nouvelle loi produira ses effets avec le temps mais, en 1970, le pourcentage des Américains nés à l'étranger (*foreign-born*) est au plus bas, à 4,5 %.

En tout, sur seulement deux ans, plus de 400 projets de lois sont soumis au Congrès. C'est une nouvelle naissance d'un État providence à l'américaine avec la mise en place de « filets de sécurité » (*safety nets*) afin d'éviter au plus grand nombre la chute dans la misère. Cette politique a un coût mais les États-Unis en ces années 1960 sont prospères. De 1962 à 1968, les dépenses fédérales pour aider les plus défavorisés font plus que doubler, passant de 12 à 27 milliards de dollars. En 1971, la protection sociale représente un tiers du budget de l'État fédéral. Les résultats sont au rendez-vous : le pourcentage de pauvres se rétracte, de 22 % (40 millions) en 1960 à 12 % (25 millions) en 1968. Mais le nombre de personnes aidées par le gouvernement fédéral augmente, passant de 7 à 11 millions entre 1960 et 1968.

Le lancement de cette « Grande Société » est un moment marquant de l'histoire contemporaine des États-Unis même si son bilan, quoique positif dans l'ensemble, demeure mitigé du fait que cet ambitieux programme législatif créa des frustrations à la mesure des attentes et que beaucoup d'initiatives ne furent pas renouvelées.

La lutte pour les droits civiques : renverser la ségrégation

Le président Johnson, rappelons-le, souhaite combattre à la fois la pauvreté et la discrimination raciale. Les deux maux sont effectivement en grande partie liés. En 1964, sur 40 millions de pauvres, un tiers sont des Africains-Américains alors que ceux-ci ne constituent que 10 % de la population. En 1960, 36 % des femmes noires travaillent comme domestiques contre 4 % des femmes blanches et, à l'inverse, 32 % des secondes occupent un emploi de bureau contre 7,5 % des premières. De plus, en 1960, les femmes noires gagnent en moyenne moins de 80 % du salaire des blanches, lui-même égal aux deux tiers de celui d'un homme blanc. Au même moment, le revenu médian annuel des hommes non blancs s'élève à 2 317 dollars, pour 4 337 pour les hommes blancs, soit un rapport presque du simple au double[22] . Enfin, en 1963, 30 % des Noirs sont au chômage pour un taux de chômage inférieur à 5 % pour le pays dans son ensemble.

Un des objectifs prioritaires des lois sur l'urbanisme, le logement, les transports, la famille et la santé de la « Grande Société » est précisément de combattre la pauvreté noire urbaine et de casser ces ghettos noirs des centres-villes des grandes agglomérations, même si la pauvreté blanche, souvent rurale, constitue un autre fléau à ne pas sous-estimer. Johnson et le Congrès veulent cependant aussi, dans la ligne de Kennedy , attaquer le problème à la racine avec la volonté d'éradiquer la discrimination raciale et, dans le Sud, la ségrégation. À propos du leader des républicains radicaux qui ont tant œuvré pour imposer et protéger constitutionnellement les droits des Noirs dans les années 1860, Kennedy d'ailleurs avait déclaré : « Je commence à penser que Thaddeus Stevens avait raison ; on m'avait [pourtant] toujours appris à le considérer comme un homme malveillant[23] . »

Rappelons que, dans les années 1950, des mesures significatives sont prises afin de combattre la ségrégation mais il manque alors une réelle volonté politique fédérale, tout comme une adhésion plus

complète de la population, nécessaire pour imposer aux États du Sud la fin de la ségrégation dans la vie quotidienne. Au début des années 1960, à la suite de celui de Greensboro, en Caroline du Nord , le 1er février 1960, se développent des boycotts et les *sit-in* , ces manifestations non violentes, surnommées « *coffee parties* » par allusion à la Boston Tea Party de 1773, lors desquelles des Noirs attendent vainement d'être servis dans un café ségrégué avant d'être finalement arrêtés. En un an, 50 000 personnes ont manifesté contre la ségrégation et 3 600 d'entre elles ont été arrêtées et brièvement emprisonnées. Autre forme d'action : les « voyages de la liberté » (*freedom rides*). À partir du printemps 1961, des voyages en bus de Blancs et de Noirs, très souvent des étudiants, venant des États et des villes du Nord, sont organisés pour vérifier en chemin à travers les États du Sud (l'Alabama , le Mississippi et la Caroline du Sud notamment) si l'arrêt de la Cour suprême *Boynton vs. Virginia* (1960), qui interdit la ségrégation dans les gares routières, est bien appliqué. Initiative dangereuse et courageuse de la part de ces militants, appelés *freedom riders* , car les bus pouvaient être incendiés et les passagers, passés à tabac par une foule (blanche) en colère. La Maison-Blanche dut dépêcher plusieurs centaines de shérifs fédéraux pour assurer leur sécurité. Plus de 300 *freedom riders* furent tout de même arrêtés et emprisonnés au Mississippi en 1961. Néanmoins, la partie est sur le point d'être gagnée. Plus de 60 « voyages » sont organisés entre juin et septembre 1961 et les autorités fédérales sont désormais déterminées à faire appliquer l'arrêt.

La ségrégation reste, cependant, encore la loi du Sud dans beaucoup de domaines, notamment l'éducation. En septembre 1962, un étudiant noir, vétéran de l'armée de l'air, James Meredith , se voit refuser son inscription à l'université du Mississippi , surnommée « Ole Mis », pour des raisons exclusivement raciales, et ce en flagrante vio lation de l'arrêt *Brown* de 1954. Accompagné de plusieurs centaines de *marshals* fédéraux et de responsables du ministère de la Justice, Meredith revient s'inscrire mais les autorités fédérales sont débordées par une foule de plus de 2 000 personnes en colère, brandissant des

drapeaux confédérés. C'est l'émeute. Un reporter français est tué. Finalement, il faut que le gouvernement fédéral envoie 26 000 soldats sur place, en promettant au gouverneur de l'État que ceux-ci seraient exclusivement blancs, afin que Meredith puisse s'inscrire. En 1963, Meredith obtient sa licence en sciences politiques mais il sera blessé lors d'une tentative d'assassinat en 1966.

En 1963, alors que Kennedy lance sa politique de « discrimination positive » (*affirmative action*), qui sera renforcée sous Johnson en 1965, encourageant les employeurs et les universités recevant des subsides fédéraux à recruter des membres des minorités et des femmes, le pasteur King organise en août, soit trois mois avant l'assassinat de Kennedy, une marche sur Washington. La manifestation est un immense succès. Elle réunit 250 000 personnes, dont 75 000 Blancs. La *folk* artiste Joan Baez chante *We Shall Overcome* (« Nous triompherons »), l'hymne du mouvement des droits civiques. King prononce, devant le Lincoln Memorial, exactement un siècle après la Proclamation d'émancipation de 1863, un discours passé à postérité, intitulé *I Have a Dream* . Après avoir évoqué le Noir « qui vit sur une île de pauvreté isolée au milieu d'un vaste océan de prospérité matérielle » et qui « languit toujours dans un coin de la société américaine et se retrouve un exilé dans son propre pays », King dévoile son rêve, « un rêve profondément enraciné dans le rêve américain ». « Je fais un rêve », déclare-t-il, « qu'un jour cette nation se lèvera et vivra à la hauteur de la signification réelle de son credo : "Nous considérons ces vérités comme évidentes, que tous les hommes sont créés égaux" », une formule tirée de la déclaration d'Indépendance de 1776, et poursuit-il « qu'un jour sur les collines rouges de Géorgie , les fils d'anciens esclaves et les fils d'anciens propriétaires d'esclaves pourront s'asseoir autour de la même table de la fraternité[24] ».

Parallèlement aux leaders comme Martin Luther King qui prônent la non-violence, se développe une autre branche du militantisme noir, incarnée par Malcolm X . Malcolm Little, de son nom de baptême qu'il refuse de porter parce qu'attribué à ses ancêtres

esclaves par leurs propriétaires et qu'il remplace par un X symbolisant son nom africain dont il fut dépouillé, est un ancien proxénète qui s'est converti à l'islam en prison dans les années 1950. Jusqu'en 1964, Malcolm X fait partie de la Nation de l'islam, une secte fondée en 1931 et dont les membres sont exclusivement des Noirs. Entre 1950 et 1965, en grande partie dû au charisme et à l'éloquence de Malcolm X, la Nation de l'islam passe de 400 à 40 000 membres. Pour les « musulmans noirs » (*black muslims*), le premier homme fut noir et la blancheur d'une fraction de l'humanité n'est qu'un accident historique. La race blanche est une race de démons, ce que Malcolm X nomme « les diables blancs aux yeux bleus » (*blue-eyed white devils*), qui a asservi les Noirs et les a maintenus dans l'ignorance de leur histoire. Il parle du « cauchemar » plutôt que du « rêve » américain. Il est temps pour le peuple noir de recouvrer son rôle historique originel. La Nation de l'islam prône le séparatisme et le nationalisme noirs ainsi que ce que ses membres appellent la violence défensive. Dans un de ses discours, Malcolm X affirme : « Je ne suis pas un Américain » mais un « nationaliste noir ». « Les musulmans noirs » se montrent très critiques vis-à-vis des leaders des droits civiques dont ils critiquent l'intégrationnisme. Malcolm X, qui pourtant y participe, qualifie la Marche de Washington d'août 1963 de « cirque » et lui préfère « la révolution noire »[25] .

La bataille du droit de vote

La lutte pour les droits des Africains-Américains est désormais politiquement centrale et incontournable. En 1963, on dénombre plus de 1 000 manifestations dans plus 100 villes et des centaines de militants, dont King, sont arrêtés et emprisonnés. En septembre, une bombe explose dans le sous-sol d'une église de Birmingham, en Alabama , tuant quatre petites filles noires. Toujours en 1963, le gouverneur nouvellement élu de l'Alabama, George Wallace , s'écrie :

« La ségrégation aujourd'hui, la ségrégation demain, la ségrégation toujours. » C'est dans cette très grande tension que le Congrès adopte deux lois cruciales : la loi sur les droits civiques (*Civil Rights Act*) en 1964 et la loi sur le droit de vote (*Voting Rights Act*) de 1965.

Après 56 jours d'une « flibuste » organisée au Sénat par les opposants à la loi, le *Civil Rights Act* est adopté. La loi met fin à la ségrégation dans les bâtiments publics et les écoles. Elle interdit toute discrimination dans l'embauche, que ce soit sur la base de la couleur de peau, de l'origine nationale, de la religion mais aussi du sexe. Ce dernier élément fut ajouté par les opposants à la loi qui souhaitaient la tourner en dérision en mettant en exergue le droit des femmes, qui n'était pas alors perçu comme une cause à la hauteur de celle des Africains-Américains. Certains parlèrent alors, par dénigrement, de « *bunny law* », ou « loi des petits lapins », par allusion aux clubs Playboy où un homme ne peut candidater pour un emploi de serveur, étant ainsi victime de discrimination[26] . En matière de scolarité, les résultats sont indéniables : en 1970, 6 % des enfants noirs du Sud fréquentent des écoles ségréguées, contre 68 % en 1968.

Même si la loi de 1964 contient une première clause sur le droit de vote, cette disposition ne suffit pas à obtenir que les Noirs du Sud puissent s'inscrire librement sur les listes électorales. Fannie Lou Hamer, une future militante des droits civiques au Mississippi , témoigne en 1962 : « J'ignorais qu'un Noir avait le droit de s'inscrire et de voter[27] . » En avril 1964, Malcolm X prononce dans une église de Cleveland , dans l'Ohio , un discours remarqué, au titre menaçant : *The Ballot or the Bullet* (Le bulletin de vote ou la balle de revolver). Début 1965, l'attention se tourne vers Selma, dans l'Alabama , où sur 15 000 électeurs noirs potentiels, seuls 335 ont réussi à s'inscrire, et où 97 % du total des inscrits sont des Blancs. Martin Luther King, qui a obtenu le prix Nobel de la paix en 1964, se rend à Selma, ainsi que Malcolm X, peu de temps avant son assassinat. Pour Johnson et le Congrès, il est temps d'agir pour imposer à certains États et comtés du Sud le droit de vote des Africains-Américains. Ainsi, le *Voting Rights Act* de 1965 interdit toute

manœuvre pour empêcher les Africains-Américains de voter et rend possible l'envoi d'officiers fédéraux pour veiller à leur inscription. Les effets se font sentir infailliblement : de 1964 à 1968, le pourcentage de Noirs inscrits dans les listes électorales de l'Alabama passe de 19 % à 53 %, en Louisiane de 32 % à 60 % et au Mississippi, de 6 % à 44 %[28] .

Ces deux lois majeures marquent la mort de la ségrégation institutionnalisée. C'est une seconde Reconstruction après celle des années 1860. Comme l'avait dit éloquemment Kennedy en juin 1963, « Cent ans d'attente se sont écoulés depuis que le président Lincoln a libéré les esclaves. […] Le moment est venu pour cette nation de tenir sa promesse[29] ». Un siècle après la fin de la guerre de Sécession, les Africains-Américains peuvent enfin être des citoyens américains à part entière même si deux lois ne peuvent tout résoudre à elles seules. Le coût politique pour les démocrates à moyen et à long terme sera cependant élevé. Comme avait averti Johnson, ces lois « donnent le Sud aux républicains[30] ». Effectivement, voici un tournant de l'histoire politique des États-Unis, lorsque le Sud, qui avait été solidement démocrate depuis la guerre de Sécession, depuis que les républicains radicaux avaient pris la défense des esclaves affranchis, passe dans le camp républicain par opposition aux démocrates désormais associés à la fin de la ségrégation.

Cependant, malgré ces avancées législatives et las d'attendre, le mouvement pour les droits des Africains-Américains se radicalise. Dès 1965, du 11 au 17 août, à la suite d'une altercation entre des policiers et un jeune Noir, de violentes émeutes enflamment les quartiers de Watts et South Central, à Los Angeles . Les bâtiments sont incendiés, les magasins sont pillés et les policiers, tout comme les pompiers, sont attaqués. Le bilan est terrible : 34 morts, plus de 1 000 blessés et 4 000 arrestations. La radicalisation du mouvement noir, qui aspire à atteindre ses objectifs cette fois-ci sans l'aide des progressistes blancs, s'accentue. En 1966, est fondé à Oakland, en Californie , le Black Panther Party. Les Black Panthers, tous de cuir noir vêtus et portant un béret, prônent la révolution armée. La même

année, l'activiste Stokeley Carmichael , Trinidadien d'origine proche de Martin L. King mais qui s'en éloigne progressivement, lance le slogan « *Black Power* » (Le pouvoir noir). Il revendique l'autonomie culturelle et politique des Noirs. Carmichael rejette « un rêve américain défini par les Blancs », lui préférant « une réalité construite par les Afro-Américains »[31] . Il déclare aussi vouloir « détruire tout ce que la civilisation occidentale a créé[32] ».

Au-delà de la violence, ces mouvements mettent en avant la négritude et l'ethnicité africaine des Noirs. « *Black is beautiful* » (ce qui est noir est beau) est le nouveau mot d'ordre. Le mot *black* , voire *African-American* chez Malcolm X , se substitue par ailleurs à « *negro* » alors couramment employé par les Blancs comme les Noirs[33] . En 1967, les émeutes reprennent et s'intensifient l'année suivante dans la foulée de l'assassinat de Martin Luther King en avril, touchant plus de 120 villes, dont Newark, dans le New Jersey (26 morts), et Detroit (43 morts), impliquant l'intervention de régiments de parachutistes pour rétablir le calme. Au total, de 1965 à 1968, ces émeutes urbaines font plus de 250 morts. Un rapport remis au président Johnson en 1967 parle, par allusion au principe constitutionnel de la ségrégation de 1896 « séparés mais égaux », d'une Amérique « divisée en deux sociétés – l'une blanche, l'autre noire – séparées et inégales[34] ».

Alors que cette violence urbaine secoue l'Amérique, le pays est aussi engagé dans le plus long et le plus impopulaire conflit de son histoire : la guerre du Viêtnam .

La guerre du Viêtnam : la tragédie d'une erreur

Pendant près de vingt ans, de 1954 à 1975, les États-Unis, indirectement puis directement, avec un pic entre 1965 et 1968, seront engagés au Viêtnam . À l'origine pourtant, les Américains n'ont pas d'intérêts stratégiques ou économiques significatifs en

Indochine (Viêtnam, Cambodge , Laos), mais ils vont être pris dans un engrenage qui deviendra ce que les analystes n'hésiteront pas à qualifier de « bourbier » (*quagmire*). Le Viêtnam va devenir un exemple à défendre, d'abord contre le colonialisme, puis contre le communisme.

Déçu par la position de la France qui, sous le gouvernement de Vichy, mit la Péninsule au service des armées japonaises pour leur approvisionnement en caoutchouc et en riz, Roosevelt conçut le projet de la remettre aux nationalistes chinois sous mandat onusien. Tchang Kai-shek n'y mettant aucun empressement, Roosevelt changea son fusil d'épaule et soutint le retour des Français. En août 1945, les Américains, cependant, s'abstinrent d'intervenir lors de la révolution vietnamienne menée par le communiste Ho Chi Minh. À partir de 1949, la victoire de Mao en Chine et la nouvelle que les Soviétiques possèdent l'arme atomique changent la donne. Aux yeux de Washington, la France n'est plus une puissance coloniale mais un allié dans la lutte contre le communisme. La guerre de Corée, du fait de l'intervention massive des Chinois, rappelons-le, va conduire les Américains à soutenir davantage les Français dans une région devenue désormais d'une importance stratégique vitale. En 1946, avec l'accord des Américains, les Français repoussent Ho Chi Minh vers le nord et mettent l'empereur Bao Dai au pouvoir. À partir de cette date, les Américains financent et arment les Français dans leur lutte contre Ho Chi Minh. En 1954, les États-Unis contribuent à hauteur de 80 % à l'effort de guerre français. Eisenhower , pourtant, refuse aux Français l'appui aérien à Dien Bien Phu en mai 1954. Les Français, battus, négocient les accords de Genève de 1954. Des négociations auxquelles les Américains participent, en tant que nation « concernée […] sans être belligérante », sans toutefois signer les accords qui entérinent le retrait définitif des Français et créent deux Viêtnams, séparés au niveau du 17e parallèle, avec la promesse d'une réunification à la suite d'élections générales deux ans plus tard[35] . Les accords de Genève marquent le passage du Viêtnam dans la sphère d'influence américaine. Les Américains, opposés à la tenue

de ces élections car elles risquent de donner la victoire à Ho Chi Minh, commencent à s'engager politiquement et militairement au Sud-Viêtnam alors qu'à partir de 1957, les communistes sud-vietnamiens, les Vietcongs, avec l'appui du Nord, fondent le Front national de libération contre le pouvoir en place.

La théorie des dominos guide alors la politique du gouvernement américain. Il faut contenir le communisme au Viêtnam avant que ne tombent le Laos , le Cambodge , et la Thaïlande. Il faut aussi éviter, selon les mots du vice-président Lyndon Johnson en 1961, que le Pacifique ne devienne « un Océan rouge » et que la ligne de défense des États-Unis ne se replie sur San Francisco , ce qu'on appelle alors « la Forteresse Amérique »[36] . Le Sud-Viêtnam est désormais sur le point d'occuper, selon les termes américains, « la position pivot dans notre confrontation mondiale avec les communistes[37] ». Sous Kennedy , l'Amérique s'implique de manière décisive, quoique pas encore de manière massive. Le président envoie des bérets verts, des forces spéciales qui relèvent de la CIA, et des « conseillers militaires », un euphémisme politique qui désigne des formateurs mais aussi des combattants. De 900 en 1960, leur nombre passe à 16 000 en 1963[38] . Johnson non seulement poursuit, mais amplifie, cette politique, même s'il déclare en 1965 refuser d'être « le président qui aura bâti des empires, étendu la souveraineté nationale ou recherché la grandeur[39] ».

« Je ne veux pas être connu comme un président de guerre[40] », déclarera aussi Johnson en 1965. Pourtant, profitant d'un incident dans les eaux internationales du golfe du Tonkin en août 1964, lors duquel deux destroyers américains, le *Maddox* et le *Turner Joy* , auraient été attaqués par des vedettes nord-vietnamiennes, Johnson obtient du Congrès une résolution, dite « résolution du golfe du Tonkin », l'autorisant à « prendre toutes les mesures nécessaires pour repousser toute attaque armée » et « pour prévenir des agressions ultérieures ». Pour Johnson, c'est un chèque en blanc d'autant plus que le vote – à l'unanimité à la Chambre des représentants et seulement avec deux voix contre au Sénat – ne souffre d'aucune

contestation. Quelques années plus tard, en 1971, la fuite dans la presse de ce qui sera appelé « le dossier du Pentagone » (*Pentagon Papers*) révélera non seulement que les Américains prévoyaient dès janvier 1964 de s'impliquer militairement dans le conflit mais aussi que les deux destroyers ne furent vraisemblablement pas attaqués[41] . Une fois réélu en novembre 1964, Johnson a les mains libres.

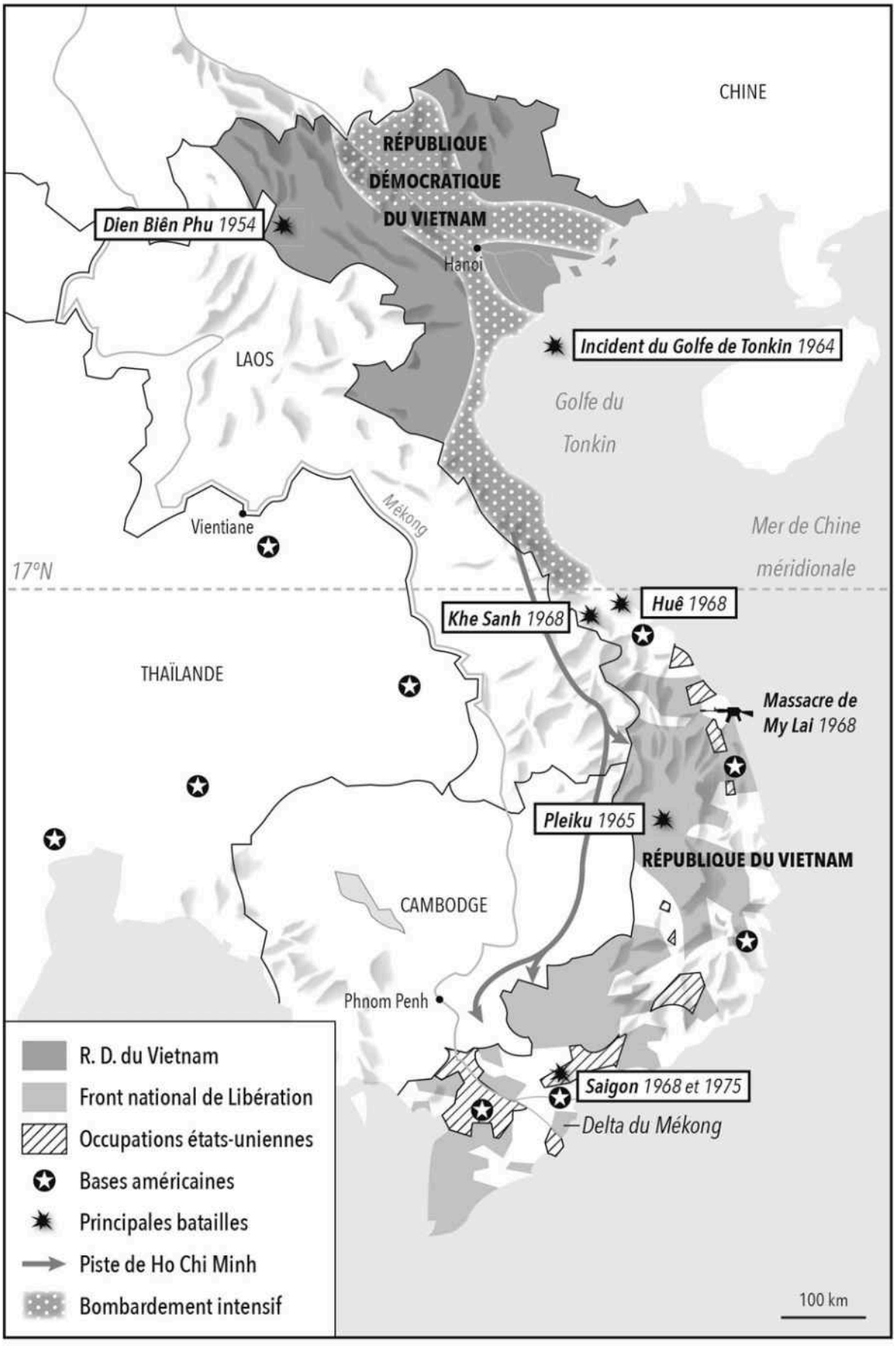
La terrible escalade

En 1965, après l'attaque des Vietcongs contre la base américaine de Pleiku en février, Johnson, assisté de Robert McNamara , son ministre de la Défense, opte pour une guerre de bombardements stratégiques et lance l'opération *Rolling Thunder* (Roulement de tonnerre). Par ailleurs, de plus en plus de troupes américaines sont déployées : 184 000 en 1965, 385 000 en 1966, 485 000 en 1967 et 536 000 – le chiffre maximum jamais atteint – en 1968. Le terme « escalade » (*escalation*) apparaît à ce moment-là pour désigner cette progression. C'est « l'américanisation » du conflit, selon Washington. Pendant cette période, c'est le général William Westmoreland , originaire de Caroline du Sud et diplômé de West Point , qui commande les opérations. Celui-ci poursuit une guerre d'usure qu'il nomme *Search and Destroy* , le plus souvent à partir de missions aéroportées très localisées. L'hélicoptère, notamment le très reconnaissable modèle Bell UH-1, surnommé *Huey* (4 000 d'entre eux seront déployés sur le terrain), est l'outil privilégié des militaires américains au Viêtnam . Dans tel ou tel village vietnamien ciblé, tous les hommes en âge de servir dans l'armée ennemie sont tués ; les femmes et les enfants sont déportés dans des camps de réfugiés ; les habitations, détruites ; les réserves de riz, brûlées ; le bétail, achevé. Au même moment, l'aviation frappe sans merci jusqu'à 250 kilomètres au nord du 17e parallèle, détruisant ponts, routes, bacs et digues. L'armée de l'air américaine n'hésite pas à utiliser du napalm, des bombes au phosphore, des bombes à fragmentation et du

défoliant (agent orange). Ces opérations et bombardements causent des pertes terribles – environ 60 000 morts par an – chez les Vietcongs, par ailleurs régulièrement renforcés par des troupes du Nord, mais ils n'entament ni leur moral ni leur détermination. C'est ce que le général Maxwell Taylor , ambassadeur américain au Sud-Viêtnam, appelle « les pouvoirs récupérateurs du phénix[42] ». À la fin du conflit, 7 millions de tonnes de bombes ont été larguées sur les Viêtnamiens, plus du double du total de la Seconde Guerre mondiale.

Le 31 janvier 1968, c'est l'offensive vietcong et nord-vietnamienne du Têt. Saigon et trente autres villes sont prises d'assaut et l'ambassade américaine est attaquée par un commando. Les assaillants sont repoussés et défaits mais le bilan humain est très élevé : 14 000 tués parmi les civils, 30 000 Vietcongs, 10 000 soldats sud-vietnamiens et 2 000 Américains morts. C'est une victoire à la Pyrrhus. Deux mois plus tard, le scandale éclate. À l'automne 1969, le pays apprend que 18 mois auparavant (en mars 1968), une patrouille américaine tua indistinctement tous les habitants du village de Mỹ Lai, soit probablement 500 civils. Hommes, femmes et enfants furent poussés dans un fossé puis massacrés par les soldats américains alors qu'ils « plongeaient les uns sur les autres [et que] les mères protégeaient leurs enfants ». Le journaliste à l'origine de ces révélations, Seymour Hersh , interviewe même un des anciens soldats américains qui lui avoue avoir tué cent personnes à lui seul[43] . Apparemment, ce ne fut pas un cas isolé. Un colonel américain avoua même que « chaque unité de la taille d'une brigade a son Mỹ Lai caché quelque part[44] ».

La Guerre du Viêtnam



En avril 1971, John Kerry , un des dirigeants du groupe des vétérans de la guerre du Viêtnam opposés au conflit (Viêtnam Veterans Against the War ou VVAW), témoigne devant le Congrès de manière poignante et courageuse. Il confirme que « les crimes de guerre perpétrés en Asie du Sud-Est ne sont pas des incidents isolés mais sont commis au quotidien avec la pleine connaissance des officiers à tous les niveaux de commandement ». Il ajoute que beaucoup de soldats « ont violé, coupé des oreilles et des têtes, relié des fils de téléphone aux organes génitaux de leurs prisonniers, sectionné des membres, fait exploser des corps, tiré sur des civils au hasard, rasé des villages […] tué du bétail et des chiens pour se distraire, [et] empoisonné des réserves de nourriture ». Il déclare que rien au Viêtnam ne menace les États-Unis et demande « aux Américains d'y réfléchir car comment demander à un homme d'être le dernier à mourir au Viêtnam ? Comment demander à un homme d'être le dernier à mourir pour une erreur[45] ? ». Le commandant de la patrouille à Mỹ Lai, le lieutenant William Calley , âgé alors de 26 ans, sera jugé et condamné à la prison à vie en 1971 mais sa peine sera réduite à vingt ans de prison, puis annulée en 1974.

L'année 1968 marque un tournant dans le conflit. En mars, alors que les primaires pour les élections présidentielles ont débuté, Johnson annonce qu'il suspend les bombardements et propose à Hanoi d'entamer des négociations de paix. La proposition américaine étant acceptée le mois suivant, les pourparlers débutent en mai dans un Paris agité. Ce n'est pas la fin de la guerre du Viêtnam , tant s'en faut, car le conflit s'étendra au Cambodge et au Laos . En 1968, cependant, le retrait américain à moyen terme ne fait plus de doute.

Une victoire ni possible ni voulue

L'Amérique pouvait-elle sortir victorieuse du conflit, le voulait-elle seulement ? Que signifiait la victoire pour Washington ? Lorsque le président Johnson demanda à ses conseillers militaires, en 1965,

quels seraient les moyens et le temps nécessaires à la victoire, ceux-ci répondirent : « de 700 000 à 1 million d'hommes et 7 ans[46] ». Un tel engagement, sur une telle durée, était, bien sûr, hors de question notamment d'un point de vue politique, sans parler de son coût. Les États-Unis ont donc mené au Viêtnam une guerre contenue aux objectifs volontairement limités. Washington parle alors, sans peur du paradoxe, « d'une guerre générale limitée[47] ». Lors d'une allocution télévisée d'avril 1968, Johnson, alors qu'il est au plus bas dans les sondages avec 35 % d'opinions favorables, affirme que « notre objectif au Viêtnam du Sud n'a jamais été l'annihilation de l'ennemi. Il était d'obtenir la reconnaissance de la part d'Hanoi que leur objectif – la conquête du Sud par la force – ne pourrait être atteint[48] ». L'objectif des États-Unis est donc de tenir coûte que coûte mais pas de projeter toute leur puissance militaire contre le Viêtnam du Nord. Le texan Johnson déclare même, en référence à la défense héroïque de la mission de San Antonio en 1836, « Viêtnam est juste comme Alamo ». Ayant à l'esprit « la perte » de la Chine de 1949, il ajoute : « Je ne serai pas le président qui aura vu l'Asie du Sud-Est partir comme la Chine[49] ». De plus, une intervention militaire plus massive des États-Unis engagerait vraisemblablement l'implication directe de l'Union soviétique et de la Chine dans le conflit, une situation que Washington veut résolument éviter. Par ailleurs, les États-Unis faisaient face à deux difficultés majeures. D'une part, le gouvernement en place à Saigon ne parvint jamais à asseoir son pouvoir et sa légitimité ou comme disent les Américains à gagner les cœurs et les esprits (*hearts and minds*) de sa population. Un des conseillers de Johnson parle même « d'un gouvernement tourniquet[50] ». De ce fait, le Viêtnam du Sud connut une grande instabilité.

Une guerre contestée

D'autre part, en Amérique même, l'engagement au Viêtnam devint de plus en plus contesté au fil des ans. Un sondage Gallup ,

tenu tout au long du conflit, révèle qu'en août 1965, 24 % des Américains estiment que l'engagement au Viêtnam est une erreur ; ils représentent 58 % en octobre 1969[51] . Au même moment et avec gravité, le sénateur Fulbright , président de la Commission des affaires étrangères du Sénat, affirme que le conflit au Viêtnam n'est « ni nécessaire ni moral[52] ». En octobre 1969, on compte 100 000 manifestants opposés au conflit sur le Boston Common, un parc situé dans le centre-ville de la métropole de Nouvelle-Angleterre , et 50 000 devant la Maison-Blanche. De nombreux soldats, démobilisés et ayant servi au Viêtnam, participent à ces manifestations, tel Ron Kovic , un ancien Marine décoré et paralysé à la suite d'une blessure, auteur de *Born a Fourth of July* (Né un 4 juillet), qui raconte le récit de son engagement, de ses deux missions effectuées sur le terrain, de son handicap et de son militantisme pacifique subséquent. Publié en 1976, ce témoignage est mis en scène au cinéma en 1989 par Oliver Stone avec Tom Cruise comme acteur principal.

La télévision joue un rôle significatif dans cette désaffection progressive car la guerre du Viêtnam est le premier conflit non seulement filmé mais qui s'impose dans le salon des Américains quotidiennement en *prime time* , même si à l'époque il ne s'agit nullement de direct mais de séquences sélectionnées. Ces reportages incessants, qui plongent le téléspectateur dans la guerre au milieu des soldats, créent un désenchantement, mêlé de culpabilité, qui devient au fil du temps une véritable hostilité au conflit. Plus de 2 000 reportages sont diffusés en soirée d'août 1965 à août 1970[53] . Une des scènes filmées les plus saisissantes, immortalisée par un cliché dans le magazine *Time Life* publié en février 1968, montre l'exécution d'un Vietcong par un officier sud-vietnamien avec un revolver à bout portant dans une rue de Saigon face aux caméras. Parmi ces clichés, notons aussi celui d'une enfant de neuf ans courant nue, le dos brûlé, et hurlant de peur et de douleur sur une route après un bombardement au napalm[54] . Le téléspectateur américain découvre aussi les *body bags* , ces sacs vert kaki dans lesquels les

cadavres sont déchargés des hélicoptères. Sans oublier le quotidien et macabre *body count* , ou décompte des pertes humaines. Par ailleurs, à partir de 1963, CBS, qui sera suivie par les autres chaînes, fait passer son journal du soir de quinze à trente minutes, avec pour présentateur star (*anchorman*) Walter Cronkite, ce qui donne encore plus de couverture au conflit, comme aux nombreuses manifestations contre l'engagement américain au Viêtnam, notamment sur les campus universitaires.

Se libérer du conformisme

L'historien américain George Tindall saisit avec justesse la période en écrivant que les années 1960, plus qu'une décennie, sont « un état d'esprit[55] ». Les années 1960 se distinguent non seulement par la violence (émeutes, répressions et assassinats), mais aussi par la contestation et, surtout, par la participation citoyenne. La décennie est une période de grand militantisme, voire d'activisme. Un sondage effectué en 1979 auprès de la population américaine révèle que, pendant ces années, 89 % des sondés ont signé une pétition, 74 % ont manifesté contre la guerre, 79 % ont essayé de se débarrasser des valeurs de la classe moyenne, 62 % se sont considérés comme « hippies », 51 % ont participé à une campagne politique ou collé des affiches électorales, et 54 % ont fait « un merveilleux trip d'acide » (*wonderful acid trip*)[56] . Le mouvement pour les droits civiques des Africains-Américains et celui contre la guerre du Viêtnam ont servi de principaux moteurs à cette contestation, même si celle-ci s'est étendue à de multiples aspects de la société. Une profusion de mouvements contestataires que les Américains appellent d'ailleurs collectivement le *Movement* . C'est le conformisme étouffant de l'*American way of life* , hérité de la décennie précédente, qui est alors profondément rejeté. Un observateur américain, comtemporain de cette décennie, conclut à son propos qu'elle annonce « une nouvelle identité américaine – une identité collective qui sera plus noire, plus

féminine, plus asiatique, plus émotionnelle, plus intuitive, plus exubérante et, juste possiblement, meilleure que l'ancienne[57] ».

La jeunesse universitaire, les *baby boomers* est au cœur de cette rébellion. Alors que les États-Unis comptaient 2 millions d'étudiants en 1946, ce chiffre a bondi à 8 millions en 1970 et la progression la plus nette a précisément lieu pendant les années 1960. En 1962 se crée, dans le Michigan , une association appelée Les Étudiants pour une Société démocratique (Students for a Democratic Society ou SDS). Réunis autour de leur leader Tom Hayden , ils rédigent un manifeste, tiré à 40 000 exemplaires en deux ans, connu sous le nom de « Déclaration de Port Huron ». Tom Hayden y professe « une croyance ferme dans la valeur et la nécessité d'une contestation par l'action » et se proclame « radical sans se soucier de l'orthodoxie marxiste »[58] . Les fondateurs des SDS s'indignent aussi de ce que le libre débat, le droit à la dissidence, à l'engagement politique et à la controverse aient été sacrifiés à la guerre froide. Ils ne rejettent pas, tant s'en faut, les principes qui ont animé la Révolution américaine et affirment « leur inébranlable attachement à la *Bill of Rights* [1791] » et veulent « que les idéaux incarnés par la Constitution fassent l'objet d'un engagement significatif ». En ce sens, comme l'écrivent des commentateurs en 1966, « Le Mouvement est entré en révolte pour que la société [américaine] vive les idéaux qu'elle professe[59] » et non pour les remettre en cause, serions-nous tenté d'ajouter. De plus, les membres de la SDS revendiquent « le droit de critiquer la vie américaine sans être dénigrés, calomniés, renvoyés de leur travail et exclus de la communauté[60] ».

Deux ans plus tard, en 1964, est fondé à l'université de Berkeley le Mouvement pour la liberté de parole (Free Speech Movement ou FSM). Un de ses fondateurs, Mario Savio , déclare en 1964 que « l'Amérique devient de plus en plus l'utopie du contentement stérilisé, automatisé ». Il ajoute : « Ce paradis chromé du consommateur voudrait nous voir grandir comme des enfants sages. Mais une importante minorité d'hommes et de femmes, dont la voix se fait entendre aujourd'hui, ont montré qu'ils préféraient mourir

plutôt que d'être standardisés, interchangeables et sans poids[61] . »

Les étudiants activistes dénoncent le complexe militaro-industriel, « les gros actionnaires des grandes entreprises » et « l'élite au pouvoir » (*power elite*), titre de l'ouvrage de l'influent sociologue C. Wright Mills publié en 1956. Mills, universitaire atypique, motard à ses heures et marié quatre fois – dont deux fois avec la même femme –, dresse un portrait au vitriol de l'élite américaine, le tout sans oublier une nécessaire perspective historique. Dans son ouvrage, il distingue comme catégories les hautes sphères, la haute société locale, les patriciens des grandes villes, les célébrités, les richissimes (« le brigand et le novateur »), les PDG (« protestants, blancs et nés en Amérique »), les seigneurs de la guerre et le directoire politique, ce qu'on appellerait de nos jours les décideurs. Un dernier chapitre est intitulé « La haute immoralité ». Mills dissèque le triangle État-entreprise-armée qui domine l'Amérique. Il précise que « l'absence d'un véritable corps de fonctionnaires » a créé « un vide administratif qui a attiré les bureaucrates militaires et les *outsiders* de l'entreprise » et dénonce « le caractère manipulatoire de la technique de communication de la société moderne » américaine sur le point de devenir « une société de masse ». Mills remarque aussi avec acuité que « l'extrême variété de la vie en Amérique n'entraîne pas une extrême variété dans les déclarations politiques, et encore moins dans les alternatives politiques ». Ou encore que « l'idée stéréotypée de l'Amérique comme pays essentiellement progressiste et même révolutionnaire ne trouve justification que dans le domaine technologique et, par d'étranges détours, dans les modes lancées par ses industries du spectacle et de la distraction ». Parmi les constats les plus savoureux de l'auteur, notons, entre autres que « la lecture n'est pas le passe-temps caractéristique des dirigeants d'entreprise américains, hormis des livres sur "la gestion" et les romans policiers ». Ou encore, qu'« il y a très peu de personnes qui unissent le savoir et le pouvoir ; mais il est vrai que les personnes de pouvoir s'entourent d'hommes ayant un certain savoir ». Enfin, observe-t-il, « les puissants, en Amérique, ont par convention tendance à nier leur

propre pouvoir. Aucun Américain ne se présente à une élection pour diriger, ou même pour gouverner, mais dans le seul but de servir son pays ». Certes, conclut Mills, cette « élite au pouvoir n'est pas une aristocratie, c'est-à-dire qu'elle n'est pas un groupe politique dominant fondé sur une noblesse héréditaire ». Mais, poursuit-il, « la noblesse n'est que l'une des bases possibles d'une origine commune. Le fait qu'elle n'existe pas dans l'élite américaine ne signifie pas que les membres de cette élite soient socialement originaires de toutes les couches formant la société américaine[62] ».

Les étudiants accusent aussi l'université de « produire des individus dotés d'aptitudes particulières exigées par l'ordre industriel plutôt que de préparer des citoyens et de leur apprendre à distinguer la vérité de l'erreur » ou encore « des automates respectables, hautement qualifiés, sûrs, qui rempliront les besoins immédiats des entreprises du gouvernement ». De même, Timothy Leary , professeur à Harvard avant d'en être renvoyé en 1963, prévient ses étudiants que « cette institution et toutes les institutions d'enseignement servent à vous anesthésier, à vous endormir, à s'assurer que vous en partirez fin prêts pour "le grand jeu" où vous tiendrez votre place, à faire de vous des robots comme vos parents, obéissants, efficaces, bien adaptés à leur usage social. Des éléments interchangeables de la machine[63] ». Le pendant politique de ce militantisme étudiant prend le nom de Nouvelle Gauche, pour se distinguer des communistes, des anarchistes et de progressistes américains de la première moitié du XX e siècle, dont elle demeure pourtant l'héritière.

La révolte des campus

En 1968, les SDS revendiquent 700 000 sympathisants dont 100 000 militants, présents dans près de la moitié des campus. Les actions se multiplient. Au premier semestre de l'année universitaire 1967-1968, on rapporte 71 manifestations sur 62 campus ; au second, 201 dans 101 universités. C'est la révolte des campus

(*Campus Unrest*). Ces actions prennent diverses formes : manifestations, marches, *sit-in* mais aussi des *teach-in* , ces débats ouverts à tous où interviennent des étudiants, des enseignants et des figures de la société civile, comme le *teach-in* national contre la guerre du Viêtnam organisé à Washington et celui de Berkeley, tous les deux en mai 1965. Les universités de Columbia , à New York , de Harvard , à Cambridge , près de Boston et, surtout, de Berkeley, dans la baie de San Francisco , deviennent les hauts lieux de la contestation étudiante. Un slogan scandé par les manifestants se répand à travers le pays : « Hé, hé, LBJ, combien d'enfants as-tu tués aujourd'hui ? » (*Hey, hey, LBJ, how many kids did you kill today* ?)[64] . Dans le sondage d'octobre 1969 déjà évoqué, 64 % des étudiants sont contre la guerre – 58 % de la population américaine dans son ensemble. En mai 1970, le drame éclate. À l'université de Kent State, dans l'Ohio , alors que soixante universités sont en grève contre l'intervention de l'armée américaine au Cambodge , la Garde nationale ouvre le feu sur des manifestants désarmés : quatre morts. Plus de 350 campus se mettent alors en grève. En ce même mois de mai, à l'université de Jackson State, dans le Mississippi , deux manifestants noirs sont tués par la police.

Les étudiants manifestent particulièrement contre la politique américaine au Viêtnam . Tout d'abord, beaucoup s'opposent à la conscription et à ses règles d'application compliquées et inégalitaires. Rappelons que, non seulement l'Amérique n'a pas de tradition de conscription en temps de paix, mais qu'elle a même une tradition de résistance à la conscription, illustrée par les émeutes de New York de 1863. La loi de 1940, qui crée le service militaire en temps de paix, est remplacée par le *Selective Service Act* de 1948, renouvelé périodiquement dans les années 1950 et 1960. Celui-ci instaure la conscription avec tirage au sort des jeunes de 18 à 25 ans pour servir 21 mois. Dès l'âge de 18 ans, les Américains doivent se faire enregistrer dans un bureau de recrutement. Il en existe 4 000 de par le pays. Sont exemptés ou bénéficient d'un sursis les étudiants, les soutiens de famille et les membres de professions « utiles et

indispensables à la nation ». La loi prévoit aussi le statut d'objecteur de conscience, le plus souvent pour des raisons religieuses. Ils seront plus de 15 000 en août 1969. Chaque État se voit attribuer un nombre de recrues. Ce sont les bureaux de recrutement qui décident des sursis et des exemptions suivant les critères fédéraux. Une marge d'interprétation est au demeurant inévitable.

Au total, un peu plus de 2 millions d'Américains servent au Viêtnam sur une génération de près de 27 millions de personnes. Mais la conscription paraît très inégalitaire. Parmi les étudiants 23 % sont incorporés, 12 % envoyés au Viêtnam, et 9 % dans des unités combattantes. Or, parmi ceux qui n'ont pas achevé leurs études secondaires, les proportions sont respectivement 42 %, 18 % et 14 %. Sur une promotion à Harvard de 1 200 diplômés en 1970, 2 % seulement sont allés au Viêtnam[65] . Le film à Oscars, *Voyage au bout de l'enfer* (*The Deer Hunter*), avec Robert De Niro, Christophe Walken et Meryl Streep, réalisé en 1978 par Michael Cimino, montre des ouvriers sidérurgistes de Pennsylvanie , d'origine russe, servant au Viêtnam et leur retour aux États-Unis. Les Africains-Américains, eux, constituent 31 % des unités combattantes pour 11 % de la population. En 1966, ils représentent 22 % des soldats tués. Par ailleurs, ils constituent 12 % des effectifs de l'armée de terre pour seulement 3 % des officiers[66] . Somme toute, la conscription fournit près de la moitié des unités de l'armée de terre, soit les troupes les plus exposées. Pour éviter la conscription, certains s'inscrivent à l'université, d'autres se marient, ont des enfants, ou encore fuient au Canada . Ceux-ci sont appelés les *draft-dodgers* (*to dodge* , « éviter »). On estime à 60 000 les jeunes Américains qui s'installent au Canada dans les années 1960, la plupart à Toronto, Vancouver et Ottawa[67] . Au demeurant très minoritaires, certains appelés brûlent même leur livret militaire en public. Au total, ils sont 600 000 à refuser l'incorporation. Un tiers d'entre eux seront poursuivis et près de 9 000 seront condamnés par les tribunaux. Les étudiants s'opposent particulièrement au *Reserve Officers Training Program* (ROTC), qui recrute et forme de futurs officiers sur les campus. En 1966, près de

200 000 étudiants s'engagent *via* le ROTC ; ils ne sont plus que 73 000 en 1973. Or, cette formation, par ailleurs obligatoire, est censée fournir la moitié des officiers qui servent au Viêtnam.

Le mouvement, cependant, se divise et s'essouffle. Dans les années 1970, les membres des SDS se radicalisent et passent dans la clandestinité sous le nom de *Weathermen* , car comme le disent les paroles d'une chanson de Bob Dylan , nul besoin d'un météorologiste pour savoir dans quelle direction souffle le vent[68] . Les membres de ce groupe voient les États-Unis comme « un monstre planétaire, […] un pays riche d'avoir pillé le monde » et prônent la déstabilisation de la société américaine par la violence[69] . De 1970 à 1975, ils revendiquent vingt attentats, dont deux contre la statue de la police de Haymarket, à Chicago, érigée, rappelons-le, en 1889 suite aux incidents meurtriers de 1886, la résidence d'un juge qui a présidé un procès de Black Panthers, des bâtiments militaires à San Francisco , le Centre des affaires internationales à Harvard ou encore des commissariats.

La contre-culture

La rébellion de la jeunesse des années 1960 revêt aussi un aspect culturel essentiel qui donne naissance à ce qu'on appelle la contre-culture, ce terme apparaissant dès 1969. L'origine de ce mouvement apparaît dans les années 1950 avec les *beatniks* , au style de vie bohème, qui rejettent le conformisme ambiant de la classe moyenne, milieu dont ils sont le plus souvent issus, et qui se retrouvent dans les quartiers de Greenwich et de East Village, à New York , de Height Ashbury, à San Francisco , et de Venice West, à Los Angeles . Ils croient en l'autonomie de l'individu dont aucune contrainte qu'elle soit sociale, morale, sexuelle ou autre, ne doit entraver la liberté. Le terme *beatnik* , lui-même, apparaît en 1958 dans le contexte de la guerre froide, sous la plume d'un éditorialiste de San Francisco, par dérision face au Spoutnik soviétique. Dans les années 1960, cette

filiation est reconnue. Gerald Rosenfield , un membre du FSM, revendique pour lui et ses condisciples « l'acceptation détendue d'eux-mêmes qui remonte au rejet des tabous sociaux opéré par les *beatniks* […], la franche acceptation de sa nature sexuelle, [et] l'ouverture aux nouvelles expériences ».

De « nouvelles expériences », comme celles, hallucinogènes, provoquées par l'absorption de drogues chimiques, principalement le LSD (*Lyserg Säure Diethylamid* ou le diéthylamide d'acide lysergique). C'est le mouvement psychédélique. Le neuropsychologue, et, comme nous l'avons vu, un temps enseignant à Harvard , Timothy Leary , un des principaux animateurs du mouvement et auteur de *L'Expérience psychédélique* (1972), décrit sa première prise de champignons hallucinogènes au Mexique en 1959 comme « l'expérience religieuse la plus profonde de [sa] vie[70] ». Le romancier Ken Kesey , auteur de *Vol au-dessus d'un nid de coucous* (*One Flew Over the Cuckoo's Nest*), publié en 1962 et remarquablement mis en scène en 1975 par Miloš Forman avec Jack Nicholson dans le rôle principal, déconstruit les mécanismes de l'oppression dans un hôpital psychiatrique, produit d'une société qui confond le non-conformisme avec une maladie.

La musique tient une place centrale dans la contre-culture. Notons les chansons *folks* pacifistes *Blowin'in the Wind* (1962) de Bob Dylan , prix Nobel de littérature en 2016, *Imagine* (1971) de John Lennon ou encore celles de Joan Baez , un temps la compagne de Dylan, tous les deux des soutiens actifs aux SDS et FSM. À Monterey, en Californie , en 1967 et surtout à Woodstock , dans l'État de New York , en 1969 sont organisés des festivals de contre-culture qui rassemblent des centaines de milliers de personnes sur quelques jours. La contre-culture est incarnée par la musique folk et pop, le blue-jeans, les cheveux longs, les drogues douces (la marijuana) comme dures, le pacifisme, la liberté sexuelle, l'anticonformisme, l'engagement politique, la vie en communauté et des slogans comme « Faites l'amour et pas la guerre » (*Make love, not war*). La contre-culture est enracinée dans la désobéissance civile d'un Thoreau tout comme dans les communautés utopiques du milieu du XIX e siècle. Elle connaîtra,

à l'inverse de son pendant politique et en dépit de ses excès parfois violents, une véritable postérité *mutatis mutandis* .

L'effervescence identitaire et contestataire des années 1960 provoque de profondes mutations au sein de la société américaine, même si celles-ci ne sont acceptées que très progressivement. Dans le sillage du mouvement pour les droits civiques, pour lesquels celui-ci constitue un modèle, tout comme l'abolitionnisme avait, au XIX e siècle, entraîné d'autres mouvements réformistes, les femmes, les Amérindiens, les Hispaniques et les homosexuels s'organisent pour obtenir les droits, la reconnaissance et l'acceptation qui leur sont dus.

Le mouvement féministe

Dans *Les Femmes de Stepford* (*The Stepford Wives*), publié en 1972, le romancier Ira Levin , également auteur d'*Un bébé pour Rosemary* (*Rosemary's Baby* , 1967), imagine une ville résidentielle dans le Connecticut , dans les années 1960, où les femmes sont toutes belles, élégantes, bien maquillées et impeccablement coiffées mais n'aspirent qu'à rester à la maison, à s'occuper de leurs enfants, à faire du shopping et à satisfaire leur époux. Une photographe de New York , Joanna, qui emménage dans la petite ville avec son mari et ses enfants, d'abord surprise, puis méfiante, enquête jusqu'au jour où elle se trouve menacée par les membres du club masculin, dont un ingénieur en robotique, un spécialiste de chirurgie esthétique et un autre expert en élocution, qui contrôlent la ville. Ces femmes sont-elles des robots ? Ont-elles été endoctrinées ? Le roman se termine avec Joanna, belle et élégante, faisant ses courses au supermarché comme un automate, désormais davantage passionnée par la tenue de son intérieur que par la photographie[71] … En 1972, ce roman est toujours d'actualité pour beaucoup de femmes, même si le mouvement féministe, bien structuré, commence alors à gagner d'importantes batailles politiques, juridiques et socio-économiques.

Presque dix ans auparavant, en 1963, Betty Friedan , inspirée par

Simone de Beauvoir et son livre *Le Deuxième Sexe* , paru en 1949 et traduit en anglais en 1953, publie *The Feminine Mystique* , traduit en français sous le titre *La Femme mystifiée* . L'influence de cet ouvrage, un best-seller vendu à plus d'un million d'exemplaires, sur le mouvement féministe ne peut être sous-estimée. Très critique du mode de vie des femmes au foyer américaines (*housewives*), Friedan, diplômée en psychologie, elle-même mariée et mère de trois enfants, dénonce l'entreprise de mystification qui persuade la femme qu'elle doit se consacrer exclusivement à son rôle de mère et d'épouse, quitte à sacrifier non seulement sa carrière mais aussi l'épanouissement de sa personnalité. Une mystique féminine que la femme a intériorisée à son insu et que l'auteure, rappelons-le, qualifie adroitement et éloquemment « de problème qui n'a pas de nom », soit « l'indéfinissable malaise […] pendant des années […] enfoui, inavoué, dans l'esprit des femmes américaines »[72] . L'ouvrage se veut compatissant et pédagogique mais le ton est rude. Friedan compare la situation des femmes américaines à « un camp de concentration confortable » et mentionne le slogan nazi *Kinder, Küche, Kirche* (enfants, cuisine et église), pour résumer leur rôle dans la société américaine[73] .

Dans l'idéal stéréotypé et étouffant des banlieues américaines des années 1950, ce « ghetto féminin », la femme, ironise Friedan , obtient un nouveau diplôme, le Ph. T., soit « *putting your husband through* » ou aider son mari à réussir. « La ménagère comblée [est] la nouvelle héroïne » des magazines, et pour elle, consommatrice experte et critique, « "le désir de perfection" trouve sa satisfaction quand elle fait une bonne affaire dans les magasins[74] ». En 1956, le magazine *Life* mentionne cette épouse de cadre d'entreprise qui fait la cuisine, taille ses propres vêtements, s'occupe des Éclaireuses et de l'association des parents d'élèves, gère des campagnes de quête pour des bonnes causes, fait du trampoline pour maintenir sa silhouette svelte et reçoit 1 500 convives par an[75] ! Au milieu de ces années 1950, André Siegfried confirme que « dans sa jeunesse [la femme américaine] est reine, courtisée, couverte de cadeaux […] jouissant

dès l'adolescence d'une liberté entière » mais qu'une fois mariée et mère, elle « connaît subitement les devoirs, les limitations, [et] la dureté de la vie de ménage aux États-Unis : plus aucune liberté, ni matérielle ni morale, car, au moins dans les petites villes, elle est étroitement surveillée par l'opinion. Le bon temps est fini »[76] . Or, explique Friedan, la femme américaine aspire à bien plus « [qu']un mari, des enfants et une maison » et elle doit affronter et vaincre « la mystique féminine et ses pouvoirs de dissuasion puissants et occultes » afin d'écouter « cette voix intérieure qui la guide vers l'accomplissement de soi »[77] . En 1962, un sondage montre que seulement 10 % des femmes américaines souhaitent pour leurs filles la vie qu'elles ont vécue.

Au travail, les femmes, d'après les chiffres cités par Friedan , représentent 35 % de la population active (pour près de 50 % dans les années 1930), et elles ne gagnent en moyenne que 60 % du salaire des hommes à fonctions égales (ce qu'on appelle le *wage gap*)[78] . Kennedy et le Congrès tentent d'y remédier cette même année 1963 avec le vote d'un texte de loi (l'*Equal Pay Act*), mais celui-ci est contourné par les employeurs et l'État fédéral ne s'emploie pas à le faire respecter. Les femmes sont aussi virtuellement absentes des institutions politiques : en 1960, seize d'entre elles sont élues à la Chambre de représentants et une seule au Sénat.

En 1966 Friedan cofonde la National Organization for Women (NOW). Son objectif est « d'agir pour amener les femmes à participer pleinement au courant de la société américaine, à jouir de tous les privilèges et à exercer toutes les responsabilités en partenaires égales des hommes[79] ». En 1971, NOW comptera 10 000 membres, dont 10 % d'hommes. Dans les mêmes années apparaît un courant féministe plus radical, le Women's Liberation Movement (WLM), plus connu sous le diminutif de *women's lib* , issu à la fois des SDS et du mouvement pour les droits des Africains-Américains, dont les membres dénoncent « les relations coloniales vis-à-vis des hommes » dont souffrent les femmes qui, par conséquent, « doivent lutter pour leur propre indépendance ». Dans un pays né d'un groupe de colonies

qui lutta pour son indépendance, ce discours a une résonance particulière. Plus radicales encore, notons les membres du Women's International Terrorist Conspiracy from Hell ou WITCH (sorcière) qui, en septembre 1968, manifestent devant le bâtiment où se déroule l'élection de Miss America, à Atlantic City, dans le New Jersey , et couronnent un mouton, pour évoquer les concours d'animaux dans les salons agricoles régionaux (*county fairs*), et les fondatrices de la Society for Cutting up Men (SCUM), soit la Société pour castrer les hommes[80] . À l'inverse de NOW, ces trois derniers groupes n'acceptent pas d'hommes en leur sein. Dans *Sexual Politics* , paru en 1971, Kate Millet , qui parle « de lutte des sexes », dénonce les mécanismes de socialisation mis en place dès la petite enfance qui font que « l'on ne naît pas femme, on le devient »[81] .

Somme toute, le mouvement féministe est celui qui a obtenu le plus de résultats concrets. Les femmes deviennent beaucoup plus nombreuses dans la population active : 32 % en 1960, pour 44 % en 1973. Elles se heurtent néanmoins à ce que les Américains appellent le « plafond de verre » (*glass ceiling*) qui limite leur ascension professionnelle. D'ailleurs, signe d'une réelle prise de conscience de leurs droits et de leurs privations, un sondage d'opinions révèle que si, en 1962, deux femmes sur trois ne s'estiment pas victimes de discrimination, en 1970 une femme sur deux le pense. En 1972, elles obtiennent le vote par le Congrès d'un amendement (*Equal Rights Amendment* ou ERA), une revendication apparue dès les années 1920 pour une égalité des droits entre hommes et femmes inscrite dans la Constitution, même si le nombre nécessaire de 38 États ne sera pas atteint[82] . Sur le plan culturel, les universités américaines incluent désormais des départements d'études féminines (150 programmes en 1975) et si, en 1970, 8,5 % des médecins et 5,5 % des juristes sont des femmes, ces proportions grimpent respectivement à 23 % et 28,5 % en une décennie. Les abréviations *Miss* et *Mrs* ., qui indiquent qu'une telle est ou non mariée, sont éliminées de la langue et remplacées par l'unique *Ms.* (prononcé « miz »). De même, dans la langue courante, le suffixe *man* peut désormais être remplacé par un

substantif afin de démasculiniser certaines professions comme *mailman* (facteur) qui devient *mail carrier* . Même la minijupe a des vertus émancipatrices dans les années 1960. Ellen Melinkoff , qui a écrit une histoire du vêtement féminin de 1950 à 1980, explique que « porter une minijupe permettait de se placer dans une position de pouvoir. Elle faisait de nous toujours des objets sexuels mais nous étions des objets sexuels avec le sentiment de notre pouvoir[83] ». Treize ans après le feu vert de la Food and Drug Administration (FDA), l'agence fédérale de contrôle des médicaments et des aliments, pour la commercialisation de la pilule contraceptive, la plus grande victoire des féministes, cependant, demeure l'arrêt de la Cour suprême *Roe vs. Wade* , qui autorise la pratique de l'avortement en 1973[84] . Cette même année, un match de tennis, « La Bataille des Sexes », suivi par des millions de téléspectateurs oppose un homme à une femme, Bobby Riggs et Billie Jean King . Cette dernière l'emporte[85] . Par ailleurs, alors qu'une frange du mouvement féministe s'est aussi battue pour les lesbiennes, dès 1969 est fondé le mouvement de libération des homosexuels (Gay Liberation Front). Divisé en une myriade de groupes, le mouvement gay lutte contre la discrimination en matière d'emploi et de logement, pour l'abolition des lois contre la sodomie en vigueur dans certains États et surtout pour la reconnaissance que l'homosexualité n'est pas une maladie mentale, ce qu'ils obtiennent en 1973 de l'Association des psychiatres américains. Les activistes adoptent le slogan « *gay is good* », qui deviendra peu de temps après « *gay pride* ».

Le renouveau indien

Alors que leur population connaît un net regain – 500 000 personnes en 1960 ; 800 000 en 1970 –, les Amérindiens fondent en 1968 à Minneapolis, dans le Minnesota , l'American Indian Movement ou AIM (qui signifie but). Premiers habitants du continent et ayant combattu militairement le gouvernement des

États-Unis pendant des décennies, les Amérindiens occupent une situation particulière vis-à-vis du reste du pays. Très minoritaires, ces derniers, comme le souligne l'historienne Élise Marienstras, doivent néanmoins se rendre visibles par le biais d'actions spectaculaires et symboliques ainsi que par des slogans chocs. Notons parmi ces derniers le « Custer est mort pour vos péchés » – le général Custer, rappelons-le, fut tué à la bataille de Little Big Horn en 1876 ; ou « le 12 octobre : Jour de solidarité », le 12 octobre 1492 correspondant à l'arrivée de Christophe Colomb aux Amériques[86] . Un des membres du National Indian Youth Council, fondé en 1960, déclare : « beaucoup plus que de notre simple survie, c'est de notre survie en tant qu'Indiens[87] » qu'il s'agit.

Les militants de AIM refusent l'intégration ; ils souhaitent que les nations amérindiennes soient souveraines sur les territoires qui leur ont été assignés et qu'elles négocient des traités avec les États-Unis. À l'image des mouvements noirs radicaux, on parle alors de « nationalisme indien » et de « *Red Power* ». Les Amérindiens veulent exister en tant qu'Amérindiens et afficher cette identité distincte, non seulement ancrée dans la tragédie de la spoliation, des massacres et des traités non respectés mais aussi dans la préservation d'un mode de vie, d'institutions et d'héritages culturels différents de la norme euro-américaine. Or, la politique dite de « *termination* », entérinée par une loi de 1953, entend mettre fin à l'autonomie culturelle et institutionnelle des Amérindiens en en faisant des citoyens américains avec les mêmes droits et devoirs et en supprimant les réserves[88] . Très contestée, cette politique, qui reflète un abandon de Washington et place les nations amérindiennes à la merci de gouvernements des États fédérés, souvent loin de leur être favorables, est amendée dès 1958 avec le droit de chaque nation de choisir ou non de l'adopter. Malgré tout, dans le dessein d'intégration complète qu'elle projette, cette politique est violemment rejetée dans les années 1960.

En novembre 1969, les membres de AIM occupent le rocher d'Alcatraz , ancienne prison (jusqu'en 1963) désaffectée, située au

milieu de la baie de San Francisco , comme symbole de la nudité et de l'état d'abandon de leurs réserves. Ainsi, comme une réserve, l'île est isolée, n'a pas d'eau courante, pas de système d'assainissement, pas de pétrole ni de minerais, pas d'industrie, pas d'hôpitaux, pas d'écoles, elle occupe un terrain infertile sans gibier, et sa population, nombreuse, reste prisonnière. Bien que l'île leur appartienne, ils proposent néanmoins de l'acheter pour « vingt-quatre dollars ($ 24) en perles de verre et en toile rouge », par allusion et dérision à l'achat de l'île de Manhattan par les Hollandais au XVII e siècle, quand « l'homme blanc [acheta] une île qui lui ressemble il y a 300 ans[89] ». Ils y resteront dix-huit mois, jusqu'en juin 1971. En 1972, un groupe d'Amérindiens investit le Bureau des affaires indiennes (BIA) à Washington, la très contestée agence fédérale fondée en 1824, mais surtout, l'année suivante, ils occupent le site hautement symbolique de Wounded Knee , dans le Dakota du Sud , où 300 Sioux avaient été massacrés en 1890, et qui est désormais inclus dans la réserve sioux oglala de Pine Ridge. Cette soudaine attention accordée à cette réserve, avec un taux de chômage à 60 %, une espérance de vie limitée à 46 ans, sans eau ni électricité, dévoile au reste du pays, voire au monde entier, les tragiques conditions de la vie amérindienne dans une Amérique opulente. Rappelons que Wounded Knee avait été la dernière grande bataille des guerres indiennes du XIX e siècle. Assiégés par les forces gouvernementales, près de 1 000 hommes et une quarantaine de blindés, les quelque 200 militants de AIM tiennent 71 jours. Bien que cette action trouve une issue négociée, deux militants de AIM sont tués et une soixantaine sont jugés et incarcérés. Une femme sioux oglala témoigne : « Nous étions libres ! Pour la première fois, nous avons connu la liberté. Nous avons organisé notre hôpital, notre école ; nous avons eu notre propre système de défense le long de nos frontières. Des couples se sont mariés, des enfants sont nés sur une terre libre. Soixante et onze jours durant, le peuple indien a eu le pouvoir[90] . » Beaucoup moins spectaculaire, AIM organise aussi, dans la ligne des *sit-in* ou des *teach-in* , des *fish-in* , ou pêcheries collectives

dans des rivières interdites à la pêche. Au-delà de ces actions ponctuelles, les résultats les plus durables de cet activisme amérindien seront la résolution d'entamer des procès afin de récupérer des territoires et des droits de pêche, de chasse et de conservation des ressources naturelles, comme de réparer des torts occasionnés par la violation des traités par l'État fédéral, un cheminement surnommé « la Piste des traités violés », et la fin de la politique d'assimilation mise en place auparavant.

La naissance de la conscience hispanique

Une des conséquences de la loi sur l'immigration de 1965, qui ne fut d'ailleurs anticipée ni par le Congrès ni par le président Johnson, fut d'opérer un inexorable basculement géographique en faveur des migrants du continent américain, du Mexique surtout. Près d'un million de Mexicains s'établissent aux États-Unis pendant les années 1960. Dans cette même décennie apparaît une nouvelle identité hispanique, fière de ses racines et de sa langue et plus revendicatrice. Cette communauté, cependant, reste fragmentée car elle est diverse et géographiquement dispersée : Mexicains dans le Sud-Ouest et en Californie , exilés cubains en Floride et Portoricains (qui ne sont pas légalement parlant des immigrés) et Dominicains à New York , sans oublier les autres Latino-Américains. Ces derniers ne sont d'ailleurs pas tous de langue espagnole puisque des Brésiliens, certes alors encore peu nombreux, se sont aussi installés aux États-Unis[91] .

La grande majorité des immigrés mexicains, appelés *chicanos* , terme qui est une adaptation péjorative du mot *mexicanos* , sont des journaliers agricoles travaillant dans les grandes fermes de l'Ouest, le plus souvent en Californie . Dès 1962, César Chávez , né en Arizona en 1927, organise un syndicat, appelé United Farm Workers of America (UFWA) et affilié à l'AFL-CIO, pour défendre les droits des *chicanos* de Californie. Trois ans plus tard, il lance une grève (*huelga*) contre les producteurs de raisin. Au bout de cinq ans de lutte, les

producteurs cèdent et acceptent de négocier. Le salaire horaire des journaliers passe de 1,10 à 1,80 dollar. Sur le plan culturel et identitaire, naît le mouvement chicano, ou *movimiento* , qui fait du Sud-Ouest étasunien une terre mythique appelée Aztlán, la terre originelle des Aztèques, envahis par les Européens. Les *chicanos* ne sont plus des immigrés mais sont revenus sur leurs terres ancestrales. Ce sont les Euro-Américains qui sont les étrangers. Ce renversement de perspective donne une nouvelle légitimité à la présence mexicaine sur le sol américain et permet aux *chicanos* d'être fiers de leurs origines. C'est ce qu'on appelle le *chicanismo* . À la suite de manifestations inspirées par ce renouveau culturel, les étudiants hispaniques obtiennent la création de cours et de programmes en histoire et culture latino-américaines dans les universités. Par ailleurs, en 1969, se crée le premier parti poli tique hispanique, La Raza Unida, le mot *raza* signifiant en espagnol à la fois race et peuple. Bien qu'éphémère, ce parti lance et concrétise l'idée d'unir politiquement les divers représentants des communautés hispaniques du pays en un seul mouvement et provoque une prise de conscience sur l'intérêt et l'utilité pour ses membres non seulement de voter, mais aussi de participer, au débat politique. Enfin, en 1970, le Bureau fédéral du recensement (Census Bureau), chargé du recensement décennal, introduit pour la première fois la catégorie « hispanique » dans ses formulaires.

Cette effervescence (parfois violente) culturelle, identitaire, politique et sociale des Noirs, des jeunes, des femmes, des homosexuels, des Amérindiens et des hispaniques, qui distingue les années 1960, exprime un rejet de l'ordre établi et à travers celui-ci du modèle WASP et de ce que les Américains appellent « *the white male* » (l'homme blanc) qui a construit cet ordre en se plaçant à la fois en son centre et à sa tête. Alors que les élections présidentielles de 1960 ont vu la victoire d'un candidat à la fois jeune, irlandais et catholique, à la toute fin de la décennie, celles de 1968 s'annoncent décisives.

1968 : le retour de Nixon

En 1968, la campagne des primaires, surtout chez les démocrates, est d'abord indécise puis agitée avant de devenir tragique. En début d'année, les démocrates comptent sur le président Johnson dont la probable candidature n'est pas affectée constitutionnellement par le XXIIe amendement puisque Johnson n'a effectué qu'un mandat et une année, ayant succédé à Kennedy en novembre 1963[92] . Politiquement affaibli, en crise de confiance avec son électorat, et le peuple américain en général, ce que les Américains appellent le *credibility gap* (le manque de crédibilité), le président Johnson décide pourtant de ne pas se présenter dès le mois de mars, après les primaires du New Hampshire . L'offensive du Têt en février et le massacre de Mỹ Lai en ce même mois de mars créent un contexte défavorable à sa candidature. En avril, alors que le pasteur King est assassiné le 4 à Memphis, dans le Tennessee , deux candidats se lancent dans la succession de Johnson, Robert Kennedy et Hubert H. Humphrey , auxquels il faut ajouter le progressiste Eugene McCarthy , candidat, lui, depuis l'automne 1967[93] .

Père de dix enfants, Robert Kennedy est le frère cadet de JFK. Il occupa le poste de ministre de la Justice (*Attorney General*) sous le mandat de son frère, à l'âge de 35 ans. JFK avait d'ailleurs déclaré en plaisantant à propos de cette nomination : « Je voulais simplement lui donner un peu d'expérience du droit avant qu'il ne commence à le pratiquer[94] . » Depuis l'assassinat de son frère, Robert, dit Bobby, est l'héritier Kennedy . Il a évolué politiquement vers la gauche, épousant les luttes sociales et identitaires de la décennie. Humphrey , ancien maire de Minneapolis, sénateur du Minnesota et vice-président de Johnson, incarne le populisme rural du Midwest. Humphrey est aussi connu pour son appel éloquent et courageux adressé au Parti démocrate « à quitter l'ombre des droits des États pour marcher franchement vers la lumière des droits de l'homme », prononcé lors de la convention de 1948[95] . Réformateur progressiste dans la ligne du New Deal, il se présente comme l'héritier de

Johnson, ce qui affaiblit quelque peu sa candidature. Enfin, Eugene McCarthy , également sénateur du Minnesota, s'oppose ouvertement à la guerre du Viêtnam et incarne l'aile gauche du parti.

En face, chez les républicains, trois candidats à l'investiture : Richard Nixon , Ronald Reagan et Nelson Rockefeller . Élu gouverneur de Californie en 1966, Reagan, d'après ses proches soutiens, peut soutenir la comparaison avec JFK tant sa « superbe » image d'acteur compense son inexpérience politique : il est « beau » et a « une belle femme »[96] , Nancy, ancienne actrice aussi. Nelson Rockefeller, gouverneur de l'État de New York , « une sorte de Kennedy républicain[97] », est un progressiste à la gauche du parti. Au Congrès comme représentant pour la Californie dès 1946, tombeur d'Alger Hiss en 1948, sénateur en 1950, vice-président d'Eisenhower de 1952 à 1960 et adversaire de Kennedy aux présidentielles de 1960, Nixon possède, à l'inverse de ses deux concurrents, une solide expérience politique et des affaires. Il fait figure de favori pour l'investiture républicaine.

En cette année 1968, un candidat indépendant se présente également : George Wallace . Ancien champion de boxe et gouverneur démocrate de l'Alabama , Wallace est connu, rappelons-le, pour ses positions brutalement ségrégationnistes. Populiste du Sud, *new dealer* dans ses politiques et sa vision, Wallace est un candidat de l'ordre face aux agitations sociales et étudiantes. Sa candidature est affaiblie, cependant, par le choix, après avoir même un temps considéré Harland Sanders , le fondateur de la chaîne de restauration Kentucky Fried Chicken (KFC), du général Curtis LeMay , ancien chef d'état-major de l'armée de l'air sous Kennedy , comme colistier. Celui-ci préconise une intensification des bombardements au Nord-Viêtnam, n'excluant pas le recours à l'arme atomique. Un surnom colle à la peau de Wallace et LeMay : « les jumeaux boum-boum » (*Bombsy twins*).

En juin, alors qu'il vient de remporter les primaires démocrates de Californie , Robert Kennedy est assassiné à Los Angeles par un jeune Palestinien de 24 ans de nationalité jordanienne, Sirhan B. Sirhan.

Nous sommes le 5 juin, date anniversaire de la guerre des Six Jours (5-10 juin 1967), qui avait opposé Israël à l'Égypte , la Syrie et la Jordanie . Robert Kennedy n'est pourtant pas le seul candidat qui bénéficie des soutiens des milieux juifs américains, mais c'est un Kennedy, donc une cible privilégiée à cause de son renom et celui de sa famille. Les États-Unis, secoués, sont endeuillés. « Quelle sorte de nation est-ce, dans laquelle Robert F. Kennedy a été assassiné la semaine dernière ? » demande, perplexe, le *New York Times* dans un éditorial intitulé « Une tragédie américaine : le coût terrible de la violence »[98] . La campagne s'interrompt. Les funérailles ont lieu à la cathédrale Saint-Patrick à Manhattan . Le président Johnson est présent, ainsi que Nixon , Humphrey , McCarthy et Earl Warren . Robert Kennedy est enterré au cimetière national d'Arlington , près de Washington, non loin de la tombe de JFK. Une des conséquences de l'assassinat de Robert Kennedy sera la décision de désormais offrir une protection rapprochée à tout candidat aux élections présidentielles.

La campagne reprend avec les deux conventions nationales des partis pendant l'été. Les républicains se retrouvent à Miami , les démocrates, à Chicago. Nixon promet la fin de la guerre du Viêtnam et le retour au calme et à l'ordre aux États-Unis. Il dit écouter « la grande majorité des Américains, des Américains oubliés – de ceux qui ne crient pas, qui ne manifestent pas », « cette voix calme, dans le tumulte des hurlements ». Ces Américains qu'il qualifiera, dans une formule promise au succès, de « majorité silencieuse ». En somme, ceux qui, poursuit Nixon, « donnent son élan au rêve américain »[99] . Avec une touche personnelle, rappelant son origine modeste, le candidat précise : « Je crois au rêve américain parce que je l'ai vu se réaliser dans ma propre vie[100] . » Au retour de « la loi et l'ordre » (*law and order*), en cette année 1968 mouvementée, Nixon ajoute, en s'inspirant de la Nouvelle Frontière de Kennedy de 1960, un peu d'idéal.

Nixon choisit comme colistier Spiro Agnew , un Américain d'origine grecque et de religion orthodoxe, gouverneur du Maryland ,

un État du Sud. Cette nomination surprend. *The Washington Post* ironise sans ménagements en parlant de « désignation politique la plus extravagante depuis que Caligula éleva son cheval à la dignité de consul[101] ». Elle fait pourtant partie de « la stratégie sudiste » du candidat Nixon qui sait que les États dits du Sud profond sont gagnés à Wallace mais pas nécessairement ceux appelés historiquement les *Border States* , c'est-à-dire les États limitrophes au nord et à l'ouest, auxquels il faut ajouter la Floride , où d'ailleurs Nixon se rend régulièrement, entre autres, pour parfaire son bronzage comme l'avait fait Kennedy en Californie en 1960. Nixon ne néglige pas le vote noir non plus, comme il l'avait fait en 1960, se rendant aux obsèques du pasteur King en avril 1968. Le « nouveau Nixon » remporte facilement la nomination du Parti républicain contre Rockefeller et Reagan . Enfin, Nixon accepte qu'un journaliste, Joe McGinniss, suive sa campagne pour en écrire un livre qui sera publié l'année suivante sous le titre *Vendre le président* (*The Selling of the President, 1968*). C'est l'entrée explicite de la publicité dans une campagne électorale.

La convention démocrate, houleuse et indécise, se déroule, elle, dans un Chicago assiégé, ce qui fait le jeu des républicains, de Nixon en particulier. La police et la Garde nationale, soit 17 000 hommes, font face à 10 000 manifestants pacifistes, anarchistes, hippies et membres des SDS. Le romancier Norman Mailer , qui a raconté dans un livre l'histoire des deux conventions, présent à Chicago, témoigne des affrontements : « La police lance l'assaut avec des gaz lacrymogènes, du Mace et leurs matraques. Ils attaquent comme une tronçonneuse coupe le bois […], comme la faucille cingle l'herbe. » L'assaut dure « dix minutes, quinze minutes, avec la férocité absolue d'une tempête tropicale »[102] . Non sans humour, les manifestants désignent un cochon pour représenter le Parti démocrate aux élections[103] … Pendant ce temps, dans une convention agitée, certains délégués criant « *Dump the Hump* » (Balancez Humphrey), le sénateur Humphrey gagne l'investiture face à McCarthy. Ce sera une élection à trois : Nixon, Humphrey, et Wallace.

En novembre, Nixon , qui a parcouru 27 États et non 50 comme en 1960, remporte les élections avec 43,4 % des votants, contre 42,7 % pour Humphrey et 13,5 % pour Wallace. Une courte victoire au suffrage, cependant, 500 000 voix d'avance, mais assez large au collège des grands électeurs, 301 contre 191[104] . Wallace, lui, avec près de 10 millions de voix et 46 grands électeurs, tous du Sud, fait bonne figure[105] . En 1968, comme Kennedy en 1960, Nixon est un *minority president* , c'est-à-dire un candidat qui n'a pas obtenu la majorité des suffrages – les Américains parlent alors de *plurality* , dans le sens de majorité relative. De plus, le Congrès reste démocrate (57 contre 43 au Sénat et 243 contre 192 à la Chambre). Du côté démocrate, Humphrey a recueilli 12 millions de voix de moins que Johnson en 1964. Le Parti démocrate ne contrôle plus le Sud. C'est la fin de ce que les politologues américains appellent la coalition rooseveltienne qui a porté et maintenu au pouvoir les démocrates depuis les années 1930.

CHAPITRE 23

La crise de confiance Les années 1970 (1969-1980)

Quand le président le fait, cela signifie que ce n'est pas illégal.

Richard Nixon (1977)

Marcher sur la Lune

En 1957, les Soviétiques lancent en orbite autour de la terre leur premier satellite, le Spoutnik. Aux États-Unis, le choc est violent. En pleine guerre froide, l'Union soviétique prend la main en matière de conquête spatiale. On parle alors de « Kaputnik » et de « Pearl Harbor technologique ». La science américaine a pris du retard et le prestige du pays est abaissé. Les enjeux sont immenses. Comme le déclarera le président Johnson, « Aux yeux du monde, le premier dans l'espace est le premier tout court ; le second, le second partout[1] ». De surcroît, l'Amérique semble menacée par les possibles applications militaires et nucléaires de l'industrie spatiale russe. Les Américains se doivent de réagir et de gagner la course dans l'espace. Dès 1958, le gouvernement fonde, et dote d'un budget conséquent, la National

Aeronautics and Space Administration (NASA), l'agence fédérale chargée de stimuler, coordonner et mener l'exploration spatiale. Les États-Unis veulent non seulement rattraper leur retard mais reprendre la main. En mai 1961, à peine élu à la présidence, Kennedy annonce : « Je crois que cette nation doit s'engager à réaliser cet objectif, avant la fin de la décennie, qui est de poser un homme sur la Lune[2] . » Le programme Apollo est lancé : objectif Lune. Les moyens sont énormes : 24 milliards de dollars engagés entre 1961 et 1969.

Kennedy ne pourra, hélas !, le constater, mais les Américains parviennent à atteindre ce but ambitieux, de plus dans le délai assez court fixé par le président défunt. Le 20 juillet 1969, devant des millions de téléspectateurs, les astronautes Neil Armstrong et Edwin Aldrin foulent le sol lunaire, plantent un drapeau américain et s'entretiennent même par téléphone avec le président Nixon . Armstrong prononce une phrase passée à la postérité : « Un petit pas pour [un] homme, un bond géant pour l'humanité[3] . » Les Américains ont atteint cette « Nouvelle Frontière », celle de l'espace. Sur Terre, en revanche, les problèmes demeurent.

Sortir du Viêtnam

Mettre fin à la guerre du Viêtnam , cet « os dans la gorge de la nation » selon les termes d'un conseiller du président, et obtenir « une paix honorable » (*peace with honor*), c'était une promesse phare de la campagne de Nixon[4] . Certes, mais comment et à quel prix ? George Ball, sous-secrétaire d'État sous Johnson, avait dès 1964 prévenu que se désengager du Viêtnam serait très difficile. « Une fois sur le dos du tigre, nous ne pouvons être certain de choisir le lieu d'où descendre », avait-il dit. Quatre ans plus tard, Clark Clifford , ministre de la Défense, avouait en prenant ses fonctions : « J'étais sidéré de découvrir que nous n'avions aucune stratégie militaire pour mettre fin à la guerre[5] . »

Nixon n'a pas non plus de stratégie bien établie et sa marge de

manœuvre est étroite mais il fait de la fin du conflit une priorité et il demeure déterminé. Il a pour conseiller un ancien professeur d'Harvard , Henry Kissinger , surnommé « le numéro deux le plus puissant de l'histoire américaine », ou encore « Super-K »[6] . Nixon adopte d'abord une politique de « désaméricanisation » ou de « vietnamisation », selon le point de vue, du conflit et promet la fin de la conscription une fois la guerre finie. Appliquée à toute l'Asie, cette politique constitue un des piliers de la « doctrine Nixon », à savoir que les guerres contre le communisme doivent être conduites par les peuples concernés même si les États-Unis continuent à fournir assistance et matériel. Dans un article de la revue de diplomatie *Foreign Affairs* intitulé « L'Asie après le Viêtnam » et publié en 1967, Nixon expose cette politique. Les États-Unis pourront répondre à une demande collective d'intervention militaire mais après que les nations « menacées » par le communisme auront d'abord affronté le danger elles-mêmes. Clairement, « un des héritages du Viêtnam sera presque certainement que les États-Unis seront réticents à intervenir à nouveau dans les mêmes conditions ». « Le rôle des États-Unis comme gendarme du monde sera probablement limité à l'avenir[7] », ajoute Nixon.

Le nombre de troupes américaines engagées au Viêtnam passe de plus de 500 000 en 1968 à 160 000 en 1971, pour 25 000 en 1972. Parallèlement, les livraisons d'armes et de matériel au Viêtnam du Sud s'intensifient. Elles atteignent près de 10 millions de dollars de 1969 à 1972, soit le double du montant pour la période 1966-1968. Mais il ne s'agit aucunement pour Nixon d'affaiblir la position militaire et diplomatique des États-Unis en donnant l'impression aux Nord-Viêtnamiens que les Américains se retireront quoi qu'il arrive. Washington maintient la pression militaire dans l'espoir de négocier en position de force. Les Américains accentuent leurs bombardements et les étendent secrètement au Cambodge et au Laos , le long de la piste Ho Chi Minh et au Nord-Viêtnam. Un million de tonnes de bombes de plus que sous la présidence Johnson sont larguées sous Nixon. Les États-Unis frappent fort. De plus, en avril 1970, des

troupes américaines et sud-vietnamiennes envahissent le Cambodge, qui servait de base arrière aux Vietcongs et, en février 1971, elles pénètrent au Laos. Les Nord-Viêtnamiens tiennent et ne semblent pas près de céder. Pendant ce temps, Kissinger rencontre les émissaires nord-vietnamiens à Paris 174 fois entre 1968 et 1973.

Aux États-Unis, Nixon est affaibli. La décision d'envahir le Cambodge et le Laos est prise sans l'aval du Congrès. En mai 1970, alors qu'ils manifestent contre l'invasion du Cambodge, des étudiants de l'université de Kent State, dans l'Ohio , rappelons-le, sont tués par la police. En janvier 1971, le Congrès abroge la résolution du Tonkin. En juin de la même année, deux anciens employés du gouvernement, Daniel Ellsberg et Anthony Russo , transmettent au *New York Times* et au *Washington Post* 7 000 pages de notes, de rapports, et de télégrammes diplomatiques secrets rédigés sur le conflit de 1946 à 1968, collectivement appelées « le dossier du Pentagone » (*Pentagon Papers*). Les deux journaux s'empressent de les publier[8] . Le scandale est terrible. Les Américains apprennent soudainement et sans filtre les dessous, les manipulations et les mensonges de leur gouvernement dans sa politique indochinoise. Nixon, qui pourtant n'est pas concerné par ces notes mais qui entretient des rapports tendus, parfois hostiles, avec une presse qui ne lui a jamais été favorable, tente de faire interdire cette publication par un arrêt de la Cour suprême.

Nixon est d'autant plus irrité que le *New York Times* choisit de publier le 13 juin 1971, sur la même première page, à la fois le mariage de sa fille Tricia, qui a eu lieu en grande pompe dans les jardins de la Maison-Blanche, et le premier extrait du « dossier du Pentagone ». Cette double une constitue un affront pour Nixon. L'effort, cependant, est vain. La Cour suprême autorise la parution de ces rapports. Dans son attendu, le juge Hugo Black écrit : « Seule une presse libre, sans contrainte, peut effectivement dévoiler les erreurs d'un gouvernement. » De plus, il évoque « un reportage courageux loin de mériter une condamnation » mais bien à la hauteur « de l'idéal des Pères fondateurs »[9] . Nixon déclarera : « Notre pire ennemi

semble être la presse[10] . » Sur le front, le moral des troupes est au plus bas et les bombardements ne semblent pas produire les effets escomptés.

Ce sont les initiatives diplomatiques du binôme Nixon-Kissinger et une conjoncture internationale apaisée qui vont créer un contexte favorable à l'aboutissement des négociations de paix. C'est l'idée de *linkage* (lien), développée par Nixon pendant sa campagne, soit une diplomatie fondée sur l'interconnexion. Le voyage en Chine de Nixon en février 1972, le ralliement assuré de Moscou à une politique de détente et le fait que les Nord-Viêtnamiens souhaitent trouver les bases d'un accord avec Washington avant les élections présidentielles de l'automne 1972 font que ceux-ci acceptent, sous la pression des Chinois, que le régime sud-vietnamien reste en place. À l'inverse, les Américains acceptent que les opposants au régime de Saigon gardent le contrôle des territoires qu'ils ont conquis, une formule de morcellement appelée « peau de léopard ». L'accord prévoit aussi la libération des prisonniers américains, des élections au Sud-Viêtnam et des négociations pour une réunification des deux Viêtnams. La paix est signée à Paris en janvier 1973. Ce n'est pas la paix avec les honneurs que Nixon espérait, mais celle-ci n'en reste pas moins une victoire politique et diplomatique.

L'effroyable bilan

Le bilan de la guerre du Viêtnam est terrible. Tout d'abord, le coût humain est colossal : 57 000 morts chez les Américains et 270 000 blessés. Sans doute plus de 500 000 morts chez les Viêtnamiens du Sud, dont 300 000 civils. Le chiffre pour le Viêtnam du Nord est incertain, mais plus de 600 000 morts très probablement. Les Américains ont largué 6 millions de tonnes de bombes en plus de 500 000 missions aériennes. Le coût financier est aussi gigantesque : plus de 120 milliards de dollars. Ce chiffre est à rapprocher des 15,5 milliards de dollars de la Grande Société. Comme le dénonça

Martin Luther King en 1967, même s'il n'avait pas seulement, bien sûr, en tête l'aspect financier, « les promesses de la Grande Société ont été abattues sur les champs de bataille du Viêtnam[11] ». Un historien américain a calculé qu'il fallait, en 1967, 322 000 dollars pour tuer un Vietcong, chiffre qu'il a comparé aux 53 dollars nécessaires par personne pour lutter contre la pauvreté[12].

Il ne faut pas oublier, ni sous-estimer non plus, ce que l'on pourrait appeler le coût psychologique de la guerre. Les États-Unis ont été véritablement secoués par ce conflit désastreux et en sortent profondément divisés, meurtris même. Pour la première fois dans l'histoire du pays, l'impopularité de la guerre a atteint des sommets vertigineux. On découvrira plus tard, dès la fin des années 1970 et au cours de la décennie suivante, grâce à la publication de témoignages de soldats et par des films comme *Apocalypse Now* de Francis Ford Coppola (1979), *Rambo* de Ted Kotcheff (1982), ou, rappelons-les, *Voyage au bout de l'enfer* (*The Dear Hunter* , 1978) et *Né un 4 juillet* (*Born of Fourth of July* , 1989), l'impact destructeur et durable de la guerre sur les soldats de retour au pays, les « *Viet Vets* ». Dans un recueil de lettres de combattants publié en 1985, un soldat témoigne de sa détresse à la mère d'un de ses camarades tué et à qui il n'ose, cependant, avouer la vérité sur son fils. « Je suis malade à la fois physiquement et mentalement. Je fume trop, je tousse tout le temps, je ne mange jamais, je m'assois toujours dans un brouillard. Nous sommes tous dans cette condition générale. Nous avons tous peur de mourir, et tout ce que nous pouvons faire est de compter les jours avant de rentrer à la maison. » Il poursuit : « Nous sommes tous désespérément en manque d'affection. Quand nous allons à Saigon, nous dépensons toute notre solde en femmes et en bière. Certaines nuits je ne peux dormir. J'ai peur d'être seul la nuit. Les armes ne me dérangent plus – je ne les entends plus »[13] . Sur le front, des soldats portaient les quatre U sur leur casque : « *The Unwilling led by the Unqualified doing the Unnecessary for the Ungrateful* », qui peut se traduire par « Ceux qui ne veulent pas, menés par des incompétents, accomplissant une tâche inutile pour des ingrats »[14] .

Ajoutons que deux ans après les accords de paix de Paris, en mars 1975, le régime de Saigon s'effondrera, les deux Viêtnams seront réunifiés après l'invasion du Sud par les Nord-Viêtnamiens, et, sur plusieurs années, des centaines de milliers de réfugiés de toute l'Indochine , appelés *boat people* , s'enfuiront par mer. Les États-Unis en accepteront plus de 600 000 de 1978 à 1984[15] .

Un voyage en Chine

Depuis la victoire des communistes en Chine , en 1949, les États-Unis ne reconnaissent diplomatiquement que la Chine nationaliste, c'est-à-dire Taïwan , avec laquelle ils signent un traité de défense mutuelle en 1954. Cette même année, le secrétaire d'État John Fuster Dulles refuse ostensiblement, lors d'une conférence tenue à Genève sur la Corée, de serrer la main du Premier ministre chinois Zhou Enlai, de peur de fâcher le puissant groupe de pression dont Taïwan bénéficie à Washington, le « *China lobby* ». La conjoncture évolue pourtant dans la seconde moitié des années 1960. Les États-Unis veulent se désengager du Viêtnam , le schisme sino-soviétique apparu dès 1960 vire à la confrontation militaire et la Chine, qui possède l'arme atomique depuis 1964, s'enlise dans sa désastreuse et meurtrière Révolution culturelle et demeure de plus en plus isolée. C'est alors que Nixon prend le risque de modifier en profondeur les relations des États-Unis avec « les deux Chines », une véritable volte-face diplomatique et politique, en jouant ce qu'on a appelé la « carte chinoise » (*China card*) face à l'URSS. C'est l'inauguration de la diplomatie triangulaire : Chine, URSS, États-Unis. Sur le plan intérieur, Nixon, du fait de son anticommunisme viscéral apparu spectaculairement du temps du maccarthysme – on parle à son sujet d'un membre encarté du Parti anticommuniste (*card-carrying anti-Communist*) –, peut se le permettre, ne pouvant être attaqué par le « *China lobby* ». On dira même plus tard : « Seul Nixon pouvait aller en Chine[16] . »

Nixon , qui voit l'Amérique comme « une puissance Pacifique », estime qu'il ne faut plus laisser la Chine « dans un isolement plein de ressentiment » (*angry isolation*) mais que celle-ci, en retour, doit accepter « les règles de civilité internationale ». Dans un parallèle audacieux, Nixon conclut que « traiter avec la Chine communiste c'est comme essayer de surmonter les éléments les plus explosifs de nos ghettos » et qu'il faut, en utilisant la force comme l'éducation, ne plus laisser ces populations qui « se sont exilées de la société d'elles-mêmes (*self-exiled*) le rester indéfiniment »[17] .

Dès sa prise du pouvoir en 1969, le président américain lève les restrictions commerciales et l'interdiction de voyager en République populaire de Chine et prend la décision de retirer la VII^{e} flotte du détroit de Taïwan , entre l'île et la Chine continentale. Au demeurant, le rapprochement diplomatique se déroule dans le plus grand secret, Washington et Pékin communiquant par le biais du Pakistan . Au printemps 1970 s'ouvre « la diplomatie du ping-pong », lorsqu'une équipe américaine de tennis de table est invitée en tournée en Chine. En 1971, secrètement en juillet et publiquement en octobre, Kissinger effectue deux séjours à Pékin pour préparer la visite de Nixon . Une invitation est lancée par Mao pour février 1972, année électorale aux États-Unis. Kissinger écrira que celle-ci fut le plus grand message reçu par un président américain depuis la Seconde Guerre mondiale, puis rectifiera en disant, depuis la guerre de Sécession[18] . En juillet 1971, Nixon annonce au pays, à la surprise générale, qu'il va se rendre en Chine pour un « voyage pour la paix ». Au même moment, l'Assemblée générale des Nations unies accepte, par un vote de 76 voix contre 35 (17 abstentions), d'admettre en son sein (et au Conseil permanent de sécurité) la Chine à la place de Taïwan, rappelons-le un des membres fondateurs, désormais exclu. Ce vote est une défaite pour Washington. Au demeurant, le vent de l'opinion publique a tourné aux États-Unis. On comptait 11 % d'opinions favorables à l'admission de la Chine à l'ONU en 1950 pour 45 % en 1971[19] .

À la veille de son voyage en Chine , Nixon déclare que celui-ci

équivaut à un voyage sur la Lune, tant le pays apparaît « mystérieux », selon le mot de Kissinger , aux autorités américaines[20] . Notons à ce propos que cette méconnaissance de la Chine doit beaucoup au maccarthysme – auquel Nixon a pleinement participé – qui vingt ans plus tôt a bâillonné, voire éliminé, les meilleurs sinologues américains. Nixon, qui a promis de serrer la main de Zhou Enlai pour réparer l'affront de 1954, est en Chine du 21 au 28 février 1972. Les conversations entre Nixon et Mao furent toutes cordiales et émaillées de plaisanteries. Mao confia à son invité qu'il aurait voté pour lui lors des élections présidentielles de 1960 et avoir lu (et apprécié) son ouvrage *Six Crises* [21] . Suivra le communiqué commun de Shanghai, dans lequel les deux pays officialisent la reprise du dialogue, s'opposent à ce que tout pays ait une vision hégémonique sur la région Asie-Pacifique (message destiné à l'URSS), et préconisent la politique dite « d'une seule Chine », sans que, bien entendu, la question de Taïwan ne soit réglée, tant s'en faut.

« C'est la semaine qui a changé le monde[22] », dira Nixon à son retour, sans craindre l'hyperbole. Sans changer le monde, ce voyage a néanmoins bouleversé durablement la politique chinoise des États-Unis et a changé le rapport de force vis-à-vis de l'Union soviétique, tout en permettant de mettre un terme à la guerre du Viêtnam . Pour l'Amérique, c'est assurément un moment historique. Il en résultera le retour des relations diplomatiques entre les deux pays à partir du 1er janvier 1979[23] .

La politique de la Détente

La diplomatie du duo Nixon-Kissinger entérine ce qu'ils perçoivent résolument comme la fin de l'après-guerre. Le rétablissement des liens avec la Chine continentale et une relation apaisée avec l'Union soviétique, ce que les historiens appellent la Détente, constituent les deux piliers de cette nouvelle ère. La paix entre les deux grands repose, depuis la fin des années 1950, sur la

folle doctrine de « la destruction mutuelle garantie » ou « *mutual assured destruction* », dont l'acronyme MAD peut signifier fou ou en colère. Le principe est que chaque camp jouit d'une capacité de seconde frappe nucléaire assez terrifiante pour dissuader l'autre camp d'une première frappe. C'est ce qu'on appelle aussi l'équilibre de la terreur. La Détente cherche à limiter la course aux armements tout en préservant cet équilibre.

C'est Johnson qui initia la politique de la Détente en signant avec l'Union soviétique un accord limitant la production d'uranium à usage militaire en 1964 et un autre interdisant l'arme nucléaire dans l'espace en 1966. En 1968, afin principalement d'empêcher l'Allemagne de l'Ouest d'acquérir l'arme nucléaire, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union soviétique ratifièrent le Traité de non-prolifération (*Non-proliferation Treaty* ou NPT). Plus d'une centaine de nations adhérèrent à ce traité mais la France , Israël , l'Inde, le Pakistan et l'Afrique du Sud refusèrent. Fort de cette avancée, Johnson avait prévu de se rendre à l'automne 1968 en URSS, mais l'invasion de Prague en août annula la rencontre. Paradoxalement pourtant, cette brutale fin soviétique au Printemps de Prague fit avancer à moyen terme la Détente car les Américains mirent un point d'honneur à ne pas intervenir face à une Union soviétique visiblement affaiblie. Quatre ans plus tard, Nixon fait de la Détente une de ses priorités en politique extérieure.

Dès 1969, Kissinger rencontre régulièrement son principal interlocuteur russe, Anatoli Dobrynine , ambassadeur à Washington. On compte plus de 130 entretiens en 1972 seulement. Les négociations russo-américaines, extrêmement complexes sur un plan militaire, politique et diplomatique, durent trois ans. Du 22 au 26 mai 1972, Nixon se rend à Moscou où il rencontre Brejnev – c'est le sommet de Moscou. Comme quelques mois plus tôt avec Mao Zedong , la rencontre est éminemment cordiale, les deux chefs d'État, nonobstant des négociations ardues, échangeant des plaisanteries. Lorsque Brejnev évoque le souvenir de Roosevelt , Nixon, qui ce jour-là n'a pas convié Kissinger (qui en prit ombrage) à la rencontre,

répond que les relations entre Churchill , Roosevelt et Staline furent généralement bonnes avant que leurs subordonnés ne s'en mêlent. Devant un tableau représentant la Sainte Cène, Brejnev remarque que le Christ et les apôtres formaient le politburo de l'époque… Comme cadeaux mutuels, Brejnev, comme il l'avait demandé, se voit offrir une Cadillac et Nixon, qui ne souhaitait pas un tableau d'art moderne, reçut un hydroptère pour sa résidence à Key Biscayne en Floride[24] .

À Moscou , plusieurs traités sont signés. Notons un accord de coopération scientifique et spatiale entre la NASA et l'Académie des sciences de Moscou, un autre sur la dette russe datant du prêt bail de 1941 sous Roosevelt (les Américains et les Russes s'accordant sur un montant de 700 millions de dollars), et des accords commerciaux, dont la promesse d'octroyer à l'URSS le statut de la nation la plus favorisée (*Most Favored Nation* ou MFN) sous réserve d'un vote favorable au Congrès. En 1972, l'Union soviétique importe près du quart de la récolte de blé américaine. L'essentiel est, bien entendu, l'accord sur les armes nucléaires ou SALT I (*Strategic Arms Limitation Treaty*). En substance, les deux supergrands acceptent de limiter le déploiement de missiles antimissiles (*Anti Ballistic Missiles* ou ABM) sur deux sites (puis un en 1974) et de geler sur cinq ans le nombre de missiles intercontinentaux (*Inter Continental Ballistic Missiles* ou ICBM) à 1 054 missiles terrestres et 650 lancés à partir de sous-marins pour les Américains, contre respectivement 1409 et 950 pour les Russes. Nixon , qui adopte le principe de la « suffisance » à défaut de la « supériorité » avec Moscou en matière d'armes nucléaires et qui ne peut pas obtenir davantage en 1972, ne recherche pas le désarmement mais voit les accords SALT I comme une base de départ pour de futurs traités. À la demande des Russes, les Américains signent également un texte intitulé « Principes de base des relations entre les États-Unis d'Amérique et l'URSS », qu'on appellera ultérieurement la « charte de la Détente », entérinant et codifiant en des termes très abstraits la coexistence pacifique entre les deux grands.

Comme après son séjour en Chine , Nixon , qui visite aussi la Pologne et l'Iran , fait un retour triomphal en Amérique. Le 1er juin 1972, il prononce, au Congrès, un discours aux accents wilsoniens assurant rapporter de Moscou non pas « la certitude de la paix » mais plutôt « le meilleur espoir de paix possible »[25] . En ce même mois de juin, 60 % des Américains se disent satisfaits de l'action de leur président, ce qui est de très bon augure pour sa réélection.

La réélection triomphale de Nixon

Les succès diplomatiques et une politique économique qui bloque la hausse des prix et fait reculer le chômage semblent assurer à Nixon une belle victoire électorale en 1972. Ce scrutin revêt une nouveauté. Le XXVIe amendement, ratifié en 1971, abaisse la majorité électorale à 18 ans. L'électorat rajeunit. Espérant capter ces nouveaux électeurs, les démocrates, toujours très divisés, choisissent un candidat très à gauche, le sénateur du Dakota du Nord , George McGovern , après qu'une tentative d'assassinat laisse paralysé George Wallace qui avait accepté de participer aux primaires du parti. Pilote pendant la Seconde Guerre mondiale, à la Chambre depuis 1956 et au Sénat depuis 1962, McGovern est un fervent opposant à la guerre du Viêtnam . McGovern propose aussi un revenu minimum inconditionnel de 1 000 dollars pour chaque Américain, plus généreux que le *Family Assistance Plan* (FAP) de Nixon qui sera défait au Sénat. Nixon se félicite du choix démocrate. Ne déclare-t-il pas, avec moquerie, « le sénateur qui ? », puis avec suffisance : « Les élections étaient terminées le jour où McGovern fut investi »[26] ? Après l'abandon de son premier choix tardivement dans la campagne, McGovern prend finalement comme colistier Sargent Shriver , le beau-frère catholique du défunt président Kennedy . Le *ticket* démocrate est durement attaqué pour son progressisme, pour ne pas dire son radicalisme. En référence au très influent club d'automobilistes l'American Automobile Association, fondé en 1902,

les républicains parlent des candidats *Triple A* pour acide, amnistie, avortement.

Nixon gagne les élections avec un raz-de-marée. Le candidat républicain remporte tous les États à l'exception du seul Massachusetts , l'État des Kennedy , et du District of Columbia (Washington), majoritairement peuplé de Noirs. Rarement victoire fut aussi imposante ou, selon le point de vue, défaite plus cuisante. Nixon obtient 520 grands électeurs contre 17 pour McGovern et 60,7 % du vote populaire, soit 47 millions de voix. Mais sans doute s'agit-il davantage d'une victoire personnelle (ou d'une défaite personnelle de McGovern) car les républicains ne contrôlent pas le Congrès, ce qui surprend étant donné l'énorme marge dans le scrutin. Comme l'écrit l'historien français André Kaspi, en 1972 les électeurs américains semblent être davantage nixoniens que républicains[27] .

La présidence impériale

En 1973, alors que Nixon est au faîte de sa popularité et de son pouvoir, l'historien progressiste américain Arthur Schlesinger Jr., ancien conseiller de Kennedy , publie un ouvrage qui aura une grande influence dans les études politiques intitulé : *The Imperial Presidency* . La présidence impériale, parfaitement incarnée par Nixon en qui Schlesinger perçoit « une confluence singulière entre l'homme et la fonction », marque « la centralisation sans précédent du pouvoir de guerre et de paix dans la présidence » aux dépens du législatif, exclu du processus de décision, tout comme la presse et l'opinion publique. Pour Schlesinger, la présidence impériale, « une combinaison de doctrines et d'émotions », est « une création de la politique extérieure », alimentée par « l'idée d'une crise permanente et universelle, la peur du communisme, [et] la foi dans le devoir et le droit des États-Unis d'intervenir rapidement partout dans le monde »[28] . Schlesinger analyse la présidence imperiale, initiée par George Washington même, comme un processus politique et

constitutionnel qui s'étend de manière plus cyclique que linéaire sur la longue durée au cours de l'histoire des États-Unis et identifie la guerre comme un facteur décisif. Ce constat se retrouve d'ailleurs dès 1788 sous la plume des défenseurs de la Constitution dans le Fédéraliste 8 : « Il est dans la nature de la guerre d'augmenter [la force de l']exécutif aux dépens de l'autorité législative[29] . »

Schlesinger voit en Nixon , auquel il n'est pas favorable, l'aboutissement de ce processus, prétextant une présidence plébiscitaire après son succès de l'automne 1972. Par ailleurs, la présidence impériale est pour Schlesinger le reflet d'une évolution négative. Les deux mandats de Nixon, en qui Schlesinger voit « un mélange intérieur de vulnérabilité et d'ambition », créent, de ce point de vue, une révolution institutionnelle. Nixon, « pour qui la politique est une guerre » (*warfare of politics*), a conduit « la logique de la présidence impériale à un point de non-retour »[30] . La théorie de Schlesinger a depuis été nuancée, voire disputée par les historiens et politologues qui ont souligné, d'une part, que dix ans avant la publication de ce livre, l'auteur était partisan d'une présidence forte et que, d'autre part, celle-ci peut exercer une influence salutaire en impulsant des programmes sociaux par exemple[31] . Mais force est de constater l'acuité des observations de Schlesinger et sa capacité à les agencer dans une théorie, et ce dès 1973.

La Constitution stipule que le Congrès a le pouvoir de déclarer la guerre et le président de la faire. Cette distinction a permis aux présidents d'envoyer des troupes combattantes à l'étranger, voire d'initier un conflit. En 1971, Barry Goldwater , adversaire de Johnson aux présidentielles de 1964, remarque « que sur 150 guerres dans lesquelles les États-Unis ont combattu, seulement 5 furent déclarées[32] » par le Congrès. Comme le note Pierre Melandri, la guerre du Viêtnam marque l'apogée de ce phénomène, auquel le Congrès fut longtemps complice, mais aussi son recul car non seulement Washington ne peut atteindre ses objectifs en Asie du Sud-Est, mais c'est l'exécutif qui impulse le désengagement[33] . Les guerres, certes, mais aussi les plus ou moins discrètes interventions

extérieures, par le biais de la CIA, comme en Iran en 1953 pour renverser Mossadegh et instaurer le Chah, à Cuba en 1961 pour tenter de mettre fin au régime castriste, et plus récemment au Chili contre le président démocratiquement élu Salvador Allende en 1973, pour éviter, comme le déclarera Nixon , « d'avoir l'Amérique latine prise dans un sandwich rouge avec Cuba[34] ».

La présidence, depuis Truman , s'appuie aussi désormais sur une administration très étoffée. Le président Hoover , dans les années 1920, avait trois secrétaires. À partir de Truman, le président s'entoure de conseillers spécialisés dans divers domaines : 37 pour Eisenhower en 1959 ; 23 pour Kennedy ; et 48 pour Nixon . Sous Kennedy, le personnel du Bureau de l'Exécutif (Executive Office) se chiffre à 1 600, sous Nixon à plus de 5 000. Le nombre de décrets exécutifs (*executive orders*), qui permettent à la présidence de contourner le Congrès, décuple : 5 600 entre 1940 et 1970 contre 900 entre 1889 et 1939. À cela s'ajoute la culture du secret, ce que les politologues nomment « le privilège de l'exécutif », adoptée par l'exécutif sous Eisenhower et dont Nixon fut un très fervent partisan et praticien. Les présidents ont aussi recours à ce que l'on appelle l'*impoundment* (*to impound* , « saisir »), qui autorise le président à geler les fonds destinés à tel ou tel projet adopté par le Congrès, en prétextant un manque de ressources. Là encore, Nixon, plus que tout autre de ses prédécesseurs, a recours régulièrement à cette pratique et à grande échelle. Schlesinger avance qu'en 1973 Nixon a gelé plus de cent programmes fédéraux, en matière de politique sociale et environnementale, pour un montant de 15 milliards de dollars et parle « d'usurpation de l'exécutif » et de « suprématie présidentielle »[35] . Nixon utilise l'*impoundment* en fait comme une arme politique, un veto sélectif (*item veto*) mais plus efficacement car le veto peut être contrecarré par le Congrès avec une majorité des deux tiers, contrairement à l'*impoundment* . En 1974, le Congrès votera une loi (*Congressional Budget and Impoundment Control Act*) afin de limiter ce gel des fonds à 45 jours.

Idéalement incarnée par Nixon , la présidence impériale est

pourtant au bord de la rupture au début de ces années 1970, lorsque ce qui parut au premier abord une petite affaire va, en fait, provoquer une des plus graves crises institutionnelles de l'histoire du pays.

Le Watergate : « Un cambriolage de troisième ordre »

Le 17 juin 1972, le gardien de l'immeuble du Watergate, à Washington, siège du quartier général du Parti démocrate, remarque qu'une porte a été forcée. Il appelle la police qui arrête en flagrant délit cinq hommes gantés et équipés de talkies-walkies ainsi que de micros. Trois d'entre eux ont plusieurs milliers de dollars en coupures de cent dollars dans leurs poches. Les cinq hommes sont quatre réfugiés cubains anticastristes et un certain James McCord . « Une tentative de cambriolage de troisième ordre[36] », déclarera le porte-parole de la Maison-Blanche. Pourtant, un carnet d'adresses, trouvé dans la chambre d'hôtel des prévenus, indique le nom d'Howard Hunt , suivi de la mention « *White H.* », Maison-Blanche donc. Lors de son interrogatoire, McCord, expert en espionnage électronique, reconnaît avoir travaillé pour la CIA et faire partie du Comité pour la réélection du président ou CRP, aussi connu sous le nom péjoratif de « *creep* », terme familier tiré du verbe *to creep* , « ramper », et prenant le sens générique de répugnant par allusion aux reptiles. Le CRP avait été mis en place afin de permettre à Nixon de faire campagne indépendamment du Parti républicain, qui a son propre comité dirigé par le sénateur du Kansas Robert J. (Bob) Dole , en collectant ses propres fonds. De fil en aiguille, Hunt mène à Charles W. Colson , un proche assistant du président, à qui on avait un jour conseillé « de toujours marcher le dos au mur de peur d'être poignardé[37] ». Puis G. Gordon Liddy, conseiller juridique du CRP, tout comme John N. Mitchell, son directeur et ancien ministre de la Justice, quittent tous deux le Comité dès l'été 1972. Pour quelles

raisons ? Par ailleurs, qui a commandité cette effraction ? Quel était son objectif ? Pourquoi poser des micros au QG d'un parti alors que peu ou rien de confidentiel ne s'y décide vraiment ? Dès le 22 juin, Nixon précise clairement que « la Maison-Blanche n'a aucune part » dans cette affaire…

Le Washington Post mène l'enquête

Sans vouloir exagérer le rôle du *Washington Post* dans l'enquête, force est de constater le talent, la ténacité et certainement le courage des deux journalistes, Bob Woodward et Carl Bernstein , surnommés ensemble « woodstein » et superbement incarnés au cinéma dès 1976, respectivement par Robert Redford et Dustin Hoffman, dans *Les Hommes du président* . Ces deux reporters mènent leur propre enquête, émaillée de papiers, plus ou moins risqués, publiés régulièrement dans le journal afin de rendre compte à leurs lecteurs de leurs découvertes[38] . Notons aussi le courage politique du comité éditorial du *Washington Post* et surtout de sa propriétaire, Katharine (Kay) Graham, qui, en dépit d'une pression du pouvoir que l'on peut imaginer intense, acceptent de suivre et de soutenir Woodward et Bernstein. « Kathie Graham va se faire prendre les miches dans une grande essoreuse si cette histoire est publiée[39] », déclara Mitchell à Bernstein en pleine enquête. Nixon lui-même confiera, en octobre 1972 à Harry R. Haldeman , un de ses proches assistants, à propos du *Washington Post* , que « s'il commence, il les tuera. Qu'il n'y ait aucun doute là-dessus[40] ».

Assurément, les deux journalistes n'ont pu démêler les écheveaux d'une affaire particulièrement complexe, « une histoire alambiquée [et] mystérieuse » comme la décrira Woodward , que grâce à de nombreux contacts et informateurs. L'un d'entre eux, surnommé « Gorge profonde » (*Deep Throat*), à la fois en référence à une expression journalistique, « *on deep background* », utilisée pour qualifier une source ultraconfidentielle dont l'identité ne doit

absolument pas être dévoilée, et par allusion au titre d'un film pornographique, sorti en 1972, qui connut un vif succès, joua cependant un rôle prépondérant[41] . Gorge profonde, que Woodward rencontrait en pleine nuit dans un parking souterrain auquel il se rendait en prenant successivement deux taxis afin de s'assurer de ne pas être suivi, donna aux deux reporters « un principe organisateur » pour leur enquête, en leur distillant des informations et des noms au compte-gouttes ainsi que des pistes à suivre[42] . L'identité de ce mystérieux informateur, manifestement très haut placé, resta un secret pendant des décennies, nourrissant les plus vives et les plus folles spéculations, jusqu'à quelques années avant sa mort en 2008. C'est en 2005 qu'un article révélation intitulé « Je suis le type qu'on appelait Gorge profonde » paraît dans le magazine *Vanity Fair* [43] . Gorge profonde est Mark Felt , un homme du sérail, le numéro deux du FBI. Woodward, alors estafette dans la Navy, fit sa connaissance en 1969 dans les couloirs de la Maison-Blanche où il consignait des messages top secrets. Les deux hommes se lièrent d'amitié, Felt devenant une sorte de mentor.

Or, en mai 1972, à la mort de J. Edgar Hoover , directeur du FBI depuis 1924, soit pendant près d'un demi-siècle, Nixon nomme L. Patrick Gray, un homme du département de la Justice, pour lui succéder. Felt écrira dans ses Mémoires qu'il n'aurait pas « imaginé un instant que le président nommerait quelqu'un d'extérieur au Bureau pour remplacer » Hoover. Et, poursuit-il, « je me suis laissé aller à penser que j'avais une excellente chance d'être choisi »[44] . Felt nourrira un indéniable – et compréhensible – ressentiment envers Nixon pour cette nomination. Mais il y a plus. Felt n'apprécie guère les hommes et les méthodes du président. Il y a dans Felt, le lanceur d'alerte, un côté à la fois traître et patriote, voire justicier[45] . Au demeurant, Nixon comprendra que Gorge profonde est Mark Felt mais ne le divulguera à personne[46] .

Le système Nixon

Au-delà de l'affaire elle-même, le scandale du Watergate révèle les pratiques de Nixon et de ses aides, pratiques qui choqueront durablement l'opinion publique. Le système Nixon tient à la fois du secret et de la paranoïa. Ne gouvernant pas avec son cabinet, Nixon s'entoure véritablement d'une garde rapprochée, dont H. R. Halderman et John D. Ehrlichman forment à eux deux « le mur de Berlin », tant ils gardent jalousement l'accès au président. D'autres, tel James McCord , John W. Dean , Charles W. Colson , Gordon Liddy ou Howard Hunt accomplissent des tâches plus ou moins légales au sein du staff présidentiel de la Maison-Blanche ou au Comité pour la réélection du président. Ulcéré par la publication du « dossier du Pentagone » par le *New York Times* en 1971, Nixon crée dès cette année-là une Unité spéciale d'investigations, qui sera appelée une équipe de « plombiers », chargée de colmater les fuites. Tous les coups sont permis, semble-t-il : blanchiment d'argent pour la campagne électorale de 1972, valises de billets de la main à la main, commissions illicites, pose de micros, écoutes téléphoniques, ouvertures du courrier, cambriolages et fouilles de bureaux, faux témoignages et subordination de témoins, entrave à l'exercice de la justice, faux et usage de faux, destruction de preuves… L'idée d'employer ces méthodes, notamment les écoutes téléphoniques, le contrôle du courrier, les vols par effraction et le recrutement d'informateurs mineurs pour infiltrer les campus naît, en fait, dès 1970, avec ce qu'on appelle « le plan Huston », du nom de Tom Charles Huston, un conseiller de Nixon ultraconservateur. Il s'agit alors de lutter contre les mouvements pacifistes et la gauche étudiante. Hoover s'oppose à la mise en place de ce plan d'action à moins que Nixon ne lui en donne l'ordre par écrit, ce que le président se garde bien de faire. Le plan est enterré. Huston est remplacé par John W. Dean. Les « plombiers » succèdent au défunt « plan Huston ».

Une des actions des « plombiers », en fait la même équipe qui a été arrêtée au Watergate, fut d'entrer par effraction en

septembre 1971 dans le cabinet du psychologue de Daniel Ellsberg à Los Angeles – rappelons-le, l'homme responsable des fuites dans la presse du « dossier du Pentagone » – afin de saisir son dossier médical pour le discréditer. « Nous voulons le détruire dans la presse[47] », dit Nixon à Mitchell et Kissinger le 30 juin 1971. Au demeurant, Nixon n'est pas le seul président à avoir utilisé divers moyens légaux ou illégaux ou à avoir eu recours au FBI, à la CIA ou à l'administration des impôts (Internal Revenue Service ou IRS) contre ses ennemis, voire des journalistes, mais il porte la systématisation de ce type d'actions à son paroxysme. Nixon, en jouant sur la rivalité entre les agences fédérales et leurs dirigeants, essaya vainement d'utiliser la CIA pour mettre fin à l'enquête du FBI dans l'affaire du Watergate. Nixon pouvait réserver un terrible sort à ses ennemis, comme en témoigne cette déclaration : « Un jour, nous les aurons. Nous finirons par les mettre à terre. Et nous les piétinerons, nous les écraserons, encore et encore. […] Il faut parvenir à les jeter au sol, pour marcher sur leur corps, les écrabouiller, sans aucune pitié[48] . » Avant de devenir une crise politique et institutionnelle majeure dans l'histoire contemporaine du pays, le Watergate lève le voile sur ce système.

La Maison-Blanche face au Congrès et à la justice

Le Watergate est aussi une affaire judiciaire. À la mi-septembre 1972, les quatre Cubains, McCord , Liddy et Hunt sont mis en examen. À ce moment-là, l'affaire suscite peu d'émoi en dehors du milieu politico-médiatique de Washington, ou « *inside the beltway* » selon l'expression américaine consacrée et que l'on pourrait traduire par « à l'intérieur du périph' ». La presse régionale se sent peu concernée. Un journal de l'Arkansas , l'*Arkansas Democrat* , publié à Little Rock , parle en octobre 1972 seulement « d'aspects dignes d'un opéra-comique dans une affaire bizarre[49] ». Par conséquent, l'affaire

ne joue aucun rôle sur les élections de novembre 1972. Moins de la moitié des électeurs en ont entendu parler et à peine 6 % croient que Nixon est impliqué[50] .

L'année 1973 s'annonce décisive. Dès le mois de janvier, alors que Nixon prend ses fonctions présidentielles pour un second mandat, débute le procès des « plombiers ». Le juge en charge de l'affaire, John Sirica , un ancien boxeur, est réputé particulièrement sévère et, de ce fait, surnommé « Maxima Sirica ». Le mois suivant, le Sénat met en place une commission d'enquête bipartisane, composée de quatre démocrates (parti majoritaire au Sénat) et de trois républicains, sous la présidence du sénateur démocrate de Caroline du Nord Sam J. Ervin . La commission a pratiquement une centaine de personnes qui travaillent pour elle et est dotée d'un budget d'un demi-million de dollars. Elle a une année pour rendre ses conclusions. Entre le 17 mai et le 7 août 1973, elle tient 37 journées d'auditions publiques et télévisées en direct. C'est le grand déballage.

En mars, les condamnations tombent : jusqu'à quarante ans de prison, notamment pour les Cubains, mais des remises de peine sont possibles si les accusés collaborent avec la commission Ervin . En ce même mois de mars, face à une affaire qui devient un scandale national, Nixon déclare : « le Viêtnam a trouvé son successeur[51] . » En avril, Haldeman , Ehrlichman et Dean démissionnent. En mai, Nixon concède l'implication de la Maison-Blanche dans l'effraction du Watergate mais à son insu. En fait, on apprendra plus tard que Hunt et Liddy, en contact étroit avec le staff de Nixon, étaient postés dans une chambre d'hôtel en face du Watergate afin de surveiller les opérations. En juin, Dean, un conseiller juridique du président qui jouait le rôle essentiel d'interface entre la Maison-Blanche et le Comité pour la réélection du président, est auditionné par la commission Ervin. Dean refuse de servir de bouc émissaire et dévoile à la commission les dessous sombres du système des « plombiers ». Il confie aussi que Nixon était au courant de l'effraction du Watergate dès juin 1972. Mais Dean semble isolé, désabusé et apporte peu de preuves.

Les enregistrements de la Maison-Blanche

Juillet 1973 : coup de théâtre. La commission sénatoriale et tout le pays apprennent de la bouche d'un des membres du staff de Nixon , Alexander Butterfield , que les conversations du président dans son bureau sont enregistrées depuis l'été 1971. Le *New York Times* , au lendemain de cette nouvelle, titre : « Nixon espionnait ses propres bureaux[52] . » Dès lors, l'enquête se focalise autour de ces enregistrements. À la question cruciale d'un des membres de la commission Ervin , le sénateur républicain du Tennessee Howard Baker , « Que savait le président et depuis quand ? » (« *What did the President know and when did he know it?* »), les enregistrements devraient pouvoir apporter une réponse. La commission, tout comme la justice, pourra enfin savoir non seulement si Nixon est impliqué dans l'affaire mais aussi s'il a agi pour l'étouffer et freiner l'enquête. En ce même mois de juillet, Nixon refuse de remettre ces bandes magnétiques à la justice.

Enregistrer les conversations à la Maison-Blanche n'est pas une nouveauté nixonienne. Kennedy et Johnson l'ont fait avant lui. L'ironie est que Nixon ordonne, dès sa première prise de fonction en janvier 1969, que le système soit démonté et retiré. Au milieu de son premier mandat (février 1971), cependant, Nixon change d'avis. Il fait installer par les services secrets un système d'enregistrement qui se met en action automatiquement au son des voix, en toute discrétion, sans qu'il ait à tourner de bouton ou à manipuler quoi que ce soit, et, bien sûr, à l'insu de ses invités. À l'inverse de Kennedy qui n'enregistrait que certaines conversations, lors de périodes de crise, Nixon le fait à tout moment, soit un étonnant total de 3 700 heures enregistrées. Comme il le déclarera lui-même, Nixon enregistre pour ses mémoires, pour la postérité, pour disposer « d'un témoignage objectif de ma présidence » selon ses propres termes, et, avec un soupçon de paranoïa, pour rétablir la vérité au cas où celle-ci serait maquillée. Alexander Butterfield , celui qui, rappelons-le, révèle l'existence de ces enregistrements à la commission Ervin , explique à

celle-ci que « Nixon pense beaucoup à l'histoire et demeure très conscient du rôle qu'il jouera dans l'histoire[53] ». Certes, mais au-delà de la postérité, ces enregistrements lui permettent aussi de garder une trace de ce que chacun lui dit. Une preuve qui peut être utilisée contre ses ennemis, bien sûr, mais aussi contre ses amis et ses collaborateurs car seule une poignée d'entre eux a connaissance de ce système d'écoutes. Ce faisant, enregistrer ses propres conversations avec ses aides expose considérablement Nixon. Cinq micros sont installés sous son bureau et deux autour de la cheminée, sans oublier les lignes téléphoniques[54] .

À un moment donné, Nixon , comme certains de ses proches conseillers le lui recommandent, a l'opportunité de détruire ces bandes. Il décide, cependant, de ne pas le faire, espérant sans doute que leur existence ne sera pas dévoilée, et, le cas échéant, pensant qu'elles prouveraient sa bonne foi et estimant qu'elles lui appartenaient en dernier lieu. Un combat judiciaire s'annonce donc à partir de l'été 1973 entre le juge Sirica et la commission Ervin d'une part et le président d'autre part pour le contrôle de ces enregistrements.

La chute de Nixon

À l'automne 1973, le vice-président Spiro Agnew , tenu à l'écart de l'affaire du Watergate et des « plombiers », est lui-même impliqué dans un scandale. Il aurait touché des pots-de-vin lorsqu'il était gouverneur du Maryland . Le 10 octobre, Agnew démissionne. Deux jours plus tard, avec l'assentiment du Congrès, Nixon choisit Gerald Ford pour lui succéder, un élu républicain du Michigan à la Chambre des représentants. Ce processus de nomination résulte du XXVe amendement constitutionnel, voté en 1965 par le Congrès à la suite de l'assassinat de Kennedy, et ratifié par les États en 1967. Ford est un fidèle et honnête serviteur du Parti républicain, à la personnalité modeste et effacée.

En mai 1973, pressé par le Sénat, le ministre de la Justice, Elliot L. Richardson , avait nommé Archibald Cox , professeur de droit à l'université d'Harvard , procureur spécial chargé de mener une enquête sur les agissements de l'exécutif en toute indépendance du département de la Justice. Or, lorsque Cox demande la transmission des bandes magnétiques dans leur totalité, refusant tout compromis, Nixon ordonne, le samedi 20 octobre 1973, à son ministre de la Justice de renvoyer « cette vipère en notre sein », selon ses termes, mais Richardson refuse et démissionne. Son adjoint refuse également et démissionne. Finalement, le numéro trois au département s'exécute. Ces deux démissions ministérielles et le renvoi de Cox seront qualifiés par la presse de « massacre du samedi soir ». Erreur de Nixon qui a sous-estimé l'intérêt désormais vif de l'opinion publique pour cette affaire du Watergate, et l'importance qu'elle accorde aux enregistrements.

La cote de popularité du président chute subitement de manière vertigineuse : 70 % d'opinions favorables en janvier 1973, lors de sa seconde investiture, 25 % le lendemain de ce samedi noir. Plus de 75 % des Américains pensent désormais que Nixon est impliqué dans l'affaire[55] . En novembre, Nixon tente de reprendre la main. Lors d'une allocution télévisée (le 17 du mois), il affirme : « Je ne suis pas un escroc » (*I'm not a crook*). Une phrase restée célèbre. En ce même mois de novembre, un nouveau procureur spécial est nommé, Leon Jaworski . En apparence conciliant, Nixon accepte de remettre au juge Sirica neuf bandes mais dix-huit minutes sont effacées d'une conversation capitale entre Nixon et son proche conseiller Haldeman qui s'est tenue le 20 juin 1972, quelques jours après l'effraction du Watergate. La commission Ervin et le juge Sirica durcissent le ton. En avril 1974, alors qu'inculpations et condamnations pleuvent sur son entourage immédiat, Nixon accepte de remettre une transcription « officielle » de certaines conversations, mais celle-ci demeure bien incomplète. Tout de même, le *Chicago Tribune* déclare à propos du président, reflétant l'opinion générale à travers le pays : « Nous avons […] vu l'homme public et nous avons été impressionnés. Maintenant,

en 300 000 mots, nous venons de voir l'homme privé et nous sommes atterrés[56] . »

Une démission en guise de destitution

En mai 1974, une procédure de destitution (*impeachment*) est lancée par le Congrès, rappelons-le à majorité démocrate, à l'encontre de Nixon . L'étau se resserre autour du président. Tentant de résister jusqu'au bout, Nixon refuse toujours de livrer tous les enregistrements exigés par la commission sénatoriale et la justice. Pour ne pas obtempérer, Nixon invoque deux arguments qui lui sont chers : la sécurité nationale et le privilège de l'exécutif. Il s'en remet à la Cour suprême, dont il a nommé quatre des membres. Le 24 juillet 1974 (*United States vs. Nixon*), la Cour vote à l'unanimité de huit voix (William Renhquist se récusant car il a servi comme assistant du ministre de la Justice sous Nixon) pour la remise des enregistrements à la justice, tout en soutenant néanmoins le concept de privilège de l'exécutif. Nixon se plie à la décision. Alors qu'il avait déclaré l'inverse à ses concitoyens, une conversation enregistrée le 23 juin 1972 prouve irréfutablement que Nixon était au courant de l'effraction du Watergate, même s'il ne l'a peut-être – probablement ? – pas ordonnée et qu'il a décidé de tout faire pour entraver le travail de la justice[57] . Au même moment, la Chambre des représentants vote la mise en accusation du président, un fait rarissime dans l'histoire du pays[58] . Andrew Johnson , rappelons-le, était jusque-là le seul président à avoir subi une procédure de destitution en 1868, et qu'il l'avait évitée d'une voix seulement. Nixon, lui, ne peut espérer une telle issue.

La commission bipartisane des affaires judiciaires de la Chambre, composée de 21 démocrates et de 17 républicains, adopte le 27 juillet 1974 le premier chef d'accusation : entrave à la justice, à 27 voix contre 11. Nixon est accusé d'avoir menti, d'avoir encouragé de faux témoignages, d'avoir tenté d'utiliser la CIA pour se protéger et

d'avoir refusé de remettre à la justice des documents essentiels. Le 29 juillet, la commission adopte le deuxième chef d'accusation : abus de pouvoir, 28 voix contre 10. Nixon est accusé d'avoir violé les droits constitutionnels de ses concitoyens par la surveillance électronique. L'article III de la mise en accusation, outrage au Congrès, est adopté le 30 juillet par 21 voix contre 17. Nixon est accusé de ne pas avoir collaboré avec le Congrès en refusant de lui communiquer les bandes magnétiques. Deux autres articles, condamnant le bombardement du Cambodge décidé sans l'accord du Congrès et accusant Nixon d'une éventuelle fraude fiscale, ne sont pas adoptés. Le Sénat doit désormais se transformer en Haute Cour de justice et juger Nixon. Celui-ci a besoin de 34 voix au Sénat pour sortir indemne de la procédure mais il ne les a pas.

Le 8 août 1974, lors d'une allocution télévisée, Nixon annonce aux Américains sa démission. Cela reste l'unique fois dans l'histoire des États-Unis qu'un président démissionne. Trois ans plus tard, lors d'une interview exclusive suivie par 50 millions de téléspectateurs et accordée à un journaliste britannique renommé, David Frost , Nixon parlera du « martyre de la démission » (*the agony of resignation*)[59] . Sur le moment, pourtant, Nixon se montre combatif. Dans son discours présidentiel, « un modèle de rhétorique décalée », comme le qualifie le juriste et politologue Arnaud Coutant, aucune concession ne transparaît. Déclarant « n'avoir jamais abandonné » un poste ou une lutte (*I have never been a quitter*), Nixon place l'intérêt des États-Unis au-dessus de toute considération et démissionne pour préserver celui-ci. Le président donne des conseils bienveillants à son successeur Gerald Ford et dresse un bilan positif de son action, ayant mis fin « à la plus longue guerre de l'histoire du pays », ayant « déverrouillé les portes qui se tenaient entre les États-Unis et la République Populaire de Chine », et ayant signé des accords avec l'Union soviétique sur les armes nucléaires, « une avancée cruciale ». Fidèle à son image, Nixon ne mentionne guère de bilan en politique intérieure, hormis pour assurer qu'en « Amérique […] la plupart des gens non seulement profitent des bienfaits de la liberté mais mènent

une vie pleine et agréable, abondante même, à l'aune des critères du monde ». Citant Theodore Roosevelt et sa remarque sur le combattant dans l'arène « au visage couvert de poussière, de sueur et de sang », Nixon termine son allocution en soulignant qu'il se consacrera, comme il l'a toujours fait, « à la paix entre les nations ». Le Watergate est mentionné ponctuellement et très brièvement. Rien n'est dit sur la procédure de destitution ni sur les enregistrements, les mensonges, les écoutes ou les manipulations[60] . Nixon écrira dans ses mémoires publiées en 1978 que le Watergate « pèse beaucoup moins que mes réussites[61] ».

Le Watergate, « l'expérience politique la plus traumatisante du siècle pour l'Amérique », écrit le magazine *Time* le 29 août 1974, dix jours après la démission de Nixon , constitue la plus grande crise politique et institutionnelle des États-Unis de l'après-guerre[62] . De surcroît, celle-ci intervient dans un contexte particulièrement violent, instable et incertain. En 1969, on compte 602 attentats ou tentatives d'attentat à l'explosif et, en 1971, plus de 1 500. De janvier 1969 à avril 1970, on dénombre 41 morts. La guerre du Viêtnam retransmise quotidiennement à la télévision, les manifestations pacifistes heurtées et violentes, la culture de la drogue, les paroles, menaces et actions des extrémistes noirs et des *weathermen* , sans parler de la criminalité des grandes villes qui s'accroît à la même période, créent un climat général de contestation, d'apparent désordre et de violence.

Nixon , réélu triomphalement en 1972, est l'homme fort de la Maison-Blanche. Un homme politique expérimenté et déterminé qui ne se laissera pas intimider sur la scène intérieure comme internationale. Certes, mais cette forte personnalité, complexe et pleine de contradictions, se sentit à la fois omnipotente et assiégée face à la presse et face au Congrès, développant « une mentalité de bunker », comme le déclara John Dean à la commission Ervin . À un moment donné, Nixon, qui pourtant affirma en 1967 qu'il avait « toujours pensé que [le] pays pouvait se gouverner de l'intérieur sans président[63] », bascule et outrepasse ses pouvoirs, puis c'est la fuite en avant. Au-delà du personnage de Nixon, assurément une

personnalité majeure de la vie politique américaine pendant trois décennies, l'affaire du Watergate nous enseigne la solidité des institutions américaines et la vitalité de la presse. Le Congrès et la justice jouèrent leur rôle de contre-pouvoirs et la procédure de destitution se révéla une arme efficace contre les excès qui caractérisèrent l'exécutif nixonien.

L'intérim Ford

À l'été 1974, les États-Unis se retrouvent dans une situation institutionnelle tout à fait inédite. Ni le président Gerald (Jerry) Ford ni son vice-président Nelson Rockefeller , nommé le 20 août, n'ont été élus. Lorsque Ford prit ses fonctions de vice-président en décembre 1973, avec modestie et humour, il déclara « *I'm a Ford not a Lincoln* ». En faisant un jeu de mots sur deux marques d'automobiles, les Ford étant moins cotées que les Lincoln, des voitures de luxe, Ford annonce qu'il ne souhaite pas que le pays voie en lui un homme d'État à la hauteur du président Lincoln et qu'il n'essaierait pas d'être autre chose que lui-même. Son premier discours présidentiel, le 9 août 1974, est dans la même ligne[64] . Ford débute sa brève allocution par rappeler qu'il est devenu président « dans des circonstances extraordinaires dont le pays n'a jamais fait l'expérience ». Puis il précise que cette intervention « n'est pas un discours d'investiture ni une causerie au coin du feu [allusion à la pratique rooseveltienne] ni un discours de campagne » mais « simplement une petite conversation franche entre amis ».

Le ton est donné. Loin du bunker de Nixon , le président Ford entretiendra une relation proche, simple et amicale avec les Américains. Ford précise aussi qu'il a « pleinement conscience » qu'il n'a pas été élu certes, mais qu'il n'a pas été nommé à la présidence sur la base « de promesses secrètes ». Dans une formule qui fera date, Ford annonce : « Mes compatriotes, notre long cauchemar national est terminé[65] . » Ford souhaite et doit absolument tourner la page du

Watergate et « [ses] blessures internes plus douloureuses et toxiques que celles causées par une guerre extérieure ». Se montrant rassurant et optimiste, il confirme au pays que « la Constitution est solide et que cette grande République repose sur un gouvernement de lois et non d'hommes[66] ». Quelques jours après, le 12 août, s'adressant à une session conjointe d'un Congrès aux mains des démocrates, il déclare souhaiter vivre avec le législatif « non une lune de miel mais un bon mariage ». La collaboration et l'apaisement sont à l'ordre du jour. Ford propose comme maîtres mots de sa présidence : « communication, conciliation, compromis et coopération[67] ».

Né sous le nom de Leslie Lynch King, Ford a pris le prénom et le nom de son beau-père. En 1974, il a 61 ans. D'origine modeste, Ford est une ancienne star de football américain de l'université de Michigan qui, en plus de sa bourse d'athlète, a occupé un emploi de serveur pour financer ses études. Diplômé de la faculté de droit de Yale , il s'installe comme avocat dans le Michigan avant de devenir officier de marine lors de la Seconde Guerre mondiale. Élu du Michigan au Congrès en 1948, au même moment que Nixon avec lequel il entretient des relations amicales, Ford siège à la commission Warren, rappelons-le, en charge de l'enquête sur l'assassinat de Kennedy . Plutôt conservateur, Ford est le chef de la minorité républicaine à la Chambre de 1965 à sa nomination à la vice-présidence en 1973. Homme politique expérimenté, il jouit d'une certaine popularité parmi ses pairs. Mais il ne possède pas l'estime de tout le monde et se retrouve souvent la victime de moqueries du fait de son passé de sportif et de sa propension à utiliser des métaphores sportives pour parler de politique. Le président Johnson plaisanta avec une certaine malveillance à ce sujet en déclarant que Ford avait joué au football américain trop souvent sans casque. Avec Ford à la Maison-Blanche, une nouvelle génération de conseillers et d'administrateurs républicains apparaît. Donald Rumsfeld , un représentant de l'Illinois , ancien ambassadeur américain auprès de l'Otan, est nommé à la tête du staff présidentiel. George H. Bush , le chef de la délégation américaine en Chine , passe à la tête de la CIA.

Richard (Dick) Cheney devient un aide du président et Alan Greenspan , son premier conseiller économique.

Très tôt dans son mandat et à la surprise générale, le 8 septembre 1974, Ford prend la décision très controversée (à l'époque et depuis) de gracier Nixon . Ce faisant, Nixon échappe à toute poursuite judiciaire. Le *Fédéraliste* , ces commentaires incontournables sur la Constitution publiés dans les années 1780, précise pourtant que tout président destitué doit être jugé par un tribunal, en expliquant que la Constitution assure « au sens républicain, la dépendance nécessaire [de l'exécutif] envers le peuple » par une élection tous les quatre ans et par la procédure de destitution, mais aussi par la « poursuite ultérieure devant le cours commun de la loi » du président ainsi déchu de sa charge[68] . Ford en décide autrement. À ses yeux, et sans doute a-t-il raison sur ce point, il faut refermer les blessures du Watergate. Un long procès aurait maintenu la déchirure ouverte pendant encore plusieurs années. Le monde politique et l'opinion publique pensent différemment : Nixon aurait dû être jugé. Cette difficile décision va considérablement entamer le capital politique de Ford. Les élections législatives de 1974 voient une large défaite des républicains avec l'arrivée au Congrès de ceux que l'on a appelés les *Watergate babies* et, en janvier 1975, la popularité de Ford tombe à 37 % d'opinions favorables. Des soupçons seront même émis sur la possibilité d'un accord Nixon-Ford avant la nomination de ce dernier à la vice-présidence à l'automne 1973. Il est cependant peu probable que ce fût le cas.

Affaibli politiquement, Ford doit aussi faire face à un sérieux ralentissement économique. Même si le PNB continue de croître (3 % de croissance dans les années 1970), l'inflation culmine à 11 % en 1974 et le taux de chômage atteint 8,5 % en 1975, pour moins de 5 % dans les années 1960. C'est la « *stagflation* [69] ». Le nombre de pauvres augmente, le dollar chute, la balance commerciale est fortement déficitaire – une première pour les États-Unis – et le déficit du budget fédéral s'accroît. L'industrie automobile américaine, si longtemps dominatrice, souffre désormais de la concurrence

étrangère, allemande et surtout japonaise. En 1979, les constructeurs japonais contrôleront presque un quart du marché américain. De même, dans le domaine de la sidérurgie, de l'électronique, de l'informatique et de la chimie, l'Amérique bat en retraite. Alors qu'en 1955 les produits américains représentaient 32 % des importations des pays développés, la proportion est passée à 18 % en 1970.

Le choc pétrolier de 1973-1974, dû à la décision de l'Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC) de décréter un embargo sur les exportations de pétrole vers les États-Unis, en représailles au soutien diplomatique et militaire américain accordé à Israël , face à l'Égypte et à la Syrie lors de la guerre de Yom Kippour (octobre 1973), contraint les Américains à entamer une mutation durable et drastique de leur mode de consommation. Le baril de pétrole passe de 3 à 12 dollars de 1973 à 1975 (34 dollars à la fin des années 1970). Pays aux immenses ressources naturelles, l'Amérique vit depuis des décennies habituée à une énergie abondante et bon marché. Représentant seulement 6 % de la population mondiale, les Américains consomment 30 % des ressources énergétiques de la planète. Même si la production pétrolière américaine reste conséquente (20 % de la production mondiale en 1972), l'embargo de l'OPEC (levé en mars 1974), décrit comme un « Pearl Harbor économique », provoque un quadruplement du prix de l'essence[70] . Au volant de leurs automobiles spacieuses et tournant sur huit cylindres, les Américains sont peu habitués à manquer d'essence. Telle station-service indique « essence seulement sur rendez-vous », à telle autre des automobilistes en viennent aux mains pour se servir en premier. Les autorités fédérales se prononcent contre le rationnement de l'essence mais les stations-service ferment le dimanche et la limite de vitesse de 55 miles par heure (90 km/h) est imposée au niveau national.

Conservateur en économie comme en politique, Ford décide de réduire les dépenses fédérales, donc de s'attaquer en priorité à l'inflation plutôt qu'au chômage. Souhaitant mobiliser le pays, Ford demande aux Américains de consommer moins et de conduire moins.

L'exécutif baptise cette politique économique de l'acronyme WIN (gagner), à partir de *Whip Inflation Now* (« battre l'inflation maintenant »). Des badges WIN sont même distribués, rappelant l'Aigle bleu conquérant (*Blue Eagle*) de la National Recovery Administration du temps du New Deal. Mais loin de son appel pour la collaboration, Ford fait face à un Congrès démocrate qui, lui, souhaite mettre l'accent sur la lutte contre le chômage en lançant ou renforçant des programmes fédéraux pour l'aide à l'emploi, qu'il considère comme un droit. S'opposant au Congrès, Ford utilise 66 fois son veto présidentiel en deux ans. Un représentant du Rhode Island , John Pastore, parle « d'un gouvernement par le veto[71] ». Au moment des élections présidentielles de 1976, l'inflation est redescendue à 5,7 % mais le chômage reste élevé, à presque 8 %.

Sur le plan international, l'année 1975 est marquée, rappelons-le, par la chute de Saigon et l'évacuation chaotique des Américains et de leurs alliés sud-vietnamiens. La « paix dans l'honneur », tant souhaitée par Nixon , s'évapore sous Ford . Le Viêtnam apparaît aux yeux de tous de plus en plus comme une défaite humiliante des États-Unis. De plus, la détente construite par Nixon et Kissinger n'est plus à l'ordre du jour même si les négociations sur les armes nucléaires continuent entre les Américains et les Soviétiques. En Angola , pays africain qui obtient son indépendance du Portugal en 1975, Russes et Américains s'affrontent par le biais de deux camps angolais appuyés, l'un par l'Afrique du Sud, l'autre par Cuba .

1976 : Le Bicentenaire

Lors du Bicentenaire de 1976, l'euphorie d'une Amérique réconciliée et conquérante de 1876 a laissé place au doute post-Watergate. Dans son allocution du 4 juillet 1976, prononcée à Independence Hall, le lieu à Philadelphie où l'indépendance des États-Unis fut déclarée en 1776, Ford déclare sans illusion : « Les constituants [de 1787] redoutaient un gouvernement central qui

serait trop puissant comme les Américains le pensent de nos jours avec raison[72] . » Au-delà des difficultés politiques et économiques du moment, les revendications des minorités et surtout le développement d'une nouvelle culture du soi, ce que l'éditorialiste Tom Wolfe a baptisé en 1976 « *the Me Decade* » (la décennie du moi), soit une forme inédite d'individualisme qui s'exprime notamment dans une consommation plurielle, vont considérablement influencer la forme du Bicentenaire. Un rapport officiel datant de 1977 exprimera rétroactivement ce pessimisme ambiant en posant cette question : « Après une décennie de tensions raciales, d'assassinats, de scandales, d'inflation galopante, de campus assiégés et une confiance de la population érodée, que restait-il à fêter[73] ? »

Une première commission, l'American Revolution Bicentennial Commission (ARBC), formée à la fin des années 1960 pour planifier les commémorations, ne parvient pas à se décider sur l'organisation d'une exposition unique comme à Philadelphie en 1876, à déterminer comment intégrer le secteur privé dans le projet commémoratif, à résoudre la question des droits sur les produits qui seront commercialisés, ni même à inclure les différents groupes qui composent le pays, notamment les Africains-Américains. En 1975, la revue *Ebony* , largement diffusée au sein de la communauté noire, publie une série d'articles dans un dossier intitulé « Les Noirs devraient-ils commémorer le Bicentenaire ? ». La réponse est oui, malgré « les deux cents ans pendant lesquels on a trahi un des plus grands rêves de l'humanité[74] », mais la communauté noire doit donner aux commémorations une perspective africaine-américaine. Un des succès de la seconde commission, l'American Revolution Bicentenial Administration (ARBA), créée tardivement en 1973, fut précisément d'intégrer ces perspectives plurielles dans les commémorations tout en gardant le message national patriotique intact. Une initiative heureuse est la lecture par un acteur, dès 1973, du discours prononcé en 1852 par l'ancien esclave Frederick Douglas « Que représente le 4 juillet pour un esclave ? », devant l'ancienne résidence de ce dernier, sous les auspices du National Park Service,

une agence fédérale[75] . Plus largement, la Smithsonian Institution, un des musées de Washington, organise en 1976 une exposition opportunément intitulée *A Nation of Nations* , qui reflète l'origine et la composition plurielles des États-Unis. Comme l'avait déclaré le pré sident Nixon dès 1969, « nous avons construit une seule nation à partir d'une extraordinaire diversité de peuples, de cultures, et de traditions. […] Le Bicentenaire doit puiser dans ce riche trésor d'expériences[76] ».

C'est précisément à l'occasion du Bicentenaire qu'Alex Haley , coauteur de l'autobiographie de Malcolm X (1965), publie sa grande fresque africaine-américaine, *Racines* (*Roots*). Cet ouvrage est véritablement le récit fondateur des Africains-Américains. Roots connaît un immense succès d'abord en tant que livre avec 1,5 million d'exemplaires vendus en dix-huit mois et l'obtention de prix prestigieux (le National Book Award et le Pulitzer), puis comme série télévisée dès 1977 avec le chiffre époustouflant de 130 millions de téléspectateurs, dont 100 millions pour le dernier épisode. Des personnages tels Kunta Kinté ou Chicken George deviendront célèbres. Grâce à *Racines* , non seulement les Noirs américains ne sont plus « des nomades généalogiques » mais leur histoire est désormais intégrée dans le récit national étatsunien tout en gardant sa propre identité, sans être étouffée ni effacée. L'histoire des Africains-Américains devient une histoire américaine, comme le sous-titre, « La saga d'une famille américaine », le déclare explicitement, et un morceau de l'histoire américaine[77] .

Le Bicentenaire se distingue également par la commercialisation de produits dérivés et la parcellisation, comme l'ethnicisation, des commémorations. Toute une série d'objets commémoratifs et d'emballages aux couleurs américaines (rouge, blanc et bleu[78] ; avec des étoiles) sont massivement mis en vente : des vêtements, des tasses, des jouets, des assiettes mais aussi des minuteurs de cuisine, des sièges d'aisance et des préservatifs – sans oublier du thé, en souvenir de la Boston Tea Party de décembre 1773… Parmi les objets symboles figurent l'aigle, emblème des États-Unis, la Cloche de la

liberté, de nos jours exposée en face d'Independence Hall mais qui était en 1776 en haut du bâtiment et aurait sonné juste après la signature de la déclaration d'Indépendance, et une réplique du sabre de George Washington vendu à mille dollars… Cette intense commercialisation, qui lance la grande vogue des produits dérivés, vaut au Bicentenaire de la part de ses détracteurs le surnom de *buycentennial* (*to buy* , « acheter »). On parle même de *sellabration* (*to sell* , « vendre ») pour célébration.

Par contraste avec l'unique exposition de Philadelphie de 1876, le Bicentenaire est l'occasion de plus de 3 000 événements commémoratifs par tout le pays. Aux commémorations nationales du Centenaire, le Bicentenaire oppose le local. Une approche individualisée, parfai tement résumée dans la formule : « Choisissez juste une activité et faites-la[79] . » Dans son discours du 4 juillet 1976, le président Ford souhaite « qu'à l'entrée de ce troisième siècle […] l'indépendance de l'individu croisse et que soit donnée à chaque Américain l'opportunité de réaliser pleinement son potentiel[80] ». Chaque groupe commémore le Bicentenaire à sa manière. À New York , ville ethnique par excellence, les Turcs, les Grecs, les Ukrainiens, les Slovaques, les Coréens, les Arméniens et les Italiens tiennent leurs propres manifestations teintées de ferveur ethnique.

La victoire de Jimmy Carter

L'année du Bicentenaire est aussi et surtout une année électorale. Ford décide de se présenter aux présidentielles. Lors des primaires républicaines, il bat le gouverneur de Californie Ronald Reagan . Ford choisit comme candidat vice-président Bob Dole , sénateur du Kansas , un État désormais solidement ancré à droite, bien loin du tumulte populiste de la fin du siècle précédent. Les démocrates, eux, optent pour un quasi-inconnu sur le plan national, le gouverneur de Géorgie James Earl Carter . Né dans un lieu-dit de 500 habitants, celui-ci n'appartient pas au sérail washingtonien, c'est un véritable

outsider . Lorsqu'il déclara à sa mère qu'il allait se présenter à la présidence, celle-ci lui demanda : « La présidence de quoi[81] ? » En janvier 1976, soit neuf mois avant le scrutin, seulement 2 % des Américains ont entendu parler de lui. Baptiste et chrétien régénéré (*born-again*) d'une profonde piété, qui confiera prier plusieurs fois par jour, Carter est un ancien officier sous-marinier qui quitta la Navy pour reprendre la ferme familiale de cacahuètes et se lancer en politique. Il est élu gouverneur de Géorgie en 1971. Ancien partisan de la ségrégation, Carter fait alors une volte-face spectaculaire, déclarant que « le temps de la discrimination raciale est révolu », et nomme des Noirs à des postes importants de son État. En 1976, son colistier est Walter F. Mondale , sénateur du Minnesota .

Carter mène campagne sur le ton de la probité et de la simplicité, arborant un large et franc sourire qui masque une réelle ambition. Il est d'ailleurs régulièrement caricaturé en homme-cacahuète avec un sourire surdimensionné[82] . Il se fait appeler Jimmy et cherche à évoquer la fausse naïveté, en fait un bon sens rafraîchissant, de Jimmy Stewart dans le film de Frank Capra *Monsieur Smith au Sénat* (1939)[83] . Le slogan de campagne de Carter est : « Le retour de l'intégrité à la Maison-Blanche. » Ainsi, « Je ne vous mentirai jamais », promet-il aux électeurs. Il ne ment d'ailleurs pas lors d'une interview accordée au magazine *Playboy* en avouant « avoir regardé beaucoup de femmes avec concupiscence et avoir souvent commis un adultère dans son cœur », ajoutant que « Dieu le lui pardonnerait »[84] . Une confession un peu hasardeuse qui lui fit perdre du crédit politique auprès de son électorat sudiste. Ford n'est pas non plus à l'abri de réflexions surprenantes quand, par exemple, il affirme « qu'il n'existe aucune domination soviétique de l'Europe de l'Est[85] ».

Les élections de 1976 marquent aussi le grand retour des débats télévisés entre les deux candidats depuis l'affiche Kennedy-Nixon de 1960. De plus, de nouvelles lois, dès 1971 avec le *Federal Election Campaign Act* , puis, suite aux excès de l'équipe Nixon , en 1974 et 1976, limitent et clarifient le financement des campagnes électorales. Ce dernier atteint pourtant des sommets : 175 millions de

dollars en 1960, 300 en 1968, 425 en 1972 et 540 en 1976. Comme le déclare Tip O'Neill, l'influent représentant démocrate du Massachusetts , « l'argent est le lait maternel de la politique[86] ». Le financement sur fonds publics est instauré, avec le contrôle d'une commission. Mais le candidat peut aussi créer un comité d'action politique (*Political Action Committee* ou PAC) qui lève des fonds privés (appelés *soft money*), versés par des individus, des entreprises, des syndicats ou des groupes d'intérêts. Les PACs se multiplient rapidement : ils sont 600 en 1974.

Le vote est serré. Carter remporte les élections avec 50,5 % des voix pour 48 % à Ford (soit 40,8 millions de voix contre 39,1) et 297 grands électeurs contre 240[87] . Carter gagne 80 % du vote noir (une vraie force électorale depuis la fin des années 1960) ; le Sud profond dans son ensemble ; les syndicats ; une partie du Midwest et des villes du Nord-Est, ressuscitant en partie (et provisoirement) la coalition rooseveltienne. Par ailleurs, l'élection de Carter, « ce *self-made-man* passionné d'électronique en même temps que de la parole de Dieu[88] », marque le retour du religieux au premier plan de la scène politique américaine. Ford, lui, remporte la Californie , tout l'Ouest et une partie de la Nouvelle-Angleterre . Dès son investiture en janvier 1977, Jimmy Carter impose un style simple. Au lieu de descendre la Pennsylvania Avenue, du Congrès à la Maison-Blanche, en limousine, il fait le trajet à pied, une première, en tenant son épouse, Rosalynn, par la main, afin d'être au plus près de la foule enthousiaste. On parle alors de marche d'investiture (*inaugural walk*). Plus tard, il se laissera photographier en jean et fera des allocutions en portant un gilet afin de montrer à ses concitoyens comment économiser du chauffage ! Il vend aussi le yacht présidentiel. Dès mars 1977, sa courbe d'opinions favorables grimpe à 75 %. En quatre ans, celle-ci chutera pourtant à 26 %, plus bas que Nixon pendant le Watergate.

Une nouvelle priorité : l'énergie

Sur le plan intérieur, Carter mise sur sa politique énergétique. Il crée un ministère de l'Énergie (Department of Energy) en 1977 et élabore un programme complexe (le *National Energy Plan* ou NEP) conçu pour faire baisser la consommation et encourager la préservation des ressources énergétiques, réduire la dépendance du pays aux importations de pétrole et promouvoir les énergies renouvelables. Le tout par le biais de la libéralisation des prix du pétrole et du gaz, de l'augmentation des subventions fédérales et des crédits d'impôt. Carter propose même d'augmenter les taxes sur l'essence, un tabou aux États-Unis et, sans surprise, le Congrès s'y oppose farouchement et avec succès. Le président, maladroit (certains diront suffisant) d'une manière générale dans sa gestion du quotidien avec le Congrès, se heurte aussi aux intérêts particuliers, sectoriels et régionaux. Ce qu'un de ses ministres appelle « la balkanisation de l'Amérique[89] ». Les années 1970 voient la prolifération des lobbys à Washington : en 1979, 500 entreprises et 1 700 associations commerciales ont ouvert un bureau dans la capitale fédérale. « Cela ressemble à l'Italie médiévale, dénonce un officiel, chacun possède son propre duché ou royaume[90] . »

Alors que Carter fait de la préservation des énergies, selon ses propres mots, « l'équivalent moral de la guerre », ses opposants tournent sa politique énergétique en dérision dans un miaulement de chat, jouant sur l'acronyme MEOW (miaou en anglais) pour « *moral equivalent of war* ». Cette politique ambitieuse ne sera finalement appliquée que partiellement. De plus, en 1979, le second choc pétrolier frappe à nouveau durement les États-Unis. Alors qu'en 1971 les Américains importent 25 % de leur consommation de pétrole, en 1979 la proportion a doublé et, de surcroît, à un coût beaucoup plus élevé. En juin 1979, c'est la pénurie : près de 60 % des stations-service n'ont plus d'essence. L'inflation, autre objectif prioritaire de Carter, grimpe à 11,2 % cette année-là, son plus haut niveau depuis 1947. Par ailleurs, l'incident à la centrale de Three Mile Island, près

de Harrisburg en Pennsylvanie , en mars 1979, va gravement et durablement entamer la confiance des Américains dans l'énergie nucléaire. Aucune nouvelle construction de centrale nucléaire n'a été lancée aux États-Unis depuis. Carter mène également une politique de dérégulation, notamment dans le secteur de l'aviation et du transport routier tout comme ferroviaire, afin de « libérer les forces du marché ». Une politique qui peut paraître suprenante pour un président démocrate mais l'objectif est d'utiliser le levier de la concurrence pour faire baisser les prix et donc lutter contre l'inflation. Même Ralph Nader , celui qui lança la défense des consommateurs en dénonçant les négligences – coupables selon lui – des constructeurs automobiles américains dans son livre *Unsafe at any Speed* (Dangereux quelle que soit la vitesse) publié en 1965, n'est pas opposé à cette démarche.

Succès et déboires à l'international

Dans un discours prononcé à l'université catholique de Notre-Dame, dans l'Illinois , en mai 1977, Carter , qui dit souhaiter que l'Amérique « se libère de sa peur démesurée du communisme[91] », annonce qu'il fera des droits de l'homme la ligne directrice de sa politique extérieure. « Notre engagement envers les droits de l'homme doit être absolu », n'avait-il pas déclaré, cette fois-là en pensant à ses concitoyens, quelques mois auparavant lors de son investiture[92] ? Les États-Unis favoriseront désormais la coopération internationale, renforceront les Nations unies, combattront la faim dans les pays pauvres, suspendront leur aide économique et militaire aux dictatures et contribueront à la limitation des armements. Le militantisme pour les droits de l'homme s'accentue dans ces mêmes années. L'organisation non gouvernementale Human Rights Watch est fondée en 1978 et Amnesty International reçoit le prix Nobel de la paix en 1977. La *realpolitik* à la Nixon-Kissinger n'est plus à l'ordre du jour.

Carter nomme Andrew Young , un compagnon de route de Martin Luther King, aux Nations unies. C'est la première fois qu'un Noir américain occupe un poste diplomatique si haut placé et cette nomination constitue un signe fort envers les pays en voie de développement. Le président est aussi assisté par deux personnalités, aux vues opposées, notamment vis-à-vis de l'Union soviétique : Cyrus Vance , le secrétaire d'État, et Zbigniew Brzezinski , nommé à la tête du Conseil national de sécurité. Vance, un ancien du gouvernement Johnson échaudé par l'erreur du Viêtnam , tient à entretenir de bonnes relations avec les Soviétiques. En revanche, Brzezinski, né en Pologne, ancien professeur à l'université de Columbia , n'est aucunement en faveur de toute détente. Par ailleurs, accusée de tous les maux, à l'international avec ses tentatives d'assassinat comme sur le territoire américain avec sa surveillance des citoyens, la CIA, un État dans l'État, fait l'objet d'enquêtes, de rapports et de purges en interne. Affaiblie et démoralisée, elle a beaucoup perdu de son influence, de son pouvoir et de sa capacité d'anticipation.

La diplomatie Carter connaît deux grands succès, au Panama et au Moyen-Orient, concrétise l'ouverture nixonienne vers la République populaire de Chine mais échoue à prolonger la période de détente avec l'URSS et, surtout, subit un très sérieux revers en Iran . Rappelons que le traité Hay-Bunau Varilla de 1904 accorde aux États-Unis une concession sur le canal de Panama de quatre-vingt-dix-neuf ans. Le contrôle du canal n'étant plus estimé crucial stratégiquement par Washington et face aux revendications panaméennes de plus en plus insistantes, le gouvernement Carter entame des négociations. En août 1977, un traité est signé qui remet le territoire du canal à Panama mais les Américains en assureront le fonctionnement et sa défense jusqu'au 31 décembre 1999. Ce traité est ratifié au Sénat, une victoire politique pour Carter, malgré une vive opposition, dont celle de Ronald Reagan qui déclare à propos du canal : « Nous l'avons acheté, nous avons payé, c'est à nous et nous allons le garder[93] . » La crainte des opposants au traité est, bien sûr, que le canal ne tombe sous le contrôle des Soviétiques, voire de Cuba . Le Congrès impose,

cependant, que les États-Unis garderont le droit d'intervenir militairement pour maintenir le canal ouvert et que, en cas de crise, les navires américains passeront toujours les premiers. Pour Carter, cet accord « symbolise la détermination [des États-Unis] de traiter avec les pays en voie de développement […] sur la base d'un respect mutuel et d'un partenariat[94] ».

En novembre 1977, alors que la situation au Moyen-Orient est tendue et bloquée depuis la guerre du Kippour de 1973, Anouar el-Sadate, le président égyptien, se rend à Jérusalem et prononce un discours à la Knesset. Souhaitant construire une paix durable sur cet élan de réconciliation, Carter invite Anouar el-Sadate et Menahem Begin à Camp David, la résidence d'été des présidents américains, située dans le Maryland , non loin de Washington. Pendant treize jours, au cours du mois de septembre 1978, les négociations sont ardues mais un accord est trouvé : Israël se retire du Sinaï et l'Égypte accepte de signer un traité de paix. Malgré de bonnes paroles de part et d'autre sur une éventuelle autonomie, la question palestinienne, cependant, reste en suspens. Begin et Sadate reçoivent le prix Nobel de la paix en 1978 et la paix israélo-égyptienne est dûment signée à Washington en mars 1979. Carter, lui, peut à juste titre considérer les accords de Camp David comme une victoire personnelle. Au demeurant, ces accords, une incontestable avancée, ne restent qu'une étape. Carter avance aussi de manière décisive sur le dossier chinois. Au premier janvier 1979, les États-Unis reconnaissent diplomatiquement la République populaire de Chine comme unique Chine et abrogent leur traité de défense avec Taïwan , mais ils continueront à livrer des armes à la Chine nationaliste. Le « lobby Chinois » est ulcéré et l'opposition, conduite à nouveau par Reagan , parle de perte d'honneur. En 1979, Deng Xiaoping est invité aux États-Unis en grande pompe et se rend même à Disneyland, en Californie , une visite du parc d'attractions refusée à Khrouchtchev en 1959.

Ce rapprochement sino-américain n'est en grande partie possible que parce que les relations entre Américains et Soviétiques et entre

ces derniers et les Chinois se durcissent à la fin de ces années 1970. En février-mars 1979, les Chinois envahissent le Viêtnam au grand dam des Russes et, de manière ironique, avec l'implicite assentiment des Américains. Par ailleurs, suivant la politique des droits de l'homme, Washington soutient les dissidents russes. Carter écrit même en personne à Andrei Sakharov , figure de proue de la dissidence. Malgré tout, Carter rencontre Leonid Brejnev à Vienne en juin 1979 pour signer le second traité sur la limitation des armes stratégiques SALT II. Les accords SALT I, adoptés en 1972 pour une période de cinq ans, ont expiré en 1977. Six mois après la signature de SALT II, en décembre 1979, l'Union soviétique envahit l'Afghanistan . Depuis 1978, l'Afghanistan est gouvernée par un régime prosoviétique qui de plus en plus fait face à une rébellion de moudjahidines, auxquels les Américains apportent une aide discrète à partir de 1979. Carter, qui voit dans l'invasion soviétique « la plus sérieuse menace qui pèse sur la paix depuis la Seconde Guerre mondiale », de manière surprenante vu son tempérament et sa politique jusqu'alors, réagit avec des mesures draconiennes. Revêtant le costume d'un « faucon », le président décide de ne plus soumettre le traité SALT II au Sénat pour ratification, de décréter un embargo sur les exportations de technologie et de céréales vers l'Union soviétique, d'augmenter le budget du Pentagone de 5 % annuellement sur les cinq prochaines années et de boycotter les Jeux Olympiques de Moscou prévus à l'été 1980[95] . Moribonde en début de mandat, la détente est désormais morte. La guerre froide est de retour.

La crise des otages en Iran

La prise d'otages à Téhéran , de novembre 1979 à janvier 1981, va se révéler décisive pour Carter non seulement diplomatiquement mais surtout politiquement en brisant ses chances de réélection. En 1953, les Américains, avec l'aide de la CIA, et les Britanniques

restaurent le shah, Mohammad Reza Pahlavi, sur son trône. Au-delà de ses réserves pétrolières, l'Iran s'impose comme un allié précieux des États-Unis dans la région du golfe Persique en pleine guerre froide, face aux Soviétiques. Le shah réforme et modernise, en fait occidentalise, le pays, ce qu'on appelle la « Révolution blanche », mais il gouverne d'une main de fer et installe un régime policier. Ses opposants parlent « d'un roi américain ». Des émeutes éclatent à partir de 1977 et le régime intensifie sa répression avec la bénédiction des Américains. Carter se rend même à Téhéran en janvier 1978. Le président porte d'ailleurs un toast au shah, soulignant que « grâce à son grand leadership, [l'Iran] est un îlot de stabilité au sein d'une des régions les plus agitées du globe[96] ». Manifestement, une entorse à sa politique des droits de l'homme. Un an plus tard, en février 1979, le shah doit fuir en Égypte . L'ayatollah Khomeyni , en exil pour son opposition au régime du shah depuis 1964 et en France depuis 1978, revient en Iran et prend le pouvoir. Khomeyni instaure un régime islamique.

Souffrant d'un cancer, et nécessitant une opération chirurgicale, le shah est admis aux États-Unis en octobre 1979. Le gouvernement Carter donne son accord, à l'évidence, mais avec réticence, et informe, certains diront de manière un peu naïve, les autorités iraniennes que c'est une décision médicale et non politique. Le 4 novembre, l'ambassade americaine à Téhéran , qualifiée de « repaire d'espions », est prise d'assaut. Les assaillants prennent en otage 66 Américains, puis le nombre tombe à 52 une fois plusieurs femmes libérées[97] . Contre la libération des otages, Téhéran exige l'extradition du shah, le retour de ses avoirs aux États-Unis et des excuses. Refusant catégoriquement ces conditions, Carter interdit les importations de pétrole d'Iran et gèle les avoirs iraniens aux États-Unis. En avril 1980, le président donne son accord pour une périlleuse expédition militaire de sauvetage (surnommée *Eagle Claw* [la serre de l'aigle]) qui échoue en plein désert à plusieurs dizaines de kilomètres de Téhéran. Cyrus Vance , le secrétaire d'État, démissionne. Le shah quitte les États-Unis et décède en Égypte en

juillet 1980. En septembre, Saddam Hussein , au pouvoir en Irak depuis juillet 1979, envahit l'Iran. C'est le début d'une guerre de huit ans.

La crise des otages exerce un très grand impact sur l'opinion publique américaine. Chaque jour, les chaînes de télévision en font la une de leurs journaux, avec le décompte quotidien des jours de captivité, tout en montrant des scènes de foules brûlant des drapeaux américains. Solidaires et émus par leurs concitoyens retenus en otage à l'autre bout du monde, les Américains nouent des rubans jaunes autour des arbres. Au début de la crise, cette solidarité s'applique à Carter , qui voit sa cote de popularité rebondir soudain, mais au fil du temps, et surtout après l'échec de l'opération militaire, celle-ci chute inexorablement. Des critiques se font entendre. Pourquoi ne pas avoir fermé l'ambassade après que des émeutiers l'ont envahie en février 1979, huit mois auparavant ? Fermée ou réduite à « pas plus de six hommes et un chien[98] », comme le dit un officiel américain ? Un article publié dans le magazine *Newsweek* reflète le moral américain en cette année 1980 : « Dans l'état actuel des choses, la stratégie diplomatique incertaine du Président laisse nos alliés perplexes, nos ennemis peu impressionnés et la nation vulnérable comme jamais dans un monde de plus en plus dangereux[99] . » La crise des otages occupera le devant de la scène lors des élections présidentielles de 1980 et affaiblira – pour ne pas dire condamnera à l'échec – la campagne de Carter. Après 444 jours de détention, les otages seront finalement libérés contre 8 milliards de dollars et le dégel des avoirs iraniens en janvier 1981, quelques minutes après l'investiture du républicain Ronald Reagan .

L'Amérique morose

En juillet 1979, alors que Carter avait prévu de prononcer un discours centré sur sa politique énergétique, il convie des experts (entrepreneurs, syndicalistes, enseignants, pasteurs, gouverneurs,

maires et des citoyens) pendant une dizaine de jours dans la résidence présidentielle de Camp David pour réfléchir aux maux de l'Amérique, « plus profonds que les queues aux stations-service ou que la pénurie d'énergie, plus profonds même que l'inflation ou la récession ». Le 15 du mois, le président s'adresse à la nation. Avant d'exposer ses dispositions en matière d'énergie, Carter, à la surprise de ses concitoyens, expose les résultats de cette véritable introspection collective. Citant des phrases que lui ont dites ses invités, il isole celle-ci : « M. le président, nous sommes confrontés à une crise morale et spirituelle. » Pour Carter, il s'agit « d'une crise de confiance », une crise qui « menace le tissu social et politique de l'Amérique ». Puis, poursuit-il, « nous avons toujours cru en cette chose appelée progrès » mais « nous sommes en train de perdre cette foi ». Perte de confiance dans les institutions, dans le gouvernement, et en l'avenir. « Les deux tiers de nos concitoyens ne votent même pas », précise-t-il. Ainsi, résume Carter, « Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, une majorité de nos concitoyens croient que les cinq prochaines années seront pires que les cinq qui viennent de s'écouler ». Notre identité, déplore aussi le président, « n'est plus définie par ce que nous faisons mais par ce que nous possédons ».

« Vous le savez, résume Carter , il y a un manque croissant de respect pour notre gouvernement, nos églises et nos écoles, nos médias d'information et autres institutions. Ceci n'est pas un message de bonheur ni de réconfort, mais c'est la vérité et c'est un avertissement. » Puis, analyse le président, « ces changements ne se sont pas produits du jour au lendemain. Ils se sont imposés à nous progressivement en une génération. » Il conclut : « Le fossé entre les citoyens et le gouvernement n'a jamais été aussi grand. » Le diagnostic présidentiel se distingue par sa justesse, son éloquence et sa clairvoyance. Mais quel est le remède ? Restaurer la foi et la confiance, assurément, mais comment ? Le président Carter ne semble pas avoir de réponses, ou tout du moins n'en donne-t-il pas, citant à nouveau un de ses invités : « La force dont nous avons besoin ne viendra pas de la Maison-Blanche mais de chaque foyer

américain[100] . »

Pertinent dans son analyse, Carter ne se trompe-t-il pas dans sa réponse ? Le pays n'a-t-il pas, au contraire, besoin de leadership à la Maison-Blanche pour le conduire vers la confiance et l'optimisme ? Faisant certainement preuve davantage d'une grande honnêteté intellectuelle que de faiblesse, Carter avait déjà reconnu en 1978 que « le gouvernement ne peut résoudre nos problèmes […]. Il ne peut éradiquer la pauvreté, ou créer une économie florissante, ou réduire l'inflation, ou sauver nos villes », de la banqueroute sous-entend-il, « ou résoudre le problème de l'analphabétisme, ou fournir de l'énergie »[101] . Au-delà d'un constat surprenant pour un président démocrate, quel aveu d'impuissance ! Ford ne manquera pas d'ironiser sur cet aveu en parlant de présidence non plus impériale mais en péril[102] .

En ces années 1970, surtout après le Watergate, le moral aux États-Unis est, sans nul doute, au plus bas. C'est l'Amérique morose. En s'inspirant de l'expression de Ford , utilisée à la suite du Watergate, on pourrait même parler de grande dépression nationale. Tout d'abord, les Américains n'ont plus confiance ni en leurs institutions, ni en leurs représentants, ni en toute forme d'expertise. Les chiffres sont frappants. Alors qu'en 1966, une année où pourtant la contestation fait rage, 41 % avaient confiance en la présidence, ce qui est déjà relativement peu, en 1979 cette proportion chute à 17 %. De même pour le Congrès avec respectivement 42 % et 18 %. Pour l'armée, les chiffres passent de 62 % à 29 % et, pour les médecins, de 73 % à 30 %[103] . Cette absence de confiance se traduit par une désaffection pour le politique et une démobilisation de l'électorat. Dans les années 1950 et 1960, 60 % des Américains votent aux élections présidentielles ; ils sont 55 % en 1972 et 54 % en 1976, pourtant une campagne très disputée. Aux élections de mi-mandat de 1978, le taux de participation chute à 38 %, soit guère plus d'un Américain sur trois. Les électeurs se reconnaissent beaucoup moins aussi dans les partis politiques traditionnels. Alors que 80 % d'entre eux se réclament du Parti républicain ou démocrate en 1940, ils sont

toujours 78 % en 1964 mais plus que 64 % en 1976, soit à peine les deux tiers de l'électorat. La nature même de la politique est engagée dans une profonde mutation. Désormais, celle-ci se consomme et le candidat est « un produit » à promouvoir, voire à vendre comme, rappelons-le l'évoque le titre de l'ouvrage de *The Selling of the President, 1968* , avec en couverture le visage de Nixon sur une boîte de lessive ou un paquet de cigarettes selon l'édition – sans parler du coût devenu astronomique des campagnes électorales.

Un nouvel âge

Les rapides et drastiques mutations technologiques et économiques (désindustrialisation, robotisation, développement du tertiaire et de l'informatique) mais surtout sociétales que vit le pays accentuent un sentiment collectif d'angoisse. Dans ce même discours de 1979, Carter déplore la perte de l'idéal familial américain. Là encore, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le taux de divorce double entre 1960 et 1974, passant de 2,2 ‰ à 4,6 ‰, et atteindra un pic à 5,1 ‰ en 1981. En 1970, la Californie introduit le divorce par consentement mutuel. La famille modèle des années 1950, avec le père qui travaille, la mère au foyer et deux enfants, ne représente plus que 7 % de la population en 1975, soit moins d'un Américain sur dix. On estime alors que 40 % des enfants nés dans les années 1970 vivront avec un seul de leurs parents. Ce qu'on pourrait appeler la culture des célibataires (*single culture*) se développe. À la fin des années 1970, un quart des Américains vivent seuls alors qu'en 1960, 70 % des femmes étaient mariées avant l'âge de 24 ans. Le taux de natalité chute de 24 à 15 ‰, entre 1960 et 1974. En 1970, 12 millions de femmes américaines prennent la pilule contre 1 million en 1963. Cette révolution sexuelle, qui résulte pour certains d'une trop grande permissivité, se traduit aussi par la transformation des rapports de séduction, en anglais *courtship* , plus spontanés et moins codifiés ou surveillés. Une évolution adroitement résumée

dans le titre d'un ouvrage publié en 1988 : *From Front Porch to Back Seat* (De la véranda au siège arrière de la voiture)[104] . Notons enfin, signe des temps, le succès du magazine *Playboy* , fondé en 1953, avec un tirage record de 7 millions d'exemplaires en 1972[105] .

Par ailleurs, l'Amérique des années 1970, dans les grandes métropoles principalement, est minée par la violence et la criminalité au quotidien. Le taux de meurtre, estimé à 5 pour 100 000 habitants dans les années 1950, a doublé en vingt ans. Il est alors huit fois supérieur à celui de l'Italie , le second pays industrialisé le plus affecté par ce phénomène. Un rapport sur la criminalité aux États-Unis, publié en 1970, révèle une étonnante progression de 1960 à 1969 : + 66 % pour les meurtres, + 115 % pour les viols, + 180 % pour les vols et + 103 % pour les agressions violentes[106] . Une violence accrue et une réelle angoisse qui se traduisent dans les films à succès du moment tel *L'Inspecteur Harry* (*Dirty Harry* , 1971), qui met en scène un policier à la dure incarné par Clint Eastwood, ou surtout *Un justicier dans la ville* (*Death Wish* , 1974) où un homme, Charles Bronson, dont la femme et la fille ont été respectivement tuée et violée dans l'appartement familial, se fait justice dans les rues de New York[107] . Phénomène seulement partiellement explicable, cette forte augmentation de la criminalité est en partie due à l'explosion démographique (44 millions d'Américains ont entre 14 et 24 ans au milieu des années 1970, contre 24 millions en 1950), la pauvreté, des relations raciales et interethniques tendues, l'exode des classes moyennes et des entreprises loin des centres-villes, le développement de ghettos et les crises financières des grandes villes conduites à licencier des policiers.

Enfin, les Américains ressentent aussi une très nette perte d'influence à l'international. La chute de Saïgon et la crise des otages en Iran en sont d'implacables illustrations. Une faiblesse perçue à l'étranger même. Le renommé magazine britannique *The Economist* titre un de ses numéros en 1975 : « L'effacement de l'Amérique[108] . » Les deux chocs pétroliers, de 1973 et de 1979, même s'ils affectent le monde occidental dans son ensemble, sont interprétés comme des

attaques contre les États-Unis, face auxquelles Washington semble impuissant. Dans ce même discours sur l'énergie, Carter cite un des experts disant : « Notre cou s'étire par-dessus la clôture et l'OPEC a un couteau[109] . » À cela s'ajoute la perte de compétitivité des industries américaines face à la concurrence étrangère. L'Amérique, jadis omnipotente, paraît désormais impuissante, menacée et vulnérable.

CHAPITRE 24

L'Amérique triomphante est de retour (1980-1992)

Dans la crise actuelle, l'État n'est pas la solution à nos problèmes, c'est l'État qui est le problème.

Ronald Reagan (1981)

Ronald Reagan : de Hollywood à la Maison-Blanche

Assurément, Ronald Reagan , élu et réélu président en 1980 et 1984, est la grande figure politique des années 1980 aux États-Unis. À tel point d'ailleurs que les observateurs parlent des « années Reagan » pour toute la décennie. L'historien américain John Ehrman va même jusqu'à écrire : « Pour comprendre les États-Unis des années 1980, il faut commencer par comprendre Ronald Reagan[1] . » Qui est donc cet homme ?

Né en 1911 dans un bourg de l'Illinois , Tampico (800 habitants), et issu d'une famille modeste, Reagan poursuit des études supérieures médiocres. Après quelques années comme reporter sportif à la radio, il s'installe en Californie en 1937 et devient acteur de films de série B. Reagan tourne cinquante films en trente-trois ans de carrière. Après guerre, il prend la tête du syndicat des acteurs. Cinq fois réélu,

il mène la guerre au communisme tout en faisant face à la redoutable commission des Activités anti-américaines (HUAC). Divorcé, il épouse en 1952 une jeune actrice, Nancy Davis , et s'intéresse progressivement à la politique. Alors qu'il avait été un partisan de Roosevelt et du New Deal, Reagan passe au Parti républicain et soutient Eisenhower et Nixon . Il avouera plus tard qu'à partir de 1960, il a compris « que le réel ennemi n'était pas le monde des affaires [*Big Business*] mais l'État puissant [*Big Government*][2] ». Un temps employé par l'entreprise General Electric comme porte-parole à la fois devant les caméras et dans les usines du groupe, il décide en 1966 de se présenter aux élections pour le poste de gouverneur de Californie. Il est élu cette année-là et réélu en 1970.

C'est à ce moment-là que Reagan commence à nourrir une ambition présidentielle. Battu par Nixon lors des primaires républicaines de 1968, puis par Ford en 1976, son heure semble venue en 1980. Bien qu'âgé de 69 ans, Reagan remporte l'investiture républicaine et, alors que Ford fut son premier choix comme vice-président, il opte finalement pour l'ancien directeur de la CIA et ancien diplomate en Chine , George H. Bush . En face, Carter , empêtré dans la crise iranienne, paraît bien affaibli. S'avérant fin politique et observateur avisé de l'opinion publique, Reagan, l'éternel optimiste, axe sa campagne sur le retour du rêve américain face au réalisme, teinté de pessimisme, froid et cérébral de Carter. Dans une allusion à peine voilée au discours du président démocrate de juillet 1979, il s'érige contre ces leaders qui expliquent « leur échec par un contexte qu'ils ne maîtrisent pas » et qui s'inspirent des « conclusions erronées de mystérieux experts qui réécrivent l'histoire contemporaine pour nous convaincre que notre niveau de vie élevé, qui est le résultat de notre dur labeur et de nos économies, est en fait un luxe égoïste auquel il faut renoncer ». Le candidat Reagan veut aussi restaurer, notamment face à l'Union soviétique, le leadership mondial des Américains qui, « plus que tout autre peuple », ont « combattu et payé un immense tribut à liberté ».

Puisant habilement dans les moments, les hommes et les concepts

de l'histoire du pays connus de tous, tout en simplifiant et en adoptant ces références à son message politique et électoral, Reagan explique : « Quand les soldats de Washington étaient en train de mourir de froid à Valley Forge, Tom Paine a dit aux Américains : "Il est en notre pouvoir de recommencer totalement le monde"[3] . » De même, le candidat Reagan sait renouveler le messianisme américain avec une référence à l'histoire en rappelant que « Nous qui avons la chance d'être américains, nous avons un rendez-vous avec le destin, depuis ce jour où, en 1630, au large du Massachusetts , John Winthrop , sur le pont du minuscule navire *L'Arbella* , dit à un petit groupe de pèlerins : "Nous serons une cité sur la colline. Le monde entier nous regarde"[4] ». Non seulement Reagan souhaite rétablir l'espoir de leader ship de l'Amérique, perçu comme profondément ancré dans l'histoire du pays quoique perdu depuis peu, mais cette référence astucieuse à un moment fondateur de l'histoire religieuse du pays ne peut que séduire son électorat. Plus attaché à l'impact de ses formules qu'à l'exactitude historique, Reagan n'hésitera d'ailleurs pas à faire de cette cité sur la colline, une cité « brillante » (*shining*). Habile dans le choix de ses formules comme de ses références et, du fait de sa carrière d'acteur, à l'aise et souriant devant les caméras, Reagan sera surnommé « Le Grand Communicant » (*The Great Communicator*). Adepte de la politique spectacle, le candidat républicain consacre, comme le souligne Pierre Melandri, « le mariage de Washington et de Hollywood que, déjà, l'arrivée de Kennedy avait annoncé[5] ».

Reagan durcit le ton pendant la campagne et attaque, voire moque parfois, Carter . Voici une de ses attaques les plus percutantes : « La récession, c'est quand votre voisin perd son emploi, la dépression, c'est quand vous perdez le vôtre, et la reprise, c'est quand Jimmy Carter perd le sien[6] . » Le candidat Reagan énonce trois menaces « graves » et « de la responsabilité directe, politique et morale des leaders du Parti démocrate », à savoir : « une économie en pleine désintégration, une défense affaiblie et une politique énergétique qui consiste à gérer la pénurie ». Puis, la formule

toujours facile, il demande aux Américains : « Quelqu'un peut-il regarder le bilan de ce gouvernement et dire "bravo"[7] ? » Le slogan des républicains fait mouche : « Refaisons de l'Amérique un grand pays » (*Make America Great Again*). Travaillant à faire libérer les otages, Carter, lui, fait campagne à l'ancienne sans se déplacer (la *front porch campaign*), non de chez lui mais à partir de la Maison-Blanche.

Reagan remporte les élections présidentielles de 1980 somme toute assez nettement. Il obtient 50,7 % des votes, soit 8 400 000 de plus que son adversaire Carter qui fait un score de 41 %[8] . Cette année-là, un candidat indépendant, John Anderson , un élu républicain de l'Illinois à la Chambre, obtient 6,6 % des suffrages. Au collège électoral, Reagan gagne 44 États (489 grands électeurs), contre seulement 6 pour Carter (49 grands électeurs), dont son État, la Géorgie et le Minnesota , l'État de son colistier Walter Mondale . Carter remporte le vote noir (92 %) et celui des femmes (53 %), ce qu'on appelle le *gender gap* , soit une division de l'électorat hommes/ femmes. Fort du vote de la droite chrétienne, Reagan fait un très bon score dans le Sud. Une réelle victoire, qui prolonge et fixe durablement la stratégie sudiste de Nixon , face à un candidat à la fois sudiste et démocrate. Par ailleurs, l'élection de Reagan, gouverneur de Californie , consacre le poids démographique et politique de la *Sun Belt* , soit ces États du Sud et de l'Ouest, aux élections présidentielles. Johnson venait du Texas , Nixon de Californie et Carter de Géorgie. Plus surprenant, Reagan est majoritaire chez les ouvriers, les syndicats et les catholiques, historiquement des bastions démocrates. Un bloc de votes que les historiens et politilogues nommeront les *Reagan democrats* . Cette fois-ci la coalition rooseveltienne est définitivement morte. La candidature du progressiste Anderson a affaibli le président démocrate, plus que son challenger, mais même sans celle-ci Carter n'aurait sans doute pas gagné tant le rejet de sa présidence et son apparente incapacité à résoudre la crise en Iran ont pesé sur la campagne. Carter est le premier président en exercice depuis Hoover

en 1932 à ne pas être réélu. Au Congrès, les républicains gagnent le contrôle du Sénat, une première depuis 1955, et remportent 33 sièges à la Chambre, même si celle-ci reste aux mains des démocrates. La victoire de Reagan est davantage personnelle qu'idéologique.

Lors de son discours d'inauguration, le 14 janvier 1981, Reagan affirme devant ses concitoyens : « L'avenir de l'Amérique est dans vos rêves. Faites qu'ils se transforment en réalité[9] . »

Le président Reagan

Le contraste entre les présidents Carter et Reagan est saisissant. Carter était un homme de dossiers, excessivement diront certains. Adepte du micro-management et bourreau de travail, il lisait toutes les notes de service, jusqu'à examiner les listes de réservations du court de tennis de la Maison-Blanche. Aux antipodes de telles pratiques, le président Reagan paraît donner chair à la réflexion de Nixon , nous l'avons vu, faite à la veille de sa propre élection en 1967, sur le fait que les États-Unis peuvent très bien fonctionner sans président. Reagan impose un style pour le moins assez détaché. Ne dit-il pas lui-même : « Il est vrai que le travail n'a jamais tué personne mais pourquoi prendre le risque[10] ? » La nouvelle routine présidentielle inclut le matin quelques briefings suivis d'un moment seul à signer des documents et à faire son courrier, en fait répondre à ses fans. Puis, vient une première pause, appelée « temps personnel pour le staff » (*Personal Staff Time*) de trente minutes à une heure. Comme l'écrit un journaliste en plaisantant, Reagan « se lève aux aurores à midi[11] ». Suit le déjeuner, quelques réunions puis une nouvelle pause, en fait une sieste, entre deux et quatre heures selon le programme plus ou moins chargé de la soirée. Puis, arrive le temps d'une ultime mise au point avec son équipe. Les mercredis après-midi sont réservés à l'équitation et le couple Reagan part en week-end, souvent dans leur ranch californien, dès le vendredi midi. Sur ses huit années à la Maison-Blanche, Reagan aura passé pratiquement

l'équivalent d'une année en Californie et près de deux cents week-ends dans la résidence présidentielle de Camp David. Une telle routine nécessite un excellent encadrement. Pendant son premier mandat, Reagan est principalement assisté de trois hommes, Ed Meese , Michael Deaver et James Baker , collectivement appelés « la troïka ». Ces conseillers, aussi surnommés « les présidents adjoints », non seulement briefent quotidiennement le président mais lui préparent des fiches avec des suggestions de remarques à faire et de questions à poser. Acteur de métier, Reagan n'a qu'à jouer son rôle et réciter son texte, ce qu'il fait avec un réel talent. Un tel fonctionnement laisse une grande autonomie de décision aux conseillers mais aussi aux directeurs des nombreuses agences fédérales[12] .

Malgré les immenses précautions de ses conseillers, Reagan deviendra rapidement connu pour ses blagues, voire ses gaffes. Un humoriste, jouant sur son titre de Commandant en chef (*Commander-in-Chief*), surnomme Reagan le « Blagueur en chef » (*Joker-in-Chief*). Quelques exemples suffisent. Lorsqu'on lui pose une question sur le déficit américain, Reagan, de manière assez déconcertante, répond : « Le déficit est assez grand pour s'occuper de lui-même. » Ou encore, signant une photo de lui avec un chimpanzé, Reagan écrit : « Je suis celui avec la montre[13] . » Un sens de l'humour, cependant, qui lui vaudra une indéniable popularité lorsqu'au lendemain de la tentative d'assassinat perpétrée contre lui sitôt en fonction en mars 1981 ; alors que la balle du tireur fou, John Hinckley , lui perfore un poumon et se loge près du cœur après avoir par miracle ricoché contre la portière de la voiture, il déclare à son épouse Nancy : « Ma chérie, j'ai oublié de me baisser[14] . » Alors qu'il est toujours hospitalisé, Reagan recueille 70 % d'opinions favorables.

Ne nous méprenons pas. Reagan n'est ni un président potiche ni un sot. Il aime déléguer, ainsi du moins perçoit-il sa fonction, souhaite prendre son temps, suivre son rythme de vie sans négliger les pauses ni les divertissements. Il n'est pas un homme de dossiers et ne s'intéresse pas aux détails. Nul doute, cependant, qu'il tient à

prendre les décisions, se voit comme ultime responsable et travaille dur sur les questions qui lui tiennent à cœur. Pendant ses cent premiers jours à la Maison-Blanche, alors qu'il doit aussi être hospitalisé, il rencontre 467 membres du Congrès, sans compter les nombreux appels téléphoniques afin de faire passer sa loi budgétaire. Somme toute, quel que soit son niveau d'investissement, Reagan donne magiquement l'impression de savoir ce qu'il fait alors que ce fut l'un des présidents les moins informés de l'histoire contemporaine des États-Unis. Par ailleurs, il semble immunisé contre les critiques qui glissent sur lui, ce qui lui vaut le surnom de « président Téflon ». De plus, outre ses talents d'orateur, son indéniable charisme et son sens de la formule, la grande force de Reagan est d'avoir saisi l'humeur du pays, d'avoir compris son angoisse et d'avoir rassuré ses concitoyens. Enfin, *last but not least* , son grand mérite politique est d'avoir restauré l'image de la présidence, tant abîmée par les tricheries de Nixon et l'indécision de Carter .

La Nouvelle Droite

Reagan n'a pas seulement été élu sur ses qualités, sa campagne et son programme mais il a su bénéficier d'une profonde vague conservatrice qui a traversé le pays en réaction aux années 1960 et 1970. C'est ce que les Américains nomment le *backlash* , ou retour du bâton. Ce nouveau conservatisme économique et moral, dont Reagan sera l'incarnation sans être à son origine, se déploie dans le domaine du rôle de l'État, de l'économie et des mentalités. Ce vaste mouvement n'est cependant ni tout-puissant ni homogène. Il touche certaines régions et certaines couches de la population. Mais cette Nouvelle Droite (nom donné par allusion à la Nouvelle Gauche des années 1960) gagne non seulement le combat politique, mais surtout idéologique, et ses principes affectent durablement le pays. C'est la révolution conservatrice.

À partir du début des années 1970 se créent des instituts et des

think tanks conservateurs, la Heritage Foundation, l'American Enterprise Institute ou le Cato Institute qui diffusent les idées d'intellectuels tels Irving Kristol , Richard Viguerie ou Paul Weyrich dans des revues comme *Public Interest* , *Commentary* ou la *National Review* mais aussi et surtout à la radio et à la télévision. Ces nouveaux conservateurs s'opposent à ce qu'ils appellent le tout-État, un État dépensier notamment en matière d'aides sociales, soit l'État-providence (*welfare state*). Un État dont l'omniprésence limite considérablement, selon eux, la liberté individuelle. Sur le plan économique, ils préconisent une baisse des impôts et une politique plus accentuée de dérégulations. Ils ont foi dans le marché, qui doit être libéré. Sur le plan international, ils dénoncent la détente qui n'est pour eux qu'une politique d'apaisement face à une Union soviétique qui se renforce dangereusement. Par conséquent, si une dépense publique mérite d'être augmentée, c'est le budget du Pentagone. Sur les questions de société, ces conservateurs s'opposent à l'avortement, à l'amendement constitutionnel sur l'égalité des sexes (ERA) et à la discrimination positive (*affirmative action*), combattent la violence, la pornographie et les drogues et prônent un patriotisme renouvelé.

Deux décisions majeures de la Cour suprême illustrent cette vague conservatrice. En 1978, dans l'arrêt *University of California vs. Bakke* , la Cour oblige la faculté de médecine de l'Université de Californie à admettre l'étudiant (blanc) Allan Bakke alors qu'elle a écarté son dossier au profit de candidatures issues de minorités sur la base de quotas bien que ses notes soient supérieures. L'arrêt, obtenu après un vote très partagé de cinq juges contre quatre, consolide la constitutionnalité de la discrimination positive mais interdit les quotas. D'où la formule du magazine *Time* : « Les quotas : non / la race : oui. » Le principe de la discrimination positive survit mais son application est désormais juridiquement limitée. Pourtant, comme l'écrit un des juges en désaccord avec l'arrêt, celle-ci reste nécessaire car « afin d'aller au-delà du racisme, nous devons d'abord prendre en compte la race [et] pour traiter des individus avec égalité, on doit les

traiter différemment[15] ». L'autre décision clé concerne la peine de mort. En 1972, l'arrêt *Furman vs. Georgia* déclare que la peine de mort viole le VIIIe amendement constitutionnel qui interdit les « châtiments cruels et extraordinaires ». Un moratoire est donc décrété sur l'ensemble du pays. Or, en 1976, l'arrêt *Gregg vs. Georgia* met fin au moratoire, tout en fournissant un encadrement aux lois des États sur la peine de mort. Les exécutions reprennent dès 1977[16] .

La droite évangélique

La Nouvelle Droite repose aussi sur un renouveau religieux qui naît dans les années 1970. Cette droite évangélique, composée principalement de protestants, fondamentalistes ou non, mais aussi de catholiques (ce qui est nouveau), est issue principalement du Sud et du Sud-Ouest, ce qu'on appelle la *Bible Belt* . Elle combat l'avortement, dénoncé comme « le massacre des innocents » ou « le meurtre d'enfants », l'usage de drogues douces ou dures, la pornographie, l'homosexualité, les mouvements de libération de la femme, le divorce par consentement mutuel et l'éducation sexuelle à l'école. Elle promeut les « valeurs familiales », la prière à l'école et souhaite que les établissements religieux soient partiellement subventionnés par l'État fédéral. La nouveauté des années 1980 est leur organisation, la large diffusion de leurs idées (magazines, émissions de radio et de télévision), leur poids électoral et leur grande influence au sein du Parti républicain. Leurs partisans sont très nombreux : 50 millions d'Américains se disent *born again* au milieu des années 1980. C'est un mouvement populaire (*grassroot movement*), de très grande ampleur et destiné à exercer une influence politique décisive pendant plusieurs années. Certains parlent même de « Troisième Grand Réveil », par allusion aux deux Réveils qui secouent l'Amérique aux XVIIIe et XIXe siècles.

Plusieurs groupes conduisent cette coalition hétéroclite mais unie dans ses revendications et ses combats. La Majorité Morale (*Moral*

Majority), fondée en 1979, est animée par Jerry Falwell , un pasteur baptiste qui, à l'origine, officiait à Lynchburg, en Virginie , dans une paroisse de 17 000 membres. Une de ces immenses églises du Sud, aux allures de hangar, qui portent le nom de « *mega churches* ». Falwell est opposé au tabac, à l'alcool, à la danse, au rock et impose aux femmes de sa congrégation de se vêtir uniquement de robes. Falwell dénonce l'avortement comme « une arme qui détruit plus d'enfants que les pharaons ont tués en Égypte , qu'Hérode a assassinés quand il cherchait le Christ enfant et que les nazis ont massacrés parmi les Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale ». De même, Falwell combat l'ERA (*Equal Rights Amendment*) qui, selon lui, conduira « à des toilettes unisexes » et à l'envoi de femmes militaires au combat. En 1985, il fait campagne pour interdire la vente des magazines *Playboy* et *Penthouse* dans les omniprésents magasins de proximité *7-Eleven* et contre la chaîne d'hôtels Holiday Inn qui donne à ses clients la possibilité de regarder sur commande des films pornographiques dans leur chambre. Enfin, déclare-t-il, politiquement « Je suis à la droite de vous où que vous soyez[17] ». La Majorité morale, décrite par ses opposants comme ni l'un ni l'autre, se revendique « pour la vie [*pro-life* , soit anti-avortement], pour la famille, pour la morale et pour l'Amérique[18] ». Au début des années 1980, cette organisation revendique 300 000 adhérents, dont 70 000 ministres du culte. D'autres groupes influents se placent dans cette nébuleuse évangélique conservatrice. Le mouvement Concerned Women for America ou CWA (Les femmes inquiètes pour l'Amérique), fondé aussi en 1979, est de même opposé à la pornographie, à l'homosexualité, à l'ERA, à l'avortement et au divorce par consentement mutuel, ces « cancers moraux qui pourrissent la société américaine de l'intérieur[19] ». Il regroupe 500 000 adhérents dans les années 1980, soit bien davantage que la National Organization for Women (NOW). Quant au groupe Focus on the Family (Priorité à la famille), créé en 1977, il défend les droits des parents opposés, par exemple, à l'éducation sexuelle à l'école.

Les grandes figures de la droite évangéliste sont les télévangélistes

comme Jerry Falwell et Pat Robertson, un ancien Marine qui a servi en Corée et qui a fondé la chaîne de télévision religieuse *Christian Broadcasting Network* . Leurs prêches radiodiffusés ou télévisés leur permettent d'atteindre régulièrement une moyenne de plus de 800 000 auditeurs et jusqu'à 20 millions de téléspectateurs. Plus crucial encore, on estime que la Majorité morale regroupe au moins 2 millions d'électeurs en 1980. Divorcé et peu pratiquant, Reagan ne paraît pas avoir le profil du président parfait pour ces électeurs et ces groupes. D'ailleurs, il est difficile de déterminer avec certitude le point auquel la droite évangélique a soutenu Reagan ou Carter aux élections de 1980, le président sortant étant un baptiste de Sud à la foi profonde et affichée. Mais Reagan sait se montrer résolument conservateur en politique intérieure et à l'international, tout comme sur les questions de société. Carter, à l'inverse, a déçu ces militants par sa tiédeur, son manque d'engagement et son indécision sur des thèmes majeurs à leurs yeux. Par ailleurs, Reagan, habile dans ses formules à son habitude, ne déclare-t-il pas opportunément : « Aujourd'hui, il y a des gens qui veulent retirer la formule *In God We Trust* de notre devise. Je n'ai jamais connu d'époque où elle était plus nécessaire[20] » ? En 1982, le président Reagan proclamera « l'Année de la Bible » et deux ans plus tard il obtiendra plus de 80 % du vote « évangélique » lors de sa réélection.

La reaganomie

Le versant économique du reaganisme porte le nom de reaganomie (*reaganomics*). Les piliers de la reaganomie sont les baisses d'impôts pour les individus et les entreprises afin d'augmenter le pouvoir d'achat, donc la consommation, et l'investissement, donc la recherche et l'innovation. Reagan prône également la réduction des dépenses de l'État fédéral, accusé d'entraver la liberté individuelle, ce qui implique de réduire, voire de supprimer, les aides sociales mais, à l'inverse, d'accroître le budget du Pentagone. Les

républicains parlent de « liberté économique » ou encore de « Déclaration des droits économique ». Reagan déclare que « le droit de gagner de quoi vivre et de garder ce que l'on gagne […] signifie être libre »[21] . Ou encore : « Ce que je veux voir plus que tout c'est que ce pays reste l'endroit où chacun pourra toujours devenir riche[22] . » Les Américains seront moins taxés, donc travailleront plus, espère-t-on (et prédit-on) à la Maison-Blanche. Le principe cardinal de la reaganomie est donc de stimuler l'offre et de libérer les forces du marché, ce qu'on appelle « l'Évangile du marché », notamment par la dérégulation, que celle-ci soit sociale, commerciale ou industrielle. Reagan mènera ce que la presse appellera « une guerre contre la régulation » et nommera le vice-président Bush à la tête d'un groupe de travail (*task force*) dédié à ces réformes.

La baisse des impôts représente la mesure phare du premier mandat de Reagan . Elle s'inspire en partie d'un référendum de 1978 par lequel la Californie adopte avec une large majorité la Proposition 13 qui vise à une réduction drastique de la taxe foncière. Son slogan victorieux : moins d'impôts, moins d'État. En 1978 et 1979, 37 États suivent l'exemple californien et réduisent leurs impôts fonciers ; 28 d'entre eux leurs impôts sur le revenu. C'est ce qu'on appelle, dans une allusion implicite à la révolution fondatrice du XVIII e siècle, la « révolte fiscale ». La loi budgétaire de 1981, pour la défense de laquelle le président Reagan s'engage pleinement, prévoit une baisse d'impôt de 25 % sur trois ans et réduit le plus haut taux d'imposition de 70 % à 50 %. Inévitablement, des programmes sociaux pâtissent de cette baisse de recettes fiscales. Le *Comprehensive Employment and Training Act* (CETA), par exemple, adopté sous Carter et qui créa 300 000 emplois en 1980, est supprimé.

La reagonomie, pour quels résultats ? Passé une première année difficile, avec une récession, l'inflation baisse mais reste élevée (6,2 % en 1982 pour 10,4 % en 1981). L'embellie ne survient qu'à partir de 1983. Le PNB croît de 3,7 % en 1983 et de 6,8 % en 1984. Le taux de chômage baisse et atteint 7,4 % en 1984 puis 5,5 % en 1988. L'inflation décline à 4,2 % en 1984 et le prix de l'essence

baisse enfin. Ces succès, cependant, ont un coût financier et humain. Le déficit fédéral s'envole (900 milliards de dollars en 1981 pour 2,7 billions en 1989) du fait de la baisse des rentrées fiscales, de l'impossibilité, pratique comme politique, de réduire trop fortement les programmes fédéraux – les électeurs de Reagan ne sont pas tous riches, tant s'en faut – et de l'accroissement des dépenses militaires. Un déficit soutenu par les investissements étrangers. Le dollar grimpe, il franchit par exemple la barre des 10 francs (1,52 euro) en 1985, ce qui ouvre le monde aux touristes mais freine l'accès aux marchés étrangers pour les industriels américains. Sur le plan intérieur, nul doute que la reaganomie favorise les plus riches. De 1980 à 1990, le revenu par famille va baisser de 10 % pour les Américains les plus pauvres et s'accroître de 16 % pour les plus fortunés. Les années 1980 marquent la naissance de ce nouveau groupe social, les *Young Urban Professionals* ou *Yuppies* , cette nouvelle bourgeoisie jeune et urbaine. À l'autre bout de l'échiquier, le salaire minimum, qui passe à 3,25 dollars par heure sous Carter , ne bénéficie d'aucune augmentation pendant les deux mandats de Reagan. La pauvreté s'accroît : 33 millions de pauvres en 1985 et 400 000 sans-abri en 1989. Au cours de la décennie, l'État fédéral baisse les subventions pour les cantines scolaires, l'aide au logement et les tickets d'alimentation (*food stamps*).

Enfin, pourtant ancien syndicaliste, Reagan va s'attaquer durement aux syndicats. L'un des moments les plus frappants de son premier mandat se déroule en août 1981. Les contrôleurs aériens, conduits par leur syndicat (Profession Air Traffic Controllers Organization, PATCO), se mettent en grève pour dénoncer des conditions de travail détériorées en raison de la spectaculaire augmentation du trafic aérien. Ayant soutenu le candidat Reagan pendant la campagne présidentielle de 1980, PATCO espère un geste de sa part. Sourd à leurs revendications et considérant leur grève illégale, Reagan donne 48 heures aux grévistes pour reprendre le travail sous peine d'être définitivement renvoyés. Plus de 11 000 d'entre eux perdent leur emploi littéralement du jour au lendemain.

Le président commente : « En faisant grève, ils ont quitté leur travail[23] . » Le renvoi massif de ces aiguilleurs du ciel sera compensé par l'armée en attendant que de nouveaux contrôleurs soient formés. Ce coup d'éclat permet à Reagan de passer, acte à l'appui, pour un homme de fer et de parole aux commandes du pays. Il finira aussi par briser le mouvement syndical, déjà en nette perte de vitesse. Si, en 1974, 424 grèves sont organisées, ce chiffre passe à 187 en 1980, puis 96 en 1982 l'année qui suit la grève des contrôleurs aériens, pour 40 en 1988[24] .

Les derniers soubresauts de la guerre froide

Lors de son premier mandat, la politique étrangère de Reagan à l'égard de l'Union soviétique se caractérise par un effort militaire soutenu, une rhétorique musclée, digne des années Truman , mais aussi des gestes de conciliation. Reagan est avant tout un anticommuniste viscéral. Dans une expression restée célèbre, peut-être inspirée du film à succès *La Guerre des étoiles* (1977), il a décrit l'URSS comme « l'empire du mal » (*the evil empire*). Par ailleurs, toujours la plaisanterie au coin des lèvres, il se demande si « la Détente n'est pas ce que fait le fermier avec sa dinde – jusqu'à Thanksgiving » ou annonce qu'il « va interdire la Russie pour toujours ». En mai 1981, Reagan dénonce le communisme comme « un chapitre triste et bizarre de l'histoire humaine » et prévoit que « ses dernières pages sont en train d'être écrites ». Un an plus tard, en juin 1982, devant le Parlement britannique où Margaret Thatcher espère que Reagan ne sera pas choqué par le portrait du roi George III , alors que la guerre des Malouines contre l'Argentine vient de se clôturer victorieusement pour le Royaume-Uni , avec le précieux soutien technologique des services de renseignements américains, Reagan déclare que « la marche de la liberté et de la démocratie […] va laisser le marxisme-léninisme au rebut de

l'histoire[25] ».

Une déclaration prophétique qui pourtant tient davantage à l'optimisme du président, voire à sa conviction personnelle que le communisme est voué à l'échec, qu'à une quelconque clairvoyance. En attendant « cette grande révolution », selon les mots de Reagan , l'Amérique doit se montrer forte. Tout d'abord s'armer. Le budget de la défense fait plus que doubler, passant de 120 à 273 milliards de dollars entre 1979 et 1986. Cette année-là, les dépenses militaires représentent presque un tiers du budget fédéral. Reagan autorise la fabrication de la bombe à neutrons et lance la construction de nouveaux bombardiers et de nouvelles fusées. En 1983, Reagan fait déployer par l'OTAN en Europe continentale des missiles Pershing II afin de contrer les fusées SS-20 soviétiques, ce qui inquiète fortement les Européens. Mais en cette même année, le projet militaire le plus ambitieux – certains diront le plus farfelu – du président Reagan porte le nom d'Initiative de défense stratégique (*Strategic Defense Initiative* ou SDI). Reagan n'est pas un adepte de « l'équilibre de la terreur », longtemps pilier de la guerre froide, non seulement du fait de l'horreur potentielle que ce principe sous-entend mais aussi parce que celui-ci ne place pas les États-Unis au-dessus de ses adversaires russes et chinois. Bien au contraire, il s'inquiète du fait que face à un assaut nucléaire soviétique, les Américains ne peuvent que contre-attaquer. Pire, en cas de guerre nucléaire, 150 millions de vies américaines seraient perdues. En 1983, le téléfilm *Le Jour d'après* (*The Day After*), qui met en scène une attaque nucléaire sur la petite ville de Lawrence, dans l'État du Kansas , et la lutte des survivants, connaît un vif – quoique mêlé d'effroi – succès[26] . Le projet SDI permettrait aux Américains d'intercepter les missiles soviétiques avant qu'ils n'atteignent le sol des États-Unis. Audacieux, mystérieux, très coûteux et probablement irréalisable, le programme SDI reflète l'optimisme du président et sa foi dans la supériorité technologique américaine. Il permet aussi de reprendre la main dans les négociations avec l'URSS sur les armes nucléaires, en profitant de l'inquiétude qu'il peut créer dans l'esprit des Soviétiques. Aux États-

Unis, ses détracteurs parlent avec dérision de « guerre des étoiles » mais sa popularité en fait, selon l'expression de l'historien George Herring, « un coup de génie politique typiquement reaganesque[27] ».

Toujours en 1983, Reagan envoie 5 000 hommes dans la petite île de Grenade, aux Antilles, afin de contrecarrer un coup d'État pro-soviétique soutenu par des forces cubaines. Certains accuseront Reagan de vouloir faire diversion après l'attentat qui tua 241 Marines à Beyrouth, reflet de l'échec de la politique américaine au Liban . Reagan voit aussi la Pologne comme le maillon faible de l'alliance soviétique en Europe. En juillet 1980, des ouvriers polonais fondent le syndicat Solidarité (*Solidarność*), avec à sa tête Lech Walesa . Reagan fait pression sur l'URSS pour empêcher une intervention militaire et, une fois la loi martiale décrétée en Pologne par le général Wojciech Jaruzelski , il soutient financièrement le syndicat avec l'aide de l'AFL-CIO et de certains hommes d'affaires, tout comme celle du Vatican, où le pape polonais Jean-Paul II , lui aussi victime d'une tentative d'assassinat en 1981, apparaît à Reagan comme une grande figure de l'anticommunisme. Le président américain impose aussi un embargo sur l'exportation des pièces américaines destinées à la construction d'un gazoduc de la Sibérie vers l'Europe occidentale. Ces actions feront dire à un de ses conseillers en sécurité nationale que Reagan « sait si peu mais accomplit tant[28] ».

Soufflant le chaud et le froid, Reagan décide aussi en avril 1981 de lever l'embargo des exportations de céréales en URSS, décrété, rappelons-le, par Carter suite à l'invasion soviétique de l'Afghanistan . Il promet aussi de respecter les termes de l'accord SALT II, pourtant non ratifié par le Sénat. L'objectif de ces gestes de conciliation est de « créer les circonstances permettant un dialogue important et constructif qui nous aidera à remplir notre obligation commune de trouver une paix durable[29] ». En attendant ce moment, les Russes boycottent les jeux Olympiques de Los Angeles en 1984.

L'accès au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en mars 1985 change totalement la donne. Reagan , lui, est triomphalement réélu en 1984

contre Walter Mondale , l'ancien vice-président de Carter qui choisit une femme, Geraldine Ferraro , comme colistière, une première aux États-Unis. Il gagne avec 59 % des voix et 525 grands électeurs. Reagan remporte tous les États sauf le Minnesota (celui de Mondale) et le District of Columbia (Washington), peuplé, rappelons-le, majoritairement de Noirs. Durant la campagne, outre le charisme du président-candidat (à l'inverse de son adversaire), les slogans républicains, tels « L'Amérique est de retour » (*America is Back*) ou « Le matin se lève à nouveau en Amérique » (*It's Morning Again in America*), font mouche.

À l'aube de son second mandat présidentiel, Reagan va pleinement et intelligemment profiter de la politique d'ouverture de Gorbatchev . Le nouveau leader soviétique, souhaitant sauver le communisme, initie des réformes économiques et sociales (*perestroïka*) et lance un effort de transparence politique (*glasnost*). Cette impulsion inédite permet de relancer les rencontres d'abord, puis de véritables négociations entre les deux puissances. C'est le cas à Genève dès 1985, puis à Reykjavik, en Islande, l'année suivante. En 1987, les deux Grands signent un accord de limitation des armes nucléaires de moyenne portée à Washington. L'année suivante, les rencontres entre George Shultz , le secrétaire d'État américain, et son homologue soviétique, le Géorgien Édouard Chevarnadze , se font régulières et productives. Toujours en 1988, les Soviétiques retirent leurs troupes d'Afghanistan . Est-ce l'avènement de ce que les admirateurs du président nomment « la Pax Reaganica » ? Dès 1983, Reagan s'était fixé comme objectif non plus de simplement coexister avec le régime soviétique mais de le changer. Le 12 juin 1987, devant la porte de Brandebourg à Berlin , il lance un retentissant « Monsieur Gorbatchev, abattez ce mur[30] ».

L'affaire Iran-Contra

C'est l'affaire dite « Iran-Contra » ou « Iran-contragate » qui va

faire trébucher Reagan . En 1979, le dictateur du Nicaragua Anastasio Somoza est renversé par les rebelles sandinistes, conduits par Daniel Ortega , avec l'appui des Soviétiques et des Cubains. Reagan décide d'aider les *contras* , en fait les partisans du dictateur déchu, qu'il qualifie « d'équivalent moral des Pères fondateurs » américains. L'aide est financière et militaire, la CIA entraînant des *Contras* au Salvador voisin. Pour Reagan, le risque est une avance communiste en Amérique centrale qui pourrait atteindre le Mexique et menacer directement les États-Unis. Il faut empêcher, selon les mots du président, que le Nicaragua ne devienne « un arsenal communiste et terroriste » et que « les Soviétiques, les Allemands de l'Est, les Bulgares, les Nord-Coréens, les Cubains, les terroristes de l'OLP [Organisation pour la Libération de la Palestine] et des Brigades rouges […] et les ayatollahs ne s'installent sur notre continent »[31] . Par conséquent, il est impératif de combattre les sandinistes. Le Congrès pense différemment. En 1982, la Chambre, à majorité démocrate et toujours soucieuse de limiter les pouvoirs militaires de l'exécutif, adopte à l'initiative d'Edward Boland , du Massachusetts , un amendement qui interdit à la CIA, dirigée par William Casey , et au ministère de la Défense de renverser les sandinistes. Le vote est unanime (411 à 0) et le président signe l'amendement. Le gouvernement, cependant, fait fi de cette interdiction. Robert « Bud » McFarlane , conseiller du président pour la Sécurité nationale et son assistant, le lieutenant-colonel des Marines Oliver North , obtiennent de l'Arabie Saoudite près de 20 millions de dollars d'aide en 1985 pour les *contras* . Ils recrutent aussi les services de Manuel Noriega , le dictateur du Panama , impliqué dans le trafic de drogue à très grande échelle. Ils décident également de miner secrètement les ports du Nicaragua. En 1984, le Congrès, ayant eu vent de ces activités, vote un second amendement interdisant cette fois-ci toute aide non militaire aux *contras* .

Reagan est alors encore plus préoccupé du sort des otages américains – au nombre de sept – détenus au Liban par le Hezbollah pro-iranien. « Aucun problème ne fut plus frustrant pour moi pendant

la présidence que celui de ramener les otages américains à la maison[32] », écrira-t-il dans ses Mémoires. En juin 1985, le président autorise la vente secrète d'armes à l'Iran , alors en guerre contre l'Irak , contrevenant ainsi à l'embargo. L'objectif principal de l'opération est d'obtenir en échange la libération des otages. L'Iran, toujours aux mains de Khomeyni , est sous embargo américain depuis 1983. Même si ces armes sont supposées aider des opposants au régime favorables aux États-Unis et soustraire l'Iran à une possible influence soviétique, la mémoire de la crise des otages de 1979-1980 est encore très vive en Amérique. Si, pour le pouvoir islamique iranien, les États-Unis sont le « Grand Satan », les Américains voient l'Iran comme un État « terroriste ». Or, en 1985, Reagan déclare résolument ne jamais vouloir négocier avec les terroristes. Le bombardement de la Libye en 1986, en représailles de l'implication de Mouammar Khadafi dans un attentat perpétré dans une discothèque de Berlin qui causa la mort de militaires américains, prouve sa détermination. Par ailleurs, le projet est destiné à échouer car si le Hezbollah libère des otages, au demeurant aux compte-gouttes, il en capture d'autres dans la foulée. L'affaire se complique lorsque North décide d'utiliser les sommes levées par ces ventes d'armes (2 000 missiles pour une somme estimée entre 16 et 25 millions de dollars) pour aider les *contras* au Nicaragua . En octobre 1986, le stratagème est mis à nu lorsqu'un avion de transport américain, chargé d'armes, est abattu au Nicaragua et qu'un des membres de l'équipage est capturé. Les médias s'emparent du sujet.

Le Congrès, se rappelant les manipulations et les mensonges de Nixon , lance immédiatement des commissions d'enquête. Reagan forme un comité qui va conduire sa propre enquête, avec à sa tête John Tower , un ancien sénateur du Texas , et il se voit aussi contraint de nommer un procureur spécial, Lawrence Walsh , un ancien juge fédéral. Les Américains sont sous le choc. Reagan négocie donc avec les terroristes. C'est « comme si on avait appris que John Wayne vendait de l'alcool et des fusils aux Indiens[33] », s'exclame l'un d'eux. Reagan décide en mars 1987 de s'exprimer à la télévision,

plaidant à la fois l'ignorance et la responsabilité institutionnelle. Le président évoque « des activités entreprises sans ma connaissance » et admet que tout ceci était « une erreur ». Mais, ajoute-t-il, « comme on dit dans la Marine […] c'est arrivé pendant mon quart ». Ces demi-aveux prononcés sur le ton du regret, de la sincérité et de l'émotion ont sans aucun doute rassuré certains de ses concitoyens. Mais l'enquête continue et la popularité de Reagan chute néanmoins de vingt points en quelques mois.

Ce que veulent savoir le Congrès et l'opinion publique est : que savait Reagan de ces activités ? « Ignorance présidentielle ou arrogance présidentielle ? », titre le *New York Times* . Assurément, le président était au courant et a donné son accord mais aucune des commissions d'enquête ne pourra le prouver. Le style détaché de Reagan, qui semble parfois friser l'amateurisme, l'a sauvé. Tout comme son âge et surtout sa volonté sincère de tout faire pour sauver les otages. Le Congrès, comme les Américains, estime par bienveillance, comme par prudence, que le président a probablement été mal informé et mal conseillé, même s'il porte sa part de responsabilité dans l'affaire. Par ailleurs, quelles seraient les conséquences politiques et psychologiques pour le pays, à peine treize ans après le Watergate, de lancer à nouveau une procédure de destitution à l'encontre d'un président qui a réussi à restaurer l'image de l'exécutif et ce, de surcroît, à un an de son départ ?

George H. Bush , le successeur

Les élections présidentielles de 1988 opposent le vice-président de Reagan , George H. Bush , au gouverneur démocrate du Massachusetts et fils d'immigrés grecs Michael Dukakis . Bush a battu Bob Dole et Pat Robertson aux primaires républicaines. Chez les démocrates, six candidats, dont Al Gore , Gary Hart , Joe Biden et Jesse Jackson , étaient sur la ligne de départ des primaires. La lutte entre Bush et Dukakis est serrée et rude, le démocrate prenant même

un net avantage pendant l'été. Bush bénéficie de la cote de popularité élevée du président sortant mais il n'est pas Reagan. Par ailleurs, il doit se détacher du scandale de l'Iran-Contra. Loyal à Reagan, Bush est surnommé « le coursier du président ». Dukakis, lui, est caricaturé par les républicains comme un démocrate partisan d'augmenter les impôts pour nourrir les dépenses de l'État fédéral (*tax and spend Democrat*). Son État, le Massachusetts, est d'ailleurs surnommé par les conservateurs républicains le « *taxachusetts* ». À l'automne, les républicains lancent des attaques personnelles contre Dukakis. Sa femme est ainsi accusée d'avoir brûlé un drapeau américain dans les années 1960. Sa politique d'octroyer des permissions à des condamnés est brutalement dénoncée par un spot télévisé reprenant l'histoire de Willie Horton , qui frappa un homme au couteau et viola sa compagne lors d'une de ses permissions. Le spot laisse malhonnêtement penser que chacun courrait un risque si Dukakis devenait président des États-Unis. Par ailleurs, avoir tourné une vidéo de campagne montrant Dukakis dans un char d'assaut pour lui donner l'étoffe d'un futur commandant en chef présidentiel s'avère une erreur de communication facilement tournée en dérision par les républicains. Souhaitant attirer le vote évangélique, Bush , lui, n'hésite pas à raconter comment son fils, George W., combattit victorieusement l'alcoolisme en devenant un chrétien *born again* , ajoutant : « Au revoir Jack Daniels, bonjour Jésus[34] . »

Bush choisit le jeune sénateur de l'Indiana J. Danforth (Dan) Quayle comme colistier. Quayle, qui refusa de servir au Viêtnam , s'avérera encombrant pour le candidat, puis président Bush, du fait de son apparente impréparation. Bush remporte facilement les élections avec 53,4 % des voix contre 45,6 % pour Dukakis et 40 États, soit 426 grands électeurs contre 111. La désaffection des Américains pour la politique s'accroît : le taux de participation n'est que de 54 %, le plus bas depuis 1924. Le Congrès, lui, reste aux mains des démocrates, un résultat qui donne à nouveau lieu à « une cohabitation », ou « *divided government* » selon la terminologie politique étatsunienne[35] .

Le nouveau monde de 1989

Ancien pilote de la marine pendant la guerre du Pacifique qui a fait fortune dans le pétrole au Texas après des études en Nouvelle-Angleterre , George H. Bush , à l'inverse de Reagan , arrive à la Maison-Blanche avec une grande expérience des affaires du monde et de la diplomatie. Ambassadeur auprès des Nations unies sous Nixon (1971-1972), il a aussi été chef de la délégation américaine à Pékin (1974-1975) et enfin directeur de la CIA (1976-1977). Il s'entoure d'une équipe expérimentée en manière de politique étrangère et de défense avec Dick Cheney à la Défense, James Baker aux Affaires étrangères, Brent Scowcroft comme conseiller en sécurité nationale et Colin Powell comme chef d'état-major. Sans surprise, c'est à l'international que la présidence Bush se distinguera.

La première intervention américaine se déroule à Panama . Les sandinistes s'affaiblissant à la fin des années 1980, les États-Unis n'ont désormais plus besoin de l'aide de Noriega . En 1989, celui-ci annule les résultats d'une élection qui ne lui a pas été favorable. Peu après, ses hommes tuent un officier américain. Bush décide d'intervenir militairement non seulement pour renverser Noriega mais aussi pour le ramener aux États-Unis pour y être jugé pour trafic de drogue et blanchiment d'argent. Rappelons que le canal doit être remis aux autorités panaméennes en 1999. L'opération militaire est d'envergure : 24 000 parachutistes sont dépêchés pour sécuriser le canal et capturer Noriega. Celui-ci, s'étant réfugié auprès de la nonciature vaticane, se rend au bout de quelques mois en janvier 1990 et sera condamné à Miami deux ans plus tard.

Face aux événements de Tian'amen, à Pékin , où entre quelques centaines et quelques milliers de manifestants, parmi lesquels de très nombreux étudiants, sont tués par l'armée en juin 1989, Bush se montre prudent. Connaisseur des affaires chinoises, il condamne officiellement ces actes mais envoie secrètement des émissaires à Pékin pour rassurer les autorités sur place. Aucune sanction économique ne sera imposée et les relations sino-américaines seront

préservées.

La chute du communisme en Europe de l'Est, puis en URSS, et surtout sa soudaineté, va prendre de court le président américain comme tous les chefs de gouvernement en Europe de l'Ouest. Bush sait néanmoins se montrer prudent et gérer ce qu'il nomme « un moment unique et extraordinaire[36] ». Tout commence en Pologne. En avril 1989, le syndicat Solidarité est légalisé et en juin, lors d'élections inédites, les communistes perdent le contrôle du gouvernement. Un des membres de Solidarité devient Premier ministre. Immense surprise : les Soviétiques ne réagissent pas. Dans un discours prononcé en décembre 1988 aux Nations unies qu'il surnomme lui-même « un Fulton à l'envers », par allusion à l'allocution de Churchill de 1946 sur le Rideau de fer, Gorbatchev avait bien laissé entendre que les gouvernements communistes d'Europe de l'Est ne pourraient compter que sur eux-mêmes… En octobre 1989, c'est au tour de la Hongrie , où les communistes se réinventent en démocrates-sociaux et ouvrent les frontières avec l'Allemagne de l'Est où s'engouffrent des milliers d'Est-Allemands. Le 9 novembre 1989, le Mur tombe. Puis vient le tour de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie , où ce qu'on a appelé « la Révolution de velours » fait place à de violents combats afin de renforcer un Nicolae Ceauşescu qui résiste militairement.

En Union soviétique, Gorbatchev , contesté à la fois par les réformateurs et par les jusqu'auboutistes du communisme, est rapidement débordé devant cette avalanche d'événements. Alors que l'Allemagne est réunifiée en octobre 1990, les troupes soviétiques se retirent des États baltes en janvier 1991 et, en juin, Boris Eltsine est élu président de la Russie . L'URSS n'est plus. Bush suit les événements plus qu'il ne les anticipe mais s'attache à défendre les intérêts des États-Unis dans un monde changeant et chargé d'une grande instabilité. En 1991, sont signés les accords START I, puis START II (Strategic Arms Reduction Treaty) en 1993, visant respectivement à réduire et à plafonner les arsenaux nucléaires des deux puissances. L'Amérique offre aussi judicieusement et

opportunément son aide aux nouveaux États, nés du démantèlement du bloc communiste.

Témoin et acteur de l'effondrement du monde communiste, Bush , fin diplomate, est le premier président américain post-guerre froide de l'histoire des États-Unis. Une période s'ouvre sur un monde nouveau où l'Amérique perd son adversaire de presque cinquante ans. Pourtant, c'est une crise majeure au Moyen-Orient qui va marquer durablement sa présidence.

La guerre du Golfe

La guerre du Golfe de 1991 est l'occasion pour les États-Unis d'exercer leur leadership au sein ce que le président Bush nommera « le nouvel ordre mondial ». Alors qu'il a reçu la confirmation que les États-Unis souhaitent résolument entretenir de bonnes relations avec son pays, Saddam Hussein , rappelons-le au pouvoir en Irak depuis 1979 et alors que la guerre contre l'Iran vient de se terminer, décide d'envahir le Koweït voisin le 2 août 1990. Hussein, qui considère le territoire du Koweït comme appartenant à l'Irak (ce qui fut le cas jusqu'en 1961), reproche aux Koweitis d'augmenter leur production de pétrole et donc de faire baisser les prix, les accusant de mener contre lui une « guerre économique ». L'invasion irakienne provoque à l'inverse une flambée des prix du pétrole, qui grimpent de 80 % en deux mois. Or, les États-Unis importent la moitié de leur consommation et le conflit ouvre une période d'instabilité dans une région qui contient un cinquième des réserves mondiales et d'où provient un quart des importations américaines. L'invasion affecte sérieusement les intérêts énergétiques des États-Unis et Bush, en tant qu'homme du pétrole (ce qu'on appelle un *oilman*), en a pleinement conscience.

Le 11 septembre 1990, Bush prononce un discours au Congrès. À ce moment précis, alors que les Nations unies ont condamné cette invasion et adopté des sanctions économiques contre l'Irak , les États-

Unis ont non seulement obtenu le soutien de la Ligue arabe et de la Russie mais aussi formé une coalition de vingt-quatre pays, dont l'Arabie Saoudite , l'Égypte , la Syrie , la Turquie, le Royaume-Uni et la France , contre Hussein . En août, les Américains ont dépêché 200 000 hommes en Arabie Saoudite pour protéger le royaume ; c'est l'opération *Bouclier du Désert* (*Desert Shield*). Dans son allocution, Bush déclare que l'Irak doit se retirer du Koweït « immédiatement et sans condition » et, réitérant l'appui des Nations unies et de la coalition, que cette crise n'est pas « les États-Unis contre l'Irak. C'est l'Irak contre le monde ».

Le président américain, qui revient à peine d'une réunion avec Gorbatchev à Helsinki, évoque « un nouveau partenariat entre les nations […] une période historique de coopération ». Ainsi s'ouvre « un nouvel ordre mondial, une nouvelle ère – plus libre de la menace de la terreur, plus forte dans la poursuite de la justice, et plus sûre dans sa quête de paix […] un monde où le règne du droit supplante la loi de la jungle ». Or, l'invasion du Koweït représente « le premier assaut contre ce nouveau monde que nous recherchons, le premier test de notre détermination ». Sans oublier, loin de ces envolées lyriques, que « des intérêts économiques vitaux sont menacés également ». Enfin, évoquant la désintégration du bloc communiste, Bush rappelle que « les récents événements ont prouvé qu'il n'existe aucune alternative au leadership américain ». La « crédibilité » des États-Unis est en jeu. L'Amérique ne peut pas ne pas accepter le nouveau rôle mondial qui lui est confié. « Le coût matériel de [ce] leadership étant vertigineux » cependant, le président américain a obtenu « la plus large coalition possible »[37] afin que le poids militaire et financier de l'opération ne pèse pas uniquement sur les épaules des États-Unis.

En novembre, Bush obtient une résolution des Nations unies (n. 678) qui impose à l'Irak de se retirer du Koweït avant le 15 janvier 1991. Dès ce mois de novembre, le Congrès adopte aussi une résolution qui autorise Bush à mener une guerre si nécessaire. Mais c'est un vote politiquement très partisan. À la Chambre, les

républicains ont voté pour presqu'à l'unanimité (165 contre 3) et les démocrates largement contre (179 à 86). En janvier, le Sénat vote pour mais à une petite majorité (52 contre 47), également avec les républicains pour et les démocrates contre. Le vote du Sénat est le plus étroit jamais obtenu par un président pour une guerre dans l'histoire du pays. Les opposants à la guerre soupçonnent Bush de défendre prioritairement les intérêts de l'industrie pétrolière américaine, pensent qu'il faut mieux durcir et élargir les sanctions économiques, et craignent que le conflit ne conduise à une invasion américaine de l'Irak et que les États-Unis ne soient entraînés dans une longue, périlleuse et impopulaire occupation…

La guerre, appelée opération *Tempête du désert* (*Desert Storm*), débute le 16 janvier 1991. Pour éviter un nouveau Viêtnam , elle doit être courte et victorieuse et la couverture médiatique doit être encadrée. Elle se déroule en deux phases. La première, principalement aérienne, consiste en un bombardement massif du Koweït , de Bagdad , et d'autres villes et installations militaires en Irak . En 39 jours, les alliés larguent et lancent près de 90 000 tonnes de bombes et de missiles. C'est ce qu'on appelle « la doctrine Powell », qui prévoit un déploiement de force massif et bien supérieur à l'ennemi. Cette opération est hautement technologique. Les Américains utilisent des missiles de croisière et des « bombes guidées » qui permettent d'atteindre leur objectif avec une très grande précision. Ce bombardement est efficace militairement mais pèse lourdement sur les populations civiles en créant des pénuries de nourriture, en polluant les réserves d'eau et en détruisant des centres médicaux. Une guerre technologique, mais aussi télévisée, par le biais de la chaîne d'information en continu CNN (Cable News Network), fondée à Atlanta en 1980, qui diffuse en direct et inlassablement en boucle les images – notamment de nuit – des lancements de missiles. Bush regarde aussi CNN, estimant que la chaîne transmet des informations plus rapidement que la CIA ! Une plaisanterie, d'un goût douteux, circule même dans le pays : « Combien faut-il d'Irakiens pour tirer un Scud ? Trois. Un pour

armer, un pour tirer et un troisième pour voir sur CNN où le missile a atterri[38] . »

La seconde phase, terrestre, se déroule sous le commandement du général Norman Schwarzkopf . Elle débute le 24 février. C'est une guerre éclair. En trois jours, les armées irakiennes, largement détruites, sont en déroute. Le 27 février, le président américain arrête les combats. Certains le lui reprocheront mais Bush ne veut pas écraser un ennemi en fuite – le long de ce qu'on a surnommé « l'autoroute de la mort » (*Highway of Death*) du Koweït à l'Irak – devant les caméras du monde entier. Il estime, de plus, que la mission initiale – libérer le Koweït et non forcer un changement de régime (*regime change*) en Irak – est accomplie. Par ailleurs, aller jusqu'à Bagdad pour capturer Saddam Hussein prendrait beaucoup de temps. Renverser le pouvoir en place impliquerait une occupation militaire principalement américaine et créerait les conditions d'une grande instabilité entre les différents groupes religieux et ethniques du pays. Comme le dit Dick Cheney , « une fois qu'on aura capturé [Saddam Hussein] et renversé son gouvernement, la question est : que met-on à sa place[39] ? ». Enfin, l'équilibre géostratégique de la région, souhaité par les partenaires arabes de la coalition, impose de conserver l'Irak intact quoique diminué. Pour ce faire, un embargo à la fois sur les livraisons d'armes à l'Irak et sur ses exportations de pétrole est décidé ainsi que la création de zones d'exclusion aérienne au-dessus de certaines parties du territoire irakien et la visite d'inspecteurs des Nations unies afin de vérifier que le pays ne se réarme pas. Finalement, en 1996, un programme de « nourriture contre pétrole » sera mis en place afin d'alléger les souffrances des populations civiles en autorisant à l'Irak l'achat d'aliments et de médicaments contre une vente limitée de pétrole.

Davantage que la stratégie, la véritable prouesse militaire américaine fut le déploiement d'une force considérable dans un temps relativement court et sur une immense distance (plus de 10 000 km). Les Américains ont dépêché sur place en puisant aussi dans leurs troupes basées en Allemagne : 460 000 hommes,

1 500 avions et 65 navires. Le tout pour un coût astronomique de 61 milliards de dollars, dont 42 sont pris en charge par l'Arabie Saoudite et les États du Golfe. Alors que les experts estiment les morts irakiens entre 1 500 et 9 500, les Américains ont perdu 148 soldats. De nombreux vétérans cependant, entre 15 000 et 20 000, seront atteints de ce que l'on a appelé le « syndrome de la guerre du Golfe », caractérisé par des douleurs chroniques, une perte de sommeil et de mémoire, de très forts maux de tête et des étourdissements. En 1991, le président Bush , qui jouit d'une cote de popularité inédite à 89 % d'opinions favorables, déclare : « Nous nous sommes débarrassés du syndrome de la guerre du Viêtnam une fois pour toutes[40] . »

L'échec intérieur

Lors de son élection en 1988, Bush déclare souhaiter être « le président de l'éducation ». La Maison-Blanche, comme le reste de la population américaine, reste alarmée par un rapport publié en 1983 et intitulé sans ambiguïté : *A Nation at Risk : The Imperative for Educational Reform* (Un pays en danger. La nécessité d'une réforme de l'éducation). Le rapport fait le constat que le niveau des élèves en fin de lycée a nettement baissé depuis les années 1960, notamment dans l'expression écrite et en mathématiques. Il faut donc élever le niveau d'exigences. Mais la politique éducative est une prérogative des États. Bush convoque à l'automne 1989 les cinquante gouverneurs pour un sommet sur l'éducation. La marge de manœuvre du président demeure cependant étroite, non seulement d'un point de vue institutionnel mais aussi sur le plan financier – voire politique – car l'exécutif ne souhaite pas un engagement financier massif de l'État fédéral. L'initiative sert simplement à créer une prise de conscience afin que chaque État adopte les mesures nécessaires pour améliorer l'enseignement sur son territoire. Le conservatisme, voire la frilosité, de Bush va laisser le Congrès, encore plus démocrate après les

élections de mi-mandat de 1990, reprendre la main sur le terrain social et sociétal. En 1990, le Congrès adopte une loi destinée à protéger les minorités qui subissent des discriminations en matière d'emploi. Mais Bush y met son veto. En revanche, le président donne son accord à la grande loi sur le handicap (*Americans with Disabilities Act*). Surnommée « la Proclamation d'émancipation » pour les handicapés, en référence à Lincoln et à l'esclavage, cette loi ambitieuse interdit à tout employeur toute forme de discriminations envers les Américains souffrant de handicap. Bush mettra son veto aux lois en faveur de congés familiaux et médicaux (*Family and Medical Leave Acts*) mais appuiera la législation imposant aux industriels des critères plus rigoureux contre la pollution de l'air (*Clean Air Act*).

L'opposition entre le Congrès et l'exécutif s'intensifie, comme souvent d'ailleurs, autour des nominations présidentielles pour la Cour suprême, un moment clé de la vie politique américaine. En 1986, William Rehnquist , nommé à l'origine par Nixon , est promu par Reagan président de la Cour suite au départ de Warren Burger. En 1989, avec l'arrêt *Webster vs. Reproductive Health Service* , et, alors que 500 000 manifestants en faveur du droit à l'avortement (*pro-choice*) sont rassemblés devant son bâtiment, la Cour valide une loi du Missouri qui interdit l'utilisation de fonds publics pour procéder à des avortements. Le *New York Times* parle alors de « l'année où la Cour devint conservatrice ». Alors que la première nomination à la Cour de Bush, David Souter, en 1990, ne rencontre pas d'opposition au Congrès, la seconde, celle de l'Africain-Américain Clarence Thomas , en 1991, provoque de vifs débats. Juge sudiste de Géorgie ultraconservateur opposé à la discrimination positive et à l'avortement, Thomas est accusé de harcèlement sexuel par une de ses anciennes collègues, Anital Hill, professeure de droit à l'université d'Oklahoma . Hill révèle aussi que Thomas est amateur de films pornographiques, ce qui déplaît fortement à l'électorat évangélique du Parti républicain. Le Sénat approuve finalement la nomination par un vote très serré, 52 contre 48.

En cette même année 1991, un incident à Los Angeles va révéler à quel point les relations raciales aux États-Unis ne sont toujours pas apaisées. En mars, Rodney King , un Africain-Américain, est interpellé nuitamment en excès de vitesse sur une autoroute de la ville. Une fois sorti de son véhicule, King, ivre mais pas drogué comme le croit à tort la police, est battu avec force et insistance par plusieurs policiers blancs avec leur matraque, même à terre. La scène est filmée depuis un immeuble voisin. Lors du procès télévisé, qui a lieu en avril 1992, les policiers sont tous acquittés par un jury dans lequel ne siège aucun Noir. La nouvelle du verdict déclenche immédiatement de violentes émeutes dans plusieurs quartiers de Los Angeles. Au bout de quatre jours, 55 personnes sont tuées, 800 immeubles incendiés pour plus d'un milliard de dollars de dommages matériels. En direct, la télévision montre une scène où un routier est tiré de la cabine de son camion par des émeutiers et violemment battu jusqu'à perdre conscience. Le pays est sous le choc. Ces émeutes, qui sont suivies par d'autres quoique moins violentes à Seattle , Chicago et Atlanta, révèlent la persistance non seulement de l'hostilité mutuelle entre les composantes raciales et socio-économiques de la nation américaine dans certaines grandes villes, mais aussi et surtout l'immense pauvreté des ghettos des centres-villes (*inner cities*) majoritairement habités par des Noirs et des Latinos qui n'ont virtuellement aucune chance de réussir. Bush , bien sûr, n'a pas de contrôle sur les affaires de Californie et encore moins sur la police de Los Angeles, mais en tant que président des États-Unis son conservatisme en matière de politiques sociales et de dépenses fédérales accroît indirectement la pauvreté des grandes villes et, à ce titre, tient une part de responsabilité. L'aide fédérale aux centres-villes baisse de plus de la moitié entre 1981 et 1991 et l'absence d'investissements substantiels crée une inévitable détérioration des infrastructures.

C'est précisément sur le terrain de l'économie que Bush va échouer à convaincre ses concitoyens. La dette fédérale, qui entraîne une dépendance aux investisseurs étrangers à même de la financer, a

grimpé de 900 milliards en 1980 à 3,2 billions de dollars et le déficit annuel passe de 153 milliards en 1989 à 221 en 1990 et 290 en 1992. Par ailleurs, l'État fédéral a dépensé plus de cent milliards de dollars pour sauver les caisses d'épargne américaines (*Savings & Loans*) en faillite, à la suite de massifs investissements boursiers et immobiliers hasardeux. Les mains liées, Bush décide d'augmenter les impôts. Une mesure fiscalement censée et nécessaire, voire indispensable, mais politiquement extrêmement risquée. Lors de son élection en 1988, Bush avait été en effet très clair face à ses électeurs lors d'un débat télévisé : « Écoutez-moi bien, aucun nouvel impôt » (*Read my lips, no new taxes*), avait-il ostensiblement promis dans une formule désormais passée à la postérité. Le *New York Post* n'hésite pas à titrer au lendemain de la nouvelle loi fiscale : « Écoutez-moi bien, j'ai menti » (*Read my lips, I lied*). Avec cette décision, Bush perd l'appui de conservateurs au sein de son propre parti, mené par le représentant de Géorgie Newt Gingrich . Le président est accusé d'indécision et de revirements, ses détracteurs parlent de « carterisation » du pouvoir.

En 1990, de surcroît, les États-Unis entrent en récession. L'activité ralentit, la désindustrialisation s'accentue, le taux de chômage passe de 5,3 % en 1989 à 7,5 % en 1992, le plus haut taux en neuf ans. Beaucoup de cadres sont touchés et on parle alors de « récession en col blanc » (*white-collar recession*). Des plans de licenciement massifs, connus sous le nom pudiquement technique de « *downsizing* » ou dégraissage, s'enchaînent. La compagnie de télécommunications AT&T (American Telephone & Telegraph) licencie 100 000 employés, General Motors, 74 000, soit un cinquième de ses effectifs, et IBM 20 000. Les compagnies aériennes Pan Am et Eastern Airlines disparaissent, laissant 48 000 personnes sans emploi. En tout, plus de 4 millions d'Américains perdent leur travail. On parle alors de « macdonalisation » des emplois car ceux-ci sont créés mais sont provisoires et sous-payés. Le nombre de sans-abri dans les grandes villes culmine : 5 000 à Atlanta, 13 000 à Philadelphie , 40 000 à Los Angeles et 90 000 à New York . La concurrence d'un Japon toujours

plus conquérant fait peur. En 1980, le Japon contrôle 19 % du marché américain de l'automobile. Les constructeurs japonais se voient imposer des quotas d'exportation vers les États-Unis par Washington. Malgré tout, la part de marché de ces derniers atteint 25 % en 1988. Cette même année, il est vrai un an avant la chute du mur de Berlin et la désagrégation du bloc soviétique, l'historien américain Paul Kennedy publie sa grande fresque sur les empires depuis le XV e siècle intitulée *Naissance et déclin des grandes puissances* . Ce livre met en perspective dans la longue durée l'ascension de la puissance américaine mais aussi son prévisible et déjà apparent, semble-t-il, déclin car « le monde n'a pas plus de chances de rester figé en 1987 ou en l'an 2000 qu'en 1870 ou en 1660 ». Et les États-Unis « n'échappent pas aux grandes épreuves qui menacent la *longévité* de toute grande puissance occupant la position de numéro un dans les affaires mondiales »[41] . Quant au Japon, il est décrit dans l'ouvrage comme occupant « dans le monde une position exceptionnellement favorable sur le plan de l'économie et de la politique de puissance ». Paul Tsongas , sénateur démocrate du Massachusetts , ironise : « La guerre froide est terminée, le Japon a gagné. » Une caricature publiée dans les journaux, non sans humour, annonce : « Le 7 décembre 1941, le Japon bombarde Pearl Harbor . Le 7 décembre 1989, le Japon achète Pearl Harbor[42] . » La cote de popularité du président Bush chute à 50 % d'opinions favorables à la veille des élections présidentielles de 1992, soit une baisse vertigineuse et inédite de 49 % en moins d'une année.

Regard sur l'Amérique des années 1980

À quoi ressemble l'Amérique de ces années 1980 ? La population des États-Unis en 1980 est de 227 millions pour 249 en 1990. La progression (+ 22 millions) est faible – alors la seconde moins dynamique de l'histoire des États-Unis après les années 1930. Un taux de croissance en deçà de 10 % alors qu'il était de 18 % dans les

années 1950 et ne fut jamais au-dessous de 20 % entre 1790, année du pre mier recensement fédéral, et 1910. L'immigration, pourtant, redevient un phénomène majeur : plus de 7 millions d'entrées en une décennie, sans compter les arrivées illégales. Avec près d'un tiers, la proportion de l'immigration dans le taux de croissance démographique retrouve les niveaux très élevés du début du siècle. Le pourcentage d'Américains nés à l'étranger (*foreign-born*) atteint presque 8 % en 1990 (soit 20 millions de personnes), alors qu'il était tombé en dessous de 5 % en 1970. Alors qu'à la veille de son centenaire, le site rénové d'Ellis Island devient un musée, les États-Unis sont redevenus un pays d'immigration.

Les nouveaux migrants sont en majorité des Latinos (Mexicains, Colombiens, Cubains, Dominicains), auxquels s'ajoutent des Haïtiens, et des Asiatiques (Indochinois, Sud-Coréens, Japonais, Chinois de Taïwan et Philippins). Les Hispaniques constituent 11 % de la population et les Asiatiques, 3 %. Par comparaison, les Africains-Américains représentent 12 %. Modestes en nombre, souvent diplômés et impatients de s'intégrer, les Asiatiques, surnommés « la minorité modèle », jouissent d'une excellente réputation parmi les Américains. Un véritable changement lorsque l'on se rappelle la sévère discrimination qu'ils durent affronter de la fin du XIX e siècle jusqu'au milieu du XX e siècle. D'ailleurs, en 1988, Reagan signe une loi du Congrès qui prévoit d'octroyer une compensation de 20 000 dollars pour chaque Japonais interné aux États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale. Les nouveaux immigrés s'installent principalement en Californie , en Floride , au Texas , en Louisiane et à New York . Une nouvelle loi sur les réfugiés, votée par le Congrès en 1980 sous la présidence Carter , prévoit l'admission de 50 000 réfugiés annuellement avec la possibilité laissée au président d'augmenter ce chiffre ponctuellement. La définition du réfugié est calquée sur celle des Nations unies de 1968 et un article de la loi permet aux personnes déjà installées aux États-Unis, même illégalement, de solliciter ce statut. Le terme employé pour ces derniers est *asylee* (bénéficiaire du droit d'asile). En 1981, plus de

150 000 réfugiés seront admis, près de 500 000 en cinq ans.

En 1986, le Congrès adopte l'*Immigration Reform and Control Act* (IRCA), qui prévoit l'amnistie de migrants illégaux installés aux États-Unis depuis le 31 décembre 1981. Elle renforce aussi le contrôle du recrutement de travailleurs immigrés, très nombreux surtout dans l'agriculture au Texas et en Californie , en instituant de lourdes sanctions pour les employeurs s'ils ne respectent pas les nouvelles régu lations mais – dans un esprit contraire à la loi elle-même – octroie 250 000 permis de séjours aux journaliers saisonniers. Entre 1986 et 1988, 70 % des bénéficiaires du programme d'amnistie sont mexicains, 68 % sont des hommes, 60 % ont moins de 30 ans et plus de la moitié résident en Californie[43] . En 1990, sous la présidence Bush , une autre loi fixe le plafond annuel d'admissions de migrants à 700 000 (675 000 à partir de 1995), crée une catégorisation plus fine des visas de travail afin d'accroître le nombre de migrants diplômés et favorise le rapprochement familial.

Avec une espérance de vie accrue, la population américaine vieillit, un phénomène appelé « *the graying of America* ». En 1990, trois fois plus d'Américains ont passé le seuil des 85 ans qu'en 1960 (3 millions pour 950 000). À l'inverse, la proportion de jeunes de moins de 18 ans est passée de 34 % en 1970 à 25 % en 1990. La couverture médicale pour les personnes âgées (Medicare) coûte 150 milliards de dollars à l'État fédéral en 1990, pour 36 milliards en 1980, et moins de 8 milliards en 1970. La répartition géographique de la population américaine évolue au profit du Sud et de l'Ouest (la *Sun Belt*) et aux dépens du Nord-Est comme de la région des Grands Lacs , communément appelés la *Frost Belt* (ceinture du gel), du fait d'hivers très froids, et la *Rust Belt* (ceinture de la rouille), du fait de la désindustrialisation. De 1980 à 1990, la population de l'Ouest augmente dix fois plus que celle du Nord-Est, respectivement 10 millions contre 1 million d'habitants supplémentaires, et l'Ouest dépasse le Nord-Est en 1990 (52,7 pour 50,8 millions). En 1990, l'Ouest et le Sud sont majoritaires, avec 55 % de la population américaine. La ville de Phoenix, en Arizona, a 100 000 habitants en

1950 pour 585 000 en 1970 et 1 000 000 en 1990. Les grands gagnants de cette évolution sont la Californie , la Floride , le Texas et le Colorado tout comme Los Angeles , San Francisco , Miami et Houston . En revanche, des villes comme Philadelphie , Boston et New York perdent des habitants. En 1990, 12 % de la population américaine vit en Californie (cf. Annexe IX).

Pour le quotidien des Américains, au travail tout comme chez eux, les années 1980 sont véritablement fondatrices d'un nouveau mode de vie ainsi que de consommation, comme le furent en leur temps les années 1920 et 1950. La décennie est avant tout celle de profondes mutations technologiques et managériales avec le développement de la micro-informatique. Les deux géants du secteur, Microsoft et Apple, sont fondés au seuil de la décennie, respectivement en 1975 et 1976. La compagnie IBM (International Business Machines Corporation) lance son premier PC (*personal computer*) en 1981. Le logiciel d'interface Windows, produit par Microsoft, apparaît en 1985. Les ventes d'ordinateurs sont multipliées par sept dans les années 1980 : 1,4 million d'unités en 1981 pour 10 millions en 1988. Dès 1982, le magazine *Time* fait de l'ordinateur son « homme de l'année » (*Man of the Year*) sous le titre inédit de « Machine de l'année »[44] . La décennie se distingue aussi par une grande consommation. Le nombre d'achats par carte de crédit, que même les étudiants sans revenus peuvent obtenir, double pendant la période. Dès 1975, déjà, la moitié des foyers ont deux postes de télévision.

Dans les années 1980, la télévision n'est plus décrite que comme « un grille-pain avec des images[45] », tant sa présence se multiplie dans la maison. Même si au cours de la décennie, le nombre de personnes qui regardent la télévision en soirée chute de 46 % en 1974 à 24 % en 1990, le guide des programmes, le *TV Guide* , qui fête ses vingt-cinq ans de parution en 1978, reste le magazine hebdomadaire le plus lu. Les feuilletons télévisés, les *soap-operas* , rassemblent des millions de téléspectateurs. Un des épisodes de *Dallas* , une des premières séries à connaître un grand succès aux États-Unis

comme à l'international, de 1978 à 1991, est regardé en novembre 1980 par 83 millions de téléspectateurs américains. De même, créé en 1984, le *Cosby Show* , avec l'acteur africain-américain Bill Cosby incarnant un père de famille avec ses cinq enfants, rassemble chaque semaine 63 millions de téléspectateurs. De nouvelles chaînes spécialisées voient le jour : ESPN (Entertainment Sports Network, pour le sport) en 1978, C-SPAN (Cable-Satellite Public Affairs Network, pour la politique) en 1979, CNN (Cable News Network, pour les informations), comme on l'a vu, en 1980, et MTV (Music Television, pour la musique) en 1981. Dès 1984, MTV revendique un public estimé à 23 millions de personnes. En 1975 apparaît le magnétoscope (*video cassette recorder* ou VCR). À la fin des années 1980, les deux tiers des foyers américains en possèdent un. En 1987, l'industrie du cinéma gagne plus d'argent avec la vente de cassettes que de billets. La publicité touche, principalement grâce à la télévision, des millions de gens en un temps record. En 1985, la compagnie Coca-Cola fête ses 100 ans avec une nouvelle recette pour sa boisson au succès planétaire et dépense 100 millions de dollars pour la faire connaître. En 24 heures, 80 % des Américains en avaient entendu parler, soit davantage que pour l'alunissage en 1969. Face à la déception du public devant cette nouvelle formule, dans un coup de maître, la compagnie ressort sa recette traditionnelle et la baptise « Classic » pour lui donner le prestige de l'ancienneté. Ajoutons qu'en 1982 paraît le premier journal national, le *USA Today* .

Le monde des affaires et ses principales figures sont en vogue plus que jamais. La biographie du magnat new-yorkais de l'immobilier, Donald Trump , intitulée *L'Art de la négociation* (*The Art of the Deal*) et dans laquelle celui-ci distille des conseils, paraît en 1987 et devient immédiatement un best-seller[46] . De même, la biographie à succès du PDG qui sauva Chrysler (au demeurant avec une aide substantielle de l'État fédéral), Lee Iacocca , publiée en 1984, en fait un héros dans la veine américaine traditionnelle de l'ascension de la pauvreté à la richesse. En 1985, un tiers des diplômés de la

prestigieuse université de Yale , dans le Connecticut , veulent entrer dans la finance. Les années 1960 semblent très loin. Le salaire des PDGs explose et atteint, pour les plus élevés, plus de 10 millions de dollars annuels. La famille américaine revient à Wall Street. En 1989, 20 % des couples qui gagnent entre 30 000 et 50 000 dollars (26 000 et 45 000 euros) possèdent des actions et 45 % pour ceux dont les revenus dépassent 50 000 dollars[47] .

Dans les années 1980, les Américains consomment et s'équipent. Le minivan, introduit en 1984 par Chrysler, remplace le break. Avec le VCR, les Américains achètent des fours à micro-ondes et des lecteurs de disques compacts (CDs). Ils voyagent aussi davantage à l'étranger (+ 40 %) en raison de la baisse des prix des vols et d'un dollar au cours élevé. À la périphérie des villes apparaissent d'immenses magasins spécialisés, construits sur de grands espaces avec d'importants stocks sur place qui leur permettent de pratiquer des prix très concurrentiels. Parmi ces *specialty stores* , notons Circuit City (fondé en 1984) pour l'électronique et l'électroménager, et Home Depot (1978) pour le bricolage. Le géant de la distribution, Wal-Mart, voit ses ventes exploser de 1,6 milliard de dollards en 1980 à 20,6 milliards en 1988. Ces grandes surfaces tuent le commerce familial des centres-villes, ce qu'on appelle les « *mom and pop stores* » (littéralement les boutiques de maman et papa), en déplaçant des foules de clients vers les banlieues et en modifiant leur comportement, comme leurs exigences. Dans les années 1980, les magasins des périphéries assurent plus de la moitié des ventes de détail. Quant aux centres commerciaux (*malls*), leur nombre passe de 22 000 à 36 000 au cours de la décennie. Les périphéries, ou *suburbs* , augmentent en nombre et en population, tout comme elles changent de nature. Ce ne sont plus des cités-dortoirs pour des cadres et des employés travaillant dans les centres-villes, mais des villes à part entière avec leurs pavillons, leurs écoles, leurs commerces, leurs entreprises et leurs bureaux. On les appelle des *technosuburbs* . La ville de Gwinnett County, à la périphérie d'Atlanta, en Géorgie , est au milieu des années 1980 la banlieue qui grandit le plus vite dans

tout le pays. Sa population fait plus que doubler entre 1980 et 1989 et, en 1987, ses écoles acceptent près de cent nouveaux élèves par semaine. En 1990, près des deux tiers des Américains sont propriétaires de leur résidence. Enfin, la décennie est aussi marquée par la silhouette si caractéristique de la navette spatiale. La première, *Columbia* , est lancée en 1981. Le programme spatial connaît un net succès jusqu'au tragique accident de la navette *Challenger* , à peine une minute après le décollage, en janvier 1986 qui voit la mort de six astronautes et d'une institutrice, Christa McAuliffe , embarquée à cette occasion. Des millions d'Américains, dont de nombreux enfants, assistent en direct à la scène.

Sur le plan de la santé publique, le sida (en anglais *Acquired Immune Deficiency Syndrome* ou AIDS) constitue le véritable fléau des années 1980. Diagnostiquée pour la première fois aux États-Unis en 1981, la maladie fait 120 000 morts dans le pays en une décennie. À l'époque, l'épidémie provoque une peur généralisée car les vecteurs de transmission sont mal identifiés et cette ignorance donne lieu aux spéculations les plus folles. On croit que la maladie peut se contracter chez le dentiste, ou à partir d'un siège de toilettes, ou simplement en embrassant quelqu'un. Pire, pour les conservateurs américains, la maladie n'affecte que les homosexuels, et ils la dénoncent, voire la marginalisent, comme étant « la peste des homosexuels » (*gay plague*). Reagan , qui ne fait que déplorer la mort de son ami, l'acteur Rock Hudson, qui décède du sida en 1985, non seulement tarde à réagir publiquement mais réduit les dépenses fédérales pour la recherche dans la lutte contre la maladie. En 1987, devant la pression, notamment de la part de groupes comme ACT-UP (AIDS Coalition to Unleash Power), qui réunit 500 000 manifestants à New York en 1987 pour dénoncer son immobilisme, il se ravise et déclare le sida « l'ennemi public numéro un ». Reagan demande alors au médecin de la Maison-Blanche, C. Everett Koop, de produire un rapport sur l'épidémie. Ses conseils sont : « 1. Abstinence ; 2. Monogamie ; 3. Préservatifs » et le développement de l'éducation sexuelle à l'école, même au primaire[48] . Les deux dernières recommandations ne

manquant pas de choquer l'électorat religieux de Reagan. Finalement, en 1992, les fonds alloués par le Congrès pour la recherche sur le sida, sa prévention et son traitement, atteindront 2 milliards de dollars, soit plus que pour le cancer[49] .

La stigmatisation opérée par certains politiques et certaines couches de la population du sida et de la communauté homosexuelle dans son ensemble révèle une véritable hostilité à l'encontre de cette communauté dans le conservatisme ambiant des années 1980. En 1986, la Cour suprême, dans l'arrêt *Bowers vs. Hardwick* , valide une loi de Géorgie criminalisant la sodomie, notamment mais pas exclusivement entre deux personnes du même sexe. Vingt-quatre États ont alors des lois semblables[50] . Une Cour suprême, où siège pour la première fois dans l'histoire du pays une femme, Sandra O'Connor, nommée par Reagan en 1981. Les femmes sont désormais plus nombreuses dans la vie active, plus diplômées et mieux intégrées dans les pratiques sportives, notamment au lycée, à l'université, et dans l'armée. Alors qu'en 1960, seulement 35 % des diplômes universitaires sont remis à des femmes, la proportion grimpe à 60 % en 1990. De même, les deux tiers des femmes mariées exercent désormais un emploi. Enfin, à partir de 1976, la prestigieuse académie militaire de West Point admet ses premières étudiantes.

Un des moments les plus émouvants et les plus apaisants de la décennie reste l'inauguration du monument élevé en hommage aux Américains tombés au Viêtnam , le Viêtnam Veterans Memorial. Le 10 novembre 1982, à 10 heures du matin, à la cathédrale de Washington, les noms des 57 939 soldats tués ou disparus commencèrent à être lus un par un par ordre alphabétique. Il faudra plus de deux jours pour finir la liste. Ces noms apparaissent gravés sur le monument, un mur de granite de 150 mètres de long conçu par Maya Lin , une Américaine d'origine chinoise âgée de seulement 21 ans, et érigé non loin du Lincoln Memorial, au bout de la prestigieuse avenue verdoyante du centre-ville appelée le National Mall (l'esplanade nationale). Lors de cette cérémonie d'hommage et de recueillement, qui dura en tout quatre jours, les 2,7 millions

d’Américains qui ont servi au Viêtnam furent – enfin – reconnus et honorés par le pays à l’unisson[51] .

CHAPITRE 25

Les États-Unis à l'ère de la mondialisation et des « *culture wars* » (1992-2000)

L'ère du tout-État est révolue .
Bill Clinton (1996)

La victoire de Bill Clinton

Les présidentielles de 1992 sont indécises car la réélection de Bush est très incertaine. Fort de ses succès en politique internationale, avec sa campagne victorieuse lors de la guerre du Golfe et sa gestion mesurée, tout comme efficace, de la chute du bloc communiste et de la désintégration de l'Union soviétique, George H. Bush , malgré un net ralentissement économique, décide néanmoins légitimement de se représenter. Au sein du Parti républicain, Bush doit lutter, à sa droite, contre David Duke , un extrémiste de Louisiane , et contre le très conservateur Pat Buchanan , un catholique violemment opposé à l'avortement qui se définit comme « un populiste de droite » (ou encore comme « le pitbull de la droite ») et qui a travaillé par le passé pour les présidents Nixon ,

Ford et Reagan . Bush remporte les primaires mais ces rivaux républicains lui imposent d'excentrer son programme vers la droite du parti. Chez les démocrates, comprenant que Bush peut perdre, les candidats sur la ligne de départ des primaires sont nombreux mais très vite ne restent en lice que Jerry Brown , le gouverneur de Californie , Paul Tsongas , sénateur du Massachusetts , Tom Harkin , sénateur de l'Iowa , et William Jefferson (Bill) Clinton , le gouverneur de l'Arkansas . En avril, la victoire de Clinton, au demeurant aidé par le soutien du gouverneur de New York Mario Cuomo et du révérend noir Jesse Jackson , ne fait plus de doute, même si Brown ne se retire officiellement que lors de la convention démocrate en juillet à New York.

Clinton est né en 1946 à Hope, un petit bourg de l'Arkansas dont le nom signifie « espoir » et qui lui permet de se présenter comme « L'homme qui vient de l'espoir » (*The Man from Hope*). L'Arkansas est un État du Sud de 2 millions d'habitants dont la capitale, Little Rock , compte une population d'à peine 175 000 personnes et qui est restée connue dans le pays pour les événements de 1957. Il perd son père trois mois avant sa naissance et est élevé par sa mère et son beau-père, Roger Clinton, dont il prend le nom. Clinton grandit à Hot Springs, près de Little Rock, dans un univers familial qui, sans être totalement démuni, n'en reste pas moins modeste, de surcroît avec un beau-père alcoolique et violent avec sa mère. Baptiste sudiste comme Carter , Clinton est habité d'une foi profonde. Intelligent et ambitieux, il poursuit ses études à l'université de Georgetown, à Washington, puis gagne une prestigieuse bourse à Oxford (*Rhodes Scholarship*) et enfin fait son droit à Yale , où il rencontre sa future épouse, Hillary Rodham.

En 1976, il est nommé ministre de la Justice de l'Arkansas , puis est élu gouverneur de l'État en 1978 à l'âge de 32 ans, devenant ainsi le plus jeune gouverneur du moment. Clinton perd son poste en 1980, l'année de la victoire des républicains aux présidentielles, mais est successivement réélu de 1982 à 1992. Ancien président du très modéré Democratic Leadership Council, une organisation fondée en

1984 pour recentrer le programme du Parti démocrate afin de rompre avec son image traditionnelle, Clinton se définit comme un démocrate centriste ou « nouveau démocrate », et non comme le partisan d'un État qui prélève et qui dépense (*tax and spend*), tout en promettant une réforme de l'assurance maladie. Un programme politique que certains analystes ont appelé « le progressisme centriste ». Cette stratégie est destinée à reconquérir les électeurs démocrates qui, rappelons-le, s'étaient tournés vers Reagan (« les *Reagan democrats* »). « Opportunité, responsabilité, communauté [*community*] », ce dernier terme si particulièrement américain dans sa référence à l'engagement de chacun, par la famille, par le bénévolat et par l'associatif, dans son voisinage, son quartier ou sa ville, sont les mots d'ordre du programme de Clinton, qui propose aux Américains « une nouvelle alliance » (*A New Covenant*). Une formule qui est, rappelons-le, fortement connotée aux États-Unis, à la fois d'un point de vue historique et religieux, puisqu'elle fait directement référence aux puritains de la Nouvelle-Angleterre du XVII e siècle. Enfin, faisant allusion au bilan à l'international du président Bush qui s'enorgueille d'avoir fait tomber le communisme, Clinton déclare : « Maintenant que nous avons changé le monde, le temps est venu de changer l'Amérique[1] . » Le candidat démocrate choisit le sénateur du Tennessee , un autre État du Sud, Al Gore comme colistier. Ce ticket sudiste rompt avec la stratégie d'équilibre régional habituelle mais Gore, né en 1948, renforce la jeunesse de cette double candidature.

La victoire de Clinton aux primaires n'était pas prévisible lorsqu'il se lança dans la campagne à l'automne 1991 mais la vraie surprise de ces élections c'est la candidature de l'homme d'affaires milliardaire du Texas H. Ross Perot . Âgé de 62 ans, ancien officier de la marine devenu vendeur chez IBM, il a fondé une entreprise de traitement de données informatiques qui a fait sa fortune. Perot, qui d'ailleurs finança en 1979 le concours pour le mémorial de la Guerre du Viêtnam à Washington, choisit un héros de ce conflit, le vice-amiral James Stockdale (68 ans), comme colistier[2] . Perot fonde son propre

parti, *United We Stand* (Nous restons unis), fait campagne sur ses propres fonds et axe cette dernière principalement sur des spots publicitaires à la télévision. Il connaît un réel succès du fait de son franc-parler, de ses plaisanteries et de sa langue accessible à tous, tout en bénéficiant de l'aura dont les hommes d'affaires fortunés jouissent aux États-Unis. Il se décrit comme « un boy-scout billionnaire » et déclare que sa « force est de créer des emplois et de trouver une solution aux problèmes ». Un livre de morceaux choisis de discours et de déclarations à la presse a pour titres de chapitres : « La bombe à retardement du déficit, le chaos à Washington, les bureaucrates de Washington, la médiocrité de nos écoles », ou encore « Les meilleures anecdotes de Perot »[3] .

Perot attaque Bush sur le déficit en expliquant que celui-ci est « comme une tante folle que l'on cache dans la cave. Tous les voisins le savent mais personne ne veut en parler ». Reprenant une expression que Bush lui-même avait utilisée contre Reagan lors des primaires républicaines de 1980, il qualifie le programme économique du président sortant de complètement farfelu (*voodoo economics*)[4] . Ou encore il déclare : « Si mes livres de comptes étaient tenus comme le budget des États-Unis, cela ferait longtemps que j'aurais viré mon comptable[5] . » Perot dirige son humour caustique également contre Clinton . Lorsqu'un journaliste lui demande, lors de l'un des débats télévisés organisés avec les trois candidats, si être gouverneur de l'Arkansas est une bonne expérience pour la présidence des États-Unis, Perot déclare que c'est comme si le propriétaire d'une épicerie de quartier (*corner store*) prétendait gérer un hypermarché Walmart ! Puis, se tournant vers Clinton, il lui fait remarquer qu'il a délibérément choisi une société basée dans l'Arkansas. Ajoutons qu'Hillary Clinton siège au conseil d'administration de Walmart[6] …

Clinton et Gore décident de parcourir le pays en bus afin de rencontrer les Américains des campagnes et des petites villes. Clinton mise aussi sur l'électorat jeune en se produisant dans des *talk-shows* plus ou moins débridés et diffusés tard le soir. Dans l'un d'entre eux,

il accepte même de jouer du saxophone avec des lunettes de soleil. Une scène qui sera grandement remarquée et commentée. Pour éviter les attaques que les républicains avaient lancées avec succès contre Dukakis en 1988, Clinton soutient explicitement la peine de mort. Il interrompt d'ailleurs sa campagne et rentre dans l'Arkansas pour signer l'ordre d'exécution d'un condamné. Perot , lui, se retire de la campagne en juillet puis se lance à nouveau dans la course en octobre. Il s'attaque davantage à Bush et mord d'ailleurs largement sur son électorat. De son côté, Bush défend son bilan comme il le peut. Outre la promesse non tenue de 1988 de ne pas augmenter les impôts, on reproche à Bush d'avoir laissé Saddam Hussein en place et d'avoir instauré un programme d'aide alimentaire qui lui permet de garder le pouvoir. Les militants démocrates n'hésitent pas à scander : « Salut George. Saddam Hussein a gardé son job, et toi[7] ? » Par ailleurs, Bush n'est pas aidé par son vice-président Dan Quayle , connu pour ses gaffes. En pleine campagne électorale, celui-ci lance une polémique, bien inutile et hasardeuse, en condamnant le personnage de la série télévisée *Murphy Brown* , joué par Candice Bergen , qui décide d'avoir un enfant sans être mariée à une époque où 27 % des enfants blancs et 69 % des enfants noirs naissent hors mariage. Mais c'est sans aucun doute la mauvaise situation économique qui affaiblit le plus la candidature de Bush . D'ailleurs, c'est lors de ces élections qu'un des conseillers en stratégie de Clinton, James Carville , prononce cette formule devenue depuis célèbre (désormais même en France) : « *It's the economy, stupid* » (C'est l'économie, idiot). Autrement dit, Bush doit être attaqué en priorité sur son bilan économique.

Trois débats télévisés sont organisés entre les trois candidats, tous au mois d'octobre, à la veille du scrutin. L'un d'entre eux adopte le format inédit d'une séance de questions-réponses avec le public, appelé *town hall meeting* dans la tradition des bourgs de la Nouvelle-Angleterre . Bush se montre, au contraire d'un Clinton habitué à ce format, assez mal à l'aise et malhabile dans cette configuration. D'ailleurs, lors de ce débat, Bush commet l'erreur de regarder

ostensiblement l'heure sur sa montre, trahissant par là une certaine impatience. Un geste qui ne manquera pas d'être commenté. Quant à Clinton, il semble si à l'aise avec les gens et devant les caméras qu'il sera surnommé « le Naturel ». Les trois débats sont massivement suivis par plus de 60 millions de téléspectateurs en moyenne, l'audience atteignant un pic de 70 millions pour celui avec les questions du public.

Clinton remporte les élections avec 43 % des voix, soit presque 45 millions d'électeurs. Bush obtient 37,4 % des suffrages (39,1 millions), soit près de 10 millions de voix de moins qu'en 1988. Clinton gagne 32 États et 370 grands électeurs ; Bush respectivement 18 et 168. Clinton fait un très bon score dans les États du Nord-Est, ceux du Pacifique, la Californie notamment, et le Midwest. Malgré la suspicion de multiples aventures extraconjugales, Clinton remporte le vote des femmes (45 % contre 37 %) mais surtout celui des Africains-Américains avec 83 % des votes contre 10 % à Bush qui a pourtant revendiqué le fait que le Parti républicain porte « le manteau de Lincoln ». Jesse Jackson dira que Clinton , qui rappelons-le, a grandi dans le Sud, « est très à l'aise avec les Noirs ». La romancière Toni Morrison, prix Nobel de littérature (1993), ira même plus loin en le qualifiant de « premier président noir de notre pays[8] ». Pourtant, Bush gagne en grande partie le Sud, désormais de plus en plus solidement républicain, et plusieurs États de l'Ouest. Perot crée la surprise avec presque 20 millions de voix, soit 19 % de l'électorat (mais aucun État). C'est le meilleur résultat obtenu par un candidat indépendant depuis Theodore Roosevelt en 1912, mais ce dernier avait été président auparavant. Une grande partie des électeurs de Perot sont des déçus du Parti républicain mais aussi beaucoup d'Américains qui n'auraient pas voté du tout sans sa candidature.

La victoire de Clinton est large mais pas écrasante. Il est élu avec moins de voix que tous ses prédécesseurs depuis l'élection de Wilson lors de cette même présidentielle tripartite de 1912. Ajoutons que cette élection n'a pas passionné les Américains, le taux de participation étant de 55 %. Comme on peut le lire sur un autocollant

de pare-chocs (*bumper sticker*) : « Si Dieu avait voulu que l'on vote, il nous aurait donné des candidats[9] . » Les démocrates, qui perdent quelques sièges au Congrès tout en en conservant le contrôle, reviennent à la Maison-Blanche, aux mains des républicains depuis douze ans. Le soir de son élection, Clinton, accompagné de son épouse Hillary , monte sur scène au son de la chanson de Fleetwood Mac, *Don't stop thinking about tomorrow* (Ne cessons jamais de penser au lendemain), qui aura rythmé sa campagne[10] . Clinton devient le second plus jeune président des États-Unis après Kennedy , et le premier né après la Seconde Guerre mondiale.

Les deux Amériques : les « culture wars »

L'Amérique des années 1990 est particulièrement divisée entre deux visions de ce que le pays est, devrait être et est en train de devenir. On parle alors des « deux Amériques », ou de *culture wars* , un terme que l'on pourrait traduire par « guerres de société » ou « guerre des idées ». Enracinées dans les divisions profondes et intenses des années 1960, ces deux visions non seulement s'opposent l'une à l'autre mais très souvent s'affrontent, parfois violemment, dans l'arène politique. Le républicain Pat Buchanan définit cette opposition comme « une guerre culturelle aussi critique pour le type de nation que nous serons que la guerre froide elle-même. Il s'agit d'une guerre pour l'âme de l'Amérique[11] ». Ce que l'on appelle les *culture warriors* , soit les propagandistes de ce conflit, majoritairement conservateurs, dénoncent toute une série de maux qui menacent l'Amérique. Ils ciblent la télévision, Hollywood et certaines universités tout comme les activistes et plus généralement les *liberals* (c'est-à-dire les progressistes) comme responsables de ce déclin des « valeurs américaines » traditionnellement exprimées dans la famille et la *community* . Robert Bork , un conservateur dont la nomination à la Cour suprême par Reagan fut bloquée par le Sénat en 1987, dénonce pêle-mêle dans un ouvrage « la culture hédoniste, l'étalage

éhonté de sexualité, la popularisation de la violence dans le divertissement » et « l'activisme féministe empli de colère, l'homosexualité, l'écologie et les droits des animaux ». Il voit l'Amérique « sur la route du chaos moral »[12] .

Pour ces conservateurs, l'élection de Bill Clinton incarne ce qu'ils perçoivent comme la voie de la décadence. Pendant la campagne, le candidat Clinton n'a-t-il pas non seulement accepté qu'on lui demande à la télévision s'il porte des slips ou des caleçons mais encore n'a-t-il pas répondu ? N'a-t-il pas aussi avoué avoir fumé de la marijuana même s'il précisa ne pas avoir « avalé la fumée » ? Enfin, n'a-t-il pas été contre la guerre du Viêtnam et n'est-il pas un *draft-dodger* , ayant tout fait pour éviter d'être mobilisé[13] ? Pendant la campagne présidentielle, choisissant l'honnêteté aux rumeurs, Clinton fait publier dans le *New York Times* une lettre qu'il a adressée en 1969 au corps des officiers de réserve (ROTC) de l'Arkansas alors qu'il est à Oxford. Dans celle-ci, Clinton les remercie de « l'avoir sauvé de la conscription » qu'il juge « illégitime » et leur annonce que, contrairement à l'accord passé avec eux avant de partir pour l'Angleterre, il n'intégrera pas leur rang à son retour. Clinton avait ainsi accepté de les rejoindre en contrepartie de son exemption. Il ajoute qu'il « oppose et méprise cette guerre avec une profondeur de sentiments qu'il n'a alors réservée qu'au racisme en Amérique » et qu'il « a écrit et parlé et manifesté contre la guerre ». Il conclut, fort à propos : « Je ne me suis inscrit pour la conscription que pour maintenir ma viabilité politique au sein du système[14] . » Cette franchise n'empêche pas un républicain de qualifier Clinton de « *draft-dodger* qui fume de la marijuana et court les jupons ». « Ce n'est pas "l'économie, idiot". C'est la culture[15] », répondent-ils à Clinton.

Le délitement, voire la destruction, de la famille traditionnelle américaine est un des thèmes majeurs des jérémiades des conservateurs. La proportion d'enfants vivant avec leur mère seule est de 30 % en 1991 et, en 1995, seulement 60 % des enfants vivent avec leurs deux parents biologiques. L'idéal familial des années 1950,

avec la femme au foyer, ne représente plus que 7 % des familles américaines et 40 % des mariages se terminent par un divorce. À la fin de la décennie, un enfant sur trois naît hors mariage, presque un sur deux chez les Africains-Américains. Enfin, moins d'un tiers des familles américaines dînent ensemble le soir, contre la moitié dans les années 1970. La norme n'existe plus, semble-t-il. En réaction à ce phénomène, au début des années 1990, un groupe d'époux s'est constitué et a pris le nom de Promise Keepers, littéralement « Ceux qui tiennent leurs promesses », à savoir être à la hauteur de leur rôle de mari et de père. En 1997, ils organisent une marche à Washington qui rassemble près d'un demi-million d'entre eux.

Un lien social délité

Dans un essai très remarqué de 1995 intitulé « Bowling Alone » (Aller au bowling seul), puis dans un livre du même titre publié en 2000, Robert Putnam, professeur à Harvard , s'alarme de ce nouvel individualisme qui fait perdre aux Américains le sens du bénévolat, de l'engagement associatif et du plaisir du partage en famille, entre amis, collègues ou voisins[16] . Putnam parle de « capital social », le mot « social » se référant à l'associatif et à la solidarité. Cette caractéristique centrale de la vie américaine n'avait d'ailleurs pas échappé à Tocqueville qui observait avec justesse dans les années 1830 : « Les Américains de tous les âges, de toutes les conditions, de tous les esprits, s'unissent sans cesse. Non seulement ils ont des associations commerciales et industrielles auxquelles tous prennent part, mais ils en ont encore de mille autres espèces : de religieuses, de morales, de graves, de futiles, de fort générales et de très particulières, d'immenses et de très petites[17] . » Le titre des travaux de Putnam provient du fait que le bowling a toujours été un des passe-temps préférés de l'Amérique. Une fédération nationale du bowling (American Bowling Congress) est fondée dès 1895. Le bowling a très longtemps été pratiqué en équipe dans des

championnats (*league bowling*) de tout niveau et de toute échelle impliquant des hommes, des femmes, des couples, des célibataires, des citadins, des ruraux et des Américains issus de la classe moyenne comme ouvrière. En 1998, le film des frères Joel et Ethan Coen, *The Big Lebowski* , le montre d'ailleurs avec beaucoup d'humour. En 1996, 91 millions d'Américains ont joué au bowling, soit, comme le note Putnam, 25 % de plus que ceux qui sont allés voter aux élections pour le Congrès de 1998. Or, si le nombre de pratiquants de bowling a augmenté de 10 % entre 1980 et 1993, la proportion de ceux qui y jouent en équipe a chuté de 40 %[18] . L'éloignement de l'associatif qui s'opère dans les années 1980 et 1990, caractérisé par la pratique solitaire du bowling, constitue pour Putnam une des causes du désengagement politique. Comme l'avait écrit en son temps Theodore Roosevelt , « l'homme qui souhaite exercer une influence positive dans son environnement [*community*] doit s'impliquer dans la vie politique[19] ». Or si, au début des années 1970, 1 Américain sur 16 milite pour un parti, ils sont 1 sur 30, soit deux fois moins, à le refaire encore à la fin des années 1990.

La violence et le sexe font le spectacle

La télévision est perçue comme un des principaux facteurs de cet isolement, les Américains passant des heures (4 heures par jour en moyenne) – souvent seuls – devant leur écran de télévision, à regarder des programmes sans réelle conviction ou à passer d'une chaîne à l'autre presque mécaniquement. On assiste à la fragmentation du marché audiovisuel, appelée *narrow-casting* (littéralement « diffusion étroite »), où les chaînes et les annonceurs ciblent un public restreint et spécifique selon le type d'émissions et l'heure de programmation. Comme le dit Michael Bloomberg , un financier propriétaire d'une chaîne d'informations économiques et futur maire de New York , « il n'existe pas une audience mais des audiences américaines ». Il ajoute, « l'audience pour le sport et le

cinéma, ce sont celles qui intéressent réellement les producteurs »[20] . Une étude estime qu'un enfant a regardé 20 000 publicités par an avant l'âge de 9 ans. À l'âge de 16 ans, un Américain, qui passe en moyenne 17 heures par semaine devant son poste, a regardé « entre 12 000 et 15 000 heures de télévision ou l'équivalent de 24 heures par jour pendant 15 à 20 mois entiers[21] ». En 1999, 98 % des foyers américains ont un poste de télévision et 40 %, trois ou plus. Or, dans une course effrénée à l'audimat et aux sponsors, les producteurs misent sur le sexe, la violence, le voyeurisme et le sensationnalisme qui met en scène les bizarreries et les conflits de la vie. Comme le résume dans une formule étonnante le directeur d'une chaîne : « Si ça saigne, on gagne » (*If it bleeds, it leads*)[22] . Autrement dit, il faut montrer toujours plus de violence afin de remporter des parts de marché. Et ce d'autant plus que les chaînes diffusées par le câble ne tombent pas sous le coup de la Federal Communications Commission, l'agence fédérale en charge de modérer le contenu des programmes. Une étude note qu'un juron est prononcé toutes les 6 minutes sur les chaînes traditionnelles, contre toutes les 2 minutes sur celles du câble.

Les *talk-shows* où des gens étalent, souvent crûment, leurs problèmes personnels ou conjugaux, tout comme les émissions de téléréalité où l'on vit 24 heures sur 24 devant les caméras, font leur apparition avec un vif succès. Le public semble aussi se passionner pour le crime et la violence comme le révèle la très populaire émission *Cops* , dans laquelle on peut voir des officiers de police poursuivre en voiture et arrêter des délinquants. En 1994, l'affaire O. J. Simpson est une aubaine pour les chaînes de télévision américaines toujours à la recherche d'audience et qui n'hésitent pas à couper dans leur personnel afin de dégager des moyens pour acheter des hélicoptères. Ancienne star africaine-américaine de football américain et désormais acteur de cinéma, O. J. Simpson, surnommé *The Juice* du fait de ses initiales (*Orange Juice*), est suspecté d'avoir tué son ex-femme et son compagnon à l'arme blanche. Refusant de se rendre à la police, Simpson se retrouve poursuivi par celle-ci sur les

autoroutes urbaines de Los Angeles . Plusieurs hélicoptères de chaînes de télévision filment en direct cette surprenante, haletante diront certains, scène, passée à la postérité sous le nom de « La Poursuite » (*The Chase*). Au moins 100 millions de téléspectateurs la suivent. Une audience qui se hisse à la hauteur de celle enregistrée lors de l'assassinat du président Kennedy en 1963 ou de l'alunissage en 1969. Le procès, qui dure neuf mois et aboutit à l'acquittement de Simpson grâce à la virtuosité d'avocats aux honoraires exorbitants, constitue une véritable manne en revenus issus de la publicité pour les chaînes de télévision, avec près de 200 millions de dollars de recettes. Au demeurant, l'affaire Simpson révèle la polarisation raciale continue de la société américaine. Un sondage montre que 77 % des Blancs pensaient que le dossier d'accusation contre Simpson était plutôt, voire très, solide, contre 45 % des Noirs, et que 63 % des Blancs estimaient qu'il aurait un procès juste, alors que 69 % des Noirs pensaient l'inverse[23] .

Le sexe et la nudité rapportent aussi beaucoup d'argent. À la fin de la décennie, l'industrie du divertissement pour adultes, selon la terminologie toujours euphémisée américaine, que ce soient les magazines, les cassettes vidéos, les chaînes spécialisées à la carte (*pay per view*) ou la pornographie en ligne, a un chiffre d'affaires annuel estimé à près de 10 milliards de dollars. En 1993, l'affaire Lorena Bobbitt , une femme qui tranche avec un couteau de cuisine le pénis de son mari violent, John, et en jette le bout par la fenêtre, fait sensation. Une fois le pénis recousu chirurgicalement, John Bobbitt devient acteur de films pornographiques. L'affaire a donné lieu à de nombreuses plaisanteries, à un débat national sur la violence conjugale et à d'importantes recettes pour les *talk-shows* dans lesquels le couple protagoniste s'est produit. Avec des films tels *Basic Instinct* (1991), le *Silence des agneaux* (*The Silence of Lambs* , 1991) ou *Pulp Fiction* (1994), Hollywood, dénoncent les conservateurs, n'est pas non plus en reste lorsqu'il s'agit de mettre en scène de la violence et de la nudité pour s'enrichir. La musique rap, surtout dans sa version particulièrement violente, le gangsta rap, dont les paroles évoquent à

répétition l'argent, les femmes et les meurtres et qui représente alors 10 % des ventes d'albums, est aussi la cible des conservateurs.

La bataille de l'avortement

La bataille autour du droit à l'avortement, surnommée le « Viêtnam des années 1990 », fait rage de plus belle[24] . Au milieu de la décennie, près de 150 cliniques où sont pratiqués des avortements sont incendiées et des centaines d'autres sont régulièrement bloquées par des militants anti-avortement. En 1994, le groupe anti-avortement Operation Rescue tue sept personnes lors d'une attaque à la bombe contre une clinique. Cette même année, quatre autres employés (docteurs et réceptionnistes) sont assassinés. La situation est si critique qu'en 1994, Clinton signe le *Freedom of Access to Clinic Entrances Act* (FACE) qui interdit toute forme d'actions hostiles à l'endroit des patientes, médecins et personnel des cliniques et toute attaque contre les bâtiments eux-mêmes (incendies, bombes, projectiles). Alors qu'en 1992, dans l'affaire *Planned Parenthood of Southeastern Pennsylvania vs. Casey* , la Cour suprême confirme l'arrêt pro-IVG de 1973 *Roe vs. Wade* , au cours de la décennie, une vingtaine d'États passent des lois encadrant de manière plus stricte l'avortement et 28 limitent, ou suppriment, les financements publics. Le nombre d'avortements se situe à 1,4 million en 1990 et baisse pendant la décennie. Les groupes anti-avortement revendiqueront avoir sauvé 200 000 vies. Une étude montre pourtant que la très grande majorité des femmes américaines ne subiront pas d'avortements au cours de leur vie, ceux-ci étant pratiqués majoritairement chez les femmes africaines-américaines et les jeunes filles blanches non mariées.

L'assaut contre le politiquement correct

Les polémistes conservateurs ciblent aussi les universités, dites « de gauche » (*liberal* en anglais) et, d'une manière générale, dénoncent « le politiquement correct » (appelé PC dans la langue courante) qui s'impose sur les campus, soit l'interdiction d'employer un mot qui pourrait inutilement heurter la sensibilité d'un groupe ou d'un individu. Aux yeux de ses opposants le « politiquement correct » est une forme d'intolérance qui limite la liberté d'expression. Dès 1988, afin de prendre en compte l'origine multiculturelle de ses étudiants, l'université de Stanford ne rend plus obligatoire les cours sur l'histoire de l'Occident, appelée *Western Civilization* , en première année. On scande sur ce prestigieux campus de la côte Ouest : « Hé-hé ! Ho-ho ! La culture occidentale au ruisseau[25] . » Stanford est accusée de « jeter aux ordures la culture occidentale[26] ». Molefi Kete Sante, professeur d'histoire à l'université Temple, à Philadelphie , et un des théoriciens de l'afrocentrisme, recommande aux étudiants noirs de prendre deux sortes de notes : les unes pour préparer leurs épreuves, les autres pour eux-mêmes. Ainsi, conseille-t-il, « si on vous dit que Shakespeare est le plus grand écrivain qui ait jamais vécu, notez-le pour pouvoir réussir votre examen. Mais écrivez en marge "ce sont des bêtises"[27] ». Le combat prend une dimension nationale et éminemment politique lorsqu'au milieu de la décennie le Congrès, à l'écoute des militants conservateurs, condamne les recommandations ministérielles destinées aux professeurs d'histoire du secondaire du pays. Celles-ci demandent aux enseignants de bien expliquer aux élèves les points sombres de l'histoire américaine tels l'esclavage, le Ku Klux Klan ou le maccarthysme. Au demeurant, cette évolution explique pourquoi le 500e anniversaire du voyage de Colomb (1492-1992) a eu un écho très modéré aux États-Unis, surtout comparé au faste des commémorations de 1892, et a été l'occasion de vives critiques contre le navigateur génois et – à juste titre serait-on tenté de commenter – contre la colonisation des Amériques, source de destructions et d'infinies souffrances. Un sénateur républicain pose alors la question de savoir qui de « George Washington ou de Bart Simpson[28] » incarne le mieux l'histoire des

États-Unis. Si on se place du point de vue de l'histoire culturelle, on serait tenté de répondre : les deux !

L'agence fédérale qui finance des événements culturels, la National Endowments for the Arts (NEA), est aussi la cible des militants conservateurs, souvent évangéliques. Ces derniers savent se faire entendre : la seule American Family Association a adressé 1 million de lettres à travers le pays contre la NEA. Entre 1990 et 1994, près de 200 expositions sont interdites ou menacées d'interdiction. En 1995, la grande exposition sur Hiroshima et l'Enola Gay, l'avion qui largua la bombe atomique, organisée à Washington par la prestigieuse Smithsonian Institution, suscite un vif émoi chez les conservateurs, au Congrès notamment, car elle met en doute la nécessité de cet acte de guerre et ne respecte pas assez le sacrifice des soldats américains. Le texte de l'exposition sera largement remanié. Mais ce sont l'exposition de l'artiste Robert Mapplethorpe, *The Perfect Moment* , affichant, entre autres, une photographie d'un homme urinant dans la bouche d'un autre et la photographie d'Andres Serrano, intitulée *Piss Christ* (« Pisser le Christ »), représentant un petit crucifix immergé dans un bocal contenant sa propre urine et quelques gouttes de son sang qui provoquent en 1989 le plus fort courroux chez les conservateurs et déclenchent leurs plus vives attaques contre la NEA qui finance ces œuvres.

Enfin, la judiciarisation de la société américaine et la multiplication du nombre d'avocats (tout comme celle de leurs spécialisations) inquiètent aussi beaucoup d'Américains qui y voient une autre preuve d'un tissu national déchiré et fragmenté. En 1993, on estime le nombre d'avocats aux États-Unis à 800 000, soit 307 pour 100 000 habitants contre 103 au Royaume-Uni et 21 au Japon . Le procès qui oppose en 1992 une cliente qui fut sévèrement brûlée en renversant son café sur ses genoux au restaurateur MacDonald's marque les esprits : ladite cliente obtient 2,9 millions de dollars de dédommagement.

Comment va l'Amérique ? Au-delà des « culture wars »

Pourquoi l'opposition entre ces « deux Amériques » est-elle si aiguë dans les années 1990 ? Trois explications peuvent être avancées. En premier lieu, la chute du communisme et la fin de la guerre froide brisent l'unité de façade des Américains, qui se lancent alors dans une profonde introspection collective stimulée par un inattendu sentiment d'angoisse. C'est le grand paradoxe de la décennie. Alors que les États-Unis atteignent un statut de super-puissance sans aucun rival à leur hauteur, comme jamais ce ne fut le cas dans leur histoire hormis pendant la brève et désormais lointaine période de 1945 à 1949, les Américains sont pris de doute sur l'évolution de leur société et leur rôle dans le monde. Un autre facteur est la disparition du modèle familial et ethno-culturel traditionnel face à un multiculturalisme qui s'affirme inexorablement. Enfin, la victoire de Bill Clinton en 1992 enrage les conservateurs qui lancent de multiples polémiques contre le couple présidentiel qui incarne, à leurs yeux, les travers de la génération du baby-boom.

Au demeurant, le pays va-t-il si mal ? Assurément, nonobstant ses excès, la société américaine se porte bien. Un sondage du milieu de la décennie nous informe que 80 % des Américains, tous milieux sociaux et niveaux d'éducation confondus, sont heureux de vivre aux États-Unis. Le « politiquement correct », quoique contraignant, révèle une plus grande tolérance de la collectivité pour la diversité et le choix de vie de chacun. La condition des femmes s'est nettement améliorée et leur place dans l'économie et la politique a grandement crû, même si dans ces années 1990 celle-ci se heurte encore à des obstacles. L'écart des salaires (le *wage gap*) se réduit, les femmes gagnant 77,5 % de ce que gagnent les hommes en 2002 (62,5 % en 1979). Le salaire est pratiquement à parité chez les plus jeunes (entre 27 et 35 ans). Plus de la moitié des diplômés des universités sont des femmes. En 1993, le président Clinton , dont l'épouse Hillary est elle-même une brillante avocate, signe le *Family and Medical Leave Act* ,

qui oblige toute entreprise de plus de cinquante employés à octroyer jusqu'à douze semaines de congé de maternité (ou de paternité) à un des deux parents. Même si ces congés ne sont pas payés, cette loi constitue une belle avancée. Dans le monde des affaires, une étude de 1996 chiffre à près de 8 millions le nombre d'entreprises, pour la moitié basées à domicile, dirigées par des femmes, employant plus de 15 millions de salariés. Parallèlement, les femmes pénètrent aussi progressivement les directoires des grandes entreprises. Dans le monde politique, les progrès sont plus que significatifs. Au Congrès, le nombre de femmes à la Chambre passe de 28 en 1991 à 62 en 2001 et au Sénat, de 3 à 13 pendant la même période. En 1996, 21 % des membres des assemblées des États sont des femmes contre 4 % en 1968[29] . Enfin, en 1997, Clinton nomme secrétaire d'État Madeleine Albright , diplômée de l'université de Columbia , à New York , ancienne conseillère du président Carter , et mère de trois enfants. Elle devient ainsi la première femme à diriger la diplomatie américaine.

On a ironisé sur le fait que l'Amérique a mené des *culture wars* dans un âge sans culture. Même si la plaisanterie est séduisante, ce n'est pas le cas. Une vie culturelle intense et sophistiquée, au demeurant très largement subventionnée par les entreprises privées et le public, caractérise les États-Unis des années 1990. Le nombre d'orchestres symphoniques, de théâtres régionaux, de compagnies d'opéra et de musées augmente, parfois de manière spectaculaire. Mais aux États-Unis, où il n'existe pas de ministère de la culture, cette vie culturelle est totalement dissociée de la culture populaire diffusée par Hollywood, les chaînes de télévision, les magazines à sensation ou encore les parcs à thèmes. C'est la distinction entre le *highbrow* et le *lowbrow* , soit littéralement entre une culture intellectuelle et une autre plus populaire, dans un système de hiérarchisation de la vie culturelle. C'est ce que certains dénoncent comme le « *dumbing down of America* » (le nivellement par le bas) ou l'affaissement du niveau moyen de culture générale. Néanmoins, la proportion d'Américains diplômés d'une université (soit quatre ans

d'études supérieures) passe de 11 % en 1970 à 24 % en 1997. Au début des années 1990, plus de 14 millions de jeunes sont inscrits à l'université.

Une tache d'ombre, cependant, à ce beau tableau général : la criminalité.

La criminalité : le temps de la répression

Même si elle baisse fortement dans ces années 1990, la criminalité reste un véritable fléau. Après avoir atteint un pic dans les années 1980 à 10,2 pour 100 000 habitants, le taux d'homicides (*murder rate*) descend à 6/100 000 en 2000. Suite à la vaste épidémie de cocaïne (*crack*) qui frappe le pays dans les années 1980, la consommation de drogues, dures comme douces, décroît pareillement. Les raisons de cette amélioration sont multiples et il est bien difficile de mesurer l'impact de chacune. Les projets de rénovation et de réhabilitation des centres-villes, une gestion plus suivie au quotidien des quartiers, une police urbaine mieux formée et plus présente, tout comme le creux démographique (moins de jeunes dans la population) et une économie plus dynamique jouent un rôle important. Plus fondamentalement, dans les années 1990, la politique contre la criminalité et la délinquance se durcit nettement au niveau national comme à celui des États. L'heure est désormais à la répression. New York lance la politique de « la tolérance zéro » d'abord dans le métro, puis sous la mandature de Rudolph Giuliani partout dans la ville à partir de 1993. Les résultats sont incontestables : en deux ans, le nombre de vols de voitures chute de 46 %, les braquages de 41 % et les meurtres de moitié[30] . New York, qui était si dangereux dans les années 1970, devien dra en une décennie une ville sûre. En 1994, la Californie introduit une loi particulièrement dure, surnommée, en référence au base-ball, *three strikes and you're out* , qui prévoit une peine obligatoire allant d'un emprisonnement de vingt-cinq ans jusqu'à la perpétuité pour tout

délinquant qui commettrait un troisième délit. Une loi qui sera adoptée *mutatis mutandis* par d'autres États.

Suite à plusieurs meurtres de masse, la législation fédérale sur les armes à feu se durcit. En 1994, Clinton signe une loi interdisant la fabrication et la détention de fusils d'assaut semi-automatiques. Un pas en avant malheureusement freiné par le fait que la loi n'affecte pas le 1,5 million d'armes automatiques déjà vendues et que l'industrie des armes à feu s'adaptera à la nouvelle législation. Malgré tout, l'Amérique sera particulièrement meurtrie et endeuillée en 1999 par la tuerie du lycée de Columbine, situé au sud de Denver dans le Colorado , lors de laquelle deux adolescents tueront douze élèves et un professeur avant de se suicider. Ce qu'on appelle « la guerre contre la drogue » (*war on drugs*), placée sous la direction d'un haut fonctionnaire fédéral surnommé le *drug czar* , s'intensifie également. Clinton, qui tient absolument à se démarquer de la réputation de laxisme (*soft on crime*) qui colle à la peau des démocrates et qui, rappelons-le, avait considérablement affaibli la candidature de Dukakis aux présidentielles de 1988, adopte une position répressive contre la délinquance et la criminalité (*tough on crime*). L'impact de ce choix sur la baisse de la criminalité fait débat. Outre le désir de rassurer ses concitoyens, il est clairement politique. Toujours en 1994, Clinton signe ainsi une loi extensive contre la criminalité qui adopte au niveau fédéral la clause du troisième délit, augmente le nombre de crimes punissables de peine de mort et prévoit plusieurs milliards de dollars pour la construction de nouvelles prisons tout comme le recrutement massif de policiers. Mais cette politique draconienne a un prix : la population carcérale explose durant la décennie. Celle-ci franchit pour la première fois dans l'histoire du pays le million en 1995, pour 330 000 en 1980, et atteint le chiffre étonnant de 2 millions en 2000, soit dix fois plus qu'en 1970. Le nombre de détenus pour 100 000 habitants se situe à 700, contre 458 en 1990. Dans certains États, ce ratio est encore plus élevé : 801 en Louisiane et 730 au Texas . Entre 1990 et 1995, 200 prisons sont construites par l'État fédéral et les États fédérés. La Californie ,

pourtant un État progressiste, dépense plus pour ses prisons que pour ses universités. En Oregon, des entreprises peuvent recruter les services de détenus pour trois dollars par jour ! Par ailleurs, le nombre d'exécutions atteint un pic en 1999. La moitié des détenus des prisons fédérales purgent des peines liées au trafic ou à la consommation de drogues. Le plus dramatique concerne les jeunes hommes africains américains. Au début des années 2000, on estime que 12 % de ceux âgés de 20 à 34 ans sont en prison contre 4 % pour les Hispaniques et 1,2 %, des Blancs, soit dix fois moins. En 2003, les Noirs américains (hommes et femmes), qui représentent 12 % de la population américaine, constitueront 46 % de la population carcérale ! Plus inquiétant encore, une étude du ministère de la Justice estime que 28 % des hommes noirs iront au moins une fois dans leur vie en prison[31] .

Une économie mondialisée et florissante

En 1997, le ministre des Affaires étrangères français, Hubert Védrine , attribue à juste titre aux États-Unis le statut « d'hyperpuissance ». Il remarque que les Américains bénéficient « d'atouts dont aucune autre puissance, pas plus l'Europe qu'une autre, ne dispose encore : le poids politique, la suprématie du dollar, la maîtrise des réseaux de communications, les "usines à rêves", les nouvelles technologies. Additionnés, le Pentagone, Boeing, Coca-Cola, Microsoft, Hollywood, Internet, la langue anglaise, cette situation est quasiment sans précédent ». Outre une puissance militaire désormais inégalée, comme l'a clairement montré la guerre du Golfe en 1991, et l'influence de plus en plus prépondérante de leur culture et de leur langue, le rayonnement économique des États-Unis dans les années 1990 est éclatant. Même si elle n'est pas sans effets négatifs sur son économie, notamment en termes de destruction d'emplois (*downsizing*) et de délocalisations hors de ses frontières (*outsourcing*), l'Amérique profite d'une mondialisation qu'elle

encourage, guide parfois, et pour laquelle sa culture de la concurrence, ses immenses ressources naturelles, son sens de l'innovation, sa culture de l'entreprenariat, sa passion pour la technologie, son vaste marché intérieur et sa population aux origines culturelles multiples l'ont idéalement préparée.

Pour les États-Unis, les années 1990 sont le moment de la mondialisation triomphante. On écrit même que la mondialisation, en anglais *globalization* , est le concept de la décennie. Le rayonnement commer cial et culturel des États-Unis devient planétaire. Quatre bouteilles de Coca-Cola sur cinq sont vendues en dehors du marché américain. Les matchs de la ligue de basket professionnelle, la National Basketball Association (NBA), sont diffusés dans 175 pays en 40 langues dans 600 millions de foyers. Les lycéens chinois placent la star de Chicago Michael Jordan au même niveau que Zhou Enlai parmi les personnalités qu'ils admirent le plus[32] . Clinton le déclare lui-même dans son discours lors de sa prise de fonction en janvier 1993 : « Notre plus grande force est le pouvoir de nos idées[33] . » Joseph Nye , professeur de relations internationales à Harvard , formule alors le concept de *soft power* pour nommer cette influence diffuse, plus ou moins maîtrisée. Il la définit comme « la capacité d'obtenir ce que vous souhaitez par le pouvoir d'attraction plutôt que la coercition ou le versement de subsides ». Cette influence naît, développe-t-il, « de l'attrait de la culture d'un pays, de ses idéaux et de ses choix politiques »[34] .

Au cours des années 1990, l'Amérique poursuit et accentue sa mue vers ce que le vice-président Gore nomme « la nouvelle économie », qui a « pour moteur l'information, la recherche, la connaissance et la technologie »[35] . C'est ce que d'autres appellent « l'économie de la connaissance ». Dans cette économie, le secteur des services est prépondérant aux dépens de l'agriculture et de l'industrie. Les secteurs de l'informatique et des communications se placent devant ceux de la construction, de l'agroalimentaire et de l'automobile. Fondé en 1971, le Nasdaq, l'indice des valeurs des hautes technologies à la bourse de Wall Street, devient un marché

majeur. Inconnu du grand public et destiné exclusivement à un usage militaire dans les années 1970, le réseau Internet devient vingt ans plus tard accessible à tous avec le développement de l'ordinateur personnel et se mondialise sous le nom de *World Wide Web* . Le tout premier site est élaboré en 1991 par un ingénieur britannique installé en Suisse, Tim Berners-Lee. Le premier navigateur, Netscape, conçu par une petite start-up de Californie , fait son entrée en bourse en 1995. Commence alors à se former la communauté des « citoyens d'Internet » ou « *netizens* ». Dans les cinq premières années de la décennie, le nombre d'utilisateurs d'Internet, de par le monde mais avec une nette concentration aux États-Unis, passe de 600 000 à 40 millions, doublant tous les 53 jours[36] .

Dès le début des années 1990, les États-Unis, que ce soit les entreprises ou les particuliers, ont ainsi réussi leur révolution informatique. En 1995, les Américains dépensent plus pour l'achat d'ordinateurs que pour des postes de télévision. À la fin de la décennie, 19 % des foyers américains ont accès à Internet. Les Américains échangent alors plus de 2 milliards de messages par jour. La Silicon Valley en Californie , la Route 128 au Massachusetts , la Silicon Alley à Manhattan ou encore la Silicon Raleigh en Caroline du Nord deviennent des pôles économiques et technologiques majeurs en termes d'investissements, d'innovation et d'emplois. Entre 1995 et 1998, Internet a généré plus du tiers de la croissance économique américaine. On parle alors des Silicon (allusion à la Silicon Valley) non pas millionnaires mais « zillionnaires »[37] . Une fois cette mutation réussie et digérée, l'Amérique semble pouvoir se lancer à la conquête commerciale et culturelle du monde. « Il y a eu la transition de l'agriculture à l'industrie, puis de l'industrie aux services, résume l'éditorialiste Thomas Friedman. Maintenant, il faut passer à la phase suivante, en proposant des services au monde entier[38] . »

Confortablement installés dans ce qu'ils nomment « le village planétaire » (*global village*), les Américains connaissent une période de croissance continue inégalée dans leur histoire. Le PNB croît à un taux annuel de 3,9 %. Le chômage descend à 4 % en 2000 (7 % en

1992) et l'inflation se stabilise à 2 %. Au cours de la décennie, 17 millions d'emplois sont créés. Le déficit budgétaire, dont la réduction est un objectif prioritaire du président Clinton , chute de 290 milliards, alors son plus haut sommet, à 22 milliards de dollars entre 1992 et 1997. L'équilibre est atteint en 1998, pour la première fois depuis 1969. Le *New York Times* qualifie emphatiquement ce budget à l'équilibre « [d]'équivalent fiscal à la chute du mur de Berlin[39] ». Au-delà du volontarisme présidentiel, la réduction des dépenses militaires et un cours du prix du pétrole bas créent une conjoncture favorable. Dans les années 1990, le rythme des fusions d'entreprises (ainsi que leur valeur capitalisée) atteint des records. En 2000, par exemple, American Online (AOL), un fournisseur d'accès à Internet, fusionne avec Time Warner, un groupe phare de l'industrie du divertissement, pour une valeur de 180 milliards de dollars. On assiste ainsi à une financiarisation grandissante de l'économie à laquelle participent les familles américaines. En 2000, 51 % de celles-ci possèdent des titres en bourse contre 23 % en 1989 et 13 % en 1980. Wall Street attire les foules. Les compagnies dites *dot-com* (point.com), dont le chiffre d'affaires dépend principalement d'Internet, font recette. Les observateurs économiques décrivent alors l'Amérique comme une « nation d'actionnaires ». Les États-Unis retrouvent cette atmosphère euphorique et dynamisante des années 1920 mais dans des proportions encore plus élevées.

Le retour du culte de l'argent

Poursuivant et accentuant une évolution entamée dans les années 1980, l'Amérique devient le pays de la consommation effrénée et du confort matériel. En 2001, sur 107 millions de foyers américains, 106 millions possèdent un poste de télévision (76 millions en ont deux), 96 millions un VCR, 92 millions un four à micro-ondes, 82 millions ont leur résidence reliée au câble, 81 millions possèdent un système d'air conditionné, 79 millions un séchoir à linge

électrique, 60 millions ont un ordinateur personnel, 51 millions accès à Internet et 33 millions possèdent au moins deux véhicules[40] . Ces véhicules sont le plus souvent ce que les Américains appellent génériquement un *truck* , soit un quatre-quatre, un monospace, un SUV (*sport utility vehicle*) ou un pick-up. Cette consommation boulimique, attisée par les offres de crédit des grandes enseignes, tout comme la facilité avec laquelle chacun peut obtenir une carte de crédit dont les remboursements mensuels sont à ajouter aux prêts, souvent faramineux, souscrits pour mener des études supérieures de qualité, crée une situation de fort endettement des ménages.

Au demeurant, les Américains s'enrichissent. Le revenu médian des foyers grimpe de 38 000 à 42 000 dollars de 1995 à 2000 (valeur de 2000). En 1995, 68 % des Américains sont propriétaires de leur lieu d'habitation, contre 63 % en 1970. Le culte de l'argent est de retour chez les jeunes. En 1999, un sondage parmi les adolescents révèle qu'ils comptent en moyenne gagner 75 000 dollars par an, soit plus du double du salaire médian américain du moment estimé à 27 000 dollars. Cette même année, le jeu télévisé *Who Wants to be a Millionaire ?* (*Qui veut gagner des millions ?*), adaptation d'une version britannique, apparaît opportunément à la télévision américaine. Les entrepreneurs et les hommes d'affaires, tels Bill Gates , fondateur de Microsoft, Warren Buffett , surnommé « l'oracle d'Omaha » (la ville du Nebraska où il réside) tant ses prédictions en matière de finances sont attendues par tous, et Sam Walton , fondateur de Walmart, sont à nouveau les héros de l'Amérique. En 1997, le magazine *Time* désigne Andrew Grove , le PDG d'Intel, une entreprise spécialisée dans la fabrication des puces électroniques, comme la personnalité de l'année.

Ces chefs d'entreprise et les stars du sport et du divertissement perçoivent des salaires mirobolants. Le PDG du groupe d'agroalimentaire Heinz gagne 75 millions de dollars par an ; Jack Welch , patron de la General Electric, 123 millions. Michael Eisner , de Walt Disney, vend ses actions obtenues à un prix réduit (*stock-options*) pour 556 millions de dollars. Larry Kin g, un animateur de

télévision qui a une émission sur CNN tellement en vogue dans les années 1990 (le *Larry King Show*), que les hommes politiques s'y pressent, perçoit un salaire annuel de 7 millions de dollars. L'acteur Jerry Seinfeld , producteur et protagoniste de la série éponyme, a touché 66 millions de dollars pour l'année 1996-1997. L'ex-culturiste, désormais vedette d'Hollywood, Arnold Schwarzenegger reçoit 12 millions de dollars pour le second *Terminator* (1991) et 20 millions pour la comédie de Noël *La Course au jouet* (*Jingle Bell* , 1996). La star de basket Michael Jordan gagne 70 millions de dollars par saison (en comptant les publicités) et, enfin, le réalisateur à succès Steven Spielberg , 175 millions par an. Hormis ces stars, qui alimentent un culte du succès et de la célébrité renaissant, les Américains les plus aisés s'enrichissent et leur nombre augmente. Entre 1995 et 1997, le nombre de foyers américains déclarant des revenus bruts au-delà du million de dollars s'accroît de deux tiers. Plus de 6 millions de foyers américains ont alors un total de biens estimé à 1 million de dollars ou plus[41] .

La prépondérance de l'argent dans la société américaine se retrouve aussi en politique lors de campagnes électorales dont les coûts exponentiels sont devenus astronomiques dans les années 1990. À tel point que Clinton se plaint de passer son temps à lever des fonds, tout comme son épouse et Al Gore . Un membre du Congrès dépensait en moyenne 52 000 dollars en 1974 pour se faire élire, 140 000 en 1980 et 560 000 en 1992, soit 10 fois plus en à peine vingt ans. De fait, au Congrès de 1993-1994, sur les 539 membres, 155 sont des hommes d'affaires et des banquiers et 239, des avocats, pour la plupart liés au monde des affaires. Plus de 500 millions de dollars sont dépensés lors de la campagne législative de mi-mandat de 1998 en spots télévisés, pour la plupart négatifs, alors que le taux de participation plafonne à 36 %. La plaisanterie du boss politique Mark Hanna , à l'époque du *Gilded Age* à la fin du XIX e siècle – « Il y a deux choses qui sont importantes dans la politique. La première, c'est l'argent, et je ne peux pas me rappeler ce qu'est la seconde[42] » – reste on ne peut plus vraie cent ans après. En 2002, le dessinateur de

presse Harley Schwadron moque astucieusement cette époque d'excès financiers en transformant la formule du serment au drapeau « *one nation under God* » en « *one nation under Greed* [cupidité] »[43] .

Le problème persistant de la pauvreté

Au-delà de ce tableau mirifique, tout le monde – tant s'en faut – ne profite pas pareillement de la mondialisation. Les inégalités salariales se creusent et la pauvreté persiste. En 1999, une étude révèle que 205 000 foyers américains perçoivent des revenus supérieurs à 1 million de dollars et que les 13 000 familles les plus riches du pays gagnent 300 fois le revenu moyen d'une famille américaine. À l'inverse, alors que les 40 % des foyers les moins riches possédaient 18 % du revenu national en 1970, leur part passe à 14 % en 1998 et la tendance continue d'être à la baisse. En 1990, le salaire moyen d'un P.DG est estimé 84 fois plus élevé que celui d'un ouvrier ; en 1999, le rapport est de 1 à 310. Parmi les « *dot-com millionnaires* », Bill Gates , à lui seul, possède autant que les 40 % d'Américains les plus pauvres réunis, soit 120 millions de personnes. Le salaire minimum, relevé de 90 cents par Clinton en 1996 à 5,15 dollars par heure, reste néanmoins modique. Les syndicats, représentant 14 % de la population active, ne pèsent guère lourd et le nombre de jours de grèves annuels chute à 29 en 1997 contre 187 en 1980 et 381 en 1970. Le géant Walmart gère 750 000 employés ; aucun n'est syndiqué.

La « nouvelle économie » et la mondialisation laissent tristement de nombreux Américains sur le bas-côté du chemin vers la prospérité. En 1995, 90 % des propriétaires de résidences sont blancs, 8 % sont Africains-Américains et en 2000, le revenu médian des familles noires est égal à 69 % de celui des familles blanches. Toujours en 2000, 73 % des Blancs possèdent une résidence, contre 47 % des Africains-Américains[44] . La pauvreté frappe ainsi toujours la population africaine-américaine mais dans une proportion nettement moindre.

En 1990, 32 % de la population noire vit en dessous du seuil de pauvreté ; 22 % en 2000. Mais 30 % des enfants noirs de moins de 18 ans vivent dans la pauvreté. Toujours en 2000, le taux de chômage des Noirs est plus du double de celui des Blancs (7,6 % pour 3,5 %). Le nombre de Noirs qui habitent dans des centres-villes ghettoïsés passe dans les mêmes années de 4,8 à 3,1 millions, soit 9 % de la population africaine-américaine. Enfin, en 2000, l'espérance de vie des Noirs est de 71 ans contre 77 pour les blancs. Au-delà de ces terribles chiffres, les années 1990 marquent l'émergence d'une classe moyenne urbaine noire dont les membres sont communément appelés *Black Urban Professionals* (*Buppies*). En 2000 toujours, 37 % des Africains-Américains ont fait des études supérieures. La moitié réside dans des quartiers qui ne sont pas majoritairement noirs même si le tableau, comme le disent les Américains, de périphéries « vanille » et de villes « chocolat » reste valide[45] . Le chemin parcouru depuis les années 1960, néanmoins, est immense.

Les États-Unis comptent 31 millions de pauvres en 1999, soit 11,3 % de la population. C'est ce qu'on nomme la *underclass* ou, pour ceux qui ont un emploi, les *working poor* . La pauvreté recule certes (une baisse de 7 millions de personnes entre 1994 et 2000), mais reste un paramètre incontournable. Une donnée fondamentale – et acceptée par tous – de la société américaine depuis les années 1870 est que le tant prôné principe d'égalité des chances ne signifie aucunement l'absence d'inégalités. De surcroît, les années 1990 donnent naissance à ce qu'on appelle la fracture numérique (*digital divide*) entre les Américains équipés et formés à l'informatique et les autres. Comme beaucoup d'Africains-Américains sont parmi ces derniers, Robert Putnam parle même de « cyber-apartheid[46] ». Enfin, alors que la ségrégation spatiale par l'argent, au demeurant indépendamment de l'ethnicité, s'accentue, des quartiers résidentiels isolés et très sécurisés, appelés *gated communities* et réservés aux plus riches, apparaissent de par le pays dans les années 1990. À la fin de la décennie, 7 millions d'Américains vivent dans de telles résidences.

Une nouvelle immigration de masse

Dans les années 1980, rappelons-le, les États-Unis sont redevenus un pays d'immigration. Lors de la décennie suivante, le phénomène s'amplifie. Comme au début du XX e siècle, l'Amérique attire les foules. La mondialisation accentue et étend les flux migratoires, tout comme des conflits localisés de par le monde créent des zones d'instabilité, de pauvreté et de malheur mais, surtout, la prospérité des États-Unis et son rayonnement culturel en font une destination privilégiée. Lors de la décennie, 9 millions de migrants s'installent aux États-Unis, soit une moyenne d'1 million par an, auxquels il convient d'ajouter les entrées illégales estimées à 300 000 par an. Le chiffre de 9 millions dépasse celui de la décennie 1901-1910 (8,7 millions), jusqu'alors la grande période d'émigration vers l'Amérique. On estime le nombre total d'arrivées (légales) de 1970 à 2000 à 28 millions, dont la majorité pour la dernière décennie.

En 2000, le nombre d'Américains nés à l'étranger (31 millions) est trois fois supérieur à celui de 1900 mais leur proportion dans la population est en deçà (11,1 % en 2000 pour 13,6 % en 1900). Comparé à 1970, cependant, la progression est énorme puisque les Américains nés à l'étranger étaient alors 9,6 millions, soit, rappelons-le, 4,7 % de la population (le pourcentage le plus bas du XX e siècle) avec une population totale qui a elle-même fortement progressé entre-temps de 203 à 281 millions. Dans les années 1990 seules, avec une augmentation de près de 33 millions, la population américaine dans son ensemble connaît la plus forte croissance décennale de son histoire. La population immigrée, quant à elle, augmente de 57 % dans les années 1990, soit 12 millions de nouvelles arrivées en comptant l'immigration « illégale ». Désormais, l'immigration est redevenue un facteur clé dans la croissance démographique. Les variations locales néanmoins sont éloquentes. En 2000, le Sud compte 8,6 % d'étrangers et l'Ouest 18,6 % ; l'Alabama 2 % et la Californie 26 % ; et la ville de New York 40 %. Presque un cinquième (18 %) de ces migrants vivent à New York, Los Angeles , Chicago ou

Houston[47] .

La nature du phénomène migratoire évolue. L'Europe constitue l'origine de seulement 16 % de ces migrants (92 % lors de la période 1901-1910), l'Asie, 26 % et l'Amérique latine plus de la moitié (52 %), dont près d'un tiers du Mexique seul. Après les Mexicains, les Chinois et les Philippins sont les nationalités les plus représentées mais avec un grand écart (respectivement 30 %, 4,9 % et 4,4 %). Suivent les Indiens, les Viêtnamiens, les Cubains et les Coréens. Le premier pays européen est l'Allemagne , en dixième position. En 2000, 8 fois plus d'Asiatiques vivent aux États-Unis qu'en 1970. Alors que traditionnellement les migrants sont majoritairement des hommes, dans les années 1990 les femmes tendent à être aussi nombreuses. Pour l'année 1998, sur 660 000 entrées, 475 750 sont admis aux États-Unis par regroupement familial, une des dispositions séminales de loi sur l'immigration de 1965, pour 55 000 réfugiés, selon les termes de la loi de 1980[48] . Un tiers de ces migrants a fréquenté l'université et les deux tiers possèdent un baccalauréat. Une proportion plus grande de ces immigrés a un doctorat, la plupart en ingénierie et en informatique, qu'au sein de la population américaine dans son ensemble. De ce fait, ils s'intègrent plus facilement dans la société (plus de la moitié de ceux qui ont un doctorat se font naturaliser) et leur revenu médian est peu éloigné de celui des Américains de souche. En 2000, celui des Asiatiques est même supérieur à celui des Blancs. Un plus grand nombre de ces migrants que par le passé se font naturaliser. Alors que la moyenne annuelle des naturalisations était restée tout au long du XX e siècle autour de 300 000, en 1996 ils sont plus d'1 million. La répartition géographique de ces migrants évolue pareillement. Le Sud, par exemple, une destination historiquement marginale, voit sa population immigrée croître globalement de 90 %, avec un pic de progression de 200 % en Caroline du Nord et en Géorgie . Les tendances lourdes subsistent cependant : les trois États de Californie , de New York et du Texas accueillent la moitié de ces immigrés. Près de 40 % des Américains nés à l'étranger vivent dans l'Ouest pour

20 % de la population pour ceux nés aux États-Unis. En 1996, la Californie a une population de 32 millions d'habitants, dont 7,7 millions d'immigrés.

La fin du melting-pot, place au multiculturalisme

L'idéal du *melting-pot* est mort. À la fin des années 1970, dans le sillage des revendications identitaires des années 1960, les universitaires américains ont commencé à étudier le concept d'ethnicité et ont substitué au modèle d'intégration du creuset celui du « saladier » (*salad bowl*). D'après celui-ci, les identités culturelles ne fusionnent plus mais se mélangent en gardant leur nature propre comme les ingrédients d'une salade. Dans les années 1990, l'Amérique prend conscience et accepte collectivement sa diversité culturelle sans chercher à fondre ces éléments disparates dans un même moule. C'est le multiculturalisme, ce que le philosophe américain Michael Walzer formule comme « la politique de la différence[49] ». L'historien Arthur Schlesinger Jr., qui dénonce ce qu'il perçoit comme ses excès, concède cependant que le multiculturalisme « attire l'attention sur des groupes, des thèmes et des opinions qui ont été négligés, [qu']il corrige des injustices apparaissant dans le traitement des minorités, à la fois dans la vie de chaque jour et dans le jugement porté par l'histoire » et ajoute « cela se réalise dans une culture partagée »[50] .

L'équilibre entre ce que Clinton appelle éloquemment « le retrait dans les enclaves confortables de l'ethnicité », soit le communautarisme, et la volonté de former une nation ensemble tout en acceptant nos différences est le défi d'un multiculturalisme apaisé et dynamique – en fait, l'équilibre entre, selon les termes de Walzer, « l'unicité de la citoyenneté » (*oneness of citizenship*) et « la pluralité des cultures » (*cultural manyness*)[51] . Peu importe, déclare le président Clinton, que les ancêtres de chacun soient « arrivés à bord

d'un négrier ou du *Mayflower* , qu'ils soient passés par les portes d'Ellis Island ou arrivés par avion à San Francisco , ou qu'ils aient été en Amérique depuis des milliers d'années », c'est « l'idée américaine »[52] qui cimente la communauté nationale. Autrement dit, la fierté de ses origines, oui, le repli, non. Longtemps aveugle au métissage, la société américaine non seulement accepte mais revendique cette irréversible évolution. Un rapport sur l'éducation dans l'État de New York parle judicieusement « d'interdépendance culturelle[53] ». La star de golf Tiger Woods se décrit en 1997 à la télévision comme « cablinasien », c'est-à-dire en partie blanc (caucasien selon la terminologie américaine), noir, amérindien et asiatique[54] . Dans les années 1990, les mariages mixtes blanc-noir, même s'ils ont augmenté de manière significative, restent cependant encore peu nombreux. Moins d'un homme noir âgé entre 25 et 34 ans sur dix et moins d'une femme noire sur 25 ont un conjoint blanc. La « vision d'une société indifférente à la couleur de peau » (*colorblind society*) souhaitée par Clinton en 1997 n'est pas encore née. Cependant, les proportions de mariages exogames, avec respectivement un tiers et la moitié des individus, sont plus grandes chez les Asiatiques et les Hispaniques[55] .

Les réactions de crainte et de repli

Néanmoins, comme toujours dans l'histoire américaine, l'immigration fait débat et provoque des réactions identitaires de repli. Les partisans de restrictions sont de plus en nombreux en ces années 1990. Un sondage tenu depuis 1965 révèle que, cette année-là, 39 % des Américains souhaitaient voir l'immigration décroître. Ils sont 65 % en 1995[56] . Ces derniers évoquent le coût élevé des programmes d'éducation bilingue, reprochent aux immigrés de rester entre eux et de ne pas faire l'effort de s'intégrer, et ceci d'autant plus que les moyens de télécommunication leur permettent désormais de rester facilement en contact avec leur pays d'origine. Ils expriment la

crainte d'une nation qui ne sera plus à majorité blanche dans à peine quelques décennies. C'est ce qu'on appelle la peur d'une « majorité de minorités » (*majority minority*) que partagent certains Américains blancs. Dans les années 1990, seuls les États d'Hawaï et du Nouveau-Mexique ont une population blanche (non hispanique) en minorité. Au cours de la décennie suivante, ils seront rejoints par la Californie et le Texas , deux États politiquement et démographiquement de première importance. C'est ce qu'on appelle le « brunissement » de l'Amérique (*the browning of America*). En 1996, les projections du Bureau américain du recensement estiment que le nombre d'hispaniques aux États-Unis en 2020 sera de 16 % (contre 10 % en 1995) et que la proportion d'Asiatiques doublera (de 3 à 6 %). En 2050, les chiffres seront 25 % et 8 % respectivement[57] . L'anglais, qui n'a pas le statut aux États-Unis de langue officielle, semble même menacé, principalement par l'espagnol, d'après certains. Les États-Unis ne comptent-ils pas des centaines de stations de radio et de journaux en espagnol ? Au cours des années 1980 et 1990, une vingtaine d'États passent une loi faisant de l'anglais leur langue officielle.

Particulièrement touchée par le phénomène migratoire, la Californie adopte la première des trois lois restrictives à l'endroit des immigrés à partir de référendum. En 1994, elle adopte (à 59 % des voix) la Proposition 187, aussi appelée « SOS : Sauvez notre État » (*Save Our State*) par ses promoteurs, qui vise à exclure les migrants illégaux des services sociaux, école et santé incluses. Une mesure qui sera rapidement invalidée par un juge fédéral. En 1996, la Proposition 209 interdit les programmes de discrimination positive qui avantagent les minorités. Un professeur de Berkeley ne fait-il pas remarquer avec ironie que des étudiants blancs se voient refuser l'accès à cette prestigieuse université en raison de la couleur de leur peau[58] ? L'année suivante, la Proposition 227 (abrogée en 2016) met fin à l'éducation bilingue principalement mise en place dans les années 1960 à l'intention des élèves hispanophones. Le vote à ce référendum est particulièrement polarisé avec 61 % des Blancs votant

pour et 63 % des Hispaniques contre. En 1996, c'est l'État fédéral qui adope une loi excluant les migrants légaux, pendant cinq ans après leur arrivée dans le pays, des prestations sociales telles que diverses allocations (*Supplemental Security Income* ou SSI), les coupons alimentaires (*food stamps*) et l'assurance maladie (Medicaid).

Clinton : les premières difficultés

À peine son cabinet en place, le président Clinton et sa ministre de la Justice Janet Reno (une femme pour la première fois dans l'histoire du pays) doivent gérer une crise particulièrement délicate. Des membres d'une secte, les Branch Davidians, dont beaucoup d'enfants, menés par un certain David Koresh , se sont retranchés dans un camp fortifié à Waco , au Texas . Surarmés, ils sont suspectés de détenir des armes illégales. Koresh est aussi accusé de pratiquer la polygamie et d'abuser sexuellement des mineurs. Un premier assaut est lancé par les hommes du Bureau of Alcohol, Tobacco, and Firearms (ATF) en février 1993. C'est un échec qui se solde par le décès de quatre agents fédéraux et de deux membres de la secte. S'ensuit un long siège, désormais pris en charge par le FBI, qui dure 51 jours. Le 19 avril, un second assaut, cette fois-ci beaucoup plus destructeur, est lancé avec des moyens quasi militaires. 70 membres de la secte sont tués, dont 21 enfants et Koresh. Reno expliquera avoir donné son aval après avoir reçu des rapports sur le traitement violent des mineurs à l'intérieur du camp. On reprochera à Clinton cette violence d'État à l'endroit de ses propres citoyens, sans doute disproportionnée, et cette gestion désastreuse de la crise.

Clinton fait également preuve de maladresse et d'indécision dans le dossier des homosexuels dans les forces armées. Pendant sa campagne, il a promis de lever l'interdiction officielle qui les empêche théoriquement de s'engager. Face à l'opposition de la hiérarchie militaire et des républicains au Congrès, Clinton se replie en 1993 sur un compromis résumé dans la formule « *Don't ask, don't*

tell ». Autrement dit, tout homosexuel peut rester dans l'armée à condition qu'il ne révèle pas son homosexualité et personne ne pourra lui poser la question. Cette demi-mesure sera un échec : en dix ans, 10 000 homosexuels seront renvoyés de l'armée. Très vite, Clinton est aussi empêtré dans une affaire concernant les agents de voyages de la Maison-Blanche. Il renvoie des fonctionnaires expérimentés pour les remplacer par des amis et des collaborateurs de son épouse. Acculé par ce que la presse appelle le Travelgate, Clinton fait volte-face et remet en place la plupart des employés remerciés.

Affaibli par ces erreurs et accusé d'amateurisme, Clinton joue son va-tout avec la réforme du système de santé, une des promesses phares de sa campagne. Le constat est imparable. Les dépenses de santé ont explosé, passant de 246 milliards de dollars en 1980 à 880 milliards en 1993. De fait, 35 millions d'Américains – 14 % de la population – n'ont pas accès à l'assurance maladie et près de 20 millions ont une couverture inadéquate. Clinton décide de donner ce dossier majeur mais périlleux à son épouse et à un de ses collaborateurs, Ira Magaziner . Confier cette réforme cruciale à la première dame est pour le président la preuve de son importance à ses yeux mais cette décision lui sera plus tard reprochée, Hillary Clinton n'exerçant pas de responsabilités politiques officielles au sein du cabinet. Celle-ci impressionne néanmoins le Congrès et un représentant démocrate lui avoue même : « Dans un avenir très proche, le président sera connu comme votre mari[59] . » Consultant une foule d'experts sur la question, Hillary Clinton et Magaziner commettent néanmoins l'erreur de ne pas impliquer les élus républicains modérés dans leur réflexion, travaillant de leur côté. En septembre 1993, ils présentent au Congrès et à l'opinion publique un projet complexe de plus de 1 300 pages. En substance, celui-ci propose que les employeurs payent 80 % de l'assurance santé. Des regroupements régionaux de compagnies d'assurances sont censés faire baisser les coûts. Par ailleurs, l'État fédéral assure la protection des Américains les plus démunis. Dans la ligne de la Grande Société

de Johnson, l'ambition du couple Clinton d'une protection universelle semble atteinte. Au départ, les grandes sociétés soutiennent le plan et l'opinion publique y est plutôt favorable. Mais les petites et moyennes entreprises et les petites compagnies d'assurances y sont très opposées, tout comme les républicains conduits par Newt Gingrich . Un déluge d'attaques politiques et de multiples spots télévisés, subventionnés par divers groupes de pression, dénonçent le projet et font évoluer l'opinion publique contre celui-ci. En août 1994, le président Clinton, refusant obstinément tout compromis, abandonne.

Au-delà de ces déboires, Clinton enregistre quelques succès, dont certains d'importance majeure. En 1993 et 1994, il nomme successivement Ruth Bader Ginsburg et Stephen Breyer à la Cour suprême. Ces deux nouveaux magistrats sont en faveur de l'avortement mais assez modérés pour être acceptés par les républicains. Comme nous l'avons vu, Clinton signe une loi sur les armes à feu, une autre pour protéger le personnel des cliniques où se pratiquent les IVG, et une autre pour faciliter les inscriptions sur les listes électorales qui pourront désormais se faire conjointement lors de la remise du permis de conduire. Destinée à lutter contre l'abstention, cette mesure, communément appelée *motor-voter law* , cible surtout les jeunes dans un pays où non seulement tout le monde conduit mais aussi où, en l'absence de carte d'identité, le permis de conduire fait office de pièce d'identité indispensable. Clinton créé aussi un programme (*Americorps*) qui permet aux jeunes Américains d'avoir le coût de leurs études supérieures remboursé par l'État fédéral en échange d'un temps de service. D'une portée circonscrite du fait d'un financement limité, cette loi inscrit Clinton dans l'héritage des présidents démocrates des années 1960, Kennedy et Johnson.

Les deux grands succès de la présidence Clinton dans ces années 1993 et 1994 sont la réduction du déficit budgétaire et la signature de l'Accord de libre-échange en Amérique du Nord (ALENA ou North American Free Trade Agreement, NAFTA). Il se déclare

même, avec un ton d'auto-ironie, « un *Eisenhower Republican* », partisan « de la réduction du deficit, du libre-échange et de la bourse »[60] . De concert avec Alan Greenspan , le président de la Banque centrale américaine (Federal Reserve ou Fed) nommé par Reagan en 1987, Clinton s'attaque résolument au déficit fédéral. En 1993, il réussit à faire adopter par le Congrès une loi budgétaire ambitieuse qui prévoit une réduction du déficit de 500 milliards de dollars sur cinq ans, incluant une augmentation des impôts sur les sociétés et du taux d'imposition des foyers gagnant plus de 250 000 dollars annuels, et une mesure sociale avec l'élargissement du Earned Income Tax Credit (EITC), un programme mis en place en 1975 sous Ford qui prévoit un crédit d'impôts pour les familles les plus démunies. En 1993, Clinton annonce aussi un programme de réduction du nombre de fonctionnaires de 250 000 en cinq ans et du personnel de la Maison-Blanche (1 840 membres en 1992) d'un quart. Aidé de manière déterminante par une économie florissante, Clinton pourra revendiquer un excédent budgétaire de 70 milliards de dollars en 1998.

Partisan déterminé de la mondialisation et du libre-échange qui, selon lui, profitent pleinement en premier lieu aux États-Unis et renforcent sa position économique et commerciale dominante, Clinton finalise les négociations du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) dites « Uruguay Round », menées depuis 1986. Le GATT devient l'Organisation mondiale du commerce (OMC), avec des pouvoirs accrus, et la libéralisation des échanges, facilitée par l'abaissement des barrières douanières, inclut désormais les produits agricoles, les capitaux et les services. Alors que Reagan avait en 1988 conclu un accord de libre-échange avec le Canada , Bush avait en 1992 obtenu de l'étendre au Mexique . C'est Clinton qui parvient à faire adopter le nouvel accord par le Congrès en 1993, ironiquement en s'alliant aux républicains contre les syndicats et les démocrates qui craignent des délocalisations massives vers le Mexique pour profiter d'une main-d'œuvre à moindre coût. Précisons à ce propos que les délocalisations sont pratiquées au sein du pays également, vers des

États, surtout du Sud, où les syndicats n'existent guère et où le code du travail est plus souple. Tant que l'économie américaine est prospère, la politique de mondialisation et de libre-échange de Clinton connaît un franc succès et il est difficile de mesurer la part de ladite politique dans cette embellie. Clinton voit le monde et les affaires étrangères par le prisme de l'économie et des marchés mais tout président américain doit aussi résoudre des crises internationales plus ou moins graves lors de son mandat.

Victoires et déboires en politique étrangère

Clinton est un homme de dossier, de surcroît consciencieux et méticuleusement informé. Mais son expertise est clairement en politique intérieure beaucoup plus que dans les affaires internationales et il ne s'en cache pas. À son arrivée à la Maison-Blanche, il n'hésite pas à déclarer : « Je ne suis pas ici pour la politique étrangère[61] . » Comme le déclare un de ses conseillers, « la géopolitique n'existe plus[62] ». Les affaires internationales semblent se résumer au commerce et, précisément, à conclure des affaires. Clinton parle lui-même de « concurrence pacifique avec les populations du monde entier[63] ». Cette vision de la planète comme un marché gigantesque et cette indifférence pour les problèmes du monde correspond à l'humeur générale dans le pays. Des membres républicains du Congrès s'enorgueillissent de ne pas posséder de passeports. En 2000, un sondage montre que les affaires étrangères arrivent en vingtième position dans les préoccupations des Américains. On peut relever le caractère inquiétant d'une telle humeur pour l'unique grande puissance du moment, « la nation indispensable » selon les mots de Clinton, pendant cette période de l'histoire contemporaine qualifiée d'unipolaire[64] . Par contraste avec l'intervention massive au Koweït en 1991, Clinton suit alors ce que ses détracteurs appellent, dans une allusion inversée à la politique de

Truman à la fin des années 1940, le *self-containment* , qu'on pourrait traduire par « retenue ». Non seulement, les États-Unis se retiennent désormais d'intervenir partout dans le monde mais ils ne le feront qu'avec modération.

Parmi les premiers succès diplomatiques de Clinton , notons en septembre 1993 la poignée de main « historique » sur le gazon de la Maison-Blanche devant le président américain, parfaitement mise en scène face aux caméras du monde entier, entre le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et le chef de l'OLP Yasser Arafat . Celle-ci entérine les accords d'Oslo qui mettent – au demeurant provisoirement – fin à l'Intifada commencée en 1987 et prévoient le transfert sous l'autorité palestinienne d'une partie de la Cisjordanie et la bande de Gaza en échange d'un renoncement au terrorisme et de la reconnaissance de l'État d'Israël par l'OLP. Malheureusement, l'assassinat de Rabin en 1995 par un extrémiste juif, alors qu'il avait reçu avec Arafat et Shimon Peres le prix Nobel de la paix l'année précédente, place rapidement le processus de paix dans une impasse. Clinton intervient aussi personnellement de manière décisive, et cette fois-ci pour un succès durable, dans le processus de paix nord-irlandais. Clinton se rend d'ailleurs à Belfast en 1995. Le président américain réussit également à rétablir les relations avec Hanoi, ce qui constitue une avancée diplomatique majeure, toute à son crédit.

En revanche, Clinton subit un flagrant revers en Somalie . En août 1993, le président y envoie près de 450 hommes des forces spéciales afin de capturer un « chef de guerre » somalien responsable de la mort de casques bleus pakistanais dépêchés par l'ONU. L'opération est un échec. Pire, deux hélicoptères de l'armée américaine de type Black Hawk sont abattus par des tirs de lance-roquettes et un soldat américain est traîné mort dans les rues de Mogadiscio devant les caméras. Devant ces images crues et traumatisantes, les téléspectateurs américains ne peuvent que penser à celles de la guerre du Viêtnam . On parle alors de *Vietmalia* . Hollywood n'hésitera pas en 2001 à en faire un film à succès, *La Chute du faucon noir* (*Black Hawk Down*), mis en scène par Ridley

Scott. Lors de la bataille de Mogadiscio, les Américains perdent 19 hommes, mais leurs représailles sont terribles avec la mort de centaines de Somaliens, parmi lesquels beaucoup de civils. À Haïti , même si Clinton parvient à restaurer en 1994 le président Jean-Bertrand Aristide, qui avait été renversé par un coup d'État militaire en 1991, Washington essuie un premier échec en octobre 1993 en devant faire rebrousser chemin à un navire conduisant à Port-au-Prince du personnel militaire non combattant devant une foule criant « Somalie. Somalie ». Un événement vécu comme un affront aux États-Unis. Enfin, la pression de Clinton pour un retrait des forces de l'ONU du Rwanda, puis son immobilisme, pour ne pas dire indifférence, face au génocide des Tutsis – 800 000 morts en trois mois au printemps 1994 – ne font rien pour redorer son blason à l'international. Admettant publiquement « n'avoir même pas tenu de réunion avec ses conseillers au sujet du Rwanda[65] », Clinton s'excusera rétrospectivement de son inaction lors d'une tournée en Afrique en 1998.

La politique étrangère de Clinton , lors de ces deux premières années au pouvoir, est faite de succès notoires néanmoins minés par des tergiversations, des revirements et parfois même de l'immobilisme et, surtout, elle semble dangereusement n'être motivée que par un intérêt intermittent et ciblé, selon l'implication personnelle du président.

La victoire républicaine au Congrès

Le Parti républicain est sorti amer de sa défaite aux présidentielles de 1992. Une frange – au demeurant importante – de celui-ci et de ses électeurs voue même une profonde hostilité à Clinton (et à son épouse) et souhaite le voir échouer. Ce sont les partisans de l'ABC, « *all but Clinton* » ou du « tout sauf Clinton ». Cette animosité est alimentée et entretenue par les émissions et *talk-shows* conservateurs à la télévision et à la radio. Le commentateur

Rush Limbaugh, qui vitupère sur les ondes contre les progressistes (*liberals*), les féministes ou encore les écologistes, est régulièrement suivi par une audience de près de 20 millions d'Américains. L'opposition républicaine aux Clinton est conduite à la Chambre par Newt Gingrich et au Sénat par Robert J. (Bob) Dole . Gingrich est particulièrement fielleux à l'égard du couple présidentiel, surnommant les Clinton, par allusion à McGovern , le candidat libertaire des démocrates aux présidentielles de 1972, « les McGoverniks de la contre-culture[66] ». Gingrich, qui voit la politique comme « la guerre sans le sang », qualifie aussi Bill Clinton « d'ennemi des Américains normaux »[67] . Cet affrontement est l'incarnation des *culture wars* dans l'étroite arène politique de Washington. Les républicains du Congrès sont décidés à faire tomber Clinton, utilisant une stratégie appelée RIP pour « révélation, investigation, prosécution[68] ». Autrement dit, outre le combat politique, les républicains ont l'intention de remettre à l'ordre du jour une loi – l'*Ethics in Government Act* – adoptée en 1978 à la suite du Watergate autorisant le ministre de la Justice à nommer des procureurs indépendants (*independent counsels* ou *special prosecutors*) pour mener des enquêtes parmi les hauts fonctionnaires fédéraux, les membres du cabinet ou contre le couple présidentiel lui-même.

En 1994, les républicains élaborent pour les élections du Congrès de mi-mandat un programme qui se veut ambitieux et qui s'intitule « Un Contrat pour l'Amérique » (*Contract with America*). Destiné à « restaurer les liens de confiance entre les citoyens et leurs élus », ce programme électoral souhaite « renouveler la majorité qui contrôle le Congrès depuis quatre décennies », comprendre le Parti démocrate, et ce faisant « changer la manière dont travaille le Congrès ». Ainsi, « ce changement historique mettrait fin à un État fédéral qui est trop imposant, trop envahissant, et trop désinvolte avec les deniers publics ». Le terme « contrat » est essentiel car il implique un accord formel, moral et juridique même, qui repose sur un rapport de confiance. Un contrat est davantage qu'une promesse, c'est un engagement (*pledge*). De plus, le terme possède une résonance

historique proprement américaine car il fait penser au « *compact* » du *Mayflower* , au cœur du projet puritain de l'époque coloniale.

Invoquant Lincoln , « notre premier président républicain », les auteurs du programme veulent rendre le Congrès « à nouveau responsable ». Après l'énumération d'une série de mesures concernant les procédures du Congrès et évitant de parler de sujets controversés, même au sein du Parti républicain, comme l'avortement ou les prières à l'école publique, le Contrat vise six objectifs consensuels à droite : mettre le budget fédéral à l'équilibre, renforcer la lutte contre la criminalité, limiter les programmes sociaux, ne plus dépêcher de soldats américains sous les ordres de l'ONU, limiter « le flux inépuisable des procès » et adopter une limitation de la durée des mandats au Congrès afin de substituer « aux hommes politiques de carrière » des « législateurs citoyens »[69] . Cette dernière mesure, sans surprise, ne sera pas adoptée par les collègues de Gingrich . Concernant les Nations unies, le consensus aux États-Unis peut être résumé dans cette citation : « Si les Américains doivent dire "oui" à leur participation aux missions de paix, les Nations unies doivent savoir quand dire "non"[70] . » La formulation des objectifs du programme républicain, telle que « la loi sur la restauration du rêve américain » ou « la loi de sens commun sur la réforme juridique », se veut accessible au plus grand nombre et évocatrice des marqueurs culturels de l'histoire américaine.

Les républicains remportent une victoire éclatante. Ils gagnent 52 sièges à la Chambre et 8 au Sénat. Une des plus grandes défaites du Parti démocrate. Pour la première fois depuis 1952, les républicains contrôlent le Congrès. Cependant, le taux de participation – 36 % – est très bas. Gingrich devient le président de la Chambre – *speaker of the House* . Les États-Unis entrent dans une période de cohabitation (*divided government*) entre un Congrès républicain ultraconservateur et un président démocrate, qui promet d'être heurtée. Quant à Clinton , il a deux ans pour reprendre la main et convaincre les électeurs américains avant les présidentielles de l'automne 1996.

Clinton : le come-back kid

Clinton n'est pas – tant s'en faut – le progressiste irresponsable et dépensier dépeint a gros traits par Gingrich . Par ailleurs, habile politique, le président comprend que ces élections ne sont pas tant un vote d'adhésion envers les républicains mais plutôt un rejet de sa politique. Un recentrage à droite de son action et une excellente économie vont lui permettre de gagner son bras de fer avec les républicains du Congrès qui, comme le souligne Pierre Melandri, ont oublié que les États-Unis ne se gouvernent pas à partir de celui-ci comme à l'époque très particulière de la Reconstruction et de la présidence Johnson[71] . Les années 1990 ne sont pas les années 1860 ! En deux ans, Clinton va faire honneur au surnom d'éternel revenant (*come-back kid*) qu'il a gagné dans la foulée de sa spectaculaire remontée lors des primaires démocrates de 1992.

Dès l'automne 1995, son refus de signer le budget proposé par les républicains qui aurait entraîné des coupes dans les programmes sociaux provoque une première confrontation. Devant l'impasse, pendant trois jours en novembre et trois semaines à partir de la mi-décembre, soit au moment des fêtes de Noël, 800 000 fonctionnaires se retrouvent sans solde. C'est la fermeture partielle des agences fédérales et des parcs nationaux (*government shutdown*). Finalement, le Congrès cède en janvier et un accord est trouvé sur une réduction du déficit budgétaire sur sept ans. Même si, sur le fond, le budget proposé par la Maison-Blanche n'est pas très éloigné des objectifs du Congrès avec certains programmes fédéraux amputés, politiquement Clinton gagne la partie et, de surcroît, les républicains sortent de la crise avec la réputation d'être inutilement intransigeants et impitoyables. Face aux républicains, Clinton pratique ce qu'un de ses conseillers nomme « la triangulation », à savoir l'idée de prendre des idées de droite comme de gauche et d'en faire une synthèse, la démarche formant un triangle imaginaire. C'est aussi ce qui va être surnommé « la troisième voie ». Sur un plan pratique, Clinton va adopter des positions proches de celles des républicains tout en

restant attaché à certains choix traditionnellement démocrates. Au demeurant, ce recentrage, qui va faire de Clinton un président démocrate conservateur, illustre de manière éclatante le chemin parcouru par ce que l'on a appelé « la révolution conservatrice ». « Une révolution dans les présupposés et les valeurs du pays, surtout sur le rôle du gouvernement », et que l'on peut résumer dans la formule : « Moins d'État, moins d'impôt, plus de liberté[72] . » Un changement profond des mentalités qui a débuté sous Carter à la fin des années 1970, prend son essor sous Reagan dans les années 1980, gagne les démocrates sous Clinton dans les années 1990 et surtout ébranle les acquis du New Deal. Clinton est ainsi opposé au mariage entre personnes du même sexe, prend des mesures sévères contre la criminalité, opte pour une réduction des impôts mais refuse de mettre fin à la discrimination positive tout en acceptant d'en réformer son application[73] .

En 1995, un événement tragique permet à Clinton de se replacer au cœur du jeu politique et de démontrer la centralité de l'exécutif. En avril, Timothy McVeigh et son complice Terry Nichols placent une bombe de très forte puissance devant le bâtiment fédéral d'Oklahoma City, où se situent les représentations locales de diverses agences gouvernementales. L'attentat fait 168 morts, dont de nombreux enfants. Ancien militaire et membre de milices d'extrême droite, McVeigh s'est attaqué à l'État fédéral, deux ans jour pour jour après l'assaut de Waco . Clinton se rend immédiatement en Oklahoma et y prononce un discours remarqué. La semaine suivante, un sondage montre que 84 % des Américains ont approuvé la réponse déterminée et empathique du président.

La crise yougoslave et la réforme de la protection sociale (*welfare*) vont permettre à Clinton de se montrer déterminé et décisif dans deux dossiers majeurs à la veille des élections présidentielles de 1996. À partir de 1991, l'éclatement de la Yougoslavie, un puzzle de territoires et de peuples aux langues et religions différentes – parfois adverses – né de la Grande Guerre, crée une crise majeure en Europe avec une guerre d'abord civile, puis rapidement entre des républiques

qui se sont proclamées indépendantes. Face à des casques bleus inefficaces et devant l'inaction américaine et l'indécision de Clinton, le conflit non seulement s'enlise mais donne lieu à des actions d'une rare violence. En juillet 1995, dans la ville de Srebrenica en Bosnie-Herzégovine, où se sont réfugiés près de 40 000 musulmans, des troupes bosno-serbes, appuyées par des milices paramilitaires serbes, fusillent plus de 7 000 hommes et garçons devant des casques bleus impuissants dans le cadre d'une politique terrifiante dite de « nettoyage ethnique » (*ethnic cleansing*). En août, les Serbes de Bosnie bombardent un marché de Sarajevo , causant la mort de 38 civils. Clinton décide d'agir. Les Américains mènent des frappes aériennes massives contre les positions des Serbes de Bosnie pendant près de trois semaines. En novembre 1995, les présidents de Serbie , de Croatie et de Bosnie-Herzégovine se retrouvent sur la base militaire de Dayton, dans l'État de l'Ohio , et négocient, sous la présidence de Richard Holbrooke , secrétaire d'État adjoint de Clinton, une paix qui prendra le nom d'Accords de Dayton. Ceux-ci prévoient la partition de la Bosnie-Herzégovine avec la création d'une république bosno-serbe (la *Republika Srpska*), et l'envoi sur place d'une importante force de l'Otan de 60 000 hommes, dont 20 000 Américains, pour superviser la mise en œuvre de ces accords.

L'année suivante, décisive du fait des présidentielles, Clinton lance sa grande réforme du système de protection sociale. En janvier, dans son Discours sur l'état de l'Union, le président donne le ton. Alors qu'il annonce « avoir créé 8 millions d'emplois », il déclare : « L'ère du tout-État est révolue. » Il évoque ensuite son intention de collaborer avec le Congrès sur cette réforme qu'il veut « profonde » (*sweeping*)[74] . Pour un président démocrate, de surcroît admirateur de Kennedy , vouloir circonscrire l'influence de l'État fédéral dans son rôle de protecteur des plus démunis est véritablement un tournant, pour ne pas dire une révolution, dans la vie politique américaine. Clairement, c'est un renoncement, certains diront une trahison, de l'idéal de la Grande Société de l'ère Kennedy-Johnson. C'était, il est vrai, une promesse de campagne des élections de 1992.

Dans une terminologie qui paraît empruntée au livre des républicains, Clinton avait alors partagé son intention de « mettre fin à l'aide sociale telle que nous la connaissons » et déclaré que celle-ci devait cesser d'être « une manière de vivre » pour devenir « une seconde chance »[75] . Voici indubitablement des mots très durs à l'encontre des millions de bénéficiaires de ces aides.

La nouvelle loi est intitulée *Personal Responsability and Work Opportunity Reconciliation Act* . Le choix des termes est crucial. L'intention est de responsabiliser ceux qui bénéficient des allocations fédérales et de les « réconcilier » avec le travail, en fait de les conduire, de gré ou de force, vers le marché de l'emploi. C'est le *workfare* face au *welfare* , autrement dit la *welfare-to-work policy* . La loi supprime l'Aid to Families with Dependent Children (AFDC), un programme d'aide créé en 1935 sous le New Deal, et le remplace par le Temporary Assistance for Needy Families (TANF) ou l'aide temporaire pour les familles dans le besoin, le mot-clé étant « temporaire ». La loi fixe une limite de deux ans consécutifs pour l'octroi de cette aide et un maximum de cinq ans dans l'espace d'une vie. Autrement dit, chacun a deux ans pour trouver un travail ou risque de se retrouver sans ressources. De plus, non seulement ces fonds sont amputés de 55 milliards de dollars mais ils seront désormais versés aux États fédérés sous la forme de subventions forfaitaires, dites *block grants* , et non plus payés par l'État fédéral. Voilà un bouleversement majeur qui met en danger l'équité du versement et du montant de ces aides car les États pourront fixer eux-mêmes les critères d'éligibilité – qui varieront de par le pays – et les seuils de versements selon le coût de la vie localement. Enfin, rappelons-le, les immigrés sont exclus des prestations sociales comme les coupons alimentaires et l'assurance maladie (Medicaid). Cette loi provoque de vives réactions chez certains observateurs qui la qualifient de « décision la plus brutale en matière de politique sociale depuis la Reconstruction » et dénoncent le fait qu'elle soit fondée sur le principe erroné et impitoyable « que si l'on bouscule les pauvres et leurs enfants un peu plus, peut-être trouveront-ils du travail[76] ». Le

sénateur de New York Daniel Patrick Moynihan y voit, lui, « un acte obscène de régression sociale[77] ».

La froideur des chiffres donne raison à Clinton . Entre 1995 et 2001, le nombre d'Américains qui reçoivent une aide financière directe passe de 12,2 à 5,3 millions. En 2003, le nombre de familles bénéficiant du TANF sera de 2 millions, soit moins de la moitié du nombre de bénéficiaires de l'AFDC en 1995. Mais la loi a jeté, pratiquement du jour au lendemain, dans un monde de l'emploi de plus en plus compétitif des millions de gens. Il s'agit notamment de mères célibataires qui ont dû trouver un travail (parfois d'eux-mêmes, ce qu'on appelle communément le *second job* , le principal n'étant pas assez rémunérateur) peu qualifié pour mener une vie éreintante et largement démunie, sans réel espoir d'en sortir. Enfin, en 1995, l'AFDC coûtait comparativement peu à l'État fédéral : 22,6 milliards de dollars contre près de 200 milliards pour Medicare, soit presque 10 fois moins. Toujours est-il que la grande majorité des Américains sont au diapason avec l'approche du président et approuvent sa politique. Dès 1993, Clinton avait d'ailleurs accordé son projet politique à la perception majoritaire de l'idéal américain en expliquant que « le rêve américain avec lequel nous avons tous été élevés est un rêve simple, mais dont le pouvoir est grand – si vous travaillez dur et que vous respectez les règles, vous aurez une chance d'aller aussi loin que les capacités que Dieu vous a données pourront vous mener[78] ».

C'est donc considérablement renforcé que Clinton aborde les élections de 1996. Il fait face à Bob Dole , rappelons-le un sénateur expérimenté, vétéran de la Seconde Guerre mondiale, qui avait été sur le ticket présidentiel de Ford en 1976. Ross Perot se présente à nouveau mais les deux candidats principaux, d'un commun accord, l'excluent cette fois-ci des débats télévisés. Clinton remporte une victoire facile mais pas éclatante. Il est réélu avec 49 % des suffrages (45,6 millions) et ne dépasse donc pas – quoique de justesse – la barre des 50 %. Il obtient 379 grands électeurs. Dole reçoit 41 % des suffrages (37,8 millions) et 159 grands électeurs. Perot, lui, s'effondre

avec 9 % des voix. Clinton progresse de 6 % depuis 1992 mais le taux de participation (48,4 %) est le plus faible de l'après-guerre. Chez les électeurs âgés de 18 à 24 ans, il chute à 32,4 % (49 % en 1972). Clinton est cette fois-ci largement majoritaire chez les femmes, avec 54 % des suffrages. Mais le Congrès reste aux mains des républicains. Il s'agit donc davantage d'un succès de Clinton, incomparable combattant lors des joutes électorales, et de sa politique conciliatrice vis-à-vis du Congrès, que d'une victoire des démocrates.

« Monicagate » : Clinton , l'assiégé

Les deux mandats de Clinton sont hantés par les affaires, notamment mais pas uniquement de mœurs. Celle de Whitewater, liée à un scandale immobilier dans l'État de l'Arkansas auquel le couple Clinton serait mêlé. Le Travelgate, comme nous l'avons vu, éclate lorsque Clinton licencie des employés de l'agence de voyages de la Maison-Blanche pour leur substituer des amis et collaborateurs de son épouse. Le Filegate implique le président dans la disparition mystérieuse de dossiers (en anglais *files*) liés précisément à l'enquête sur Whitewater. L'affaire Paula Jones , aussi appelée Troopergate, dans laquelle cette employée de l'État d'Arkansas aurait été, parmi d'autres femmes, victime de harcèlement sexuel de la part de Clinton, alors gouverneur. Un policier de l'État (*trooper*) aurait conduit Paula Jones dans une chambre d'hôtel où Clinton l'attendait. Jusqu'alors Clinton surnage, riposte, manœuvre, gouverne et est réélu. L'affaire Monica Lewinsky , quant à elle, va sérieusement ébranler, puis menacer, sa présidence. À l'origine insignifiante du point de vue politique, cette affaire de mœurs va être montée en épingle par les républicains qui vont tenter de profiter des erreurs et des maladresses de Clinton pour le faire tomber par une procédure de destitution (*impeachment*). Le second mandat de Clinton est ainsi largement dominé par ce que les médias vont rapidement appeler le Monicagate.

En juillet 1995, Monica Lewinsky , une Californienne de 21 ans, diplômée de psychologie, obtient un poste de stagiaire à la Maison-Blanche par l'intermédiaire de généreux donateurs du Parti démocrate, amis des Clinton . Une coïncidence amusante est que Lewinsky loue un appartement dans la résidence du Watergate. Ne souffrant d'aucune timidité, ayant d'ailleurs eu une aventure avec un de ses anciens professeurs, lui-même marié, elle attire rapidement le regard et l'attention de Clinton. Le 15 novembre, au moment de la fermeture partielle des administrations fédérales (*shutdown*), ils ont leur premier rendez-vous galant à la Maison-Blanche où une grande partie du personnel est absent, et où, rappelons-le, réside la famille présidentielle. Ils auront en tout dix rendez-vous, dans une pièce adjacente au Bureau ovale ou dans un couloir sans fenêtre, sur seize mois, entre le 15 novembre 1995 et le 7 avril 1997, soit en pleine campagne électorale. Ces frasques présidentielles auraient pu passer inaperçues mais…

Le piège…

Lorsqu'elle est titularisée, Monica Lewinsky est nommée au Pentagone, ce qui ne lui plaît pas outre mesure. Elle se lie d'amitié avec une de ses collègues, Linda Tripp , qui deviendra sa confidente. Tripp, âgée d'une cinquantaine d'années et nommée à la Maison-Blanche sous le mandat de Bush , en veut au staff présidentiel du président Clinton de l'avoir mutée au Pentagone. Fourbe et sentant l'opportunité de chantage, peut-être motivée politiquement ou cherchant d'éventuels gains ou une inattendue notoriété, ou souhaitant tout simplement exercer sa vengeance tout en se protégeant en fournissant une preuve de ses éventuelles déclarations, Tripp enregistre à partir de septembre 1997 leurs conversations téléphoniques à l'insu de Monica[79] . Or, ces échanges contiennent les détails intimes des rendez-vous de cette dernière avec le président. Tripp remet ces enregistrements aux avocats de Paula Jones ,

l'employée de l'Arkansas qui est engagée dans un procès contre Clinton pour harcèlement sexuel. C'est à ce moment-là que Kenneth Starr , qui enquête dans l'affaire Whitewater et conseille les avocats de Jones, en prend connaissance.

Originaire du Texas , Starr poursuit une belle carrière de juriste. Il est un des assistants de Warren Burger à la Cour suprême, puis occupe un poste de magistrat dans une cour d'appel fédérale à Washington, avant d'être nommé au ministère de la Justice sous le mandat de Bush comme *solicitor general* , soit au troisième rang dans la hiérarchie. Starr se trouve même un moment pressenti pour la Cour suprême. En 1994, sur décision du Congrès, il remplace Robert Fiske comme procureur indépendant. Début 1998, Starr, qui désormais connaît l'existence de la relation entre Clinton et Lewinsky par les enregistrements de Tripp, sollicite et obtient du Congrès et de la ministre de la Justice, Janet Reno , de plus amples pouvoirs d'investigation au-delà de l'affaire Whitewater, dans laquelle il rencontre une impasse, afin d'enquêter sur ce qui va très vite éclater au grand jour comme l'affaire Lewinsky. C'est, à n'en point douter, un tournant de l'affaire. Clinton s'estimera d'ailleurs politiquement et humainement trahi par sa ministre. Alors que Fiske menait une enquête impartiale, Starr, un républicain conservateur, mêle dans ses investigations et ses accusations à la fois un acharnement politique partisan, une grande hostilité, pour ne pas dire haine, envers les Clinton, Bill principalement, symptomatique d'un certain courant républicain et d'une frange de la population, et un profond dégoût personnel, teinté de rectitude morale et religieuse, pour l'adultère. Pour les républicains les plus conservateurs du Congrès, ce scandale est une aubaine. Ils vont saisir l'occasion pour s'acharner contre Clinton à tel point d'ailleurs que, comme le note avec esprit Pierre Melandri, on peut se demander si le contrat pour l'Amérique de 1994 n'est pas devenu un contrat sur Bill Clinton[80] . Dans l'affaire Lewinsky, il est particulièrement difficile de démêler la politique du droit.

Starr vs. Clinton : attaque/défense

En janvier 1998, un site Internet mêlant nouvelles et ragots, le Drudge Report, fondé en 1997 par Matt Drudge et Andrew Breitbart, publie un article sur la relation entre Lewinsky et Clinton qui sera repris par le *Washington Post* quelques jours plus tard, lui donnant une bien plus grande visibilité. Le président doit réagir vite. Après avoir commandé un sondage sur les réactions possibles du pays qui pourtant lui apprend que les Américains accepteraient qu'il ait eu une aventure mais ni parjures ni d'entraves à la justice, Clinton, conseillé par ses aides de ne pas se lancer dans une confession, choisit le déni auprès de ses proches et comme angle de défense. Le 26 janvier, à la Maison-Blanche, devant les caméras et accompagnée de son épouse, Clinton, levant l'index de manière déterminée, déclare avec autorité et gravité : « Je veux dire une chose au peuple américain. Je veux que vous m'écoutiez. Je le redirai. Je n'ai pas eu de relations sexuelles avec cette femme, Mademoiselle Lewinsky. » La ligne de défense de Clinton repose sur le fait que le sexe oral ne constitue pas, ou du moins peut-on en débattre, un rapport sexuel. À ses yeux, donc, il ne ment pas. Comme le note un observateur sur le moment, « Clinton voulait du sexe avec la possibilité de le nier » mais, ajoute-t-il, « il n'a eu qu'une relation insatisfaisante qu'il ne put nier de manière convaincante »[81] . Au-delà de cette nouvelle affaire, Ed Matthews, le pasteur d'Hillary , observe avec justesse que Clinton « a tellement développé sa faculté de nier qu'on a l'impression que c'est ainsi qu'il voit le monde[82] ». Hillary Clinton, faisant confiance à son mari, le soutient infailliblement et parle « d'un vaste complot de la droite » à l'encontre de Bill. Puis la première dame dénonce Starr comme « un procureur à la motivation politique qui […] a littéralement passé quatre ans à examiner chaque coup de téléphone […] que nous avons passé, chaque chèque que nous n'avons jamais fait, cherchant des ragots, intimidant les témoins, faisant tout ce qu'il est possible de faire pour tenter de mettre mon mari en accusation. Ce n'est pas juste une personne, c'est une véritable opération[83] ». En

1998, le magazine *Time* fait de Bill Clinton et de Kenneth Starr ses « hommes de l'année », tant l'affaire, vue des médias, tourne au duel.

Starr, lui, est convaincu que Clinton a bien entretenu une relation adultère avec Lewinsky ; il veut l'accuser de parjure et d'entrave à la justice. En août 1998, Lewinsky remet à Starr une robe bleue, tachée de sperme, qu'elle dit avoir portée lors d'un de ces rendez-vous avec le président et que Tripp lui avait conseillé de conserver intacte. Des tests ADN confondent Clinton. Acculé, le 17 août, celui-ci accepte d'être interrogé par Starr et son équipe et de répondre à un jury fédéral. Choisissant ses mots avec un très grand soin, il reconnaît avoir eu une relation « inappropriée » avec Monica Lewinsky qui a impliqué « des contacts intimes » mais, bien qu'interrogé sous serment, ne parle pas explicitement de relations sexuelles. Le soir même, lors d'une courte allocution télévisée de quatre minutes et après un silence de sept mois, il avoue aux Américains avoir commis « une erreur de jugement dont il est le seul responsable » et qu'il « a induit tout le monde en erreur, y compris son épouse ». Mais, insiste-t-il, il s'agit d'une question d'ordre privé, « entre moi et les deux êtres que j'aime le plus – ma femme et notre fille [Chelsea] – et Dieu ». « Même les présidents ont une vie privée », précise-t-il. Il déclare aussi « qu'à aucun moment il n'a demandé à qui que ce soit de mentir, de cacher ou de détruire des preuves ou d'entreprendre toute autre action illégale ». Enfin, conclut-il, « il est grand temps d'aller de l'avant » et de laisser cette affaire derrière nous. L'enquête n'a-t-elle pas « duré trop longtemps, coûté trop d'argent, et blessé trop de personnes innocentes[84] » ?

Le réquisitoire de Starr

Sans surprise, l'intervention télévisée de Clinton n'émeut guère Starr et les républicains du Congrès. Le 14 septembre, Starr publie sur Internet les résultats de ses investigations dans un rapport volumineux de 450 pages, avec 3 000 pages d'annexes. Tout y est. Le

document contient une description complète et explicite des dix rendez-vous galants entre Clinton et Lewinsky . Les titres des chapitres sont : « 1995 : relations sexuelles initiales » ou encore « Janvier-mars 1996 : relations sexuelles continues ». Le rapport mentionne le couloir sans fenêtre, les différentes positions de Clinton qui s'est plaint à Lewinsky d'avoir mal au dos, la pénétration vaginale avec un cigare, les fellations lorsque le président était au téléphone avec un de ses conseillers (une fois) et des membres du Congrès (trois fois), le sexe par téléphone (quinze fois) et les cadeaux faits l'un à l'autre. Figurent aussi les taches sur la robe qui « au vu de leur emplacement elle [Lewinsky] supposa qu'elles étaient le sperme du président ». Enfin, le document précise sans fard : « Il [Clinton] a bien éjaculé »[85] .

Le serveur du Congrès est victime, comme on peut aisément l'imaginer, d'une « tempête électronique », un blizzard de clics, tant chacun se presse pour le lire. C'est d'ailleurs une des toutes premières fois qu'un document aussi important est posté sur Internet avant d'être publié. Certains membres du Congrès sont choqués par les détails du rapport et sur cette diffusion de masse. James P. Moran, représentant démocrate de Virginie , déclare : « Nous venons de transformer ce pays en une nation de voyeurs. » Il s'interroge sur le bien-fondé de l'utilisation de la toile : « Que diable sommes-nous en train de faire, en rendant disponible sur Internet ce texte quasi pornographique avec l'imprimatur du Congrès[86] ? » Alan M. Dershowitz, professeur de droit à l'université d'Harvard et ancien membre de l'équipe d'avocats d'O. J. Simpson , parle de « maccarthysme sexuel » et « d'inquisition sexuelle », et rappelle que dans les années 1960, Edgar J. Hoover , directeur du FBI, enquêtait sur la vie privée de personnages publics afin de les discréditer, comme lorsqu'il fit mettre des micros dans la chambre d'hôtel de Martin Luther King, qui y recevait des prostituées, afin de pouvoir le faire chanter[87] .

Au-delà des détails graveleux, au demeurant aussi embarrassants pour Starr que pour Clinton , le rapport est surtout une mise en

accusation du président. Pour Starr et son équipe, Clinton a trahi « son devoir constitutionnel d'exécuter les lois fidèlement » avec « ses mensonges nombreux et calculés » afin de nier sa relation avec Monica Lewinsky . Le président est accusé de parjure, d'entrave à la justice, de subordination de témoins et d'abus de pouvoir. Chacun comprend que cette affaire de mœurs, politiquement insignifiante, n'est qu'un prétexte pour discréditer Clinton et profiter de toute erreur qu'il a pu commettre dans sa défense. Avoir une relation avec une stagiaire n'est pas pour un président un manquement à son devoir constitutionnel. En revanche, nier cette relation sous serment est pour le moins risqué. Cette erreur, pour autant, correspond-elle à « un crime ou délit majeur », comme le prévoit la clause de destitution de la Constitution ? C'est au Congrès d'en décider mais clairement, Clinton n'est pas Nixon . Clinton a commis une erreur, a sans doute présumé exagérément de sa bonne fortune, et a peut-être menti par omission, mais il n'a pas construit un système politique impitoyable autour de lui et n'a pas utilisé les moyens de police et de renseignement de l'État fédéral pour son bénéfice, contre ses adversaires politiques, et contre des citoyens américains, comme l'avait fait Nixon.

Face à ces accusations, Clinton décide de faire amende honorable. Le déni fait place à la repentance. Le 11 septembre, soit quelques jours avant la publication du rapport de Starr, il organise avec des pasteurs un petit-déjeuner de prière à la Maison-Blanche et avoue, les yeux embués et la voix empreinte d'émotion, devant les caméras de télévision : « J'ai péché », ajoutant, « il n'existe pas de belle manière de dire que l'on a péché ». Clinton demande pardon à « sa famille, ses amis, les membres de mon cabinet, Monica Lewinsky et à sa famille, [et enfin] au peuple américain ». Au-delà de la mise en scène, pourquoi ne pas croire à la sincérité du président ? Contrit, Clinton n'en est pas pour autant abattu. Lors de cette même matinée, il déclare avoir instruit ses avocats de monter « une défense vigoureuse »[88] .

Toujours est-il que Clinton n'est pas ménagé par les médias et les

éditorialistes. Les plaisanteries et les commentaires, le plus souvent d'un goût douteux, fusent. On parle de « Bureau oral » pour désigner le Bureau ovale. On dit de Clinton qu'il a « un talon d'Achille à l'aine » ou encore qu'il est un « président phallique ». Plus gravement, un éditorial le décrit comme « un cancer de notre culture, un cancer de cynisme, de narcissisme et de tromperie »[89] . Pourtant, n'en déplaise aux éditorialistes conservateurs, Clinton bénéficie encore largement du soutien de l'opinion publique américaine. Au cœur de la crise, à l'automne 1998, plus de 60 % des Américains estiment qu'il fait bien son travail, même si une majorité d'entre eux désapprouvent sa conduite. Il faut dire que la bourse se maintient à des niveaux élevés et l'économie reste vigoureuse. Mais, ce n'est pas tout. Alors qu'en France , la presse parle à tort d'un Clinton victime de « l'héritage bigot du *Mayflower* [qui] pèse encore sur l'âme américaine[90] », c'est précisément l'inverse qui se produit. C'est sans aucun doute un des enseignements politiques et culturels majeur de la crise. Dans leur majorité, les Américains, souvent qualifiés de « puritains », sans que ce mot n'ait véritablement de sens, ne font pas du Monicagate une affaire d'État, loin de là. Ils font, avec sagesse, la part des choses. C'est le procureur Starr, et « son puritanisme maladif, malsain et sulfureux[91] », comme l'écrit la presse française, cette fois-ci sans doute avec justesse, qui sombre, avec 19 % d'opinions favorables auprès des Américains. Un éditorialiste du *Washington Post* le compare « à l'inspecteur Javert », des *Misérables* , qui poursuit inlassablement Bill Clinton et qui fait figure « de moraliste sans humour, de puritain à Babylone, déconnecté des comportements contemporains, [d']idéologue zélé[92] ».

Le procès en destitution

Outre le procureur Starr, ce sont les républicains du Congrès qui semblent tout à fait déconnectés d'avec le pays. Le 8 octobre, ces derniers, majoritaires à la Chambre, poussent pour un vote de

destitution (*impeachment*). Rappelons que la Chambre lance la procédure mais que c'est le Sénat, transformé en cour de justice, qui vote sur la destitution. Par ailleurs, les élections de mi-mandat ont lieu début novembre. À tort, les républicains, menés par Gingrich , espèrent accroître leur majorité au Congrès, notamment à la Chambre, précisément en étant intraitables envers Clinton . En fait, ce sont les démocrates qui gagnent 5 sièges à la Chambre alors que le Sénat reste stable à 55 contre 45 en faveur des républicains. Mieux, c'est la première fois depuis 1934 que le parti au pouvoir à la Maison-Blanche accroît ses forces au Congrès. Vu le contexte extrêmement partisan et les attaques vociférantes des républicains envers le président, ces résultats sont un sérieux revers pour eux. D'ailleurs, sans tarder, Gingrich, dont la presse révélera qu'il a eu lui-même une aventure extraconjugale avec une assistante, annonce sa prochaine démission du Congrès, qui interviendra en janvier 1999.

Néanmoins, la Chambre adopte, de justesse et dans un vote très partisan, une résolution de destitution le 19 décembre 1998 pour deux des quatre chefs d'accusation : parjure (228 voix contre 206) et entrave à la justice dans l'affaire Paula Jones (221 contre 212). Pour la deuxième fois dans l'histoire des États-Unis, la première fut en février 1868 pour Andrew Johnson , alors que la démission de Nixon en août 1974 interrompit la procédure, le Sénat se transforme en tribunal pour un votre en destitution. Celle-ci ne pouvant être acquise que par une majorité des deux tiers (soit 67 voix), il y a peu de chances qu'elle le soit, vu le rapport de force politique. Pourtant, les débats y durent 37 jours. Finalement, le 12 février 1999, le Sénat rejette le premier chef d'accusation à 55 voix contre 45 – 10 républicains se joignant aux démocrates – et se divise à parité sur le second à 50 contre 50, cinq républicains s'alliant aux démocrates. Clinton est acquitté et ne sera pas destitué[93] .

De l'affaire aux affaires

L'affaire Lewinsky et l'extrême hostilité des jusqu'au-boutistes républicains envers Clinton apparaissent comme la version politique et constitutionnelle des *culture wars* des années 1990, qui, rappelons-le, s'enracinent dans les divisions des années 1960 et 1970. Le président Clinton représente pour ces républicains la libération sexuelle, le refus de servir au Viêtnam , et la consommation de marijuana. Mais il ne faut pas oublier que, d'un point de vue exclusivement politique, Nixon était républicain, Clinton, démocrate. Comment ne pas penser que les membres républicains du Congrès ne règlent pas aussi des comptes vingt-cinq ans plus tard ? L'opprobre d'une destitution, voire d'une menace de destitution, pèserait cette fois-ci sur un président démocrate. Au demeurant, l'échec de la procédure a montré que toute erreur présidentielle ne conduit pas nécessairement à une destitution. La mesure et le bon sens de la majorité des sénateurs servent de garde-fou. L'affaire, plus que jamais, nourrit pour un temps l'insatiable appétit du public américain, mais aussi européen, pour cet irrésistible mélange de sexe, de politique, d'argent et de célébrité. En mars 1999, Monica Lewinsky donne une interview à la chaîne ABC suivie par 70 millions de téléspectateurs. Les annonceurs se ruent sur l'émission malgré le coût astronomique des spots. L'entretien est ainsi ponctué de publicités sur la lingerie féminine (Victoria's Secret), les brosses à dents (Oral-B), sans oublier une marque de détachant (Maytag). Lewinsky part ensuite en Europe promouvoir sa biographie écrite à la va-vite qui lui rapporte 600 000 dollars, plus 600 000 autres dollars pour un entretien à la télévision[94] .

Le monde cependant n'a pas cessé de tourner. Cette formidable distraction qu'a représentée l'affaire Lewinsky pour la Maison-Blanche, comme pour le Congrès, est sans aucun doute la conséquence la plus regrettable et, à moyen terme, la plus dangereuse de l'épisode. Pendant toute l'année 1998, l'Amérique, comme une partie du globe, a été prise dans ce maelström politique et médiatique. Néanmoins, la guerre au Kosovo , un patchwork territorial peuplé de musulmans albaniens et de Serbes dont le sort a

été laissé en dehors des accords de Dayton de 1995, doublée d'une grave crise humanitaire, pousse Clinton à agir dès son acquittement en 1999. En réponse au soulèvement des Kosovars partisans de l'indépendance, le leader nationaliste serbe, Slobodan Milosevic , conduit une répression particulièrement brutale et meurtrière. Au total, 860 000 Kosovars sont déplacés et près de 10 000 tués. Conseillé par une Madeleine Albright hostile à toute politique d'apaisement, Clinton, d'abord réticent à une intervention militaire des États-Unis, surtout au sol, accepte l'idée d'un bombardement américain, mais au sein des forces de l'Otan, commandées par le général Wesley Clark. Cette intervention dure 78 jours et touche Belgrade même, alors que l'Otan s'apprête à commémorer le cinquantenaire de sa fondation. Cette campagne, une victoire bienvenue pour Clinton, conduit à la chute de Milosevic qui sera jugé à la cour internationale de La Haye comme criminel de guerre, même si sa mort en 2006 met fin à son procès. La crise au Kosovo démontre l'utilité stratégique de l'Otan, qui vient de s'élargir à la Pologne, à la Hongrie et à la République Tchèque, mais frappe par le fait que les États-Unis n'hésitent pas à utiliser leur force militaire, unique au monde, en Europe même.

Beaucoup plus dangereux pour les États-Unis que le pourtant impitoyable leader serbe, au milieu des années 1990, apparaît le Saoudien Oussama ben Laden. Ancien allié des Américains en Afghanistan contre les Soviétiques lors de la décennie précédente, Ben Laden , et son réseau terroriste Al-Qaida, avec ses 15 000 hommes bien entraînés, sera leur ennemi numéro un pendant deux décennies. En février 1993, un attentat au camion piégé dans un des parkings du World Trade Center, qui fait 6 morts et plusieurs centaines de blessés, révèle au peuple américain la haine que certains milieux islamistes leur vouent ainsi que leur capacité à frapper le sol des États-Unis. En novembre 1995, puis en juin 1996, cette fois-ci ce sont les troupes américaines stationnées en Arabie Saoudite qui sont victimes d'attaques. À l'été 1998, au pic de l'affaire Lewinsky , deux attentats au camion piégé sont perpé trés par Al-Qaida contre les

ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie . Ils causent la mort de 300 personnes, dont 12 Américains, et en blessent des milliers. La réaction de Washington est pour le moins mesurée. Clinton , occupé à organiser sa propre défense face à Starr et ne voulant pas être accusé de détourner l'attention des médias et du public américain sur ses propres difficultés en menant une opération militaire d'envergure, ne perçoit pas l'immense danger. Il ordonne néanmoins de bombarder le Soudan et l'Afghanistan, où se cache successivement Ben Laden à partir de 1996, et donne son feu vert à l'assassinat de ce dernier. Une décision difficile à prendre si on se rappelle que le président Ford , souhaitant mettre fin à certains excès de la CIA dans les années 1970, avait imposé l'interdiction de telles pratiques. On s'interroge pourtant à Washington : « Faudra-t-il qu'Al-Qaida attaque le Pentagone[95] » pour attirer l'attention des militaires et des politiques ? Malgré les bombardements, la menace s'amplifie. En octobre 2000, en pleine campagne présidentielle, un attentat contre le navire *USS Cole* , ancré dans le port d'Aden, au Yémen , tue 17 marins américains.

Cette même année, Clinton est le premier président américain à se rendre au Viêtnam , à Hanoi et à Hô-Chi-Minh-Ville. Cette visite, diplomatiquement opportune et politiquement courageuse, qui intervient certes à la toute fin de son second mandat après même que les élections pour son successeur se sont tenues, permet à Clinton, « dans un esprit de réconciliation », de renouer les liens forts entre les deux pays, notamment économiques avec la signature d'un accord commercial majeur, et de cicatriser les profondes blessures que la guerre du Viêtnam avait provoquées au sein de la société américaine. Alors que « nos deux pays sont nés par des déclarations d'Indépendance, cet accord commercial est une forme de déclaration d'interdépendance », explique Clinton, ajoutant, en reprenant les mots de son ambassadeur : « Nous ne pouvons changer le passé. C'est l'avenir que nous pouvons changer »[96] .

CHAPITRE 26

De la guerre à la crise (2000-2008)

Notre pays est en guerre.
George W. Bush (2002)

Les élections de 2000 : la revanche en héritage

L'année 2000, ou le passage dans le XXI e siècle, s'annonçait comme celle de la peur – désormais oubliée – d'un bogue informatique planétaire, surnommé en anglais « Y2K » pour *Year Two Thousand* . Les experts craignaient une panne généralisée du fait du changement de siècle, les ordinateurs ayant été programmés seulement pour les années commençant par 19. Ceux-ci cesseraient-ils de fonctionner au 31 décembre 1999 à minuit ? Les avions seraient-ils dangereusement impactés, les ascenseurs s'immobiliseraient-ils, les patients dans les hôpitaux seraient-ils menacés, etc. ? La mobilisation planétaire en amont des informaticiens et des programmateurs a permis au monde d'effectuer ce saut dans l'inconnu informatique sans dommage. Aux États-Unis, l'an 2000 est aussi une année électorale. Qui plus est, cruciale, puisqu'après deux mandats, Clinton ne peut se représenter et sa

succession est en jeu. Dans le contexte des « guerres de sociétés » et de l'intense lutte partisane entre les républicains du Congrès et l'exécutif démocrate au moment de l'affaire Lewinsky et de la tentative de destitution du président, ces élections ne peuvent être que disputées et animées.

Les primaires républicaines opposent au départ douze candidats puis rapidement ils ne sont plus que six, dont pour la première fois (chez les républicains) une femme, Elizabeth Dole , épouse de Bob Dole qui fut battu par Clinton en 1996 et qui a été ancienne ministre des Transports sous Reagan puis du Travail sous Bush père . Très vite, deux candidats restent en lice : George W. Bush et John McCain . Né en 1946 dans le Connecticut , George W. Bush est un patricien de Nouvelle-Angleterre dont la famille, rappelons-le, s'est installée au Texas pour y faire fortune dans l'industrie pétrolière. Mais les Bush sont avant tout une dynastie politique : George W. est petit-fils de sénateur, fils de président, frère du gouverneur de Floride et lui-même gouverneur du Texas depuis 1995. Très fortuné et élitiste, George W. a fait ses études supérieures dans les grandes universités de Nouvelle-Angleterre (Yale et Harvard). Pourtant, de nature extravertie, il sait avec succès revêtir le costume « stéréotypé du Texan jovial », proche des électeurs. Très vite, un surnom familier émerge pour le désigner : « *dubya* », en référence à la lettre w, (*double u* en anglais), l'initiale de son deuxième prénom (*middle initial*). Sa capacité à entendre le message d'une partie de l'électorat est très vite reconnue. Un journal de l'Oregon fait remarquer qu'il a « surpris ses critiques en manifestant un talent pour voir les problèmes de la façon dont les électeurs le voient[1] ». En 2004, le tout nouvellement élu sénateur Barack Obama confirmera cette image, écrivant « avoir découvert [en le rencontrant] un homme aimable, rusé et discipliné, avec ces manières directes qui l'ont aidé à remporter deux élections. On l'imaginerait facilement, poursuit-il, dans la peau d'un concessionnaire automobile, entraîneur d'une équipe de jeunes, officiant devant un barbecue dans son jardin : le genre de type offrant une compagnie agréable tant que la

conversation tourne autour du sport et des gosses[2] ». Dans cette même stratégie, George W. Bush a acheté en 1989, à la tête d'un groupe d'investisseurs, l'équipe de base-ball des Texas Rangers, et l'a revendue pour 15 millions de dollars en 1994. En face de lui se présente John McCain, sénateur de l'Arizona, réputé quelque peu imprévisible et à l'esprit indépendant (ce qu'on appelle dans le jargon politique américain un *maverick*), un héros de la guerre du Viêtnam , ayant passé cinq ans dans les geôles nord-vietnamiennes[3] .

Lors des primaires démocrates, Al Gore , le vice-président de Clinton , fait face à Bill Bradley , ancien sénateur du New Jersey . Gore est un homme du sérail. Fils d'un sénateur, rappelons-le, Gore est né en 1948 à Washington mais il est originaire du Tennessee , l'État qu'il représente à la Chambre, puis au Sénat, avant d'accéder à la vice-présidence des États-Unis en 1992. Démocrate centriste, comme Clinton, Gore est connu pour son vif intérêt pour les nouvelles technologies et sa passion pour l'environnement qui lui vaut le surnom de *Ozone Man* , attribué par Bush père lors de la campagne électorale de 1992 précisément[4] . En mars 2000, les jeux sont faits, les élections de l'automne opposeront George W. Bush à Al Gore dans une atmosphère de revanche de 1992, le fils du président Bush contre le vice-président de Clinton. Deux candidats, dits indépendants, complètent ce tableau : l'activiste Ralph Nader (Green Party), rappelons-le, connu pour ses campagnes de défense des consommateurs, notamment contre l'industrie automobile, dans les années 1960, et le très conservateur Pat Buchanan pour le Reform Party.

Bush choisit Dick Cheney comme vice-président. Celui-ci est un homme de Washington avec une grande expérience politique. Secrétaire général de la Maison-Blanche sous Ford de 1975 à 1977, représentant à la Chambre de 1979 à 1989 pour l'État du Wyoming , au nord-ouest du pays, et enfin ministre de la Défense sous Bush père de 1989 à 1993, c'est aussi un homme proche de l'industrie, occupant un poste de haute direction dans la société pétrolière Halliburton. Gore choisit comme candidat vice-président Joe Lieberman , un juif

orthodoxe – c'est une première dans l'histoire politique du pays –, sénateur du Connecticut et élu à la tête du Democratic Leadership Council, le courant centriste du Parti démocrate, un temps fondé et dirigé par Clinton . Au moment de l'affaire Lewinsky , Lieberman a publiquement condamné « le comportement immoral et nuisible[5] » du président. Ce positionnement n'est pas étranger au choix de Gore qui se trouve dans une position difficile vis-à-vis du président sortant : revendiquer son héritage en matière de politique économique tout en prenant ses distances sur le plan du leadership moral.

Le candidat Gore refuse ainsi de faire campagne sur le bilan Clinton . « Cette élection n'est pas une remise de prix pour des succès passés […], déclare-t-il, nous tournons la page et nous écrivons un nouveau chapitre. » Ajoutant, face aux délégués démocrates à la convention nationale, de manière on ne peut plus explicite : « Je me présente à vous aujourd'hui d'abord en tant que moi-même. » Les axes du programme, très centristes, sont cependant dans la ligne de la présidence Clinton. Gore montre son attachement « aux valeurs américaines fondamentales », pilier de la réussite de Clinton, à savoir le sens du travail (*hard work*), le sens de la communauté (la *community* , rappelons-le, faisant référence au voisinage, au bénévolat et à l'associatif), le rôle de la foi, de la famille et de la responsabilité individuelle[6] . L'ouverture au monde dans le cadre d'une globalisation triomphante et nettement à l'avantage des États-Unis n'est plus mise en avant. En novembre 1999, une réunion de l'Organisation mondiale du commerce (World Trade Organisation) à Seattle , dans l'État de Washington, a donné lieu à des manifestations hostiles à la mondialisation rassemblant de 35 000 à 40 000 manifestants issus de 1 500 groupes représentant des syndicats, des écologistes, des associations de consommateurs, des agriculteurs, des autochtones, des féministes et des anarchistes. De violents affrontements avec les forces de l'ordre, fait devenu assez rare aux États-Unis depuis les années 1960 et 1970, ont marqué, davantage que le bilan des négociations, cette rencontre, à tel point

que l'on parle à propos de ces événements de la « Bataille de Seattle ». Fait significatif, en référence à la révolution américaine, un des slogans les plus en vue de ces manifestations fut « pas de mondialisation sans représentation » (*No Globalization Without Representation*)[7] . Par ailleurs, comme nous l'avons vu, l'attaque du navire de la US Navy le *Cole* en octobre 2000, dans la dernière ligne droite de la campagne électorale, rappelle à tous la menace du terrorisme dans un monde globalisé.

Les programmes : la bataille du centre

Les républicains ont décidé de combattre les démocrates clintoniens à leur propre jeu en recentrant leur programme, tout en rendant le plus discret possible les messages, notamment religieux, portés par les extrêmes du parti. Ce recentrage du message politique est destiné à reconquérir le vote des électeurs modérés. C'est la stratégie apaisée du tout va bien (*feel good*). Le candidat Bush est même élogieux envers le président sortant : « Notre président actuel incarne toutes les possibilités d'une génération. Tant de talents. Tant de charme. Tant d'habilité. » On croit rêver… « Mais, finalement, pour quoi faire ? De si grandes espérances, pour un si pauvre dessein »[8] , s'interrogent les républicains. *In cauda venenum* assurément. Voici un exemple magistral de ce que les Américains appellent, dans une expression empruntée au tennis, *a backhanded compliment* ou littéralement « un compliment du revers », soit un compliment explicite qui sournoisement cache une attaque féroce.

Le candidat Bush se présente comme l'incarnation d'un conservatisme de compassion ou à visage humain (*compassionate conservatism*). Cette expression est un leurre car même si les républicains ne s'affichent plus catégoriquement anti-État, comme jadis Reagan l'avait fait, n'imaginons pas qu'ils prônent pour autant un État fédéral protecteur. La compassion pour la souffrance et l'aide aux victimes de la vie ou des aléas de l'économie ne doivent pas

venir principalement de l'État mais de la société par le biais du don, du bénévolat, des Églises et des associations créées à plus ou moins grande échelle (quartiers, villes, comtés, États fédérés ou au niveau national), même si Églises et associations doivent par ailleurs bénéficier de subventions de l'État fédéral. Bush d'ailleurs s'entoure d'un candidat vice-président, de conseillers et de soutiens ostensiblement conservateurs, tels Dick Cheney , Karl Rove , Paul Wolfowitz , Condoleezza Rice , Donald Rumsfeld , John Ashcroft , ou Lewis « Scooter » Libby, dont les plus âgés, hostiles à la contre-culture des années 1960, ont fourbi leurs premières armes sous Nixon et Ford . Parmi ceux-ci, Cheney, Rice, Wolfowitz. Powell , et Rumsfeld, auquel s'ajoute Richard Armitage , soient ceux qui auront entre leurs mains les affaires étrangères s'attribueront le nom de *Vulcains* , en référence au dieu du feu des Romains.[9] Ajoutons que le candidat Bush , qui affiche « sa compassion », a néanmoins signé l'exécution de 152 détenus lorsqu'il était gouverneur du Texas de 1995 à 2000…

Le programme de Bush reste clairement très républicain : opposition à l'avortement et au contrôle des armes à feu, baisse substantielle des impôts, accentuation de la déréglementation de l'économie, prospection pétrolière en Alaska , souhait de faire de l'Amérique une nation de propriétaires (*ownership society*), etc. Le candidat Bush déclare : « Je guiderai notre nation dans la voie d'une culture qui accorde de la valeur […] à la vie du fœtus[10] . » L'excédent budgétaire fédéral engrangé sous Clinton , d'après Bush, ne doit pas rendre l'État dépensier mais revenir aux citoyens américains par le biais d'une baisse des prélèvements car il s'agit de « l'argent du peuple » et non de celui « du gouvernement »[11] . Sans être omniprésente comme l'économie, la religion tient une place fondamentale dans la personnalité et la campagne de Bush. Le candidat républicain est, rappelons-le, un ancien alcoolique désormais sobre, vertueux et repenti, devenu un chrétien *born-again* après avoir été sauvé (surtout) par sa femme et, dit-il, par le message du Christ. Cette expérience – sans aucun doute sincère – de

conversion, qui remonte à 1985, quand il avait 39 ans, façonne sa nouvelle personnalité. Lorsqu'un journaliste lui demande qui est son philosophe préféré, Bush répond : « le Christ, parce qu'il a changé mon cœur ». Le 10 juin 2000, il proclame au Texas « le Jour de Jésus ». Enfin, pour justifier sa candidature aux primaires républicaines en 1999, il avait déclaré : « Je crois que Dieu veut que je sois président », même s'il admettait que tout irait bien s'il ne le devenait pas. Gore , cependant, n'est pas en reste sur ce terrain car il propose, avant de prendre une décision cruciale, de se demander « Que ferait Jésus ? » (*What would Jesus do* ? ou WWJD), sous-entendu dans la même situation[12] . Certes Clinton, et avant lui Carter , furent des présidents démocrates qui n'hésitaient pas à afficher leur profonde piété. Mais Bush fait paradoxalement et plus ostensiblement de sa conversion à la fois une expérience intime et un outil politique pour notamment conforter la stratégie sudiste des républicains initiée par Nixon . Enfin, pour les deux candidats, l'éducation constitue une priorité. La différence se situe au niveau de l'engagement de l'État fédéral – moindre mais néanmoins nécessaire chez les républicains – et surtout, pour ces derniers, dans la volonté de laisser une plus grande liberté de choix aux parents, notamment s'ils souhaitent retirer leurs enfants du système pour – phénomène très américain – leur faire suivre leur scolarité à la maison (*home schooling*).

La campagne s'avère monotone, insipide même. Au-delà de certaines différences de politiques – réelles mais à la marge – et au-delà des héritages, elle ne semble qu'opposer deux personnalités. Car là se situe le vrai contraste. Malgré tout, l'ennui et la lassitude de campagnes présidentielles toujours plus longues dominent. Jouant sur les noms des deux candidats, on parle de « *Gush vs. Bore* », soit le jaillissement contre l'ennui. D'autres évoquent des « *Seinfeld elections* », du nom de la série très regardée des années 1990 et définie par son propre créateur comme « une série à propos de rien », soit des élections pour rien, du fait de la proximité apparente des programmes et des messages[13] . Ou encore, on évoque « deux partis républicains séparés par la question de l'avortement[14] ».

Pour autant, les débats télévisés sont très suivis. Le premier est regardé par 70 millions de téléspectateurs, une audience rarement atteinte hors campagne électorale ou finale de football américain (*Superbowl*). Lors de ces débats, peu est dit de significatif ou de nouveau par les candidats, c'est l'occasion de polir son image et, si possible, de trouver la phrase clé, la formule qui fait mouche, le *one-liner* . Alors que Gore est favori, ces débats bénéficient surtout à Bush qui regagne du terrain et profite des caméras pour faire valoir cette personnalité qui se veut proche de l'électeur. Même ses erreurs de langue, qui lui valent le surnom de gouverneur Malaprop (de *malapropism* qui signifie impropriété de langage) chez les démocrates, jouent en sa faveur chez beaucoup d'Américains. Maniant la dérision, sous couvert de faux compliments, Bush , attaquant Gore sur ses chiffres, déclare : « Voici un homme qui s'y connaît en matière de chiffres. […] Je commence à me dire que non seulement il a inventé Internet, mais qu'il a aussi inventé la calculatrice. Ce sont là des mathématiques "vaseuses" ». En anglais, « *fuzzy math* », une expression qui fait mouche et qui sera reprise de nombreuses fois par les médias[15] . Le terrorisme, malgré l'attentat contre le *Cole* , est absent des débats, les échanges portant, comme la plupart du temps, sur des questions intérieures, économiques et fiscales surtout. Néanmoins, Bush déclare vouloir utiliser la force militaire américaine avec parcimonie et prudence, et se refuse à donner aux États-Unis « le rôle de gendarme du monde[16] ».

Les résultats, particulièrement équilibrés, donnent un nombre supérieur de votes à Gore (presque 51 millions de voix) mais sans la majorité (48,4 %). Bush obtient 47,9 % des suffrages, avec un écart de presque 540 000 voix entre les deux principaux candidats. Nader , qui s'est présenté dans 44 États, rassemble presque 3 millions de votes (27 %) et Buchanan, moins de 500 000. La participation est de 55,6 %, soit un peu plus qu'en 1996 mais moins qu'en 1992. Gore fait un très bon score chez les ouvriers et les employés syndiqués (63 %), auprès des femmes (54 %), et surtout chez les Africains-Américains (90 %), soit encore plus que Clinton . Bush remporte

58 % des suffrages des hommes, 54 % des Blancs et 59 % des électeurs qui disent aller à l'église au moins une fois par semaine. Gore gagne les États du Nord-Est (du Maine au Maryland), de la façade Pacifique (l'État de Washington, l'Oregon et la Californie), et une partie du Midwest (l'Illinois , le Michigan , l'Iowa , le Wisconsin et le Minnesota). Bush rafle tout le Sud (comme Reagan en 1984 et son père en 1988), y compris le Tennessee – l'État de Gore –, et l'Arkansas – celui de Clinton –, et l'Ouest (sauf le Nouveau-Mexique).

La Floride en ballottage

Dans beaucoup d'États, les résultats sont très serrés et ne seront confirmés que tard dans la nuit. Mais en Floride , cas unique dans l'histoire des élections présidentielles étatsuniennes, il ne peut être donné même le lendemain. À 20 heures, le soir du vote, les médias, interprétant les sondages à la sortie des urnes, déclarent la Floride gagnée par Gore. Six heures plus tard, coup de théâtre, la chaîne conservatrice Fox News annonce Bush vainqueur de l'État, ainsi que des élections présidentielles ; les autres chaînes suivent. Plus tard dans la nuit, les médias se ravisent et déclarent que le résultat pour la Floride est incertain. Lorsque Gore apprend la victoire de Bush , il l'appelle pour le féliciter et concéder sa défaite. Le discours (ou coup de téléphone ou télégramme) de reconnaissance de la défaite (*concession speech*) est un moment électoral très important pour le public américain. Il est alors crucial pour le vaincu de se montrer beau joueur en acceptant gracieusement les résultats et en congratulant son adversaire. Gore , cependant, rappelle Bush pour lui dire que les circonstances ont évolué depuis son premier appel et que les résultats en Floride sont trop serrés pour être décidés dans un sens ou un autre. Bush lui répond que les chaînes de télévision ainsi que son frère Jeb, rappelons-le, gouverneur de Floride, l'ont déclaré vainqueur. Gore lui rétorque : « Votre petit frère n'est pas l'ultime

autorité dans cette affaire[17] . » Chacun peut facilement imaginer la tension.

Gore a obtenu 267 grands électeurs, trois de moins que nécessaire pour être élu, et Bush, 246. Or, la Floride en compte 25. Si Bush les remporte, il double Gore et gagne les élections. Le 21 novembre, Bush est déclaré vainqueur de la Floride avec 537 voix d'avance sur 6 millions. Gore et son équipe s'empressent de contester ce résultat. De nombreuses irrégularités ont frappé le scrutin dans certains comtés. Un grand nombre de bulletins – plusieurs dizaines de milliers – ont été invalidés ou bien des électeurs, le plus souvent âgés, ont voté par erreur pour tel ou tel candidat en raison d'une position inhabituelle de leurs noms sur le bulletin, et, plus grave encore, d'autres – des Africains-Américains – auraient été intimidés. D'ailleurs, les Noirs représentent 11 % de la population de l'État pour 50 % des bulletins invalidés. De surcroît, reste la question des votes par correspondance qui ne sont comptabilisés que progressivement et qui peuvent s'avérer décisifs, au demeurant, dans un sens comme dans l'autre.

Aux États-Unis, les règles électorales sont fixées par les États mais les comtés décident des conditions matérielles du vote. Or, certaines machines dans ces comtés – notamment ceux de Miami-Dade, de Broward et de Palm Beach – sont défectueuses et n'ont pas perforé suffisamment bien les cartes, n'ayant pas détaché la partie du cercle qui désigne le candidat choisi par l'électeur. Un mot va surgir dans l'espace médiatique : le *chad* , qui correspond aux fragments de papier d'une carte mal perforée. Toutes ces cartes avec des fragments ne peuvent être comptabilisées par les machines et leur validation requiert le regard d'une personne. Un travail titanesque lorsqu'il s'agit de dizaines de milliers de bulletins. Ces problèmes techniques dus à l'ancienneté des machines ou autres dysfonctionnements ne sont pas inhabituels lors des élections, le plus souvent locales, en Amérique. De plus, les présidentielles de 2000 ne sont pas les premières où un des deux camps est suspecté, localement, d'irrégularités. Rappelons qu'en 1960, le maire de Chicago, Richard

Daley , a probablement « aidé » Kennedy à gagner l'Illinois et donc la victoire finale, mais Nixon choisit de ne pas contester cette élection. Dans le cas présent, le pays se retrouve sans président élu.

Le bras de fer politico-judiciaire

Pendant plusieurs semaines, une féroce bataille politico-judiciaire, sous le regard intense des médias de tout le pays, oppose les démocrates aux républicains *via* la Cour suprême de Floride , à majorité démocrate, et le gouvernement, à majorité républicaine, de cet État et, en dernier recours, la Cour suprême des États-Unis. Au niveau des états-majors des deux partis, l'équipe républicaine est menée par James Baker , ancien secrétaire d'État sous Bush père , et celle des démocrates, par Warren Christopher , ancien secrétaire d'État sous Clinton .

En substance, l'élément clé est la décision ou non du recompte manuel des bulletins non validés par les machines. Le temps, bien sûr, est un paramètre incontournable puisque les grands électeurs doivent se réunir le 18 décembre pour élire formellement le président. Respecter le calendrier institutionnel, si cher aux Américains, est une nécessité impérieuse. La Floride doit donc être attribuée définitivement à un des deux candidats une semaine avant, donc le 12 décembre. Gore et son équipe demandent un recompte des bulletins dans les quatre comtés où le plus grand nombre n'a pu être validé (Volusa, Broward, Miami-Dade et Palm Peach). Or, ce sont tous des comtés démocrates. Bush et ses conseillers contestent ce choix qu'ils dénoncent comme politique, mettent en avant que les résultats ont été certifiés et déclarés, comme il se doit, par le gouvernement de Floride, et brandissent l'article II de la Constitution fédérale qui donne le pouvoir de désigner les grands électeurs à la Chambre législative de l'État et non à la Cour suprême de celui-ci[18] .

Le 21 novembre, la Cour suprême de Floride autorise le décompte manuel dans les quatre comtés choisis par Gore . Les scrutateurs ont

jusqu'au 26 novembre pour accomplir cette mission, ou le 27 si la secrétaire d'État de Floride (l'équivalent du ministre de l'Intérieur), qui était aussi coprésidente du comité de campagne de Bush pour la Floride, Katherine Harris , donne son accord. Baker et l'équipe républicaine accusent les juges de Floride d'agir en faveur des démocrates et dénoncent un vol de l'élection. Par ailleurs, les républicains saisissent la Cour suprême des États-Unis, qui rendra son opinion avant le 1er décembre. Le 26 novembre, sans surprise, Harris met fin à la procédure de décompte et certifie la victoire de Bush en Floride. Alors qu'au même moment Clinton tente d'atteindre, dans une certaine indifférence, un accord de paix entre Ariel Sharon et Yasser Arafat le pays est suspendu à la Cour suprême.

Le 1er décembre, celle-ci demande à la Cour suprême de Floride une justification constitutionnelle de sa décision du 21 novembre. La Cour de Floride passe outre et ordonne le recompte de quelque 60 000 voix à l'échelle de l'État. Le 12 décembre, la Cour suprême des États-Unis, elle-même divisée politiquement, juge dans l'arrêt *Bush vs. Gore* , par cinq voix contre quatre, que le décompte manuel viole le droit de *tous* les électeurs d'avoir leur vote évalué de manière « juste et consistante ». D'après ce raisonnement, le décompte manuel d'un nombre défini de bulletins dans certains comtés implique une différence de traitement des votes à l'échelle de l'État et brise l'égalité de traitement devant la loi. Pourtant, chacun sait que les comtés sont équipés de machines différentes, plus ou moins anciennes, ce qui constitue une différence de traitement selon la richesse ou la pauvreté des électeurs. Comme l'écrit Ruth Ginsburg , l'une des magistrates de la Cour en désaccord avec la décision finale, « Nous vivons dans un monde imparfait, dans lequel des milliers de votes ne sont pas comptés[19] . » Ajoutons que les cinq juges majoritaires ont été nommés par Nixon , Reagan et Bush père , trois présidents républicains. La Floride est ainsi finalement attribuée à Bush qui remporte les élections avec 271 grands électeurs. Le 13 décembre, Gore reconnaît sa défaite. Comme le notait déjà dans les années 1830 Tocqueville : « Il n'est pas de question politique, aux

États-Unis, qui ne se résolve tôt ou tard en question judiciaire[20] . »

Cette décision judiciaire est tout à fait inédite dans l'histoire politique et constitutionnelle des États-Unis. Des élections très indécises ont déjà eu lieu mais c'est la prérogative du législatif, en l'occurrence du Congrès, de trancher. Cet empiétement du judiciaire sur une responsabilité du législatif est nouveau. La Cour suprême est aussi apparue comme partisane, ce qui détonne avec son impartialité affichée, même si ce n'est aucunement la première fois dans l'histoire du pays que cette institution se révèle partiale. Par ailleurs, invoquer l'égalité de tous les citoyens devant le vote, garantie par le XIVe amendement, est aussi une façon – politique – habile de combattre les démocrates sur leur propre terrain en prenant une argumentation à laquelle ils sont attachés. Notons cependant que le raisonnement qui sous-tend l'arrêt *Bush vs. Gore* est en complète contradiction avec l'orientation récente de la Cour en faveur du droit des États fédérés, notamment en laissant libre la Cour suprême d'un État d'interpréter les lois de celui-ci. En fait, cet arrêt, qui s'avère éminemment politique, risque de nuire au crédit de la Cour elle-même. Comme l'écrit John Paul Stevens , un des juges de la Cour en désaccord avec la décision finale : « Bien que nous ne connaîtrons jamais avec une absolue certitude le nom du vainqueur des élections présidentielles de cette année, celle du perdant est parfaitement claire. C'est la confiance de la Nation dans le magistrat comme gardien de l'impartialité de la règle de droit[21] . » Au regard des élections elles-mêmes, les républicains contrôlant le Congrès, quoique de justesse au Sénat, les grands électeurs de Floride auraient de toute façon été attribués à Bush par le législatif sans l'intervention de la Cour suprême. Ajoutons que, dans un schéma inverse à celui de Perot en 1992 vis-à-vis de Bush père , la candidature de Nader en 2000 a très probablement privé Gore de la victoire en Floride et donc aux élections[22] .

Le 20 janvier 2001, le jour de son investiture, Bush est surnommé par ses détracteurs le « président nommé » ou « le président non élu ». Certains manifestants, avec humour, brandissent même une

pancarte « Salut au Voleur » (*Hail to the Thief*) par allusion à l'hymne présidentiel « Salut au Chef » (*Hail to the Chief*). Dans son discours, le nouveau président énumère ses priorités, à savoir, l'éducation, l'enfance, la pauvreté, l'unité du pays mais aussi les baisses d'impôts. « Je travaillerai à édifier une unique nation de justice et d'opportunités », déclare-t-il. Car, « nos différences sont si profondes, il semble que nous partageons un continent et non un pays ». Puis, revient le mot phare de sa campagne : la compassion. « Lorsqu'il y a de la souffrance, il y a du devoir. Les Américains dans le besoin […] sont des citoyens, non des problèmes. » « Dans la quiétude de la conscience américaine, ajoute-t-il, nous savons qu'une pauvreté profonde et persistante n'est pas digne de la promesse de notre nation. » Mais la fibre républicaine, du moins d'État, étant bien présente, Bush précise : « La compassion est le travail d'une nation, pas seulement du gouvernement. » Ainsi, « ce que vous faites est aussi important que ce que peut faire le gouvernement ». En fait, ce seront principalement aux citoyens entre eux, par le biais des associations et des Églises, de s'aider pour lutter contre la pauvreté. À l'international, Bush prévient « les ennemis de la liberté » que l'Amérique demeure « engagée dans le monde par son histoire et par choix ». Mais que cette histoire est celle « d'une puissance qui vint au monde pour protéger non pour posséder, pour défendre non pour conquérir[23] »…

Le 11 septembre 2001 : l'Amérique est attaquée

Le 11 septembre 2001 a laissé dans la mémoire de tout à chacun, comme de celle de la planète, des images choc : celles d'avions s'écrasant contre les tours jumelles du World Trade Center à New York ; celles de personnes se jetant par les fenêtres des tours ; celles d'une ville assombrie par une chappe cendrée lorsque les deux tours s'effondrent dans un amas de béton, de vitres et de fer, ou encore

celles du Pentagone, le cœur de la puissance militaire américaine, partiellement détruit et en feu. Les attentats du 11-Septembre constituent un événement majeur dans l'histoire des États-Unis et du monde. Le début d'une nouvelle ère de l'histoire planétaire dans laquelle nous vivons toujours. Comme le note l'éditorialiste américain Thomas Friedman, la symétrie des chiffres est frappante entre le 9 novembre 1989 (9/11) et le 11 septembre 2001 (11/9), deux événements mondiaux, la chute du mur de Berlin et les attentats de New York et de Washington, qui encadrent l'ère de la globalisation triomphante, parfois même euphorisante[24] . Le 11-Septembre, qui a mis fin à cette période, a rappelé à tous que cette globalisation, comme l'Amérique qui l'incarne et à qui elle profite le plus, non seulement possède ses détracteurs mais surtout ses ennemis.

Le matin du mardi 11 septembre 2011, alors que de nombreux New-Yorkais se rendent sur leur lieu de travail dans les tours jumelles, Bush est en déplacement dans une école primaire de Floride pour y promouvoir son programme sur l'éducation, notamment la loi à laquelle il tient beaucoup, le *No Child Left Behind Act* . Destinée idéalement à assurer à tous les enfants l'accès à un système éducatif de qualité dans le pays, celle-ci impose, entre autres, aux États de tester annuellement le niveau des élèves en lecture et en mathématiques. La journée s'annonce des plus ordinaires.

Vers 7 heures, quatre commandos, regroupant 19 hommes, embarquent dans quatre avions différents : à Boston , dans les vols American Airlines 11 et United Airlines 175, tous deux à destination de Los Angeles ; à Newark, dans le New Jersey , au sud de New York , dans le vol United Airlines 93, en route pour San Francisco ; et à Washington, dans le vol American Airlines 77, vers Los Angeles. Ce sont tous des avions gros-porteurs (des Boeing 767 et 757) assurant un vol d'une côte à l'autre et donc pleins de kérosène (plus de 43 000 litres). Deux des membres des commandos de Boston, dont le chef du groupe Mohammed Atta , sont en correspondance après un premier vol venu de Portland, dans le Maine , un petit aéroport

régional avec moins de contrôles. Ils ne pensaient pas, à tort, devoir repasser la sécurité une fois à Boston. À 8 heures 46, le vol American Airlines 11, piloté par Atta, s'encastre dans la tour nord du World Trade Center, entre les 93e et 99e étages. Cinq étages, de 1 000 mètres carrés chacun, sont en feu. Le crash fait instantanément de nombreuses victimes, dans l'avion (90 personnes) et dans la tour haute de 106 étages, où des centaines de personnes sont bloquées dans les sept étages situés au-dessus de la zone d'impact. En à peine quatre minutes, les premiers pompiers arrivent sur place. La scène est emplie d'horreur. Les gens courent, hurlent de peur et de douleur, certains sont en feu. D'autres se jettent du haut de la tour. À partir de 9 heures, les équipes de CNN sont sur le site et commencent à diffuser en direct. En quelques minutes, plus de 230 pompiers et un millier de secouristes sont présents à la tour nord. À 9 heures 03, l'avion United Airlines 175, avec 63 personnes à bord, percute la tour sud et s'encastre entre les 77e et 85e étages. Cette fois-ci, le crash est à la vue de tous, en direct sur CNN. L'effet médiatique est immense et planétaire. Des avions de chasse volent, impuissants, au-dessus de New York. Bush , toujours occupé à faire une leçon de lecture dans l'école primaire, est prévenu par un de ses proches conseillers, Andrew Card , du deuxième crash à 9 heures 07. Card ajoute : « L'Amérique est attaquée. » Cette fois-ci, plus de doute possible, ce n'est pas un accident. Le président, le regard dans le vide, semble tétanisé par la nouvelle et l'enjeu. Pendant sept longues minutes, il ne bouge pas, il ne dit rien. Il expliquera plus tard qu'il préférait « projeter une image de force et de calme » plutôt que « d'excitation dans un moment de crise »[25] .

À 9 heures 15, Bush se lève, quitte la classe et va dans une salle regarder les événements à la télévision. Il glisse à ses conseillers : « Nous sommes en guerre. » Dix minutes plus tard, un responsable de l'aviation civile (Federal Aviation Administration) interdit à toutes les compagnies de faire décoller leurs appareils. Un contrôleur de Boston a entre-temps rapporté à sa hiérarchie une phrase d'un des pirates qui n'avait pas attiré son attention au tout début de l'attaque,

« Nous avons des avions » (*We have some planes*), laissant entendre que les cibles seraient multiples. À 9 heures 30, le président Bush fait une première déclaration. « C'est un moment difficile pour l'Amérique, dit-il. Aujourd'hui, poursuit-il, nous vivons une tragédie nationale. » Puis d'expliquer ce qui s'est produit à New York et d'annoncer qu'il doit immédiatement interrompre sa visite et retourner à Washington. Au même moment, le vice-président Dick Cheney est évacué de la Maison-Blanche par les services secrets. À 9 heures 38, le vol American Airlines 77 s'écrase contre le Pentagone à la vitesse de 850 kilomètres-heure. Quatre minutes plus tard, fait totalement inédit dans l'histoire de l'aviation américaine, tous les avions survolant l'espace étasunien, soit 4 400 vols, ont ordre d'atterrir dans l'aéroport le plus proche. L'espace aérien étatsunien est fermé. Il ouvrira à nouveau le 13 septembre. À 9 heures 45, le seul avion civil autorisé à voler est l'appareil présidentiel, *Air Force One* , avec Bush à son bord. Le président semble plus en sécurité dans les airs.

Le quatrième avion détourné, le United Airlines 93, est parti de Newark avec 25 minutes de retard. À 9 heures 28, les pirates pénètrent de force dans le cockpit et prennent le contrôle de l'avion. C'est alors que plusieurs passagers échangent des coups de téléphone avec des membres de leur famille au sol qui leur apprennent ce qu'il s'est passé à New York et à Washington. Manifestement, ils vont subir le même sort. À 9 heures 57, quelques passagers, avec courage, décident d'attaquer les pirates pour s'emparer de l'avion. Une phrase, entendue au téléphone par un des parents d'un de ces passagers, sera reprise par les médias et incarnera cet assaut courageux : « Êtes-vous prêts ? Allons-y ! » (*Are you ready, guys ? Let's roll*). Alors que le terroriste aux commandes de l'avion fait vaciller l'appareil de gauche à droite afin de déséquilibrer les passagers qui se tiennent debout, une rude bataille commence. À 10 heures 03, jugeant très probablement que les passagers allaient prendre le contrôle de l'appareil, les terroristes décident d'en finir en crashant l'avion à 850 kilomètres-heure dans un champ de Pennsylvanie , près de la

petite ville de Shanksville, à vingt minutes de vol de Washington. La cible de ce quatrième avion était la Maison-Blanche ou le Capitole[26] . À 10 heures 20, ignorant ce qu'il était advenu du quatrième avion, Bush donne l'ordre à l'Armée de l'air de l'abattre si nécessaire. Mais cet ordre ne sera jamais transmis aux pilotes. C'est bien le courage des passagers du vol United Airlines 93 qui a évité que d'autres victimes périssent dans un quatrième crash quelque part dans Washington. Pendant ce temps, à New York, à 9 heures 59, la tour sud s'effondre ; une demi-heure plus tard, la tour nord s'écroule aussi.

« Héroïsme et horreur »

Le titre d'un des chapitres du rapport de la commission bipartisane du Congrès sur les événements du 11-Septembre, paru en juillet 2004, « héroïsme et horreur », résume parfaitement la journée à bord des avions détournés, à Washington et à New York . Héroïsme comme celui des pompiers, des policiers et des secouristes au World Trade Center et au Pentagone, tout comme celui des passagers du vol United Airlines 93 qui ont tenté de neutraliser les pirates ou encore des personnels de bord. Betty Ong , hôtesse sur l'American Airlines 11, eut le courage et le sang-froid d'appeler le centre de réservation de la compagnie et de décrire posément pendant 25 minutes ce qu'il se passait dans l'avion et le mode opératoire des terroristes avant que l'appareil ne s'écrase contre la tour nord du World Trade Center. Cet appel constituera un témoignage, non seulement bouleversant, mais crucial lors de l'enquête. « Résilience » pourrait constituer un troisième terme pour décrire la manière dont New York se relèvera de ce cataclysme.

Le World Trade Center (WTC) est un complexe de sept bâtiments réunis autour d'une esplanade, situé au sud de Manhattan . On estimera après coup que le nombre de personnes présentes dans le complexe le matin du 11 septembre 2001, employés et touristes, se

situait entre 16 400 et 18 800. La construction du WTC, sous les auspices de la Port Authority, l'organisme chargé des infrastructures de transport et de commerce de la ville, et des Rockefeller, débute en 1966 et se termine en 1973. Cet ambitieux et monumental projet d'urbanisme, dont l'inception est à resituer dans le New York de l'après-guerre, incarnait les nouveaux partenariats publics-privés mais aussi la volonté des autorités new-yorkaises de faire de New York une capitale financière américaine, puis mondiale, dans une économie postindustrielle. Sa construction impliqua la destruction d'un quartier d'immigrés du Moyen-Orient, appelé « Little Syria », et le déplacement d'ateliers et de halles. Le New York des années 1970, rappelons-le, était au bord du gouffre : une crise budgétaire majeure, un fort taux de criminalité et des infrastructures vieillissantes. Une détérioration symbolisée par la grande panne d'électricité qui frappa la ville en juillet 1977 et donna lieu à des scènes d'émeutes et de pillages. C'est un architecte américain d'origine japonaise, Minoru Yamasaki , qui fut choisi pour réaliser ce projet. Les tours jumelles (*Twin Towers*) furent ses tout premiers gratte-ciel. Celles-ci sont un monument d'architecture : 420 mètres de haut, 110 étages, 99 ascenseurs, 400 000 mètres carrés de superficie chacune. Les plus hautes tours au monde dans ces années 1970. Trop élevées, d'ailleurs, pour leurs détracteurs qui soulignaient le risque d'une collision accidentelle avec un avion… Mais les architectes et les ingénieurs assuraient que les tours ne pourraient en aucun cas s'effondrer et que seuls quelques étages seraient détruits dans le choc. Par ailleurs, pour maximiser l'espace de bureaux, on ne plaça à l'intérieur des tours que trois cages d'escalier au lieu de neuf pour des gratte-ciel plus anciens comme l'Empire State Building, construit en 1931. Quant aux ascenseurs, ils fonctionnent comme le métro new-yorkais. Certains sont « express » et vont d'un *sky lobby* à un autre et d'autres, « locaux », s'arrêtent à tous les étages. Avec le temps, véritable symbole de la verticalité et du gigantisme new-yorkais, les tours jumelles occuperont « une place unique et symbolique à New York et en Amérique[27] ».

Le matin de ce 11 septembre, dans la tour nord, les escaliers sont impraticables à partir du 92e étage. Des centaines de personnes sont mortes au moment de l'impact du 93e au 99e et des centaines d'autres sont prisonnières au-dessus du 99e étage ou bloquées dans les ascenseurs. Par ailleurs, suite à l'impact, une immense boule de feu s'est engouffrée dans les conduits des ascenseurs pour descendre jusqu'au *lobby* , brûlant des dizaines de personnes. Les pompiers déterminent rapidement que ce ne sera qu'une mission de sauvetage car éteindre l'incendie, situé à un niveau si élevé de la tour, s'avère bien au-delà des moyens dont ils disposent. Personne ne prévoit alors un écroulement de la tour. En 17 minutes, soit le temps entre les deux crashs, New York a réuni la plus grande force d'intervention de son histoire avec plus de mille hommes. Sont présents des pompiers du Fire Department of New York (FDNY), des policiers du New York Police Department (NYPD), des agents du Port Authority Police Department (PADP) ainsi que de nombreux secouristes et ambulanciers. Des hélicoptères survolent la tour nord mais ne peuvent s'y poser car il y a trop de flammes et de fumée. De toute façon, les hélicoptères ne font pas partie des plans de sauvetage et d'évacuation. Les accès aux toits sont fermés par un système de verrouillage électrique qui désormais ne fonctionne plus. Le rôle des pilotes est d'informer les pompiers de l'état d'avancement de l'incendie. Avec le second crash, le travail des pompiers et des secouristes, déjà inédit dans son envergure, se trouve multiplié par deux.

Dans la tour nord, les compagnies de pompiers, chargés de 50 kilos de matériel, montent par un des trois escaliers. Leur progression, de surcroît à la lampe de poche, est ralentie par les centaines d'employés qui l'empruntent en sens inverse. En une heure, la première compagnie atteint le 54e étage, d'autres suivent au 44e et entre le 5e et 37e étage. Dans le même temps, une compagnie atteint le 78e étage de la tour sud et libère des employés prisonniers d'un ascenseur. Des policiers vérifient à chaque palier que personne n'est resté dans les bureaux. Le cas échéant, ordre est donné d'évacuer

immédiatement. D'autres, dans les *lobbys* , guident les personnes vers le sous-sol car sortir par l'extérieur est trop dangereux en raison de la chute de débris et de corps. À 9 heures 58, la tour sud s'effondre en dix secondes, tuant tous les gens bloqués à l'intérieur mais aussi des personnes dans les sous-sols et dans les rues avoisinantes. Dans la tour nord, personne ne se rend compte de l'effondrement de la tour sud. Ordre est donné aux unités de pompiers et de policiers de quitter la tour nord depuis le centre de commandes mais la transmission fonctionnant mal, il n'est pas entendu par tous. À 10 heures 28 la tour nord s'écroule aussi.

Pendant ce temps à Washington, le plan d'urgence appelé *Continuity of Government* (COG) a été activé. Pensé sous Reagan et mis en place sous Bush père en 1988, ce plan, conçu pour le cas d'une attaque nucléaire, consiste à évacuer la Maison-Blanche, le Congrès, la Cour suprême, les ministères et les principales agences fédérales et à mettre à l'abri dans des bunkers différents les plus hauts responsables institutionnels, à savoir le vice-président, le *speaker* de la Chambre et le président *a tempore* du Sénat ainsi que l'épouse du président. Bush , lui, est toujours dans les airs. L'avion présidentiel, désormais escorté par des avions de chasse, se pose tout d'abord sur la base aérienne de Barksdale, en Louisiane , puis sur celle de Offutt, près de la ville d'Omaha , dans le Nebraska . Surnommé « la Maison-Blanche volante » (*Flying White House*), *Air Force One* est un Boeing 747 suréquipé qui contient le bureau personnel du président, une chambre avec salle de bains, une cellule médicale avec un médecin, des cuisines, une salle de conférences et des rangées de sièges où sont installés les quelques journalistes triés sur le volet qui accompagnent le président.

Même en vol, Bush peut passer et recevoir des coups de téléphone, réunir ses conseillers et travailler. Mais il n'est pas à Washington et, surtout, ne peut paraître sur les écrans de télévision pour soutenir et encourager ses concitoyens durement atteints. L'homme de la situation, qui intervient à la télévision, en ce 11 septembre 2001, est en fait Rudy (Rudolph) Giuliani , le maire

républicain de New York . Petit-fils d'immigrés italiens, né à Brooklyn en 1944, Giuliani est un ancien procureur expérimenté qui a servi sous les présidents Ford et Reagan . Il se fait connaître pour sa lutte contre le trafic de drogues, la corruption et la délinquance en col blanc. Élu à la mairie de New York en 1994, il lance, rappelons-le, une campagne ambitieuse et implacable contre la criminalité, à partir d'une politique de « tolérance zéro » fondée sur une sévérité qui se veut dissuasive. Il renforce aussi substantiellement les effectifs de la police. Cette politique connaît un franc succès et New York devient une ville beaucoup plus sûre que d'autres aux États-Unis. Le 11 septembre 2001, il se montre à la hauteur de la tragédie et du chaos. Il est partout. Tantôt au PC de crise – l'Office of Emergency Management qu'il a lui-même créé –, auprès des pompiers, des policiers et des secouristes, dans les rues autour du WTC, et devant les caméras. Il fait preuve de sang-froid et d'esprit de décision mais aussi de compassion et il sait se montrer rassurant. Pendant cette journée, il semble être le président des États-Unis. Tard dans la nuit, il s'adresse aux New-Yorkais et aux Américains : « Même si vous êtes très ému, très en colère, ce qui est très compréhensible, il ne faut pas vous en prendre à une ethnie ou à un groupe particuliers. Les New-Yorkais ne sont pas comme ça. La ville survivra ! New York est toujours là. Nous avons subi des pertes terribles, mais oui, New York sera là demain, et nous serons plus forts que jamais[28] ! » Ce courage et cette énergie dans l'adversité et le chaos lui vaudront d'être surnommé « le maire de l'Amérique » et d'être choisi « Personnalité de l'année » par le magazine *Time* pour 2001. En fin d'après-midi, Bush est de retour à la Maison-Blanche. En début de soirée, il prononce un court discours – très attendu – suivi par des millions d'Américains. « Aujourd'hui, notre mode de vie, notre liberté elle-même ont été attaqués dans une série d'actes terroristes délibérés et meurtriers », débute-t-il. Puis il déclare : « Ces actes peuvent fracasser l'acier mais ils ne peuvent entamer l'acier de la détermination américaine. » « Notre pays est fort », assure-t-il à ses concitoyens. Il poursuit : « La recherche de ceux qui sont derrière ces actes

maléfiques a commencé. » Enfin, conclut-il, en forme d'avertissement : « Nous ne ferons aucune distinction entre les terroristes qui ont commis ces actes et ceux qui les abritent »[29] …

Le jour d'après

Au lendemain du 11-Septembre, et dans les jours qui suivent, la consternation a succédé à l'effroi. Résumant la pensée de tous, le *Philadelphia City Paper* titre : « Rien ne sera plus jamais comme avant[30] . » Ce jour si particulier, un moment majeur dans l'histoire du pays, « un événement d'une disproportion inégalée », comme le qualifiera la commission du Congrès, prend immédiatement le nom de Nine Eleven, dû au fait qu'aux États-Unis, pour les dates, le mois précède le jour[31] . Le nombre de victimes est étourdissant : 2 749 à New York , dont 343 pompiers – à comparer avec les 22 décès pour toute la décennie précédente – et les 147 passagers et personnels de bord des deux avions, auxquels il faut ajouter les 184 personnes mortes à Washington et les quarante de Shanksville. Beaucoup de ces victimes, notamment aux tours jumelles, ne sont pas américaines mais rassemblent plusieurs dizaines de nationalités différentes, 62 au total. L'Amérique, omnipotente depuis la chute de l'Union soviétique, a été attaquée, de surcroît sur son territoire continental. Serait-elle vulnérable bien qu'au faîte de sa puissance ? La dernière fois qu'un tel événement se produisit, ce fut à l'été 1814 avec le bombardement de Washington par les Britanniques ! À l'époque, les États-Unis étaient une petite république à la marge du monde atlantique. Rien à voir avec l'hyperpuissance du tournant du XXI e siècle.

Plus récent, Pearl Harbor , dont les Américains s'apprêtaient à célébrer le soixantième anniversaire en cet automne 2001, vient immédiatement à l'esprit de tous. Dans son journal, le président Bush note au soir même du 11 septembre 2001 : « Aujourd'hui a eu lieu le Pearl Harbor du XXI e siècle[32] . » Pearl Harbor offre aux Américains ce que l'historien Kenneth Burke a appelé « un cadre d'acceptation[33]

». Le parallèle historique donne un sens à l'impensable – dans ce cas précis l'effroyable, l'insoutenable même – et permet de l'accepter et d'y faire face. Plutôt que d'être paralysé par le traumatisme, la référence au passé rassure en atténuant la nouveauté. Finalement, ce n'est peut-être pas le saut dans l'inconnu que l'on craignait. Dans son allocution du 11 septembre, Bush ne fera pas autre chose en déclarant : « L'Amérique a vaincu d'autres ennemis auparavant, et elle le fera encore cette fois-ci[34] . » Et ceci d'autant plus que la génération de la Seconde Guerre mondiale bénéficie d'une aura toute particulière dans la psyché collective des Américains, comme le confirme le succès du livre du journaliste (et présentateur vedette du journal télévisé du soir sur NBC) Tom Brokaw , intitulé sans ambiguïté *The Greatest Generation* (La génération la plus admirable) et publié en 1998[35] . Un Américain de Buffalo , dans l'État de New York , illustre ce rapprochement des deux périodes historiques en s'exclamant : « Je sais finalement ce qu'ont ressenti mes parents lorsque Pearl Harbor a été bombardé en 1941[36] . » Reprenant l'expression du président Roosevelt de décembre 1941, le *Boston Globe* annonce à sa une du 12 septembre, « New Day of Infamy », et le *Washington Post* reprend aussi la phrase de FDR verbatim[37] . La mémoire du 11-Septembre est annoncée comme infinie. « Nous n'oublierons jamais », déclare-t-on à l'unisson. Au *Remember the Alamo* (1836), *Remember the Maine* (1898) et *Remember Pearl Harbor* (1941) succède ainsi le *Remember Nine Eleven* . La mémoire de Pearl Harbor est d'autant plus vive alors aux États-Unis qu'en cette année de soixantième anniversaire (1941-2001), Hollywood en a fait un film à grand succès, *Pearl Harbor* . Et ceci, même si l'acteur Ben Affleck veut en faire un film anhistorique qui ne porte pas « sur les États-Unis ou le Japon ou la Seconde Guerre mondiale » et dont le message est simplement que « la guerre en général est une chose terrible »[38] .

La symbolique des images fortes est aussi évoquée. Au timbre postal représentant des soldats américains hissant le drapeau américain sur l'île d'Iwo Jima, sorti en juillet 1945, fait écho celui

montrant des pompiers dans le même geste, sur le site du WTC détruit, paru en mars 2002. Pourtant, les différences entre Pearl Harbor et le 11-Septembre l'emportent sur les similitudes. Certes, Pearl Harbor fut une attaque surprise et les renseignements américains, comme ils allaient l'être après le 11-Septembre, furent accusés d'avoir sous-estimé la menace et le risque. Mais Hawaï non seulement est une île distante de 4 000 kilomètres du territoire continental américain mais n'était pas encore un État en 1941. De plus, la cible des Japonais était une base navale et la très grande majorité des victimes – 2 340 au total – furent des marins et des soldats. Enfin, l'Amérique fut attaquée par un autre État nation et non par une nébuleuse terroriste. C'est ce que l'historien John Dower, spécialiste du Japon , appelle « le miroir fissuré de l'histoire[39] », déformant pourrait-on aussi dire. D'autre part, on peut s'interroger sur l'effet psychologique d'un tel parallèle historique sur le Japon, désormais un des plus solides alliés des États-Unis… Le contexte de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide se retrouve également dans le choix des termes *Ground Zero* pour désigner, dès le soir du 11-Septembre, l'emplacement du World Trade Center dévasté. Ces mots furent à l'origine associés à la destruction des villes de Hiroshima et de Nagasaki , puis, à partir de 1946 et pendant la guerre froide, à tout site d'une explosion nucléaire.

Au lendemain du 11-Septembre un sentiment, profond et intense, de solidarité, de confiance dans les institutions – notamment le gouvernement fédéral et le président – et de patriotisme s'empare des États-Unis. Le pays, si profondément divisé culturellement et politiquement dans les années 1990, se retrouve soudainement uni et solidaire. Nul ne va plus au bowling seul pour reprendre l'image de Robert Putnam. « Presque instantanément, écrit celui-ci, nous avons redécouvert nos amis, nos voisins, nos institutions publiques, et notre destin partagé. » Il poursuit : « Dans le sillage de la tragédie de septembre [2001], une fenêtre d'opportunité s'est ouverte pour un renouveau civique qui ne se produit qu'une ou deux fois par siècle. » Putnam observe aussi « une explosion d'enthousiasme pour le

gouvernement fédéral spectaculaire et probablement sans précédent[40] . » Le président Bush en est le principal bénéficiaire. Sa cote de popularité passe de 51 % à 86 % avant et après le 11-Septembre et celle de l'État fédéral, de 54 à 82 %[41] . Un puissant vent de patriotisme – exacerbé parfois même – souffle aussi sur le pays. Il s'exprime en Amérique par le culte du drapeau que l'on hisse dans son jardin ou sur sa véranda ou que l'on accroche à sa fenêtre, ou encore par le fanion que l'on installe sur sa voiture. En octobre 2001, 80 % des Américains affichent les couleurs nationales soit devant chez eux (63 %), soit sur leurs vêtements (29 %), soit sur leur voiture (28 %). Le 11 septembre 2001, l'enseigne de grande distribution Walmart a vendu 116 000 drapeaux, 250 000 le lendemain contre 6 400 et 10 000 aux mêmes dates l'année précédente[42] . Ce phénomène, typique des moments de crises nationales, porte un nom : on parle de *rallying 'round the flag* , littéralement de « se mobiliser sous les couleurs », ce qui correspond à une Union sacrée.

Face au terrorisme

Le terrorisme, écrit le philosophe américain Michael Walzer, est « une pratique en soi indéfendable, dès lors qu'on y voit une attaque menée contre des innocents, à l'image du meurtre et du viol ». Son objectif, ajoute-t-il, est de « produire une vulnérabilité générale » en tuant « délibérément des innocents pris au hasard afin de semer la crainte dans une population et de forcer la main à ses dirigeants politiques ». En somme : « Massacrez ceux-ci et vous épouvanterez ceux-là[43] . » Très vite, les instigateurs des actes terroristes du 11-Septembre sont identifiés et dénoncés par les autorités américaines : Al-Qaida et son chef, Oussama ben Laden.

Ben Laden est né saoudien – sa nationalité saoudienne lui sera retirée en 1994 –, dix-septième enfant (sur 57) d'un magnat de l'immobilier. Il se rend en Afghanistan en 1980 à l'âge de 23 ans et, rappelons-le, participe à la guerre des moudjahidines contre les

Soviétiques. Lorsque les Russes se retirent en 1988, la lutte continue néanmoins. Al-Qaida est fondé. En 1991, lors de la guerre du Golfe, Ben Laden, alors qu'il avait proposé de chasser les Irakiens du Koweït avec ses combattants, dénonce l'installation des troupes américaines en Arabie Saoudite , terre sainte de l'islam, comme « une occupation » et il s'installe au Sou dan . À partir de cette date, les États-Unis deviennent l'ennemi et les intérêts américains la première cible d'Al-Qaida et de Ben Laden. En 1993, il se félicite de l'échec américain (et de la mort des Marines) en Somalie et planifie l'attentat au camion piégé contre le World Trade Center. Trois ans plus tard, il retourne en Afghanistan et s'allie avec le mollah Omar, chef des talibans, un groupe composite de musulmans fondamentalistes pachtouns qui alors contrôle une grande partie du pays mais qui reste en guerre principalement contre les tadjiks de l'Alliance du Nord. À partir de 1996, alors que les talibans prennent Kaboul , le réseau Al-Qaida étend son influence et ses relais à travers le monde (en Asie centrale, en Indonésie, au Proche et Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Europe de l'Ouest et même aux États-Unis) et s'implante durablement en Afghanistan. On estime qu'entre 10 000 et 20 000 recrues y seront formées dans les camps d'entraînement d'Al-Qaida de 1996 à 2001. L'organisation terroriste est capable de lever, principalement par des dons, 30 millions de dollars de fonds par an pour ses opérations. Les rapporteurs de la commission du Congrès sur le 11-Septembre décrivent Al-Qaida comme un ennemi « sophistiqué, patient, discipliné et létal ». Ils ajoutent : « leur hostilité envers nous et nos valeurs est sans limite »[44] . Quant à Ben Laden, il devient à partir de 1996 la cible prioritaire du contre-terrorisme américain.

En 1998, l'année des attentats contre les ambassades américaines à Nairobi, au Kenya , et à Dar es Salam, en Tanzanie , Ben Laden prononce une nouvelle et plus virulente fatwa contre les États-Unis (la précédente datait de 1996 et était dirigée contre les troupes américaines en Arabie Saoudite). Il déclare que « les pires voleurs dans le monde aujourd'hui et les pires terroristes sont les Américains » et qu'il n'est nul besoin de différencier les victimes

civiles des militaires, « elles sont toutes des cibles ». Il ajoute qu'il faut frapper « le serpent à la tête »[45] . Pris dans les mailles du filet de l'affaire Lewinsky , Clinton ordonne des frappes en Afghanistan et au Soudan mais ne déclenche pas d'opérations majeures, de peur d'être accusé de profiter du terrorisme pour faire diversion. Peut-être songea-t-il au film à succès de 1997 *Des hommes d'influence* (*Wag the Dog*), où le président des États-Unis invente une guerre en Albanie pour se soustraire à un scandale de mœurs. Washington demande aussi aux talibans d'expulser Ben Laden et fait pression sur le Pakistan voisin afin d'intervenir auprès de ces derniers. Devant le refus des talibans, la CIA élabore un plan pour capturer Ben Laden mais la Maison-Blanche ne donne pas son aval à l'opération. Dès 1998, une attaque d'Al-Qaida sur le sol américain, avec des armes de destruction massive ou des avions détournés, est envisagée comme pouvant se produire « tôt ou tard » par les renseignements américains qui en informent Clinton[46] . L'année suivante, les États-Unis choisissent de s'unir avec l'Alliance du Nord et convainquent son chef, Ahmed Chah Massoud, dit le commandant Massoud, de les aider à capturer Ben Laden. Au printemps 1999, le Pentagone se prépare à frapper Kandahar , en Afghanistan, avec des missiles mais l'incertitude de la présence sur place de Ben Laden et le risque réel de faire des victimes civiles collatérales font renoncer Washington à mettre le plan à exécution.

Le commando du 11-Septembre

C'est précisément cette année-là que Ben Laden et les chefs d'Al-Qaida, notamment Khalid Cheikh Mohammed, diplômé d'une université américaine et lié à l'attentat de New York de 1993, commencent à planifier les attaques du 11-Septembre, appelées l'*Opération des avions* . Ce qu'on surnommera « le contingent de Hambourg », à savoir Mohamed Atta , Marwan Al-Shehhi, Ziad Jarrah, et Ramzi Bin al-Shibh, séjourne dans un camp d'entraînement

à Kandahar en décembre 1999. Étudiants en ingénierie dans une université de Hambourg, ils se connaissent bien, Atta et Al-Shehhi partageant le même appartement depuis au moins un an. Ils sont instruits, parlent couramment l'anglais et ont une excellente connaissance de la culture et du mode de vie occidentaux, ayant vécu plusieurs années en Allemagne . Trois d'entre eux, Atta, Al-Shehhi et Jarrah, seront les pilotes des avions détournés. Bin al-Shibh ne réussira pas à obtenir son visa d'entrée aux États-Unis. Il sera remplacé par Hani Hanjour et jouera le rôle de trésorier pour l'opération, dont le coût est estimé entre 400 000 et 500 000 dollars.

Les trois de Hambourg arrivent aux États-Unis à l'été 2000 munis de visas de tourisme. Tous, y compris Hanjour, suivent une formation de pilote en Floride et en Arizona. Les quatre pilotes sont rejoints par des hommes de main (*muscle hijackers*), tous Saoudiens sauf un, chargés de neutraliser le personnel de bord et de contenir les passagers. Ils suivent une formation spéciale dans les camps d'Afghanistan . Alors que les hommes de main s'installent en Floride avec l'aide d'Atta , menant volontairement des vies les plus ordinaires possibles, les trois pilotes effectuent des vols de repérage à travers les États-Unis pendant l'été 2001. Ce même été, les cibles sont réparties entre les pilotes : Atta et Al-Shehhi le World Trade Center, Hanjour le Pentagone et Jarrah le Capitole. Ben Laden aurait préféré la Maison-Blanche mais celle-ci, peu élevée, semblait aux pilotes une cible trop difficile à atteindre. En août 2001, un certain Zacarias Moussaoui , entré aux États-Unis en février 2001, est arrêté dans le Minnesota par les services d'immigration. Il suit des cours de pilotage et attire l'attention de son instructeur. Il paye des sommes importantes en liquide, ne souhaite piloter que des gros-porteurs et ne souhaite apprendre ni à décoller, ni à atterrir. Pendant ce temps, en Afghanistan, le 9 septembre 2001, le commandant Massoud est assassiné…

L’échec du renseignement

En 2004, l’enquête du Congrès sur les attentats du 11-Septembre révélera que de nombreuses alertes ont été transmises par la CIA et le FBI à la Maison-Blanche au printemps et à l’été 2001. Le rapport évoque « un été de menaces » et cite le directeur de la CIA, George Tenet , pour qui « tous les clignotants étaient au rouge ». Bush et ses plus proches conseillers furent régulièrement tenus au courant par le biais de notes quotidiennes de sécurité, appelées *President’s Daily Briefs* (PDB), contenant chacune 6 à 8 brefs paragraphes sur divers points. Or, entre le 20 janvier et le 10 septembre 2001, 40 de ces notes portaient sur Ben Laden et Al-Qaida. D’après Richard Clarke , chef du contre-terrorisme américain et un des principaux officiels à saisir l’importance du danger, l’adjoint de Donald Rumsfeld au Pentagone, Paul Wolfowitz , aurait balayé ces menaces en qualifiant Ben Laden de « petit terroriste en Afghanistan[47] ». En mai 2001, le niveau d’alerte atteint 7 sur une échelle de 10 et en juin, la CIA évoque « une attaque spectaculaire imminente ». Certes, mais où ? par qui ? et comment ?

Après coup, une attention particulière sera portée à une de ces notes, datée du 6 août 2001 et intitulée « Ben Laden déterminé à frapper aux États-Unis ». Un détournement d’avion y est bien évoqué mais parmi d’autres menaces. S’agirait-il d’un détournement avec une prise d’otages ou avec explosion de l’avion en vol, comme dans le passé ? La note mentionne aussi que 70 enquêtes du FBI contre des personnes liées à Al-Qaida sont en cours. Mais en cet été 2001, seulement 6 % des effectifs du FBI se consacrent à la menace terroriste. Les rapporteurs concluront que les attentats du 11-Septembre sont tombés dans la faille entre les menaces extérieures et intérieures car il s’agissait d’une menace émanant de l’étranger mais qui allait être mise en œuvre sur le sol américain avec des terroristes entrant aux États-Unis exclusivement pour mener à bien cette mission. Il ne s’agissait ni d’une attaque contre des Américains à l’étranger ni d’une cellule dormante d’Al-Qaida aux États-Unis.

Admettant explicitement et pleinement la difficulté de prévoir et la facilité à comprendre plus facilement avec le recul, les rapporteurs reprocheront néanmoins aux autorités fédérales le peu de réaction dans le pays même face à ces nombreuses menaces. Un durcissement du contrôle aux frontières ne sera pas décidé ; aucune mesure concernant les transports, aériens notamment, ne sera prise ; aucune surveillance d'individus pouvant être liés à Al-Qaida ne sera mise en place ; les forces de police des villes et des États ne seront pas mobilisées afin d'aider le FBI dans ses enquêtes ; et la population ne sera pas avertie d'une possible attaque. Enfin, le cas du Français Zacarias Moussaoui ne sera pas assez exploité par le FBI et la CIA. Pour les rapporteurs, si cette enquête avait été suivie avec plus de détermination, de coordination, et de ressources, le complot aurait pu être mis à jour. Enfin, et ce reproche marquera les esprits, les rapporteurs du Congrès estimeront que le principal échec des renseignements américains aura été, comme en 1941, « un échec de l'imagination ». Personne n'avait anticipé que des terroristes pouvaient prendre le contrôle d'un avion pour en faire une arme de destruction massive[48] .

Une présidence métamorphosée

Les attentats du 11 septembre 2001 ont eu des conséquences, profondes et durables, à la fois en termes de politique intérieure et à l'international. « L'histoire commence aujourd'hui », annonce dès le 11 septembre Richard Armitage , l'assistant de Donald Rumsfeld au ministère de la Défense[49] . Davantage encore que pour Lincoln ou Wilson , la présidence de Bush s'est trouvée soudainement transformée. Une évolution aussi radicale qu'inattendue. Le 11-Septembre a fait de Bush un président de guerre (*war president*). Après une élection confuse et disputée, Bush , qui se hisse à la hauteur de l'événement au moins dans les premiers mois, trouve dans la guerre contre le terrorisme une inattaquable légitimité. Il va

pleinement remplir sa mission présidentielle de commandant en chef. Comme le rappelle Pierre Melandri, la guerre est absolument centrale à l'histoire et à la culture du pays[50] . Les États-Unis sont nés d'une guerre contre la Grande-Bretagne, et plus d'un président, à commencer par le premier d'entre eux, ont acquis une première renommée par les armes (Washington, Jackson, Grant, T. Roosevelt , par exemple). Or, les conflits ont traditionnellement accru le pouvoir de l'exécutif, derrière lequel se rassemblent, au moins dans un premier mouvement, le Congrès et la population. Les révolutionnaires américains avaient anticipé ce phénomène en soulignant, rappelons-le, que le temps de la guerre accroît les pouvoirs de l'exécutif aux dépens du législatif. Alors que les États-Unis se lanceront dans deux conflits en Afghanistan et en Irak , dans le pays même on assiste à un renforcement des pouvoirs de la présidence face à un Congrès plus que conciliant et une population désemparée et hypnotisée, au retour du déficit budgétaire – accru par la très forte hausse des dépenses militaires – et à l'édification d'un État sécuritaire.

La guerre contre le terrorisme, la nouvelle boussole du gouvernement Bush , se veut certes globale (*global war on terror* ou GWOT) mais se conduit aussi sur le front intérieur. Affaiblie par la suspicion de ne pas avoir agi à temps pour déjouer les attentats alors que les avertissements se sont succédé pendant le printemps et l'été 2001, la Maison-Blanche fait de la sécurité une obsession. Toute forme d'inhibition est désormais levée. Comme le déclare un haut responsable : « Après le 11 septembre, on n'a plus pris de gants[51] . » Sa popularité, soudaine et élevée, le sentiment de peur – lié à cette inattendue, du moins pour les Américains, vulnérabilité et entretenu par les autorités elles-mêmes – et le profond désir de revanche d'une population meurtrie donnent au président Bush carte blanche pour mettre en œuvre sa politique. C'est le grand retour de la présidence impériale, telle qu'elle fut, rappelons-le, définie par l'historien américain Arthur Schlesinger Jr., sous Nixon dans les années 1970.

La construction de l'État sécuritaire

Dès octobre 2001, dans un climat de peur généralisée face au terrorisme bactériologique dû à l'envoi mystérieux de plis piégés au bacille du charbon (anthrax) à des agences de presse et à des sénateurs, le Congrès, avec une très large majorité (66 voix contre à la Chambre et une seule au Sénat), vote une loi de sécurité intérieure appelée le *USA Patriot Act* [52] . Celle-ci étend considérablement les pouvoirs des agences gouvernementales en lutte contre le terrorisme. Il est désormais possible de consulter les relevés téléphoniques, bancaires et informatiques de personnes suspectées d'avoir un lien avec un groupe ou une activité terroriste. Parmi celles-ci, les étrangers pourront être détenus une année ou être déportés. Près de 800 étrangers seront arrêtés par le FBI, plus de 500 d'entre eux seront expulsés, et 8 (dont Zacarias Moussaoui) emprisonnés. L'adoption de cette loi, virtuellement sans opposition ni débats, témoigne de la volonté des Américains de sacrifier leurs sacro-saintes libertés individuelles en échange de davantage de sécurité. Comme l'avait écrit James Madison , « il est une vérité universelle que la perte de liberté chez soi est à imputer à des dispositions contre le danger, réel ou imaginaire, provenant de l'étranger[53] ».

Alors qu'en 1997, les Américains n'étaient que 29 % prêts à accepter ce sacrifice, leur nombre passe à 55 % en septembre 2001. Lors de ce même mois, 70 % d'entre eux seraient d'accord pour la création d'une carte nationale d'identité. Rappelons qu'aux États-Unis, le permis de conduire, délivré par chaque État, fait office de pièce d'identité. Par ailleurs, en février 2006, soit plus de cinq ans après les attentats, toujours 54 % des Américains (mais 28 % des Africains-Américains) estiment « juste » que des personnes suspectées d'entretenir des liens avec le terrorisme soient sur sous surveillance téléphonique sans l'autorisation d'un tribunal. Cependant, lorsque cette surveillance s'applique à eux-mêmes, seulement 22 % des Américains, même en septembre 2001, accepteraient que leur téléphone ou leur messagerie soit surveillé[54] …

Parallèlement est créé un nouveau ministère responsable de la sécurité intérieure, le Department of Homeland Security (DHS). Incidemment, le mot *homeland* , employé pendant la Seconde Guerre mondiale, surtout par les Allemands, est d'un usage tout à fait inhabituel en anglais américain. Fruit de la plus grande réorganisation du gouvernement fédéral depuis celle de 1947, ce ministère regroupe plus de 22 agences jusque-là distinctes, dont les gardes-côtes, les services secrets, l'immigration et les douanes, pour plus de 200 000 employés. Une des motivations derrière cette restructuration est la volonté d'éliminer les « murs », notamment entre les agences de renseignements et les forces de police. Rivalités, cultures du secret et absence d'esprit de collaboration ayant été dénoncées par le rapport du Congrès sur le 11-Septembre. Le Homeland Security Council (HSC), ou Conseil de sécurité intérieure, est aussi fondé auprès du président à la Maison-Blanche. Par ailleurs, au sein même du gouvernement, un basculement s'opère après le 11-Septembre entre les modérés, Powell et, dans une moindre mesure, Rice , et les partisans d'une ligne dure, rassemblés autour de Cheney , à savoir Rumsfeld , Ashcroft , Wolfowitz et Armitage , à l'avantage de ces derniers. C'est le grand retour des « faucons », à la fois du terme même qui est apparu aux États-Unis, rappelons-le, dans les années 1810 à la veille du conflit contre la Grande-Bretagne, et de cet esprit résolument favorable à la guerre.

C'est aussi le grand retour du déficit budgétaire. Clinton avait laissé à son successeur un budget équilibré, voire excédentaire. Cet effort sera vite balayé au lendemain des attentats. Nous l'avons vu, 20 milliards de dollars sont octroyés à la ville de New York , et une même somme est consacrée à la sécurité intérieure. 15 milliards sont attribués aux compagnies aériennes, durement touchées. Une nouvelle entité, la Transportation Security Administration (TSA), est fondée pour les contrôles – considérablement renforcés – aux aéroports. Dérisoire au regard des vies perdues, les conséquences économiques des attentats sont néanmoins réelles. À New York même, 1,3 million de mètres carrés de bureaux ont été détruits,

100 000 emplois ont été perdus et le centre commercial du World Trade Center, le troisième des États-Unis en volume d'activité avec ses 700 boutiques, a été anéanti[55] . Rappelons aussi que l'espace aérien a été fermé pendant un jour et demi, ce qui représente des milliers de vols annulés pour les compagnies et les aéroports. Les compagnies aériennes, tout comme Boeing, planifient des dizaines de milliers de licenciements étant donné la forte baisse d'activité. La bourse de Wall Street n'a pas ouvert le 11 septembre 2001 et est restée fermée jusqu'au 17, du jamais vu depuis 1933, reprenant son activité le 18 sur une très forte baisse. Diverses et coûteuses mesures de relance vont donc amputer le budget fédéral. De surcroît, les dépenses militaires occasionnées par les deux guerres, en Afghanistan et en Irak , vont grimper de manière vertigineuse, augmentant de 44 %, entre 2001 et 2006, pour finalement atteindre près de 600 milliards de dollars en 2007. Car la réponse de Washington aux attentats du 11 septembre sera essentiellement militaire.

La riposte : l'Afghanistan

La guerre contre le terrorisme, prévient le vice-président Cheney , pourrait durer, « très, très longtemps, peut-être indéfiniment[56] ». C'est la guerre permanente ou « Forever War », comme le titre le *New York Times* le 11 septembre 2005, soit quatre ans jour pour jour après les attentats[57] . La guerre est une réponse à la fois facile et populaire pour l'État fédéral. Pour un pays surpuissant militairement comme les États-Unis, elle va de soi. En janvier 2002, 73 % des Américains appuient une intervention militaire en Irak , 65 % en Somalie , et 73 % au Soudan . De plus, 56 % approuvent une guerre même si celle-ci implique des milliers de morts[58] .

L'intervention en Afghanistan , surnommée *Liberté immuable* (*Enduring Freedom*), débute le 7 octobre 2001 dans une quasi-unanimité (88 % des Américains l'approuvent). D'ailleurs, dès le 14 septembre, le Congrès, avec une seule voix contre, a donné au

gouvernement l'autorisation de recourir à la force armée contre tous ceux (« nations, organisations, ou individus ») qui ont de près ou de loin participé à la préparation ou à l'exécution des attentats. Car aux États-Unis, rappelons-le, le Congrès déclare la guerre et l'exécutif la mène. Au demeurant, la guerre en Afghanistan est le seul conflit qui soit une conséquence directe des attentats du 11-Septembre. Sans ces derniers, les États-Unis ne seraient pas intervenus militairement dans ce pays pauvre et enclavé, ce « cimetière aux ambitions des grandes puissances », comme le qualifie l'historien George Herring[59] . Une première depuis le Viêtnam : les Américains sont prêts à envoyer des troupes au sol et à accepter d'avoir des victimes parmi leurs soldats, mettant fin à la politique du « zéro cercueil ».

Alors que, comme dans un western, Bush parle de capturer Ben Laden « mort ou vif » (*dead or alive*), l'Amérique, préalablement à son entrée en guerre, a vainement exigé des talibans de lui remettre le chef d'Al-Qaida par le biais du Pakistan voisin qui, malgré l'impopularité d'un tel choix dans une partie de sa population, sagement et habilement, se range du côté des États-Unis. Ce sera le cas également d'autres pays frontaliers nés du démantèlement de l'Union soviétique, comme l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan, qui serviront de bases arrière pour les Américains. Les États-Unis entrent pleinement et durablement dans ce que Rudyard Kipling avait baptisé au XIX e siècle « le grand jeu », à savoir celui des grandes puissances, à l'époque la Grande-Bretagne et la Russie , en Asie Centrale. L'intervention américaine en Afghanistan bénéficie en outre de l'appui de la communauté internationale, via les Nations unies, et de l'Otan. L'alliance Atlantique n'hésite pas, pour la première fois de son histoire, à déclencher l'article V de sa charte, qui prévoit l'engagement des alliés auprès d'un des membres s'il est attaqué, et à envoyer des troupes en Afghanistan. Il faut dire que Washington ne laisse aucune place à la neutralité dans cette guerre contre le terrorisme : « Soit vous êtes avec nous, soit avec les terroristes[60] », déclare le président américain dès le 20 septembre 2001.

Même si certains ici ou là se félicitent des attentats du 11-Septembre, à l'automne 2001, les États-Unis bénéficient d'un formidable, sincère et profond élan de solidarité de par le monde, notamment en Europe. L'Amérique jouit d'un immense capital de sympathie et de compassion. En France , le 13 septembre, au surlendemain des attentats, le journal *Le Monde* titre ostensiblement : « Nous sommes tous Américains ». Dans son éditorial, Jean-Marie Colombani écrit : « Dans ce moment tragique où les mots paraissent si pauvres pour dire le choc que l'on ressent, la première chose qui vient à l'esprit est celle-ci : nous sommes tous Américains ! Nous sommes tous New-Yorkais, aussi sûrement que John Kennedy se déclarait, en 1962 à Berlin , Berlinois. » Il poursuit : « Comment ne pas se sentir en effet, comme dans les moments les plus graves de notre histoire, profondément solidaires de ce peuple et de ce pays, les États-Unis, dont nous sommes si proches et à qui nous devons la liberté, et donc notre solidarité » ? Et de déclarer judicieusement : « La journée du 11 septembre 2001 marque l'entrée dans une nouvelle ère, qui nous paraît bien loin des promesses et des espoirs d'une autre journée historique, celle du 9 novembre 1989[61] . » Le 14 septembre, des centaines de millions d'Européens observent trois minutes de silence à la mémoire des victimes de New York , de Washington et de Shanksville.

La première phase de la guerre, conduite par les Américains et les Britanniques, dure peu de temps. Elle allie des tirs de missiles de croisière à partir de navires avec des bombardements de l'aviation, coordonnés par des forces spéciales au sol – moins d'une centaine – et des agents de la CIA en collaboration avec leurs alliés afghans. C'est la stratégie du bombardier et du cavalier qui fonctionne bien après quelques semaines de tâtonnements[62] . Les talibans sont vite défaits et renversés. Kaboul tombe le 13 novembre 2001, soit 5 semaines après le début de l'opération. En décembre, les Américains placent Hamid Karzai au pouvoir mais ne s'impliquent pas pleinement dans la reconstruction du pays. C'est ce que les officiels à Washington appellent le « *nation-building lite* », à savoir un

engagement *a minima* [63] . L'Amérique est plus intéressée à décapiter Al-Qaida, détruire les camps de terroristes, et surtout à capturer ou tuer Ben Landen. En novembre, à défaut de Ben Laden , les troupes américaines arrêtent un Californien de 20 ans converti à l'islam, John Walker Lindh , surnommé le « taliban américain ». On découvrait – à l'époque avec une grande surprise – que cet Américain avait été entraîné dans des camps d'Al-Qaida, puis avait combattu dans les rangs des talibans contre les forces alliées. Lindh est d'abord emprisonné en Afghanistan , puis rapatrié aux États-Unis pour y être condamné à vingt ans de prison[64] . En décembre 2001, l'occasion de se saisir de Ben Laden survient lors de la bataille de Tora Bora , où les combattants d'Al-Qaida subissent un terrible assaut aérien – plus de cent frappes par jour. Ben Laden, cependant, réussit à fuir au Pakistan . En 2009, une commission sénatoriale, présidée par le démocrate John Kerry , conclura que Ben Laden aurait pu être capturé si le Pentagone avait accepté d'engager plus de troupes, entre 1 500 et 3 000, dans les montagnes de Tora Bora[65] .

L'Irak : la campagne d'opinion

Dès le 13 septembre 2001, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz proposent à Dick Cheney d'attaquer non seulement Al-Qaida mais aussi l'Irak . Cheney leur répond, usant du vocabulaire manichéen d'Hollywood, que « si nous attaquons Saddam Hussein , nous perdrons notre juste place comme les types bien [*good guys*][66] ». Pendant la campagne électorale de 2000, le candidat Bush avait déclaré qu'il « serait très prudent dans son utilisation des troupes » pour renverser ou mettre au pouvoir tel ou tel gouvernement dans un pays étranger, ce qu'on appelle en anglais, nous l'avons vu, *nation-building* ou encore *regime change* [67] . En fait, une intervention majeure en Irak est envisagée avant le 11 septembre 2001 par le parti – alors minoritaire – des « faucons » au sein du gouvernement républicain mais pas par Colin Powell au département d'État, ni surtout par

Condoleezza Rice , la conseillère en sécurité nationale, qui a l'oreille du président. Selon elle, les États-Unis ne doivent plus être le gendarme du monde (en anglais « *the world's 911* »)[68] . Bush , beaucoup moins tourné vers l'international que son père, est plus intéressé par la promotion de mesures conservatrices en politique intérieure que par les affaires étrangères. L'Irak alors est très loin d'être sa priorité. Par ailleurs, nous avons vu qu'en 1991, après la guerre du Golfe, Cheney, alors ministre de la Défense, s'était déclaré hostile au renversement de Saddam Hussein et à toute occupation de l'Irak. Le général Norman Schwarzkopf , qui avait conduit la campagne militaire, s'était aussi opposé à investir Bagdad . « Nous serions comme un dinosaure dans une fosse à bitume », avait-il prévenu. Mais comme l'annoncera Cheney afin de parer à toute contradiction lorsqu'il sera confronté à ses dires de 1991 : le 11-Septembre a tout changé[69] .

Bush et son gouvernement, pourtant, ne veulent pas, comme ils le disent avec condescendance, « faire du Clinton », en d'autres termes se contenter d'actions militaires à distance, comme l'envoi de missiles de croisière, circonscrites et ponctuelles. La réponse militaire des États-Unis au 11-Septembre 2001 sera de grande envergure, ce que Rumsfeld appelait, à peine quelques heures après les attentats, « *going massive* [70] ». « J'en ai assez de lutter contre les terroristes avec une tapette à mouche » avait déclaré le président Bush avant même les attentats. Puis, dans une métaphore sportive, il a précisé : « Je suis fatigué de jouer la défense. Je veux jouer l'attaque. » Il ajoutera après les attentats, dans une formulation qui lui est propre, que la guerre contre le terrorisme implique davantage que « de tirer un missile de deux millions de dollars contre une tente vide qui en vaut dix »[71] .

À l'automne 2001, une invasion de l'Irak et le renversement de Saddam Hussein sont donc acquis au sein du gouvernement, mais encore faut-il convaincre l'opinion américaine et le Congrès de cette nécessité et, dans une moindre mesure, la communauté internationale. La Maison-Blanche et le Pentagone vont donc suivre une double stratégie : établir un lien entre Al-Qaida, et donc les

attentats du 11-Septembre, et l'Irak et montrer que Saddam Hussein a mis en place un programme nucléaire militaire, pour obtenir des armes de destruction massives (*weapons of mass destruction* ou WMD). Capitalisant sur le choc collectif postattentat, le besoin d'action et de représailles, que l'intervention jusqu'alors assez modeste en Afghanistan ne satisfait pas totalement, et sur la vague de patriotisme qui déferle sur le pays, Washington va se lancer dans une campagne d'opinion, formidable et terriblement efficace.

Dès le mois de novembre 2001, Bush annonce que la mission en Afghanistan « n'est que le commencement » et prévient Saddam Hussein qu'il doit accepter la venue d'inspecteurs des Nations unies afin de « nous prouver qu'il ne développe pas des armes de destruction massive ». En ce même mois, lors de son discours aux Nations unies, le président américain avertit que les terroristes « cherchent à obtenir des armes de destruction massive, les outils pour transformer leur haine en holocauste[72] ». En janvier 2002, lors de son discours au Congrès sur l'État de l'Union, Bush dénonce « un Axe du Mal » constitué de trois pays : l'Iran , l'Irak et la Corée du Nord. La formule est adroitement choisie : le premier terme rappelle la Seconde Guerre mondiale et les puissances de l'Axe (l'Allemagne , l'Italie , et le Japon) et le second place la guerre contre le terrorisme, dans ce cas contre l'Irak, sur un plan moral et évoque la formule que Reagan avait employée pour désigner l'Union soviétique (l'Empire du Mal) dans les années 1980. L'expression est beaucoup plus efficace que celle d'« États voyous » (*Rogue States*), datant aussi de Reagan, mais utilisée par Clinton . Rappelons que dès le 14 septembre 2001, lors d'une journée de prières et de souvenir, Bush avait souhaité – ambitieusement – « débarrasser le monde du Mal[73] ». De surcroît, cette terminologie sied tout à fait à la personnalité du président et à l'image qu'il a projetée pendant la campagne électorale de 2000. La connexion entre les attentats du 11 septembre, la guerre contre le terrorisme, les armes de destruction massive et l'Irak est désormais faite en théorie et dans la rhétorique.

La campagne d'opinion orchestrée magistralement par le

gouvernement va s'attacher en moins d'un an à démontrer que ces accusations sont prouvées ou, tout du moins, persuader les citoyens américains, le Congrès, les médias, les Nations unies et les principaux partenaires stratégiques des États-Unis que c'est le cas. En avril 2002, Bush n'hésite pas à déclarer : « J'ai pris ma décision que Saddam Hussein devrait partir[74] . » Le secret de polichinelle est ainsi révélé. Mais cette décision n'implique pas nécessairement une invasion de l'Irak . Deux mois plus tard, dans un discours prononcé à l'école militaire de West Point , le président énonce discrètement ce qui sera appelé la « doctrine Bush », à savoir l'utilisation de la force de manière préventive. Autrement dit, « il faut porter la bataille chez l'ennemi ». Car, « Dans le monde dans lequel nous sommes entrés, l'unique chemin vers la sécurité est celui de l'action », précise-t-il sur un ton qui n'est pas sans rappeler Theodore Roosevelt . Il faut « s'occuper des menaces à l'avance[75] », confirme Rice . La guerre préventive constitue le point culminant de l'unilatéralisme. Gore , regrettant le temps où « les États-Unis se considéraient comme soumis à la loi », dénonce ce monde où « il n'y a pas de loi mais le pouvoir discrétionnaire de leur président »[76] .

À l'été 2002, alors que les inspecteurs de l'ONU confirment que l'Irak n'a pas d'armes de destruction massive, la décision est prise et elle est irrévocable. Or, comme le dit un haut responsable à la Maison-Blanche, non sans cynisme, « d'un point de vue du marketing, on n'introduit pas de nouveaux produits en août[77] ». À l'automne donc, le gouvernement Bush redouble d'efforts. Le vice-président Cheney déclare qu'il n'a « aucun doute » sur le fait que Saddam Hussein possède des armes de destruction massive. Bush dénonce le leader irakien comme « une menace sérieuse » et l'accuse « d'abriter et de financer le terrorisme ». Condoleezza Rice enchérit dans une formule qui fait instantanément mouche : « Le monde ne peut pas attendre […] l'ultime preuve, que la fumée du pistolet ne prenne la forme d'un nuage ressemblant à un champignon[78] . » Comme le déclarera plus tard un haut responsable britannique, « les renseignements et les faits étaient arrangés autour d'une politique »,

la guerre était « inévitable »[79] . En janvier 2003, Rice déclare dans le *New York Times* : « Nous savons que l'Irak ment[80] . »

La campagne d'opinion porte ses fruits : en février et mars 2003, 72 % des Américains pensent que Saddam Hussein est impliqué dans les attentats du 11-Septembre ; 55 % estiment qu'il entretient des liens avec Al-Qaida, et 42 % qu'il est personnellement responsable des attentats. Le Congrès est comme subjugué, voire tétanisé. Comme l'observe avec regret un des rares opposants du moment à la guerre, le sénateur démocrate de Virginie-Occidentale Robert Byrd , « Nous restons passifs et muets […] comme paralysés par nos propres incertitudes. » Chuck Hagel , sénateur républicain du Nebraska et vétéran de la guerre du Viêtnam , dénonce les va-t-en-guerre de Washington : « Beaucoup de ceux qui veulent précipiter ce pays dans la guerre et qui pensent que ce sera si rapide et si facile ne connaissent rien à la guerre[81] . » Les démocrates ne réussissent pas à mobiliser d'opposition. John Kerry et Hillary Clinton ne s'opposent pas à la guerre. Ils insistent seulement sur le besoin d'alliés et la nécessité d'une résolution des Nations unies. Le 22 octobre 2002, le Congrès donne son autorisation au gouvernement Bush pour employer la force « contre la menace continue posée par l'Irak ». À la Chambre, 296 votes pour et 133 contre ; au Sénat 77 contre 23. Mais cette docilité du Congrès ne reflète pas les divisions de plus en plus partisanes dans la population, les électeurs républicains étant beaucoup plus nombreux que les démocrates à approuver une possible intervention armée en Irak à l'automne 2002. Néanmoins, lors des élections de mi-mandat en novembre, les républicains, alors que le pays connaît un net ralentissement économique, placent avec succès la question de l'Irak au cœur de la campagne. Ils accroissent leur présence à la Chambre et reconquièrent le Sénat qu'ils avaient perdu en juin 2001 lorsque James J. Jeffords , du Vermont , avait quitté le Parti républicain pour devenir indépendant. En cet automne 2002, les républicains contrôlent désormais le Congrès et la Maison-Blanche jusqu'aux présidentielles de 2004.

Des médias tétanisés, une population déconnectée

Et la rue ? Et la presse ? Profondément frappée par les attentats de septembre 2001, l'opinion publique américaine semble amorphe. Le mouvement contre la guerre se distingue par sa discrétion et sa timidité. Certes, en février 2003, plus de 350 000 personnes bravent un froid glacial dans les rues de New York pour exprimer leur opposition au conflit mais qu'est-ce en comparaison du million de manifestants à Londres au même moment ? Dans un climat de patriotisme toujours exacerbé, et parfois même intolérant et agressif, il est courageux – presque dangereux – de se prononcer publiquement contre la politique du gouvernement Bush . John Ashcroft , ministre de la Justice, n'hésite pas à déclarer que toute personne qui s'oppose à la Maison-Blanche « érode notre unité nationale et entame notre détermination » et « donne des munitions à l'ennemi »[82] . Prendre position contre la guerre en Irak est non seulement manquer de patriotisme mais être « *un-American* » (le mot ressurgit du tréfonds du maccarthysme), voire faire preuve de traîtrise. Les stars du cinéma, qui sont en majorité opposés à la guerre – Sean Penn se rend même à Bagdad pour une visite de trois jours en décembre 2002 –, subissent colère et moquerie. On parle alors de vedettes « qui pontifient » et on dénonce les « demi-cerveaux de Hollywood »[83] . Une fois les opérations militaires commencées, afin d'éviter une situation analogue à celle de la guerre du Viêtnam où les Américains n'ont pas soutenu leurs troupes déployées en terrain hostile, des autocollants « Soutenons nos troupes » (*Support our Troops*) aux couleurs nationales fleuriront sur les pare-chocs des automobiles.

Quant aux médias, la presse notamment, ils semblent avoir perdu tout sens critique face aux affirmations – pour la plupart mensongères – des responsables du Pentagone et de la Maison-Blanche sur l'Irak . La presse paraît assoupie, hypnotisée, voire timorée, et s'autocensure. Une journaliste du *Washington Post* se souviendra que chaque fois que le journal publiait un article quelque

peu critique, « nous recevions des tonnes de courrier de haine et de menaces, contestant notre patriotisme[84] ». Il faut dire que les républicains bénéficient de très nombreux et solides relais de par le pays. Ils contrôlent l'information. Un an après ces faits, on parlera de « *info-gande* », un néologisme formé à partir des mots « informations » et « propagande », ou encore, avec humour pourrait-on dire s'il ne s'agissait pas d'une guerre, d'« armes de distraction massive » (*weapons of massive distraction*) et d'« armes de tromperie massive » (*weapons of massive deception*).

Très tardivement, le 9 mars 2003, à la veille du déclenchement des opérations, le *New York Times* publiera un éditorial contre la guerre en Irak , intitulé « Dire Non à la Guerre », niant les liens entre Saddam Hussein et le 11-Septembre, rappelant que les inspections des Nations unies portent leurs fruits, même si beaucoup reste à faire, et doutant du succès sur le long terme d'imposer une forme de démocratie « à l'américaine » dans la région[85] . Néanmoins, un an plus tard, ce grand quotidien new-yorkais présentera avec une grande honnêteté intellectuelle ses excuses à ses lecteurs. « Après avoir revu des centaines d'articles (sur la guerre), nous avons trouvé énormément d'exemples de journalisme dont nous pouvons être fiers », mais, concède-t-il, nous avons aussi trouvé « un nombre d'exemples péchant par manque de rigueur. Des informations qui étaient alors controversées et qui sont aujourd'hui contestables n'ont pas été traitées avec suffisamment de nuances et sont restées incontestées ». D'autres seront plus sévères, dénonçant dans la grande presse américaine « la culture du scoop, le syndrome de la première page, [et] la connivence avec des informateurs douteux »[86] .

Au-delà des défaillances des médias et de la campagne de désinformation de la Maison-Blanche, il convient de préciser qu'aux États-Unis seule une petite fraction de la population cherche à bien s'informer, notamment sur les questions internationales. Une étude de 1997 a révélé que « dix millions d'Américains, diplômés de l'enseignement supérieur, [peuvent] être considérés comme très bien informés sur les questions internationales », soit 4 % de la

population. Le phénomène n'est pas nouveau. « *Goodbye World* » (Au revoir le monde) s'était exclamé, avec regret, un ancien correspondant de CNN à Bagdad à la fin des années 1980. La presse n'est d'ailleurs pas exempte de responsabilités : entre 1985 et 1995, l'espace consacré à l'international a chuté de 24 à 14 % dans le magazine *Time* et de 22 % à 12 % chez *Newsweek* . Quant aux grandes chaînes de télévision, elles ont fermé nombre de bureaux à l'étranger depuis le milieu des années 1970.

Enfin, cette même étude de 1997 montre que 61 % des Américains estiment que ce qui se passe en Europe ou en Asie n'a aucune incidence sur leur propre vie[87] . Certes, c'était avant les attentats du 11 septembre 2001 mais, tout de même, cet isolationnisme au quotidien peut surprendre parce que les Américains ont plusieurs fois combattu hors de leurs frontières dans des conflits majeurs et nombre d'entre eux sont tombés sur ces champs de bataille. Rappelons qu'en 1973, Nixon a mis fin à la conscription – qui avait mobilisé les étudiants contre la guerre du Viêtnam – et que depuis ce temps, les États-Unis ont une armée uniquement composée de volontaires. Mais Bush n'hésitera pas envoyer en Irak des unités de la Garde nationale, une force très inhabituellement utilisée à l'étranger, et ceci même dans des opérations de combat. Incidemment, cette déconnexion des affaires du monde explique aussi en partie la consternation des Américains face aux attentats et aide à comprendre l'interrogation – à l'unisson avec le pays –, au demeurant légitime pour un citoyen américain mais néanmoins pleine d'une surprenante naïveté émanant du sommet de l'État, du président Bush : « Pourquoi nous haïssent-ils ? » Ajoutons que même après les attentats, 23 % des Américains seulement – moins d'un quart de la population – s'intéressent aux actualités internationales[88] .

Exporter la démocratie par les armes

Sur les deux motivations principales, les liens entre Saddam

Hussein et Al-Qaida et le manque de coopération de celui-ci avec les inspecteurs de l'ONU, se greffe progressivement une troisième préoccupation mise en avant par le gouvernement américain : implanter la démocratie dans la région. Cette démarche se veut positive. Il ne s'agit plus de punir mais « de répandre les bénéfices de la liberté à travers le globe ». Les Américains aspirent désormais à exporter leur modèle de société, « le seul modèle pour un succès durable [fondé] sur la liberté, la démocratie et la libre entreprise ». Ainsi, comme le préconisaient les néoconservateurs dès 2000, plutôt que « d'attendre l'émergence de la prochaine menace », pourquoi ne pas « remodeler l'environnement international afin de la prévenir avant qu'elle n'émerge »[89] ? « Transformer le Moyen-Orient » selon les mots de Rice[90] . Commençons par l'Irak , donc. On saisit pleinement l'habilité d'un tel discours. L'Amérique s'apprête à envahir un pays souverain, à renverser le régime au pouvoir et à occuper militairement ce pays – pour une durée impossible à prévoir avec certitude – afin de « libérer » ses habitants, de les initier – voire de les convertir – à leur modèle de société, le tout pour défendre ses intérêts tout en se protégeant contre toute future menace. Sous le masque d'une démarche altruiste, « la puissance sans conquête », comme le clame Bush en janvier 2003, les Américains conduisent une politique inspirée par la défense de leurs propres intérêts. Le politologue français Pierre Hassner parle avec justesse de « wilsonisme botté[91] ». Ce que l'on pourrait aussi décrire, sans peur de l'oxymore, comme un idéalisme armé. En cette année 2003, les États-Unis choisissent l'option d'un *hard power* à peine maquillé. Après tout, comme le déclare Karl Rove , « nous sommes un empire désormais, et lorsque nous agissons, nous créons notre propre réalité[92] »…

Afin de renverser un régime, décrit comme « une république de la peur », les Américains s'appuient sur des relais en Irak . Ce sont les « informateurs douteux » dénoncés *a posteriori* dans un éditorial du *New York Times* de mai 2004. Le principal d'entre eux se nomme Ahmed Chalabi . Riche banquier d'obédience chiite, diplômé

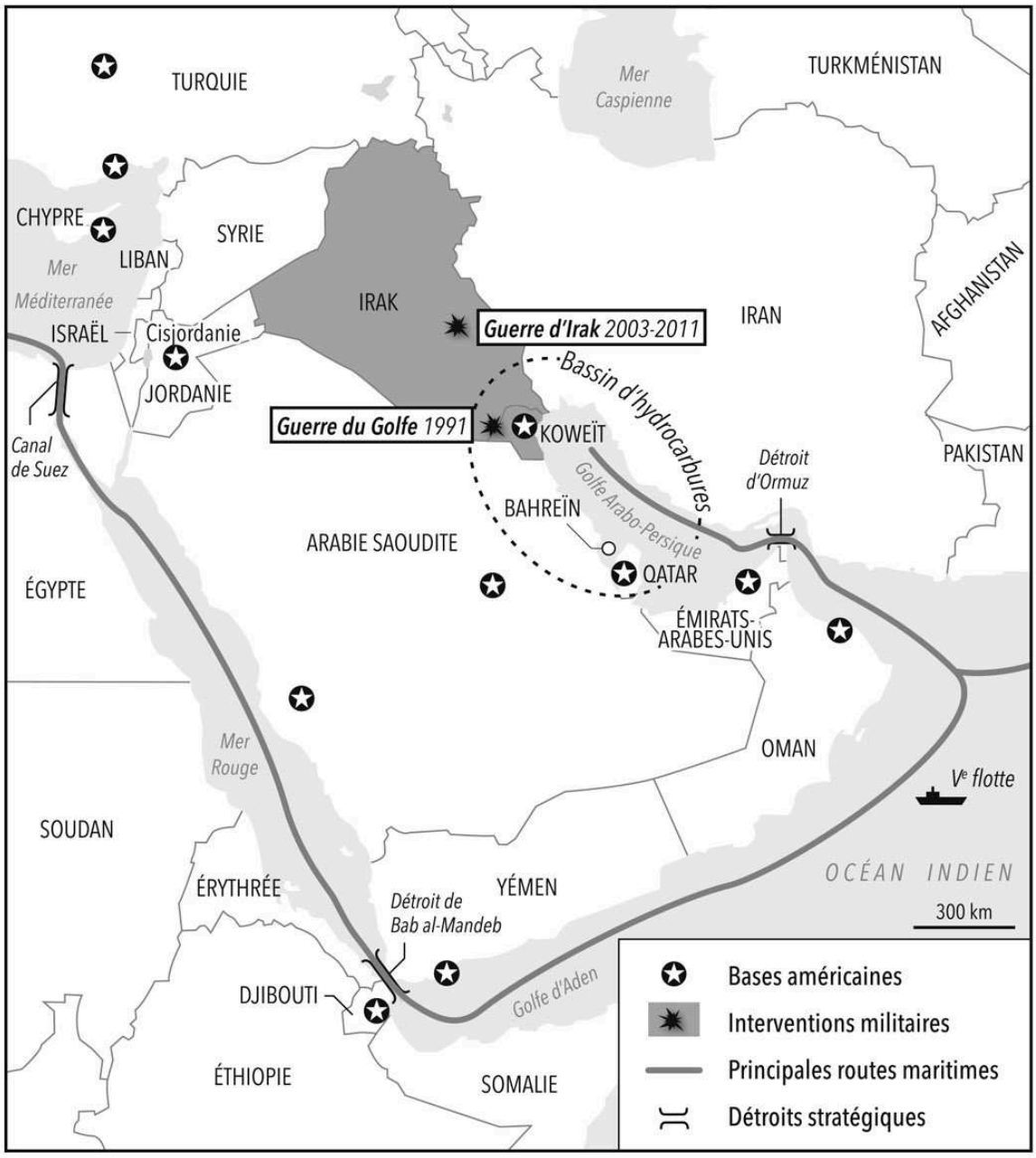
d'universités américaines, Chalabi vit en exil loin de l'Irak depuis 1958. Alors qu'il entretient des liens étroits avec Paul Wolfowitz et Richard Perle , au Pentagone, Chalabi est identifié par les Américains comme l'opposant numéro un de Saddam Hussein . Il est même pressenti pour lui succéder après l'invasion de l'Irak. Homme d'affaires peu scrupuleux et, en fait, très peu fiable, Chalabi est le principal informateur de Washington sur les affaires irakiennes, même du temps de Clinton . Un homme qui « lors de déjeuners avec des personnalités politiques, de séances secrètes avec les chefs du renseignement et de fréquentes conversations avec les journalistes [à Washington et à Londres] a œuvré furieusement à la chute[93] » de Saddam Hussein, selon la description du *New York Times* . En 1993 et 1995, Chalabi avait déjà soumis aux Américains des projets d'insurrection contre Saddam Hussein. En 2002 et 2003, les États-Unis octroient 36 millions de dollars au Congrès national irakien, la force d'opposition formée par Chalabi. À Washington, tristement, on accorde davantage de crédit à ce qu'affirme ce dernier sur le programme d'armement nucléaire de l'Irak qu'aux inspecteurs des Nations unies ou aux agents de la CIA.

Le coup de force diplomatique

Dès le mois de novembre 2002, le Pentagone se prépare activement à l'invasion de l'Irak . Cependant, l'opposition démocrate au Congrès et une majorité de l'opinion publique souhaitent l'appui des Nations unies, et au sein de celles-ci, des principaux alliés des États-Unis. Dans le gouvernement Bush , c'est Colin Powell qui défend cette position minoritaire. À l'international, c'est une demande de Tony Blair , le Premier ministre britannique. Mais, peu importe pour Washington en vérité. Bush ne déclare-t-il pas avec suffisance à ses conseillers : « Nous pourrions nous retrouver seuls. Cela est OK pour moi, Nous sommes l'Amérique[94] . » L'Amérique s'apprête à perdre rapidement le formidable capital de solidarité dont

elle avait bénéficié dans le monde au lendemain des attentats.

Opérations américaines au Proche-Orient (1991-2011)



Débute alors un véritable jeu de dupes aux Nations unies, principalement au sein du Conseil de sécurité où se profile un duel franco-américain. En plus de la résolution 1441, censée contraindre Saddam Hussein à coopérer avec les inspecteurs, sur la table (votée en novembre 2002), Américains et Britanniques en soumettent une seconde autorisant explicitement le recours à la force armée. Le

20 janvier 2003, la France , alors qu'elle avait jusqu'alors fermement soutenu les États-Unis depuis le 11 septembre 2001, déclare qu'elle n'appuiera pas cette résolution. Il est vrai qu'entre-temps l'Irak s'est montré plutôt coopératif. Le gouvernement Bush perçoit la prise de position française comme une volte-face, la trahison d'un vieil allié même, et s'en souviendra comme d'« une embuscade diplomatique ».

Le 5 février 2003, Powell présente, bon gré mal gré, les preuves du soutien de Saddam Hussein à Al-Qaida et de son programme de construction d'armes de destruction massive à partir d'un dossier pour le moins fragile. Il le reconnaîtra lui-même ultérieurement. Son discours de 75 minutes est étayé de diapositives, de cartes et d'enregistrements mais ne convainc guère les membres du Conseil de sécurité. En revanche, cette intervention est très suivie aux États-Unis mêmes. Le 14 février, Dominique de Villepin , ministre des Affaires étrangères de Jacques Chirac , présente, avec éloquence et détermination, la position de la France . Celle-ci, partagée par l'Allemagne et la Russie , soutient que le recours à la force ne peut se décider que si l'Irak refuse de collaborer avec les inspecteurs. Par conséquent, les inspections, qui donnent des résultats, doivent être conduites à leur terme. Aux yeux de la France, « un usage de la force serait si lourd de conséquences pour les hommes, pour la région et pour la stabilité internationale qu'il ne saurait être envisagé qu'en dernière extrémité ». En effet, « l'option de la guerre peut apparaître *a priori* la plus rapide. Mais n'oublions pas qu'après avoir gagné la guerre, il faut construire la paix ». Or, prévient le ministre français, « ce sera long et difficile, car il faudra préserver l'unité de l'Irak, rétablir de manière durable la stabilité dans un pays et une région durement affectés par l'intrusion de la force ». Par ailleurs, rappelle-t-il, « la guerre est toujours la sanction d'un échec ». La France, « qui n'oublie pas et qui sait tout ce qu'elle doit aux combattants de la liberté d'Amérique et d'ailleurs »[95] , s'oppose ainsi frontalement aux États-Unis.

Se lève alors en Amérique un très fort vent de francophobie, entretenu et instrumentalisé par le gouvernement Bush . Condoleezza

Rice n'hésitera pas à déclarer : « Punissons la France , oublions l'Allemagne , pardonnons à la Russie . » Des termes qui sont extrêmement durs pour un haut responsable qui s'exprime publiquement. Le « *French bashing* », toujours à fleur de peau aux États-Unis, atteint soudainement des sommets paroxystiques, voire hystériques. Un chef vide des bouteilles de Dom Pérignon dans les toilettes de son établissement. Au restaurant du Congrès, les frites ne s'appellent plus *French fries* mais *freedom fries* . De même, il ne faut plus dire *French toasts* mais *freedom toasts* . On se croirait revenu au temps de la Première Guerre mondiale lorsque, nous l'avons vu, la *sauerkraut* (la choucroute) fut rebaptisée « chou de la liberté », sauf que les États-Unis ne sont pas en guerre contre la France ! Les Français sont traités de « poules mouillées » (*sissies*) ou encore « de singes capitulards mangeurs de fromage », à la tête « d'un axe de fouines », cet animal (*weasel*) connotant dans la culture américaine un esprit sournois. La France, quant à elle, n'est qu'un « Disneyland pour adultes »[96] .

Après des semaines d'intense pression aux Nations unies pour obtenir le plus large appui possible, le 17 mars 2003, les États-Unis et le Royaume-Uni déclarent les discussions finies. Sur le continent européen, hormis l'Espagne de José María Aznar et l'Italie de Silvio Berlusconi, le soutien vient principalement des pays de l'ex-Europe de l'Est, en partie rassemblés dans ce qu'on appelle le Groupe de Vilnius, du nom de la capitale de Lituanie, qui viennent d'intégrer l'Otan. Ce qui conduit Rumsfeld à distinguer en eux « la nouvelle Europe », contre « la vieille Europe », incarnée par la France et l'Allemagne , hostiles à la guerre. La Maison-Blanche parle d'une « coalition de volontaires » (*coalition of the willing*), une formule très vite tournée en dérision par certains chroniqueurs et humoristes américains qui évoquent plutôt une « coalition d'insignifiants » (*coalition of the piddling*)[97] .

Le 20 mars 2003, les troupes, principalement américano-britanniques avec un apport australien et, dans une bien moindre mesure, polonais, pénètrent en Irak …

Le chaos de l'occupation ou le temps de l'impréparation

Le versant militaire de l'opération *La liberté de l'Irak* (*Iraqi Freedom*) porte le nom très martial de « *Shock and Awe* », soit littéralement choc et effroi. Effectivement, cette puissante intervention aérienne, destinée à désorienter puis à considérablement affaiblir l'ennemi, sème l'effroi, surtout parmi les populations civiles, avec ces bombardements et ces tirs de missiles, notamment de nuit, incessants et destructeurs. Au sol, les Américains engagent dans cette opération près de 150 000 hommes, sous les ordres du général Tommy Franks , les Britanniques, 45 000, les Australiens, 2 000 et les Polonais, moins de 200. Véritable guerre éclair s'il en est, Bagdad tombe aux mains des Américains en 23 jours, alors que les Britanniques capturent la ville de Bassora au sud. L'homme d'affaires new-yorkais Donald Trump exulte : « Je pense que la bourse va s'envoler comme une fusée[98] . » Comme pour la première guerre du Golfe treize ans plus tôt, la guerre apparaît sur les écrans de télévision comme un spectacle aseptisé. Le bombardement intensif de Bagdad paraît tel « un feu d'artifice dans le lointain[99] ». Le point culminant de ce que les Américains appellent « la guerre de salon » (*living-room war*) semble être atteint. Pas de sang, américain ou autre, pas de blessés ou tués, civiles ou militaires qui soient montrés.

En revanche, les caméras de télévision sont bien présentes lorsqu'une gigantesque statue de Saddam Hussein est déboulonnée et renversée à Bagdad le 9 avril 2003, une scène réconfortante – *feel good image* – par excellence. L'angle de vue semble indiquer la présence d'une foule immense mais on apprendra plus tard, en 2005, qu'il ne s'agissait que de quelques centaines de personnes, dont beaucoup de journalistes. Rumsfeld ne manque pas de déclarer : « En les regardant, on ne peut que penser à la chute du mur de Berlin et au démantèlement du rideau de fer[100] . » Le chef d'État déchu est, lui, arrêté le 13 décembre, caché dans un trou près de Tikrit, sa ville natale au nord de Bagdad . Les autorités américaines annoncent cette

nouvelle dans une formule laconique : « *Ladies and Gentlemen, we got him* » (Mesdames et messieurs, nous l'avons). Saddam Hussein sera jugé et condamné à mort par un tribunal irakien, puis exécuté par pendaison en 2006. Souhaitant éviter ce que le Pentagone et la Maison-Blanche considèrent comme les excès de la guerre du Viêtnam , les journalistes ne peuvent filmer ou interviewer librement les soldats – comme ils l'avaient alors fait même pendant des combats – mais sont incorporés (le mot utilisé par le Pentagone est *embedded*) dans des unités. Plus de 500 journalistes au total seront ainsi intégrés. Ce système est censé permettre aux militaires de contrôler l'information et les images en supervisant le travail des reporters. Pas non plus de décompte quotidien des morts (*body count*) ou de sacs mortuaires (*body bags*) aux journaux télévisés du soir, comme au temps de la guerre du Viêtnam. Les victimes américaines – près de 4 000 tués de 2003 à 2007 – sont (et seront pendant l'occupation) discrètement rapatriées dans une base militaire de Dover, dans le Delaware , où les médias sont exclus. Le 1er mai 2003, arrivant dans un avion de chasse, le président Bush atterrit sur le porte-avions *USS Abraham Lincoln* , ancré au large de la base de San Diego, en Californie , et arborant une bannière « Mission accomplie » pour fêter cet apparent triomphe.

De manière assez incroyable, ni le Pentagone ni la Maison-Blanche n'avaient consciencieusement préparé l'occupation de l'Irak une fois les opérations militaires terminées. Pour le Pentagone, « le plan A était de venir et de repartir aussitôt [*in and out*]. Le plan B était d'espérer que le plan A réussisse ». Quelques mois avant l'invasion, Rumsfeld et ses aides ont bien dressé une liste, appelée la *Parade of the Horribles* , des pires problèmes qui pourraient subvenir après l'assaut initial. Ceux-ci incluaient le sabotage de puits de pétrole et d'oléoducs, des conflits armés entre les communautés sunnites, chiites et kurdes, la partition du pays, un conflit régional avec une guerre arabo-israélienne, et des désastres humanitaires (un grand nombre de réfugiés, des épidémies, etc.). Certes, mais comme le déplora alors Colin Powell , rien ne fut fait pour planifier la

gestion de ces difficultés et la liste fut virtuellement mise de côté[101] . Or, comme le note avec justesse Michael Walzer dès mars 2003, « il nous faut débattre des lendemains de guerre comme s'ils constituaient un enjeu à part », ajoutant, « l'occupation s'avère parfois beaucoup plus ardue que les combats »[102] . En d'autres termes, pour reprendre le jargon politique du Pentagone, le *nation building lite* ne peut fonctionner dans un pays aussi vaste, aussi peuplé et potentiellement aussi riche que l'Irak. Au demeurant, la simple formule *in and out* signifie bien que ce qu'avaient à l'esprit le Pentagone et la Maison-Blanche, avant le déclenchement du conflit, était, pour reprendre leur propre jargon, bien un *regime change* , de surcroît rapide, plutôt que du *nation building* méticuleusement planifié.

Après une courte période de quelques semaines, le général Jay Garner est remplacé par un diplomate, L. Paul Bremer , pour gérer les affaires de l'Irak sous occupation américaine. Ancien ambassadeur qui a travaillé avec Kissinger et spécialiste du contre-terrorisme, Bremer s'installe à Bagdad à la mi-mai. Il est à la tête d'une Autorité provisoire d'occupation (Coalition Provisional Authority ou CPA) qui accapare tous les pouvoirs. Un Conseil intérimaire de gouvernement irakien est formé, mais celui-ci ne peut rien entreprendre sans l'aval de l'Autorité. De mai 2003 à juin 2004, l'Autorité gouverne. Elle légifère, frappe monnaie, perçoit les impôts et gère les fonds pétroliers. Les membres de la CPA – 1 500 employés – sont pour la plupart américains, des républicains zélés qui ne connaissent pas l'Irak et qui effectuent des missions sur place de trois mois maximum. Ces employés peuvent être des hommes d'affaires, des retraités, des diplomates, des jeunes diplômés de l'université ou des employés fédéraux attirés par la prime de guerre (25 % du salaire). Les Américains sont retranchés dans un ancien palais de Saddam Hussein – surnommé le Versailles sur le Tigre – qu'ils ont rebaptisé « la zone verte » (*Green Zone*), une oasis non seulement de fraîcheur et de végétation mais surtout de paix et de confort, une véritable *Little America* en plein Bagdad.

À l'instar de la grande majorité des employés de la CPA, Bremer ne connaît ni la culture ni l'histoire de l'Irak . Comme l'écrit Michael Walzer, « jusqu'ici nous n'avons jamais combattu en tentant de comprendre la politique ou l'histoire irakienne[103] ». En plus de garder une main exclusive sur le pouvoir, Bremer va commettre deux autres erreurs. Tout d'abord, il va entreprendre une politique de « débaasification » des administrations (seul le ministère de l'Intérieur est épargné à la dernière minute) en renvoyant tous les administrateurs qui appartiennent au parti Baas, celui de Saddam Hussein , soit 50 000 fonctionnaires. Ensuite, il va démanteler l'armée et la police, soit congédier soudainement 200 000 à 300 000 hommes, de surcroît armés. Par ailleurs, tous les services ou les missions qui peuvent être externalisés vers des firmes privées américaines le sont. La tâche de former un conseil municipal pour Bagdad est, par exemple, confiée à une société de Caroline du Nord pour 235 millions de dollars. La gestion du palais (la cuisine, le linge, l'arrosage, l'air conditionné, l'ameublement) est remise à la société Halliburton, dans laquelle, rappelons-le, le vice-président Cheney a occupé des fonctions de direction, moyennant plusieurs centaines de millions de dollars. Les gardes du corps de Bremer, employés d'une entreprise privée, touchent 1 000 dollars par jour. Quelque 25 000 agents de sécurité sont employés par les Américains en Irak. Un appel à des entrepreneurs du privé dans une zone de guerre dont l'ampleur se révèle ahurissante. « Il est scandaleux de voir Washington distribuer des contrats aux compagnies américaines qui lui sont affidées », dénonce Michael Walzer. Ajoutant, « cette administration [Bush] mène une campagne de privatisation dont l'ampleur dépasse tout ce que notre pays a connu jusqu'ici. La privatisation des prisons, si je ne me trompe, a commencé pendant les années Reagan , mais celle des prisons militaires, de l'occupation militaire, voire de la guerre elle-même est une invention de Bush junior ». Au lieu de la démocratie, conclut Walzer, c'est « le capitalisme népotique qui prévaut actuellement à Washington », ce que l'on appelle aussi « le capitalisme des copains » (*crony capitalism*

), que le président Bush et ses conseillers ont apporté en Irak[104] . Impossible avec une telle politique de conquérir les cœurs et les esprits des Irakiens (selon l'expression usitée pour la guerre du Viêtnam dans les années 1960 et reprise sous Bush), ni tout simplement de gouverner le pays sereinement. De plus, les généraux manquent de troupes pour assurer l'ordre de par le pays et Rumsfeld refuse d'en envoyer de nouvelles.

Très vite, l'Irak sombre dans le chaos et la violence. À Bagdad , l'électricité ne fonctionne que quelques heures par jour. Pas de lignes téléphoniques, l'eau manque, les égouts se déversent dans les rivières et les hôpitaux engorgés n'ont pas assez de personnel. Les dépôts d'armes sont pillés, les ministères – sauf quelques-uns, dont celui du pétrole bien gardé par les troupes américaines – et les musées sont mis à sac, meurtres et viols se multiplient. La réponse – presque désinvolte – de Rumsfeld , « ces choses arrivent » (*stuff happens*), a de quoi laisser l'observateur perplexe. Dès l'été 2003, à l'anarchie succède la guérilla. Les troupes américaines sont quotidiennement prises comme cibles. On compte 35 attaques par jour en novembre 2003, et 87 en août 2004. La réaction du président Bush , qui déclare aux insurgés un surprenant « Allez-y », n'est pas pour apaiser le climat de violence et d'insécurité qui règne en Irak. Des soldats américains isolés sont tués par des snipers, des convois tombent dans des embuscades et des hélicoptères sont abattus par des tirs de roquette. En août 2003, un attentat contre la mission des Nations unies à Bagdad fait 22 morts, dont le chef de mission.

Hormis le renversement de Saddam Hussein et sa capture, aucun des objectifs des États-Unis n'est atteint. La recherche d'armes de destruction massive, la principale raison du conflit, reste vaine. Concernant les liens entre Al-Qaida et Saddam Hussein, comme l'écrira en 2004 la commission du Congrès sur les attentats du 11-Septembre, « aucune preuve » ne montre que, s'ils ont existé, ils aient évolué « en une collaboration opérationnelle »[105] . Les exportations de pétrole seront toujours moindres en 2005 qu'avant la guerre. Plutôt que la paix, c'est le chaos que les Américains ont apporté en Irak . Le

crédit et la solidarité dont ils bénéficiaient dans le monde à l'automne 2001 ont été dilapidés. La guerre n'a aucunement mis fin au terrorisme ou affaibli Al-Qaida et les autres groupes armés qui pratiquent le terrorisme. En mai 2003, des attentats frappent Riyad, en Arabie Saoudite , et Casablanca , au Maroc ; en novembre 2003, Istanbul ; en mars 2004, Bagdad elle-même et Madrid ; et en juillet 2005, Londres . Le monde n'apparaît guère plus sûr qu'avant l'invasion. De plus, la guerre en Irak a éclipsé aux yeux de Washington le conflit en Afghanistan , où les talibans regagneront avec le temps du terrain ; et surtout la traque de Ben Laden a été abandonnée. Notons, cependant, un succès inattendu : la Libye de Mouammar Khadafi abandonne son programme nucléaire en avril 2004.

Une Amérique qui se dévoie : Guantánamo et Abou Ghraib

Les guerres en Afghanistan et en Irak permettent aux troupes américaines de capturer plusieurs centaines d'individus « suspectés d'être des terroristes » et appelés « combattants ennemis illégaux ». Cette terminologie signifie que, pour les autorités américaines, ces personnes ne sont pas des soldats et, par conséquent, des prisonniers de guerre une fois pris. Leur traitement n'est ainsi pas réglementé par les Conventions de Genève signées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et leur internement n'est pas limité dans le temps. Alors que beaucoup sont emprisonnés sur place, un certain nombre sont transférés non pas aux États-Unis mais dans la base navale américaine de Guantánamo Bay, à Cuba . Rappelons que les Américains ont acquis cette base en 1903, après la guerre contre l'Espagne de 1898. Guantánamo (souvent dénommé Gitmo dans la langue courante) est une enclave américaine en dehors du territoire étasunien (tout en y étant proche), donc ni à l'étranger ni aux États-Unis d'une certaine manière. Ce statut – presque en suspens – semble autoriser les pires excès puisque ce territoire échappe aux lois américaines. Par ailleurs, cela offre aux républicains de Washington (et de Floride) la possibilité d'un beau pied de nez à Fídel Castro .

Les premiers détenus arrivent à Guantánamo en janvier 2002. Le public américain restera longtemps peu informé de ce qui s'y passe. En 2006 seulement, le président Bush donnera quelques chiffres : 770 individus ont été transférés à Guantánamo, 315 ont été renvoyés

dans leur propre pays et 415 y sont encore internés[106] . Certains de ces prisonniers subissent ce que le Pentagone appelle, dans un euphémisme bureaucratique, « des techniques d'interrogatoire renforcées » et qui correspondent à des formes de torture. La plus usitée est la simulation de la noyade (*waterboarding*), qui consiste à recouvrir la tête inclinée du détenu et à verser en continu de l'eau sur le visage afin de créer une sensation d'asphyxie. Khalid Cheikh Mohammed, un des cerveaux des attentats du 11 septembre 2001 arrêté au Pakistan en mars 2003, y sera soumis 183 fois. On ne l'apprendra qu'en 2005, mais dès août 2002, puis en mars 2003, le ministère de la Justice, au nom « des pouvoirs du président en temps de guerre », a autorisé ce recours à la torture. La CIA effectue même ce qu'elle appelle des *renditions* , à savoir le transfert de certains suspects vers des pays où la torture est notoirement ou secrètement pratiquée. À Guantánamo, le gouvernement Bush institue aussi des tribunaux militaires d'exception, mais cette décision sera elle-même contestée dans les tribunaux aux États-Unis.

La population américaine est partagée sur l'utilisation de la torture contre des individus suspectés de terrorisme. Un sondage d'octobre 2005 montre que celle-ci est justifiée « rarement ou jamais » pour 51 % des Américains et « souvent ou à l'occasion » pour 46 % d'entre eux. La fracture est politique : 65 % des électeurs républicains la justifient, pour 33 % chez les démocrates. Par ailleurs, toujours en 2005, 54 % des Américains pensent que la maltraitance des détenus à Guantánamo est le fait de cas isolés mais nullement le résultat d'une politique officielle. En 2006, 44 % des Américains approuvent la rétention de prisonniers à Guantánamo et 43 % s'y opposent, là encore selon une ligne de division politique (63 % des républicains sont pour, 31 % des démocrates sont contre)[107] .

En avril 2004, l'opinion publique américaine (et le monde) apprend que ces abus ne sont pas limités à Guantánamo mais touchent les prisons américaines en Irak aussi, en particulier celle d'Abou Ghraib . Située à trente kilomètres de Bagdad , Abou Ghraib était une des pires prisons sous Saddam Hussein . En avril 2003, les

Américains la restaurent et en font une prison militaire. Y sont internés des criminels de droit commun et des auteurs d'attaques contre la coalition. En janvier 2004, le général Antonio M. Taguba est chargé d'enquêter sur des abus commis sur les détenus à Abou Ghraib. Son rapport est stupéfiant. Celui énumère toute une série de sévices perpétrés par les gardes militaires américains : des coups de poing et de pied ; des détenus hommes et femmes pris en photo nus, parfois forcés d'adopter des positions sexuellement explicites ; des détenus obligés de rester nus plusieurs jours de suite ; des prisonniers hommes forcés de se vêtir de sous-vêtements féminins ; des hommes obligés de se masturber devant une caméra vidéo ; des hommes nus empilés les uns sur les autres sur lesquels les gardes plongent ; des détenus forcés de se tenir debout nus sur une boîte avec un sac sur la tête et des fils électriques attachés aux doigts, aux orteils et au pénis pour simuler une torture ; des prisonniers battus avec des balais et des chaises, d'autres menacés de viol, certains nus aspergés d'eau froide ; ou encore un homme forcé d'apparaître nu avec une laisse pour chien autour du cou tenue par une garde[108] .

Le lanceur d'alerte, Joseph M. Darby , est un des gardes qui a refusé de participer à ces sévices et ces humiliations. C'est par lui que le Pentagone, puis la presse et la télévision, a eu accès aux photos et aux vidéos. Abou Ghraib non seulement révèle la violence de l'occupation américaine en Irak et son amateurisme – beaucoup parmi les gardes étaient des réservistes – mais elle reflète aussi la brutalité du système carcéral aux États-Unis. « Le Pentagone de Rumsfeld a livré les prisonniers irakiens à des réservistes qui n'ont jamais entendu parler de la convention de Genève , des agents de renseignement qui ne songent qu'à leur arracher des informations et des prestataires dont certains, semble-t-il, en savaient long sur l'art de gérer les prisons et de maltraiter les prisonniers[109] », dénonce Michael Walzer. À un moment donné, les Américains détiendront plus de 100 000 prisonniers dans le monde, à Guantánamo , en Irak, en Afghanistan et ailleurs.

Les élections présidentielles de 2004 : la peur, la valeur, la rumeur

Sans surprise, trois ans après les attentats du 11-Septembre et en pleine occupation militaire d'Irak , les élections présidentielles de l'automne 2004 sont placées sous le signe de la guerre et du terrorisme. Face au président Bush qui se présente pour un second mandat, les démocrates choisissent John Kerry , sénateur du Massachusetts depuis 1985, qui a battu Howard Dean , le gouverneur du Vermont , lors des primaires. Kerry choisit comme colistier le sénateur de Caroline du Nord John Edwards , un de ses adversaires des primaires.

Alors que l'économie américaine a fortement ralenti sous son premier mandat (900 000 emplois perdus depuis janvier 2001) et que le déficit budgétaire a plus que doublé (412 milliards de dollars en 2004 contre 157 milliards en 2002), principalement du fait des dépenses militaires et des baisses d'impôts considérables, le ticket Bush-Cheney réussit à placer la lutte contre le terrorisme au cœur de l'élection, aux États-Unis et dans le monde (en fait en Irak et en Afghanistan). Les démocrates commettent l'erreur tactique de suivre les républicains sur ce chemin. Or, quoique Kerry ait combattu au Viêtnam (à l'inverse de Bush qui fut intégré dans une unité aérienne de la Garde nationale du Texas surnommée « l'escadron champagne ») et qu'il y fût décoré pour sa bravoure, le candidat démocrate a aussi, rappelons-le, témoigné au Congrès en 1971 contre la guerre, ce qui fragilise sa position à un moment où le patriotisme martial américain est encore à un niveau élevé. Les républicains lancent une campagne de désinformation, par l'entremise d'anciens combattants (*Swiftboat Veterans for the Truth*) dont beaucoup n'ont pas pardonné à Kerry d'avoir pris position contre la guerre du Viêtnam et d'avoir publiquement dénoncé les horreurs commises par certains soldats. Ils veulent montrer que Kerry, officier sur un patrouilleur (*swift boat*) dans le delta du Mékong pendant le conflit, non seulement n'est pas un héros de guerre mais qu'il est inapte au

commandement. Discréditée ultérieurement – ce qui créera le néologisme politique *swiftboating* pour désigner le fait de lancer une attaque malhonnête contre un adversaire –, cette campagne porte un rude coup à la candidature de Kerry.

Plus fondamentalement, le candidat démocrate, qui a voté en octobre 2002 pour la résolution du Congrès attribuant au président Bush les pleins pouvoirs de guerre, n'a pas les mains libres pour l'attaquer sur les opérations en Irak . Par ailleurs, marié à la très fortunée Teresa Heinz, de l'empire agroalimentaire Heinz, Kerry ne réussit pas à se défaire de cette image de patricien de Nouvelle-Angleterre , tel un brahmane de Boston , perçu comme déconnecté du cœur de l'Amérique. De plus, parlant couramment le français – à un moment où la francophobie est encore vive – et partisan d'une diplomatie américaine plus en harmonie avec les Nations unies, Kerry est attaqué pour sa francophilie et son multilatéralisme. « Dieu merci, George Bush est notre président[110] », s'exclame l'ancien maire républicain de New York Rudolph Giuliani .

Malgré une situation qui se dégrade de jour en jour, les troupes américaines faisant désormais face à une véritable rébellion dans un pays au bord de la guerre civile, habilement, la Maison-Blanche et le Pentagone transfèrent à la toute fin du mois de juin 2004 la souveraineté à un gouvernement intérimaire irakien. Cette décision rassure les électeurs américains avant les élections en leur donnant la – fausse – impression d'un premier désengagement des États-Unis en Irak . Les stratèges républicains non seulement parviennent à affaiblir la candidature de Kerry mais réussissent aussi à persuader les citoyens américains que la guerre contre le terrorisme se mène bien en Irak. En 2004, un grand nombre d'Américains pensent toujours que Saddam Hussein a détenu des armes de destruction massive et que ce dernier était impliqué dans les attentats du 11 septembre 2001.

Bush remporte les élections avec 50,7 % des votes (62 millions de voix) contre 48,2 % (59 millions) pour Kerry (286 grands électeurs contre 251). Le président sortant fait un bien meilleur score qu'en

2000 (12 millions de voix supplémentaires). Les élections, cependant, sont serrées dans un certain nombre d'États, dont l'important Ohio avec ses vingt grands électeurs gagnés de justesse par le candidat républicain. Kerry enlève les États du Nord-Est, une partie du Midwest et la côte Pacifique. Bush rafle le Sud, à l'exception du Maryland , les Rocheuses , et ce que l'on appelle le cœur (*heartland*) de l'Amérique. Dans cette région figure le Kansas, un État qui fut, rappelons-le, le creuset du populisme agraire de la fin du XIX e siècle, et que les stratèges républicains, Karl Rove en premier lieu, tiennent pour un symbole. À leurs yeux, 2004 est la revanche de 1896 au Kansas (qui à l'époque avait davantage de grands électeurs que la Californie), perdu par le républicain McKinley ! Gagner au Kansas prouve que les républicains ont conquis ce cœur de l'Amérique. Le *Financial Times* rapporte que Rove lit alors une biographie de McKinley. En 2015, Rove publiera un ouvrage sur les élections de 1896 montrant combien elles comptent encore au XXI e siècle[111] ! Bush remporte le vote des hommes (55 %), des Blancs (58 %), des Américains qui assistent à un service religieux une fois par semaine (58 %), ou plus (64 %), le vote des habitants des zones rurales (57 %) et des périphéries des villes (52 %). Sans être « un triomphe » – à l'image de celle de McKinley en 1896 enjolivée par les conseillers de Bush –, la victoire est néanmoins nette. Outre une campagne féroce quoique politiquement habile, une majorité d'électeurs n'a sans doute pas voulu prendre le risque de changer de gouvernement dans un moment critique pour le pays.

Lors de la convention du Parti démocrate, qui se tient en juillet 2004 à Boston , un membre du Sénat de l'État de l'Illinois et candidat au Sénat fédéral, âgé de 43 ans, Barack Obama , fait un discours très remarqué en soutien à Kerry . Cette intervention d'à peine une vingtaine de minutes, éloquente et électrisante, lui fait prendre soudainement une envergure nationale. Ses propos mettent en scène une Amérique unie où règne « l'audace de l'espoir ». Un pays d'espoir pour « un jeune lieutenant de la Marine patrouillant avec courage le delta du Mékong » tout comme, ajoute-t-il à propos

de lui-même, pour « un garçon maigrelet avec un nom étrange ». Un pays où « des patriotes sont pour la guerre et où d'autres patriotes s'y opposent ». Car il n'existe pas « une Amérique des Noirs, ni une Amérique des Blancs, ni une Amérique des Latinos, ni une Amérique des Asiatiques, il n'existe que les États-Unis d'Amérique »[112] .

Le 20 janvier 2005, le président Bush réélu prononce un discours d'investiture martial et idéaliste. Celui-ci est axé sur l'opposition binaire liberté/tyrannie, qui se veut rappeler la rhétorique des Pères fondateurs de la Révolution américaine, sur fond de politique sécuritaire. Des thèmes qui lui ont politiquement réussi. « Après le naufrage du communisme, explique-t-il, vinrent des années de calme relatif, des années de repos, des années sabbatiques et surgit un jour de feu. » « Nous avons vu notre vulnérabilité. » « La survie de notre liberté dans notre pays dépend du succès de la liberté sur d'autres terres. Le meilleur espoir de paix dans notre monde est l'expansion de la liberté dans le monde entier », déclare Bush . La paix intérieure par la guerre à l'extérieur, donc. « C'est la politique des États-Unis […] d'appuyer l'expansion de mouvements et d'institutions démocratiques dans chaque nation », assure-t-il. Enfin, évoquant la déclaration d'Indépendance de 1776 et la Cloche de la liberté de Philadelphie , il conclut : « L'Amérique dans ce tout jeune siècle proclame la liberté à travers le monde »[113] .

Katrina : l'ouragan de l'incompétence et de l'indifférence

À peine sept mois après ce discours, Bush se retrouve face à une des plus grandes catastrophes humanitaires et environnementales de l'histoire des États-Unis : l'ouragan Katrina. Dans les tout derniers jours du mois d'août 2005, l'État de Louisiane et la ville de la Nouvelle-Orléans se préparent à l'arrivée d'un ouragan majeur, de catégorie 5, qui a déjà frappé la Floride en chemin et a repris de la force au contact des eaux plus chaudes du golfe du Mexique . Le sud

des États-Unis est une région habituée aux ouragans, de juin à novembre, pendant ce qui porte le nom de « saison des ouragans », avec un pic en août et en septembre. Ces dernières décennies, Floyd (de catégorie 4) a frappé le sud-ouest de la Floride en octobre 1987 ; Hugo (cat. 4) s'est abattu sur Charleston , en Caroline du Sud , en septembre 1989 ; et Andrew (catégorie 5) comme Katrina, sur la région de Miami en août 1992. Il est même possible de se procurer au supermarché une carte qui permet de suivre – et de tenter d'anticiper – le chemin de l'ouragan au fil des bulletins et des prévisions météorologiques. Mais la Nouvelle- Orléans présente un cas particulier. Fondée par les Français au début du XVIII e siècle dans un site marécageux, la ville est située au-dessous du niveau de la mer. Bordée par le lac Pontchartrain au nord et le golfe du Mexique à l'est, elle est de surcroît traversée par le Mississippi . Protégée par des digues – au demeurant mal entretenues –, la Nouvelle-Orléans reste une ville à la merci des eaux. Lors d'un ouragan, elle est non seulement exposée à la force des vents mais surtout aux pluies diluviennes et à l'onde de tempête (*storm surge*) qui peut, dans le pire des cas, briser les digues et inonder la ville. De plus, la Nouvelle-Orléans, une magnifique ville historique où se mêlent le tourisme et la fête, n'en demeure pas moins particulièrement frappée par la violence et la pauvreté.

La menace annuelle d'un ouragan provoque une certaine habitude qui rend les populations et, de manière plus grave, les autorités moins vigilantes. En 2004, l'ouragan Ivan, annoncé comme très dangereux, a finalement évité la Nouvelle-Orléans . Ainsi, quoique prévenu de la gravité de la menace, le 27 août, le maire Ray Nagin , un homme d'affaires démocrate anciennement républicain, se veut calme et rassurant. Kathleen Blanco , la gouverneure démocrate de Louisiane , est plus inquiète et demande au président Bush de décréter l'état d'urgence dans toute la Louisiane. Tous les deux encouragent l'évacuation de la ville mais ne rendent pas celle-ci obligatoire. Or, pour de multiples raisons, psychologiques, physiques ou matérielles, beaucoup d'habitants refusent de partir ou ne peuvent

tout simplement pas le faire. Pour quitter la ville, il faut posséder une voiture et avoir assez d'argent pour dormir à l'hôtel ou avoir un point de chute quelque part, famille ou amis. Les autorités municipales estiment à 112 000 les personnes qui n'ont pas de véhicules à leur disposition, soit presque un quart d'une population totale estimée à 470 000 habitants. De plus, il y a le problème des hôpitaux, des maisons de retraite et des prisons. Le maire et son équipe ne semblent absolument pas préparés.

Le dimanche 28, un jour seulement avant que Katrina ne frappe la ville, Nagin ordonne finalement l'évacuation de la ville. Par manque de bus et de chauffeurs, le refus d'utiliser les trains d'Amtrak, et une mauvaise coordination des secours, des milliers de personnes, en grande majorité des Africains-Américains, restent calfeutrées chez elles ou bien se rendent au stade couvert de football américain, le Superdome. Dans ce stade, rien n'est fait pour les accueillir : pas de nourriture, trop peu de sanitaires, pas d'air conditionné, en plus de coupures de courant répétées.

Le lundi 29 août à l'aube, Katrina, désormais en catégorie 3, s'abat sur la ville avec des vents de 230 kilomètres-heure et des pluies diluviennes. Les stations de pompage cèdent et les canaux laissent l'eau se répandre. En peu de temps, 80 % de la ville est inondée. Dans certains endroits, l'eau atteint six mètres de haut et recouvre les maisons jusqu'à la toiture. Pire, l'onde de tempête, exceptionnellement haute de huit mètres, brise les digues… Le quartier du Ninth Ward, peuplé en majorité d'Africains-Américains, est submergé avec une eau qui monte à plus de six mètres. La population était prête à affronter un ouragan mais la rupture des digues est un phénomène cataclysmique tout à fait inattendu. La police, désorganisée, ne peut répondre aux centaines d'appels d'urgence. Plus de neuf cents appels le dimanche après-midi et le lundi matin. Seuls les gardes-côtes agissent avec efficacité. L'eau s'infiltre dans les maisons, l'électricité est coupée, les gens se réfugient dans les greniers, sur les toits ou dans des embarcations. Du lundi au mercredi, les autorités de la ville et de l'État paraissent

étonnamment invisibles, comme absentes.

L'agence fédérale chargée de gérer les catastrophes naturelles, la Federal Emergency Management Agency (FEMA), met beaucoup de temps à réagir. Elle est dirigée par Michael D. Brown . Sans expérience dans ce domaine, ancien président de *l'International Arabian Horse Association* , sa nomination à la tête de cette agence par le président Bush est purement électoraliste. Brown ne s'avère pas du tout à la hauteur de ses responsabilités et de l'événement. Bush, lui, est en vacances dans son ranch au Texas . Peu informé sur la catastrophe, il paraît indécis et indifférent lorsqu'il est interviewé par les télévisions. Pire, il loue le travail de Brown qu'il sera pourtant contraint de limoger plus tard. Plus fondamentalement, l'absorption de la FEMA par le Département de sécurité intérieure (Department of Homeland Security), davantage préoccupé par la menace terroriste que par les catastrophes naturelles, et la réduction de son budget de 20 % depuis 2001 lui font perdre beaucoup en efficacité, en réactivité et en moyens. La gouverneure de l'État de Louisiane tient aussi sa part de responsabilité en tardant à passer la main aux autorités fédérales de crainte d'une trop grande brutalité des troupes fédérales sur les populations de la Nouvelle-Orléans . D'après une loi votée en 1878 (le *Posse Comitatus Act*), au lendemain de la guerre de Sécession, les troupes fédérales ne peuvent assurer des missions de police dans un État sans l'accord explicite de son gouverneur. Il faut attendre le vendredi 2 septembre pour qu'un accord soit trouvé entre le président Bush, le maire Nagin et la gouverneure Blanco , après des discussions houleuses, afin que l'État fédéral puisse assurer les secours. Finalement, le 7 septembre, 43 000 membres de la Garde nationale, 17 000 membres des forces armées, 20 navires militaires et 360 hélicoptères sont mobilisés pour secourir, évacuer et sécuriser la population.

Mais que de temps perdu et que de personnes démunies et abandonnées dans leur propre pays ! On dénombrera plus de 1 800 morts, 1 million de personnes déplacées (curieusement appelées « réfugiés » par les autorités) et 123 000 logements détruits

ou sérieusement endommagés. Lors d'auditions tenues par le Congrès en 2005, une victime témoignera de manière poignante : « Nous avons été abandonnés. On nous a dit d'aller dans le Superdome, au Convention Center, sur le pont autoroutier pour se protéger. En fait, nous y sommes allés chaque jour pendant toute la semaine. Nous avons vu des bus, des hélicoptères et des camions de la FEMA, mais aucun ne s'arrêta pour nous aider. » Elle ajoute : « Nous avons dormi à côté de cadavres, […] et dans l'urine. Il y avait des ordures partout. La panique et la peur l'avaient emporté »[114] . En 2006, le Congrès conclura : « Si les attentats du 11-Septembre ont été l'échec de l'imagination, alors Katrina a été l'échec de l'initiative. Cela a été l'échec du commandement[115] . » Cette conclusion, qui reflète le sentiment général dans tout le pays, nuira grandement à l'image d'esprit de décision, de sang-froid et de réactivité, que le président Bush avait – avec un certain succès – projetée après les attentats du 11 septembre 2001. En 2015, dix ans après la catastrophe, un historien américain observera que « le mot "Katrina" est devenu un euphémisme pour dysfonctionnement national[116] ».

Au-delà des défaillances des autorités municipales, de l'État, et fédérales, ce qui laissera un véritable sentiment de malaise est la façon dont les habitants les plus pauvres de la Nouvelle-Orléans , dont une grande majorité d'Africains-Américains, ont été largement abandonnés à leur propre sort dans ce qui a paru être comme une grande indifférence. Ces derniers représentent 76 % des victimes pour 67 % de la population. Une personnalité africaine-américaine, Nancy Giles , dénonce même sur la chaîne de télévision CBS : « Si la majorité des victimes de l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans avaient été blanches, elles ne seraient pas restées pendant des semaines sans eau ni nourriture, obligeant beaucoup à voler. Leur corps ne seraient pas restés des semaines dans une eau putride… Nous faisons fréquemment des cadeaux fiscaux aux plus riches mais laissons les citoyens américains les plus vulnérables dans une grande détresse. Le président a pris des risques importants en allant rendre visite aux troupes en Irak , mais ne s'est pas aventuré du côté du

Superdome ou du Convention Center, où des milliers de victimes, pour la plupart noires et pauvres, avaient besoin de voir qu'il se préoccupait d'eux[117] . » Plus nuancé, le sénateur Obama observera, néanmoins implacablement : « Le gouvernement [a] été indifférent à la couleur dans son incompétence[118] . »

Le bourbier irakien

La Maison-Blanche et le Pentagone souhaitaient à tout prix éviter en Irak un nouveau bourbier comme au Viêtnam . Après un assaut puissant et foudroyant, l'annonce précipitée de la victoire après tout juste quelques semaines de conflit fait partie de cette stratégie, tout comme la manière habile dont Bush, ses ministres et ses conseillers ont réussi à contenir l'opposition politique et populaire à la guerre. Mais comme l'écrit avec justesse Pierre Melandri, dans un schéma inverse à celui du Viêtnam, en Irak l'affrontement classique se mue en lutte antiguérilla[119] . Le rythme des pertes américaines s'est accru depuis le transfert de la souveraineté en juin 2004. La tenue d'élections en janvier 2005, « un accomplissement remarquable » selon le président Bush , a, en fait, approfondi les divisions entre les communautés ethniques, religieuses et régionales, même si une constitution est négociée et approuvée par référendum en octobre de cette année-là. Les Américains, comme au Viêtnam, cherchent rapidement à se retirer en poursuivant une politique « d'irakisation » mais le temps où l'armée irakienne pourra assurer la sécurité dans le pays semble encore très éloigné.

En fait, c'est l'inverse qui se produit. Alors que le Congrès, aux mains des démocrates suite aux élections de mi-mandat de l'automne 2006, ne parvient pas à obtenir du président Bush un calendrier de retrait des forces américaines, celui-ci ordonne en janvier 2007 l'envoi de 30 000 troupes supplémentaires (appelé *surge*). Il s'agit de remédier à une situation qu'il qualifie d'« inacceptable pour le peuple américain et pour [lui-même] ». Cette décision, à laquelle Rumsfeld ,

contraint de démissionner à l'automne 2006 sous la pression de l'opposition démocrate et de nombreux généraux, s'était toujours opposé, permet de stabiliser quelque peu la situation en Irak . Celle-ci, malgré quelques gains politiques, reste cependant non seulement fragile et instable, mais surtout dangereuse. Comme le concède le président Bush , « la violence a supplanté les gains politiques[120] ». On dénombre un total de 3 000 morts américains en janvier 2007, 3 950 en février 2008 pour plus de 80 000 civils irakiens tués. Début 2008, 2,4 millions d'Irakiens ont fui leur pays et 2,7 millions ont été déplacés au sein de celui-ci alors que l'Irak vit une véritable guerre civile.

Aux États-Unis, le vent a tourné. En février 2007, 54 % des Américains estiment que la guerre a été « une mauvaise décision » et 67 % jugent que la situation en Irak « ne va pas bien ». Une majorité (53 %) souhaite désormais un retrait des troupes. En juillet 2007, 70 % des Américains s'opposent au conflit et la cote de popularité de Bush chute en dessous de 30 %[121] . Toujours en 2007, la cote de confiance des Américains dans leurs institutions, leurs leaders et leurs médias est au plus bas : 40 % pour les chefs militaires, 18 % pour l'Exécutif, 9 % pour le Congrès et 7 % pour les médias[122] . Ces deux derniers chiffres sont, sans aucun doute, une conséquence de l'absence d'esprit critique face à la campagne d'opinion orchestrée par la Maison-Blanche en préparation à la guerre en Irak pendant l'automne-hiver 2002-2003. En Afghanistan , après les accords internationaux de Bonn, en Allemagne , de décembre 2001, une nouvelle constitution est adoptée et, en octobre 2004, Hamid Karzai est élu à la présidence. Alors que le pays est loin d'être sécurisé et que Ben Laden est en fuite au Pakistan , les Américains passent la main à l'Otan en juillet 2006.

La crise financière et immobilière

Aux États-Unis, Bush remporte trois victoires politiques majeures.

En mars 2006, le *Patriot Act* est renouvelé avec une large majorité par le Congrès (89 contre 1 et 1 abstention au Sénat et 280 contre 138 à la Chambre). À la Cour suprême, il fait confirmer John Roberts Jr., comme président en septembre 2005 et il y nomme en janvier 2006 un nouveau magistrat, Samuel Alito Jr., pour succéder à Sandra O'Connor. Ce faisant, Bush parvient à y renforcer la tendance conservatrice. Sur le plan économique, en revanche, Bush va devoir affronter – puis léguer à son successeur – une des plus graves crises – la plus grave selon certains – de l'histoire du pays. Alors que la guerre en Irak atteint un coût exorbitant – estimé à 650 milliards de dollars en 2008 –, se voulant rassurant, Bush , comme il l'avait fait après les attentats de 2001, recommande à ses concitoyens de profiter de la vie américaine et de consommer. « Je vous encourage tous à consommer davantage », déclare-t-il à la veille de Noël 2006. Pour le président, les Américains doivent « prendre l'avion pour profiter des beaux paysages de l'Amérique [et] se rendre à Disney World en Floride »[123] . Bref, comme le résume Pierre Melandri, c'est « la victoire en consommant[124] ».

Par contraste avec leur puissance militaire imposante et inégalée, l'économie américaine, par ailleurs certainement ultradominante dans certains secteurs à l'image des GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon), auxquels on peut ajouter Microsoft, se fragilise. Le budget fédéral est déficitaire à partir de 2002 ; la dette extérieure explose de 1997 à 2007 (de 360 à 3 700 milliards, soit de 5 % à 27 % du PIB) ; et le déficit de la balance commerciale atteint 700 milliards de dollars en 2007, avec un baril de pétrole qui franchit la barre des 100 dollars en 2008. Les États-Unis perdent alors des emplois industriels, notamment du fait d'importations de Chine . La part des employés de service qui gagnent des salaires modiques dans un climat de haute précarité représente 30 % de la force de travail, soit 36 millions de personnes. De ce fait, afin de maintenir un niveau de consommation élevé – comme encouragé par la Maison-Blanche –, les Américains s'endettent. Les cartes de crédit sont faciles à obtenir, les magasins offrent des crédits à des conditions minimales et les

banques multiplient les prêts immobiliers et les prêts étudiants – très usités dans un pays où, rappelons-le, des études supérieures de qualité ne peuvent le plus souvent se faire qu'à crédit.

L'achat d'un bien immeuble – en fait une maison – est un des piliers du rêve américain. Après l'éclatement de la bulle internet en 2000, voici le temps du boom financier et immobilier. En 2005, le taux de propriétaires atteint 70 %, contre 63 % en 1970. En 2001, 908 000 maisons neuves sont vendues pour 1,283 million en 2005. Voici, semble-t-il, venue la réalisation d'une société de propriétaires, l'argument phare, rappelons-le, de la campagne Bush en 2000. La hausse constante des prix de l'immobilier depuis 1997 attire massivement les acheteurs et rassure les banques. Ces dernières, obsédées par le chiffre, n'hésitent d'ailleurs pas à octroyer sans aucun contrôle de solvabilité à des clients manifestement à risque de très nombreux prêts dit *subprimes* . Deux phénomènes dangereux apparaissent : le développement accéléré de ces « prêts *subprimes* » (40 % des prêts et un tiers de la valeur globale en 2006) et la « titrisation » massive des hypothèques (comme d'autres types de crédit), c'est-à-dire la vente par les banques de crédits hypothécaires à des organismes financiers qui les regroupent en un titre de dette négociable sur les marchés financiers. Autrement dit, on spécule sur ces masses de crédits. Des fonds alternatifs ou *hedge funds* se spécialisent alors dans ces « crédits *subprimes* ».

À partir de 2006, le cours de l'immobilier commence à baisser et perd la moitié de sa valeur en dix-huit mois. L'édifice s'écroule dans un climat de panique face à une double bulle : dans l'immobilier et par le recours au crédit. Le taux des prêts *subprimes* est relevé, les saisies immobilières ou autres (automobiles notamment) se multiplient, et les obligations partent à la baisse. La Banque fédérale (Fed) baisse les taux d'intérêt sept fois pour les ramener à 1 % au printemps 2008 et renfloue les banques en difficulté. Fannie Mae et Freddie Mac, deux sociétés majeures fondées respectivement en 1938 et 1970 afin de financer des hypothèques à taux réduit grâce à une garantie de l'État (qu'elles conservent malgré leur privatisation) et

qui représentent à elles deux 45 % du crédit immobilier total, se sont dangereusement lancées dans la spéculation. Au bord du gouffre, elles doivent être sauvées en septembre 2008 par l'État fédéral qui en prend le contrôle sous une forme déguisée de quasi-nationalisation. Un comble pour des républicains au pouvoir, apôtres du laissez-faire et hostiles à l'interventionnisme étatique. Bush l'avoue lui-même à ses concitoyens : « Je crois fermement en la libre entreprise. Par conséquent, mon instinct naturel est de m'opposer à l'intervention de l'État. Je crois que les entreprises qui prennent de mauvaises décisions doivent être abandonnées à leur faillite. Dans des circonstances normales, j'aurais suivi ce principe. » Mais, insiste-t-il, « c'est une période hors du commun pour l'économie américaine[125] ». Dans ce même mois de septembre, la banque Lehman Brothers et la compagnie d'assurances AIG (American International Group) font faillite. La première est abandonnée par l'État fédéral mais la seconde obtient un prêt de 85 milliards de dollars et passe virtuellement sous le contrôle de celui-ci. En octobre, soit en pleine campagne électorale, le Congrès, à la demande de la Maison-Blanche, accorde un fonds d'un montant historique de 700 milliards de dollars, appelé *Trouble Assets Relief Program* (TARP, de *tarpaulin* , bâche), pour sauver les établissements menacés de faillite. En décembre, un prêt de 13,4 milliards de dollars est accordé, en utilisant le TARP, à General Motors et à Chrysler pour sauver l'industrie automobile.

Ben Bernanke , directeur de la Fed à partir de 2006, confiera au Congrès : « En tant qu'expert de la Grande Dépression, je puis dire sincèrement que septembre et octobre 2008 ont été la pire crise financière dans l'histoire globale, y compris la Grande Dépression… Sur les treize plus importantes institutions financières aux États-Unis, douze étaient menacées de faillite dans l'espace d'une à deux semaines[126] . » Au-delà du monde de la finance, la crise touche des millions d'Américains : en janvier 2009, 3,6 millions d'emplois ont été supprimés en un an et le taux de chômage grimpe à 7,6 % (pour 4,6 % en 2006). Dans ces conditions, alors que les emplois précaires et mal payés se multiplient, beaucoup d'Américains ne peuvent ni

vendre leur bien immobilier ni rembourser leur crédit. Plus de 80 % des Américains estiment leur pays sur la mauvaise voie. Parmi les inquiétudes des sondés, la mauvaise santé de l'économie supplante nettement le terrorisme et la guerre. En cet automne 2008, le président Bush , à moins de 30 % d'opinions favorables parmi les Américains (la cote la plus basse pour un président en fin de second mandat depuis que celle-ci est mesurée), lègue à son futur successeur une Amérique mal en point : en guerre et en crise.

CHAPITRE 27

Réalisations historiques et espoir déçu
Les années Obama
(2008-2016)

Yes, we did. Yes, we can.
Barack Obama (2017)

Barack Obama : le candidat surprise

Les élections présidentielles de fin de second mandat sont toujours agitées et déterminantes. *A fortiori* en 2008 après l'élection si disputée de 2000, la tragédie du 11 septembre 2001, une guerre en Irak risquée, finalement impopulaire et aux conséquences désastreuses, une campagne électorale à couteaux tirés en 2004 et une très grave crise économique en 2008, la succession du président Bush est, sans surprise, animée et indécise. Il faut d'ailleurs faire preuve d'un courage politique certain pour souhaiter prendre en main un pays, à nouveau politiquement très clivé, et de surcroît à la fois en guerre et en crise. Commencée dès le début de l'année 2007, soit vingt-deux mois avant la date du scrutin, cette campagne est une des plus longues dans l'histoire du pays.

Au tout début de l'année 2008, le camp démocrate compte huit

candidats, parmi lesquels figurent John Edwards (colistier de Kerry en 2004) et Joe Biden (sénateur du Delaware depuis 1972, soit sous Nixon), mais très vite deux d'entre eux, Hillary Clinton et Barack Obama , restent en lice. Ancienne Première Dame (1992-2000), sénatrice de l'État de New York depuis 2000, Hillary Clinton part largement favorite. Pour les républicains, elle est la candidate à battre. Mais les primaires démocrates, qui s'avèrent acharnées et longtemps indécises, leur réservent une surprise de taille. Chez les républicains, Dick Cheney ayant choisi de ne pas candidater, John McCain (72 ans), rappelons-le, un pilote vétéran de la guerre du Viêtnam , emprisonné et torturé dans les geôles nord-vietnamiennes, au Congrès depuis 1982, sénateur de l'Arizona depuis 1987 et candidat battu par Bush lors des primaires de 2000, fait face à sept prétendants. Parmi ceux-ci, les principaux sont Rudolph Giuliani , le populaire maire de New York lors des attentats du 11 septembre 2001, Mitt Romney , mormon et ancien gouverneur du Massachusetts , et Mike Huckabee , ancien gouverneur de l'Arkansas . Avant même le mois de février, John McCain, avec son slogan « *Mac is back* », remporte des primaires républicaines assez ternes face à des opposants peu expérimentés sur la scène nationale. Plutôt modéré, McCain ne fait cependant pas l'unanimité chez les républicains, particulièrement parmi les membres de l'aile conservatrice du parti qui le surnomme « RINO », *Republican In Name Only* , c'est-à-dire républicain de nom seulement.

Les primaires démocrates, à l'inverse, furent âpres et pleines de suspense. Face à Hillary Clinton, Barack Obama est le candidat du renouveau. Certes, Hillary Clinton est une femme, ce qui est nouveau pour les démocrates, mais elle est l'épouse du président des années 1990 et a derrière elle une longue carrière politique. Peu connu des électeurs, Obama a, on s'en souvient, surgi sur la scène nationale lors de la convention démocrate de l'été 2004 – soit à peine quatre ans auparavant – avec un discours remarqué en soutien à la candidature de Kerry . Cette même année 2004, il a été largement élu au Sénat fédéral pour la première fois, après avoir servi au Sénat de l'Illinois .

Sa candidature aux primaires démocrates, après tout juste un seul mandat de sénateur à Washington – alors que McCain y siège depuis 1987 et Hillary Clinton depuis 2001 –, constitue une première surprise. Obama est bien le candidat du changement, même par rapport à Hillary Clinton. Mais ce renouveau n'est pas uniquement politique, tant s'en faut. Le profil du candidat Obama est lui-même tout à fait singulier dans un monde politique relativement clos où Bush fils a succédé à Bush père et où l'épouse du président Bill Clinton aspire à la présidence. Même si le parcours de vie d'Obama et ses origines multiples incarnent à la perfection un pays qui se projette comme celui de la diversité et l'immigration, son itinéraire personnel est tout à fait original.

Qui est Obama ?

Barack Hussein Obama est né en 1961 à Honolulu, à Hawaï , deux ans après que cet archipel ne devienne un État américain. Son père, Barack Obama Sr., est un Kényan, venu étudier aux États-Unis après une enfance très pauvre, et sa mère, Ann Dunham, est une anthropologue, née à Wichita , au Kansas . Nous sommes sept ans avant la sortie du film *Devine qui vient dîner…* , dans lequel une jeune femme blanche (Katharine Houghton) s'apprête à épouser un médecin noir (Sidney Poitier) à une époque où les unions maritales entre blancs et noirs sont illégales dans la plupart des États. Dans son ouvrage sur ses origines et son parcours, intitulé *Les Rêves de mon père* (*Dreams from my Father*), Obama écrit lui-même : « En 1960, l'année de mariage de mes parents, le mot métissage [*miscegenation*] désignait encore un crime dans plus de la moitié des États de l'Union. Dans de nombreuses régions du Sud, mon père aurait pu être pendu à un arbre simplement pour avoir posé les yeux sur ma mère[1] . » Il faut effectivement attendre l'arrêt *Loving vs. Virginia* de 1967 pour que les lois interdisant les unions entre personnes de races différentes soient déclarées inconstitutionnelles par la Cour suprême. En cette année

1967, seize États ont encore de telles lois[2] .

Le couple divorce en 1964. Le père d'Obama part étudier à Harvard , puis rentre au Kenya . Sa mère se remarie avec un étudiant indonésien et la famille s'installe à Djakarta, en Indonésie, en 1967. Quatre ans plus tard, Obama est envoyé par sa mère vivre avec ses grands-parents à Honolulu. Au début des années 1980, Obama étudie à Los Angeles , puis à Columbia , à New York . En 1985, il s'installe à Chicago et devient travailleur social dans le quartier noir défavorisé de South Side au sein du Developing Communities Project. Il se lie d'amitié avec le pasteur Jeremiah Wright , proche du mouvement radical Black Power dans les années 1960, qui officiera lors de son mariage avec l'avocate Michelle Robinson en 1992 et lors des baptêmes de leurs deux filles. Entre-temps, en 1988, Obama part étudier le droit à Havard et devient le premier rédacteur en chef noir de la prestigieuse revue, la *Harvard Law Review* . De retour à Chicago, Obama exerce comme avocat spécialisé dans les droits civiques, assure des cours de droit constitutionnel à l'université de Chicago, puis, en 1996, se lance en politique. Cette année-là, puis en 1998 et en 2002, il est élu au Sénat de l'Illinois où avait siégé Lincoln . En 2004, on s'en souvient, il devient sénateur de cet État au Congrès. Candidat métis, avec un père africain et une mère blanche du Kansas , Obama est, de fait, « un Africain-Américain sans racines noires américaines[3] ». Il présente ainsi un profil très différent des candidats noirs américains comme Al Sharpton , aux présidentielles de 2004, ou Jesse Jackson , à celles de 1984 et 1988. Par ailleurs, Obama a passé plusieurs années de son enfance en Indonésie, pays majoritairement musulman, et son deuxième prénom, Hussein, ne peut qu'évoquer dans les esprits de certains électeurs le nom du dictateur irakien renversé en 2003. À l'évidence, Obama présente une candidature tout à fait unique dans le paysage politique américain, même au sein du Parti démocrate.

Après le *Super Tuesday* , le 5 février 2008, avec cette fois-ci le chiffre record de 24 États qui se prononcent, Obama devance Clinton et restera en tête jusqu'à la fin des primaires. C'est alors qu'en mars,

les chaînes de télévision diffusent aux heures de grande écoute des extraits de sermons prononcés par le pasteur Wright. Ce dernier n'a-t-il pas clairement sous-entendu que l'Amérique avait « mérité » les attentats du 11-Septembre et déclaré « Que Dieu maudisse l'Amérique » au lieu du traditionnel « Que Dieu bénisse l'Amérique » ? La menace est très sérieuse pour la candidature d'Obama. Celui-ci se doit de réagir et désapprouver de tels propos. Cette polémique est l'occasion pour Obama de prononcer, le 18 mars à Philadelphie , lieu de naissance constitutionnelle du pays, un superbe discours sur une question cruciale de l'histoire des États-Unis : la race. Le *Washington Post* parlera d'un « extraordinaire moment de parler vrai[4] ».

Le discours de Philadelphie

Intitulé *Une union plus parfaite* , en référence aux premiers mots de la Constitution fédérale et au discours d'investiture du président Lincoln de 1861, ce discours affronte de face un sujet qui déchire le pays en profondeur, bien au-delà de cette campagne électorale. Obama évoque l'esclavage, « le péché originel de la nation », puis la longue lutte d'abord pour son abolition et un siècle plus tard en faveur des droits civiques. Pour ces militants et activistes, il s'agissait de « combler le fossé de nos idéaux et la réalité de leur temps ». Obama candidate à la présidence du pays pour poursuivre « cette longue marche […] vers une Amérique plus juste, plus égalitaire, plus libre, plus soucieuse du sort de chacun et plus prospère ». Il encourage ses concitoyens à « parfaire notre union », en comprenant que « si nos parcours sont différents, nous avons les mêmes espoirs ». Puis il évoque son propre parcours, « ma propre histoire d'Américain ». Obama a « des frères, des sœurs, des nièces, des neveux, des oncles et des cousins de toute race et de toute couleur, dispersés sur trois continents » et il a épousé « une Noire américaine qui porte en elle le sang des esclaves et de leurs maîtres ». « C'est une

histoire qui ne fait pas de moi le candidat le plus conventionnel », avoue-t-il, mais « c'est une histoire qui a inscrit dans mes gènes l'idée que cette nation est plus que la somme de ses individus, que, tous autant que nous sommes, nous ne faisons qu'un ». Dans ce discours grave, même si plein d'espoir, Obama ajoute avec une pointe d'humour : « des commentateurs m'ont jugé "trop noir" ou "pas assez noir" ».

Cet instant de détente lui permet de recentrer son discours sur l'objet de la controverse. Pour Obama , il faut absolument dépolariser ces élections. Il n'est pas le candidat des Africains-Américains mais celui de tous ceux qui croient en l'Amérique qu'il veut contribuer à construire, bien au-delà des clivages raciaux – dont il n'ignore bien évidemment pas l'importance dans la société américaine en ne craignant pas d'évoquer « cette colère noire ». Sans aucun mal, Obama dénonce les excès des sermons de Wright même s'il le considère néanmoins comme « un membre de [sa] famille ». Mais l'objet principal de son propos et l'objectif de sa candidature sont de parfaire cette union. Même si, avoue-t-il, « je n'ai jamais eu la naïveté de croire que nous pourrions régler nos différends raciaux le temps d'un mandat présidentiel ». Cependant, conclut-il, « en travaillant ensemble, nous arriverons à panser quelques-unes de nos vieilles blessures raciales »[5] .

Un mois plus tard, le pasteur Wright, continuant à faire des déclarations incendiaires, Obama devra formellement et explicitement le désavouer en déclarant : « il ne parle pas en mon nom. […] Cela contredit tout ce que je représente ». Hillary Clinton, quant à elle, tentera de minimiser l'impact du discours d'Obama, tout comme son éloquence, notant « on peut faire campagne avec des poèmes mais on gouverne en prose[6] ». Quant à McCain , alors qu'Obama quitte l'église du pasteur Wright, il aura l'élégance de ne pas utiliser cette polémique comme argument de campagne en refusant de diffuser des spots publicitaires montrant, par exemple, son adversaire démocrate avec le pasteur.

Une victoire pour l'Amérique

À l'été 2008, Obama a gagné les primaires démocrates. Il choisit Joe Biden comme colistier, un de ses adversaires lors de ces primaires. C'est un choix politiquement sûr. Biden est « un homme blanc âgé avec une impeccable expérience des relations étrangères[7] », comme le rapportent les journalistes. Le choix du candidat vice-président doit refléter un équilibre régional ou autre dans le « ticket ». Obama étant un candidat jeune (47 ans), noir et relativement novice au niveau national et international, son colistier sera blanc, plus âgé (66 ans) et plus expérimenté, avec trente années passées au Sénat. De plus, Biden fait partie de la poignée de sénateurs qui ne sont pas millionnaires. Pour acquérir rapidement une stature internationale, Obama, quant à lui, fait une tournée en Europe dont le point d'orgue est un discours à Berlin en juillet devant 200 000 personnes.

McCain , lui, crée la surprise en prenant comme colistière Sarah Palin , gouverneure de l'Alaska depuis 2006. Ce choix, qui attire l'attention de tous les médias pendant le mois d'août, éclipse astucieusement le séjour d'Obama en Europe. Palin est une femme, plus jeune qu'Obama, gouverneure depuis à peine deux ans, de l'Alaska, un État à la marge de la vie politique étatsunienne. Après Hawaï d'Obama, voici l'Alaska de Palin, les deux derniers États à avoir été admis dans l'union en 1959. Âgée de 44 ans, Palin est mère de cinq enfants, dont le dernier est un nourrisson trisomique. Une de ses filles adolescentes est enceinte sans être mariée et a décidé de ne pas avorter. Tout ceci ne peut que plaire aux militants pro-vie du Parti républicain qui se déclarent « au-delà de l'extase[8] ». Palin se décrit comme une « maman hockey », par allusion à la figure omniprésente de la « maman foot » (*soccer mom*) dans les banlieues américaines, en référence à ces mères qui accompagnent assidûment leurs jeunes enfants au sport. Sans nul doute, Palin plaît à l'électorat républicain mais pour le reste de la population américaine, cette candidature est une faiblesse. Ainsi 60 % de l'électorat jugent qu'elle

n'a pas les qualités requises pour être présidente alors que 66 % estiment que Biden les possède. Or, un ou une vice-président/e peut devenir président/e à tout moment. Autrement dit, Palin conforte le vote républicain mais empêche McCain d'élargir sa base électorale. De plus, alors que la crise économique s'empare de la campagne à l'automne 2008, celui-ci commet l'erreur d'affirmer que « les fondamentaux de notre économie sont solides[9] ».

Avant novembre, l'élection semble jouée en faveur d'Obama . Le plus difficile fut sans doute pour lui de battre Hillary Clinton, largement épaulée par son époux, lors des primaires démocrates. Obama a fait une belle campagne sur le thème – certes habituel mais qui prend tout son sens avec son profil atypique – du changement, auquel aspire une majorité d'Américains (75 % de l'électorat déclarent que le pays « va dans la mauvaise direction »). Obama lance un remarquable slogan, « *Yes We Can* » (Oui, nous le pouvons), qui fait mouche bien au-delà de ces élections et des États-Unis. Une formule choc qui sera à jamais associée, comme son portrait sur l'affiche *Hope* du street-artiste Shepard Fairey (inspirée, entre autres, par le pop-art d'Andy Warhol des années 1960), à sa victoire et à l'espoir qu'elle incarne. « Oui, nous pouvons la justice et l'égalité. Oui, nous pouvons les chances et la prospérité. Oui, nous pouvons guérir cette nation. Oui, nous pouvons réparer ce monde. […] Oui. Nous. Pouvons », déclare-t-il le 8 janvier 2008 dans son discours éponyme[10] . Obama conduit aussi une campagne moderne, orchestrée avec maestria par son conseiller David Axelrod , avec à la fois du porte-à-porte et une utilisation largement inédite à ce niveau des réseaux sociaux. Il est également parvenu à lever plus de fonds que son adversaire et a fait campagne partout dans le pays, ne négligeant aucun État. Et surtout, à l'inverse de McCain et de Clinton , il a été capable de dire clairement pourquoi il veut être président et de partager avec ses concitoyens son projet pour l'Amérique (*vision* en anglais).

La victoire d'Obama est large. Qui plus est avec le taux de participation (58 %) le plus élevé depuis l'élection de Nixon en 1968.

Obama obtient 53 % des suffrages (69,4 millions de voix) contre 45,7 % (59,9 millions) pour McCain et 365 grands électeurs contre 173, emportant avec lui le Congrès (276 démocrates contre 178 à la Chambre et 58 contre 41 au Sénat). Obama gagne les États du Nord-Est, du Midwest et de la côte Ouest, où les démocrates sont généralement forts, mais aussi trois États du Sud (la Floride , la Caroline du Nord et la Virginie) et de l'Ouest (le Colorado , le Nouveau-Mexique et le Nevada). L'électorat d'Obama se compose aux deux tiers de Blancs (61 %), de 23 % d'Africains-Américains, pour 11 % d'Hispaniques. Par contraste, celui de McCain est à 90 % blanc. Obama a reçu 95 % du vote noir (4 % pour McCain) et 67 % du vote latino mais aussi 43 % du vote blanc, soit davantage que Kerry en 2004. Or, si en 1976 un électeur sur dix n'était pas blanc, en 2008 la proportion est de un sur quatre. Ce qui fait dire à certains en 2008 que la simple démographie empêchera le Parti républicain de gagner à nouveau une élection présidentielle…

Obama remporte aussi 66 % du vote des électeurs de moins de 30 ans et 68 % de ceux qui votent pour la première fois, un score beaucoup plus élevé que Gore en 2000 ou Kerry en 2004. Quoique ces statistiques soient impressionnantes en elles-mêmes, le vote des jeunes cependant ne représente que 1 % de plus en 2008 qu'en 2004, soit 18 % du corps électoral. La candidature d'Obama et la forte participation, retrouvant, après plus de quarante ans de déclin, les chiffres des années 1960 et 1950, n'ont pas fait pour autant voter beaucoup de jeunes de plus qu'en 2004. En ce qui concerne le *gender gap* , Obama a gagné assez largement le vote des femmes (56 % contre 43 %) mais pas celui des femmes blanches (46 % contre 53 % pour McCain). Obama remporte aussi le vote des banlieues (*suburbs*), faisant mieux que Kerry et que Gore qui avait perdu sur ce terrain face à Bush , et celui des grandes villes, plus traditionnellement démocrate. Un dernier facteur qui a joué nettement en faveur d'Obama est ce que les commentateurs américains appellent l'« *enthusiasm gap* », ou l'écart du simple au double en termes d'enthousiasme entre les deux candidatures (30 % contre 14 %).

Enfin, à l'inverse de 2004, en 2008 l'économie est redevenue la première préoccupation des électeurs : 63 % la considèrent comme une priorité, contre seulement 10 % la guerre en Irak[11] .

Sur le moment, il est impossible de mesurer l'impact sur le long terme des élections présidentielles de 2008 aux États-Unis. Le pays a-t-il pris durablement une nouvelle direction ? Est-ce l'avènement d'une Amérique postraciale ? Nul ne peut le savoir. En revanche, chacun peut affirmer sans recul nécessaire que l'élection de Barack Obama (une première pour un sénateur depuis Kennedy en 1960) à la présidence des États-Unis est un événement marquant dans l'histoire du pays. Condoleezza Rice , la secrétaire d'État africaine-américaine de Bush qui a grandi dans l'Alabama de la ségrégation des années 1960, ne manque pas de l'observer, en déclarant que cette élection est « un formidable bond en avant » et en ajoutant que « l'Amérique est un pays extraordinaire »[12] . Les Américains ont percé en ce jour de novembre 2008 ce qu'ils appellent « la barrière de la couleur » (*color barrier*), en élisant un homme de père africain et de mère blanche, qui a épousé une Noire américaine descendante d'esclaves et qui a longtemps travaillé dans les quartiers noirs et pauvres de Chicago. Un candidat métis mais perçu politiquement comme noir. Rappelons que les deux tiers des électeurs d'Obama sont des Américains blancs. Par ailleurs, ne disait-on pas en 1992 que Bill Clinton était le premier président noir… Cette fois-ci, ce commentaire n'est pas métaphorique. C'est une réalité. Cette élection est indubitablement une victoire pour l'Amérique. Le magazine *Time* ne s'y trompe pas en faisant d'Obama, en cette année 2008, sa « personnalité de l'année ».

Restaurer l'économie en changeant la société

Dans une formule adroitement inspirée des récents débats en politique étrangère, Obama confirme que sa priorité sera la

reconstruction intérieure, le « *nation building at home* [13] ». Ce recentrage, rendu impérieux par la crise économique, est fortement souhaité par l'électorat américain après des années où la guerre – contre le terrorisme, en Irak et en Afghanistan – a écrasé la vie politique. Au moment où Obama arrive à la Maison-Blanche, l'économie américaine perd un demi-million d'emplois par mois. La priorité du nouveau président, qui s'entoure d'anciens conseillers de Bill Clinton , est de restaurer cette économie « gravement affaiblie », selon les termes de son discours d'investiture en janvier 2009, et de réformer Wall Street. Comme l'écrit Pierre Melandri, « un Président de temps de crise » a succédé à « un Président de temps de guerre ». L'héritage de la présidence Bush , résumé par Obama lui-même, en « deux guerres, deux grandes réductions fiscales et une crise financière », auquel on pourrait ajouter un pays profondément divisé même si un temps réconcilié par cette élection, constitue un immense fardeau pour le nouveau président. Certains n'hésitent pas à écrire que c'est à un Noir que le pire travail a été confié[14] …

L'intention d'Obama est de profiter d'une double opportunité : son élection, imprévisible ne serait-ce qu'un an auparavant, et la gravité de la crise économique et financière pour donner une inflexion volontairement progressiste à sa politique. C'est le « Big Bang » progressiste annoncé et espéré par les conseillers du président. Le moment permet au nouveau président d'orienter le pays vers une nouvelle direction. Le vaste programme de relance de février 2009 (*American Recovery and Reinvestment Act* ou ARRA) inclut donc aussi des mesures sociales, éducatives et énergétiques. Obama obtient du Congrès 787 milliards de dollars, dont près de 300 milliards de réduction fiscale, pour conduire cette politique. Il augmente la durée des allocations chômage et facilite l'accès aux coupons alimentaires. Il investit dans les énergies futures (isolation de l'habitat, voitures électriques, énergies propres), promeut la recherche médicale, met fin au moratoire sur les cellules-souches imposé par Bush , et lance un vaste projet de modernisation de l'infrastructure (le plus grand depuis celui de 1956 sous Eisenhower) – notamment routière mais

aussi ferroviaire. Il prévoit aussi le développement d'Internet à haut débit et augmente considérablement le nombre de jeunes qui peuvent servir dans l'*Americorps* , le programme fédéral fondé par Clinton qui permet aux étudiants d'obtenir un prêt étudiant en échange d'un temps de service. Sa politique éducative ambitieuse, appelée « La course au sommet » (*Race to the Top*) et financée par le plan de relance, développe des programmes pour les enfants et les quartiers défavorisés et récompense les États qui mettent en place des méthodes pédagogiques innovantes et qui rétribuent leurs enseignants en fonction des performances de leur classe. Par ailleurs, afin de sauver l'industrie automobile, le programme de relance prévoit un lourd investissement public dans General Motors, une quasi-nationalisation de Chrysler avant que celle-ci ne fusionne avec Fiat, et une prime à la casse. La politique économique et sociale d'Obama se situe dans la ligne à la fois de Roosevelt et de Johnson.

Dans la foulée, à l'été 2010, le Congrès adopte la loi Dodd-Frank (du nom de Barney Frank, représentant démocrate du Massachusetts , et Chris Dodd, sénateur démocrate du Connecticut) ou le *Wall Street Reform and Consumer Protection* Act (la loi sur la réforme de Wall Street et la protection du consommateur). Destinée à corriger les excès qui ont conduit à la crise de 2008, cette législation, d'après ses propres mots, promeut la stabilité financière en mettant l'accent sur la responsabilité et la transparence et cherche à protéger le consommateur des pratiques abusives des services financiers. Elle met fin au grand mouvement de dérégulation du marché financier entamé sous Reagan au début des années 1980. La loi crée de nouvelles agences de contrôle du marché boursier et accroît les pouvoirs du « gendarme de Wall Street », la SEC (Securities and Exchange Commission). Elle limite les montants d'investissements spéculatifs autorisés des banques dans les fonds de pension (règle Volcker , du nom de Paul Volcker, directeur de la Banque centrale américaine du 1979 à 1987 et conseiller économique du président Obama). Outre les actionnaires, la loi protège aussi les consommateurs en créant une nouvelle agence fédérale de contrôle et

en imposant une vérification de solvabilité des emprunteurs aux organismes prêteurs avant l'octroi d'un crédit à la consommation ou immobilier.

Une réforme historique : le système de santé

En ces deux premières années à la Maison-Blanche, la mesure la plus ambitieuse d'Obama , qui fut une de ses promesses phares de campagne, reste sa réforme du système de santé. Les États-Unis offrent une étonnante singularité au regard des autres pays occidentaux, surtout en Europe : malgré leur richesse, une très grande partie de la population ne jouit pas de l'assurance maladie. C'est ce que les Américains, non sans humour, voire fatalisme, appellent « le trou du donut », en référence au beignet[15] . En 2010, ces Américains sont estimés autour de 50 millions (1 sur 6), un chiffre qui croît au rythme d'un million par an. Le détail des chiffres montre que 34 % des Hispaniques, 21 % des Africains-Américains et 13 % des Blancs n'ont pas de couverture de santé. Pire, du fait de la crise économique, plus des deux tiers des électeurs (66 %) de 2008 craignent un jour de ne pas avoir les moyens d'y avoir accès. De plus, 40 millions d'Américains bénéficient de Medicare, et autant du programme Medicaid. Par ailleurs, en raison du prix croissant de médicaments et de traitements de plus en plus sophistiqués, et des frais d'hospitalisation, comme des profits des compagnies d'assurances, le coût d'une souscription d'un contrat d'assurance maladie ne cesse de grimper. En 2005, la moitié des faillites personnelles aux États-Unis sont dues à des dépenses médicales. Enfin, summum de l'inégalité, les compagnies peuvent refuser d'assurer telle ou telle personne si celle-ci est déjà atteinte d'une maladie (conditions préexistantes) ou fait preuve d'un comportement jugé à risque (tabagisme ou obésité).

Malgré une médecine, certes très coûteuse, mais à la pointe de la

technologie et de l'innovation, les statistiques américaines en matière de santé sont surprenantes pour un pays aussi opulent. En 2009, on compte 50 000 décès annuels dus à l'absence d'assurance maladie. Les États-Unis sont au 43e rang mondial pour la mortalité infantile (12e en 1960) et au 78e rang pour l'espérance de vie. Obama le dénonce clairement : « La honte américaine est d'avoir simultanément les plus hauts coûts de santé au monde et d'être le seul pays occidental à ne pas avoir de couverture santé universelle[16] . »

Construire une forme d'État providence plus aboutie en matière de santé est une ambition démocrate. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, Truman tenta vainement de promouvoir une assurance maladie universelle. En 1965, dans le cadre de la Grande Société, Johnson fonda le Medicare (pour les plus de 65 ans) et le Medicaid (pour les revenus les plus modestes). Et en 1994, Bill et Hillary Clinton échouèrent dans leur tentative de créer une véritable couverture maladie accessible à tous. Obama reprend le flambeau, à la fois avec détermination et tact politique. « Je ne suis pas le premier président à relever ce défi mais je suis déterminé à être le dernier[17] », annonce-t-il.

Le combat pour conduire cette réforme s'annonce néanmoins acharné car comme le souligne Theodore Marmor, professeur à l'université de Yale , spécialiste des politiques de santé, « la réforme de l'assurance maladie est la source d'un clivage fondamental aux États-Unis[18] ». Pourquoi cette réticence ? Au Congrès, les conservateurs y voient une trop grande intervention de l'État fédéral à laquelle ils sont opposés par principe. Dans la population, l'individualisme et la notion du mérite de l'effort conduisent nombre d'Américains à estimer que l'État fédéral ne doit aider que les plus démunis. Pour certains – une minorité –, l'accès à l'assurance maladie grâce à l'aide de l'État fédéral est un droit (*entitlement*), pour les autres, c'est le reflet d'une dépendance, en fait d'un échec personnel. Autrement dit, l'assurance maladie est la responsabilité de l'individu, non de l'État.

Pour sa réforme, Obama s'inspire astucieusement de celle mise en place en 2006 dans le Massachusetts par le gouverneur républicain Mitt Romney . Celle-ci a instauré l'obligation pour chaque résident de l'État, de s'assurer (ce qu'on appelle l'*individual mandate*), sous peine d'encourir des pénalités. Le président ne choisit finalement pas la création d'un système parallèle d'assurance gouvernementale (appelé *public option*) qui serait en concurrence avec le marché privé. De même, plutôt que de mettre en avant l'esprit de solidarité, Obama insiste habilement sur le poids économique des contrats privés sur les PME. L'argument économique prime sur l'argument moral. Or, l'État fédéral pourrait aider à porter ce fardeau. Pareillement, les Américains paient « un impôt caché et en augmentation », estimé par Obama et ses conseillers à 1 000 dollars par an, qui permet aux collectivités locales d'aider les plus démunis.

Oubliant qu'une telle réforme fut conduite avec succès par l'un des leurs au Massachusetts , les républicains au Congrès s'opposent farouchement au projet défendu par Obama et les démocrates, taxant le président de « socialisme », un terme d'opprobre dans le débat public et politique américain. La loi, intitulée *Patient Protection and Affordable Care Act* (ACA) (la loi sur la protection du patient et les soins abordables, « protection » et « abordable » étant les mots-clés), est adoptée en mars 2010 sans aucun vote des membres républicains, qui la surnomment avec dérision l'Obamacare. Celle-ci prévoit l'obligation, sous peine de pénalités, de tout employeur de cinquante salariés ou plus de fournir une couverture maladie à ses employés et elle contraint tout Américain à souscrire un contrat d'assurance, mais avec un système de subventions. On parle alors de « responsabilité partagée ». L'assurance maladie devient obligatoire comme l'assurance automobile, annonce Obama. La loi encadre aussi le marché des assurances tout en insistant sur la préservation du « choix du consommateur ». C'est le grand compromis de cette réforme entre marché et responsabilité sociale. La réforme interdit aussi aux assurances de tenir compte des « conditions préexistantes ». Par ailleurs, comme doit le préciser le président pour contrecarrer

l'opposition, les immigrés sans-papiers ne sont pas concernés par la réforme et les subsides fédéraux ne seront pas utilisés pour rembourser les avortements. Le coût de cette nouvelle – et révolutionnaire – politique de santé est estimé par Obama à « 900 milliards de dollars sur dix ans », soit « moins que ce qui a été dépensé pour les guerres d'Irak et d'Afghanistan » ou que le coût « des réductions fiscales accordées aux plus riches Américains par le Congrès » au début de mandat de son prédécesseur[19] . On estime alors que la proportion d'Américains sans assurance maladie devrait passer de 19 % en 2010 à 8 % en 2016.

À Obama , cependant, de conclure avec son éloquence habituelle et son sens de la mesure, en s'adressant au Congrès : « Nos prédécesseurs étaient conscients que l'État ne pouvait pas, ne devait pas résoudre tous les problèmes. Ils étaient conscients qu'il existait des situations face auxquelles les bénéfices de la sécurité offerte par l'État ne valaient pas les restrictions imposées à nos libertés. Mais ils étaient aussi conscients que les dangers d'un État trop présent étaient aussi grands que ceux d'un État trop absent. » En avril 2014, la Maison-Blanche annonce que 8 millions d'Américains supplémentaires, dont plus d'un tiers âgés de moins de 35 ans, ont souscrit une assurance maladie et que la proportion de non-assurés est tombée à 15 % de la population. La réforme de l'assurance santé, validée par la Cour suprême en juin 2012 et qui doit tant à l'investissement personnel du président, constitue indubitablement un accomplissement historique.

Les affaires étrangères : de nouvelles priorités

Obama nomme Hillary Clinton secrétaire d'État. C'est un geste de réconciliation et de rassemblement au sein des démocrates après des primaires déchirantes. Mais Obama s'appuie aussi sur la compétence et l'expérience d'une femme politique aux affaires depuis plusieurs

décennies. Hillary Clinton est une carte sûre. De même, Obama conserve Robert Gates au ministère de la Défense. Ces deux nominations confirment aussi que le président se consacrera, comme il avait annoncé, de préférence aux affaires intérieures. Alors que le président Bush à la retraite s'est lancé dans la peinture avec ses portraits de soldats, « des hommes et des femmes remarquables qui ont été blessés en suivant mes ordres », précise-t-il, qui seront publiés en 2017 sous le titre *Portraits of Courage* , Obama, lui, hérite d'une situation internationale des plus épineuses : deux guerres en cours, le cas de la prison de Guantánamo et une image du pays détériorée et discréditée. Le nouveau président doit aussi définir une nouvelle stratégie contre le terrorisme, aux États-Unis comme dans le monde[20] .

Pendant la campagne présidentielle de 2008, Obama a déclaré : « Je ne souhaite pas seulement mettre un terme à la guerre [en Irak] mais je veux mettre fin à l'état d'esprit qui nous a entraînés dans la guerre en premier lieu[21] . » Il s'agit bien, selon l'expression du politologue français Zaki Laïdi, de « sortir de l'idéologie du 11-Septembre », une décennie après les événements[22] . Cela impose non seulement d'élaborer une nouvelle stratégie militaire et diplomatique, mais aussi de redéfinir le terrorisme. C'est ce que fait John Brennan , un conseiller du président, en expliquant en 2010 que « notre ennemi n'est pas le terrorisme parce que le terrorisme n'est qu'une tactique. Notre ennemi n'est pas la terreur parce que la terreur est un état d'esprit et que les Américains ne veulent pas vivre dans la peur[23] ». Exit donc « la guerre contre le terrorisme », surtout si celle-ci est globale, car une telle stratégie a fait le jeu d'Al-Qaida et de ses alliés. C'est également la fin de la stratégie du *regime change* , « l'Amérique n'imposera aucun système de gouvernement sur un autre pays », et de l'exportation de la démocratie par les armes, « nous ne chercherons pas à imposer nos valeurs par la force »[24] , assure le président en mai 2010.

En 2011, dans son discours sur l'Afghanistan , Obama ajoutera, dans un pur esprit wilsonien : « nous ne défendons pas l'idée

d'empire mais d'autodétermination[25] ». Fini aussi l'unilatéralisme. L'Amérique a besoin de ses alliés, qu'elle consultera, ainsi que des Nations unies. La politique extérieure américaine se veut désormais pragmatique et fondée sur une réflexion au cas par cas. Ce qu'on appelle le « conséquentialisme » ou le fait de mesurer les conséquences de toute décision et action. Fini aussi la surmilitarisation de la politique étrangère avec une plus grande place attribuée aux moyens civils. Même si cette inflexion a été engagée sous Bush à partir de 2007, ce choix marque le retour comme priorité à l'initiative politique, à la négociation, à l'action réfléchie et mesurée, bref à la diplomatie, sans exclure le recours à la force si nécessaire car loin d'Obama l'idée de paraître faible aux yeux du monde et surtout à ceux de ses concitoyens. Mais, comme il le dit lui-même, « ce n'est pas parce que nous avons le meilleur marteau que tous les problèmes sont des clous[26] ». C'est le *smart power* , à savoir, comme le président américain la définit lui-même, « la capacité à combiner [sous-entendu intelligemment] le *hard* et le *soft power* dans une stratégie efficace », permettant de « recourir à la force totale de notre puissance, pas seulement militaire, mais aussi diplomatique et politique »[27] .

Le discours du Caire

L'une des initiatives phares du président Obama est de rétablir le dialogue et la confiance avec le monde arabo-musulman. C'est l'objet du discours prononcé au Caire le 4 juin 2009 : « briser le cycle de la méfiance et de la discorde ». Citant le Coran, mentionnant les 7 millions de musulmans vivant en Amérique, et n'hésitant pas à mettre en avant la foi musulmane de son père, ses années en Indonésie et son travail dans les quartiers de Chicago parmi des Noirs américains convertis à l'islam – ici le risque politique se situe vis-à-vis d'une partie de l'électorat américain – mais aussi l'exemplaire du Coran qui appartenait à Jefferson , Obama insiste : « Le doute n'est

pas permis : l'islam fait bel et bien partie de l'Amérique. » Le président déclare ainsi souhaiter un nouveau départ pour les relations entre les États-Unis et les musulmans du monde entier, « un départ fondé sur l'intérêt mutuel et le respect mutuel ».

Puis, il distingue l'intervention en Irak , qui est « une guerre de choix », de celle en Afghanistan , « une guerre de nécessité ». Une distinction fondamentale qui va désormais guider la diplomatie américaine sous sa présidence. Il annonce un retrait des unités de combat d'Irak d'ici août 2010, puis de toutes les troupes américaines avant 2012. Certes, Bush avait négocié avec les autorités irakiennes le principe de ce retrait mais Obama s'engage publiquement (et à l'étranger) avec un calendrier, ce qui est nouveau. Le président américain déclare aussi qu'il compte interdire la torture et projette de fermer la prison militaire de Guantánamo en 2010. Par ailleurs, tout en soulignant les liens « immuables » entre Israël et les États-Unis, Obama déclare néanmoins que les Palestiniens doivent avoir leur propre État. Enfin, le président souhaite rétablir le dialogue avec l'Iran sur la question nucléaire. Obama compte lutter contre la prolifération des armes nucléaires dans le monde même s'il dit comprendre « ceux qui protestent contre le fait que certains pays possèdent des armes que d'autres ne possèdent pas ». « Nous avons la responsabilité, conclut-il, de nous unir pour réaliser le monde auquel nous aspirons, un monde où les extrémistes ne menacent plus notre pays et où les soldats américains sont rentrés chez eux. »

Voici une feuille de route, comme le disent les Américains, ambitieuse et qui sera difficile à suivre. Comme l'avoue Obama en fin de discours : « Tout ceci n'est pas simple[28] . » Même si Bush , dès le lendemain des attentats du 11 septembre 2001, avait bien souligné que les États-Unis n'étaient nullement en guerre contre les musulmans et l'islam, mais uniquement contre Al-Qaida, le discours du Caire d'Obama est plus audacieux et plus ambitieux, mais, surtout, le passé personnel du président lui donne beaucoup plus de poids. L'approche d'Obama portera ses fruits au sein du monde arabe. Un sondage conduit en 2011 indiquera que si, en 2009, l'image des

États-Unis auprès de ces populations était négative à 84 %, elle ne l'est plus qu'à hauteur de 59 %. Inversement, les opinions favorables passent de 15 % à 26 %[29] .

Cette politique d'ouverture du président Obama qui marque, à défaut d'une véritable rupture avec les dernières années de la présidence Bush , au moins un changement de ton radical (loin de l'arrogant « avec ou contre nous »), ses initiatives en matière de diplomatie, et surtout l'espoir que son élection a suscité dans le monde entier lui valent la remise du prix Nobel de la paix dès décembre 2009. Celui-ci lui est attribué par les sages d'Oslo « pour ses efforts extraordinaires en faveur du renforcement de la diplomatie et de la coopération internationales entre les peuples ». Obama est le quatrième président américain à recevoir cette prestigieuse distinction après Theodore Roosevelt (1906) – qui pourtant avait participé à la guerre contre l'Espagne de 1898 –, Woodrow Wilson (1919) et Jimmy Carter (2002), sans oublier le vice-président Al Gore (2007). Mais, un an à peine après son élection à la présidence des États-Unis, ce prix paraît être, plutôt qu'une récompense pour ses initiatives en faveur de la paix, celui de l'espoir et du soulagement de voir un homme éclairé et mesuré à la tête d'une puissance planétaire. Ses origines métissées et son propre parcours biographique d'un monde à l'autre ne sont pas non plus étrangers à cette décision. Obama a reçu ce prix sans doute en grande partie pour ce qu'il incarne.

Irak et Afghanistan : retrait et basculement

Dès 2002, avant même que celle-ci ne débute, Obama s'est prononcé contre la guerre en Irak , en mettant « en doute les preuves de l'existence d'armes de destruction massive » et en soulignant qu'elle impliquerait « une occupation américaine d'une durée, d'un coût et avec des conséquences indéterminés » et, que somme toute,

elle serait « une erreur »[30] . Cependant, d'un point de vue strictement politique, sa chance est qu'il n'était pas encore au Sénat fédéral à l'automne 2002. Il n'a donc pas eu à voter pour ou contre, à l'inverse d'Hillary Clinton et de John Kerry . Fort de cet avantage, Obama peut suivre une politique de retrait en Irak sans être accusé de faiblesse, de recul ou de volte-face. Obama peut aussi compter sur le fait que les Américains sont las des guerres en Irak et en Afghanistan , un sentiment appelé *war fatigue* . En 2011, on comptera près de 4 500 victimes américaines en Irak et 1 500 en Afghanistan. Dès 2008, une majorité d'Américains (58 %) estime que la guerre en Irak fut une erreur et qu'elle sera jugée comme un échec. En 2013, Obama déclarera : « J'ai été élu pour mettre fin aux guerres et non pour en commencer. »

Suivant le calendrier annoncé par le président au Caire, à l'été 2010, il ne reste plus que 50 000 soldats américains en Irak et ces troupes seront toutes parties avant la fin de l'année 2011, après huit années de guerre et d'occupation. Certes, sans doute pouvons-nous partager la conviction du président américain que « le peuple irakien a gagné au bout du compte à être libéré de la tyrannie de Saddam Hussein », mais la situation du pays est catastrophique. Depuis 2007, le déclin de la violence est indubitable mais celle-ci reste réelle et omniprésente. Par ailleurs, malgré ses revenus pétroliers et l'aide américaine, le niveau de vie du pays par habitant est un des plus bas du monde. Le montant de l'aide pour la reconstruction de l'Irak s'est avéré vingt-cinq fois supérieur à ce qui avait été prévu. Plus de la moitié de la population est au chômage, le pouvoir politique est fragile, la cohésion du pays est à ressouder et la vie des Irakiens reste pour le moins précaire. La politique américaine en Irak fut véritablement un échec.

Obama procède à un basculement vers l'Afghanistan , où les talibans se sont considérablement renforcés. Alors que, rappelons-le, les États-Unis ont passé la conduite des opérations à l'Otan en 2006, Obama décide d'y consolider la présence militaire américaine en y dépêchant 21 000 hommes supplémentaires début 2009, puis 30 000

en décembre, tout en annonçant un futur retrait à partir de juin 2011 qui devrait être achevé en 2014. Chacun sent les hésitations du président malgré cette prise de décision rapide. Assurément, malgré ces renforts (la « *surge* », cette fois-ci pour l'Afghanistan), la solution ne paraît pas militaire. Mais avant de négocier, il faut s'imposer. Alors que les relations entre Hamid Karzai , dont le pouvoir est miné par une corruption généralisée, et la Maison-Blanche se refroidissent, la grande nouveauté de la politique américaine en Afghanistan est la reconnaissance des talibans comme force politique, et non plus comme simples ennemis, et la nécessité de les inclure, tout comme le Pakistan (pour lequel le Congrès a voté en 2009 une aide de 7,5 milliards de dollars sur cinq ans), dans un règlement régional du conflit. Les Américains cherchent aussi à se rapprocher des populations civiles afghanes et, ce faisant, à réduire l'usage de la force. Malgré le renforcement de troupes, qui d'ailleurs se veut provisoire, la stratégie militaire évolue aussi en attribuant un rôle croissant aux drones et aux forces spéciales. Place donc à la technologie et aux unités spécialisées pour des interventions réduites, sophistiquées et ciblées, comme s'y préparait d'ailleurs Rumsfeld avant que les attentats du 11 septembre 2001 ne viennent tout bouleverser. Entre janvier 2009 et juin 2012, 255 frappes à partir de drones sont effectuées au Pakistan, contre 45 sous Bush de 2004 à 2008. Un article du *Washington Post* parlera en 2016 d'un président passé du rôle de « guerrier réticent » à celui de « champion des drones »[31] .

Cette nouvelle stratégie, qui n'est d'ailleurs pas sans pertes civiles, dites collatérales, porte ses fruits. En 2012, 22 des 30 principaux chefs d'Al-Qaida sont tués et surtout, en mai 2011, un commando de forces spéciales tue Ben Laden à Abbottabad, au Pakistan . « Obama a eu Osama » (*Obama got Osama*), dit-on. Clairement, l'élimination de Ben Laden est le résultat de près d'une décennie d'une enquête complexe, de nombreuses filatures et d'interrogatoires, parfois violents, de prisonniers mais le changement de stratégie avec une refocalisation sur cette traque de grande envergure impulsée par la

Maison-Blanche à partir de 2009 a sans nul doute été décisif. Une victoire pour Obama donc et pour les États-Unis, même si chacun peut au demeurant douter de l'opportunité d'attribuer le nom de code Geronimo , ce grand chef Apache, à Ben Laden[32] . Dans une courte allocution télévisée, le président américain déclare à l'occasion de ce raid couronné de succès : « Justice est faite. »

L'intervention discrète en Libye

En 2011, le printemps arabe et l'intervention de l'Otan en Libye reflètent la nouvelle stratégie militaire et diplomatique américaine. En janvier 2011, le régime de Ben Ali est renversé en Tunisie . En février, c'est au tour du président égyptien Hosni Moubarak. Au même moment, en Libye, le pouvoir du colonel Khadafi est menacé à partir de la ville de Benghazi , située à l'est du pays. Un mois plus tard, alors que Benghazi s'apprête à tomber face aux troupes gouvernementales déterminées à réprimer la contestation coûte que coûte, très probablement dans le sang, les Nations unies adoptent, à l'initiative de la France , du Royaume-Uni et des États-Unis et avec l'appui de la Ligue arabe, la résolution 1973. Celle-ci prévoit « de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les populations civiles […] tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation étrangère[33] ». L'inter vention militaire, qui sera ainsi exclusivement aérienne et maritime, est assurée principalement par l'Otan et conduite par la France et le Royaume-Uni. Quoique décisif (tirs de missiles à partir de leurs navires, ravitaillement en vol des avions, brouillage des communications libyennes et renseignement satellitaire), le rôle des États-Unis dans cette opération se veut volontairement discret. Une implication, comme l'écrit l'essayiste Fareed Zakaria, « à l'image du tempérament modéré de son architecte [… avec] un plan militaire parfait : pas trop, pas trop peu, pas trop unilatéral et pas trop américain[34] ». D'ailleurs, Obama , fait sans précédent, s'absente de Washington pour entamer un voyage en

Amérique latine le jour même du déclenchement de l'intervention. C'est ce qu'un conseiller du président appelle « conduire de l'arrière » (*leading from behind*). Ce choix est vivement critiqué par l'opposition républicaine, qui s'en sert pour attaquer Obama. Newt Gingrich accuse le président d'être un « spectateur en chef » et non un commandant en chef[35] . Outre cette discrétion qui, pour eux, dévalorise le leadership américain, les républicains reprochent au président d'avoir déclaré la guerre au régime de Khadafi sans l'autorisation du Congrès, à l'inverse de Bush en Afghanistan et en Irak . Pour la Maison-Blanche, à l'inverse, ce type d'intervention, limité, ne le requiert pas.

Impasse au Proche-Orient

En ce qui concerne l'épineuse et complexe question israélo-palestinienne, cette modération et cette discrétion, décriées par les faucons républicains mais si bénéfiques pour restaurer l'image de l'Amérique auprès de certaines populations du globe, conduisent cependant la Maison-Blanche dans une impasse. En 2007, le président Bush a relancé le processus de paix avec la conférence d'Annapolis , dans le Maryland . Un accord semblait avoir été trouvé mais le retour au pouvoir de Benyamin Netanyahou en 2009 avec un changement de majorité à la Knesset change la donne, le nouveau gouvernement ne se sentant pas lié par cette négociation. En juin 2009, dans son discours du Caire, Obama réitère sa volonté de voir deux États coexister et encourage les Palestiniens « à se concentrer sur ce qu'ils peuvent bâtir » et à « renoncer à la violence ». Il déclare cependant, sans ambiguïté : « Les États-Unis n'acceptent pas la légitimité de la continuation des colonies israéliennes. » Bush avait d'ailleurs obtenu à Annapolis un démantèlement partiel des colonies. En 2010, près d'un demi-million d'Israéliens vivent dans ces colonies, dont 300 000 en Cisjordanie. Les Israéliens consentent alors à un gel partiel et surtout provisoire du développement des colonies,

et ceci uniquement hors Jérusalem-Est qu'ils ne considèrent pas comme une colonie. Mais la rencontre entre Obama et Netanyahou en 2009 est décrite comme celle entre « un président "*yes we can* " [oui, nous le pouvons] et un Premier ministre "*no, you won't* " [non, vous ne le ferez pas][36] ».

L'espoir que la décision du gel des colonies suscite s'évanouit lorsque la construction de colonies reprend. Petit à petit, l'ambition de Washington va se réduire. Obama fait pression sur les Israéliens, tout en les soutenant avec le vote au Congrès de près de 30 milliards d'aide militaire sur dix ans et le déploiement du bouclier antimissiles *Iron Dome* (Dôme de fer). Mais surtout, le président américain va de plus en plus insister sur la nécessité des Israéliens et des Palestiniens de trouver un accord entre eux. Par ailleurs, George Mitchell , l'émissaire d'Obama au Proche-Orient, qui avait négocié la paix en Irlande du Nord en 1998, renonce et démissionne en mai 2011. En septembre, aux Nations unies, après avoir déclaré plusieurs fois « la paix est difficile » (*peace is hard*), le président évoque « une impasse » (*stalemate*) dans le processus de paix au Proche-Orient et insiste sur le fait que « la paix ne se fera pas par des déclarations et des résolutions aux Nations unies – si c'était si facile, cela aurait déjà été accompli. En fin de compte ce sont les Israéliens et les Palestiniens qui doivent vivre côte à côte. En fin de compte, ce sont les Israéliens et les Palestiniens – pas nous – qui doivent parvenir à un accord sur les questions qui les divisent »[37] . Empreintes de réalisme et de bon sens, ces remarques semblent refléter non pas exactement une démission, car les États-Unis continuent de peser de tout leur poids dans le processus de paix, mais certainement un retrait avec une pointe de fatalisme. L'éditorialiste Thomas Friedman ironise : « Lorsque vous voudrez la paix, écrit-il, appelez la Maison-Blanche et demandez Barack au 202 456 1414. Sinon, fichez-nous la paix[38] . »

La lutte contre le terrorisme et Guantánamo

En matière de lutte contre le terrorisme, les promesses – sans aucun doute sincères – du candidat Obama se sont pour la plupart heurtées à la réalité, si bien que la continuité l'emporte sur la rupture vis-à-vis de la présidence de Bush . Obama a bien interdit la torture, ce qui constitue une formidable avancée par rapport à son prédécesseur. Mais il renouvelle le *Patriot Act* en mai 2011 (et à nouveau, quoique avec des restrictions, en 2015 sous le nom de *USA Freedom Act*) et il maintient les écoutes sans mandat, notamment à l'international. Le président, tout comme Leon Panetta , un ancien de l'équipe de Bill Clinton qu'il nomme à la tête de la CIA en 2009, refuse de poursuivre ceux qui ont ordonné ou pratiqué la torture. Il conserve la détention à durée indéterminée des prisonniers suspectés de terrorisme, même si ces derniers bénéficient de plus de droits, et maintient les tribunaux militaires pour les juger. Par ailleurs, Obama, rappelons-le, étend les assassinats ciblés par drone à l'étranger. Ses détracteurs ne manquent pas de parler de « George W. Obama[39] ».

Le dossier le plus épineux et le plus sensible reste celui de Guantánamo . La fermeture de la prison est une promesse de campagne d'Obama , de surcroît réitérée lors du discours du Caire. Sa mise en œuvre, cependant, va s'avérer impossible. Rappelons que l'ouverture de cette prison en 2001 sur un territoire à l'étranger mais sous contrôle militaire des États-Unis, une sorte de *no man's land* juridique, permettait au gouvernement de Bush d'y maintenir des prisonniers de manière indéfinie en les privant des droits garantis par l'*habeas corpus* ou par les conventions de Genève , et en dehors des juridictions civiles américaines. La Cour suprême va cependant être sollicitée et statuera sur cette politique à plusieurs reprises. Un bras de fer politico-judiciaire de plusieurs années s'engage alors entre l'exécutif et le judiciaire.

En 2004, l'arrêt *Rasul vs. Bush* décrète que les tribunaux fédéraux ont juridiction sur Guantánamo , même dans le cas de détenus qui ne

sont pas américains. Shafiq Rasul étant un citoyen britannique. La même année, par l'arrêt *Hamdi vs. Rumsfeld* – Yasser Esam Hamdi, né en Louisiane mais qui a grandi en Arabie Saoudite et a été capturé en Afghanistan –, la Cour suprême décide que les citoyens américains peuvent contester légalement la décision de les interner à Guantánamo. Bush prend alors la décision de renvoyer Hamdi en Arabie Saoudite s'il accepte de renoncer à sa citoyenneté américaine et de rapatrier progressivement 500 autres prisonniers. Le total de détenus à Guantánamo chutera à 270 en 2008. Bush avait décidé aussi de créer des tribunaux militaires pour juger ces détenus. En 2006, dans l'arrêt *Hamdan vs. Rumsfeld* (Salim Ahmed Hamdan ayant été le chauffeur et garde du corps de Ben Laden interné à Guantánamo depuis 2002), la Cour suprême invalide ces tribunaux militaires car ceux-ci doivent être créés par le Congrès. C'est chose faite la même année avec le *Military Commissions Act* (contre lequel le sénateur Obama a voté) qui, de plus, élimine la compétence des tribunaux fédéraux pour les « combattants ennemis ». Hamdan est le premier détenu de Guantánamo à être jugé par un de ces tribunaux. Il sera condamné à six ans de prison, dont plus de cinq déjà effectués. Enfin en 2007, dans *Boumediene vs. Bush* (Lakhdar Boumediene étant un ressortissant algérien suspecté de préparer un attentat contre une ambassade des États-Unis et arrêté en Bosnie en 2002), la Cour suprême réaffirme la compétence des tribunaux civils sur Guantánamo, en s'opposant au *Military Commissions Act* de 2006, et elle valide le droit à l'*habeas corpus* des prisonniers de Guantánamo. En 2009, le nouveau *Military Commissions Act* adopté par le Congrès restreint la juridiction des tribunaux militaires de Guantánamo et renforce les droits des justiciables.

Sur le front politique, Obama tente de fermer Guantánamo en rapatriant certains détenus vers leurs pays d'origine et en proposant de transférer les plus dangereux, ou ceux directement impliqués dans actes terroristes contre les États-Unis, dans des pénitenciers fédéraux sur le sol américain, notamment celui de Thomson dans l'Illinois . Le Congrès, cependant, s'y oppose. En 2010, à l'inverse de 2009,

l'opinion publique se déclare désormais à 60 %, en faveur du maintien de la prison de Guantánamo. En mai 2011, Obama décide par décret de la maintenir ouverte. En décembre 2010, il y reste encore 170 détenus[40] .

Une Amérique en colère : le mouvement Tea Party

Le rôle et l'influence des États-Unis dans les affaires du monde sont décisifs et primordiaux mais, hors circonstances exceptionnelles, ce sont les enjeux domestiques qui préoccupent le plus les Américains et qui animent la vie politique. De manière attendue, les deux grandes victoires d'Obama de début de mandat, à savoir le plan de relance éco nomique de 2009 et la réforme du système de santé de 2010, vont avoir un fort coût politique. Très vite, une farouche opposition se dresse contre le président. Plus ou moins spontanée, plus ou moins populaire, et certainement habilement canalisée par un Parti républicain amer de sa défaite en 2008 et à l'affût d'une reconquête du Congrès en 2010, celle-ci prend le nom de mouvement Tea Party.

Comme le note l'historienne américaine Jill Lepore, « le principal atout politique [du mouvement] est son nom[41] ». Le mot *party* a le double sens de parti politique (ce que le mouvement n'est pas mais aspire à évoquer chez les Américains) et de fête, en se référant spécifiquement à la Boston Tea Party du 16 décembre 1773, lorsque les Bostoniens jetèrent dans la rade une cargaison de thé par défiance vis-à-vis de la couronne britannique. Incidemment, rappelons-le, la Boston Tea Party ne prendra ce nom que cinquante ans après les événements, dans les années 1830. Le mot *tea* signifie « thé » mais est aussi un acronyme correspondant à « *Taxed Enough Already* », soit « déjà assez imposés ». Avec ce nom, les membres du mouvement, appelés *Tea Partiers* , parviennent à mobiliser à la fois la rhétorique et l'imaginaire de la révolution, moment fondateur du pays qui reste si

cher aux Américains. Le Tea Party donne l'illusion d'un retour aux sources premières (et rebelles, donc libres) de l'américanité. La chaîne conservatrice Fox News diffuse même de mai 2010 à juillet 2011 une émission intitulée *Les Vendredis des Fondateurs* . Comme l'écrit Jill Lepore, « il n'y a plus que les Pères Fondateurs, leur perruque blanche et leur tricorne, en révolte contre les impôts, défendant le port d'arme dans leur nation chrétienne ».

Le mouvement émerge soudainement sur la scène nationale en février 2009, soit à peine quatre mois après l'élection d'Obama . Rick Santelli , un journaliste de télévision, s'écrie à l'antenne : « Le gouvernement encourage l'irresponsabilité. […] Voulez-vous vraiment prendre en charge les prêts immobiliers des perdants [*losers*] ? Ici, c'est l'Amérique ! Combien d'entre vous veulent rembourser le prêt immobilier de votre voisin ? Pourquoi ne pas tous cesser de rembourser nos propres prêts[42] ? » Un autre animateur, Glenn Beck , qui travaille pour Fox News, fonde son propre mouvement, le *9-12 Project* . Celui-ci se réfère au 12 septembre 2001, lorsque l'Amérique était unie au lendemain des attentats et promeut neuf principes (dont la religion, la famille, le travail, et la justice) et douze valeurs (dont l'honnêteté, l'espoir, la modération, la parcimonie, et la responsabilité individuelle). Reflet d'une colère et d'une insatisfaction diffuses mais réelles, le mouvement s'étend dans tout le pays à la vitesse d'un feu de prairie. Des manifestations sont organisées dans des dizaines de villes. Le 15 avril 2009 (le 15 avril est le jour où les Américains remplissent leur déclaration de revenus) devient un géant *Tax Day Protest* , ou manifestation contre les impôts. Près de 750 rassemblements (*Tax Day Tea Parties*) se tiennent ce jour-là, réunissant au moins 350 000 personnes. Un de leurs slogans réclame « moins d'impôts, moins de gouvernement, [et] plus de liberté ». L'historien Romain Huret a montré que les opposants aux impôts (*tax resisters*) ont une longue histoire aux États-Unis et le mouvement Tea Party s'ancre dans cette tradition. Ce mouvement contestataire se développe à la fin du XIX e siècle, s'oppose farouchement à la mise en place d'un impôt fédéral sur le revenu en 1913, qualifié « de taxe

odieuse », et reprend de la vigueur dans les années 1970. D'ailleurs, le président Gerald Ford déclare lui-même en 1976 : « Les gens en ont assez de la tyrannie mesquine des bureaucrates fédéraux sans visage aujourd'hui comme ils en avaient assez de leurs distants gouvernants londoniens en 1776. » De plus, le lien avec l'époque révolutionnaire n'est en rien une nouveauté[43] .

Certains manifestants brandissent un panneau indiquant « Rebellons-nous comme en 1773 » (*Party Like It's 1773*). Le mouvement des Tea Party Patriots se structure alors en rassemblant une multitude de groupes et d'associations à travers le pays que rejoint spontanément une foule d'Américains mécontents, « en colère » même pour beaucoup. En 2009, on compte 1 000 antennes locales du Tea Party et 200 000 adhérents pour des millions de sympathisants. En avril 2010, 18 % des Américains « s'identifient » avec le mouvement. Ce sont pour la plupart des hommes blancs, diplômés de l'université, mariés et âgés de plus de 45 ans qui vont régulièrement à l'église. Près de la moitié d'entre eux sont originaires des États du Sud. Quelque 90 % d'entre eux pensent que le pays va dans la mauvaise direction, contre 60 % chez les Américains. Plus des deux tiers (63 %) disent s'informer auprès de Fox News contre moins d'un quart (23 %) pour le reste de la population. Enfin, ils votent républicain (96 % ont voté pour McCain en 2008) et s'estiment eux-mêmes « très conservateurs[44] ».

Les raisons de la colère

Quelle est la source de ce mécontentement ? Pourquoi en veulent-ils à Obama ? Les causes de cette colère sont variées. Sur le plan économique, beaucoup d'Américains sont opposés au vaste et coûteux plan de relance de 2009 qui, sans surprise, met du temps à porter ses fruits. En 2009, le taux de chômage est encore élevé (9,4 %) contre 5,5 % l'année précédente. Or, à l'inverse de la France , les États-Unis ne sont pas habitués à un tel chiffre. Le nombre de

saisies immobilières atteint 90 000 en 2012 pour dépasser le million en 2010. Fin 2009, moins de 70 000 emprunteurs ont bénéficié des nouvelles conditions. La jalousie et le ressentiment, et non la solidarité, sont de mise lorsque beaucoup d'Américains ont l'impression de payer pour les autres, qu'ils qualifient au mieux d'imprévoyants. « Pouvez-vous imaginer, demande un des sympathisants du mouvement Tea Party, si les Britanniques avaient décidé que non seulement vous deviez payer une taxe sur le thé, mais que vous deviez acheter le thé et que vous deviez en acheter pour votre voisin[45] ? » En outre, l'État fédéral ne paraît aider, massivement de surcroît, que les banques, l'industrie automobile et les riches, creusant ainsi dangereusement le déficit fédéral (1 200 milliards en 2009).

Sous Clinton , 1 % des plus riches Américains (« *the one percent* ») ont bénéficié de 45 % de la richesse créée, sous George W. Bush , la proportion passe à 65 % et, en 2010, elle atteint 93 %. Les États-Unis abritent désormais en leur sein, comme l'écrit Robert Frank, éditorialiste au *Wall Street Journal* , le royaume des super-riches, le « Richistan ». Celui-ci est « un nouveau pays situé dans le cœur de l'Amérique, peuplé entièrement de millionnaires, dont la plupart ont acquis leur fortune pendant le *nouveau* Gilded Age des vingt années précédentes, un pays avec une population supérieure à celle de la Belgique et du Danemark ». Or, comme le souligne l'économiste Joseph Stiglitz, virtuellement tous les membres du Sénat et la plupart de ceux de la Chambre font partie de ce « un pourcent »[46] . Dans son étude, Frank note que les États-Unis, « pour la première fois de leur histoire, comptent plus de millionnaires que l'Europe ». Ses sources révèlent qu'en 2004, 9 millions d'Américains possédaient une fortune d'un million de dollars, 530 000 possédaient 10 millions et 110 000, 25 millions. Cette même année, ce « un pourcent » gagne plus de mille milliards de dollars, soit « plus que le total des revenus en France , en Italie ou au Canada ». Moins de 10 % de ces riches Américains ont hérité de leur fortune. Cette richesse, récente, s'est développée dans les années 1990 et 2000. Si, en 1985, les États-Unis

comptaient 13 milliardaires, ce chiffre excède 400 en 2006. Enfin, si les revenus des 20 % moins riches ont augmenté de 18 % entre 1979 et 2007, ceux du « un pourcent » ont crû de plus de 275 %[47] !

Par ailleurs, la réforme de l'assurance santé, surtout en raison de son caractère obligatoire, inquiète et enrage une grande partie des Américains qui accusent Obama de vouloir « européaniser » les États-Unis avec son « socialisme ». « Je suis absolument atterré que l'argent des contribuables soit utilisé afin de répandre l'idéologie socialiste d'Obama », proclame un sympathisant du mouvement Tea Party. Ceux qui soutiennent le mouvement estiment à 92 % qu'Obama mène les États-Unis vers « le socialisme », pour tout de même plus de la moitié dans la population dans son ensemble. Glenn Beck déclare qu'Obama « c'est 1848, Karl Marx , [et] le socialisme[48] ». Le président est même surnommé « Maobama » et certains parlent de « Obammunism ». Un supporter du Tea Party qualifie la réforme de « Loi intolérable des temps modernes », par allusion aux lois britanniques de 1774, et il est prêt à imprimer les 2 400 pages du texte afin de les jeter dans la rade de Boston[49] . On reproche au président cet interventionnisme d'État, ce qu'on appelle le *Big Government* , même si Bush avait largement ouvert la voie avec les hausses massives du budget du Pentagone et son propre plan de sauvetage des banques et des organismes d'emprunts. En 2010, seulement 38 % des Américains estiment le rôle de l'État fédéral positif, contre 50 % en 1997. Une adhérente du mouvement affirme que « le gouvernement [fédéral] n'est là que pour le service postal, et pour la défense du pays, et peut-être le réseau routier[50] ». Cela dit, il importe de préciser que, contrairement aux milliardaires républicains qui soutiennent le mouvement, les *Tea Partiers* , souvent âgés, sont attachés à un programme comme Medicare financé précisément avec de l'argent public.

Les opposants au président dénoncent aussi l'immigration illégale, même si les expulsions de sans-papiers se font au rythme élevé de 400 000 par an, ce qui vaut au président le titre « d'expulseur en chef » de la part d'une partie du camp démocrate. Plus

fondamentalement, c'est le réveil d'une certaine Amérique blanche et conservatrice qui se sent menacée. D'ailleurs, une partie de ces mécontents, sans nul doute, ont vu d'un très mauvais œil l'accession d'un Africain-Américain à la Maison-Blanche, même s'ils s'en défendent. L'un d'entre eux déclare ainsi : « [Si Obama me révolte], ce n'est pas parce qu'il est noir. Pour moi, il n'est pas noir, il est rouge. Je le soupçonne d'être marxiste[51] . » Toujours est-il qu'un quart des sympathisants du mouvement Tea Party pensent que Barack Obama privilégie les Noirs dans sa politique. Certains (pratiquement un tiers) doutent même qu'Obama soit vraiment né aux États-Unis (et donc serait inéligible à la présidence) et que son certificat de naissance (*birth certificate*) soit authentique. On les appelle les *birthers* dont un des plus connus est le milliardaire new-yorkais Donald Trump . Le Tea Party souhaite donc un retour vers une Amérique prospère et uniforme, à la fois perdue et largement idéalisée. L'Amérique a toujours été plurielle mais, pendant longtemps, seuls les Blancs avaient le pouvoir. Sarah Palin , une des égéries du Tea Party, exprime cette nostalgie en déclarant : « Nous élevons des gens bien dans nos petites villes. Ce sont eux qui accomplissent une partie du travail le plus difficile […], qui produisent notre nourriture et font marcher nos usines et se battent dans nos guerres[52] . » Le Tea Party n'est cependant pas la seule force électorale contre Obama, puisqu'il faut aussi compter avec les républicains plus modérés et les centristes déçus par le président, mais elle est la plus audible.

2010 : l'année difficile

En janvier 2010, après le décès du sénateur démocrate Ted Kennedy , frère de l'ancien président, des élections partielles ont lieu dans le Massachusetts pour pourvoir le siège vacant. Or, à la surprise des observateurs, c'est le candidat républicain Scott Brown , soutenu par le mouvement Tea Party, même s'il ne le revendique pas, qui

gagne ces élections dans ce fief démocrate. Cette défaite est un premier coup dur pour Obama qui perd la majorité qualifiée de soixante voix au Sénat et ce, en pleines négociations pour l'adoption de sa réforme du système de santé. En février, le mouvement Tea Party tient sa première convention nationale à Nashville , dans le Tennessee . La principale oratrice est Sarah Palin , qui facture son discours 100 000 dollars, et qui rend hommage aux sympathisants du Tea Party qui « comptent plus que n'importe quel Roi ou n'importe quelle Reine[53] ». La rhétorique imagée de la révolution bat son plein.

Les élections législatives de mi-mandat de l'automne approchant, le mouvement propose un programme intitulé *Contract from America* , par allusion au *Contract with America* défendu en 1994 par les républicains menés par Newt Gingrich , alors contre le président Clinton . Un Newt Gingrich qui, d'ailleurs, a prononcé un discours à un rassemblement Tea Party à New York en 2009. Ce nouveau contrat, qui n'est plus *avec* l'Amérique mais qui vient *de* l'Amérique, offert donc par « le peuple américain », est axé autour de onze priorités. Parmi celles-ci figurent la protection de la Constitution, l'équilibre budgétaire fédéral, la limitation de l'intervention de l'État dans l'économie, l'abolition de la loi sur la santé et la lutte contre la limitation des émissions de dioxyde de carbone par la promotion de toutes les ressources énergétiques disponibles. En fait, beaucoup d'électeurs, comme de candidats, républicains peuvent se retrouver dans ces propositions, somme toute assez générales. Joseph Farah , un des penseurs du mouvement et auteur du *Manifeste du Tea Party* , explique que « Barack Obama lit la Constitution comme il lit la Bible. Dans les deux cas, croit-il, il y a de bonnes idées. Mais aucune qu'il ne faille lire à la lettre[54] ». Mike Pence , un représentant républicain de l'Indiana à la Chambre, avertit que « tout ce qui était autrefois bien et grand à propos de ce pays pourrait un jour disparaître[55] ». Quant à Sarah Palin , en s'adressant à Obama et en faisant référence à son slogan de 2008 sur le changement et sa volonté de « transformer l'Amérique », une proposition qui provoque grande anxiété chez les conservateurs américains, elle déclare, « vous savez,

nous allons nous accrocher à notre Constitution, et à nos armes à feu, et à notre religion, et vous pouvez garder le changement »[56] .

Les élections de l'automne 2010 sont une déroute pour les démocrates et le président, fragilisé de surcroît par une gestion hésitante de la marée noire dans le golfe du Mexique suite à l'explosion d'une plateforme de forage (*Deapwater*). Obama parle lui-même « d'une raclée » (*shellacking*). Une défaite qui constitue le prix politique de réformes rapides et hardies et qui est, par contrecoup, à la mesure à la fois de l'enthousiasme et de la crainte que sa victoire de 2008 a créés de part et d'autre de l'électorat. Les démocrates conservent de justesse leur majorité au Sénat (51 contre 47, et 2 sénateurs indépendants), mais perdent 63 sièges à la Chambre (242 républicains, 193 démocrates, et 10 indépendants). La pire défaite depuis 1932. En 1994, sous Bill Clinton , les républicains en avaient gagné 54. Depuis 1942, la moyenne des sièges perdus par le parti au pouvoir est de 25. Dans les États, les républicains remportent huit postes de gouverneur (33 républicains sur 50) et 720 sièges dans les législatures. Ces élections sont empreintes du rejet de la classe politique au pouvoir et teintées de ce souhait de « sortir les sortants », qui anticipe « le dégagisme » des élections françaises de 2017. Sur les 138 candidats se réclamant du Tea Party, un peu moins d'un tiers (30 %) ont été élus, ce qui, sans être un raz-de-marée, constitue cependant un bon score vu la nouveauté du mouvement et son caractère fractionné. Six sénateurs, dont Marco Rubio , de Floride , et Rand Paul , du Kentucky , et 39 représentants revendiquent le soutien du Tea Party.

Malgré tout, cette victoire est éphémère. Comme le disent les leaders républicains, le Tea Party est « juste une autre faction politique, non un vaste mouvement[57] ». L'avenir leur donnera raison. L'inexpérience, certains diront l'immaturité, d'une grande partie des élus du Tea Party les rendront inefficaces, voire contre-productifs, et, de fait, sans grande influence dans le jeu complexe des négociations politiques entre le Congrès et la Maison-Blanche. Le mouvement s'essoufflera rapidement, passant de 1 000 à 600 antennes locales

entre 2009 et 2012. À tel point que son rôle dans les présidentielles de 2012 sera minime, le mouvement se consacrant alors à des questions de politiques locales. Il semble, de fait, se fondre dans le Parti républicain dans lequel il devient un courant très conservateur.

L'art de la politique

Obama a de solides convictions et un indéniable courage politique mais il tient à peser le pour et le contre avant de prendre une décision. Il écoute attentivement ses conseillers, travaille les dossiers et recherche le compromis, le juste milieu. Comme l'écrit James T. Kloppenberg, professeur d'histoire à l'université de Harvard , Obama est « un démocrate modéré, un maître de la médiation, partisan de la délibération plutôt que de tracer une ligne dans le sable », sous-entendu à ne pas franchir. Et, ajoute-t-il, « son engagement dans la conciliation provient de sa compréhension que dans une démocratie nulle victoire ne peut être complète ». Cette attitude, si séduisante vue d'Europe, ne plaît pas à une frange importante du monde politique et de l'électorat américains qui, au-delà du jeu et des mesquineries partisanes, lui préférerait un homme d'action, un fonceur à la Theodore Roosevelt . Obama est un intellectuel président. « Un président philosophe » même, selon un éditorial du *New York Times* de 2010[58] . Obama n'est certes pas le premier, on pense notamment à Woodrow Wilson , ancien professeur d'université et président de Princeton , mais il reste néanmoins atypique dans cette fonction pour les États-Unis. À partir de l'automne 2010, il lui faut plus que jamais mobiliser son aptitude au compromis afin de composer avec un Congrès en partie aux mains des républicains.

Vient ainsi le temps des compromis et, inévitablement, des concessions. Tout d'abord, Obama obtient du Congrès le vote du traité *New Start* (*Strategic Arms Reduction Treaty*) en vue de la réduction des armes nucléaires, qui incarne sa volonté d'un nouveau

départ, avec une remise à zéro (*reset*) dans les relations des États-Unis avec la Russie . Le Congrès accepte aussi de mettre fin à la mesure « *don't ask, don't tell* » (ne demandez rien, ne dites rien), rappelons-le mise en place sous Clinton en 1993, qui obligeait les militaires à garder secrète leur homosexualité, sous peine d'être exclus des forces armées. Obama doit, en échange, céder dans son bras de fer sur les économies budgétaires. Il négocie une baisse des dépenses de 917 milliards sur dix ans – très loin des 4 000 milliards sur douze ans qu'il proposait – mais c'est une commission du Congrès qui décidera des 1 200 milliards d'économie supplémentaires à réaliser, et ceci sans hausse de la fiscalité, une priorité maximale pour les républicains. L'image d'Obama est affectée. On le décrit comme le « renonciateur en chef » (*conceder in chief*)[59] .

À l'automne 2011, de la mi-septembre à la mi-novembre, le mouvement Occupy Wall Street (Occuper Wall Street ou OWS), qui fait écho aux Indignados en Espagne ou aux Indignés en France , occupe jour et nuit le Zuccotti Park situé entre le mémorial des tours jumelles et la bourse de New York , « cette Gomorrhe de la finance américaine ». Les manifestants de OWS rejettent la formule surutilisée par nombre de politiques, « Ce qui est bon pour Wall Street est bon pour tout le monde ». C'est, à l'inverse, le trader contre l'homme de la rue, ou Wall Street contre Main Street. Ils refusent d'être catégorisés comme « le Tea Party de gauche » car, à l'inverse de ce dernier, ils se définissent comme un véritable mouvement populaire spontané (*grassroot movement*) et ne bénéficient d'aucun appui financier. L'écrivain Eli Schmitt, présent à Zuccotti Park, témoigne : « Ces Américains-là ne manifestent pas contre la politique étrangère […]. À les écouter, on entend, en même temps qu'une colère et une indignation bien familières contre le pouvoir des entreprises dans notre soi-disant système démocratique, des histoires de chômage, de dettes, et de désespoir[60] ».

Ces manifestants s'insurgent aussi contre l'arrêt de la Cour suprême *Citizens United vs. Federal Electoral Commission* qui, en 2010, a autorisé le financement illimité de campagnes électorales des

candidats par une entreprise, une société, un syndicat ou tout autre groupe d'intérêts, par le biais de *Political Action Committees* (PACs ou SuperPACs). Ceux-ci dépenseront trois fois plus que les partis politiques lors des élections présidentielles de 2012. Pour Joseph Stiglitz « [l'arrêt] *Citizens United* a enchâssé le droit des entreprises à acheter le gouvernement[61] ». Participer au mouvement Occupy Wall Street, c'est comme « envoyer sa lettre de démission du rêve américain », témoigne un militant. « Nous sommes les 99 % », proclament-ils à l'unisson. Une pancarte brandie par un manifestant évoque les quatre branches du gouvernement : « le législatif, l'exécutif, le judiciaire, et les entreprises ». Celle d'un autre dit : « Je ne suis pas un hippie. J'ai trois boulots. Mais je suis fauché[62] . » Le mouvement se répand dans d'autres grandes villes américaines tels Boston , Philadelphie , Atlanta et Oakland.

Conscient de ces mouvements de protestation, Obama change de stratégie. Il se montre plus offensif vis-à-vis du Congrès pour lui imposer sa liste de priorités, ce que l'on appelle en américain un *agenda* , progressiste. Obama se revendique même habilement de Theodore Roosevelt , qui lutta contre les trusts et fonda le Parti progressiste en 1912, en expliquant que celui-ci avait « compris que le marché libre ne fonctionne que lorsque la route est parsemée de règles qui assurent que la compétition sera juste, ouverte et honnête ». Il ajoute, « pour l'avoir fait, Roosevelt a été qualifié de radical […] de socialiste – voire de communiste. Mais aujourd'hui, notre nation est plus riche et notre démocratie plus forte grâce aux causes pour lesquelles il s'est battu[63] ». Magnifique pied de nez aux républicains du Congrès et à tous ceux qui lui reprochent ses réformes pour une Amérique plus juste. Obama décide de donner la priorité à l'emploi et non plus à l'équilibre budgétaire. C'est l'*American Jobs Act* , nom collectif donné à une série de lois, que le président défend avec ténacité et détermination dans le pays et lors d'un discours au Congrès en septembre 2011 suivi par des millions de téléspectateurs. Et ceci alors que l'agence de notation *Standard and Poor's* vient de baisser son évaluation des États-Unis de AAA à AA+,

une décision inédite en partie due à l'incapacité de la classe politique américaine de surmonter l'opposition entre le Congrès et la Maison-Blanche. L'ambitieux programme pour l'emploi promu par le président prévoit une prolongation des réductions de cotisations sociales et d'impôts pour les entreprises, une subvention fédérale pour aider les États à recruter (ou conserver) des enseignants et des policiers, et un vaste plan d'entretien et de renouvellement des infrastructures.

Le défi de la réélection : les présidentielles de 2012

C'est donc plus combatif qu'Obama aborde les élections présidentielles de 2012. À qui doit-il se mesurer ? Parmi les candidats aux primaires républicaines, les candidats qui ont le plus de poids sont Newt Gingrich , ancien Speaker de la Chambre et chef de file des républicains du Congrès opposés à Clinton en 1994 ; Ron Paul , un libertarien représentant du Texas à la Chambre ; Rick Santorum , ancien sénateur de Pennsylvanie et candidat de la droite chrétienne et le mormon Mitt Romney , missionnaire en France dans les années 1960 puis devenu un homme d'affaires multimillionnaire et gouverneur du Massachusetts de 2003 à 2007. Dès la fin du mois de mars 2012, Romney, qui, on s'en souvient, avait été battu par John McCain en 2008, est cette fois-ci assuré d'être le candidat du parti car son principal concurrent, Rick Santorum, le suit de loin.

Alors que le « ticket » Obama-Biden est reconduit, Romney (né en 1947) choisit comme colistier Paul Ryan , un jeune (né en 1970) représentant du Wisconsin à Chambre. Face à un président quelque peu affaibli, Romney, dont le père avait lui-même candidaté contre Nixon aux primaires républicaines de 1968, semble pouvoir l'emporter. Cependant, le fait que la réforme du système de santé d'Obama soit inspirée de ce qu'il a lui-même mis en place au Massachusetts crée un sérieux handicap pour lui vis-à-vis d'une large

frange de l'électorat républicain, notamment les sympathisants du Tea Party. Romney doit alors se décrire, avec maladresse, comme « sévèrement conservateur ». Les Américains sont habitués aux candidats millionnaires, et d'ailleurs ils perçoivent cette caractéristique comme la récompense légitime d'un indéniable succès, mais encore faut-il que ceux-ci paraissent proches d'eux. Or, Romney a la réputation d'être distant et déconnecté des réalités, ce que la proposition bien maladroite – provocatrice diront ses détracteurs – d'un pari de 10 000 dollars avec un de ses concurrents (qui eut la sagesse de refuser) en direct à la télévision lors d'un des débats des primaires républicaines l'empêchera de dissiper totalement. L'affirmation, faite en privé mais enregistrée à son insu, que 47 % des électeurs sont des assistés ne l'aide guère non plus. Comme l'avaient fait les républicains avec Kerry en 2004, les démocrates choisissent de cibler Romney plutôt que d'axer la campagne autour du bilan du président. Ils l'attaquent précisément sur son côté patricien richissime et détaché des préoccupations des Américains, en faisant de lui une créature de la finance et des marchés, insensible à leurs excès. Par ailleurs, l'économie n'est pas aussi robuste que les Américains – tout comme la Maison-Blanche – le souhaiteraient, mais comme le résume Joe Biden dans une formule qui fait mouche : « Ben Laden est mort, General Motors vit toujours. » Nous ne sommes plus en 2010. Le mouvement *Tea Party* s'essouffle et l'élimination de Ben Laden en mai 2011 a apporté beaucoup de crédit au président.

Obama est réélu avec 51,1 % des suffrages (65,9 millions de voix), contre 47,2 % pour Romney (60,9 millions), et 332 grands électeurs pour 206. Sans être éclatante, la victoire est nette. C'est un succès personnel d'Obama qui sera d'ailleurs choisi, pour une seconde fois, « personnalité de l'année » par le magazine *Time* . Obama remporte les États de la côte Ouest, du Midwest (sauf l'Indiana), et du Nord-Est, dont le Massachusetts , celui de Romney, il est vrai traditionnel bastion démocrate. Romney gagne dans les États du Sud, excepté la Floride (même si de justesse), ceux de l'Ouest

(sauf le Colorado et le Nouveau-Mexique) et du Nord-Ouest. Il fait 72 % dans l'Utah , État mormon. Au Congrès, les démocrates refont une partie de leur retard en gagnant deux sièges au Sénat, où ils ont la majorité (55), et huit à la Chambre, qui continue d'être aux mains des républicains. Lors de ce second mandat, Obama n'aura donc pas les mains totalement libres.

Les armes à feu : l'impossible remise en question

En août 1966, un ancien tireur d'élite des Marines, Charles Whitman , se réfugie en haut d'une tour de l'université du Texas , à Austin , et tue quinze personnes. Cette tragédie est considérée comme la première tuerie de masse (*mass shooting*) de l'histoire contemporaine des États-Unis. En 2012, 67 personnes meurent au cours de sept tueries, un pic est atteint en comparaison des 18 en 2011 et des 31 en 2013. À Aurora, une banlieue de Denver , 12 personnes sont assassinées dans une salle de cinéma en juillet et, surtout, en décembre à Newtown, dans le Connecticut , 26 personnes, dont 20 enfants de l'école primaire de Sandy Hook, sont abattues. Personne ne semble à l'abri : personnalités politiques, artistes, militants, étudiants, lycéens, hommes et femmes de la rue, et même enfants. Ému, Obama prononce un discours à l'occasion de cette tuerie. « Depuis que je suis président, c'est la quatrième fois que nous sommes rassemblés pour réconforter une communauté en deuil, déchirée par une tuerie de masse », déplore-t-il. Il s'agit effectivement, en plus d'Aurora et de Newtown, de celles de Tucson, en Arizona (janvier 2011, 6 morts et une élue du Congrès gravement blessée), et de Oak Creek, dans le Wisconsin (août 2012, 6 morts). Obama s'engage : « dans les semaines à venir, j'utiliserai tout le pouvoir que détient ma fonction […] dans un effort pour tenter d'empêcher des tragédies comme celle-ci ». « Ces tragédies doivent prendre fin »[64] , affirme-t-il. Le président, nouvellement réélu, fera du

contrôle des armes à feu (*gun control*) une des priorités de son second mandat mais, comme ses prédécesseurs, il se heurtera à un mur.

Une fois l'émotion retombée, trois types d'obstacles, constitutionnel, psychologique et politique, empêchent tout président à s'attaquer au problème des armes à feu à la racine. Toute mesure ne peut toucher à cette question qu'à la marge, ce qui ne signifie pas, bien sûr, qu'elles soient toutes inefficaces. Le second amendement de la Constitution, qui, rappelons-le, date de 1791, stipule : « Une milice bien administrée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, le droit du peuple [*people*] à détenir des armes et à les porter ne sera pas entravé. » Puisqu'il est impossible d'envisager l'abrogation d'un des dix premiers amendements, le débat tourne autour de son interprétation et des limites législatives que l'on peut apporter à son application. À la fin du XVIII e siècle, les États-Unis n'ont pour ainsi dire pas d'armée, et n'en souhaitent pas. C'est un choix hérité de l'opposition traditionnelle et profonde des Anglais à toute armée permanente (*standing army*). Pendant la Révolution, le gros des troupes américaines était constitué de citoyens qui s'engageaient localement, pour une durée limitée, puis retournaient à leurs échoppes ou à leurs fermes. De même, depuis le temps des colonies, chaque État avait sa propre milice constituée de volontaires mobilisés en cas de danger. De plus, rappelons que l'adoption de la Déclaration des droits de 1791 (les dix premiers amendements) fut obtenue par les opposants à la Constitution dans l'espoir de protéger les droits des États et des citoyens. Deux écoles d'interprétation vont émerger au fil du temps à propos du terme *people* , utilisé dans le deuxième amendement, qui peut signifier « peuple » ou « citoyens ». Est-ce le peuple qui possède le droit de se défendre collectivement avec des milices ou bien chaque citoyen individuellement ? Il n'existe pas de réponse historique à cette question. C'est un choix de lecture.

En 2008, avec l'arrêt *District of Columbia vs. Heller* , une affaire dans laquelle un policier de la ville de Washington souhaite avoir le droit de porter son arme sur son lieu de résidence alors qu'une ordonnance municipale l'interdit, la Cour suprême défend

constitutionnellement l'approche individualiste. Même si le port d'arme doit être régulé par des lois, ce droit, juge la Cour, est individuel et est déconnecté de tout engagement, pour reprendre les termes surannés de l'amendement, « dans une milice ». Ce jugement est à juxtaposer au droit de légitime défense chez soi, ce que les Américains appellent la *castle doctrine* , dont la formulation vient d'un vieil adage anglais « *An Englishmen's home is his castle* » (littéralement : la demeure d'un Anglais est son château, l'équivalent de notre « charbonnier est maître chez lui »). Un principe auquel les Américains sont viscéralement attachés et qui s'oppose à l'obligation de battre en retraite (*duty to retreat*) en cas d'agression dans la rue ou dans un lieu public. En 1993, un étudiant japonais de 16 ans fut tué, à peine un peu plus d'une minute après avoir sonné par erreur un soir d'Halloween à la porte de la résidence d'un habitant de Baton Rouge, en Louisiane . Le tireur, dont l'avocat déclara que « dans ce pays vous avez le droit absolu d'ouvrir la porte de votre résidence en étant armé », fut acquitté. Certains Américains étaient même surpris que cette affaire soit portée devant les tribunaux[65] .

Dans la psychologie collective, les Américains attribuent aux armes une place centrale dans leur propre histoire, réelle ou imaginaire. Elle est tout particulièrement associée à la liberté du pionnier et du fermier lors de l'expansion vers l'Ouest au XIX e siècle. Buffalo Bill estimait que « la balle est le pionnier de la civilisation, car elle est allée main dans la main avec la hache qui a défriché la forêt, avec la bible familiale et le livre d'école ». À ses yeux, et à ceux de beaucoup d'autres, « la carabine [est] un outil de civilisation »[66] . L'arme à feu est aussi un instrument de liberté. Or des travaux d'historiens ont montré que l'Ouest au XIX e siècle, contrairement à l'image populaire magnifiée par Hollywood, n'était pas plus violent que les grandes métropoles de l'Amérique contemporaine. Cette proposition est sujette à débat mais la violence armée n'aurait donc pas toujours été une donnée fondamentale de l'histoire américaine. L'Amérique serait devenue plus violente avec le temps.

Sur un plan politique, les présidents, le plus souvent démocrates,

qui ont essayé de faire voter des lois fédérales plus draconiennes en matière de droit de port d'armes se sont heurtés à une farouche opposition des républicains du Congrès et au puissant lobby de la National Rifle Association (NRA)[67] . L'association est créée en 1871 dans l'État de New York . Son but premier à l'époque était d'améliorer l'adresse au tir des Américains en ouvrant des stands et en fondant des clubs. C'est dans le premier tiers du XX e siècle que la NRA a commencé à faire pression sur le monde politique pour limiter l'impact de la législation encadrant les armes à feu. De nos jours, l'association est forte de quelque 4 millions de membres. Ses ressources dépendent à la fois de la cotisation de ces derniers (40 dollars par an) et des sommes issues du secteur économique des armes, notamment par la vente d'encarts publicitaires dans les magazines de l'association. En 2013, la NRA a levé 175 millions de dollars rien que par les cotisations. Par ailleurs, il ne faut pas oublier la dimension économique de la question. La fabrication et la vente d'armes à feu est aussi un business lucratif. Enfin, quoi que le gouvernement fédéral puisse faire, il convient de se souvenir que le port d'armes est aussi encadré localement par les lois des États fédérés et les ordonnances des municipalités[68] .

Les tueries de masse, émouvantes parce qu'elles se déroulent souvent dans des écoles, des lycées ou des universités, soit des lieux paisibles d'étude et de culture, ne représentent pourtant que la partie émergée de l'iceberg. Aux États-Unis, les armes à feu tuent quotidiennement. Plus de 12 550 morts en 2014, 13 515 en 2015 et plus de 15 000 en 2016[69] . De manière assez étonnante, entre 1968 et 2011, les armes à feu aux États-Unis ont tué, en comptant non seulement les homicides mais aussi les suicides et les accidents, plus de personnes que les guerres dans lesquelles le pays a combattu durant toute son histoire (1,4 pour 1,2 million). En 2016, on estime à 300 000 millions le nombre d'armes à feu en circulation dans le pays, soit pratiquement une par habitant. Le problème le plus sérieux est celui de la vente d'armes de guerre semi-automatiques (généralement dénommées fusils d'assaut, *assault weapons*), qui, même si elles sont

adaptées à un usage civil, permettent au tireur de tuer des dizaines de personnes en quelques minutes. En 1994, Bill Clinton réussit à faire voter le *Brady Act* , du nom de Jim Brady , le porte-parole de Reagan qui fut blessé lors de la tentative d'assassinat du président en 1981. La loi prévoit une vérification des antécédents de tout acheteur d'une arme de poing (*background check*) et un délai de cinq jours avant tout achat. Cette même année, rappelons-le, le président fait adopter une seconde loi qui interdit pour dix ans la vente d'armes semi-automatiques. Mais, en 2004, George W. Bush n'a pas sollicité la reconduction de cette loi à son expiration. En 2013, Obama , avec l'appui de la majorité des Américains, tente de faire voter par le Congrès une loi ambitieuse qui imposerait une expansion des vérifications d'antécédents à toute vente d'armes à feu (sur Internet notamment), et pas seulement dans les armureries, et une nouvelle interdiction des armes semi-automatiques. Le Sénat vote contre ces deux mesures phares en avril 2013, soit quatre mois à peine après la tuerie de Newtown. C'est un revers personnel pour le président qui s'était beaucoup impliqué dans ce combat politique et législatif et une défaite pour le pays. « Une journée de honte pour Washington[70] », déclare un Obama dépité.

Réformer la politique migratoire : projets et réalité

Au recensement décennal de 2010, la population des États-Unis est estimée à 308 millions d'habitants, avec un accroissement de plus de 27 millions (soit 9,7 %) en dix ans. Or, plus de la moitié de cette augmentation concerne les Hispaniques, au nombre de 50 millions en 2010, 43 % de plus en dix ans, soit quatre fois le taux de croissance de la population américaine dans son ensemble. La proportion de cette population est passée de 13 % à 16 %. La part des Blancs non hispaniques, elle, a décru de 69 à 64 %. La proportion d'Américains nés à l'étranger (*foreign born*) se situe à pratiquement 13 %, soit

40 millions de personnes. Ce chiffre est comparativement élevé et s'approche des sommets atteints lors des premières décennies du XX e siècle, la période phare d'immigration massive dans l'histoire des États-Unis.

Un tiers de cette population vient du Mexique (soit 12,4 millions), reléguant les dix pays d'origine suivants (Chine , Inde, Philippines , Viêtnam , El Salvador, Cuba , Corée du Sud , République dominicaine, Guatemala et Canada) entre 0,8 et 2,2 % chacun du total. Il s'agit d'une immigration récente : 17 % de ces immigrés sont arrivés aux États-Unis à partir de 2005 et un tiers après 2000. La répartition de cette population est très inégale sur le territoire étatsunien. Plus de la moitié vit dans seulement quatre États : la Californie , le New York , le Texas et la Floride . De même, la proportion de migrants dans les États fédérés varie de moins de 5 % pour, par exemple, la Caroline du Sud , l'Arkansas ou le Tennessee , à 27 % pour la Californie. Près des deux tiers (58 %) de cette population est mariée et plus des deux tiers (61 %) constituent des familles avec un ou plusieurs enfants de moins de 18 ans. Il s'agit donc d'une population qui, majoritairement, s'installe en famille (ou fonde une famille) aux États-Unis avec l'intention de rester. D'ailleurs, une proportion significative de ces migrants acquiert la citoyenneté américaine[71] .

Ces chiffres conduisent la politique américaine en matière d'immigration dont les trois priorités à partir de 2001 sont : les expulsions des migrants irréguliers, dits « sans papiers » (*undocumented*) et estimés à plus de 11 millions en 2012, l'intégration des enfants des immigrés, et le contrôle de la frontière avec le Mexique , pays d'origine des deux tiers de l'immigration illégale. Aux yeux des Américains, le système est défaillant. Obama , comme Bush avant lui, souhaite une ambitieuse « réforme intégrale de l'immigration », mais il devra se satisfaire d'objectifs plus limités. Nous l'avons vu, non seulement il perpétue, mais il amplifie, la politique d'expulsions du président Bush avec un total de 2,7 millions de migrants déportés entre 2009 et 2016.

À partir de 2001, un projet de loi appelé DREAM (rêve) pour *Development, Relief, and Education for Aliens Minors* (développement, secours, et éducation pour les mineurs étrangers) est régulièrement soumis au Congrès. Ces *DREAMers* , comme sont appelés les bénéficiaires potentiels de cette législation, doivent être entrés aux États-Unis avant l'âge de 16 ans, y avoir résidé de manière continue pendant cinq années, être diplômés du secondaire et avoir un casier judiciaire vierge. Une fois admis dans le programme, ils doivent s'inscrire à l'université ou servir dans les forces armées pendant au moins deux ans. Sous Bush , c'est d'ailleurs le manque de recrues qui avait poussé le gouvernement à soutenir, avec les militaires, ce projet. Alors que ces jeunes, estimés à environ un million en 2010, pourraient bénéficier d'une carte de séjour, et ensuite, s'ils le souhaitent, de la citoyenneté, ce projet de loi permettrait aussi aux États-Unis d'intégrer avec succès une population soit diplômée de l'université, soit enrôlée dans l'armée. Bref, comme le déclarent ses partisans, une politique utile à l'économie et à la sécurité ou, comme le dit Obama lui-même, « une loi de bons sens[72] ».

En décembre 2010, profitant du dernier mois avant que le Congrès nouvellement élu ne prenne place au Capitole, Obama tente de faire passer ce projet de loi mais, comme Bush , il échoue, au demeurant de cinq voix seulement au Sénat. En 2012, défait mais nullement résigné, le président change de stratégie et met en place par décret l'Action différée pour ceux qui sont arrivés enfants (*Deferred Action for Childhood Arrivals* ou DACA). Comme son nom l'indique, cette mesure vise à attribuer un permis de séjour de deux ans renouvelable aux enfants de migrants arrivés dans le pays illégalement afin de différer leur expulsion. L'intention de la Maison-Blanche est de tester dans la réalité le projet DREAM en attendant que le Congrès vote la loi. Les conditions d'obtention sont les mêmes que pour les *DREAMers* potentiels. Entre 2012 et 2017, 880 000 personnes âgées de 25 à 31 ans, dont la majorité est originaire du Mexique et a moins de 21 ans, auront bénéficié de ce programme. Un succès pour Obama.

Troisième volet de la politique migratoire américaine : le renforcement de la frontière avec le Mexique . Obama suit le chemin de son prédécesseur. Il nomme d'ailleurs Janet Napolitano gouverneure de l'Arizona, un État frontalier clé, au poste de secrétaire à la Sécurité intérieure (*Homeland Security*) en 2009. Sous Bush , le nombre de gardes-frontières (*border patrol*) est passé de moins de 10 000 à 20 000 de 2001 à 2009. Obama maintient, augmente même légèrement, ce chiffre. Une loi de 2006 (*Secure Fence Act*) a aussi prévu la construction (ou le renforcement là où elle existe) d'une clôture le long de la frontière avec une surveillance accrue par caméras et satellites. On parle alors de « mur virtuel ». Obama a poursuivi, tout en la modifiant à la marge, cette politique en augmentant le nombre de kilomètres couverts par celle-ci. Somme toute, en matière d'immigration, Obama a opté pour une approche dans la ligne de ses prédécesseurs Clinton et Bush et a dû, comme pour sa politique de contrôle des armes à feu, infléchir sa politique ou limiter ses ambitions devant un Congrès aux mains de l'opposition.

Violences raciales et mémoire du Sud confédéré

L'élection de Barack Obama en 2008, nous l'avons vu, a suscité les espoirs les plus fous d'une Amérique postraciale, enfin délivrée de ses démons. L'impact historique de cette élection ne pourra jamais être sous-estimé mais il est clair que les inégalités, les discriminations et les violences (policières ou autres) raciales n'ont pas pris fin à l'automne 2008. Comme Obama l'avait écrit dans son ouvrage *L'Audace d'espérer* , publié deux ans avant son élection en 2006, avec des mots justes comme à son habitude, « le mieux reste insuffisant » (*Better is still not enough*). Dans son discours d'adieu (*Farewell Address*), prononcé à Chicago en janvier 2017, Obama précisera : « Après mon élection, on parlait d'une Amérique postraciale. Une telle

perspective, tout en partant d'une si bonne intention, n'a jamais été réaliste[73] . » Le second mandat de sa présidence est effectivement marqué non seulement par des violences mais aussi par de graves émeutes raciales.

En février 2012, Trayvon Martin, un jeune Africain-Américain de 17 ans, est abattu par George Zimmerman , un Hispanique de 28 ans, coordonnateur d'une patrouille civile dans un quartier sécurisé (*gated community*). Trayvon n'était pas armé. Obama déclare à cette occasion : « Si j'avais un fils, il ressemblerait à Trayvon[74] . » Or, Zimmerman est acquitté en juillet 2013. À peine un an plus tard, en août 2014, à Ferguson , une banlieue de Saint-Louis , dans le Missouri , un jeune Africain-Américain de 18 ans, Michael Brown, suspecté d'avoir volé des cigares est tué par le policier (blanc) Darren Wilson à la suite d'une altercation, lors de laquelle Brown tente de s'emparer de l'arme de Wilson, et d'une course-poursuite. En novembre, la justice décide d'un non-lieu. En août, puis à nouveau en novembre, de violentes émeutes enflamment la petite ville pendant plus de deux semaines. Un couvre-feu est imposé par les autorités et la Garde nationale est envoyée à Ferguson. L'utilisation de brigades canines, qui n'est pas sans rappeler le Sud ségrégationniste des années 1950 et 1960, et l'apparition de véhicules militaires et de tireurs d'élite enveniment, de fait, la situation et donnent une très mauvaise image de la ville et de l'État du Missouri. Le Missouri, rappelons-le, avait fait l'objet d'un compromis au Congrès en 1820 afin d'être admis dans l'Union comme État esclavagiste. Cependant, les manifestations sont aussi pacifiques avec l'organisation de *die-in* (inspirés des *sit-in* des années 1960), au cours desquels des personnes s'allongent par terre, en feignant d'être mortes. Alors qu'un leader noir, le révérend Al Sharpton , déclare que la vie de Brown n'a pas compté, un mouvement spontané d'envergure nationale voit le jour : *Black Lives Matter* (La vie des Noirs compte). Ses actions ne seront pas sans effets : des municipalités à travers le pays adopteront des réformes pour mieux former et responsabili ser la police. D'autre part, les événements de Ferguson, amplifiés par l'émotion du

président Obama, ont suscité une bénéfique prise de conscience au sujet des violences policières, et pas seulement contre les Africains-Américains, tout comme à propos de la sous-représentation de ces derniers dans de nombreux conseils municipaux et autres instances de gouvernance locale. À Ferguson, par exemple, un conseiller sur six est africain-américain alors que les Noirs représentent deux tiers de la population de la ville.

L'année suivante, l'Amérique est confrontée à nouveau à une tuerie de masse, de surcroît dans une église et dont les victimes sont exclusivement des Noirs ; elle est cette fois-ci explicitement raciste. Le 17 juin 2015, un jeune de 21 ans, Dylan Roof , entre dans l'église Emanuel African Methodist Episcopal Church, à Charleston , en Caroline du Sud , sous prétexte vouloir participer à un groupe d'étude biblique. Roof ouvre soudainement le feu et tue six femmes et trois hommes, âgés de 26 à 87 ans, dont le pasteur Clementa Pinckney , élu du Sénat de Caroline du Sud, et il épargne une victime afin qu'elle puisse témoigner de son geste. Le tueur prononce des paroles racistes, à la fois violentes et confuses, déclarant : « Je dois le faire, vous violez nos femmes et vous vous emparez de notre pays. Vous devez partir. » Le tueur aurait, selon ses propres termes, souhaité declencher « une guerre raciale ». Cette tragédie met soudain en lumière, dans le pays et dans le monde, l'existence aux États-Unis de groupes extrémistes blancs, infiniment minoritaires et sans aucune influence politique locale ou nationale mais largement présents sur les réseaux sociaux, que ce soient des néo-nazis, le Ku Klux Klan, des « suprémacistes blancs », ou des partisans de l'*alt-right* , soit une « droite alternative ». Ces groupes promeuvent explicitement la haine raciale et le pouvoir blanc. Un phénomène majoritairement rural et loin de se limiter au seul Sud. Ces groupes instrumentalisent la mémoire du Sud confédéré, à leurs yeux le symbole de l'esclavage puis du Ku Klux Klan et de la ségrégation. Ils aiment s'afficher avec un des drapeaux de la Confédération, utilisé à partir de 1863 et non au cours de toute la guerre de Sécession, immédiatement reconnaissable avec sa croix bleue étoilée disposée

en diagonale sur un fond rouge. Sur les réseaux sociaux, Roof s'était montré avec ce drapeau, comme avec celui de l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid ou encore celui de la Rhodésie avant que celle-ci ne devienne le Zimbabwe. Le choix de l'église n'était pas neutre. Cette communauté paroissiale historique, fondée en 1816 et haut lieu de résistance à l'esclavage et à la ségrégation, avait aidé des esclaves en fuite à se cacher et à quitter la Caroline du Sud avant la guerre de Sécession, puis avait reçu Booker T. Washington en 1909 et Martin Luther King Jr. en 1962. Il est peu probable, cependant, que le tueur connaissait cette riche histoire. Pour lui, sans doute n'était-elle qu'une église noire dans le centre de Charleston, mais assez connue pour que son crime reçoive une attention nationale.

En ce mois de juin 2015, le président Obama prononce sur le campus de l'université de Charleston un vibrant éloge funèbre en l'honneur de son pasteur assassiné, Clementa Pinckney , qu'il connaissait personnellement. Pour un président qui a organisé dans sa jeunesse des communautés dans un quartier noir et pauvre de Chicago, il ne peut qu'être ému par ces événements qui ont profondément meurtri une église si engagée et si combative dans la lutte pour les droits des Africains-Américains du Sud. Cette tragédie donne l'occasion au président, avec son éloquence, son empathie et son sens aigu de l'histoire, de parler au Sud mais aussi au pays tout entier. Celui-ci, souligne-t-il, a répondu à cette tuerie par « non simplement une répulsion pour cet acte malveillant » mais aussi « une introspection réfléchie et un examen de lui-même qui se voit rarement dans la vie publique ». Une réflexion qui concerne le port d'arme, les relations raciales mais aussi plus concrètement le drapeau confédéré et le fait qu'il flotte encore en ce XXI e siècle débutant sur des bâtiments officiels ou dans des lieux publics du Sud. Obama invite tous ses concitoyens « à admettre que le drapeau a toujours représenté plus qu'une fierté ancestrale [et] que pour beaucoup, blancs ou noirs, ce drapeau est un rappel d'une oppression et d'un assujettissement raciaux systémiques ». Retirer définitivement ce drapeau des lieux officiels « ne serait pas un acte politiquement

correct, ne serait pas une insulte au courage des soldats confédérés. Ce serait simplement admettre que la cause pour laquelle ils ont combattu – la cause de l'esclavage – était mauvaise, [et que] l'imposition des lois Jim Crow après la guerre de Sécession, [et] la résistance aux mouvements des droits civiques étaient des fautes ». Obama conclut : « Le révérend Pinckney déclara un jour, "À travers le Sud, nous apprécions profondément l'histoire – [mais] nous n'avons pas toujours eu une profonde appréciation de l'histoire de chacun". Ce qui est vrai pour le Sud est vrai pour l'Amérique »[75] .

Les événements de Charleston et le discours d'Obama déclenchent un mouvement d'opinion, ponctué par des manifestations, pour le retrait du drapeau confédéré des bâtiments officiels. Rappelons que les Américains vouent littéralement un culte aux drapeaux, de leur pays bien sûr, mais aussi aux drapeaux dans leur ensemble. Cette controverse est donc loin d'être anecdotique. En 2003, la Géorgie a modifié son drapeau, adopté en 1956, afin d'en faire disparaître l'emblème de la Confédération. À l'inverse du Mississippi , dont le drapeau contient celui de la Confédération, la Caroline du Sud a un drapeau représentant un palmier nain avec un croissant de lune sur un fond bleu nuit. Mais le drapeau confédéré apparaît dans divers lieux publics. En 2000, il fut retiré du haut de la coupole du Parlement de l'État à Columbia . En 2015, suite à la tuerie de Charleston, il fut décidé de le retirer des jardins du Parlement où il avait été déplacé. Le mouvement prend de l'ampleur et lutte afin que soient débaptisés des bâtiments, notamment dans les universités, nommés d'après des figures confédérées ou des armateurs et négociants esclavagistes, et pour que soient déboulonnées des statues de généraux sudistes. Il est important de souligner que ces noms et ces statues ont souvent été donnés ou érigées bien après la guerre de Sécession par des institutions sudistes nostalgiques du Sud esclavagiste de l'avant-guerre, partisanes de la ségrégation et, plus tard, hostiles au mouvement des droits civiques. Le souhait de les voir retirer paraît ainsi tout à fait légitime. En mai 2017, par exemple, la statue équestre du général confédéré Pierre Gustave de

Beauregard est retirée d'un parc de la Nouvelle-Orléans où elle avait été érigée en 1915. En août 2017, ce doit être au tour de celle du général Robert E. Lee, à Charlottesville, en Virginie , installée en 1924. Mais des manifestations de groupes d'extrême droite provoquent de tels heurts qu'une militante en faveur du déboulonnage de la statue meurt écrasée par une voiture. La statue est encore en place.

Cuba , Iran , Syrie : deux victoires et une retraite

Sur le plan international, Obama connaît deux grands succès en 2015 : le rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba et l'accord sur le nucléaire signé avec l'Iran . Ces deux pays entretiennent depuis des décennies des relations pour le moins difficiles avec les États-Unis. Cuba, depuis la révolution de 1959 et l'invasion manquée de la baie des Cochons en 1961, et l'Iran depuis la révolution islamique et la crise des otages américains en 1979.

Depuis le milieu du XIX e siècle, nous l'avons vu, l'histoire de Cuba et celle des États-Unis s'entremêlent. On parle d'ailleurs « d'ennemis intimes[76] » à leur sujet. Les Américains rêvent d'annexer l'île dans les années 1850, s'engagent dans la lutte des Cubains pour leur indépendance contre l'Espagne dans les années 1890, imposent un protectorat virtuel sur l'île avec l'amendement Platt en 1901, acquièrent la base de Guantánamo en 1903 et contrôlent ensuite l'économie de l'île. La révolution de 1959 brise ces liens économiques et politiques pour un demi-siècle. En 2006, Fídel Castro , malade, se retire et laisse le pouvoir à son frère cadet, Raúl , qui devient président en 2008. Celui-ci souhaite ouvrir le pays à l'international et pratiquer à l'intérieur une politique de réformes, ambitieuses quoique très progressives. Obama , lui, considère que « l'idée que les mêmes politiques que nous avons mises en place en 1961 seraient aussi efficaces aujourd'hui, à l'âge d'Internet, de Google et des voyages internationaux n'a pas de sens[77] ».

La concomitance de l'accès au pouvoir de Raúl Castro et de l'élection d'Obama crée les conditions favorables à un rapprochement entre les deux pays. De plus, un pays aussi métissé que Cuba porte certainement un regard favorable à l'avènement d'un président comme Obama aux États-Unis. Par ailleurs, si Raúl Castro est seulement plus jeune de cinq ans que son frère, Obama, lui, est né en 1961. Lors d'un discours prononcé au Sommet des Amériques en 2009, s'adressant au président du Nicaragua , Daniel Ortega , qui, rappelons-le, a lutté contre une dictature soutenue par les Américains dès 1961 (et surtout au temps de Reagan), Obama déclare, suscitant le rire de ses hôtes latino-américains : « Je suis reconnaissant au président Ortega de ne pas m'accuser de choses qui sont arrivées lorsque je n'étais âgé que de trois mois. » Ce trait d'humour révèle habilement la volonté et surtout la possibilité pour un jeune président américain de tourner la page de la guerre froide et de l'engagement américain auprès des régimes dictatoriaux d'Amérique latine mais à condition, et la plaisanterie le souligne, que les pays latino-américains cessent de « rendre les États-Unis responsables de tous les maux qui affectent notre hémisphère ». Dans ce même discours, Obama déclare que « les États-Unis recherchent un nouveau départ avec Cuba » et s'apprêtent à emprunter le chemin pour « surmonter des décennies de méfiance »[78] .

Sans tarder, Obama assouplit les relations entre les deux pays en autorisant les exilés cubains aux États-Unis à se rendre sur l'île et à y transférer de l'argent. Il permet aussi aux entreprises américaines de télécommunication d'investir et de se développer à Cuba . Dans les deux dernières années du second mandat d'Obama, le président souhaitant achever ce processus de rapprochement avant de quitter la Maison-Blanche, les événements s'accélèrent. Le 17 décembre 2014, le président américain – en même temps que Raúl Castro à Cuba – annonce officiellement la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays. En avril 2015, les États-Unis acceptent que Cuba participe au Sommet des Amériques, où Raúl Castro et Barack Obama se rencontrent. Ils s'étaient vus en décembre 2013 à la cérémonie

d'hommage tenue à l'occasion du décès de Nelson Mandela à Johannesburg mais, cette fois-ci, ils ont un entretien officiel. En août, John Kerry , qui a remplacé Hillary Clinton au poste de secrétaire d'État en février 2013, va à La Havane pour y inaugurer l'ambassade américaine. Une visite inédite depuis 1945.

En mars 2016, Obama se rend lui-même à Cuba . Fídel Castro meurt en novembre de cette même année. Dans son discours, adressé « au peuple de Cuba », le président américain, toujours aussi éloquent, souligne que La Havane « n'est distante que de 150 kilomètres de la Floride mais pour y arriver nous avons dû parcourir une grande distance par-delà des barrières d'histoire et d'idéologie, des barrières de douleur et de séparation ». Puis, explique-t-il, donnant, comme souvent font les présidents américains, un ton plus personnel à ses propos, « le temps de ma vie a englobé l'époque de cet isolement entre nous. La révolution cubaine a éclaté l'année où mon père est arrivé aux États-Unis venant du Kenya . La baie des Cochons a eu lieu l'année de ma naissance ». « Je suis venu enterrer le dernier reste de la guerre froide aux Amériques », assure-t-il. Ne sous-estimant pas, bien au contraire, l'importance des différences entre les deux pays en termes de politique, d'économie et de société, il les qualifie néanmoins de « deux frères ». Obama insiste sur ce qu'ils partagent. Ce sont deux pays du continent américain, « colonisés par les Européens », « bâtis en partie par des esclaves venus d'Afrique », et qui ont accueilli des immigrés « venus de très loin pour commencer de nouvelles vies aux Amériques ». Obama en appelle aussi au Congrès pour lever l'embargo sur Cuba. Il conclut : « l'histoire des États-Unis et de Cuba englobe des révolutions et des conflits, des luttes et des sacrifices ; des représailles, et désormais, la réconciliation ». Ajoutant : « *Si se puede* », son « *Yes we can* » traduit en espagnol[79] .

Ce spectaculaire rapprochement avec Cuba , qu'il aura fallu huit ans pour concrétiser, restera un héritage et une victoire personnels du président Obama , tout comme un moment décisif dans les relations pluriséculaires entre les deux pays. On imagine mal un

retour en arrière. Cependant, les limites à des relations plus harmonieuses sont fixées par l'embargo américain, renforcé sous Clinton en 1996 (*Helms-Burton Act*), que le Congrès ne semble pas disposer à lever. De plus, nous sommes en 2016, année électorale aux États-Unis, avec un président en fin de second mandat. La continuation, voire l'amplification de cette politique audacieuse et bénéfique pour ces deux pays voisins dépendra largement du résultat des élections présidentielles à venir.

En cette fin de présidence, avec l'Iran et la Syrie , le Moyen-Orient continue d'occuper la Maison-Blanche. On se souvient que l'Iran, avec son voisin l'Irak et la Corée du Nord, avait été inclus dans la liste des trois pays formant « l'Axe du Mal » du président Bush en janvier 2002. La guerre en Irak, non seulement en affaiblissant considérablement l'Irak mais en y créant une zone excessivement instable d'où émergera en partie l'État islamique en 2014, a redonné à l'Iran un rôle de puissance régionale majeure. Mais l'Iran est sévèrement handicapé par des sanctions économiques instaurées dans les années 1990, et renforcées en 2006 lorsque celui-ci a refusé de mettre fin à son programme d'enrichissement d'uranium alors que des négociations étaient en cours depuis 2003 avec la France , l'Allemagne et le Royaume-Uni . Faisant de la non-prolifération des armes nucléaires un objectif majeur de sa politique étrangère, comme il l'a rappelé dans son discours du Caire de juin 2009, et souhaitant rompre avec l'intransigeance de son prédécesseur, le président Obama invite dès cette même année le pouvoir iranien à reprendre le chemin de la diplomatie. La clé de cette avancée est d'avoir accepté de séparer la question terroriste – le fait que les Iraniens soient accusés de soutenir des groupes terroristes dans la région – et la question nucléaire. Il faut pourtant attendre l'élection en Iran du modéré et réformateur Hassan Rohani en 2013 pour que les négociations reprennent.

Deux ans plus tard, en juillet 2015, un accord, appelé *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA), ou Plan d'action globale conjoint, est signé à Vienne entre l'Iran , d'une part, et les États-Unis,

la Russie , la Chine , la France , le Royaume-Uni , l'Allemagne et l'Union Européenne d'autre part. Longues, mouvementées et difficiles, ces négociations, parrainées par les Nations unies, ont abouti à un résultat historique, bénéfique pour la région et pour le monde. En substance, cet accord, dit « de bonne foi » et qui n'implique pas la ratification des pays signataires, en l'occurrence du Congrès, prévoit, pour une période de dix ans, l'abandon par l'Iran de tout programme nucléaire militaire et l'acceptation d'un contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (IAEA) contre une levée progressive des sanctions, tout en maintenant l'embargo sur le commerce des armes. Aux États-Unis, l'accord de Vienne ne fait pas l'unanimité, tant s'en faut. Estimant avoir été écarté des négociations par la Maison-Blanche, le Congrès adopte en 2015 le *US Iran Nuclear Agreement Review Act* (INARA) qui oblige le président américain à certifier tous les trois mois que l'Iran respecte bien les conditions de l'accord. Les opposants à l'accord, qui le perçoivent ni plus ni moins comme une capitulation, surtout les républicains mais pas seulement, reprochent à la Maison-Blanche de faire dangereusement confiance à l'Iran, de le laisser enrichir l'uranium alors que cet État soutient le terrorisme, d'avoir signé un accord pour dix ans seulement (que se passera-t-il après ?), et d'avoir donné à l'Iran le droit de suspendre pendant 54 jours les inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Obama , lui, dans un discours prononcé à l'American University à Washington en août 2015, situe cet accord dans la ligne de la crise des missiles résolue pacifiquement par Kennedy en 1961, du traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 1968 (signé par l'Iran mais du temps du Shah), et des accords SALT de 1972 et START de 1991. Or, l'accord de Vienne , « sans résoudre tous les problèmes que les États-Unis ont avec l'Iran » et « sans assurer un réchauffement des relations entre les deux pays », permet « d'atteindre un de nos objectifs les plus critiques en matière de sécurité ». « En cela, ajoute le président, c'est un très bon accord, […] une avancée diplomatique historique. » Ses opposants, prévient-il

pugnace, « sont pour beaucoup d'entre eux les mêmes que ceux qui étaient en faveur de la guerre en Irak ». Or, l'Iran « est ironiquement le seul plus grand bénéficiaire dans la région de cette guerre ». À ses yeux, cet accord est « le plus strict accord de non-prolifération qui n'a jamais été négocié ». Ainsi, précise Obama, les inspecteurs auront un accès quotidien à tous les sites, l'accord est limité dans le temps mais c'est la règle pour ce type de négociations (ce fut le cas pour SALT et START), et l'argent récupéré du fait du dégel des avoirs iraniens à l'étranger (estimés à 150 milliards de dollars) servira à restaurer l'économie du pays et non à financer le terrorisme. Obama rappelle, de ce point de vue, l'inefficacité des sanctions qui n'ont jamais empêché l'Iran de soutenir le terrorisme et prévient ceux qui disent que l'accord est « un mauvais accord » que les partenaires européens, chinois et russes, sans parler de l'Iran, refuseront assurément de le renégocier sous prétexte qu'une partie du Congrès l'estime inadéquat. En résumé, pour Obama, « le choix auquel nous faisons face est la diplomatie ou une forme de guerre ». Il ajoute « bientôt » de surcroît. Citant habilement le républicain Reagan , Obama conclut : « la paix n'est pas l'absence de conflits mais la capacité de résoudre les conflits avec des moyens pacifiques »[80] .

En septembre 2015, Obama gagne la bataille politique aux États-Unis autour de l'accord. Le Sénat (à 58 voix contre 42) échoue dans sa tentative de bloquer la suspension des sanctions. L'accord de Vienne ne peut véritablement empêcher les Iraniens de ne pas le respecter s'ils développent en secret un programme d'enrichissement d'uranium à usage militaire, comme il ne peut sur le long terme garantir que l'Iran n'aura jamais accès à la bombe atomique, mais il n'en reste pas moins nécessaire, bénéfique et de portée historique. Il reflète cette volonté d'ouverture et de conciliation d'Obama, ce radical changement de ton et de méthode vis-à-vis des années Bush.

La Syrie présente un autre défi pour les États-Unis et le président Obama . Dans ce dossier, celui-ci malheureusement n'aura pas fait preuve de la même adresse ni de la même détermination. La question

syrienne est intimement liée à celle de l'Irak et de l'Iran . En 2007, Nancy Pelosi , leader démocrate de la Chambre, rencontre le président syrien Bachar el-Assad , entrouvrant une porte vers un possible réchauffement des relations américano-syriennes. Mais le soulèvement de mars 2011 et l'inflexible volonté de Bachar el-Assad de le réprimer isolent la Syrie de la communauté internationale, conduisent le pays vers la guerre civile et amènent des milliers de réfugiés à quitter le pays. Au mois d'août 2012, alors que la campagne électorale bat son plein, Obama, lors d'une conférence de presse, avertit que l'utilisation d'armes chimiques par le régine syrien constitue une « ligne rouge » à ne pas franchir. Si c'était le cas, les États-Unis pourraient intervenir militairement[81] . À l'été 2013, l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Damas est avérée. Obama décide d'armer les insurgés, positionne des navires au large des côtes syriennes mais hésite à entreprendre une action militaire directe. C'est alors que la Syrie accepte soudain de détruire son stock d'armes chimiques en accord avec les exigences des Nations unies et qu'elle signe la convention sur leur interdiction qui date de 1993. Cette volte-face suspend toute possibilité d'intervention militaire américaine. La crédibilité d'Obama est affectée par ce qui a paru être comme un manque de détermination, de courage, diront certains de ses adversaires politiques et qui, surtout, a pris de court ses plus proches alliés militaires européens, la France et le Royaume-Uni .

C'est alors que surgit, des décombres de l'Irak , une nouvelle force politico-militaire et religieuse : l'autoproclamé État islamique en Irak et au Levant (EI), en anglais Islamic State of Iraq and Syria (ISIS). Instaurant un régime extrêmement violent en rançonnant et martyrisant des populations entières, musulmanes et chrétiennes, décapitant devant les caméras des opposants à leur régime, des otages occidentaux et des journalistes et brûlant vif un pilote de chasse jordanien dont l'avion a été abattu, tout en s'engageant dans des trafics les plus divers, l'État islamique semble inarrêtable tant son expansion est foudroyante. En janvier 2014, l'EI s'empare de Raqqa, en Syrie , en juin, de Mossoul et Tikrit, en Irak, et de Palmyre, en

Syrie, en mai 2015. L'État islamique fomente ou revendique des attentats meurtriers, entre autres, en France , en Belgique , en Turquie, en Tunisie , en Arabie Saoudite , au Yémen , en Russie et aux États-Unis (San Bernardino, en Californie , le 2 décembre 2015 [14 morts] et Orlando, en Floride , le 12 juin 2016 [49 morts]). À l'automne 2014, Washington, au sein d'une coalition réunissant principalement la Jordanie , la France, et le Royaume-Uni , et assistée au sol par la Turquie, l'Iran et l'Irak tout comme par des troupes séparatistes kurdes, lance une campagne militaire contre l'État islamique (*Operation Inherent Resolve*)[82] . Cette intervention associe des frappes aériennes aux forces spéciales sur le terrain. Alors que la Russie décide d'intervenir militairement en Syrie pour seconder Bachar el-Assad à partir de l'automne 2015, l'État islamique reflue, perdant Ramadi en février 2016, Moussoul durant l'hiver et le printemps 2016-2017, Alep en Syrie, en février 2017, Palmyre en mars, et enfin Raqqa, toujours en Syrie, à l'automne 2017. Mais la guerre civile en Syrie continue avec son cortège de bombardements et de combats et ses milliers de réfugiés. Dans cette crise, sa modération et son sens de la réflexion et de l'équilibre auront desservi le président Obama . Mais en cette année 2016, aux États-Unis l'heure est à sa succession.

Au demeurant, en février 2017, un classement de tous les présidents américains depuis 1789 publié par des historiens américains placera Barack Obama en douzième position, peu après les indétrônables Abraham Lincoln , George Washington, Thomas Jefferson , Franklin D. Roosevelt , John F. Kennedy et Theodore Roosevelt . Un rang tout à fait remarquable si tôt après son départ de la Maison-Blanche[83] .

Épilogue

Un nouveau président…

Moi : Un des inconvénients à mon avis de la société américaine, c'est le peu d'esprit intellectuel qui y règne.
Lui : Je le pense comme vous ; au lieu de faire des progrès dans ce sens, nous reculons tous les jours.

Tocqueville , « Conversation avec M. Livingston »
(7 juin 1831)

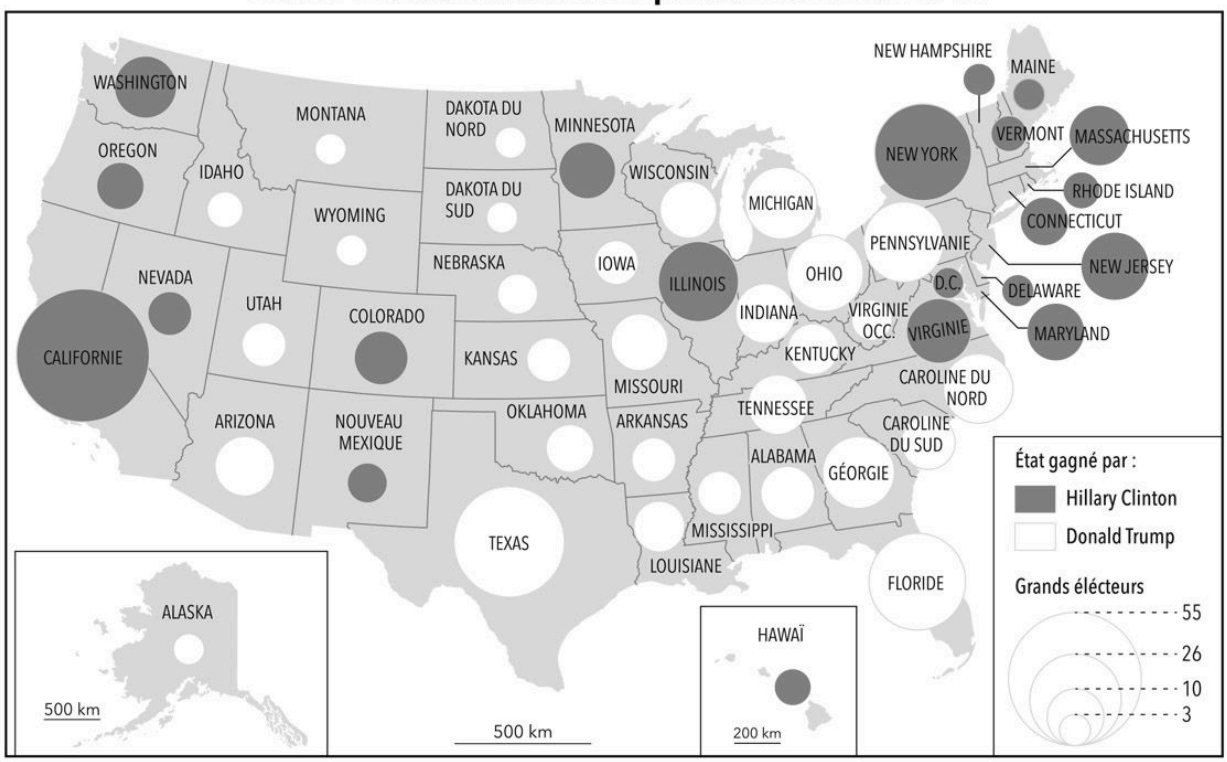
Les présidentielles de 2016 : l'élection surprise

Les élections présidentielles après deux mandats d'un même président, nous l'avons vu, sont toujours longues et acharnées car le président ne pouvant constitutionnellement se représenter, l'heure est nécessairement au bilan et à la succession. Les élections de 2016 n'échappent pas à cette règle.

Pour les républicains, ces élections sont l'occasion de reprendre le pouvoir. Au sein du parti, les jeux sont très ouverts. Dix-sept candidats s'élancent sur la ligne de départ des primaires. Parmi ceux-ci, notons Jeb Bush , le gouverneur de Floride , fils et frère de présidents ; Ted Cruz , sénateur du Texas depuis 2012 ; Marco Rubio , sénateur de Floride depuis 2010 ; Rand Paul , sénateur du Kentucky

depuis 2010 ; Mike Huckabee , ancien gouverneur de l'Arkansas ; Chris Christie , gouverneur du New Jersey ; John Kasich, gouverneur de l'Ohio ; et, une femme, Carly Fiorina, ancienne présidente de la société Hewlett-Packard. Notons aussi la présence, un peu insolite, d'un neurochirurgien africain-américain, Ben Carson , et celle, surprenante, du magnat new-yorkais de l'immobilier Donald Trump . Dès février 2016, Paul, Christie, Huckabee et Fiorina se retirent de la course, n'ayant rem porté aucune primaire. En mars, c'est au tour de Carson – qui n'avait pas hésité à déclarer lors d'un des débats télévisés des primaires que « l'Obamacare était la pire chose qui était advenue aux États-Unis depuis l'esclavage », puis de Rubio et surtout de Jeb Bush . Parmi ces trois derniers, seul Rubio a gagné des primaires (3). En mai 2016, c'est Cruz qui renonce après avoir remporté onze États. Reste alors seul en lice : Trump. Celui-ci gagne 41 États. C'est la première surprise de ces élections.

Grands Électeurs et élections présidentielles de 2016



Peu connu à l'international, né à New York en 1946, Trump fait depuis longtemps partie du paysage américain des médias et des

affaires. Dans les années 1980, il fait bâtir la Trump Tower à Manhattan et publie, rappelons-le, son autobiographie qui rencontre un certain succès. Homme d'affaires, accumulant des victoires comme des défaites, des gains comme des dettes, Trump est aussi un homme de spectacle (*showman*). Il investit dans des casinos, devient propriétaire de concours de beauté, fait de la télévision – apparaissant dans des émissions de téléréalité et de catch –, achète des équipes de sport, fonde une compagnie aérienne et même une université. En 1997, un journaliste du magazine *The New Yorker* , qui a interviewé Trump pour une enquête sur le nouveau *Gilded Age* résume parfaitement sa façon si caractéristique de s'exprimer en évoquant « sa manière brevetée de palabrer, un lot gazeux d'âneries fait de mots tels "fantastique" et "extraordinaire" et "énorme" et "incroyable" et d'une variété de synonymes de "plus grand" ». Lors de ce même entretien, Trump avoue « être très mauvais à gérer la presse », qui le « dépeint comme un lance-flammes fou » alors qu'il « pense être très différent de cela »[1] . Trump est aussi un adepte inconditionnel du *tweet* , ce qui lui vaudra la remarque d'un de ses adversaires des primaires, Ted Cruz , à savoir que l'Amérique a besoin d'un commandant en chef, pas d'un « twitteur en chef ». Tandis qu'il côtoie les milieux démocrates et républicains, Trump envisage plusieurs fois de se présenter à la présidence des États-Unis mais y renonce finalement. En 2000, les créateurs de la série télévisée d'animation *Les Simpson* imaginent un épisode où Trump devient président des États-Unis en 2030. Un des scénaristes, Dean Greaney , déclarera à ce propos que cette élection « semblait logiquement la dernière étape avant que l'Amérique ne touche le fond ». « C'était un avertissement à l'Amérique »[2] , ajoutera-t-il.

Chez les démocrates, six candidats se présentent en 2015 mais très vite, en fait dès la première primaire, celle de l'Iowa , en février 2016, ils ne sont que plus que deux : Hillary Clinton et Bernie Sanders . C'est la deuxième primaire démocrate pour Clinton qui, nous l'avons vu, fut battue par Obama en 2008. Née en 1947 à Chicago, ancienne première dame (1992-2000), sénatrice de New

York (2000-2008) et secrétaire d'État sous Obama (2009-2013), Clinton part largement favorite. Cette fois-ci, son heure a sonné, semble-t-il. Né à Brooklyn en 1941, son adversaire, Bernie Sanders a été tour à tour maire de Burlington, au Vermont (1981-1989), représentant du Vermont à la Chambre (1991-2007) et sénateur du Vermont depuis 2007. Dans les années 1960, alors étudiant à l'université de Chicago, il participe activement à la campagne pour les droits civiques des Africains-Américains et il est même arrêté par la police à Chicago en 1963. Sanders est ce qu'on appelle en politique américaine un indépendant, c'est-à-dire qu'il ne se présente aux élections ni comme démocrate ni comme républicain ; mais au Congrès, il siège et participe à des commissions en étant affilié au Parti démocrate.

Lors des primaires démocrates, Sanders propose dans son programme « rien de moins que le début d'une révolution politique[3] », dans l'esprit de 1776. De manière tout à fait originale et étonnante, Sanders se décrit explicitement comme un « socialiste », un terme habituellement très négatif dans l'imaginaire politique étatsunien. Il propose, entre autres, de réduire les inégalités, de réformer Wall Street, d'imposer les plus-values boursières, de créer des emplois en développant les infrastructures, de doubler le salaire minimum, de promouvoir la gratuité des études supérieures, d'étendre la protection médicale au plus grand monde, et il reste opposé à la peine de mort. Sanders pousse les Américains à réfléchir véritablement à une Amérique plus sociale et plus généreuse.

La bataille entre Clinton et Sanders est serrée et acharnée. En Iowa , Clinton ne gagne que de quelques voix. Peu après, Sanders remporte largement le New Hampshire , mais il perd le Nevada . Lors du *Super Tuesday* , Clinton gagne huit États, notamment dans le Sud, et Sanders quatre. Puis, en mars, elle s'impose dans huit États à nouveau contre quatre pour son adversaire. Mais en avril, Sanders remporte huit États, de l'Ouest, et Clinton , un seul. Il faut attendre début juin pour que Clinton soit déclarée victorieuse.

À l'automne, une fois les conventions nationales de chaque parti

passées, les élections opposent donc l'homme d'affaires au franc-parler outrancier Donald Trump , à une femme, Hillary Clinton, une première dans l'histoire du pays[4] . Un duel tout à fait inédit. Cette fois-ci, il existe un vrai choix politique et sociétal pour les électeurs américains. Trump, dont le slogan « Rendre à l'Amérique sa grandeur » (*Make America Great Again*) est inspiré d'un discours de Reagan , présente une candidature atypique. À l'inverse de Ross Perot en 1992, il a obtenu le soutien d'un Parti républicain qui a été contraint de reconnaître son succès auprès de ses propres électeurs. Trump est un peu le cheval de Troie du Parti républicain. Homme d'affaires, dans la ligne de Perot mais avec le parler hyperbolique qui le distingue, il promet d'être « le plus grand président créateur d'emplois que Dieu ait jamais créé ». Mais Trump reste un néophyte, n'ayant exercé aucune fonction politique à quelque niveau que ce soit. Il fait face à une candidate, à l'inverse, extrêmement expérimentée. Comme colistier, Trump choisit l'avocat Mike Pence , membre de la Chambre (2001-2013) puis gouverneur de l'Indiana depuis 2013, connu pour ses prises de position très conservatrices sur la question de l'avortement ou de politique fiscale. Clinton , elle, porte son choix sur Tim Kaine , juriste également, ancien gouverneur de Virginie (2006-2010) et sénateur de cet État depuis 2013, un centriste plutôt sans relief mais avec une grande expérience politique.

La campagne est rude et émaillée de révélations, de rebondissements et d'attaques particulièrement acerbes. Une vidéo avec des propos particulièrement sexistes et dégradants pour les femmes tenus par Trump ressort en pleine campagne. Des leaders du Parti républicain souhaitent qu'il se retire mais celui-ci refuse, n'offrant que des excuses minimales en parlant de « paroles de vestiaire » prononcées « il y a longtemps ». Clinton , elle, est mise en cause dans une affaire de courriels officiels contenant des informations extrêmement sensibles qu'elle aurait envoyés à partir d'une messagerie privée alors qu'elle occupait le poste de secrétaire d'État sous Obama . Pire, cette découverte a été faite par la commission du Congrès qui enquête sur la mort de l'ambassadeur

américain en Libye , John Christopher Stevens , lors de l'attaque du consulat américain de Benghazi en 2012, toujours sous le mandat de Clinton au Département d'État. Des partisans de Trump n'hésitent pas à crier le slogan « Mettez-la en prison » (*Lock her up*). Trump lui-même, lors d'un des trois débats télévisés présidentiels, déclare que s'il était élu, Clinton irait en prison. Rarement une attaque entre candidats a atteint ce niveau de violence et de menace, même si cela ne reste que des mots.

Le 8 novembre 2016, le jour du vote, c'est le *Trumpquake* ou « le tremblement de terre Trump », selon l'expression de la presse britannique. Contre toute attente et contre les prévisions des sondages, Trump remporte les élections. Il est possible d'ailleurs que lui-même et son équipe soient aussi surpris de cette victoire inattendue. Mais c'est une victoire entachée, du fait que Clinton gagne très largement le vote populaire avec près de 3 millions de voix en plus (65,8 contre 62,9, soit 48 % contre 46 %). Voici une marge pour le perdant tout à fait inédite dans l'histoire du pays. Gore, par exemple, n'avait comparativement que 540 000 voix d'avance sur Bush en 2000. Trump enlève 304 grands électeurs contre 227 pour Clinton. Cette disparité nous rappelle combien le système électoral américain favorise le poids des États vis-à-vis du vote populaire. Le président américain est élu au suffrage universel mais ce sont les États qui décident en fin de compte par le biais du collège électoral. Ce système, remis en cause de temps à autre, a été sciemment voulu par les rédacteurs de la Constitution en 1787 pour protéger les États les plus petits des États les plus peuplés. Ce garde-fou vaut toujours. Que penserait l'électeur d'un État comme le Dakota du Nord ou le Wyoming si les élections présidentielles étaient systématiquement et mécaniquement décidées par ceux de Californie ou de New York ? Trump gagne trente États contre vingt pour Hillary Clinton. Dans l'escarcelle du candidat républicain, nous retrouvons le Sud, sauf la Virginie et le Maryland , des États industriels tels la Pennsylvanie , le Michigan et l'Ohio et des États ruraux du centre et du Nord-Ouest, tels le Nebraska , le Kansas , le

Wyoming, l'Idaho et les deux Dakotas, dont plusieurs n'ont que trois grands électeurs, soit le nombre minimal correspondant aux deux sénateurs et à un représentant. C'est la revanche des États surnommés péjorativement « *fly-over States* », c'est-à-dire ceux que l'on ne fait que survoler en traversant le pays d'une côte à l'autre. Clinton remporte la Nouvelle-Angleterre , New York, la Virginie, le Colorado et le Nouveau Mexique et toute la façade Pacifique, dont la Californie. Une carte électorale des comtés révèle combien le cœur de l'électorat de Trump est précisément le cœur de l'Amérique. Mais Trump est aussi parvenu à gagner des États décisifs tels la Pennsylvanie (20 grands électeurs), le Wisconsin (10), le Michigan (16) et la Floride (29) avec une marge de 1 % ou moins.

Sans surprise, la différence entre l'électorat féminin et masculin (*gender gap*) est particulièrement prononcée, Clinton obtenant 54 % du premier et Trump , 53 % du second. Trump récolte 58 % du vote blanc, Clinton 88 % du vote Noir et 65 % du vote Hispanique. Trump remporte 62 % du vote rural et fait un bon score dans les périphéries des grandes villes avec 50 %. Clinton gagne les deux tiers du vote des grandes villes. Par catégorie d'âge, Clinton obtient un score de 56 % chez les moins de 25 ans et Trump, de 53 % chez les plus de 50 ans. En somme, l'électeur de Trump est un homme blanc conservateur qui réside à la campagne ou dans une petite ville, dans un petit État ou dans un État industriel, qui a plus de 50 ans et qui n'a pas fait d'études supérieures – ou alors courtes. Un électorat minoritaire, d'où la surprise de cette élection. Il s'agit sans aucun doute d'une victoire personnelle après une campagne bien menée, même si le Parti républicain conserve largement le contrôle du Congrès avec 241 représentants contre 194 à la Chambre et 52 sénateurs contre 48. À la fin de 2016, le magazine *Time* fait de Trump « la personnalité de l'année ».

Le vote Trump , comme d'ailleurs celui qui s'est porté sur Sanders pendant les primaires démocrates, est un vote contre le système (*establishment*), ce que Sarah Palin dénonçait, au nom du mouvement Tea Party en 2011, comme « une classe politique permanente » et

dont Hillary Clinton est l'incarnation pour beaucoup d'électeurs américains[5] . L'art de Trump est d'avoir su convaincre, profitant du fait qu'il n'ait jamais été élu, cet électorat désenchanté que personne ne pouvait mieux que lui représenter alors qu'il fait lui-même partie de ce système en tant que richissime et influent homme d'affaires mêlé aux milieux politiques depuis des décennies. L'élection de Trump serait l'expression d'un populisme de droite, par contraste avec celui que connut l'Amérique des années 1890, le terme recoupant un concept et une entité politique multiformes et évolutifs, difficile à cerner, que Pierre Rosanvallon définit comme « à la fois le symptôme d'une détresse réelle et l'expression d'une illusion[6] ».

L'Amérique avant tout

Le vendredi 20 janvier 2017, sous la pluie et devant une foule plus clairsemée que de coutume, Donald Trump , 45e président des États-Unis, prononce son discours d'investiture au pied du Capitole. Le nouveau président ne mâche pas ses mots. Il parle « d'un carnage américain » qui « doit s'arrêter ici et maintenant ». Il s'agit « des mères et des enfants prisonniers de la pauvreté », « des usines en déclin », « d'un système éducatif où l'argent coule à flots » mais dont les étudiants sortent « sans connaissances », et de « la criminalité, des gangs, et des drogues ». Trump reprend d'ailleurs l'expression de Franklin D. Roosevelt en mentionnant « les hommes et les femmes oubliés ». Il veut mettre fin à cette situation qui voit « un petit groupe de personnes dans la capitale [qui] récolte les avantages du gouvernement tandis que le peuple en paie le coût ». Le président reprend les thèmes phares de sa campagne : une Amérique en déclin, des citoyens floués par une poignée de privilégiés et la volonté de donner priorité à l'Amérique. « Pendant des dizaines d'années, dénonce-t-il, nous avons enrichi des industries étrangères au détriment de l'industrie américaine, financé les forces militaires d'autres pays tout en laissant notre armée se réduire tristement. Nous

avons défendu les frontières d'autres pays tout en refusant de défendre les nôtres et dépensé des milliards et des milliards de dollars à l'étranger alors que les infrastructures de l'Amérique tombaient en décrépitude ». En somme, « nous avons rendu riches d'autres pays alors que la richesse, la force et la confiance de notre pays se perdaient à l'horizon ». Le programme est annoncé : « Nous retrouverons nos emplois. Nous retrouverons nos frontières. Nous retrouverons nos richesses. Et nous retrouverons nos rêves. […] Nous appliquerons deux règles simples : acheter américain et embaucher américain. » Enfin, assure-t-il, « À partir de ce jour, l'Amérique passera avant tout – l'Amérique avant tout »[7] .

Le leitmotiv de ce discours, et l'un des slogans de campagne du candidat Trump , « L'Amérique d'abord » (*America First*) ne doit pas nous surprendre. Déjà scandé à la fin des années 1930 par ceux opposés à l'engagement américain dans la Seconde Guerre mondiale, ce choix – cette exigence pour certains – exprime la singulière dualité de l'expérience américaine. Depuis leur émergence comme une des puissances mondiales à la fin de la Première Guerre mondiale, les États-Unis ont une responsabilité face au monde, une position accentuée et pérennisée à partir de 1945. Mais, comme tous les autres pays, ils doivent aussi s'occuper de leurs propres affaires. Or, du fait de l'immensité de leur territoire, de la diversité de leur population, d'une société sans cesse en mutation car projetée vers l'avenir, de leur système fédéral et de la parcellisation du pouvoir institutionnel qui en découle, gouverner l'Amérique est le résultat d'un jeu politique très complexe. Des présidents comme Carter ou Clinton , tout comme George W. Bush avant le 11 septembre 2001, étaient prioritairement intéressés par les affaires domestiques. Même Obama , pourtant populaire bien au-delà des frontières des États-Unis et de son mandat, revendiquait, certes de manière sophistiquée et modérée, la priorité de la politique intérieure sur les affaires internationales avec son « *nation building at home* », dans un pays alors engagé dans deux guerres. L'important est, bien sûr, que cette priorité – au demeurant bien justifiable – ne conduise pas l'Amérique

à négliger les affaires du monde et à se replier sur elle-même. Un juste équilibre peut et doit être atteint.

Le président Trump : une imprévisibilité calculée

Dans son livre sur la Maison-Blanche occupée par le nouveau président, le journaliste Michael Wolff évoque un climat d'improvisation et d'instabilité, un remue-ménage permanent articulé autour d'un président immature, explosif, imprévisible, mégalomane et égocentrique, un univers qu'il qualifie « de feu et de fureur ». L'auteur insiste sur le fait que Trump n'était pas préparé à gagner ces élections et à diriger le pays et qu'il ne le souhaitait même pas, voulant simplement profiter de la notoriété – cette fois-ci mondiale – que lui apporterait cette campagne électorale pour faire des affaires et satisfaire son ego[8] . Tout cela est tout à fait possible. Après tout, personne n'avait prévu cette victoire et Trump est avant tout un homme d'affaires. Mais si Trump ne souhaitait pas remporter ces élections, la machine républicaine, elle, était bien déterminée à accéder au pouvoir après huit ans de présidence démocrate.

Le fait est que Trump ne gouverne pas les États-Unis seul. Son inexpérience est largement compensée par un Congrès aux mains de législateurs républicains expérimentés et rompus au jeu politique. Dès ce mois de janvier 2017, Karl Rove , stratège politique républicain et ancien proche conseiller du président George W. Bush , explique bien que « les parlementaires républicains, qui viennent de passer toute une année à réfléchir à ce qu'ils feraient d'une présidence républicaine, joueront un rôle plus grand dans l'élaboration de la législation » du fait d'un président qui n'a été « ni sénateur, ni membre du Congrès, ni leader d'un grand parti, ni gouverneur… ». L'inexpérience politique du président aura peut-être comme conséquence un renforcement de l'influence du Congrès si celui-ci reste aux mains des républicains car les échéances électorales

législatives, rappelons-le, sont très rappro chées aux États-Unis. Dans le cas présent, dès l'automne 2018. Rove prévient aussi qu'il ne faut « pas prendre Trump littéralement » et que celui-ci « s'est discipliné », contrôlant son verbe sous l'influence des coachs politiques du Parti républicain. Enfin, conclut-il, il faudra que Trump « mesure le pouvoir qu'ont les mots d'un président américain »[9] .

Les premiers dix-huit mois de la présidence Trump , qui a fait installer un portrait du président Andrew Jackson dans son bureau, nous paraissent confus, erratiques, chaotiques avec des prises de parole qui semblent spontanées, excessives, contradictoires même, voire irréfléchies. Cette caractéristique peut en partie s'expliquer par l'inexpérience politique du président et par son goût prononcé pour l'immodération. Mais ce chaos reflète aussi une stratégie. Trump est avant tout un homme d'affaires. Il est constamment en négociations. Son autobiographie, publiée en 1987, s'intitule précisément *L'Art de la négociation* . Il gouverne donc en homme d'affaires, mêlant provocations, coups de bluff, déclarations et contradictions, même s'il doit finalement se replier. L'imprévisibilité est une tactique. Reste à savoir si on peut gouverner et parler au monde efficacement de cette manière.

Depuis sa prise de fonction, Trump s'est lancé dans une entreprise systématique de détricotage de l'action de son prédécesseur démocrate. Il faut voir en ce programme celui du Parti républicain. Bush fils avait fait de même vis-à-vis de Bill Clinton , même si Trump est plus explicite, plus cru et moins lisse. Première des priorités des républicains : abroger la loi sur le système de santé d'Obama , l'« Obamacare ». En mai 2017, la Chambre adopte un texte d'abrogation, de justesse au demeurant, à 217 voix contre 213 (les 193 démocrates et 20 républicains s'y étant opposés). Mesures phares du texte : cesser de rendre la souscription d'une police d'assurance santé obligatoire et donner davantage de marge de manœuvre aux États. Mais à l'automne 2017, le projet de loi n'est pas adopté par le Sénat, trois sénateurs républicains, dont John McCain , votant contre. En matière de politique migratoire, alors que le candidat Trump

souhaitait construire un mur le long de la frontière avec le Mexique , le gouvernement mexicain devant en absorber le coût, une proposition que Karl Rove nous invite à ne pas prendre à la lettre, Trump propose dès janvier 2017 d'interdire l'accès aux États-Unis pendant 90 jours aux ressortissants d'Irak , d'Iran , de Libye , de Syrie , de Somalie , du Soudan et du Yémen . Ce décret présidentiel, surnommé le « *Muslim Ban* » par ses opposants et par les médias, voit son application rapidement bloquée par des juges. En mars, Trump signe une deuxième version de ce texte et retire l'Irak de la liste. La mention de ce pays, un allié clé des États-Unis, peut, en effet, surprendre, tout comme celle de la Syrie d'où proviennent des milliers de réfugiés. Un juge se prononce à nouveau contre, mais la Cour suprême le valide en partie en juin 2017. Une troisième version voit le jour avec cette fois-ci la Corée du Nord et le Tchad ajoutés à la liste, le Soudan et la Syrie en étant retirés. Les officiels du Venezuela sont aussi interdits d'accès aux États-Unis. Avec la présence de la Corée du Nord et du Venezuela, les populations visées ne sont plus exclusivement musulmanes. La Cour suprême valide ce texte le 26 juin 2018.

En juin 2017, Trump annonce que les États-Unis comptent se retirer de l'accord de Paris sur le climat signé en décembre 2015. Voici encore une politique du président Obama désapprouvée par les républicains au Congrès qui est remise en cause par Trump. Déjà, en référence au protocole de Kyoto de 1997, Bush fils avait déclaré : « Le mode de vie des Américains n'est pas négociable[10] . » Trump applique donc le programme républicain qui s'oppose à ces accords internationaux sur le climat car ils imposent aux États-Unis, comme aux autres pays, des restrictions en matière de pollution, de production et, surtout, de consommation. Dans un discours prononcé à Pittsburgh , en Pennsylvanie , Trump clame « qu'il a été élu pour représenter les citoyens de Pittsburgh, et non de Paris ». Le plus intéressant est que le maire de Pittsburgh, où la candidate Clinton a fait un bon score en 2016, Bill Peduto , déclare à l'inverse que lui et ses administrés souhaitent respecter les termes de l'accord de Paris

« pour nos citoyens, notre économie et notre futur »[11] . D'autres villes et États suivent l'exemple de Pittsburgh. Cela révèle les limites des décisions présidentielles dans un pays où la parcellisation du pouvoir laisse une large part d'autonomie aux entités administratives et gouvernementales locales.

La question récurrente des armes à feu ressurgit en 2017 et 2018 avec deux terribles tueries de masse : celle de La Vegas, au Nevada , en octobre 2017 (58 morts) et celle du lycée de Parkland, en Floride , en février 2018 (17 morts). Cette fois-ci, une partie de la jeunesse américaine, menée par les rescapés de Parkland, a décidé de se mobiliser pour un plus grand contrôle de la vente des armes à feu. Elle obtient le vote d'une loi de la législature de Floride qui relève l'âge légal pour l'achat d'une arme de 18 à 21 ans. Le 24 mars 2018, ces jeunes organisent même une marche à Washington et dans des dizaines de villes dans le pays, au cri de « Marchons pour nos vies » (*March for Our Lives)* qui rassemble un demi-million de personnes dans la capitale. Cette mobilisation pour le contrôle des ventes d'armes est inédite. Le président Trump , qui soutient la National Rifle Association, y sera-t-il sensible ? Cela reste peu probable. Il propose, en fait, d'armer les professeurs… ce qui ferait vendre davantage d'armes. Les États, à l'inverse, peuvent modifier la donne localement en votant des lois plus restrictives.

Sur le plan international, Trump n'est pas avare de déclarations et de propositions chocs. En décembre 2017, il annonce le déplacement de l'ambassade américaine en Israël de Tel Aviv à Jérusalem. En janvier 2018, le vice-président Mike Pence confirme que ce déménagement se fera dès mai 2018 pour coïncider avec le 70e anniversaire de la création de l'État hébreu (1948-2018). Il a bien eu lieu le 14 mai 2018. Si cette décision spectaculaire ne remet pas en cause le processus de paix, elle implique néanmoins une nouveauté radicale en intégrant comme point de départ de celui-ci la reconnaissance de la ville de Jérusalem comme capitale d'Israël. Dans la foulée, Washington décide aussi de suspendre son aide aux Palestiniens. Toujours au Moyen-Orient, dans la rivalité entre

l'Arabie Saoudite et l'Iran pour devenir la puissance régionale dominante, Trump rompt toute neutralité et choisit clairement les Saoudiens. En mai 2017, il se rend à Riyad pour signer des contrats pour un montant astronomique de plus de 380 milliards de dollars, dont 110 milliards pour l'industrie militaire américaine seule. « L'accord d'armement le plus important de l'histoire des États-Unis », revendique-t-on à la Maison-Blanche.

À l'inverse, en janvier 2018, Trump menace de se retirer de l'accord nucléaire multipartite signé avec l'Iran sous Obama en 2015 si des sanctions plus draconiennes ne sont pas imposées à celui-ci. Les républicains du Congrès, rappelons-le, ont dès le début été hostiles à cet accord. Ce n'est donc pas, tant s'en faut, seulement une question de politique étrangère. Le jeu et l'alternance politiques propres aux États-Unis ont aussi leurs répercussions à l'international. Le 8 mai 2018 effectivement, le président Trump annonce le retrait des États-Unis de l'accord. Également dans le domaine de la non-prolifération nucléaire, la Corée du Nord, qui a repris ses essais en décembre 2012 et les a intensifiés en 2017, est dans la ligne de mire de la Maison-Blanche. Les deux leaders, Trump et Kim Jong-un , se sont invectivés par médias interposés en septembre 2017, le président américain surnommant son homologue nord-coréen l'« homme-fusée » (*rocket man*) lors de son discours à l'Assemblée générale des Nations unies. La tension semble alors vive mais les jeux Olympiques d'hiver, organisés par la Corée du Sud à Pyeongchang en février 2018, donnent l'occasion, devant les caméras du monde entier, aux Nord-Coréens de tendre la main de la paix et de la réconciliation à leurs voisins méridionaux. Les deux pays participent aux Jeux avec une même délégation. De son côté, Washington, dans la surprise générale, annonce une possible rencontre entre Trump et Kim Jong-un. Malgré des tensions et des revirements au cours du mois de mai, celle-ci a eu lieu à Singapour le 12 juin 2018. La question de l'arme nucléaire nord-coréenne est un épineux sujet, jugé prioritaire aux États-Unis. Il n'est pas nouveau. Le résoudre pacifiquement et durablement serait un accomplissement des plus notables pour Trump et pourrait lui

valoir, comme il l'espère, le prix Nobel de la paix (avec son homologue nord-coréen).

Il est beaucoup trop tôt pour l'historien pour mesurer l'impact, au niveau domestique et à l'international, de la présidence Trump et de la placer dans une perspective historique. Les élections législatives de mi-mandat de l'automne 2018 seront, comme elles l'ont été pour ses prédécesseurs, un premier test. Une étape parfois difficile comme elle le fut pour Clinton en 1994 ou Obama en 2010. Un éventuel échec ne préjuge néanmoins pas d'une défaite lors des présidentielles suivantes. Une plus grande menace pour la présidence de Trump, sans doute, est l'enquête menée par le procureur spécial Robert Mueller , nommé par le Département de la Justice en mai 2017, sur les liens entre l'équipe de campagne de 2016 de Trump – et éventuellement le président lui-même – et la Russie . Cet ancien directeur du FBI, sous George W. Bush et Barack Obama, apparaît comme la figure antithétique du président Trump de par sa droiture et son sens de l'État. En une année, plusieurs collaborateurs du président ont été mis en examen et certains ont plaidé coupable. L'issue de l'enquête est incertaine mais constituera assurément un facteur déterminant au moment des élections de l'automne 2018.

Notes

Notes de l'introduction

1 . John Adams, « Lettres à Abigail Adams » (3 juillet 1776), dans John Rhodehamel (éd.), *The American Revolution. Writings from the War of Independence, 1775-1783* , New York, The Library of America, 2001, p. 124-127.

2 . George Bancroft, *Histoire des États-Unis depuis la découverte du continent américain* , traduction Isabelle Gatti de Gamond, Paris, Firmin Didot, 1861, t. 1, introduction, p. VI-VIII . Édition américaine : *History of the United States of America, from the Discovery of the American Continent* , 10. t., Boston, 1834-1874.

3 . Thomas Bender, (dir.), *Rethinking American History in a Global Age* , Berkeley, University of California Press, 2002. N. Barreyre, M. Heale, S. Tuck, et C. Vidal, (dir.), *Historians Across Borders. Writing American History in a Global Age* , Berkeley, University of California Press, 2014. Carl J. Guarneri, *America Compared. American History in International Perspective* , 2 t., Belmont, Californie, Wadsworth Cengage Learning, 2006.

4 . Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique* , 2 t., 1835-1840 ; Édouard Laboulaye, *Histoire des États-Unis* , 3 t., 1866-1876 ; Henri Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique* , 5 t., 1886-1892.

5 . André Tardieu, *Notes sur les États-Unis. La société. La politique. La diplomatie* , 1908 ; Jules Jusserand, *En Amérique. Jadis et maintenant* , 1918 ; Paul Claudel, *La Crise. Amérique, 1927-1932* , 1993 ; Gilbert Chinard, *La Doctrine de l'américanisme. Des puritains au président Wilson* , 1919 ; André Maurois, *Histoire des États-Unis* , 1943 ; René Rémond, *Histoire des États-Unis* , 1959 ; André Siegfried, *Les États-Unis d'aujourd'hui* , 1929.

Notes du chapitre premier

1 . En 2002, un historien amateur britannique, Gavin Menzies, commandant sous-marinier de la Royal Navy à la retraite, publie un livre revendiquant une découverte chinoise de l'Amérique en 1421, soit soixante et onze ans avant Christophe Colomb . Ses arguments ont été depuis réfutés par un chercheur américain mais la simple publication de cet ouvrage en dit long sur l'importance et le rayonnement mondial de la Chine de nos jours. Gavin Menzies, *1421. The Year China Discovered America* , New York, HarperCollins, 2002. Version française : *1421. L'année où la Chine a découvert l'Amérique* , trad. Julie Sauvage, Paris, Intervalles, 2007. Pour la réfutation, voir Robert Finlay, « How Not to (Re)Write World History: Gavin Menzies and the Chinese Discovery of America », *Journal of World History* , 15 (2), 2004, p. 229-242.

2 . Ce terme nous vient d'un ouvrage éponyme publié en 1972 par un des pionniers de l'histoire environnementale. Alfred W. Crosby, *The Columbian Exchange: Biological and Cultural Consequences of 1492* , Westport, Greenwood Press, 1972, nouvelle édition 2003.

3 . Seule la syphilis – ou du moins une variété particulièrement virulente alors inconnue en Europe – semble avoir traversé l'Atlantique en sens inverse.

4 . Cité dans Neal Salisbury, *Manitou and Providence: Indians, Europeans, and the Making of New England, 1500-1643* , Oxford, Oxford University Press, 1982, p. 103. Sauf indication contraire, les traductions de l'anglais sont les nôtres.

5 . Notons qu'en juillet 2015, le pape François, alors en voyage en Bolivie et s'adressant aux représentants des populations autochtones, a prononcé ces mots d'une importance capitale : « Je demande humblement pardon non seulement pour les offenses de l'Église elle-même mais aussi pour les crimes commis contre les peuples autochtones lors de la soi-disant conquête de l'Amérique. » « En Bolivie, le pape demande " pardon aux peuples autochtones" », Rédaction de France Info, 10 juillet 2015.

6 . Ces familles occupent des territoires distincts qui s'enchevêtrent dans des zones limitrophes où une nation muskogéenne, par exemple, peut s'intercaler entre deux sociétés algonquiennes.

7 . Russel Thornton, *American Indian Holocaust and Survival: A Population History Since 1492* , Norman, University of Oklahoma Press, 1987, p. 44-47.

8 . L'Amérique est née anglaise car toutes les colonies, excepté la Géorgie , sont fondées avant l'Acte d'Union de 1707 entre l'Angleterre (et le pays de Galles) et l'Écosse qui donne naissance à la Grande-Bretagne. Sauf quand le terme englobe toute la période coloniale, nous essayons de bien marquer la différence entre anglais et britannique.

9 . Le West Country inclut les comtés actuels de Devon, Cornwall, Somerset et Dorset.

10 . À ne pas confondre avec le Port-Royal fondé en 1604 en Acadie .

11 . Nonobstant un bref interlude (1763-1783) pendant lequel la Floride est aux mains des Britanniques.

12 . Cité dans Gilles Havard et Cécile Vidal, *Histoire de l'Amérique française* , Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2014, p. 33.

13 . Les Anglais parlent de planter des colonies, d'où le terme *planter* , qui signifie aux XVI e et XVII e siècles colon (et non planteur) et le mot *plantation* qui désigne alors une colonie.

14 . Expression que nous empruntons à l'historien québécois Marcel Trudel (*Histoire de la Nouvelle-France* , t. 1 : *Les Vaines Tentatives, 1524-1603* , Montréal, 1963).

15 . La route maritime vers l'Asie qui contourne la Scandinavie et la Sibérie est, elle, appelée le passage du Nord-Est.

16 . Eleanor est mariée à un certain Ananias Dare. Au XIX e et dans la première moitié du XX e siècle, leur enfant, Virginia Dare, est érigée en symbole en tant que première anglaise ou américaine de race blanche à naître sur le territoire des futurs États-Unis. Un timbre est même publié en 1937 en son honneur pour commémorer le 350e anniversaire de sa naissance (1587-1937).

17 . Au printemps 2012, une relecture de la carte de la région dessinée par John White en 1587 a révélé l'emplacement d'un fort à même le continent, caché par un morceau de parchemin peut-être volontairement ajouté afin que des espions espagnols à la cour d'Elizabeth Ire ne puissent le localiser. Les colons se seraient peut-être rendus à cet endroit pour construire un fort. Des fouilles vont être menées sur le site. Cette découverte est une belle avancée mais ne résout cependant pas l'énigme de la disparition des colons. Jay Price, « North Carolina, British Researchers Find Clue to Location of Lost Colony », *The News and Observer* , Caroline du Nord , 4 mai 2012.

Notes du chapitre 2

1 . À l'époque moderne, les Indes orientales désignent l'Asie et l'Afrique ; les Indes occidentales, les Amériques.

2 . *Adventurers* , littéralement parce qu'ils « aventurent » leur argent !

3 . *America's 400th Anniversary. The Journey that Changed the World* , official commemorative publication. Commemorating 400 years of America's

exploration, cultural diversity, representative government, and free enterprise, New York/Boston, Hannah International, 2007.

4 . Des fouilles archéologiques sont toujours en cours sur le site de Jamestown . En juillet 2015, des archéologues américains ont annoncé avoir identifié quatre squelettes de colons (le pasteur anglican de la colonie et trois gentilshommes), morts entre 1608 et 1610, et enterrés dans l'église de Jamestown, elle-même exhumée en 2010, et, d'une manière surprenante pour une colonie protestante, un reliquaire catholique. Nicholas Fandos, « Unearthing Jamestown's Leaders, and a Mystery », *The New York Times* , 29 juillet 2015, p. A13.

5 . *Calendar of State Papers, Colonial Series, America and West Indies, 1574-1660* , vol. 1 : W. Noel Sainsbury (dir.), *1574-1621* , Londres , Longman, Green, & Roberts, 1860, notice n. 22 (30 juillet 1619).

6 . Cité dans James Horn, *Adapting to a New World. English Society in the Seventeenth-Century Chesapeake* , Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1994, p. 142.

7 . « Richard Frethorne, letter to his father and mother, March 20, April 2 & 3, 1623 », dans Susan Kingsbury, (dir.), *The Records of the Virginia Company of London* , Washington, Government Printing Office, 1935, vol. 4, p. 58-62.

8 . Cité dans Daniel K. Richter, *Facing East from Indian Country: A Native History of Early America* , Cambridge , Harvard University Press, 2001, p. 75.

9 . La conspiration des Poudres (en anglais Guy Fawkes Day) est un complot qui vise à tuer le roi Jacques Ier et une partie du Parlement en faisant exploser le Palais de Westminster en 1605.

10 . La Pennsylvanie , le Delaware , le New York , le East Jersey, le West Jersey, le Maryland , la Caroline du Nord et la Caroline du Sud .

11 . William Bradford , *Histoire de la colonie de Plymouth. Chronique du Nouveau Monde, 1620-1647* , traduit sous la direction de Lauric Henneton, Genève , Labor et Fides, 2004. La Virginie n'est pas en reste et oppose au récit fondateur des puritains celui, nettement plus suave, de la « princesse » Pocahontas . Sur ces mythes américains et leur rivalité, voir Ann U. Abrams, *The Pilgrims and Pocahontas: Rival Myths of American Origin* , Boulder, Colorado , The Westview Press, 1999.

12 . Pour une transcription de ce texte en français et le contexte de sa rédaction, voir William Bradford , *Histoire de la colonie de Plymouth, op. cit* ., p. 30-31 et 34-40.

Notes du chapitre 3

1 . La Nouvelle-Néerlande ne doit pas être confondue avec la Nouvelle-Hollande fondée au nord-est du Brésil .

2 . Jusqu'en 1704, le Delaware fait partie de la Pennsylvanie sous le nom de Lower Counties, soit littéralement les comtés « d'en-bas », c'est-a-dire du Sud.

3 . L'île est achetée aux Amérindiens manna-hata en 1626 par le gouverneur Peter Minuit pour quelques couvertures, outils et pièces de poterie. De manière un peu fantaisiste et certainement anachronique, cette transaction est de nos jours considérée aux États-Unis comme la meilleure affaire immobilière de l'histoire du pays.

4 . Le New Jersey actuel ayant plutôt une orientation nord-sud, il faut situer le East Jersey au sud, vers la Pennsylvanie , et le West Jersey au nord, près de New York .

5 . Cité dans Jeanne-Henriette Louis et Jean-Olivier Héron, *William Penn et les Quakers. Ils inventèrent le Nouveau Monde* , Paris, Gallimard, 1990, p. 52-53.

6 . Jusqu'en 1698, Guillaume III règne avec Mary (1689-1698), fille de Jacques II .

7 . La famille Baltimore recouvre finalement le contrôle du Maryland en 1715, après la conversion à l'anglicanisme de Benedict Leonard Calvert . Le Maryland redevient et restera une colonie à propriétaire jusqu'à l'indépendance des États-Unis en 1776.

Notes du chapitre 4

1 . Soit du sud au nord : la Géorgie , la Caroline du Sud , la Caroline du Nord , la Virginie , le Maryland , la Pennsylvanie , le Delaware , le New Jersey , le New York , le Connecticut , le Rhode Island , le Massachusetts , le New Hampshire , la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve .

2 . Un chiffre à comparer aux 100 000 colons qui peuplent l'Amérique française en 1763.

3 . Peter H. Wood, *Black Majority. Negroes in Colonial South Carolina from 1670 through the Stono Rebellion* , New York, A. A. Knopf, 1974, p. XIV .

4 . Benjamin Franklin , *Observations Concerning the Increase of Mankind, Peopling of Countries, etc.* , Philadelphie, 1751, p. 10.

5 . *Ibid* .

6 . Charles de Rochefort, *Récit de l'Estat présent des célèbres colonies de la Virginie, de Marie-Land, de la Caroline, du Nouveau Duché d'York, de Penn-Sylvanie et de la Nouvelle Angleterre situées dans l'Amérique septentrionale…* , Rotterdam, 1681. Pour une édition récente, voir Bernard Grunberg, Benoît

Roux et Josiane Grunberg (dir.), *Histoire naturelle et morale des îles Antilles de l'Amérique* , Paris, L'Harmattan, 2012.

7 . Cité dans Bertrand Van Ruymbeke, *L'Amérique avant les États-Unis. Une histoire de l'Amérique anglaise 1497-1776* , Paris, Flammarion, 2013, p. 401.

8 . Thomas Jefferson , *Journal de voyage en Europe, 1787-1788* , trad. Jean Gamard, Bordeaux, Féret, 2001, p. 91.

9 . Bemjamin Franklin , *The Autobiography of Benjamin Franklin* , éd. Leonard W. Labaree, Ralph L. Ketcham, Helen C. Boatfield et Helene H. Fineman, New Haven, Yale University Press, 1964, p. 116.

10 . La quatrième grande Église coloniale, le quakerisme, est peu affectée par le Grand Réveil.

Notes du chapitre 5

1 . [Cato], *Thoughts on a Question of Importance proposed to the Public, whether it is probable that the Immense Extent of Territory acquired by this Nation at the late Peace, will operate towards the Prosperity, or the Ruin of the Island of Great Britain?* (1764), dans Gordon S. Wood (dir.), *The American Revolution. Writings from the Pamphlet Debate* , vol. 1, *1764-1772* , New York, The Library of America, 2015, p. 7.

2 . Cité dans Élise Marienstras, *La Résistance indienne aux États-Unis, XVI e -XXI e siècle* (1980), Paris, Gallimard, 2014, p. 93-94.

3 . Cité dans Michael Leroy Olberg, *Dominion and Civility: English Imperialism and Native America, 1585-1685* , Ithaca, Cornell University Press, 2004, p. 1.

4 . Joseph Warren, « An Oration Delivered March 5, 1772 at the Request of the Inhabitants of the Town of Boston to commemorate the Bloody Tragedy of the Fifth of March, 1770 », dans Gordon Wood (dir.), *The American Revolution* , vol. 1, *op . cit* ., p. 752.

5 . John Dickinson , *Lettres d'un fermier de Pensylvanie aux habitans de l'Amérique septentrionale* , trad. Jacques Barbeau-Dubourg, 1769, Lettre II, p. 22 et 24. L'original, *Letters from a Farmer in Pennsylvania* (1768).

6 . John Adams , « Lettre à l'abbé Mably » (15 janvier 1783), dans Gordon Wood (dir.), *John Adams, Revolutionary Writings 1775-1783* , New York, The Library of America, 2011, p. 532.

7 . Daniel Dulany , *Considerations on the Propriety of Imposing Taxes in the British Colonies* (1765), dans Gordon Wood (dir.), *The American Revolution* , *op . cit* ., vol. 1, p. 247-249 ; Jean Béranger (dir.), *L'Amérique coloniale, 1607-1774* , Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1986, p. 184.

8 . Thomas Jefferson , *Les Droits de l'Amérique britannique* (1774, titre original : *A Summary View of the Rights of British America*), dans *Écrits politiques* , trad. Gérard Dréan, Paris, Les Belles Lettres, 2006, p. 45.

9 . Daniel Dulany , *Considerations on the Propriety* , *op . cit* ., p. 183.

10 . Joseph Warren, « An Oration Delivered March 5, 1772 », art. cité, p. 752.

11 . Alfred F. Young, *The Shoemaker and the Tea Party. Memory and the American Revolution* , Boston , Beacon Press, 1999, p. 42-47, 87-91 et 99-107 ; Philip J. Deloria , *Playing Indian* , New Haven, Yale University Press, 1998.

12 . La loi sur le Québec ou *Quebec Act* ne fait pas à proprement parler partie des lois coercitives mais, votée également en 1774, elle est assimilée aux « lois intolérables » par les colons américains.

13 . Cité dans André Kaspi, *Les Américains* , t. 1 : *Naissance et essor des États-Unis, 1607-1945* , [1986] Paris, Éd. du Seuil, 2014, p. 99.

14 . John Adams , « Mr. Washington Unanimously Elected Commander in Chief » (15 juin 1775), dans Bernard Vincent (dir.), *La Révolution américaine, 1775-1783* , Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1985, p. 31.

15 . George III , « Proclamation to Parliament » (23 août 1775), *ibid* ., p. 64.

16 . Pauline Maier, *American Scripture. Making the Declaration of Independence* , New York, Vintage Book, 1997, p. 8.

17 . Thomas Paine, *Common Sense; Adressed to the Inhabitants of America on the following interesting Subjects…* (Philadelphie , 1776), disponible dans une édition bilingue (anglais-français) : *Le Sens commun/Common Sense* , trad. dir par Bernard Vincent, Paris, Aubier, 1983.

18 . [Charles Inglis], *The True Interest of America Impartially Stated in Certain Strictures on a Pamphlet Intitled Common Sense* (Philadelphie , 1776), dans Gordon S. Wood (dir.), *The American Revolution* , vol. 2, *op . cit* ., p. 709-710.

19 . John Adams , « Thoughts on Government Applicable to the Present State of the American Colonies », (avril 1776), dans Gordon Wood (dir.), *John Adams, Revolutionary Writings* , *op . cit* ., p. 56.

20 . John Adams , « Memorandum on Agenda for Congress » (février 1776), *ibid* ., p. 41.

21 . [Charles Inglis], *The True Interest of America* , *op . cit* ., p. 763.

22 . « Declaration of the Causes and Necessity of Taking up Arms » (6 juillet 1775), dans Bernard Vincent (dir.), *La Révolution américaine , op . cit* ., p. 58-60 ; David Armitage , *Civil Wars. A History in Ideas* , New Haven, Yale University Press, 2017, p. 140-141.

23 . Déclaration de La Fayette citée dans Bernard Vincent, *Lafayette* , Paris, Gallimard, 2014, p. 39. Pour son deuxième séjour en 1780, après un bref retour en France , La Fayette fait la traversée atlantique à bord de *L'Hermione*

.

24 . Edmund S. Morgan, cité dans Alexandre Deconde, « The French Alliance in Historical Speculation », dans Ronald Hoffman et Peter J. Albert (dir.), *Diplomacy and Revolution. The Franco-Alliance of 1778* , Charlottesville, University Press of Virginia, 1981, p. 1.

25 . John Adams , « Lettre à Abigail » (12 avril 1778), dans Gordon Wood (dir.), *John Adams, Revolutionary Writings* , *op . cit* ., p. 158.

26 . John Adams , « Lettre à James Warren » (4 août 1778), *ibid* ., p. 169.

27 . Vergennes , « Considérations sur le parti qu'il convient à la France de prendre vis-à-vis de l'Angleterre dans la circonstance actuelle » (31 août 1776), dans Henri Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique* , 5 t., Paris, Imprimerie nationale, 1886-1999, t. 1, p. 567-572.

28 . Cité dans Orville T. Murphy , « The View from Versailles », dans Ronald Hoffman et Peter J. Albert (dir.), *Diplomacy and Revolution* , *op . cit* ., p. 130.

29 . Cité dans Bernard Vincent, *Lafayette* , *op . cit* ., p. 55.

30 . Jonathan R. Dull, « France and the American Revolution Seen as Tragedy », dans Ronald Hoffman et Peter J. Albert (dir.), *Diplomacy and Revolution* , *op . cit* ., p. 73.

31 . Vergennes , « Considérations sur le parti qu'il convient à la France de prendre vis-à-vis de l'Angleterre dans la circonstance actuelle », art. cité.

32 . Cité dans Élise Marienstras, *Nous, le peuple. Les origines du nationalisme américain* , Paris, Gallimard, 1988, p. 306 (John Adams) et p. 315.

33 . Cité dans Bernard Cottret, *La Révolution américaine. La quête du bonheur, 1763-1787* , Paris, Perrin, 2004, p. 259.

34 . Soit le Midwest actuel.

35 . Cité dans Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis* , Paris, Presses universitaires de France, 2010, p. 98.

36 . Ils sont 55 au départ le 25 mai, 42 le dernier jour, le 17 septembre. C'est le président Warren Harding (1920-1924) qui a créé cette expression « Pères fondateurs » en 1916, un terme qu'il a repris dans son discours d'investiture en 1921. Robert V. Remini et Terry Golway (dir.), *Fellow Citizens. The Penguin Book of U.S. Presidential Inaugural Addresses* , New York, Penguin, 2008, p. 298-305 (citation p. 298). Voir aussi Jill Lepore, *The Whites of their Eyes. The Tea Party's Revolution and the Battle over American History* , Princeton , Princeton University Press, 2010, p. 16.

37 . La citation fait allusion, bien sûr, aux Articles de la Confédération alors en vigueur. *Le Fédéraliste* , éd. par Anne Amiel, Paris, Classiques Garnier, 2012, « Le Fédéraliste 1 (Hamilton) » (27 octobre 1787), p. 76.

38 . Cité dans François Vergniolle de Chantal, *Le Fédéralisme américain en question. De 1964 à nos jours* , Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2006, p. 26.

39 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , New York, HarperCollins Publisher, 1997, p. 193.

40 . Hamilton rédigea 51 des articles, Madison , 29 et Jay, 5. James Madison, Alexander Hamilton et John Jay , *The Federalist Papers* , éd. Isaac Kramnick, New York, Penguin, 1987, introduction p. 76-77.

Notes du chapitre 6

1 . À l'exception de la Caroline du Nord et du Rhode Island , en attendant leur ratification de la Constitution.

2 . Thomas Jefferson , « Les différentes religions acceptées dans cet État » (1782), dans *Écrits politiques* , *op . cit* ., p. 76.

3 . Thomas Jefferson , « Premier discours inaugural » (4 mars 1801), dans *Écrits politiques* , *op . cit* ., p. 143. En anglais dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches. Political Oratory from the Revolution to the Civil War* , New York, The Library of America, 2006, p. 50-54.

4 . Jusqu'à l'adoption du XXe amendement en 1933, les présidents, élus en novembre, prennent leur fonction en mars (le 4, le plus souvent) de l'année suivante. Depuis cette date, l'entrée en fonction intervient en janvier (en général le 20). Nous employons, cependant, l'année d'élection, donc paire, pour les termes des mandats présidentiels.

5 . Jean-Pierre Dormois et Simon P. Newman (dir.), *Vue d'Amérique. La Révolution Française jugée par les Américains* , Paris, France-Empire, 1989, p. 35, 73, 141 et 175.

6 . George Washington, « Farewell Address » (19 septembre 1796), dans John Rhodehamel (dir.), *George Washington: Writings* , New York, The Library of America, 1997, p. 962-977. Depuis 1896, ce discours d'adieu est lu au Sénat chaque année le troisième lundi de février pour commémorer l'anniversaire de George Washington, appelé *Presidents' Day* .

7 . Thomas Jefferson , « Résolutions du Kentucky (1799) », dans *Écrits politiques* , *op . cit* ., p. 123-133.

8 . Dans un duel, en juillet 1804, Aaron Burr défie et blesse mortellement Alexander Hamilton . Il fuit et, à la suite d'intrigues avec les Britanniques et les Espagnols, est arrêté et accusé de haute trahison en 1806. Jugé l'année suivante, Burr est finalement acquitté.

9 . Thomas Jefferson , « Premier discours inaugural » (4 mars 1801), dans *Écrits politiques* , *op* . *cit* ., p. 141.

10 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op* . *cit* ., p. 237.

11 . Cité dans James E. Lewis Jr., « A Tornado on the Horizon. The Jefferson Administration, the Retrocession Crisis, and the Louisiana Purchase », dans Peter J. Kastor et François Weil (dir.), *Empires of the Imagination. Transatlantic Histories of the Louisiana Purchase* , Charlottesville, University of Virginia Press, 2009, p. 136.

12 . Thomas Jefferson , « Lettre à Robert L. Livingston » (18 avril 1802), dans Merrill D. Peterson (dir.), *The Portable Jefferson* , New York, Penguin Books, 1977, p. 485-488.

13 . Thomas Jefferson , « Second discours inaugural » (4 mars 1805), dans *Écrits politiques* , *op* . *cit* ., p. 151-152.

14 . Les États barbaresques sont alors Alger, Tripoli, Tunis et le Maroc .

15 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower. U.S. Foreign Relations since 1776* , New York, Oxford University Press, 2008, p. 99.

16 . Cette victoire occupe une place de choix dans la mythologie des *U.S. Marines* puisqu'une référence y est incluse, avec les mots « vers les côtes de Tripoli » (*to the shores of Tripoli*), dans leur hymne qui date de 1879.

17 . Du nom du représentant Nathaniel Macon.

18 . Le terme, qui se veut négatif, vient du Virginien John Randolph, un opposant à la guerre.

19 . James Madison , « War Message to Congress » (1er juin 1812), dans Donald R. Hickey (dir.), *The War of 1812. Writings from America's Second War of Independence* , New York, The Library of America, 2013, p. 1-9.

20 . Dolley Madison , « Lettre à Payne Washington Todd » (23 août 1814), *ibid* ., p. 506-507.

21 . Francis Scott Key, « The Star-Spangled Banner », *ibid* ., p. 545-546. Ce poème sera adopté comme hymne national en 1931.

22 . Albert Gallatin , « Lettre à James Monroe » (25 décembre 1814), *ibid* ., p. 631.

23 . Ces présidents virginiens sont George Washington, Thomas Jefferson et James Madison . « Report and Resolutions of the Hartford Convention » (6 janvier 1815), *ibid* ., p. 648-665.

24 . Thomas Jefferson , « Lettre au marquis de La Fayette » (14 février 1815), *ibid* ., p. 686-687.

25 . À l'origine, il s'agit d'un personnage réel, Samuel Wilson (1766-1854), un fournisseur de l'armée en viande, basé à Troy, dans l'arrière-pays new-

yorkais, et réputé pour son honnêteté, qui marque ses marchandises « US » (*Uncle Sam*). Le portrait de l'Oncle Sam le plus réussi et le plus réputé reste celui de James Montgomery Flagg, le représentant le doigt pointé en face de lui, dans une affiche dessinée en 1917 pour recruter des soldats. Avant l'apparition de cette figure, les Treize Colonies, puis la Jeune Amérique, étaient symbolisées dans l'iconographie par une princesse indienne puis une femme blanche, surnommée « Miss Columbia ». Notons, par ailleurs, que le poster de Flagg est, en fait, inspiré d'une affiche britannique de 1914 intitulée « Votre pays a besoin de VOUS » (*Your Country Needs YOU*), montrant Lord Herbert Kitchener, ministre de la Guerre, dans la même position. Walton Rawls, *Wake-Up, America! World War I and the American Poster* , New York, Abbeville Press, 1988, p. 12-13.

Notes du chapitre 7

1 . Cité dans Eric Foner et John A. Garraty (dir.), *The Reader's Companion to American History* , Boston , Houghton Mifflin Company, 1991, « Elections », p. 333.

2 . « Lettre de T. Jefferson à John Holmes » (22 avril 1820), dans Merrill D. Peterson (dir.), *The Portable Jefferson* , New York, Penguin, 1977, p. 567-569. Voir aussi Arnaud Coutant, *Histoire constitutionnelle des États-Unis* , t. 1 : *Une fédération non démocratique (1776-1860)* , p. 385-387.

3 . Thomas Jefferson , « Lettre à Alexander von Humboldt » (6 décembre 1813), dans *Écrits politiques* , *op* . *cit* ., p. 182-183.

4 . Appelé Discours sur l'État de l'Union (*State of the Union Address*) depuis les années 1930.

5 . Cité dans Carl N. Degler *et al* ., *Histoire des États-Unis. La pratique de la démocratie* , trad. Michel Deutsch, Paris, Economica, 1980, p. 126.

6 . Traditionnellement, les Américains considèrent l'Amérique latine et l'Amérique du Nord comme deux continents, d'où l'emploi du pluriel.

7 . « The Monroe Doctrine » (2 décembre 1823), dans Richard B. Morris (dir.), *Basic Documents in American History* , Huntington/New York, Robert E. Krieger Publishing Company, 1980, p. 97-100.

8 . Le cinquième est John Adams (1796-1800) du Massachusetts .

9 . Edgar Ewing Brandon, *A Pilgrimage of Liberty. A Contemporary Account of the Triumphal Tour of General Lafayette Through the Southern and Western States in 1825, as Reported by the Local Newspapers* , Athens, Ohio , The Lawhead Press, 1944. Voir aussi le récit du secrétaire personnel de La Fayette Auguste Levasseur, *Lafayette en Amérique, en 1824 et 1825, ou Journal d'un voyage aux*

États-Unis , 2 t., Paris, Librairie Baudouin, 1829.

10 . C'est-à-dire que le parti qui a le plus de voix remporte tous les grands électeurs de l'État.

11 . Cité dans Carl N. Degler *et al* ., *Histoire des États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 143.

12 . *The American Scholar* (1837), cité dans David Reynolds, *America. Empire of Liberty. A New History* , Londres , Penguin Books, 2009, p. 129.

13 . Cité dans James M. McPherson, *La Guerre de Sécession (1861-1865)* , trad. Béatrice Vierne, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1991, p. 34 et 35.

14 . Cité dans David Reynolds, *America, Empire of Liberty* , *op* . *cit* ., p. 126.

15 . Gérard Hugues, *Une théorie de l'État esclavagiste. John Caldwell Calhoun* , Aix-en-Provence, Publications de l'université de Provence, 2004, p. 28 et 34.

16 . Daniel Webster , « Second Reply to Hayne » (26-27 janvier 1830), dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 182-254.

17 . Cité dans Eric Foner et John A. Garraty (dir.), *The Reader's Companion to American History* , *op* . *cit* ., p. 160 (*Cherokee Nation vs. Georgia*).

18 . Alexis de Tocqueville , *De la démocratie en Amérique* (1835), t. 1, Paris, Gallimard, 1986, p. 477-478.

19 . *Ibid* ., p. 496.

Notes du chapitre 8

1 . Henry Clay , « Discours sur la guerre contre le Mexique » (13 novembre 1847).

2 . Cité dans Niall Ferguson , *Colossus. The Price of America's Empire* , New York, The Penguin Press, 2004, p. 39.

3 . Citations tirées de James M. McPherson, *La Guerre de Sécession* , *op* . *cit* ., p. 56 et 57.

4 . *Ibid* ., p. 60.

5 . La formule, restée célèbre, mérite d'être donnée en anglais : « *the fulfillment of our manifest destiny to overspread the continent alloted by Providence for the free development of our yearly multiplying millions* ».

6 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op* . *cit* ., p. 371.

7 . Cité dans James M. McPherson, *La Guerre de Sécession* , *op* . *cit* ., p. 60.

8 . Cité *ibid.* , p. 63.

9 . Cité dans Philippe Jacquin et Daniel Royot, *Go West ! Une histoire de*

l'Ouest américain d'hier à aujourd'hui , Paris, Flammarion, 2002, p. 125.

10 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op . cit* ., p. 377.

11 . À ces acquisitions s'ajoute en 1853 ce qu'on appelle la *Gadsden Purchase* , du nom de l'ambassadeur américain à Mexico, James Gadsden, soit l'achat au Mexique d'une bande de terre située au sud de l'Arizona.

12 . Les Treize Colonies fondatrices ne constituent que 8 % du territoire étatsunien actuel.

13 . Niall Ferguson , *Colossus* , *op . cit* ., p. 36.

14 . Second par référence à celui qui traverse les colonies dans les années 1730-1740.

15 . Cité dans Ronald Creagh, *Utopies américaines. Expériences libertaires du XIX e siècle à nos jours* , Marseille, Agone, 2009, p. 98.

16 . *Ibid* ., p. 93.

17 . Par opposition au « *wet States* ».

18 . Cité dans Eric Foner et John A. Garraty (dir.), *The Reader's Companion to American History* , *op . cit* ., p. 391.

19 . Angelina Grimké , « Lettre à Theodore D. Weld et John G. Whittier » (20 août 1837), dans *Les Sœurs Grimké. De l'antiesclavagisme aux droits de la femme* , textes réunis et présentés par Colette Collomb-Bureau, Lyon, ENS Éditions, 2016, p. 157.

20 . Angelina Grimké , « Lettre à Theodore D. Weld » (12 août 1837), *ibid* ., p. 152.

21 . Sarah Grimké , « Lettre VIII. De la Condition des femmes aux États-Unis » (1837), *ibid* ., p. 124.

22 . L'original vaut la peine d'être donné en anglais : « *The right is ours. Have it, we must. Use it, we will.* »

23 . Elizabeth Cady Stanton , « Address to Woman's Rights Convention » (Seneca Falls, juillet 1848), dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op . cit* ., p. 333-353.

24 . Disponible en français : « Déclaration de sentiments et Résolutions, adoptées par la Convention sur les droits de la femme à Seneca Falls » (19 et 20 juillet 1848), dans *Elizabeth Cady Stanton. Naissance du féminisme américain à Seneca Falls* , textes présentés et traduits par Claudette Fillard, Paris, ENS Éditions, 2009, p. 105-110.

25 . Cité dans Daniel Boorstin, *Histoire des Américains* , Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », p. 425.

26 . Cité *ibid* ., p. 424.

27 . Thomas Jefferson , « Lettre à Edward Coles » (25 août 1814), dans *Écrits politiques* , *op* . *cit* ., p. 199.

28 . Angelina Grimké , « Appels aux femmes chrétiennes du Sud » (1836) et « Appel aux femmes des États dits libre » (1837), dans *Les Sœurs Grimké* , *op* . *cit* ., p. 65 et 75.

29 . Angelina Grimké , « Appel aux femmes des États dits libres », art. cité, p. 69 et 71.

30 . Cité dans James McPherson, *La Guerre de Sécession* , *op* . *cit* ., p. 102.

31 . Cité dans James M. McPherson, *La Guerre de Sécession* , *op* . *cit* ., p. 72.

32 . Cité *ibid* ., p. 74.

33 . De nos jours, avec un cours de l'or élevé, des Américains, à nouveau, tentent leur chance en prospectant en Californie comme dans les années 1850. Voir à ce sujet l'ouvrage et les photographies de Sarina Finkelstein, *The New Forty-Niners* , Heidelberg, Kehrer Verlag, 2014.

34 . Raphaël Picon, *Emerson. Le sublime ordinaire* , Paris, CNRS Editions, 2015, p. 240-241 et 231.

35 . Cité dans James M. McPherson, *La Guerre de Sécession* , *op* . *cit* ., p. 162.

36 . Charles Sumner , « The Crime against Kansas » (19 et 20 mai 1856), dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 553-633.

37 . « Discours de Peoria, Illinois » (16 octobre 1854), dans *Abraham Lincoln. Le pouvoir des mots. Lettres et discours* , présentés et traduits par Bernard Vincent, Paris, L'Archipel, 2009, p. 51.

38 . Michael Walzer, *What it Means to be an American. Essays on the American Experience* , Venise, Marsilio Publishers, 1996, p. 32.

39 . Know-Nothing car ses premiers membres, appartenant à des associations nativistes plus ou moins secrètes, dont L'Ordre de la bannière étoilée (The Order of the Star Spangled Banner), répètent lorsqu'ils sont questionnés par des membres extérieurs à leur confrérie : « *I know nothing* » (Je ne sais rien).

40 . « Lettre à Joshua Speed » (24 août 1855), dans *Abraham Lincoln. Le pouvoir des mots* , *op* . *cit* ., p. 53.

41 . « The Dred Scott Case, 6 mars 1857 », dans Richard B. Morris (dir.), *Basic Documents in American History* , *op* . *cit* ., p. 117-120. Disponible (en anglais) dans son intégralité dans Arnaud Coutant, *Histoire constitutionnelle des États-Unis* , t. 1 : *Une fédération non démocratique (1776-1860)* , p. 699-766. Ces nordistes favorables au Sud sont appelés *doughfaces* , littéralement portant un masque en pâte.

42 . Dred Scott , lui, meurt l'année suivante non sans avoir été affranchi par les héritiers de son premier maître.

43 . John Brown , « Address of John Brown to the Virginia Court, when about

to receive the sentence of death, for his heroic attemps at Harper's Ferry to Give deliverance to the captives and let the oppressed go free » (Boston , décembre 1859).

Notes du chapitre 9

1 . Cité dans Bernard Vincent, *Lincoln. L'homme qui sauva les États-Unis . Biographie* , Paris, L'Archipel, 2009, p. 182. Voir aussi Robert W. Johannsen, « The Lincoln-Douglas Campaign of 1858: Background and Perspective », *Journal of the Illinois State Historical Society* , 73 (4), 1980, p. 242-262.

2 . Cité dans James M. McPherson, *La Guerre de Sécession , op . cit .*, p. 246 et 250.

3 . Le Manifeste d'Ostende (*Ostend Manifesto*) est un document rédigé en 1854 par trois diplomates américains, James Buchanan (en poste en Grande-Bretagne), John Y. Mason (en France) et Pierre Soulé (en Espagne), à Ostende, en Belgique , préconisant l'achat de Cuba à l'Espagne pour 120 millions de dollars. Devant le tollé que suscite cette initiative aux États-Unis dans les États libres, la proposition est tout de suite retirée par le gouvernement américain.

4 . Les extraits les plus significatifs de ces deux programmes sont disponibles dans Jean Heffer, *Les Origines de la guerre de Sécession* , Paris, Presses universitaires de France, 1971, p. 37-42.

5 . « Discours sur la "maison divisée" » (16 juin 1858), dans Bernard Vincent (dir.), *Abraham Lincoln. Le Pouvoir des mots , op . cit .*, p. 61.

6 . Cité dans James M. McPherson, *La Guerre de Sécession , op . cit .*, p. 142.

7 . « Discours d'Abraham Lincoln » (Ottawa , Illinois , 21 août 1858), dans Bernard Vincent (dir.), *Abraham Lincoln. Le pouvoir des mots , op . cit .*, p. 69.

8 . Cité dans James M. McPherson, *La Guerre de Sécession , op . cit .*, p. 252.

9 . Cité dans Bernard Vincent, *Lincoln. L'homme qui sauva les États-Unis , op. cit .*, p. 210.

10 . « Confederate States of America – Declaration of the Immediate Causes Which Induce and Justify the Secession of South Carolina from the Federal Union » (20 décembre 1860). Disponible en français dans Jean Heffer, *Les Origines de la guerre de Sécession , op . cit .*, p. 42-44.

11 . Cité dans Walter Edgar, *South Carolina: A History* , Columbia, University of South Carolina Press, 1998, p. 355.

12 . James M. McPherson, *La Guerre de Sécession , op . cit .*, p. 256.

13 . Abraham Lincoln , « Special Session Message » (4 juillet 1861) cité dans Élise Marienstras, *Nous, le peuple. op. cit.* , p. 305 ; « Resolution in Congress on Establishing New Governments » (15 mai 1776), dans Gordon Wood (dir.), *John Adams. Revolutionary Writings* , *op . cit* ., p. 68-69.

14 . « Lincoln 's First Inaugural, 4 mars 1861 », dans Richard B. Morris (dir.), *Basic Documents in American History* , *op . cit* ., p. 121-124 et en français dans Bernard Vincent, *Abraham Lincoln. Le pouvoir des mots* , *op . cit* ., p. 119-125.

15 . Dans une série d'articles publiés dans la presse britannique, Karl Marx et Freidrich Engels offrent une analyse très fine et très informée, de surcroît à chaud, de la guerre civile américaine. Leurs articles sont réunis dans Freidrich Engels et Karl Marx, *La guerre civile aux États-Unis (1861-1865)* , traduction et présentation de Roger Dangeville, Paris, Union générale d'édition, 1970, p. 32 (article du 26 novembre 1861).

16 . Sans surprise, encore de nos jours, la guerre de Sécession porte des noms différents dans le Sud. On y parle, par exemple, de « guerre entre les États » (*War between the States*), de « guerre d'Indépendance du Sud » (*War of Southern Independency*) ou encore de « guerre d'agression nordiste » (*War of Northern Aggression*) !

17 . Cité dans Jean Rouberol et Jean Chardonnet, *Les Sudistes* , Paris, Armand Colin, 1971, p. 28.

18 . « Cotton Exports Compared with Total Exports, 1800-1860 », dans Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant. A History of the Republic* , Lexington , D. C. Heath and Company, 1979, p. 329.

19 . Voir *ibid* ., p. 87-90 (en anglais) et cité dans André Kaspi, *Les Américains* , t. 1 : *Naissance et essor des États-Unis* , *op . cit* ., p. 189.

20 . Freidrich Engels et Karl Marx , *La Guerre civile aux États-Unis (1861-1865)* , *op . cit* ., p. 23 (article du 1er novembre 1861).

21 . James M. McPherson, *La Guerre de Sécession* , *op . cit* ., p. 353-354.

22 . Il y aura plus de cent batailles en 1864. Bernard Vincent, *Lincoln. L'homme qui sauva les États-Unis* , *op . cit* ., p. 296.

23 . Par comparaison, le nombre de décès de la guerre d'Indépendance constitue 0,9 % de la population de l'époque, la Seconde Guerre mondiale, 0,28 %, et la Première Guerre mondiale, 0,12 %.

24 . Cité dans Vincent Bernard, *Ulysses S. Grant. L'étoile du Nord* , Paris, Perrin, 2018, p. 87.

25 . « *The real war will never get into books* », *Specimen Days* (1892), dans Nina Baym *et al* ., *The Norton Anthology of American Literature* , vol. 1, New York, W. W. Norton & Company, 8e éd., 2011, vol. 1, p. 2128.

26 . Certains noms de bataille diffèrent entre le Sud et le Nord car les sudistes les nomment d'après le lieu-dit ou la ville la plus proche alors que les

nordistes se réfèrent au cours d'eau (en anglais *creek*) le plus proche.

27 . Connu sous le nom de *Gettysburg Address* , cet immensément célèbre discours de Lincoln débute par la formule quelque peu archaïque de « *Four score and seven years ago* » (au lieu de « *eighty-seven years ago* ») qui témoigne de sa qualité poétique. Voir (en anglais) Garry Wills, *Lincoln at Gettysburg. The Words that Remade America* , New York, Simon & Schuster, 1992, appendice I, p. 191-203 et (en français) Bernard Vincent (dir.), *Abraham Lincoln. Le pouvoir des mots* , *op . cit* ., p. 208-209.

28 . Voir l'article publié le lendemain dans le *New York Times* à http://timesmachine.nytimes.com/browser/1865/04/15/P1 . Booth est abattu peu après son acte et quatre de ses complices sont pendus.

29 . « Lettre à Horace Greeley » (22 août 1862), dans Bernard Vincent (dir.), *Abraham Lincoln. Le pouvoir des mots* , *op . cit* ., p. 170.

30 . Voir son discours sur l'expatriation à une délégation de Noirs prononcé à la Maison-Blanche en août 1862, *ibid* ., p. 166-171.

31 . Cité dans James M. McPherson, *La Guerre de Sécession* , *op . cit* ., p. 383-384.

32 . Cité *ibid* ., p. 544.

33 . *Ibid* ., p. 544-545.

34 . La Confédération se résoudra à enrôler des Noirs dans ses armées mais seulement en mars 1865, un mois avant la fin du conflit.

35 . Ajoutons que le chant le plus célèbre de la guerre de Sécession, *Cri de guerre : la liberté* , en anglais *Battle Cry of Freedom* , est chanté à partir de 1862 pour la liberté des esclaves par les armées du Nord et pour la liberté du Sud par les troupes confédérées ! « Battle Cry of Freedom », dans James M. McPherson, *La Guerre de Sécession* , *op . cit* ., p. v .

36 . Edwin G. Burrows et Mike Wallace, *Gotham. A History of New York City to 1898* , New York, Oxford University Press, 1999, p. 888-895 (citation p. 890).

37 . « The Union as it Was and the Constitution as It is », *The New York Times* , 18 octobre 1864.

38 . Freidrich Engels et Karl Marx , *La Guerre civile aux États-Unis* , *op . cit* ., p. 81 (30 décembre 1864).

39 . Par le traité de Washington, signé entre les États-Unis et la Grande-Bretagne en 1871, notamment pour négocier le tracé de la frontière américano-canadienne, les Britanniques acceptent de donner 15,5 millions de dollars aux États-Unis en compensation des destructions occasionnées par le navire confédéré *Alabama* construit en Angleterre et détruit, comme on l'a noté, au large de Cherbourg en 1864. Au-delà du cas de ce navire, la Grande-Bretagne faisait amende honorable par ce traité après avoir secrètement soutenu la Confédération.

40 . James M. McPherson, « The Second American Revolution », dans Michael Perman et Amy M. Taylor (dir.), *Major Problems in the Civil War and Reconstruction: Documents and Essays* , Wadsworth, Cengage Learning, 2010, p. 6.

41 . L'histoire américaine montre qu'un amendement constitutionnel peut être abrogé mais le cas est unique et date des années 1930, donc inédit et impensable en 1865. Il s'agit de l'amendement sur la prohibition (XVIIIe), ratifié en 1919 et abrogé en 1933.

42 . Charles A. Beard et Mary R. Beard, *The Rise of American Civilization* , New York, Macmillan, 1927, p. 52. Passage traduit en français dans Jean Heffer, *Les Origines de la guerre de Sécession* , *op . cit* ., p. 62-65.

43 . David W. Blight, *Race and Reunion. The Civil War in American Memory* , Cambridge , Harvard University Press, 2002.

44 . Cité dans Manisha Sinha, *The Slave's Cause. A History of Abolition* , New Haven, Yale University Press, 2016, p. 584.

45 . Cité dans George B. Tindall, *America. A Narrative History* , New York, W. W. Norton, 1984, p. 669.

46 . Cité dans Jean Rouberol et Jean Chardonnet, *Les Sudistes* , *op . cit* ., p. 7.

Notes du chapitre 10

1 . « *It was de fourth day of June in 1865 I begins to live.* » Katie Rowe était une ancienne esclave de l'Arkansas , libérée en 1865 et interviewée, à l'âge de 88 ans, dans le cadre du programme du New Deal, le *Federal Writers' Project* , en 1937 à Tulsa en Oklahoma . T. Lindsay Baker et Julie P. Baker (dir.), *The WPA Oklahoma Slave Narratives* , Norman, University of Oklahoma Press, 1996, p. 371 et n. 1.

2 . Ce terme a donné l'adjectif *unreconstructed* (« non-reconstruit ») pour désigner un comportement conservateur rétif aux changements et par allusion aux *unreconstructed Southerners* (« sudistes non reconstruits ») qui refusaient les changements imposés par le Congrès au lendemain de leur défaite.

3 . Cité dans Bernard Vincent, *Abraham Lincoln. Le pouvoir des mots* , *op . cit* ., p. 240.

4 . Voir par exemple ceux du Mississippi et de la Louisiane dans Henry Steele Commager (dir.), *Documents in American History* , 2 vol., New York, Appleton-Century-Crofts, 1988, vol. 1, p. 452-455 et 455-457.

5 . De son nom complet *Bureau of Refugees, Freedmen, and Abandoned Lands* (Bureau des réfugiés, des affranchis et des terres abandonnées).

6 . Le cinquième, commun à beaucoup d'amendements, donne au Congrès le pouvoir de le faire appliquer en votant une législation appropriée.

7 . « The Ku Klux Klan. Organization and Principles (1868) », dans Henry S. Commager (dir.), *Documents of American History , op . cit .*, vol. 1, p. 499-500.

8 . Ce rapport date de juin 1866. Il s'agit du « Report of the Joint Committee on Reconstruction », in Henry S. Commager (dir.), *Documents in American History, op . cit .*, vol. 1, p. 468-470.

9 . Les cinq districts militaires sont : I (la Virginie), II (la Caroline du Sud et la Caroline du Nord), III (l'Alabama, la Géorgie et la Floride), IV (l'Arkansas et le Mississippi) et V (le Texas et la Louisiane).

10 . Sur les onze chefs d'accusation retenus par la Chambre contre le président Johnson, neuf relèvent de son non-respect de la loi sur la nomination des fonctionnaires civils, le *Tenure of Office Act* .

11 . Seuls les présidents Andrew Johnson , en 1868, et Bill Clinton , en 1999, ont subi une procédure de destitution dans l'histoire du pays. En 1974, la procédure est à peine entamée que Richard Nixon démissionne de la présidence.

12 . Sur 54 sénateurs, il aurait donc fallu 36 voix, la majorité des deux tiers, pour destituer Andrew Johnson .

13 . Avec la mort de Lincoln , Johnson a accédé à la présidence à partir de la vice-présidence. Il n'a donc pas de vice-président et c'est donc le président du Sénat qui accèderait à la présidence en cas de destitution de Johnson. Cette procédure change avec l'adoption du XXVe amendement en 1967.

14 . La Géorgie est aussi réadmise en juin 1868 mais replacée sous contrôle militaire en décembre 1869, suite à l'expulsion des Noirs de son assemblée.

15 . Cité dans Vincent Bernard, *Ulysses S. Grant, op . cit .*, p. 230.

16 . En anglais, « *Liberal-Republican* ». Dans le contexte politique étasunien, le mot *liberal* est à interpréter dans le sens de réformateur et progressiste.

17 . Peu de grandes synthèses, en effet, avant le magistral ouvrage d'Eric Foner, *Reconstruction : America's Unfinished Revolution 1863-1877* , New York, Harper & Row, 1988.

18 . John Hope Franklin, *De l'esclavage à la liberté. Histoire des afro-américains* , trad. Catherine Kieffer, Paris, Éditions caribéennes, 1984, p. 275-277.

19 . En anglais, *tenant* signifie « locataire » et *landlord* , « propriétaire ».

20 . Nicolas Barreyre et Paul Schor, *De l'émancipation à la ségrégation. Le Sud des États-Unis après la guerre de Sécession (1865-1896),* Paris, Presses universitaires de France, 2009, p. 87.

21 . Ida B. Wells (dir.), *The Reason Why the Colored American is not in the World's Columbian Exposition* , (1893), éd. Robert W. Rydell, Urbana,

University of Illinois Press, 1999, edition en ligne www.digital.library.upenn.edu .

22 . Tableaux de production dans William J. Cooper et Thomas E. Terrill, *The American South. A History* , vol. 2, Boston , McGraw Hill, 2002, p. 416-417 (coton), p. 468 (tabac) et p. 455 (carte des voies ferrées).

Notes du chapitre 11

1 . Cité dans Jackson Lears, *Rebirth of a Nation. The Making of Modern America, 1877-1920* , New York, HarperCollins Publisher, 2009, p. 167.

2 . Cité dans John Mack Faragher, *Rereading Frederick Jackson Turner. « The Significance of the Frontier in American History » and Other Essays* , New Haven, Yale University Press, 1998, p. 2. Turner enseignait alors à l'Université de Wisconsin , peu connue à l'époque.

3 . Frederick Jackson Turner , « The Significance of the Frontier in American History », *ibid* ., p. 47.

4 . C'est le titre d'une pièce de théâtre écrite par le dramaturge britannique Israel Zangwill , dont la première a lieu en septembre 1909 à New York.

5 . Frederick Jackson Turner , « The Significance of the Frontier in American History », dans John Mack Faragher, *Rereading Frederick Jackson Turner* , *op . cit* ., p. 59.

6 . *Ibid* ., p. 60.

7 . Cité *ibid* ., introduction, p. 8.

8 . Pour les historiens depuis les années 1980, les tenants de ce qu'on appelle la *New Western History* , l'Ouest ne fut pas une terre de liberté mais au contraire une terre coloniale où les Américains ont détruit les cultures amérindiennes et l'environnement et ont exploité les travailleurs chinois. D'après eux, les travaux de Turner oublient aussi le rôle des femmes et des minorités raciales et ethniques, qui souvent forment des enclaves territoriales à l'inverse de la théorie du melting-pot, dans la construction de l'Ouest. Margaret Walsh , *The American West. Visions and Revisions* , Cambridge , Cambridge University Press, 2005, p. 10-18.

9 . Discours de candidature aux élections présidentielles pour le Parti démocrate de John Fitzgerald Kennedy , le 15 juillet 1960 à Los Angeles . Disponible sur *American Rhetoric, Online Speech Bank* , www.americanrhetoric.com .

10 . Seward se rend d'ailleurs en Alaska en août 1869.

11 . Seward et Sumner sont deux républicains radicaux, donc abolitionnistes et adversaires de Johnson de la première heure.

12 . Il faut attendre 1959, en pleine guerre froide, pour que l'Alaska revête un réel intérêt stratégique et devienne un État.

13 . Cette vaste région comprend désormais les États du Texas , de

l'Oklahoma , du Kansas , du Nebraska , du Dakota du Sud et du Nord, du Montana , du Wyoming , du Colorado , du Nouveau-Mexique , de l'Arizona, de l'Utah , de l'Idaho , de Washington, de l'Oregon, du Nevada et de la Californie , soit 17 États sur 51, créés entre 1845 (Texas) et 1912 (Nouveau-Mexique et Arizona).

14 . Sans oublier les poches semi-désertiques et désertiques comme le désert du Lac Salé en Utah , la Vallée de la mort en Californie , ou le désert de Sonora en Arizona.

15 . Cité dans James A. Henretta, David Brody et Lynn Dumenil, *America. A Concise History* , New York, Bedford/St. Martin's, 1999, vol. 2, p. 451.

16 . Cette importante loi sera complétée en 1873 par le *Timber Culture Act* , qui donne la possibilité au fermier d'acquérir quarante hectares supplémentaires contre l'engagement de faire des plantations d'arbres (*timber*) ; en 1877 par le *Desert Land Act* , qui propose un lot de 250 hectares pour tout pionnier qui accepte de s'établir sur des terres arides ; et en 1878 par le *Timber and Stone Act* qui autorise la vente à un prix modique de terres inaptes à l'agriculture mais propres à fournir bois et minéraux.

17 . Philippe Jacquin et Daniel Royot, *Go West !* , *op* . *cit* ., p. 118 et Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op* . *cit* ., p. 538.

18 . Yves-Henri Nouailhat, *Évolution économique des États-Unis du milieu du XIX e siècle à 1914* , Paris, Société d'édition de l'enseignement supérieur, 1982, p. 112.

19 . Notons l'importance du terme *Union* en pleine guerre de Sécession.

20 . Marianne Debouzy, *Le Capitalisme « sauvage » aux États-Unis (1860-1900)* , Paris, Éd. du Seuil, 1972, p. 68.

21 . Soit un mort sur 357 ouvriers ou cheminots et un blessé sur 37 aux États-Unis contre un tué pour 875 (près de deux fois et demie de moins) et un blessé sur 158 en Angleterre (plus de quatre fois moins). Élise Marienstras, *Wounded Knee. L'Amérique fin de siècle* , Bruxelles, Complexe, 1996, p. 174-175.

22 . Richard White, *« It's Your Misfortune and None of My Own ». A History of the American West* , Norman, University of Oklahoma Press, 1991, p. 247.

23 . Ce type de financement pour des travaux gigantesques peut être rapproché de la construction du canal de Panama au tournant du XX e siècle ou, plus récemment, du tunnel sous la Manche.

24 . Appelés collectivement les « *big four* », les quatre actionnaires sont Collis P. Huntington, Charles Crocker, Mark Hopkins et Leland Stanford .

25 . « Congratulatory Dispatch » (« Message de félicitations »), New York, 10 mai 1869, cité dans Jacques Portes (dir.), *L'Âge doré, 1865-1896* , Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1988, p. 47.

26 . Richard White, *« It's Your Misfortune and None of My Own »* , *op . cit .*, p. 252.

27 . Richard White, « Information, Markets, and Corruption: Transcontinental Railroads in the Gilded Age », *The Journal of American History* , 90 (1), juin 2003, p. 40.

28 . Richard White, *« It's Your Misfortune and None of My Own »* , *op . cit .*, p. 252 ; Eric Foner et John A. Garraty (dir.), *The Reader's Companion to American History* , *op . cit .*, tableau « American Railroads in Their Golden Age », p. 908.

29 . La centralité présumée du chemin de fer dans le développement économique des États-Unis après la guerre de Sécession a fait l'objet de débats entre historiens. Si l'on s'accorde désormais à ne plus voir le train comme central à ce développement, il n'en reste pas moins un facteur décisif, surtout dans les années 1870 et 1880. Voir sur ce point Yves-Henri Nouailhat, *Évolution économique des Etats-Unis* , *op . cit .*, « Les chemins de fer ont-ils été l'élément moteur de la croissance américaine ? », p. 137-140 et Élise Marienstras, *Wounded Knee. L'Amérique fin de siècle* , *op . cit .*, « Le "cheval de fer", moteur du capitalisme », p. 100-107.

30 . Eric Foner et John A. Garraty (dir.), *The Reader's Companion to American History* , *op . cit .*, p. 908 et Yves-Henri Nouailhat, *Évolution économique des États-Unis* , *op . cit .*, p. 126.

31 . Yves-Henri Nouailhat, *Évolution économique des États-Unis* , *op . cit .*, Tableau « Statistiques sur l'activité des chemins de fer », p. 124-125.

32 . Margaret Walsh , *The American West* , *op . cit .*, tableau 3.1, « Population Growth in the West, 1790-1920 », p. 46.

33 . L'admission d'un bloc de six États en 1889 et 1890 est due à la victoire républicaine aux élections législatives de 1888. L'Utah rentre dans l'Union en 1896, une fois que la polygamie, incompatible avec les lois fédérales, y est abolie par les mormons. Puis, suit l'Oklahoma en 1907, et enfin l'Arizona et le Nouveau-Mexique en 1912.

34 . Yves-Henri Nouailhat, *Évolution économique des États-Unis* , *op . cit .*, p. 102.

35 . D'où l'expression américaine *to strike it rich* (faire fortune), soit littéralement heurter un filon d'or avec son pic.

36 . D'où son surnom de *Centennial State* .

37 . William F. Cody , *The Life of Hon. William F. Cody Known as Buffalo Bill. The Famous Hunter, Scout, and Guide. An Autobiography* (1879), Lincoln , University of Nebraska Press, 1978, p. 171-175 et Don Russell , *The Lives and Legends of Buffalo Bill* , Norman, The University of Oklahoma Press, 1979, p. 92-94.

38 . Russel Thornton, *American Indian Holocaust and Survival* , *op. cit.* , tableau 3.1, « North American Buffalo Population History, Aboriginal Times to 1983 », p. 52.

39 . Richard White, *The Republic for Which it Stands. The United States during Reconstruction and the Gilded Age, 1865-1896,* New York, Oxford University Press, 2017, p. 593.

40 . Élise Marienstras, *Wounded Knee. L'Amérique fin de siècle* , *op . cit* ., p. 74.

41 . Cité dans Richard White, *The Republic for Which it Stands* , *op . cit* ., p. 597.

42 . Élise Marienstras, *Wounded Knee. L'Amérique fin de siècle* , *op . cit* ., p. 33.

43 . Soit trois chevaux par habitant selon les calculs de l'ethnohistorien Pekka Hämäläinen. *The Comanche Empire* , New Haven, Yale University Press, 2008, p. 240.

44 . Edmund J. Danziger Jr., « Native American Resistance and Accommodation during the Late Nineteenth Century », dans Charles W. Calhoun (dir.), *The Gilded Age. Perspectives on the Origins of Modern America,* New York, Rowman & Littlefield Publishers, 2007, p. 168.

45 . Cité dans Élise Marienstras, *La Résistance indienne aux États-Unis* , *op . cit* ., p. 150.

46 . Cité *ibid* ., p. 153.

47 . *Soldier Blue* de Ralph Nelson, Embassy Pictures, 1970.

48 . Cité dans Robert M. Utley et Wilcomb E. Washburn, *Guerres indiennes. Du Mayflower à Wounded Knee,* traduit par Simone Pellerin, Paris, Albin Michel, 1977 (titre original *Indian Wars*), p. 188-189.

49 . Ces colons sont d'ailleurs appelés les *boomers* (du verbe *to boom* , « prospérer rapidement ») et furent précédés des *sooners* (de l'anglais *soon* , « tôt ») entrés illégalement dans l'Oklahoma dès 1879, un territoire, rappelons-le, largement réservé aux autochtones depuis les années 1830.

50 . Robert M. Utley et Wilcomb E. Washburn, *Guerres indiennes* , *op . cit* ., p. 235.

51 . Cité dans Joseph A. Fry, « Phases of Empire: Late Nineteenth-Century U.S. Foreign Relations », dans Calhoun (dir.), *The Gilded Age* , *op . cit* ., p. 313.

52 . Cité dans Élise Marienstras, *La Résistance indienne aux États-Unis* , *op . cit* ., p. 155.

53 . En anglais « *Kill the Indian and save the man* ».

54 . Cité dans Edmund J. Danziger Jr., « Native Resistance and Accomodation », *op . cit* ., p. 171.

Notes du chapitre 12

1 . À l'exception de celle de New York de 1853 qui fut un échec, le pays étant alors pris dans les tourbillons politiques qui menèrent à la guerre de Sécession.

2 . Soit Philadelphie (1876), la Nouvelle-Orléans (1884), Chicago (1893), Atlanta (1895), Nashville (1897), Omaha (1898), Buffalo (1901), St. Louis (1904, pour le centenaire de l'achat de la Louisiane à la France), Portland (1905), Jamestown (1907, pour le tricentenaire de la fondation de la Virginie et donc des États-Unis), Seattle (1909), San Francisco et San Diego (1915). Notons le déplacement vers l'Ouest des lieux d'exposition au tournant du XX e siècle, qui marque l'importance grandissante de la région au sein du pays.

3 . Cité dans Robert W. Rydell, *All the World's a Fair: Visions of Empire at American International Expositions, 1876-1916* , Chicago, University of Chicago Press, 1984, p. 4.

4 . Cité *ibid* ., p. 15.

5 . Le Compromis de 1877 marque la naissance de ce qu'on appelle le *Solid South* (*solid* voulant dire ici unanime ou compact), soit un Sud totalement acquis au Parti démocrate, une donnée politique étatsunienne fondamentale jusqu'au milieu des années 1960.

6 . Robert H. Wiebe, *The Search for Order, 1877-1920* , Londres , Macmillan, 1967.

7 . *Gilded* (doré) et non *golden* (en or), afin de souligner qu'elle n'est d'or qu'en apparence, ou de toc pour ses détracteurs.

8 . Les tableaux complets (PNB et indice de production industrielle) pour la période1869-1916 et 1860-1915 sont disponibles dans Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis* , *op . cit* ., respectivement p. 277 et 279.

9 . Dans les années 1870, le taux de natalité est de 40 ‰ et le taux de mortalité, de 22 ‰. David Ward, « Population Growth, Migration, and Urbanization, 1860-1920 », dans Thomas F. McIlwraith et Edward K. Muller (dir.), *North America. The Historical Geography of a Changing Continent* , Boston , Rowman & Littlefield Publishers, Inc., 2001, p. 285 ; Yves-Henri Nouailhat, *Évolution économique des États-Unis du milieu du XIX e siècle à 1914* , *op . cit* ., tableau p. 24.

10 . Le record précédent de 400 000 entrées en 1854 est pulvérisé.

11 . Roger Daniels, *Coming to America. A History of Immigration and Ethnicity in American Life* , 2e éd., New York, HarperCollins Publishers, 2002, tableaux p. 122-125.

12 . L'Autriche-Hongrie étant alors un patchwork de nationalités, le terme austro-hongrois englobe les Autrichiens et les Hongrois, mais aussi des

Serbes, des Croates, des Tchèques, des Slovaques, des Roumains, des Allemands, des Slovènes, des Polonais et des Italiens vivant dans des territoires inclus dans l'empire.

13 . Dans les deux dernières décennies du XIX e siècle, les Juifs, principalement d'Europe orientale et de Russie , représentent 11 % des immigrés. Philippe Jacquin, Daniel Royot et Stephen Whitfield, *Le Peuple américain. Origines, Immigration, ethnicité et identité* , Paris, Éd. du Seuil, 2000, tableau p. 313.

14 . Pour les chiffres détaillés, voir Roger Daniels, « The Immigrant Experience in the Gilded Age », dans Charles W. Calhoun (dir.), *The Gilded Age* , *op . cit* ., p. 78-79.

15 . Julie Husband et Jim O'Loughlin, *Daily Life in the Industrial United States, 1870-1900* , Westport, Connecticut , Greenwood Press, 2004, p. 77.

16 . Comme le note l'historien américain Howard Zinn, ce mythe du succès individuel est aussi utile pour maintenir une certaine forme de contrôle social. Howard Zinn, *A People History of the United States. 1492-Present* , 3e eéd., Londres , Pearson Longman, 2003, p. 254.

17 . François Weil, *Naissance de l'Amérique urbaine, 1820-1920* , Paris, SEDES, 1992, tableaux p. 34-37.

18 . Il s'agit, par ordre décroissant, de New York , Chicago, Philadelphie , St. Louis, Boston , Baltimore , Cleveland , Buffalo , San Francisco , Cincinnati et Pittsburgh .

19 . Précisément 37 % à New York , 35,1 % à Boston , 34,6 % à Chicago, 33,8 % à Detroit et 32,6 % à Cleveland . François Weil, *Naissance de l'Amérique urbaine* , *op . cit* ., tableau p. 117.

20 . Annonce publicitaire des années 1880 citée dans Julie Husband et Jim O'Loughlin, *Daily Life in the Industrial United States* , *op . cit* ., p. 162.

21 . Soit de 161 à 323 millions d'hectares. Yves-Henri Nouailhat, *Évolution économique des États-Unis* , *op . cit* ., p. 180-183.

22 . Les travaux comparatifs de Thomas Picketty sur la France , le Royaume-Uni , et les États-Unis montrent cependant que les inégalités sont alors plus accentuées en Europe. Pour la décennie 1900-1910, aux États-Unis, « le décile supérieur des revenus détient un peu plus de 40 %, contre 45 %-50 % en France (et sans doute plus encore au Royaume-Uni) », Thomas Piketty, *Le Capital au XXI e siècle* , Paris, Seuil, 2013, p. 462.

23 . H. W. Brands, *American Colossus. The Triumph of Capitalism, 1865-1900* , New York, Random House, 2010, p. 11.

24 . Cité dans Lawrence W. Levin e, *Culture d'en haut, culture d'en bas. L'émergence de hiérarchies culturelles aux États-Unis* , trad. Marianne Woollven et Olivier Vanhée, Paris, La Découverte, 2010, p. 181. Titre original :

Highbrow/Lowbrow. The Emergence of Cultural Hierarchy in America (1988).

25 . « L'évangile de la richesse » est une expression tirée d'un article du « roi de l'acier », Andrew Carnegie , publié en 1889 puis retiré en format livre en 1900.

26 . Benjamin Franklin , *Advice to a Young Tradesman* » (1748). Woodrow Wilson , alors professeur d'histoire à Princeton , rédige d'ailleurs la préface d'une édition de l'autobiographie de B. Franklin en 1901 dans laquelle il décrit celui-ci comme « la figure principale de toute une nation pour sa sagacité ». Cité dans *The Autobiography of Benjamin Franklin* , éd. L. W. Labaree, R. L. Ketcham, H. C. Boatfield et H. H. Fineman, New Haven, Yale University Press, 2003, introduction, p. 17.

27 . Cité dans Yves-Henri Nouailhat, *Évolution économique des États-Unis* , *op . cit .*, p. 277.

28 . Olivier Zunz, *Naissance de l'Amérique industrielle. Détroit, 1880-1920* , Paris, Aubier, 1983, p. 164 et tableau 10 : « Origine ethnique des industriels de Détroit, 1897-1900 », p. 165.

29 . Dans son ouvrage *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* , publié en 1905, le sociologue allemand Max Weber élabore et répand avec succès la thèse selon laquelle le protestantisme, notamment dans sa variante puritaine, est un des moteurs, collectif et individuel, du capitalisme et donc du succès matériel. Une thèse depuis contestée car elle exclut, entre autres, les républiques italiennes, marchandes et prospères bien avant la Réforme protestante. Sur ce sujet stimulant, voir Philippe Besnard, *Protestantisme et capitalisme. La controverse post-weberienne* , Paris, Armand Colin, 1970.

30 . Cité dans Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op . cit .*, p. 497-498. Voir aussi Yves-Henri Nouailhat (dir.), *Histoire documentaire des États-Unis* , t. 6 : *L'Amérique, puissance mondiale 1897-1929* , Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1987, p. 45-48.

31 . Cité dans Olivier Zunz, *Naissance de l'Amérique industrielle* , *op . cit .*, p. 227.

32 . Il s'agit de F. Edmond Johannet, *Autour du monde millionnaire américain* , Paris, Calmann-Lévy, 1898. Cité dans Marianne Debouzy, *Le Capitalisme « sauvage » aux États-Unis* , *op. cit.* , p. 202.

33 . Cité dans André Kaspi, *Les Américains* , t. 1 : *Naissance et essor des États-Unis* , *op . cit .*, p. 220.

34 . Cité dans John T. Flynn, *God's Gold. The Story of Rockefeller and His Times* , San Diego, Harcourt, Brace and Company, 1932, p. 401.

Notes du chapitre 13

1 . Cité dans Christian Blanchet et Bertrand Dard, *Statue de la Liberté. Le livre du centenaire* , Paris, Comet's, 1984, p. 36.

2 . Cité *ibid* ., p. 44.

3 . Cité *ibid* ., p. 83.

4 . Cité *ibid* ., p. 36. Bedloe's Island a été rebaptisée depuis Liberty Island.

5 . Cité *ibid* ., p. 98 et 105.

6 . Notons, signe de sa renommée mondiale et de son message universel, qu'il en existe plusieurs répliques, de plus petite taille, à New York , à Paris (Île-aux-Cygnes et Jardin du Luxembourg), mais également à Poitiers, et à Saint-Cyr-sur-Mer (dans le Var), dans de nombreux États et villes américaines ainsi qu'en Allemagne et en Argentine (Buenos Aires), dont beaucoup ont été érigées au tournant du XX e siècle.

7 . Ces quelques vers sont immensément célèbres aux États-Unis, repris notamment en 1971 par Joan Baez sur une musique d'Ennio Morricone pour le film *Sacco & Vanzetti* de Giuliano Montaldo. Ils doivent être cités dans leur version originale : « *Give me your tired, your poor/Your huddled masses yearning to breathe free/The wretched refuse of your teeming shore/Send these, the homeless, tempest-tost to me/I lift my lamp beside the golden door!* »

8 . Discours du 5 décembre 1876, cité dans James W. Campbell, *America in her Centennial Year 1876* , Washington, University Press of America, 1980, p. 234.

9 . Marianne Debouzy, *Le Capitalisme « sauvage » aux États-Unis , op . cit* ., p. 135.

10 . Cité dans Vincent Bernard, *Ulysses S. Grant , op . cit* ., p. 229.

11 . Le président Garfield est assassiné le 2 juillet 1881 à Washington par Charles J. Guiteau, un membre du Parti républicain. Quant à la réforme, elle prévoit 10 % de la fonction publique en 1884, 40 % en 1901 et 90 % en 1970. Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant , op . cit* ., tableau p. 474. Le texte de la loi met en place « *competitive examinations for testing the fitness of applicants for the public service* » (des concours pour juger du mérite des candidats pour la fonction publique), *Pendleton Act* (16 janvier 1883), dans Henry S. Commager (dir.), *Documents of American History , op . cit* ., vol. 1, p. 561.

12 . Marianne Debouzy, *Le capitalisme « sauvage » aux États-Unis , op . cit* ., p. 143.

13 . Cité dans Robert W. Cherny, *A Righteous Cause. The Life of William Jennings Bryan* (1985), Norman, The University of Oklahoma Press, 1994, p. 17.

14 . *Ibid* ., p. 15-16.

15 . Voir Émile Barbier, *Voyage au pays des dollars* (1893), Edmond Johannet, *Autour du monde millionnaire* (1898), Paul de Rousiers, *Les Industries monopolisées* (1898) et Paul Lafargue, *Les Trusts américains* (1903), cités dans Philippe Roger, *L'Ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français* , Paris, Éd. du Seuil, 2002, p. 290-294.

16 . Cité dans Howard Zinn, *A People's History of the United States* , *op* . *cit* ., p. 260.

17 . Jacob A. Riis , *How the Other Half Lives: Studies Among the Tenements of New York* (1890), Whitefish, Montana , Kessinger Publishing (reprint), 2004, p. 3. Pour une sélection de photos accompagnant les reportages de Riis, voir *Jacob Riis* , introduction par Leslie Nolam, Paris, Nathan, coll. « Photo Poche », 1997.

18 . Jacob A. Riis , *The Making of an American* , New York, The Macmillan Company, 1913, p. 38, 65-68, 78, 272, 297 et 328.

19 . Jacob A. Riis , *How the Other Half Lives* , *op* . *cit* ., p. 112 et 44. *Whistleblower* , littéralement celui qui donne un coup de sifflet pour avertir, c'est-à-dire celui qui tire le signal d'alarme. *Slumlord* est composé des mots *slum* , « taudis » et *lord* , abréviation de *landlord* , « propriétaire ».

20 . Edward Bellamy , *Looking Backward 2000-1887* (1888), New York, Penguin, 1982, p. 38-40.

21 . *Ibid* ., p. 37.

22 . Il s'agit du vicomte Gaëtan Combes de Lestrade. Cité dans Edward Bellamy , *Looking Backward 2000-1887* , éd. Alex MacDonald, Tonawanda, Broadview Press, 2003, introduction, p. 19.

23 . Depuis la parution en 1906 de l'ouvrage du sociologue allemand intitulé *Warum gibt es in den Vereinigten Staaten keinen Sozialismus?* [Pourquoi n'y a-t-il pas de socialisme aux États-Unis ?], cette question, dont la formulation peut paraître aussi incomplète, voire inexacte, que sa réponse est complexe, a pendant longtemps occupé la plume et l'esprit des historiens de part et d'autre de l'Atlantique, surtout en Europe dirons-nous. Pour une excellente mise au point à la fin des années 1980, voir Jean Heffer et Jeanine Rovet (dir.), *Pourquoi n'y a-t-il pas de socialisme aux États-Unis /Why is there no socialism in the United States* ?, Paris, Éditions de l'EHESS, 1988.

24 . Le titre complet étant : *Progress and Poverty. An Inquiry into the Cause of Industrial Depressions and of Increase of Want with Increase of Wealth. The Remedy* (Progrès et pauvreté. Une enquête sur les causes des crises industrielles et sur l'augmentation de la pauvreté avec l'accroissement de la richesse. Le remède).

25 . Henry George , *Progress and Poverty* (1879), New York, The Modern

Library, 1929, p. 392.

26 . *Ibid* ., p. 328-329.

27 . Cité dans Marianne Debouzy, *Le Capitalisme « sauvage » aux États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 160.

28 . Edward Bellamy , *Looking Backward 2000-1887* , *op* . *cit* ., p. 42.

29 . À titre de comparaison avec l'époque contemporaine, il y a eu aux États-Unis 370 grèves en 1970 et seulement 11 en 2014 ! Stéphane Lauer, « Le déclin inexorable des syndicats américains », *Le Monde* , « Éco&Entreprise », 2 mai 2015, p. 2.

30 . Marianne Debouzy, *Le Capitalisme « sauvage » aux États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 167.

31 . Michael McGerr, *A Fierce Discontent. The Rise and Fall of the Progressive Movement in America 1870-1920* , Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 17.

32 . *Ibid* ., p. 16 (chiffres pour 1900).

33 . Olivier Zunz, *Naissance de l'Amérique industrielle* , *op* . *cit* ., p. 199.

34 . Cité dans Catherine Collomp, *Entre classe et nation. Mouvement ouvrier et immigration aux États-Unis* , Paris, Belin, 1998, p. 83.

35 . En anglais « *eight hours for work, eight hours for rest, eight hours for what we will* ». Cette dernière proposition, avec « *what we will* », à comprendre dans le sens de « ce que nous voulons », est restée particulièrement célèbre aux États-Unis. Paroles de I. G. Blanchard et musique de Jesse H. Jones.

36 . Cité dans Daniel Guérin, *Le Mouvement ouvrier aux États-Unis de 1866 à nos jours* , Paris, Maspero, 1977, p. 7.

37 . Howard Zinn, *A People's History of the United States* , *op* . *cit* ., p. 266.

38 . Notons 10 % d'ouvriers noirs chez les Chevaliers du travail pour seulement 3 % de Noirs parmi les ouvriers américains. Catherine Collomp, *Entre classe et nation* , *op* . *cit* ., p. 85.

39 . Cité dans Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 307.

40 . Cité dans Marianne Debouzy, *Le Capitalisme « sauvage » aux États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 169.

41 . La formule en anglais : « *There are no good anarchists except dead anarchists* ». Cette citation et les précédentes sont tirées de James Green, *Death in the Haymarket. A Story of Chicago, the First Labor Movement and the Bombing that Divided Gilded Age America* , New York, Random House, 2006, p. 201.

42 . Six des accusés n'étaient pas même présents à la manifestation. À ce jour, le coupable n'a toujours pas été identifié avec certitude par les historiens. Un monument fut érigé sur la place de Haymarket en 1889 en l'honneur des

policiers tués.

43 . Cité dans Élise Marienstras, *Wounded Knee. L'Amérique fin de siècle* , *op . cit* ., p. 170.

44 . Ce type de contrat est désormais illégal aux États-Unis depuis 1932.

45 . Sur ce point, voir Danielle Tartakowsky, *La Part du rêve. Histoire du 1er mai en France* , Paris, Hachette Littératures, 2005, p. 15-23. En revanche, la fête des travailleurs ou *Labor Day* est aux États-Unis le premier lundi de septembre, une date choisie en 1887 par le gouvernement fédéral sous la présidence démocrate de S. Grover Cleveland pour précisément éviter de l'associer aux événements de Haymarket trop liés à la date du 1er mai. *Labor Day* devient un jour de congé en 1894 par décision du Congrès. Connu aux États-Unis sous le nom de « *moving day* » (*to move* , « déménager »), le 1er mai avait été choisi aux États-Unis à l'origine car c'était le jour de clôture des baux et autres contrats.

46 . Comme le note avec justesse Daniel Guérin, le terme américain *federation* se traduirait en français, selon la terminologie syndicale, par « confédération ». Nous préférons cependant utiliser par souci de clarté le mot « fédération » car le terme « confédération » est trop marqué dans l'histoire des États-Unis en référence au Sud de la guerre de Sécession. Daniel Guérin, *Le Mouvement ouvrier aux États-Unis* , *op . cit* ., p. 25, n. *.

47 . André Kaspi, *Les Américains* , t. 1 : *Naissance et essor des États-Unis* , *op . cit* ., p. 225-226 ; Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op . cit* ., p. 504.

48 . En 1900, les 870 000 travailleurs syndiqués constituent 3 % de la population active. Par comparaison, en 2013, la proportion était de 11 % (6,6 % dans le secteur privé). Eric Liu, « The Decline of Unions is your Problem Too », *Time Magazine* , 29 janvier 2013 ; Stéphane Lauer, « Le déclin inexorable des syndicats américains », art. cité.

49 . Respectivement cité dans Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op . cit* ., p. 504 et dans Catherine Collomp, *Entre classe et nation* , *op . cit* ., p. 96.

50 . La Garde nationale dépend de chaque État. L'adjectif « nationale » signifie juste que son organisation est uniforme d'un État à l'autre. La Garde nationale est donc à différencier des troupes fédérales, qui sont sous le commandement du président des États-Unis. La Garde nationale se structure et se renforce dans les années 1870 et 1880 précisément pour lutter contre les grèves.

51 . Cité dans Howard Zinn, *A People's History of the United States* , *op . cit* ., p. 281.

52 . Cité dans Worth Robert Miller, « Farmers and Third-Party Politics », dans Charles W. Calhoun (dir.), *The Gilded Age* , *op . cit* ., p. 298.

53 . Lucy G. Barber, *Marching on Washington. The Forging of an American Tradition* , Berkeley, University of California Press, 2004, p. 14, 18 et 22.

54 . Le terme *husbandry* se réfère anciennement au travail agricole. Le *husband* est donc le fermier avant d'être le mari. Une *grange* est une ferme alors que le mot français « grange » se traduit par *barn* .

55 . Cité dans Howard Zinn, *A People's History of the United States* , *op* . *cit* ., p. 286.

56 . Cité *ibid* ., p. 293.

57 . À l'inverse du contexte européen contemporain, notamment français, l'adjectif populiste doit être compris dans ce contexte de fin de XIX e siècle aux États-Unis dans un sens positif.

58 . « People's Party Platform », dans Jacques Portes (dir.), *L'Âge doré (1865-1896)* , *op* . *cit* ., p. 179-181.

59 . Comme le souligne l'historien américain John Patrick Higgins, les populistes sont cependant à distinguer des socialistes par leur foi en la propriété individuelle, l'opportunité, la rivalité et la concurrence. Les populistes entretiennent « une relation d'amour et de haine [*a love-hate relationship*] avec le capitalisme », conclut-il. John Patrick Diggins, *The Rise and Fall of the American Left* , New York, W. W. Norton & Company, 1992, p. 67.

60 . Cité dans Worth Robert Miller, « Farmers and Third-Party Politics », *op* . *cit* ., p. 298.

61 . « Wall Street Owns the Country », cité dans Howard Zinn, *A People's History of the United States* , *op* . *cit* ., p. 288 ; Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op* . *cit* ., p. 547.

62 . Lawrence Goodwyn, *Democratic Promise. The Populist Moment in America* , New York, Oxford University Press, 1976, p. 307-313, citation p. 426.

63 . En 1888, Cleveland obtient la majorité des voix mais perd les élections au niveau des grands électeurs 168 à 233.

64 . L'électorat est, bien sûr, beaucoup plus restreint à la fin du XIX e siècle puisque les femmes et beaucoup de Noirs dans le Sud, en raison de la ségrégation, en sont exclus.

65 . Howard Zinn, *A People's History of the United States* , *op* . *cit* ., p. 294.

66 . La centralité du Kansas dans le débat sur l'esclavage lors des années 1850, à la veille de la guerre de Sécession, puis au moment du populisme quarante ans plus tard, et avant le progressisme et le New Deal, tout comme son rôle dans les premiers mouvements pour la prohibition fera dire dans l'entre-deux-guerres à William Allen White (1868-1944), chroniqueur réputé d'un journal de l'État, lauréat du prix Pulitzer en 1923 : « Quand une chose va arriver à ce pays, elle arrive en premier au Kansas , [qui] n'est pas

vraiment un État mais une sorte de prophétie. » Cité dans Neal R. Peirce et Jerry Hagstrom, *The Book of America* , *op* . *cit* ., p. 585.

67 . Comme le note Hugh Rockoff, la petite troupe n'est pas sans rappeler « l'armée de Coxey » de 1894. Hugh Rockoff, « The "Wizard of Oz" as a Monetary Allegory », *Journal of Political Economy* , 98 (4), août 1990, p. 748.

68 . L. Frank Baum , *Le Magicien d'Oz* , trad. Yvette Métral, Paris, Flammarion, 2007. Pour une excellente édition annotée en anglais avec les dessins originaux de W. W. Denslow, voir *The Annotated Wizard of Oz. Centennial Edition* , éd. Michael Patrick Hearn, préface de Martin Gardner, New York, W. W. Norton, 2000.

69 . Hugh Rockoff, « The "Wizard of Oz" as a Monetary Allegory », art. cité, p. 739-760.

70 . Par ailleurs, Oz est le symbole de l'once (*ounce*), comme dans une once d'or ou d'argent.

71 . Notons aussi que, chemin faisant le long de la *yellow brick road* , l'homme en fer-blanc (l'ouvrier) écrase en marchant un scarabée, en fait un *gold bug* , soit un démocrate partisan de l'étalon-or !

72 . Tableau « Évaluation de la valeur de l'argent par rapport à l'or de 1866 à 1900 », dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 128.

73 . Le Royaume-Uni a adopté, lui, l'étalon-or dès 1844.

74 . Sur les racines de cette question monétaire remontant à la guerre de Sécession, voir l'étude de Nicolas Barreyre, *L'Or et la Liberté. Une histoire spatiale des États-Unis après la guerre de Sécession* , Paris, Éditions de l'EHESS, 2014, particulièrement p. 59-74.

75 . Devant ce succès, Bryan prononcera à nouveau plusieurs fois ce discours au tournant du siècle, puis en enregistrera des passages en 1921.

76 . Cité dans Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 303.

77 . La formule mérite d'être citée en anglais : « *You shall not press down upon the brow of labor this crown of thorns, you shall not crucify mankind upon a cross of gold.* » Voir Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 142-148.

78 . Cité dans Nicolas Bourguinat, *Histoire des États-Unis de 1860 à nos jours* , Paris, Armand Colin, 2006, p. 119-120.

79 . Marianne Debouzy, *Le capitalisme « sauvage » aux États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 146.

Notes du chapitre 14

1 . Josiah Strong , *Our Country. Its Possible Future and its Present Crisis* , New York, Baker & Taylor, 1886, p. IX , 55-56. Rééd. de 1963 (Harvard University Press), basée sur le texte de 1891 avec une introduction de Austin Phelps.

2 . « *God takes care of children, fools, and the United States.* » En fait, ce proverbe apparaît sous des formes différentes à travers le temps, comme « Dieu prend soin des enfants, des fous, et des ivrognes » (*ibid* ., p. 41), 202-206, 216-217. Notons, cependant, et sans surprise, que l'ouvrage de Strong est davantage lu par ses contemporains pour son analyse des problèmes domestiques des États-Unis plutôt que pour son envol expansionniste. Dorothea R. Muller, « Josiah Strong and American Nationalism: A Reevaluation », *The Journal of American History* , 53 (3), décembre 1966, p. 490. Strong publie en 1900, à la suite de la guerre hispano-américaine, *Expansion Under New World Conditions* , un livre cette fois-ci tout à fait tourné vers une justification de l'impérialisme américain qu'il soit religieux, économique, territorial ou militaire.

3 . *Ibid* ., préface, p. IX .

4 . John Barret, « The Problem of the Philippines », *North American Review* , CLXVII, septembre 1898, cité dans Serge Ricard et James Bolner (dir.), *La République Impérialiste. L'expansionnisme et la politique extérieure des États-Unis, 1885-1909,* Aix-en-Provence, Service des Publications de l'Université de Provence, 1987, Documents, p. 257.

5 . Il s'agit de John Raleigh Mott . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op* . *cit* ., p. 611.

6 . Claire Fredj et Marie-Albane de Suremain, « Un Prométhée colonial ? Encadrement et transformation des sociétés », dans Pierre Singaravélou (dir.), *Les Empires coloniaux (XIX e -XX e siècle)* , Paris, Points, 2013, p. 261.

7 . Cité dans Élise Marienstras, *Wounded Knee. L'Amérique fin de siècle, op* . *cit* ., p. 148.

8 . Jules Ferry, « Discours à la Chambre des députés » (28 juillet 1885).

9 . Edmond Demolins , *À quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons ?* , Paris, Firmin-Didot, 1897. Ouvrage opportunément publié à nouveau en 1998, par les éditions Economica, à une époque où l'on claironne sans cesse dans certains milieux cette prétendue supériorité. Citation p. 1.

10 . *Ibid* ., p. 233-240.

11 . John Louis O'Sullivan, « Manifest Destiny », *Harper's New Monthly Magazine* , LXX, 1885, dans Serge Ricard et James Bolner (dir.), *La République Impérialiste* , *op* . *cit* ., Documents, p. 237 ; John Adams , cité dans David Armitage , *The Declaration of Independence. A Global History* , Cambridge , Harvard University Press, 2007, p. 71.

12 . John Fiske , « Manifest Destiny », conférence prononcée à la Royal

Institution de Grande-Bretagne en mai 1880, puis publiée en 1885 dans l'hebdomadaire *Harper's Weekly* , 70, p. 578-590.

13 . George Bancroft , *History of the United States, from the Discovery of the American Continent* , Boston , Little, Brown & Company, 1854-1874, et les deux derniers volumes sur la Constitution (1884-1885). Notons que Bancroft vécut, lui-même, pratiquement sur toute la durée du XIX e siècle (1800-1891). L'American Historical Association, quant à elle, est fondée en 1884.

14 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op . cit* ., p. 610.

15 . Josiah Strong , *Our Country* , *op . cit* ., p. 216.

16 . Walter Hines Page , « The War with Spain and After », *The Atlantic Monthly* , juin 1898, dans *La République impérialiste* , *op . cit* ., Documents, p. 254-257. Notons que Page reprend certains éléments, notamment sur l'inévitable domination de la langue anglaise à long terme, de la conférence de John Fiske de 1880, publiée en 1885.

17 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op. cit* ., p. 265.

18 . Il existait déjà la Naval Academy, située à Annapolis , dans le Maryland , et fondée en 1845 par George Bancroft , alors secrétaire de la Marine, sous le gouvernement du président James K. Polk.

19 . Le titre original est *The Influence of Sea Power upon History, 1660-1783*. On remarquera les dates clés de l'histoire anglo-américaine, 1660 correspondant à la restauration des Stuart et 1783, à l'indépendance des États-Unis. Cet ouvrage de Mahan est traduit en français dès 1900 sous le titre *L'Influence de la puissance maritime dans l'histoire, 1660-1783* (Paris, Société française d'éditions d'art, 1900).

20 . Mahan est d'ailleurs élu président de l'Association des historiens américains (American Historical Association) en 1902.

21 . Pierre Naville (dir.), *Mahan et la maîtrise des mers* , Paris, Berger-Levrault, 1981, « Pages choisies de A. T. Mahan », p. 108.

22 . *Ibid* ., p. 74.

23 . Notons que la France , par la voix de François Guizot, tient alors exactement le même discours. Ainsi Guizot déclare-t-il « indispensable […] de posséder sur les points du globe qui sont destinés à devenir de grands centres de commerce et de navigation, des stations maritimes sûres et fortes qui servent de points d'appui à notre commerce et où il puisse se ravitailler et chercher refuge ». Cité dans Dominique Barbe, *Histoire du Pacifique des origines à nos jours,* Paris Perrin, 2008, p. 290.

24 . *Ibid* ., p. 108.

25 . *Ibid* ., p. 84.

26 . Un des termes préférés de Theodore Roosevelt est précisément l'adjectif *strenuous* , qui peut signifier « effort » ou « énergie ». Notons également que Theodore Roosevelt a son visage sculpté au Mont Rushmore, dans le Dakota du Sud , en compagnie de G. Washington, T. Jefferson et A. Lincoln . Une distinction notoire, même si le choix – nécessairement arbitraire – de ces quatre présidents fut fait en 1927 sous le mandat de Calvin Coolidge , républicain comme Theodore Roosevelt.

27 . « Le Fédéraliste 70 (Hamilton) », 15 mars 1788, *Le Fédéraliste* , *op . cit .*, p. 518.

28 . Edmond Demolins , *À quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons ?* , *op . cit .*, p. 144.

29 . Abbé Félix Klein, *Au pays de « la vie intense »* , Paris, 1904.

30 . Cité dans Peter Karsten, « The Nature of "Influence": Roosevelt , Mahan and the Concept of Sea Power », *American Quarterly* , 23 (4), octobre 1971, p. 586.

31 . Cité dans Edwin G. Burrows et Mike Wallace, *Gotham. A History of New York City* , *op . cit .*, p. 1102.

32 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op . cit .*, p. 617.

33 . Ce que l'historien américain Peter Karsten appelle « la conscience pré-Mahanite de l'importance de la puissance maritime » de Roosevelt (*Roosevelt's pre-Mahanite consciousness of the importance of sea power*), « The Nature of "Influence" », *op . cit .*, p. 590.

34 . Cité *ibid .*, p. 590.

35 . Cité dans Howard K. Beale, *Theodore Roosevelt and the Rise of America to World Power* , Baltimore , The Johns Hopkins University Press, 1956, p. 56.

36 . Les petites îles Midway (littéralement « à mi-chemin » entre Hawaii et le Japon), dans le Pacifique Nord, sont, elles, annexées en 1867.

37 . La Confédération canadienne, jalon constitutionnel et politique vers l'indépendance du Canada , est créée en 1867.

38 . Jean Heffer, *Les États-Unis et le Pacifique. Histoire d'une frontière,* Paris, Albin Michel, 1995, annexe 5 « Départ de baleiniers pour le Pacifique », p. 370-371.

39 . *Ibid .*, Annexe 8 « Le commerce américain avec le Pacifique », p. 373.

40 . Juliette Bourdin, *Entre porte ouverte et « porte fermée ». La politique chinoise des États-Unis du XIX e au XXI e siècle* , Paris, Presses Sorbonne nouvelle, 2013, n. 6, p. 30.

41 . De nos jours, les Samoa occidentales sont indépendantes (depuis 1962) et Tutuila est un territoire américain sous le nom de Samoa américaines.

42 . Appelée United States Naval Station Tutuila, une base navale est bien construite à Pago Pago en 1899. Elle demeure en opération jusqu'en 1951.

43 . Hawai'i est désormais ainsi orthographié en anglais (avec l'apostrophe inversée ou okina) pour une transcription plus fidèle de la prononciation. Ceci sauf dans les documents officiels qui suivent l'orthographe adoptée lorsque Hawaii est devenue un État américain en 1959.

44 . L'archipel hawaiien est constitué de cinq îles principales, soit, d'ouest en est : Kaua'i, O`ahu, où se situe Pearl Harbor , Moloka'i, Maui et Hawai'i elle-même.

45 . Pour 200 000 à la fin du XVIII e siècle.

46 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower. U. S. Foreign Relations since 1776* , New York, Oxford University Press, 2011, p. 296.

47 . Notons qu'en novembre 1993, sous la présidence démocrate de Bill Clinton , un siècle après le rejet du premier traité d'annexion en 1893, le Congrès vote une loi d'excuses envers le peuple hawaiien appelée *Apology Resolution* . Cette loi repose sur un rapport sur les événements hawaiiens commandé en 1893 par le président Cleveland au représentant de Géorgie James H. Blount, opposé à l'annexion comme le président. Blount, cependant, l'était pour des raisons raciales.

48 . Pour une telle interprétation, voir James A. Field Jr., « American Imperialism: The Worst Chapter in Almost Any Book », *The American Historical Review* , 83 (3), juin 1978, p. 644-668.

49 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op . cit* ., p. 324.

50 . Tableau « Number of Daily Newspapers in the United States, 1790-1990 », dans Thomas C. Leonard, « Magazines and Newspapers », dans Eric Foner et John A, Garraty (dir.), *The Reader's Companion to American History* , *op . cit* ., p. 691.

51 . Joseph Pulitzer est principalement connu pour le prix portant son nom (catégories : journalisme, littérature, histoire et musique) qu'il fonde en 1904 et qui est attribué pour la première fois en 1917.

52 . Edwin G. Burrows et Mike Wallace, *Gotham. A History of New York City* , *op . cit* ., p. 1214-1215.

53 . Cette formule, apocryphe ou non, est tellement connue aux États-Unis qu'elle mérite d'être donnée dans sa forme originale : « *You'll furnish the pictures and I'll furnish the war* ». Cité dans Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op . cit* ., p. 575.

54 . George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op . cit* ., p. 302. Les paroles vont ainsi : « Nous ne voulons pas nous battre mais par jingo si nous y allons… les Russes n'auront pas Constantinople » (*We don't want to fight but by jingo if we do…The Russians shall not have Constantinople*). *By jingo* serait

une forme édulcorée de *by Jesus* afin d'éviter de blasphémer.

55 . Kristin L. Hoganson, *Fighting for American Manhood. How Gender Politics Provoked the Spanish-American War and Philippine-American Wars* , New Haven, Yale University Press, 1998, p. 55-57.

56 . Cité *ibid* ., p. 23.

57 . *Ibid* . Ces dissidents républicains de 1884 sont appelés en histoire américaine *mugwump* s, un terme d'origine amérindienne (algonquin) qui signifie chef de guerre.

58 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 312.

59 . Cité dans Kristin L. Hoganson, *Fighting for American Manhood* , *op* . *cit* ., p. 89.

60 . En mars 1898, un rapport américain conclut que le *Maine* a été détruit par une mine. Un rapport espagnol de la même année établit que l'explosion est de nature accidentelle. Enfin, en 1976 un rapport de la marine américaine rejoint les conclusions espagnoles de 1898 en détaillant qu'une explosion spontanée a eu lieu dans une soute à charbon située près de la poudrière du navire. Au demeurant, on imagine mal l'Espagne provoquer les États-Unis. Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op* . *cit* ., p. 576.

Notes du chapitre 15

1 . Cité dans John Higham, *Strangers in the Land. Patterns of American Nativism, 1860-1925* (1955), New Brunswick, Rutgers University Press, éd. revue et augmentée, 2008, p. 90.

2 . Daniele Fiorentino, *Gli Stati Uniti e il Risorgimento d'Italia 1848-1901* , Rome , Gangemi Editore, 2013, p. 295-304.

3 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 307. L'année précédente, Richard Olney , juriste de formation et alors ministre de la Justice, avait durement réprimé la grève des chantiers Pullman , à Chicago.

4 . Kristin L. Hoganson, *Fighting for American Manhood* , *op* . *cit* ., p. 49.

5 . Cité dans Philippe Nourry, *Histoire de l'Espagne. Des origines à nos jours* , Paris, Tallandier, 2013, p. 453.

6 . Cité dans Kristin L. Hoganson, *Fighting for American Manhood* , *op* . *cit* ., p. 91. Cette formule est la plus célèbre mais l'accusation de manque de virilité ou de résolution à l'endroit de McKinley en ce printemps 1898 est fort répandue.

7 . *Ibid* ., p. 44.

8 . « McKinley 's War Message » (11 avril 1898), dans Henry S. Commager (dir.), *Documents of American History* , *op* . *cit* ., vol. 2, p. 1-4.

9 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 152.

10 . Le terme *rough riders* , littéralement « dresseurs de chevaux », désigne un régiment de cavalerie. Le titre complet du spectacle est *Buffalo Bill's Wild West and Congress of Rough Riders of the World* . Ce show était alors immensément populaire non seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe de l'Ouest.

11 . En 1899, l'Espagne cède les îles Mariannes et Carolines, situées à l'est des Philippines et au sud du Japon pour les premières et à l'est des Philippines et au nord de la Nouvelle-Guinée pour les secondes, à l'Allemagne , déjà présente en Nouvelle-Guinée depuis 1884.

12 . Cinq référendums – au demeurant non contraignants pour les États-Unis – ont eu lieu en 1967, 1993, 1998, 2012 et 2017 à Porto-Rico au sujet de son statut. En 2012, pour la première fois, une petite majorité de voix se sont portées sur le choix de devenir un État américain. En 2017, 97 % des votants, nonobstant une forte abstention, se sont prononcés dans le même sens. Ajoutons que davantage de Portoricains vivent sur le territoire continental américain que sur l'île, 4 pour 3,8 millions. « Les Portoricains souhaitent que leur île devienne un État américain », *Le Monde* , 7 novembre 2012 et « Porto Rico a-t-il une chance de devenir le 51e État américain ? », *Le Monde* , 12 juin 2017.

13 . « Treaty with Cuba Embodying the Platt Amendment », 22 mai 1903, dans Henry S. Commager (dir.), *Documents of American History* , *op* . *cit* ., vol. 2, p. 28-29.

14 . Cité dans Stuart Creighton Miller, *"Benevolent Assimilation". The American Conquest of the Philippines, 1899-1903* , New Haven, Yale University Press, 1982, p. 23-24.

15 . Ce célèbre poème de R. Kipling , intitulé *The White Man's Burden* (Le fardeau de l'homme blanc) avec comme sous-titre « Les États-Unis et les îles Philippines », est précisément publié aux États-Unis le 5 février 1899, la veille du jour de la ratification du traité de Paris par le Congrès, pour encourager l'Amérique à conserver les Philippines afin de seconder la Grande-Bretagne dans cette « mission civilisatrice ».

16 . Cité dans Stuart C. Miller, *"Benevolent Assimilation"* , *op* . *cit* ., p. 122.

17 . Cité *ibid* ., p. 24.

18 . Cité *ibid* ., p. 30.

19 . *Ibid* ., p. 105-109 et 122.

20 . « Anti Imperialist League Platform » (18 octobre 1899), dans Henry S. Commager (dir.), *Documents of American History* , *op* . *cit* ., vol. 2, p. 11-12.

21 . Cité dans Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op* . *cit* ., p. 567.

22 . Cité dans Edwin G. Burrows et Mike Wallace, *Gotham. A History of New York City* , *op* . *cit* ., p. 1212.

23 . Sur ces analogies et leur limite, voir Stuart C. Miller, « The “Gook” and the “Gugu” Analogy », *Benevolent Assimilation* , *op* . *cit* ., p. 268-276. Voir aussi : Stuart C. Miller, « Our Mylai of 1900 », *Transaction* , 7 septembre 1970, p. 19-28 et Luzviminda Francisco, « The First Viêtnam: The US Philippine War of 1899 », *Bulletin of Concerned Asian Scholars* , 5, 1973, p. 2-16.

24 . Il s’agit du général Jacob H. Smith. Luzminda Francisco, « The First Viêtnam War », *op* . *cit* ., p. 9.

25 . *Water cure* signifie littéralement « remède par l’eau ». Notons qu’une variante de cette torture, « la simulation de noyade » ou *waterboarding* , sera utilisée dans la prison de Guantánamo à partir de 2002.

26 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 328.

27 . Kristin Hoganson, *Fighting for American Manhood* , *op* . *cit* ., p. 134.

28 . Cité dans Dorothea R. Muller, « Josiah Strong and American Nationalism », *op* . *cit* ., p. 498.

29 . Woodrow Wilson , « The Ideals of America », *The Atlantic Monthly* , 26 décembre 1901.

30 . Walter L. Williams, « United States Indian Policy and the Debate over Philippine Annexation: Implications for the Origins of American Imperialism », *The Journal of American History* , 66 (4), mars 1990, p. 823, 825 et 828.

31 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 328.

32 . Cité dans Joseph A. Fry, « Imperialism, American Style, 1890-1916 », dans Gordon Martel (dir.), *American Foreign Relations Reconsidered, 1890-1993* , Londres , Routledge, 1994, p. 52.

33 . Sur le débat historiographique opposant les partisans de la guerre de 1898 comme un point culminant de l’expansion américaine à ceux qui la voient comme une aberration (*culmination vs. aberration*), voir Joseph A. Fry, « Imperialism, American Style, 1890-1916 », art. cité, p. 52-70.

34 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 323.

35 . Cité dans Jean Heffer, *Les États-Unis et le Pacifique* , *op* . *cit* ., p. 209.

36 . Cité dans William Guéraiche, « Regards français sur la colonisation américaine aux Philippines (1898-1916) », *Guerres mondiales et conflits*

contemporains , 209, janvier-mars 2003, p. 114.

37 . Notons la date symbolique, dans le calendrier américain, du 4 juillet même si les Philippins lui ont préféré celle du 12 juin, en référence à la proclamation d'indépendance d'Aguinaldo en 1898.

38 . George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 318.

39 . Howard K. Beale, *Theodore Roosevelt and the Rise of America to World Power* , *op* . *cit* ., p. 101.

40 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 291.

41 . Cité dans Jackson Lears, *Rebirth of a Nation* , *op* . *cit* ., p. 280. En 1977, deux traités signés entre le président Jimmy Carter et le leader panaméen, le général Omar Torrijos Herrera, prévoient de remettre le contrôle du canal au Panama , chose faite le 31 décembre 1999, sous la condition que le canal reste neutre et que seuls les États-Unis en assurent la défense en cas de menace.

42 . Comme l'écrit fort opportunément l'historien américain Michael Schaller, « la Chine [pour les Américains] semblait davantage un concept qu'un pays ». Cité dans Juliette Bourdin, *Entre porte ouverte et « porte fermée »* , *op. cit* ., p. 16, n. 2.

43 . Paul Claudel , *Correspondance consulaire de Chine (1896-1909)* , éd. Jacques Houriez *et al* ., Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2005, p. 46. Les zones sont le Shandong pour l'Allemagne , la Mandchourie pour la Russie , le Yunnan pour la France , le Fujian pour le Japon et la vallée du Yangzi pour le Royaume-Uni .

44 . Ouvrage publié simultanément à Londres et à New York en 1899.

45 . Note du 3 juillet 1900, dans Henry S. Commager (dir.), *Documents of American History* , *op* . *cit* ., vol. 2, p. 11.

46 . Voir à ce propos le titre de l'étude de Juliette Bourdin, *Entre porte ouverte et « porte fermée »* , *op. cit* . La citation date de 1879. Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 283.

47 . Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 154.

48 . Comme l'écrit l'historienne américaine Marilyn B. Young avec réalisme, « la Porte Ouverte signifiait simplement le droit pour tous d'exploiter la Chine avec une égale férocité ». Cité dans Jean Heffer, *Les États-Unis et le Pacifique* , *op* . *cit* ., p. 219.

49 . « The Roosevelt Corollary to the Monroe Doctrine » (discours du 6 décembre 1904 et du 5 décembre 1905), dans Henry S. Commager (dir.), *Documents of American History* , *op* . *cit* ., vol. 2, p. 33-34.

50 . Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., tableaux p. 145.

51 . Cité dans Serge Ricard et James Bolner (dir.), *La République impérialiste* , *op . cit* ., p. 207.

52 . Les États-Unis ont participé à la conférence de Berlin en 1884 sur le Congo mais n'y ont pas joué un rôle majeur comme à Algesiras ou à La Haye, vingt ans plus tard.

53 . Et non « le grand frère » ou *big brother* , terme qui aurait une connotation plus hostile que bienveillante.

54 . Soit en anglais : « *The Constitution follows the flag* » et « *The Supreme Court follows the election returns* ».

55 . Woodrow Wilson , « The Ideals of America », *The Atlantic Monthly* , 26 décembre 1901.

Notes du chapitre 16

1 . Cité dans Howard Zinn, *A People's History of the United States* , *op . cit* ., p. 326.

2 . Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op . cit* ., p. VII .

3 . Alors que nous parlerions plus volontiers en français de campagnes, les Américains utilisent le terme « croisades ».

4 . Cité dans Lewis L. Gould , *America in the Progressive Era, 1890-1914* , Londres , Longman, 2001, p. 22.

5 . Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op . cit* ., p. 160.

6 . Certains mouvements de réforme qui nourrissent le progressisme, tels la tempérance et les droits des femmes, sont anciens et ne sont pas liés à l'industrialisation.

7 . Roosevelt adopte cette image du personnage de Bunyan (« *the Man with the Muck-Rake* »), qui nettoie la fange dans les profondeurs du monde et qui ne peut lever les yeux pour voir la couronne céleste qu'on lui offre pour récompense de son travail, mais n'emploie pas spécifiquement le terme *muckraker* qui apparaît par la suite. Celui-ci est formé de *muck* qui signifie « boue », « fange » ou « fumier » et de *to rake* , « ratisser ». L'idée pour Roosevelt est qu'il faut aussi noter le positif dans la société américaine pour mieux corriger ses défauts. Voir une autre traduction, plus littérale cette fois-ci, proposée par Jeanine Brun, « racler la boue ». Jeanine Brun, *America ! America ! Trois siècles d'émigration aux États-Unis (1620-1920),* Paris, Gallimard, 1980, p. 179.

8 . Tarbell a repris le dossier présenté contre la Standard Oil par Henry Desmarest Lloyd dès 1894 dans *Wealth against Commonwealth* (*La Fortune contre la communauté*).

9 . Cité dans Robert Lacourt-Gayet, *Histoire des États-Unis* , vol. 2 : *De la fin de la guerre civile à Pearl Harbor* , Paris, Fayard, 1977, p. 121.

10 . Cité dans Peri E. Arnold, *Remaking the Presidency. Roosevelt, Taft, and Wilson, 1901-1916* , Lawrence, University Press of Kansas, 2009, p. 52.

11 . Lewis L. Gould , *America in the Progressive Era* , *op . cit* ., p. 45.

12 . Cité dans Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op . cit* ., p. 121.

13 . Le Mississippi adopte ce système de primaires dès 1902. Mais dans le cas de cet État du Sud, il s'agit d'une mesure ségrégationniste plutôt que démocratique. Instituer des primaires réservées aux électeurs blancs permet

d'éviter que le parti n'impose ou ne favorise un candidat noir.

14 . Notons également la Boss Busters League (la Ligue des destructeurs de boss) du Kansas.

15 . Notons que le New Jersey et le Minnesota n'ont adopté cette mesure que par comparaison récemment, en 1993 et 1996 respectivement.

16 . Les cas les plus connus sont celui du maire de Seattle rappelé en 1911 mais réélu en 1914 et plus récemment celui du gouverneur de Californie en 2003.

17 . Cette entité est née de la fusion entre la National Woman Suffrage Association et l'American Woman Suffrage Association, qui s'étaient scindées en 1869.

18 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op . cit* ., p. 177.

19 . L'État de Washington en 1910, la Californie en 1911, l'Arizona (tout nouvellement admis dans l'Union), le Kansas et l'Oregon en 1912 et l'Illinois en 1913. Tous des États de l'Ouest, excepté l'Illinois.

20 . À cette date (1915), seuls 13 États sur 48, principalement dans le Sud, n'ont pas encore donné le droit de votes aux femmes, même partiellement. Robert H. Ferrell et Richard Natkiel, *Atlas of American History* , New York, Facts on File Publications, 1987, « Prohibition and Female Suffrage », p. 109.

21 . Sur 55 millions de migrants qui quittent l'Europe entre 1820 et 1920, 33 millions partent pour les États-Unis. La distribution au sein de ces derniers évolue pour s'inverser : l'Europe du Nord-Ouest représente 68 % des arrivées entre 1860 et 1900, pour 41 % entre 1901 et 1920 et l'Europe du Sud et Orientale respectivement 22 % et 44 %. À ces Européens s'ajoutent un assez grand nombre de Canadiens francophones (800 000 avant 1900), dont la majorité s'installe en Nouvelle-Angleterre , et des Chinois en Californie . Roger Daniels, *Coming to America* , *op. cit.* , tableau « Immigrants by Region of Last Residence, 1820-1920 », p. 122 et tableau « Rate of Immigration per Thousand, 1820-1924 », p. 125 ; *Historical Statistics of the United States: Colonial Times to 1970* , in Yves-Henri Nouailhat (dir.), *L'Amérique puissance mondiale* , *op . cit* ., tableau « Les immigrants de 1891 à 1930 », p. 106-107 ; Rudolph J. Vecoli et Suzanne M. Sinke, *A Century of European Migrations, 1830-1930* , Urbana, University of Illinois Press, 1991, introduction.

22 . Cité dans Lawrence W. Levin e, *Culture d'en haut, culture d'en bas* , *op . cit* ., p. 179.

23 . L'historiographie des migrations distingue ainsi traditionnellement les facteurs répulsifs, dits *push* , opérant dans le pays de départ (famines, guerres, surpopulation, persécutions), des facteurs attractifs, dits *pull* , propres au pays d'accueil (abondance des terres, emplois disponibles, meilleurs salaires et conditions de vie matérielle).

24 . Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 157, n. 2.

25 . Cité dans Roger Daniels, « The Immigrant Experience in the Gilded Age », *op* . *cit* ., p. 92.

26 . « The Gentlemen's Agreement » (Report of the Commissioner General of Immigration, 1908), dans Henry S. Commager (dir.), *Documents of American History* , *op* . *cit* ., vol. 2, p. 45.

27 . Par ailleurs, la Commission note qu'en 1910, 58 % des employés des 21 industries qu'elle a étudiées sont nés à l'étranger. Outre ce volumineux rapport, la Commission rédige aussi un « Dictionnaire des Races », au sens de l'époque, soit de nos jours, « groupes ethniques ». Maldwyn Allen Jones, *American Immigration* , *op* . *cit* ., p. 218 et 269.

28 . Jeanine Brun, *America ! America !, op* . *cit* ., tableau « Pourcentage des étrangers renvoyés en Europe », p. 189.

29 . Emmanuel Todd, *Le Destin des immigrés. Assimilation et ségrégation dans les démocraties occidentales* , Paris, Éd. du Seuil, 1994, p. 89.

30 . Cité dans Roger Daniels, « The Immigrant Experience in the Gilded Age », art. cité, p. 93.

31 . Jeanine Brun, *America ! America !, op* . *cit* ., « Population urbaine des États-Unis par région (1840-1920) », p. 167.

32 . Josiah Strong , *Our Country* , *op* . *cit* ., p. 20-21.

33 . Certains groupes s'installent dans les campagnes. Les Scandinaves, par exemple, qui s'établissent majoritairement dans le Minnesota , le Wisconsin , et l'Iowa , ont un taux d'urbanisation de 55 %. Jeanine Brun, *America ! America !* , *op* . *cit* ., p. 168.

34 . Maldwyn Allen Jones, *American Immigration* , Chicago, University of Chicago Press, 1960, p. 228 ; Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 158.

35 . Celle-ci est de 13,2 % en 1860, 14,6 % en 1870 et de 14,5 % en 1910. Maldwyn Allen Jones, *American Immigration* , *op* . *cit* ., p. 208. Du fait d'une population importante, le taux de migrants pour 100 000 habitants est cependant de 1 000 aux États-Unis, pour 1 500 au Canada et 3 000 en Argentine . Frank Thistlethwaite, « Migration from Europe Overseas in the Nineteenth and Twentieth Centuries », dans Rudolph J. Vecoli et Suzanne M. Sinke, *A Century of European Migrations, 1830-1930* , *op* . *cit* ., p. 24.

36 . Cité dans Jeanine Brun, *America ! America !, op* . *cit* ., p. 170-171.

37 . Ces États sont New York , le New Jersey , le Massachusetts , la Pennsylvanie , le Connecticut , l'Ohio , l'Indiana, l'Illinois et le Michigan . Robert Hunter , *Poverty* (1904), cité dans Yves-Henri Nouailhat (dir.), *L'Amérique, puissance industrielle* , *op* . *cit* ., p. 62.

38 . André Kaspi, *Les Américains* , t. 1 : *Naissance et essor des États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 249.

39 . Cité dans Yves-Henri Nouailhat (dir.), *L'Amérique, puissance industrielle* , *op* . *cit* ., p. 61.

40 . Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 157.

41 . Josiah Strong , *Our Country* , *op* . *cit* ., p. 20-21.

42 . En 1980, on en comptait encore 800. Allen F. Davis, « Settlement Houses », dans Eric Foner et John A. Garraty (dir.), *The Reader's Companion to American History* , *op* . *cit* ., p. 983-984.

43 . Cité dans Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op* . *cit* ., p. 53.

44 . Cité dans Jeanine Brun, *America! America !* , *op* . *cit* ., p. 220.

45 . Cité dans Louise W. Knight, *Citizen: Jane Addams and the Struggle for Democracy* , Chicago, University of Chicago Press, 2005, p. 181.

46 . Cité dans Jeanine Brun, *America ! America !* , *op* . *cit* ., p. 218.

47 . Walter Rauschenbusch , *Christianity and the Social Crisis* (1907), dans Yves-Henri Nouailhat (dir.), *L'Amérique, puissance mondiale* , *op* . *cit* ., p. 66.

48 . Cité dans Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op* . *cit* ., p. 101.

49 . Woodrow Wilson , « Address to the Naturalized Citizens at Convention Hall » (10 mai 1915), dans A. Scott Berg (dir.), *World War I and America Told by the Americans Who Lived It* , New York, The Library of America, 2017, p. 103. Le 4 juillet 1915 sera d'ailleurs proclamé « Journée de l'Américanisation ».

50 . Citation de Marie-Brunette Spire dans Denis Lacorne, *La Crise de l'identité américaine. Du melting-pot au multiculturalisme* , Paris, Fayard, 1997, p. 205.

51 . Israel Zangwill , *The Melting Pot* (1908), dans Jeanine Brun, *America! America!, op* . *cit* ., p. 225-226.

52 . Horace Kallen , « Democracy versus the Melting-Pot. A Study of American Nationality », *The Nation* , 19 et 25 février 1915.

53 . Randolph S. Bourne , « Trans-National America », *Atlantic Monthly* , 116, juillet 1916, p. 86-97.

54 . Horace Kallen , « Democracy versus the Melting-Pot », art. cité.

55 . Cité dans André Kaspi, *Les États-Unis au temps de la prospérité, 1919-1929* , Paris, Hachette, 1980, p. 248.

56 . John Marshall Barker , *The Saloon Problem and Social Reform* , dans Lewis L. Gould , *America in the Progressive Era* , *op* . *cit* ., « Documents », p. 92.

57 . Cité dans Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op* . *cit* ., p. 134.

58 . Cité *ibid* ., p. 86.

59 . Robert H. Ferrell et Richard Natkiel, *Atlas of American History* , *op* . *cit* .,

« Prohibition and Female Suffrage », cartes, p. 108. De nos jours, ne restent que des comtés et des municipalités *dry* . Notons cependant que le Kansas, le Mississippi et le Tennessee sont *dry* d'office, sauf si le comté ou la municipalité demande à ne pas l'être.

60 . Cité dans Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op* . *cit* ., p. 81.

61 . Cité dans André Kaspi, *Les États-Unis au temps de la prospérité* , *op* . *cit* ., p. 248.

62 . Soit des taux comparables à celui de l'Amérique contemporaine : 4.9 ‰ en 2004. Joseph A. Hill, « Statistics of Divorce », *Publications of the American Statistical Association* , 11 (86), juin 1909, p. 486-509.

63 . Les deux courbes ne se rejoindront que dans les années 1970 après le vote de lois en faveur des droits civiques des Noirs une décennie plus tôt. Robert D. Putnam, *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community* , New York, Simon & Schuster, 2000, « Tableau 1, Trends in Presidential Voting (1828-1996), by Region », p. 32.

64 . Avant les années 1960, le mot *negro* est le vocable utilisé couramment pour désigner un Africain-Américain et n'est pas péjoratif ou insultant à l'inverse du mot *nigger* .

65 . Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op* . *cit* ., p. 184-185.

66 . Encore qu'il ne s'agisse ici que du décompte officiel, nécessairement en deçà de la réalité.

67 . Ida B. Wells , *The Reason Why* , *op* . *cit* ., chap. « Lynch Law ».

68 . Cité dans Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op* . *cit* ., p. 186.

69 . Un des juges de la Cour, John Marshall Harlan, vote contre ses confrères en affirmant que la Constitution ne reconnaît pas la couleur – le terme en anglais est *colorblind* , littéralement « aveugle aux couleurs », et ne différencie pas entre les citoyens.

70 . Cité dans Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op* . *cit* ., p. 194.

71 . Cité *ibid* ., p. 188.

72 . Dans l'arrêt *Strauder vs. West Virginia* (1880). Cité dans Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 314.

73 . Cité dans Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op* . *cit* ., p. 191.

74 . Tout cela au moment où naît aux États-Unis l'histoire des Africains-Américains avec notamment l'ouvrage fondateur de l'historien noir George W. Williams, *History of the Negro Race in America* , publié en 1883.

75 . Cité dans Nicole Bacharan, *Les Noirs américains. Des champs de coton à la Maison Blanche* , Paris, Tempus, 2010, p. 87 ; William J. Cooper et Thomas E. Terrill, *The American South. A History* , vol. 2, *op* . *cit* ., p. 522.

76 . Booker T. Washington est aussi un historien auteur en 1909 de *The Story*

of the Negro .

77 . Cité dans Nicole Bacharan, *Les Noirs américains* , *op* . *cit* ., p. 90.

78 . Cité *ibid* ., p. 89. Du Bois est aussi l'auteur d'un ouvrage historique sur les Africains-Américains et la Reconstruction, publié en 1935 (*Black Reconstruction: An Essay toward a History of the Part Which Black Folk Played in the Attempt to Reconstruct Democracy in America, 1860-1880*).

79 . Cité dans Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op* . *cit* ., p. 200.

80 . « Declaration of Principles of the Niagara Fall Movement » (1905), dans Yves-Henri Nouailhat (dir.), *L'Amérique, puissance mondiale* , *op* . *cit* ., p. 122-123.

81 . Et ce, même si elle connaît des revers dans les tribunaux, comme en 1915 où la Cour suprême invalide la clause du grand-père au Maryland et en Oklahoma .

82 . Cité dans Claire Delahaye, *Wilson contre les femmes. Conquérir le droit de vote. Perspectives nationales et internationales* , Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2011, p. 97.

83 . Le nombre de primaires dépend aussi des partis. Les démocrates en ont organisé dans treize États et les républicains dans douze. Lewis L. Gould , *Four Hats in the Ring. The 1912 Election and the Birth of Modern American Politics* , Lawrence, University Press of Kansas, 2008, Appendices A et B, « Democratic Primary Results » et « Republican Primary Results », p. 189 et 190.

84 . Rappelons qu'il s'agit du Wyoming , du Colorado , de l'Utah , de l'Idaho , de l'État de Washington et de la Californie .

85 . « The Value of Women as Vote Getters », cité dans Claire Delahaye, *Wilson contre les femmes* , *op* . *cit* ., n. 15, p. 101.

86 . Discours à Columbus , en Ohio (21 février 1912), dans Henry S. Commager (dir.), *Documents in American History* , *op* . *cit* ., vol. 2, p. 66.

87 . Ces deux amendements entrent en vigueur en 1913.

88 . Cité dans George B. Tindall, *America. A Narrative History* , *op* . *cit* ., p. 922. Taft, juriste dans l'âme et de formation, terminera sa carrière juge à la Cour suprême de 1921 à 1930.

89 . Le grand ouvrage du Wilson universitaire est *Congressional Government. A Study in American Politics* , publié en 1885. Parmi ses ouvrages d'histoire, notons sa biographie de George Washington, qui date de 1893, disponible en français dans une édition récente chez Payot. W. Wilson, *George Washington. Fondateur des États-Unis (1732-1799)* (1981), Paris, Payot, 2007.

90 . Cité dans Charles Zorgbibe, *Wilson. Un croisé à la Maison-Blanche* , Paris, Presses de Sciences Po, 1998, respectivement p. 73-74 et 76.

91 . Cité dans Howard Zinn, *A People's History of the United States* , *op . cit .*, p. 351.

92 . John Gerring, *Party Ideologies in America, 1828-1996* , Cambridge , Cambridge University Press, 1998, p. 226.

93 . Cité dans Peri E. Arnold, *Remaking the Presidency: Roosevelt, Taft, and Wilson, 1901-1916* , Lawrence, University Press of Kansas, 2009, p. 167.

94 . Cité dans André Kaspi, *Les Américains* , t. 1 : *Naissance et essor des États-Unis* , *op . cit .*, p. 257.

95 . Cité dans Howard Zinn, *A People's History of the United States* , *op . cit .*, p. 340.

96 . « Programme du Parti socialiste » (12 mai 1912), dans Henry S. Commager (dir.), *Documents in American History* , *op . cit .*, vol. 2, p. 69-73.

97 . Cité dans Lewis L. Gould , *Four Hats in the Ring* , *op . cit .*, p. 103.

98 . Cité dans Howard Zinn, *A People's History of the United States* , *op . cit .*, p. 331.

99 . Pour une géographie de l'électorat de Debs , voir Eugene V. Debs, « Élection présidentielle de 1912 », dans Frédéric Salmon, *Atlas historique des États-unis de 1783 à nos jours* , Paris, Armand Colin, 2008, p. 110.

100 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op . cit .*, p. 628.

Notes du chapitre 17

1 . En anglais, « *War is the health of the State* ».

2 . Cité dans Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op . cit .*, p. 230.

3 . Cité *ibid .*, p. 231.

4 . Cité *ibid .*, p. 251.

5 . Le titre complet est *The Clansman. A Historical Romance of the Ku Klux Klan* .

6 . En 1916, Griffith fait un autre film, encore plus ambitieux, intitulé *Intolerance* , avec quatre épisodes : la chute de Babylone, la vie du Christ, sa crucifixion et le massacre de la Saint-Barthélemy.

7 . Cité dans A. Scott Berg (dir.), *World War I and America* , *op . cit .*, p. 30.

8 . Woodrow Wilson , « First Inaugural Address » (4 mars 1913), dans Robert V. Remini et Terry Golway (dir.), *Fellow Citizens* , *op. cit .*, p. 287.

9 . Cité dans George B. Tindall, *America. A Narrative History* , *op . cit .*, p. 933.

10 . Cité dans Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op . cit* ., p. 164.

11 . « L'appel de Wilson à la neutralité » (19 août 1914), dans Henry S. Commager (dir.), *Documents in American History* , *op . cit* ., vol. 2, p. 96. En 1939, Franklin D. Roosevelt exprimera un autre type de neutralité en déclarant : « Notre pays restera neutre, mais je ne peux demander à chaque Américain de rester neutre au fond de lui-même. » Jean-Baptiste Duroselle, *La France et les États-Unis* , *op. cit.* , p. 92.

12 . Cité dans Gilbert Chinard, *Thomas Jefferson. L'apôtre de l'américanisme* , New York, Overseas Edition Inc., 1939, p. 323. Notons la date de publication de cette biographie destinée au public francophone, la veille d'un autre conflit européen, puis mondial, majeur.

13 . Cité dans Charles Zorgbibe, *Wilson. Un croisé à la Maison-Blanche* , *op . cit* ., p. 125.

14 . Cité dans André Kaspi, *Le Temps des Américains. Le concours américain à la France en 1917-1918* , Paris, Publications de la Sorbonne, 1976, p. 13.

15 . « William J. Bryan à Gottlieb von Jagow » (13 mai 1915), dans A. Scott Berg (dir.), *World War I and America* , *op . cit* ., p. 114.

16 . Jean-Baptiste Duroselle, *La France et les États-Unis des origines à nos jours* , Paris, Éd. du Seuil, 1976, p. 93-95.

17 . Cité dans Charles Zorgbibe, *Wilson. Un croisé à la Maison-Blanche* , *op . cit* ., p. 129.

18 . Cité dans Jean-Baptiste Duroselle, *La France et les États-Unis* , *op . cit.* , p. 95.

19 . André Kaspi, *Le Temps des Américains* , *op . cit* ., tableau « Échanges commerciaux entre les États-Unis et la France de 1914 à 1918 », p. 266.

20 . Surnom donné par Walter Lippman . Robert A. Rosenstone, *John Reed. Le romantisme révolutionnaire* , trad. Bernard Mocquot, Paris, Maspero, 1977, p. 261.

21 . Cité dans Jennifer D. Keene, *The United States and the First World War* , Harlow, Pearson Education Limited, 2000, p. 11-12.

22 . Cité dans Charles Zorgbibe, *Wilson. Un croisé à la Maison-Blanche* , *op . cit* ., p. 175.

23 . Il s'agit du *Keating Owen Child Labor Act* (du représentant démocrate Edward Keating, du Colorado , et du sénateur démocrate Robert L. Owen, de l'Oklahoma) et de l'*Adamson Act* (du représentant démocrate William C. Adamson, de Géorgie). Le *Keating Owen Child Labor Act* sera annulé par la Cour suprême en 1918 dans l'arrêt *Hammer vs. Dagenhart* . Dans les deux cas, il s'agit de lois restreintes aux relations interÉtats, domaine d'action du gouvernement fédéral.

24 . W. Wilson, « Peace Without Victory Speech », 22 janvier 1917, dans Henry S. Commager (éd.), *Documents in American History* , *op* . *cit* ., vol. 2, p. 125-127.

25 . Cité dans Jean-Baptiste Duroselle, *La France et les États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 97-98.

26 . Cité dans Charles Zorgbibe, *Wilson. Un croisé à la Maison-Blanche* , *op* . *cit* ., p. 191.

27 . Cité dans George B. Tindall, *America. A Narrative History* , *op* . *cit* ., p. 958.

28 . Cité dans Jean-Baptiste Duroselle, *La France et les États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 97-98.

29 . Serge Bernstein et Pierre Milza, *Histoire du vingtième siècle* , t. 1 : *1900-1939. Un monde déstabilisé* , Paris, Hatier, 1987, tableau « Pertes navales des Alliés et des neutres », p. 67.

30 . « Le télégramme Zimmerman » (rédigé le 16 janvier 1917, paru dans la presse le 1er mars 1917), dans Henry S. Commager (éd.), *Documents in American History* , vol. 2, *op* . *cit* ., p. 128.

31 . Cité dans Gilbert Chinard, *Thomas Jefferson* , *op* . *cit* ., p. 320.

32 . « Wilson's War Message » (2 avril 1917), dans Henry S. Commager (éd.), *Documents in American History* , vol. 2, *op* . *cit* ., p. 129-132.

33 . Cité dans Jean-Baptiste Duroselle, *La France et les États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 99. Pour protéger l'accès au canal de Panama , et de crainte qu'elles ne servent de base sous-marine allemande, Wilson achète les îles Vierges (Saint-Thomas, Saint-John, Saint-Croix) au Danemark en janvier 1917 et, rappelons-le, pour mieux arrimer Porto Rico aux États-Unis, il confère la citoyenneté américaine à ses habitants en mars 1917.

34 . La mission britannique est conduite par Arthur Balfour, alors ministre des Affaires étrangères.

35 . André Kaspi, *Le Temps des Américains* , *op* . *cit* ., p. 36. Jean-Baptiste Duroselle, *La France et les États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 99-100.

36 . Jennifer D. Keene, *The United States and the First World War* , *op* . *cit* ., p. 30-31.

37 . Cité dans Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op* . *cit* ., p. 285.

38 . George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 400.

39 . En anglais : « *Food will win the war. Don't waste it.* »

40 . Avec le suffixe *less* , la langue anglaise permet ainsi de parler de *Wheatless Mondays* , *Meatless Tuesdays* , *Porkless Thursdays* et de *Heatless Mondays* .

41 . Les lignes de chemin de fer seront rendues à leurs propriétaires en 1920.

42 . Cité dans Jennifer D. Keene, *The United States and the First World War* , *op . cit* ., p. 32.

43 . Deux lois fiscales (*War Revenue Acts*) sont votées en 1917 et 1918 afin d'augmenter le taux d'imposition par rapport à celui de 1913.

44 . Du terme *hyphen* , « trait d'union ».

45 . « *Make the Fourth of July Americanization Day. "Many Peoples -but One nation"* » (affiche de 1917). Un *Americanization Day Committee* est même fondé.

46 . Ces manipulations sémantiques évoquent, avec un siècle d'avance, les *Freedom fries* du Congrès américain en substitution aux habituelles *French fries* (frites) ou *Freedom toasts* pour *French toasts* (une recette de pain perdu que l'on mange au petit-déjeuner aux États-Unis), en réaction au veto de la France aux Nations unies contre la guerre en Irak en mars 2003.

47 . Citer dans Jennifer D. Keene, *The United States and the First World War* , *op . cit* ., p. 37. Debs sera candidat aux élections présidentielles de 1920 de sa prison (il recevra 1 million de votes, soit plus qu'en 1912) et sera finalement gracié en 1921 par le nouveau président, Warren Harding .

48 . « Majority Report of the St. Louis Socialist Convention » (12 avril 1971), dans A. Scott Berg (dir.), *America and World War I* , *op . cit* ., p. 335-340.

49 . Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op . cit* ., p. 283.

50 . Cité *ibid* ., p. 282.

51 . Cité dans André Kaspi, *Le Temps des Américains* , *op . cit* ., p. 307.

52 . 4 millions d'hommes en comptant les troupes aux États-Unis, ce qui est un effort remarquable si on considère les 200 000 hommes de l'armée américaine avant l'entrée en guerre.

53 . John J. Pershing « Remarks to the Officers of the 1st Division » (16 avril 1918), dans A. Scott Berg (dir.), *America and World War I* , *op . cit* ., p. 460-463.

54 . Il s'agit du colonel Charles E. Stanton et non du général John Pershing .

55 . Un total de 50 000 autres soldats américains meurent de maladie, en France et aux États-Unis, notamment lors de la pandémie de grippe dite « espagnole » en 1918.

56 . Cité dans Serge Bernstein et Pierre Milza, *Histoire du vingtième siècle* , *op . cit* ., p. 87.

57 . Henry S. Commager (éd.), *Documents of American History* , *op . cit* ., p. 137-139.

58 . Cité dans André Kaspi, *Le Temps des Américains* , *op . cit* ., p. 310-311.

59 . Cité dans respectivement Paul Johnson, *A History of the American People* , *op . cit* ., p. 628 et Philippe Roger, *L'Ennemi américain* , *op . cit* ., p. 342.

60 . Woodrow Wilson , « Address to the Senate on the League of Nations » (10 juillet 1919), dans A. Scott Berg (dir.), *America and World War I* , *op . cit* ., p. 701.

61 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op . cit* ., p. 653.

62 . Woodrow Wilson , « Address to the Senate on the League of Nations », art. cité, p. 707-710.

Notes du chapitre 18

1 . Le titre original est *Ten Days that Shook the World* (New York, 1919).

2 . Cité dans Robert A. Rosenstone, *John Reed. Le romantisme révolutionnaire* , *op . cit* ., p. 439.

3 . John Reed , « Le bolchévisme en Amérique », *Revolutionary Age* , 18 décembre 1918, cité *ibid* ., p. 519.

4 . André Kaspi, *Les Américains* , t. 1 : *Naissance et essor des États-Unis* , *op . cit* ., p. 274.

5 . Cité dans Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op . cit* ., p. 305.

6 . Cité dans Neal R. Peirce et Jerry Hagstrom, *The Book of America* , *op . cit* ., p. 836.

7 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op . cit* ., p. 668.

8 . Cité dans Michael McGerr, *A Fierce Discontent* , *op . cit* ., p. 307-308. Dans les années 1930, pendant la Grande Dépression, Addams sera réhabilitée. Elle obtiendra d'ailleurs le prix Nobel de la paix en 1931.

9 . Cinquante ans plus tard, en 1977, le gouverneur démocrate du Massachusetts (également candidat à l'élection présidentielle de 1988) Michael Dukakis réhabilitera Sacco et Vanzetti.

10 . Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op . cit* ., p. 204.

11 . L'Ohio qui succède ainsi à la Virginie comme État de naissance principal des présidents américains avec huit présidents : Benjamin Harrison , Rutherford B. Hayes, James A. Garfield , William McKinley , William H. Taft et Warren G. Harding . Ce qui donnera lieu au dicton : « Certains sont nés grands, certains sont devenus grands et certains sont nés dans l'Ohio » (*Some are born great, some achieve greatness, and some are born in Ohio*).

12 . Warren C. Harding , « Back to Normal » (Boston , le 14 mai 1920), dans Frederick E. Schortemeier (éd.), *Rededicating America. Life and Recent Speeches of Warren G. Harding* , Indianapolis , The Bobbs-Merrill Company, 1920,

p. 223-229.

13 . George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 442.

14 . Cité dans Jill Lepore, *The Whites of their Eyes* , *op* . *cit* ., p. 17.

15 . Harding , comme on l'a vu, à l'inverse de Wilson, libère Eugene Debs de prison le jour de Noël 1921.

16 . Une formule, passée depuis à la postérité, qui se répandra à travers le pays sous différentes versions : « L'affaire du peuple américain sont les affaires » (*The business of the American people is business*) ou « L'affaire principale du peuple américain, ce sont les affaires » (*The chief business of the American people is business*).

17 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op* . *cit* ., p. 739.

18 . Cité dans Hugh Brogan, *History of the United States* , Longman, Londres , 1985, p. 520.

19 . Cité dans David E. Kyvig, *Daily Life in the United States, 1920-1939. Decades of Promise and Pain* , Westport, Connecticut , Greenwood Press, p. 149.

20 . Herbert Hoover , « "Rugged Individualism" Speech » (New York, le 22 octobre 1928), dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 356-372.

21 . Cités dans Michael McGerr, *Fierce Discontent* , *op* . *cit* ., p. 311.

22 . Herbert Hoover , « "Rugged individualism" Speech », *op* . *cit* ., p. 371.

23 . André Kaspi, *Les Américains* , t. 1 : *Naissance et essor des États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 278-279.

24 . Soit 5 358 000 pour 5 700 000. Paul Johnson, *A History of the American People* , *op* . *cit* ., p. 730.

25 . Cité dans Bruce Barton , *The Man Nobody Knows. A Discovery of the Real Jesus* (1925), avec une introduction de Richard M. Fried, Chicago, Ivan R. Dee, 2000, introduction p. x . Barton publie en 1926 un autre best-seller sur la Bible cette fois-ci, intitulé *Le livre que personne ne connaît* . La biographie de Jésus connaît 27 tirages entre mars 1925 et décembre 1927.

26 . *Ibid* ., p. 15.

27 . Cité dans Leo P. Ribuffo, « Jesus Christ as Business Statesman: Bruce Barton and the Selling of Corporate Capitalism », *American Quarterly* , 33, p. 223.

28 . En anglais, « *The world will be what business makes it* », cité *ibid* ., p. 215.

29 . Paul Claudel , *La Crise. Amérique, 1927-1932. Correspondance diplomatique* , Paris, Métailié, 2009, « Lettre du 4 décembre 1928 », p. 60.

30 . David E. Kyvig, *Daily Life in the United States* , *op* . *cit* ., p. 181-182.

31 . Cité dans André Kaspi, *Les Américains* , t. 1 : *Naissance et essor des États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 280 et Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 210-211.

32 . Sinclair Lewis , *Babbitt* (1922), introduction par Richard Lingeman, New York, Random House, 2002, p. 6 et 11.

33 . *Ibid* ., introduction, p. XIX .

34 . *Ibid* ., introduction, p. VI, XI et XVI .

35 . Du nom d'Andrew Volstead, représentant républicain du Minnesota .

36 . André Kaspi, *Les Américains* , t. 1 : *Naissance et essor des États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 286.

37 . David E. Kyvig, *Daily Life in the United States* , *op* . *cit* ., p. 18.

38 . Shawn Lay, « Hooded Populism: New Assessments of the Ku Klux Klan of the 1920s », *Reviews in American History* , 22 (4), 1994, p. 668 et citation p. 689.

39 . *The Autobiography of Malcolm X as Told to Alex Haley* (1964), avec un avant-propos d'Attallah Shabazz, New York, The Random House, 1999, p. 1-2.

40 . Kenneth T. Jackson, auteur de *The Ku Klux Klan in the City, 1915-1930* (1967), cité dans Claude Fohlen, Jean Heffer et François Weil, *Canada et États-Unis depuis 1770* , Paris, Presses universitaires de France, 1997, p. 226.

41 . Cité dans Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 348.

42 . Un système qui restera en vigueur jusqu'en 1965.

43 . Cité dans Hugh Brogan, *History of the United States* , *op* . *cit* ., p. 512.

Notes du chapitre 19

1 . Paul Claudel , *La Crise. Amérique, 1927-1932* , *op* . *cit* ., « Washington, le 6 novembre 1929 », p. 114-115.

2 . Cité dans Lucy G. Barber, *Marching on Washington* , *op* . *cit* ., p. 101.

3 . David E. Kyvig, *Daily Life in the United States* , *op* . *cit* ., p. 187-188.

4 . André Kaspi, *Les Américains* , t. 1 : *Naissance et essor des États-Unis* , *op* . *cit* ., tableau 15 : « Indicateurs économiques de 1929 à 1933 », p. 290.

5 . David E. Kyvig, *Daily Life in the United States, 1920-1939* , *op* . *cit* ., p. 178-179.

6 . Robert S. McElvaine, *Down & Out in the Great Depression. Letters from the*

Forgotten Man , Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2008, respectivement p. 14 et 1. Cette expression n'est pas de Franklin D. Roosevelt mais de William Graham Sumner et elle date des années 1880. Elle désigne alors le citoyen qui paie pour les autres. Roosevelt lui donne, en revanche, une nouvelle acception.

7 . *Ibid* ., introduction, p. 7.

8 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op* . *cit* ., p. 747.

9 . Franklin D. Roosevelt , « Speech to the Democratic National Convention » (Chicago, le 2 juillet 1932), dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 373-383.

10 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op* . *cit* ., p. 752.

11 . Franklin D. Roosevelt , « Présentation du programme du New Deal » (7 mai 1933), dans *Causeries au coin du feu, 1933-1944* , trad. Denis Griesmar, Paris, Bartillat, 2013, p. 28.

12 . Franklin D. Roosevelt , « First Inaugural Address » (4 mars 1933), dans Robert V. Remini et Terry Golway (dir.), *Fellow Citizens* , *op* . *cit* ., p. 334-338. La formule est si connue aux États-Unis qu'il est utile de la connaître en anglais : « *The only thing we have to fear is fear itself* ».

13 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 238.

14 . Cité *ibid* ., p. 217.

15 . Franklin D. Roosevelt , « Speech to the Commonwealth Club » (23 septembre 1932), dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 384-397.

16 . Robert S. McElvaine, *Down & Out in the Great Depression* , « Lettre du 10 avril 1936 » (New York), *ibid* ., p. 195. Souligné dans le texte.

17 . Franklin Delano Roosevelt , « Présentation du programme du New Deal » (7 mai 1933), dans *Causeries au coin du feu* , *op* . *cit* ., p. 32.

18 . Arnaud Coutant, *Histoire constitutionnelle des États-Unis* , t. 2 : *Fédération ou Démocratie ? 1860-1937* , Paris, Mare & Martin, 2013, p. 604-607.

19 . De nos jours, 39 comtés du Kansas sur 75 sont *dry* . *Ibid* ., p. 608.

20 . Une formule choc qui fait directement écho aux « *Three R's* » qui résumaient l'instruction jugée nécessaire au XIX e siècle aux États-Unis, à savoir « *Reading* , *wRiting* , *aRithmetic* » (la lecture, la rédaction et l'arithmétique).

21 . Franklin Delano Roosevelt , « Sur la crise bancaire, 12 mars 1933 », dans *Causeries au coin du feu* , *op. cit.* , p. 21.

22 . Du fait de tous ces acronymes, les Américains ont collectivement appelé

ces bureaux fédéraux les « agences alphabétiques » (*alphabetical agencies*).

23 . Franklin D. Roosevelt , « Bilan du soixante-treizième congrès » (28 juin 1934), dans *Causeries au coin du feu* , *op* . *cit* ., p. 67.

24 . Huey Long , « Every Man a King » (23 février 1934), dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 403-414.

25 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 249.

26 . Cité dans David M. Kennedy , Lizabeth Cohen et Thomas A. Bailey, *The American Pageant. A History of the Republic* , 12e éd., New York, Houghton Mifflin Company, 2002, p. 794.

27 . Robert S. McElvaine, *Down & Out in the Great Depression* , *op* . *cit* ., lettre du 7 mars 1934, Hornell, État de New York, p. 150.

28 . Cité dans Hugh Brogan, *History of the United States* , *op* . *cit* ., p. 549.

29 . Cité dans Robert S. McElvaine, *Down & Out in the Great Depression* , *op* . *cit* ., p. 14.

30 . Cité dans Marguerite S. Shaffer, *See America First. Tourism and National Identity, 1880-1940* , Washington, Smithsonian Books, 2001, p. 202 et 203.

31 . André Kaspi, *Les Américains* , t. 1 : *Naissance et essor des États-Unis* , *op* . *cit* , p. 320.

32 . Cité dans Romain Huret, *American Tax Resisters* , Cambridge , Harvard University Press, 2014, p. 153-154.

33 . Cité dans David M. Kennedy , Lizabeth Cohen et Thomas A. Bailey, *The American Pageant* , *op* . *cit* ., p. 794.

34 . Franklin D. Roosevelt , « Speech to the Democratic National Convention » (27 juin 1936), dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 415-420.

35 . Franklin D. Roosevelt , « Sur la réorganisation du pouvoir judiciaire » (9 mars 1937), dans *Causeries au coin du feu* , *op. cit* ., p. 116.

36 . Franklin D. Roosevelt , « Second Inaugural Address » (20 janvier 1937), dans Robert V. Remini et Terry Golway (dir.), *Fellow Citizens* , *op* . *cit* ., p. 342-346.

37 . Franklin D. Roosevelt , « Discours du 9 mars 1937 » (appelé *Court-packing speech*), dans Arnaud Coutant, *Histoire constitutionnelle des États-Unis* , t. 2 : *Fédération ou Démocratie ?* , *op* . *cit* ., p. 642-652 (en anglais) et *Causeries au coin du feu* , *op* . *cit* ., p. 115-131.

Notes du chapitre 20

1 . George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., chap. 11, « Involvement without Commitment, 1921-1931 », p. 436.

2 . Warren G. Harding , « Inaugural Address » (4 mars 1921), dans Robert V. Remini et Terry Golway (dir.), *Fellow Citizens* , *op* . *cit* ., p. 299.

3 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 445.

4 . Cité *ibid* ., p. 442.

5 . « First Inaugural Address » (4 mars 1933), dans Robert V. Remini et Terry Golway (dir.), *Fellow Citizens* , *op* . *cit* ., p. 336.

6 . Franklin D. Roosevelt , « The Quarantine Speech » (5 octobre 1937), dans Claude Fohlen (dir.), *De la crise à la victoire (1929-1945)* , Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1988, p. 115-117.

7 . Franklin D. Roosevelt , « Sur la guerre en Europe » (3 septembre 1939), dans *Causeries au coin du feu* , *op* . *cit* ., p. 187-191.

8 . Gary B. Nash et Carter Smith, *Atlas of American History* , New York, Facts On File, 2007, p. 252.

9 . Cité dans Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op* . *cit* ., p. 804.

10 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 523.

11 . Franklin D. Roosevelt , « Sur la guerre en Europe » (3 septembre 1939), *op* . *cit* ., p. 189.

12 . Franklin D. Roosevelt , « *“Arsenal of Democracy” Fireside Chat* », dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 426-436 (citations p. 426, 434 et 435).

13 . En anglais : « *freedom of speech and expression, freedom of worship, freedom from want* », et « *freedom from fear* » (un classique rooseveltien). « *The Four Freedoms Speech* » (6 janvier 1941), dans Claude Fohlen (dir.), *De la crise à la victoire* , *op* . *cit* ., p. 129-134.

14 . Franklin D. Roosevelt , « Annonce d’une urgence nationale illimitée » (27 mai 1941), dans *Causeries au coin du feu* , *op* . *cit* ., p. 227.

15 . Ce que les Américains appellent « *a war of machines* ». David M. Kennedy , *Freedom from Fear. The American People in Depression and War, 1929-1945* , Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 619.

16 . George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 525 (première et troisième citations) et Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op* . *cit* ., p. 806 (deuxième citation).

17 . Nicolas Bernard, *La Guerre du Pacifique, 1941-1945* , Paris, Tallandier, 2016, p. 122.

18 . Franklin D. Roosevelt , « Sur la déclaration de guerre avec le Japon » (9 décembre 1941), dans *Causeries au coin du feu* , *op* . *cit* ., p. 260.

19 . Cité dans Hélène Harter, *Pearl Harbor. 7 décembre 1941* , Paris, Tallandier, 2011.

20 . Cité *ibid* ., p. 24.

21 . Cité dans Nicolas Bernard, *La Guerre du Pacifique* , *op* . *cit* ., p. 127.

22 . Cité *ibid* ., p. 143.

23 . Une expression que l'on retrouvera dans le rapport du Congrès sur les attentats de 11 septembre 2001, qui évoquera d'ailleurs rétrospectivement le cas de Pearl Harbor . Pour un brillant parallèle entre les deux attaques et tragédies, voir l'ouvrage de John W. Dower, *Cultures of War. Pearl Harbor/ Hiroshima/9-11/Iraq* , New York, W. W. Norton, 2010.

24 . Cité dans Hélène Harter, *Pearl Harbor* , *op* . *cit* ., p. 161.

25 . Cité *ibid* ., p. 159.

26 . Franklin D. Roosevelt , « Sur la déclaration de guerre avec le Japon » (9 décembre 1941), dans *Causeries au coin du feu* , *op* . *cit* ., p. 259-261.

27 . Franklin D. Roosevelt , « Address to Congress on War with Japan » (Déclaration de guerre contre le Japon) (8 décembre 1941), dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 447-448.

28 . Franklin D. Roosevelt , « Sur la déclaration de guerre avec le Japon » (9 décembre 1941), *op* . *cit* ., p. 261 et 265.

29 . David M. Kennedy , *Freedom from Fear* , *op* . *cit* ., p. 616 (citation) et 618.

30 . « *Pamphlet* . Office of Civilian Defense, Washington, 1942 », dans Claude Fohlen, *De la Crise à la victoire* , *op* . *cit* ., p. 144-147.

31 . David M. Kennedy , *Freedom from Fear* , *op* . *cit* ., p. 644.

32 . Cité *ibid* ., p. 644.

33 . La première fut dessinée par Weimer Pursell (1906-1974) et la seconde par Alfred Parker (1906-1985).

34 . Ross Gregory, *Modern America, 1914-1945* , New York, Facts on File, 1995, « American Opinion on Japanese-American Relocation », p. 12.

35 . En 1988, le président Reagan présentera d'ailleurs les excuses du gouvernement américain pour cette décision.

36 . Gary B. Nash et Carter Smith, *Atlas of American History* , *op* . *cit* ., carte « Westward Migration in the 1940s », p. 257.

37 . Il existe plusieurs versions de cette affiche. L'une, de Norman Rockwell (dessinée en 1942), avec comme modèle une standardiste nommée Mary Doyle Keefe (décédée en 2015), et celle de J. Howard Miller (1943) représentant Geraldine Doyle (décédée en 2012), une ouvrière du Michigan . C'est cette seconde affiche, plus épurée, qui s'imposera dans l'imagerie populaire. Notons que les Américains, qui aiment les concours et les records

jusqu'aux plus loufoques, organisent des manifestations de femmes habillées en Rosie. C'est le Michigan qui détient le record avec 3 755 femmes réunies en tenue de Rosie en octobre 2017. Rosie était en fait Rose Will Monroe (1920-1997) qui travailla dans une usine de bombardiers B-29 dans le Michigan pendant la guerre. Hasan Dudar, « "Rosies" Rivet Together for a Record », *USA Today* , 16 octobre 2017, p. 4A.

38 . David M. Kennedy , *Freedom from Fear* , *op . cit* ., p. 779.

39 . Eugenia Kaledin, *Daily Life in the United States, 1940-1959. Shifting Worlds* , Westport, Greenwood Press, 2000, p. 21.

40 . Slogan cité dans Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op . cit* ., p. 817.

41 . Franklin D. Roosevelt , « Sur les conférences de Téhéran et du Caire » (24 décembre 1943), dans *Causeries au coin du feu* , *op . cit* ., p. 367.

42 . *Id* ., « Sur la chute de Rome » (5 juin 1944), *ibid.* , p. 393.

43 . En anglais, « *The tide has turned. The free men of the world are marching together to Victory* », « Discours d'Einsenhower » (6 juin 1944), dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op . cit* ., p. 453.

44 . En anglais, « *the average man's average man* », Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op . cit* ., p. 834 et 827.

45 . Des procès similaires ont lieu à Tokyo de 1946 à 1948 pour 23 accusés, dont 7 seront exécutés.

46 . Les Américains sont informés de l'existence des camps et de l'Holocauste dès novembre 1942 lors d'une conférence de presse du rabbin Stephen Wise et l'article qui lui fait écho dans le *New York Times* . Roosevelt tarde cependant à prendre une initiative. En janvier 1944, néanmoins, il crée le *War Refugee Board* qui a pu sauver 200 000 Juifs.

47 . André Kaspi, *Les Américains* , t. 2 : *Les États-Unis de 1945 à nos jours* , Paris, Éd. du Seuil, 2014, p. 348.

48 . J. Robert Oppenheimer , « Speech to the Los Alamos Scientists » (2 novembre 1945), dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op . cit* ., p. 460.

49 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op . cit* ., p. 802-803.

50 . Cité dans Barton J. Bernstein , « Seizing the Contested Terrain of Early Nuclear History: Stimson , Conant, and Their Allies Explain the Decision to Drop the Atomic Bomb », *Diplomatic History* , 17 (1), janvier 1993, p. 41.

51 . Cité dans Nicolas Bernard, *La Guerre du Pacifique* , *op . cit* ., p. 560.

52 . Cité *ibid* ., p. 562.

53 . « Truman Statement on the Atomic Bomb » (6 août 1945), dans Ted

Widmer (dir.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 454-456.

54 . Cité dans Nicolas Bernard, *La Guerre du Pacifique* , *op* . *cit* ., p. 564.

55 . Cité *ibid* ., p. 577.

56 . Henry L. Stimson , « The Decision to Use the Atomic Bomb », *Harper's Magazine* , 194, février 1947, p. 97-117.

57 . Barton J. Bernstein , « Seizing the Contested Terrain of Early Nuclear History », art. cit., p. 48.

Notes du chapitre 21

1 . Henry R. Luce, « The American Century », *Life Magazine* , 17 février 1941. Luce fonde aussi le magazine d'actualité sportive *Sports Illustrated* en 1954 ; Alan Brinkley, *The Publisher. Henry Luce and His American Century* , New York, Vintage Books, 2010, p. 267-271.

2 . Winston Churchill , « Where Do We Stand? », discours prononcé à la Chambre des communes le 16 août 1945. *Vital Speeches of the Day* , XI, p. 738-742, disponible sur ibiblio.org, The Public's Library and Digital Archives.

3 . René Rémond, *Le XX e siècle de 1914 à nos jours* , Paris, Éd. du Seuil, 1989, p. 178.

4 . Cité dans Jacques R. Pauwels, *Le Mythe de la bonne guerre. Les États-Unis et la Deuxième Guerre mondiale* , 2e éd. revue et corrigée, Bruxelles, Alden, 2005, p. 228. Ou, comme le formule le géographe américain Donald W. Meinig, « *For the United States isolationism was dead* » (*The Shaping of America. A Geographical Perspective on 500 Years of History* , vol. 4 : *Global America, 1915-2000* , New Haven, Yale University Press, 2004, p. 349).

5 . Cité dans Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op . cit* ., p. 841.

6 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op . cit* ., p. 300.

7 . Cité *ibid* ., p. 317. Mots prononcés lors d'une réunion avec des membres du Congrès. Dean Acheson fut sous-secrétaire d'État de 1945 à 1947 et secrétaire d'État de 1949 à 1953.

8 . « Du Chargé d'affaire en Union soviétique [George F. Kennan] au secrétaire d'État [James F. Byrnes] », (22 février 1946), dans National Security Archives, The George Washington University (www.nsarchive.gwu) et (extraits) Marie-France Toinet (dir.), *L'Amérique triomphante, 1945-1960* , Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1994, p. 78-80.

9 . « Churchill 's Speech in Fulton (Missouri) » (5 mars 1946), dans Marie-France Toinet (dir.), *L'Amérique triomphante* , *op . cit* ., p. 75-77.

10 . Marie-France Toinet, *La Chasse aux sorcières, 1947-1957* , Bruxelles, Complexe, 1984, p. 22.

11 . « Truman Statements on the Railroads » (17 et 24 mai 1946), *ibid* ., p. 152-154.

12 . « Taft-Hartley Act or Labor Management Relations Act » (28 juin 1947),

ibid ., p. 157-160.

13 . « The Truman Doctrine » (12 mars 1947), dans Richard B. Morris, *Basic Documents in American History* , *op* . *cit* ., p. 173-177.

14 . George C. Marshall obtient le prix Nobel de la paix en 1953.

15 . George C. Marshall , « Speech at Harvard University » (5 juin 1947), dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 472-475.

16 . Richard F. Kuisel, « *Coca-Cola and the Cold War: The French Face Americanization, 1948-1953* », *French Historical Studies* , 17 (1), printemps 1991, p. 97-116.

17 . Cité dans Jacques R. Pauwels, *Le Mythe de la bonne guerre, op* . *cit* ., p. 230.

18 . Il est à noter que le « plan Marshall » s'inscrit dans une politique d'aide économique et militaire mondiale de la part des États-Unis avec plusieurs milliards de dollars dépensés pour l'Asie, l'Océanie, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique . Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op* . *cit* ., carte « United States Foreign Aid, Military and Economic 1945-1954 », p. 845. Les Soviétiques, eux, mettront en place en 1949 un plan économique pour eux-mêmes et leurs alliés, appelé Comecon.

19 . « National Security Act » (1947), dans Marie-France Toinet (dir.), *L'Amérique triomphante, 1945-1960* , *op* . *cit* ., p. 34-39.

20 . Sans oublier le programme de bourses universitaires Fulbright , du nom du sénateur de l'Arkansas J. William Fulbright, créé en 1946 afin de permettre à des étudiants et des chercheurs de séjourner dans des universités américaines.

21 . Le XXIIe amendement est ratifié par les États en 1951.

22 . Cité dans George B. Tindall, *America. A Narrative History* , *op* . *cit* ., p. 1201.

23 . Une erreur rendue célèbre par une série de photographies montrant Truman , sourire aux lèvres, qui brandit le journal.

24 . Cité dans Antoine Coppolani, *Richard Nixon* , Paris, Fayard, 2013, p. 142.

25 . Cité dans Donald W. Meinig, *The Shaping of America* , vol. 4, *op* . *cit* ., p. 361.

26 . Diplomate cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op. cit* ., p. 633.

27 . En anglais, North Atlantic Treaty Organization (NATO). Les douze premiers signataires sont la Belgique , le Luxembourg, les Pays-Bas , le Danemark, la France , la Norvège, l'Islande, l'Italie , le Portugal, le Royaume-Uni , le Canada et les États-Unis. Ils sont rejoints en 1952 par la Grèce et la Turquie, puis en 1955 par l'Allemagne de l'Ouest. Son commandement est

alors à Paris avant d'être transféré en Belgique lorsque la France quitte certaines instances de l'Otan en 1966.

28 . George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op . cit .*, p. 626.

29 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op . cit .*, p. 328.

30 . Cité dans George B. Tindall, *America. A Narrative History* , *op . cit .*, p. 1208.

31 . Discours d'adieu du président Eisenhower (*Farewell Address*) (17 janvier 1961), dans Marie-France Toinet (dir.), *L'Amérique triomphante, 1945-1960* , *op . cit .*, p. 91-92.

32 . En anglais, South-East Asia Treaty Organization (SEATO). Les pays fondateurs sont les États-Unis, la France (qui quitte l'alliance en 1965), le Royaume-Uni , l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan , les Philippines et la Thaïlande. Le siège est à Bangkok. L'Otase est dissoute en 1977.

33 . Auxquels il faut ajouter un sénateur républicain dissident, ce qui fait 96 pour les 48 États de l'époque.

34 . Cité dans cité dans Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op . cit .*, p. 873.

35 . Cité dans George B. Tindall, *America. A Narrative History* , *op . cit .*, p. 1222.

36 . Arthur Miller , « A Note on the Historical Accuracy of this Play » (1952), dans *The Crucible* , présentation de Susan B. Abbotson, Londres , Methuen Drama, 2007, p. 1.

37 . Arthur Miller , *The Crucible in History and Other Essays* , Londres , Methuen, 2000. Essai disponible en ligne sous le titre « Are You Now Or Were You Ever? », *The Guardian/The Observer* , 17 juin 2000.

38 . Cité dans Marie-France Toinet, *1947-1957. La chasse aux sorcières* , Bruxelles, Complexe, 1984, p. 28.

39 . Le texte évoque les membres du Parti, au demeurant excessivement peu nombreux, mais aussi ceux ou celles qui entretiennent une affiliation ou une « *sympathetic association* » avec tout groupe ou idéologie caractérisé par le ministre de la Justice comme « totalitariste, fasciste ou communiste ». « Truman Loyalty Order : Executive Order n. 9835 » (21 mars 1947), dans Marie-France Toinet (dir.), *L'Amérique triomphante, 1945-1960* , *op . cit .*, p. 113-115.

40 . Cet anticommunisme virulent ne pouvait être suscité par le Parti communiste américain qui regroupait alors 75 000 membres sur 150 millions d'Américains.

41 . La HUAC sera abolie en 1975.

42 . Arthur Miller , *The Crucible in History and Other Essays* , *op* . *cit* . ; « Are You Now or Were You Ever? », *The Guardian/The Observer* (17 juin 2000).

43 . Marie-France Toinet, *1947-1957. La chasse aux sorcières* , *op* . *cit* ., p. 29-30.

44 . Cité *ibid* ., p. 31-32.

45 . Une anecdote rend compte du niveau affligeant du questionnement de McCarthy lorsqu'il s'étonne que trois spécialistes de la Chine ont le même prénom John, et auquel l'un d'entre eux, John Service, répond avec ironie qu'il y en a un quatrième « John K[ai]-Shek ». Juliette Bourdin, *Entre porte ouverte et « porte fermée »* , *op* . *cit* ., p. 118-119.

46 . Du nom de Howard W. Smith, représentant démocrate de Virginie .

47 . Cité dans Marie-France Toinet, *1947-1957. La chasse aux sorcières* , *op. cit* ., p. 112.

48 . Le chiffre tombe à 35 % en novembre 1954. « Évolution de la popularité de McCarthy dans les sondages Gallup », dans Marie-France Toinet, *1947-1957. La chasse aux sorcières* , *op* . *cit* ., p. 189, n. 4.

49 . Dans George B. Tindall, *America. A Narrative History* , *op* . *cit* ., p. 1227.

50 . Cité *ibid* ., p. 1227.

51 . « Quelques chiffres », dans Marie-France Toinet, *1947-1957. La chasse aux sorcières* , *op* . *cit* ., p. 192-193.

52 . Max Lerner , *America as a Civilization* . *Life and Thought in the United States Today* , 2 vol. New York, Simon and Schuster, 1957, vol. 1, p. 59-62.

53 . « Le monde libre » est une expression née en 1949 par opposition au monde communiste.

54 . GI, acronyme de « *Government Issued* », inscription qui figure sur le paquetage et signifiant « distribué par le gouvernement », est le surnom des soldats américains de la Seconde Guerre mondiale. « Servicemen's Readjustment Act of 1944 » (22 juin 1944), dans Marie-France Toinet (dir.), *L'Amérique triomphante, 1945-1960* , *op* . *cit* ., p. 133-137.

55 . André Siegfried, *Tableau des États-Unis* , Paris, Armand Colin, 1954, p. 212.

56 . André Kaspi, *Les Américains* , t. 2 : *Les États-Unis de 1945 à nos jours* , *op. cit.* , tableau 18 : « Évolution régionale de la population des États-Unis de 1940 à 1960 », p. 446.

57 . Cité dans André Siegfried, *Tableau des États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 203.

58 . Cité *ibid* .

59 . Potter, *People of Plenty* , cité dans Martin Halliwell, *American Culture in the 1950s* , Édimbourg, Edinburgh University Press, 2007, p. 14.

60 . Kenneth T. Jackson, cité dans Donald W. Meinig, *The Shaping of America* , vol. 4, *op . cit* ., p. 247.

61 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op . cit* ., p. 370.

62 . Eisenhower prévoit dix ans pour finaliser cette ambitieuse construction d'autoroutes. Ce n'est, en fait, qu'en 1992 que celle-ci sera achevée, avec près de 69 000 kilomètres de voies pour un coût total de 130 milliards de dollars. Dwight D. Eisenhower, « House Document n. 93, 84e Congrès », dans Marie-France Toinet (dir.), *L'Amérique triomphante, 1945-1960* , *op . cit* ., p. 146-148.

63 . Cité dans Pierre Melandri, Histoire des États-Unis contemporains, *op. cit* ., p. 376.

64 . Le Serment, omniprésent dans la culture américaine, mérite d'être cité en anglais et en entier : « *I pledge allegiance to the flag of the United States of America and to the republic for which it stands; one nation under God, indivisible, with liberty and justice for all.* »

65 . Romain Huret, *La Fin de la pauvreté ? Les experts sociaux en guerre contre la pauvreté aux États-Unis (1945-1974)* , Paris, Éditions de l'EHESS, 2008, p. 35.

66 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op . cit* ., p. 385.

67 . Cité *ibid* ., p. 406.

68 . « Truman 's Civil Rights Message » (2 février 1948), dans Marie-France Toinet (dir.), *L'Amérique triomphante, 1944-1960* , *op . cit* ., p. 171-173.

69 . Un an plus tard, en 1955, la Cour suprême donne sa décision d'application dans ce que les historiens appellent communément Brown II. Elle recommande de mettre en œuvre la déségrégation dans l'éducation « avec toute la rapidité voulue » (« *with all deliberate speed* »), en tenant compte des spécificités locales (« *varied local school problems* »). Cette décision met en fait un frein à toute application rapide. « Brown vs. Board of Education, Topeka, Kansas » I et II (1954-1955), dans Richard B. Morris (dir.), *Basic Documents in American History* , *op . cit* ., p. 184-190, citations p. 188 et 190 et Arnaud Coutant, *Histoire constitutionnelle des États-Unis* , t. 3 : *Une démocratie fédérale, 1937-1980* , Paris, Mare & Martin, 2016, citation p. 108.

70 . Ross Gregory, *Modern America* , *op . cit* ., tableau 1.23 : « Attitudes Toward Ethnic and Racial Groups: Opinion Polls, 1942, 1945 », p. 14 et Jean Heffer, *Les États-Unis de Truman à Bush* , Paris, Armand Colin, 1990, « Les relations raciales aux États-Unis, d'après les sondages d'opinion », p. 95. Dans le film oscarisé *Devine qui vient dîner* , l'acteur Sidney Poitier joue le rôle d'un médecin noir qui souhaite épouser une blanche et vient dîner chez ses futurs

beaux-parents (Spencer Tracy et Katharine Hepburn) à la surprise générale. Nous sommes à San Francisco en 1967. Pourtant, le film révèle toujours une grande réticence vis-à-vis des mariages mixtes. *Devine qui vient dîner* (*Guess who's coming to dinner*) de Stanley Kramer, Columbia Pictures, 1967.

71 . L'affaire Rosa Parks est passée à la postérité mais d'autres Noirs, hommes et femmes, ont courageusement bravé la ségrégation dans les trains ou les bus, comme Claudette Colvin, une des plaignantes dans l'affaire *Browder vs. Gayle* .

72 . Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 410.

73 . La « flibuste » (en anglais *filibuster*) est une procédure par laquelle un ou plusieurs sénateurs prennent la parole sans interruption en lisant les textes de leur choix afin de retarder le plus longtemps possible le vote d'une loi et d'attirer l'attention du pays tout entier. Il faut un vote de soixante sénateurs pour y mettre fin.

Notes du chapitre 22

1 . Cité dans Thomas A. Bailey et David M. Kennedy, *The American Pageant* , *op* . *cit.* , p. 871.

2 . Cité dans Vincent Michelot, *Kennedy* , Paris, Gallimard, coll. « Folio Biographies », 2013, p. 181.

3 . Discours de candidature aux élections présidentielles pour le Parti démocrate de John Fitzgerald Kennedy (15 juillet 1960). Disponible sur *American Rhetoric, Online Speech Bank* , www.americanrhetoric.com .

4 . George B. Tindall, *America. A Narrative History* , *op* . *cit* ., p. 1268.

5 . John F. Kennedy , « Discours d'inauguration » (20 janvier 1961), dans Robert V. Remini et Terry Golway (éd.), *Fellow Citizens* , *op* . *cit* ., p. 385-388.

6 . Cité dans Vincent Michelot, *Kennedy* , *op* . *cit* ., p. 216.

7 . Cité *ibid* ., p. 221.

8 . Cité *ibid* ., p. 236.

9 . Mots de Khrouchtchev repris par Kennedy . Allocution télévisée du 26 juillet 1963 dans Claude-Jean Bertrand, *Les Années soixante, 1961-1974* . *Histoire documentaire des États-Unis* , vol. 9, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1989, p. 50.

10 . En 1962, les États-Unis possèdent 300 missiles intercontinentaux contre moins de 50 pour l'Union soviétique. Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 523.

11 . *Ibid* ., p. 49.

12 . En 1979, un rapport du Congrès, rendu par le House Select Committee on Assassinations, créé en 1976 pour enquêter sur les assassinats du président Kennedy et de Martin Luther King en 1968, rejoindra en grande partie les conclusions techniques de la commission Warren, tout en confirmant la participation longtemps présumée de commanditaires et d'un autre tireur. Autrement dit, Oswald n'aurait pas agi seul.

13 . Né peu après l'élection de son père à la présidence, John-John meurt dans un accident d'avion le 16 juillet 1999, à 39 ans.

14 . Éditorial du *New York Times* , 23 novembre 1963, dans Claude-Jean Bertrand (dir.), *Les Années soixante* , *op* . *cit* ., p. 56.

15 . Avec l'adoption du XXIIIe amendement en 1961, le *District of Columbia* (Washington) a désormais trois grands électeurs.

16 . Discours du 22 mai 1964, cité dans André Kaspi, *Les Américains* , t. 2 : *Les États-Unis de 1945 à nos jours* , *op. cit.* , p. 483.

17 . « Discours sur l'état de l'Union » (8 janvier 1964), cité dans George B. Tindall, *America. A Narrative History* , *op* . *cit* ., p. 1278.

18 . Rachel Carson , *Silent Spring* , Boston , Houghton Mifflin, 1962. L'ouvrage est publié dans une traduction française en 1963 chez Plon et en 2002 aux éditions Wildproject avec une préface d'Al Gore .

19 . Le jeu de mots paraît plus visiblement en anglais : « *alien to the American dream* » (*alien* signifiant étranger et en étranger). Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 758.

20 . En 1978, ce plafond sera mondialisé à 290 000 immigrants par an.

21 . Cette loi, nonobstant des ajustements partiels depuis son adoption, régit toujours l'immigration aux États-Unis. Elle a permis l'arrivée de 4,5 millions de migrants dans les années 1970, 7,4 millions dans les années 1980 et 9 millions dans les années 1990.

22 . Caroline Rolland-Diamond, *Black America. Une histoire des luttes pour l'égalité et la justice (XIXe-XXIe siècle)* , Paris, La Découverte, 2016, p. 249, 250 et 330.

23 . Cité dans Arthur M. Schlesinger Jr., *L'Amérique balkanisée. Une société multiculturelle désunie* , trad. Henri Bernard, Paris, Economica, 1999, p. 56.

24 . Martin Luther King Jr., discours prononcé au Lincoln Memorial, Washington (28 août 1963), dans Claude-Jean Bertrand (éd.), *Les Années soixante, 1961-1974* , *op* . *cit* ., p. 62-63. Disponible dans une édition bilingue anglais/français, *I Have a Dream* , trad. Pascale Haas, Paris, Points, 2009, p. 9-29.

25 . « *The Ballot or the Bullet* » (littéralement le bulletin de vote ou la balle de

revolver mais pourrait aussi être traduit par le vote ou le fusil) (Cleveland , dans l'Ohio , le 3 avril 1964), dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op . cit* ., p. 574-594. Disponible dans une edition bilingue anglais/français : *Le vote ou le fusil* , trad. Aline Weill, Paris, Points, 2011, p. 8-43.

26 . Sara M. Evans, *Les Américaines. Histoire des femmes aux États-Unis* , trad. Brigitte Delorme, Paris, Belin, 1991, p. 475. Titre original : *Born for Liberty. A History of Women in America* (1989).

27 . Cité *ibid* ., p. 465.

28 . Ajoutons que le XXIVe amendement, ratifié en janvier 1964, interdit à tout État de suspendre le droit vote au paiement d'un impôt (*poll tax*).

29 . Cité dans Caroline Rolland-Diamond, *Black America* , *op . cit* ., p. 296.

30 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op . cit* ., p. 449.

31 . Cité dans George B. Tindall, *America. A Narrative History* , *op . cit* ., p. 1287.

32 . Cité dans Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op . cit* ., p. 887. Le concept de « civilisation occidentale » (en anglais *Western Civilization*), qui met l'accent sur l'Europe, surtout de l'Ouest, et l'Amérique du Nord, dominait à l'époque l'enseignement de l'histoire dans le secondaire et les universités au détriment des autres régions du globe.

33 . « Africain-Américains – c'est ce que nous sommes – des Africains qui sont en Amérique », Malcolm X , « The Ballot or the Bullet » (3 avril, 1964), dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op . cit* ., p. 586.

34 . « *separate and unequal* ». Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op . cit* ., p. 762.

35 . Neil Sheehan *et al* ., *Le Dossier du Pentagone. L'histoire secrète de la guerre du Viêtnam* , traduit par G. Marchegay *et al.* , Paris, Albin Michel, 1971, « Instructions d'Eisenhower à l'envoyé des États-Unis à la Conférence de Genève » (12 mai 1954), p. 71.

36 . « Rapport du vice-président Johnson sur sa visite à des pays d'Asie », *ibid* ., p. 155-158.

37 . « Mémorandum de 1964 du comité des chefs d'état-major sur l'élargissement de la guerre » (22 janvier 1964), dans Neil Sheehan *et al* ., *Le Dossier du Pentagone* , *op . cit* ., p. 304.

38 . Pour le nombre de troupes engagées au Viêtnam et de victimes américaines de 1960 à 1975, voir André Kaspi, *Les Américains* , t. 2 : *Les États-Unis de 1945 à nos jours* , *op. cit.* , tableau 20 : « Effectifs américains et pertes au Viêt-nam », p. 539.

39 . Cité *ibid* ., p. 488.

40 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op . cit .*, p. 736.

41 . « Les chefs d'état-major sont d'avis que les États-Unis doivent se préparer à renoncer à un grand nombre des restrictions que nous nous sommes imposées et qui à présent limitent nos efforts, et à entreprendre des actions plus hardies qui peuvent entraîner des risques plus grands », « Mémorandum de 1964 du comité des chefs d'état-major sur l'élargissement de la guerre » (22 janvier 1964), dans Neil Sheehan *et al .*, *Le Dossier du Pentagone* , *op . cit .*, p. 303-307, citation p. 304.

42 . Cité dans Howard Zinn, *A People's History of the United States* , *op . cit .*, p. 475.

43 . Seymour M. Hersh , *Chain of Command. The Road from 9/11 to Abu Ghraib* , New York, Penguin, 2004, introduction par David Remnick, p. IX-XIX .

44 . Témoignage du soldat James Dursi, cité dans Howard Zinn, *A People's History of the United States* , *op . cit .*, p. 478-479 et seconde citation p. 479.

45 . « Viêtnam Veterans Against the War », déclaration de John Kerry devant la Commission des affaires étrangères du Sénat (23 avril 1971), dans William H. Chafe, Harvard Sitkoff et Beth Bailey (dir.), *A History of our Time. Readings on Postwar America* , Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 151-154.

46 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op . cit .*, p. 881.

47 . En anglais, « *an all-out limited war* ». Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op . cit .*, p. 739.

48 . Lyndon B. Johnson , allocution du 1er avril 1968, dans Claude-Jean Bertrand (dir.), *Les Années soixante. 1961-1974* , *op . cit .*, p. 119.

49 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op . cit .*, p. 880.

50 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op . cit .*, p. 738.

51 . Hazel Erskine, « Polls : Is War a Mistake ? », *The Public Opinion Quarterly* , 34 (1), printemps 1970, p. 141-142.

52 . Cité dans André Kaspi, *États-Unis 68. L'année des contestations* , Bruxelles, Complexe, 1988, p. 21.

53 . Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op . cit .*, p. 457.

54 . Il s'agit de Kim Phuc, désormais ambassadrice pour la paix pour l'Unesco. La photographie date de juin 1972.

55 . George B. Tindall, *America. A Narrative History* , *op . cit .*, p. 1301.

56 . Rex Weiner et Deanne Stillman, *Woodstock Census: The Nationwide Survey of the Sixties Generation* , (1979), dans Claude-Jean Bertrand (dir.), *Les Années soixante, 1961-1974* , *op . cit .*, p. 137-139.

57 . Il s'agit de William Braden, auteur de *Age of Aquarius. Technology and the*

Cultural Revolution (1970), cité dans James T. Patterson, *Grand Expectations. The United States, 1945-1974* , New York, Oxford University Press, 1996, p. 442.

58 . Tom Hayden , « Lettre à la nouvelle gauche » (hiver 1961), citée dans Marie-Christine Granjon, *L'Amérique de la contestation. Les années soixante aux États-Unis* , Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, p. 188-189.

59 . Paul Jacobs et Saul Landau, *The New Radicals: A Report with Documents* (1966), cité *ibid* ., p. 98.

60 . Cité dans Marie-Christine Granjon, *L'Amérique de la contestation* , *op* . *cit* ., p. 196.

61 . Cité dans *Ibid* ., p. 201.

62 . C. Wright Mills , *L'Élite au pouvoir* , trad. André Chassigneux (1969), préface de François Denord (2011), Marseille, Agone, 2012, respectivement p. 142, 191, 193, 415-416, 439, 474, 496, et 523.

63 . Cité *ibid* ., p. 201-204 et 253.

64 . La rime sonore vient du fait que le J se prononce « djai » en anglais.

65 . André Kaspi, *Les Américains* , t. 2 : *Les États-Unis de 1945 à nos jours* , *op. cit.* , p. 529. Statistiques sur la conscription dans William H. Chafe, Harvard Sitkoff et Beth Bailey (dir.), *A History of Our Time* , *op* . *cit* ., p. 155.

66 . On compte alors 1 344 généraux blancs pour 2 noirs au même grade. Claude Julien, « Les Noirs et le Viêtnam , ou la voix de la conscience rejetée », dans Jean-Michel Lacroix et Jean Cazemajou (dir.), *La Guerre du Viêtnam et l'Opinion publique américaine (1961-1973)* , Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1991, p. 131, n. 12.

67 . Jean-Michel Lacroix, « La Guerre du Viêtnam et les "*draft-dodgers* " », *ibid* ., p. 152-156.

68 . Puis ce mouvement prendra le nom de *Weather Underground* . La chanson de Bob Dylan est *Subterranean Homesick Blues* (Columbia, 1965).

69 . « Weathermen Manifesto » (1969), dans William H. Chafe, Harvard Sitkoff et Beth Bailey (dir.), *A History of Our Time* , *op* . *cit* ., p. 178.

70 . Cité dans Marie-Christine Granjon, *L'Amérique de la contestation* , *op* . *cit* ., p. 251-252.

71 . Ira Levin , *The Stepford Wives* (1972), Londres , Corsair, 2011, publié en français sous le titre *Les Femmes de Stepford* chez Albin Michel en 1974. Ce roman a été adapté au cinéma en 1975 et 2004 ainsi qu'à la télévision.

72 . Betty Friedan , *La Femme mystifiée* (1964), Paris, Gonthier, 1971, p. 268 et 7.

73 . *Ibid* ., p. 349. L'auteure parle aussi de « confort concentrationnaire »,

p. 322 et 34.

74 . *Ibid* ., p. 8, 29 et 255 ; Sara M. Evans, *Les Américaines* , *op* . *cit* ., p. 429 (ghetto féminin).

75 . Cité dans Sara M. Evans, *Les Américaines* , *op* . *cit* ., p. 430.

76 . André Siegfried, *Tableau des États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 213.

77 . *Ibid* ., p. 28, 417 et 430.

78 . *Ibid* ., p. 276.

79 . *Ibid* ., p. 476-477.

80 . Dans la langue courante et dans un registre familier, *scum* est un terme péjoratif qui signifie « ordure », « pourriture » et qui, là, s'applique à l'homme.

81 . Cités dans Marie-Christine Granjon, *L'Amérique de la contestation* , *op* . *cit* ., p. 370-371 et 461.

82 . Le Congrès attribua d'abord sept ans pour la ratification (jusqu'en 1979), puis une extension jusqu'en 1982. En 1972, 22 États le ratifient, 8 en 1973, 3 en 1974, et 1 en 1975, aucun en 1976 et 1 en 1977, soit 35 au total, à trois États du nombre requis. Presque tout le Sud et une partie du Sud-Ouest s'y opposent.

83 . Ellen Melinkoff , *What We Wore: An Offbeat Social History of Women's Clothing, 1950-1980* (1984), cité dans Myron A. Marty, *Daily Life in the United States, 1960-1990* , *op* . *cit* ., p. 36.

84 . Pour une transcription de cet arrêt crucial, des commentaires et le contexte de sa promulgation, voir Arnaud Coutant, *Histoire constitutionnelle des États-Unis* , t. 3 : *Une démocratie fédérale 1937-1980* , Paris, Mare & Martin, 2016, p. 483-547.

85 . Ce match de tennis sera l'objet d'un film en 2017, *The Battle of the Sexes* , de Jonathan Dayton et Valerie Faris, Fox Searchlight Pictures.

86 . Le premier slogan est aussi le titre d'un ouvrage de l'historien et activiste amérindien Vine Deloria Jr., *Custer Died For Your Sins: An Indian Manifesto* , Norman, University of Oklahoma Press, 1969.

87 . Élise Marienstras, *La Résistance indienne aux États-Unis, XVI e -XXI e siècle* (1980), Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », nouvelle édition 2014, p. 193 et citation p. 198.

88 . « Termination from Federal Supervision and Control » (1er août 1953, Résolution 108, 83e Congrès), dans Marie-France Toinet (dir.), *L'Amérique triomphante, 1945-1960* , *op* . *cit* ., p. 174-175.

89 . « Proclamation of Indians of All Tribes » (Alcatraz , 1969), dans William H. Chafe, Harvard Sitkoff et Beth Bailey (éd.), *A History of our Time* , *op* . *cit* ., p. 129.

90 . Cité dans Marie-France Toinet (éd.), *L'Amérique triomphante, 1945-1960* , *op* . *cit* ., p. 206.

91 . On peut considérer que les Brésiliens sont des « latinos » mais pas des « hispaniques ». Cependant, comme ces deux termes sont le plus souvent utilisés de manière interchangeable, la classification des Brésiliens selon la grille ethnique étatsunienne pose problème. Frances Negrón-Muntaner, « Are Brazilians Latinos? What their Identity Struggle Tells us about Race in America », *The Conversation* , 21 décembre 2016, www.theconversation.com .

92 . Cet amendement constitutionnel, rappelons-le adopté en 1951, limite la fonction présidentielle à deux mandats en tant que président élu et deux ans en remplacement de celui en poste.

93 . En 1983, sous la présidence de Ronald Reagan , le *Martin Luther King Jr. Day* , soit le troisième lundi de janvier, deviendra un jour férié pour tout le pays.

94 . Cité dans Vincent Michelot, *Kennedy* , *op* . *cit* ., p. 199.

95 . Hendrik Hertzberg, « Jump for the Hump », *The New Yorker* , 1er juin 2011, www.thenewyorker.com .

96 . Cité dans Françoise Coste, *Reagan* , Paris, Perrin, 2015, p. 147.

97 . André Kaspi, *États-Unis 68* , *op* . *cit* ., p. 108.

98 . Tom Wicker, « American Tragedy: The Terrible Toll of Violence », *The New York Times* , 9 juin 1968, dans Claude-Jean Bertrand (éd.), *Les Années soixante* , *op* . *cit* ., p. 163.

99 . Cité dans Pierre Melandri, « *Le siècle américain », une histoire* , Paris, Perrin, 2016, p. 401.

100 . Cité dans Nicolas Bourguinat, *Histoire des États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 228.

101 . Cité dans Antoine Coppolani, *Richard Nixon* , *op* . *cit* ., p. 355.

102 . Norman Mailer , *Miami and the Siege of Chicago. An Informal History of the American Political Conventions of 1968* , New York, Penguin, 1968, p. 164.

103 . « *Vote Pig in 68* », *ibid* . p.133. Avec un programme électoral qui inclut la fin immédiate de la guerre au Viêtnam , la légalisation de la marijuana, le désarmement total des personnes, à commencer par la police, l'abolition de l'argent, le plein-emploi, la légalisation de l'avortement, la fin de la censure, etc.

104 . Nixon en gagne 302 mais un grand électeur de Caroline du Nord , un État du Sud, fait défection et vote pour Wallace. Ces grands électeurs, appelés *faithless electors* , qui ne votent pas pour le candidat élu par leur État, est un phénomène récurrent dans les élections américaines quoique de très faible ampleur. On en compte 85 sur 23 043 depuis 1804. Randy Yeip, « Tallying up the "Faithless Electors" », *The Wall Street Journal* , 21 décembre 2016,

www.wjs.com .

105 . Voir la répartition géographique des votes, notamment de Wallace, par comtés et par États, dans « Élection présidentielle de 1968 », dans Frédéric Salmon, *Atlas historique des États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 117.

Notes du chapitre 23

1 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 432.

2 . Cité dans Vincent Michelot, *Kennedy* , *op* . *cit* ., p. 218.

3 . En anglais, « *One small step for [a] man, one giant leap for mankind* ».

4 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 765.

5 . Cités dans George B. Tindall, *America. A Narrative History* , *op* . *cit* ., p. 1290.

6 . Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op* . *cit* ., p. 904 et George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 813. Kissinger est toujours une figure controversée chez les historiens américains, Niall Ferguson détectant chez lui une sensibilité commune avec Bob Dylan et Greg Grandin avec Pol Pot. Barbara Keys, « The Kissinger Wars », *The American Historian* (novembre 2016), p. 16-21. Deux biographies ont paru en 2015 : G. Grandin, *Kissinger's Shadow: The Long Reach of America's Most Controversial Statesman* , New York, Metropolitan Books, 2015 et L. Ferguson, *Kissinger* , vol. 1: *1923-1968: The Idealist* , New York, Perguin Press, 2015.

7 . Richard M. Nixon , « Asia after Viêtnam », *Foreign Affairs* , 46 (1), octobre 1967, p. 113-114.

8 . Ce bras de fer titanesque et inédit entre les deux journaux et le pouvoir sera mis en scène en 2017 dans un film réalisé par Steven Spielberg et intulé *Pentagon Papers* (*The Post* en anglais, surnom du *Washington Post*), Fox Searchlight Picture.

9 . Neil Sheehan *et al* . (éd.), *Le Dossier du Pentagone* , *op* . *cit* ., annexe 2 : « Décision de la Cour suprême », p. 680.

10 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 565.

11 . Cité dans Claude Julien, « Les Noirs et le Viêtnam , ou la voix de la conscience rejetée », *op* . *cit* ., p. 121.

12 . *Ibid* ., p. 132, n. 22.

13 . « Dear America: Letters Home from Viêtnam » (1985), dans Claude-Jean

Bertrand (dir.), *Les Années soixante, 1961-1974* , *op* . *cit* ., p. 110-111.

14 . André Kaspi, *Les Américains* , t. 2 : *Les États-Unis de 1945 à nos jours* , *op* . *cit* ., p. 540.

15 . Roger Daniels, *Coming to America* , *op* . *cit* ., p. 345. L'Australie en acceptera 130 000 et la France , 100 000.

16 . Juliette Bourdin, *Entre porte ouverte et « porte fermée »* , *op* . *cit* ., p. 144.

17 . Richard M. Nixon , « Asia after Viêtnam *»* , *op* . *cit* ., p. 121 et 123.

18 . Antoine Coppolani, *Richard Nixon* , *op* . *cit* ., p. 607.

19 . Juliette Bourdin, *Entre porte ouverte et « porte fermée »* , *op* . *cit* ., tableau 2 : « L'opinion publique américaine et l'admission de la RPC à l'ONU, 1950-1971 », p. 147.

20 . Antoine Coppolani, *Richard Nixon* , *op* . *cit* ., p. 592.

21 . *Ibid* ., p. 654-656.

22 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 539.

23 . À cette date, et de ce fait, le traité de défense entre les États-Unis et Taïwan sera abrogé et les relations diplomatiques formelles entre les deux pays rompues. Mais les États-Unis maintiennent un Institut Américain sur l'île, en fait une quasi-ambassade, et le Congrès vota en 1979 le *Taiwan Relations Act* , qui assure des liens étroits entre Washington et Taipei.

24 . Antoine Coppolani, *Richard Nixon* , *op* . *cit* ., p. 680-681.

25 . Cité *ibid* ., p. 691.

26 . Cité dans Thomas A. Bailey et David M. Kennedy , *The American Pageant* , *op* . *cit* ., p. 905.

27 . André Kaspi, *1972-1974. Le Watergate* , Bruxelles, Complexe, 1986, p. 17.

28 . Arthur M. Schlesinger Jr., *The Imperial Presidency* , Boston , Houghton Mifflin Company, 1973, p. 208 et 216.

29 . « Federalist n.8 » (Hamilton), dans J. Madison , A. Hamilton et J. Jay, *The Federalist Papers* , *op* . *cit* ., p. 115.

30 . Arthur M. Schlesinger Jr., *The Imperial Presidency* , *op* . *cit* ., p. 216-217.

31 . Voir les essais inclus dans Denis Lacorne et Justin Vaïsse (dir.), *La Présidence impériale. De Franklin D. Roosevelt à George W. Bush* , Paris, Odile Jacob, 2007.

32 . Cité dans « Temps de guerre, temps de la présidence ? », *ibid* ., p. 34.

33 . *Ibid* ., p. 43.

34 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 787.

35 . Arthur M. Schlesinger , *The Imperial Presidency* , *op* . *cit* ., p. 240 et 245.

36 . En anglais, « *third-rate burglary* ».

37 . Cité dans Antoine Coppolani, *Richard Nixon* , *op* . *cit* ., p. 833.

38 . Alan J. Pakula, *Les Hommes du président* (*All the President's Men*), Warner Bros, 1976. John Dean, un des conseillers de Nixon , écrira à ce propos, un peu péremptoirement : « Si la Maison-Blanche n'avait eu qu'à affronter le *Washington Post* , elle serait parvenue à étouffer l'affaire. » Cité dans Kingsley Marshall, « The Cine matic Watergate. From *All the President's Men* to *Frost/ Nixon* », dans Michael A. Genovese et Iwan W. Morgan (dir.), *Watergate Remembered. The Legacy for American Politics* , New York, Palgrave Macmillan, 2012, p. 173.

39 . Bob Woodward , *Gorge Profonde. La véritable histoire de l'homme du Watergate* (titre original : *The Secret Man*), traduit de l'américain par Bernard Blanc, Paris, Gallimard, coll. « Folio documents », 2005, p. 88.

40 . « Conversation du 25 octobre 1972 », dans Stanley I. Kutler (éd.), *Abuse of Power. The New Nixon Tapes* , New York, Simon & Schuster, 1997, p. 173.

41 . Bob Woodward , *Gorge Profonde* , *op* . *cit* ., respectivement p. 243 et 14.

42 . L'expression « principe organisateur » est de Leonard Garment, tirée de son livre, *In Search of Deep Throat* , publié en 2000 afin de tenter de deviner l'identité de Gorge profonde, ce qu'il ne parvint pas à faire. Cité *ibid* ., p. 217.

43 . John D. O'Connor, « I'm the Guy they Called Deep Throat », *Vanity Fair* , juillet 2005. Voir aussi le film *Mark Felt: The Man who Brought down the White House* de Peter Landesman (Sony Pictures Classic, 2017).

44 . Cité dans Bob Woodward , *Gorge profonde* , *op* . *cit* ., p. 59.

45 . Ajoutons que Felt avait, sans scrupule, un temps dirigé au sein du FBI le programme COINTELPRO ou *CounterIntelligence Program* , un programme de contre-espionnage, en place de 1956 à 1971, aux méthodes souvent illégales (dont des cambriolages), destiné à surveiller et à infiltrer divers mouvements extremistes (Weathermen, Black Panthers, SDS, AIM, communistes, KKK, etc.). Il avait aussi placé sur écoutes Martin Luther King. Felt fut condamné pour ces actions et grâcié par le président Reagan en 1980. Lors de son procès, Nixon témoigna en sa faveur. Antoine Coppolani, *Richard Nixon* , *op* . *cit* ., p. 817.

46 . Voir la transcription de l'enregistrement d'une conversation entre Nixon et Haldeman du 19 octobre 1972 dans Stanley I. Kutler (éd.), *Abuse of Power* , *op* . *cit* ., p. 170-172. La Maison-Blanche avait aussi son propre informateur au sein du *Washington Post* mais l'idendité de celui-ci reste encore inconnue.

47 . « Conversation du 30 juin 1971 », dans Stanley I. Kutler (dir.), *Abuse of Power* , *op* . *cit* ., p. 6.

48 . Cité dans Antoine Coppolani, *Richard Nixon* , *op* . *cit* ., p. 838.

49 . Edward W. Knappman (dir.), *Watergate and the White House* , vol. 1 : *June*

1972-July 1973 , New York, Facts on File, 1973, p. 105. Cet utile ouvrage en deux volumes permet de suivre l'affaire de juin 1972 à décembre 1973 dans la presse régionale.

50 . Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 565-566.

51 . Antoine Coppolani, *Richard Nixon* , *op* . *cit* ., p. 887.

52 . Cité dans André Kaspi, *Le Watergate* , *op* . *cit* ., p. 28.

53 . Cité dans Iwan W. Morgan, « Richard Nixon , Reputation, and Watergate », dans Michael A. Genovese et Iwan W. Morgan (dir.), *Watergate Remembered* , *op* . *cit* ., p. 107.

54 . Ces enregistrements sont une mine d'informations pour les historiens et une source incontournable pour l'histoire des États-Unis pour les années 1972 et 1973, même si seulement 10 % des conversations concernent la politique intérieure, qui intéressait peu Nixon . En 2004, soit quarante ans après la démission de Nixon, une partie de ces conversations ont été publiées dans deux ouvrages, grâce à l'action d'un chercheur, Stanley I. Kutler, qui gagna son procès contre les Archives nationales (National Archives and Record Administration, NARA) afin de rendre public ces enregistrements. Stanley I. Kutler (dir.), *Abuse of Power* , *op* . *cit* ., et Douglas Brinkley et Luke A. Nichter (éd.), *The Nixon Tapes, 1971-1972* , Boston , Houghton Mifflin, 2004, citation de Nixon p. x .

55 . André Kaspi, *Le Watergate* , *op* . *cit* ., p. 31-32.

56 . Cité dans André Kaspi, *Le Watergate* , *op* . *cit* ., p. 40.

57 . Cet enregistrement (23 juin 1972) est depuis connu sous le nom de « *smoking gun tape* », ou la cassette de la preuve tangible.

58 . Voir le discours d'ouverture de la procédure de destitution prononcé le 25 juillet 1974 par Barbara Jordan, une femme africaine-américaine, élue de la Chambre des représentants pour l'État du Texas dans Ted Widmer (éd.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 695-699.

59 . Un entretien en forme de duel verbal qui sera publié en 1978 et mis en scène au théâtre comme au cinéma. David Frost , *« I Gave them a Sword ». Behind the Scenes of the Frost-Nixon Interviews* , Londres , Macmillan, 1978. La pièce de Peter Morgan, comme le film de Ron Howard , s'intitule *Frost/Nixon* (*Frost/Nixon, l'heure de vérité* pour la version française), et sortent en 2006 et 2009 respectivement.

60 . Arnaud Coutant, *Histoire constitutionnelle des États-Unis* , t. 3 : *Une démocratie fédérale, 1937-1980* , *op* . *cit* ., citation p. 564, discours 547-551.

61 . Cité dans Iwan W. Morgan, « Richard Nixon , Reputation, and Watergate », dans Michael A. Genovese et Iwan A. Morgan (dir.), *Watergate Remembered* , *op* . *cit* ., p. 111.

62 . Cité dans Michael A. Genovese et Iwan W. Morgan (dir.), *Watergate Remembered* , *op* . *cit* ., p. 1.

63 . Cité dans André Kaspi, *Le Watergate* , *op* . *cit* ., p. 89.

64 . Ford répète d'ailleurs cette expression, qui passera à la postérité.

65 . Si connue, la formule mérite d'être donnée dans son original : « *My fellow Americans, our long national nightmare is over.* »

66 . Gerald R. Ford , « Succession Speech » (Discours de succession, 9 août 1974), dans Robert V. Remini et Terry Golway (éd.), *Fellow Citizens. The Penguin Book of U. S. Presidential Inaugural Addresses* , *op* . *cit* ., p. 415-416.

67 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant. The United States from Watergate to Bush vs. Gore* , Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 93.

68 . « Le Fédéraliste 77 (A. Hamilton) » (2 avril 1788), dans A. Hamilton, J. Jay et J. Madison , *Le Fédéraliste* , *op* . *cit* ., p. 560. Dans le texte original, la formule est « *subsequent prosecution in the common course of law* », *The Federalist Papers* , *op* . *cit* ., p. 436.

69 . La « stagflation » est composée des deux mots : « stagnation » et « inflation ».

70 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 811.

71 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 96.

72 . « Remarks in Philadelphia, Pennsylvania (Bicentennial celebration) » (4 juillet 1976), Gerald R. Ford , Presidential Library and Museum, Key Presidential Speeches, www.fordlibrarymuseum.gov . Le terme est « *Framers* », qui signifie ceux qui rédigèrent la Constitution de 1787.

73 . American Revolution Bicentennial Administration (ARBA), Final report, cité dans Lyn Spillman, *Nation and Commemoration. Creating National Identities in the United States and Australia* , Cambridge , Cambridge University Press, 1997, p. 101.

74 . Cité dans Tammy S. Gordon, *The Spirit of 1976. Commerce, Community, and the Politics of Commemoration* , Amherst, The University of Massachusetts Press, 2013, p. 83.

75 . « What is to the Slave the 4th of July ? », un discours disponible en français dans une édition récente : Frederick Douglass et Henry David Thoreau , *De l'esclavage en Amérique* , éd. François Specq, Paris, Éd. de la Rue d'Ulm, 2006.

76 . Cité dans Lyn Spillman, *Nation and Commemoration* , *op* . *cit* ., p. 126.

77 . Alex Haley dut plus tard répondre de plagiat devant la justice par l'auteur d'un roman, *The African* (publié en 1967), Harold Courlander, dont il se serait largement inspiré. Haley et Courlander négocieront un accord avec le paiement de 650 000 dollars de dédommagement versé par Haley. Alex

Haley, *Roots. The 30th Anniversary Edition. The Saga of an American Family* , New York, Vanguard Press, 2007, introduction par Michael Eric Dyson, p. IX et X . James Patterson, *The Restless Giant. The United States from Watergate to Bush to Gore, op . cit* ., p. 17, n. 12.

78 . Notons que les Américains disent « *Red, White, and Blue* ».

79 . « *Just Pick Something and Do It* ». Cité dans Tammy S. Gordon, *The Spirit of 1976* , *op . cit* ., p. 109.

80 . « Remarks in Philadelphia, Pennsylvania (Bicentennial celebration) » (4 juillet 1976), Gerald R. Ford , Presidential Library and Museum, Key Presidential Speeches, www.fordlibrarymuseum.gov .

81 . Anecdote citée dans Tammy S. Gordon, *The Spirit of 1976* , *op . cit* ., p. 105.

82 . Les « *boiled peanuts* » , soit des cacahuètes bouillies, sont un snack traditionnel très populaire dans le Sud des États-Unis.

83 . *Mr. Smith Goes to Washington* , Columbia, 1939.

84 . Cité dans Thomas A. Bailey et David M. Kennedy, *The American Pageant* , *op . cit* ., p. 922.

85 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op . cit* ., p. 106. Ford voulait dire que les États-Unis ne reconnaissaient pas la domination soviétique en Europe de l'Est mais sa formulation était maladroite et imprécise.

86 . Cité *ibid* ., p. 87.

87 . Un grand électeur, de l'État de Washington, vote pour Reagan .

88 . Cité dans Denis Lacorne, *De la religion en Amérique. Essai d'histoire politique* , Paris, Gallimard, 2007, p. 179. En 2018, Carter publiera un ouvrage sur la (et sa) foi. Jimmy Carter, *Faith. A Journey for All* , New York, Simon & Schuster, 2018.

89 . Cité dans André Kaspi, *Les Américains* , t. 2 : *Les États-Unis de 1945 à nos jours* , *op . cit* ., p. 563. Ce thème d'une Amérique « balkanisée » fera d'ailleurs l'objet d'un ouvrage d'Arthur M. Schlesinger dans les années 1990 mais avec une approche non plus politique mais démographique, migratoire et culturelle. Arthur M. Schlesinger Jr., *L'Amérique balkanisée* , *op . cit* .

90 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op . cit* ., p. 88.

91 . Notons que J. Carter obtiendra le prix Nobel de la paix en 2002.

92 . Jimmy Carter , « Inaugural Address » (20 janvier 1977), dans Robert V. Remini et Terry Golway (dir.), *Fellow Citizens* , *op . cit* ., p. 421.

93 . Cité dans Françoise Coste, *Reagan* , *op . cit* ., p. 156.

94 . Cités dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op . cit* ., p. 837 et 838.

95 . Notons que, dans l'euphorie générale, en février 1980, les États-Unis battent aux jeux Olympiques d'hiver de Lake Placid, à New York , l'équipe soviétique en hockey sur glace. Les Américains y virent la victoire de David sur Goliath (on parle même de « miracle sur glace ») puisque l'équipe américaine n'était composée que de joueurs universitaires amateurs. Les Soviétiques, eux, boycotteront les Jeux d'été de 1984, tenus à Los Angeles .

96 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 848.

97 . Un groupe de six diplomates, qui réussissent à s'enfuir avant d'être pris en otage, seront exfiltrés d'Iran par l'ambassade du Canada , avec l'aide de la CIA, en janvier 1980. Cet épisode, appelé « le subterfuge canadien » (en anglais « *the Canadian Caper* » [coup]), est le sujet du film *Argo* , réalisé en 2012 par Ben Affleck (GK Films).

98 . George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 849.

99 . Cité *ibid* ., p. 859.

100 . Jimmy Carter , « Address to the Nation on Energy Policy » (Discours sur la crise énergétique, 15 juillet 1979), dans Ted Widmer (éd.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 705-714.

101 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 115-116.

102 . Denis Lacorne et Justin Vaïsse (dir.), *La Présidence impériale* , *op. cit* ., p. 47. Le jeu de mots apparaît plus nettement en anglais en opposant « *the imperial presidency* » à « *the imperiled presidency* ».

103 . Tableau 6, « La confiance des Américains à l'égard des grandes institutions », dans André Kaspi, *Les Américains* , t. 2 : *Les États-Unis de 1945 à nos jours* , *op* . *cit* ., p. 241.

104 . Beth L. Bailey, *From Front Porch to Back Seat: Courtship in Twentieth-Century America* , Baltimore , The Johns Hopkins University Press, 1988.

105 . Ces chiffres sont tirés de Myron A. Marty, *Daily Life in the United States, 1960-1990. Decades of Discord* , Westport, Connecticut , Greenwood Press, 1997, p. 3-4, 66 et 81.

106 . « Special Report on Crime », *US News and World Report* , 16 mars 1970, dans Claude-Jean Bertrand, *Les Années soixante, 1961-1974* , *op* . *cit* ., p. 166-169.

107 . Ces films auront des suites, quatre chacun.

108 . En anglais « *The Fading of America* ». George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 810.

109 . Jimmy Carter , « Address to the Nation on Energy Policy », art. cité, p. 707.

Notes du chapitre 24

1 . John Ehrman, *The Eighties. America in the Age of Reagan* , New Haven, Yale University Press, 2006, p. 9.

2 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op* . *cit* ., p. 918.

3 . La résistance héroïque de Washington et de son armée à Valley Forge, en Pennsylvanie , date de l'hiver 1777 et la citation de Thomas Paine est tirée de son ouvrage *Common Sense* publié en janvier 1776.

4 . Cité dans Françoise Coste, *Reagan* , *op* . *cit* ., p. 182-185.

5 . Pierre Melandri, « Temps de guerre, temps de la présidence », dans Denis Lacorne et Justin Vaïsse (dir.), *La Présidence impériale* , *op* . *cit* ., p. 40.

6 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 148.

7 . Cité *ibid* ., p. 197.

8 . La campagne présidentielle de 1980 marque le développement des primaires. Alors que 14 États en organisent en 1968, ils sont 35 en 1980 et 40 depuis 2000.

9 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire contemporaine des États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 652.

10 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op* . *cit* ., p. 921.

11 . La formule en anglais repose sur un amusant jeu de mots, « *crack of noon* » au lieu de « *crack of dawn* ». Cité dans Eric Foner, *Give me Liberty! An American History* , New York, W. W. Norton & Company, 2005, p. 1055.

12 . Françoise Coste, *Reagan* , *op* . *cit* ., p. 256-271.

13 . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op* . *cit* ., p. 920-922.

14 . Une remarque passée à la postérité et qui mérite d'être donnée en anglais : « *Honey, I forgot to duck.* »

15 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 31.

16 . Au 12 mai 2017, 1 452 personnes ont été exécutées depuis la fin du moratoire. En 2017, 31 États ont la peine de mort et 19 l'ont abolie. Les cinq premiers États en termes de nombre d'exécutions depuis 1976 sont le Texas (528), l'Oklahoma (112), la Virginie (110), la Floride (90) et le Missouri (85). Arnaud Coutant, *Histoire constitutionnelle des États-Unis* , t. 3 : *Une démocratie fédérale, 1937-1980* , *op* . *cit* ., p. 622 (arrêt *Gregg vs. Georgia* , p. 565-621). Voir aussi le site www.deathpenaltyinfo.org .

17 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 139.

18 . En anglais, « *pro-life, pro-family, pro-morality, pro-American* ». Dans le langage politique américain, les « *pro-life* », opposés au droit à l'avortement, combattent les « *pro-choice* », qui y sont favorables.

19 . Citation de Jerry Falwell dans Joshua B. Freeman, *American Empire. The Rise of a Global Power, the Democratic Revolution at Home 1945-2000* , New York, Viking, 2012, p. 368.

20 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 650.

21 . En anglais : « *The right to earn your own keep and keep what you earn [is] what it means to be free.* » Cette déclaration joue sur les deux sens du mot *keep* (« subsistance » et « conserver »). Cité dans Eric Foner, *Give me Liberty !* , *op* . *cit* ., p. 1056.

22 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 184.

23 . Cité dans Myron A. Marty, *Daily Life in the United States, 1960-1990* , *op* . *cit* ., p. 271.

24 . James T. Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 158, n. 13.

25 . Ronald Reagan , « Address to Members of Parliament » (Discours au Parlement britannique, 8 juin 1982), dans Ted Widmer (éd.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 724-735, citation p. 733-734.

26 . *The Day After* de Nicholas Meyer, diffusé à la télévision américaine en novembre 1983, l'année suivante en France .

27 . George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 869.

28 . Il s'agit de Robert « Bud » McFarlane . Cité dans Paul Johnson, *A History of the American People* , *op* . *cit* ., p. 929.

29 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 666.

30 . Ronald Reagan , « Discours de la Porte de Brandenbourg » (12 juin 1987), dans Ted Widmer (dir.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 756-762, citation p. 759.

31 . Cité dans Françoise Coste, *Reagan* , *op* . *cit* ., p. 440 et 459.

32 . Cité *ibid* ., p. 445.

33 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 684.

34 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 219 (*errand boy*) et 222.

35 . Dans le monde politique américain, pour le différencier de son fils élu en 2000 (43e président), Bush père (41e pésident) sera sera sunommé « Bush

41 » et son fils, « Bush 43 ».

36 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 861.

37 . George H. Bush , « Address Before a Joint Session of Congress on the Persian Gulf Crisis and the Federal Budget Deficit » (11 septembre 1990). Gerhard Peters et John T. Woolley, *The American Presidency Project* , en ligne à www.presidency.ucsb.edu .

38 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 234.

39 . Cité *ibid* ., p. 237.

40 . Cité *ibid* ., p. 238.

41 . Paul Kennedy , *Naissance et déclin des grandes puissances. Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000* , trad. Marie-Aude Cochez et Jean-Louis Lebrave, Paris, Payot, 1989, p. 490, 510 et 571. Titre original : *The Rise and Fall of Great Powers* .

42 . James T. Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* , p. 247 et illustration p. 144. Il s'agit d'un dessin de Mike Luckovich.

43 . Roger Daniels, *Coming to America* , *op* . *cit* ., p. 344-345 et 391-397.

44 . Une tradition journalistique depuis 1927. En 1998, le nom change en « Personnalité de l'année » (*Person of the Year*).

45 . La formule est de Mark Fowler, nommé par Reagan président de la Federal Communications Commission (FCC), l'agence en charge de la régulation des télécommunications et des contenus des programmes de radio et de télévision. Cité dans Myron A. Marty, *Daily Life in the United States, 1960-1990* , *op* . *cit* ., p. 277.

46 . Donald Trump et Tony Schwartz, *The Art of the Deal* , New York, Random House, 1987.

47 . John Ehrman, *The Eighties. America in the Age of Reagan* , *op* . *cit* ., p. 53.

48 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 180.

49 . L'épidémie continuera, cependant, à faire des ravages. En 2000, 400 000 Américains seront morts du sida.

50 . Une decision qui ne sera infirmée, toujours par la Cour suprême, qu'en 2003 avec l'arrêt *Lawrence vs. Texas* .

51 . Ce monument, jugé trop discret et pas assez « patriotique », ne fit pas l'unanimité parmi les vétérans du conflit, leur famille et l'opinion publique. On ajouta donc en face de celui-ci une statue de trois soldats avec l'inscription « Que Dieu bénisse l'Amérique ». John Bodnar, *Remaking America. Public Memory, Commemoration and Patriotism in the Twentieth Century* , Princeton , Princeton University Press, 1992, « Prologue: The Viêtnam Veteran Memorial », p. 3-9.

Notes du chapitre 25

1 . William J. Clinton , « Address Accepting the Presidential Nomination at the Democratic Convention in New York » (Discours d'acceptation à la convention démocrate, 16 juillet 1992), John Woolley et Gerhard Peters (dir.), *William J. Clinton Presidency* , University of California at Santa Barbara (www.presidency.ucsb.edu).

2 . Incidemment, Perot fut catégoriquement hostile au choix final, déclarant au président de la commission, « Vous avez fait une grosse, grosse erreur ». John Wheeler, « Perot's War Against the Vets'"Wall": Monumental battle: His tactics in fighting the original design reveal much about the man who would be President », *The Los Angeles Times* , 3 juin 1992.

3 . James W. Robinson (dir.), *Ross Perot Speaks Out. Issue by Issue, What he Says About Our Nation. Its Problem and its Promise* , Rocklin, Prima Publishing, 1992, table des matières et p. 142.

4 . Cité dans James Patterson, *Restless Giant* , *op . cit* ., p. 251.

5 . Cité dans Nicole Bernheim, *L'Amérique de Clinton* , Paris, Lieu commun, 1993, p. 49.

6 . Retranscription du débat du 19 octobre 1992, *Commission on Presidential Debates* , www.debates.org . Au demeurant, Clinton , loin d'être destabilisé, répond au contraire que le poste de gouverneur d'un État, quelles que soient la taille et la richesse de celui-ci, est une excellente école de gouvernance. Le siège de l'entreprise Walmart, géant mondial de la grande distribution, est situé à Benton, dans l'Arkansas .

7 . Cité dans Nicole Bernheim, *L'Amérique de Clinton* , *op . cit* ., p. 55.

8 . Morrison entend par là, explique-t-elle, que Clinton « a été élevé dans une famille monoparentale, pauvre, issue d'un milieu ouvrier, qu'il joue du saxophone, et qu'il aime les MacDo et la malbouffe [*junk food*]. » Toni Morrison, « Comment », *The New Yorker* , 5 octobre 1998, www.newyorker.com . Nicole Berheim, *L'Amérique de Clinton, op . cit* ., p. 35 (citation de Jesse Jackson).

9 . Howard Zinn, *A People's History of the United States* , *op . cit* ., p. 643.

10 . Fleetwood Mac, *Don't Stop* , Warner Bros, 1977.

11 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire contemporaine des États-Unis* , *op . cit* ., p. 760.

12 . Robert Bork , *Slouching Toward Gomorrah: Modern Liberalism and American Decline* , New York, 1996, cité dans James Patterson, *Restless Giant* , *op . cit* ., p. 254.

13 . La phrase de Clinton est si connue qu'elle mérite d'être citée en anglais : « *I did not inhale* ». Pour les sous-vêtements du président Clinton, sa

réponse fut qu'il porte « habituellement des slips », peut-être pour conquérir le vote jeune.

14 . William J. Clinton , « Letter to the Draft Board » (1969), *The New York Times* , 13 février 1992, dans William H. Chafe, Harvard Sitkoff et Beth Bailey (éd.), *A History of Our Time* , *op* . *cit* ., p. 159-160.

15 . En anglais : « *a pot-smoking, philanderer, draft-dodger* ». James Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 249 et 256.

16 . La référence complète est « Bowling Alone: America's Declining Social Capital », *Journal of Democracy* , 6 (1), 1995, p. 65-78. Le titre de l'ouvrage est *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community* , *op* . *cit* .

17 . Le chapitre d'où cette citation est extraite est d'ailleurs intitulé « De l'usage que les Américains font de l'association dans la vie civile ». Alexis de Tocqueville , *De la démocratie en Amérique* , *op* . *cit* ., t. 2, p. 154-155.

18 . Robert D. Putnam, *Bowling Alone* , *op* . *cit* ., p. 112-113.

19 . Theodore Roosevelt , « True Americanism », *The Forum* , 1894, p. 1, Theodore Roosevelt Center à Dickinson State University, www.theodorerooseveltcenter.org .

20 . Cité dans Haynes Johnson, *The Best of Times. America in the Clinton Years* , New York, Harcourt, 2001, p. 187.

21 . Paul Charles Light, *Baby Boomers. Those Born Between 1946 and 1964* , New York, 1990, cité dans Robert D. Putnam, *Bowling Alone* , *op. cit.* , p. 257.

22 . Cité dans James Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 282.

23 . Ses prénoms sont Orenthal James. O. J. Simpson est acquitté au pénal en 1995 mais condamné au civil à 33 millions de dollars en 1997. En 2007, il est arrêté à Las Vegas et condamné à 33 ans de prison pour enlèvement et vol à main armée ; mais il obtient la liberté conditionnelle en 2017.

24 . La formule est de Bella Abzug, féministe new-yorkaise élue démocrate à la Chambre des représentants de 1973 à 1977. Citée dans Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis* , *op* . *cit* ., p. 505.

25 . En anglais : « *Hey-hey, Ho-ho, Western culture's got to go!* », cité dans Arthur M. Schlesinger Jr., *L'Amérique balkanisée* , *op* . *cit* ., p. 120-121.

26 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op. cit* ., p. 263.

27 . Cité dans Arthur M. Schlesinger Jr., *L'Amérique balkanisée* , *op. cit.* , p. 59.

28 . Cité dans James Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 263.

29 . Paul Johnson, *A History of the American People* , *op* . *cit* ., p. 973-975 ; James Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 271-272.

30 . Paul Johnson, *A History of the American People* , *op* . *cit* ., p. 967.

31 . Allen J. Beck et Paige M. Harrison , « Prisoners in 2000 », *Bureau of*

Justice Statistics Bulletin , United States Department of Justice, août 2001, p. 1-3 ; John W. Wright (dir.), *The New York Times Almanac, 1999* , New York, Penguin Reference, 1998, p. 311-313 ; Paul Johnson, *A History of the American People* , *op . cit* ., p. 966 ; James Patterson, *Restless Giant* , *op . cit* ., p. 268-269 et 273-274.

32 . George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op . cit* ., p. 918.

33 . Bill Clinton , « First Inaugural Address », (20 janvier 1993), dans Robert V. Remini et Terry Golway (dir.), *Fellow Citizens* , *op . cit* ., p. 454.

34 . Joseph S. Nye Jr., *Soft Power. The Means to Success in World Politics* , New York, PublicAffairs, 2004, p. x et 11-13.

35 . Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op . cit* ., citations p. 709 et 715.

36 . Thomas L. Friedman, *La terre est plate. Une brève histoire du XXI e siècle* , trad. Laurent Bury, Paris, Saint-Simon, 2006, p. 36-37.

37 . Haynes Johnson, *The Best of Times* , *op . cit* ., p. 26. En anglais, le mot *zillion* se réfère à une très grande quantité de manière générique.

38 . Thomas L. Friedman, *La terre est plate* , *op . cit* ., p. 159.

39 . Cité dans Thomas Snégaroff, *Hillary et Bill Clinton* , Paris, Tallandier, coll. « Texto », 2016, p. 240-241.

40 . James Patterson, *Restless Giant* , *op . cit* ., p. 357.

41 . Haynes Johnson, *The Best of Times* , *op . cit* ., p. 25.

42 . Paul Johnson, *A History of the American People* , *op . cit* ., p. 949. Citation de Mark Hanna dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op . cit* ., p. 747.

43 . Eric Foner, *Give me Liberty!* , *op . cit* ., p. 1088.

44 . *Ibid* ., tableau 27.2 : « Home ownership rates by group, 1970-2000 », p. 1092.

45 . La proportion de Blancs dans les villes est de 53 % en 1990 pour 45 % en 2000 et de respectivement 81 % et 72 % dans les périphéries. « Share of Population by Race/Ethnicity, Primary Cities and Suburbs, 1990-2010 », *Melting-Pot Cities and Suburbs: Racial and Ethnic Change in Metro America in the 2000s* , Brookings Institute Report, p. 3, www.brookings.edu .

46 . James Patterson, *Restless Giant* , *op . cit* ., p. 362.

47 . « The Foreign-Born Population and Percentage of Population, for the United States, 1850-2010 », The US Census Bureau et « The Foreign-Born Population: 2000 », Census 2000 Brief (décembre 2003), www.census.gov .

48 . Roger Daniels, *Coming to America* , *op . cit* ., tableau 17.2 : « Immigrants Admitted by Major Category of Admission, 1996-1998 », p. 414.

49 . Michael Walzer, *What it Means to Be an American* , *op* . *cit* ., p. 3.

50 . Arthur M. Schlesinger Jr., *L'Amérique balkanisée* , *op* . *cit* ., p. 142.

51 . Michael Walzer, *What it Means to Be an American* , *op* . *cit* ., p. 31.

52 . Bill Clinton , « Speech at Central High School » (Little Rock , Arkansas , 25 septembre 1997), dans Ted Widmer (éd.), *American Speeches* , *op* . *cit* ., p. 777-778.

53 . André Kaspi, *Les Américains* , t. 2 : *Les États-Unis de 1945 à nos jours* , *op* . *cit* ., p. 331.

54 . Soit *CAucasianBLackINdianASIAN* , *cablinasian* .

55 . Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 735, n. 16.

56 . Roger Daniels, *Coming to America* , *op* . *cit* ., graphique 17.2 : « American Attitudes Toward the Volume of Immigration, 1965-2001 », p. 438.

57 . *Population Projections of the United States by Age, Sex, Race, and Hispanic Origin: 1995 to 2050* , Washington, 1996, dans Samel P. Huntington, *Le Choc des civilizations* , Paris, Odile Jacob, 1997, tableau 8.2 : « Population américaine par race et ethnie (en %) », p. 224.

58 . André Kaspi, *Les Américains* , t. 2 : *Les États-Unis de 1945 à nos jours* , *op* . *cit* ., p. 334.

59 . Cité dans Paul Johnson, *History of the American People* , *op* . *cit* ., p. 935.

60 . Cité dans James Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 332.

61 . Cité *ibid* ., p. 334.

62 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 926.

63 . En anglais, « *peaceful competition with people all across the earth* », Bill Clinton , « First Inaugural Address » (20 janvier 1993), dans Robert V. Remini et Terry Golway (dir.), *Fellow Citizens* , *op* . *cit* ., p. 452.

64 . Bill Clinton , « Second Inaugural Address » (20 janvier 1997), *ibid* ., p. 459.

65 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 929.

66 . Cité dans James Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 325. Les Clinton avaient à l'époque fait campagne pour McGovern .

67 . Thomas Snégaroff, *Hillary et Bill Clinton* , *op. cit* ., p. 188 (première citation). Frédéric Martel, *De la culture en Amérique* , Paris, Gallimard, 2006, p. 277 (seconde citation).

68 . RIP est aussi le « *Rest in Peace* » (repose en paix) qui figure sur les pierres tombales…

69 . « *Contract with America* » (1994), Prentice Hall Documents Library, wps.prenhall.com.

70 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op . cit* ., p. 926.

71 . Pierre Melandri, « Une “renaissance” américaine ? (1993-2000) », dans Bernard Vincent (dir.), *Histoire des États-Unis* , *op . cit* ., p. 459.

72 . Joshua Freeman, *American Empire* , *op . cit* ., p. 386 et Pierre Melandri, *« Le siècle américain », une histoire* , *op . cit* ., p. 403.

73 . La formule étant « *Mend it, don’t end it* », soit « Modifions-la mais n’y mettons pas fin ». Le verbe *to mend* signifie littéralement « réparer », ce qui indique une acceptation implicite de Clinton que cette politique des années 1960 ne fonctionne plus au mieux.

74 . William J. Clinton : « Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union » (23 janvier 1996), transcription mise en ligne par Gerhard Peters et John T. Woolley, *The American Presidency Project* , www.presidency.ucsb.edu . L’original en anglais mérite d’être donné : « *The era of Big Government is over* ».

75 . « Text of President Clinton ’s Announcement on Welfare Legislation », *The New York Times* , 1er août 1996, www.nytimes.com .

76 . Cités dans James Patterson, *Restless Giant* , *op . cit* ., p. 375.

77 . Cité dans Thomas Snégaroff, *Hillary et Bill Clinton* , *op . cit* ., p. 238.

78 . Remarques adressées au Democratic Leadership Council (1993), citées dans Samuel P. Huntington, *Qui sommes nous ? Identité nationale et choc des cultures* (titre original : *Who Are We? The Challenges to America’s National Identity*), trad. Barbara Hochstedt, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 78.

79 . Sur la carrière de Linda Tripp et ses motivations complexes, voir Jeff Leen et Gene Weingarten, « Linda’s Tripp », *The Washington Post* , 15 mars 1998. Tripp travailla à la Maison-Blanche avec Vince Foster, conseiller et ami des Clinton , et fut choquée par son suicide en juillet 1993. Elle en tiendra rigueur au couple présidentiel.

80 . Pierre Melandri, « Une “renaissance” américaine ? (1993-2000) », dans Bernard Vincent (dir.), *Histoire des États-Unis* , *op . cit* ., p. 464.

81 . Alan M. Dershowitz, *Sexual McCarthysm. Clinton, Starr, and the Emerging Constitutional Crisis* , New York, Basic Books, 1998, p. 7. Dans l’affaire du Troopergate, un article de presse rélève que Clinton aurait avoué à ses gardes du corps de l’Arkansas qu’il avait vérifié que dans la Bible « la fellation n’est pas considérée comme de l’adultère ». Cité dans Thomas Snégaroff, *Hillary et Bill Clinton* , *op . cit* ., p. 206.

82 . Cité dans Thomas Snégaroff, *Hillary et Bill Clinton* , *op . cit* ., p. 249-250.

83 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op. cit* ., p. 390.

84 . James Bennet, « Testing of a President; The Overview; Clinton Admits Lewinsky Liaison to Jury, Tells Nation “It was Wrong”, but Private », *The New*

York Times , 18 août 1998.

85 . *The Starr Report* (with an analysis by the staff of the *Washington Post*), New York, Public Affairs, 1998, chap. 2 et 3, citations p. 32 et 39.

86 . *The Starr Report* , introduction, *op . cit* ., p. XI et XXX .

87 . Alan M. Dershowitz, *Sexual McCarthysm* , *op . cit* ., p. 200.

88 . James Benet, « Tearful Clinton Tells Group of Clerics, "I have sinned" », *The New York Times* , 12 septembre 1998.

89 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op . cit* ., p. 393.

90 . *L'Événement du Jeudi* (17 septembre 1998), cité dans Denis Lacorne, *De la religion en Amérique* , *op . cit* ., p. 182.

91 . *Libération* , 14 septembre 1998, cité *ibid* ., p. 182.

92 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op . cit* ., p. 394-395.

93 . L'enquête sur Whitewater, qui se poursuit jusqu'en 2002, ne permet pas d'inculper les époux Clinton , seulement certains de leurs collaborateurs dans l'Arkansas . L'enquête aura coûté 60 millions de dollars aux contribuables américains. Dans l'affaire Paula Jones , Clinton verse 850 000 dollars à Jones en novembre 1998 pour mettre fin à l'enquête et éviter un procès.

94 . En juin 2014, Monica Lewinsky , âgée de 41 ans et toujours courue par les médias, a donné une interview au magazine *Vanity Fair* dans laquelle elle raconte sa vie après le scandale. « Shame and Survival » (Honte et survie).

95 . George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op . cit* ., p. 937.

96 . William J. Clinton , « Remarks at Viêtnam National University in Hanoi » (17 novembre 2000), dans Gerhard Peters et John T. Woolley, *The American Presidency Project* , www.presidency.ucsb.edu .

Notes du chapitre 26

1 . Jean-Pierre Lassale, *La Démocratie américaine à l'épreuve. Le test de l'élection 2000* , Paris, La Documentation française, 2002, p. 110.

2 . Barack Obama , *L'Audace d'espérer. Une nouvelle conception de la politique américaine* (titre original : *The Audacity of Hope* , 2006), trad. Jacques Martinache, Paris, Presses de la Cité, 2018, p. 53. L'image du concessionnaire automobile, en anglais *car salesman* , est profondément ancrée dans la culture américaine et n'est pas nécessairement favorable pour un candidat à la présidence des États-Unis.

3 . Cette expression viendrait du Texas où, au XIX e siècle, l'éleveur Samuel Maverick aurait refusé de marquer son bétail. Le terme signifie franc-tireur.

4 . Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 818. En 1997, Gore est favorable à l'accord de Kyoto sur le climat, mais lui et Clinton , prudents, se gardent de le soumettre à un Sénat qui y est majoritairement opposé. En 2007, Gore se voit remettre le prix Nobel de la paix pour un documentaire sur les changements climatiques auquel il participe activement *Une vérité qui dérange* (*An Inconvenient Truth* , 2006).

5 . Cité dans Jean-Pierre Lassale, *La Démocratie américaine à l'épreuve* , *op* . *cit* ., p. 45.

6 . *Ibid* ., p. 61 et 58.

7 . Le slogan de la Révolution américaine duquel celui-ci s'inspire est, rappelons-le, « Pas d'impôts sans représentation » (*No Taxation without Representation*).

8 . Cité dans Jean-Pierre Lassale, *La Démocratie américaine à l'épreuve* , *op* . *cit* ., p. 54.

9 . James Mann, *The Rise of the Vulcans. The History of Bush's War Cabinet* , New York, Viking, 2004, p. IX-X . Charles-Philippe David, « La politique étrangère de Bush : formulation et décision », *Politique étrangère* , 4, 2004, p. 833-847.

10 . Cité dans Jean-Pierre Lassale, *La Démocratie américaine à l'épreuve* , *op* . *cit* ., p. 54.

11 . James T. Paterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 406.

12 . Denis Lacorne, *De la religion en Amérique* , *op* . *cit* ., p. 187-189.

13 . James T. Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 408 et 409.

14 . Cité dans John Milton Cooper Jr., « "The Leaving it". The Election of 2000 at the Bar of History », dans Jack Rakove (dir.), *The Unfinished Election of 2000. Leading Scholars Examine America's Strangest Election* , New York, Basic Books, 2001, p. 4.

15 . Jean-Pierre Lassale, *La Démocratie américaine à l'épreuve* , *op* . *cit* ., p. 72, n. 14. Le mot *fuzzy* peut aussi être traduit par « flou », « confus » ou « brouillon ».

16 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 406.

17 . Cité dans David Margolick, « The Path to Florida », *Vanity Fair* , octobre 2004, www.vanityfair.com .

18 . L'article II stipule : « Chaque État désignera, de la manière prescrite par sa chambre législative, un nombre de grands électeurs égal au nombre total de sénateurs et de représentants auquel il a droit dans le Congrès » (article II, section 1).

19 . *Bush vs. Gore* , Justice Ginsburg (*dissent*), Legal Information Institute, Cornell University Law School, www.law.cornell.edu .

20 . Alexis de Tocqueville , *De la démocratie en Amérique* , *op* . *cit* ., vol. 1, p. 401.

21 . *Bush vs. Gore* , Justice Stevens (*dissent*), Legal Information Institute, Cornell University Law School, www.law.cornell.edu .

22 . Nader a reçu 97 488 voix en Floride . S'il n'avait pas été sur le scrutin dans cet État, 48 % de ses électeurs auraient voté pour Gore, 27 % pour Bush et 28 % se seraient abstenus. James T. Patterson, *Restless Giant. The United States from Watergate to Bush vs. Gore* , *op* . *cit* ., p. 419.

23 . « Bush First Inaugural Address » (20 janvier 2001), dans Robert V. Remini et Terry Golway (éd.), *Fellow Citizens* , *op. cit* ., p. 466-468.

24 . Thomas L. Friedman, *La terre est plate* , *op* . *cit* ., p. 36.

25 . *9/11 Commission Report* . *The Full Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States* , New York, W. W. Norton & Company, 2004, p. 38. Disponible en français : *Rapport de la commission du 11 Septembre* , Sainte-Marguerite, Éd. des Équateurs, 2004.

26 . Nicole Bacharan et Dominique Simonnet, *11 Septembre. Le jour du chaos* , Paris, Perrin, 2011, p. 122, 130 et 176.

27 . *9/11 Commission Report* , *op* . *cit* ., p. 278.

28 . Cité dans Nicole Bacharan et Dominique Simonnet, *11 Septembre* , *op* . *cit* ., p. 253.

29 . « Address to the Nation on the September 11 Attacks » (11 septembre 2001), dans *Selected Speeches by President George W. Bush, 2001-2008* , georgewbush.white-house.archives.org, p. 57-58.

30 . Mary L. Dudziak (dir.), *September 11 in History: A Watershed Moment?* , Durham, Caroline du Nord , Duke University Press, 2003, introduction, p. 2.

31 . *9/11 Commission Report* , *op* . *cit* ., p. 339. Les terroristes, qui aiment jouer sur la symbolique, auraient choisi cette date du fait que 9/11 (soit le 11 septembre selon l'ordre mois/jour) correspond au 911, le numéro d'appel d'urgence. Cette symétrie apparaît à l'écrit mais pas à l'oral car le numéro de téléphone se dit *Nine One One* .

32 . Cité dans Nicole Bacharan et Dominique Simonnet, *11 Septembre* , *op* . *cit* ., p. 257.

33 . Elaine Tyler May, « Echoes of the Cold War: The Aftermath of September 11 at Home », dans Mary L. Dudziak (dir.), *September 11 in History* , p. 36.

34 . « Address to the Nation on the September 11 Attacks » art. cité, p. 57-58.

35 . Tom Brokaw , *The Greatest Generation* , New York, Random House, 1998.

36 . Elaine Tyler May, « Echoes of the Cold War », art. cité, p. 41.

37 . John W. Dower, *Cultures of War. Pearl Harbor/Hiroshima/9-11/Iraq* , New York, W. W. Norton, 2010, p. 4.

38 . Cité dans Frank Rich, *The Greatest Story Ever Sold. The Decline and Fall of Truth from 9/11 to Katrina* , New York, Penguin, 2005, p. 9. *Pearl Harbor* de Michael Bay, Touchstone Pictures, 2001.

39 . « *the cracked mirror of history* », *ibid* ., p. 3.

40 . Robert Putnam, « Bowling Together », *The American Prospect* , 11 février 2002, p. 20-22.

41 . Andrew Kohut, « Rally 'Round the Flag Effect – Post 9/11 », dans Denis Lacorne et Justin Vaïsse (dir.), *La Présidence impériale* , *op* . *cit* ., tableau p. 127.

42 . Samuel P. Huntington, *Qui sommes-nous ?* , *op* . *cit* ., p. 15-16.

43 . Michael Walzer, « Critique de l'"excuse" : le terrorisme et ses justificateurs » (1988) et « L'après-11 Septembre : cinq interrogations » (2002), dans *De la guerre et du terrorisme* , Paris, Bayard, 2004, p. 80-81 et 172.

44 . *9/11 Commission Report* , *op* . *cit* ., p. XVI .

45 . Cité *ibid* ., p. 47 et 67.

46 . *Ibid* ., p. 128-129.

47 . Cité dans John W. Dower, *Cultures of War* , *op* . *cit* ., p. 40.

48 . *9/11 Commission Report* , *op* . *cit* ., p. 254-265 (la note du 6 août 2001 est aux p. 261-262). Les rapporteurs évoqueront le détournement d'un avion d'Air France en 1994 par les membres du Groupe islamique armé (GIA) algérien afin de possiblement le faire s'écraser sur la tour Eiffel.

49 . Cité dans John W. Dower, *Cultures of War* , *op* . *cit* ., p. 68.

50 . Pierre Melandri, « Temps de guerre, temps de la présidence », dans Denis Lacorne et Justin Vaïsse (dir.), *La Présidence impériale* , *op* . *cit* ., p. 29-30.

51 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 848.

52 . L'acronyme signifie *Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism* , soit Unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme.

53 . Cité dans Pierre Melandri, « Temps de guerre, temps de la présidence ? », art. cité, p. 31 (nous traduisons).

54 . Andrew Kohut, « Rally 'Round the Flag », art. cité, p. 135-139.

55 . Catherine Pouzoulet, « Visions de New York : de la destruction du World Trade Center à la recherche d'une nouvelle urbanité », *Hérodote* , 109, 2003, p. 109-110.

56 . Cité dans Douglas Kellner, *From 9/11 to Terror War. The Dangers of the*

Bush Legacy , Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2003, p. 20.

57 . Mark Danner, « Taking Stock of the Forever War », *The New York Times* , 11 septembre 2005.

58 . Andrew Kohut, « Rally 'Round the Flag », art. cité, tableau p. 128.

59 . George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 942.

60 . « Address to the Joint Session of the 107th Congress » (20 septembre 2001), *Selected Speeches of President George W. Bush* , *op* . *cit* ., p. 69.

61 . Jean-Marie Colombani , « Nous sommes tous Américains », *Le Monde* , 13 septembre 2001.

62 . Olivier Roy, *Les Illusions du 11 Septembre. Le débat stratégique face au terrorisme* , Paris, Éd. du Seuil/La République des Idées, 2002, p. 30.

63 . Michael Ignatief, « Nation-Building Lite », *The New York Times* , 28 juillet 2002.

64 . Josh Tyrangiel, « The Taliban Next Door », *Time Magazine* , 9 décembre 2001.

65 . The United States Senate Committee on Foreign Relations, *Tora Bora Revisited: How We Failed to Get Bin Laden and Why it Matters Today* , 30 novembre 2009, p. 16-19.

66 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 853.

67 . Cité dans James T. Patterson, *Restless Giant* , *op* . *cit* ., p. 406.

68 . En référence au numéro d'appel d'urgence « *Nine One One* ». Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 938.

69 . Cité dans John W. Dower, *Cultures of War* , *op* . *cit* ., p. 91.

70 . Cité *ibid* ., p. 113.

71 . *9/11 Commission Report* , *op* . *cit* ., p. 202. Niall Ferguson , *Colossus* , *op* . *cit* ., p. 150.

72 . « Remarks by the President in Welcoming to the White House the Aid Workers Rescued From Afghanistan » (26 novembre 2001), georgewbush-whitehouse.archives.org ; « Address to the United Nations General Assembly » (10 novembre 2001), dans *Selected Speeches of President George W. Bush* , *op* . *cit* ., p. 84.

73 . « National Day of Prayer and Remembrance » (14 septembre 2001), *ibid* ., p. 59.

74 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 863.

75 . « West Point Commencement » (1 juin 2002), dans *Selected Speeches of President George W. Bush* , *op* . *cit* ., p. 128 ; Pierre Melandri, *Histoire des États-*

Unis contemporains , *op* . *cit* ., p. 855. Dans les universités américaines, la cérémonie de remise de diplômes de fin d'études est appelée *commencement* .

76 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 856.

77 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 947.

78 . Cité dans Frank Rich, *The Greatest Story Ever Sold* , *op* . *cit* ., p. 59.

79 . Cité *ibid* ., p. 948 et 946-947.

80 . Seymour M. Hersh , *Chain of Command* , *op* . *cit* ., p. 233.

81 . Cité dans George C. Herring, *From Colony to Superpower* , *op* . *cit* ., p. 948 et 949.

82 . Cité dans Elaine Tyler May, « Echoes of the Cold War », *op* . *cit* ., p. 49 et Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 871.

83 . Cité dans Frédérick Douzet, « Patriotisme et nationalisme américains », *Hérodote* , 2 (109), 2003, p. 46.

84 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 871.

85 . « Saying No to War », *The New York Times* , 9 mars 2003.

86 . « From the Editors. The *Times* and Irak », *The New York Times* , 26 mai 2004 ; Daniel Okrent, « The Public Editor. Weapons of Mass Destruction? Or of Mass Distraction? », *The New York Times* , 30 mai 2004 ; Jean-Paul Marthoz, « Media culpa, media maxima culpa », dans Marc Lits (dir.), *Du 11 septembre à la riposte. Les débuts d'une nouvelle guerre médiatique* , Bruxelles, De Boeck, p. 142-143.

87 . Jean-Paul Marthoz, « La presse américaine soumise au test de loyauté patriotique », dans Marc Lits (dir.), *Du 11 septembre à la riposte* , *op* . *cit* ., p. 34-36.

88 . Andrew Kohut, « Rally 'Round the Flag Effect », art. cité, p. 129.

89 . « The National Security Strategy of the United States », *The New York Times* , 20 septembre 2002 ; Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 857.

90 . Cité dans Niall Ferguson , *Colossus* , *op* . *cit* ., p. 156.

91 . Pierre Hassner, *États-Unis: l'empire de la force ou la force de l'empire ?* , *Les Cahiers de Chaillot* , 54, 2002, p. 43 ; Stanley Hoffman, « The High and the Mighty », *The American Prospect* , 19 décembre 2002.

92 . Cité dans Frank Rich, *The Greatest Story Ever Sold* , *op* . *cit* ., p. 3-4.

93 . Daniel Okrent, « The Public Editor », art. cité.

94 . Cité dans Pierre Melandri, *Le Siècle américain* , *op* . *cit* ., p. 520.

95 . Dominique de Villepin , « Discours prononcé à l'ONU » (14 février 2003).

96 . Frédérick Douzet, « Patriotisme et nationalisme », art. cité, p. 37-38.

97 . Frank Rich, *The Greatest Story Ever Sold* , *op . cit* ., p. 87.

98 . Cité *ibid* ., p. 75.

99 . *Ibid* .

100 . Cité *ibid* ., p. 83.

101 . John Dower, *Cultures of War* , *op . cit* ., p. 116, 120 et 129.

102 . Michael Walzer, *De la guerre et du terrorisme* , *op . cit* ., p. 209 et 214.

103 . *Ibid* ., p. 211.

104 . *Ibid* ., p. 212 et 216.

105 . *9/11 Commission Report* , *op . cit* ., p. 66.

106 . « Address on the Creation of Military Commission to Try Suspected Terrorists » (6 septembre 2006), *Selected Speeches by President George W. Bush, op . cit* ., p. 419.

107 . Andrew Kohut, « Rally 'Round the Flag », *op . cit* ., p. 140-141.

108 . « Taguba Report » (4 juin 2004), p. 16-17, Seymour M. Hersh , « The Gray Zone. How a Secret Pentagon program came to Abu Ghraib », *The New Yorker* , 24 mai 2004 et *Chain of Command* , *op . cit* ., p. 22-25.

109 . Michael Walzer, « Des mauvais traitements infligés aux prisonniers irakiens », dans *De la guerre et du terrorisme* , *op . cit* ., p. 216.

110 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op . cit* ., p. 883.

111 . Karl Rove , *The Triumph of William McKinley: Why the Elections of 1896 Still Matter* , New York, Simon & Schuster, 2015 ; Thomas Frank, *What's the Matter with Kansas? How Conservatives Won the Heart of America* , New York, Henry Holt & Co., 2004, p. 16 et 267, n. 2.

112 . « Barack Obama Keynote Speech » (Democratic National Convention), *The Washington Post* , 27 juillet 2004.

113 . George W. Bush , « Second Inaugural Address » (20 janvier 2005), dans Robert V. Remini et Terry Golway (éd.), *Fellow Citizens* , *op . cit* ., p. 472-476.

114 . Cité dans Romain Huret, *Katrina, 2005. L'ouragan, l'État et les pauvres aux États-Unis* , Paris, Éd. de l'EHESS, 2010, p. 94.

115 . *A Failure of Initiative. Final Report of the Select Bipartisan Committee to Investigate the Preparation for and Response to Hurricane Katrina* , Washington, U.S. Government Printing Office, 2006, p. XI .

116 . Cité dans Pierre Melandri, *Le Siècle américain* , *op . cit* ., p. 545.

117 . Cité dans Romain Huret, *Katrina, 2005* , *op . cit* ., p. 90.

118 . Cité dans Caroline Rolland-Diamond, *Black America* , *op . cit* ., p. 483.

119 . Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains* , *op* . *cit* ., p. 885.

120 . George W. Bush , « Address to the Nation on Iraq », (10 janvier 2007), *Selected Speeches of George W. Bush* , *op* . *cit* ., p. 447-455.

121 . Caroline Rolland-Diamond, « S'opposer à la guerre dans l'Amérique de George W. Bush », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* , « L'Amérique de George W. Bush », 2008/1 (n.97), p. 175 et 184.

122 . André Kaspi, *Les Américains* , t. 2 : *Les États-Unis de 1945 à nos jours* , *op. cit* ., p. 386-387.

123 . George W. Bush , « The President's News Conference » (20 décembre 2006), dans John Woolley et Gerhard Peters, *The American Presidency Project* , *op* . *cit* .

124 . Pierre Melandri, *Le Siècle américain* , *op* . *cit* ., p. 535-536.

125 . George W. Bush , « Address to the Nation on the Financial Crisis » (24 septembre 2008), *Selected Speeches of George W. Bush* , *op* . *cit* ., p. 577.

126 . Cité dans Pierre Melandri, *Le Siècle américain* , *op* . *cit* ., p. 557.

Notes du chapitre 27

1 . Barack Obama , *Dreams from my Father. A Story of Race and Inheritance* (1995), New York, Crown Publishers, 2004, p. 12 ; trad. *Les Rêves de mon père* , Paris, Presses de la Cité, 2008.

2 . L'histoire courageuse et émouvante de couple formé par Mildred (née Jeter) et Richard Loving a fait l'objet de livres et de films dont le plus récent est *Loving* de Jeff Nichols, Big Beach Films, 2016.

3 . Chuck Todd et Sheldon Gawiser, *How Barack Obama Won. A State-by-State Guide to the Historic 2008 Presidential Election* , New York, Vintage Book, 2009, p. 12.

4 . Barack Obama , *De la race en Amérique* , Paris, Grasset, 2008, cité dans l'introduction de François Clemenceau , p. 23. Il s'agit d'une édition bilingue (anglais/français) de ce discours.

5 . Barack Obama , *De la race en Amérique* , *op . cit* ., p. 27-56.

6 . Cité *ibid* ., introduction, p. 24 et 23.

7 . Chuck Todd et Sheldon Gawiser, *How Barack Obama Won* , *op. cit* ., p. 19.

8 . Cité dans Nicole Bacharan, *Les Noirs américains* , *op . cit* ., p. 493.

9 . *Ibid* ., p. 16 et 17.

10 . Barack Obama , « *Yes We Can* » (8 janvier 2008), trad. Patricia Haas, éd. bilingue, Paris, Points, 2009, p. 21-22.

11 . *Ibid* ., p. 29-44.

12 . Seth Colter Walls, « Rice : Obama Election Is "Quantum Leap" », *The Huffington Post* , 13 décembre 2008.

13 . Barack Obama , « Remarks by the President on the Way Forward in Afghanistan » (22 juin 2011), The White House, obamawhitehouse.archives.gov.

14 . Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis* , t. 2 : *Le Déclin ? Depuis 1974* , Paris, Perrin, 2013, p. 557-559.

15 . Romain Huret, « Le "trou du donut" ou l'inachèvement de l'État providence américain », dans Denis Lacorne (dir.), *Les États-Unis* , *op . cit* ., p. 281.

16 . Cité dans Maurizio Vaudagna, « Politiques sociales et réforme de l'assurance maladie de Roosevelt à Obama », dans Olivier Richomme et Vincent Michelot (dir.), *Le Bilan d'Obama* , Paris, Les Presses de Sciences Po, 2012, p. 163.

17 . « Obama 's Health Care Speech to Congress », *The New York Times* , 9 septembre 2009.

18 . Cité dans Maurizio Vaudagna, « Politiques sociales et réforme de l'assurance maladie », *op . cit* , p. 149.

19 . « Obama 's Health Care Speech to Congress », *The New York Times* , 9 septembre 2009.

20 . George W. Bush , *Portraits of Courage: A Commander in Chief's Tribute to America's Warriors* , New York, Random House, 2017. Ce livre, dont le titre est inspiré par l'ouvrage du président Kennedy *Profiles of Courage* (publié en 1956), connaît un étonnant succès dès sa parution.

21 . Cité dans Alexandra de Hoop Scheffer, « Obama et la guerre », dans *Le Bilan d'Obama* , *op . cit* ., p. 29.

22 . Zaki Laïdi, *Le Monde selon Obama. La politique étrangère des États-Unis* , Paris, Champs, 2012, p. 145.

23 . Cité *ibid* ., p. 155.

24 . Cités dans Alexandra de Hoop Scheffer, « Obama et la guerre », *op . cit* ., p. 29.

25 . Barack Obama , « Remarks by the President on the Way Forward in Afghanistan » (22 juin 2011), The White House, obamawhitehouse.archives.gov.

26 . Barack Obama , « Remarks by the President at the United States Military Academy Commencement Ceremony » (West Point , 28 mai 2014), www.obamawhitehouse.archives.gov .

27 . Cité dans Alexandra de Hoop Scheffer, « Obama et la guerre », art. cité, p. 42.

28 . « The President's Speech in Cairo: A New Beginning » (4 juin 2009), obamawhitehouse.archives.gov.

29 . Zaki Laïdi, *Le Monde selon Obama* , *op . cit* ., tableau « L'opinion publique arabe envers les États-Unis », p. 267.

30 . Barack Obama , *L'Audace d'espérer* , *op . cit* ., p. 55.

31 . Greg Jaffe, « How Obama went from reluctant warrior to drone champion », *The Washington Post* , 1er juillet 2016.

32 . En 1944, les parachutistes américains criaient « Geronimo ! » en sautant dans le ciel de Normandie. Comme l'écrit Olivier Delavault, « Geronimo, incarnation du *Sauvage* de l'Ouest, cristallisa sur sa seule personne toutes les haines, les peurs, et les rancœurs », *Geronimo* , Paris, Gallimard, 2007, p. 15. Ce choix de nom de code est éminemment révélateur de la place que tient – hélas encore – l'Amérindien comme ennemi du pays dans la psyché collective américaine.

33 . Résolution 1973, article 4, cité dans Zaki Laïdi, *Le Monde selon Obama* , *op* . *cit* ., p. 262-263, n. 1.

34 . Cité dans Alexandra de Hoop Scheffer, « Obama et la guerre », *op* . *cit* ., p. 47.

35 . Cité *ibid* ., p. 51.

36 . Cité dans Antoine Coppolani, « La diplomatie au Proche-Orient de Bush à Obama », dans Olivier Richomme et Vincent Michelot (dir.), *Le Bilan d'Obama* , *op* . *cit* ., p. 77.

37 . Barack Obama , « Remarks by the President in Address to the United Nations General Assembly » (21 septembre 2011), obamawhitehouse.archives.gov.

38 . Cité dans Antoine Coppolani, « La diplomatie au Proche-Orient de Bush à Obama », *op* . *cit* ., p. 83.

39 . Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis* , t. 2, *Le Déclin ? Depuis 1974* , *op* . *cit* ., p. 581.

40 . Pour 61 en août 2016, à la fin du second mandat d'Obama .

41 . Jill Lepore, *The White of Their Eyes. The Tea Party's Revolution and the Battle over American History* , Princeton , Princeton University Press, 2010, p. 14.

42 . Eric Etheridge, « Rick Santelli : Tea Party Time », *The New York Times* , 20 février 2009.

43 . Romain Huret, *American Tax Resisters* , *op* . *cit* ., citation p. 226. Gerald R. Ford , « Remarks at the Midwest Republican Conference in Dearborn, Michigan », 31 janvier 1976.

44 . Kate Zernike et Megan Thee-Brenan, « Poll Finds Tea Party Backers Wealthier and More Educated », *The New York Times* , 14 avril 2010 ; Jille Lepore, *The White of Their Eyes* , *op* . *cit* ., p. 38.

45 . Cité dans Jill Lepore, *The White of Their Eyes* , *op* . *cit* ., p. 84.

46 . Joseph E. Stiglitz, « Of the 1 %, By the 1 %, For the 1 % », *Vanity Fair* , mai 2011.

47 . Robert Frank, *Richistan: A Journey Through the American Wealth Boom and the Lives of the New Rich* , New York, Crown Publishers, 2007, p. 2-11 ; *Occupy Wall Street. Textes, essais et témoignages des indignés* , Paris, Les Arènes, 2012, « Répartition des revenus 1979-2007 », Statistiques du bureau du budget du Congrès, p. 40-41.

48 . Cité dans Aurélie Godet, *Le Tea Party. Portrait d'une Amérique désorientée* , Paris, Vendémiaire, 2012, p. 64.

49 . Cité dans Jill Lepore, *The White of Their Eyes* , *op* . *cit* ., p. 9, 84 et 94.

50 . Cité dans Romain Huret, *American Tax Resisters* , *op* . *cit* ., p. 271.

51 . Cité dans Aurélie Godet, *Le Tea Party* , *op* . *cit* ., p. 71.

52 . Cité dans Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis* , t. 2, *Le Déclin ? Depuis 1974* , *op* . *cit* ., p. 616.

53 . Cité dans Agnès Trouillet, « Le Mouvement Tea Party 2009-2017. Résultat d'un enquête en immersion, à Philadelphie et à Boston », thèse de doctorat, université Paris Diderot, 2017, p. 157.

54 . Cité dans Romain Huret, « Les militants du Tea Party ne jouent pas seuls au bowling », *La Vie des idées* , dossier : « Élections américaines : la tentation conservatrice », 5 novembre 2012 ; Joseph Farah , *The Tea Party Manifesto. A Vision for an American Rebirth* (2010).

55 . Cité dans Romain Huret, *American Tax Resisters* , *op* . *cit* ., p. 271.

56 . Cité dans Jill Lepore, *The White of Their Eyes* , *op* . *cit* ., p. 137. En anglais, « *keep the change* » peut signifier « gardez le changement » mais aussi « gardez la monnaie », en fait « gardez le reste ».

57 . Cité dans Agnès Trouillet, « Le Mouvement Tea Party 2009-2017 », *op* . *cit* ., p. 165.

58 . James T. Kloppenberg, *Reading Obama. Dreams, Hope, and the American Political Tradition* , Princeton , Princeton University Press, 2011, p. x , xxiv et 2.

59 . Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis* , t. 2, *Le Déclin ? Depuis 1974* , *op* . *cit* ., p. 630.

60 . Cité dans Aurélie Godet, *Le Tea Party* , *op* . *cit* ., p. 217.

61 . Joseph Stiglitz, « Of the 1 %, By the 1 %, For the 1 % », art. cité.

62 . *Occupy Wall Street!* , *op* . *cit* ., p. 38, 48, 129-131, 163.

63 . Cité *ibid* ., p. 634.

64 . Barack Obama , « Remarks by the President at Sandy Hook Interfaith Prayer Vigil » (16 décembre 2012), www.obamawhitehouse.archives.gov .

65 . « Acquittal of Doorstep Killing of Japanese Student », *The New York Times* , 24 mai 1993.

66 . Cité dans Didier Combeau, *Des Américains et des armes à feu. Démocratie et violence aux États-Unis* , Paris, Belin, 2007, p. 22.

67 . Le mot *rifle* signifie « fusil ».

68 . Voir l'important essai qu'a publié l'historien Richard Hofstadter en 1970, soit après les années 1960, une décennie traversée d'assassinats politiques, intitulé « America as a Gun Culture », *American Heritage Magazine* , octobre 1970, p. 8-12.

69 . Pour ces statistiques, voir le site www.gunviolence.archive.org (chiffres disponibles au 27 février 2018).

70 . Ed O'Keefe et Philip Rucker, « Gun-Control overhaul is defeated in Senate », *The Washington Post* , 17 avril 2013.

71 . Karen M. Humes *et al* ., « Overview of Race and Hispanic Origin: 2010 », United States Census Bureau, mars 2011 ; Elizabeth M. Grieco *et al* ., « The Foreign-Born Population in the United States: 2010 », United States Census Bureau, mai 2012.

72 . Barack Obama , « Remarks by the President in Address to the Nation on Immigration », 20 novembre 2014, www.obamawhitehouse.archives.org .

73 . Barack Obama , « Remarks by the President in Farewell Address », 10 janvier 2017, www.obamawhitehouse.archives.gov .

74 . Krissah Thompson et Scott Wilson, « Obama on Trayvon Martin: "If I had a son, he'd look like Trayvon" », *The Washington Post* , 23 mars 2012.

75 . Barack Obama , « Remarks by the President in Eulogy for the Honorable Reverend Clementa Pinckney », 26 juin 2015, www.obamawhitehouse.archives.gov . Michiko Kakutani, « Obama's Eulogy, Which Found Its Place in History », *The New York Times* , 3 juillet 2015.

76 . Marifeli Peréz-Stable, *The United States and Cuba: Intimate Enemies* (2010), cité dans Isabelle Vagnoux et Janette Habel, « États-Unis-Cuba : une nouvelle donne ? », *IdeAs, Idées d'Amérique* , 10, automne 2017-hiver 2018, p. 3.

77 . Discours du 8 novembre 2013, cité *ibid* .

78 . Barack Obama , « Remarks by the President at the Summit of the Americas Opening Ceremony » (17 avril 2009), www.obamawhitehouse.archives.gov .

79 . Barack Obama , « Remarks by the President to the People of Cuba » (22 mars 2016), www.obamawhitehouse.archives.gov .

80 . Barack Obama , « Remarks by the President on the Iran Nuclear Deal » (5 août 2015), www.obamawhitehouse.archives.gov .

81 . Barack Obama , « Remarks by the President to the White House Press Corps », 20 août 2012, www.obamawhitehouse.archives.gov .

82 . Barack Obama , « Statement by the President on ISIL », 10 septembre 2014, www.obamawhitehouse.archives.gov .

83 . David von Drehle, « Barack Obama Ranked 12th US President Ever in Major Survey by Historians », *Time Magazine* , 27 février 2017.

Notes de l'épilogue

1 . La première citation vaut la peine d'être donnée en anglais : « *The patented Trump palaver, a gaseous blather of "fantastics" and "amazings" and "terrifics" and "incredibles" and various synonyms for "biggest"* », Mark Singer, « Trump Solo » (19 mai 1997), dans David Remnick (dir.), *The New Gilded Age. The New Yorker Looks at the Culture of Affluence* , New York, Random House, 2000, p. 43-44.

2 . Ryan Parker, « Simpsons' Writer who Predicted Trump Presidency in 2000: "It was a Warning to America" », *The Hollywood Reporter* , 16 mars 2016.

3 . Discours prononcé dans l'État du New Hampshire le 9 février 2016, transcription publiée dans *The Washington Post* . Voir aussi son livre qui raconte sa campagne électorale et détaille son programme *Our Revolution: A Future to Believe In* , New York, Thomas Dunne Books, 2016 ; trad. *Notre Révolution. Le combat continue* , Paris, Les Liens qui libèrent, 2017.

4 . En 1984, la démocrate Geraldine Ferraro était sur un « ticket » comme candidate à la vice-présidence avec Walter Mondale et, en 2008, la républicaine Sarah Palin était de même associée comme colistière à John McCain .

5 . Cité dans Pierre Melandri, *Le Siècle américain* , *op . cit* ., p. 589.

6 . Pierre Rosanvallon, « Penser le populisme », *La Vie des idées* , 27 septembre 2011.

7 . Donald Trump , « The Inaugural Address », 20 janvier 2017, www.whitehouse.gov .

8 . Michael Wolff, *Fire and Fury. Inside the Trump White House* , New York, Little, Brown, and Company, 2018 ; trad. I. Chelley, N. Copper, M. Faure et V. Le Plouhinec, *Le Feu et la Fureur. Trump à la Maison-Blanche* , Paris, Robert Laffont, 2018.

9 . Karl Rove , « Il ne faut pas prendre Trump littéralement », *Le Monde* , « America First », 22-23 janvier 2017, p. 2.

10 . Cité dans Nicolas Bourguinat, *Histoire des États-Unis* , *op . cit* ., p. 282.

11 . Lauren Gambino, « Pittsburgh Fires Back at Trump : we stand with Paris, not you », *The Guardian* , 1er juin 2017.

ANNEXES

ANNEXE I

Déclaration unanime des treize États unis d'Amérique réunis en Congrès le 4 juillet 1776

Lorsque dans le cours des événements humains, il devient nécessaire pour un peuple de dissoudre les liens politiques qui l'ont attaché à un autre et de prendre, parmi les puissances de la Terre, la place séparée et égale à laquelle les lois de la nature et du Dieu de la nature lui donnent droit, le respect dû à l'opinion de l'humanité l'oblige à déclarer les causes qui le déterminent à la séparation.

Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont dotés par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme

de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur. La prudence enseigne, à la vérité, que les gouvernements établis depuis longtemps ne doivent pas être changés pour des causes légères et passagères, et l'expérience de tous les temps a montré, en effet, que les hommes sont plus disposés à tolérer des maux supportables qu'à se faire justice à eux-mêmes en abolissant les formes auxquelles ils sont accoutumés. Mais lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations, tendant invariablement au même but, marque le dessein de les soumettre au despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir de rejeter un tel gouvernement et de pourvoir, par de nouvelles sauvegardes, à leur sécurité future. Telle a été la patience de ces Colonies, et telle est aujourd'hui la nécessité qui les force à changer leurs anciens systèmes de gouvernement. L'histoire du roi actuel de Grande-Bretagne est l'histoire d'une série d'injustices et d'usurpations répétées, qui toutes avaient pour but direct l'établissement d'une tyrannie absolue sur ces États. Pour le prouver, soumettons les faits au monde impartial :

Il a refusé sa sanction aux lois les plus salutaires et les plus nécessaires au bien public. Il a défendu à ses gouverneurs de consentir à des lois d'une importance immédiate et urgente, à moins que leur mise en vigueur ne fût suspendue jusqu'à l'obtention de sa sanction, et des lois ainsi suspendues, il a absolument négligé d'y donner attention.

Il a refusé de sanctionner d'autres lois pour l'organisation de grands districts, à moins que le peuple de ces districts n'abandonnât le droit d'être représenté dans la législature, droit inestimable pour un peuple, qui n'est redoutable qu'aux tyrans.

Il a convoqué des Assemblées législatives dans des lieux inusités, incommodes et éloignés des dépôts de leurs registres publics, dans la seule vue d'obtenir d'elles, par la fatigue, leur adhésion à ses mesures. À diverses reprises, il a dissous des Chambres de

représentants parce qu'elles s'opposaient avec une mâle fermeté à ses empiétements sur les droits du peuple. Après ces dissolutions, il a refusé pendant longtemps de faire élire d'autres Chambres de représentants, et le pouvoir législatif, qui n'est pas susceptible d'anéantissement, est ainsi retourné au peuple tout entier pour être exercé par lui, l'État restant, dans l'intervalle, exposé à tous les dangers d'invasions du dehors et de convulsions au-dedans.

Il a cherché à mettre obstacle à l'accroissement de la population de ces États. Dans ce but, il a mis empêchement à l'exécution des lois pour la naturalisation des étrangers ; il a refusé d'en rendre d'autres pour encourager leur émigration dans ces contrées, et il a élevé les conditions pour les nouvelles acquisitions de terres. Il a entravé l'administration de la justice en refusant sa sanction à des lois pour l'établissement de pouvoirs judiciaires.

Il a rendu les juges dépendants de sa seule volonté, pour la durée de leurs offices et pour le taux et le paiement de leurs appointements.

Il a créé une multitude d'emplois et envoyé dans ce pays des essaims de nouveaux employés pour vexer notre peuple et dévorer sa substance. Il a entretenu parmi nous, en temps de paix, des armées permanentes sans le consentement de nos législatures. Il a affecté de rendre le pouvoir militaire indépendant de l'autorité civile et même supérieur à elle. Il s'est coalisé avec d'autres pour nous soumettre à une juridiction étrangère à nos Constitutions et non reconnue par nos lois, en donnant sa sanction à des actes de prétendue législation ayant pour objet : de mettre en quartier parmi nous de gros corps de troupes armées ; de les protéger par une procédure illusoire contre le châtiment des meurtres qu'ils auraient commis sur la personne des habitants de ces États ; de détruire notre commerce avec toutes les parties du monde ; de nous imposer des taxes sans notre consentement ; de nous priver dans plusieurs cas du bénéfice de la procédure par jurés ; de nous transporter au-delà des mers pour être jugés à raison de prétendus délits ; d'abolir dans une province voisine le système libéral des lois anglaises, d'y établir un gouvernement arbitraire et de reculer ses limites, afin de faire à la fois de cette

province un exemple et un instrument propre à introduire le même gouvernement absolu dans ces Colonies ; de retirer nos chartes, d'abolir nos lois les plus précieuses et d'altérer dans leur essence les formes de nos gouvernements ; de suspendre nos propres législatures et de se déclarer lui-même investi du pouvoir de faire des lois obligatoires pour nous dans tous les cas quelconques.

Il a abdiqué le gouvernement de notre pays, en nous déclarant hors de sa protection et en nous faisant la guerre. Il a pillé nos mers, ravagé nos côtes, brûlé nos villes et massacré nos concitoyens. En ce moment même, il transporte de grandes armées de mercenaires étrangers pour accomplir l'œuvre de mort, de désolation et de tyrannie qui a été commencée avec des circonstances de cruauté et de perfidie dont on aurait peine à trouver des exemples dans les siècles les plus barbares, et qui sont tout à fait indignes du chef d'une nation civilisée. Il a excité parmi nous l'insurrection domestique, et il a cherché à attirer sur les habitants de nos frontières les Indiens, ces sauvages sans pitié, dont la manière bien connue de faire la guerre est de tout massacrer, sans distinction d'âge, de sexe ni de condition.

Dans tout le cours de ces oppressions, nous avons demandé justice dans les termes les plus humbles ; nos pétitions répétées n'ont reçu pour réponse que des injustices répétées. Un prince dont le caractère est ainsi marqué par les actions qui peuvent signaler un tyran est impropre à gouverner un peuple libre.

Nous n'avons pas non plus manqué d'égards envers nos frères de la Grande-Bretagne. Nous les avons de temps en temps avertis des tentatives faites par leur législature pour étendre sur nous une injuste juridiction. Nous leur avons rappelé les circonstances de notre émigration et de notre établissement dans ces contrées. Nous avons fait appel à leur justice et à leur magnanimité naturelle, et nous les avons conjurés, au nom des liens d'une commune origine, de désavouer ces usurpations qui devaient inévitablement interrompre notre liaison et nos bons rapports. Eux aussi ont été sourds à la voix de la raison et de la consanguinité. Nous devons donc nous rendre à la nécessité qui commande notre séparation et les regarder, de même

que le reste de l'humanité, comme des ennemis dans la guerre et des amis dans la paix.

En conséquence, nous, les représentants des États-Unis d'Amérique, assemblés en Congrès général, prenant à témoin le Juge suprême de l'univers de la droiture de nos intentions, publions et déclarons solennellement au nom et par l'autorité du bon peuple de ces Colonies, que ces Colonies unies sont et ont le droit d'être des États libres et indépendants ; qu'elles sont dégagées de toute obéissance envers la Couronne de la Grande-Bretagne ; que tout lien politique entre elles et l'État de la Grande-Bretagne est et doit être entièrement dissous ; que, comme les États libres et indépendants, elles ont pleine autorité de faire la guerre, de conclure la paix, de contracter des alliances, de réglementer le commerce et de faire tous autres actes ou choses que les États indépendants ont droit de faire ; et pleins d'une ferme confiance dans la protection de la divine Providence, nous engageons mutuellement au soutien de cette Déclaration, nos vies, nos fortunes et notre bien le plus sacré, l'honneur.

Annexe II

Les Articles de la Confédération[1]

Art. I

L'intitulé de cette confédération sera « les États-Unis d'Amérique ».

Art. II

Chaque État conserve sa souveraineté, sa liberté et son indépendance et tous les pouvoirs, juridiction et droits qui ne sont pas expressément dévolus aux États-Unis par l'assemblée de Confédération.

Art. III

Chacun desdits États accepte de conclure avec les autres un solide accord d'amitié pour assurer la défense commune, la préservation des libertés, le bien-être mutuel et commun, les obligeant à assister chacun d'entre eux contre toute agression motivée par la religion, la souveraineté, le commerce, ou tout autre prétexte.

Art. IV

Afin de garantir et de perpétuer l'amitié mutuelle et la compréhension entre la population des différents États de cette union, les habitants libres de chacun d'entre eux, à l'exception des indigents, des vagabonds et de ceux qui fuient la justice, auront droit à tous les privilèges et immunités des citoyens libres des autres États ; et les habitants de chaque État auront toute liberté d'entrer et de sortir de chacun des États, y bénéficieront des mêmes libertés de commerce et d'établissement, y seront soumis aux mêmes obligations, impositions et restrictions que les autres habitants, à condition que ces restrictions n'aient pas pour effet d'empêcher le transport de biens importés d'un l'État dans un autre État où résiderait le propriétaire ; à condition également qu'aucune imposition, obligation ou restriction ne soit établie par un des États sur une propriété des États-Unis, ou la propriété de l'un d'entre eux. Si une personne coupable ou accusée de trahison, félonie ou autre grand crime, fuit la justice, et si elle est trouvée dans un des États-Unis, elle sera à la demande du gouverneur ou du pouvoir exécutif de l'État qu'elle a fui, remise à l'État dont elle relève pour ce délit.

Toute confiance et tout crédit seront accordés, dans chacun des États, aux documents, décisions et actes de procédure émanant des magistrats et des juridictions des autres États.

Art. V

Pour une gestion plus commode des intérêts généraux des États-Unis, les délégués seront nommés chaque année selon la procédure fixée par la législature de chaque État, pour se rencontrer annuellement le premier lundi de novembre, chaque État ayant le pouvoir de rappeler ses délégués, ou l'un d'entre eux, à tout moment et d'en envoyer d'autres à leur place pour le reste de l'année.

Aucun État ne sera représenté au Congrès par moins de deux ni par plus de sept délégués ; et un délégué ne pourra accomplir un mandat supérieur à trois ans durant une période de six années consécutives ; de plus, aucun délégué ne pourra être nommé à un emploi des États-Unis pour lequel il recevrait un salaire, des honoraires ou des gratifications de quelque nature que ce soit.

Chaque État assurera la subsistance de ses propres délégués lors des réunions des États et lors des réunions de commission. Pour le choix des questions à débattre par le Congrès, chaque État aura une voix.

La liberté de parole et la discussion au Congrès ne pourront être limitées ou remises en cause devant une juridiction ou ailleurs en dehors du Congrès, et les membres du Congrès y seront protégés dans leur personne de toute arrestation et emprisonnement pendant la durée des sessions du Congrès, sauf en cas de trahison, de crime ou d'attentat contre l'ordre public.

Art. VI

Aucun État ne pourra, sans le consentement des États unis assemblés en Congrès, envoyer ou recevoir d'ambassade, y prendre part à une conférence, un accord, une alliance ou un traité avec un roi, un prince ou un État ; de même, aucune personne titulaire d'un office ou d'une charge conféré par les États unis ou l'un des États, ne pourra accepter de présents, d'émoluments, d'office ou de titre quelconque de la part d'un roi, d'un prince ou d'un État étranger ; les États unis assemblés en Congrès, et aucun d'entre eux, ne délivreront pas de titre de noblesse. Les États ne pourront conclure entre eux de

traité de confédération ou d'alliance sans le consentement des États unis assemblés en Congrès, précisant exactement les intentions poursuivies et la durée de l'engagement.

Aucun État ne lèvera de droits ou de taxes qui pourraient entraver les stipulations de traités conclus par les États unis assemblés en Congrès avec un roi, un prince ou en État, ou entraver l'application des traités déjà proposés par le Congrès aux couronnes de France et d'Espagne.

Aucun vaisseau de guerre ne sera entretenu en temps de paix par un État, sauf ceux qui auront été jugés nécessaires par les États unis assemblés en Congrès, pour la défense de cet État et de son commerce ; aucun corps d'armée ne sera entretenu en temps de paix, à l'exception de ce qui aura été jugé nécessaire par les États unis assemblés en Congrès aux garnisons des forts qui défendent l'État ; mais chaque État entretiendra en toutes circonstances, une milice bien organisée et disciplinée, suffisamment armée et équipée, tiendra toujours prête dans les magasins publics une quantité suffisante de pièces d'artillerie et de tentes et une quantité adéquate d'armes, de munitions et d'équipements.

Aucun État ne prendra part à une guerre sans le consentement des États unis assemblés en Congrès, à moins qu'il ne soit effectivement envahi par des ennemis, ou qu'il ait été prévenu d'une attaque imminente par une nation d'Indiens et que le danger soit trop pressant pour consulter les États unis assemblés en Congrès ; aucun État ne pourra armer des vaisseaux ou des navires, ni délivrer de lettres de marque ou de représailles, sauf en cas de déclaration de guerre par les États unis assemblés en Congrès, et dans ce cas seulement, contre le royaume de l'État, et leurs sujets, auquel la guerre aura été déclarée, et conformément aux réglementations établies par les États unis assemblés en Congrès, à moins que cet État ne soit infesté de pirates, auquel cas des vaisseaux de guerre pourraient être équipés pour la circonstance et maintenus aussi longtemps que le danger persiste, ou jusqu'à une décision contraire des États unis assemblés en Congrès.

Art. VII

Lorsque des forces armées sont levées par un État pour la défense commune, tous les officiers du rang de colonel et inférieurs à lui, seront nommés par la législature de l'État où ils ont été recrutés, ou conformément aux réglementations de cet État, et toute vacance sera pourvue par l'État qui a effectué la première nomination.

Art. VIII

Toutes les charges causées par la guerre et toutes les dépenses dues à l'organisation de la défense commune et au bien-être général, accordées par les États unis assemblés en Congrès, seront couvertes par un trésor commun, alimenté par les contributions des États en proportion de la valeur des terres : le terrain, les bâtiments et les améliorations seront estimés conformément aux modalités définies et décidées à intervalles réguliers, par les États unis assemblés en Congrès. Les taxes destinées à payer ces contributions seront déterminées et levées sous l'autorité et conformément aux décisions du Corps législatif des différents États dans un délai convenu par les États unis assemblés en Congrès.

Art. IX

Les États unis assemblés en Congrès auront seuls et exclusivement le droit et le pouvoir de faire la guerre et la paix, à l'exception des cas mentionnés à l'article VI ; d'envoyer et de recevoir des ambassadeurs ; de conclure des traités et des alliances, pourvu qu'aucun traité de commerce ne soit conclu en vertu duquel le Corps législatif des différents États serait limité dans son pouvoir de lever des impôts et d'imposer des taxes aux étrangers comme à leurs propres citoyens, qui empêcherait l'exportation ou l'importation de toutes les sortes de marchandises et de produits ; d'établir des règles pour décider au cas par cas quelles captures pourront légalement être effectuées sur terre et sur mer, et de quelle manière les prises réalisées sur terre et sur mer pour le compte des États-Unis, seront divisées et réparties ; de donner des lettres de marque et de

représailles en temps de paix ; de désigner des cours pour le jugement des crimes de piraterie et de félonie commis en haute mer, et d'établir des juridictions pour recevoir et juger des appels dans tous les cas de capture, pourvu qu'aucun membre du Congrès ne soit nommé juge dans une de ces juridictions.

Les États unis assemblés en Congrès seront également la dernière instance d'appel pour tout conflit ou différend qui existe actuellement ou surviendrait à l'avenir entre deux ou plusieurs États pour des questions de frontière, de juridiction ou pour toute autre raison ; cette autorité sera toujours exercée de la manière suivante. Le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif ou le représentant légal d'un État en dispute avec un autre, pourra à tout moment présenter une pétition au Congrès expliquant les éléments du litige et demandant une audition ; le Congrès en notifiera le législatif ou l'exécutif de l'autre État et fixera une date pour l'audition des États représentés par leurs représentants légaux ; ces derniers devront désigner d'un commun accord des commissaires ou des juges pour constituer un tribunal chargé de trancher l'affaire en question : mais s'ils ne peuvent s'accorder, le Congrès nommera trois personnes dans chacun des États-Unis et sur la liste ainsi établie, chaque partie barrera alternativement un nom, les demandeurs commençant, jusqu'à ce que le nombre soit réduit à treize ; parmi eux, pas moins de sept, pas plus de neuf noms, selon ce qu'en aura décidé le Congrès, seront tirés au sort et les personnes dont les noms auront été tirés au sort, seront commissaires ou juges pour auditionner et finalement trancher la controverse à la majorité ; et si l'une des parties néglige d'être présente à la date prévue sans fournir de raisons estimées suffisantes par le Congrès, ou si elle est présente mais refuse de conclure, le Congrès nommera trois personnes originaires de chacun des États et le secrétaire du Congrès conclura au nom de la partie absente ou réticente ; le jugement et la décision de la cour ainsi nommée seront définitifs et sans appel ; si l'une des parties refuse de se soumettre à l'autorité de la cour ou d'être présente pour défendre ses demandes ou sa cause, la cour prononcera malgré tout son jugement qui sera

définitif et sans appel, transmis au Congrès et déposé parmi les décisions du Congrès pour la sécurité des parties concernées ; pourvu que chaque commissionnaire, avant de siéger, prête serment devant un des juges de la cour suprême de l'État dans lequel l'affaire doit être entendue « à l'effet d'entendre et de décider sur le sujet en question, conformément au meilleur de son jugement, sans favoritisme, préférence ou recherche de récompense » ; pourvu également qu'aucun État ne soit dépossédé de territoire au profit des États-Unis. Tout différend relatif à la propriété de terres qui auraient été concédées à des particuliers par deux ou plusieurs États qui y exercent leur juridiction, sera soumis sur demande d'une des parties au Congrès des États-Unis et sera tranché selon la même procédure que celle décrite ci-dessus pour les différends concernant la compétence territoriale des États ; ceci dans le cas où lesdites concessions auraient été concédées avant l'établissement des juridictions.

Les États unis assemblés en Congrès auront le droit et le pouvoir entiers et exclusifs de réglementer le titre et la valeur de la monnaie frappée sous leur autorité ou celle des États respectifs ; d'établir des étalons de poids et mesures dans les États-Unis ; de réglementer le commerce et de gérer les relations avec les Indiens qui ne sont pas membres d'un État, à condition que cela n'empiète pas sur le droit législatif d'un État à l'intérieur de ses frontières ou ne le limite pas ; d'établir et de réglementer les services du courrier entre les États et sur l'ensemble des États-Unis et d'exiger un affranchissement sur les envois afin de couvrir les dépenses causées par ce service ; de nommer tous les officiers des forces de terre, sauf les officiers de régiment ; de nommer tous les officiers des forces navales et de commissionner tous les officiers placés au service des États-Unis ; d'établir des règlements pour l'administration et l'organisation de ces forces de terre et de mer, et de conduire les opérations.

Les États unis assemblés en Congrès auront autorité pour nommer une commission qui siégera pendant l'intersession ; dénommée « commission des États », elle sera composée d'un délégué par État ;

pour nommer également les commissions et les fonctionnaires chargés de gérer les affaires générales des États-Unis sous la direction du Congrès ; pour désigner l'un d'entre eux chargé de présider, étant entendu qu'une personne ne peut servir au poste de président plus d'une année pendant une période de trois ans consécutifs ; pour évaluer le montant des finances qu'il est nécessaire de rassembler pour les besoins des États-Unis et pour les affecter au paiement des dépenses publiques ; pour lancer des emprunts ou émettre des billets gagés sur le crédit des États-Unis et transmettre deux fois par an aux États le compte des sommes ainsi empruntées ou émises ; pour construire et équiper une marine ; pour convenir de l'importance des forces terrestres et réquisitionner dans chaque État le quota déterminé en fonction du nombre d'habitants blancs ; cette réquisition sera obligatoire et la législature de chaque État nommera les officiers régimentaires, lèvera les soldats, les vêtira, les armera et les équipera pour la campagne aux frais des États-Unis ; les officiers et les hommes ainsi armés et équipés se rendront au lieu convenu par les États-Unis assemblés en Congrès et dans le délai qu'ils auront fixé. Mais si les États unis assemblés en Congrès considèrent, au vu des circonstances, qu'un État ne devrait pas lever d'hommes ou devrait en lever un nombre moins élevé que le quota initialement fixé tandis qu'un autre devrait en lever un nombre plus élevé, ce contingent supplémentaire sera levé, organisé, habillé, armé et équipé de la même manière que le quota de cet État, à moins que la législature de cet État ne juge que ce contingent supplémentaire ne pourrait être disponible dans l'État ; dans ce cas l'État lèvera les officiers dont il jugera pouvoir se passer, les vêtira, les armera et les officiers et les hommes ainsi vêtus, armés et équipés, se rendront au lieu convenu par les État unis assemblés en Congrès et dans le délai qu'ils auront fixé.

Les États unis assemblés en Congrès ne s'engageront jamais dans une guerre, n'accorderont pas de lettre de marque ou de représailles en temps de paix, ne contracteront pas d'engagement ou d'alliance, ne battront pas monnaie et n'en réglementeront pas la valeur,

n’établiront pas les sommes et dépenses nécessaires pour la défense et le bien des États-Unis ou de l’un d’entre eux, n’émettront pas de billets ni ne contracteront d’emprunt, n’affecteront pas les crédits, ne conviendront pas du nombre de navires de guerre à construire ou à acheter, ni de l’importance des forces de terre et de mer à lever, ne nommeront pas de commandant en chef de l’armée ou de la marine, sauf l’accord de neuf États ; aucune question ni aucun point, à l’exception des suspensions de séance du jour au lendemain, ne seront discutés sans l’accord de la majorité des États unis assemblés en Congrès.

Le Congrès des États unis aura le pouvoir de s’ajourner à tout moment de l’année et en tout lieu sur le territoire des États-Unis, sans que la durée de l’ajournement soit supérieure à six mois ; il rendra public chaque mois le compte rendu de ses débats, à l’exception de ceux relatifs aux traités, alliances et opérations militaires qui leur sembleraient mériter le secret ; les votes positifs et négatifs émis par les délégués sur les différentes questions seront consignés dans le compte rendu à la demande de l’un d’entre eux ; et les délégués d’un État, ou l’un d’entre eux, à leur ou à sa demande, recevront un exemplaire de ce compte rendu destiné à être déposé auprès des législatures des États.

Art. X

La commission des États, ou neuf d’entre les États, sera autorisé pendant les intersessions, à mettre à exécution les pouvoirs du Congrès dont ce dernier, avec le consentement de neuf États, jugera utile de les investir ; mais aucun pouvoir ne sera délégué qui nécessiterait pour son exercice, en vertu des articles de confédération, l’approbation de neuf des États qui sont assemblés en Congrès.

Art. XI

Si le Canada intègre cette confédération et adhère aux mesures décidées par les États-Unis, il sera admis avec les mêmes avantages

que les autres membres ; mais aucune autre colonie ne sera admise dans la confédération sans l'accord de neuf États.

Art. XII

Tous les billets émis, tous les emprunts effectués, toutes les dettes contractées par le Congrès ou sous son autorité, seront estimés et considérés comme une charge pour les États-Unis, charge pour le paiement et la délivrance de laquelle les États-Unis et la bonne foi publique seront engagés solennellement.

Art. XIII

Chaque État se soumettra aux décisions prises par les États unis assemblés en Congrès pour toutes les questions qui lui auront été soumises en vertu de ces articles de confédération. Les articles de confédération seront respectés en tout point par chaque État et l'Union sera perpétuelle ; aucun de ces articles ne sera amendé, à moins que le Congrès des États-Unis n'en décide autrement et que l'amendement ne soit confirmé par la législature de chaque État.

Considérant qu'il a plu au Grand Gouverneur de l'Univers d'incliner les législatures que nous représentons en Congrès à approuver et à nous autoriser à ratifier lesdits articles de confédération et d'union perpétuelle, que tous sachent que nous, délégués dont les signatures suivent, en vertu de notre pouvoir et de l'autorité qui nous a été conférée dans ce but, au nom et pour le compte de nos commettants respectifs, ratifions et confirmons par les Présentes sans réserve chacun des articles de confédération et d'union perpétuelle, ainsi que tout ce qu'ils contiennent ; également nous engageons la foi de nos commettants et déclarons qu'ils se soumettront aux décisions des États unis assemblés en Congrès pour toutes les questions qui lui auront été soumises en vertu de ces articles. Ces articles seront respectés en tout point par les États que nous représentons et l'union sera perpétuelle.

Annexe III

La Constitution américaine[2]

Nous le peuple des États-Unis, avec la volonté de rendre plus parfaite notre Union, de la fonder sur la justice, d'assurer la paix civile, de pourvoir à la nécessité d'une défense commune, de promouvoir la prospérité de tous et d'assurer les bienfaits de la liberté à nous-mêmes et à nos descendants, nous décidons et nous instituons la présente Constitution pour les États-Unis d'Amérique.

Art. I

Section 1. Tous les pouvoirs législatifs ci-après accordés seront conférés à un Congrès des États-Unis, composé d'un Sénat et d'une Chambre des Représentants.

Section 2. La Chambre des Représentants sera composée de membres choisis tous les deux ans par la population des différents États ; dans chaque État, les électeurs devront satisfaire aux mêmes conditions que celles exigées des électeurs de l'assemblée la plus nombreuse de l'État.

Nul ne pourra être Représentant à moins d'être âgé de 25 ans, d'être depuis sept ans au moins citoyen des États-Unis et de résider à l'époque de l'élection dans l'État dans lequel il sera élu.

[Le nombre de Représentants et le montant des impôts directs seront répartis entre les différents États susceptibles de faire partie de l'Union proportionnellement à leur population respective. Cette population sera déterminée en ajoutant au total des personnes libres – y compris celles assujetties à un contrat de louage à durée fixe – les trois cinquièmes de toutes les autres personnes ; les Indiens, non assujettis à l'impôt, n'entrant pas dans ce décompte] (les dispositions entre crochets ont été modifiées par le XIVe Amendement – par « autres personnes », il faut entendre les esclaves noirs des États du Sud). Le recensement sera fait dans les trois ans qui suivront la

première réunion du Congrès des États-Unis et ultérieurement tous les dix ans selon des modalités fixées par la loi. Le nombre de Représentants ne pourra être supérieur à un pour trente mille, mais chaque État devra au moins en avoir un. Jusqu'à ce que le recensement ait été fait, l'État de New Hampshire aura droit à trois Représentants, celui du Massachusetts à huit, Rhode Island et les Plantations de Providence à un, Connecticut à cinq, New York à six, New Jersey à quatre, la Pennsylvanie à huit, le Delaware à un, le Maryland à cinq, la Virginie à dix, la Caroline du Nord à cinq, la Caroline du Sud à cinq, la Géorgie à trois.

Quand une vacance se produira dans la représentation d'un État, l'Exécutif de cet État convoquera les électeurs pour y pourvoir.

La Chambre des Représentants élira son Président et les membres de son bureau ; elle seule aura le pouvoir de les mettre en accusation [*power of impeachment*].

Section 3. Le Sénat des États-Unis comprendra deux sénateurs par État désignés pour six ans [par la législature de l'État] (entre crochets : disposition modifiée par le XVII^{e} Amendement, alinéa 1) : chacun d'eux aura une voix.

Immédiatement après la réunion du Sénat qui suivra la première élection, les Sénateurs seront répartis en trois groupes aussi égaux que possible. Les sièges des Sénateurs du premier groupe deviendront vacants après deux ans, ceux du second après quatre ans et ceux du troisième après six ans, de telle sorte que le Sénat puisse être renouvelé par tiers tous les deux ans. [Si des vacances se produisent durant une interruption de session d'une législature d'État, soit en raison d'une démission, soit pour toute autre raison, l'Exécutif de l'État pourra procéder à des nominations provisoires jusqu'à la plus prochaine réunion de la législature, qui pourvoira alors à ces vacances.] (Entre crochets : dispositions modifiées par le XVII^{e} Amendement, alinéa 2.)

Nul ne pourra être Sénateur s'il n'est âgé de trente ans révolus, s'il n'est citoyen des États-Unis depuis au moins neuf ans et s'il ne réside pas, au moment de cette élection, dans l'État dans lequel il se

présente.

Le vice-Président des États-Unis sera le président du Sénat. Mais il n'aura pas le droit de vote, sauf en cas de partage égal des voix.

Le Sénat choisira les autres membres de son bureau, ainsi qu'un président *pro tempore* , en cas d'empêchement du vice-Président, ou lorsqu'il sera appelé à exercer les fonctions de Président des États-Unis.

Le Sénat aura seul le pouvoir de juger les mises en accusation [*impeachments*]. Quand il siégera en cette capacité, ses membres seront astreints au serment ou à une déclaration. En cas de jugement du Président des États-Unis, le président de la Cour suprême présidera le Sénat ; et nul ne sera déclaré coupable qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

En cas d'*impeachment* , la peine ne pourra excéder la révocation et l'interdiction d'exercer toute fonction de caractère fédéral impliquant honneur, confiance ou avantage matériel. Mais la partie déclarée coupable pourra néanmoins être poursuivie, jugée et condamnée conformément au droit commun.

Section 4. Il appartiendra aux législatures de chaque État de déterminer l'époque, le lieu et les modalités des élections des Sénateurs et des Représentants. Mais le Congrès pourra à tout moment déterminer ou modifier par une loi ces réglementations, sauf celles qui concernent le lieu de désignation des Sénateurs.

Le Congrès siégera au moins une fois par an ; il se réunira [le premier lundi de décembre] (entre crochets : disposition modifiée par le XXe Amendement, alinéa 2), à moins qu'il ne fixe par la loi un autre jour.

Section 5. Chaque Chambre sera juge des élections, de leur régularité et de l'éligibilité de ses membres. Dans chacune d'entre elles, une majorité sera nécessaire pour délibérer. Si ce quorum n'est pas atteint, les membres présents peuvent décider de s'ajourner quotidiennement et peuvent être autorisés à exiger la présence des membres absents selon des modalités et des sanctions que chaque Chambre déterminera.

Chaque Chambre peut élaborer son règlement intérieur, sanctionner ses membres pour tout comportement perturbateur ou prononcer l'expulsion de l'un d'entre eux à la majorité des deux tiers.

Chaque Chambre fera un procès-verbal de ses débats et le publiera quotidiennement, à l'exception de ce qu'elle estimera devoir être tenu secret. Les votes par « oui » ou par « non » des membres des deux Chambres sur toute question seront consignés dans le procès-verbal, à la demande d'un cinquième des membres présents.

Lorsque le Congrès est en session, aucune des deux Chambres ne pourra s'ajourner pour plus de trois jours sans l'accord de l'autre, ni siéger dans un autre lieu que celui où siègent les deux Chambres.

Section 6. Les Sénateurs et les Représentants recevront une indemnité de fonction, fixée par la loi et payée par le Trésor des États-Unis. Sauf en cas de trahison, de crime ou de violation de l'ordre public, ils ne pourront être arrêtés lorsqu'ils participent à la session de la Chambre à laquelle ils appartiennent, ni à l'occasion des trajets d'aller et de retour de la session ; ils ne pourront être inquiétés en aucun lieu à raison de leurs discours dans les Chambres ou de leur participation aux débats.

Aucun Sénateur ou Représentant ne pourra, durant son mandat, être nommé à un emploi public civil nouvellement créé par le gouvernement fédéral ou dont le traitement aurait fait l'objet d'une augmentation pendant cette période. Aucun titulaire en exercice d'une fonction fédérale ne pourra cumuler ses fonctions avec celle de membre du Congrès.

Section 7. Toutes les propositions de loi [*bills*] relatives à l'impôt devront être d'abord discutées par la Chambre des Représentants ; mais le Sénat pourra proposer des amendements ou y concourir, comme pour toute autre proposition de loi.

Toute proposition de loi votée par la Chambre des Représentants et le Sénat devra être soumise au Président des États-Unis avant d'être promulguée. S'il l'approuve, il la signera ; dans le cas contraire, il la renverra à la Chambre dont elle émane, accompagnée de ses objections. Celles-ci figureront *in extenso* dans le procès-verbal

de la Chambre qui réexaminera la proposition de loi. Si, à la suite de ce nouvel examen, les deux tiers des membres de cette Chambre confirment leur vote, elle sera transmise, accompagnée des objections présidentielles, à l'autre Assemblée qui, à son tour, la discutera à nouveau. Si cette dernière l'approuve à la majorité des deux tiers, la loi deviendra alors définitive. Mais, dans toutes ces hypothèses, les voix dans les deux Chambres seront décomptées par « oui » ou par « non », et les noms des personnes ayant voté pour et contre la loi figureront dans le procès-verbal de leur Chambre respective. Si une loi n'est pas renvoyée par le Président dans les dix jours (dimanche excepté) après lui avoir été soumise, elle deviendra définitive comme s'il l'avait signée, à moins que le Congrès, en s'ajournant, n'en empêche le renvoi ; dans cette hypothèse, elle ne sera pas considérée comme définitive et ne pourra entrer en vigueur.

Tout ordre, résolution ou vote nécessitant le concours du Sénat et de la Chambre des Représentants (sauf décision d'ajournement) sera soumis au Président des États-Unis et, avant de devenir exécutoire, devra être approuvé par lui ou, dans le cas contraire, approuvé à nouveau par une majorité des deux tiers au Sénat et à la Chambre des Représentants, conformément aux règles et aux restrictions prévues dans le cas d'une proposition de loi.

Section 8. Le Congrès aura le pouvoir d'instituer et de recouvrer des impôts, des droits de douane, des taxes et des droits d'accise dans le but d'assurer le règlement de la dette des États-Unis, de pourvoir à une défense commune et à la prospérité générale. Mais tous les droits de douane, taxes et droits d'accise devront être identiques sur tout le territoire des États-Unis ;

De faire des emprunts sur le crédit des États-Unis ;

De réglementer le commerce avec l'étranger, entre les différents États de l'Union et avec les tribus indiennes ;

D'établir une réglementation uniforme pour la naturalisation et, en matière de faillite, un même régime légal applicable sur tout le territoire des États-Unis ;

De battre monnaie, d'en déterminer la valeur ainsi que celle des

monnaies étrangères, et de fixer les normes applicables en matière de poids et mesures ;

De réprimer la contrefaçon des effets publics et de la monnaie émis par les États-Unis ;

De créer des bureaux de poste et des routes postales ;

De promouvoir le progrès des sciences et des arts utiles en garantissant pour une période limitée aux auteurs et aux inventeurs un droit exclusif sur leurs écrits et leurs découvertes ;

D'instituer des tribunaux fédéraux subordonnés à la Cour suprême ;

De définir et de réprimer les actes de piraterie et les crimes commis en haute mer, ainsi que les atteintes au droit international ;

De déclarer la guerre, d'octroyer des lettres de marque et de représailles, et de réglementer les prises sur terre et sur mer ;

De lever et d'entretenir des armées, sous la réserve de ne pas voter des crédits à cet effet pour une durée supérieure à deux ans ;

De créer et d'entretenir une marine ;

De réglementer l'organisation et l'administration des forces navales et terrestres ;

De pourvoir à la convocation des milices pour assurer l'exécution des lois fédérales, réprimer les insurrections et repousser les invasions ;

De prendre toutes dispositions pour organiser les milices, les armer et assurer leur discipline, et pour administrer celles d'entre elles susceptibles d'être mises au service de l'Union, les États restant seuls compétents pour nommer les officiers, et assurer l'entraînement des milices selon les règles de discipline fixées par le Congrès ;

D'exercer une juridiction exclusive, en tout domaine que ce soit, sur le territoire (n'excédant pas dix miles carrés) susceptible, après cession par certains États et accord du Congrès, de devenir le siège du Gouvernement des États-Unis, et d'avoir les mêmes prérogatives sur tout emplacement acheté avec le consentement de la législature de l'État où il est situé, destiné à la construction de forts, de poudrières, d'arsenaux, de chantiers navals et autres établissements

nécessaires ; et

De faire toutes les lois nécessaires à la mise en œuvre des attributions ci-dessus énoncées et de celles conférées au Gouvernement des États-Unis, à ses administrations ou à ses agents par la présente Constitution.

Section 9. L'immigration ou l'importation de personnes que croira devoir admettre sur son sol l'un des États actuellement existants ne pourra être interdite avant l'année mil huit cent huit ; mais cette importation pourra donner lieu à l'imposition d'un droit ou d'une taxe n'excédant pas dix dollars par personne.

Le privilège de l'ordonnance d'habeas corpus ne pourra jamais être suspendu, sauf si, en cas de rébellion ou d'invasion, la sécurité de l'État l'exige.

Aucun décret de confiscation [*bill of attainder*], aucune loi rétroactive ne pourront être votés.

Il ne pourra être institué d'impôts de capitation ou tout autre impôt direct que proportionnellement à la population recensée ou dénombrée selon les règles fixées plus haut.

Aucun impôt ou droit ne pourra être institué sur les articles exportés par l'un des États.

Aucune préférence ne sera accordée, par aucun règlement commercial ou fiscal, aux ports d'un État sur ceux d'un autre. Aucun navire, chargé à destination d'un État ou en provenant, ne pourra être soumis à des formalités, droits d'entrée ou droits de douane dans un autre État.

Aucune dépense publique ne pourra être exécutée qui ne soit la conséquence d'une autorisation de crédits donnée par la loi ; un état régulier et détaillé des recettes et des dépenses publiques sera publié périodiquement.

Aucun titre de noblesse ne sera conféré par les États-Unis. Aucun titulaire d'une fonction fédérale rémunérée ou honorifique ne pourra, sans le consentement du Congrès, accepter de cadeau, rémunération, fonction ou titre, de quelque nature que ce soit, d'un roi, d'un prince ou d'un État étranger.

Section 10. Aucun État ne pourra être partie à un traité, à une alliance ou à une Confédération ; octroyer des lettres de marque et de représailles ; battre monnaie ; émettre du papier monnaie, admettre en règlement des dettes autre chose que l'or et l'argent ; édicter des *bills of attainder* , des lois rétroactives, ou remettant en cause la force des contrats, ou accordant des titres de noblesse.

Aucun État ne pourra, sans l'accord du Congrès, instituer d'impôts ou de droits sur les importations et les exportations, si ce n'est ceux qui s'avéreront indispensables à la mise en œuvre des lois d'inspection ; le produit net de tous les droits ou impôts établis par un État sur les importations et les exportations sera versé au Trésor des États-Unis ; toutes ces lois seront par ailleurs soumises au contrôle et au pouvoir de révision du Congrès.

Aucun État ne pourra, sans l'accord du Congrès, instituer des droits de tonnage, entretenir en temps de paix des troupes ou une flotte de guerre, conclure des traités ou des conventions avec un autre État ou une puissance étrangère, ou mener une guerre, sauf invasion effective ou danger imminent n'autorisant aucun retard.

Art. II

Section 1. Le pouvoir exécutif sera confié à un Président des États-Unis d'Amérique. La durée de son mandat, comme celle du vice-Président, sera de quatre ans, et tous deux seront élus dans les conditions suivantes :

Chaque État nommera, selon les règles déterminées par sa législature, un nombre d'électeurs égal au nombre total de Sénateurs et de Représentants auquel cet État peut avoir droit dans le Congrès ; mais aucun Sénateur, ni Représentant, ni aucun titulaire d'une fonction fédérale rémunérée ou honorifique ne pourra être électeur.

[Les électeurs se réuniront dans leur État respectif et voteront pour deux personnes dont l'une au moins ne sera pas résident de l'État. On dressera une liste de toutes les personnes ayant obtenu des suffrages et du nombre des suffrages obtenu par chacune d'entre elles ; cette liste sera signée par les électeurs, authentifiée et

transmise sous pli cacheté au siège du Gouvernement des États-Unis, à l'attention du président du Sénat. Celui-ci procédera, en présence du Sénat et de la Chambre des Représentants, à l'ouverture des listes et au décompte des votes. La personne ayant obtenu le plus grand nombre de voix sera élue Président, mais la majorité sera calculée sur le nombre total des électeurs désignés. Si plusieurs candidats sont dans ce cas, et à égalité de suffrages, il appartiendra à la Chambre des Représentants de procéder à un vote et d'élire immédiatement l'un d'eux comme Président. Si aucun candidat n'a obtenu la majorité requise, la Chambre désignera dans les mêmes conditions le Président parmi les cinq personnes ayant obtenu le plus de voix. Toutefois, lorsque la Chambre des Représentants élit le Président, les votes seront décomptés par État, chaque État disposant d'une seule voix ; le quorum nécessaire à cet effet devra comprendre un ou plusieurs Représentants des deux tiers des États, et l'élection nécessitera une majorité des États. En toute hypothèse, le Président ayant été élu, la personne ayant obtenu après lui le plus grand nombre de suffrages deviendra vice-Président. En cas de partage des suffrages entre deux ou plusieurs candidats, il appartiendra au Sénat d'élire parmi eux le vice-Président.] (Entre crochets : disposition modifiée par le XII^{e} Amendement, alinéa 2.)

Le Congrès peut fixer le moment de la désignation des électeurs et le jour auquel ils seront appelés à se prononcer ; ce jour devra être le même sur tout le territoire des États-Unis.

Nul ne pourra être éligible à la fonction présidentielle s'il n'est par la naissance citoyen des États-Unis ou s'il ne l'est au moment de l'adoption de cette Constitution. Personne ne pourra être éligible à cette fonction s'il n'a trente-cinq ans révolus et résidé quatorze ans aux États-Unis.

En cas de destitution, de décès, de démission du Président ou d'incapacité à assumer les pouvoirs et les devoirs de sa charge, le vice-Président assurera sa succession. Le Congrès pourra, dans une loi, prévoir les cas de destitution, décès, démission ou incapacité simultanée du Président et du vice-Président, et désigner le

responsable qui fera fonction de Président en exercice ; celui-ci remplira lesdites fonctions jusqu'à ce que cesse l'incapacité ou qu'un nouveau Président soit élu.

Le Président percevra à des périodes déterminées une indemnité de fonction, qui ne pourra faire l'objet d'aucune augmentation ni diminution durant son mandat, et ceci à l'exclusion pendant cette période de toute autre rémunération provenant des États-Unis ou des États.

Avant son entrée en fonctions, il prêtera serment ou fera la déclaration suivante : « Je jure solennellement (ou j'affirme) que je remplirai fidèlement la charge de Président des États-Unis et consacrerai toutes mes forces à maintenir, protéger et défendre la Constitution des États-Unis. »

Section 2. Le Président sera commandant en chef des forces de terre et de mer des États-Unis, ainsi que des milices des différents États lorsqu'elles seront requises pour le service des États-Unis ; il peut demander l'avis écrit du principal responsable de chaque département ministériel sur tout sujet concernant la marche de son service ; et il disposera du droit de grâce et de commutation de peine pour tous délits commis contre les États-Unis, sauf en cas d'*impeachment* .

Il aura le pouvoir de conclure des traités, à condition de requérir l'avis du Sénat et d'obtenir l'accord de ce dernier à la majorité des deux tiers des membres présents ; avec l'avis et l'accord du Sénat, il nommera les ambassadeurs, les autres titulaires de postes diplomatiques et les consuls, les juges de la Cour suprême, et pourvoira à tous les emplois fédéraux créés par la loi, sauf ceux dont les conditions de nomination feraient ici l'objet de dispositions particulières. Le Congrès pourra cependant, par une loi, confier la nomination dans les emplois subordonnés à la discrétion du Président, des tribunaux ou des chefs de département ministériel.

Le Président aura le pouvoir de pourvoir à toutes les vacances qui pourraient survenir dans l'intervalle des sessions du Sénat en procédant à des nominations, valides seulement jusqu'à la fin de la

prochaine session.

Section 3. Il informera périodiquement le Congrès sur l'état de l'Union et il recommandera à son attention toute mesure qu'il jugera nécessaire et opportune ; il pourra, dans des circonstances exceptionnelles, convoquer les deux Chambres, ou l'une d'entre elles, et, en cas de désaccord entre les deux sur la date de clôture de la session, la prononcer lui-même à la date qu'il jugera souhaitable ; il aura le pouvoir d'accréditer les ambassadeurs et autres titulaires de postes diplomatiques ; il veillera à la bonne exécution des lois et nommera tous les fonctionnaires fédéraux.

Section 4. Le Président, le vice-Président et tous les fonctionnaires civils des États-Unis seront destitués de leurs fonctions à la suite d'un *impeachment* ou d'une condamnation pour trahison, corruption, ou tous autres crimes et délits.

Art. III

Section 1. Le pouvoir judiciaire des États-Unis sera dévolu à une Cour suprême et à des tribunaux subordonnés dont le Congrès pourra en temps voulu décider la création. Les juges, tant de la Cour suprême que des tribunaux subordonnés, resteront en fonction aussi longtemps que leur comportement ne donnera lieu à aucun reproche, et ils recevront pour leurs services, de façon régulière, une indemnité qui ne pourra être réduite durant la durée de leurs fonctions.

Section 2. Le pouvoir judiciaire connaîtra, en droit et en équité, de tous les litiges soulevés par cette Constitution, par les lois des États-Unis ou par les traités déjà conclus, ou à conclure, sous leur autorité ; des litiges concernant les ambassadeurs, les autres titulaires de fonctions diplomatiques et les consuls ; de tous les litiges relevant de l'amirauté et de la compétence maritime ; des différends auxquels les États-Unis seront partie ; des litiges qui surgiraient entre un ou plusieurs États, entre un État et des citoyens d'un autre État, entre des citoyens d'États différents, entre citoyens du même État revendiquant des terres en vertu de concessions d'États différents, et entre un État ou l'un de ses citoyens et des États, citoyens ou

ressortissants étrangers.

Dans tous les litiges concernant des ambassadeurs, d'autres titulaires de fonctions diplomatiques et des consuls, et dans ceux auxquels un État sera partie, la Cour suprême statuera en premier et dernier ressort. Pour tous les autres litiges ci-dessus énumérés, la Cour suprême constituera une juridiction d'appel, statuant en droit et en fait, sous réserve des règles et des exceptions que le Congrès aura établies.

Tous les crimes, à l'exception des cas d'impeachment, feront l'objet d'un jugement par jury ; le procès se déroulera dans l'État où le crime aura été commis ; quand il ne relèvera pas de la compétence territoriale d'un État, il se déroulera dans le lieu ou les lieux que le Congrès aura fixés par la loi.

Section 3. Le crime de trahison contre les États-Unis consistera exclusivement à prendre les armes contre eux ou à se joindre à leurs ennemis en leur prêtant aide et secours. Nul ne pourra être déclaré coupable de trahison que sur la base de deux témoignages concernant les mêmes faits ou sur l'aveu de l'inculpé en séance publique de la Cour.

Le Congrès aura le pouvoir de fixer la peine en cas de trahison, mais aucune condamnation pour ce motif ne pourra entraîner la confiscation définitive des biens, ni la déchéance des droits des héritiers. Les sanctions ne s'appliqueront que durant la vie du condamné.

Art. IV

Section 1. Pleine reconnaissance et force authentique seront conférées dans chaque État à tous les actes, documents officiels et jugements émanant d'un autre État. Le Congrès pourra fixer par la loi les conditions dans lesquelles de tels actes, documents ou jugements bénéficieront de ces dispositions, et délimiter leur portée.

Section 2. Les citoyens de chaque État jouiront des droits et immunités accordés par les autres États à leurs citoyens.

Une personne inculpée dans un État, quel qu'il soit, de trahison,

félonie ou pour tout autre crime et qui, en état de fuite et recherchée par la justice, sera retrouvée dans un autre État, sera livrée au pouvoir exécutif de l'État d'où elle s'est enfuie et extradée vers l'État ayant juridiction sur le crime.

Nulle personne astreinte à un service ou à un travail en vertu des lois d'un État et s'enfuyant dans un autre ne pourra invoquer des lois ou règlements de l'État dans lequel elle s'est réfugiée pour se soustraire à ce service ou à ce travail ; elle sera livrée, sur demande de celle-ci, à la personne à laquelle ce service ou ce travail peuvent être dus.

Section 3. Le Congrès pourra décider d'admettre de nouveaux États dans cette Union ; mais aucun nouvel État ne pourra être formé ou créé sur le territoire soumis à la juridiction d'un autre État ; aucun État ne pourra être formé par la réunion de deux ou plusieurs États, ou de parties d'États, sans l'accord des législatures des États concernés et du Congrès.

Le Congrès aura le pouvoir de disposer du territoire ou de toute autre propriété appartenant aux États-Unis et d'édicter toutes les réglementations nécessaires les concernant. Rien dans cette Constitution ne devra être interprété qui puisse porter atteinte aux droits des États-Unis ou de tout autre État.

Section 4. Les États-Unis garantiront à chaque État de cette Union une forme républicaine de gouvernement et protégeront chacun d'entre eux contre l'invasion et, à la demande de la législature ou de l'exécutif (lorsque la législature ne pourra être réunie), contre des troubles intérieurs.

Art. V

Le Congrès, à la majorité des deux tiers des membres de chaque Chambre, pourra, s'il le juge nécessaire, proposer des amendements à cette Constitution ou, à la demande des législatures des deux tiers des États, convoquer une Convention chargée de proposer des amendements ; dans toutes ces hypothèses, lesdits amendements deviendront, à toutes fins utiles, partie intégrante de cette

Constitution, lorsqu'ils auront été ratifiés par les législatures ou par des conventions dans trois quarts des États, le Congrès étant libre de proposer l'une ou l'autre de ces modalités de ratification. Cependant, aucun amendement adopté avant l'année mil huit cent huit ne pourra modifier les premier et quatrième paragraphes de la Section neuf de l'Article premier ; aucun État ne pourra, sans son accord, être privé de l'égalité de représentation au Sénat.

Art. VI

Toutes dettes contractées et tous engagements pris avant l'adoption de la présente Constitution garderont à l'encontre des États-Unis une validité identique à celle qu'ils avaient à l'encontre de la Confédération.

La Constitution et les lois des États-Unis qui serviront à sa mise en œuvre et tous les traités déjà conclus sous l'autorité des États-Unis constitueront la loi suprême du pays ; ils s'imposeront aux juges de chaque État, en dépit de toute disposition contraire dans la Constitution ou les lois de l'État.

Les Sénateurs et les membres de la Chambre des Représentants ci-dessus mentionnés, les membres des assemblées des différents États ainsi que l'ensemble des membres de l'administration et du corps judiciaire, qu'ils relèvent des États-Unis ou des différents États, devront s'engager sous serment ou par une déclaration solennelle à soutenir cette Constitution ; mais aucune profession de foi religieuse ne sera exigée comme conditions d'aptitude aux fonctions ou charges publiques dépendant des États-Unis.

Art. VII

La ratification par les Conventions de neuf États sera suffisante pour l'entrée en vigueur de cette Constitution dans les États qui l'auront ainsi ratifiée.

Fait en Convention, avec le consentement unanime des États présents, le dix-septième jour de septembre de l'année de notre Seigneur mil sept cent quatre-vingt-sept, l'an douze de

l'Indépendance des États-Unis. En foi de quoi, nous l'avons signée de nos noms.

George Washington,
Président et député de Virginie

(Suivent 37 autres signatures représentant les douze autres États participants : New Hampshire, Massachusetts, Connecticut, New York, New Jersey, Pennsylvanie, Delaware, Maryland, Virginie, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Géorgie. La Constitution, adoptée le 17 septembre 1787 par la Convention constituante, est entrée en vigueur le 21 juin 1788 après ratification par neuf États. Cinq États l'ont ensuite ratifiée à des dates variées entre le 25 juin 1788 et le 10 janvier 1791.)

---

1 . Adoptés en Congrès le 15 novembre 1777 ; ratifiés et entrés en vigueur le 1er mars 1781.

2 . Adoptée par le Congrès le 17 septembre 1787.

Annexe IV

Les dix premiers amendements ou Déclaration des droits (*Bill of Rights*)[1]

Article premier [Limitation des pouvoirs du Congrès]
Le Congrès ne fera aucune loi relativement à l'établissement d'une religion ou en interdisant le libre exercice ; ou restreignant la liberté

de parole ou de la presse ; ou le droit du peuple de s'assembler paisiblement, et d'adresser des pétitions au gouvernement pour une réparation de ses torts.

Art. II [Droit de porter des armes]

Une milice bien réglée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, le droit du peuple de détenir et de porter des armes ne sera pas transgressé.

Art. III [Logement des soldats]

Aucun soldat ne sera, en temps de paix, logé dans une maison sans le consentement du propriétaire en temps de guerre, si ce n'est de la manière prescrite par la loi.

Art. IV [Perquisitions et saisies]

Le droit des citoyens d'être garantis dans leurs personnes, domiciles, papiers et effets, contre des perquisitions et saisies déraisonnables ne sera pas violé, et aucun mandat ne sera délivré, si ce n'est pour un motif plausible, soutenu par serment ou déclaration solennelle, ni sans qu'il décrive avec précision le lieu à fouiller et les personnes ou choses à saisir.

Art. V [Accusation ; propriété]

Nul ne sera tenu de répondre d'un crime capital ou infamant si ce n'est sur une déclaration de mise en accusation [*presentment*] ou un acte d'accusation [*indictment*] d'un grand jury, sauf dans les causes nées dans l'armée de terre ou de mer, ou dans la milice lorsqu'elle est en service actif en temps de guerre ou de danger public ; nul ne sera exposé pour le même crime à encourir deux fois une menace pour sa vie ou son corps ; nul ne se verra forcé de témoigner contre lui-même dans aucune affaire criminelle ; ni ne sera privé de vie, de liberté ou de propriété sans procédure légale convenable [*without due process of law*] nulle propriété privée ne sera prise pour usage public sans juste indemnité.

Art. VI [Jugements criminels]

Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé aura droit à un jugement rapide et public par un jury impartial de l'État et du district où le crime aura été commis, ce district ayant été préalablement déterminé par la loi, et d'être instruit de la nature et du motif de l'accusation ; d'être confronté avec les témoins à charge ; de bénéficier d'une procédure obligatoire de citation de témoins à décharge, et d'être assisté d'un conseil pour sa défense.

Art. VII [Jugement par jury]

Dans les procès de *common law* où la valeur en litige excédera vingt dollars, le droit au jugement par jury sera respecté et aucun fait jugé par un jury ne sera examiné de nouveau dans une Cour des États-Unis autrement que selon les règles de *common law* .

Art. VIII [Cautions ; amendes peines]

Des cautions excessives ne seront pas exigées, ni des amendes excessives imposées, ni des châtiments cruels et inhabituels infligés.

Art. IX [Droits retenus par le peuple]

L'énumération, dans la constitution, de certains droits ne sera pas interprétée de façon à dénier ou diminuer [*disparage*] d'autres droits retenus par le peuple.

Art. X [Droits réservés aux États]

Les pouvoirs non délégués aux États-Unis par la constitution, ni refusés par elle aux États, sont réservés aux États respectivement, ou au peuple.

---

1 . Ratifiés le 15 décembre 1791.

ANNEXE V

Les Amendements à la Constitution

Amendement XI (1798)

La compétence du pouvoir judiciaire des États-Unis ne pourra être interprétée de façon à s'appliquer à une action en droit ou en équité engagée ou poursuivie contre un État des États-Unis par les citoyens d'un autre État ou par les citoyens ou ressortissants d'un État étranger.

Amendement XII (1804)

Les électeurs se réuniront dans leurs États respectifs et participeront au scrutin désignant le Président et le vice-Président, dont un au moins ne devra pas résider dans le même État qu'eux. Ils indiqueront sur des bulletins séparés la personne choisie comme Président et comme vice-Président, et ils récapituleront sur des listes distinctes le nom de toutes les personnes ayant obtenu des voix pour la Présidence et pour la vice-Présidence et le nombre des suffrages obtenus par chacune d'entre elles. Ces listes, signées et certifiées par eux, seront transmises sous pli cacheté au siège du Gouvernement des États-Unis à l'attention du président du Sénat ; celui-ci procédera, en présence des membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, à l'ouverture des listes et au décompte des votes ; la personne ayant obtenu le plus grand nombre de voix sera élue Président, mais la majorité sera calculée sur le nombre total d'électeurs désignés ; si aucun candidat ne recueille cette majorité, la Chambre des Représentants désignera immédiatement par un vote le Président parmi les trois candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix pour la Présidence. Toutefois, lorsque la Chambre des Représentants élira le Président, les votes seront décomptés par État, chaque État disposant d'une seule voix ; le quorum nécessaire à cet effet devra comprendre un ou plusieurs Représentants des deux tiers des États, et

l'élection nécessitera une majorité des États. [Si, lorsqu'elle est ainsi appelée à élire le Président, la Chambre des Représentants n'a pas procédé à l'élection avant le quatrième jour du mois de mars suivant, le vice-Président remplira les fonctions de Président, comme dans le cas de décès ou de toute autre incapacité constitutionnelle du Président. La personne ayant obtenu le plus grand nombre de voix pour la vice-Présidence sera élue vice-Président, mais la majorité sera calculée sur le nombre total d'électeurs désignés ; si cette majorité n'est pas atteinte, le Sénat élira le vice-Président parmi les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix ; le quorum nécessaire à cet effet devra comprendre les deux tiers du nombre total des Sénateurs et l'élection nécessitera la majorité des membres composant le Sénat. Toute personne constitutionnellement inéligible à la Présidence des États-Unis le sera aussi à la vice-Présidence.] (Entre crochets : dispositions modifiées par les XXe et XXIIIe Amendements.)

Amendement XIII (1865)

Section 1. Ni esclavage, ni servitude involontaire n'existeront sur le territoire des États-Unis ou en tout autre lieu soumis à leur juridiction, sauf pour le châtiment d'un crime pour lequel le coupable aura été régulièrement condamné.

Section 2. Le Congrès aura le pouvoir d'assurer l'exécution de cet Amendement par toute législation appropriée.

Amendement XIV (1868)

Section 1. Toute personne, née ou naturalisée aux États-Unis et soumise à leur juridiction, est citoyen des États-Unis et de l'État où elle réside. Aucun État ne pourra édicter ou appliquer une loi quelconque limitant les privilèges ou les immunités des citoyens des États-Unis ; aucun État ne pourra priver quiconque de sa vie, de sa liberté ou de sa propriété, sans procédure légale régulière, ou dénier à quiconque relevant de sa juridiction l'égale protection des lois.

Section 2. La répartition des Représentants entre les différents

États se fera proportionnellement à la population totale de chaque État, à l'exclusion des Indiens non soumis à l'impôt. Mais si le droit de vote dans une des élections suivantes, désignation des électeurs présidentiels et vice-présidentiels, des Représentants au Congrès, des membres de l'Exécutif ou du corps judiciaire d'un État, est refusé ou limité d'une façon quelconque aux résidents mâles d'un État ayant [plus de vingt et un ans] (entre crochets : disposition modifiée par le XXVIe Amendement) et aux citoyens des États-Unis – à la seule exception de la participation à une rébellion ou de tout autre crime –, les bases de la représentation ci-dessus définies seront réduites en proportion du nombre de citoyens mâles ainsi empêchés par rapport au nombre total de citoyens mâles âgés [de plus de vingt et un ans] (entre crochets : disposition modifiée par le XXVIe Amendement) résidant dans l'État.

Section 3. Ne pourra être Sénateur ou Représentant au Congrès, ou électeur présidentiel ou vice-présidentiel, ou occuper une fonction quelconque, civile ou militaire, relevant des États-Unis ou d'un État, celui qui, après s'être engagé sous serment, en tant que membre du Congrès, fonctionnaire des États-Unis, membre d'une législature d'État ou appartenant à l'Exécutif ou au corps judiciaire d'un État, à défendre la Constitution des États-Unis, aura pris part à une insurrection ou une rébellion contre eux ou aura prêté aide et assistance à leurs ennemis. Mais le Congrès pourra relever d'une telle incapacité, à la majorité des deux tiers dans chaque Chambre.

Section 4. La validité de la dette publique des États-Unis, autorisée par la loi, y compris les dettes résultant de pensions ou de libéralités accordées pour services rendus dans la lutte contre l'insurrection ou la rébellion, ne pourra être mise en question. Mais ni les États-Unis, ni aucun État ne seront liés par des obligations ou redevables de dettes résultant d'une aide accordée à l'insurrection ou à la rébellion contre les États-Unis, ni ne pourront reconnaître aucune réclamation liée à la perte ou à l'émancipation des esclaves ; ces dettes, obligations et réclamations seront tenues pour nulles et non avenues.

Section 5. Le Congrès aura le pouvoir d'assurer l'exécution de cet Amendement par toute législation appropriée.

Amendement XV (1870)

Section 1. Le droit de vote des citoyens des États-Unis ne sera ni refusé ni limité par les États-Unis ou par un État quelconque pour des raisons liées à la race, à la couleur ou à un état antérieur de servitude.

Section 2. Le Congrès aura le pouvoir d'assurer l'exécution de cet Amendement par toute législation appropriée.

Amendement XVI (1913)

Le Congrès aura le pouvoir d'instituer et de recouvrer des impôts sur les revenus, quelle que soit l'origine de ces revenus, sans répartition entre les différents États et sans tenir compte d'aucun recensement ou dénombrement.

Amendement XVII (1913)

Le Sénat des États-Unis sera composé de deux Sénateurs par État, élus pour six ans par la population de l'État, et chaque Sénateur disposera d'une voix. Dans chaque État, les électeurs devront remplir les conditions requises pour être électeurs de l'assemblée la plus nombreuse de la législature de l'État.

Si des vacances viennent à se produire dans la représentation d'un État au Sénat, le pouvoir exécutif de cet État convoquera les électeurs pour y pourvoir. Néanmoins, les législatures d'État pourront autoriser l'Exécutif de ces États à procéder à des nominations provisoires, jusqu'à ce que le corps électoral ait pourvu à ces vacances dans les conditions déterminées par la législature.

Cet amendement ne pourra être interprété de façon à affecter l'élection ou la durée du mandat d'un Sénateur désigné avant que ledit Amendement n'entre en vigueur.

Amendement XVIII (1919)

[Section 1. Dans le délai d'un an suivant la ratification de cet

Amendement, la production, la vente et le transport de boissons alcoolisées nocives sont interdits sur le territoire des États-Unis, de même que toute importation ou exportation desdites boissons à destination ou en provenance des États-Unis et de tout territoire soumis à cet effet à leur juridiction.

Section 2. Le Congrès et les différents États auront concurremment le pouvoir d'assurer l'exécution de cet Amendement par toute législation appropriée.

Section 3. Cet article n'entrera en vigueur qu'à la condition d'avoir été ratifié, en tant qu'Amendement à la Constitution, par les législatures des différents États, conformément aux dispositions de la Constitution, dans un délai de sept ans suivant sa présentation aux États par le Congrès.] (Entre crochets : dispositions abrogées par le XXIe Amendement.)

Amendement XIX (1920)

Le droit de vote des citoyens des États-Unis ne sera pas refusé ou limité par les États-Unis ou par un État quelconque à raison du sexe.

Le Congrès aura le pouvoir d'édicter toute législation appropriée pour assurer l'exécution de cet Amendement.

Amendement XX (1933)

Section 1. Les mandats de Président et de vice-Président expireront à midi le vingtième jour de janvier ; ceux de Sénateur et de Représentant à midi le troisième jour de janvier – ceci dans les années d'expiration normale de leur mandat avant la ratification de cet Amendement. Les mandats de leurs successeurs prendront effet à partir de cette date.

Section 2. Le Congrès se réunira au moins une fois par an et cette session débutera à midi le troisième jour de janvier, à moins qu'il n'en soit autrement disposé par une loi.

Section 3. Si, à l'heure fixée pour le commencement du mandat présidentiel, le Président élu est décédé, le vice-Président élu deviendra Président. Si un Président n'a pas été désigné avant l'heure

fixée pour le commencement de son mandat ou si le Président élu ne satisfait pas aux conditions requises, le vice-Président élu exercera les fonctions de Président jusqu'à ce qu'un Président satisfasse auxdites conditions ; le Congrès pourra, par la loi, prévoir l'hypothèse où ni un Président ni un vice-Président élus ne satisfont aux conditions exigées ; il pourra alors déterminer qui sera appelé à exercer la fonction de Président ou la procédure par laquelle celui qui serait appelé à exercer ces fonctions devrait être élu ; ladite personne exercera en conséquence ces fonctions jusqu'à ce qu'un Président ou un vice-Président satisfasse aux conditions requises.

Section 4. Le Congrès pourra, par la loi, prévoir l'hypothèse du décès de toutes les personnes entre lesquelles la Chambre des Représentants peut avoir à désigner un Président, lorsque cette désignation lui incombe, ou l'hypothèse du décès de toutes les personnes entre lesquelles le Sénat peut avoir à désigner un vice-Président, lorsque cette désignation lui incombe.

Section 5. Les sections 1 et 2 entreront en vigueur le quinzième jour d'octobre suivant la ratification de cet Amendement.

Section 6. L'entrée en vigueur du présent article sera subordonnée à sa ratification, en tant qu'Amendement à la Constitution, par les législatures des trois quarts des différents États dans un délai de sept ans suivant la date de sa présentation par le Congrès.

Amendement XXI (1933)

Section 1. Le dix-huitième Amendement de la Constitution des États-Unis est abrogé.

Section 2. Le transport ou l'importation dans tout État, territoire ou possession des États-Unis, en violation des lois s'y appliquant, de toute boisson alcoolisée nocive à des fins de livraison ou de consommation sont prohibés.

Section 3. L'entrée en vigueur du présent article sera subordonnée à sa ratification, en tant qu'Amendement à la Constitution, par une Convention dans les différents États, conformément aux dispositions de la Constitution, dans un délai de sept ans suivant la date de sa

présentation aux États par le Congrès.

Amendement XXII (1951)

Section 1. Nul ne sera élu à la Présidence plus de deux fois et quiconque aura rempli les fonctions de Président ou fait fonction de Président pendant plus de deux ans durant un mandat pour la durée duquel une autre personne aurait été élue Président ne pourra être élu à la Présidence plus d'une seule fois. Toutefois, cet article ne s'appliquera à aucun titulaire de la fonction présidentielle au moment où il a été proposé par le Congrès et il ne fera pas obstacle à ce qu'une personne, remplissant les fonctions ou faisant fonction de Président pendant la durée du mandat au cours duquel cet article sera entré en vigueur, ne remplisse lesdites fonctions ou ne fasse fonction durant le reste de ce mandat.

Section 2. Cet article n'entrera en vigueur qu'à la condition d'être ratifié, en tant qu'Amendement à la Constitution, dans les sept ans qui suivront sa présentation aux États par le Congrès, par les législatures des trois quarts des États.

Amendement XXIII (1961)

Section 1. Le District constituant le siège du Gouvernement des États-Unis désignera, selon des modalités définies par le Congrès, un nombre d'électeurs présidentiels et vice-présidentiels égal au nombre total de Sénateurs et de Représentants au Congrès auquel le District aurait droit s'il était un État, mais ce nombre ne saurait en aucun cas excéder celui dont dispose l'État le moins peuplé ; ces électeurs s'ajouteront à ceux nommés par les États, mais seront considérés, pour les élections à la Présidence et à la vice-Présidence, comme des électeurs nommés par un État ; ils se réuniront dans le District et assumeront les fonctions prévues par le XIIe Amendement.

Section 2. Le Congrès aura le pouvoir d'assurer l'exécution de cet Amendement par toute législation appropriée.

Amendement XXIV (1964)

Section 1. Le droit de vote des citoyens des États-Unis dans toute

élection primaire ou autre pour la Présidence ou la vice-Présidence, pour la désignation des électeurs présidentiels ou vice-présidentiels ou pour les fonctions de Sénateur ou de Représentant au Congrès ne pourra être refusé ou limité par les États-Unis ou tout autre État au motif qu'une taxe électorale ou toute autre forme d'impôt n'a pas été payée.

Section 2. Le Congrès aura le pouvoir d'assurer l'exécution de cet Amendement par toute législation appropriée.

Amendement XXV (1967)

Section 1. En cas de destitution, de décès ou de démission du Président, le vice-Président deviendra Président.

Section 2. En cas de vacance de la vice-Présidence, le Président nommera un vice-Président qui entrera en fonction après confirmation de sa nomination à la majorité par les deux Chambres du Congrès.

Section 3. Dans l'hypothèse où le Président fait connaître par écrit au président *pro tempore* du Sénat et au speaker de la Chambre des Représentants son incapacité à assumer les devoirs de sa charge, et jusqu'à ce qu'il en décide autrement dans les mêmes formes, ces devoirs seront assurés par le vice-Président faisant fonction de Président par intérim.

Section 4. Dans l'hypothèse où, conjointement, le vice-Président et une majorité des responsables du Cabinet ou de tout autre organisme désigné par une loi du Congrès, font connaître par écrit au président *pro tempore* du Sénat et au speaker de la Chambre des Représentants que le Président est dans l'incapacité d'assumer les devoirs de sa charge, le vice-Président assumera immédiatement ceux-ci en tant que Président par intérim.

Par la suite, si le Président fait connaître par écrit au président *pro tempore* du Sénat et au speaker de la Chambre des Représentants qu'aucune incapacité ne s'oppose à l'exercice de ses fonctions, il reprendra lesdites fonctions, à moins que le vice-Président et une majorité des membres du Cabinet ou de tout autre organisme désigné

par une loi du Congrès ne fasse connaître par écrit dans les quatre jours que le Président est dans l'incapacité d'assumer les devoirs de sa charge. Il appartiendra au Congrès, réuni dans les quarante-huit heures s'il n'est pas en session, de trancher la question. Si le Congrès, dans un délai de vingt et un jours suivant réception de ladite déclaration ou, s'il ne siège pas, dans un délai de vingt et un jours suivant sa convocation, décide par un vote à la majorité des deux tiers de chaque Chambre que le Président est dans l'incapacité d'assumer les devoirs de sa charge, le vice-Président continuera d'assumer ceux-ci en tant que Président par intérim ; dans le cas contraire, le Président reprendra ses fonctions.

Amendement XXVI (1971)

Section 1. Aucun citoyen des États-Unis, âgé de dix-huit ans ou plus, ne pourra être privé du droit de vote, ou en voir l'exercice limité, par les États-Unis ou par tout État pour des motifs liés à l'âge.

Section 2. Le Congrès aura le pouvoir d'assurer l'exécution de cet Amendement par toute législation appropriée.

Amendement XXVII (1992)

Aucune loi modifiant le montant de l'indemnité parlementaire due aux Sénateurs et aux Représentants ne pourra entrer en vigueur avant la prochaine élection à la Chambre des Représentants.

Annexe VI

Liste des 45 présidents américains

1. George Washington, fédéraliste (1789-1797) / 30 avril 1789-4 mars 1797.

2. John Adams, fédéraliste (1797-1801) / 4 mars 1797-4 mars 1801.

3. Thomas Jefferson, républicain-démocrate (1801-1809) / 4 mars 1801-4 mars 1809.

4. James Madison, républicain-démocrate (1809-1817) / 4 mars 1809-4 mars 1817.

5. James Monroe, républicain-démocrate (1817-1825) / 4 mars 1817-4 mars 1825.

6. John Quincy Adams, républicain-démocrate (1825-1829) / 4 mars 1825-4 mars 1829.

7. Andrew Jackson, démocrate (1829-1837) / 4 mars 1829-4 mars 1837.

8. Martin Van Buren, démocrate (1837-1841) / 4 mars 1837-4 mars 1841.

9. William Henry Harrison, whig (1841) / 4 mars 1841-4 avril 1841.

10. John Tyler, démocrate (1841-1845) / 4 avril 1841-4 mars 1845.

11. James Knox Polk, démocrate (1845-1849) / 4 mars 1845-4 mars 1849.

12. Zachary Taylor, whig (1849-1850) / 4 mars 1849-9 juillet 1850.

13. Millard Fillmore, whig (1850-1853) / 9 juillet 1850-4 mars 1853.

14. Franklin Pierce, démocrate (1853-1857) / 4 mars 1853-4 mars 1857.

15. James Buchanan, démocrate (1857-1861) / 4 mars 1857-4 mars 1861.

16. Abraham Lincoln, républicain (1861-1865) / 4 mars 1861-15 avril 1865.

17. Andrew Johnson, républicain (1865-1869) / 15 avril 1865-4 mars 1869.

18. Ulysses S. Grant, républicain (1869-1877) / 4 mars 1869-4 mars 1877.

19. Rutherford B. Hayes, républicain (1877-1881) /4 mars 1877-4 mars 1881.

20. James A. Garfield, républicain (1881) / 4 mars 1881-19 septembre 1881.

21. Chester A. Arthur, républicain (1881-1885) / 19 septembre 1881-4 mars 1885.

22. Grover Cleveland, démocrate (1885-1889) / 4 mars 1885-4 mars 1889.

23. Benjamin Harrison, républicain (1889-1893) / 4 mars 1889-4 mars 1893.

24. Grover Cleveland, démocrate (1893-1897) / 4 mars 1893-4 mars 1897.

25. William McKinley, républicain (1897-1901) / 4 mars 1897-14 septembre 1901.

26. Theodore Roosevelt, républicain (1901-1909) / 14 septembre 1901-4 mars 1909.

27. William H. Taft, républicain (1909-1913) / 4 mars 1909-4 mars 1913.

28. Woodrow Wilson, démocrate (1913-1921) / 4 mars 1913-4 mars 1921.

29. Warren G. Harding, républicain (1921-1923) / 4 mars 1921-2 août 1923.

30. Calvin Coolidge, républicain (1923-1929) / 2 août 1923-4 mars 1929.

31. Herbert C. Hoover, républicain (1929-1933) / 4 mars 1929-4 mars 1933.

32. Franklin D. Roosevelt, démocrate (1933-1945) / 4 mars 1933-12 avril 1945.

33. Harry S. Truman, démocrate (1945-1953) / 12 avril 1945-20 janvier 1953.

34. Dwight Eisenhower, républicain (1953-1961) / 20 janvier 1953-20 janvier 1961.

35. John F. Kennedy, démocrate (1961-1963) /20 janvier 1961-22 novembre 1963.

36. Lyndon B. Johnson, démocrate (1963-1969) / 22 novembre 1963-20 janvier 1969.

37. Richard Nixon, républicain (1969-1974) / 20 janvier 1969-9 août 1974.

38. Gerald Ford, républicain (1974-1977) / 9 août 1974-20 janvier 1977.

39. Jimmy Carter, démocrate (1977-1981) / 20 janvier 1977-20 janvier 1981.

40. Ronald Reagan, républicain (1981-1989) / 20 janvier 1981-20 janvier 1989.

41. George H. Bush, républicain (1989-1993) / 20 janvier 1989-20 janvier 1993.

42. Bill Clinton, démocrate (1993-2001) / 20 janvier 1993-20 janvier 2001.

43. George W. Bush, républicain (2001-2009) / 20 janvier 2001-20 janvier 2009.

44. Barack Obama, démocrate (2009-2017) / 20 janvier 2009-20 janvier 2017.

45. Donald Trump, républicain (20 janvier 2017-).

ANNEXE VII

La liste d'admission des États et dates

Ordre d'admission	État de l'Union	Date d'admission dans l'Union

1	Delaware	7 décembre 1787
2	Pennsylvanie	12 décembre 1787
3	New Jersey	18 décembre 1787
4	Géorgie	2 janvier 1788
5	Connecticut	9 janvier 1788
6	Massachusetts	6 février 1788
7	Maryland	28 avril 1788
8	Caroline du Sud	23 mai 1788
9	New Hampshire	21 juin 1788
10	Virginie	25 juin 1788
11	New York	26 juillet 1788
12	Caroline du Nord	21 novembre 1789
13	Rhode Island	29 mai 1790
14	Vermont	4 mars 1791
15	Kentucky	1er juin 1792
16	Tennessee	1er juin 1796
17	Ohio	1er mars 1803
18	Louisiane	30 avril 1812
19	Indiana	11 décembre 1816
20	Mississippi	10 décembre 1817
21	Illinois	3 décembre 1818
22	Alabama	14 décembre 1819
23	Maine	15 mars 1820
24	Missouri	10 août 1821
25	Arkansas	15 juin 1836
26	Michigan	26 janvier 1837
27	Floride	3 mars 1845
28	Texas	29 décembre 1845
29	Iowa	28 décembre 1846
30	Wisconsin	29 mai 1848
31	Californie	9 septembre 1850
32	Minnesota	11 mai 1858
33	Oregon	14 février 1859
34	Kansas	29 janvier 1861
35	Virginie occidentale	20 juin 1863
36	Nevada	31 octobre 1864

37	Nebraska	1er mars 1867
38	Colorado	1er août 1876
39	Dakota du Nord	2 novembre 1889
40	Dakota du Sud	2 novembre 1889
41	Montana	8 novembre 1889
42	Washington	11 novembre 1889
43	Idaho	3 juillet 1890
44	Wyoming	10 juillet 1890
45	Utah	4 janvier 1896
46	Oklahoma	16 novembre 1907
47	Nouveau-Mexique	6 janvier 1912
48	Arizona	14 février 1912
49	Alaska	3 janvier 1959
50	Hawaï	21 août 1959

Annexe VIII

Liste des États confédérés et dates de sécession

Caroline du Sud (20 décembre 1860).
Mississippi (9 janvier 1861).
Floride (10 janvier 1861).
Alabama (11 janvier 1861).
Géorgie (19 janvier 1861).
Louisiane (26 janvier 1861).
Texas (1er février 1861).
Virginie (17 avril 1861).

Arkansas (6 mai 1861).
Tennessee (7 mai 1861).
Caroline du Nord (20 mai 1861).

Annexe IX

Croissance démographique

Population américaine (en millions)

1750 : 1,1
1790 : 3,9
1850 : 23,1
1900 : 75,9
1950 : 150,6
2000 : 281,4
2018 : 326,6

Population des villes les plus importantes de 1790 à 2018

	1790	1850	1900	1950	2018
Boston	18 300	136 800	560 000	801 000	690 000
New York	33 100	515 500	3 400 000	7 900 000	8 580 000
Philadelphie	28 500	121 300	1 300 000	2 000 000	1 580 000
Baltimore	13 500	169 000	500 000	950 000	600 000

Washington	40 000	278 000	802 000	700 000
Atlanta		89 000	331 000	490 000
Miami			249 000	480 000
La Nouvelle-Orléans	116 300	287 000	570 000	395 000
Chicago	29 900	1 700 000	3 600 000	2 690 000
Detroit	21 000	285 000	1 850 000	665 000
Saint-Louis	77 800	575 000	857 000	495 000
Kansas City		214 000	585 000	800 000
Saint Paul-Minneapolis		365 000	832 000	730 000
Denver		134 000	415 000	720 000
Houston		44 600	596 000	2 340 000
Phoenix			106 000	1 680 000
Seattle		80 000	467 000	750 000
San Francisco		342 000	775 000	890 000
Los Angeles		102 000	1 950 000	4 030 000

Sources et bibliographie

SOURCES

9/11 Commission Report . The Full Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States , New York, W. W. Norton & Company, 2004 (en français : *Rapport de la commission du 11 septembre* , Sainte-Marguerite, Édition des Équateurs, 2004).

A Failure of Initiative. Final Report of the Select Bipartisan Committee to Investigate the Preparation for and Response to Hurricane Katrina , Washington, U.S. Government Printing Office, 2006.

Occupy Wall Street. Textes, essais et témoignages des Indignés , présentation de Jade Lindgaard, trad. Laure Motet et Judith Strauser, Paris, Les Arènes, 2012 (*Occupy ! Gazette* , 2011).

The Starr Report , New York, Public Affairs, 1998 (avec une analyse de l'équipe du *Washington Post*).

Barton, Bruce, *The Man Nobody Knows. A Discovery of the Real Jesus* [1925], introduction de Richard M. Fried, Chicago, Ivan R. Dee, 2000.

Baum, L. Frank, *The Annotated Wizard of Oz* (1900), éd. par Michael Patrick Hearn, New York, W. W. Norton and Company, 2000 ; éd. fr. *Le Magicien d'Oz* , trad. Yvette Métral, Paris, Flammarion, 2007

Bellamy, Edward, *Looking Backward 2000-1887* (1887), introduction

de Robert L. Shurter, New York, The Modern Library, 1951.

Bertrand, Claude-Jean (éd.), *Les Années soixante (1961-1974)* , *Histoire documentaire des États-Unis* , t. 9, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1989.

Boorstin, Daniel J. (éd.), *An American Primer* (1966), Chicago, The University of Chicago Press, 1969.

Bradford, William, *Histoire de la colonie de Plymouth. Chroniques du Nouveau Monde (1620-1647)* , trad. Lauric Henneton, Sabrina Juillet, Mickaël Mariaule et Brian Vales, Genève, Labor et Fides, 2004.

Brinkley, Douglas (éd.), *The Reagan Diaries* , New York, HarperCollins Publisher, 2007.

Brinkley, Douglas et Nichter, Luke A. (éd.), *The Nixon Tapes, 1971-1972* , Boston, Houghton Mifflin Harcourt, 2014.

Bush, George W., *Selected Speeches by President George W. Bush, 2001-2008* , georgewbush.white-house.archives.org.

Claudel, Paul, *La Crise. Amérique 1927-1932. Correspondance diplomatique* , Paris, Métailié, 2009.

Cody, William F., *The Life of Hon. William F. Cody Known as Buffalo Bill. The Famous Hunter, Scout, and Guide. An Autobiography* (1879), Lincoln, University of Nebraska Press, 1978.

Commager, Henry Steele (éd.), *Documents of American History* (1962), New York, Appleton-Century-Crofts, 10e éd., 1988.

Coutant, Arnaud (éd.), *Abraham Lincoln contre Steven Douglas. La démocratie américaine en question* , Paris, Mare & Martin, 2018.

Davis, Rodney O. et Wilson, Douglas L. (éd.), *The Lincoln-Douglas Debates* , Urbana, The University of Illinois Press, 2008.

Demolins, Edmond, *À quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons ?* (1897), Paris, Economica, 1998.

Doniol, Henri, *Histoire de la participation de la France à l'establissement des États-Unis d'Amérique* , 5 tomes, Paris, 1886-1889.

Dormois, Jean-Pierre et Newman, Simon P. (dir.), *Vue d'Amérique. La Révolution Française jugée par les Américains* , Paris, France-Empire, 1989.

Douglas, Frederick, *Mémoires d'un esclave* , trad. Normand Baillargeon et Chantal Santerre, Montréal, Lux Éditeur, 2004.

Dublin, Thomas (éd.), *Immigrant Voices. New Lives in America, 1773-1986* , Urbana, University of Illinois Press, 1993.

Fohlen, Claude (éd.), *De la crise à la victoire, 1929-1945* , *Histoire documentaire des États-Unis* , vol. 7, Nancy, Presses universitaires de Nancy 1988.

Friedan, Betty, *The Feminine Mystique* (1963), trad. Yvette Roudy, *La Femme mystifiée* , Paris, Gonthier, 1964.

George, Henry, *Progress and Poverty : An Inquiry into the Cause of Industrial Depressions and of Increase of Want with Increase of Wealth. The Remedy* (1879), New York, The Modern Library, 1929.

Geronimo, *Mémoires de Geronimo* (1972), trad. Martine Wiznitzer, Paris, La Découverte/Poche, 2001.

Global Trends 2030 : Alternative Worlds (décembre 2012) ; trad. V. Delezoide, C. Flamant, C. Gautier, V. Lechevallier et A. Maizeret, *Le Monde en 2030 vu par la CIA* , préface de Flore Vasseur, Paris, Éditions des Équateurs, 2013.

[Grimké Angelina et Sarah], *Les Sœurs Grimké. De l'antiesclavagisme aux droits de la femme* , textes réunis et présentés par Colette Collomb-Bureau, Lyon, ENS Éditions, 2016.

Hamilton, Alexander, Jay, John et Madison, James, *The Federalist Papers* , éd. par Isaac Kramnick, New York, Penguin, 1987.

–, *Le Fédéraliste* , éd. par Anne Amiel, Paris, Classiques Garnier, 2012.

Hickey, Ronald R. (éd.), *The War of 1812. Writings from America's Second War of Independence* , New York, The Library of America, 2013.

Holzer, Harold (éd.), *The Lincoln-Douglas Debates* , New York, HarperCollins Publishers, 1993.

Jefferson, Thomas, *Journal de voyage en Europe, 1787-1788* , trad. Jean Gamard, Bordeaux, Féret, 2001.

Knappman, Edward W. (éd.), *Watergate and the White House* , 2 vol., vol. 1 : *June 1972-July 1973* et vol. 2 : *July-December 1973* , New York, Facts on File, 1973.

Kovic, Ron, *Born of the Fourth of July* (1976), New York, Akashic Books, 2005.

Kutler, Stanley I. (éd.), *Abuse of Power : The New Nixon Tapes* , New York, Simon & Schuster, 1999.

Kyle, Chris (avec Scott McEwen et Jim DeFelice), *American Sniper : The Autobiography of the Most Lethal Sniper in US Military History* , New York, HarperCollins Publishers, 2012.

Lewis, Sinclair, *Babbitt* (1922), avec une introduction de Richard Lingeman, New York, Random House, Inc., 2002.

McBride, R. Lester (éd.), *Edward Bellamy Speaks Again ! Articles-Public Addresses-Letters* , Kansas City, The Peerage Press, 1937.

McElvaine, Robert S. (éd.), *Down & Out in the Great Depression. Letters from the Forgotten Man* (1983), Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2008.

Melandri, Pierre (éd.), *Une crise d'identité ? 1974-1992* , *Histoire documentaire des États-Unis* , vol. 10, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1992.

Morris, Richard B., *Basic Documents in American History* , Huntington/ New York, Robert E. Krieger Publishing Company, 1980.

Naville, Pierre (éd.), *Mahan et la maîtrise des mers* , Paris, Berger-Levrault, 1981.

Nouialhat, Yves-Henri (éd.), *L'Amérique, puissance mondiale (1897-1929)* , *Historie documentaire des États-Unis* , vol. 6, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1987.

Mills, C. Wright, *The Power Elite* , Oxford, Oxford University Press, 1956 ; éd. française *L'Élite au pouvoir* , trad. André Chassigneux (1969), préface de François Denord, Marseille, Agone, 2011.

Obama, Barack, *De la race en Amérique* , traduction et présentation de François Clemenceau, Paris, Grasset, 2008.

–, *Dreams from my Father. A Story of Race and Inheritance* (1995), New York, Crown Publishers, 2004.

Paine, Thomas, *Le Sens Commun/Common Sense* , éd. par Bernard Vincent, Paris, Aubier, 1983.

Portes, Jacques (éd.), *L'Âge doré (1865-1896)* , *Histoire documentaire des États-Unis* , vol. 5, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1988.

Rakove, Jack (éd.), *The Annotated U.S. Constitution and Declaration of Independence* , Cambridge, Massachusetts, The Belknap Press of Harvard University Press, 2009.

Reagan, Ronald, *Speaking my Mind* , 1989 ; trad. Jean-Pierre Quijano, *Les Discours* , Paris, Jean-Claude Lattès, 1990.

Remini, Robert V. et Terry Golway (éd.), *Fellow Citizens. The Penguin Book of U.S. Presidential Inaugural Addresses* , New York, Penguin, 2008.

Rhodehamel, John (éd.), *George Washington. Writings* , New York, The Library of America, 1997.

Rhodehamel, John (éd.), *The American Revolution. Writings from the War of Independence 1775-1783,* New York, The Library of America, 2001.

Riis, Jacob A., *How the Other Half Lives : Studies Among the Tenements of New York* (1890), Whitefish, Montana, Kessinger Publishing, 2004.

–, *The Making of an American* , New York, The Macmillan Company, 1913.

Robinson, James W. (éd.), *Ross Perot Speaks Out. Issue by Issue. What*

He Says About our Nation-its Problem and its Promise , Rocklin (Californie), Prima Publishing, 1992.

Rochefort, Charles de, *Récit de l'Estat présent des célèbres colonies de la Virginie, de Marie-Land, de la Caroline, du Nouveau Duché d'York, de Penn-Sylvanie et de la Nouvelle Angleterre situées dans l'Amérique septentrionale…* (Rotterdam, 1681), Bernard Grunberg, Benoît Roux et Josiane Grunberg (éd.), *Histoire naturelle et morale des îles Antilles de l'Amérique* , Paris, L'Harmattan, 2012.

Rogers, Bruce (éd.), *Debs : His Life, Writings and Speeches* , Girard, Kansas, The Appeal to Reason, 1908.

Roosevelt, Franklin Delano, *Causeries au coin du feu, 1933-1944* , trad. Denis Griesmar, Paris, Éditions Bartillat, 2013.

Sheehan, Neil et *al.* (éd.), *Le dossier du Pentagone. L'histoire secrète de la guerre au Viêtnam* , commentaires de Neil Sheehan et al., traduction G. Marchegay et al., Paris, Albin Michel, 1971. Edition américaine *The Pentagon Papers* , New York, 1971.

Sicard, Pierre et Frédérique Spill (éd.), *Regards sur l'Amérique. Approche documentaire des États-Unis* , Paris, Armand Colin, 2001.

Sitkoff, Harvard et Beth Bailey (éd.), *A History of Our Time. Readings on Postwar America* , 8e edition, New York, Oxford University Press, 2012.

[Stanton, Elizabeth Cady], *Naissance du féminisme américain à Seneca Falls* , textes traduits et préparés par Claudette Fillard, Paris, ENS Éditions, 2009.

Strong, Josiah, *Our Country : Its Possible Future and its Present Crisis* (1891), Jurgen Herbst, éditeur scientifique, Cambridge, Massachusetts, The Belknap Press, 1963.

The Autobiography of Malcolm X as Told to Alex Haley (1964), New York, Random House, 1999.

Toinet, Marie-France (éd.), *L'Amérique triomphante, 1945-1960* , *Histoire documentaire des États-Unis* , vol. 8, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1994.

[Turner, Frederick Jackson], *Rereading Frederick Jackson Turner. "The Significance of the Frontier in American History" and Other Essays* , commentaires de John M. Farragher, New Haven, Yale University Press, 1994.

Wagner, Charles, *Voyage au cœur de l'Amérique* , Paris, Ampelos, 2009.

Weber, Ralph E. et Ralph A. Weber (éd.), *Dear Americans. Letters from the Desk of President Ronald Reagan* , New York, Doubleday, 2003.

Wells, Ida B. (éd.), *The Reason Why the Colored American is not in the World's Columbian Exposition* (1893), éd. Robert W. Rydell, Urbana, University of Illinois Press, 1999.

World War I and America Told by the Americans Who Lived It , éd. A. Scott Berg, New York, The Library of America, 2017.

BIBLIOGRAPHIE

Dictionnaires, atlas et outils

Banner, James M. (dir.), *A Century of American Historiography* , Boston, Bedford/St. Martin's, 2010.

Berger, Yves, *Dictionnaire amoureux de l'Amérique* , Paris, Plon, 2003.

Bertrand, Michel, Blanquer, Jean-Michel, Coppolani, Antoine et Vagnoux, Isabelle (dir.), *Les Amériques* , vol. 1 : *Du précolombien à 1830* ; vol. 2 : *De 1930 à nos jours* , Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2016.

Baym, Nina *et al.* , *The Norton Anthology of American Literature* , 2 vol., New York, W. W. Norton & Company, 8e éd., 2011.

Boyer, Paul S. (dir.), *The Oxford Companion to United States History* , New York, Oxford University Press, 2004.

Ferrell, Robert H. et Natkiel Richard, *Atlas of American History* , New York, Facts on File Publications, 1996.

Foner, Eric et Garraty, John A. (dir.), *The Reader's Companion to American History* , Boston, Houghton Mifflin Company, 1991.

Ghorra-Gobin, Cynthia (dir.), *Dictionnaire critique de la mondialisation* , Paris, Armand Colin, 2012.

Greene, Jack P. et Pole, J. R. (dir.), *The Blackwell Encyclopedia of the American Revolution* , Oxford, Blackwell, 1994.

Heffer, Jean et Weil, François (dir.), *Chantiers d'histoire américaine* , Paris, Belin, 1994.

Kaspi, André, *Les Grandes Dates des États-Unis* , Paris, Larousse, 1989.

Kaspi, André et Harter, Hélène, *Les Présidents américains, de Washington à Obama* , Paris, Tallandier, 2012.

Klein, Jean-François, Singaravélou, Pierre et Suremain, Marie-Albane de, *Atlas des empires coloniaux, XIX e -XX e siècle* , Paris, Autrement, 2012.

McIlwraith, Thomas F. et Muller Edward K. (dir.), *North America. The Historical Geography of a Changing Continent* , Lanham (Maryland), Rowman & Littlefield Publishers, 2001.

Nash, Gary B. et Smith Carter, *Atlas of American History* , New York, Facts On File, 2007.

Roberts, Robert N. et Hammond Scott J., *Encyclopedia of Presidential Campaigns, Slogans, Issues, and Platforms* , Westport, Connecticut, Greenwood Press, 2004.

Robinson, Forrest G. (dir.), *The Cambridge Companion to Mark Twain* , Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

Royot, Daniel (dir.), *Dictionnaire des États-Unis* , Paris, Larousse, 2010.

Sibley, Katherine A. S. (dir.), *A Companion to First Ladies* , Oxford, Wiley Blackwell, 2016.

Schickler, Eric et Lee, Frances E. (dir.), *The Oxford Handbook of the*

American Congress , Oxford, Oxford University Press, 2011.

Sicard, Pierre, *Chronologie des États-Unis* , Paris, Points, 2011.

Toinet, Marie-France, *Le Système politique aux États-Unis* , Paris, Presses universitaires de France, 1987.

Histoires des États-Unis

Générales

Bender, Thomas, *A Nation Among Nations. America's Place in World History* , New York, Hill & Wang, 2006.

Boorstin, Daniel J., *The Colonial Experience* (1958), *The National Experience* (1995), *The Democratic Experience* (1973) ; traduction *Histoire des Américains* , 3 vol. en 1 ; 1 : *L'Aventure coloniale* ; 2 : *Naissance d'une nation* ; 3 : *L'Expérience démocratique* , Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1991.

Bourguinat, Nicolas, *Histoire des États-Unis de 1860 à nos jours* , Paris, Armand Colin, 2006.

Claval, Paul, *La Conquête de l'espace américain. Du Mayflower au Disneyworld* , Paris, Flammarion, 1989.

Durpaire, François, *Histoire des États-Unis* , Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2013.

Fitzpatrick, Helen, *History's Memory. Writing America's Past, 1880-1980* , Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2002.

Fohlen, Claude, *L'Amérique anglo-saxonne de 1815 à nos jours* (1965), Paris, Presses universitaires de France, 1969.

Fohlen, Claude, Heffer Jean et Weil François, *Canada et États-Unis depuis 1770* , Paris, Presses universitaires de France, 1997.

Gervais, Pierre, *Les États-Unis de 1860 à nos jours* , Paris, Hachette, 3e éd., 2009.

Guarneri, Carl J. (dir.), *America Compared. American History in*

International Perspective , 2 vol., Boston, Houghton Mifflin Company, 2005.

Henretta, James A., Brody David et Dumenil Lynn, *America. A Concise History* , 2 vol., Boston, Bedford/St. Martin's, 2e éd., 2002.

Johnson, Paul, *A History of the American People* , New York, HarperCollins Publishers, 1997.

Kaspi, André, *Les Américains* (1986), vol. 1 : *Naissance et essor des États-Unis, 1607-1945* ; vol. 2 : *Les États-Unis de 1945 à nos jours* , Paris, Seuil, 5e éd. mise à jour, 2014.

Kaspi, André, Durpaire François, Harter Hélène et Lherm Adrien, *La Civilisation américaine* (2004), Paris, Presses universitaires de France, 2006.

Kempf, Jean, *Une histoire culturelle des États-Unis* , Paris, Armand Colin, 2015.

Lacour-Gayet, Robert, *Histoire des États-Unis* , vol. 1 : *Des origines à la fin de la guerre civile* ; vol. 2 : *De la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor* ; vol. 3 : *De Pearl-Harbor à Kennedy* ; vol. 4 : *De Kennedy à Reagan* , Paris, Fayard, 1976-1982.

Lacorne, Denis (dir.), *Les États-Unis* , Paris, Fayard, 2006.

Lacroix, Jean-Michel, *Histoire des États-Unis* (1996), Paris, Presses universitaires de France, 6e éd., 2018.

Lepore, Jill, *The Story of America. Essays on Origins* , Princeton, Princeton University Press, 2012.

Melandri, Pierre, *Histoire des États-Unis contemporains* , vol. 1 : *L'ascension 1865-1974* ; vol. 2 : *Le Déclin ? Depuis 1974* , Bruxelles, André Versailles éditeur, 2008 ; nouvelle édition mise à jour, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2013.

Nevins, Allan et Steele Commager Henry, *A Pocket History of the United States* (1942] ; traduction *Histoire des États-Unis* , Paris, Economica, 8e éd., 1989.

Portes, Jacques, *Histoire des États-Unis de 1776 à nos jours* (2010)], Paris, Armand Colin, 3e édition, 2017.

Rémond, René, *Histoire des États-Unis* (1959), Paris, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige », 2011.

Tindall, George B. et David E. Shi, *America. A Narrative History* , New York, W. W. Norton, 7e éd., 2006.

Vincent, Bernard (dir.), *Histoire des États-Unis* , Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2016.

Études thématiques

Ahlstrom, Sydney E., *A Religious History of the American People* (1972), New Haven, Yale University Press, 2e éd., 2004.

Amar, Akhil Reed, *America's Constitution. A Biography* , New York, Random House, 2005.

Bacharan, Nicole, *Les Noirs américains. Des champs de coton à la Maison-Blanche* , Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2010.

Bailey, Richard W., *Speaking American. A History of English in the United States* , New York, Oxford University Press, 2012.

Bourget, Jean-Loup, *Le Cinéma américain, 1895-1980* , Paris, Presses universitaires de France, 1983.

Cooper, William J. Jr. et Terrill Thomas E., *The American South. A History* , 2 vol., Boston, McGraw-Hill, 4e éd., 2008.

Coutant, Arnaud, *Histoire constitutionnelle des États-Unis* , vol. 1 : *Une fédération non démocratique, 1776-1860* ; vol. 2 : *Fédération ou démocratie ? 1860-1937* ; vol. 3 : *Une démocratie fédérale, 1937-1980* , Paris, Mare & Martin, 2012-2016.

Daniels, Roger, *Coming to America : A History of Immigration and Ethnicity in American Life* (1991), Princeton, HarperPerennial, 2e éd., 2002.

Duroselle, Jean-Baptiste, *La France et les États-Unis. Des origines à nos*

jours , Paris, Seuil, 1976.

Halttunen, Karen (dir.), *A Companion to American Cultural History* , Oxford, Blackwell Publishing, 2008.

Honour, Hugh, *L'Amérique vue par l'Europe* , catalogue de l'exposition tenue au Grand Palais (Paris) et à la National Gallery of Art (Washington), Paris, Éditions des musées nationaux, 1976.

Havard, Gilles, *Histoire des coureurs de bois. Amérique du Nord, 1600-1840* , Paris, Les Indes savantes, 2016.

Henneton, Lauric, *Histoire religieuse des États-Unis* , Paris, Flammarion, 2012.

Jacquin, Philippe, Royot Daniel et Whitfield Stephen, *Le People américain. Origines, immigration et identité* , Paris, Seuil, 2000.

Manier, Alain, *Les États-Unis* , Paris, Presses universitaires de France, coll. « Culture Guides », 2011.

Marienstras, Élise, *La Résistance indienne aux États-Unis, XVI e -XXI e siècle* (1980), Paris, Gallimard, éd. revue et augmentée, 2014.

Martin, Jean-Pierre, *La Religion aux États-Unis* , Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1989.

McKay, David, *American Politics and Society* , Oxford, Wiley-Blackwell, 8e éd., 2013.

Oberg, Michael Leroy, *Native America. A History* , Malden (Mass.), Wiley-Blackwell, 2010.

Parini, Jay, *Promised Land. Thirteen Books that Changed America* , New York, Anchor Books, 2008.

Peretz, Pauline (dir.), *New York. Histoire, promenades, anthologie et dictionnaire* , Paris, Robert Laffont, 2009.

Période coloniale et révolution

Armitage, David, *The Declaration of Independence : A Global History* , Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 2007.

Auricchio, Laura, *The Marquis. Lafayette Reconsidered* , New York, Alfred A. Knopf, 2014.

Bailyn, Bernard, *The Ideological Origins of the American Revolution* , 1967 ; trad. Ludovic Bourniche, *Les Origines idéologiques de la révolution américaine* , Paris, Belin, 2010.

Beeman, Richard R., *The Varieties of Political Experience in Eighteenth-Century America* , Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2004.

Beeman, Richard, Botein Stephen et Carter Edward C. II (dir.), *Beyond Confederation : Origins of the Constitution and American National Identity* , Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1987.

Bilder, Mary Sarah, *Madison's Hand. Revising the Constitutional Convention* , Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2015.

Bonnet, Audrey, *Pocahontas. Princesse des deux mondes. Histoire, mythe et représentations* , Bécherel, Les Perséides, 2006.

Butler, Jon, *Awash in a Sea of Faith. Christianizing the American People* , Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, 1990.

Carpenter, Roy, *Théologie et Lumières. Jonathan Edwards entre Raison et Réveil* , Paris, Ampelos, 2015.

Chaline, Olivier, Bonnichon, Philippe et Vergennes, Charles-Philippe de (dir.), *La France et l'Indépendance américaine* , Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2008.

Chinard, Gilbert, *Thomas Jefferson* , New York, Editions Inc., 1939.

Cottret, Bernard, *La Révolution américaine. La quête du bonheur* , Paris, Perrin, 2003.

Cottret, Bernard, Henneton, Lauric, Pothier, Jacques et Van Ruymbeke, Bertrand (dir.), *Naissance de l'Amérique du Nord. Les actes fondateurs, 1607-1776* , Paris, Les Indes savantes, 2008.

Cottret, Monique, *Choiseul. L'obsession du pouvoir* , Paris, Tallandier, 2018.

Crosby, Alfred W., *The Columbian Exchange : Biological and Cultural Consequences of 1492* (1972), Westport, Connecticut, 2003.

Dziembowski, Edmond, *La Guerre de Sept Ans, 1756-1763* , Paris, Perrin, 2015.

Finlay, Robert, « How Not to (Re)Write World History : Gavin Menzies and the Chinese Discovery of America », *Journal of World History* , 15/2, 2004, p. 229-242.

Gerbi, Antonello, *La Disputa del Nuevo Mondo* , 1955 ; trad. Jeremy Moyle, *The Dispute of the New World. The History of a Polemic, 1750-1900* , Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1973.

Glasson, Travis, *Mastering Christianity. Missionary Activity and Slavery in the Atlantic World* , Oxford, Oxford University Press, 2012.

Gordon-Reed, Annette et Onuf, Peter S., *"Most Blessed of the Patriarchs". Thomas Jefferson and the Empire of the Imagination* , New York, W. W. Norton & Company, 2016.

Havard, Gilles et Vidal, Cécile, *Histoire de l'Amérique française* (2003), Paris, Flammarion, coll. « Champs », 3e éd. 2014.

Hugues, Gérard, *Coup d'État à Philadelphie ?* , Aix-en-Provence, Publications de l'université de Provence, 1989.

Hoffman, Ronald et Albert, Peter J. (dir.), *Diplomacy and Revolution. The Franco-American Alliance of 1778* , Charlottesville, The University Press of Virginia, 1981.

– (dir.), *Peace and the Peacemakers. The Treaty of 1783* , Charlottesville, University Press of Virginia, 1986.

Kerjan, Liliane, *George Washington* , Paris, Gallimard, coll. « Folio biographies », 2015.

Larré, Lionel, *Histoire de la nation cherokee* , Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2014.

Larson, Edward J., *The Return of George Washington, 1783-1789* , New York, HarperCollins, 2014.

Lepore, Jill, *The Name of War. King Philip's War and the Origins of*

American Identity , New York, Knopf, 2009 ; traduction française de Frédéric Cotton, *Le Nom de la guerre. La guerre du Roi Philip et les origines de l'identité américaine* , Paris, Anarchis, 2015.

Lestringant, Frank, *Le Huguenot et le Sauvage. L'Amérique et la controverse coloniale en France, au temps des guerres de Religion, 1555-1589* (1990), Genève, Droz, 2004.

Maier, Pauline, *American Scripture. Making the Declaration of Independence* , New York, Random House, 1997.

Mann, Charles C., *1491. New Revelations of the Americas Before Columbus* , New York, Alfred A. Knopf, 2005 ; trad. Marina Boraso, *1491. Nouvelles révélations sur les Amériques avant Christophe Colomb* , Paris, Albin Michel, 2007.

–, *1493. Uncovering the New World Columbus Created* , New York, Alfred A. Knopf, 2011 ; trad. Marina Boraso, *1493. Comment la découverte de l'Amérique a transformé le monde* , Paris, Albin Michel, 2013.

Marienstras, Élise, *Les Mythes fondateurs de la nation américaine* , Paris, Maspero, 1976 ; rééd. Bruxelles, Complexe, 1992.

–, *Nous, le peuple. Les origines du nationalisme américain* , Paris, Gallimard, 1988.

May, Henry F., *The Enlightenment in America* , New York, Oxford University Press, 1976.

Menzies, Gavin, *1421. The Year China Discovered America* , New York, HarperCollins, 2002 ; traduction Julie Sauvage, *1421. L'année où la Chine a découvert l'Amérique* , Paris, Intervalles, 2007.

Mires, Charlene, *Independence Hall in American Memory* , Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2002.

Montferrand, Bernard de, *Vergennes. La gloire de Louis XVI* , Paris, Tallandier, 2017.

Nash, Gary B., *Red, White & Black. The Peoples of Early North America* (1974), Upper Saddle River (NJ), Prentice Hall, 2000.

Peyrol-Kleiber, Élodie, *Les Premiers Irlandais du Nouveau Monde. Une migration atlantique, 1618-1705* , Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.

Raynaud, Philippe, *Trois Révolutions de la liberté. Angleterre, Amérique, France* , Paris, Presses universitaires de France, 2009.

Renault, Matthieu, *L'Amérique de John Locke. L'expansion coloniale de la philosophie européenne* , Paris, Éditions Amsterdam, 2014.

Richard, Carl J., *The Founders and the Classics. Greece, Rome, and the American Enlightenment,* Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1994.

Roulet, Éric (dir.), *Les Premières Compagnies dans l'Atlantique, 1600-1650* , Aix-la-Chapelle, Shaker Verlag, 2017.

Rountree, Helen C., *Pocahontas, Powhatan, Opechancanough. Three Indian Lives Changed by Jamestown* , Charlottesville, University of Virginia Press, 2005.

Sarson, Steven, *British America, 1500-1800. Creating Colonies, Imagining an Empire* , Londres, Hodder Arnold, 2005.

Schachtman, Tom, *How the French Saved America. Soldiers, Sailors, Diplomats, Louis XVI, and the Success of a Revolution* , New York, St. Martin's Press, 2017.

Taylor, Alan, *American Colonies* , New York, Viking, 2001.

–, *American Revolutions. A Continental History 1750-1804* , New York, W. W. Norton & Company, 2016.

Thornton, Russell, *American Indian Holocaust and Survival. A Population History Since 1492* , Norman, University of Oklahoma Press, 1987.

Van Ruymbeke, Bertrand, *L'Amérique avant les États-Unis. Une histoire de l'Amérique anglaise, 1497-1776* (2013), Paris, 2e édition mise à jour, Flammarion, Coll. « Champs », 2016.

Vincent, Bernard, *Lafayette* , Paris, Gallimard, 2014.

Young, Alfred F., *The Shoemaker and the Tea Party. Memory and the*

American Revolution , Boston, Beacon Press, 1999.

De la Révolution à la guerre de Sécession

Ameur, Farid, *Gettysburg. 1er -3 juillet 1863. Le choc de la guerre de Sécession* , Paris, Tallandier, 2014.

Armitage, David, *Civil Wars. A History in Ideas* , New Haven, Yale University Press, 2017.

Barney, William L. (dir.), *A Companion to 19th-Century America* , Oxford, Blackwell Publishers, 2001.

Bernard, Vincent, *Le Sud pouvait-il gagner la guerre de Sécession* , Paris, Economica, 2017.

Blight, David W., *Race and Reunion. The Civil War in American History* , Cambridge (Mass.), The Belknap Press of Harvard University Press, 2001.

Boritt, Gabor S., *Why the Civil War Came* , New York, Oxford University Press, 1996.

Bourhis-Mariotti, Claire, *L'Union fait la force. Les Noirs américains et Haïti, 1804-1893* , Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

Cordillot, Michel, *Utopistes et exilés du Nouveau Monde. Des Français aux États-Unis de 1848 à la Commune* , Paris, Vendémiaire, 2013.

Creagh, Ronald, *Utopies américaines. Expériences libertaires du XIX e siècle à nos jours,* Marseille, Agone, 2009.

Escott, Paul D. et Goldfield David R. (dir.), *Major Problems in the History of the American South* , vol. 1 : *The Old South* , Lexington (Mass.), D. C. Heath and Company, 1990.

Fabre, Michel, *Esclaves et planteurs dans le Sud américain au XIX e siècle* , Paris, Gallimard/Julliard, coll. « Archives », 1970.

Fohlen, Claude, *Histoire de l'esclavage aux États-Unis* , Paris, Perrin, coll. « Tempus », 1998.

Furstenberg, François, *When the United States Spoke French. Five*

Refugees who Shaped a Nation , New York, Penguin, 2014.

Guardino, Peter F., *The Dead March: A History of the Mexican-American War, Cambridge* , (Mass.), Harvard University Press, 2017.

Hugues, Gérard, *John Caldwell Calhoun. Une théorie de l'État esclavagiste* , Aix-en-Provence, Publications de l'université de Provence, 2004.

Howe, Daniel W., *What hath God Wrought. The Transformation of America, 1815-1848* , New York, Oxford University Press, 2007.

Johannsen, Robert W., « The Lincoln-Douglas Campaign of 1858 : Background and Perspective », *Journal of the Illinois State Historical Society* , 73/4, 1980, p. 242-262.

Kastor, Peter J., *William Clark's World. Describing America in an Age of Unknowns* , New Haven, Yale University Press, 2011.

Kastor, Peter J. et Weil, François (dir.), *Empires of the Imagination. Transatlantic Histories of the Louisiana Purchase* , Charlottesville, University of Virginia Press, 2009.

Ketchum, Alton, *Uncle Sam : The Man and the Legend* , New York, Hill & Wang, 1959.

Kermes, Stephanie, *Creating an American Identity. New England, 1789-1825* , New York, Palgrave Macmillan, 2008.

Kulikoff, Allan, *Abraham Lincoln and Karl Marx in Dialogue* , New York, Oxford University Press, 2018.

Lambert, Frank, *The Barbary Wars. American Independence in the Atlantic World* , New York, Hill & Wang, 2005.

Parfait, Claire et Rossignol, Marie-Jeanne (dir.), « Écrire sur l'esclavage », *Revue du philanthrope* , 5, 2014.

Reynolds, David S., *Walt Whitman* , Oxford, Oxford University Press, 2005.

Rossignol, Marie-Jeanne, *Le Ferment nationaliste. Aux origines de la politique extérieure des États-Unis : 1789-1812* , Paris, Belin, 1994.

Sinha, Manisha, *The Slave's Cause. A History of Abolition* , New Haven, Yale University Press, 2016.

Wills, Garry, *Lincoln at Gettysburg. The Words that Remade America* , New York, Simon & Schuster, 1992.

Wulf, Naomi, *Une autre démocratie en Amérique (1824-1844). Orestes Brownson, un regard politique* , éd. Élise Marienstras et Nathalie Caron, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017.

De la Reconstruction à la Seconde Guerre mondiale

Aimone, Linda et Olmo Carlo, *Les Expositions universelles, 1851-1900* , trad. Philippe Olivier, Paris, Belin, 1993.

Ameur, Farid, *Le Ku Klux Klan* , Paris, Larousse, 2009.

Arnold, Peri E., *Remaking the Presidency. Roosevelt, Taft, and Wilson, 1901-1916* , Lawrence, University Press of Kansas, 2009.

Avenel, Jean-David, *La Guerre hispano-américaine de 1898. La naissance de l'impérialisme américain* , Paris, Economica, 2007.

Barbe, Dominique, *Histoire du Pacifique des origines à nos jours* , Paris, Perrin, 2008.

Barreyre, Nicolas, *L'Or et la Liberté. Une histoire spatiale des États-Unis après la guerre de Sécession* , Paris, Éditions de l'EHESS, 2014.

Barreyre, Nicolas et Schor, Paul, *De l'émancipation à la ségrégation. Le Sud des États-Unis après la guerre de Sécession (1865-1896)* , Paris, Presses universitaires de France, 2009.

Beale, Howard K., *Theodore Roosevelt and the Rise of America to World Power* , Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1956.

Bernard, Vincent, *Robert E. Lee. La légende sudiste* , Paris, Perrin, 2014.

–, *Ulysses S. Grant, l'étoile du Nord* , Paris, Perrin, 2018.

Bernard, Nicolas, *La Guerre du Pacifique, 1941-1945* , Paris,

Tallandier, 2016.

Berstein, Barton J., « Seizing the Contested Terrain of Early Nuclear History : Stimson, Conant, and Their Allies Explain the Decision to Use the Atomic Bomb », *Diplomatic History* , 17 (1), janvier 1993, p. 35-72.

Billias, George Athan, « George Bancroft : Master Historian », *Proceedings of the American Antiquarian Society* , 111 (2), 2001, p. 507-528.

Blanchet, Christian et Dard Bertrand, *Statue de la Liberté. Le livre du Centenaire* , Paris, Comet's, 1984.

Bourdin, Juliette, *Entre porte ouverte et « porte fermée ». La politique chinoise des États-Unis du XIX e au XXI e siècle* , Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2013.

Brands, H. W., *American Colossus. The Triumph of Capitalism 1865-1900* , New York, Anchor Books, 2010.

Brown, Dee, *The American West* , New York, Touchstone/Simon and Schuster, 1995.

Brun, Jeanine, *America ! America ! Trois siècles d'émigration aux États-Unis (1620-1920)* , Paris, Gallimard, 1980.

Calhoun, Charles W. (dir.), *The Gilded Age. Perspectives on the Origins of Modern America* , Lanham (Maryland), Rowman & Littlefield Publishers, 2007.

Campbell, James W., *America in her Centennial Year 1976* , Washington, University Press of America, 1980.

Catton, Bruce, *The Centennial History of the Civil War* , 1961-1965 ; trad. Marie-Alyx Revellat, *La Guerre de Sécession* , 2 vol., Paris, Payot, 1976.

Chalmers, David M., *Hooded Americanism. The History of the Ku Klux Klan* (1965), New York, Franklin Watts, 2e éd., 1976.

Cherny, Robert W., *A Righteous Cause. The Life of William Jennings Bryan* (1985), Norman, The University of Oklahoma Press, 1994.

Collomp, Catherine, *Entre classe et nation. Mouvement ouvrier et immigration aux États-Unis, 1880-1920* , Paris, Belin, 1998.

Creagh, Ronald, *Sacco et Vanzetti* , Paris, La Découverte, 1984.

Delahaye, Claire, *Wilson contre les femmes. Conquérir le droit de vote. Perspectives nationales et internationales* , Paris, Presses Sorbonne nouvelle, 2011.

–, « “Kaiser Wilson” ou artisan de la liberté ? Regards de suffragettes sur Woodrow Wilson », *Revue française d’études américaines* , 114 (décembre 2007), p. 23-38.

Delavault, Olivier, *Geronimo* , Paris, Gallimard, coll. « Folio biographies », 2007.

Diggins, John Patrick, *The Rise and Fall of the American Left* , New York, W. W. Norton & Company, 1992.

Duroselle, Jean-Baptiste, *De Wilson à Roosevelt. La politique extérieure des États-Unis, 1913-1945* , Paris, Armand Colin, 1960.

Etherington, Norman (dir.), *Missions and Empire* , Oxford, Oxford University Press, 2005.

Etulan, Richard W. (dir.), *Western Lives. A Biographical History of the American West* , Albuquerque, Nouveau-Mexique, 2004.

Field, James A. Jr., « American Imperialism : The Worst Chapter in Almost Any Book », *The American Historical Review* , 83 (3), juin 1978, p. 644-668.

Ferguson, Niall, *Empire. How Britain Made the Modern World* , Londres, Penguin Books, 2004.

Ferro, Marc (dir.), *Le Livre noir du colonialisme, XVI e -XXI e siècle. De l’extermination à la repentance* , Paris, Robert Laffont, 2003.

Foner, Eric, *Reconstruction. America’s Unfinished Reconstruction 1863-1877* , New York, Harper & Row Publishers, 1988.

Franklin, John Hope, *Reconstruction. After the Civil War* , Chicago, The University of Chicago Press, 1961.

–, *From Slavery to Freedom. A History of Negro Americans* , 1947 ; trad.

Catherine Kieffer, *De l'esclavage à la liberté. Histoire des Afro-Américains* , Paris, Éditions caribéennes, 1984.

Fry, Joseph A., « Imperialism, American Style, 1890-1916 », dans Gordon Martel (dir.), *American Foreign Relations Reconsidered, 1890-1993* , Londres, Routledge, 1994, p. 52-70.

Goodwyn, Lawrence, *Democratic Promise. The Populist Moment in America* , New York, Oxford University Press, 1976.

Gould, Lewis L., *Four Hats in the Ring. The 1912 Election and the Birth of Modern American Politics* , Lawrence, University Press of Kansas, 2008.

–, *America in the Progressive Era 1890-1914* , Londres, Longman, 2001.

Green, James, *Death in the Haymarket. A Story of Chicago, the First Labor Movement and the Bombing that Divided Gilded Age America* , New York, Random House, 2006.

Green, Nancy, *Et ils peuplèrent l'Amérique. L'odyssée des émigrants* , Paris, Gallimard, 1994.

Greenspan, Ezra (dir.), *The Cambridge Companion to Walt Whitman* , Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

Guéraiche, William, « Regards français sur la colonisation américaine aux Philippines (1898-1916) », *Guerres mondiales et conflits contemporains* , 209, janvier-mars 2003, p. 103-117.

Guérin, Daniel, *Le Mouvement ouvrier aux États-Unis de 1866 à nos jours* , Paris, Maspero, 1977.

Hämäläinen, Pekka, *The Comanche Empire* , New Haven, Yale University Press, 2008 ; traduction française de Frédéric Cotton, *L'Empire comanche* , Paris, Anarchis, 2012.

Harpine, William D., « Playing to the Press in McKinley's Front Porch Campaign : The Early Weeks of a Nineteenth-Century Pseudo-Event », *Rhetoric Society Quarterly* , 30 (3), été 2000, p. 73-90.

Harter, Hélène, *Pearl Harbor. 7 décembre 1941* , Paris, Tallandier,

2011.

–, *Les États-Unis dans la Grande Guerre* , Paris, Tallandier, 2017.

Herring, George C., *From Colony to Superpower. U.S. Foreign Relations Since 1776,* Oxford, Oxford University Press, 2011.

Heffer, Jean, *Les Origines de la guerre de Sécession* , Paris, Presses universitaires de France, « Dossiers Clio », 1971.

–, *La Grande Dépression. Les États-Unis en crise (1929-1933*), Paris, Gallimard, 1976.

–, *Les États-Unis et le Pacifique. Histoire d'une frontière* , Paris, Albin Michel, 1995.

Heffer, Jean et Rovet, Jeanine (dir.), *Pourquoi n'y a-t-il pas de socialisme aux États-Unis ? /Why is there no socialism in the United States ?* , Paris, Éditions de l'EHESS, 1988.

Higham, John, *Strangers in the Land. Patterns of American Nativism, 1860-1925* , [1955], nouvelle éd., New Brunswick, Rutgers University Press, 2008.

Hoganson, Kristin L., *Consumers' Imperium. The Global Production of American Domesticity, 1865-1920* , Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2007.

–, *Fighting for American Manhood. How Gender Politics Provoked the Spanish-American and Philippine-American Wars* , New Haven, Yale University Press, 1998.

Horwitz, Tony, *Confederates in the Attic. Dispatches from the Unfinished Civil War* , New York, Vintage Books, 1998.

Husband, Julie et O'Laughlin Jim, *Daily Life in the Industrial United States, 1870-1900* , Westport, Connecticut, Greenwood Press, 2004.

Jacquin, Philippe et Royot Daniel, *Go West ! Histoire de l'Ouest américain d'hier à aujourd'hui* , Paris, Flammarion, 2002.

– (dir.), *Le Mythe de l'Ouest. L'Ouest américain et les « valeurs » de la Frontière* , Paris, Autrement, 1993.

Jones, Maldwyn A., *American Immigration* , Chicago, The University of Chicago Press, 1960.

Jordan, Robert Paul, *The Civil War* (1969), Washington, National Geographic Society, 1983.

Karsten, Peter, « The Nature of “Influence” : Roosevelt, Mahan and the Concept of Sea Power », *American Quarterly* , 23 (4), octobre 1971, p. 585-600.

Kaspi, André, *Le Temps des Américains. Le concours américain à la France en 1917-1918* , Paris, Publications de la Sorbonne, 1976.

–, *Les États-Unis au temps de la prospérité, 1919-1929* (1980), Paris, Hachette, 1994.

Keene, Jennifer D., *The United States and the First World War* , Londres, Longman, 2000.

Kennedy, David M., *Freedom from Fear. The American People in Depression and War, 1929-1945* , New York, Oxford University Press, 2005.

Knight, Louise W., *Citizen : Jane Addams and the Struggle for Democracy* , Chicago, University of Chicago Press, 2005.

Kyvig, David E., *Daily Life in the United States, 1920-1939. Decades of Promise and Pain* , Westport, Connecticut, Greenwood Press, 2002.

LaFeber, Walter, *The New Empire. An Interpretation of American Expansion 1860-1898* , Ithaca (NY), Cornell University Press, 1963.

Lears, Jackson, *Rebirth of a Nation : The Making of Modern America, 1877-1920* , New York, HarperCollins Publisher, 2009.

Marienstras, Élise, *Wounded Knee. L’Amérique fin de siècle* , Bruxelles, Complexe, 1996.

McGerr, Michael, *A Fierce Discontent. The Rise and Fall of the Progressive Movement in America, 1870-1920* , Oxford, Oxford University Press, 2003.

McPherson, James M., *Battle Cry of Freedom* , 1988 ; trad. Béatrice

Vierne, *La Guerre de Sécession (1861-1865)* , Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1991.

Melandri, Pierre et Portes Jacques, *Histoire intérieure des États-Unis au XX e siècle* , Paris, Masson, 1991.

Meyer, Paul R., « The Fear of Cultural Decline : Josiah Strong's Thought about Reform and Expansion », *Church History* , 42 (3), septembre 1973, p. 396-405.

Milner, Clyde A. (dir.), *Major Problems in the History of the American West* , Lexington (Mass.), D. C. Heath and Company, 1989.

Muller, Dorothea R., « Josiah Strong and American Nationalism : A Reevaluation », *The Journal of American History* , 53/3, décembre 1966, p. 487-503.

Nouialhat, Yves-Henri, *Évolution économique des États-Unis du milieu du XIX e siècle à 1914* , Paris, SEDES, 1982.

Nourry, Philippe, *Histoire de l'Espagne. Des origines à nos jours* , Paris, Tallandier, 2013.

Pauwels, Jacques R., *Le Mythe de la bonne guerre. Les États-Unis et la Deuxième Guerre mondiale* (2000), trad. Jean-François Crombois, Bruxelles, Aden, 2e éd., 2005.

Péréon, Yves-Marie, *Franklin D. Roosevelt* , Paris, Tallandier, 2012.

Perman, Michael (dir.), *Major Problems in the Civil War and Reconstruction. Documents and Essays,* Lexington (Mass.), D. C. Heath and Company, 1991.

Picon, Raphaël, *Emerson. Le sublime ordinaire* , Paris, CNRS Éditions, 2015.

Portes, Jacques, *De la scène à l'écran. Naissance de la culture de masse aux États-Unis* , Paris, Belin, 1997.

Rawls Walton, *Wake-Up, America ! World War I and the American Poster* , New York, Abbeville Press, 1988.

Ribuffo, Leo P., « Jesus Christ as Business Statesman : Bruce Barton and the Selling of Corporate Capitalism », *American Quarterly* , 33,

1981, p. 206-231.

Ricard, Serge, *Theodore Roosevelt et l'Amérique impériale* , Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.

Ricard, Serge et Bolner James (dir.), *La République impérialiste. L'expansionnisme et la politique extérieure des États-Unis, 1885-1909* , Aix-en-Provence, Publications de l'université d'Aix-en-Provence, 1987.

Rockoff, Hugh, « The "Wizard of Oz" as a Monetary Allegory », *Journal of Political Economy* , 98 (4), août 1990, p. 739-760.

Rydell, Robert W., *All the World's a Fair : Visions of Empire at American international Expositions, 1876-1916* , Chicago, University of Chicago Press, 1984.

Rydell, Robert W. et Kroes Rob, *Buffalo Bill in Bologna. The Americanization of the World, 1869-1922* , Chicago, The University of Chicago Press, 2005.

Siegfried, André, *Tableau des États-Unis* , Paris, Armand Colin, 1954.

Singaravélou, Pierre (dir.), *Les Empires coloniaux, XIX e -XX e siècle* , Paris, Points, 2013.

Tartakowsky, Danielle, *La Part du rêve. Histoire du 1er mai en France* , Paris, Hachettes Littératures, 2005.

Utley Robert M. et Washburn Wilcomb E., *Indian Wars* , 1977 ; trad. Simone Pellerin, *Guerres indiennes* , Paris, Albin Michel, 1992.

Vecoli, Rudolph J. et Sinke Suzanne M. (dir.), *A Century of European Migrations, 1830-1930* , Urbana, University of Illinois Press, 1991.

Walsh, Margaret, *The American West : Visions and Revisions* , Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

Warren, Louis S., *Buffalo Bill's America. William Cody and the Wild West Show* , New York, Alfred A. Knopf, 2005.

Weil, François, *Naissance de l'Amérique urbaine, 1820-1920* , Paris, SEDES, 1992.

Weinstein, James, *The Decline of Socialism in America: 1912-1915* ,

New-York, Monthly Review Press, 1967.

White, Richard, *“It’s Your Misfortune and None of My Own”. A History of the American West* , Norman, University of Oklahoma Press, 1991.

–, « Information, Markets, and Corruption : Transcontinental Railroads in the Gilded Age », *Journal of American History* , 90 (1), juin 2003, p. 19-43.

–, *Railroaded. The Transcontinentals and the Making of Modern America* , New York, W. W. Norton & Company, 2011.

–, *The Republic for Which it Stands. The United States During Reconstruction and the Gilded Age, 1865-1896* , New York, Oxford University Press, 2017.

Wiebe, Robert H., *The Search for Order, 1877-1920* , Londres, Macmillan, 1967.

Williams, Walter L., « United States Indian Policy and the Debate over Philippine Annexation : Implications for the Origins of American Imperialism », *The Journal of American History* , 66 (4), mars 1980, p. 810-831.

Zorgbibe, Charles, *Wilson. Un croisé à la Maison-Blanche* , Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

Zunz, Olivier, *Naissance de l’Amérique industrielle. Detroit, 1880-1920* , Paris, Aubier, 1983.

De la Seconde Guerre mondiale à nos jours

« Les États-Unis et le reste du monde », *Hérodote* , 109, 2e trimestre 2003.

États-Unis/Cuba. Une nouvelle donne ?, IdeAs, Idées d’Amérique , 10, automne 2017/hiver 2018.

Agnew, Jean-Christophe et Rosenzweig Roy (dir.), *A Companion to Post-1945 America* , Oxford, Blackwell Publishers, 2002.

Azuelos, Martine, Cosío-Zavala María Eugenia et Lacroix Jean-Michel (dir.), *Intégration dans les Amériques, dix ans d'Alena* , Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2004.

Bacharan, Nicole et Simonnet Dominique, *11 septembre. Le jour du chaos minute par minute. Au cœur du pouvoir américain* , Paris, Perrin, 2011.

Barber, Lucy G., *Marching on Washington. The Forging of an American Political Tradition* (2002), Berkeley, University of California Press, 2004.

Berger, Dan, *Weather Underground : Histoire explosive du plus célèbre groupe radical américain* , trad. Aurélie Puybonnieux, Paris, L'Échappée, 2010.

Bernheim, Nicole, *L'Amérique de Clinton* , Paris, Lieu commun, 1993.

Bernstein, Carl et Woodward Bob, *All the President's Men* ; trad. Claudine Cowen, *Les Fous du président* , Paris, Robert Laffont, 1974 ; rééd. Paris, Gallimard, 2005.

Bodnar, John, *Remaking America : Public Memory, Commemoration and Patriotism in the Twentieth Century* , Princeton, Princeton University Press, 1992.

Brinkley, Alan, *The Publisher : Henry Luce and His American Century* , New York, Vintage Random House, 2011.

Chandrasekaran, Rajiv, *Imperial Life in the Emerald City : Inside Baghdad's Green Zone* , Londres, Bloomsbury Publishing, 2007.

Calhoun, Craig, Rice, Paul et Timmer Ashley (dir.), *Understanding September 11* , New York, W. W. Norton & Company, 2002.

Ceaser, James W. et Busch, Andrew E., *The Perfect Tie : The True Story of the 2000 Presidential Election* , Lanham, Maryland, Rowman & Littlefield Publishers, 2001.

Combeau, Didier, *Des Américains et des armes à feu. Démocratie et violence aux États-Unis* , Paris, Belin, 2007.

Coppolani, Antoine, *Richard Nixon* , Paris, Fayard, 2013.

Coste, Françoise, *Reagan* , Paris, Perrin, 2015.

Courmont, Barthélemy, *États-Unis. Les défis d'Obama. Vers un nouveau leadership américain* , Paris, Félin, 2009.

David, Charles-Philippe, Balthazar, Louis et Vaïsse, Justin, *La Politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation* , Paris, Les Presses de Sciences Po, 2e éd. corrigée, 2008.

Denzin, Norma K. et Lincoln, Yvonna S. (dir.), *9/11 in American Culture* , New York, Rowman & Littlefield Publishers, 2003.

Dershowitz, Alan M., *Sexual McCarthysm. Clinton, Starr, and the Emerging Constitutional Crisis* , New York, Basic Books, 1998.

Deysine, Anne, *Les États-Unis aujourd'hui. Permanence et changements* , Paris, La Documentation française, 2006.

Dower, John W., *Cultures of War. Pearl Harbor/Iroshima/9-11/Iraq* , New York, W. W. Norton, 2010.

Dudziak, Mary L. (dir.), *September 11 in History : A Watershed Moment ?* , Durham, Duke University Press, 2003.

Durandin, Catherine, *Nixon. Le président maudit* , Paris, Grancher, 2001.

Ehrman, John, *The Eighties : America in the Age of Reagan* , New Haven, Yale University Press, 2005.

Erskine, Hazel, « Polls : Is War a Mistake ? », *The Public Opinion Quarterly* , 34 (1), printemps 1970, p. 134-150.

Faure, Justin et Melandri, Pierre (dir.), « L'Amérique de George W. Bush », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* , 97, janvier-mars 2008.

Ferguson, Niall, *Colossus : The Price of America's Empire* , New York, The Penguin Press, 2004.

Fernandez-Armesto, Felipe, *Our America : A Hispanic History of the United States* , New York, W. W. Norton, 2014.

Fiorina, Morris P., Abrams, Samuel J. et Pope, Jeremy C., *Culture Wars ? The Myth of a Polarized America* , Boston, Longman, 2011.

Fischer, Claude S., *Made in America : A Social History of American Culture and Character* , Chicago, The University of Chicago Press, 2010.

Frank, Robert, *Richistan : A Journey Through the American Wealth Boom and the Lives of the New Rich* , New York, Crown Publishers, 2007.

Frank, Thomas, *What's the Matter With Kansas ? How Conservatives Won the Heart of America* , New York, Henry Holt and Company, 2005.

Freeman, Joshua B., *American Empire : The Rise of a Global Power, the Democratic Revolution at Home 1945-2000* , New York, Viking, 2012.

Friedman, Thomas L., *The World is Flat. A Brief History of the Twenty-first Century* ; trad. Laurent Bury, *La terre est plate. Une brève histoire du XXI e siècle* , Paris, Saint-Simon, 2006.

Friedman, Thomas L. et Mandelbaum, Michael, *That Used to be Us. How America fall behind in the world it invented and how we can come back* , New York, Farrar, Straus and Giroux, 2011.

Frost, David, *« I Gave them a Sword ». Behind the Scenes of the Frost-Nixon Interviews* , Londres, Macmillan, 1978.

García, John A., *Latino Politics in America. Community, Culture, and Interests* , Lanham, Maryland, Rowman & Littlefield Publishers, 2003.

Genovese, Michael A. et Morgan Iwan W. (dir.), *Watergate Remembered : The Legacy for American Politics* , New York, Palgrave Macmillan, 2012.

Godet, Aurélie, *Le Tea Party. Portrait d'une Amérique désorientée* , Paris, Vendémiaire, 2012.

Gould, Lewis L., *American First Ladies : Their Lives and Their Legacies* , New York, Garland Publishing, 1996.

Granjon, Marie-Christine, *L'Amérique de la contestation. Les années 60 aux États-Unis* , Paris, Presses de la Fondation nationale des

sciences politiques, 1985.

Green, John Robert, *The Presidency of George Bush* , Lawrence, University Press of Kansas, 2000.

Guérand, Jean-Philippe, *James Dean* , Paris, Gallimard, 2005.

Haag, Pamela, *The Gunning of America : Business and the Making of American Gun Culture* , New York, Basic Books, 2016.

Halliwell, Martin, *American Culture in the 1950s* , Édimbourg, Edinburgh University Press, 2007.

Heffer, Jean, *Les États-Unis de Truman à Bush* , Paris, Armand Colin, 1990.

Heffer, Jean, Ndiaye, Pap et Weil, François (dir.), *La Démocratie américaine au XX e siècle* , Paris, Belin, 2000.

Henneton, Lauric, *La fin du rêve américain ?,* Paris, Odile Jacob, 2017.

Huntington, Samuel P., *Who Are We ? The Challenges to America's National Identity* ; trad. Barbara Hochstedt, *Qui sommes nous ? Identité nationale et choc des cultures* , Paris, Odile Jacob, 2004.

–, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order* , 1996 ; trad. Jean-Luc Fidel, Geneviève Poulain, Patrice Jorland et Jean-Jacques Pédussaud, *Le Choc des civilisations* , Paris, Odile Jacob, 1997.

Huret, Romain, *La Fin de la pauvreté ? Les experts sociaux en guerre contre la pauvreté aux États-Unis (1945-1974)* , Paris, Éditions de l'EHESS, 2008.

–, *De l'Amérique ordinaire à l'État secret. Le Cas Nixon* , Paris, Les Presses de Sciences Po, 2009.

–, *Katrina, 2005. L'ouragan, l'État et les pauvres aux États-Unis* , Paris, Éditions de l'EHESS, 2010.

–, *American Tax Resisters* , Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 2014.

Johnson, Haynes, *The Best of Times : America in the Clinton Years* , San Diego, Harcourt, 2001.

Johnson, Thomas J., *The Rehabilitation of Richard Nixon : The Media's Effect on Collective Memory* , New York, Garland Publishing, 1995.

Kaledin, Eugenia, *Daily Life in the United States, 1940-1959 : Shifting Worlds* , Westport, Connecticut, Greenwood Press, 2000.

Kaspi, André, *États-Unis 68. L'année des contestations* , Bruxelles, Complexe, 1988 ; rééd. Bruxelles, André Versaille, 2008.

–, *Le Watergate 1972-1974* , Bruxelles, Complexe, 1983.

–, *Comprendre les États-Unis d'aujourd'hui* , Paris, Perrin, 2008.

Kellner, Douglas, *From 9/11 to Terror War. The Dangers of the Bush Legacy* , New York, Rowman & Littlefield Publishers, 2003.

Kennedy, Paul, *The Rise and Fall of the Great Powers* , 1988 ; trad. Marie-Aude Cochez et Jean-Louis Lebrave, *Naissance et déclin des grandes puissances. Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000* , Paris, Payot, 1989.

Ketner II, Joseph D., *Andy Warhol* , traduction française de Lucie Périneau, Paris, Céladon, 2014.

Lacorne, Denis, *La Crise de l'identité américaine. Du melting-pot au multiculturalisme* , Paris, Fayard, 1997.

–, *Les Frontières de la tolérance* , Paris, Gallimard, 2016.

Lacorne, Denis et Vaïsse, Justin (dir.), *La Présidence impériale. De Franklin D. Roosevelt à George W. Bush* , Paris, Odile Jacob, 2007.

Lacroix, Jean-Michel, *Histoire du Canada* , Paris, Tallandier, 2016.

Lacroix, Jean-Michel et Cazemajou, Jean (dir.), *La Guerre du Viêtnam et l'opinion publique américaine (1961-1973),* Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1991.

Laïdi, Zaki, *Le monde selon Obama. La politique étrangère des États-Unis* , Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2010.

Lassalle, Jean-Pierre, *La Démocratie américaine à l'épreuve. Le test de l'élection de 2000* , Paris, La Documentation française, 2002.

Ledru, Raymond, *La Jeunesse américaine et la guerre du Viêtnam. Ampleur et impact de la contestation dans les années soixante* , Paris,

Didier Érudition, 1991.

Lepore, Jill, *The White of Their Eyes. The Tea Party's Revolution and the Battle over American History* , Princeton, Princeton University Press, 2010.

Levy, Bernard-Henri, *American Vertigo* , Paris, Grasset, 2006.

Levy, Peter B., *Encyclopedia of the Clinton Presidency* , Westport, Connecticut, Greenwood Press, 2002.

Lits, Marc, *Du 11 septembre à la riposte. Les débuts d'une nouvelle guerre médiatique* , Bruxelles, De Boeck & Larcier, 2004.

Mailer, Norman, *Miami and the Siege of Chicago : An Informal History of the American Political Conventions of 1968* , New York, Penguin, 1968.

Mann, James, *The Rise of the Vulcans. The History of Bush's War Cabinet* , New York, Viking, 2004.

Martel, Frédéric, *De la culture en Amérique* , Paris, Gallimard, 2006.

Marty, Myron A., *Daily Life in the United States, 1960-1990 : Decades of Discord,* Westport, Connecticut, Greenwood Press, 1997.

Melandri, Pierre, *Le Siècle américain. Une histoire* , Paris, Perrin, 2016.

– (dir.), *Le Welfare State en Amérique du Nord* , Paris, L'Harmattan, 2000.

Meyer, Alix, *Les Républicains au Congrès. La résistible ascension des conservateurs américains* , Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

Michelot, Vincent, *Kennedy* , Paris, Gallimard, 2013.

Miller, Arthur, *The Crucible* (1952), Londres, Bloomsbury, 2010.

Morgan, Iwan et Davies Philip J. (dir.), *Assessing George W. Bush's Legacy : The Right Man ?* , New York, Palgrave Macmillan, 2010.

Nye, Joseph S. Jr., *Soft Power : The Means to Success in World Politics* , New York, PublicAffairs, 2004.

Obalk, Hector, *Andy Warhol n'est pas un grand artiste* , Paris, Flammarion, coll. « Champs », nouvelle édition augmentée, 2001.

O'Connor, Brendon (dir.), *Anti-Americanism : History, Causes, Themes* , vol. 1 : *Causes and Sources* ; vol. 2 : *Historical Perspectives* ; vol. 3 : *Comparative Perspectives* ; vol. 4 (dir. avec Martin Griffiths), *In the 21st Century* , Abingdon, Routledge, 2006.

Paterson, James T., *Grand Expectations : The United States, 1945-1974* , New York, Oxford University Press, 1996.

–, *Restless Giant : The United States from Watergate to* Bush vs. Gore, Oxford, Oxford University Press, 2005.

Piketty, Thomas, *Le Capital au XXIe siècle* , Paris, Seuil, 2013.

Planel, Niels, *Obamanomics. Comment Barack Obama a réformé l'Amérique* , Lormont, Le bord de l'eau, 2012.

Plantagenet, Anne, *Marilyn Monroe* , Paris, Gallimard, 2007.

Prados, John, *Viêtnam : The History of an Unwinnable War 1945-1975* , 2009 ; trad. Johan Frederik Hel Guedj, *La Guerre du Viêtnam, 1945-1975* , Paris, Perrin, 2011.

Putnam, Robert D., *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community* , New York, Simon & Schuster, 2001.

Remnick, David (dir.), *The New Gilded Age : The* New Yorker *Looks at the Culture of Affluence,* New York, Random House, 2000.

Revelles, Gilles, *Washington, sanctuaire de la religion civile américaine. Essai iconologique sur les hauts lieux de la Cité fédérale* , Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2017.

Richomme Olivier et Michelot Vincent, *Le Bilan d'Obama* , Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

Rolland-Diamond, Caroline, *Black America. Une histoire des luttes pour l'égalité et la justice (XIXe-XXIe siècle)* , Paris, La Découverte, 2016.

Rostkowski, Joëlle, *Le Renouveau indien aux États-Unis. Un siècle de reconquêtes* , Paris, Albin Michel, 2001.

Rousselet, Lélia, *Négocier l'atome. Les États-Unis et les négociations de l'accord sur le nucléaire iranien* , Paris, L'Harmattan, 2017.

Roy, Olivier, *Les illusions du 11 septembre. Le débat stratégique face au*

terrorisme , Paris La République des Idées/Seuil, 2002.

Rozell, Mark J. et Gleaves, Whitney, *Testing the Limits : George W. Bush and the Imperial Presidency* , Lanham (Maryland), Rowman & Littlefield Publishers, 2009.

Sarson, Steve, *Barack Obama. American Historian* , Londres, Bloomsbury Academic, 2018.

Schlesinger, Arthur M. Jr., *The Imperial Presidency* , Boston, Houghton Mifflin Company, 1973 (édition française, *La présidence impériale* , Presses universitaires de France, 1976).

–, *The Disuniting of America. Reflections on a Multicultural Society* , 1998 ; trad. Henri Bernard, *L'Amérique balkanisée. Une société multiculturelle désunie* , Paris, Economica, 1999.

Schuck, Peter H. et Wilson, James Q. (dir.), *Understanding America : The Anatomy of an Exceptional Nation* , New York, PublicAffairs, 2008.

Skowronek, Stephen, *The Politics Presidents Make : Leadership from John Adams to Bill Clinton* , Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1993.

Small, Melvin (dir.), *A Companion to Richard M. Nixon* , Oxford, Blackwell Publishing, 2011.

Snégaroff, Thomas, *Hillary et Bill Clinton. L'obsession du pouvoir* , Paris, Tallandier, coll. « Texto », 2016.

–, *Little Rock, 1957. L'histoire des neuf lycéens noirs qui ont bouleversé l'Amérique* , Paris, Tallandier, 2018.

Todd, Chuck et Gawiser, Sheldon, *How Barack Obama Won : A State-by-State Guide to the Historic 2008 Presidential Election* , New York, Vintage, 2009.

Todd, Emmanuel, *Le Destin des immigrés. Assimilation et ségrégation dans les démocraties occidentales* , Paris, Seuil, 1994.

–, *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain* , Paris, Gallimard, 2002.

Toinet, Marie-France, *La Chasse aux sorcières, 1947-1957* , Bruxelles, Complexe, 1984.

Vagnoux, Isabelle, *Les Hispaniques aux États-Unis* , Paris, Presses universitaires de France, 2000.

–, *Obama et le monde. Quel leadership pour les États-Unis ?* , La Tour d'Aigues, L'Aube, 2013.

Vergniolle de Chantal, François, *Le Fédéralisme américain en question. De 1964 à nos jours* , Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2006.

Vernet, Daniel, *La Théorie du complot. Une histoire américaine* , Monaco, Alphée, 2011.

Vlachogiannis, Apostolos, *La* Living Constitution. *Les juges de la Cour suprême des États-Unis et la Constitution* , Paris, Classiques Garnier, 2014.

Walzer, Michael, *What it Means to be an American* , New York, Marsilio Publishers, 1996.

–, *Arguing about War* , 2004 ; trad. Camille Fort, *De la guerre et du terrorisme* , Montrouge, Bayard, 2004.

Wolff, Michael, *Fire and Fury : Inside the Trump White House* , 2018 ; trad. V. Le Plouhinec, N. Copper, I. Chelley et M. Faure, *Le Feu et la Fureur. Trump à la Maison Blanche* , Paris, Robert Laffont, 2018.

Woodward, Bob, *The Secret Man* , 2006 ; trad. Bernard Blanc, *Gorge profonde. La véritable histoire de l'homme du Watergate* , Paris, Denoël, 2005.

Remerciements

L’auteur aimerait remercier Bernard Cottret qui l’a encouragé à relever le défi de ce livre ; Françoise Coste et Claire Dubois, qui ont lu et annoté tout le manuscrit, pour leurs judicieuses remarques ; Gilles Havard pour ses observations stimulantes ; Daniele Fiorentino pour ses suggestions toujours à-propos et sa conversation enrichissante ; Owen Stanwood pour ses impressions américaines ; Maëva Duclos pour son excellent travail éditorial et sa disponibilité ; et Xavier Bartillat pour sa confiance.

Table des cartes

1. Principales Nations amérindiennes en 1600
2. Les Treize Colonies en 1750
3. Expansion territoriale des États-Unis
4. Guerre de Sécession (1861-1865)
5. Admission des États dans l'Union
6. Guerre hispano-américaine et interventions militaires états-uniennes (1898-1918)
7. Les États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale
8. La Guerre du Viêtnam
9. Opérations américaines au Proche-Orient (1991-2011)
10. Grands Électeurs et élections présidentielles de 2016

DU MÊME AUTEUR

L'Amérique avant les États-Unis. Une histoire de l'Amérique anglaise 1497-1776 , Paris, Flammarion, 2013 ; éd. révisée coll. « Champs », 2016.

From New Babylon to Eden. The Huguenots and Their Migration to Colonial South Carolina , Columbia, University of South Carolina Press, 2006.

En collaboration

The Atlantic World of Anthony Benezet (1713-1784). From French Reformation to Philadelphia Quaker Antislavery Activism , Leyde, Brill, 2016.

A Companion to the Huguenots , Leyde, Brill, 2016.

Réforme et Révolutions , Paris, Les Éditions de Paris, 2012.

Les Huguenots et l'Atlantique (2 vol.), Paris, Presses universitaires Paris-Sorbonne/ Les Indes savantes, 2009-2012.

Naissance de l'Amérique du Nord. Les Actes fondateurs, 1607-1776 , Paris, Les Indes savantes, 2008.

Constructing Early Modern Empires. Proprietary Ventures in the Atlantic World, 1500-1750 , Leyde, Brill, 2007.

Protestantisme(s) et Autorité , Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2005.

Memory and Identity. The Huguenots in France and the Atlantic Diaspora , Columbia, University of South Carolina Press, 2003.

Index des noms de personnes

Abbott, Lyman 341

Acadiens 76

Acheson, Dean 450 , 454 , 456 , 462 , 796

Adams, John 9 , 77 , 81 , 83 , 85-87 , 89 , 92 , 102 , 105 , 107 , 110 , 112 , 114 , 131 , 135 , 138 , 288 , 377 , 770-772 , 783

Adams, John Quincy 131-134 , 167

Addams, Jane 340-342 , 344-345 , 353-354 , 387 , 792

Affleck, Ben 661 , 805

Agnew, Spiro 513 , 534

Aguinaldo, Emilio 314 , 316 , 786

Albright, Madeleine 604 , 638

Aldrich, Nelson 258

Aldrin, Edwin 516

Alito, Samuel Jr. 698

Anderson, John 559

Anthony, Susan B. 162

Apaches (nation amérindienne) 234 , 237 , 316 , 378

Arafat, Yasser 622 , 650

Armitage, Richard 645 , 666 , 669 , 770 , 783

Armour, Philip 233 , 252

Armstrong, Neil 516

Arthur, Chester A. 250 , 259

Ashcroft, John 645 , 669 , 676

Atchison, David 173 , 227

Atkinson, Edward 312

Atta, Mohamed 653 , 664

Attucks, Crispus 82

Austin, Steven F. 147 , 736 , 783

Axelrod, David 709

Baez, Joan 485 , 502 , 780

Baker, Howard 532

Baker, James 561 , 575 , 649

Bakke, Allan 563

Bancroft, George 10-12 , 139 , 288 , 783

Baring, Alexander (Ashburton, baron de) 156

Barker, John Marshall 344 , 789

Bartholdi, Auguste 255-256

Barton, Bruce 394 , 792 , 796

Baruch, Bernard 374

Baum, L. Frank 279 , 782

Beauregard, Pierre-Gustave de 188 , 746

Beck, Glenn 726 , 729 , 807

Begin, Menahem 549

Bell, Alexander G. 242

Bellamy, Edward 264-265 , 289 , 328 , 780-781

Bell, John 179

Ben Laden, Oussama 638 , 662-665 , 670 , 672 , 687 , 698 , 721 , 725 , 736

Bergen, Candice 236 , 594

Berkman, Alexander 272

Bernanke, Ben 701

Bernstein, Carl 528 , 791 , 796

Bessemer, Henry 247

Biden, Joe 573 , 703 , 708 , 736

Black, Hugo 518

Blair, Tony 680

Blanco, Kathleen 694 , 696

Blane, James G. 226

Bloomberg, Michael 599

Boardman, Mabel 354

Bobbitt, John 600

Bobbitt, Lorena 600

Boland, Edward 571

Bonaparte, Napoléon 121-122 , 148 , 161 , 329 , 375

Bonvouloir, Achard de 90

Booth, John Wilkes 195 , 775

Bork, Robert 596 , 807

Boswell, Helen 354

Bourne, Randolph S. 343-344 , 359 , 788

Bradford, William 44 , 768-769

Bradley, Bill 642

Brady, Jim 739

Brandeis, Louis David 357

Breckinridge, John C. 179 , 182

Brejnev, Leonid 523 , 549

Bremer, L. Paul 685

Brennan, John 716

Breyer, Stephen 619

Briand, Aristide 422

Brokaw, Tom 660 , 810

Brooks, Preston 174

Brown, Jerry 591

Brown, John 177-178 , 774

Brown, Michael D. 695

Brown, Scott 730

Bruce, Blanche K. 216

Brzezinski, Zbigniew 548

Buchanan, Pat 591 , 596 , 643

Buffett, Warren 610

Burchett, Wilfred 443

Burr, Aaron 114 , 771

Bush, George H. 539 , 558 , 573-580 , 582-583 , 585 , 591 , 593-595 , 631 , 642-643 , 647 , 649 , 651 , 704 , 806

Bush, George W. 278 , 574 , 641-648 , 650-655 , 658-660 , 662 , 665-667 , 670 , 672-676 , 678-682 , 684 , 687-701 , 703-704 , 710-712 , 716 , 718-719 , 721-725 , 728-729 , 740-742 , 749 , 758 , 760-761 , 763 , 765 , 806 , 812-813

Bush, Jeb 753 , 755

Butterfield, Alexander 532-533

Byrd, Robert 675

Cabot, John 17 , 21-23 , 36 , 338 , 391

Calley, William 493

Calvert, Cecilius 43

Calvert, George 42

Calvert, Leonard 43 , 769

Capone, Al 397

Card, Andrew 654

Carmichael, Stokeley 488

Carnegie, Andrew 250-252 , 272 , 312 , 331 , 394 , 779

Carson, Ben 753

Carson, Rachel 482 , 799

Carter, James E. (Jimmy) 544-555 , 558-560 , 562 , 565 , 567 , 570 , 584 , 592 , 604 , 626 , 646 , 719 , 760 , 786 , 794-795 , 804-805

Cartier, Jacques 26-27

Carville, James 594

Casey, William 571 , 601

Cass, Lewis 169-170

Castro, Fídel 477 , 688 , 747-748

Castro, Raúl 747-748

Catawbas (nation amérindienne) 20

Catt, Carrie Chapman 336

Ceauşescu, Nicolae 576

Chalabi, Amhed 679

Chambers, Whittaker 461

Champlain, Samuel 37

Channing, William E. 156-157 , 160

Charles Ier (1625-1649) 43 , 46 , 54

Charles II (1660-1685) 49 , 51-52 , 55

Chávez, César 509

Cheney, Richard (Dick) 539 , 575 , 579 , 643 , 645 , 654 , 669-670 , 672 , 675 , 686 , 704

Cherokees (nation amérindienne) 21 , 144-145 , 235 , 379

Chevarnadze, Édouard 571

Cheyennes (nation amérindienne) 234 , 236-237 , 244 , 379

Chinard, Gilbert 13

Chirac, Jacques 682

Chivington, John M. 236

Christie, Chris 753

Christopher, Warren 649

Churchill, Winston 319 , 428 , 439 , 441 , 443 , 448 , 450 , 452 , 523 , 575 , 796

Clark, Champ 355

Clarke, Edward 398

Clarke, Richard 665

Claudel, Paul 13 , 321 , 394 , 403 , 786 , 792-793

Clay, Henry 121 , 123 , 125 , 131 , 134 , 136 , 139 , 143 , 149-150 , 165 , 171 , 773

Clemenceau, Georges 369 , 380 , 813

Cleveland, S. Grover 246 , 250 , 256 , 259 , 273 , 278 , 281-282 , 298 , 302 , 304 , 310 , 312 , 323 , 333 , 338-339 , 355 , 357 , 360 , 388 , 400 , 487 , 781-782 , 784 , 799

Clifford, Clark 516

Clinton, Bill 591-597 , 601 , 603-604 , 606 , 608-609 , 611-612 , 616 , 618-623 , 625-639 , 641-643 , 645 , 647 , 649-650 , 663 , 669 , 673-674 , 679 , 711-712 , 714 , 724 , 728 , 731 , 733 , 735 , 739 , 742 , 749 , 756 , 760 , 762 , 765 , 776 , 784 , 806-809

Clinton, Hillary 592 , 594 , 596 , 604 , 619 , 632 , 675 , 703-704 , 706-707 , 709 , 714 , 716 , 719 , 748 , 756-759 , 763

Cody, William S. (Buffalo Bill) 232 , 275 , 308 , 738 , 778

Coligny, Gaspard de 25-26

Colombani, Jean-Marie 671 , 811

Colomb, Christophe 17-18 , 21-22 , 28-30 , 219-220 , 306 , 324 , 507 , 602 , 767

Colson, Charles W. 528 , 530

Conwell, Richard H. 253

Cooke, Jay 252

Coolidge, Calvin 388 , 390-391 , 394 , 409 , 422 , 784

Corliss, George H. 242

Cosby, Bill 586

Cotton, John 48

Coughlin, Charles 413

Cox, Archibald 534

Coxey, Jacob S. 273-274

Crane, Stephen 329

Crazy Horse 219 , 236-237

Creeks (nation amérindienne) 144 , 235

Creel, George 376 , 378

Crittenden, John J. 182

Croly, Herbert 354

Cruz, Ted 753 , 755

Cuomo, Mario 592

Curtis, Benjamin R. 177 , 248 , 512

Custer, George A. 237-238 , 244 , 507

Czolgosz, Leon 284

Daley, Richard 476 , 649

Darby, Joseph M. 690

Darrow, Clarence 396

Darwin, Charles 396

Davies, Joseph E. 441

Davis, Jefferson 173 , 184 , 195

Davis, John 30

Davis, John W. 390

Dawes, Henry L. 238 , 315

Deane, Silas 89

Dean, Howard 690

Dean, James 469

Dean, John W. 530

Deaver, Michael 561

Debouzy, Marianne 13

Debs, Eugene V. 273 , 356-357 , 377 , 388-389 , 790-792

Delawares (nation amérindienne) 20 , 78

Deloria, Vine, Jr. 83 , 770 , 801

Demolins, Edmond 287 , 292 , 783-784

Deng Xiaoping 549

Depew, Chauncey 256 , 266

Dewey, George 308

Dewey, Thomas E. 440 , 455

Diaz, Porfirio 366

Dickinson, John 80 , 93 , 98 , 770 , 807

Dike, Samuel W. 347

Dillingham, William P. 338

Dix, Dorothea 25 , 164 , 385 , 467 , 654

Dixon, Thomas F. 361

Dobrynine, Anatoli 523

Dole, Bob 528 , 544 , 573 , 623 , 629 , 642

Dole, Elizabeth 642

Doniol, Henri 13

Douglass, Frederick 11 , 163 , 167 , 203 , 804

Douglas, Stephen A. 173

Drake, Edwin L. 247

Drake, Sir Francis 25 , 32

Dubois, William E. B. 352

Dukakis, Michael 573-574 , 594 , 606 , 792

Duke, David 591 , 810

Dulany, Daniel 81 , 770

Dulles, John Foster 459 , 520

Durkin, Martin 459

Dylan, Bob 501-502 , 800 , 802

Edwards, John 690 , 703

Ehrlichman, John D. 530 , 532

Eisenhower, Dwight D. 439-440 , 458-459 , 463 , 469 , 472-473 , 475-477 , 489 , 511 , 527 , 557 , 620 , 712 , 797-799

Eisner, Michael 611

el-Assad, Bachar 751-752

Elizabeth Ire (1558-1603) 22 , 24 , 29-31 , 33 , 35 , 768

Ellsberg, Daniel 517 , 531

el-Sadate, Anouar 549

Eltsine, Boris 576

Emerson, Ralph Waldo 139 , 147 , 152 , 172

Engels, Friedrich 186 , 189 , 199 , 268 , 774-775

Ervin, Sam J. 532-535 , 537

Fall, Albert B. 390

Falwell, Jerry 564-565 , 805

Farah, Joseph 731 , 814

Farragut, David G. 191

Felt, Mark 529 , 803

Ferraro, Geraldine 570 , 815

Field, James G. 277 , 360 , 784

Fillmore, Millard 170 , 172 , 176

Finney, Charles G. 156

Firestone, Harvey 422

Fiske, John 288 , 631 , 783

Fohlen, Claude 13

Ford, Gerald 359 , 392 , 396 , 414 , 433 , 467-468 , 470 , 519 , 534 , 536 , 538-542 , 544-545 , 553 , 558 , 591 , 620 , 629 , 639 , 643 , 645 , 658 , 727 , 803-804 , 814

Forrest, Nathan Bedford 210

Fourier, Charles 160

François Ier (1515-1547) 26 , 28

Franklin, Benjamin 15 , 61-62 , 64-65 , 69 , 86 , 89 , 98 , 251 , 418 , 769 , 779

Franks, Tommy 683

Frémont, John C. 150 , 175 , 196

Frethorn, Richard 40

Frick, Henry C. 272

Friedan, Betty 471 , 503-505 , 800

Frobisher, Martin 30

Frost, David 536 , 585 , 803

Fulbright, J. William 495 , 796

Galbraith, John Kenneth 467 , 471

Gallatin, Albert 123 , 772

Gallaudet, Thomas H. 164

Gallup, George 456 , 495

Garfield, James A. 226 , 250 , 258-259 , 290 , 297 , 375 , 780 , 792

Garner, Jay 685

Garrison, William Lloyd 163 , 165 , 168-169

Garvey, Marcus 399

Gates, Bill 610 , 612

Gates, Robert 716

Genêt, Edmond-Charles 108

George III (1760-1820) 85 , 87-88 , 93 , 163 , 568 , 770

George, Henry 265 , 289 , 293 , 328 , 781

George, Lloyd 364 , 380-381

Gerard, James W. 365

Geronimo 237 , 721

Gilbert, Sir Humphrey 25 , 30 , 42

Giles, Nancy 696

Gingrich, Newt 582 , 619 , 623-625 , 636 , 722 , 731 , 735

Ginsburg, Ruth Bader 619 , 650 , 810

Giuliani, Rudolph 605 , 658 , 691 , 704

Gladden, Washington 341

Godkin, Edwin L. 317

Goldman, Emma 272 , 387

Goldwater, Barry 480 , 526

Gompers, Samuel 255 , 272-273 , 312 , 357 , 386

Gorbatchev, Mikhaïl 570 , 575-577

Gore, Al 573 , 593-594 , 611 , 642-643 , 646-648 , 650-651 , 675 , 710 , 719 , 799

Gould, Jay 269 , 787 , 789-790

Grant, Ulysses S. 151 , 190 , 226 , 259

Gray, L. Patrick 529

Greaney, Dean 755

Greeley, Horace 168

Greenspan, Alan 539 , 620

Griffith, D. W. 360 , 790

Grimké, Angelina 161 , 773

Grimké, Sarah 773

Grove, Andrew 610

Guillaume III (1689-1702) 57-58 , 769

Hagel, Chuck 675

Hakluyt, Richard, l'ancien 17

Hakluyt, Richard, le jeune 29

Haldeman, Harry R. 529 , 532 , 535 , 803

Haley, Alex 543 , 804

Hamilton, Alexander 98 , 102 , 105-108 , 121 , 771 , 784 , 802 , 804

Hammond, James 189

Hancock, John 97

Hanna, Mark 282 , 611 , 808

Harding, Warren H. 388-390 , 393 , 399 , 409 , 421-422 , 771 , 791-792 , 794

Harkin, Tom 591

Harriman, Florence Borden 354

Harrington, Michael 471

Harris, Katherine 650

Harrison, Benjamin 149 , 250 , 259 , 278 , 294 , 303 , 792 , 807

Hart, Gary 573

Hartley, Fred 451

Harvey, William H. 281 , 289 , 422 , 479

Hawkins, Sir John 25 , 27

Hayden, Tom 497 , 800

Hayes, Rutherford B. 250 , 792

Hay, John 283 , 298 , 306 , 319-321

Hayne, Robert Y. 141

Hearst, William Randolph 300

Heffer, Jean 13

Henri IV (1589-1610) 27-28 , 35

Henry, Patrick 84 , 97 , 277

Henry VII (1485-1509) 22

Henry VIII (1509-1547) 22

Hersh, Seymour 492 , 800 , 811-812

Hinckley, John 561

Hiss, Alger 461 , 511

Hitler, Adolf 423-424 , 434 , 438 , 441

Hoar, George F. 311 , 316

Holbrooke, Richard 627

Hoover, Herbert 375 , 390-392 , 394 , 403-405 , 407-408 , 414 , 417 , 422-423 , 448 , 459 , 527 , 560 , 792

Hoover, J. Edgar 387 , 460 , 529-530 , 634

Hopkins, Harry 355 , 412 , 462 , 777 , 784 , 805

Horton, Willie 574

House, Edward Mandell 357

Houston, Sam 148 , 218 , 466 , 585 , 614

Howard, Oliver O. 208 , 268 , 279 , 331 , 528 , 530 , 532 , 690 , 779-782 , 784 , 786-787 , 790 , 795 , 797 , 800 , 803 , 807

Huckabee, Mike 704 , 753

Hudson, Henry 53

Hughes, Charles E. 368 , 389 , 422

Humphrey, Hubert H. 25 , 30 , 42 , 510-513

Hunter, Robert 329 , 339 , 500 , 519 , 788

Hunt, Howard 528 , 530

Hussein, Saddam 551 , 576-577 , 579 , 594 , 672-675 , 677-679 , 681 , 683-687 , 689 , 691 , 706 , 720

Huston, Tom Charles 530

Iacocca, Lee 587

Iroquois (nation amérindienne) 21

Jackson, Andrew 123 , 125 , 134 , 136-139 , 143 , 145 , 283 , 368 , 762

Jackson, Helen Hunt 238

Jackson, Jesse 573 , 592 , 595 , 706 , 807

Jackson, Robert 441

Jackson, Thomas J. (Stonewall) 188

Jacques Ier (1603-1625) 35-36 , 42 , 768

Jacques II (1685-1688) 44 , 53 , 56-58 , 82 , 769

James, Henry 250 , 312

James, William 312

Jaruzelski, Wojciech 570

Jaworski, Leon 534

Jay, John 98 , 102 , 105 , 109 , 771

Jean-Paul II 570

Jefferson, Thomas 15 , 40 , 67 , 81 , 86 , 95 , 101-102 , 104-107 , 109-110 , 113-121 , 123 , 131 , 133 , 135 , 141 , 151 , 153 , 165 , 275 , 283 , 293 , 363 , 371 , 718 , 752 , 769-773 , 784

Jeffords, James J. 676

Joffre, Joseph 372

Johnson, Albert 400

Johnson, Andrew 206-207 , 535 , 636 , 776

Johnson, Hiram 334

Johnson, Lyndon B. 479-480 , 800

Jones, Paula 630-631 , 636 , 809

Jordan, Michael 608 , 611

Jusserand, Jules 13

Kaine, Tim 757

Kallen, Horace 343-344 , 788

Karzai, Hamid 672 , 698 , 720

Kaspi, André 13

Kellogg, Frank B. 422

Kennan, George F. 450 , 452 , 459 , 796

Kennedy, David 436

Kennedy, Edward (Ted) 730

Kennedy, Jacqueline Bouvier (Jackie) 475 , 479

Kennedy, John Fitzgerald 101 , 220 , 451 , 475-481 , 484-485 , 487 , 490 , 504 , 510-516 , 525 , 527 , 533 , 539 , 559 , 583 , 596 , 600 , 620 , 627 , 649 , 671 , 710 , 750 , 752 , 774 , 777 , 780-782 , 785-786 , 794-799 , 802 , 806 , 813

Kennedy, John Fitzgerald, Jr. 479 , 799

Kennedy, Robert (Bobby) 510-512

Kerry, John 493 , 672 , 675 , 690-692 , 703-704 , 710 , 719 , 736 , 748 , 800

Kesey, Ken 502

Keynes, John Maynard 381

Khadafi, Mouammar 572 , 687 , 721

Khalid Cheikh Mohammed 664 , 688

Khomeyni, Rouholla 550 , 572

Khrouchtchev, Nikita 477-478 , 549 , 798

Kim Jong-un 764

King, Billie Jean 506

King, Larry 611

King, Martin Luther 274 , 472 , 485 , 487-488 , 519 , 634 , 745 , 799 , 803

King, Rodney 581

King, Rufus 122

Kipling, Rudyard 310 , 315 , 367 , 670 , 785

Kissinger, Henry 516-517 , 521 , 523 , 531 , 541 , 685 , 802

Knox, Frank 426 , 430

Koresh, David 618

Kovic, Ron 495

Kristol, Irving 562

Laboulaye, Édouard 13 , 255-256

Lacroix, Jean-Michel 13

La Fayette, Gilbert du Motier, marquis de 89-90 , 123 , 135 , 379 , 770 , 772

La Follette, Robert M. 334 , 369 , 390

Landon, Alfred M. 418

Lansing, Robert 365

Lattimore, Owen 462

Laudonnière, René Goulaine de 26-27

Lazarus, Emma 257

Leary, Timothy 498 , 502

Lease, Mary Elizabeth 277 , 427

Lee, Ann 157

Leisler, Jacob 57

LeMay, Curtis 512

Lennon, John 502

Lerner, Max 463 , 797

Lesseps, Ferdinand de 318

Levin, Ira 503 , 779 , 787 , 800

Levitt, William 468

Lewinsky, Monica 630-635 , 637-638 , 641 , 643 , 663 , 809

Lewis, John L. 416 , 451

Lewis, Sinclair 395 , 793

Lieberman, Joe 643

Liliuokalani 297

Lincoln, Abraham 44 , 143 , 147 , 151 , 167 , 174-175 , 179-183 , 185-186 , 192 , 194-203 , 206-207 , 216 , 255 , 260 , 292 , 297-298 , 313 , 329 , 351 , 357 , 394 , 408 , 423 , 476 , 487 , 538 , 580 , 595 , 624 , 666 , 706 , 752 , 774-776 , 778 , 784 , 799

Lindh, John Walker 672

Lin, Maya 589

Lippman, Walter 790

Livingston, Robert 86 , 117 , 753

Lodge, Henry Cabot 298 , 319 , 338 , 382

Lodge, Henry Cabot, Jr. 476

Long, Huey 413 , 794

Louis XIV (1661-1715) 53 , 58

Louis XVI (1774-1792) 89-91 , 108 , 254 , 379

Lovejoy, Elijah 168

Luce, Henry 447

Lundy, Benjamin 165

MacArthur, Douglas 404 , 438-439 , 441 , 444 , 457

Madison, James 98 , 103 , 105-106 , 113 , 116 , 121-123 , 131 , 135 , 141 , 151 , 165 , 293 , 365 , 458 , 668 , 771-772 , 802 , 804

Magaziner, Ira 619

Mahan, Alfred T. 290-292 , 294 , 298 , 372 , 783-784

Mailer, Norman 513 , 801

Malcolm, X 399 , 485 , 487-488 , 543 , 799

Manet, Édouard 191

Mann, Horace 164

Mao Zedong 523

Marienstras, Élise 13

Marshall, George C. 438 , 453 , 796

Marshall, John 105 , 112 , 115-116 , 144 , 176 , 315 , 344 , 789

Marx, Karl 186 , 189 , 199 , 414 , 729 , 774-775

Maurois, André 13

McAdoo, William G. 375 , 378

McAuliffe, Christa 588

McCain, John 642 , 704 , 707-710 , 727 , 735 , 762 , 815

McCarran, Patrick 462

McCarthy, Eugene 510-511

McCarthy, Joseph 451 , 460

McClure, Simon 329

McCord, James 528 , 530-531

McCoy, Joseph G. 233

McEnery, Samuel 311

McFarlane, Robert (Bud) 571 , 806

McGovern, George 524-525 , 623 , 808

McKinley, William 242 , 259 , 282-284 , 294 , 298-299 , 302 , 305-306 , 308 , 310-313 , 316-317 , 319 , 322-324 , 330 , 353-354 , 389 , 479 , 692 , 785 , 792

McLean, John 177

McNamara, Robert 491

McVeigh, Timothy 626

Meese, Ed 561

Melandri, Pierre 13

Melinkoff, Ellen 506 , 801

Mellon, Andrew 389

Mencken, H. L. 389 , 396

Menéndez de Avilès, Pedro 27

Meredith, James 484

Miller, Arthur 447 , 460 , 463 , 797

Miller, William 157

Millet, Kate 505

Mills, C. Wright 497 , 800

Milosevic, Slobodan 638

Mitchell, George 723

Mitchell, John 332

Mohawks (nation amérindienne) 21

Mondale, Walter F. 544 , 559 , 570 , 815

Monroe, James 117 , 123 , 126 , 130-135 , 138 , 296 , 304-305 , 319 , 323 , 363 , 370 , 478

Monroe, Marilyn 463

Montgomery, Bernard 439

Montgomery, James 772

Morgan, John-Pierpont 250

Morgues, Jacques Le Moyne de 27

Morse, Samuel F. B. 128

Mott, Lucrecia Coffin 162 , 783

Moussaoui, Zacarias 665-666 , 668

Mueller, Robert 765

Murphy, Edgar G. 349 , 351 , 594 , 770

Mussolini, Benito 424 , 439

Nader, Ralph 547 , 643 , 647 , 651 , 810

Nagin, Ray 694 , 696

Napolitano, Janet 742

Narragansetts (nation amérindienne) 20-21

Nelson, Donald M. 433

Netanyahou, Benyamin 722

Nez-Percés (nation amérindienne) 237

Nimitz, Chester W. 438-439 , 442

Nixon, Richard 451 , 459 , 461 , 475-476 , 510-513 , 515-518 , 520-539 , 541 , 543 , 545-546 , 553 , 557-558 , 560 , 562 , 572 , 574 , 581 , 591 , 635-637 , 645-646 , 649 , 651 , 667 , 678 , 703 , 709 , 735 , 776 , 801-803

Noriega, Manuel 571 , 575

Norris, Franck 329

North, Oliver 571-572

Nye, Gerald 424

Nye, Joseph 608

Obama, Barack 278 , 421 , 642 , 692 , 697 , 703-711 , 713-726 , 728-737 , 740-743 , 745-752 , 756-757 , 761-765 , 809 , 812-815

Obama, Michelle 705

Oglethorpe, James 60

Olney, Richard, 304 , 310 , 785

Ong, Betty 655

Oppenheimer, J. Robert 442-443 , 462 , 795

Ortega, Daniel 571 , 747

Oswald, Lee Harvey 479 , 799

Outcault, Richard F. 300

Owen, Robert 160

Page, Walter Hines 289 , 783

Palin, Sarah 708 , 730-731 , 759 , 815

Palmer, A. Mitchell 387 , 460

Panetta, Leon 724

Parker, Theodore 152

Parks, Rosa 472 , 798

Parsons, Albert 270

Patton, George S. 439

Paul, Rand 732 , 753

Paul, Ron 735

Pawnees (nation amérindienne) 234

Peduto, Bill 763

Pelosi, Nancy 751

Pence, Mike 731 , 757 , 764

Penn, Sean 676

Penn, William 54-55 , 71

Perkins, Frances 410

Perle, Richard 679

Perot, H. Ross 593-595 , 629 , 651 , 757 , 806

Pershing, John J. 367 , 377-379 , 569 , 791

Philippe II (1556-1598) 31 , 53

Pinckney, Charles 112

Pinckney, Clementa 744-745 , 815

Pinckney, Thomas 110 , 117 , 745

Platt, Orville H. 309

Pocahontas 41-42 , 768

Poe, Edgar A. 282

Potter, David M. 203 , 466

Powell, Colin 575 , 578 , 645 , 669 , 672 , 680-681 , 685

Powhatans (nation amérindienne) 20-21 , 41-42

Pratt, Richard H. 238

Presley, Elvis 475

Pulitzer, Joseph 256 , 300-301 , 329 , 442 , 475 , 543 , 782 , 784

Pullman, George H. 272 , 282 , 333 , 356 , 785

Quayle, Dan 574 , 594

Raleigh, Sir Walter 25 , 29 , 31-33 , 35 , 135 , 609 , 783

Rauschenbusch, Walter 341 , 788

Reagan, Nancy 557 , 561

Reagan, Ronald 511 , 513 , 544 , 548-549 , 551 , 557-562 , 565-574 , 581 , 584 , 588-589 , 591-593 , 596 , 620-621 , 626 , 642 , 645 , 647 , 651 , 658 , 674 ,

686 , 712 , 739 , 747 , 751 , 757 , 795 , 801 , 803-804 , 806

Reed, John 367 , 385 , 792

Rehnquist, William 581

Remington, Frederic 242 , 301

Rémond, René 13

Reno, Janet 618 , 631

Revels, Hiram R. 216

Ribault, Jean 26-27

Rice, Condoleezza 645 , 669 , 672 , 675 , 679 , 682 , 710 , 813

Richardson, Elliot L. 534

Riggs, Bobby 506

Riis, Jacob 262-264 , 294 , 328 , 339 , 471 , 780

Ripley, George 160

Roberts, John Jr. 698

Rockefeller, John D. 241 , 250-251 , 261 , 329

Rockefeller, Nelson 511 , 538

Roebuck, Alvah Curtis 248 , 433

Rohani, Hassan 749

Rommel, Erwin 439

Romney, Mitt 704 , 714 , 735-736

Roof, Dylan 744

Roosevelt, Eleanor 407 , 431

Roosevelt, Franklin D. 110 , 216 , 293 , 388 , 403 , 407-411 , 413-420 , 423-431 , 433-435 , 438-443 , 449 , 455 , 475-476 , 489 , 523 , 557 , 660 , 667 , 712 , 734 , 752 , 760 , 784 , 787 , 790 , 793-795 , 807 , 813

Roosevelt, Theodore 220 , 263 , 285 , 292-295 , 298 , 302 , 305 , 308 , 311 , 316 , 319-320 , 323-324 , 328-333 , 338 , 342 , 344 , 350 , 352 , 354-355 , 357 , 363 , 368 , 382 , 389 , 407-408 , 536 , 595 , 598 , 674 , 719 , 732 , 734 , 752 , 784 , 786 , 807

Root, Elihu 302

Rosenberg, Ethel 462

Rosenfield, Gerald 501

Rove, Karl 645 , 679 , 692 , 761-762 , 812 , 815

Rubio, Marco 732 , 753

Rumsfeld, Donald 539 , 645 , 665-666 , 669 , 672-673 , 683-684 , 686-687 , 690 , 697 , 721 , 724

Russell, Andrew J. 226 , 253 , 778

Russo, Anthony 517

Rutledge, John 103

Ryan, Paul 735 , 815

Sakharov, Andrei 549

Sanders, Bernie 511 , 756 , 759

Santelli, Rick 726 , 814

Santorum, Rick 735

Savio, Mario 497

Schlesinger, Arthur Jr. 525-527 , 615 , 667 , 799 , 802 , 804 , 807-808

Schwadron, Harley 612

Schwarzenegger, Arnold 611

Schwarzkopf, Norman 578 , 673

Scopes, John T. 396

Scott, Dred 176-177 , 208 , 216 , 774

Scott, Walter 188

Scott, Winfield 149 , 191

Scowcroft, Brent 575

Sears, Richard Warren 248 , 433

Seinfeld, Jerry 611 , 646

Séminoles (nation amérindienne) 132 , 136 , 144 , 235

Senecas (nation amérindienne) 21

Seward, William H. 136 , 180 , 221 , 297 , 777

Seymour, Horace 213 , 492 , 800 , 811-812

Shafter, William 308

Sharon, Ariel 650

Sharpton, Al 706 , 743

Shays, Daniel 94 , 106

Sheridan, Philip 237 , 270

Sherman, John 261

Sherman, William T. 192 , 237

Shriver, Sargent 525

Shultz, George 571

Siegfried, André 13

Simmons, Joseph W. 361 , 398

Simpson, O. J. 599 , 602 , 634 , 807

Sinclair, Upton 329 , 332 , 395 , 793

Sioux (nation amérindienne) 234 , 237-238 , 244 , 379 , 508

Sirhan, Sirhan B. 512

Sirica, John 532 , 534-535

Sitting Bull 237-238

Smith, Alfred E. (Al) 390-391 , 407 , 475

Somoza, Anastasio 571

Spencer, Herbert 253

Spielberg, Steven 200 , 611 , 802

Spock, Benjamin 465

Staline, Joseph 439 , 441 , 443 , 450 , 457 , 461 , 523

Stanford, Leland 227 , 777

Stanton, Elizabeth Cady 162 , 212 , 773 , 791

Starr, Kenneth 631 , 633

Steffens, Lincoln 329

Stevens, Alexander H. 184 , 207

Stevens, John Christopher 757

Stevens, John L. 297

Stevens, John Paul 651

Stevenson, Adlai 458

Stevens, Thaddeus 200 , 206 , 484

Stimson, Henry 426 , 444 , 796

Stockdale, James 593

Stowe, Harriet Beecher 167 , 264

Strong, Josiah 285-286 , 289 , 315 , 339 , 341-342 , 345 , 783 , 786 , 788

Sumner, Charles 170 , 174 , 206 , 221 , 773

Sumner, William Graham 253 , 793

Susquehannas (nation amérindienne) 20

Sutter, John 171

Swift, Gustavus F. 233

Taft, Robert 451

Taft, William H. 315 , 317 , 792

Taguba, Antonio M. 689 , 812

Talleyrand, Charles-Maurice de 112

Taney, Roger B. 176-177

Tarbell, Ida 329 , 787

Tardieu, André 13 , 373

Taylor, Frederick W. 266 , 359

Taylor, Maxwell 491

Taylor, Zachary 149 , 170 , 176

Tchang Kai-shek 440 , 456 , 489

Teller, Henry M. 306 , 309

Tenet, George 665

Thatcher, Margaret 568

Thomas, Clarence 581

Thoreau, Henry David 139 , 160 , 502 , 804

Thurmond, Strom 455 , 473

Tilden, Samuel J. 243

Tocqueville, Alexis de 13 , 125 , 145 , 275 , 598 , 651 , 753 , 772 , 807 , 810

Toinet, Marie-France 13

Tower, John 572

Townsend, Francis 413

Tripp, Linda 631 , 809

Truman, Harry S. 440 , 442-444 , 450-458 , 460 , 462 , 464 , 468 , 472 , 527 , 568 , 622 , 714 , 796-798

Trump, Donald 587 , 683 , 730 , 753 , 755-765 , 806 , 815

Tsongas, Paul 583 , 591

Tubman, Harriet 168

Turner, Frederick Jackson 219 , 776-777

Tuscaroras (nation amérindienne) 21

Twain, Mark 188 , 239 , 244 , 312 , 324

Tweed, William M. 259

Tyler, Elizabeth 149 , 398 , 810 , 812

Van Buren, Martin 136-138 , 140 , 164 , 167 , 170

Vance, Cyrus 548 , 551

Vanderbilt, Cornelius 250 , 252 , 254 , 266

Veblen, Thorstein 253

Védrine, Hubert 607

Vergennes, comte de 89-91 , 770

Verrazano, Giovanni da 26

Viguerie, Richard 562

Villa, Pancho 367 , 385

Villepin, Dominique de 682 , 812

Vincent, Bernard 13

Volcker, Paul 713

Wade, Benjamin 206 , 213

Wagner, Robert F. 416

Walesa, Lech 569

Wallace, George 486 , 511 , 524

Wallace, Henry 440 , 455

Walsh, Lawrence 572 , 777-778

Walton, Sam 610

Wampanoags (nation amérindienne) 20

Ward, Aaron Montgomery 248

Warhol, Andy 479 , 709

Warren, Earl 472 , 479 , 512

Washington, Booker T. 253 , 352 , 745 , 789

Washington, George 9 , 75 , 78 , 84 , 89 , 94-95 , 98-99 , 102 , 105-108 , 110-112 , 114 , 119 , 133 , 135 , 185 , 200 , 752 , 771-772 , 790

Weaver, James B. 277

Weaver, Robert C. 481

Webster, Daniel 125 , 136 , 138 , 141-142 , 156 , 171 , 185 , 581 , 772

Welch, Jack 611

Wells, Ida B. 218 , 349 , 776 , 789

Westinghouse, George 242

Westmoreland, William 491

Weyler, Valeriano 299

Weyrich, Paul 562

Whitefield, George 73-74

White, Horace 282

Whitman, Charles 736

Whitman, Walt 191

Whitney, Eli 115 , 128

Williams, Roger 48 , 72

Wilmot, David 154

Wilson, Darren 743

Wilson, Woodrow 175 , 216 , 284 , 292 , 315 , 325 , 327 , 334 , 342 , 344 , 351 ,

354-358 , 361-367 , 369-375 , 377-378 , 380-383 , 388-389 , 396 , 400 , 407-408 , 423 , 425 , 480 , 595 , 666 , 719 , 733 , 779 , 786-788 , 790 , 792

Winthrop, John 46-47 , 558

Wolfowitz, Paul 645 , 665 , 669 , 672 , 679

Wood, Fernando 200

Woods, Tiger 616

Woodward, Bob 203 , 528-529 , 803

Woolworth, Frank L. 248

Wright, Carroll D. 337

Wright, Jeremiah 705

Yamasaki, Minoru 656

Yamassees (nation amérindienne) 21 , 59

Young, Andrew 547

Zangwill, Israel 342-343 , 777 , 788

Zhou Enlai 520-521 , 608

Zimmerman, Arthur 370 , 743

Index des noms de lieux

Abilene 233

Abou Ghraib 688-690

Acadie 37 , 51 , 58 , 75-76 , 768

Afghanistan 549 , 570-571 , 638 , 662-665 , 667 , 669-674 , 687-688 , 690 , 698 , 711 , 715 , 717-720 , 722 , 724

Afrique 17-18 , 75 , 165 , 167 , 196 , 284 , 319 , 354 , 399 , 436 , 439 , 523 , 541 , 623 , 663 , 744 , 748 , 796

Alabama 130 , 144 , 176 , 184 , 186 , 190 , 192 , 213 , 244 , 317 , 346 , 349 , 352 , 361 , 412 , 435 , 456 , 471-472 , 484 , 486-487 , 511 , 614 , 710

Alamo 148 , 438 , 494 , 660

Alaska 19 , 156 , 221 , 235 , 284 , 291 , 295 , 297 , 324 , 476 , 645 , 708 , 777

Albany (Fort Orange) 53 , 126 , 135

Alcatraz 507 , 801

Allemagne 12 , 129 , 202 , 244 , 281 , 296 , 310 , 322-323 , 343 , 363 , 366-367 , 369-371 , 376 , 380-383 , 400 , 422-425 , 429 , 431-433 , 435 , 439 , 441-442 , 447 , 454 , 456 , 465 , 522 , 576 , 579 , 614 , 664 , 674 , 682-683 , 698 , 749 , 780 , 785-786 , 797

Angola 62 , 541

Annapolis 81 , 722 , 783

Antietam 190 , 194 , 197

Appalaches 74-75 , 77 , 93 , 125 , 130 , 138 , 143 , 155

Arabie Saoudite 571 , 577 , 579 , 638 , 662-663 , 687 , 724 , 752 , 764

Argentine 132 , 249 , 568 , 780 , 788

Arkansas 132 , 186 , 192 , 206 , 213 , 356 , 406 , 473 , 531 , 591-592 , 594 , 597 , 630-631 , 647 , 704 , 741 , 753 , 776 , 796 , 807-809

Arlington 432 , 479 , 512

Autriche-Hongrie 322 , 362 , 381 , 383 , 779

Bagdad 578-579 , 673 , 676 , 678 , 683-687 , 689

Baltimore 42-43 , 57 , 68 , 109 , 115 , 122 , 126 , 128-129 , 135 , 218 , 246 , 360 , 378 , 769 , 779 , 784 , 805

Belgique 363 , 375 , 405 , 425 , 728 , 752 , 774 , 797

Benghazi 721 , 757

Berlin 296 , 365 , 376-377 , 439 , 441 , 443 , 456 , 477-478 , 530 , 571-572 , 583 , 609 , 653 , 671 , 684 , 708 , 787

Boston 46 , 48-49 , 53 , 57 , 67-68 , 70 , 73 , 82-84 , 97 , 108-110 , 115 , 127 , 129 , 135 , 160-161 , 165 , 168 , 246 , 264 , 269 , 290 , 298 , 312 , 338-339 , 341 , 357 , 360 , 372 , 386-388 , 426 , 476 , 484 , 495 , 499 , 543 , 585 , 653-654 , 660 , 691-692 , 726 , 729 , 734 , 770 , 772 , 774 , 776 , 779 , 783 , 792 , 799 , 802-803

Brésil 25 , 769

Brook Farm 160

Buffalo 126 , 129 , 242 , 246 , 284 , 660 , 778-779

Bull Run 193

Californie 25 , 150 , 155-156 , 171 , 176 , 182 , 211 , 222 , 224 , 229 , 237 , 249 , 291 , 295 , 318 , 334 , 336-337 , 357 , 390 , 398 , 406 , 413 , 435-436 , 451 , 459 , 466 , 469 , 488 , 502 , 509 , 511-513 , 544-545 , 549 , 554 , 557 , 560-561 , 563 , 566 , 582 , 584-585 , 591 , 595 , 606 , 608-609 , 614-615 , 617 , 647 , 684 , 692 , 741 , 752 , 758 , 773 , 777 , 787 , 789

Cambodge 489-490 , 494 , 499 , 517 , 536

Cambridge (Massachusetts) 70 , 73 , 499 , 768 , 775 , 777 , 783 , 790 , 794 , 804

Canada 19 , 27 , 30 , 76 , 92 , 122-123 , 168 , 177 , 221 , 236 , 252 , 284 , 372 , 397 , 400 , 421 , 500 , 621 , 729 , 740 , 784 , 788 , 797 , 805

Canal de Panama 318 , 363 , 548 , 777 , 791

Canton 282 , 320-321

Caroline du Nord 20 , 25-26 , 29-33 , 36 , 51-52 , 66 , 68 , 86 , 99 , 135 , 186 , 190 , 213 , 217-218 , 244 , 252 , 302 , 346 , 361 , 411-412 , 475 , 484 , 532 , 609 , 615 , 686 , 690 , 709 , 768-769 , 771 , 776 , 801 , 810

Caroline du Sud 20 , 26 , 30 , 51-52 , 56 , 58-60 , 62 , 66 , 68 , 71 , 75 , 86 , 96 , 98 , 103 , 121 , 134 , 137 , 140-143 , 166 , 174 , 182-183 , 185-186 , 189 , 194 , 203 , 205 , 213 , 216 , 218 , 237 , 243-244 , 348 , 411 , 435 , 440 , 455-456 , 473 , 484 , 491 , 693 , 741 , 744 , 746 , 768-769 , 776

Casablanca 434 , 439 , 687

Chancellorsville 190

Charlesfort 26

Charleston 20 , 52 , 59 , 62 , 67-69 , 83 , 91 , 109 , 115 , 129 , 135 , 166 , 182-183 , 186 , 218 , 246 , 435 , 693 , 744-745

Cherbourg 191 , 440 , 775

Chesapeake 31-32 , 34-35 , 44-45 , 51 , 54 , 66

Chine 30 , 171 , 229 , 291 , 295 , 298 , 320-323 , 428 , 430-431 , 438 , 449 , 456-457 , 461-463 , 478 , 489 , 494 , 518 , 520-522 , 524 , 536 , 539 , 548-549 , 558 , 699 , 740 , 749 , 767 , 786 , 797

Cincinnati 129 , 135 , 167 , 246 , 339 , 360 , 779

Cleveland 246 , 251 , 779 , 781-782 , 784 , 799

Colombie 132 , 320

Colombie-Britannique 132 , 295

Colorado 156 , 222 , 224 , 229 , 231 , 236 , 241 , 278 , 306 , 336 , 376 , 398 , 406 , 435 , 585 , 606 , 709 , 736 , 758 , 769 , 777 , 789 , 791

Columbia (Caroline du Sud) 195 , 205 , 218 , 746

Columbia (Université) 343 , 458 , 499 , 548 , 604 , 705

Columbus 126 , 372 , 789

Compagnie des Indes orientales 82

Concord (Massachusetts) 84 , 88 , 160

Congo 787

Connecticut 48 , 53 , 56 , 66 , 71-72 , 86 , 89 , 123 , 138 , 164 , 167 , 177 , 346 , 503 , 587 , 642-643 , 712 , 737 , 769 , 779 , 788 , 792 , 805

Corée du Sud 457 , 740 , 765

Crimée 189 , 221 , 441

Cuba 133 , 167 , 181 , 291 , 298-299 , 301-302 , 305-306 , 308-309 , 311 , 314-315 , 318-319 , 323-324 , 367 , 423 , 477-478 , 526 , 541 , 548 , 688 , 740 , 746-748 , 774 , 785 , 815

Dakota du Nord 118 , 221 , 278 , 345 , 424 , 524 , 758

Dakota du Sud 221 , 231 , 238 , 334 , 347 , 508 , 777 , 784

Dallas 218 , 360 , 479-480 , 586

Delaware 51 , 53 , 62 , 66 , 71-72 , 86 , 182 , 186 , 684 , 703 , 768-769

Denver 231 , 237 , 376 , 606 , 737

Détroit 246-247 , 252 , 267 , 405 , 436

Dodge City 233

Dublin 23

Écosse 59-60 , 189 , 250 , 768

Égypte 189 , 318 , 439 , 512 , 540 , 549-551 , 564 , 577

Ellis Island 62 , 245 , 338 , 399 , 584 , 616

Espagne 22 , 24 , 27-29 , 31 , 35 , 53 , 58-59 , 74 , 87 , 90 , 110 , 117 , 131-133 , 147 , 293-294 , 298-299 , 302 , 305-306 , 308 , 312 , 314 , 319 , 324-325 , 372 , 383 , 423 , 463 , 683 , 688 , 719 , 733 , 747 , 774 , 785

Éthiopie 423

Ferguson 156 , 350 , 743 , 773 , 802 , 811-812

Floride 19 , 21 , 25-28 , 30-31 , 34 , 51 , 58-59 , 74 , 76-77 , 110 , 117 , 132 , 136 , 154 , 184 , 191 , 213 , 243 , 407 , 466-467 , 509 , 513 , 523 , 584-585 , 642 , 648-651 , 653 , 664 , 688 , 693 , 699 , 709 , 732 , 736 , 741 , 748 , 752-753 , 758 , 763 , 768 , 776 , 805 , 810

Fort Caroline 26-27 , 31

France 9 , 13 , 22 , 25-28 , 35 , 53 , 58 , 67 , 84 , 87 , 89-92 , 95 , 101-102 , 108 , 110 , 112 , 115-116 , 120-121 , 131 , 133 , 135 , 187 , 189 , 194 , 199 , 244-245 , 250-251 , 255-256 , 281 , 287-288 , 292 , 296 , 312 , 321-323 , 363-364 , 366 , 370 , 372 , 377-381 , 385 , 394 , 422 , 424-425 , 427 , 431 , 439 , 441 , 449 , 452 , 454 , 456 , 463 , 465 , 478 , 489 , 523 , 550 , 577 , 594 , 635 , 671 , 681-683 , 721 , 728-729 , 733 , 735 , 749 , 752 , 767 , 770 , 774 , 778-779 , 784 , 786 , 790-791 , 797 , 802 , 806 , 811

Galveston 335

Gand 123

Genève 489 , 520 , 570 , 688 , 690 , 724 , 768

Géorgie 9 , 20 , 26 , 29 , 51-52 , 59-62 , 66 , 68 , 73 , 75 , 84 , 86 , 92 , 98 , 132 , 134 , 144 , 176 , 184 , 194-195 , 205 , 214 , 217-218 , 235 , 244 , 276 , 346 , 398 , 485 , 544 , 559 , 581-582 , 588-589 , 615 , 746 , 768-769 , 776 , 784 , 791

Gettysburg 190 , 194 , 199 , 201

Grands Bancs 22-23

Grands Lacs 21 , 77 , 84 , 96 , 110 , 117 , 122 , 126 , 130 , 132 , 138 , 143 , 412 , 585

Grèce 452 , 457 , 463 , 797

Guadeloupe 76

Guam 308-309 , 324

Guantánamo Bay 308-309 , 688-690 , 716 , 718 , 724-725 , 747 , 786

Haïti 109 , 323 , 423 , 623

Hartford 48 , 123 , 130 , 142 , 167 , 183 , 772

Harvard 69 , 293 , 343 , 352 , 364 , 383 , 407 , 429 , 442 , 453 , 475 , 498-502 , 516 , 534 , 598 , 608 , 634 , 642 , 705 , 732 , 768 , 775 , 783 , 794 , 796 , 800-801 , 807

Hawaï 291 , 295 , 297-298 , 302 , 324 , 476 , 617 , 661 , 705 , 708

Hiroshima 421 , 443-444 , 602 , 661

Hong Kong 308 , 314 , 321 , 438

Hongrie 300 , 381 , 441 , 452 , 575 , 638

Houston 148 , 218 , 466 , 476 , 585 , 614

Idaho 132 , 155-156 , 222 , 229 , 231 , 237 , 272 , 278 , 336 , 435 , 758 , 777 , 789

Illinois 76 , 127 , 129-130 , 151 , 158-159 , 168 , 173 , 176 , 180 , 190 , 198 , 228 , 233 , 249 , 275 , 351 , 370 , 377 , 458 , 476 , 539 , 547 , 557 , 559 , 647 , 649 , 692 , 704-705 , 725 , 774 , 787-788

Indianapolis 129 , 372 , 792

Indochine 428 , 456 , 489 , 520

Iowa 154 , 160 , 173 , 249 , 275 , 277 , 346 , 591 , 647 , 755-756 , 788

Irak 190 , 422 , 551 , 572 , 576-579 , 667 , 669-670 , 672-691 , 697-699 , 703 ,

710-711 , 715-716 , 718-720 , 722 , 749-752 , 762 , 791

Iran 452 , 524 , 526 , 548 , 550-551 , 555 , 560 , 572 , 576 , 674 , 718 , 746 , 749-752 , 762 , 764 , 805 , 815

Irlande 18 , 22-23 , 25 , 35 , 129 , 175 , 252

Irlande du Nord 723

Israël 456 , 512 , 523 , 540 , 549 , 622 , 718 , 764

Italie 12 , 18 , 202 , 303 , 322 , 338-339 , 380 , 422-424 , 429 , 431-432 , 439 , 452 , 454 , 478 , 546 , 554 , 674 , 683 , 729 , 797

Jacksonville 26

Jamestown 21 , 37 , 39 , 41 , 426 , 768 , 778

Japon 287 , 295 , 298 , 310 , 316-317 , 322 , 324 , 338 , 370 , 421-424 , 428-433 , 435 , 438-439 , 441-444 , 456-457 , 583 , 603 , 661 , 674 , 784-786 , 795

Jordanie 512 , 752

Kaboul 663 , 672

Kandahar 664

Kansas 144 , 155 , 173-174 , 177 , 180 , 221 , 223-224 , 227 , 229 , 232-233 , 237 , 249 , 277-280 , 317 , 345-346 , 406-407 , 411 , 418 , 528 , 544 , 569 , 692 , 705-706 , 758 , 777 , 782

Kansas City 372

Kentucky 78 , 113-116 , 121 , 134 , 141-142 , 167 , 170 , 179 , 182 , 186 , 192 , 196 , 284 , 360 , 511 , 732 , 753 , 771

Kenya 639 , 663 , 705 , 748

Kosovo 638

Koweït 576-579 , 622 , 662

Labrador 19 , 22 , 132

Laos 489-490 , 494 , 517

Las Vegas 807

Levittown (Pennsylvanie) 468 , 473

Lexington (Massachusetts) 84 , 88 , 774

Liban 569 , 572

Liberia 165 , 422

Libye 572 , 687 , 721 , 757 , 762

Little Rock (Arkansas) 473 , 531 , 592 , 808

Londres 24 , 27 , 36-38 , 42 , 46 , 56-57 , 67 , 72 , 76-80 , 83-85 , 88 , 126 , 148 , 162 , 241 , 272 , 288 , 321 , 340-341 , 364 , 423-425 , 676 , 679 , 687 , 768 , 772 , 779 , 786-787 , 792 , 797 , 800 , 803

Los Angeles 227 , 335 , 359 , 388 , 393 , 466 , 488 , 501 , 512 , 531 , 570 , 581 , 583 , 585 , 600 , 614 , 653 , 705 , 777 , 804

Louisiane 19 , 58-59 , 75 , 115-118 , 130-132 , 153 , 184 , 191-192 , 206 , 213 , 218 , 223 , 243 , 276 , 303 , 348 , 356 , 413 , 456 , 487 , 584 , 591 , 606 , 658 , 693-695 , 724 , 738 , 776 , 778

Maine 26 , 37-38 , 49 , 73 , 131 , 161 , 282 , 290 , 302 , 318 , 345 , 418 , 438 , 647 , 653 , 660

Malte 32 , 318

Mandchourie 324 , 423 , 444 , 457 , 786

Manhattan 53 , 246-247 , 388 , 393 , 442-443 , 468 , 508 , 512 , 609 , 656 , 755

Manille 308-311 , 314 , 317 , 325

Maroc 324 , 363 , 687 , 771

Martinique 76

Maryland 20 , 40 , 42-44 , 52-53 , 55 , 57 , 62-63 , 66 , 68 , 71 , 78 , 81 , 86 , 94 , 102 , 106 , 115-116 , 126 , 138 , 167-168 , 176 , 186 , 190 , 192 , 194 , 198 , 206 , 284 , 317 , 355 , 513 , 534 , 549 , 647 , 692 , 722 , 758 , 768-769 , 783 , 789

Massachusetts 34 , 46-48 , 55-57 , 66-67 , 72 , 83-84 , 86 , 94 , 98-99 , 102 , 115 , 123 , 127 , 134 , 136-137 , 139 , 141-142 , 157 , 160 , 164 , 170 , 172 , 174 , 177 , 197 , 238 , 298 , 311 , 319 , 337-338 , 352 , 388 , 451 , 475 , 525 , 545 , 558 , 571 , 573 , 583 , 591 , 609 , 690 , 704 , 712 , 714-715 , 730 , 735-736 , 769 , 772 , 788 , 792 , 804

Mexique 24 , 117 , 132 , 147 , 149-156 , 158 , 160 , 171-172 , 188 , 191 , 295 , 299 , 311 , 319 , 323 , 366-367 , 370-371 , 378 , 385 , 397 , 458 , 502 , 509 , 571 , 614 , 621 , 693 , 731 , 740-742 , 758 , 762 , 773

Miami 512 , 575 , 585 , 693

Michigan 144 , 148 , 169 , 335-336 , 413 , 436 , 497 , 534 , 538 , 647 , 758 , 788 , 795 , 814

Milwaukee 246-247 , 269 , 339 , 357

Minnesota 223 , 249 , 275 , 506 , 511 , 544 , 559 , 570 , 647 , 665 , 787-788 , 793

Mississippi (État) 130-131 , 173 , 183-184 , 191-192 , 214 , 216 , 223 , 276 , 346

, 374 , 411 , 456 , 484 , 487 , 499 , 746 , 776 , 787 , 789

Mississippi (fleuve) 19 , 21 , 75-77 , 89 , 93 , 110 , 116-118 , 125 , 130 , 138 , 143 , 145 , 155 , 191-192 , 202 , 221-223 , 227-228 , 234 , 246 , 249 , 484 , 694

Missouri 49 , 76 , 118 , 130-131 , 140 , 154-155 , 171 , 173-174 , 176-177 , 186 , 191-192 , 196 , 224 , 249 , 300 , 406 , 440 , 444 , 450 , 581 , 743 , 796 , 805

Montana 229 , 231 , 235 , 237 , 406 , 777 , 780

Montgomery (Alabama) 184 , 186 , 473

Moscou 441 , 450 , 455-456 , 478 , 518 , 523-524 , 550

Nagasaki 444 , 661

Naples 439

Nashville 135 , 266 , 730 , 778

Nebraska 155 , 173 , 175 , 180 , 221 , 223-224 , 229 , 233 , 249 , 277 , 282 , 368 , 399 , 470 , 610 , 658 , 675 , 758 , 777-778

Nevada 156 , 158 , 222 , 224 , 229 , 231 , 235 , 278 , 404 , 462 , 709 , 756 , 763 , 777

New Hampshire 9 , 49 , 56 , 66 , 72 , 86 , 92 , 123 , 164 , 185 , 324 , 345 , 449 , 510 , 756 , 769 , 815

New Haven 49 , 70

New Jersey 20 , 51-54 , 62 , 66 , 70-72 , 86 , 92 , 98 , 116 , 176 , 282 , 325 , 334 , 355 , 398 , 451 , 468 , 488 , 505 , 642 , 653 , 753 , 769 , 787-788

Newport (Rhode Island) 48 , 67 , 88 , 91 , 290

New York 26 , 36 , 51-54 , 56-57 , 62 , 66-68 , 71-72 , 75 , 77 , 83 , 86 , 88 , 91 , 98-99 , 102 , 109 , 115-116 , 121-122 , 126-127 , 129 , 131 , 135 , 137-138 , 144 , 158-162 , 164 , 166-168 , 190 , 198 , 200 , 210 , 213 , 225-227 , 241 , 243 , 245-248 , 251 , 256 , 259 , 262-263 , 266 , 269 , 284 , 290 , 293-294 , 300-302 , 306 , 320 , 327 , 329 , 338-339 , 341 , 346 , 360 , 368 , 372-373 , 377 , 388 , 390 , 392 , 399 , 403-405 , 407-408 , 410 , 414 , 416 , 440 , 449 , 455 , 458 , 460 , 466-468 , 480 , 499-503 , 509 , 511-512 , 517-518 , 530 , 532 , 544 , 555 , 573 , 581-585 , 588 , 592 , 597 , 599 , 604-605 , 609 , 614-616 , 628 , 652-660 , 664 , 669-671 , 675-677 , 679 , 691 , 703 , 705 , 731 , 733 , 739 , 741 , 755-756 , 758 , 768-769 , 778-780 , 786 , 788 , 804

Nicaragua 318 , 320 , 323 , 423 , 571-572 , 747

Nigeria 62

Nouveau-Mexique 149-150 , 154 , 156 , 237 , 354 , 370 , 406 , 442-443 , 466 , 617 , 647 , 709 , 736 , 777-778

Nouvelle-Amsterdam 53-54 , 67

Nouvelle-Angleterre 18 , 21-22 , 34-35 , 38 , 44-48 , 51 , 54 , 56 , 58 , 62 , 66 , 69 , 71-72 , 74-75 , 79 , 84 , 96 , 105 , 120-123 , 127-128 , 136 , 141-142 , 157 , 164 , 169 , 173 , 189 , 201 , 295 , 297 , 312 , 337 , 382 , 408 , 418 , 460 , 475 , 495 , 545 , 574 , 593 , 595 , 642 , 691 , 758 , 787

Nouvelle-Écosse 20 , 22 , 24 , 59 , 75-76 , 79 , 92 , 425 , 769

Nouvelle-Espagne 26

Nouvelle-France 58 , 68 , 75-76

Nouvelle-Orléans 76 , 110 , 117 , 123 , 127 , 129 , 135-136 , 191-192 , 218 , 227 , 246 , 303 , 349-350 , 693-696 , 746 , 778

Nouvelle-Suède 53 , 74

Ohio (État) 74-75 , 84 , 126-127 , 129-130 , 144 , 160 , 162 , 165-167 , 177 , 190 , 192 , 198 , 206 , 210 , 243 , 246 , 251 , 261 , 273 , 282 , 336 , 345 , 360 , 368 , 388 , 390 , 398 , 451 , 487 , 499 , 517 , 627 , 692 , 753 , 758 , 772 , 788-789 , 792 , 799

Oklahoma 144 , 221 , 235 , 237 , 249 , 346-347 , 356 , 406 , 581 , 626 , 768 , 776-778 , 780 , 789 , 791 , 801 , 805

Omaha 224 , 277 , 399 , 610 , 658

Ottawa 372 , 500 , 774

Pago-Pago 296

Pakistan 521 , 523 , 663 , 670 , 672 , 688 , 698 , 720-721 , 797

Panama 24 , 224 , 292 , 318 , 320 , 323 , 548 , 572 , 575 , 786

Pays-Bas 797

Pearl Harbor 297 , 428-432 , 438 , 447 , 451 , 515 , 540 , 583 , 660-661 , 784 , 795

Pékin 322 , 521 , 574-575

Pennsylvanie 51 , 54-55 , 62 , 66-67 , 71-72 , 75 , 78 , 80 , 86 , 92 , 96 , 98 , 102 , 106 , 115 , 126 , 129 , 138 , 154 , 164-165 , 176 , 190 , 194 , 238 , 246-247 , 250-251 , 258 , 267-268 , 272 , 332 , 400 , 415 , 468 , 473 , 500 , 547 , 655 , 735 , 758 , 763 , 768-769 , 788 , 805

Philadelphie 55 , 67-69 , 73 , 80 , 83-85 , 87 , 89 , 94-97 , 108-109 , 115 , 119 , 129 , 135 , 164 , 166 , 241-242 , 246 , 255 , 265 , 339 , 360 , 372 , 388 , 417 , 466 , 542-543 , 583 , 585 , 602 , 693 , 706 , 734 , 770 , 778-779

Philippines 242 , 295 , 298 , 308-319 , 322 , 324 , 331 , 367 , 373 , 378 , 430 , 438 , 441 , 456 , 740 , 785-786 , 797

Pittsburgh 129 , 135 , 246 , 251 , 271 , 341 , 360 , 372 , 396 , 763 , 779 , 815

Plymouth (Nouvelle-Angleterre) 23 , 36-37 , 44-46 , 56 , 426

Porto 24 , 308 , 785 , 791

Porto-Rico 308-309 , 318 , 324 , 785

Portsmouth 48 , 324 , 434

Princeton 70 , 325 , 355 , 361 , 365 , 383 , 733 , 771 , 779 , 806 , 814

Providence 32 , 48 , 153 , 242 , 311 , 341 , 416

Québec 58 , 74 , 76-77 , 84 , 770

Rhode Island 48 , 56 , 66-67 , 71-72 , 86 , 88 , 91 , 95 , 97 , 99 , 123 , 242 , 258 , 290 , 341 , 541 , 769 , 771

Roanoke 17 , 25 , 30-33 , 35 , 51

Rochester 129 , 360

Rocheuses 118 , 222 , 692

Rome 79 , 99 , 283 , 343 , 381 , 439-440 , 450 , 463 , 785

Roumanie 441 , 452 , 576

Royaume-Uni 187 , 283 , 296 , 304 , 318-319 , 321-323 , 364-365 , 370 , 372 , 380 , 382 , 421-422 , 424-425 , 427-428 , 433 , 435 , 438 , 447 , 449-450 , 452 , 522 , 568 , 577 , 603 , 682 , 721 , 749 , 752 , 779 , 782 , 786 , 797

Russie 90 , 131-133 , 175 , 322 , 324 , 363-364 , 370 , 378-380 , 385 , 428 , 441 , 449 , 463 , 479 , 568 , 576-577 , 671 , 682 , 733 , 749 , 752 , 765 , 779 , 786

Sacramento 171 , 224

Sagadahoc 38 , 45

Saint Augustine 27 , 30 , 58

Saint-Domingue 107 , 109 , 117 , 165

Saint-Louis 76 , 118 , 135 , 232-233 , 372 , 388 , 743

Salem (Massachusetts) 48 , 54 , 447 , 460

Samoa 291 , 296 , 784

San Francisco 171 , 227 , 229 , 246 , 265 , 296 , 300 , 318 , 338 , 410 , 435 , 449 , 490 , 499 , 501 , 507 , 585 , 616 , 653 , 778-779 , 798

Sarajevo 362 , 627

Savannah 68 , 73 , 91 , 108 , 135 , 195 , 218

Scandinavie 281 , 400 , 768

Seattle 227 , 386 , 581 , 644 , 778 , 787

Sénégal 62 , 76

Sénégambie 62

Serbie 627

Sicile 439

Somalie 622 , 663 , 670 , 762

Soudan 639 , 663 , 670 , 762

Stanford 407 , 602

Syrie 512 , 540 , 577 , 746 , 749 , 751-752 , 762

Taïwan 456-457 , 520-522 , 549 , 584 , 802

Tanzanie 639 , 663

Tchécoslovaquie 381 , 424 , 453 , 576

Téhéran 439 , 550 , 795

Tennessee 78 , 115 , 134 , 136-138 , 145 , 148 , 176 , 179 , 182 , 186-187 , 190 , 192 , 194 , 206-207 , 210 , 212-213 , 266 , 346 , 396 , 405 , 412 , 442 , 510 , 532 , 593 , 642 , 647 , 730 , 741 , 789

Terre-Neuve 22-24 , 30-31 , 36 , 42 , 59 , 61 , 74 , 132 , 428 , 769

Texas 132-133 , 147-150 , 154 , 156 , 171 , 184 , 192 , 214 , 218 , 221-222 , 233 , 237 , 249 , 276-277 , 290-291 , 335 , 350 , 356 , 370 , 466 , 476 , 479 , 560 , 572 , 574 , 584-585 , 593 , 606 , 615 , 617-618 , 631 , 642 , 645-646 , 690 , 695 , 735-736 , 741 , 753 , 776-777 , 803 , 805 , 809

Tora Bora 672

Tunisie 439 , 721 , 752

Ukraine 249

Utah 156 , 158 , 222 , 224 , 226 , 285 , 336 , 357 , 435 , 466 , 736 , 777-778 , 789

Venezuela 132 , 304 , 763

Vera Cruz 24 , 149 , 366

Vermont 115 , 123 , 158 , 338 , 345 , 347 , 357 , 418 , 676 , 690 , 756

Vicksburg 192 , 194

Vienne 167 , 441 , 477 , 549 , 749-751

Viêtnam 236 , 314-315 , 458 , 481 , 489-491 , 493-496 , 499-500 , 511-512 , 516-517 , 519-520 , 522 , 524 , 526 , 532 , 537 , 541 , 548-549 , 574 , 578 , 580 , 589 , 593 , 597 , 601 , 622 , 637 , 639 , 642 , 670 , 675-676 , 678 , 684 , 686 , 690 , 697 , 704 , 740 , 786 , 799-802 , 806 , 809

Virginie 20-21 , 31-45 , 47 , 51-53 , 56 , 62-63 , 66 , 68 , 70-71 , 73 , 75 , 78 , 81 , 86 , 89 , 91 , 94 , 96 , 98-99 , 102-103 , 106 , 113 , 115-116 , 123 , 126 , 135-136 , 141 , 160 , 176-177 , 182 , 186 , 188 , 190-193 , 195 , 197 , 203 , 205 , 214 , 218 , 277 , 317 , 335 , 406 , 412 , 432 , 434 , 564 , 634 , 709 , 746 , 757-758 , 768-769 , 776 , 778 , 792 , 797 , 805

Virginie-Occidentale 187 , 462 , 675

Waco (Texas) 618 , 626

West Country (Angleterre) 21 , 23 , 25 , 36 , 768

West Point 188 , 491 , 589 , 674 , 811 , 813

Wichita 233 , 705

Wisconsin 19 , 154 , 176 , 227 , 249 , 275 , 334 , 336 , 407 , 451 , 461 , 647 , 735 , 737 , 758 , 776 , 788

Woodstock 502

Wounded Knee 236 , 238 , 508

Wyoming 155-156 , 224 , 229 , 231 , 233 , 235 , 336 , 390 , 435 , 470 , 643 , 758 , 777 , 789

Yale 70 , 253 , 466 , 539 , 587 , 592 , 642 , 714

Yémen 639 , 752 , 762

Yorktown 91

Retrouvez tous nos ouvrages
sur www.tallandier.com